Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 2 mai 2022 à 19 heures

Séance tenue au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée et diffusée sur le site Internet de l'arrondissement

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 2 mai 2022 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 4 avril 2022 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1228690001

Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord Ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164) et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

20.02 Appel d'offres public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1225153001

Accorder à Sintra inc. le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022) et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

20.03 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1229454002

Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.

20.04 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1228241004

Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

20.05 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1228720001

Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

20.06 Contrat de construction

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1224921002

Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).

20.07 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290033

Adopter une résolution approuvant une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan - 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

20.08 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290012

Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

20.09 Entente

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1229501006

Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

20.10 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290011

Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

20.11 Immeuble - Acquisition

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290020

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 4988 place de la Savane Inc. une servitude de passage, sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, le tout sans considération financière.

20.12 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1227616004

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 6 615,98 $.

20.13 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1217397002

Augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet "Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes", pour un total de 142 155 $, pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et approuver l'addenda à la convention.

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1229501005

Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage » et approuver les projets de convention à cette fin.

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1229501003

Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

20.16 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1225284006

Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin

20.17 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1228159005

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine et approuver les deux projets de convention à cet effet.

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1221389002

Accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ relatif à des frais de parc, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

30.02 Reddition de comptes

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1221389001

Rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement pour le bâtiment situé au 5170-5172, rue Sherbrooke Ouest - dossier relatif à la demande de permis 3001718315.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1229501004

Autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

40.02 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290025

Approuver, conformément au *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie aux bouts des ailes S.T.U.V. du Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003115538.

40.03 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290026

Approuver, conformément au *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* (20-052), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur les murs Sud et Est du Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM), situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

40.04 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290024

Approuver, conformément au *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290025

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290009

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.07 Règlement - Avis de motion

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1229223002

Adopter, tel que soumis, le règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

40.08 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290006

Donner un avis de motion et adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage " équipements éducatifs et culturels - E.4(3) " aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie), puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.09 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1223408001

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) afin d'encadrer l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles et déposer le projet de règlement.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1224385001

Autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour un montant de 100 000 $ pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1227479004

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2022/05/02
19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 4 avril 2022 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 4 avril 2022 à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce soit approuvé tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versé aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Julie FARALDO-BOULET

_____

Secrétaire d'arrondissement substitut

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 4 avril 2022 à 19 h au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Despina Sourias, conseillère du district de Loyola;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA22 170057

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 4 avril 2022 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION CA22 170058

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mars 2022, à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.



ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

Gracia Kasoki Katahwa	• Conseil d'arrondissement en présentiel • Ramadan • Pessah • Pâques • Nouvel an hindou • Mois du Sénégal • Jour de la Terre • Journée de commémoration du génocide arménien • Cabane à sucre à Notre-Dame-de-Grâce • Conférence l'Afro descendance au futur : entreprenariat et commerce • Visite de l'école Lavoie, de la Maison des jeunes de Côte-des-Neiges, du Centre Yaldei • Rencontre des infirmières et infirmiers filipino du FNAQ • Exposition de photos du Comité de concertation interculturelle de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges • Décision de la Cour Suprême sur le règlement relatif à la restauration rapide • Félicitations au coach Maurice Joseph et à Me Marie-Hélène Dubé, sixième personne racisée à être nommée juge au Québec
Despina Sourias	• Conseil d'arrondissement en présentiel • Pâques orthodoxe • Journée d'indépendance de la Grèce • Journée internationale de la visibilité transgenre • Présence d'étudiants ambassadeurs • Contribution à Jeunesse Benny pour le camp de jour • Investissement pour des installations de basket-ball au parc Gilbert-Layton
Sonny Moroz	• Besoins en temps de pandémie • Ramadan • Mois de sensibilisation de l'autisme • Pâques, Pâques orthodoxe, Pessah • Commémoration du génocide au Rwanda • Journée internationale des Roms • Jour de la Terre • Journée de commémoration du génocide arménien • Journée d'action bénévole
Stephanie Valenzuela	• Prudence avec la pandémie • Comité de concertation interculturelle - vernissage au parc Martin-Luther-King • Contribution à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges • Montant alloué à la BIC • Don de visières à l'organisme Multi-caf • Ramadan • Pessah • Pâques • Jour de la Terre • Nettoyage printanier
Peter McQueen	• Centre communautaire dans l'arrondissement • Assemblée générale de Comité jeunesse NDG • Impact de l'inflation • Falaise Saint-Jacques • Café-terrasse sur les rues commerciales • Biz NDG - chasse au trésor



	● Toilettes dans les parcs ● Pâques, Pessah, Ramadan
Magda Popeanu	● Journée de commémoration du génocide arménien ● Jour de la Terre ● Piétonnisation de la bretelle d'accès du chemin de la Côte-des-Neiges et placette Côte-des-Neiges ● Contribution financières à la SDC Côte-des-Neiges ● Contribution financières à Cyclo-Nord ● Pâques, Pessah

---

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
En présentiel	
Stanley Grunfeld	Marquage de la chaussée
Louis Ganseman	Signalisation pour le stationnement
Musaeva Ayjana	Feux de circulation sonores
Louise Fournier	Ramassage des feuille et nettoyage de puisard - Vendôme/Grey/ Marlowe et *dépôt de document*
Roseline Dorcin	Division de l'arrondissement en deux secteurs

---

RÉSOLUTION CA22 170059

PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De prolonger la période de questions orales du public pour une durée de 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Nom	Sujet de la question
Alexander Montagano	Emprunts de l'arrondissement et *dépôt de document*
Madelaine Sinosier	Réglementation sur la limite d'animaux et les foyers à bois

---

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES ÉCRITES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Questions écrites	
Felicia Balzano *SDC Côte-des-Neiges*	Soutien à la SDC Côte-des-Neiges
Sawyer Kienan-Parsons	Transition estivale - Covid-19
Sonya Konzak *Association des piétons et cyclistes de NDG*	Pistes cyclable et dalle-parc
Norman Sabin	Intersection De Maisonneuve/Décarie
Ursula Hakien	Bruit occasionné par les stations Bixi
Adam Wertheimer	Réaménagement de l'avenue Somerled
Judy Kolonics	Problématique de propreté - 4318-4320 avenue Walkley
Paul Poirier	Parc Elie-Wiesel
Bree Rockbrand	Gentrification
Asher Fortier	Sécurité routière - avenue de Kensington
Fr. Herbert Schulz Paroisse Saint-Kevin	Parcomètres sur les avenues Dupuis et Sain-Kevin
Michel Larcher	Règlement sur le bruit - Restaurant Le petit Sénégal
Melanie Rabette	Accessibilité universelle
Jonathan Pariser	Pistes cyclables - Cavendish

RÉSOLUTION CA22 170060

SECONDE PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ÉCRITES DU PUBLIC

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De prolonger la période de questions écrites du public pour une seconde période de 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Nom	Sujet de la question
Jason Savard	Ajout de pistes cyclables

Madame la mairesse suspend la séance pour une pause de 10 minutes. La séance reprend à 21 h 39.



PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune question des membres du conseil

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance

RÉSOLUTION CA22 170061

CONTRAT - URBEX CONSTRUCTION INC. - PARC GILBERT-LAYTON

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Peter McQueen

D'accorder, à l'entreprise URBEX Construction inc., le contrat d'exécution des travaux de construction pour le projet de construction d'une aire de basketball, au parc Gilbert-Layton, aux prix et conditions de sa soumission;

D'autoriser une dépense à cette fin de 220 311,65 $, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 22 031,16 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de 11 015,58 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 253 358,39 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'autoriser l'adhésion de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce aux objectifs et modalités du Programme des installations sportives extérieures;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1228424002

RÉSOLUTION CA22 170062

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

CONTRAT - LES PAVAGES DANCAR (2009) INC. - LOCATION D'UNE RÉTROCAVEUSE

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sonny Moroz

D'accorder à Les Pavages Dancar (2009) inc., le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur incluant entretien et accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 186 259,50 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1227413002

RÉSOLUTION CA22 170063

CONTRAT - ARBORICULTURE DE BEAUCE INC. - ÉLAGAGE D'ARBRES PUBLICS

Il est proposé par Stephanie Valenzuela

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d’arbres publics sous le réseau de distribution d’Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour 2022;

D'autoriser une dépense à cette fin de 360 037,32 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (plus bas soumissionnaire) - Appel d'offres public 22-19118;

D’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1229477001

RÉSOLUTION CA22 170064

CONTRAT - 7762763 CANADA INC. - TRAVAUX D'ESSOUCHEMENT

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Magda Popeanu

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRETAIRE

D'accorder à 7762763 Canada Inc, le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 320 147,89 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 22-19122;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1227413001

RÉSOLUTION CA22 170065

CONTRATS - LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER - CMS ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. - NETTOYAGE DE TROTTOIRS

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'accorder un contrat (lots 1 et 2) à « Les entreprises Michel Gauthier » au montant de 77 452,91 $ taxes incluses, pour le nettoyage de trottoir de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'accorder un contrat (lot 3) à « CMS Entrepreneurs généraux » au montant de 38 938,35 $ taxes incluses, pour le nettoyage de trottoir de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 116 391,26 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro 22-19222;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1229454001

RÉSOLUTION CA22 170066

CONTRAT - ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS JAMBETTE INC. - PARC ELIE-WIESEL

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Sonny Moroz

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à l'entreprise Équipements récréatifs Jambette inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat au prix de sa soumission, soit 50 410,79 $ taxes incluses, pour l'acquisition et l'installation de structures de jeu d'enfants au parc Elie-Wiesel, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation (CDN-NDG-22-AOI-DAI-017);

D'autoriser une dépense à cette fin de 50 410,79 $, incluant les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 5 041,08 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense totale de 55 451,87 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1228424001

RÉSOLUTION CA22 170067

CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET CONVENTION - CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'accorder une contribution financière de 70 767,20$ incluant les taxes si applicables, à la CDC Côte-des-Neiges pour la réalisation du projet *Préservation, maintien et développement des logements sociaux et abordables à Côte-des-Neiges*, pour la période du 15 mars 2022 au 14 mars 2023 et autoriser la signature d'une convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 70 767,20 $, incluant les taxes si applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1226290014

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRETAIRE

RÉSOLUTION CA22 170068

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 7 ORGANISMES

Il est proposé par Sonny Moroz

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 036,22 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Chabad Lubavitch, Youth organization 6687 Avenue Trans-island, Montréal, Québec, H3W 3B8 Rabbin David Cohen, coordonnateur de parade 514-572-6076	Les fonds discrétionnaires serviront à financer une activité consistant à réunir des enfants des écoles juives de Montréal pour une parade commémorant l'anniversaire du décès du Grand et vénéré Rabbin Shimon Bar Yohai.	**TOTAL: 100 $** Sonny Moroz: 100 $
Paroisse Notre-Dame de Grâce, comité d'entraide 5333 Avenue Notre-Dame de Grâce, Montréal, Québec, H4A 1L2 Louise Bernier, bénévole du comité d'entraide paroisse NDG 514-483-3298	Les fonds discrétionnaires serviront à subventionner le camp d'été des enfants pour les familles démunies et ciblées par l'École NDG et par la paroisse NDG. Cette contribution servira à payer en partie ou en totalité les frais reliés au Camps d'été.	**TOTAL: 1 600 $** Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Peter McQueen: 1 350 $
Fondation de l'école Notre-Dame-de-Grâce 5435 Avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Québec, H4A 1L2 Justine Ganseman, présidente fondation de l'école Notre-Dame-de-Grâce 438-521-7557	Cette contribution financière viendrait aider les parents des élèves qui rencontrent des difficultés financières. Cette année, la fondation aimerait offrir aux enfants qui bénéficient de ce programme un projet placé sous le signe de l'exercice physique.	**TOTAL: 1 250 $** Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Peter McQueen: 1 000 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRETAIRE

Filipino Heritage Society of Montreal 5850 Avenue Monkland #101, Montréal, Québec, H4A 1G1 Al Abdon, Chairman 514-264-8706	Les fonds discrétionnaires serviront à financer le 4e anniversaire des célébrations et proclamations du mois de l'héritage Filipino.	**TOTAL: 600 $** Gracia Kasoki Katahwa: 200 $ Sonny Moroz: 200 $ Stephanie Valenzuela: 200 $
Gai et Gris Montréal 321-6525 Boul. Décarie, Montréal, Québec, H3W 3E3 Bruce Cameron, président, board of directors Gay and Grey Montreal 514-487-6760	Les fonds discrétionnaires serviront à financer une conférence en ligne réunissant des chercheurs et militants qui discuteront des problèmes et des solutions en matière de soins aux personnes âgées LGBTQ.	**TOTAL: 750 $** Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Sonny Moroz: 250 $ Stephanie Valenzuela: 250 $
Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964 Notre-Dame-de-Grâce #204, Montréal, Québec, H4A 1N1 Halah Al-Ubaidi, directrice générale 514-484-1471	Les fonds discrétionnaires serviront à la reconstruction du jardin d'herbes aromatiques à la caserne de pompiers 46. Les fonds serviront à acheter les matériaux pour reconstruire le jardin en question.	**TOTAL: 336.22 $** Despina Sourias: 168.11 $ Peter McQueen: 168.11 $
FNAQ 50 Chemin McConnell, Dorval, Québec, H9S 5N9 Mary Grace Ocampo Présidente 514-582-2869	Les fonds serviront à financer la 50e assemblée générale FNAQ & Acclamation.	**TOTAL: 400 $** Sonny Moroz: 200 $ Stephanie Valenzuela: 200 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1227616003



RÉSOLUTION CA22 170069

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AVEC CONVENTIONS - 2 ORGANISMES

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Sonny Moroz

D'accorder une contribution financière de 25 565 $, toutes taxes incluses si applicables, à Jeunesse Benny pour la réalisation du projet « Programme - Camp de jour », pour la période du 5 avril 2022 au 30 septembre 2022 et d'approuver le projet de convention à cette fin;

D'approuver le plan de suivi de la DCSLDS à l'égard de Jeunesse Benny;

D'accorder une contribution financière de 41 298 $, toutes taxes incluses si applicables, à l'Association des Loisirs de quartier Snowdon pour la réalisation du projet « Programme - Camp de jour », pour la période du 5 avril 2022 au 30 septembre 2023 et d'approuver le projet de convention à cette fin;

D'approuver le plan de suivi de la DCSLDS à l'égard de l'Association des Loisirs de quartier Snowdon;

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1229501002

RÉSOLUTION CA22 170070

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - CYCLO NORD-SUD - VÉLORUTION CDN-NDG 2022

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Sonny Moroz

D'accorder une contribution financière de 98 700 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2022, et approuver le projet de convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 98 700 $, incluant les taxes si applicables, à même le surplus libre de l'arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1225284004

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA22 170071

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE

Il est proposé par Sonny Moroz

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'accorder une contribution financière de 30 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à la Bibliothèque publique juive afin de lui permettre de réaliser un projet d'activités de sensibilisation communautaire du 1er mai 2022 au 30 avril 2023 et approuver le projet de convention à cet effet;

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.11 1228942002

RÉSOLUTION CA22 170072

CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET CONVENTION - SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (SOVERDI)

Il est proposé par Sonny Moroz

appuyé par Stephanie Valenzuela

D’accorder une contribution financière de 14 300 $, incluant les taxes si applicables, à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI) pour la réalisation d’un projet temporaire de verdissement et de plantations sur le site de l’ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022, et autoriser la signature d’une convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 14 300 $, incluant les taxes si applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement;

D'autoriser l'organisme SOVERDI à utiliser le site de l'ancien hippodrome pour ses activités pour les années 2022 et 2023.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.12 1226290010

RÉSOLUTION CA22 170073

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Stephanie Valenzuela

appuyé par Despina Sourias

D'approuver la convention à intervenir avec la Société de développement commercial Côte-des-Neiges;

D'octroyer une contribution financière de 60 000 $, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.13 1229223003

RÉSOLUTION CA22 170074

CONTRAT AVEC CONVENTION - SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV) - DISTRIBUTION DE BACS

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Despina Sourias

D'accorder un contrat de gré à gré et approuver un projet de convention par laquelle la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) s'engage à fournir à l'arrondissement les services requis pour les activités de distribution de bacs de 47L,120L et 240L dans le cadre de l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de neuf logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dans le district de NDG, pour un montant de 51 968,70 $ incluant les taxes, pour la période du 5 avril au 31 mai 2022, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

D'autoriser une dépense à cette fin de 51 968,70 $, incluant les taxes;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.14 1228268002

RÉSOLUTION CA22 170075

CONTRAT - 3 FIRMES - NETTOYAGE DE RUES ET RUELLES

Il est proposé par Stephanie Valenzuela

appuyé par Despina Sourias

D'accorder un contrat (lots 1, 3, 4 et 6) à «Déneigement & Excavation M. Gauthier» au montant de 136 093,60 $, plus bas soumissionnaire conforme, pour le nettoyage printanier des rues et ruelles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'accorder un contrat (lots 2 et 9) à «11073192 Canada Inc./Déneigement NA-SA» au montant de 79 470,72 $, plus bas soumissionnaire conforme, pour le nettoyage printanier des rues et ruelles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'accorder un contrat (lot 5) à «Les Revêtements Scelltech» au montant de 36 621,10 $, plus bas soumissionnaire conforme, pour le nettoyage printanier des rues et ruelles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'accorder un contrat (lots 7 et 8) à «Transport Gilbert Hamelin» au montant de 63 907,70 $, plus bas soumissionnaire conforme, pour le nettoyage printanier des rues et ruelles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 316 093,12 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro 22-19230;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

EN AMENDEMENT :

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

De retirer le deuxième paragraphe de la recommandation, soit la proposition d'octroi de contrat (lots 2 et 9) à l'entreprise 11073192 Canada Inc/Déneigement NA-SA;

De remplacer le dernier paragraphe de la recommandation par ce qui suit :

> D'autoriser une dépense à cette fin de 236 622,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public numéro 22-19230.

L'AMENDEMENT À LA PROPOSITION PRINCIPALE EST APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

LA PROPOSITION PRINCIPALE TELLE QU'AMENDÉE EST APPROUVÉE À L'UNANIMITÉ



ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.15 1228268003

RÉSOLUTION CA22 170076

OFFRE DE PRISE EN CHARGE - ARRONDISSEMENT ROSEMONT - LA PETITE PATRIE

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

D'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour la saison 2022, selon les modalités prévues à l'offre de service détaillée jointe au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1229373001

RÉSOLUTION CA22 170077

AFFECTATION BUDGÉTAIRE - PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT - BIBLIOTHÈQUE INTERCULTURELLE

Il est proposé par Stephanie Valenzuela

appuyé par Sonny Moroz

D'affecter un montant total maximal de 903 590,56 $ (incluant les taxes) afin de réaliser le projet de réaménagement à la bibliothèque interculturelle et autoriser la Direction de la gestion des projets immobiliers à octroyer tout contrat lié à ce projet;

D'autoriser une dépense à cette fin de 903 590,56 $, incluant tous les frais accessoires le cas échéant;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1225302001

RÉSOLUTION CA22 170078

DÉPÔT - COMITÉ EXÉCUTIF - BILAN ANNUEL 2021 - GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES



Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2021 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

30.03 1226954001

RÉSOLUTION CA22 170079

ORDONNANCES - ÉVÉNEMENTS

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Stephanie Valenzuela

D'autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 avril 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances OCA22 17007, OCA22 17008 et OCA22 17009, autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1229501001

RÉSOLUTION CA22 17080

ORDONNANCES - PROMOTION COMMERCIALE

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Sonny Moroz

D'édicter, en vertu du *Règlement sur les promotions commerciales*(R.R.V.M., chapitre P-11 modifié par le RCA20 17341, article 17.4), l'ordonnance OCA22 17010, jointe à la présente décrétant une promotion commerciale dans toutes les zones où sont autorisées les usages de la famille commerce en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), du 4 mai au 31 octobre 2022, afin de permettre la vente et les cafés-terrasses dans les cours avant, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec, à certaines conditions;

D'édicter, en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 515), l'ordonnance OCA22 17011 jointe à la présente permettant des enseignes temporaires du 4 mai au 31 octobre 2022, à certaines conditions.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1229223004

_____

RÉSOLUTION CA22 170081

ORDONNANCES - PROMOTIONS COMMERCIALES

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Peter McQueen

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), les ordonnances OCA22 170012 et OCA22 170013 jointes à la présente permettant de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de ces ordonnances du 7 avril au 31 octobre 2022, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec;

D'édicter, en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 515), les ordonnances OCA22 170014 et OCA22 170015 jointes à la présente permettant des enseignes temporaires du 7 avril au 31 octobre 2022, à certaines conditions;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3, article 20), les ordonnances OCA22 170016 et OCA22 170017 jointes à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, du 7 avril au 14 octobre 2022, à certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1229223005

_____

RÉSOLUTION CA22 170082

ORDONNANCES - PLACETTE CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sonny Moroz

D'autoriser l'aménagement de la Placette CDN;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8), l'ordonnance OCA22 170018 jointe à la présente permettant la fermeture de la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges direction sud entre Queen-Mary et la rue du Frère-André, telle que montrée sur le plan en pièce



jointe, du 6 juin au 9 septembre 2022 et autoriser l'occupation du domaine public pour l'installation de cafés-terrasses du 6 avril au 31 octobre 2022;

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance OCA22 170019 jointe à la présente permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de l'ordonnance du 6 avril au 31 octobre 2022, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance OCA22 170020 jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, du 6 juin au 31 octobre 2022, à certaines conditions.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1229223006

RÉSOLUTION CA22 170083

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-133

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 mars 2022, conformément aux articles 214 et 145.38 et 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 14 mars 2022 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 14 mars au 28 mars 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021 et à la résolution CA22 170055 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 28 mars 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE lors de ces consultations l'arrondissement a expliqué le retrait de l'article 8 et la nouvelle numérotation qui s'en suit ainsi que les modifications proposées pour les articles qui traitent du verdissement du site et du toit;

ATTENDU QUE le projet de résolution n'est pas susceptible à une approbation référendaire, conformément à article 123.1 de la LAU.

Il est proposé par Magda Popeanu

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

appuyé par Despina Sourias

D’adopter, avec modifications, la résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la démolition du pavillon construit en 1952 de l'école Félix-Leclerc et la construction du nouveau pavillon en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION
1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 6055, avenue de Darlington et correspondant au lot 2 173 272 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d’application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d’urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du pavillon construit en 1952 de l'école Félix-Leclerc et située au 6055, avenue de Darlington, la transformation du pavillon 2018 (agrandissement), ainsi que l'aménagement des cours sont autorisés conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger au Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), au Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M. c.C-5) et aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. À l'article 40 du règlement d'urbanisme 01-276 afin de permettre un taux d'implantation minimum d'environ 29%;
2. aux sous-sections 1 et 2 de la section I (Alignement de construction) du Chapitre VI du Titre II du règlement d'urbanisme 01-276 afin de déroger à l'alignement prescrit et de permettre l'implantation de l'agrandissement dans l'axe de la diagonale nord-sud du bâtiment existant;
3. à l'article 573.5 du règlement d'urbanisme 01-276 afin de permettre l'aménagement de la voie d'accès au stationnement qui n'est pas perpendiculaire à la rue;
4. à la ligne 2 et 4 du tableau de l'article 340 du règlement d'urbanisme 01-276 afin de permettre l'aménagement de modules de jeux, d'aires récréatives et de pergola dans les cours avant.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

SECTION I
DÉMOLITION

4. La demande de certificat d’autorisation de démolir doit être accompagnée des documents suivants :

1. Un plan de protection des arbres sur le domaine public et privé. Ce plan doit être réalisé par un professionnel compétent en la matière;
2. un plan de réutilisation ou recyclage des matériaux de démolition;
3. un plan de conservation et d'entreposage temporaire des mosaïques en terrazzo;



4. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier comprenant, entre autres, les impacts reliés aux bruits, à la poussière et à la circulation des camions.
5.

SOUS SECTION II
PROTECTIONS DES ARBRES

5. Un rapport relatif à la protection des arbres, réalisé par un professionnel et illustrant les mesures de protection des arbres pendant les travaux de démolition et de transformation (agrandissement, doit accompagner la demande visée à l'article 5. Ce rapport doit notamment comprendre :

1. Toutes les explications démontrant les mesures de protection proposées pour chacun des arbres situés à moins de 10 m des travaux projetés, tant sur le domaine public que privé;
2. en plus des normes du Bureau de normalisation du Québec, prévoir une distance minimale de protection d'au moins 2 m pour chacun de ces arbres.

SECTION III
CONDITIONS RELATIVES À LA TRANSFORMATION

6. Un plan sur la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage et compostage) doit accompagner la demande de permis de transformation (agrandissement) visant la construction du nouveau pavillon.

7. L'aménagement paysager du site doit être réalisé et complété au plus tard dans les 36 mois suivant la délivrance d'un permis de transformation (agrandissement) visant la construction du nouveau pavillon.

SECTION IV
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURES

8. Au moins 50 % de la superficie du terrain non construit doit être plantée d'éléments végétaux en pleine terre tels que plantes couvre-sol, arbustes ou arbres avant la fin de la période de validité du permis de construction.

9. Une portion du toit du nouveau pavillon doit être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 150 m^2.

10. Un minimum de 60 nouveaux arbres doit être planté sur le site. La plantation d'arbres doit être effectuée dans les 48 mois suivant l'abattage d'un arbre. Au total un minimum de 77 arbres doit être maintenu en bon état en tout temps sur le site.

SECTION V
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

11. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant un changement d'implantation ou de volume, en plus des critères prévus à la présente résolution, les travaux doivent être approuvés conformément aux critères énoncés à l'article 668 et au titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SOUS SECTION I
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

12. L'objectif est de favoriser une construction d'architecture contemporaine qui réinterprète les concepts d'origine et qui tient compte des caractéristiques particulières du terrain, de son milieu d'insertion et de sa situation dans un secteur à valeur intéressante et doit respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans, élévations et perspectives», joints en annexe B à la présente résolution.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1. L'implantation du bâtiment et l'alignement de construction doivent reprendre le caractère général de l'implantation et de l'alignement de construction proposé au plan intitulé "Plan, élévations et perspectives" de l'annexe B en pièce jointe de la présente résolution;
2. les reculs de la construction doivent permettre d'assurer la réalisation d'un aménagement paysager de qualité sur le site, notamment des aires et des modules de jeux ainsi que la plantation d'arbres à grand déploiement tel que proposé au plan intitulé "Plans, élévations et perspectives";
3. le concept et l'apparence architecturale de la construction doivent reprendre le caractère général et l'expression architecturale des élévations et perspectives proposées aux plans intitulés "Plans, élévations et perspectives" de l'annexe B en pièce jointe de la présente résolution;
4. la conception du projet doit prévoir des espaces fonctionnels, lumineux, adaptés à l'enfant et perméables avec les aménagements extérieurs.

Annexe A
Territoire d'application

Annexe B
Plans illustrant l'implantation, les élévations, les perspectives et l'aménagement paysager du projet de remplacement (plans réalisés par Lapointe Magné et associés, GBI experts-conseils et NIPpaysage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1216290040

RÉSOLUTION CA22 170084

ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-132

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial située au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)* a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 mars 2022, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 14 mars 2022 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRETAIRE

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 14 mars au 28 mars 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021 et à la résolution CA22 170054 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 28 mars 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

De déposer le rapport de consultation publique;

D'adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).*

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4775, avenue Roslyn et correspondant au lot 2 651 529 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'implantation d'un bâtiment unifamilial de 2 étages est autorisée conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 45.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

4. Les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de localisation » joint en annexe B à la présente résolution.

Malgré l'alinéa précédent, l'implantation d'un mur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 15 cm.

_____

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
Intitulée "Plan de localisation"

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1226290009

RÉSOLUTION CA22 170085

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial et dépose le projet de règlement.

40.07 1229223002

RÉSOLUTION CA22 170086

AVIS DE MOTION ET MANDAT À LA DAUSE

Attendu les articles 114 et 145.20.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1);

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grace* (01-276), afin de déclarer une valeur patrimoniale significative à l'immeuble résidentiel sis au 6510, rue de Terrebonne, et ainsi, assujettir la délivrance d'un permis de construction ou de transformation à l'approbation préalable des plans relatifs à l'implantation et à l'architecture, et au respect des dispositions relatives à l'apparence architecturale des immeubles significatifs tels que régi par le chapitre VIII du titre II.

Un débat s'engage.

40.08 1226290015

RÉSOLUTION CA22 170087

AVIS DE MOTION ET MANDAT À LA DAUSE

Attendu l'article 114 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1);

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace* (01-276), afin d'interdire, dans les zones 0243,



0248, 0380, 0381, 0408 et 0415, les agrandissements de bâtiment, impliquant une augmentation de leur taux d'implantation.

_____

Un débat s'engage.

_____

40.09 1216290019

_____

RÉSOLUTION CA22 170088

NOMINATION - MAIRESSE SUPPLÉANTE - MAI 2022 À AVRIL 2023

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Peter McQueen

De nommer Madame Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, mairesse suppléante du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de mai 2022 à avril 2023 inclusivement.

Mesdames Despina Sourias, Magda Popenau, Stephanie Valenzuela ainsi que Monsieur Peter Mcqueen votent en faveur de la proposition.

Monsieur Sonny Moroz vote contre la proposition.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

51.01 1224570004

_____

RÉSOLUTION CA22 170089

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - FÉVRIER 2022

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour le mois de février 2022 et toutes les dépenses du mois de février 2022 ainsi les dépenses des factures non associées au bon de commande du mois de janvier 2022.

60.01 1227479003

_____

RÉSOLUTION CA22 170090

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

DÉPÔT - CERTIFICAT DES RÉSULTATS - REGISTRE DU RÈGLEMENT RCA22 17359

Madame Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement, dépose le certificat des résultats à la suite de la tenue d'un période de réception de demandes écrites de scrutin référendaire de 15 jours, du 23 février au 9 mars 2022 pour le Règlement RCA22 17359 autorisant un emprunt de 7 750 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements.

60.02 1224570003

RÉSOLUTION CA22 170091

DON - VISIÈRES - CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Il est proposé par Stephanie Valenzuela

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le don d'un stock de 210 visières à l'organisme la Cafétéria communautaire MultiCaf pour qu'il bénéficie d'équipements de protection individuelle ou puisse en faire la distribution à des OBNL qui pourraient en faire la demande.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1214385021

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 25.

Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement substitut

---

Les résolutions CA22 170057 à CA22 170091 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1228690001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder à « Couverture Montréal-Nord Ltée », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164) pour une somme maximale de 145 960,76 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public.

D'autoriser une dépense à cette fin de 145 960,76 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 21 894,11 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 21 894,11 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 189 749,00 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:42

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur

d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228690001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet vise à rénover les toitures des chalets des parcs William-Bowie et Notre-Dame-de Grâce.
Le parc William-Bowie est situé dans le district de Loyola à l'intersection formée par les avenues Trenholm, Fielding et Patricia.
Le parc Notre-Dame-de-Grâce est situé dans le district Notre-Dame-de-Grâce dans le quadrilatère formé par les rues Sherbrooke, Girouard, Chemin de la Côte-Saint-Antoine et Marcil.
On retrouve dans ces parcs plusieurs services, dont un chalet.

Les toitures ont atteint la fin de leur vie utile et doivent être rénovées afin d'éviter des problèmes d'infiltrations.

Pour mener le projet à terme, dans un premier temps, l'arrondissement accordait à l'hiver 2021 un contrat de services professionnels en vue de la préparation des plans et des devis, ainsi que des services durant la construction.
Dans un deuxième temps, pour permettre l'exécution des travaux, le projet a dû faire l'objet de deux appels d'offres. Le premier appel d'offres avait le numéro CDN-NDG-21-AOP-DAI-020.
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 12 juillet 2021 et 3 soumissions conformes ont été reçues par l'arrondissement. Toutefois, les prix des soumissions dépassaient largement l'estimation du projet. La décision a été prise de retourner en appel d'offres en début 2022 afin d'obtenir de meilleurs prix.

L'avis public relatif au second appel d'offres CDN-NDG-22-AOP-DAI-018, dont les résultats font l'objet du présent sommaire décisionnel, a été publié le 25 février 2022 sur le site SEAO et dans Le Devoir.
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 7 avril 2022 à 11 heures au bureau de l'arrondissement en présence de deux représentants de la Division du greffe et d'un représentant de l'équipe des actifs immobiliers de l'arrondissement (voir le procès-verbal d'ouverture en pièce jointe).

La période d'appel d'offres a duré 40 jours de calendrier (excluant la date de publication et la date d'ouverture des soumissions).
Dans le cadre de cet appel d'offres, trois (3) addenda ont été publiés.

No. Addenda	Date	Portée de l'addenda
1	18 mars 2022	Émission de la version éditable du bordereau de soumission
2	24 mars 2022	Report de la date d'ouverture des soumissions
3	25 mars 2022	Clarifications aux documents d'appel d'offres

Quatre (4) soumissions conformes ont été reçues par l'arrondissement.

La réalisation des travaux de construction est maintenant prévue pour l'été 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder le contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, en vue de la réalisation des travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce.
Les travaux incluront plus spécifiquement :
· La démolition nécessaire à la réfection de toiture;
· La fourniture et l'installation des matériaux;
· Toutes les clôtures, protections temporaires et la sécurité sur le chantier;
· Tous les travaux de ferblanterie;
· Tous les accessoires, autres équipements et autres travaux nécessaires à la réfection de toiture.

Le contrat à autoriser par le présent sommaire décisionnel est de 145 960,76 $, incluant les taxes, à cela se rajoute les frais accessoires (contingences et
incidences) pour une dépense totale à autoriser de 189 749,00 $ incluant les taxes.

JUSTIFICATION

Sur cinq (5) preneurs du cahier des charges, quatre (4) ont déposé une soumission.
Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Total des prix sans contingences *(taxes incluses)
Couverture Montréal-Nord Ltée	145 960,76 $
Toitures Léon inc.	147 168,00 $
Les Couvertures St-Léonard inc.	203 160,83 $
Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	234 591,54 $
Dernière estimation réalisée	163 293,24 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	182 720,28 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	25,18 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	88 630,78 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	60,72 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(17 332,48 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-10,61 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	1 207,24 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,83 %

***** T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Analyse du tableau :

Le prix du plus bas soumissionnaire, Couverture Montréal-Nord ltée., à 145 960,76 $ taxes incluses est inférieur à l'estimation des coûts à 163 293,24 $, taxes incluses. Il y a une différence de coûts de 17 332,48 $ taxes incluses. Cet écart, qui correspond à -10,61 % entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente, nous paraît juste et acceptable.

D'autant plus que le prix moyen déposé par l'ensemble des soumissionnaires (182 720,28 $, taxes incluses) est supérieur de 25,18 % à la soumission conforme la plus basse (145 960,76 $, taxes incluses). Considérant la quantité des soumissions reçues, nous croyons que les montants soumis par les 4 entrepreneurs sont représentatifs du marché.

Prix de base :

Couverture Montréal-Nord ltée, plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de 145 960,76 $ taxes incluses. Sa soumission est jugée conforme.

Dépenses additionnelles :

· **Contingences :**

Un montant maximal de 15 %, soit 21 894,11 $, taxes incluses, de la soumission acceptée de l'entrepreneur devra être autorisé et ajouté au bon de commande de l'adjudicataire pour couvrir les frais résultant de conditions du chantier.

· **Incidences :**

Une provision de 21 894,11 $ taxes incluses est recommandée pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer, au besoin, des services exécutés par des tiers dans le cadre de ce projet tel que des frais de laboratoire pour des tests sur les matériaux lors du chantier.

Conclusion et recommandation :

Les vérifications relatives à la conformité des quatre soumissionnaires quant aux Registres

des personnes non admissibles du Secrétariat du Conseil du Trésor (RENA), de la RBQ et de la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Une attestation valide délivrée le 5 avril 2022 par Revenu Québec à « Couverture Montréal-Nord ltée. » accompagne sa soumission (voir section «Pièces jointes»). Cette attestation est valide jusqu'au 31 juillet 2022.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à « Couverture Montréal-Nord ltée », plus bas soumissionnaire conforme, pour une somme de 145 960,76 $, incluant les taxes, et d'autoriser une dépense totale de 189 749,00 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires (contingences et incidences).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de ce dossier proviendra à la hauteur de 79 454 $ des reports de PDI affecté à la réfection de toitures de chalets de parcs, à la hauteur de 36 452 $ du surplus affecté à la réfection des toitures des chalets de parcs et à la hauteur de 57 362 $ de fonds parcs.

Le coût total du contrat à autoriser est de 167 854,88 $ (contrat et contingences) et des incidences de 21 894,11 $, taxes incluses.

Cette dépense totale de 189 749,00 $. taxes incluses, représentant un coût net de 173 266,12 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.

	Avant taxes	**Taxes**	**Toutes taxes incluses**	**Net de ristourne**
Couverture Montréal-Nord Ltée	126 950,00	19 010,76	145 960,76	**133 281,63**
Contingences (15%)	19 042,50	2 851,61	21 894,11	**19 992,24**
Sous-total – Couverture Montréal-Nord Ltée	145 992,50	21 862,37	167 854,88	**153 273,88**
Incidences	19 042,50	2 851,61	21 894,11	**19 992,24**
Total (avec incidences)	165 035,00	24 713,98	189 749,00	**173 266,12**

Les renseignements relatifs au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

Une gestion des déchets est prévue dans le cadre de ce contrat. L'entrepreneur devra faire le triage des déchets en vue d'une réutilisation/réemploi et du recyclage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La correction des problèmes d'étanchéité des toitures.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le service des communications sera impliqué pour informer les citoyens lors des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
· Approbation du dossier par le CA – 2 mai 2022;
· Réunion de démarrage – mi-mai 2022;
· Début des travaux – juin 2022;
· Date de prévue de fin des travaux – août 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission se trouve en deçà du seuil de 5 M $ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Brunna DORNELAS-MATOS)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie BOISVERT
Conceptrice des aménagements

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 438-920-6426
Télécop. :

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228690001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.



AttestationRQ_LicenceRBQ.pdf



Bordereau soumission_22-AOP-DAI-018.pdf



Récapitulatif PV.pdf



SEAO_Liste des commandes.pdf



Tableau_des_coûts_22-AOP-DAI-018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie BOISVERT
Conceptrice des aménagements

Tél : 438-920-6426
Télécop. :

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

COUVERTURE MONTREAL-NORD LTEE
8200, RUE LAFRENAIE
ST-LEONARD (QUEBEC) H1P 2A9

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1168317445

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 302130-MKZA-0909701
Date et heure de délivrance de l'attestation : 5 avril 2022 à 15 h 55 min 49 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1249-9471-48 Numéro de validation : 1-1416908666

ÉMISE LE : 1984-02-28

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 13 mars

TITULAIRE DE LA LICENCE

Couverture Montreal-Nord Ltée
8200 rue Lafrenaie
Montréal QC
Canada H1P 2A9

RÉPONDANTS

Louise Nadeau
Gestion de la sécurité

Richard Nadeau
Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers

2 répondant(s) autorisé(s).

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur

5 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire



ASSOCIATION DES MAÎTRES COUVREURS DU QUÉBEC

CERTIFICAT DE MEMBRE

Ceci atteste que

COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE

est un membre actif accrédité en règle pour l'année se terminant le 31 octobre 2022.

Ce membre répond aux conditions pour offrir la Garantie Maître Plus 10.

Numéro de membre : **1001**

RICHARD LALIBERTÉ
Président du Conseil d'administration

GARANTIE MAÎTRE PLUS 10 AMCQ

MARC SAVARD
Directeur général

Ce certificat de membre demeure la propriété de l'AMCQ et, sur demande, doit être retourné à l'Association.

Montréal	**Appel d'offres** **Exécution de travaux**
	No Appel d'offres: **CDN-NDG-22-AOP-DAI-018**

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Le dépôt des soumissions doit se faire avant 11h00, le vendredi 7 Avril 2022 au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
2022	2	25	2022	4	7	

Titre de l'Appel d'offres

Réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de Grâce

Adresse de l'Ouvrage:		**Montant**	
William-Bowie: 4955 Avenue Trenholme, Montréal NDG: 3501, avenue Marcil, Montréal		Montant total avant taxes :	126 950,00 $
Numéro de l'Ouvrage:	0090 et 0164	Taxe sur les produits et services 5 % :	6 347,50 $
Numéro de mandat:	0164_20_01	Taxe de vente du Québec 9,975 % :	12 663,26 $
Numéro de Contrat:	CDN-NDG-22-AOP-DAI-018	**Montant total avec taxes:**	**145 960,76 $**

Couverture Montréal Nord Ltée

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1168317445	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Couverture Montréal Nord Ltée

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

8200 Lafrenaie, Montréal (Qc) H1P 2A9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

JEAN-PIERRE DESAULNIERS	ESTIMATEUR
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)
Signature	07.04.2022 Date
Téléphone : 514-324-8300	
Courriel : invitations@couverturemontrealnord.com	

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-22-AOP-DAI-018

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 7 avril 2022** à **11 heures.**

Sont présents :		
● Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
● Émilie Boisvert	Conceptrice des aménagements	Direction des services administratifs et du greffe
● Brunna Dornelas Mattos	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-22-AOP-DAI-018 Réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX taxes incluses**
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE	145 960,76
TOITURES LÉON INC.	147 168,00
LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC.	203 160,83
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE	234 591,54

L'appel d'offres public de la division des actifs immobilier et parcs a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 25 février 2022.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la division des actifs immobilier et parcs, pour étude et rapport.

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Liste des commandes

Numéro : CDN-NDG-22-AOP-DAI-018
Numéro de référence : 1575584
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (2006308)** 2022-02-26 22 h 04 **Transmission :** 2022-02-26 22 h 04	3695586 - Addenda 1 (devis) 2022-03-18 15 h 12 - Courriel 3695587 - Addenda 1 (bordereau) 2022-03-18 15 h 12 - Téléchargement 3699409 - Addenda 2 2022-03-24 10 h 27 - Courriel 3700766 - Addenda 3 2022-03-25 13 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE 8200 rue Lafrenaie Montréal, QC, H1P 2A9	Madame PAMELA FIDELI Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur :	**Commande : (2014453)** 2022-03-14 8 h 46 **Transmission :** 2022-03-14 8 h 46	3695586 - Addenda 1 (devis) 2022-03-18 15 h 12 - Courriel 3695587 - Addenda 1 (bordereau) 2022-03-18 15 h 12 - Téléchargement 3699409 - Addenda 2 2022-03-24 10 h 27 - Courriel 3700766 - Addenda 3 2022-03-25 13 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC. 11,365 - 55ième Avenue Montréal, QC, H1E 2R2	Monsieur Équipe De l'estimation Téléphone : 514 648-1118 Télécopieur : 514 648-3171	**Commande : (2011865)** 2022-03-08 14 h 32 **Transmission :** 2022-03-08 14 h 32	3695586 - Addenda 1 (devis) 2022-03-18 15 h 12 - Courriel 3695587 - Addenda 1 (bordereau) 2022-03-18 15 h 12 - Téléchargement 3699409 - Addenda 2 2022-03-24 10 h 27 - Courriel 3700766 - Addenda 3 2022-03-25 13 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE	Monsieur Département de L'Estimation	**Commande : (2006441)** 2022-02-28 8 h 18	3695586 - Addenda 1 (devis) 2022-03-18 15 h 12 - Courriel

11,600 Philippe Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Téléphone : 514 648-1595 Télécopieur : 514 648-1631	**Transmission :** 2022-02-28 8 h 18	3695587 - Addenda 1 (bordereau) 2022-03-18 15 h 12 - Téléchargement 3699409 - Addenda 2 2022-03-24 10 h 27 - Courriel 3700766 - Addenda 3 2022-03-25 13 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TOITURES LEON INC. 364 rue Saint-Paul Repentigny, QC, J5Z 4H9 http://www.toituresleon.com	Monsieur Fred Bouchard Téléphone : 450 582-1254 Télécopieur : 450 582-2368	**Commande : (2006405)** 2022-02-28 7 h 27 **Transmission :** 2022-02-28 8 h 06	3695586 - Addenda 1 (devis) 2022-03-18 15 h 12 - Courriel 3695587 - Addenda 1 (bordereau) 2022-03-18 15 h 12 - Téléchargement 3699409 - Addenda 2 2022-03-24 10 h 27 - Courriel 3700766 - Addenda 3 2022-03-25 13 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Projet :	**CDN-NDG 22-AOP-DAI-018** **0090 et 0164 William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce** **Réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce.** **révision 2022-04-12**					
			Tps **5,0%**		**Tvq** **9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**$**				
	Prix forfaitaire de base	126 950,00	6 347,50		12 663,26	145 960,76
	Sous-total :	126 950,00	6 347,50		12 663,26	145 960,76
	Contingences 15%	19 042,50	952,13		1 899,49	21 894,11
	Total - Contrat :	**145 992,50**	**7 299,63**		**14 562,74**	**167 854,88**
Incidences :	Dépenses générales (15%)	19 042,50	952,13		1 899,49	21 894,11
	Total - Incidences :	**19 042,50**	**952,13**		**1 899,49**	**21 894,11**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**165 035,00**	**8 251,75**		**16 462,23**	**189 749,00**
Ristournes :	Tps 100,00%					8 251,75
	Tvq 50,0%					8 231,12
	Coût net après ristoune					**173 266,14**

préparé par Emilie Boisvert

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228690001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions GDD.pdfContrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossiers
Tél : 514872-9387

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement substitut
Tél : 514 830-7568
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-22-AOP-DAI-018**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE	1168317445	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
TOITURES LÉON INC.	1142936161	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC.	1164967250	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE	1174011727	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2022-04-07**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-07.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-07.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2022-04-07.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-22-AOP-DAI-018 — No du GDD : 1228690001

Titre de l'appel d'offres : Réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 2 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 25 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 7 - 4 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 25 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées :

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 8 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE	145 960,76 $	√
TOITURES LÉON INC.	147 168,00 $	√
LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC.	203 160,83 $	√
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE	234 591,54 $	√

Information additionnelle

3 preneurs de cahiers de charges sont des municipalités ou organismes.

Préparé par : Brunna Dornelas Mattos — Le 14 - 4 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228690001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228690001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1228690001

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée., au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

Conformité budgétaire:

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances puisque ce dossier sera financé par un report de PDI qui doit être adopté ultérieurement.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés par l'arrondissement (arrondis au dollar près)
Contrat - Couverture Montréal-Nord ltée.	126,950.00 $	6,347.50 $	12,663.26 $	145,960.76 $	12,679.13 $	133,281.63 $	133,282.00 $
Contingences (15%)	19,042.50 $	952.13 $	1,899.49 $	21,894.12 $	1,901.88 $	19,992.25 $	19,993.00 $
Sous-total - Contrat + Contingences	**145,992.50 $**	**7,299.63 $**	**14,562.75 $**	**167,854.88 $**	**14,581.01 $**	**153,273.88 $**	**153,275.00 $**
Incidences (15%)	19,042.50 $	952.13 $	1,899.49 $	21,894.12 $	1,901.88 $	19,992.25 $	19,993.00 $
Total des dépenses	**165,035.00 $**	**8,251.76 $**	**16,462.24 $**	**189,749.00 $**	**16,482.88 $**	**173,266.12 $**	**173,268.00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	173,268.00 $	100.00%
Total des dépenses	173,268.00 $	100.00%

Information budgétaire:

Provenance	**Surplus disponible affecté au PDI à la réfection des toitures des chalets de parcs**
Éntité:	2406
Objet:	**31025**
Montant :	36,452.00 $

Provenance	**Report PTI 2019 - Réfection des toitures dans les chalets de parcs**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	1934227 005
Projet Simon :	**175394**
Montant :	46,131.00 $

Provenance	**Report PTI 2020 - Réfection des toitures dans les chalets de parcs**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	2034227 001
Projet Simon :	**181035**
Montant :	33,323.00 $

Provenance	**Fonds parcs**
Éntité:	2406
Objet:	**25507**
Montant :	57,362.00 $

Imputation	**Travaux de réfection toiture chalet de parc William-Bowie bat. 0090 et chalet de parc Notre-Dame-de-Grâce bât. 0164**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	2234227 009
Projet Simon :	**190885**
Montant :	173,268.00 $

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net PTI - 2022-2031	**79**	**0**	**0**	**0**	**79**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**173**	**0**	**0**	**0**	**173**
BF	**94**	**0**	**0**	**0**	**94**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**79**	**0**	**0**	**0**	**173**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : avr Année : 2022 **AVR-22** Description de l'écriture : 220414udimite GDD 1228690001 travaux de réfection de la toiture du chalet parcs William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce-

Virement de crédits demandé en vertu de : ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1228690001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618015	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		79,454.00	Règlement d'emprunt RCA18 17291
2	6406	0618015	800250	07165	57201	000000	0000	190885	000000	22025	00000	75,920.00		Contrat
3	6406	0618015	800250	07165	57201	000000	0000	190885	012130	22025	00000	3,534.00		Contingences
4														
5	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	190885	000000	22025	00000		36,452.00	Surplus affecté
6	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	190885	012130	22025	00000	16,459.00		Contingences
7	6406	9500998	800250	07165	54590	000000	0000	190885	012079	22025	00000	19,993.00		Incidences
8														
1	6406	9500998	800250	07165	45901	013529	0000	190885	000000	22025	00000		57,362.00	Fonds de Parcs
2	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	190885	000000	22025	00000	57,362.00		Contrat
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
9														
Total de l'écriture :												**173,268.00**	**173,268.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Demandeur : Teodora Dimitrova

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : avr 2022 Année : Type d'écriture :

Date de l'écriture : Nom d'écriture : 220414udimite

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000
3						
4						
5	2406	0000000	000000	00000	25507	000000
6	6406	9500998	800250	07165	45901	013529
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
21						
22						
23						
24						
25						
Total de l'écriture :						

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Téléphone : 514-868-3230

Réel (A)

e GDD 1228690001 travaux de réfection de la toiture du chalet parcs William-Bowie et Notre

Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit
0000	000000	000000	00000	00000	36,452.00
0000	190885	000000	22025	00000	
0000	000000	000000	00000	00000	57,362.00
0000	190885	000000	22025	00000	
					93,814.00

Remarques

-Dame-de-Grâce-

Crédit	Description de ligne
	Surplus affecté
36,452.00	Surplus affecté
	Fonds de Parcs
57,362.00	Fonds de Parcs
93,814.00	

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618015	800250	07165	57201	000000	0000	190885	000000	22025	00000
2	6406	0618015	800250	07165	57201	000000	0000	190885	012130	22025	00000
3											
4	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	190885	000000	22025	00000
5	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	190885	012130	22025	00000
6	6406	9500998	800250	07165	54590	000000	0000	190885	012079	22025	00000
7											
8	6406	9500998	800250	07165	45901	013529	0000	190885	000000	22025	00000
9	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	190885	000000	22025	00000
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618015.800250.0716557201.000000.0000.190885.000000.22025.00000
2	6406.0618015.800250.0716557201.000000.0000.190885.012130.22025.00000
3	.....
4	6406.9500998.800250.4100071120.000000.0000.190885.000000.22025.00000
5	6406.9500998.800250.0716557201.000000.0000.190885.012130.22025.00000
6	6406.9500998.800250.0716554590.000000.0000.190885.012079.22025.00000
7	.....
8	6406.9500998.800250.0716545901.013529.0000.190885.000000.22025.00000
9	6406.9500998.800250.0716557201.000000.0000.190885.000000.22025.00000
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	#REF!
2	.....	#REF!	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1228690001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée, au montant de 145 960,76 $, incluant les taxes, pour les travaux de réfection des toitures des chalets de parc William-Bowie et Notre-Dame-de-Grâce (bâtiment 0090 et 0164), et autoriser une dépense à cette fin de 189 749,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-DAI-018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228690001_report PDI-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Direction du budget et de la planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD : 1228690001

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PDI 2021. Le report du budget de compétence ARRON pour l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PDI 2021 au PDI 2022-2031 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

Provenance	**Report PTI 2019 - Réfection des toitures dans les chalets de parcs**	
Requérant:	59-00	
Projet :	34227	
Sous-projet :	1934227 005	
Projet Simon :	**175394**	
Montant :		46 131,00 $

Provenance	**Report PTI 2020 - Réfection des toitures dans les chalets de parcs**	
Requérant:	59-00	
Projet :	34227	
Sous-projet :	2034227 001	
Projet Simon :	**181035**	
Montant :		33 323,00 $

Imputation	**Travaux de réfection toiture chalet de parc William-Bowie bat. 0090 et chalet de parc Notre-Dame-de-Grâce bât. 0164**	
Requérant:	59-00	
Projet :	34227	
Sous-projet :	2234227 009	
Projet Simon :	**190885**	
Montant :		79 454,00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1225153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Sintra inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de construction de dos d'âne sur divers tronçon de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, pour une somme maximale de 510 999,71 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003.

D'autoriser une dépense à cette fin de 510 999,71 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 51 099,97 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 70 000,00 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 632 099,68 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 08:02

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur

d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225153001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce souhaite réaliser des travaux de dos d'âne sur divers endroits des rues sur le territoire de l'arrondissement, afin d'apaiser la circulation.
Le dos d'âne allongé est l'une des nombreuses mesures d'apaisement de la circulation, permettant de modifier le comportement des automobilistes et ainsi améliorer l'environnement des résidents. Le but de l'apaisement de la circulation est de réduire la vitesse, de dissuader la circulation de transit et de minimiser les conflits entre les différents usagers de la route.

Les dos d'âne allongés sont relativement économiques et efficaces pour réduire la vitesse et décourager la circulation de transit. Par contre, ils peuvent dévier les débits à des rues locales adjacentes. De plus, les dos d'âne allongés augmentent le temps de réponse des services d'urgence, le bruit sur une rue, et le temps de déneigement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170212 - Lundi 8 août 2016 - Accorder à la firme Construction Soter inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 414 323,91 $, taxes incluses, pour la construction de dos d'âne allongés sur rue, en revêtement bitumineux, par planage et rapiéçage pour l'année 2016, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-TP-041.
CA17 170202 – Mardi 27 juin 2017 - Accorder à Construction Soter inc. le contrat au montant de 333 887,40 $ taxes incluses, pour la construction de dos d'âne allongés sur rue en revêtement bitumineux, par planage et rapiéçage 2017, et autoriser une dépense à cette fin de 503 887,40 $, comprenant toutes les taxes et les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-033.

CA18 170242 - mardi 4 septembre 2019 - Accorder à Les Pavages Céka inc. le contrat au montant de 377 692,88 $ taxes incluses, pour la construction de dos d'âne sur divers tronçons de rue à travers l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et autoriser une dépense à cette fin de 585 462,17 $, comprenant toutes les taxes et les frais

accessoires - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-054 (2 soumissionnaires).

CA20 170043 - mercredi 11 mars 2020 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2020 (rues locales), de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2020 et RESEP-2-2020 (rues locales) du « Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos-d'âne - 2020, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagement géométrique (saillies et élargissement de trottoirs) dans le cas du projet du PRR-1-2020, de remplacement des entrées de service d'eau en plomb dans le cas des projets de RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020, de construction de fosses de plantation (arbres,...) dans le cas du projet de CFA-2020 et de construction de dos d'âne en ce qui concerne le projet Dos d'âne-2020.

CA20 170138 - Accorder à Les Pavages Céka inc., le contrat au montant de 387 437,01 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de dos d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2020), et autoriser une dépense à cette fin de 496 180,71 $, incluant les taxes, les contingences et tous les frais accessoires (7 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-20-AOP-TP-010.

CA21 170040 - Approuver, dans le cadre du programme de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-2021 (rues locales) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2021, les listes des rues visées par les projets de RESEP-1-2021 et RESEP-2-2021 pour la réalisation des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, et par le projet de Dos d'âne 2021 pour la construction de dos d'âne sur des rues locales.

CA21 170116 - Accorder à Les Pavages Céka inc., le contrat au montant de 382 004,44 $, taxes incluses (excluant les contingences), portant sur les travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce DOS D'ÂNE-2021- CDN-NDG-21-AOP-TP-001.

DESCRIPTION

La réalisation des travaux de dos d'âne exige de la signalisation et du marquage afin d'améliorer sa visibilité. Les activités concernant la signalisation (verticale ou aérienne) sont réalisées en régie par la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, et sont prévues dans les incidences du contrat de construction.
Avec la quantité prévue au contrat, nous prévoyons réaliser des dos d'âne sur une quarantaine de tronçons de rues (1000 ml) de dos d'ânes.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. Un planage de la couche d'asphalte;
2. La pose de revêtement bitumineux pour la construction de dos d'âne sur les sections déjà planées.
3. Enlèvement et réfection de dos d'ânes (4605 Powell)
4. Marquage de dos d'ânes incluant la fourniture et mise en oeuvre de la peinture

Le présent dossier a pour but d'accorder le contrat de construction de dos d'âne et

d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la construction de dos d'âne, ainsi que d'autres dépenses imprévues, mais liées aux travaux décrits.

L'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003 pour la construction de dos d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement a été lancé le 8 mars 2022, par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).

Sur les six (6) preneurs du cahier des charges, cinq (5) ont déposé une soumission chacun avant le 25 mars 2022, à 11 heures.

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'Autorité des Marchés Publics (l'AMP), soit à l'entreprise Sintra inc., pour un montant de 510 999,71 **$** (incluant les taxes) et (excluant les contingences).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION: CDN-NDG-22-AOP-TP-003 **Construction de dos-d'âne, là ou requis, sur divers tronçons de rue de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**		
SOUMISSIONS		
1	CONSTRUCTION VIATEK INC.	931 297,50 $
2	SINTRA INC.	510 999,71 $
3	DE SOUSA (4042077 CANADA INC.)	544 329,68 $
4	LES PAVAGES CÉKA INC.	531 184,50 $
5	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	629 488,13 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTION VIATEK INC.
2	SINTRA INC.
3	DE SOUSA (4042077 CANADA INC.)
4	LES PAVAGES CÉKA INC.
5	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
6	SAINT-ISIDORE (MONTÉRÉGIE)

Programme d'apaisement de la circulation

Liste des rues # 1 - Dos d'âne - 2022 (Budget de l'arrondissement)

#	Rue	De	À	District
1	Kent	Darlington	Wilderton	Darlington
2	Hudson	Appleton	Kent	Darlington
3	Place Decelles N	Ellendale	Decelles	Darlington
4	Place Decelles S	Ellendale	Decelles	Darlington
5	Plantagenet	De Soissons	Côte-Ste-Catherine	Côte-des-Neiges
6	Canterbury	Côte-Ste-Catherine	Willowdale	Côte-des-Neiges
7	Fulton	Westbury	Lemieux	Côte-des-Neiges
8	Dornal	Lemieux	Victoria	Côte-des-Neiges
9	Jean-Brillant	Westbury	Lemieux	Côte-des-Neiges

10	Jean-Brillant	Lemieux	Victoria	Côte-des-Neiges
11	Gatineau	Côte-Ste-Catherine	Édouard-Montpetit	Côte-des-Neiges
12	Brighton	McShane	Hudson	Côte-des-Neiges
13	Atherton	Mountain Sights	Powell	Snowdon
14	Powell	Mountain Sights	Atherton	Snowdon
15	Mountain Sights	Powell	Atherton	Snowdon
16	Ponsard	Circle	Meridian	Snowdon
17	Mountain Sights	Dupuis	Édouard-Montpetit	Snowdon
18	Mountain Sights	Côte-Ste-Catherine	Dupuis	Snowdon
19	Mountain Sights	Bourret	Côte-Ste-Catherine	Snowdon
20	Trans Island	Plamondon	Vézina	Snowdon
21	Trans Island	Côte-Ste-Catherine	Bourret	Snowdon
22	Ponsard	Meridian	Circle	Snowdon
23	Oxford	Côte-St-Antoine	Sherbrooke	NDG
24	Regent	Upper-Lachine	Saint-Jacques	NDG
25	Bulmer	Maisonneuve	cul-de-sac	NDG
26	Brodeur	Girouard	Duquette	NDG
27	Melrose	Upper-Lachine	St-Jacques	NDG
28	Clifton	Upper-Lachine	St-Jacques	NDG
29	Beaconsfield	Sylvia-Smith	Upper-Lachine	NDG
30	Madison	NDG	Godfrey	Loyola
31	Borden	Somerled	Fielding	Loyola
32	Bessborough	Côte-St-Luc	Chester	Loyola
33	Mariette	Fielding	Somerled	Loyola
34	Walkley	Fielding	Somerled	Loyola
35	Westmore	Harley	Saint-Jacques	Loyola
36	Patricia	Harley	Saint-Jacques	Loyola
37	Trenholme	Harley	Elmhurst	Loyola
38	O'Bryan	Fielding	Somerled	Loyola
39	Mayfair	Somerled	Terrebonne	Loyola
40	Rosedale	Chester	Fielding	Loyola
41	Belmore	Somerled	Terrebonne	Loyola
42	MacMahon	Côte-St-Luc	Chester	Loyola
43	Rosedale	Terrebonne	Monkland	Loyola
44	King-Edward	Terrebonne	Monkland	Loyola
45	King-Edward	Sherbrooke	Monkland	Loyola
46	Benny Crescent	Benny	Benny	Loyola

JUSTIFICATION

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.
L'adjudicataire, Sintra inc., a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Publics pour pouvoir conclure un contrat ou sous- contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu la Loi des contrats des organismes publics (RLRQ, c.C-65.1) ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont joints au présent sommaire décisionnel.

Ces travaux permettent l'apaisement de la circulation dans les rues locales résidentielles et institutionnelles en réduisant la vitesse, dissuadant la circulation de transit et diminuant les conflits entre les divers usagers de la route.

D’autre part, ces ajouts de dos d'âne répondent à de nombreuses requêtes de citoyens désirant un environnement plus sécuritaire et un meilleur partage de la route.

En conséquence, la Direction des travaux publics recommande d'accorder le contrat de construction de dos d'âne à Sintra inc., le plus bas soumissionnaire conforme.

À NOTER :

La conception du présent contrat et la surveillance des travaux sur chantier sont effectués à l’interne (employés de la Ville de Montréal), par la Division des études techniques de la Direction des travaux publics de l’arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Montant estimé :

ESTIMATION	MONTANT TOTAL
Total (avec taxes)	477 330,21 $

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
CONSTRUCTION VIATEK INC.	931 297,50 $
SINTRA INC.	510 999,71 $
DE SOUSA (4042077 CANADA INC.)	544 329,68 $
LES PAVAGES CÉKA INC.	531 184,50 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	629 488,13 $
Dernière estimation réalisée	477 330,21 $
Coût moyen des soumissions conformes	
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	629 459,90 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	23%
Écart entre la moyenne et l'estimation (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – l'estimation) / l'estimation) x 100	32%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	420 297,79 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	82%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	33 669,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	
(la deuxième plus basse – la plus basse)	20 184,79 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	4%

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **510 999,71 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de : **+ 33 669,5 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est supérieur d'approximativement **7 %** de l'estimation des coûts des travaux.

Montant des contingences :

- Montant des travaux de contingences : 10 % X 510 999,71 $ = **51 099,97 $** (avec taxes)

Montant des frais incidents :

- **20 000,00 $** (taxes incluses) pour la signalisation auprès de la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- **20 000,00 $** (taxes incluses) pour le marquage auprès de la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- **10 000,00 $** (taxes incluses) pour les incidences connexes.

Montant de laboratoire :

- **20 000,00 $** (taxes incluses) pour le contrôle qualitatif des matériaux (entente-cadre de services professionnels) dans le cadre ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant à autoriser :
Le budget requis pour financer le projet du programme des mesures d'apaisement relatif aux travaux de dos d'âne est de 632 099, 68$, incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires, soit 577 191,26$ net de ristourne. Le budget proviendra à hauteur de 300 000$ (net de ristourne) du PDI- 2022 lié aux mesures d'apaisement de la circulation et à hauteur de 220 451$ (net de ristourne) du report PDI 2020 lié aux mesures d'apaisement de la circulation et un montant de 56 740,26$ (net de ristourne) de report PDI 2018 affecté au réseau cyclable local.

Ce dossier sera financé par les règlements d'emprunts RCA18 17309 et RCA20 17342 (Mesures d'apaisement de la circulation).

Le détail des imputations budgétaires et des virements budgétaires sont documentés dans l'intervention financière via la certification de fonds incluse au présent sommaire décisionnel.

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	444 444,19 $	22 222,21 $	44 333,31 $	510 999,71 $

T.P.S. (5 %) : 22 222,21 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 44 333,31 $ **RISTOURNE T.P.S. :** 22 166,65 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : **510 999,71 $** (avec les taxes).

Il faut ajouter :

- **20 000,00 $** (taxes incluses) pour la signalisation auprès de la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- **20 000,00 $** (taxes incluses) pour le marquage auprès de la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- **10 000,00 $** (taxes incluses) pour travaux accessoires;
- Les frais de services professionnels (laboratoire) : Contrôle qualitatif des matériaux de construction (approximativement) : **20 000,00 $** (avec taxes) ;
- Les travaux de contingences : **51 099,97 $** (avec taxes).

Au total, la dépense à autoriser : **632 099,68 $** = (Soumission 510 999,71 $ + Laboratoire 20 000,00 $ + Contingences 51 099,97 $ + Frais incidents 50 000,00 $) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

MONTRÉAL 2030

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Améliorer la sécurité des clientèles vulnérables (usagers des rues visées par les travaux, piétons, écoliers et personnes à mobilité réduite);
- Apaiser la circulation routière .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'Arrondissement en ce qui a trait au volet " signalisation et circulation ". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Si la Ville est dans l'impossibilité de respecter l'échéancier des travaux en raison d'une force majeure, incluant, sans s'y limiter, la crise associée à l'épidémie mondiale liée au Covid-19, le calendrier des travaux sera révisé par conséquent. Dans le cahier des charges de la présente soumission, des articles font également mention que des quantités de dos d'âne pourraient être retranchées pour des raisons justifiées par l'Arrondissement.
Les interventions des employés de toutes les parties prenantes au projet sur toutes les rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce doivent respecter toutes les directives,les mesures sanitaires et les consignes (en vigueur) relatives à la Covid-19 dictées par la Direction de la santé publique du Québec afin que les travaux se déroulent de manière sécuritaire pour les travailleurs, le public, les représentants de la Ville de Montréal et tous les différents intervenants à ce projet..

Enfin, lors de la réunion de démarrage des travaux, le Directeur s'assurera de rappeler à toutes les parties impactées par ce projet, les consignes et mesures dictées par la Direction de la santé publique du Québec afin que les travaux se déroulent de manière sécuritaire pour les travailleurs, les surveillants et le public, dans le respect des règles sanitaires prescrites au moment de la réalisation du projet. Le Directeur assurera une surveillance accrue du respect des consignes sanitaires requises et se réserve le droit, en cas de manquement,

d'appliquer des pénalités de non-conformité à la situation exceptionnelle de la crise sanitaire mondiale et/ou de suspendre les travaux du contrat si requis jusqu'à nouvel ordre, tel qu'autorisé par les clauses du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés par lettre de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : début juin à la fin août 2022, sous toute réserve .

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que, conformément aux règlements en vigueur, le cahier des charges préparé pour les documents d'appel d'offres fait mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Le dossier respectera au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- Gestion des contingences et des incidences;
- Politique de gestion contractuelle des contrats;
- Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats ;
- Accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- Respect des clauses contractuelles en matière de la Santé et de la Sécurité du Travail (SST);
- Respect des directives, des mesures et consignes de la Covid-19 lors de la réalisation des travaux;
- Application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux du contrat.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
Ingénieur, chef d'équipe

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Chantal HOOPER
Directrice par intérim / Chef de division

Tél : 514 872-3625
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

22-AOP-TP-003-SINTRA- Autorisation AMP.pdf

22-AOP-TP-003-SINTRA-Attestation Revenu Québec.pdf

22-AOP-TP-003-SINTRA-Licence entrepreneur RBQ.pdf

22-AOP-TP-003-SINTRA-Soumission-p.1.pdf

Récapitulatif Proces verbal.docx.pdf

SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
Ingénieur, chef d'équipe

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 20 octobre 2020

SINTRA INC.
A/S MONSIEUR GERMAIN PERRON
5500, AV ROYALMOUNT
BUR 335
MONT-ROYAL (QC) H4P 1H7

N° de décision : 2020-DAMP-1713
N° de client : 2700000307

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ASPHALTE DES CANTONS, DIV. DE SINTRA INC.
BÉTON ST-ÉPHREM, DIV. DE SINTRA INC.
BÉTON ST-GEORGES, DIV. DE SINTRA INC.
BÉTON ST-JOSEPH, DIV. DE SINTRA INC.
COMPAGNIE ASPHALTE (CAL)
CONSTRUCTION B.M.L., DIVISION DE SINTRA INC.
CONSTRUCTION CHOINIÈRE, DIVISION DE SINTRA INC.
CONSTRUCTION D.L.P.
D. LAMOTHE NORD (1991)
D. LAMOTHE NORTHERN (1991)
DURA-LIGNES
FRANROC, DIVISION DE SINTRA INC.
GÉCAN INTERNATIONAL
L.S.R.
LAMOTHE, DIV. DE SINTRA INC.
LES BÉTONS CENTRIFUGÉS, DIVISION DE SINTRA
LES CARRIÈRES DE ST-FERDINAND
LES PAVAGES LAURENTIENS, DIV. DE SINTRA INC.
LIGNCO
LIGNES DE STATIONNEMENT RIVARD
LITEL
MELOCHE, DIVISION DE SINTRA
PAGÉ CONSTRUCTION, DIV. DE SINTRA INC.
PAVAGES MÉGANTIC, DIVISION DE SINTRA INC.
RAY-CAR, DIVISION DE SINTRA INC.
SINTRA - DIVISION EST
SINTRA - DIVISION OUEST
SINTRA - RÉGION MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
SINTRA INC. - RÉGION ESTRIE
SINTRA INC. - RÉGION MONTÉRÉGIE - RIVE-SUD
SINTRA INC. - RÉGION RICHELIEU
SINTRA INC., ÉNERGIE
SINTRA INC.-RÉGION LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SINTRA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 octobre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

SINTRA INC.
5500, AV. ROYALMOUNT, PORTE 335
MONT-ROYAL (QUEBEC) H4P 1H7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145755295

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 717110-HWKC-0901430
Date et heure de délivrance de l'attestation : 14 mars 2022 à 20 h 52 min 7 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Francis Mondor
Administration

Jason Labarre
Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

Jean-François Fortin
Gestion de la sécurité

Jean-Martin Croteau
Gestion de projets et de chantiers, Exécution de travaux de construction

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8006-9552-07 — Numéro de validation : 1-5975108878

ÉMISE LE : 1996-06-26
DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 26 juin

TITULAIRE DE LA LICENCE

Sintra inc.
5500 avenue Royalmount Bureau 335
Mont-Royal QC
Canada H4P 1H7

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation
1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
1.6 Ouvrages de génie civil immergés
1.7 Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : **CDN-NDG-22-AOP-TP-003**

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe Bureau Accès Montréal - Arrondissement CDN-NDG 5160 Boul Décarie - 6e étage, bureau 600 Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h
8	**mars**	**2022**	**25**	**mars**	**2022**	

Construction de dos d'âne, là où requis, sur les divers tronçons de rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022)

Description et sommaire de soumission	Montant
Construction de dos d'âne, là où requis, sur les divers tronçons de rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022)	
Montant total avant taxes :	444 444,19 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	22 222,21 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	44 333,31 $
Montant total :	**510 999,71 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145755295

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Sintra inc. (Région Montérégie - Rive-Sud)

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

7, Rang Saint-Régis Sud, Saint-Isidore (Québec) J0L 2A0

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-638-0172		
STEVE NOLET, ING. M.Sc.A. DIRECTEUR RÉGIONAL ET BRUNO LIZOTTE, DIRECTEUR DE PROJETS	Télécopieur : 450-638-2909		
	Courriel : rivesud@sintra.ca		
Signature:	Jour 25	Mois mars	Année 2022

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-22-AOP-TP-003

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 25 mars 2022** à **11 heures.**

Sont présents :		
● Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
● Abdoulaye Kane	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics Division Des Études Techniques
● Messaouda Mebarki	agente technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics Division Des Études Techniques
● Brunna Dornelas Mattos	analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-22-AOP-TP-003 Construction de dos d'âne, là où requis, sur les divers tronçons de rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
CONSTRUCTION VIATEK INC.	931 297,50 $
SINTRA INC.	510 999,70 $
DE SOUSA (4042077 CANADA INC.)	544 329,68 $
LES PAVAGES CÉKA INC.	531 184,50 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	629 488,13 $

L'appel d'offres public de la division des parcs - actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 8 mars 2022.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la division des parcs - actifs immobiliers, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Liste des commandes

Numéro : CDN-NDG-22-AOP-TP-003
Numéro de référence : 1578565
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de dos d'âne, là où requis, sur les divers tronçons de rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
CONSTRUCTION VIATEK INC. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 514 370-8371 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (2011945)** 2022-03-08 15 h 35 **Transmission :** 2022-03-08 15 h 55	3694280 - Addenda 1 2022-03-17 13 h 45 - Courriel 3695498 - Addenda 2 (devis) 2022-03-18 15 h 06 - Courriel 3695499 - Addenda 2 (bordereau) 2022-03-18 15 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1 https://www.adesousa.com	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (2015109)** 2022-03-14 16 h 25 **Transmission :** 2022-03-14 16 h 25	3694280 - Addenda 1 2022-03-17 13 h 45 - Courriel 3695498 - Addenda 2 (devis) 2022-03-18 15 h 06 - Courriel 3695499 - Addenda 2 (bordereau) 2022-03-18 15 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur :	**Commande : (2014152)** 2022-03-11 15 h 09 **Transmission :** 2022-03-11 15 h 09	3694280 - Addenda 1 2022-03-17 13 h 45 - Courriel 3695498 - Addenda 2 (devis) 2022-03-18 15 h 06 - Courriel 3695499 - Addenda 2 (bordereau) 2022-03-18 15 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES PAVAGES CÉKA INC. 1143 Boulevard St-Jean Baptiste Mercier, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (2014048)** 2022-03-11 13 h 22 **Transmission :** 2022-03-11 13 h 22	3694280 - Addenda 1 2022-03-17 13 h 46 - Télécopie 3695498 - Addenda 2 (devis) 2022-03-18 15 h 07 - Télécopie 3695499 - Addenda 2 (bordereau) 2022-03-18 15 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SINTRA INC. 7 rang St-Régis Sud	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 638-0172	**Commande : (2014450)** 2022-03-14 8 h 45	3694280 - Addenda 1 2022-03-17 13 h 45 - Courriel

Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Télécopieur : 450 638-2909	**Transmission :** 2022-03-14 8 h 45	3695498 - Addenda 2 (devis) 2022-03-18 15 h 06 - Courriel 3695499 - Addenda 2 (bordereau) 2022-03-18 15 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1225153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-AOP-TP-003 - Analyse des soumissions GDD.pdf

22-AOP-TP-003 Contrat ao public - AppelOffres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514 830-7568

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-15

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 770-8766
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-22-AOP-TP-003**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
SINTRA INC	1145755295	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	S.O.	OK
LES PAVAGES CÉKA INC	1160427812	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	S.O.	OK
DE SOUSA - 4042077 CANADA INC	1160862596	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	S.O.	OK
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC	1144756336	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	S.O.	OK
CONSTRUCTION VIATEK INC	1172284565	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	S.O.	OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2022-03-25**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-03-25**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-03-25**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2022-03-25**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-22-AOP-TP-003

No du GDD : 1225153001

Titre de l'appel d'offres : **Construction de dos d'âne, là où requis, sur les divers tronçons de rues de l' arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (dos d'âne 2022)**

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 3 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 25 - 3 - 2022

Date du dernier addenda émis : 18 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 25 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 7 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SINTRA INC.	510 999,71 $	√	
LES PAVAGES CÉKA INC.	531 184,50 $		
DE SOUSA (4042077 CANADA INC.)	544 629,68 $		
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	629 488,13 $		
CONSTRUCTION VIATEK INC.	931 297,50 $		

Information additionnelle

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 25 - 3 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1225153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225153001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières

et

Patricia Arcand

cheffe d'équipe - conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-3511
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1225153001

Ce dossier vise à:

Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

Conformité budgétaire:

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances puisque ce dossier sera financé partiellement par un report de PDI qui doit être adopté ultérieurement.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés par l'arrondissement (arrondis au dollar près)
Contrat - Sintra Inc.	444,444.19 $	22,222.21 $	44,333.31 $	510,999.71 $	44,388.87 $	466,610.85 $	466,611.00 $
Contingences (10%)	44,444.42 $	2,222.22 $	4,433.33 $	51,099.97 $	4,438.89 $	46,661.09 $	46,662.00 $
Sous-total - Contrat + Contingences	**488,888.61 $**	**24,444.43 $**	**48,766.64 $**	**562,099.68 $**	**48,827.75 $**	**513,271.93 $**	**513,273.00 $**
Incidences	8,697.54 $	434.88 $	867.58 $	10,000.00 $	868.67 $	9,131.33 $	9,132.00 $
Marquage et signalisation (en régie)	34,790.17 $	1,739.51 $	3,470.32 $	40,000.00 $	3,474.67 $	36,525.33 $	36,526.00 $
Laboratoire	17,395.09 $	869.75 $	1,735.16 $	20,000.00 $	1,737.33 $	18,262.67 $	18,263.00 $
Total des dépenses	**549,771.41 $**	**27,488.57 $**	**54,839.70 $**	**632,099.68 $**	**54,908.42 $**	**577,191.26 $**	**577,194.00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	577,194.00 $	100.00%
Total des dépenses	577,194.00 $	100.00%

Information budgétaire:

Provenance	**Report PDI 2020 - Mesures d'apaisement de la circulation**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2055754001
Projet Simon :	**181015**
Montant :	220,451.00 $

Provenance	**Report PDI 2018 - Réfection du réseau cuclable local**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	1855734001
Projet Simon :	**169929**
Montant :	56,743.00 $

Provenance	**PDI 2022 - Mesures d'apaisement de la circulation**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2255754001
Projet Simon :	**188633**
Montant :	300,000.00 $

Imputation	**PDI 2022 - Mesures d'apaisement de la circulation**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2255754001
Projet Simon :	**188633**
Montant :	**577,194.00 $**

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net PTI - 2022-2031	**#REF!**	**0**	**0**	**0**	**#REF!**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**577**	**0**	**0**	**0**	**577**
BF	**#REF!**	**0**	**0**	**0**	**#REF!**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**#REF!**	**0**	**0**	**0**	**577**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : avr Année : 2022 **AVR-22** Description de l'écriture : 220414uarca93 GDD 1225153001 travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement (dôs d'âne 2022)

Virement de crédits demandé en vertu de :
○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1225153001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618309	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		518,326.00	Règlement d'emprunt RCA18 17309
2	6406	0618309	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17025	00000	466,611.00		Contrat
3	6406	0618309	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17025	00000	46,662.00		Contingences
4	6406	0618309	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000	5,053.00		Incidences
5	6406	0620342	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		58,868.00	Règlement d'emprunt RCA20 17342
6	6406	0620342	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000	4,079.00		Incidences
7	6406	0620342	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000	18,263.00		Frais laboratoire
8	6406	0620342	800250	03164	54507	000000	0000	188633	012079	17025	00000	18,263.00		Marquage en régie
9	6406	0620342	800250	03162	54507	000000	0000	188633	012079	17025	00000	18,263.00		Signalisation en régie
10														
11														
12														
13														
Total de l'écriture :												**577,194.00**	**577,194.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618309	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17025	00000
2	6406	0618309	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17025	00000
3	6406	0618309	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000
4	6406	0620342	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000
5	6406	0620342	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000
6	6406	0620342	800250	03164	54507	000000	0000	188633	012079	17025	00000
7	6406	0620342	800250	03162	54507	000000	0000	188633	012079	17025	00000
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618309.800250.0310357201.000000.0000.188633.000000.17025.00000
2	6406.0618309.800250.0310357201.000000.0000.188633.012130.17025.00000
3	6406.0618309.800250.0310354590.000000.0000.188633.012079.17025.00000
4	6406.0620342.800250.0310354590.000000.0000.188633.012079.17025.00000
5	6406.0620342.800250.0310354301.000000.0000.188633.012079.17025.00000
6	6406.0620342.800250.0316454507.000000.0000.188633.012079.17025.00000
7	6406.0620342.800250.0316254507.000000.0000.188633.012079.17025.00000
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	#REF!
2	.....	#REF!	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1225153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Sintra inc., le contrat au montant de 510 999,71 $ taxes incluses, pour des travaux de construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (DOS-D'ÂNE 2022), et autoriser une dépense à cette fin de 632 099,68 $, incluant les taxes tous les frais accessoires, le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-003

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1225153001_report PDI-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Direction du budget et de la planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD : 1225153001

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PDI 2021. Le report du budget de compétence ARRON pour l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PDI 2021 au PDI 2022-2031 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

Provenance	**Report PDI 2020 - Mesures d'apaisement de la circulation**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55754	
Sous-projet :	2055754001	
Projet Simon :	**181015**	
Montant :		220 451,00 $

Provenance	**Report PDI 2018 - Réfection du réseau cyclable local**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55734	
Sous-projet :	1855734001	
Projet Simon :	**169929**	
Montant :		56 743,00 $

Imputation	**PDI 2022 - Mesures d'apaisement de la circulation**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55754	
Sous-projet :	2255754001	
Projet Simon :	**188633**	
Montant :		277 194,00 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229454002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder au seul soumissionnaire Solutions Graffiti, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour enlèvement des graffitis, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation numéro 22-19255.

D'autoriser une dépense à cette fin de 70 134,75 $ incluant les taxes tous les frais accessoires le cas échéant.

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 11:42

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229454002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des travaux des élèvements des Graffitis sur le domaine public et privé, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce nécessite ce service, car il ne possède pas suffisamment d'équipements et de personnel pour couvrir l'ensemble de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA208819006 : D'accorder à Solution Graffiti le contrat pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine public et privé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au au prix et conditions de sa soumission - contrat de gré à gré en vertu du *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) D'autoriser une dépense à cette fin de 44 121,66 $, incluant les taxes.
DA219143005 :D'accorder à Solution Graffitis le contrat pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine public et privé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au au prix et conditions de sa soumission - contrat de gré à gré en vertu du *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) D'autoriser une dépense à cette fin de 42 080,85 $, incluant les taxes.

DESCRIPTION

Les travaux consistent à l'enlèvement des Graffitis sur tout le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, soit par application de peinture ou par utilisation de produits nettoyants en conformité au règlement RCA 11 17196. Les travaux seront réalisés sur les rues, terrains et sites cibles et identifiés par le Directeur des travaux publics ou son représentant. Les travaux s'effectueront en partie sur des domaines privés et certains d'entre eux pourraient être effectués sur le domaine public.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce nécessite de réaliser des

travaux d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public. Pour ce faire, «Solutions-Graffiti» offre des services pour réaliser des travaux pour un montant qui s'élève à 70 134,75 $.
Les soumissions ont été ouvertes le vendredi 25 mars 2022 à 11h00 dans les bureaux du Service du greffe.

Le Service de l'approvisionnement a invité 3 fournisseurs et un seul a soumissionné. Selon la conformité administrative, Solutions-Graffiti se qualifie comme fournisseur éligible même si le montant de la soumission demeure plus élevé que l'estimé.

La différence de 21 040,42 $ (43%) entre le prix soumis et le prix estimé est justifiée par la hausse du prix de l'essence ainsi que la hausse du prix des produits, qui a presque triplé, d'autres hausses sont aussi à prévoir.

-Le service d'approvisionnement a consulté les plus récents appels d'offre, a remarqué que les prix sont vraiment à la hausse et il nous a envoyé un compte rendu pour une comparaison des prix avec d'autres arrondissements, nous avons conclu que le prix unitaire soumis pour CDN-NDG est le plus bas.

Fournisseur	Prix (taxes incluses)	Coût de l'estimé (taxes incluses)	Écart plus bas soumissionnaire vs estimé (taxes incluses)
Solutions Graffiti	70 134,75 $	**49 094,33 $**	**21 040,42 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds nécessaires sont disponibles dans le budget de fonctionnement, à la Direction des Travaux Publics de l'arrondissement dans le Centre de responsabilité 300722 CDN – Graffitis domaine public.

Calcule de la ristourne pour l'achat de biens et de services:

		Année 2022
Soumission	100%	61 000,00 $
T.P.S	5%	3 050,00 $
T.V.Q	9,975%	6 084,75 $
Total Taxes incluses		70 134,75 $
Ristourne TPS	100%	(3 050,00) $
Ristourne TVQ	50,00%	(3 042,38) $
Déboursé Net		**64 042,38 $**

La dépense sera imputée selon les instructions inscrites dans la certification de fonds.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux au mois de mai et se termine le mois de novembre

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 11 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Loutfi AFASSI
agent(e) technique en ingenierie municipale

Tél : 514-208-5478
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Chantal HOOPER
Chef de division

Tél : 514 872-3625
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229454002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.




Documents complets(Solutions-Graffiti.pdfOffre (Soutions Graffiti).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Loutfi AFASSI
agent(e) technique en ingenierie municipale

Tél : 514-208-5478
Télécop. :

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

9181-5084 QUEBEC INC.
144, RUE VICTORIA
LACHINE (QUEBEC) H8S 1Y2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1171964431

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 213112-ZKMF-0892598
Date et heure de délivrance de l'attestation : 21 février 2022 à 15 h 53 min 59 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Étienne Miron

Administration, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5590-2712-01 Numéro de validation : 1-2561742590

ÉMISE LE : 2010-05-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 12 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

9181-5084 Québec inc.
144 rue Victoria (Lachine)
Montréal QC
Canada H8S 1Y2

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

------ 13 sous-catégorie(s) autorisée(s). -------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5590-2712-01 — **Numéro de validation : 1-2561742590**

ÉMISE LE : 2010-05-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 12 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

9181-5084 Québec inc.
144 rue Victoria (Lachine)
Montréal QC
Canada H8S 1Y2

Voir section Autre(s) nom(s)

AUTRE(S) NOM(S)

SOLUTIONS GRAFFITI

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 22-19255

Enlèvement de graffitis sur le domaine public et privé pour l'arrondissement Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(9181-5084 Quebec Inc / Solutions-Graffiti)

Numéro d'appel d'offres	22-19255
Titre de l'appel d'offres	Enlèvement de graffitis sur le domaine public et privé pour l'arrondissement Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9181-5084 Quebec Inc / Solutions-Graffiti
Numéro d'entreprise (NEQ)	1171964431
Adresse du soumissionnaire	144, rue Victoria Lachine H8S 1Y2

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission *Choisir un élément*

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Enlèvement de graffitis pour l'arrondissement CDN-NDG	61 150,00 $	3 057,50 $	6 099,71 $	70 307,21 $

Option de prolongation de 6 mois en 2023 : ajout de 3% pour fructuation au marché

K.T.

10.10.

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres nº 22-19255.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 133460

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : montreal.ca/fournisseurs

Nom complet du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ et figurant sur les factures :

9181-5084 Quebec Inc

Adresse : 144 rue Victoria, Lachine

Téléphone : 514-538-1404 **Télécopieur :** 514-538-1401

Site internet : solutions-graffiti.com **Courriel corporatif :** info@solutions-graffiti.com

Numéro d'entreprise (NEQ) : 1171964431

TPS/TVH : 849436993 **TVQ :** 1213049123

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☒ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :
☐ **Personne morale sans but lucratif (OBNL)**		

Nom du représentant : Étienne Miron

Titre : Président **Courriel :** emiron@solutions-graffiti.com

Téléphone : 514-538-1404 **Télécopieur :** 514-538-1401

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte qu'aucune garantie de soumission n'est requise par les Documents d'Appel d'Offres.

4.02 Garantie d'exécution

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte qu'aucune garantie d'exécution n'est requise par les Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) s'il est inscrit à la CNESST, la validation de conformité de la CNESST;

c) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire « Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST »;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) le tableau « Expérience »;

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Montréal, CE 18E JOUR DE mars 2022.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Étienne Miron

K.T.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229454002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19255 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danielle DION
Agent d'approvisionnement 1
Tél : 514-432-2555

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19255 — No du GDD : 1229454002

Titre de l'appel d'offres : Enlèvement de graffitis sur le domaine public et privé pour l'arrondissement Côte-des-Neiges

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 3 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 25 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 25 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 14 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 3 - 2022

Date d'échéance révisée : 23 - 6 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	70 134,75 $	√	

Information additionnelle

Aucun retour de Equipe Verte pour les raisons du désistement. Ce fournisseur est limité en terme de capacité a ce qu'il me disait lors d'une ouverture précédente. Les Entreprises André Barsalou m'a confirmé qu'il n'avait pas la licence RBQ requise par les exigences au devis

Préparé par : Danielle Dion — Le 13 - 4 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229454002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat à «Solutions Graffiti» d'un montant de 70 134,75 $, taxes incluses, pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres sur invitation 22-19255.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229454002 - Certification de fonds.xls.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-3511
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1229454002

Calcul des dépenses

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Contrat	61,000.00 $	3,050.00 $	6,084.75 $	70,134.75 $	6,092.38 $	64,042.38 $
Total des dépenses	**61,000.00 $**	**3,050.00 $**	**6,084.75 $**	**70,134.75 $**	**6,092.38 $**	**64,042.38 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	64,042.38 $	100.0%

IMPUTATION	2022
2406.0010000.300722.03101.54590.0.0.0.0.0.0	64,042.38 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Budget régulier Centre de responsabilité : CDN - Graffitis domaine public Activité : Nettoyage et balayage des voies publiques Objet : Autres services techniques	
Total de la disponibilité	**64,042.38 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1228241004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Construction Viatek, le contrat au montant de 1 064 469,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

D'autoriser une dépense à cette fin de 1 064 469,59 $ (montant de la soumission excluant le budget de contingences), incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 106 446,96$, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 150 000 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 1 320 916,55 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 14:41

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228241004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer la sécurité des piétons empruntant le réseau routier de l'Arrondissement, le Bureau technique souhaite réaliser le réaménagement de plusieurs intersections afin de répondre à un besoin de sécurisation accrue aux abords des écoles et instituts.
À cet effet, le projet Saillies-2-2022 vise la réalisation de travaux de saillies ainsi que les travaux de corrélatifs et planage/pavage de la chaussée sur des intersections situées sur les réseaux local et artériel.

Les intersections situées sur le réseau artériel de l'arrondissement ont fait l'objet d'un article 85 et d'une approbation du conseil municipal (GDD 1228935001). Ces plans de géométrie ont fait l'objet d'un avis favorable de la part du SUM au mois de mars 2022.

Le présent sommaire vise donc l'octroi du contrat de construction suite au lancement du processus d'appel d'offres. La réalisation des travaux de construction est prévue pour l'été 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 170014 - Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal et réserver un montant de 416 000 $ taxes incluses, pour financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local. (1218241011)
CA21 170301 - Approuver, dans le cadre des « Programmes de réfection routière et de mesures d'apaisement de la circulation du réseau local » PRR-1-2022 (rues locales), la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées (corrélatifs, planage et pavage) et des trottoirs, incluant les réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. (1215153002)

CA22 170047 - Approuver, dans le cadre du « Programmes de mesures d'apaisement de la circulation», la liste des intersections visées par les travaux de réaménagements géométriques en 2022 pour les contrats Saillies-1-2022 et Saillies-2-2022 (saillies, fosses de plantation, élargissements de trottoirs et feux de circulation) sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. (1228241002)

CM22 0360 et CE 220365 - Accepter les offres de services d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues et de voies cyclables pour l'année 2022. (1228935001)

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections situées les réseaux local et artériel afin d'accroître la sécurité du public sur ces lieux, permettant ainsi à l'Arrondissement d'améliorer le volet d'apaisement de la circulation.

Liste des réaménagements géométriques prévus

Intersection	District	Type	RAAV / Article 85	Description	Demande financement
Terrebonne / West Brodway	Loyola	Local / Artériel	Oui	Saillies aux abords de l'école Saint-Luc	PAR 2022 et Arrondissement
Beaucourt / Saint-Kevin	Snowdon	Artériel	Oui	Saillies aux abords de l'école Talmud Torah	PAR 2022
Saint-Kevin / Lemieux	Snowdon	Artériel	Oui	Saillies aux abords de l'école Talmud Torah	PAR 2022
Decelles / Bedford	Darlington	Local	Non	Saillies aux abords de la Plaza Côte-des-Neiges	Arrondissement
Hudson / Kent	Darlington	Local	Non	Saillies aux abords de l'institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal	Arrondissement

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. La construction d'avancées de trottoirs dotées de fosses de plantation et l'élargissement des trottoirs afin de sécuriser les déplacements;
2. Des interventions sur les utilités publiques réparties dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
3. Un planage de la couche d'asphalte;
4. Réparation de la fondation si requise;
5. La pose de revêtement bitumineux sur les intersections déjà planées.

L'appel d'offres a été lancé le 25 mars 2022 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 avril 2022.

Sur les neuf (9) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission, chacun avant le 14 avril 2022, à 11 heures.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES

1	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
2	COJALAC INC.
3	CONSTRUCTION LAROTEK INC.
4	DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.
5	LES PAVAGES CÉKA INC.
6	GROUPE ROCK-SOL INC.
7	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
8	CONSTRUCTION VIATEK INC.
9	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, Construction Viatek inc. pour un montant de **1 064 469,59 $** (incluant les taxes et excluant les contingences).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION : CDN-NDG-22-AOP-TP-009

Projet de réaménagement géométrique : construction (saillies) à diverses intersections dans l'arrondissement Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (Saillies-2-2022)

SOUMISSIONS		
1	CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 064 469,59 $
2	DE SOUSA (4042077 CANADA INC)	1 364 694,61 $
3	LES PAVAGES CÉKA INC	1 274 371,40 $

JUSTIFICATION

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.
L'adjudicataire, Construction Viatek Inc, a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Publics, valide pour pouvoir conclure un contrat ou sous-contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu de la Loi des contrats des organismes publics RLRQ,C.C-65.1, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont à retrouver en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 064 469,59 $
DE SOUSA (4042077 CANADA INC)	1 364 694,61 $
LES PAVAGES CÉKA INC	1 274 371,40 $
Dernière estimation réalisée	1 629 998,10 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	1 234 511,87 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	15,97 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	300 225,02 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	28,20 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	-565 528,51 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-34,70 %

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **1 064 469,59 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimation est de : **- 565 528,51 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est **inférieur** de **34,7 %** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

Étant donné que la valeur du contrat est supérieure à 1 M$, le contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement, conformément à la directive de la Ville C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	925 827,00 $	46 291,35 $	92 351,24 $	1 064 469,59 $

T.P.S. (5 %) : 46 291,35 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 92 351,24 $ **RISTOURNE T.P.S. :** 46 175,62 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : **1 064 469,59 $** (avec les taxes).

Au montant total de la soumission : **1 064 469,59 $** (avec taxes), il faut ajouter :

· Les dépenses incidentes : **50 000 $** (incluant les taxes);
· Les frais de services professionnels (laboratoire) : Contrôle qualitatif des matériaux de construction (approximativement) : **50 000,00 $** (avec taxes);
· Les frais de services professionnels (firme de surveillance) : Surveillance des travaux (approximativement) : **50 000,00 $** (avec taxes);
· Les travaux de contingences (10 % du montant du contrat): **106 446,96 $** (avec taxes);

Au total, le budget requis pour financer la réalisation du projet est de : **1 320 916,55 $** = (Soumission 1 064 469,59 $ + Laboratoire 50 000 $ + surveillance 50 000 $ + les contingences 106 446,96 $ + les frais incidents 50 000 $) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer le projet de «travaux de réaménagement géométrique consistant en la construction de saillies» est de **1 320 916,55 $** toutes taxes incluses incluant un montant de 106 446,96$ à titre de contingences et un montant de 150 000 $ à titre d'incidences.

Cette dépense sera assumée conjointement par le SUM et l'Arrondissement à hauteur de **61 %** pour le **SUM** et **32 %** pour l'**Arrondissement**, ce qui correspond à la proportion du coût des travaux bénéficiant à chaque entité. Les dépenses associées aux travaux sur le réseau artériel des intersections West Broadway(artériel)/Terrebonne, Saint-Kevin/Lemieux et Saint-Kevin/Beaucourt seront à la charge du SUM, alors que les dépenses associées aux intersections West Broadway/Terrebonne(local), Decelles/Bedford et Hudson/Kent, situées sur le réseau local, seront à la charge de l'arrondissement.

La répartition des coûts entre ces deux entités est détaillée dans le tableau ci-dessous:

Intersections	West Broadway/Terrebonne		Saint-Kevin/ Beaucourt Saint-Kevin/ Lemieux	Hudson/Kent Decelles/ Bedford	Grand total		
Provenance	SUM	Arrond.	SUM	Arrond.	SUM	Arrond.	Total
Trottoir	69 923,20$	17 480,80$	152 763,83$	102 741,66$	222 687,03$	120 222,46$	342 909,49$
Chaussée	106 475,44$	53 237,72$	318 376,54$	243 470,40$	424 851,98$	296 708,12$	721 560,11$
Total	176 398,64$	70 718,52$	471 140,37$	346 212,06$	647 539,01$	416 930,58$	1 064 469,59$
Contingences	17 639,86$	7 071,85$	47 114,04$	34 621,21$	64 753,90$	41 693,06$	106 446,96$
Incidences professionnelles	16 571,51$	6 643,55$	44 260,58$	32 524,37$	60 832,08$	39 167,92$	100 000,00$
Incidences techniques	8 285,75$	3 321,77$	22 130,29$	16 262,19$	30 416,04$	19 583,96$	50 000,00$
Total	**218 895,76$**	**87 755,69$**	**584 645,27$**	**429 619,82$**	**803 541,04$**	**517 375,51$**	**1 320 916,55$**

La dépense à assumer par le central est de **803 541,04 $** taxes incluses, qui représente un coût net de 733 740,07 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera financée par le SUM dans le Programme d'aménagement des rues du réseau artériel (CM19-0359) via le règlement d'emprunt 19-023.

La dépense totale à assumer par l'Arrondissement est de **517 375,51 $** taxes incluses, qui représente un coût net de 472 432,80 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales. Ce dossier sera financé par le surplus 2020 de l'arrondissement affecté aux infrastructures routières / trottoirs.

MONTRÉAL 2030

Les travaux de réaménagements géométriques du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées, de trottoirs, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'Arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;

- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement et incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles.....etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de l'incertitude liée à la pandémie de Covid-19, la date de début des travaux du présent contrat pourrait être repoussée.

Si la Ville est dans l'impossibilité de respecter l'échéancier des travaux en raison d'une force majeure, incluant, sans s'y limiter, la crise associée à l'épidémie mondiale liée au Covid-19, le calendrier des travaux sera révisé en conséquence.

Enfin, lors de la réunion de démarrage des travaux, le Directeur s'assurera de rappeler à tous les intervenants de ce projet les consignes et mesures dictées par la Direction de la santé publique du Québec afin que les travaux se déroulent de manière sécuritaire pour les travailleurs, les surveillants et le public, dans le respect des règles sanitaires prescrites au moment de la réalisation du projet. Le Directeur assurera une surveillance accrue du respect des consignes sanitaires requises et se réserve le droit, en cas de manquement, d'appliquer des pénalités de non-conformité à la situation exceptionnelle de la crise sanitaire mondiale et/ou de suspendre les travaux du contrat si requis jusqu'à nouvel ordre, tel qu'autorisé par les clauses du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux de fosses d'arbres du projet susmentionné seront informés par lettre de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : 15 juin au fin août 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;

- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Brunna DORNELAS-MATOS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Tommy BEAULÉ, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marc BRETON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Tommy BEAULÉ, 22 avril 2022
Damien LE HENANFF, 21 avril 2022
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, 20 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Chantal HOOPER
Chef de division

Tél : 514 872-3625
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228241004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

SEAO _ Liste des commandes (1).pdf
AMP Viatek.pdf
Revenu Québec Viatek.pdf
RBQ Viatek.pdf
Soumission Viatek.pdf
Récapitulatif PV_22-AOP-TP-009 (2).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CDN-NDG-22-AOP-TP-009
Numéro de référence : 1585401
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Projet de réaménagement géométrique : construction de saillies à diverses intersections dans l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (SAILLIES-2-2022)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
COJALAC INC. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (2021418)** 2022-03-25 7 h 51 **Transmission :** 2022-03-25 8 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CONSTRUCTION LAROTEK INC. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal, QC, H1E 7J7 http://jonathan@larotek.ca	Monsieur Jonathan Vella Téléphone : 514 829-8454 Télécopieur : 514 587-2495	**Commande : (2021685)** 2022-03-25 11 h 24 **Transmission :** 2022-03-25 11 h 24	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION VIATEK INC. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 514 370-8371 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (2025801)** 2022-04-04 11 h 25 **Transmission :** 2022-04-04 13 h 14	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1 https://www.adesousa.com	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (2026772)** 2022-04-05 14 h 50 **Transmission :** 2022-04-05 16 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GROUPE ROCK-SOL INC. 6515 magloire Montréal, QC, h1p1n6	Monsieur Gianfranco Rizzuto Téléphone : 514 945-7336 Télécopieur :	**Commande : (2021940)** 2022-03-25 16 h 24 **Transmission :** 2022-03-25 17 h 49	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur :	**Commande : (2024125)** 2022-03-31 8 h 28 **Transmission :** 2022-03-31 8 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (2022675)** 2022-03-28 20 h **Transmission :** 2022-03-28 20 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 https://ventecinc.com/	Monsieur Domenico A. Scirocco Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (2024597)** 2022-03-31 15 h 01 **Transmission :** 2022-03-31 17 h 51	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES PAVAGES CÉKA INC. 1143 Boulevard St-Jean Baptiste Mercier, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (2023265)** 2022-03-29 15 h 58 **Transmission :** 2022-03-29 15 h 58	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Fournisseur ayant demandé d’être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 21 septembre 2020

CONSTRUCTION VIATEK INC.
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL QC H7P 0E5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3001157827
N° de demande :	2000034298
N° de confirmation de paiement :	006186

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 janvier 2018

CONSTRUCTION VIATEK INC.
A/S MONSIEUR PATRICK FRANCOEUR
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QC) H7P 0E5

N° de décision : 2018-CPSM-1001876
N° de client : 3001157827

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION VIATEK INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

CONSTRUCTION VIATEK INC.
4915, RUE LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QUEBEC) H7P 0E5

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172284565

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 029172-TTFC-0896585
Date et heure de délivrance de l'attestation : 28 février 2022 à 13 h 31 min 6 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Guy Roy

Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers

Patrick Francoeur

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

---------- 2 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5730-1731-01 **Numéro de validation : 1-3860312118**

ÉMISE LE : 2017-01-24

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 24 janvier

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction Viatek inc.
4915 rue Louis-B.-Mayer
Laval QC
Canada H7P 0E5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.6	Ouvrages de génie civil immergés
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2	Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4	Systèmes d'assainissement autonome
3.1	Structures de béton
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5730-1731-01 **Numéro de validation : 1-3860312118**

ÉMISE LE : 2017-01-24

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 24 janvier

TITULAIRE DE LA LICENCE

Construction Viatek inc.
4915 rue Louis-B.-Mayer
Laval QC
Canada H7P 0E5

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
7 Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
-------- 18 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-22-AOP-TP-009

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service de greffe Bureau Accès Montréal - CDN-NDG 5160, boul. Décarie, Rez-de-chaussée Montréal (Québe) H3X 2H9 – Avant 11h
25	**mars**	**2022**	**14**	**avril**	**2022**	

Projet de réaménagement géométrique : construction (saillies) à diverses intersections dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (SAILLIES-2-2022)

Description et sommaire de soumission	Montant
Projet de réaménagement géométrique : construction (saillies) à diverses intersections dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (SAILLIES-2-2022) **CDN-NDG-22-AOP-TP-009**	
Montant total avant taxes :	925 827,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	46 291,35 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	92 351,24 $
Montant total :	**1 064 469,59 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172284565

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Viatek Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

4915, rue Louis-B.-Mayer, Laval (Québec) H7P 0E5

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	(514) 370-8371	
Patrick Francoeur, ing., Président	Télécopieur :	(450) 687-9958	
	Courriel :	patrick.francoeur@c-viatek.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	14	avril	2022

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

SOUMISSION PUBLIQUE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CDN-NDG-22-AOP-TP-009

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 14 avril 2022** à **11 heures.**

Sont présents :		
● Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
● Karine Yaacoub	Ingénieure	Direction des Travaux publics
● Brunna Dornelas Mattos	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-22-AOP-TP-009 Projet de réaménagement géométrique : construction (saillies) à diverses intersections dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (SAILLIES-2-2022)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX taxes incluses**
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 064 469,59
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 274 371,40
DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.	1 364 694,61

L'appel d'offres public de la division des Travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 25 mars 2022.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la division des Travaux publics, pour étude et rapport.

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228241004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions GDD_22-AOP-TP-009.pdf Contrat ao public_22-AOP-TP-009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossiers
Tél : 514872-9387

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-22-AOP-TP-009**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1172284565	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
LES PAVAGES CÉKA INC.	1160427812	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
DE SOUSA - 4020077 CANADA INC	1160862596	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2022-04-14**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-14.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-14.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2022-04-14**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-22-AOP-TP-009

No du GDD : 1228241004

Titre de l'appel d'offres : Projet de réaménagement géométrique: construction (saillies) à diverses intersections dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (SAILLIES-2-2022)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - -

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 14 - 4 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées :

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 8 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 064 469,59	√
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 274 371,40	√
DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.	1 364 694,61	√

Information additionnelle

3 preneurs de cahiers de charges sont des municipalités ou organismes.

Préparé par : Brunna Dornelas Mattos

Le 14 - 4 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228241004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention_financière_1228241004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-26

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3752
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD :	**1228241004**
No d'engagement:	**CC28241004**

Taux: 1.0951303727

733,744.00 $

Provenance

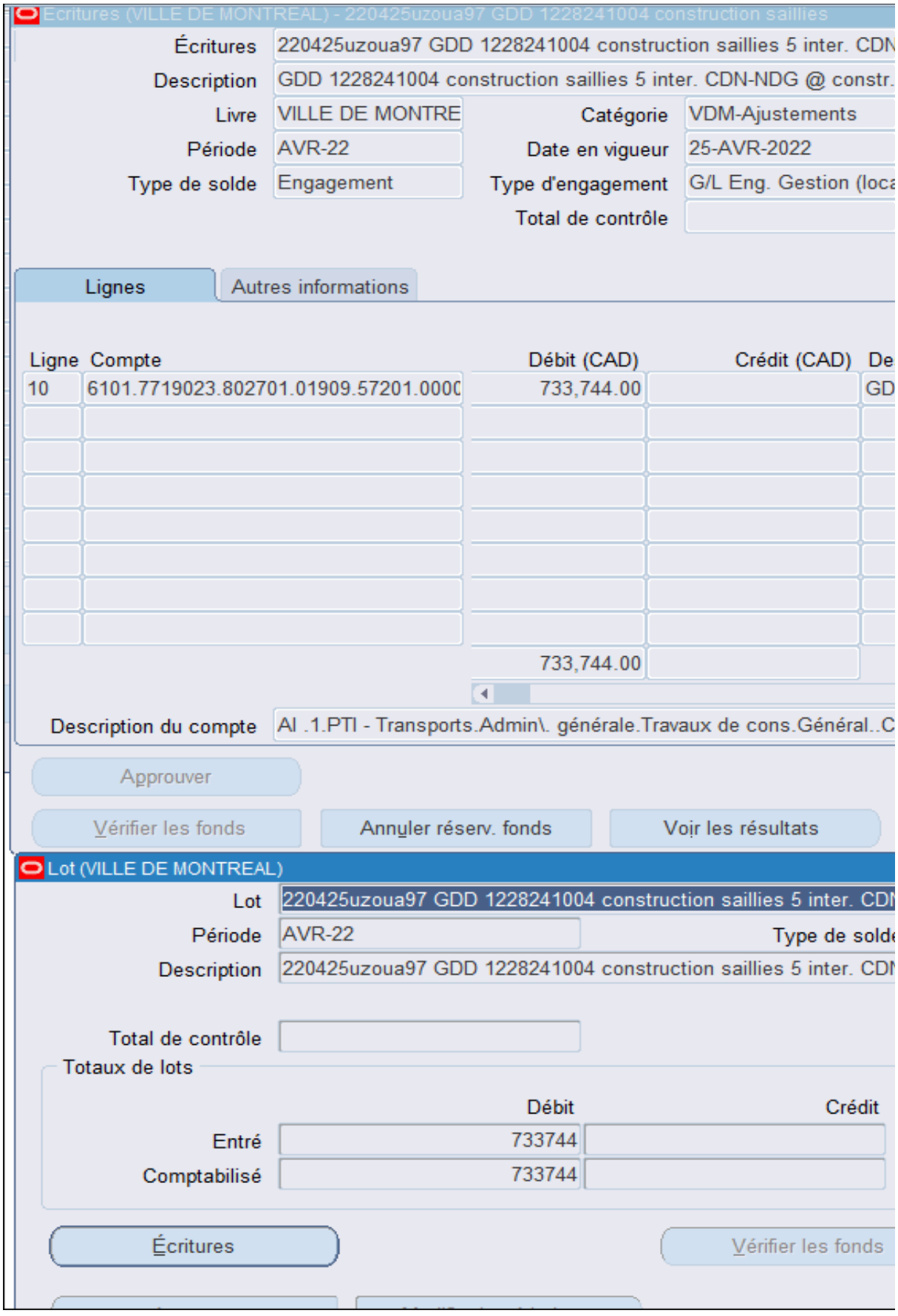
19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-023	6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000	803,541.03 $	733,740.06 $	733,744.00 $
Total		**803,541.03 $**	**733,740.06 $**	**733,744.00 $**

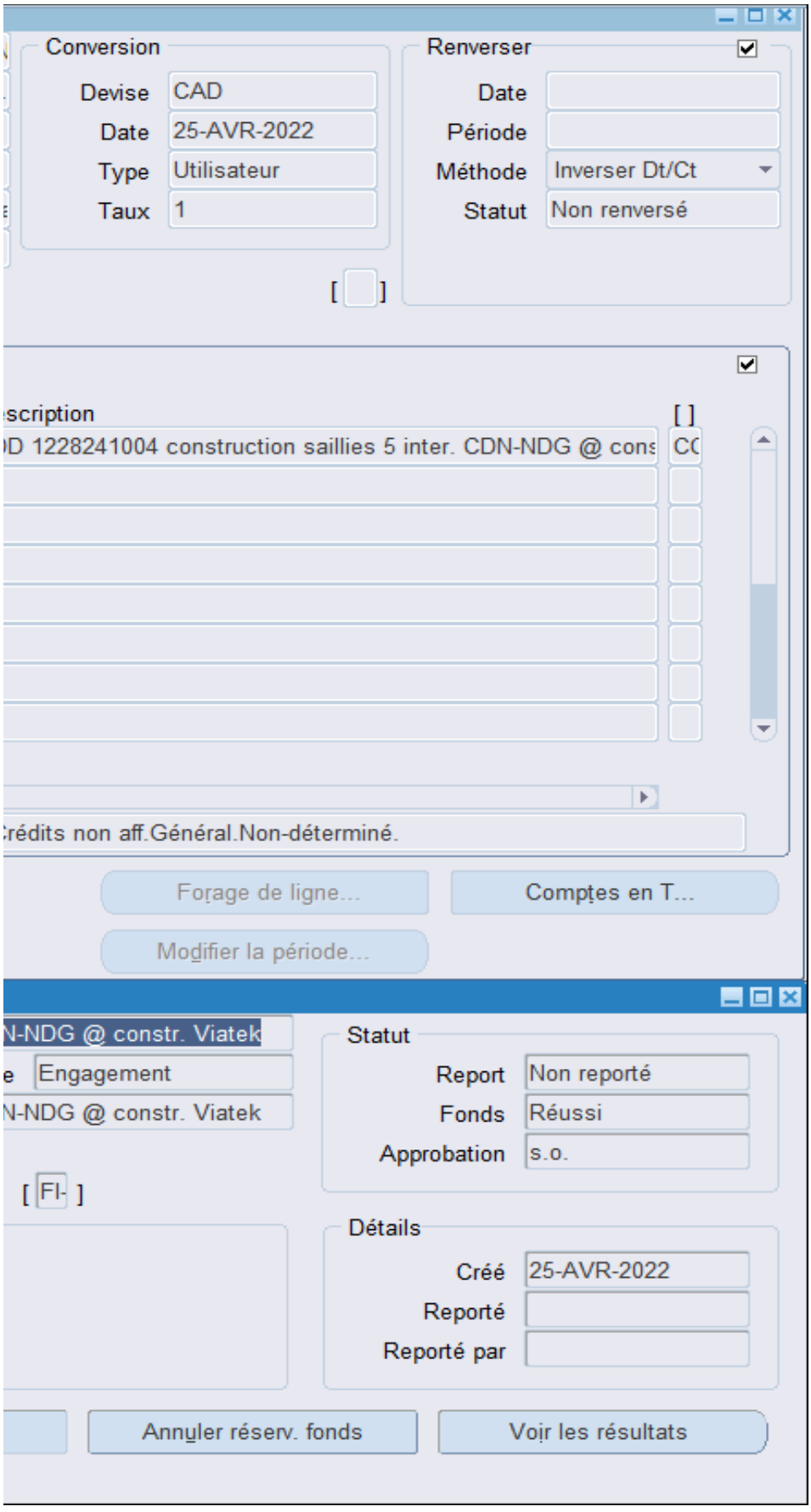
Imputation

Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Reconstruction de trottoirs et de bordures	6101.7719023.802701.03107.57201.000000.0000.190973.000000.17030.00000	222,687.03 $	203,342.94 $	203,343 $
Contingences_trottoirs	6101.7719023.802701.03107.57201.000000.0000.190973.070008.17030.00000	22,268.70 $	20,334.29 $	20,335 $
Incidences_professionnelles_trottoirs	6101.7719023.802701.03107.54301.000000.0000.190979.070003.17030.00000	20,920.00 $	19,102.75 $	19,103 $
Incidences_techniques_trottoirs	6101.7719023.802701.03107.54590.000000.0000.190979.070003.17030.00000	10,460.00 $	9,551.37 $	9,552 $
Reconstruction de la chaussée	6101.7719023.802701.03107.57201.000000.0000.190980.000000.17020.00000	424,851.98 $	387,946.49 $	387,947 $
Contingences_chaussée	6101.7719023.802701.03107.57201.000000.0000.190980.070008.17020.00000	42,485.20 $	38,794.65 $	38,795 $
Incidences_professionnelles_chaussée	6101.7719023.802701.03107.54301.000000.0000.190981.070003.17020.00000	39,912.08 $	36,445.05 $	36,446 $
Incidences_techniques_chaussée	6101.7719023.802701.03107.54590.000000.0000.190981.070003.17020.00000	19,956.04 $	18,222.52 $	18,223 $
TOTAL		**803,541.03 $**	**733,740.06 $**	**733,744.00 $**

Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022	2023	Total
59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel	734	-	-	734
Total	734	-	-	734


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 220425uzoua97 GDD 1228241004 construction saillies
Écritures
220425uzoua97 GDD 1228241004 construction saillies 5 inter. CDN
Description
GDD 1228241004 construction saillies 5 inter. CDN-NDG @ constr.
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-22
Date en vigueur
25-AVR-2022
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
De
10
6101.7719023.802701.01909.57201.0000
733,744.00
GD
733,744.00
Description du compte
Al .1.PTI - Transports.Admin\. générale.Travaux de cons.Général..C
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Lot (VILLE DE MONTREAL)
Lot
220425uzoua97 GDD 1228241004 construction saillies 5 inter. CDN
Période
AVR-22
Type de solde
Description
220425uzoua97 GDD 1228241004 construction saillies 5 inter. CDN
Total de contrôle
Totaux de lots
Débit
Crédit
Entré
733744
Comptabilisé
733744
Écritures
Vérifier les fonds


Conversion
Devise CAD
Date 25-AVR-2022
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
scription
D 1228241004 construction saillies 5 inter. CDN-NDG @ cons
Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...
N-NDG @ constr. Viatek
Engagement
N-NDG @ constr. Viatek
Statut
Report Non reporté
Fonds Réussi
Approbation s.o.
Détails
Créé 25-AVR-2022
Reporté
Reporté par
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228241004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Construction Viatek, au montant de 1 064 469,59$, incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement géométrique de cinq (5) intersections (Saillies-2-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 1 320 916,55 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-009.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228241004 - Construction Viatek inc travaux de réaménagement géométrique.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-27

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1228241004

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses								
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Portion à la charge de l'arrondissement	Portion à la charge du Service de la mobilité Urbaine (SUM)
Contrat Constructions Viatek inc Portion trottoirs	298,246.98 $	14,912.37 $	29,750.14 $	342,909.49 $	29,787.44 $	313,122.05 $	109,779.12 $	203,342.93 $
Contrat Constructions Viatek inc Portion chaussée	627,580.00 $	31,379.00 $	62,601.11 $	721,560.11 $	62,679.56 $	658,880.56 $	270,934.07 $	387,946.49 $
Sous-total - contrat (excluant les entrée en plomb)	**925,826.98 $**	**46,291.37 $**	**92,351.25 $**	**1,064,469.60 $**	**92,467.00 $**	**972,002.61 $**	**380,713.19 $**	**591,289.42 $**
Contingences (10%) Portion trottoirs	29,824.70 $	1,491.23 $	2,975.01 $	34,290.94 $	2,978.74 $	31,312.20 $	12,264.34 $	19,047.86 $
Contingences (10%) Portion chaussée	62,758.00 $	3,137.90 $	6,260.11 $	72,156.01 $	6,267.96 $	65,888.06 $	25,806.98 $	40,081.07 $
Frais de surveillance Portion trottoirs	14,009.18 $	700.46 $	1,397.42 $	16,107.06 $	1,399.17 $	14,707.89 $	5,760.77 $	8,947.12 $
Frais de surveillance Portion chaussée	29,478.54 $	1,473.93 $	2,940.48 $	33,892.95 $	2,944.17 $	30,948.78 $	12,121.99 $	18,826.79 $
Frais de laboratoire Portion trottoirs	14,009.18 $	700.46 $	1,397.42 $	16,107.06 $	1,399.17 $	14,707.89 $	5,760.77 $	8,947.12 $
Frais de laboratoire Portion chaussée	29,478.54 $	1,473.93 $	2,940.48 $	33,892.95 $	2,944.17 $	30,948.78 $	12,121.99 $	18,826.79 $
Incidences Portion trottoirs	14,009.18 $	700.46 $	1,397.42 $	16,107.06 $	1,399.17 $	14,707.89 $	5,760.77 $	8,947.12 $
Incidences Portion chaussée	29,478.54 $	1,473.93 $	2,940.48 $	33,892.95 $	2,944.17 $	30,948.78 $	12,121.99 $	18,826.79 $
Total des dépenses	**1,148,872.84 $**	**57,443.67 $**	**114,600.07 $**	**1,320,916.58 $**	**114,743.71 $**	**1,206,172.87 $**	**472,432.79 $**	**733,740.08 $**

	Montant	%
CDN NDG	472,432.79 $	39.17%
Portion à la charge du SUM	733,740.08 $	60.83%
Total des dépenses	1,206,172.87 $	100.00%

SIMON
Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3814
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MAI Année : 2022 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2022/05/02 Nom d'écriture : 220502umart1m - GDD 1228241004 - Saillies-2 2022 - Construc Viatek inc

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	472,433.10		Saillies-2 2022 - GDD 1228241004
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17025	00000		333,107.10	Saillies-2 2022 - GDD 1228241004
3	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17030	00000		139,326.00	Saillies-2 2022 - GDD 1228241004
4														
5														
6														
7												de	à	
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**472,433.10**	**472,433.10**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3814

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Veuillez compléter tous les segments du compte de grand-livre.

Période : MAI Année : 2022 **MAI-22** Description de l'écriture : 220502umart1m - GDD 1228241004 - Saillies-2 2022 - Construc Viatek inc

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1228241004

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17025	00000		333,107.10	Saillies - 2022 Contrat + incidences + contingences + frais de labo GDD 1228241004
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17030	00000		139,326.00	Saillies - 2022 Contrat - portion chaussée GDD 1228241004
3	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17025	00000	270,934.10		Saillies - 2022 Contrat - portion chaussée GDD 1228241004
4	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17030	00000	109,779.20		Saillies - 2022 Contrat - portion trottoir GDD 1228241004
5	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17025	00000	25,807.00		Saillies - 2022 Contingences - portion chaussée GDD 1228241004
6	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17030	00000	12,264.40		Saillies - 2022 Contingences - portion trottoir GDD 1228241004
7	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000	12,122.00		Saillies - 2022 Frais de surveillance - portion chaussée GDD 1228241004
8	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17030	00000	5,760.80		Saillies - 2022 Frais de surveillance - portion trottoir GDD 1218720006
9	6406	9500998	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000	12,122.00		Saillies - 2022 Incidences connexes - portion chaussée GDD 1228241004
10	6406	9500998	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17030	00000	5,760.80		Saillies - 2022 Incidences connexes - portion trottoir GDD 1228241004
11	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000	12,122.00		Saillies - 2022 Frais de labo - portion chaussée GDD 1228241004
12	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17030	00000	5,760.80		Saillies - 2022 Frais de labo - portion trottoir GDD 1228241004
13														
14														
Total de l'écriture :												**472,433.10**	**472,433.10**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3814
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17025	00000
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188633	000000	17030	00000
3	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17025	00000
4	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	000000	17030	00000
5	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17025	00000
6	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188633	012130	17030	00000
7	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000
8	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17030	00000
9	6406	9500998	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17025	00000
10	6406	9500998	800250	03103	54590	000000	0000	188633	012079	17030	00000
11	6406	9500998	800250	03103	54301	000000	0000	188633	012079	17025	00000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1228720001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc. , le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002.

D'autoriser une dépense à cette fin de 3 173 748,88 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 317 374,89 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 40 000 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 80 000 $, incluant les taxes, à titre de budget de frais de services professionnels (laboratoire)

D'autoriser une dépense totale de 3 611 123,77 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 11:25

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228720001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

CONTENU

CONTEXTE

Considérant l'état du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce procédera à des travaux de réfection des infrastructures dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local PRR -1- 2022 - rues locales du PTI 2022 ».
L'investissement accordé dans le cadre du présent contrat permettra d'éliminer ou d'atténuer, selon le cas, les dégradations des chaussées et des trottoirs, tout en améliorant l'état global des voies publiques par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état des infrastructures existantes.

Des réaménagements géométriques de neuf (9) intersections (constructions de saillies) ainsi que l'élargissement des trottoirs d'un tronçon de rue sont prévus dans ce contrat afin d'assurer la sécurité des usagers et piétons afin de favoriser l'apaisement de la circulation routière.

Les travaux de planage, de revêtement bitumineux et de reconstruction de trottoirs, là où requis, sont financés entièrement par l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 170301 - lundi 6 décembre 2021: Approuver, dans le cadre des « Programmes de réfection routière et de mesures d'apaisement de la circulation du réseau local » PRR-1-2022 (rues locales), la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées (corrélatifs, planage et pavage) et des trottoirs, incluant les réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.
CA21 170118 - lundi 3 mai 2021: Accorder à De Sousa (4042077 Canada inc.), le contrat au montant de 3 691 864,50 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de

trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies), de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2021) et autoriser une dépense à cette fin de 4 201 504,47 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-002.

CA20 170134 - lundi 1er juin 2020 : Accorder à COJALAC inc., le contrat au montant de 2 146 297,77 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associées aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2020) et autoriser une dépense à cette fin de 2 480 927,55 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (10 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-20-AOP-TP-008

CA19 170075 - lundi 1er avril 2019 : Accorder à Les Pavages Céka inc., le contrat au montant de 2 879 704,49 $, taxes incluses (excluant les contingences), pour les travaux de reconstruction de trottoirs et de bordures associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, ainsi que la réfection mineure de trottoirs et d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2019). Autoriser une dépense à cette fin de 3 277 674,94 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (7 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-038.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de réfection de trottoirs, de construction de saillies, de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, là où requis, sur les différentes rues en mauvais état, telles qu'identifiées sur la liste des rues détaillée ci-dessous.
Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront réalisées sont énumérées comme suit :

1. La reconstruction de section de trottoirs en mauvais état;
2. La construction de saillies (réaménagement géométrique des intersections);
3. Des interventions sur les utilités publiques situées dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
4. Le planage de la couche d'asphalte;
5. La réparation de la fondation si requise;
6. La pose de revêtement bitumineux sur les tronçons déjà planés;
7. La construction ou reconstruction des dos d'ânes.

Le présent dossier a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réalisation du « Programme de réfection routière PRR-1-2022», ainsi que d'autres dépenses imprévues, mais liées aux travaux décrits.

Programme de réfection routière 2022

Liste des rues - PRR-1-2022 (Budget de l'arrondissement)

#	Rue	De	À	District	Aménagement et/ou ESP
1	Montclair	Somerled	Terrebonne	Loyola	Saillies simples sur Montclair aux coins Sud-Est et Sud-Ouest à la hauteur de Somerled (2S) Saillie simple sur Montclair au coin Nord-Est à la hauteur de Terrebonne (1S)
2	Place Decelles (Sud)	Decelles	Ellendale	Darlington	Élargissement des trottoirs des côtés Est et Ouest Saillies simples sur Place Decelles aux coins Sud-Est et Sud-Ouest à la hauteur d'Ellendale (2S) Saillies simples sur Place Decelles aux coins Nord-Ouest et Sud-Ouest à la hauteur de l'avenue Decelles (2S)
3	Plantagenet	Côte-Sainte-Catherine	Fin de rue	CDN	
4	Westbury	Dornal	Fulton	Snowdon	
5	Westbury	Fulton	Jean-Brillant	Snowdon	Saillie simple sur Fulton au coin Nord-Est à la hauteur de Westbury (1S) Saillie double sur Westbury au coin Sud-Est à la hauteur de Fulton (1D) Avancée de trottoir sur Westbury côté ouest face à Fulton
6	Westbury	Jean-Brillant	Isabella	Snowdon	Saillies simples sur Westbury aux coins Sud-Est et Sud-Ouest à la hauteur d'Isabella (2S)
7	Oxford	Notre-Dame-de-Grâce	Monkland	NDG	Saillie simple sur Oxford au coin Sud-Ouest à la hauteur de Monkland (1S) Saillie simple sur Oxford au coin Nord-Est à la hauteur de Notre-de-Dame-de- Grace (1S)

8	Coolbrook	Bourret	Cochrane	Snowdon	Saillies simples sur Coolbrooke aux coins Nord-Est et Nord-Ouest à la hauteur de Bourret (2S)

Nota
S : avancée de trottoir (saillie) simple
D : avancée de trottoir (saillie) double

L'appel d'offres a été lancé le 28 mars 2022 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 avril 2022.

Sur les douze (12) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission, chacun avant le 20 avril 2022, à 11 heures.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Cojalac inc.
2	Construction Cappa inc
3	Construction Larotek inc
4	Construction Viatek inc
5	De Souda
6	Demix construction une division de groupe CRH CANADA inc
7	Goupe ABF inc
8	Groupe Rock-sol inc
9	Les Entrepreneurs Bucaro inc
10	Les Entreprises Michaudville inc
11	Les Entreprises Ventec inc
12	Les pavages Céka inc

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit à l'entreprise **Les Entrepreneurs Bucaro inc.**, pour un montant de ***3 173 748,88 $*** (incluant les taxes) et (excluant les contingences).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION :CDN-NDG-22-AOP-TP-002

Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)

SOUMISSIONS		
1	Cojalac inc.	3 499 771,50 $
2	Construction Viatek inc.	3 349 633,76 $
3	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	3 173 748,88 $

JUSTIFICATION

Suite à l'ouverture des soumission tenue le mercredi 20 avril 2022 à 11h, et après vérification des documents d'appel d'offres reçus de la part des trois soumissionnaires, il est apparu une erreur de calcul dans la première page de la section C - Bordereau des prix de la formule de soumission de l'entreprise Les Entrepreneurs Bucaro inc, étant arrivé initialement troisième avec une soumission s'élevant à 3 604 499,14 $ taxes incluses.
Conformément à l'article 3.8.2 de la section I - Instructions aux soumissionnaires du cahier des charges, la Ville a effectué les corrections et les ajustements requis, a avisé Les Entrepreneurs Bucaro inc. qui a confirmé par écrit que les montants étaient exacts, et ceci a modifié l'ordre d'arrivée des soumissionnaires, la soumissions de Les Entrepreneurs Bucaro inc. devenant la plus basse avec un montant de 3 173 488,88 $ taxes incluses.

Nous avons avisé par écrit les soumissionnaires concernés par le changement de l'ordre des soumissionnaires tel que prévu à l'article 3.8.2.3.

L'ensemble des documents justificatifs joints à la soumission étant conformes, cet adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, Les Entrepreneurs Bucaro inc., a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Publics, valide pour pouvoir conclure un contrat ou sous-contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu de la Loi des contrats des organismes publics RLRQ,C.C-65.1, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'Arrondissement et sont joints en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Une approbation a préalablement été effectuée par la DRE, afin de s'assurer que les rues sélectionnées dans le cadre de ce contrat ne nécessiteront pas de travaux d'infrastructures souterraines, et ce, ni à court, ni à long terme.

Suite au constat de l'état des chaussées, des trottoirs et des rues de l'Arrondissement, il a été jugé important et nécessaire d'investir les sommes requises au présent dossier pour pallier, à moyen terme, la dégradation accrue du réseau routier et pour améliorer l'état du réseau routier.

La Direction des travaux publics n'est pas dotée de personnel spécialisé dans ce type de travaux ni de moyens matériels pour répondre aux objectifs du contrat. Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées en objet afin d'apporter les correctifs requis dû au mauvais état du réseau routier, notamment, les chaussées et les trottoirs des rues visées par la présente soumission, et ce, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable pour tous les usagers.

Montant estimé :

ESTIMATION	MONTANT TOTAL
Total (avec taxes)	**3 397 715,85 $**

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
Cojalac inc.	3 499 771,50 $
Construction Viatek inc.	3 349 633,76 $
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	3 173 748,88 $
Dernière estimation réalisée	3 397 715,85 $
Coût moyen des soumissions conformes	

(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	3 341 051,38 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	-5,27 %
Écart entre la moyenne et l'estimation (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – l'estimation) / l'estimation) x 100	-1,67 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	326 022,62 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	10,27 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	-223 966,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-6,59 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	
(la deuxième plus basse – la plus basse)	175 884,88 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	5,54%

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de : **3 173 748,88 $** (avec taxes).

Écart entre le montant de la plus basse soumission conforme et l'estimé est de : **223 966,97 $** (avec taxes).

Le montant de la plus basse soumission conforme est **inférieur** de **6,59 %** du montant de l'estimation des coûts des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant à autoriser :
Le budget requis pour financer le projet de « Programme de réfection routière PRR-1-2022 » les travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est de **3 611 123,77 $** toutes taxes incluses. Cette dépense de **3 611 123,77 $** taxes incluses, assumée par l'arrondissement, représente un coût net de **3 297 437,33 $** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.

Le dossier sera financé à hauteur de 2 000 000 $ par le PDI 2022 de l'arrondissement affecté au programme de réfection routière, à hauteur de 524 000 $ par le solde non requis du PRR 1-2020, à hauteur de 39 497 $ par des reports de PDI des années antérieures affectés aux travaux routiers, et à hauteur de 734 503$ par le surplus 2020 affecté aux infrastructures routières et aux trottoirs.

Les règlements d'emprunt d'arrondissement RCA19 17324 et RCA 21 17357 (Réfection routière) et RCA20 17342 (Mesures d'apaisement de la circulation) seront utilisés.

Le détail des imputations budgétaires et des virements budgétaires sont documentés dans l'intervention financière via la certification de fonds incluse au présent sommaire décisionnel.

Coût du contrat :

	Projet (avant taxes)	T.P.S. (5 %)	T.V.Q. (9,975 %)	Total (avec taxes)
Contrat	2 760 381,72 $	138 019,09 $	275 348,08 $	3 173 748,88 $

T.P.S. (5 %) : 138 019,09 $ **T.V.Q. (9,975 %) :** 275 348,08 $ **RISTOURNE T.P.S. :** 137 674,04 $

Le coût total de la soumission susmentionnée : **3 173 748,88 $** (avec les taxes).

Volet Voirie

- Montant relatif aux travaux de trottoirs : **875 720,49 $** (avant taxes) / **1 006 859,63 $** (avec taxes)

- Montant relatif aux travaux de saillies (locales) : **189 895,25 $** (avant taxes) / **218 332,06 $** (avec taxes)
- Montant relatif aux travaux de chaussée : **1 694 765,98 $** (avant taxes) / **1 948 557,19 $** (avec taxes)

Au montant total de la soumission : **3 173 748,88 $** (avec taxes), il faut ajouter :

· Les dépenses incidentes : **40 000 $** (incluant les taxes);
· Les frais de services professionnels (laboratoire) : Contrôle qualitatif des matériaux de construction (approximativement) : **80 000 $** (avec taxes);
· Les travaux de contingences : **317 374,89 $ $** (avec taxes);

Au total, la dépense à autoriser pour l'arrondissement : **3 611 123,77 $** = (Soumission 3 173 748,88 $ + Laboratoire 80 000 $ + les contingences 317 374,89 $ + les frais incidents 40 000 $) incluant les taxes, les contingences, les services professionnels de laboratoire, ainsi que les frais incidents.

MONTRÉAL 2030

Les travaux de réfection de trottoirs, de chaussée et de construction de réaménagements géométriques du présent sommaire décisionnel visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'Arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement et incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles.....etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux visés par le programme de réfection routière du réseau local PRR-1-2022 (rues locales) ont un impact majeur sur l'entretien de ces rues afin d'améliorer l'état des infrastructures routières, de réaménagement géométrique des intersections de quelques rues et la sécurité des usagers pour une période de moyen à long terme.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'Arrondissement en ce qui a trait au volet " signalisation et circulation ". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de l'incertitude liée à la pandémie de Covid-19, la date de début des travaux du présent contrat pourrait être repoussée.
Si la Ville est dans l'impossibilité de respecter l'échéancier des travaux en raison d'une force majeure, incluant, sans s'y limiter, la crise associée à l'épidémie mondiale liée au Covid-19, le calendrier des travaux sera révisé en conséquence.

Enfin, lors de la réunion de démarrage des travaux, le Directeur s'assurera de rappeler à tous les intervenants de ce projet les consignes et mesures dictées par la Direction de la santé publique du Québec afin que les travaux se déroulent de manière sécuritaire pour les travailleurs, les surveillants et le public, dans le respect des règles sanitaires prescrites au moment de la réalisation du projet. Le Directeur assurera une surveillance accrue du respect des consignes sanitaires requises et se réserve le droit, en cas de manquement, d'appliquer des pénalités de non-conformité à la situation exceptionnelle de la crise sanitaire mondiale et/ou de suspendre les travaux du contrat si requis jusqu'à nouvel ordre, tel qu'autorisé par les clauses du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) : fin mai à la mi-octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (CNESST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Brunna DORNELAS-MATOS)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Driss BENDAOUD
Ingénieur

Tél : 438 622-5058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Chantal HOOPER
Chef de division

Tél : 514 872-3625
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228720001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

PRR-1-2022 - Formulaire de soumission sect A et B.pdf
PRR-1-2022 - AMP - Bucaro.pdf
PRR-1-2022 - Assurances-Bucaro.pdf
PRR-1-2022 - Cautionnement Bucaro.pdf
PRR-1-2022 - RBQ - Bucaro.pdf
PRR-1-2022 - Revenu Québec Bucaro.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Driss BENDAOUD
Ingénieur

Tél : 438 622-5058
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

COPIE CERTIFIÉE

N° : CDN-NDG-22-AOP-TP-002

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe Bureau de l'Arrondissement CDN-NDG 5160 boul. Décarie, RDC, Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h
28	3	2022	20	4	2022	

Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies), associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)

Description et sommaire de soumission		Montant
Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies), associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)		
	Montant total avant taxes :	2760 381,72 $ 3,135,028.60 $
	Taxe sur les produits et services 5 % :	138 019,09 $ 156,751.43 $
	Taxe de vente du Québec 9,975 % :	275 348,08 $ 312,719.10 $
	Montant total :	3 173 748,88 $ 3,604,499.14 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144756336

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

AB

Je (Nous), soussigné(s): Les Entrepreneurs Bucaro inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

10441 Ave Balzac, Montreal-Nord, Qc, H1H 3L6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514-325-7729		
Andrea Bucaro Vice President	Télécopieur : 514-325-7183		
	Courriel : bucaro@bucaro.ca		
Signature:	Jour	Mois	Année
	20	4	2022

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies), associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9.975%	Total
Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures, de réaménagement géométrique des intersections (saillies), associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)			3,135,028.60 $	156,751.43 $	312,719.10 $	3,604,499.14 $

N°. d'inscription de la TPS: 103120960RT0001

N°. d'inscription de la TVQ: 1000124750TQ0001

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
3,135,028.60 $	156,751.43 $	312,719.10 $	3,604,499.14 $
2 760 381,72 $	138 019,05 $	275 348,08 $	3 173 748,88 $

DB

Le montant prévu à l'item Assurances, garanties et frais généraux de chantier ne doit pas dépasser 7 % du montant indiqué à cet endroit

Identification du soumissionnaire:

Andrea Bucaro
Nom en caractères d'imprimerie

514-325-7729
Téléphone

514-325-7183
Télécopieur

Vice-President
Titre

bucaro@bucaro.ca
Adresse courriel

20-04-2022
Signature et date

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 mars 2020

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
A/S MONSIEUR ANDREA BUCARO
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6

Nº de décision : 2020-DAMP-1283
Nº de client : 2700022178

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

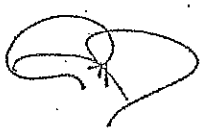
L'autorisation est valide jusqu'au **18 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

ANNEXE H

Date : Le 19 avril 2022

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER:	BFL Canada risques et assurances inc.	
Adresse postale :	2001, avenue McGill Collège, bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1	
Téléphone :	514-905-4323	Courriel : ndesilets@bflcanada.ca

ASSUREUR 1 :	Certains Souscripteurs du Lloyd's	
Adresse postale :	1155, Metcalfe, bureau 2200, Montréal (Québec) H3B 2V6	
Téléphone :	514-985-1412	Courriel : mmerineau@markelintl.ca

ASSUREUR 2 : (si applicable)	Certains Souscripteurs du Lloyd's	
Adresse postale :	1155, Metcalfe, bureau 2200, Montréal (Québec) H3B 2V6	
Téléphone :	450-621-2020	Courriel : drondeau@assurancesevolution.ca

ASSUREUR 3 : (si applicable)		
Adresse postale :		
Téléphone :		Courriel :

ASSURÉ:	Les Entrepreneurs Bucaro	
Adresse postale :	10441, Balzac, Montréal-Nord (Québec) H1H 3L6	
Téléphone :	514-325-7729	Courriel : soumissions@bucaro.ca

Numéro d'appel d'offres : CDN-NDG-22-AOP-TP-002
Titre de l'appel d'offres : Ville de Montréal - Arrondissement CDN-NDG.
Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022).

Nous désirons confirmer par la présente que nous BFL Canada risques et assurances inc. (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, Les Entrepreneurs Bucaro (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	2 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	2 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	2 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	8 M $ / sinistre 8 M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Nathalie Désilets

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

N Désilets

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

MCS1399021-22-110	CDN-NDG-22-AOP-TP-002
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
19 AVRIL 2022	1586579
(Date d'émission)	(numéro SEAO)

LES PARTIES :

COMPAGNIE D'ASSURANCE TRISURA GARANTIE ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

1501 AVENUE MCGILL COLLEGE, BUREAU 1502, MONTRÉAL (QC) H3A 3M8 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

ANNIE TREMBLAY, MANDATAIRE , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT COTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 20 avril 20 22 , par
(date)

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1144756336 , ayant un établissement au
(# NEQ)

10441 AVENUE BALZAC, MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Andrea Bucaro VP , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour
Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les 120 jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à MONTRÉAL (ville),

le 19 AVRIL 20 22 (date)

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Andrea Bucaro , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

Adriana Moukas , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

COMPAGNIE D'ASSURANCE TRISURA GARANTIE

ANNIE TREMBLAY, MANDATAIRE , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

CARL BOUCHARD , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Régie du bâtiment Québec

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1136-8271-01 — **Numéro de validation : 1-269999-1436**

ÉMISE LE : 1984-09-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 14 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entrepreneurs Bucaro Inc.
10441 avenue Balzac
Montréal QC
Canada H1H 3L6

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.8	Installation d'équipement pétrolier

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2	Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4	Systèmes d'assainissement autonome
4.1	Structures de maçonnerie
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Andrea Bucaro

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers

1 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 1136-8271-01 — **Numéro de validation : 1-269991436**

ÉMISE LE : 1984-09-12

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 14 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Entrepreneurs Bucaro Inc.
10441 avenue Balzac
Montréal QC
Canada H1H 3L6

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

2.7 Travaux d'emplacement
11.2 Équipements et produits spéciaux
13.5 Installations spéciales ou préfabriquées
14 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

22/35

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC
10441, AV. BALZAC
MONTREAL-NORD (QUEBEC) H1H 3L6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144756336

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 500170-BFZT-0903168
Date et heure de délivrance de l'attestation : 21 mars 2022 à 9 h 13 min 39 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228720001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Récapitulatif PV_22-AOP-TP-002 avec correction des erreurs de calcul.pdf

GDD Analyse des soumissions GDD.pdfContrat ao public_22-AOP-TP-002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossiers
Tél : 514872-9387

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-26

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement substitut
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-22-AOP-TP-002

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **mercredi 20 avril 2022** à **11 heures.**

Sont présents :		
• Geneviève Reeves	Secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Driss Bendaoud	Ingénieur	Direction des Travaux publics
• Brunna Dornelas Mattos	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-22-AOP-TP-002 Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX taxes incluses**
CONSTRUCTION VIATEK INC.	3 349 633,76
COJALAC INC.	3 499 771,50
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	~~3 604 499,14~~

3 173 748,88 $ après correction des erreurs de calcul

L'appel d'offres public de la division des Travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 28 mars 2022.

Le secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la division des Travaux publics, pour étude et rapport.

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-22-AOP-TP-002**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
LES ENTREPRISES BUCARO INC.	1144756336	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1172284565	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK
COJALAC INC.	1143922814	NA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	CONFORME	CONFORME	NA	OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2022-04-20**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-20.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-04-20.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2022-04-20**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-22-AOP-TP-002

No du GDD : 1228720001

Titre de l'appel d'offres : Travaux de reconstruction de trottoirs, de bordures et de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 3 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - -

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 20 - 4 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 25%

Nbre de soumissions rejetées :

% de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 8 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	3 173748,88 $*	√
CONSTRUCTION VIATEK INC.	3 349 633,76 $	√
COJALAC INC.	3 499 771,50 $	√

Information additionnelle

3 preneurs de cahiers de charges sont des municipalités ou organismes.
* montant après la correction de l'erreur au bordereau de la firme Les Entrepreneurs Bucaro inc.

Préparé par : Brunna Dornelas Mattos

Le 26 - 4 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228720001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228720001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 207-4328
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1228720001

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances puisque ce dossier sera financé en partie par un report de PDI qui doit être adopté ultérieurement.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés par l'arrondissement au dollar
Contrat Les Entrepreneurs Bucaro inc Portion trottoirs	875,720.49 $	43,786.04 $	87,353.12 $	1,006,859.65 $	87,462.60 $	919,397.05 $	919,398.00 $
Contrat Les Entrepreneurs Bucaro inc Portion saillies	189,895.25 $	9,494.76 $	18,942.05 $	218,332.06 $	18,965.79 $	199,366.28 $	199,367.00 $
Contrat Les Entrepreneurs Bucaro inc Portion chaussée	1,694,765.98 $	84,738.30 $	169,052.91 $	1,948,557.19 $	169,264.76 $	1,779,292.44 $	1,779,293.00 $
Sous-total - contrat (excluant les entrée en plomb)	**2,760,381.72 $**	**138,019.10 $**	**275,348.08 $**	**3,173,748.90 $**	**275,693.14 $**	**2,898,055.76 $**	**2,898,058.00 $**
Contingences (10%)	276,038.17 $	13,801.91 $	27,534.81 $	317,374.89 $	27,569.32 $	289,805.58 $	289,806.00 $
Incidences	34,790.17 $	1,739.51 $	3,470.32 $	40,000.00 $	3,474.67 $	36,525.33 $	36,526.00 $
Frais de laboratoire Contrôle qualitatif des matériaux de construction	69,580.34 $	3,479.02 $	6,940.64 $	80,000.00 $	6,949.34 $	73,050.66 $	73,051.00 $
Total des dépenses	**3,140,790.40 $**	**157,039.54 $**	**313,293.85 $**	**3,611,123.79 $**	**313,686.47 $**	**3,297,437.33 $**	**3,297,441.00 $**

	Montant	%
DRE	- $	0.00%
Portion à la charge du Serv des grands parcs du Mont-Toyal et des sports	- $	0.00%
CDN-NDG	3,297,437.33 $	100.00%
Total des dépenses	3,297,437.33 $	100.00%

Information budgétaire:

Provenance	**PDI 2022 - Réfection routière**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2255734 001
Projet Simon :	**188629**
Montant :	2,000,000.00 $

Provenance	**Solde non utilisé PRR-1 2020**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2055734 001
Projet Simon :	**181013**
Montant :	524,000.00 $

Provenance	**Report PDI antérieur**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	1855734 003
Projet Simon :	**171459**
Montant :	18,200.00 $

Provenance	**Report PDI antérieur**
Requérant:	59-00
Projet :	55839
Sous-projet :	2055839 001
Projet Simon :	**186369**
Montant :	21,300.00 $

Provenance	**Surplus affecté aux infrastructures routières et trottoirs**
Objet	**31025**
Montant :	734,500.00 $

Imputation	**PRR 1 - 2022**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	2255734 001
Projet Simon :	**188629**
Montant :	3,298,000.00 $

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2022-2024	**3298**	**0**	**0**	**0**	**3298**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**3298**	**0**	**0**	**0**	**3298**
BF	**735**	**0**	**0**	**0**	**735**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**2563**	**0**	**0**	**0**	**2563**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3814
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MAI Année : 2022 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2022/05/02 Nom d'écriture : 220502umart1m - GDD 1228720001 PRR 1 - 2022 et saillies - Les Entrepreneurs Bucaro inc -

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	733,940.00		GDD 1228720001 PRR-1
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188629	000000	99000	00000		733,940.00	GDD 1228720001 PRR-1
3														
4														
5														
6														
7												à	de	
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**733,940.00**	**733,940.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Date : 4/27/2022 4:24 PM

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2022 **MAI-22** Description de l'écriture : 220502umart1m - GDD 1228720001 PRR 1 - 2022 et saillies - Les Entrepreneurs Bucaro inc

Virement de crédits demandé en vertu de :
○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1228720001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0620324	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		594,091.00	RCA19 17324 GDD 1228720001
2	6406	0621357	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		1,770,043.00	RCA21 17357 GDD 1228720001
3	6406	0620342	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		199,367.00	RCA20 17342 GDD 1228720001
4	6406	0620324	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17030	00000	594,091.00		PRR 1 - 2022 (contrat - portion trottoirs) GDD 1228720001
5	6406	0621357	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17030	00000	325,307.00		PRR 1 - 2022 (contrat - portion trottoirs) GDD 1228720001
6	6406	0620342	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000	199,367.00		PRR 1 - 2022 (contrat - portion saillies) GDD 1228720001
7	6406	0621357	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000	1,444,736.00		PRR 1 - 2022 (contrat - portion chaussée) GDD 1228720001
8	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000	334,557.00		PRR 1 - 2022 (contrat - portion chaussée) GDD 1228720001
9	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188629	012130	17025	00000	289,806.00		PRR 1 - 2022 (contingences) GDD 1228720001
10	6406	0620324	800250	03103	54590	000000	0000	188629	012079	17025	00000	36,526.00		PRR 1 - 2022 (incidences connexes) GDD 1228720001
11	6406	0621357	800250	03103	54301	000000	0000	188629	012079	17025	00000	73,051.00		PRR 1 - 2022 (Frais de labo) GDD 1228720001
12	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188629	000000	17025	00000		733,940.00	PRR 1 - Affectation du surplus vers les act d'immobilisation
13														
14														
15														
Total de l'écriture :												**3,297,441.00**	**3,297,441.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0620324	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17030	00000
2	6406	0621357	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17030	00000
3	6406	0620342	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000
4	6406	0621357	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000
5	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188629	000000	17025	00000
6	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	188629	012130	17025	00000
7	6406	0620324	800250	03103	54590	000000	0000	188629	012079	17025	00000
8	6406	0621357	800250	03103	54301	000000	0000	188629	012079	17025	00000
9	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	188629	000000	17025	00000
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1228720001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, le contrat au montant de 3 173 748,88 $, taxes incluses, portant sur les travaux de reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections (saillies) associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (PRR-1-2022) et autoriser une dépense à cette fin de 3 611 123,77 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-002

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228720001_report PDI-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-25

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Direction du budget et de la planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD : 1228720001

Le budget de la dépense sera disponible lors du report du budget PDI 2021. Le report du budget de compétence ARRON pour l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce est suffisant. Le présent dossier est conditionnel à l'acceptation du report du budget PDI 2021 au PDI 2022-2031 par le conseil municipal:

Informations budgétaires

Provenance	**Solde non utilisé PRR-1 2020**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55734	
Sous-projet :	2055734 001	
Projet Simon :	**181013**	
Montant :		524 000,00 $

Provenance	**Report PDI antérieur**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55734	
Sous-projet :	1855734 003	
Projet Simon :	**171459**	
Montant :		18 200,00 $

Provenance	**Report PDI antérieur**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55839	
Sous-projet :	2055839 001	
Projet Simon :	**186369**	
Montant :		21 300,00 $

Imputation	**PRR 1 - 2022**	
Requérant:	59-00	
Projet :	55734	
Sous-projet :	2255734 001	
Projet Simon :	**188629**	
Montant :		563 500,00 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1224921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder un contrat de gré à gré, en vertu du *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038), à la firme Couvreur de Toitures Mont-Rose (Québec) Ltée, et autoriser une dépense d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582);

D'autoriser une dépense additionnelle de 34 492,50 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 139 349,70 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-05-02 11:19

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224921002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).

CONTENU

CONTEXTE

Construit en 1977 et d'une superficie de 994 m2, l'entrepôt du C.S.M de la cour de services Madison constitue le principal lieu d'entreposage des équipements d'intervention des diverses équipes de la direction des travaux publics de l'arrondissement. Suite aux dernières pluies, des infiltrations d'eau importantes et dangereuses ont été constatées à travers la toiture de cet immeuble et qui, par mesure de sécurité, ont forcé la fermeture de plusieurs panneaux électriques. Les opérations à l'intérieur de ce local sont considérablement affectées et, pour des considérations de sécurité, les lieux pourraient être fermés pour une durée indéterminée. Advenant toute fermeture des lieux, les opérations des équipes des travaux publics seront affectées ce qui influencerait les services et les déroulement des opérations..
Selon les inspections réalisées dernièrement par les équipes d'entretien du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal (SGPI) ainsi que par un entrepreneur spécialisé, la toiture de cet immeuble a largement dépassé sa limite de vie et aucune réparation n'y est possible. Cette toiture n'a probablement jamais été refaite depuis sa construction initiale en 1977. Le SGPI évalue à 262 500 $, le coût de réfection de cette toiture.

Trois entrepreneurs spécialisés ont été contactés en urgence pour l'obtention des soumissions ou propositions de prix, mais une seule firme a soumis un prix. Après plusieurs négociations, le dernier prix obtenu de la part de la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, est de 91 200 $, avant taxes, soit 104 857 $, taxes incluses. À noter qu'un processus normal pour un projet de même nature et de même envergure, soit la conception, l'appel d'offres publics et la construction, pourrait nécessiter entre huit et dix mois.

Vu l'urgence de la situation et la difficulté, ces jours-ci, d'obtenir des soumissions par des entrepreneurs spécialisés, et par mesure de prévention, nous proposons au Conseil d'arrondissement d'autoriser un montant de 104 857,20 $, taxes incluses, pour l'octroi d'un contrat de gré à gré à la firme Toiture Mont-Rose Ltee. La présente démarche permettra à l'arrondissement de procéder aux travaux urgents de réfection de la toiture de l'entrepôt C.S.M. de la cour de services Madison juste après la séance du Conseil d'arrondissement du

2 mai prochain et par conséquent, elle permettra le maintien et l'amélioration des opérations dans cet entrepôt.

Le projet dossier vise donc l'autorisation par le Conseil d'arrondissement l'octroi d'un contrat de gré à gré d'une somme maximale de 104 857,20 $, taxes incluses, pour la réfection de la toiture du C.S.M de la cour de services Madison.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le projet dossier a pour objet l'octroi, à la firme Toiture Mont-Rose Ltée, d'un contrat de gré à gré d'une somme maximale de 104 857,20 $, taxes incluses, pour la réfection de la toiture du C.S.M de la cour de services Madison.
Suivant l'appel de proposition auprès de trois firmes, seule la firme **Toiture Mont-Rose Québec Ltée** a soumis un prix de **91 200 $**, avant taxes, pour un total de **104 857, 20 $**, taxes incluses.

Les travaux incluront plus spécifiquement :

· La démolition de la toiture existante;
· La fourniture des matériaux et main d'oeuvre pour une nouvelle de toiture;
· Toutes les clôtures, protections temporaires et la sécurité sur le chantier;
· Tous les travaux de ferblanterie requis;
· Tous les accessoires, autres équipements et autres travaux nécessaires à la réfection de toiture.
· La garantie des travaux pour une durée de 10 ans

Le montant maximal pour le présent contrat de gré à gré à la firme**Toiture Mont-Rose Québec Ltée** est de 104 857,20 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Suivant l'appel de proposition urgent auprès de trois firmes, un seul prix a été reçu par l'arrondissement.
Analyse des coûts reçus :

Le prix soumis par la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, est de 104 857, 20 $, taxes incluses, est inférieur à l'estimation réalisée par les équipes internes du SGPI, dont le montant s'élève à 262 500 $, net de taxes, soit 275 592,20$, taxes incluses. Après analyse des coûts et des descriptifs soumis par la firme Toiture Mont-Rose Québec ltée, l'équipe d'entretien du SGPI recommande l'octroi du contrat à cette firme.

Soumission reçue par l'arrondissement :

Couverture Toiture Mont-Rose Québec Ltée., est la seule firme ayant présenté une soumission de 91 200 $, avant taxes, pour un total de 104 857, 20 $, taxes incluses. Sa soumission est jugée conforme.

Dépenses additionnelles :

· **Incidences :**

Une provision de 30 000 $, avant taxes, est recommandée pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant, réservé uniquement aux travaux

et services incidents. n'est pas inclus au contrat de l'adjudicataire du présent contrat, mais servira à payer, selon les besoins du chantier, des services ou travaux réalisés par d'autres firmes dans le cadre de ce projet, tels que des frais de laboratoire pour des tests sur les matériaux ou pour des services professionnels par une firme spécialisée en surveillance en résidence des travaux de toiture. Cette provision d'incidences pourra également payer des coûts des travaux ou composantes électriques ou autres composantes endommagées ou requises pour le fonctionnement de cet entrepôt.

Conclusion et recommandation :

Les vérifications relatives à la conformité de tout soumissionnaire quant aux Registres des personnes non admissibles du Secrétariat du Conseil du Trésor (RENA), de la RBQ et de la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle seront faites par le personnel d'arrondissement avant l'octroi du contrat de construction.

Aussi, avant l'octroi du contrat, l'adjudicataire devra fournir tout document de conformité ou de compétence requis par les services d'arrondissement pour ce type de contrats.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à la firmeToiture Mont-Rose Québec Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, pour une somme de **104 857, 20 $**, incluant toutes les taxes, et d'autoriser une dépense totale de **139 349,70 $,** incluant toutes les taxes, et tous les frais accessoires (incidences).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de ce dossier proviendra du PDI 2022 de l'arrondissement affecté au projet, règlement d'emprunt RCA18 17293**.**

Le coût total du contrat à autoriser au présent dossier décisionnel, incluant le contrat de construction et les incidences, est de **121 200 $,** avant taxes, pour un total de **139 349,70 $**, toutes taxes incluses.

Le coût net de ristournes est de **127 244,85 $.**

Les renseignements relatifs au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges**–**Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

La gestion des déchets de construction sera réalisée en respect des recommandations et exigences environnementales de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adjudication du présent contrat permettra le maintien et l'amélioration, à long terme, des opérations de la cour de services Madison.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les employés de la cour de services Madison seront informés des travaux par les services de

l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
· Approbation du dossier par le CA – 2 mai 2022;
· Réunion de démarrage début mai 2022;
· Début des travaux – début mai 2022;
· Date de prévue de fin des travaux – avant la fin mai 2022;
· Acceptation finale mai 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été et seront respectées lors de l'octroi du présent contrat de gré à gré. Selon les vérifications, la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée n'a pas bénéficié d'un contrat de gré à gré avec l'arrondissement depuis 2018. Par conséquent, elle est éligible à l'obtention du présent contrat de gré à gré.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission se trouve en deçà du seuil de 5 M$ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Brunna DORNELAS-MATOS)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-04-25
Amar BENSACI Chef d'équipe	Guylaine GAUDREAULT directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-9783	**Tél :** 514 872-8436

Télécop. : 514-868-4562 **Télécop. :** 514 872-7474

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).



FDC-Recom Toiture Mont-Rose - REV.pdf



Soumission Toiture-Mont-Rose 4401_001.pdf



Rapport SIMON-COUVREUR TOITURES MONT-ROSE.pdf



Attestation fiscale toitures Mont Rose.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Chef d'équipe

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet :	**Réfection de la toiture de l'entrepôt C.S.M. Madison - Cour de services Madison**						
	Contrat de travaux :						
CA: 2 mai 2022				**Tps 5,0%**		**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**		**$**	**$**	**$**	**$**
	Prix forfaitaire initial	100,0%		**91 200,00**	**4 560,00**	**9 097,20**	**104 857,20**
	Prix Séparés exclus			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Divers - Autres trav.						
	Sous-total :	100,0%		**91 200,00**	**4 560,00**	**9 097,20**	**104 857,20**
	Contingences initiales	10,0%			0,00	0,00	0,00
	Total :			**91 200,00**	**4 560,00**	**9 097,20**	**104 857,20**
Incidences :	Dépenses générales	0,0%		30 000,00	1 500,00	2 992,50	34 492,50
	Total - Dépense totale à autoriser			**121 200,00**	**6 060,00**	**12 089,70**	**139 349,70**
Ristournes :	Tps	100,00%					6 060,00
	Tvq	50,0%					6 044,85
	Coût net après ristoune						**127 244,85**

Note: Le présent contrat sera accordé au plus bas soumissionnaire conforme.

Préparé par : Amar Bensaci

5937 Upper Lachine Rd.
Montreal (QC) H4A 2C2
TEL.: **514 489-8178**
FAX: **514 489-2396**

couvreurmontrose.com
R.B.Q. 2267-5367-96

COUVREUR DE TOITURES
MONT-ROSE
QUÉBEC LTÉE

Association des Maîtres Couvreurs du Québec

SOUMISSION/CONTRAT

21 avril 2022

Ville de Montréal
Arrondissement Cote Des Neiges Notre Dame de Grace
A/s Amar Bensaci
5160 Decarie, Bureau 600
Montréal (QC) H3X 2H9

Tel : 514-219-6358
amar.bensaci@montreal.ca

TRAVAUX: 2140 Madison, Montréal

Toiture en asphalte et gravier, environ 10,640 pieds carrés
-Enlever une épaisseur de la vielle toiture et l'isolant par-dessus le pontage en acier
-Installer une coupe vapeur Kraft ou Duroperm
-Installer 1.5 pouce d'isolant polyisocyanurate
-Installer ½" d'isolant-fibre de bois asphalté à chaud
-Installer 4 plis de papier 15 lb. Chaque pli est saturé d'asphalte chaud
-Répandre une couche d'asphalte et du gravier **GRIS** ¼" environ 500 lb. /carré
-Installer des égouts en cuivre avec paniers en aluminium
-Installer manche d'évents de plomberie en aluminium
-Installer du solin et contre-solin en acier pré peint **brun**
-Tous les déchets seront transportés dans un dépotoir autorisé
-Toute matériaux, équipement, main-d'œuvre sont inclus:
PRIX $91,200.00 plus taxes (5% T.P.S. et 9.975% T.V.Q.)

N.B. : CLIENT EST RESPONSABLE DE PRENDRE ET PAYER LE PERMIS DE LA VILLE DE MONTREAL SI REQUIS

Si les parapets ne sont pas assez solides selon les standards et les normes de la C.N.E.S.S.T. il pourrait avoir des frais supplémentaires pour les renforcer les parapets pour qu'on puisse poser nos gardes de corps
Toutes épaisseurs de vielle toitures additionnelles enlevées seront chargées à des prix supplémentaires de $2.00 par pied carres par épaisseur
Toute bois pourrit ou endommagé serait remplacé à un frais supplémentaire de $5.00 par pied carre
Toute isolant pourrit ou endommagé serait remplacé à un frais supplémentaire de $3.00 par pied carre par pouce

Ce prix est valable pour une période de 15-jours. Dépôt de 25% sera payable au **début des travaux** et la **balance** est payable au complet **à la fin des travaux**. Frais de 2% par mois (24 % par an) seront chargés sur tout compte passer dû. Charges additionnelles pour tout travail exécuté autre que ceux spécifiés sur ce contrat. Les travaux sont garantis pour **10-ans.** Si vous acceptez, veuillez nous retourner une copie signée afin que nous puissions débuter les travaux.

Nous recommandons que vous nettoyiez les égouts pour assurer leur propre fonctionnement. Si ce travail n'est pas fait, Couvreur de Toitures Montrose (Québec) Ltée ne sera pas responsable pour des fuites en conséquence d'un égout bloqué. Sauf si une correction de pente est indiquée sur le contrat, nous ne serons pas tenus responsables des pentes inadéquates de la structure du toit comme le nouveau système de toiture sera installé sur la structure du bâtiment existant. Nous ne sommes donc pas responsables des flaques d'eau. Nous ne sommes pas responsables des fissures ou des dommages aux plafonds intérieurs résultant de l'enlèvement de plusieurs anciennes couches de toit. On n'est pas responsable d'engager Hydro Québec pour couvrir les fils électriques, d'enlever/remettre les antennes, satellites et toute autre machinerie qui se trouve sur la toiture ainsi que tous les frais associés aux items mentionnés ci-dessus.

Signature du client_____ Date_____

Nom du client_____
(En lettres moulées)

Signature_____
Couvreur de Toitures Montrose (Québec) Ltée

See ov

Page de garde (EMAILWATCH)

IMPRIMANTE = EMAILWATCH

TITRE = SiMON:124751805:Couvreur de toitures Mont-Rose (SIMON Rapport - Vali

COURRIEL = hela.dhaou@montreal.ca

ENV = 25- 999

SIMON Rapport - Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré					Date du rapport :	27 / 04 / 2022
					Période (90 jours)	du 27/01/2022 au 27/04/2022
Unité d'affaires :	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce					
NEQ Fournisseur :	1142653725					
Nom fournisseur	Informations du BC	Description du BC	Mnt total engagé		Commentaires - Note à l'approbateur	

Selon les informations inscrites aux bons de commande SIMON, le fournisseur **COUVREUR DE TOITURES MONT-ROSE (QUEBEC) LIMITEE** pourrait être éligible à un contrat de gré à gré.

Mise en garde : les résultats du rapport dépendent grandement de la bonne saisie de l'information dans SIMON.

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

COUVREUR DE TOITURES MONT-ROSE (QUEBEC) LIMITEE
5937, CH. UPPER LACHINE
MONTREAL (QUEBEC) H4A 2C2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142653725

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 509190-TWTT-0917787
Date et heure de délivrance de l'attestation : 28 avril 2022 à 10 h 22 min 34 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2022

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1224921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Couvreur Toiture Mont-Rose_Vérification soumissionnaire invité.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossiers
Tél : 514872-9387

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-27

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement substitut
Tél : 514 830-7568
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité d'un soumissionnaires (Division du greffe)

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF (1)	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	LFRI (5)	Attestation fiscale (6)
COUVREUR DE TOITURES MONT-ROSE (QUÉBEC) LTÉE	1142653725	**NA**	**OK**	**OK**	**OK**	**OK**	**REQUISE**

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Liste en date du 2022-04-27 et REQ. Analyse de premier niveau.
3. En date du 2022-04-27.
4. En date du 2022-04-27. Vise les contrats d'exécution de travaux.
5. En date du 2022-04-27.
6. L'attestation fiscale sera validée par le responsable du dossier.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1224921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1224921002 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-27

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1224921002

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat à la firme Toiture Mont-Rose Québec Ltée, d'une somme de 104 857,20 $, taxes incluses, pour le projet de réfection urgente de la toiture de l'entrepôt C.S.M de la cour de services Madison (bâtiment 0582), et autoriser une dépense totale à cette fin de 139 349,70$ incluant les taxes et les frais accessoires, le cas échéant - Appel de proposition de gré à gré.

Conformité budgétaire:

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale pour l'obtention de crédits.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés par l'arrondissement (arrondis au dollar près)
Contrat - Toiture Mont-Rose Québec Ltée	91,200.00 $	4,560.00 $	9,097.20 $	104,857.20 $	9,108.60 $	95,748.60 $	95,749.00 $
Contingences	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total - Contrat + Contingences	**91,200.00 $**	**4,560.00 $**	**9,097.20 $**	**104,857.20 $**	**9,108.60 $**	**95,748.60 $**	**95,749.00 $**
Incidences	30,000.00 $	1,500.00 $	2,992.50 $	34,492.50 $	2,996.25 $	31,496.25 $	31,497.00 $
Total des dépenses	**121,200.00 $**	**6,060.00 $**	**12,089.70 $**	**139,349.70 $**	**12,104.85 $**	**127,244.85 $**	**127,246.00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	127,246.00 $	100.00%
Total des dépenses	127,246.00 $	100.00%

Information budgétaire:

Provenance	**Entrepôt du C.S.M. Madison - réfection toiture**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2267851 011
Projet Simon :	**188675**
Montant :	127,246.00 $

Imputation	**Entrepôt du C.S.M. Madison - réfection toiture**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2267851 011
Projet Simon :	**188675**
Montant :	127,246.00 $

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2022-2031	**127**	**0**	**0**	**0**	**127**
en milliers					
Prévision de la dépense					
Brut	**127**	**0**	**0**	**0**	**127**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**127**	**0**	**0**	**0**	**127**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Date : 5/2/2022 11:21 AM

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : avril Année : 2022 **AVR-22** Description de l'écriture : 220427udimite GDD 1224921002 travaux réfection toiture de l'entrepôt C.S.M Madison

Virement de crédits demandé en vertu de :
○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1224921002

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		127,246.00	Règlement d'emprunt RCA18 17293
2	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	188675	000000	21025	00000	95,749.00		Contrat
3	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	188675	012130	21025	00000	0.00		Contingences
4	6406	0618017	800250	03107	54390	000000	0000	188675	012079	21025	00000	31,497.00		Incidences
5														
6														
7														
8														
9														
Total de l'écriture :												**127,246.00**	**127,246.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	188675	000000	21025	00000
2	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	188675	012130	21025	00000
3	6406	0618017	800250	03107	54390	000000	0000	188675	012079	21025	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618017.800250.0310757201.000000.0000.188675.000000.21025.00000
2	6406.0618017.800250.0310757201.000000.0000.188675.012130.21025.00000
3	6406.0618017.800250.0310754390.000000.0000.188675.012079.21025.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	#REF!
2	.....	#REF!	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1216290033

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser la signature d'une entente de développement à intervenir entre la Ville de Montréal et 9452-7934 Québec Inc. visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-05-02 10:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216290033**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

CONTENU

CONTEXTE

La présente entente de développement découle du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720 dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce autorisé en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).* Le projet prévoit la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages comportant 153 logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Conseil d'arrondissement
13 décembre 2021 : CA21 170353 : adoption du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017.

7 février 2022 : CA22 170025 : adoption avec changement du second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

DESCRIPTION

Dans le but de permettre le déplacement d'une entrée charretière sur la rue Paré et l'aménagement de trois accès piétons l'un sur la rue Paré et les deux autres sur la rue Buchan dans ce secteur du Triangle aménagé avec des noues pluviales dans le domaine

public, la Ville de Montréal, représentée par l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, et le promoteur, 9452-7934 Qc inc. souhaitent signer une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.
L'entente de développement sera structurée comme suit :

- Préambule : permettent d'énumérer les objectifs de l'entente ainsi que le contexte dans laquelle elle s'insère.
- Aménagement du projet : précise les balises d'aménagement du domaine public.
- Lettre de garantie bancaire : précise les diverses garanties financières exigées afin d'assurer les obligations du promoteur.

JUSTIFICATION

Considérant que la signature de la présente entente entre la Ville de Montréal et le promoteur bénéficierait non seulement aux futurs résidents du site mais aussi aux citoyens des quartiers environnants;
Considérant l'opportunité de mettre en place des balises de réaménagement des noues;

Considérant que le promoteur pourrait aliéner une partie du site ou la totalité du site à une tierce partie;

Considérant qu'une entente en vertu du règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) sera signée entre la Ville et le promoteur en vue de détailler les infrastructures et les équipements nécessaires à la réalisation du projet;

Considérant que le promoteur a pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal;

L'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce considère qu'il est nécessaire de signer une telle entente de développement avec le promoteur.

Une lettre de garantie bancaire sera exigée dont les montants sont de 15 000 dollars pour le réaménagement du domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La présente entente prévoit plusieurs éléments en lien avec le développement durable, soit :

- la modification des noues de gestion des eaux pluviales suite aux travaux d'aménagement d'une nouvelle entrée charretière et d'un sentier piéton sur la rue Paré et de la condamnation d'une entrée charretière sur la rue Buchan et de l'aménagement de deux sentiers piétons
- transplantation d'un arbre existant.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente entente respecte les politiques de la Ville de Montréal, notamment la politique de gestion contractuelle, ainsi qu'aux divers encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-11

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux

entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290033

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

Plans travaux domaine public Buchan 5055_RÉVISION 06_2022 04 11.pdf

Résolution du Conseil d'Administration - entente de developpement - 2022 03 18.pdf

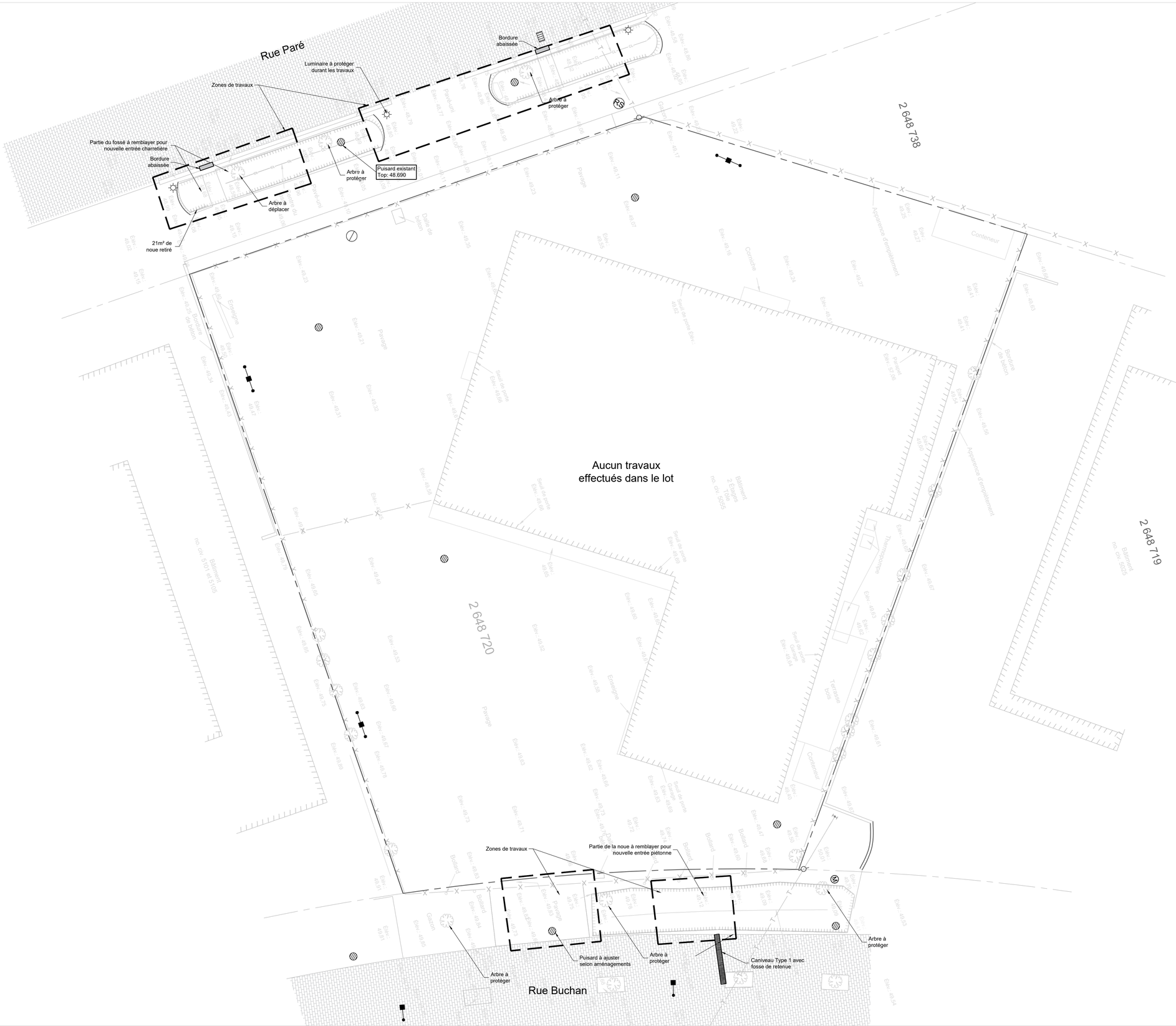
Entente de Developpement signée promoteur 2022 04 21.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

Voir document dans l'intervention des Affaires juridiques.



LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
		AQUEDUC
		ÉGOUT PLUVIAL
		ÉGOUT SANITAIRE
		ÉGOUT COMBINÉ
		COND. DE GAZ
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
		RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
		ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
		CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER.
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX.
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.

Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

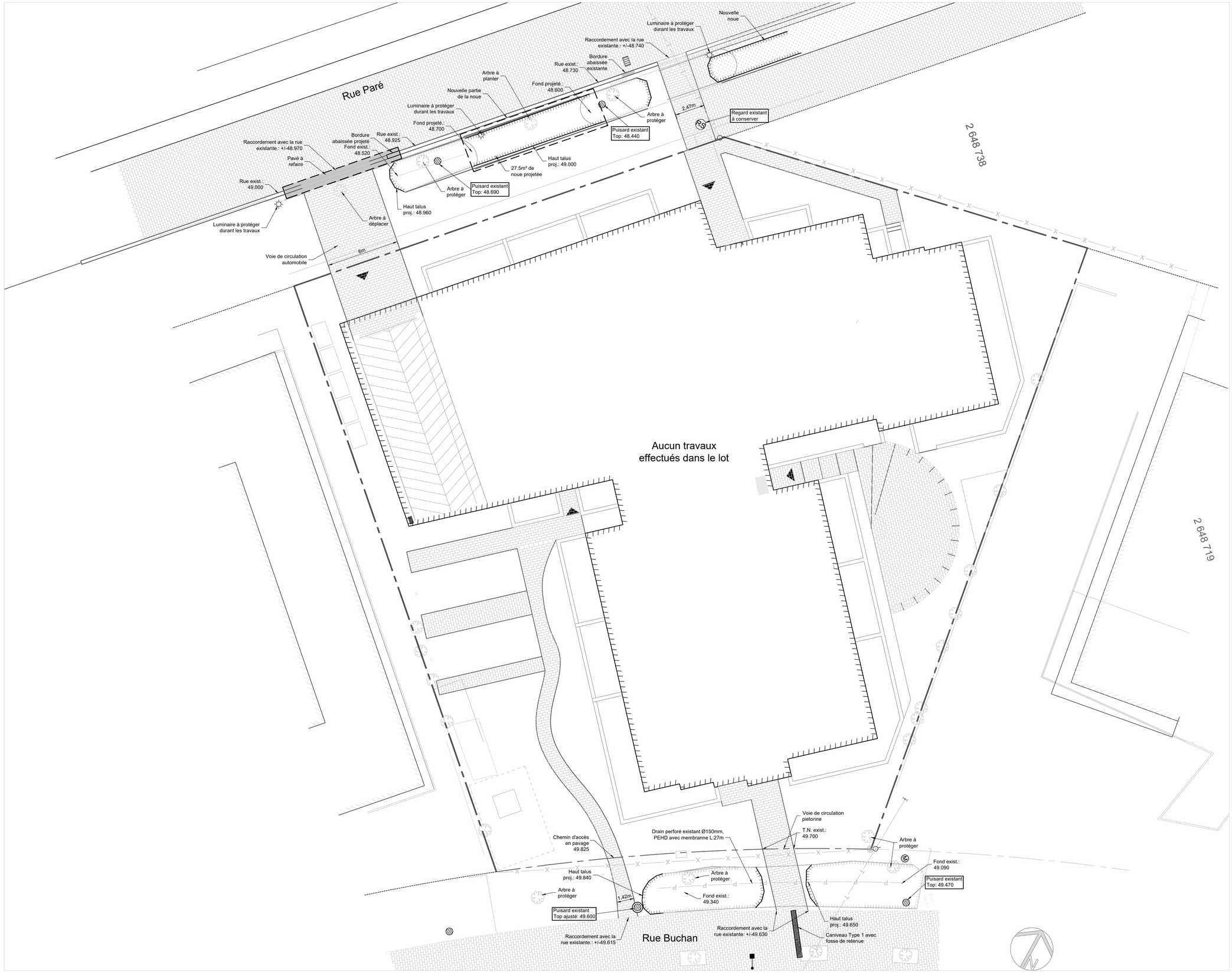
Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 OIQ/QEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Relevé topographique et démolition

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Échelle 1:150	Date 07-02-22.	Format papier A1	
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	1 / 4	



LÉGENDE

Existant	Projeté
CLOTURE	
BÂTIMENT	
AQUEDUC	
ÉGOUT PLUVIAL	
ÉGOUT SANITAIRE	
ÉGOUT COMBINÉ	
COND. DE GAZ	
RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN	
RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF	
RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)	
ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN	
CENTRE FOSSÉ	
HAUT DE TALUS	
BAS DE TALUS	
CHEMIN DE FER	
LIMITE DE LOT	
ARRÊT DE LIGNE	
VANNE	
BORNE FONTAINE	
REGARD PLUVIAL	
REGARD SANITAIRE	
REGARD COMBINÉ	
REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN	
PUISARD	
ENTREES DE SERVICE	
PONCEAU	
HAIE	
ARBRE	
BOUCHON	
ENSEIGNE	
POTEAU AVEC HAUBAN	
POTEAU	
POTEAU AVEC LUMINAIRE	
LUMINAIRE	
BORNE A. G.	
REPÈRE ALTIMÉTRIQUE	
FLÈCHE D'ÉCOULEMENT	
FORAGE	
ASPHALTE	
BÉTON	
GRAVIER	
GAZON	

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER. L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER.
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL. DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX.
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION"
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.
Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 QUÉBEC 2022-04-11

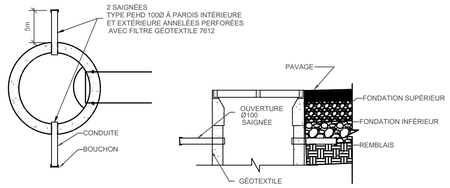
Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Travaux projetés

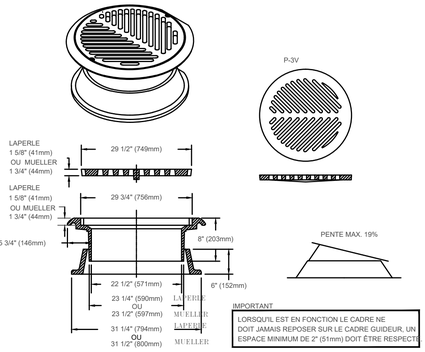
Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Echelle 1:150	Date 07-02-22.	Format papier A1	
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	2 / 4	

PUISARD ET REGARD AVEC SAIGNÉES



CADRE AJUSTABLE PUISARD ET REGARD

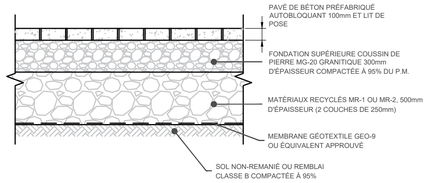


IMPORTANT

LORSQU'IL EST EN FONCTION LE CADRE NE DOIT JAMAIS REPOSER SUR LE CADRE GUIDEUR, UN ESPACE MINIMUM DE 2" (51mm) DOIT ÊTRE RESPECTÉ

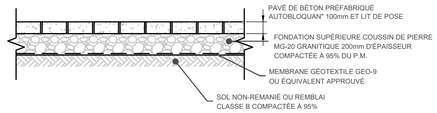
MODÈLE	FABRIQUANT	MATÉRIAUX	POIDS
GRILLE ANTI-VÉLO P-3V	LAPERLE	FONTE DUCTILE	180 Lb /82 Kg
GRILLE ANTI-VÉLO AJ750BD	MUELLER	FONTE DUCTILE	188 Lb /85 Kg
CADRE AJUSTABLE C50P	LAPERLE	FONTE DUCTILE	150 Lb /68 Kg
CADRE AJUSTABLE AJ750BD	MUELLER	FONTE DUCTILE	192 Lb /87 Kg
GUIDEUR CONIQUE CG29.5P	LAPERLE	FONTE GRISE	95 Lb /43 Kg
GUIDEUR CONIQUE AJ750GC	MUELLER	FONTE GRISE	136 Lb /47 Kg

STRUCTURE DE CHAUSSÉE À REVÊTEMENT EN PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ



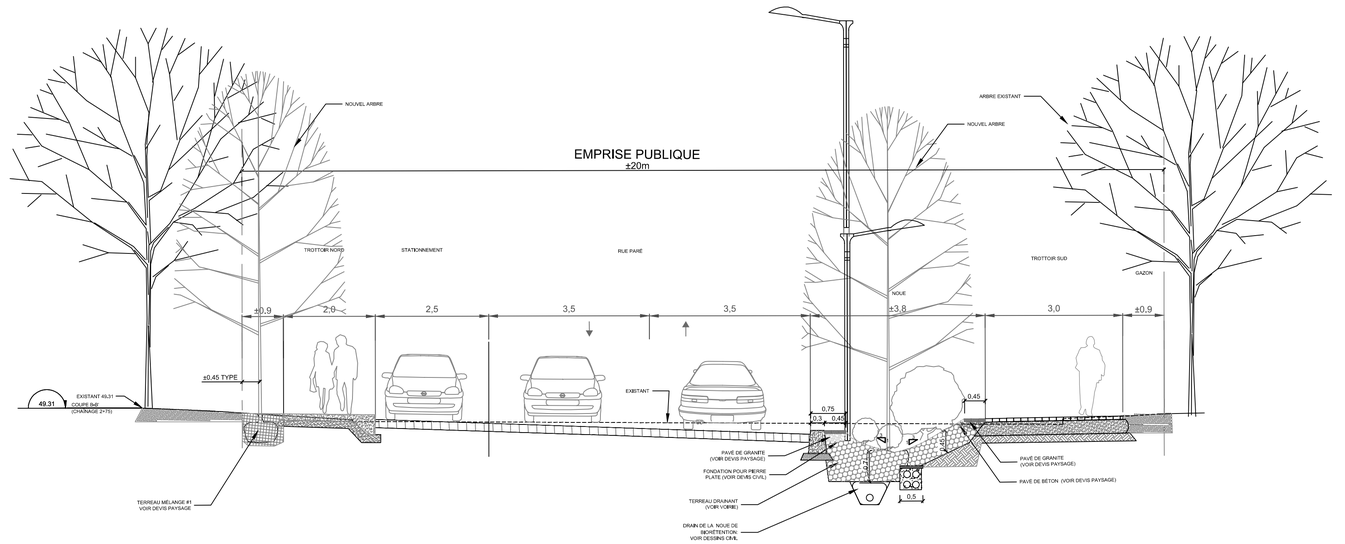
PAVÉ DE BÉTON DE TYPE BOULEVARD TLI 100MM CRESCENDO 300 DE LA COMPAGNIE PERMACON:
- LONGUEUR: VARIABLE, EN FONCTION DES MODULE A, 150MM ET B, 300MM;
- LARGEUR 300MM
- ÉPAISSEUR 100MMCOULEUR ET FINI: CHARBON, GRIS CENDRÉ, FINI GRANITECH

STRUCTURE DE CHAUSSÉE POUR TROTTOIR BOULEVARD À REVÊTEMENT EN PAVÉES DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ



PAVÉ DE BÉTON DE TYPE BOULEVARD TLI 100MM CRESCENDO 300 DE LA COMPAGNIE PERMACON:
- LONGUEUR: VARIABLE, EN FONCTION DES MODULE A, 150MM ET B, 300MM;
- LARGEUR 300MM
- ÉPAISSEUR 100MMCOULEUR ET FINI:
  - CHARBON, GRIS CENDRÉ ET BEIGE BLÉ DES CHAMPS AVEC FINI GRANITECH
  - TERRA COTTA AVEC FINI LISSE

COUPE DE LA RUE DE LA RUE PARÉ



LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
		AQUEDUC
		ÉGOUT PLUVIAL
		ÉGOUT SANITAIRE
		ÉGOUT COMBINÉ
		COND. DE GAZ
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
		RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
		ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
		CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.

Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 OIQ/QEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Coupes types

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315	
Echelle N/A	Date 07-02-22.	Format papier A1
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	3/4

CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

GÉNÉRALITÉ

Les clauses générales et particulières ont priorité sur les clauses des conditions générales qu'elles complètent. Ce devis spécial fait référence au devis normalisé NQ 1809-900 (2004) et aux cahiers des charges et devis généraux (CCDG) du MTQ (2019) et tomes du MTQ. Ces documents font partie intégrante des documents d'appel d'offres et les entrepreneurs sont tenus de se les procurer. Ces documents sont disponibles aux publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE EN ENVIRONNEMENTALE

L'entrepreneur doit prendre connaissance de l'étude géotechnique réalisée de même que l'étude environnementale. Il doit s'assurer d'avoir bien compris les exigences et termes des études notamment en terme de gestion de l'eau souterraine, de stabilité de pente et autres. S'il juge que les éléments de l'étude géotechnique et environnementale ne lui permettent pas de statuer clairement sur les sols en présence incluant le roc, l'entrepreneur doit prévoir réaliser lui-même des analyses complémentaires; forage , tranchée exploratoire. Le tout est inclus dans son prix de soumission.

MATÉRIAUX

Sauf indication contraire, l'Entrepreneur doit utiliser des matériaux neufs uniquement. Il doit soumettre les dessins d'atelier de tous les matériaux.

ORGANISATION DE CHANTIER

La section 10 « Organisation de chantier, locaux de chantier, maintien de la circulation et signalisation et protection de l'environnement » du CCDG (2019) fait partie intégrante du présent document et elle doit être entièrement suivie.

L'entrepreneur est responsable d'obtenir les autorisations des autorités municipale et provinciale (MTQ) avant de réaliser des travaux dans les emprises publiques. Il doit prévoir les éléments requis a cette autorisation; permis, signalisation, nettoyage, etc.

Lorsque les raccordements aux services municipaux sont approximatifs, l'entrepreneur doit prévoir valider les radiers par des fouilles exploratoires en début de chantier.

TRAVAUX EMPRISE VILLE DE MONTRÉAL

Les travaux de réfection de chaussée et travaux connexe devront être réalisés en conformité avec les exigences de la Ville de Montréal soit;

DOCUMENT TECHNIQUE NORMALISÉ INFRASTRUCURES

- DTNI 1A - TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET DE CONDUITES D'ÉGOUT
- DTNI 3A - TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN CENTRAL, ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT
- DTNI-3B – CHAUSSÉE
- DTNI-3C - MISE EN EOVRE DES PAVÉS ET DALLE EN BÉTON OU PIERRE NATURELLE SUR LIT DE POSE GRANULAIRE
- DTNI-3D MISE EN ŒUVRE PAR COLLAGE SUR DALLE EN BÉTON DES PAVÉS ET DES DALLES EN PIERRE NATURELLE SUR LIT DE POSE EN MORTIER
- DTNI7-A - GESTION DES DEBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE
- DTNI-8A - MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ
- DTNI10A -BETON NORMAL RÉSISTANCE À LA COMPRESSION DE MOINS DE 50 MPA
- DTNI10B - ENROBÉS A CHAUD
- DTNI-10C - GRANULATS POUR FONDATION, ASSISE ET REMBLAI
- DTNI-10D - MATÉRIAUX GRANULAIRE DE RECYCLAGE DESTINÉES AU TRAVAUX ROUTIERS
- DTNI-10.E - REMBLAI SANS RETRAIT
- 7VM-10 - PAVÉS ET DALLES
- 6VM-9 - MATÉRIAUX GRANULAIRE FONDATION ASSISE ET REMBLAIS

FONDATION ET PAVAGE

CONDITIONS GÉNÉRALES

Les exigences contenues dans ces clauses s'appliquent à tout ouvrage de fondation et de pavage. L'Entrepreneur est tenu de s'y conformer ainsi qu'à toutes celles des clauses techniques particulières et autre document qui font partie intégrante du marché.

ÉTENDUE DES TRAVAUX

Les travaux de fondation et de pavage comprennent la fourniture de la main d'œuvre, des matériaux, de la machinerie et de l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux de fondation et de pavage. Ils comprennent également le transport et la fourniture de tout matériau nécessaire ainsi que le nettoyage des lieux, les travaux de planage, excavation, la construction de fondation, l'enlèvement des matériaux non utilisables, la mise en place de pierre concassée, la préparation de la surface et la pose d'un revêtement bitumineux, ainsi que tous les autres travaux nécessaires à la bonne exécution des travaux conformément aux plans et devis.

GRANULATS ET BÉTON BITUMINEUX

L'entrepreneur doit prendre en considération que le remblai de chaussée dans l'emprise de la Ville doit se faire avec des matériaux granulaires (VM-2) ou MR1 ou MR2 pour la fondation inférieure. L'enrobé sera de type ESG-14 PG58S-28 ainsi que ESG-10 PG58S-28. Les granulats seront de catégorie de 2b pour les gros granulat et 2 pour granulat fin. L'entrepreneur doit prendre les informations requis au devis de la ville de Montréal.

SIGNALISATION EXISTANTE ET MARQUAGE

L'Entrepreneur est responsable d'enlever, de déplacer et de réinstaller les enseignes de signalisation existantes en lien avec les travaux. L'entrepreneur doit aussi prévoir le marquage de chaussée tel que présenté au plan avec de la peinture à l'alkyde conforme au CCDG conforme à la norme 10202 du Ministère des Transports du Québec

Les dimensions des marques doivent respecter les exigences du chapitre 6 « Marques sur la chaussée » du Tome V – Signalisation routière de la collection Normes – Ouvrages routiers du ministère des Transports.

CIRCULATION DES PIÉTONS

Durant l'exécution de ses travaux, l'Entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour faciliter la circulation des piétons. Il sera tenu également d'aménager des passerelles temporaires au-dessus de son béton frais ou de ses formes de trottoir, pour permettre aux résidents un accès continuel à leur propriété.

Ces passerelles temporaires ne devront cependant pas reposer ni sur le béton, ni sur les formes du trottoir, mais sur des appuis extérieurs, de chaque côté des formes. Elles devront de plus être installées selon les normes connues de sécurité. En tout temps, l'Entrepreneur se conformera aux décisions de l'Ingénieur ou de son représentant sur ces installations.

RÉFECTION DE TROTTOIRS ET/OU BORDURES EXISTANTES

Conformément au présent devis et dans le cas où l'Entrepreneur doit refaire des entrées charretières ou une section de trottoir et/ou bordure alors que les trottoirs et/ou bordures sont déjà existants, les travaux de réfection comprendront la démolition des trottoirs et/ou bordures existantes, ainsi que du béton bitumineux adjacent s'il y a lieu. Les travaux comprendront aussi le transport des débris, la préparation de la fondation et de la surface, le coffrage, le bétonnage, le décoffrage, la protection, le remplissage granulaire dans la rue et sa compaction ainsi que la pose du béton bitumineux et/ou de la tourbe le tout afin de remettre la rue ainsi que le terrain adjacent a leur état original.

L'entrepreneur doit se procurer les devis techniques les plus récent auprès de la Ville de Montréal. Les fascicules peuvent être consultés au bureau de Genexco sur rendez-vous.

Les travaux incluent la fourniture et la pose de tous les matériaux soit sans se limiter; l'excavation, le sciage et l'enlèvement et la disposition du pavage, dalle de béton, trottoir, bordure existante, l'excavation pour le rehaussement des puisard, la coordination avec la Ville de Montréal, les matériaux et ouvrages de soutènement, la fourniture et la pose des matériaux requis partie public et privé, le remblayage, les essais requis par les exigences de la Ville de Montréal la reconstruction des fondations granulaire, du pavage, et aménagement dans l'emprise publique, la signalisation, les permissions de voirie et tous autres frais en relation avec les branchements de service d'égout et d'aqueduc et de réfections des emprises publiques.

L'entrepreneur doit réaliser une demande de permis pour la partie des travaux réalisés sous la gouverne de la Ville de Montréal et en assumé les frais. Le cout des travaux soumis par l'entrepreneur inclut ainsi ceux qui seront réalisés par la Ville de Montréal et les siens. (totalité).

NETTOYAGE

L'Entrepreneur doit, chaque jour, nettoyer les lieux des travaux à la satisfaction du Maître d'œuvre. Avant la fermeture du chantier, l'Entrepreneur devra ramasser et disposer, dans un site autorisé, tout débris et rebut des travaux.

EXCAVATIONS ET REMBLAYAGES

REMBLAI AUTOUR DES STRUCTURES

L'Entrepreneur doit procéder au remblayage autour des structures telles que puisards, regards, boites de vanne, etc., en utilisant un matériau granulaire de type VM-2. Le matériau doit être posé sur une largeur d'environ 500 mm autour de la structure par couche de 300 mm maximum compactée à 90% du Proctor modifié, sauf dans la portion correspondant aux fondations de rues ou le matériau utilisé ainsi que le compactage doit répondre aux exigences des coupes types de fondation et de pavage.

PERTE DE MASSE VOLUMIQUE ET REMANIEMENT DU SOL

Si le sol naturel ou une couche d'un matériau, déjà compacté à la masse volumique requise, subit, avant la fin des travaux, une perte de masse volumique due à la circulation des équipements, aux intempéries, à l'action du gel-dégel ou à toute autre cause, l'Entrepreneur doit refaire, à ses frais, le compactage à la masse volumique requise.

ÉGOUTS

L'entrepreneur doit prévoir le rehaussement des deux puisards sur le projet. Il doit prévoir les anneaux d'ajustement tel que décrit au devis de la Ville de Montréal. Si une tête doit être remplacé lorsque requis; et le cadre et le couvercle de regards, de puisards ainsi que les bouches de clé sont de type ajustable de la compagnie Fonderie Laperle ou l'équivalent approuvé, des modèles décrits ci-après :

Item	Type
Cadre et couvercles de regard (installation dans pavage)	Ajustable en fonte ductile, Fonderie Laperle C 50 M ou Mueller.
Cadre et grille de puisard (installation dans pavage)	En fonte ductile, ajustable, Fonderie Laperle C 50 P ou Mueller. (grille P3V)
Cadre guideur de puisard (installation dans pavage)	En fonte grise, ajustable, Fonderie Laperle CG 29.5 ou Mueller.
Cadre et couvercle de regard ou de puisard (installation hors pavage)	En fonte grise. Fonderie Laperle C-65 Mueller. (grille P-3V pour puisard)

RÉFECTION DES LIEUX

GÉNÉRALITÉS

Toutes les prescriptions du devis général NQ 0605-100 « Aménagement paysager à l'aide de végétaux », du chapitre 13 « Revêtement de chaussée en enrobé » du CCDG et du BNQ 1809-500 « Trottoirs et bordures » font partie intégrante du présent document d'appel d'offres et doivent être entièrement suivies avec les précisions de la présente section.

ÉTENDUE DES TRAVAUX

Tous les lieux (gazon, haie, arbre, arbuste, bordure, trottoir, poteau, pavage, etc.) abîmés par l'Entrepreneur lors des travaux doivent être réparés par ce dernier, à la satisfaction du Maître de l'ouvrage.

Après réfection des bordures et trottoirs, l'Entrepreneur doit mettre en place, à l'arrière de ceux-ci, du matériel de classe « B » accepté par le Maître de l'ouvrage si aucune pelouse n'est existante. Pour toutes les sections de pelouse qui auront été affectées, l'Entrepreneur doit mettre en place du gazon en plaque et une épaisseur de 150 mm de terre végétale, afin de remettre dans leur état original les surfaces affectées.

Après tous les travaux de fondation granulaire, pavage et trottoir, l'Entrepreneur doit s'assurer de bien nettoyer les puisards, regards et égouts (sanitaire, pluvial, combiné). L'Entrepreneur doit inclure ces frais à l'intérieur des articles du bordereau de soumission.

LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
A	A	AQUEDUC
P	P	ÉGOUT PLUVIAL
S	S	ÉGOUT SANITAIRE
C	C	ÉGOUT COMBINÉ
G	G	COND. DE GAZ
T	T	RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
H	H	RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
TE	TE	RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
E	E	ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
CL	CL	CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX
9) (G) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.

Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 QUÉBEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Devis technique

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Échelle: N/A	Date: 07-02-22.	Format papier: A1	
Dossier: GEN21-1219	N° de dessin: GEN21-1219-04	4 / 4	

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR DÉSIGNER UN REPRÉSENTANT

La résolution suivante a été adoptée lors d'une réunion du Conseil d'Administration de:

9452-7934 QUEBEC INC., personne morale constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 190 crois. Wexford Hampstead (Québec) H3X1E2 Canada, agissant et représentée à la présente par Jaysen Cristofaro, fondateur, dûment autorisé aux fins de la présente en vertu d'une résolution du conseil d'administration datée du 18 mars 2022 et dont copie certifiée demeure annexée à la présente. Ci-après nommée le « Promoteur »

Il a été résolu que : Jaysen Cristofaro étant majeur et citoyen Canadien, par la présente, a été DÉSIGNÉ COMME REPRÉSENTANT POUR ET AU NOM DU PROMOTEUR et également, autorisé à voter, signer, initialiser, accepter ou exécuter tout document qui est en rapport avec la **L'ENTENTE DÉVELOPPEMENT ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE PROMOTEUR POUR LE PROJET AU 5055 BUCHAN.**

Jaysen Cristofaro

JEAN CRISTOFARO

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

14 avril 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, et un bureau d'arrondissement situé au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins de la présente en vertu :

a) du règlement RCA04 17044, soit le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

b) de la résolution numéro _____, adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à sa séance du _____.

ci-après nommée la «Ville»

ET : **9452-7934 QUÉBEC INC**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 190 crois. Wexford Hampstead, H3X 1E2, Montréal, province de Québec, agissant et représentée à la présente par monsieur Jaysen Cristofaro, président, dûment autorisé aux fins de la présente en vertu d'une résolution du conseil d'administration datée du 18 mars 2022 et dont copie demeure annexée à la présente;

Ci-après nommée le « Promoteur »

La Ville et le Promoteur sont également désignés collectivement comme les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU que le Promoteur a déposé à la Ville une demande de projet particulier de construction, de modification, ou d'occupation d'un immeuble pour permettre la démolition d'un bâtiment sis au 5055 rue Buchan à Montréal et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 comprenant environ 160 logements (ci-après «Projet»).

ATTENDU que le Promoteur est propriétaire de la propriété située au 5055 rue Buchan sur le lot 2 648 720 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement l' «Immeuble»);

ATTENDU que le Promoteur s'engage à développer et à mettre en valeur l'Immeuble dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (ci-après l'« Arrondissement ») en respectant les travaux réalisés par la Ville sur le domaine public (noues pluviales végétalisées, revêtement au sol non asphalté) ;

ATTENDU que la Ville souhaite préciser les interventions et les obligations du Promoteur qui s'ajoutent aux exigences réglementaires applicables en matière d'urbanisme;

ATTENDU que les caractéristiques du Projet s'inscrivent dans des principes importants en matière de développement durable, notamment par la gestion des eaux pluviales in situ sur le domaine public;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public que la présente entente soit signée entre les Parties relativement au Projet (ci-après l' « Entente de développement »);

ATTENDU que le Promoteur s'engage à développer un Projet conforme aux exigences réglementaires applicables et à celles de l'Entente de développement, tel que défini ci-dessous;

ATTENDU que la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

Les mots suivants ont la signification qui leur est donnée au présent article, à moins que cette signification ne soit clairement incompatible avec la disposition dans laquelle le mot est employé ou à moins d'une stipulation expresse à l'effet contraire :

« Entente de développement » : désigne l'Entente de développement, le préambule et les annexes qui y sont jointes.

« Obligations du Tiers Propriétaire » : les Obligations du Promoteur qui seront assumées par le Tiers Propriétaire lors de l'acquisition par ce dernier de toute partie ou de la totalité de l'Immeuble.

« Obligations du Promoteur » : les engagements pris par le Promoteur aux termes de l'Entente de développement.

« Résolution » : Résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment sis au 5055 rue Buchan à Montréal et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 comprenant environ 160 logements, en vertu notamment du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

« Tiers Propriétaire » : toute société, fiducie, personne, physique ou morale, qui se portera acquéreur, auprès du Promoteur ou auprès d'un Tiers Propriétaire, d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble.

2. ENTRÉE EN VIGUEUR

Nonobstant sa date de signature, l'Entente de développement entre en vigueur au moment où les autorités compétentes de la Ville l'auront approuvée. Nonobstant ce qui précède, les obligations prévues aux présentes sont conditionnelles à l'adoption de la Résolution autorisant le PP-131, projet particulier de construction, de modification ou d'occupation en vertu du Règlement sur les Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble numéro RCA02 17017 de l'Arrondissement.

04

3. OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

3.1. Le Promoteur doit aménager le domaine public devant la rue Buchan et la rue **Paré conformément aux plans d'ingénieurs joints en annexe A à cette entente.**

3.2 Le Promoteur sera responsable de préparer, à ses frais, les plans et devis pour la modification du domaine public, lesquels seront soumis à **l'Arrondissement pour approbation.**

3.3 Le Promoteur sera responsable de réaliser, à ses frais, les travaux.

3.4 Le Promoteur devra rembourser à la Ville les frais de surveillance de chantier et les frais de transplantation des arbres.

3.5 **Le Promoteur s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute** réclamation ou poursuite intentée contre elle tenir la Ville indemne de tout jugement en capital intérêts et frais prononcé à son encontre.

3.6 Le Promoteur doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Entente de développement, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

4. LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE

4.1. Le Promoteur remet à la **Ville, à la signature de l'Entente de développement, une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville d'un montant de** QUINZE MILLE DOLLARS (15 **000,00$), pour garantir l'exécution des obligations du Promoteur** aux présentes.

4.2. Cette lettre de garantie bancaire doit être émise par une institution bancaire reconnue faisant affaires au Québec, être irrévocable et encaissable sur le territoire de la Ville à la première demande, nonobstant tout litige entre les Parties.

4.3. La lettre de garantie bancaire devra être maintenue en vigueur jusqu'au moment où le Promoteur aura exécuté tous ses engagements décrits à l'Entente de développement.

4.4. Advenant le manquement du Promoteur à l'un ou l'autre des engagements décrits à l'Entente de développement, la garantie bancaire sera alors encaissable par la Ville, en totalité, sans préjudice de ses autres droits et recours.

4.5. Dans l'éventualité où le Promoteur omet de remettre à la Ville, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration d'une lettre de garantie bancaire fournie conformément à l'Entente de développement, une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle rencontrant les exigences ci-avant mentionnées, la Ville pourra encaisser la lettre de garantie en sa possession.

4.6. Il est entendu que la Ville fera remise de la lettre de garantie bancaire au Promoteur advenant que les autorités compétentes de la Ville n'approuvent pas l'Entente de développement ou n'adoptent pas la Résolution approuvant le Projet. Il en sera de même lorsque les engagements requis pour la lettre de garantie bancaire concernée auront été exécutés.

5. CESSION

5.1. L'aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble à un Tiers Propriétaire ne nécessite pas le consentement de la Ville. Néanmoins, lors d'une telle aliénation, le Promoteur devra obtenir de chaque Tiers Propriétaire un engagement formel par écrit aux termes duquel il accepte et assume toutes les Obligations du Promoteur, uniquement en regard de l'Immeuble ou de la partie de l'Immeuble acquis par le Tiers propriétaire, le cas échéant.

5.2. L'article 8 de l'Entente de développement s'applique également à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble par le Promoteur à un Tiers propriétaire. De nouvelles lettres de garantie bancaire, rencontrant les exigences prévues à l'article 8, pourront être transmises à la Ville par le Promoteur et/ou le Tiers propriétaire. En tout temps, les nouvelles lettres de garantie bancaire devront totaliser les montants prévus aux articles 8.1.1 et 8.1.2 pour que la Ville remettre la ou les lettres de garantie qu'elle avait en sa possession, le cas échéant.

5.3. Le Promoteur demeure responsable des Obligations du Promoteur qui n'ont pas été cédées au Tiers Propriétaire ni assumées par ce dernier. Le Promoteur sera, dès le jour où tel entente ou contrat aura été dûment signé par les parties concernées, automatiquement dégagé de toute responsabilité eu égard aux obligations qui auront été ainsi cédées au Tiers Propriétaire cessionnaire.

5.4. Le Promoteur s'engage à transmettre à la Ville une copie de toutes les ententes ou contrats conclus aux termes des présentes avec un Tiers Propriétaire.

5.5. Les articles 5.1 à 5.4 de l'Entente de développement s'appliquent à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble par un Tiers Propriétaire à un autre Tiers Propriétaire.

6. CONDITIONS GÉNÉRALES

6.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

La présente Entente de développement est conclue sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard de l'Immeuble du Promoteur et par conséquent, la conclusion de l'Entente de développement ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation ou à modifier sa propre réglementation.

6.2 AVIS - ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis donné à une partie en vertu de la présente Entente de développement doit **être écrit et être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée à l'adresse indiquée à la première page de l'Entente de développement ou à toute adresse dans le** district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie.

6.3 ENTENTE COMPLÈTE

L'Entente de développement constitue l'accord complet entre les Parties et annule toute convention, entente, proposition, représentation, négociation, accord verbal ou écrit intervenu antérieurement entre les Parties.

6.4 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

L'Entente de développement lie les ayants droit et représentants légaux des Parties.

6.5 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de l'Entente de développement n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des Parties.

6.6 VALIDITÉ

Une disposition de l'Entente de développement jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

6.7 LOIS APPLICABLES

L'Entente de développement est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

6.8 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

L'Entente de développement peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie transmise a le même effet qu'un original.

6.9 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

6.10 RENONCIATION DU PROMOTEUR

Le Promoteur n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Geneviève Reeves

Secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le 21 e jour de avril 2022

9452-7934 QUÉBEC INC.

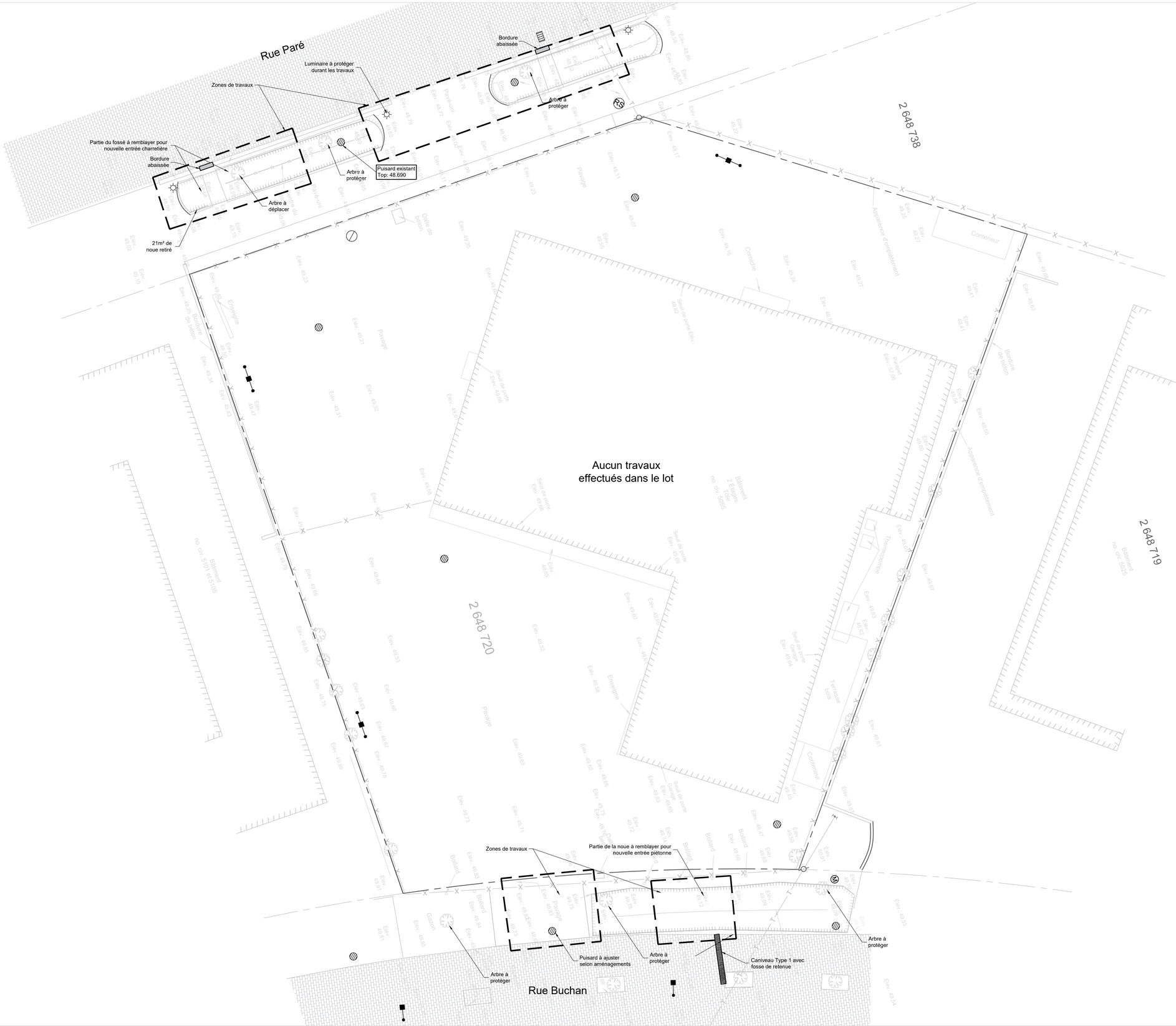
Par : _____

Cette Entente de développement a été approuvée par le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce le.....e jour de .....2022 (Résolution CA22.....).

04

ANNEXE A

Plans de l'Immeuble montrant les travaux dans le domaine public devant les rues Paré et Buchan daté du 11 avril 2022.



LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
		AQUEDUC
		ÉGOUT PLUVIAL
		ÉGOUT SANITAIRE
		ÉGOUT COMBINÉ
		COND. DE GAZ
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
		RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
		ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
		CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER.
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX.
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.

Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

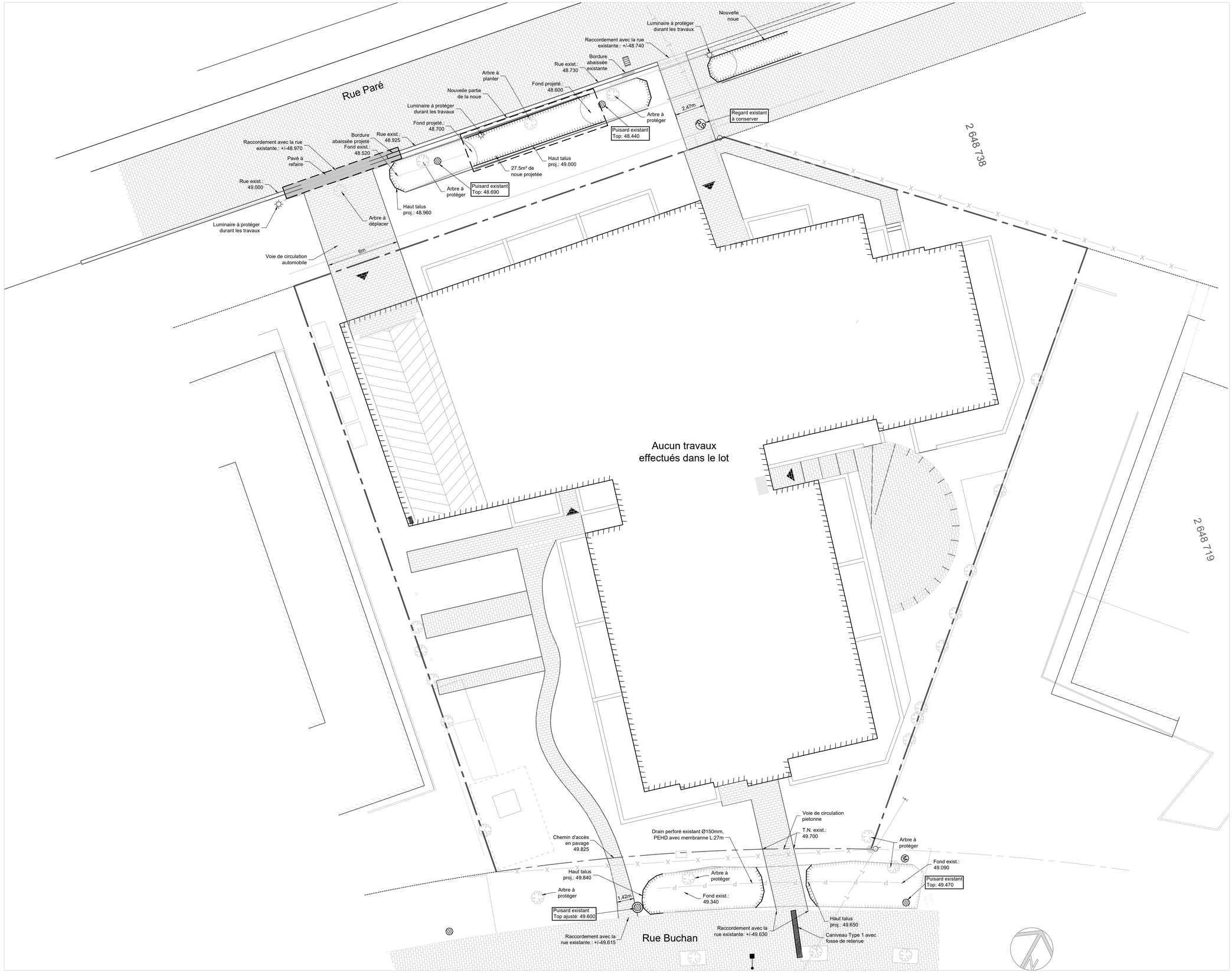
Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 OIQ/QEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Relevé topographique et démolition

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Échelle 1:150	Date 07-02-22.	Format papier A1	
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	1 / 4	



LÉGENDE

Existant	Projeté
CLOTURE	
BÂTIMENT	
AQUEDUC	
ÉGOUT PLUVIAL	
ÉGOUT SANITAIRE	
ÉGOUT COMBINÉ	
COND. DE GAZ	
RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN	
RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF	
RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)	
ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN	
CENTRE FOSSÉ	
HAUT DE TALUS	
BAS DE TALUS	
CHEMIN DE FER	
LIMITE DE LOT	
ARRÊT DE LIGNE	
VANNE	
BORNE FONTAINE	
REGARD PLUVIAL	
REGARD SANITAIRE	
REGARD COMBINÉ	
REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN	
PUISARD	
ENTREES DE SERVICE	
PONCEAU	
HAIE	
ARBRE	
BOUCHON	
ENSEIGNE	
POTEAU AVEC HAUBAN	
POTEAU	
POTEAU AVEC LUMINAIRE	
LUMINAIRE	
BORNE A. G.	
REPÈRE ALTIMÉTRIQUE	
FLÈCHE D'ÉCOULEMENT	
FORAGE	
ASPHALTE	
BÉTON	
GRAVIER	
GAZON	

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER. L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER.
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL. DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX.
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "ÉMIS POUR CONSTRUCTION"
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.
Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 QUÉBEC 2022-04-11

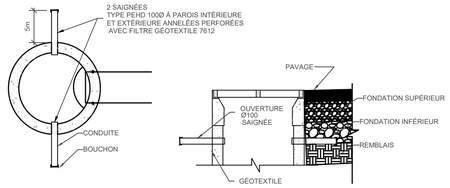
Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Travaux projetés

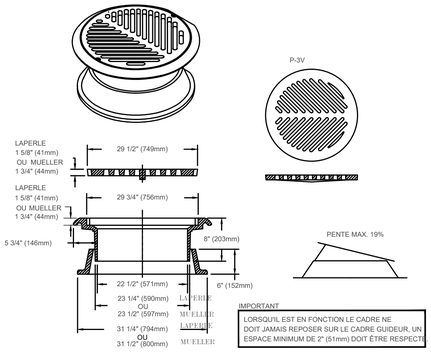
Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Echelle 1:150	Date 07-02-22.	Format papier A1	
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	2/4	

PUISARD ET REGARD AVEC SAIGNÉES



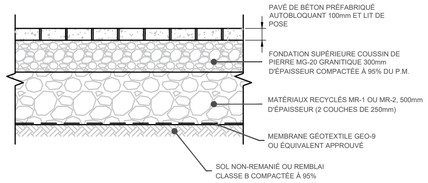
CADRE AJUSTABLE PUISARD ET REGARD



IMPORTANT
LORSQU'IL EST EN FONCTION LE CADRE NE DOIT JAMAIS REPOSER SUR LE CADRE GUIDEUR, UN ESPACE MINIMUM DE 2" (51mm) DOIT ÊTRE RESPECTÉ

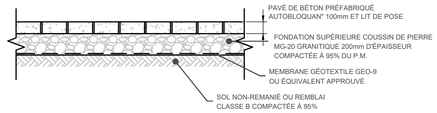
MODÈLE	FABRIQUANT	MATÉRIAUX	POIDS
GRILLE ANTI-VÉLO P-3V	LAPERLE	FONTE DUCTILE	180 Lb /82 Kg
GRILLE ANTI-VÉLO AJ750BD	MUELLER	FONTE DUCTILE	188 Lb /85 Kg
CADRE AJUSTABLE C50P	LAPERLE	FONTE DUCTILE	150 Lb /68 Kg
CADRE AJUSTABLE AJ750BD	MUELLER	FONTE DUCTILE	192 Lb /87 Kg
GUIDEUR CONIQUE CG29.5P	LAPERLE	FONTE GRISE	95 Lb /43 Kg
GUIDEUR CONIQUE AJ750GC	MUELLER	FONTE GRISE	136 Lb /47 Kg

STRUCTURE DE CHAUSSÉE À REVÊTEMENT EN PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ



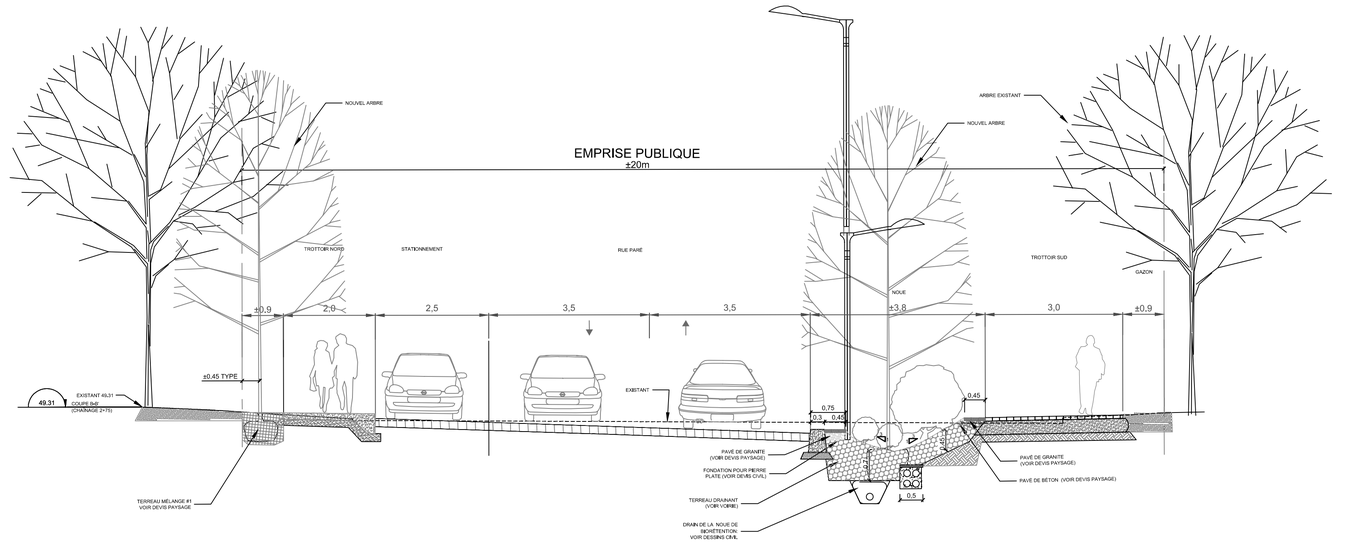
PAVÉ DE BÉTON DE TYPE BOULEVARD TLI 100MM CRESCENDO 300 DE LA COMPAGNIE PERMACON:
- LONGUEUR: VARIABLE, EN FONCTION DES MODULE A, 150MM ET B, 300MM;
- LARGEUR 300MM
- ÉPAISSEUR 100MMCOULEUR ET FINI: CHARBON, GRIS CENDRÉ, FINI GRANITECH

STRUCTURE DE CHAUSSÉE POUR TROTTOIR BOULEVARD À REVÊTEMENT EN PAVÉES DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ



PAVÉ DE BÉTON DE TYPE BOULEVARD TLI 100MM CRESCENDO 300 DE LA COMPAGNIE PERMACON:
- LONGUEUR: VARIABLE, EN FONCTION DES MODULE A, 150MM ET B, 300MM;
- LARGEUR 300MM
- ÉPAISSEUR 100MMCOULEUR ET FINI:
  - CHARBON, GRIS CENDRÉ ET BEIGE BLÉ DES CHAMPS AVEC FINI GRANITECH
  - TERRA COTTA AVEC FINI LISSE

COUPE DE LA RUE DE LA RUE PARÉ



LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
		AQUEDUC
		ÉGOUT PLUVIAL
		ÉGOUT SANITAIRE
		ÉGOUT COMBINÉ
		COND. DE GAZ
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
		RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
		ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
		CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX
9) (G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G): LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - RÉVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.

Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 OIQ/QEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Coupes types

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315		
Echelle N/A	Date 07-02-22.	Format papier A1	
Dossier GEN21-1219	N° de dessin GEN21-1219-04	3 / 4	

CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

GÉNÉRALITÉ

Les clauses générales et particulières ont priorité sur les clauses des conditions générales qu'elles complètent. Ce devis spécial fait référence au devis normalisé NQ 1809-900 (2004) et aux cahiers des charges et devis généraux (CCDG) du MTQ (2019) et tomes du MTQ. Ces documents font partie intégrante des documents d'appel d'offres et les entrepreneurs sont tenus de se les procurer. Ces documents sont disponibles aux publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE EN ENVIRONNEMENTALE

L'entrepreneur doit prendre connaissance de l'étude géotechnique réalisée de même que l'étude environnementale. Il doit s'assurer d'avoir bien compris les exigences et termes des études notamment en terme de gestion de l'eau souterraine, de stabilité de pente et autres. S'il juge que les éléments de l'étude géotechnique et environnementale ne lui permettent pas de statuer clairement sur les sols en présence incluant le roc, l'entrepreneur doit prévoir réaliser lui-même des analyses complémentaires; forage , tranchée exploratoire. Le tout est inclus dans son prix de soumission.

MATÉRIAUX

Sauf indication contraire, l'Entrepreneur doit utiliser des matériaux neufs uniquement. Il doit soumettre les dessins d'atelier de tous les matériaux.

ORGANISATION DE CHANTIER

La section 10 « Organisation de chantier, locaux de chantier, maintien de la circulation et signalisation et protection de l'environnement » du CCDG (2019) fait partie intégrante du présent document et elle doit être entièrement suivie.

L'entrepreneur est responsable d'obtenir les autorisations des autorités municipale et provinciale (MTQ) avant de réaliser des travaux dans les emprises publiques. Il doit prévoir les éléments requis a cette autorisation; permis, signalisation, nettoyage, etc.

Lorsque les raccordements aux services municipaux sont approximatifs, l'entrepreneur doit prévoir valider les radiers par des fouilles exploratoires en début de chantier.

TRAVAUX EMPRISE VILLE DE MONTRÉAL

Les travaux de réfection de chaussée et travaux connexe devront être réalisés en conformité avec les exigences de la Ville de Montréal soit;

DOCUMENT TECHNIQUE NORMALISÉ INFRASTRUCURES

- DTNI 1A - TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET DE CONDUITES D'ÉGOUT
- DTNI 3A - TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN CENTRAL, ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT
- DTNI-3B – CHAUSSÉE
- DTNI-3C - MISE EN EOVRE DES PAVÉS ET DALLE EN BÉTON OU PIERRE NATURELLE SUR LIT DE POSE GRANULAIRE
- DTNI-3D MISE EN ŒUVRE PAR COLLAGE SUR DALLE EN BÉTON DES PAVÉS ET DES DALLES EN PIERRE NATURELLE SUR LIT DE POSE EN MORTIER
- DTNI7-A - GESTION DES DEBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE
- DTNI-8A - MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ
- DTNI10A -BETON NORMAL RÉSISTANCE À LA COMPRESSION DE MOINS DE 50 MPA
- DTNI10B - ENROBÉS A CHAUD
- DTNI-10C - GRANULATS POUR FONDATION, ASSISE ET REMBLAI
- DTNI-10D - MATÉRIAUX GRANULAIRE DE RECYCLAGE DESTINÉES AU TRAVAUX ROUTIERS
- DTNI-10.E - REMBLAI SANS RETRAIT
- 7VM-10 - PAVÉS ET DALLES
- 6VM-9 - MATÉRIAUX GRANULAIRE FONDATION ASSISE ET REMBLAIS

FONDATION ET PAVAGE

CONDITIONS GÉNÉRALES

Les exigences contenues dans ces clauses s'appliquent à tout ouvrage de fondation et de pavage. L'Entrepreneur est tenu de s'y conformer ainsi qu'à toutes celles des clauses techniques particulières et autre document qui font partie intégrante du marché.

ÉTENDUE DES TRAVAUX

Les travaux de fondation et de pavage comprennent la fourniture de la main d'œuvre, des matériaux, de la machinerie et de l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux de fondation et de pavage. Ils comprennent également le transport et la fourniture de tout matériau nécessaire ainsi que le nettoyage des lieux, les travaux de planage, excavation, la construction de fondation, l'enlèvement des matériaux non utilisables, la mise en place de pierre concassée, la préparation de la surface et la pose d'un revêtement bitumineux, ainsi que tous les autres travaux nécessaires à la bonne exécution des travaux conformément aux plans et devis.

GRANULATS ET BÉTON BITUMINEUX

L'entrepreneur doit prendre en considération que le remblai de chaussée dans l'emprise de la Ville doit se faire avec des matériaux granulaires (VM-2) ou MR1 ou MR2 pour la fondation inférieure. L'enrobé sera de type ESG-14 PG58S-28 ainsi que ESG-10 PG58S-28. Les granulats seront de catégorie de 2b pour les gros granulat et 2 pour granulat fin. L'entrepreneur doit prendre les informations requis au devis de la ville de Montréal.

SIGNALISATION EXISTANTE ET MARQUAGE

L'Entrepreneur est responsable d'enlever, de déplacer et de réinstaller les enseignes de signalisation existantes en lien avec les travaux. L'entrepreneur doit aussi prévoir le marquage de chaussée tel que présenté au plan avec de la peinture à l'alkyde conforme au CCDG conforme à la norme 10202 du Ministère des Transports du Québec

Les dimensions des marques doivent respecter les exigences du chapitre 6 « Marques sur la chaussée » du Tome V – Signalisation routière de la collection Normes – Ouvrages routiers du ministère des Transports.

CIRCULATION DES PIÉTONS

Durant l'exécution de ses travaux, l'Entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour faciliter la circulation des piétons. Il sera tenu également d'aménager des passerelles temporaires au-dessus de son béton frais ou de ses formes de trottoir, pour permettre aux résidents un accès continuel à leur propriété.

Ces passerelles temporaires ne devront cependant pas reposer ni sur le béton, ni sur les formes du trottoir, mais sur des appuis extérieurs, de chaque côté des formes. Elles devront de plus être installées selon les normes connues de sécurité. En tout temps, l'Entrepreneur se conformera aux décisions de l'Ingénieur ou de son représentant sur ces installations.

RÉFECTION DE TROTTOIRS ET/OU BORDURES EXISTANTES

Conformément au présent devis et dans le cas où l'Entrepreneur doit refaire des entrées charretières ou une section de trottoir et/ou bordure alors que les trottoirs et/ou bordures sont déjà existants, les travaux de réfection comprendront la démolition des trottoirs et/ou bordures existantes, ainsi que du béton bitumineux adjacent s'il y a lieu. Les travaux comprendront aussi le transport des débris, la préparation de la fondation et de la surface, le coffrage, le bétonnage, le décoffrage, la protection, le remplissage granulaire dans la rue et sa compaction ainsi que la pose du béton bitumineux et/ou de la tourbe le tout afin de remettre la rue ainsi que le terrain adjacent a leur état original.

L'entrepreneur doit se procurer les devis techniques les plus récent auprès de la Ville de Montréal. Les fascicules peuvent être consultés au bureau de Genexco sur rendez-vous.

Les travaux incluent la fourniture et la pose de tous les matériaux soit sans se limiter; l'excavation, le sciage et l'enlèvement et la disposition du pavage, dalle de béton, trottoir, bordure existante, l'excavation pour le rehaussement des puisard, la coordination avec la Ville de Montréal, les matériaux et ouvrages de soutènement, la fourniture et la pose des matériaux requis partie public et privé, le remblayage, les essais requis par les exigences de la Ville de Montréal la reconstruction des fondations granulaire, du pavage, et aménagement dans l'emprise publique, la signalisation, les permissions de voirie et tous autres frais en relation avec les branchements de service d'égout et d'aqueduc et de réfections des emprises publiques.

L'entrepreneur doit réaliser une demande de permis pour la partie des travaux réalisés sous la gouverne de la Ville de Montréal et en assumé les frais. Le cout des travaux soumis par l'entrepreneur inclut ainsi ceux qui seront réalisés par la Ville de Montréal et les siens. (totalité).

NETTOYAGE

L'Entrepreneur doit, chaque jour, nettoyer les lieux des travaux à la satisfaction du Maître d'œuvre. Avant la fermeture du chantier, l'Entrepreneur devra ramasser et disposer, dans un site autorisé, tout débris et rebut des travaux.

EXCAVATIONS ET REMBLAYAGES

REMBLAI AUTOUR DES STRUCTURES

L'Entrepreneur doit procéder au remblayage autour des structures telles que puisards, regards, boites de vanne, etc., en utilisant un matériau granulaire de type VM-2. Le matériau doit être posé sur une largeur d'environ 500 mm autour de la structure par couche de 300 mm maximum compactée à 90% du Proctor modifié, sauf dans la portion correspondant aux fondations de rues ou le matériau utilisé ainsi que le compactage doit répondre aux exigences des coupes types de fondation et de pavage.

PERTE DE MASSE VOLUMIQUE ET REMANIEMENT DU SOL

Si le sol naturel ou une couche d'un matériau, déjà compacté à la masse volumique requise, subit, avant la fin des travaux, une perte de masse volumique due à la circulation des équipements, aux intempéries, à l'action du gel-dégel ou à toute autre cause, l'Entrepreneur doit refaire, à ses frais, le compactage à la masse volumique requise.

ÉGOUTS

L'entrepreneur doit prévoir le rehaussement des deux puisards sur le projet. Il doit prévoir les anneaux d'ajustement tel que décrit au devis de la Ville de Montréal. Si une tête doit être remplacé lorsque requis; et le cadre et le couvercle de regards, de puisards ainsi que les bouches de clé sont de type ajustable de la compagnie Fonderie Laperle ou l'équivalent approuvé, des modèles décrits ci-après :

Item	Type
Cadre et couvercles de regard (installation dans pavage)	Ajustable en fonte ductile, Fonderie Laperle C 50 M ou Mueller.
Cadre et grille de puisard (installation dans pavage)	En fonte ductile, ajustable, Fonderie Laperle C 50 P ou Mueller. (grille P3V)
Cadre guideur de puisard (installation dans pavage)	En fonte grise, ajustable, Fonderie Laperle CG 29.5 ou Mueller.
Cadre et couvercle de regard ou de puisard (installation hors pavage)	En fonte grise. Fonderie Laperle C-65 Mueller. (grille P-3V pour puisard)

RÉFECTION DES LIEUX

GÉNÉRALITÉS

Toutes les prescriptions du devis général NQ 0605-100 « Aménagement paysager à l'aide de végétaux », du chapitre 13 « Revêtement de chaussée en enrobé » du CCDG et du BNQ 1809-500 « Trottoirs et bordures » font partie intégrante du présent document d'appel d'offres et doivent être entièrement suivies avec les précisions de la présente section.

ÉTENDUE DES TRAVAUX

Tous les lieux (gazon, haie, arbre, arbuste, bordure, trottoir, poteau, pavage, etc.) abîmés par l'Entrepreneur lors des travaux doivent être réparés par ce dernier, à la satisfaction du Maître de l'ouvrage.

Après réfection des bordures et trottoirs, l'Entrepreneur doit mettre en place, à l'arrière de ceux-ci, du matériel de classe « B » accepté par le Maître de l'ouvrage si aucune pelouse n'est existante. Pour toutes les sections de pelouse qui auront été affectées, l'Entrepreneur doit mettre en place du gazon en plaque et une épaisseur de 150 mm de terre végétale, afin de remettre dans leur état original les surfaces affectées.

Après tous les travaux de fondation granulaire, pavage et trottoir, l'Entrepreneur doit s'assurer de bien nettoyer les puisards, regards et égouts (sanitaire, pluvial, combiné). L'Entrepreneur doit inclure ces frais à l'intérieur des articles du bordereau de soumission.

LÉGENDE

Existant	Projeté	
		CLOTURE
		BÂTIMENT
		AQUEDUC
		ÉGOUT PLUVIAL
		ÉGOUT SANITAIRE
		ÉGOUT COMBINÉ
		COND. DE GAZ
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE AÉRIEN
		RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN MASSIF
		RÉSEAU SOUTERRAIN AUTRES (CABLES, ETC.)
		ÉCLAIRAGE SOUTERRAIN
		CENTRE FOSSÉ
		HAUT DE TALUS
		BAS DE TALUS
		CHEMIN DE FER
		LIMITE DE LOT
		ARRÊT DE LIGNE
		VANNE
		BORNE FONTAINE
		REGARD PLUVIAL
		REGARD SANITAIRE
		REGARD COMBINÉ
		REGARD RÉSEAU SOUTERRAIN
		PUISARD
		ENTREES DE SERVICE
		PONCEAU
		HAIE
		ARBRE
		BOUCHON
		ENSEIGNE
		POTEAU AVEC HAUBAN
		POTEAU
		POTEAU AVEC LUMINAIRE
		LUMINAIRE
		BORNE A. G.
		REPÈRE ALTIMÉTRIQUE
		FLÈCHE D'ÉCOULEMENT
		FORAGE
		ASPHALTE
		BÉTON
		GRAVIER
		GAZON

NOTES

1) LE DIAMÈTRE DES CONDUITES EST DONNÉ EN VALEURS NOMINALES.
2) LA POSITION ET L'ÉLÉVATION DES STRUCTURES ET SERVICES EXISTANTS QUI APPARAÎSSENT AUX PLANS PEUVENT DIFFÉRER, L'ENTREPRENEUR DOIT EN VÉRIFIER L'EXACTITUDE AU CHANTIER
3) TOUS LES MATÉRIAUX GRANULAIRES DOIVENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES SPÉCIFIÉES DANS LES CLAUSES TECHNIQUES DU "CAHIER DES CHARGES ET DEVIS GÉNÉRAUX" DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC.
4) LES CONDUITS(AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL) DOIVENT AVOIR AU MOINS 1,8m SOUS LE TERRAIN FINAL, DANS LE CAS OÙ CETTE COUVERTURE MINIMALE N'EST PAS RESPECTÉE, UN ISOLANT RIGIDE DE TYPE HI-60 DOIT ÊTRE INSTALLÉ. (VOIR COUPE TYPE)
5) L'AQUEDUC DOIT ÊTRE MUNI D'UN FIL LOCALISATEUR.
6) LES VANNES DES POTEAUX D'INCENDIE SONT INSTALLÉES À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.
7) L'EMPLACEMENT DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES SERVICES PUBLICS (BELL, GAZ, HYDRO-QUÉBEC, ET AUTRES) MONTRÉ AU PLAN EST APPROXIMATIF ET EST ASSUMÉ LINÉAIRE ENTRE LES POINTS APPARENTS SUR LE TERRAIN. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.
INFO-EXCAVATION: MONTRÉAL- 514-286-9228 EXTÉRIEUR- 1-800-663-9228
8) LES LIMITES DE LOT SONT APPROXIMATIVE, DES BORNES D'ARPENTAGE DOIVENT ÊTRE MISE EN PLACE AVANT LES TRAVAUX
9) (G) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DU RELEVÉ TERRAIN FAIT PAR GENEXCO
(V) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR LA VILLE
(A-G) LES INFORMATIONS INCRITES SUR LE PLAN PROVIENNENT DES DOCUMENTS REÇU PAR L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AVERTISSEMENT

- LES DIMENSIONS ET LES LONGUEURS MONTRÉES AU PLAN POUR LES CONDUITES SONT EN MÈTRES ET MILLIMÈTRES.
- SUITE À LA REPRODUCTION, L'ÉCHELLE INDIQUÉE PEUT DIFFÉRER DES DIMENSIONS SUR LE PLAN
- L'ENTREPRENEUR NE PEUT DÉBUTER LES TRAVAUX SANS AVOIR EU LES PLANS IDENTIFIÉS "EMIS POUR CONSTRUCTION".
- L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LA CONCORDANCE DES DIFFÉRENTS REPÈRES ALTIMÉTRIQUE ET GÉODÉSIQUES (B.M.) AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

REV.	Description	Date
06	POUR PERMIS - REVISION 06	11-04-22.
05	POUR PERMIS - RÉVISION 05	01-04-22.
04	POUR PERMIS - RÉVISION 04	25-03-22.
03	POUR PERMIS - RÉVISION 03	18-03-22.
02	POUR PERMIS - RÉVISION 02	17-03-22.
01	POUR PERMIS - RÉVISION 01	23-02-22.
00	POUR PERMIS	07-02-22.

Consultant
GENEXCO
2031, rue Léonard-De Vinci
Suite 100
Sainte-Julie, (Qc.) J3E 1Z2
Tel: 514-316-3443
genexco.ca

Client: Billy Trihey

Dessiné par: Philippe Surprenant Tech.
Préparé par: M.-A. Cardinal Ing.

Sceau: Marc-Antoine Cardinal 5069356 QUÉBEC 2022-04-11

Projet: Modifications des noues

Titre du plan: Devis technique

Localisation: 5055 Buchan, Montréal

Implantation utilisée	2142-A100-Plans-20220315	
Échelle: N/A	Date: 07-02-22.	Format papier: A1
Dossier: GEN21-1219	N° de dessin: GEN21-1219-04	4 / 4

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216290033

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/ 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2022-04-14 Entente dev 5055 Buchan (1) visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel



ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, et un bureau d'arrondissement situé au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins de la présente en vertu :

a) du règlement RCA04 17044, soit le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

b) de la résolution numéro _____, adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à sa séance du _____.

ci-après nommée la «Ville»

ET : **9452-7934 QUÉBEC INC**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 190 crois. Wexford Hampstead, H3X 1E2, Montréal, province de Québec, agissant et représentée à la présente par monsieur Jaysen Cristofaro, président, dûment autorisé aux fins de la présente en vertu d'une résolution du conseil d'administration datée du 18 mars 2022 et dont copie demeure annexée à la présente;

Ci-après nommée le « Promoteur »

La Ville et le Promoteur sont également désignés collectivement comme les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU que le Promoteur a déposé à la Ville une demande de projet particulier de construction, de modification, ou d'occupation d'un immeuble pour permettre la démolition d'un bâtiment sis au 5055 rue Buchan à Montréal et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 comprenant environ 160 logements (ci-après «Projet»).

ATTENDU que le Promoteur est propriétaire de la propriété située au 5055 rue Buchan sur le lot 2 648 720 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement l' «Immeuble»);

ATTENDU que le Promoteur s'engage à développer et à mettre en valeur l'Immeuble dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (ci-après l'« Arrondissement ») en respectant les travaux réalisés par la Ville sur le domaine public (noues pluviales végétalisées, revêtement au sol non asphalté) ;

ATTENDU que la Ville souhaite préciser les interventions et les obligations du Promoteur qui s'ajoutent aux exigences réglementaires applicables en matière d'urbanisme;

ATTENDU que les caractéristiques du Projet s'inscrivent dans des principes importants en matière de développement durable, notamment par la gestion des eaux pluviales in situ sur le domaine public;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public que la présente entente soit signée entre les Parties relativement au Projet (ci-après l' « Entente de développement »);

ATTENDU que le Promoteur s'engage à développer un Projet conforme aux exigences réglementaires applicables et à celles de l'Entente de développement, tel que défini ci-dessous;

ATTENDU que la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

Les mots suivants ont la signification qui leur est donnée au présent article, à moins que cette signification ne soit clairement incompatible avec la disposition dans laquelle le mot est employé ou à moins d'une stipulation expresse à l'effet contraire :

« Entente de développement » : désigne l'Entente de développement, le préambule et les annexes qui y sont jointes.

« Obligations du Tiers Propriétaire » : les Obligations du Promoteur qui seront assumées par le Tiers Propriétaire lors de l'acquisition par ce dernier de toute partie ou de la totalité de l'Immeuble.

« Obligations du Promoteur » : les engagements pris par le Promoteur aux termes de l'Entente de développement.

« Résolution » : Résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment sis au 5055 rue Buchan à Montréal et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 comprenant environ 160 logements, en vertu notamment du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

« Tiers Propriétaire » : toute société, fiducie, personne, physique ou morale, qui se portera acquéreur, auprès du Promoteur ou auprès d'un Tiers Propriétaire, d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble.

2. ENTRÉE EN VIGUEUR

Nonobstant sa date de signature, l'Entente de développement entre en vigueur au moment où les autorités compétentes de la Ville l'auront approuvée. Nonobstant ce qui précède, les obligations prévues aux présentes sont conditionnelles à l'adoption de la Résolution autorisant le PP-131, projet particulier de construction, de modification ou d'occupation en vertu du Règlement sur les Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble numéro RCA02 17017 de l'Arrondissement.

3. OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

3.1. Le Promoteur doit aménager le domaine public devant la rue Buchan et la rue Paré conformément aux plans d'ingénieurs joints en annexe A à cette entente.

3.2 Le Promoteur sera responsable de préparer, à ses frais, les plans et devis pour la modification du domaine public, lesquels seront soumis à l'Arrondissement pour approbation.

3.3 Le Promoteur sera responsable de réaliser, à ses frais, les travaux.

3.4 Le Promoteur devra rembourser à la Ville les frais de surveillance de chantier et les frais de transplantation des arbres.

3.5 Le Promoteur s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite intentée contre elle tenir la Ville indemne de tout jugement en capital intérêts et frais prononcé à son encontre.

3.6 Le Promoteur doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Entente de développement, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

4. LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE

4.1. Le Promoteur remet à la Ville, à la signature de l'Entente de développement, une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville d'un montant de QUINZE MILLE DOLLARS (15 000,00$), pour garantir l'exécution des obligations du Promoteur aux présentes.

4.2. Cette lettre de garantie bancaire doit être émise par une institution bancaire reconnue faisant affaires au Québec, être irrévocable et encaissable sur le territoire de la Ville à la première demande, nonobstant tout litige entre les Parties.

4.3. La lettre de garantie bancaire devra être maintenue en vigueur jusqu'au moment où le Promoteur aura exécuté tous ses engagements décrits à l'Entente de développement.

4.4. Advenant le manquement du Promoteur à l'un ou l'autre des engagements décrits à l'Entente de développement, la garantie bancaire sera alors encaissable par la Ville, en totalité, sans préjudice de ses autres droits et recours.

4.5. Dans l'éventualité où le Promoteur omet de remettre à la Ville, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration d'une lettre de garantie bancaire fournie conformément à l'Entente de développement, une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle rencontrant les exigences ci-avant mentionnées, la Ville pourra encaisser la lettre de garantie en sa possession.

4.6. Il est entendu que la Ville fera remise de la lettre de garantie bancaire au Promoteur advenant que les autorités compétentes de la Ville n'approuvent pas l'Entente de développement ou n'adoptent pas la Résolution approuvant le Projet. Il en sera de même lorsque les engagements requis pour la lettre de garantie bancaire concernée auront été exécutés.

5. CESSION

5.1. L'aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble à un Tiers Propriétaire ne nécessite pas le consentement de la Ville. Néanmoins, lors d'une telle aliénation, le Promoteur devra obtenir de chaque Tiers Propriétaire un engagement formel par écrit aux termes duquel il accepte et assume toutes les Obligations du Promoteur, uniquement en regard de l'Immeuble ou de la partie de l'Immeuble acquis par le Tiers propriétaire, le cas échéant.

5.2. L'article 8 de l'Entente de développement s'applique également à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble par le Promoteur à un Tiers propriétaire. De nouvelles lettres de garantie bancaire, rencontrant les exigences prévues à l'article 8, pourront être transmises à la Ville par le Promoteur et/ou le Tiers propriétaire. En tout temps, les nouvelles lettres de garantie bancaire devront totaliser les montants prévus aux articles 8.1.1 et 8.1.2 pour que la Ville remettre la ou les lettres de garantie qu'elle avait en sa possession, le cas échéant.

5.3. Le Promoteur demeure responsable des Obligations du Promoteur qui n'ont pas été cédées au Tiers Propriétaire ni assumées par ce dernier. Le Promoteur sera, dès le jour où tel entente ou contrat aura été dûment signé par les parties concernées, automatiquement dégagé de toute responsabilité eu égard aux obligations qui auront été ainsi cédées au Tiers Propriétaire cessionnaire.

5.4. Le Promoteur s'engage à transmettre à la Ville une copie de toutes les ententes ou contrats conclus aux termes des présentes avec un Tiers Propriétaire.

5.5. Les articles 5.1 à 5.4 de l'Entente de développement s'appliquent à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble par un Tiers Propriétaire à un autre Tiers Propriétaire.

6. CONDITIONS GÉNÉRALES

6.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

La présente Entente de développement est conclue sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard de l'Immeuble du Promoteur et par conséquent, la conclusion de l'Entente de développement ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation ou à modifier sa propre réglementation.

6.2 AVIS - ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis donné à une partie en vertu de la présente Entente de développement doit être écrit et être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée à l'adresse indiquée à la première page de l'Entente de développement ou à toute adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie.

6.3 ENTENTE COMPLÈTE

L'Entente de développement constitue l'accord complet entre les Parties et annule toute convention, entente, proposition, représentation, négociation, accord verbal ou écrit intervenu antérieurement entre les Parties.

6.4 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

L'Entente de développement lie les ayants droit et représentants légaux des Parties.

6.5 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de l'Entente de développement n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des Parties.

6.6 VALIDITÉ

Une disposition de l'Entente de développement jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

6.7 LOIS APPLICABLES

L'Entente de développement est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

6.8 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

L'Entente de développement peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie transmise a le même effet qu'un original.

6.9 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

6.10 RENONCIATION DU PROMOTEUR

Le Promoteur n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Geneviève Reeves

Secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le e jour de 2022

9452-7934 QUÉBEC INC.

Par : _____

Cette Entente de développement a été approuvée par le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce le…....e jour de ……2022 (Résolution CA22……..).

04

ANNEXE A

Plans de l'Immeuble montrant les travaux dans le domaine public devant les rues Paré et Buchan daté du 11 avril 2022.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome;

D'approuver le projet de convention à cette fin;

De financer ce contrat de services à même le surplus libre de l'Arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 09:10

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226290012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier Namur-Hippodrome (QNH) prévoit le développement du site de l'ancien hippodrome et de plusieurs terrains limitrophes à des fins mixtes. À terme, un nouveau quartier de plus de 20 000 personnes devrait voir le jour. Ces personnes auront des besoins à assurer, notamment d'un point de vue de l'alimentation.
De plus en plus d'actrices et d'acteurs plaident pour une intégration de l'agriculture à même les quartiers résidentiels - on parle ainsi d'agriculture urbaine. Puisque QNH est largement à construire, il pourrait être intéressant de considérer intégrer l'agriculture urbaine à même les constructions et les espaces non construits. Une telle intégration, de manière à ce que cette agriculture urbaine contribue à alimenter QNH en produits sains, demeure à définir.

Le présent dossier vise justement à définir les enjeux, actrices et acteurs, et produits qui pourrait émerger de ce réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La mise en valeur du site de l'ancien hippodrome s'effectue notamment à travers l'agriculture urbaine, notamment via la présence de culture maraîchère (Société environnementale de Côte-des-Neiges), la production de miel et le développement de la biodiversité (Miel Montréal) et le verdissement du site (Société de verdissement de Montréal). La question de savoir si ces projets pourraient perdurer dans les futurs projets et ainsi devenir une occupation transitoire se pose.
Si ces projets actuels alimentent des organismes du quartier, on peut se demander si une offre alimentaire pourrait être offerte aux futures personnes présentes sur le site. La question de savoir si les futurs bâtiments et aménagements puissent intégrer des installations (toits, murs, sous-sols, espaces extérieurs, etc.) semble tout indiquée à ce

stade du développement du projet.

La présente demande de contribution financière vise justement à réfléchir en quoi pourraient consister ces installations, quels types d'aliments pourraient être produits, en quelle quantité, quel type de réseaux techniques cela suppose, quels sont les actrices et acteurs qui pourraient être mis à contribution, etc. Il y a certainement un potentiel d'activités à la fois économiques et environnementales qui peuvent être mises en place, mais nous ignorons quels pourraient en être les bases. L'IRÉQ se propose de procéder à un premier débroussaillage de la question. Sans avoir la prétention de répondre à l'ensemble des questions, l'étude de préfaisabilité vise à identifier les principaux avantages et les obstacles à contourner.

Les principales étapes de cette étude sont :

- La préparation d'un état des lieux des enjeux locaux de développement;
- Un portrait des actrices et acteurs de Montréal oeuvrant sur la question de l'agriculture urbaine et l'économie sociale, solidaire et circulaire;
- L'identification de pistes de développement;
- La forme et les caractéristiques d'un éventuel réseau d'économie sociale.
- Des pistes de financement et un échéancier de la mise en œuvre.

La durée du mandat est d'environ 3 mois.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement ce dossier pour les raisons suivantes :

- Cette réflexion s'inscrit dans la continuité des orientations du projet l'hippodrome, notamment de développer un quartier carboneutre;
- Le projet pourrait permettre de pérenniser les activités d'agriculture urbaine à l'intérieur d'un plus vaste réseau;
- Il s'agit d'un projet qui pourrait avoir des retombées importantes pour la future communauté du Quartier Namur-Hippodrome.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de ce projet sera octroyé sous forme de contribution financière et proviendra du surplus libre de l'arrondissement.
Les informations financières se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

Transition écologique :
Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.

Solidarité, équité et inclusion
Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès a des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du

milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Quartier
Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, le directeur de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél :	514 872-4837	**Tél :**	514-872-2345
Télécop. :		**Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

Convention de services :

Convention_services_IRÉC_2022.pdf

Annexe 1 :

Annexe_1_Offre_de_services_IRÉC_Hippodrome_avril_2022.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-4837
Télécop. :

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
SOMMAIRE 1226290012
PROJET HIPPODROME - RÉSEAU D'ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET CIRCULAIRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelé(e) la **« Ville »**

ET : **INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE (IRÉC)**, personne morale ayant statut de fiducie sans but lucratif, ayant son siège social au 10555, avenue Bois-de-Boulogne, Montréal (Québec), H4N 1L4 et représentée par Robert Laplante, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Organisme de bienfaisance enregistré :
871358792 RR 0001

Ci-après, appelé le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de la recherche en économie sociale afin de chercher les meilleures voies de réalisation du bien commun;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe (ci-joint(e)s), pour préparer une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire sur le site de l'ancien hippodrome de Montréal et ses abords.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 3 mai et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 30 septembre 2022.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de vingt-quatre mille sept cents dollars (24 700 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder vingt-cing mille dollars (25 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 10 555, avenue Bois-de-Boulogne, CP 2006, Montréal (Québec), H4N 1L4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boul. Décarie, bur. 600, Montréal (Québec), H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Institut de recherche en économie contemporaine

Par : _____
Robert Laplante, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le ___ jour de ___ 2022 (Résolution RCA170 ___).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

INSTITUT DE RECHERCHE EN ECONOMIE CONTEMPORAINE

Pour un paysage productif sur le site de l'ancien Hippodrome de Montréal

Offre de services

Mars 2022

1. Le contexte

La mise en valeur du site de l'Hippodrome et sa transformation est au cœur de la démarche d'aménagement du Quartier Namur-Hippodrome. Ce terrain est déjà utilisé par plusieurs acteurs tels que SOVERDI, Miel Montréal, SOCENV pour des projets en lien avec des infrastructures vertes et l'agriculture urbaine. Le futur quartier est un secteur mixte avec de nouveaux équipements collectifs à développer tels que des bibliothèques, des écoles ou des centres communautaires pour une population très diversifiée. L'objectif reste également d'en faire un quartier carboneutre.

L'agriculture urbaine est un levier privilégié pour faire de ce terrain un véritable écoquartier. La réflexion doit porter sur une approche productive et éducative de l'agriculture urbaine. Cela pourrait inclure l'intégration de serres et d'autres équipements de production au patrimoine bâti à planifier et à construire.

La mise en œuvre d'un paysage productif[1] permettra d'intégrer les différents volets d'un projet d'écoquartier tout en faisant une place importante aux enjeux d'autonomie alimentaire et énergétique, d'une part, et aux services à mettre en place et aux ressources à prévoir, d'autre part. Ce projet doit pouvoir s'intégrer aux démarches en cours et devenir un levier de mobilisation des acteurs locaux pour l'arrondissement. Ce paysage productif deviendra un projet de transformation territoriale collective porté par l'arrondissement

L'approche doit être collective et suffisamment ouverte pour faciliter l'accueil et les liens entre le quartier actuel de Côte-des-Neiges et les futurs résidents – que nous ne connaissons pas encore – qui viendront s'y établir. Cela pose la question de la mobilisation de l'actuelle communauté de CDN et de celle de ce futur écoquartier. Il est à cet égard opportun de mettre en œuvre une approche inspirée par les principes de l'économie sociale pour faire en sorte que les initiatives et les innovations (en matière d'autonomie et de sécurité alimentaire, d'efficacité énergétique ou d'organisation des services de proximité) de ce vaste projet répondent d'abord et avant tout aux attentes et aux besoins propres de la population de Côte-des-Neiges. Celle-ci se dotera d'un paysage productif à son image et qui, tout en répondant à ses attentes et à ses besoins pourra fournir le cadre d'intégration pour les éventuels nouveaux résidents.

[1] Les paysages productifs fournissent un large éventail de produits et de services (écosystémiques) répondant aux exigences sociales, économiques et environnementales des générations actuelles et futures aux niveaux local, national et mondial. C'est un concept d'urbanisme qui intègre la culture de denrées alimentaires dans la conception des villes en reliant les espaces ouverts existants et les sites désaffectés.

Il faudra enfin tenir compte de certains enjeux de gouvernance et de financement qui devront permettre la réussite pérenne et l'acceptabilité sociale d'un projet de cette envergure. Les mécanismes de financement du développement immobilier et des infrastructures doivent faire une place à la participation et la mobilisation de la communauté actuelle de Côte-des-Neiges comme à celle du futur écoquartier. Cela inclut, au besoin, le financement d'investissements à réaliser en matière d'économie sociale. Le recours à l'économie sociale par de nouvelles structures coopératives permettrait de trouver une solution inédite et innovante pour le développement du nouvel écoquartier.

Un paysage productif, dont les termes sont à développer, pourrait devenir un outil d'appropriation de ce nouvel espace urbain. Conçu comme un projet évolutif comportant diverses phases de conception et de réalisation, ce concept peut servir de matériau de base pour concevoir une feuille de route à soumettre à l'ensemble des intervenants actuels et futurs.

2. L'IRÉC

La mission

Fondé en 1999, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) est un organisme scientifique indépendant voué à l'enrichissement du débat public par la production de recherches rigoureuses et par la conduite d'activités d'animation et de formation favorisant le développement des compétences dans le domaine économique. L'IREC s'intéresse à l'ensemble de l'économie et mène des travaux destinés à contribuer à la construction du bien commun. Ses approches visent à renouveler le modèle québécois par la promotion d'alternatives crédibles. Les enjeux de la transition écologique de l'économie retiennent tout particulièrement son attention.

Mandats privés

Service de développement économique de la Ville de Montréal

- Démarche de mobilisation des acteurs en vue d'amorcer la transition écologique de l'économie montréalaise **;**
- Un pôle de compétitivité pour l'Est de Montréal - Amorcer la transition écologique de l'économie de Montréal ;
- Montréal et la lutte aux changements climatiques : esquisse d'un plan d'action ;

- Vers une économie montréalaise sobre en carbone - Quelques pistes d'action pour le volet économique du Plan d'action sur les changements climatiques de la Ville de Montréal ;
- La stratégie de développement économique, la lutte aux changements climatiques et la transition écologique de l'économie de Montréal ;
- Les technologies de substitution aux énergies fossiles ;
- Les districts énergétiques à Montréal - Conjuguer l'efficacité énergétique et les réductions d'émissions de gaz à effet de serre ;
- Évaluation économique du banc d'essai en phytoremédiation en milieu urbain ;

Ville et MRC de Rouyn Noranda

- Accompagnement stratégique sur la mise en valeur du potentiel géothermique des mines fermées.

Initiatives

Consortium de recherche québécois sur le logement abordable.

En collaboration avec les principales organisations œuvrant dans le domaine, chercheurs et institutions publiques, l'IRÉC contribue à la recherche sur le logement abordable au Québec.

Agrofor

En collaboration avec les fédérations régionales de l'UPA du Bas-Saint-Laurent, l'IREC poursuit une démarche inédite de revitalisation de l'économie agricole et de relance de l'agriculture dans l'Est du Québec.

Quelques publications IRÉC (www.irec.quebec)

- Vers un Pôle des technologies propres – Port-Daniel-Gascons ;
- La mise à l'échelle des méthodes de décontamination : Un cadre d'analyse ;
- Les territoires face aux changements climatiques - Une approche intégrée de transition ;
- Les éléments pour le développement d'une économie biosourcée - Une définition, une vision.

Chargés de projet

Noël Fagoaga travaille sur les enjeux liés à l'énergie, l'environnement, le développement bioindustriel et territorial, notamment sur les filières de valorisation de la biomasse et le traitement des matières résiduelles – CV attaché.

Pierre Godin est responsable des dossiers de transition énergétique et de développement économique. Il possède une expérience dans les domaines de la finance et de la gestion urbaine. Il est membre du comité exécutif du Consortium de recherche québécois sur le logement abordable – CV attaché.

3. Le mandat

La présente offre de services vise à produire un rapport qui définira les interventions à réaliser par l'arrondissement afin de pouvoir mettre en œuvre un projet de paysage productif pour la communauté. Ce document permettra de définir les différents concepts d'intervention et les conditions de leur mise en œuvre. Le cadre conceptuel à élaborer comportera au moins trois axes d'intervention. Ces axes seront contextualisés en tenant compte des différentes caractéristiques humaines et matérielles.

I. Définition des axes d'intervention basés sur une revue de littérature :
   - **Une production alimentaire** centrée sur des **circuits courts** et visant la valorisation des espaces en toiture, en sous-sol et sur certains murs verticaux de bâtiments, ainsi que l'utilisation optimale des espaces urbains du site, incluant, mais ne se limitant pas à, l'aménagement d'équipements de serriculture gérés par une main-d'œuvre recrutée localement.
   - **Un cadre bâti** reposant sur **les principes d'optimisation et d'efficacité énergétique** des bâtiments et des infrastructures, tout en contribuant aux objectifs de la Ville de Montréal et de l'arrondissement en matière de logement social et abordable et de justice sociale.
   - Des **infrastructures vertes** qui permettent à la fois d'augmenter **les services écosystémiques** liés au verdissement pour les résidents, la mise en valeur de la biodiversité urbaine, la gestion des matières résiduelles et la mobilisation de la communauté de CDN et de ce futur écoquartier.

II. État des lieux des enjeux locaux de développement basés sur les initiatives portées au niveau de l'arrondissement et du site de l'hippodrome par les acteurs locaux et les bonnes pratiques à l'extérieur. Cela concernera les thèmes de :
   - Mobilisation de la communauté ;
   - Sécurité alimentaire et agriculture urbaine ;
   - Principes d'un quartier en santé ;

- Contraintes et possibilités immobilières ;
- Chauffage urbain et efficacité énergétique ;
- Mobilité active dans l'espace urbain montréalais ;
- Infrastructures vertes et services écosystémiques.

III. Portrait des acteurs pour chaque axe d'intervention (Alimentaire, cadre bâti et infrastructures vertes) :
   - Acteurs du territoire ;
   - Organismes d'accompagnement ;
   - Organismes de recherche.

IV. Identification des voies de développement :
   - Définition des objectifs ;
   - Identifications des leviers d'intervention financiers et réglementaires ;
   - Identification des acteurs locaux, municipaux et métropolitains à mobiliser ;
   - Conception et mise en place de projets mobilisateurs.

V. Conception et constitution d'un réseau d'économie sociale.

VI. Financement et échéancier de la mise en œuvre.

4. Les livrables

- Un **rapport stratégique** dressant le portrait des axes et leviers d'intervention ainsi que les conditions nécessaires pour rendre efficace l'intervention de l'arrondissement dans le développement de l'écoquartier de l'Hippodrome. Ce rapport suivra les paramètres exprimés dans la définition du mandat ;

- Un **document d'appui**, en format *Power Point*, exposant les principaux contenus du rapport destiné à appuyer d'éventuelles présentations des auteurs ou des intervenants de l'arrondissement aux instances et aux personnes concernées.

Échéancier

Une **rencontre d'étape** présentant les premiers résultats du mandat et proposant un plan pour la rédaction du rapport stratégique final en semaine 7 ou 8 ;

Ce mandat pourra être effectué dans un délai de trois mois à compter de la signature ***d'une entente gré à gré***.

	S01	S02	S03	S04	S05	S06	S07	S08	S09	S10	S11	S12
I Définition des axes d'intervention												
II État des lieux des enjeux locaux												
III Portrait des acteurs												
IV Identification des voies de développement												
V Conception d'un réseau d'économie sociale												
VI Financement et échéancier de la mise en œuvre												

Budget

- Recherche documentaire et analyse 10 000 $
  Xxx h * xx $
- Rédaction et consultations 7 500 $
  Xxx h * xx $
- Coordination 5 000 $
  Xxx h * xx $
- Frais généraux 2 200 $

TOTAL **24 700 $***

Montant net. ***L'Institut de recherche en économie contemporaine est un organisme sans but lucratif que son statut fiscal dispense de collecter la TPS et la TVQ***.

Robert Laplante
Directeur général

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1226290012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1226290012 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Cheffe d'équipe - conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1226290012

Ce dossier vise à :

- Accorder un contrat de services de 24 700 $, incluant les taxes applicables, à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour la préparation d'une étude de préfaisabilité d'un réseau d'économie sociale, solidaire et circulaire en agriculture urbaine (paysage productif) sur le site de l'ancien Hippodrome, et approuver le projet de convention à cette fin.

Le montant net de ristourne est de 22 554,40$.

Ce dossier sera financé par le surplus libre de l'arrondissement.

L'écriture et le virement budgétaire suivants seront effectués à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

En provenance du surplus libre

2406.000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.0

Imputation

Surplus de la direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises:

IMPUTATION	**2022** **Net de ristourne**
2406.0012000.300751.06101.54390.000000.0000.000000.012153.00000.00000	
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Affectation de surplus Centre de responsabilité : CDN – Surplus Aménagement urbain Activité : Aménagement du territoire, réglementation et zonage Objet : Services professionnels Autre : Projet développ. Hippodrome	22 554,40 $
Total de la dépense	**22 554,40 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229501006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:41

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229501006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

CONTENU

CONTEXTE

La Division culture, sports, loisirs de la Direction culture, sports, loisirs et développement social (DCSLDS) travaille depuis quelques années à l'actualisation des différents programmes de soutien destinés aux organismes à but non lucratif (OBNL) reconnus par l'arrondissement et participant à la réalisation de l'offre de services dans les domaines du sport et du loisir. Ces nouveaux modes d'intervention permettent de moduler et d'optimiser l'accessibilité aux installations récréatives municipales tout en clarifiant les règles pour le bénéfice des citoyens et OBNL du milieu et respectant les politiques et plans d'action de la Ville et de l'arrondissement.
Cet exercice a de plus permis à la DCSLDS d'intégrer les nouvelles exigences administratives et juridiques en matière d'octroi de conventions de services et de conventions de contribution. Les nouveaux programmes reflètent les nouvelles orientations et attentes de l'arrondissement en regard de la réalisation de l'offre de services municipale en sport et loisir.

Après plusieurs années d'exploitation, dont deux ans pendant la Pandémie Covid, la DCSLDS a une meilleure connaissance de la fréquentation et de l'utilisation du pavillon par les usagers. Le présent sommaire vise a accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'à autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 170045 -(11 mars 2020) Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

DESCRIPTION

Les volets gestion, accueil et surveillance du pavillon NDG ayant comme principal objectif d'offrir une meilleure accessibilité aux citoyens.nes aux locaux du pavillon situé dans le parc NDG. Ce dernier devra être accessible aux citoyens.nes et, le cas échéant, aux activités culturelles et différents organismes communautaires reconnus par l'arrondissement.
La gestion, l'accès et la surveillance des locaux du pavillon seront assurés par l'organisme Loisirs sportifs CDN-NDG selon des horaires variables et saisonniers établis par la DCSLDS.

Une demande de soumission précisant l'ensemble des exigences, soit la gestion, l'accueil et la surveillance, a été transmise à l'organisme qui a déposé une offre de services en bonne et due forme à la DCSLDS. Le coût total de cette convention de services est d'une valeur maximale de 64 535.42 $, (toutes taxes incluses si applicables), pour la période du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

JUSTIFICATION

La Loi sur les cités et villes permet de négocier de gré à gré une entente de services avec un organisme sans but lucratif à condition que le coût total de l'entente n'excède pas 365 700$. L'organisme a déposé une soumission répondant aux conditions du cahier de charge. L'organisme possède l'expérience requise et propose, dans les objets de sa mission, les services attendus par la Ville. De plus, l'organisme possède les ressources nécessaires à la réalisation des obligations visées. En raison de sa taille, Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est en mesure de répondre rapidement aux demandes variées de la Direction
L'organisme est reconnu conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif. Le coût demandé est compétitif.

La valeur du contrat est calculée sur la base suivante :

Un maximum de 2 654 heures correspond aux exigences de la DCSLDS en fonction des saisons incluant une banque d'heures prévue et pré-autorisée par le représentant de la direction pour répondre aux besoins quotidiens des citoyens.nes, aux activités communautaires, événements, etc.). L'arrondissement a prévu une réserve de 14 % du contrat total pour la gestion et des dépenses excédentaires. Cette dépense respecte le cadre financier de la DCSLDS.

La DCSLDS a utilisé comme référence le nombre d'heures d'ouverture pour l'an 2019.

Les heures facturées par mois varient selon la saison, les réservations et la programmation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la période visée par cette convention de services, le montant maximal accordé pour la réalisation de la gestion du Pavillon NDG est de 64 535.42 $, (toutes taxes incluses si applicables).
Cette convention de services est totalement financée par la DCSLDS.

Pour l'an 2022, le montant est disponible et planifié à même le budget de fonctionnement de la DCSLDS.

Pour l'an 2023, le montant sera disponible et planifié à même le budget de fonctionnement de la DCSLDS, suite à l'adoption du budget 2023 de l'arrondissement.

OSBL	Durée du contrat	Valeur maximal - total (toutes les taxes incluses si applicables)	Annuelle (Exercice 2022)	Annuelle (Exercice 2023)
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	1 an	64 535.42 $	43 023,61 $	21 511,81 $

Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Montant réservé à cette convention de service: 64 535.42 $
Durée : 1 an (du 3 mai 2022 au 2 mai 2023)

Imputation budgétaire pour la partie en provenance de l'arrondissement :

2406.0010000.300732.07123.54590.000000.0000.000000.012123.00000.00000

La demande d'achat 724470 a été créée pour réserver les crédits.

Les renseignements relatifs au code d'imputation sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030,

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'octroi de cette convention de services, le pavillon ne sera pas accessible aux citoyens et aux OBNL de l'arrondissement. Les citoyens et groupes seront privés d'une installation de qualité et accueillante, et ne pourront pas offrir d'activités communautaires. Il est important de noter que ce pavillon occupe une place importante dans le voisinage et que sa présence est un levier permettant d'améliorer la qualité de vie de plusieurs familles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement souhaite maintenir les services offerts par l'OBNL nommé dans ce sommaire. La crise de la COVID-19 nécessite une participation accrue du réseau du loisir communautaire. Durant la crise, les organismes communautaires jouent un rôle important pour offrir un service de proximité adapté aux besoins d'une clientèle diversifiée et en

situation difficile.

La mission de l'organisme est au cœur de l'intervention de première ligne dans la mise en place de services pour la clientèle de l'arrondissement.

Advenant une continuité de la pandémie, l'OBNL s'engage à appliquer toutes les règles énoncées dans les décrets ministériels pour le déroulement des activités. Également les mesures sanitaires seront mises en place selon les directives de la DRSP.
Les activités pourront être offertes en ligne selon les mesures sanitaires en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

mars 2022 : Transmission des documents d'appel d'offres sur invitation et des gabarits à compléter.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

avril 2022 : Analyse de l'offre de services déposée par le groupe.
mai 2022 : Adoption au conseil d'arrondissement de l'arrondissement.
juin 2022 : Signature de la convention de services.
avril 2023 : Évaluation, suivi et reddition de compte de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications réalisées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports,

developpement social

Tél : 514-872-0322
Télécop. :

Tél : 514-872-6365
Télécop. :



2022_Conv_service_pav. NDG.pdf

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieurs de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale (constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 4880, avenue Van Horne, Montréal (Québec) H3W 1J3, agissant et représenté aux présentes par madame Claudine Perreault, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141753020
Numéro d'inscription TVQ : 1019925176
Numéro de charité : S/O

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine dont la mission s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité diversifiée, accessible et sécuritaire. Il est habileté à gérer une installation, un équipement de loisir;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'unité administrative ou son représentant dûment autorisé

1.3 « **Unité administrative** » : L'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, pour les services rendus en lien avec la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG situé au 3501, avenue Marcil, Montréal, QC H4A 2Z5.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 3 mai 2022 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été

attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de soixante-quatre mille cinq cent trente-cinq dollars et quarante deux sous (64 535,42 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder soixante-quatre mille cinq cent trente-cinq dollars et quarante deux sous (64 535,42 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 4880, avenue Van Horne, Montréal (Québec) H3W 1J3 et tout avis doit être adressé à l'attention de madame Claudine Perreault, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Claudine Perreault, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 2e jour du mois de mai 2022 (Résolution **)**.

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Offre de service



PAVILLON NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (NDG)
PARC GIROUARD
Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
Du 03 mai 2022 au 02 mai 2023

OFFRE de SERVICES

Présentée à :

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement CDN-NDG
5160, boulevard Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

Par :

Mme Claudine Perreault
Directrice générale
Loisirs sportifs CDN-NDG
4880, rue Van Horne
Montréal (Québec) H3W 1J3

Mise en contexte

La cliente désire confier la gestion, l'accueil et la surveillance au Pavillon Notre-Dame-de-Grâce (NDG) situé dans le Parc du même nom.

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce s'engage à remplir toutes les exigences et tout l'encadrement pour assurer les services énumérés dans la lettre de demande de soumission de la Ville de Montréal, en date du 13 avril 2022. La présente est pour la période du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

Grâce à notre équipe et notre expérience de plus de 25 ans en gestion et supervision de centres sportifs, **la cliente** sera assurée d'une prise en charge complète des locaux au Pavillon NDG et des services qui y sont offerts. De l'accueil des citoyens à la surveillance des locaux afin d'assurer la sécurité des lieux et dans le but d'offrir aux citoyens et aux organismes du milieu l'accès à des locaux. Et ce, dans le respect des divers ententes et politiques que **la cliente** a mise en place ou s'est engagée à respecter.

La cliente peut s'attendre :

- À un service courtois et de qualité
- Au respect des attentes de la Ville de Montréal
- À une bonne supervision des lieux et un encadrement des organismes et/ou des participants afin d'assurer leur sécurité.
- À un centre propre et bien entretenu.
- À un suivi régulier sur l'état et l'utilisation du pavillon.
- À un soutien des citoyens et/ou des organismes communautaires pour assurer le bon déroulement de leurs activités et de leurs événements.

14 avril 2022

Table des matières

Mise en contexte 1

Table des matières.....2

Objectifs du contrat.....3

Généralités aux contrats de services.....4

Volet 1 - Ressources Humaines 5

Volet 2 - Accueil, Surveillance et entretien.....6

Volet 3 - Administration et finances .....8.

Volet 4 - Gestion des plateaux et de l'installation.....8

Annexe 2 - Description de poste 9

Annexe 3 - Listes des employés 10

Annexe 4 - Calendrier et horaire..... .11

Annexe 5 - Prévisions budgétaires.....12

14 avril 2022

Objectifs du contrat

Pour assurer la réalisation du contrat de service et de répondre aux attentes de **la cliente**, nous mettrons en place cinq (4) objectifs qui sont en lien direct avec l'objectif stratégique 1 de notre plan stratégique 2018-2020 : **ACCROÎTRE LA QUALITÉ DE L'EXPÉRIENCE CLIENT ET DES SERVICES À LA COMMUNAUTÉ.**

1. **ASSURER L'ACCESSIBILITÉ AU PAVILLON NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**
   Le pavillon sera ouvert selon le calendrier déterminé par la cliente (Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce). L'horaire proposé (annexe 3) devra être approuvé et confirmé par la cliente. Les employés seront sur place au moins cinq (5) minutes avant l'ouverture leur permettant de faire la vérification et de faire le montage de l'équipement au besoin. Les employés resteront sur place cinq (5) minutes après la fin des activités, leur permettant de faire le rangement, l'entretien mineur et la fermeture du pavillon, après la sortie des utilisateurs.

2. **ASSURER LE BON DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS ET LA SÉCURITÉ**
   Les employés effectueront le montage de la salle avec le groupe, accueilleront et dirigeront les participants au besoin. Ils effectueront des tournées régulières de tous les locaux afin de vérifier que tout se déroule bien. Ils assureront la sécurité des lieux et ils interviendront en cas d'urgence.

3. **ASSURER UN SUIVI RÉGULIER SUR L'ÉTAT ET L'UTILISATION DES LIEUX**
   La vérification des locaux et de l'équipement sera effectuée de façon régulière pour faire l'état des lieux et de nous permettre d'aviser **la cliente** des besoins du centre (entretien, réparations, etc.) ou de certaines situations problématiques (télégestion ou de l'équipement, etc.). Un livre de bord sera mis en place afin de faire les suivis au niveau de la fréquentation du pavillon et des commentaires ou questions des citoyens qui y viendront. Un rapport mensuel sera envoyé au responsable de la Ville de Montréal.

4. **ASSURER UN SERVICE À LA CLIENTÈLE DE QUALITÉ**
   Tous les employés réserveront un accueil courtois et chaleureux pour les utilisateurs du pavillon. Les employés communiqueront les informations disponibles et à jour concernant le pavillon et les services que nous y retrouvons en plus des services offerts par la Ville de Montréal et/ou organismes de la communauté. Nous nous assurerons de satisfaire les citoyens aux meilleures de nos capacités.

5. **ASSURER UN ENVIRONNEMENT PROPRE, SÉCURITAIRE ET DURABLE**
   Dans le but d'offrir des installations de qualité à l'ensemble de la communauté. Les employés s'assureront que le pavillon et ses équipements sont propres, sécuritaires et en bon état. Nous travaillerons en collaboration avec les divers services de la Ville de MOntréal dans un esprit de prévention et de durabilité pour assurer la pérennité des installations de l'arrondissement.

Pour assurer l'atteinte des objectifs mentionnés ci-haut :

La cliente mettra à la disposition de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, le pavillon et l'équipement qui s'y retrouve ainsi qu'elle lui accordera le soutien financier nécessaire à la réalisation du contrat.

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de- Grâce :

- Assurera la présence d'un personnel qualifié, qui sera formé afin qu'il puisse faire son travail et répondre aux attentes de l'organisme, de la cliente et des utilisateurs du pavillon. Ceci sera possible avec une bonne supervision, une bonne formation et un bon encadrement des employés.
- Communiquera les informations afin de permettre aux groupes et aux citoyens d'effectuer les demandes de réservation avec la Cliente, et assurera une présence lors des réservations selon le calendrier.
- Mettra en place divers documents administratifs et rapport qui seront complétés afin que l'on puisse assurer les suivis pour assurer le bon fonctionnement et le bon entretien ainsi que démontrer l'utilisation du pavillon. (Feuille de vérification des locaux, rapport de fréquentations mensuelles etc.).

14 avril 2022

Modalités générales

Assurances
Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce à une police d'assurance en vigueur, avec la compagnie Lloyd's (ALL SPORT INSURANCE MARKETING INC.). La couverture est de 5 000 000.00$, de 250 000.00$ en responsabilité locataire et de 1 000 000.00$ pour responsabilité professionnelle.

Indemnisation
Nous renonçons à toute réclamation et à tout recours contre la Ville, ses employés et ses mandataires pour les pertes.

Siège social
Le siège social de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'inscrit au registraire des compagnies du Québec, se situe au 4880, avenue Van Horne, Montréal, QC, H3W 1J3.

Expérience
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, son Conseil d'administration et la direction, reconnait posséder près de 25 ans d'expérience en gestion de centres et de plateaux, de services, d'équipement, d'activités et de programmes au pour plusieurs installations de l'arrondissement tels que ceux qui font l'objet de la demande soumission. Comme par le passé, nous nous engageons à fournir des services de qualité et un personnel qualifié.

Santé et sécurité au travail
Nous sommes conformes à toute exigence légale de la CNESST en matière de normes du travail et de santé sécurité au travail.

Lois, règlements et ordonnances
Nous nous conformons à : La Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c.S-3), Le Règlement sur la sécurité des bains publics (L.R.Q., c.S-3, r.3) La Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2) Le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels (L.R.Q., Q2, r.39). La Loi sur les normes du travail (L.R.Q. c. N-1.1). Le décret sur le personnel d'entretien des édifices publics de la région de Montréal (L.R.Q. c. D-2, r.15)

Permis, licences et certificats
L'organisme s'engage à se procurer et détenir en tout temps les permis, les licences et les certificats exigibles et respecter les exigences qui leur sont rattachées.

Cession du contrat et sous-traitance
Tout sous-traitant ou contrat de services en sous-traitance qui seront considérés par Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce seront soumis à l'Arrondissement pour approbation, avant tout octroi de contrat. Le cas où les services d'un sous-traitant seraient retenus, Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce ne se dégagerait en aucun cas ses responsabilités en vertu du contrat et assumerait la responsabilité pour le suivi et la réalisation des travaux

Accès aux lieux
Nous reconnaissons l'autorité de l'Arrondissement, en tant que propriétaire du Pavillon Notre–Dame-de-Grâce et tant que maître d'œuvre dans l'offre de service en sport, loisir et développement communautaire sur son territoire.

Facturation et paiement
La facturation mensuelle pour l'ensemble du contrat sera acheminée à la cliente au plus tard le dernier jour travaillé de chaque mois.

Politique de gestion contractuelle
En déposant cette offre de services, Loisirs Sportifs Côte- des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce observera la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

14 avril 2022

Volet 1 –Ressources Humaines

Personnel

Ayant comme objectif stratégique d'être un employeur de choix dans l'arrondissement (Plan stratégique 2021-2023), Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce a mis en place des politiques, des procédures et un programme de formation afin d'assurer les compétences et la qualité de son personnel. Le personnel sur place : (Description de poste en **annexe 1**), aura les compétences et les qualités requises pour assurer la bonne gestion de l'installation et de ses services.

Personne-ressource pour l'exécution du contrat de service

Pour assurer l'exécution du contrat, la direction de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, sous sa responsabilité, mandatera **Madame Claudine Perreault**, directrice générale, qui agira comme responsable du pavillon et encadrera et supervisera le personnel en collaboration avec son équipe de gestion.

Dans le cadre de ses fonctions, son rôle et ses responsabilités au sein de notre organisme seront incluses les attentes pour la gestion d'un contrat de service :

- Elle agira comme représentant du contractant auprès de l'arrondissement et des groupes utilisateurs.
- Elle sera apte à prendre les décisions relatives à l'administration et l'exécution du contrat.
- Elle sera joignable en tout temps, par cellulaire, courriel et messagerie texte. **
- Elle sera présente, à la demande de l'arrondissement, à diverses réunions concernant ce contrat, lorsque requis.
- Elle sera en fonction du lundi au vendredi au moins 35 heures par semaine et pourra se présenter certains soirs et fins de semaines au besoin.
- Elle verra à la sécurité de la bâtisse, à l'utilisation sécuritaire des divers systèmes et équipements nécessaires aux opérations et à l'exploitation du pavillon.

Priorité d'embauche

Dans sa procédure d'embauche et dans ses pratiques, Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce; la priorité d'embauche est donnée aux citoyens montréalais ayant l'expérience, les compétences et les certifications nécessaires pour les emplois que nous offrons.

Liste du personnel

La liste du personnel pour le présent contrat sera communiquée au responsable de l'arrondissement, une fois les dates et l'horaire pour l'exécution du contrat sont confirmés. Tout changement sera communiqué promptement au représentant de l'arrondissement. **Annexe 2**

Qualifications

Les qualifications du personnel respectent les qualifications exigées par les lois et règlements en vigueur ainsi celles demandées selon les normes de qualification de l'arrondissement.

14 avril 2022

Le personnel sera formés, afin de répondre aux attentes, en premiers soins RCR-DEA à jour et valide pour une période restante de deux(2) ans, une formation service à la clientèle et une formation sur mesure pour l'entretien mineur et une formation pour les situations et les mesures en cas d'urgence. Ces formations seront organisés par Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

Conditions salariales

Les conditions salariales sont définies dans notre politique et échelle salariale.

Politesse envers le public

Tel que décrit dans les descriptions de postes au sein de l'organisme. Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges attend de son Personnel :

D'accomplir les tâches dans un esprit de coopération avec les autres employés. Adhérer à la mission et aux valeurs de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Offrir le meilleur de ses compétences afin d'assurer un service à la clientèle de qualité et le succès des activités et des programmes. Effectuer le travail de façon professionnelle, courtoise et avoir un comportement irréprochable lorsqu'en poste.

Les clients sont au cœur de nos actions et nous nous engageons à assurer l'excellence de nos services en favorisant l'amélioration continue de nos pratiques et des compétences de notre personnel.

Tout employé qui ne respecte pas la mission et les valeurs de l'organisme sera rencontré par son superviseur immédiat et devra changer son comportement ou pourrait faire l'objet de mesures disciplinaires.

Premiers soins

Tous les employés de première ligne doivent détenir une certification de premiers soins RCR-DEA valide pour une période de deux (2) ans en tout temps. Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce assure la certification de l'ensemble de son personnel gratuitement à tous les deux (2) ans.

Volet 2 – Accueil, Surveillance et Entretien ménager léger

Accueil

Les citoyens pourront obtenir de l'information sur le pavillon, ainsi que, l'information concernant les autres activités et services de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal ou de ses partenaires dans le quartier.

Le personnel agira en tant que ressource de l'offre de service en sport et loisir pour le pavillon et l'ensemble du quartier.

- Diffusion de l'information : Tel que décrit plus haut, le personnel diffusera l'information disponible en personne.
- Tâches administratives : Prise de commentaires, suggestions et plaintes, vérification des formulaires administratifs etc.

Surveillance

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce assurera la présence nécessaire aux opérations conformément aux périodes et aux heures prévues du contrat pour la surveillance du Pavillon.

14 avril 2022

i. l'employé sera responsable de rendre accessible les salles aux usagers;
ii. l'employé sera responsable d'assurer la sécurité des participants et des lieux;
iii. l'employé assurera un service à la clientèle de qualité;
iv. l'employé fera le respect des lieux en tout temps;
v. l'employé fera le montage et démontage des équipements au besoin;
vi. l'employé interviendra en cas d'urgence

Entretien ménager léger

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges assumera :

- L'entretien ménager léger du pavillon : Passer le balai, ramasser les déchets, nettoyer l'équipement (tables et chaises), ranger les salles et remplacer le papier de toilette au besoin (entre les périodes d'entretien des cols bleus de la Ville de Montréal).
- L'entretien des espaces extérieurs adjacents au pavillon : ramassage de déchets (Papiers et rebus). Seulement si désiré par l'arrondissement.

Nous nous engageons à participer à l'élaboration de solutions ou de plans de rechange advenant des modifications aux lois et règlements qui entraîneraient des changements majeurs aux équipements.

Appel de service

Suivant la procédure qui sera mise en place, tous les appels de services et suivis de ceux-ci seront effectués par le responsable de l'organisme, et seront inscrits dans le rapport mensuel.

Entretien ménager

Les employés assumeront des travaux d'entretien ménager légers au besoin : Balayage, nettoyage des comptoirs, rangements de la salle, ramassage de déchets et remplissage de papier hygiénique. Les feuilles de travail pourront être fournies à la demande du responsable de l'arrondissement.

Enlèvement des ordures

Les ordures seront disposées par le personnel cols bleus fournit par la cliente selon les directives relatives aux déchets et recyclables établies par le directeur et conforme au Plan d'action en développement durable de l'arrondissement seront respectées.

14 avril 2022

Volet 3 – Administration et finances

Formation

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce s'engage à assurer la formation et la formation continue à ses employés de surveillance et au besoin, embauchera une firme spécialisée (Service à la clientèle, mesures d'urgence. Chaque employé qui commence à travailler dans un de ses centres sera soumis à la nouvelle politique d'intégration : Embauche, formation préliminaire (visite des lieux et attentes), accompagnement pour les premiers quarts de travail par un superviseur ou un de un collègue avec plus d'expérience.

* Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce est soumis à loi de formation de la main-d'œuvre de 1% de sa masse salariale.

Rapports

Un rapport mensuel sera remis au représentant de l'arrondissement avec les informations suivantes :

- Rapport de fréquentations mensuelles.
- Rapport d'accident, d'incident et de vols.
- Rapport hebdomadaire d'inspection de l'état des lieux (Propreté, bris etc.).
- Listes des commentaires, suggestions et plaintes reçus.
- Tout autre rapport pertinent au contrat de service.

Suivi financier

La tenue des livres comptables de l'organisme est une comptabilité par projet sur le logiciel ACOMBA. Chaque contrat ou subvention est identifié par un numéro de projet. Un état des résultats par contrat/projet sera remis au représentant de l'arrondissement, à chaque mois afin de permettre le suivi financier et l'évolution du contrat.

Les finances et les politiques et procédures de gouvernance sont soumis à un audit par la firme G. Blais et associés Inc. à la fin de chaque année fiscale. Notre année fiscale est du 1er janvier au 31 décembre. Le budget proposé est en **Annexe 4**

14 avril 2022

Volet 4 – Gestion de l'installation et de la réservation des plateaux

GESTION DE L'INSTALLATION

L'organisme effectuera le suivi des opérations et de l'entretien en collaboration avec l'arrondissement, afin d'offrir une installation de qualité au public et aux organismes.

GESTION DE LA RÉSERVATION DES PLATEAUX

Utilisation de la grande salle par le grand public

L'arrondissement désire offrir au grand public la possibilité de profiter de la grande salle. Un horaire sera établi selon les besoins de l'arrondissement.

Demande d'utilisation et de location des salles

La gestion des demandes d'utilisation ou de location des salles se fera en collaboration avec les responsables de l'arrondissement.

Préparation des salles, montage et démontage

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce s'assurera que son personnel soit disponible aux différents utilisateurs afin de faire la préparation de la salle (montage et démontage) selon les demandes ou les plans de montage.

14 avril 2022

Annexe 1

DESCRIPTION DE POSTE AGENT D'OPÉRATIONS-PAVILLON

DESCRIPTION DE POSTE

Nom de l'organisation :	Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Secteur :	
Division :	
Titre de l'emploi :	Agent d'opérations – Pavillon NDG
Nom du titulaire :	
Supérieur immédiat :	Directrice générale

Rôle principal du titulaire :
Sous la supervision de la directrice générale, l'agent d'opération accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires au pavillon NDG. Il assure le bon déroulement des activités et opérations lorsque sur place. Il assure la sécurité et le confort des lieux.

Principales tâches et responsabilités réalisées par l'agent(e) d'opération	**% du temps consacré**
1- Accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires des services et activités offertes au Pavillon, au parc et dans le quartier/arrondissement.	
2- Assure la surveillance des lieux (salles et toilettes) et prend les fréquentations.	
2- Effectue la vérification et assure la sécurité des espaces du pavillon et des utilisateurs.	
3- Effectue le montage et le démontage de l'équipement.	
4- Assure un service à la clientèle de qualité	
5- Assure le respect des lieux par les utilisateurs	
6- Effectue diverses tâches de nettoyage mineures	
7- Effectue des tâches administratives (Rapport et prise de commentaires)	
8- Intervient en cas d'urgence	
9- Effectue toutes autres tâches connexes	

Autres considérations

Accomplir les tâches dans un esprit de coopération avec les autres employés. Adhérer à la mission, la vision et les valeurs de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Offrir le meilleur de ses compétences afin d'assurer un service de qualité et le succès des activités et des programmes.

Effectuer le travail de façon professionnelle et avoir un comportement irréprochable lorsqu'en poste.

14 avril 2022

Annexe 2
LISTE DES EMPLOYÉS (en date du 31 mars 2022)
(Sujet à changement selon les disponibilités saisonnières des employés)

NOM	Prénom	Premiers soins	Autre
Aikebaier	Kesimaiti	Oui	--
Dagher	Alexandra	Oui	--
Fajardo	Marine	Oui	Croix de bronze
Ochou	Jessica	Oui	--

14 avril 2022

Annexe 3
CALENDRIER ET HORAIRE

CALENDRIER

Le calendrier prévu dans cette offre de service : Du 03 mai 2022 au 02 mai 2023

HORAIRE

Le pavillon sera ouvert selon les horaires établis afin de répondre aux divers besoins de l'arrondissement. Les heures calculées prévoient une banque d'heures régulières et une banque pour la prolongation d'ouverture lors d'événements et d'activités spéciales.

14 avril 2022

Annexe 4
PRÉVISION BUDGÉTAIRE

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Prévision budgétaire du 03 mai 2022 au 02 mai 2023

Contrat de service – Pavillon Notre-Dame-de-Grâce

Revenus	
Locations	0,00 $
Total Revenus	**0,00 $**
Dépenses	
Salaires heures de base (2404 heures X15,75$)	37 863,00 $
Avantages sociaux (16%)	6 058,08 $
CSST & CNT (1,79%)	677, 75 $
Salaires prolongation d'heures d'ouverture* - (250 heures X15,75$)	3937,50 $
Avantages sociaux (16%)	630,00 $
CSST & CNT (1,79%)	70,48 $
Total des dépenses	49 236,81$
Frais d'administration (14% sur les dépenses)	6 893,15 $
Total Dépenses	**56 129,96 $**
Bénéfice (Perte) net	**(56 129,96) $**
Taxes (0,14975)	(8 405,46) $
Contrat de service Pavillon NDG	**(64 535,42) $**

* Heures pour activités et événements spéciaux qui demanderaient une prolongation des d'ouvertures avec de la surveillance.

14 avril 2022

COPIE CERTIFIÉE D'UNE RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce

ATTENDU que la corporation désire déposer une offre de service pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon Notre-Dame-de-Grâce du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Qu'une offre de service pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 3 mai 2022 au 2 mai 2023 au montant total du 64 535,42$

De permettre à Madame Claudine Perreault de déposer cette offre de service et d'agir en tant que répondante pour le contrat au nom de de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre –Dame-de-Grâce.

...

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la corporation, dûment adoptée électroniquement le 19 avril 2022..

Signé à Montréal, ce 19e jour d'avril 2022.

Louis-Philippe Caron

Président du Conseil d'administration

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229501006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.



gdd_grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1229501006).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-872-0322
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : GDD *1229501006*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG*
Projet : Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $, (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*** ***Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité*** ***Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la***			

réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoir;

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision: *Le programme de soutien permettra la pérennité des espaces d'agriculture urbaine déjà existants ainsi que de nouveaux aménagements (jardins communautaires, jardins collectifs, aménagements comestibles) mettant au premier plan la biodiversité et les espaces naturels.*

Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité: *La réfection des aménagements déjà existants ainsi que l'ajouts de nouveaux espaces permettra le renforcement de projets de production alimentaire locaux ainsi que des projets d'économie circulaire et sociale.*

Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles: *Le programme permet des lieux favorables pour la sensibilisation et l'éducation citoyenne en ce qui concerne le développement durable et la responsabilisation des citoyens dans ce processus. Des ateliers pédagogiques sur la valorisation des matières résiduelles et la notion de zéro déchet et zéro gaspillage sont offerts dans ces lieux via plusieurs organismes partenaires. Des projets avec les écoles sont également possibles.*

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire: *Le soutien des espaces en agriculture urbaine permet aux jardiniers de produire localement et à faible coût des aliments*

nutritifs.

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Les espaces de jardinages sont des milieu de vie pour l'ensemble de la population, permettant des échanges intergénérationnel et interculturels. Le programme de soutien permet de maintenir des lieux favorisant la participation citoyenne dans la communauté et de vivre des expériences de démocratie.*

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision: *Les projets déposés dans le cadre de ce programme auront fait l'objet de consultation auprès des organismes partenaires et des divers comités de jardins. Ces derniers auront la possibilité de s'exprimer librement sur les types d'aménagements souhaités sur le territoire en fonction des besoins du citoyen par district électoral.*

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire: *La réfection ainsi que la mise en place de nouveaux espaces permettra la mise au norme de ces derniers en termes d'accessibilité universel et d'accès équitable aux services de la Ville de même qu'une répartition équitable sur le territoire.*

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Le projet favorise l'ancrage de l'agriculture urbaine sur le territoire et dans les services de proximité offerts aux citoyens. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			s.o

2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			s.o
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			s.o

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229501006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1229501006 - Certification des fonds.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Cheffe d'équipe - conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-3511
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1229501006**
Nature du dossier	**Contrat de service –Pavillon NDG**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :

Accepter l'offre de services pour la gestion et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 65 000 $, (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 1 mai 2022 au 30 avril 2023.

Contrat	Total	2022	2023
Montant avant taxes	56 129,96 $	37 419,97 $	18 709,99 $
TPS	2 806,50 $	1 871,00 $	935,50 $
TVQ	5 598,96 $	3 732,64 $	1 866,32 $
Montant taxes incluses	**64 535,42 $**	**43 023,61 $**	**21 511,81 $**
Montant net de ristourne	58 929,44 $	39 286,29 $	19 643,15 $

Cette dépense est entièrement financée par le budget de fonctionnement de la Direction de la culture, sports, loisirs et développement social. La dépense sera imputée comme suit :

Imputation	du 01.04.2022 au 31.12.2022	du 01.01.2023 au 30.04.2023
2406.0010000.300732.07123.54590.000000.0000.000000.012123.00000.0000 CR: CDN - Contrats - Conventions de services A: Exploitation des centres commun. - Act.récréatives O: Autres services techniques P: Général Au: Pavillon NDG	39 286,29 $	19 643,15 $

La demande d'achat # 724470 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande pour l'année 2022 sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Pour 2023, la dépense est conditionnelle à l'adoption par le Conseil d'arrondissement et le Conseil municipal des budgets de fonctionnement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022

D'approuver le projet de convention à cette fin;

De financer ce contrat de services à même le surplus libre de l'Arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 09:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226290011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a amorcé son processus de planification et de revitalisation du site de l'ancien hippodrome. Le projet est en cours de développement. D'ici les premières interventions, il apparaît pertinent de poursuivre l'occupation temporaire du site.
Miel Montréal fait partie des organismes qui ont organisé des activités sur le terrain de l'ancien hippodrome, qui appartient désormais à la Ville de Montréal, en 2019, 2020 et 2021. La proposition de 2022 prévoit l'entretien des ruches en place, l'ajout d'une 3e ruche, la diversification des plantations bénéfiques aux insectes pollinisateurs, et deux activités de formation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170 135 - 6 mai 2019 : Accorder une contribution financière de 28 758,70 $ incluant les taxes si applicables, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine à réaliser en 2019 sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 6 mai au 31 décembre et autoriser la signature d'une convention à cette fin
CA20 170109 - 4 mai 2020 : Accorder une contribution financière de 13 222,13 $ incluant les taxes si applicables, à Miel Montréal pour la réalisation des activités minimales d'apiculture urbaine à réaliser en 2020 sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 4 mai au 31 décembre et autoriser la signature d'une convention à cette fin;
CA21 170128 - 3 mai 2021 : Accorder un contrat de services de 10 459,28, toutes taxes incluses, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité, pour la réalisation d'un projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 6 avril au 31 décembre 2021, et autoriser la signature d'une convention à cette fin.

DESCRIPTION

Ce projet transitoire consiste à poursuivre les activités apicoles démarrées en 2019 avec

l'installation de deux ruches. Un milieu de vie plus propice aux pollinisateurs - avec une plantation abondante de fleurs mellifères - a aussi été travaillé en 2019, 2020 et 2021. Le site de l'ancien hippodrome se prête bien à ce type de projet puisqu'il est actuellement inoccupé, que les sols ne sont à toutes fins pratiques pas contaminés. Ainsi, les insectes pollinisateurs peuvent disposer d'une nourriture abondante qui contribue à augmenter la biodiversité sur ce site plutôt aride.
Environ 19 kg de miel a été offert à l'Arrondissement en 2019, 30 kg en 2020 et 42 kg en 2021 (en dépit du fait que les nouveaux nucléis ont été installés à la mi-juin). Miel Montréal a aussi poursuivi la plantation de diverses plantes qui diversifient les espèces déjà présentes. Des activités de formation ont aussi été organisées, avec un nombre limité de personnes. Le bilan des activités joint au présent document fournit plus de détail.

Pour 2022, Miel Montréal s'engage à :

- Assurer l'entretien des ruches en place (visite aux 15 jours max.) et de proposer des correctifs si requis;
- Nourrir les abeilles en début et fin de saison; les isoler en fin de saison;
- Fournir 75 % du miel récolté;
- Mettre en place 2 activités de formation professionnelle;
- Participer à une éventuelle fête des récoltes.

Dans le cadre de ce projet, les principaux engagements de l'arrondissement sont les suivants :

- Assurer l'accès aux ruches;
- Donner accès à de l'eau courante;
- Assurer une surveillance en cas de problèmes.

De plus, dans le cadre d'un projet-pilote financé de manière autonome, il est proposé d'autoriser Miel Montréal à aménager un jardin de pluie.

JUSTIFICATION

L'octroi de ce contrat de service permettra la poursuite des activités déjà entamées depuis 3 ans, soit la planification, l'organisation et la coordination de l'ensemble des activités du projet en 2022 sur le site de l'hippodrome :

- Ce projet favorise le développement d'un sentiment d'appartenance sur ce site isolé de l'arrondissement.
- Il permet également d'occuper le site de manière transitoire en attendant l'arrivée des autres projets.
- Les plantations permettent aussi aux pollinisateurs de contribuer à la biodiversité du site.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de ce projet sera octroyé sous forme de contrat de services et proviendra du surplus libre de l'Arrondissement.
Les informations financières se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

Voir fiche en pièce jointe

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réouverture des activités sur le site : début mai 2022

- Plantations : mai et juin 2022
- Activités : juin 2022
- Première récolte : juillet 2022
- Seconde récolte : début septembre
- Transmission du miel et remise du rapport final rédigé par l'organisme : novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514 872-4837
Télécop. :

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

Bilan des activités apicoles 2021 :

Bilan - Hippodrome 2021.pdf

Convention de services pour 2022 :

Convention_services_Miel_Mtl_2022.pdf

Projet 2022 :

Annexe_1_ODS_2022_Hippodrome.pdf

Fiche Montréal 2030 :

1226290011_Grille_Analyse_2030.pdf

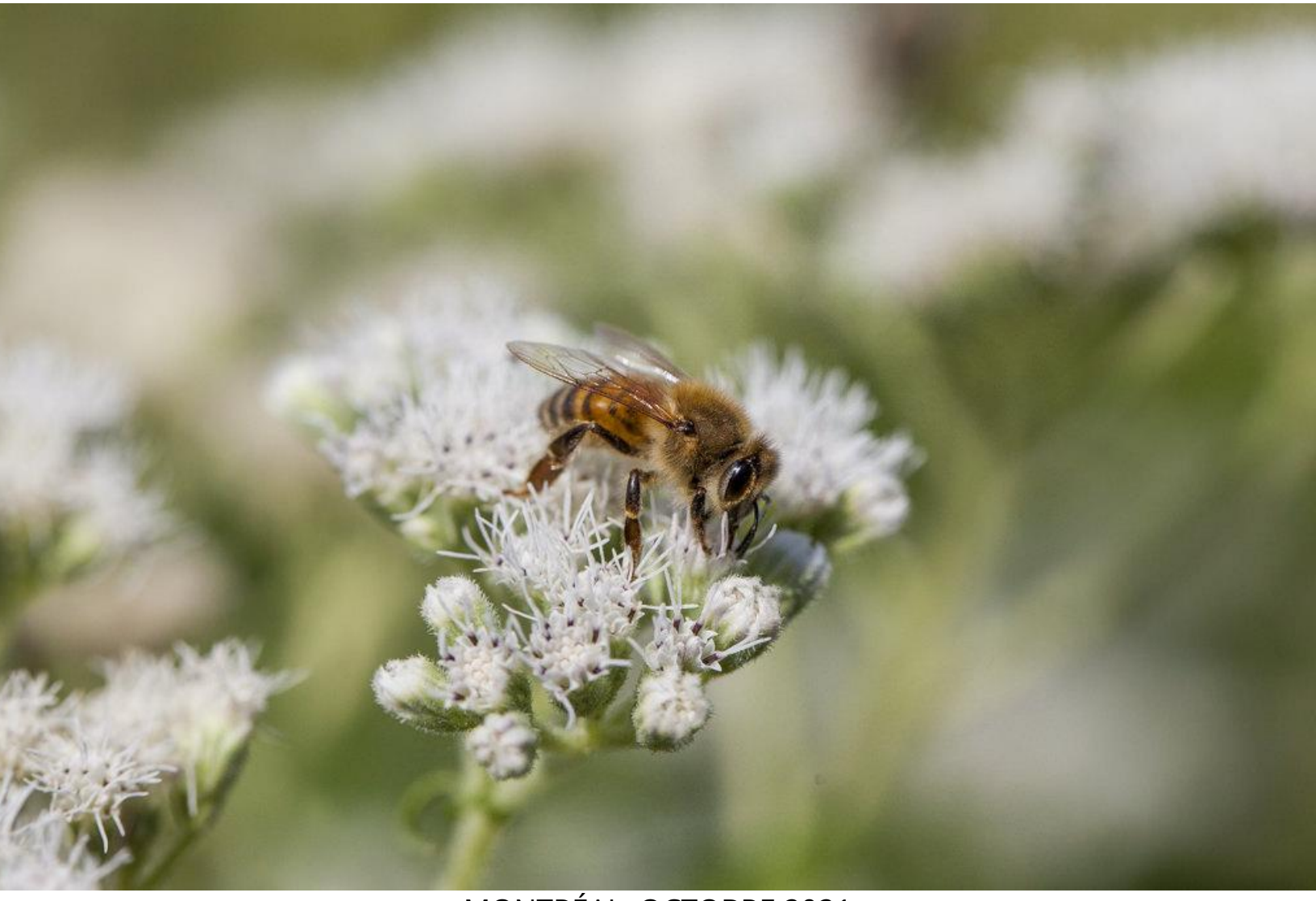
RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-4837
Télécop. :

MIEL MONTRÉAL
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ

BILAN ANNUEL DE GESTION ET D'ENTRETIEN DE RUCHES EN MILIEU URBAIN



MONTRÉAL, OCTOBRE 2021

Client

Nicolas Lavoie
Conseiller en aménagement

Arrondissement de CDN-NDG
5160, boul. Décarie, bureau 410
(514) 868 4944
nicolaslavoie@ville.montreal.qc.ca

Fournisseur

Amélie Legrand
Coordonnatrice apicole

Coopérative de solidarité Miel Montréal,
6450 Av. Christophe-Colomb, Montréal
(438) 936-6782
alegrand@mielmontréal.com

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES **1**

PRÉAMBULE **2**

VOLET APICOLE **2**

Votre rucher 2

Quelques chiffres 3

VOLET ÉDUCATIF **3**

Retour sur les ateliers 4

VOLET HORTICOLE **4**

Sentier mellifère 4

Pépinière mellifère 4

Espace de vie et infrastructures 5

DÉVELOPPEMENT **5**

Volet apicole 5

Volet éducatif 5

Volet horticole 6

CONCLUSION **6**

PRÉAMBULE

Le présent bilan a pour but d'offrir un regard objectif sur les activités d'installation et de gestion de ruches en regard de la saison apicole 2021. Ce document permet d'évaluer l'expérience-client avec Miel Montréal, le succès et la santé des ruches installées et de présenter des améliorations potentielles à l'entente entre les partenaires afin de viser la pérennité de la collaboration.

VOLET APICOLE

Votre rucher

La saison 2021 marque la troisième année du rucher sous la régie apicole de la Coopérative Miel Montréal. Le rucher se trouve au sol, prêt de la pépinière, dans le jardin des apiculteurs.

Les deux ruches de l'Hippodrome n'ont pas survécu aux aléas hivernaux. Selon nos informations et notre réseau, le taux de mortalité hivernale des abeilles au Québec était élevé. La durée et les températures élevées de l'été indien à l'automne 2020 ont encouragé le varroa à se propager dans les ruches, ce qui a provoqué beaucoup de dégâts.

2 nucléis ont été installés au mois de mai et de juin et un essaim a été transféré à la fin juin sur le site.

Une bonne croissance a été observée tout au long de la saison estivale, le site de l'ancien Hippodrome offre un environnement optimal (disponibilité en ressources) pour les colonies. Au final, deux récoltes de miel ont été réalisées sur le rucher.

Suite à la constatation d'une certaine agressivité des abeilles, les ruches ont été réorientées puis des planches à clous ont été installées au sol suite à la présence de mouffettes sur le site. Les abeilles étaient toujours agressives et étant donné la fin de la saison approchant nous avons décidé de ne pas changer la reine avant l'hiver. Elle sera changée dès que possible au printemps prochain.

Votre rucher fut pris en charge par notre apiculteur Alexandre tout au long de la saison. Ce dernier est passé à une fréquence variable selon les besoins de la saison soit plus rapprochée en début de saison (7 jours) afin de contrôler les risques d'essaimage. Somme toute, rien n'est à signaler au sujet de la santé globale de votre rucher ; les colonies sont

fortes et saines.

L'accès aux ruches est simple et efficace. La possibilité de se stationner tout près est un réel atout. L'espace de rangement est relativement grand dans le container.

Les totes de sirop pourraient être transférées après les plantations de Marc.

La saison apicole 2021 a été marquée par un ensoleillement optimal et des températures très chaudes durant l'été : canicule et sécheresse se sont fait ressentir. Ce sont des facteurs qui ont pu influencer les floraisons au long de la saison.

Hivernées début novembre, notre équipe a bonne confiance en la survie du rucher durant l'hiver. Les abeilles étaient fortes et en bonne santé (sur 2 hausses) au moment de l'hivernage, autant sur les deux ruches. Il y a par contre un risque de présence de mouffettes qui est à surveiller.

Quelques chiffres

La récolte d'été s'élève à 41,8 kgs et celle d'automne à 41 kgs. Au final, c'est 82,8 kgs de miel qui fut extrait, ce qui représente un ratio d'environ 27,6 kgs par ruche. Globalement, le rucher Hippodrome, sous la régie de Miel Montréal, est l'un des ruchers ayant eu les meilleures productions de miel en 2021. Félicitations encore !

Selon l'entente contractuelle, 50 % du miel est destiné à la Ville de Montréal et le reste revient à Miel Montréal pour le financement des activités de la coopérative. Ainsi, 133 pots de 250ml vont être livrés par un membre de notre équipe à la fin novembre.

VOLET ÉDUCATIF

La mission de Miel Montréal étant d'*éduquer la population à l'importance des pollinisateurs pour la biodiversité à travers l'apiculture urbaine*, le développement du volet éducatif autour des ruchers urbains est un élément important pour nous. La présente section se veut un

regard sur le potentiel éducatif de votre rucher ainsi que les activités qui se sont déroulées dans votre établissement pendant la saison 2021.

Retour sur les ateliers

La saison 2021 a été ponctuée par **2 activités d'ouvertures de ruches** offertes à la cellule projet et à du personnel de l'arrondissement le 6 et le 15 juillet. Les activités ont été appréciées par les membres des différentes équipes !

VOLET HORTICOLE

De façon générale, nous avons augmenté les entretiens à l'Hippodrome. Plus de désherbage, plus d'arrosage, plus de diagnostiques.

Sentier mellifère

En 2021, nous avons une fois de plus remplacé les pertes et augmenté le volume de plants dans le sentier. Certaines espèces sont déjà bien implantées et nous voulons dans les prochaines années augmenter le volume de plantes par la division in situ.

Le sentier à bénéficié d'un paillage, désherbage et d'une plantation plus intensive cette année, malgré que l'arrosage fut moindre à certains moments clés durant des périodes sèches. Nous avons aussi observé cette année que le nerprun cathartique est fort présent dans le sentier.

Pépinière mellifère

Une carte de l'espace cultivé en pépinière fut relevée. Elle nous sert pour noter l'inventaire de nos plantes, ainsi qu'à imaginer les futurs développements (e.g. irrigation). Nous avons augmenté l'espace pour élever davantage de vivaces mellifères. Ceci nous permet également d'étudier le cycle de vie et l'écologie des plantes indigènes.

L'espace cultivé en prairie mellifère depuis 2019 commence à se fournir. L'apport de semences provenant de la pépinière depuis 2020 aura une incidence sur la composition de la communauté de plantes que nous encourageons à s'installer.

Quartier général

Nous avons utilisé notre site à l'Hippodrome comme centre logistique pour déplacer les matières premières et les plantes sur nos sites de plantations au travers de la ville de

Montréal. Sur le site de l'Hippodrome nous avons reçu des livraisons de plantes, fait de la multiplication de plantes et de la mise en pot. Nous sommes en train de mettre en place un système de production intégré pour les plantes mellifères de Montréal qui inclut la production de semences.

Jardin de l'apiculteur

Au printemps nous avons observé fleurir les bulbes plantés à l'automne précédant. Nous espérons qu'ils se seront multipliés dans leur sous-bois pendant la saison chaude. Cet été, pour combler le jardin de l'apiculteur, nous avons planté des vivaces, surtout des couvre sols.

Espace de vie et infrastructures

On continue le maintien du site. On débarrasse les déchets.

DÉVELOPPEMENT

Volet apicole

L'Hippodrome est un magnifique site, très apprécié des abeilles. Le site offre une belle palette végétale d'autant plus avec l'aménagement du «jardin des apiculteurs». Cependant, nous recommandons le déplacement du rucher dans un endroit un peu moins fréquenté.

Volet éducatif

Le potentiel éducatif du site de l'ancien hippodrome demeure bien réel. Il serait intéressant de réfléchir à élargir les activités éducatives en 2022 à d'autres publics clefs de l'arrondissement CDN-NDG. Par ailleurs, le besoin a été manifesté d'avoir une meilleure compréhension des fonctionnalités des jardins et de leurs retombées positives sur les pollinisateurs et la biodiversité. Un bilan plus approfondi un à un pourra être offert à cet effet.

Volet horticole

La croissance des jardins mellifères demeure souhaitable et l'espace de production se structure de plus en plus ce qui offre de grande opportunité de verdissement sur le site.

Afin d’assurer un arrosage fréquent et faible en ressources, un système en goutte-à-goutte sera installé dans le sentier en 2022.

La coopérative a obtenu des aides financières afin de poursuivre le développement de technique horticoles sur le site. Ainsi, le contrôle des plantes exotiques (ou non) envahissantes ont fait l’objet de projet spécifiques : contrôle du nerprun cathartique, de l'herbe à puce et de la phragmite sont des objectifs visés par notre équipe.

Le vaste étendu de terrain disponible sur l’Hippodrome offre une panoplie de possibilité d’aménagement, notre équipe demeure ouverte à cibler conjointement avec la ville et des experts des zones prioritaires d’interventions.

CONCLUSION

Nous sommes très fiers du projet développé en collaboration avec l’arrondissement de CDN-NDG sur le site de l’ancien Hippodrome. Nous serions heureux de poursuivre notre partenariat pour la saison 2022.

Bien à vous,

Amélie Legrand, coordonnatrice apicole

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
SOMMAIRE 1226290011
PROJET HIPPODROME – AGRICULTURE URBAINE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **MIEL MONTRÉAL – COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38)), ayant sa place d'affaires au 6450, avenue Christophe-Colomb, bureau 206, Montréal, Québec, H2S 2G7 agissant et représentée par Charleen Kotiuga, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 838787372 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1219230270

Ci-après, appelé le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de l'apiculture urbaine et la sensibilisation aux rôles des insectes pollinisateurs;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe (ci-joint(e)s), pour entretenir les ruches localisées sur le site de l'ancien hippodrome, bonifier les aménagements et offrir des activités éducatives.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 3 mai et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatorze mille neuf cents quatre-vingt dix-huit dollars et soixante et une cents (14 998,61 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder vingt-cing mille dollars (25 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6450, avenue Christophe-Colomb, bureau 206, Montréal, Québec, H2S 2G7 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boul. Décarie, bur. 600, Montréal (Québec), H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le 26e jour de avril 2022

Institut de recherche en économie contemporaine

Par : Charleen Kotiuga
Charleen Kotiuga

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution RCA170 xxx).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant



OFFRE DE SERVICES APICOLES ET HORTICOLES | 2022

Arrondissement CND-NDG

Coopérative de solidarité Miel Montréal

Un peu d'histoire

Née en 2010 d'une initiative citoyenne, Miel Montréal est une coopérative à but non lucratif ayant pour mission l'éducation à l'importance des pollinisateurs, la création d'habitats favorables à la biodiversité et la promotion de pratiques apicoles responsables en milieu urbain.

Face à la multiplication accrue du nombre de ruches en ville et ses potentiels impacts négatifs, la coopérative limite aujourd'hui volontairement son nombre de ruches et fait la promotion d'une apiculture urbaine socialement responsable, respectueuse du cadre écologique urbain et centrée sur l'éducation. La coopérative mise sur l'éducation afin que l'apiculture urbaine devienne une véritable vitrine de l'importance des pollinisateurs en ville et du monde rural auprès des populations urbaines. Elle développe également un volet horticole, afin que les milieux urbains du Québec soient des environnements exemplaires et résilients pour les pollinisateurs et la biodiversité.



Un fier partenaire

Miel Montréal est un fier partenaire d'établissements scolaires, d'organismes sans but lucratif et d'entreprises qui ont décidé de faire confiance à la coopérative dans la gestion de leur rucher !

Aménagements favorables à la biodiversité

Qu'est-ce qu'un aménagement mellifère ?

Un aménagement mellifère est une plantation généralement composée de graminées et de plantes à fleurs sélectionnées pour l'abondance des ressources en nectar et pollen qu'elles offrent aux abeilles et autres pollinisateurs. L'aménagement mellifère constitue un excellent moyen de favoriser la biodiversité urbaine ; elle diversifie la végétation tout en fournissant des ressources alimentaires et des habitats à un grand nombre d'insectes pollinisateurs.

Pourquoi l'aménagement mellifère est-il si pertinent ?

- Favorise la biodiversité en ville par une grande diversité végétale et en supportant la faune locale
- Contribue à la mise en place d'un réseau d'espaces verts et de continuités écologiques
- Absorbe les eaux de ruissellement
- Contribue à la diminution des îlots de chaleurs
- Permet l'implantation d'une végétation pérenne, qui s'auto-régénère
- Requiert un entretien moindre - extensif plutôt que intensif
- Requiert une moindre consommation d'eau que les pelouses et potagers
- Améliore le cadre de vie par sa valeur esthétique et paysagère – saisonnalité, variété de couleur, paysage culturel

Espèces mellifères pertinentes

Lors du choix d'espèces végétales, il est important de privilégier les caractéristiques suivantes :

- Plantes offrant grandes quantités de pollen ou de nectar
- Végétaux aux types et formes variées
- Plantes possédant différents cycles de floraison
- Espèces indigènes

Proposition de services

La Coopérative de solidarité Miel Montréal propose à l'Arrondissement CND-NDG :



Service apicole clef en main

- Gestion et entretien de 3 ruches* ;
- Pratiques apicoles éthiques et responsables ;
- 2 activités éducatives ;
- Extraction, empotage et étiquetage de 75% de la production de miel.

**Les ruches et les abeilles sont la propriété de Arrondissement CND-NDG*

Service horticole**

- Bonification et entretien du sentier mellifère et des autres zones aménagées ;
- Développement de nouvelles parcelles en bordure des installations collectives.

*** Détails en annexe 1*

****Dans le cadre d'un financement obtenu de Cooperators, Miel Montréal à la possibilité d'utiliser un jardin test pour le développement de jardins de pluie. Nous aimerions réaliser ce type de jardins sur le terrain.*

Engagements de la coopérative Miel Montréal

- Visiter régulièrement (**+/- 10 jours selon la période**) le site pour assurer la santé des colonies et des reines. Dans certaines périodes critiques, comme durant la saison de l'essaimage, les visites seront plus fréquentes.
- Appliquer **des traitements antiparasitaires**, au besoin.
- **Nourrir les abeilles au sirop** en début/fin de saison, au besoin.
- Fournir le matériel apicole nécessaire.
- **Isoler les ruches** pour l'hiver.
- Éviter, dans la mesure du possible, d'effectuer des manipulations dans la ruche lorsqu'il y a beaucoup d'activités humaines dans le voisinage.
- Utiliser des équipements et des vêtements de protection adéquats sur le site.
- Mettre en place des mesures **pour éviter toute manifestation d'agressivité** de la colonie.
- **Extraire le miel** : les miellées seront mises en pots et étiquetées conformément aux normes d'hygiène et de salubrité en vigueur.
- S'occuper de l'enregistrement des ruches au Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
- Apposer une inscription indiquant, en caractères indélébiles, lisibles et apparents d'au moins un centimètre de hauteur, le nom et l'adresse du propriétaire sur le rucher.
- Détenir les **assurances** nécessaires pour l'installation et l'exploitation des ruches.
- Fournir un **guide de sécurité** comprenant les procédures et les contacts en cas d'urgence (essaimage, piqûre, vandalisme, etc.).
- Rédiger un **bilan apicole annuel détaillé et personnalisé**.
- Mentionner sur son site web que l'Arrondissement CND-NDG est un fier partenaire de Miel Montréal.
- Informer obligatoirement **le médecin vétérinaire du MAPAQ** en cas de découverte ou d'une suspicion de la présence d'une maladie parasitaire à déclaration obligatoire.
- Effectuer toute réparation de bris qui n'est pas du vandalisme ou de la négligence de la part de l'Arrondissement CND-NDG.
- Se tenir responsable du renouvellement des ruches et des abeilles en cas de mortalités hivernales ou d'erreur grave avérée de gestion et d'entretien.

Engagement de l'Arrondissement CND-NDG

- Un **espace de stationnement non-payant**, pour le véhicule de la Coopérative ou la voiture personnelle des employés de Miel Montréal lors de leur visite au rucher ou des ateliers.
- Un accès **à un chariot** au besoin, pour les manipulations de matériel lourd.
- Un **accès au lieu où les ruches seront situées** en tout temps.
- Un **bac étanche** pour mettre le matériel apicole à l'abri du vol, des intempéries et du pillage par les guêpes. À raison d'un bac étanche pour chaque ruche. Trois hausses (boîtes rectangulaires en bois de **46 x 37 x 24 cm**) par ruche doivent pouvoir y tenir debout. Miel Montréal peut superviser le client dans la recherche et l'achat du bac étanche afin d'assurer le choix d'un équipement adéquat moyennant des frais additionnels.
- **Une source d'eau potable**, à laquelle les abeilles pourront s'abreuver, à proximité des ruches.
- **Un guide**, mis à jour, avec les noms et coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence.
- **Un EpiPen®** (dose d'épinéphrine) facilement accessible depuis le lieu où les ruches sont situées en cas de réaction allergique aux piqûres d'abeilles.
- Une **adhésion comme membre** de la coopérative Miel Montréal à la signature du contrat.
- Un signalement de tout bris remarqué sur le rucher et ce, dès son observation.
- Avertir, dans un délai raisonnable, si l'Arrondissement CND-NDG attend plus de monde qu'à l'habitude, ce qui pourrait ralentir ou empêcher le travail de l'apiculteur.
- Une mention avec logo sur son site web stipulant que Miel Montréal est un partenaire de l'Arrondissement CND-NDG.
- L'utilisation du mot clic #MielMontreal sur Instagram et autres réseaux sociaux quand une photo du rucher est publiée dans les communications.
- L'accès au rucher pour que Miel Montréal puisse offrir, après un préavis raisonnable, des ateliers éducatifs à d'autres organisations dans la région.

Proposition financière

Nous vous proposons :

	Coûts*
Gestion et entretien de 3 ruches 2 activités éducatives	**6 107,57 $**
Entretien prairie mellifère	**6 937,53 $**
Total (avant taxes)	**13045,1 $**
TOTAL (avec taxes)	**14998,61$**

** Le client est propriétaire des ruches (abeilles et matériel en bois inclus) ;*

Paiement : Le paiement sera exigible en 3 versements :

50% à la signature du contrat ;

25% le 15 juin ;

25% lors de la livraison du miel (début/mi novembre en général). Cette échéance pourrait être modifiée si de nouvelles mesures sanitaires devaient être respectées.



Conclusion

Miel Montréal a pour objectif de sensibiliser la population citadine aux enjeux entourant la conservation de la biodiversité via l'abeille et l'apiculture urbaine. La présence de ruches au sein l'Arrondissement CND-NDG sert parfaitement ce mandat.

Cette offre de service apicole et horticole, si dûment acceptée, sera suivie d'une proposition de contrat où seront stipulés les engagements détaillés de chacune des parties. En collaborant avec Miel Montréal vous participez au développement d'une coopérative à but non lucratif !

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à cette offre de service, nous vous offrons nos meilleures salutations.

Amélie Legrand
Coordonnatrice logistique apicole
alegrand@mielmontreal.com



ANNEXE 1 - OFFRE DE SERVICE - HIPPODROME 2022

Hippodrome - Miel Montréal

Hippodrome - Miel Montréal

- Champ mellifère et pépinière
- Parcelle expérimentale
- Sentier mellifère
- Haie Brise-Vent
- Rucher
- Entreposage du sirop
- Zone d'expansion projetée
- Entreposage
- Conteneur partagé

Carte des espaces aménagés, des espaces d'entreposage et de rangement occupés par la Coopérative Miel Montréal.



1. Champ mellifère et pépinière
   Cette zone de plantation occupe la majorité de l'espace central. Les parcelles de production et les prototypes de jardins se côtoient et offrent un paysage florissant et verdoyant tout au long de la saison. La pépinière est constituée de plusieurs planches de production de plantes vivaces mellifères. De nombreux prototypes de jardin entourent les planches de production. Ces aménagements permettent de tester des combinaisons de végétaux, l'intégration d'abris ou de points d'eau dans les aménagements. Le champ mellifère et la pépinière offrent des ressources pour les pollinisateurs en plus de permettre l'observation des espèces végétales, leur interaction et leur adaptabilité au climat.

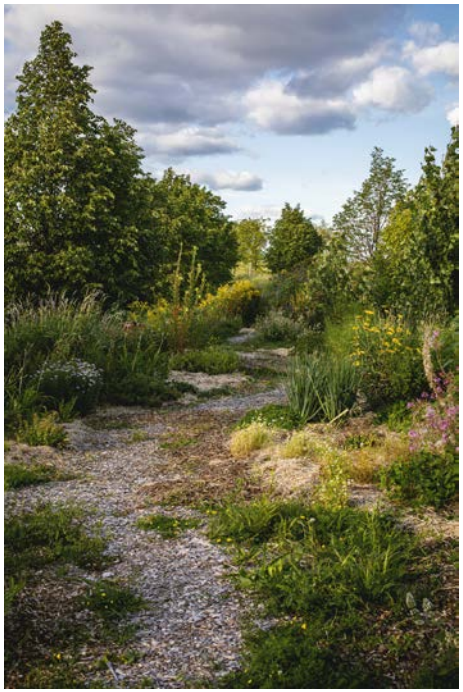
2. Zone d'expansion projetée
   Suivant la haie brise-vent, l'expansion du champ mellifère est prévue pour l'année 2022. L'expansion prévoit intégrer des prototypes de jardin de pluie (jardin non-intensif comprenant des végétaux pouvant tolérer des périodes d'inondations et de sécheresse), des planches de production et de nouvelles parcelles de combinaisons de végétaux.





3. Parcelle expérimentale
   Cette zone colonisée par la phragmite a été fauchée (2019), bâchée (2020, 2021) et ressemée (2022). L'objectif est de contrôler l'expansion de la phragmite de façon passive.

4. Sentier mellifère
   Le sentier mellifère a été implanté entre les rangées de Tilleuls d'Amérique et offre un lieu de promenade et de détente pour les visiteurs. Les plates-bandes aménagées en 2019 seront bonifiées et entretenues pour la saison 2022. Les arbres seront entretenus par un arboriculteur en 2022. La prolongation du sentier est possible, mais n'a pas été confirmée pour le moment.





5. Haie Brise-Vent
   La haie brise-vent a été implantée par la Soverdi à l'automne 2020 et conceptualisée en collaboration avec Miel Montréal. Implantée dans l'objectif de réduire le corridor de vent en provenance de l'ouest, elle se prolonge du plusieurs dizaines de mètres pour rejoindre le bassin de rétention.

6. Rucher
   Le rucher est constitué de 3 ruches et se trouvent à l'intérieur d'un îlot d'arbres. Le rucher étant à proximité du champ mellifère et de la pépinière, la cohabitation abeilles/humains est parfois difficile. D'autant plus que cet espace constitue un sentier pour se rendre rapidement au conteneur collectif. Le déplacement du rucher dans un secteur plus éloigné des activités horticoles sera évalué en début de saison 2022.





7. Entreposage du sirop
On retrouve dans cette zone 3 totes de 1000 L qui contient du sirop de nourrissage pour les abeilles. Dû à la proximité du sirop avec les ruches et le passage fréquent de visiteurs dans cette zone, la cohabitation abeille/humain est parfois difficile..



8. Entreposage
Cette zone est dédiée à la réception des commandes de terre, de compost, de paillis et de bois mort. La gestion de ces ressources est partagée entre les différents occupants du site.

9. Conteneur partagé
Le conteneur est partagé entre les différents usagers du site. De nouveaux besoins en rangement de matériel apicole a été soulevée à la fin de la saison 2021, l'équipe de Miel Montréal aimerait évaluer la possibilité d'ajouter un cabanon temporaire (au frais de Miel Montréal) sur le site, à proximité des ruches, afin de faciliter la cohabitation entre les visiteurs et les apiculteurs.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1226290011*
Unité administrative responsable : *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises*
Projet : *Financement d'un projet de création d'habitats propices aux pollinisateurs et installations de ruches et jardins mellifères*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Transition écologique*** **Priorité 2** : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Ajout d'une superficie d'environ 200 m2 de jardins mellifères, de diverses plantations, de systèmes de gestion de l'eau de pluie destinés à soutenir la biodiversité sur le site vacant de l'hippodrome.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? *Le projet permettra la plantation de nouveaux jardins et la gestion de ceux déjà plantés afin que ceux-ci puissent, à terme, contribuer à capter le carbone, à créer des ilots de fraicheur. Un projet pilote de gestion des eaux pluviales contribuera à moduler le cycle naturel de l'eau.*	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1226290011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'Arrondissement, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1226290011 - Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514-872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1226290011

Ce dossier vise à :

- Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

Provenance

Ce dossier sera financé par le surplus libre de l'arrondissement :

2406.000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.0

Imputation

Surplus de la direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises:

IMPUTATION	**2022 (net ristourne)**
2406.0012000.300751.05803.54590.000000.0000.000000.012153.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Affectation de surplus Centre de responsabilité : CDN – Surplus Aménagement urbain Activité : Développement social Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Autres organismes Autre : Projet développ. Blue Bonnets	13 694,24 $
Total de la dépense	**13 694,24 $**

La demande d'achat sera préparée afin de réserver les fonds.

Le bon de commande sera préparé à la suite de l'adoption du dossier par le conseil d'arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1216290020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 4988 place de la Savane Inc. une servitude de passage, sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, le tout sans considération financière.

Il est recommandé :
d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert, sans aucune contrepartie financière, une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied seulement entre la place de la Savane et le parc de la Savane sur une partie du terrain situé au 4986 place de la Savane et correspondant à une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, tel qu'illustrée au plan accompagnant la description technique préparée par Robert KATZ, arpenteur-géomètre sous le numéro 12 448 de ses minutes, le tout selon les termes et conditions stipulés dans au projet d'acte soumis.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-26 13:08

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216290020**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 4988 place de la Savane Inc. une servitude de passage, sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, le tout sans considération financière.

CONTENU

CONTEXTE

Un projet particulier de construction d'un immeuble (PP-115), situé au nord du secteur le Triangle, a été adopté par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG), le 3 février 2020, afin d'autoriser la construction d'un projet résidentiel sur le lot 2 648 723 du cadastre du Québec situé au 4986 place de la Savane. Ce projet comprend 84 unités d'habitation, un espace de stationnement souterrain et l'aménagement paysager d'un passage pour piétons public pavé et éclairé menant vers le parc de la Savane, le tout illustré aux plans annexés en pièces jointes.
Il a été requis par l'arrondissement de CDN-NDG que le promoteur "Complexe résidentiel Place de la Savane S.E.C." accorde, sans contrepartie financière, une servitude de passage public à pied seulement en faveur de la Ville sur une partie de son terrain, à partir de la place de la Savane (lot 2 652 058) au parc de la Savane (lot 2 648 716) et vice versa.

Le propriétaire actuel "Investissements 4988 place de la Savane Inc." a acquis le terrain en date du 29 octobre 2021 et a accepté d'assumer les engagements de "Complexe résidentiel Place de la Savane S.E.C." relatifs à l'établissement de cette servitude de passage piétonnier. Le propriétaire est également responsable d'effectuer l'aménagement du passage piétonnier dans un délai d'au plus douze (12) mois suivant la fin des travaux de construction de son projet sur l'Immeuble.

Le présent sommaire a pour but de soumettre, pour approbation, un projet d'acte par lequel le propriétaire accorde à la Ville une servitude réelle et perpétuelle de passage public sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

03 février 2020 - CA20 170028: Adopter une résolution approuvant un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

21 juin 2021 - CA21 170201: Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier PP-115, les travaux visant à la construction d'un bâtiment résidentiel de 10 étages au 4986, place de la Savane - dossier relatif à la demande de permis 3002011274.

DESCRIPTION

L'assiette de cette servitude est constituée d'une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 63.8 m2, telle que décrite et montrée à la description technique et au plan cadastral, préparés par Robert KATZ, arpenteur-géomètre, le 9 octobre 2020, sous le numéro 12 448 de ses minutes, annexés au présent dossier.

Il a été convenu avec le propriétaire que l'acte de servitude devra contenir des obligations imposées au propriétaire du fonds servant (lot 2 648 723) en faveur du fonds dominant (Ville). Les conditions d'exercice de la servitude peuvent être résumées comme suit :

- L'aménagement du passage, l'éclairage, les travaux d'entretien (incluant notamment le déneigement, l'épandage d'abrasifs, la coupe, l'émondage et l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant) et les réparations seront à la charge exclusive du propriétaire du fonds servant;
- Le propriétaire du fonds servant convient de rembourser la Ville pour les dépenses raisonnables encourues par celle-ci en cas de réparations urgentes et nécessaires exécutées par la Ville ou ses mandataires pour la conservation ou l'exercice du droit de passage à la condition que la Ville ait préalablement informé ou tenté d'informer le propriétaire du fonds servant;
- La servitude inclut également une servitude de non-stationnement et de non-construction prohibant toute construction, structure ou ouvrage sur ou au-dessus du passage;
- Le propriétaire du fonds servant devra entretenir et maintenir à perpétuité le bon état de la structure du stationnement souterrain construit dans le fonds servant;
- Le propriétaire du fonds servant devra aviser la ville de tout bris ou dommage causé de quelque façon que ce soit au passage et susceptible de mettre en péril la sécurité du public utilisant le passage.

Au niveau de la responsabilité, le propriétaire du fond servant assumera la responsabilité de tout dommage ou accident qui pourrait résulter de l'utilisation ou l'existence du passage aménagé sur le fonds servant, soit aux biens publics ou privés, incluant le stationnement souterrain, les ouvrages installés aux fins de l'exercice de ce passage ou soit aux personnes qui l'utilisent.

De plus, le propriétaire du fonds servant convient de souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile découlant de la présente servitude de passage et accordant une protection d'une somme minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande l'approbation de ce projet d'acte de servitude, considérant les deux aspects suivants :

- La création de ce passage pour piétons permettra d'améliorer l'accessibilité et la sécurité du parc de la Savane et de faciliter la mobilité active dans le secteur du Triangle;
- La Ville se doit de régulariser les titres de propriété par une servitude afin de permettre un accès au parc de la Savane conformément à la lettre d'engagement fournie par le propriétaire selon les conditions d'approbation du PP-115.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette servitude est consentie sans aucune contrepartie.

MONTRÉAL 2030

Priorités 3 : Ce passage pour piétons facilitera la mobilité active dans le secteur du Triangle.
Priorités 19 : Ce passage pour piétons contribuera à l'accessibilité et à la sécurité de ce parc de quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Themila BOUSSOUALEM
Conseillère en Aménagement

Tél : 514 868-3440
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 4988 place de la Savane Inc. une servitude de passage, sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, le tout sans considération financière.

Engagement - Servitude de passage:

Engagement - 4986 Place de la Savane.pdf

Plan d'aménagement paysager - 4986 place de la Savane:

3002011274_Aménagement Paysager_PP-115.pdf

Plan et description technique- Arpenteur Géomètre:

Servitude de Passage-Description technique et plan DESF-49144.pdf

Registre des entreprises:

Registraire des entreprises - Investissement 4988 Place de la Savane Inc..pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Themila BOUSSOUALEM
Conseillère en Aménagement

Tél : 514 868-3440
Télécop. :

LCB : 21B15011605

ENGAGEMENT

À :	**VILLE DE MONTRÉAL**
DE :	**COMPLEXE RÉSIDENTIEL PLACE DE LA SAVANE S.E.C.**
PROPRIÉTÉ :	**4988, Place de la Savane, Montréal**

IL EST ENTENDU :

QUE COMPLEXE RÉSIDENTIEL PLACE DE LA SAVANE S.E.C. (le «**Promoteur**») doit consentir une servitude de passage en faveur de la VILLE DE MONTRÉAL (la «**Ville**») afin de permettre l'accès au parc (lot 2 648 716) par la Place de la Savane (lot 2 652 058) et vice et versa;

QUE les conditions jointes aux présentes ont été acceptées par le Promoteur et qu'elles seront intégrées au projet de servitude;

QUE la préparation, l'approbation par la Ville et la publication de ladite servitude prendra un certain temps

EN CONSÉQUENCE, le Promoteur, dûment représenté par Jordan ABERMAN, s'engage à collaborer avec la Ville afin de signer ladite servitude de passage et confirme que les conditions jointes aux présentes lui conviennent.

SIGNÉ à Montréal, le 24 août 2021.

COMPLEXE RÉSIDENTIEL PLACE DE LA SAVANE S.E.C.
Agissant par son seul commandité
INVESTISSEMENTS RAINBOW CAPITAL LIMITÉE

Par : Jordan ABERMAN

SERVITUDE

Le Promoteur s'engage à consentir, à titre gratuit à la Ville, une servitude de passage public sur une partie du Lot.

Le Promoteur assume les frais et honoraires reliés à la préparation de l'acte de servitude, à la confection du plan et de la description technique de l'assiette de la servitude par un arpenteur-géomètre, ainsi que les frais de publication de l'acte de servitude au registre foncier.

Chaque projet d'acte de servitude sera soumis aux Parties pour approbation. Le Promoteur s'engage à collaborer avec la Ville afin que les Parties puissent s'entendre sur une version finale dudit projet. La Ville pourra par la suite présenter ledit projet final aux autorités compétentes de la Ville pour approbation.

Le Promoteur s'engage à procéder à la signature de l'acte de servitude concerné dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'un avis de la Ville selon lequel les autorités compétentes de la Ville ont approuvé ledit acte de servitude.

Les servitudes seront constituées en faveur d'un fonds dominant appartenant à la Ville, composant les voies publiques ceinturant l'Immeuble.

Tout acte de servitude devra comporter les obligations suivantes imposées à tout propriétaire du Lot, identifié comme étant le fonds servant et stipulées pour le service du fonds dominant :

1) prendre à sa charge l'aménagement du Passage public;

2) le Passage public doit faire l'objet d'un aménagement de qualité conformément au plan paysager approuvé;

3) le Passage public devra faire l'objet d'un éclairage utilisant des sources lumineuses écologiques dans le but de diminuer la pollution lumineuse tout en assurant une sécurité des espaces;

4) le Passage public doit être aménagé de façon à établir un lien direct avec le domaine public, tels les trottoirs, les voies de circulation et le parc;

5) maintenir le Passage public aménagé de façon à en permettre l'accès au public en tout temps;

6) prendre à sa charge l'entretien et la réparation du Passage public, ce qui inclut notamment la coupe, l'émondage et l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le déneigement et l'épandage de fondants et d'abrasifs;

7) les opérations de déneigement devront débuter dès que l'accumulation de la neige au sol atteint 2,5 centimètres;

8) les opérations d'épandage de fondants et d'abrasifs devront débuter lorsque le Passage public est couvert de glace à cause du verglas, de la chute de pluies verglaçantes ou la fonte de la neige. Les fondants et les abrasifs doivent être uniformément répartis sur la largeur du Passage public;

9) le propriétaire du Lot ou toute autre personne n'aura pas le droit d'ériger quelconque construction, structure ou ouvrage sur ou au-dessus du Passage public, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du propriétaire du fonds dominant, lequel devra agir raisonnablement;

10) entretenir et maintenir à perpétuité le bon état de la structure du stationnement souterrain construite dans le fonds servant;

11) rembourser à la Ville les dépenses raisonnables encourues par cette dernière pour procéder aux réparations jugées urgentes et nécessaires pour la conservation et l'usage du Passage public, sous réserve de tous ses autres droits et après qu'elle eût informé ou tenté d'informer le propriétaire du Lot;

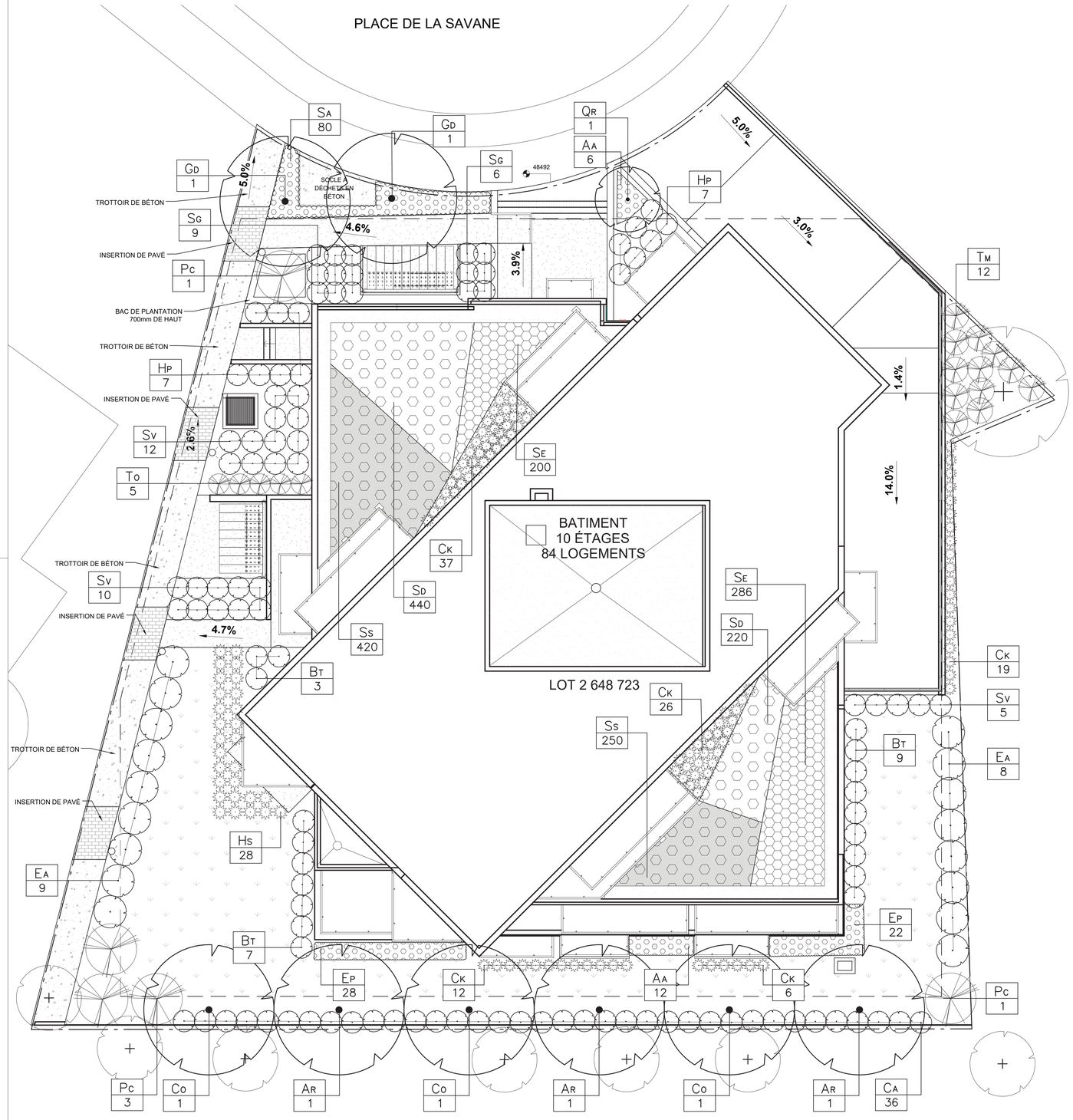
12) aviser immédiatement la Ville de tout bris ou dommage causé de quelque façon que ce soit au Passage public et susceptible de mettre en péril la sécurité du public utilisant le Passage public;

13) le propriétaire du Lot assumera la responsabilité de tout dommage ou accident qui pourrait résulter de l'utilisation ou de l'existence du Passage public aménagé sur le Lot, soit aux biens publics ou privés, incluant le stationnement souterrain, les ouvrages installés aux fins de l'exercice de ce passage ou soit aux personnes qui l'utilisent. À cet égard, le propriétaire du Lot s'engage à tenir la Ville indemne, prendre fait et cause et la défendre contre toutes réclamations, actions, condamnations ou tous jugements qui pourraient être rendus contre elle en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence de la Ville;

14) dans le cas où la Ville transmettrait un avis écrit au propriétaire du Lot, de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu de l'acte de servitude, et s'il ne remédie pas à ce défaut :

a. dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit, ou;
b. dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, la sécurité du public utilisant le Passage public peut être mise en péril;

la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Lot et sans préjudice de ses autres droits et recours, prendre les mesures qui peuvent selon elle s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut. Le propriétaire du Lot devra alors assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut. La Ville, ses employés, agents, préposés, entrepreneurs ou sous-traitants seront, en pareilles circonstances, autorisés à pénétrer sur le Lot et à y exécuter les travaux ou activités nécessaires pour remédier au défaut.



LISTE DES VÉGÉTAUX

CLÉ	NOM BOTANIQUE/FRANÇAIS	CALIBRE	QTÉ	DISTANCE C/C	MÉTHODE
	ARBRES FEUILLUS				
AR	ACER RUBRUM "ARMSTRONG GOLD" / ÉRABLE ROUGE	70 mm	3	INDIQUÉE	P.B.
CO	CELTIS OCCIDENTALIS / MICOCOULIER OCCIDENTAL	70 mm	3	INDIQUÉE	P.B.
GD	GYMNOCLADUS DIOICUS 'ESPRESSO' / CHICOT DU CANADA	70 mm	2	INDIQUÉE	P.B.
QR	QUERCUS ROB. KINDRED SPIRIT / CHÊNE PEDONCULÉ	70 mm	1	INDIQUÉE	P.B.
	ARBRES CONIFÈRES				
PC	PICEA ABIES 'CUPRESSINA' / ÉPINETTE DE NORVEGE	1.8m	5	INDIQUÉE	P.B.
	ARBUSTES FEUILLUS				
BT	BERBERIS THUNBERGII "CONCORDE" / ÉPINE VINETTE	3 GALLONS	19	3'-0" c/c	POT
CA	COTONEASTER ACUTIFOLIA / COTONÉASTER DE PÉKIN	3 GALLONS	36	3'-0" c/c	POT
EA	EUONYMUS ALATUS / FUSAIN AILÉ	3 GALLONS	17	5'-0" c/c	POT
HP	HYDRANGEA PAN. BOBO / HYDRANGÉE PANICULÉE	3 GALLONS	14	3'-0" c/c	POT
SG	SPIRAEA JAPONICA "GOLDMOUND" / SPIRÉE JAPONAISE	3 GALLONS	15	3'-0" c/c	POT
SV	SPIRAEA X VANHOUTTEI / SPIRÉE DE VAN HOUTTE	3 GALLONS	27	3'-0" c/c	POT
	ARBUSTES CONIFÈRES				
TM	TAXUS MED. DENSIFORMIS / IF	1.2m	12	3'-0" c/c	R.N.
TO	THUYA OCC. NIGRA / CÈDRE OCC. NIGRA	1.2m	5	3'-0" c/c	R.N.
	VIVACES ET GRAMINÉES				
AA	ASTILBE A. 'GLUT' / ASTILBE 'GLUT'	1 GALLON	18	1'-6" c/c	POT
CK	CALAMAGROSTIS A. 'KARL FOERSTER' / CALAMAGROSTIDE 'KARL FOERSTER'	1 GALLON	100	2'-0" c/c	POT
EP	ECHINACEA PURPUREA / ECHINACEE	1 GALLON	50	2'-0" c/c	POT
HS	HOSTA SUM AND SUBSTANCE / HOSTA	1 GALLON	28	5'-0" c/c	POT
SA	SESLERIA AUTUMNALIS / SESLERIE D'AUTOMNE	1 GALLON	80	1'-4" c/c	POT
SD	SEDUM SPURIUM DRAGON'S BLOOD / ORPIN	1 GALLON	660	1'-0" c/c	POT
SE	SEDUM ACRE / POIVRE DE MURAILLE	1 GALLON	486	1'-0" c/c	POT
SS	SEDUM SPECTABILIS / ORPIN	1 GALLON	670	1'-0" c/c	POT

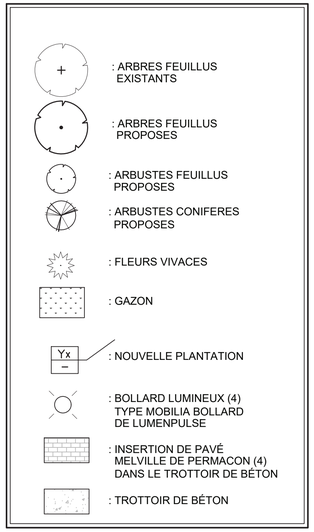

AR CO GD QR PC


BT CA EA HP SG


SV TM TO AA CK EP


HS SA SD SE SS

LÉGENDE:



NOTES:



No	DATE	PAR	DESCRIPTION
10			
9			
8			
7			
6			
5			
4			
3	03/05/2021	S.M.	MODIFICATION PLAN D'AMÉNAGEMENT
2	31/03/2021	B.M.	PLANTATIONS ET SOCLE À DECHETS
1	01/02/2021	B.M.	IMPLANTATION

Division de l'urbanisme
10 juin 2021
1216290008
CCN-NCC

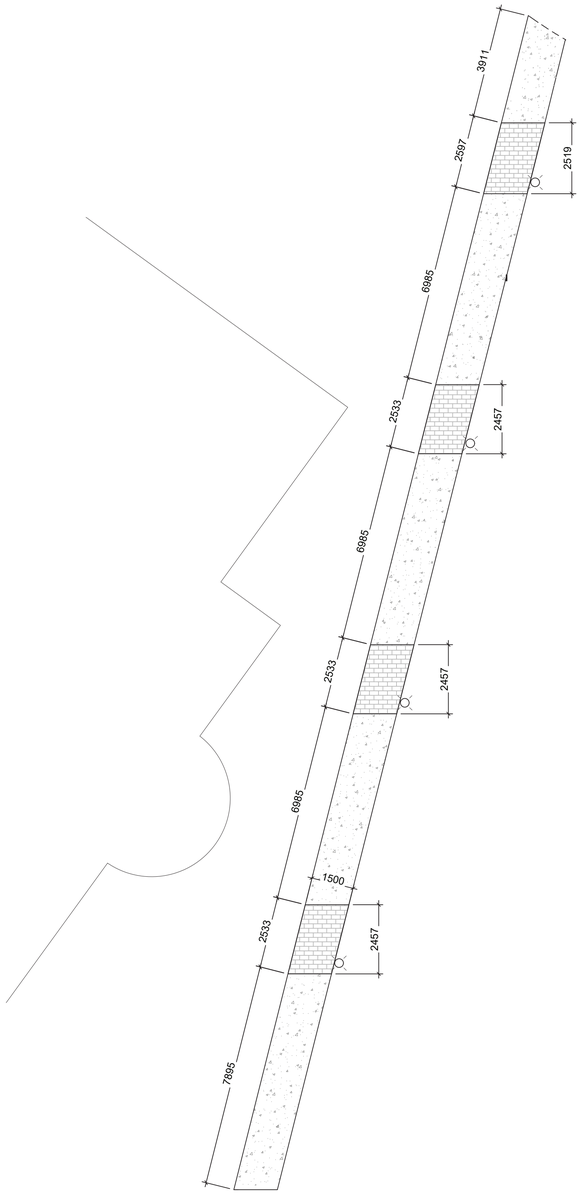
DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
2179 Rue des Roses, Carignan, Qc J3L 5E1
Tel. (450) 672-8995 Cell. (514) 705-8995

CLIENT:
VISTA

PROJET:
DE LA SAVANE
MONTRÉAL

TITRE DU DESSIN:
PLAN DE PLANTATION

CONCU PAR:	DESSIN PAR:	VERIFIE PAR:
LOUIS DUBUC	É. DUBUC	LOUIS DUBUC
ECHELLE:	DATE:	PAGE:
1:100	09/23/2019	AP 1/2



DÉTAIL DE TROTTOIR ET INSERTION DE PAVÉ
ÉCHELLE 1:100









VUES 3D DU TROTTOIR DE BÉTON



MOBILIA BOLLARD DE LUMENPULSE - MOBB8 ROND

LÉGENDE:

: ARBRES FEUILLUS EXISTANTS

: ARBRES FEUILLUS PROPOSES

: ARBUSTES FEUILLUS PROPOSES

: ARBUSTES CONIFERES PROPOSES

: FLEURS VIVACES

: GAZON

Yx
--
: NOUVELLE PLANTATION

: BOLLARD LUMINEUX (4)
TYPE MOBILIA BOLLARD
DE LUMENPULSE (MOBB8 ROND)

: INSERTION DE PAVÉ
MELVILLE DE PERMACON (4)
DANS LE TROTTOIR DE BÉTON

: TROTTOIR DE BÉTON

NOTES:

No	DATE	PAR	DESCRIPTION
10			
9			
8			
7			
6			
5			
4			
3	03/05/2021	S.M.	MODIFICATION PLAN D'AMÉNAGEMENT
2	31/03/2021	B.M.	PLANTATIONS ET SOCLE À DECHETS
1	01/02/2021	B.M.	IMPLANTATION

Division de l'urbanisme
10 juin 2021
1216290008

DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
2179 Rue des Roses, Carignan, Qc J3L 5E1
Tel. (450) 672-8995 Cell. (514) 705-8995

CLIENT:
VISTA

PROJET:
DE LA SAVANE
MONTRÉAL

TITRE DU DESSIN:
DÉTAIL DU TROTTOIR DE BÉTON
AVEC INSERTION DE PAVÉ

CONCU PAR:	DESSIN PAR:	VERIFIE PAR:
LOUIS DUBUC	É. DUBUC	LOUIS DUBUC

ECHELLE:	DATE:	PAGE:
1:100	09/23/2019	AP 2/2

DESCRIPTION TECHNIQUE
(Servitude de Passage)

LOT: Partie du lot 2 648 723
CADASTRE: du Québec
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: Montréal
MUNICIPALITÉ: Ville de Montréal (arr. Côte-des-Neiges)

PARTIE DU LOT 2 648 723

De forme irrégulière, bornée vers le Nord-Est par le lot 2 652 058 (Place de la Savane) et mesurant dans cette limite 1,59 mètre le long d'un arc de cercle ayant un rayon de 16,76 mètres; vers le Sud-Est par une autre partie dudit lot 2 648 723 et mesurant dans cette limite 42,09 mètres; vers le Sud-Ouest par le lot 2 648 716 (Parc) et mesurant dans cette limite 1,55 mètre; vers le Nord-Ouest par le lot 2 648 722 et mesurant dans cette limite 42,97 mètres (selon le cadastre 42,88 mètres); contenant une superficie de 63,8 mètres carrés.

La présente description technique est sujette aux notes apparaissant au plan qui l'accompagne et qui en forme partie intégrante.

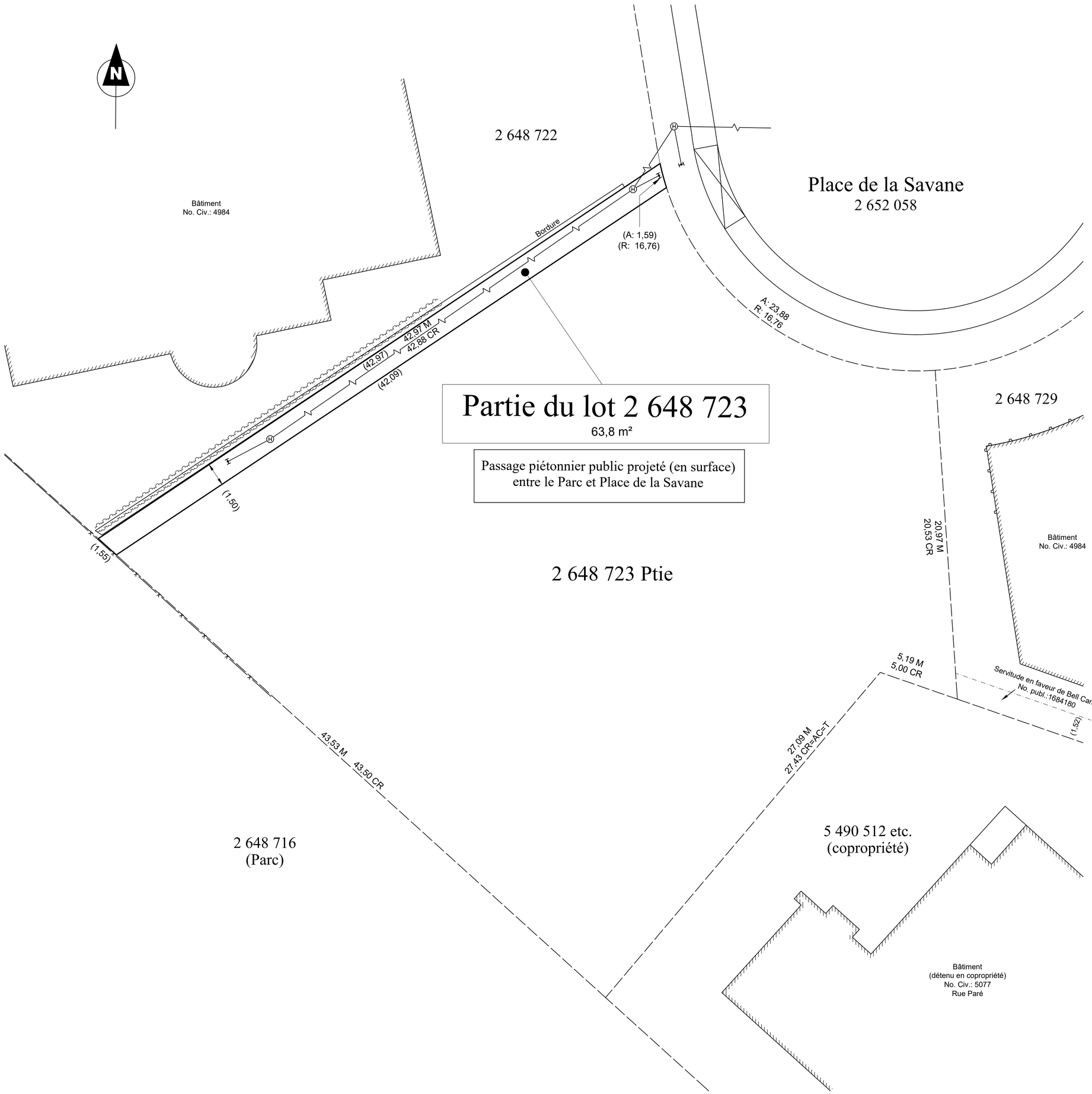
Le tout, mesure métrique (SI) et tel que montré sur la copie ci-jointe du plan.

Toute reproduction de cette description et du plan qui l'accompagne est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce neuvième jour du mois d'octobre de l'an deux mille vingt **(9 octobre 2020).**

Minute: **12448**
Dossier: **49144-699-78**

ROBERT KATZ
Arpenteur-géomètre
3901, rue Jean-Talon O.
Suite 300
Montréal, Québec
H3R 2G4



Le Groupe Conseil T.T. Katz

blain + paquin
arpenteurs–géomètres

Notes
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Toutes les dimensions de lot(s) montrées concordent avec celles inscrites au Titre et Cadastre (si applicable), sauf indication contraire.

Légende

=Hauban — x — =Clôture
=Fils aériens électriques (H) =Poteau d'électricité

M	Mesure selon arpentage sur les lieux
T	Mesure selon titre consulté
CR	Mesure cadastrale après rénovation
AC	Mesure cadastrale avant rénovation

Échelle Scale	1:150	System(e)	Mesure Métrique
Lot(s) no.	Partie du lot 2 648 723		
Cadastre	Québec		
Circonscription foncière Registration division	Montréal		
Municipalité Municipality	Ville de Montréal		

No.	Date	Révisions
2		
1		

Dossier File	Projet Project	Plan Drawing
49144	699	78

Chef d'équipe Crew chief		Calculé par Computed by	G.V
Dessiné par Drawn by	G.V	Vérifié par Verified by	

Date: 9 octobre 2020

Signé à Montréal

Robert Katz
No. Minute: 12448 A.G. Ing. Q.L.S. Eng.

Plan accompagnant
Description Technique

T.T. KATZ

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEILS
LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4
Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@katz.qc.ca

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-04-12 10:59:04

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1177039154
Nom	Investissements 4988 Place de la Savane Inc.
Version du nom dans une autre langue	4988 Place de la Savane Investments Inc.

Adresse du domicile

Adresse	305-3055 BOUL. Saint-Martin O Laval Québec H7T0J3 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2021-10-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2021-10-27
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2021-10-25 Constitution
Régime constitutif	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44
Régime courant	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2021-11-02
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	Aucune déclaration de mise à jour annuelle n'a été produite à ce jour.
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2023-04-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7511
Activité	Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements
Précisions (facultatives)	Détenir, construire et développer un projet immobilier

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	Société en commandite Claric Savane
Adresse	800-1170 rue Peel Montréal (Québec) H3B4P2 Canada

Deuxième actionnaire

Nom	Les Associés 4988 De La Savane inc
Adresse	305-3055 BOUL. Saint-Martin O Laval Québec H7T0J3 Canada

Troisième actionnaire

Nom	OMNIA TECHNOLOGIES INC.
Adresse	305-3055 BOUL. Saint-Martin O Laval Québec H7T0J3 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il existe une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

Actionnaires ou tiers assumant les pouvoirs du conseil d'administration

Tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires.

Nom de l'entreprise	Société en commandite Claric Savane
Date du début de la charge	2021-10-29
Date de fin de la charge	
Adresse	800-1170 rue Peel Montréal (Québec) H3B4P2 Canada

Nom de l'entreprise	Les Associés 4988 De La Savane inc.
Date du début de la charge	2021-10-29
Date de fin de la charge	
Adresse	305-3055 BOUL. Saint-Martin O Laval Québec H7T0J3 Canada

Nom de l'entreprise	OMNIA TECHNOLOGIES INC.
Date du début de la charge	2021-10-29
Date de fin de la charge	
Adresse	305-3055 BOUL. Saint-Martin O Laval Québec H7T0J3 Canada

Liste des administrateurs

Nom de famille	Heuff
Prénom	Wayne
Date du début de la charge	2021-10-25
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1801-1458 rue des Bassins Montréal (Québec) H3C0T6 Canada

Nom de famille	Houle
Prénom	Denis
Date du début de la charge	2021-10-25
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	712 rue de Versailles Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H4K3 Canada

Nom de famille	Beaulieu
Prénom	Jean-François
Date du début de la charge	2021-10-25
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président, Secrétaire
Adresse	280 rue Roland Rosemère (Québec) J7A1B7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2021-11-02
Déclaration d'immatriculation	2021-10-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2021-10-27

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Investissements 4988 Place de la Savane Inc.	4988 Place de la Savane Investments Inc.	2021-10-27		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1216290020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 4988 place de la Savane Inc. une servitude de passage, sur une partie du lot 2 648 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ayant une superficie de 63,8 mètres carrés, le tout sans considération financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet d'acte de servitude de passage piétonnier que nous avons préparé conformément à la résolution de projet particulier PP-115 et à la lettre d'engagement du propriétaire.

Cet acte de servitude relève de la compétence du conseil d'arrondissement puisqu'il s'agit d'un passage visant l'accès à un parc local.

Le service client a reçu la confirmation du propriétaire à l'effet qu'il approuve le projet d'acte de servitude soumis.

L'acte de servitude notarié sera reçu devant le notaire mandaté par le propriétaire et à ses frais.

Les annexes à cet acte de servitude, soit le plan et la description technique de l'arpenteur-géomètre ainsi que le plan d'aménagement du passage sont dans les pièces jointes au présent sommaire décisionnel.

N/D : 21-002583

FICHIERS JOINTS

2022-04-19 - Servitude De la Savane - version propre.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-04-20

Patrick FLUET
Notaire,
Tél : 514-816-9435

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-816-9435
Division : Division du droit notarial, Direction des affaires civiles

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX,
le

DEVANT Me •, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

INVESTISSEMENTS 4988 PLACE DE LA SAVANE INC., personne morale légalement constituée le vingt-cinq (25) octobre deux mille vingt et un (2021) en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1177039154, ayant son siège au 305-3055, boulevard Saint-Martin Ouest, à Laval, province de Québec, H7T 0J3, agissant et représentée par Wayne HEUFF, son président, dûment autorisé aux termes d'une résolution du conseil d'administration de la société en date du deux mille vingt-deux (2022), , dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **CÉDANT** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (« la **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant par le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dont le bureau d'arrondissement est situé au 5160, boulevard Décarie, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9, représentée par Me Geneviève REEVES, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu :

a) des articles 130 et 141 de la Charte;

b) de l'article 5, alinéa 2 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), tel qu'amendé;

c) de la résolution numéro CA20 170028 adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le trois (3) février deux mille vingt (2020); et

d) de la résolution numéro CA_____ adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le _____ deux mille vingt-deux (2022).

Copie certifiée des deux (2) résolutions mentionnées ci-dessus demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **VILLE** »

LESQUELS, pour en venir à l'établissement de la servitude de passage public piétonnier qui fait l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

1. Le CÉDANT est propriétaire de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE SEPT CENT VINGT-TROIS (2 648 723)** au **Cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal** (ci-après l'« **Immeuble** »).

2. Le CÉDANT a acquis l'Immeuble de COMPLEXE RÉSIDENTIEL PLACE DE LA SAVANE S.E.C. (ci-après « **S.E.C.** ») aux termes d'un acte de vente reçu par Me Daniel Lafond, notaire, le vingt-neuf (29) octobre deux mille vingt et un (2021) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le premier (1er) novembre deux mille vingt et un (2021), sous le numéro 26 779 121.

3. Dans le cadre de son projet de construction sur l'Immeuble, S.E.C. s'est engagé à établir une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier sur une parcelle de l'Immeuble, le tout conformément à la résolution numéro CA20 170028 approuvant le projet particulier PP-115, adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le trois (3) février deux mille vingt (2020).

4. Le CÉDANT a accepté d'assumer les engagements de S.E.C. relatifs à l'établissement de cette servitude de passage piétonnier.

5. La VILLE est propriétaire de la voie publique (Place de la Savane) et du parc (Parc de la Savane) contigus à l'Immeuble du CÉDANT, lesquels sont connus et désignés respectivement comme les lots numéros **DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE CINQUANTE-HUIT (2 652 058)** et **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE SEPT CENT SEIZE (2 648 716)** au **Cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal** (ci-après le « **FONDS DOMINANT** »).

6. La VILLE a acquis le FONDS DOMINANT aux termes des actes publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 1 899 820 et 456 696.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

7. Le CÉDANT constitue contre la parcelle de l'Immeuble ci-après désignée comme « FONDS SERVANT », au profit de l'immeuble ci-après désigné comme « FONDS DOMINANT », une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier consistant en un droit de passage à pied seulement, afin de permettre l'accès et le passage entre la Place de la Savane et le Parc de la Savane, et devant s'exercer sur la parcelle désignée comme suit :

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT

8. La présente servitude s'exercera sur la lisière suivante :

Une parcelle de terrain de figure irrégulière et située dans la ville de Montréal, étant une **partie** du lot **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE SEPT CENT VINGT-TROIS (2 648 723 PTIE)**, du **cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal**, telle qu'indiquée sur le plan annexé à la description technique ci-après mentionnée. Cette parcelle de terrain est plus précisément décrite comme suit :

Bornée vers le nord-est par le lot 2 652 058 (Place de la Savane) et mesurant dans cette limite UN MÈTRE ET CINQUANTE-NEUF CENTIMÈTRES (1,59 m.) le long d'un arc de cercle ayant un rayon de SEIZE MÈTRES ET SOIXANTE-SEIZE CENTIMÈTRES (16,76 m.); vers le sud-est par une autre partie dudit lot 2 648 723 et mesurant dans cette limite QUARANTE-DEUX MÈTRES ET NEUF CENTIMÈTRES (42,09 m.); vers le sud-ouest par le lot 2 648 716 (Parc) et mesurant dans cette limite UN MÈTRE ET CINQUANTE-CINQ CENTIMÈTRES (1,55 m.); vers le nord-ouest par le lot 2 648 722 et mesurant dans cette limite QUARANTE-DEUX MÈTRES ET QUATRE-VINGT-DIX-SEPT CENTIMÈTRES (42,97 m.) (selon le cadastre 42,88 m.); contenant une superficie de SOIXANTE-TROIS MÈTRES CARRÉS ET HUIT DIXIÈMES (63,8 m^2).

Le tout tel que montré au plan et à la description technique préparés par Robert KATZ, arpenteur-géomètre, le neuf (9) octobre deux mille vingt (2020), sous le numéro 12 448 de ses minutes et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des parties et des intervenants, en présence du notaire soussigné.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

9. La présente servitude est établie en faveur des immeubles suivants :

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros **DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE**

CINQUANTE-HUIT (2 652 058) et **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE SEPT CENT SEIZE (2 648 716)** au **Cadastre du Québec**, circonscription foncière de **Montréal**, étant respectivement la Place de la Savane et le Parc de la Savane, appartenant à la VILLE.

DÉCLARATIONS DU CÉDANT

Le CÉDANT fait les déclarations suivantes :

10. Le FONDS SERVANT est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, sauf :

a) une hypothèque consentie par le CÉDANT en faveur de Les associés 4988 de la Savane inc., reçue par Me Daniel Lafond, notaire, le 29 octobre 2021 et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 2 novembre 2021, sous le numéro 26 784 091;

b) une hypothèque consentie par le CÉDANT en faveur de la Société en commandite Claric Savane, reçue par Me Daniel Lafond, notaire, le 29 octobre 2021 et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 2 novembre 2021, sous le numéro 26 784 119;

c) une hypothèque consentie par le CÉDANT en faveur de la Banque Laurentienne du Canada, reçue par Me Angelo Febbraio, notaire, le 13 décembre 2021 et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 13 décembre 2021, sous le numéro 26 893 116.

11. Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

12. Il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable.

CONDITIONS

La présente servitude de passage public piétonnier est consentie aux conditions suivantes, lesquelles sont accessoires à la servitude et sont stipulées pour le bénéfice, le service et l'exploitation du FONDS DOMINANT :

13. Le CÉDANT et/ou tout autre propriétaire du FONDS

SERVANT est responsable d'effectuer l'aménagement du passage piétonnier, et ce, dans un délai d'au plus douze (12) mois suivant la fin des travaux de construction de son projet sur l'Immeuble.

14. Le passage piétonnier doit faire l'objet d'un aménagement de qualité et doit être conforme au plan d'aménagement paysager approuvé par la VILLE, dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des parties et des intervenants, en présence du notaire soussigné.

15. Le passage piétonnier devra faire l'objet d'un éclairage utilisant des sources lumineuses écologiques dans le but de diminuer la pollution lumineuse tout en assurant la sécurité des espaces.

16. Le passage piétonnier doit être aménagé de façon à établir un lien direct avec le domaine public, tels les trottoirs, les voies de circulation et le parc.

17. Le passage piétonnier devra être aménagé de façon à en permettre l'accès au public en tout temps.

18. Le propriétaire du FONDS SERVANT ne pourra pas modifier l'aménagement initial du passage piétonnier sans avoir obtenu, au préalable, l'approbation écrite du propriétaire du FONDS DOMINANT.

19. Les travaux d'entretien du passage piétonnier (incluant notamment le déneigement, l'épandage d'abrasifs et de fondants, la coupe, l'émondage et l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant) et les réparations du passage piétonnier seront à la charge exclusive du propriétaire du FONDS SERVANT.

20. Les opérations de déneigement devront débuter dès que l'accumulation de la neige au sol atteint deux centimètres et cinq dixièmes (2,5 cm).

21. Les opérations d'épandage d'abrasifs et de fondants devront débuter lorsque le passage piétonnier est couvert de glace à cause du verglas, de la chute de pluies verglaçantes ou de la fonte de la neige. Les abrasifs et les fondants doivent être uniformément répartis sur la largeur du passage.

22. La présente servitude de passage piétonnier inclut également une servitude de non-construction prohibant toute construction, structure ou ouvrage par le propriétaire du FONDS SERVANT, sur, en dessous ou au-dessus du passage piétonnier, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du propriétaire du FONDS DOMINANT, lequel devra agir raisonnablement. Nonobstant ce qui précède, le propriétaire du FONDS SERVANT a le droit le construire, aménager et maintenir un stationnement souterrain sous le

FONDS SERVANT.

23. Le propriétaire du FONDS SERVANT devra entretenir et maintenir à perpétuité le bon état de la structure du stationnement souterrain construit sous le FONDS SERVANT, le cas échéant.

24. Le propriétaire du FONDS SERVANT convient de rembourser le propriétaire du FONDS DOMINANT pour les dépenses raisonnables encourues par ce dernier en cas de réparations urgentes et nécessaires exécutées par le propriétaire du FONDS DOMINANT ou ses mandataires pour la conservation et l'usage du passage piétonnier, à la condition cependant que le propriétaire du FONDS DOMINANT ait préalablement informé ou tenté d'informer le propriétaire du FONDS SERVANT que tels travaux seront exécutés, le tout sous réserve des autres droits du propriétaire du FONDS DOMINANT.

25. Dès qu'il le constate, le propriétaire du FONDS SERVANT devra aviser le propriétaire du FONDS DOMINANT de tout bris ou dommage causé de quelque façon que ce soit au passage piétonnier et susceptible de mettre en péril la sécurité du public utilisant ledit passage.

26. Le propriétaire du FONDS SERVANT assumera la responsabilité de tout dommage ou accident qui pourrait résulter de l'utilisation ou l'existence du passage piétonnier sur le FONDS SERVANT, soit aux biens publics ou privés, incluant le stationnement souterrain, les ouvrages installés aux fins de l'exercice de ce passage ou soit aux personnes qui l'utilisent. À cet égard, le propriétaire du FONDS SERVANT s'engage à tenir le propriétaire du FONDS DOMINANT indemne, prendre ses fait et cause et le défendre contre toutes réclamations, actions, condamnations ou tous jugements qui pourraient être rendus contre lui en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence du propriétaire du FONDS DOMINANT.

27. Le propriétaire du FONDS SERVANT devra souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et accordant une protection d'une somme minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par quiconque. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au propriétaire du FONDS DOMINANT et une copie de cette police ainsi que la preuve de son renouvellement devra être remis au propriétaire du FONDS DOMINANT sans délai, sur demande de sa part.

28. Il sera loisible au propriétaire du FONDS SERVANT, ses employés, agents et entrepreneurs d'utiliser une partie du passage piétonnier aux fins d'effectuer des travaux de réfection, réparation ou construction sur le bâtiment érigé sur l'Immeuble, le tout sur avis préalable de trente (30) jours adressé au propriétaire du FONDS

DOMINANT. Toutefois, telle utilisation doit être temporaire et exceptionnelle et ne doit pas autrement nuire, en quelque temps que ce soit, au libre exercice du droit de passage par ceux qui y ont droit.

29. Les utilisateurs du droit de passage piétonnier ne pourront accéder au FONDS SERVANT ailleurs que par et sur l'emprise de celui-ci et strictement dans l'exercice du droit de passage.

30. La servitude de passage ci-dessus ne pourra être rachetée par le propriétaire du FONDS SERVANT avant l'expiration d'un délai de trente (30) ans à compter des présentes.

DÉFAUT

31. Dans le cas où le propriétaire du FONDS DOMINANT transmettrait un avis écrit au propriétaire du FONDS SERVANT de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et s'il ne remédie pas à ce défaut :

(i) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ou;

(ii) dans le délai moindre indiqué par le propriétaire du FONDS DOMINANT dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, la sécurité du public utilisant le passage piétonnier peut être mise en péril;

le propriétaire du FONDS DOMINANT pourra alors, sans autre avis au propriétaire du FONDS SERVANT, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les autres recours du propriétaire du FONDS DOMINANT, le propriétaire du FONDS SERVANT devra assumer tous les frais engagés par le propriétaire du FONDS DOMINANT pour remédier à ce défaut. Le propriétaire du FONDS DOMINANT, ses employés, agents, préposés, entrepreneurs ou sous-traitants seront, en pareilles circonstances, autorisés à pénétrer sur le FONDS SERVANT et à y exécuter les travaux ou activités nécessaires pour remédier au défaut.

FRAIS D'ACTE

32. Les honoraires, frais et copies des présentes, dont trois (3) pour la VILLE, sont à la charge du CÉDANT. Il est, par ailleurs entendu que chacune des parties aux présentes sera seule responsable des frais et honoraires de ses propres conseillers juridiques.

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

33. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée

ci-dessous :

a) Le CÉDANT / Le propriétaire du FONDS SERVANT : à l'attention du président de INVESTISSEMENTS 4988 PLACE DE LA SAVANE INC., au 305-3055, boulevard Saint-Martin Ouest, à Laval, province de Québec, H7T 0J3.

b) La VILLE / Le propriétaire du FONDS DOMINANT : à l'attention du Directeur, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9;

avec une copie conforme à l'attention du secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à la Direction des services administratifs et du greffe, au 5160, boulevard Décarie, suite 600, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9.

34. Pour le cas où le CÉDANT / propriétaire du FONDS SERVANT changerait d'adresse sans dénoncer par écrit au propriétaire du FONDS DOMINANT sa nouvelle adresse, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

CONTREPARTIE

35. La présente servitude de passage piétonnier est consentie sans contrepartie monétaire et en considération des avantages que le public en général en retire, dont QUITTANCE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

36. Si la servitude créée aux termes du présent acte est taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la VILLE se chargera elle-même d'effectuer le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du CÉDANT.

RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

37. Le CÉDANT reconnaît avoir reçu et pris connaissance du règlement sur la gestion contractuelle de la VILLE adopté en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

38. Le présent acte de servitude intervient entre les parties conformément à la résolution numéro CA20 170028 approuvant le projet particulier PP-115, adoptée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le trois (3) février deux mille

vingt (2020) ainsi qu'à la lettre d'engagement signée par S.E.C. en date du vingt-quatre (24) août deux mille vingt et un (2021) dont les engagements ont été assumés par le CÉDANT.

INTERVENTION DES CRÉANCIERS

39. Aux présentes intervient :

LES ASSOCIÉS 4988 DE LA SAVANE INC., personne morale légalement constituée le cinq (5) octobre deux mille vingt et un (2021) en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1176983998, ayant son siège au 305-3055, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, province de Québec, H7T 0J3, agissant et représentée par Jean-François BEAULIEU, son président, dûment autorisé aux termes d'une résolution du conseil d'administration de la société en date du deux mille vingt-deux (2022), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

40. LAQUELLE, en sa qualité de détenteur de droits hypothécaires sur le FONDS SERVANT, suivant un acte dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 26 784 091, déclare avoir pris connaissance du présent acte et consent expressément à la création de la servitude de passage piétonnier faisant l'objet des présentes.

41. Aux présentes intervient :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CLARIC SAVANE, société en commandite dûment créée aux termes des dispositions du *Code civil du Québec*, immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 3377028736, ayant son siège au 800-1170, rue Peel, Montréal, province de Québec, H3B 4P2, agissant et représentée par son commandité, **COMMANDITÉ CLARIDGE SAVANE INC.**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1177028611, ayant son siège au 800-1170, rue Peel, Montréal, province de Québec, H3B 4P2, elle-même agissant et représentée par Wayne HEUFF, son président, dûment autorisé aux termes d'une résolution du conseil d'administration de la société en date du deux mille vingt-deux (2022), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

42. LAQUELLE, en sa qualité de détenteur de droits hypothécaires sur le FONDS SERVANT, suivant un acte dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 26 784 119, déclare avoir pris

connaissance du présent acte et consent expressément à la création de la servitude de passage piétonnier faisant l'objet des présentes.

43. **BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA**, une banque régie par la *Loi sur les Banques*, ayant son siège social au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal (Québec) H3G 0E5 ici dûment représentée par

, son représentant autorisé, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

44. LAQUELLE, en sa qualité de détenteur de droits hypothécaires sur le FONDS SERVANT, suivant un acte dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 26 893 116, déclare avoir pris connaissance du présent acte et consent expressément à la création de la servitude de passage piétonnier faisant l'objet des présentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

45. Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

46. Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés.

47. L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

48. Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

DONT ACTE

FAIT ET PASSÉ à Montréal, à la date susdite, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties et les intervenants signent en présence du notaire soussigné.

INVESTISSEMENTS 4988 PLACE DE LA SAVANE INC.

_____
Par : Wayne HEUFF

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Geneviève REEVES

LES ASSOCIÉS 4988 DE LA SAVANE INC.

_____
Par : Jean-François BEAULIEU

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CLARIC SAVANE
Par son commandité : COMMANDITÉ CLARIDGE SAVANE INC.

_____
Par : Wayne HEUFF

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA

_____
Par :

_____
Me , notaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1227616004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 6 615,98 $.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 6 615,98 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Académie de Sportive pour le Développement et l'Intégration des Jeunes 3737 Crémazie Est, Suite 300 Angelo Jean-Baptiste Directeur 514-442-1096 Numéro d'entreprise au fédéral 824593057RT0001 Numéro d'entreprise du Québec 1164035066 1171413546 Numéro d'identification 1216193021 IC 0001	Financer projet pour les résidents consistant à développer leurs différents talents et compétences par le sport, tout en contribuant à améliorer leur réussite scolaire, à lutter contre la marginalisation et l'exclusion. ASDIJ souhaite créer une équipe dans chaque comté du grand Montréal pour aider les jeunes à se côtoyer dans une ambiance sportive et amicale, dans le but d'encourager la mixité sociale et le vivre ensemble. Nous voulons également nous assurer que tous les jeunes puissent jouer qu'ils soient, peu importe leur origine (Québécois et Autochtones, nouveaux	TOTAL: 600 $ Gracia Kasok iKatahwa: 200 $ Magda Popeanu: 400 $

	immigrants, réfugiés ou encore minorités visibles).	
Société du patrimoine philippin de Montréal Filipino Heritage Month Society of Montreal 5850, av. de Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1G1 Alfonso I. Abdon, Chairman	This month-long celebration will include flag raising in various municipalities around Montreal and the suburbs, the Chicken Inasal Galore Culinary Contest at Parc Mackenzie, the Place Jose Rizal Celebration, as well as participation in Canada Day celebrations on July 1st, which ends the Filipino Heritage Month of 2022.	TOTAL: 750 $ Gracia Kasok iKatahwa: 250 $ Sonny Moroz: 250 $ Stephanie Valenzuela: 250 $
Circuit des arts de NDG Art Hop 2225 Belgrave, Montreal H4A 2L9 Helene Mayer, Director NDG Art Hop, 514-487-0916	Les fonds discrétionnaires serviront à financer le tour de 16 artiste de NDG lors d'Un événement organisé le 28-29 mai dans l'arrondissement.	TOTAL: 500 $ Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Peter McQueen: 250 $
Marymount Academy 5100 Chemin Côte-St-Luc, H3W 2G9 Marie Francis, enseignante, 514-488-8144	Les fonds discrétionnaires serviront à financer un événement pour les étudiants de l'arrondissement CDN-NDG. Un spectacle pour tous les étudiants; musiciens et danseurs dans la programmation.	TOTAL: 750 $ Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Sonny Moroz: 500 $
Les fondations du Quartier 8357 rue Sabarre, Montreal, H4P 1G5 Nancy Sarto, Board of Director, 514-507-7430	Les fonds serviront à financer le 10e anniversaire de la FDQ qui aura lieu dans CDN-NDG pour les résidents.	TOTAL: 150 $ Sonny Moroz: 150 $

Habitation Place Lucy 15600 Décarie, Montréal Sally Devera, présidente	Les fonds discrétionnaires serviront à financer des activités qui auront lieu pour tous les résidents: Activités, nourritures pour la St-Jean et fête du Canada.	TOTAL: 150 $ Sonny Moroz: 150 $
Habitation Place Lucy 15600 Décarie, Montréal Sally Devera, présidente	Les fonds discrétionnaires serviront à financer des activités qui auront lieu pour tous les résidents: Activités, nourritures pour la fête des mères et la fête des pères.	TOTAL: 150 $ Sonny Moroz: 150 $
Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges 6555 Ch. de la Côte-des-Neiges #240, Montréal, QC H3S 2A6 Brian Smith, Chargé des événements spéciaux 514 817-3941	Les fonds serviront à financer une activité pour la journée du Canada pour les résidents de CDN/NDG qui aura lieu au Parc Martin Luther-King. (Musique, nourriture, spectacles culturels).	TOTAL: 900 $ Gracia Kasoki Katahwa: 300 $ Magda Popeanu: 300 $ Peter McQueen: 300 $
Women on the Rise 6897 Av. Somerled, Montréal, QC H4V 1V2 Michelle Riffin, présidente	Célébration du 30e anniversaire et la retraite de la directrice exécutive. Spectacle sur place, nourriture etc. Pour des participants des gens de l'île de MOntréal et surtout de CDN-NDG.	TOTAL: 500 $ Gracia Kasoki Ktahwa: 250 $ Magda Popeanu: 250 $
Fondation de l'école secondaire Saint-Luc 6300 Chem. de la Côte-Saint-Luc, Montréal, QC H3X 2H4 514-796-0125 Gabriel Léonard, Enseignant d'ÉCR et de l'option « Enjeux écocitoyens et plein air ».	L'objectif du cours est de développer chez les élèves un esprit orienté vers l'écocitoyenneté tout en leur permettant de faire l'acquisition de connaissances/techniques de base dans la pratique du plein air. Établi selon 4 périodes par cycle de 9 jours (2 fois deux périodes superposées), les élèves inscrits dans ce cours optionnel auront la chance de participer à	TOTAL: 916 $ Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Peter McQueen: 666 $

	diverses activités éducatives à l'extérieur des murs de l'école. Par exemple, en pratiquant la randonnée, le vélo et le ski de fond en classe, je tenterai de stimuler les élèves à entrer en contact avec la nature et à se poser des questions quant aux effets que peuvent avoir nos comportements sur l'environnement.	
Chabad Côte-des-Neiges 200-2765 Ch. Bates Montréal, H3S1B3 Rabbi Sholom Ceitlin, 438-877-9770	Les fonds serviront à financer la fête de Passover et les dépliants pour la population de CDN/NDG afin d'expliquer cette fête et comme la fêter.	TOTAL: 499,98 $ Gracia Kasoki Katahwa:166.66 $ Stephanie Valenzuela: 166.66 $ Sonny Moroz: 166.66 $
Association du groupe des femmes 8064 Avenue Mountain Sights, Montreal, Québec Nasrin Chowdury, présidente	Les fonds discrétionnaires serviront à financer l'activité pour la journée internationale des femmes dans l'arrondissement au Parc de la Savane.	TOTAL: 750 $ Gracia Kasoki Katahwa: 250 $ Sonny Moroz: 500 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 11:07

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227616004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 6 615,98 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Madame Gracia Kasoki Katahwa, mairesse d'arrondissement, Madame Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, Monsieur Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce, Madame Despina Sourias, conseillère du district de Loyola, Monsieur Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et de Madame Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 6 615,98 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 6 615,98 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élu-e-s.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

s.o.

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 6 615,98 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 6 615,98 $. La dépense totale est imputée aux budgets des élu-e-s, tel que décrit dans la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Toutes les activités qui font l'objet d'une contribution financière devront être faites en conformité avec les règles reliées à l'état d'urgence sanitaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle TARDIF, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Isabelle TARDIF, 26 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossiers

Tél : 514 626-4161
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-26

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement substitut

Tél : 514 830-7568
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1227616004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 6 615,98 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227616004 - certification de fonds.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Numéro de dossier	**1227616004**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 6 615.98 $ comme suit :

Organisme	DA	Magda Popeanu	Peter McQueen	Gracia Kasoki Katahwa	Stephanie Valenzuela	Sonny Moroz	Total général
Les Fondations du quartier	725439					150,00 $	150,00 $
Société du patrimoine philippin de Montréal	725430			250,00 $	250,00 $	250,00 $	750,00 $
Académie de Sportive pour le Développement et l'Intégration des Jeunes	À venir	400,00 $		200,00 $			600,00 $
Circuit des arts de NDG Art Hop	À venir		250,00 $	250,00 $			500,00 $
Marymount Academy	À venir			250,00 $		500,00 $	750,00 $
Habitation Place Lucy	725448					150,00 $	150,00 $
	725452					150,00 $	150,00 $
Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	725459	300,00 $	300,00 $	300,00 $			900,00 $
Women on the Rise	725484	250,00 $		250,00 $			500,00 $

Organisme	DA	Magda Popeanu	Peter McQueen	Gracia Kasoki Katahwa	Stephanie Valenzuela	Sonny Moroz	Total général
Fondation de l'école secondaire Saint-Luc	À venir		666,00 $	250,00 $			916,00 $
Chabad Côte-des-Neiges	À venir			166,66 $	166,66 $	166,66 $	499,98 $
Association du groupe des femmes	À venir			250,00 $		500,00 $	750,00 $
Total général		**950,00 $**	**1 216,00 $**	**2 166,66 $**	**416,66 $**	**1 866,66 $**	**6 615,98 $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	950,00 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	1 216,00 $
Gracia Kasoki Katahwa	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004464.0	2 166,66 $
Stephanie Valenzuela	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004466.0	416,66 $
Sonny Moroz	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004467.0	1 866,66 $
Total général		6 615,98 $

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.13

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1217397002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet "Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes", pour un total de 142 155 $, pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et approuver l'addenda à la convention.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet " Quartier allié contre les violences faites aux femmes " pour un total de 142 155 $ pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et d'approuver l'addenda à la convention.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 08:16

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217397002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet "Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes", pour un total de 142 155 $, pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et approuver l'addenda à la convention.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ce sommaire, il s'agit de bonifier de 20 000 $ le projet recommandé en septembre 2021. En effet, comme il s'agit d'un projet co-construit en concertation avec un comité de travail mixte composée d'organismes communautaires, de résidentes et de l'Arrondissement, le volet 1 du projet, soit la campagne de sensibilisation qui a pour but de donner de la visibilité à l'enjeu et de mettre de l'avant les ressources d'aide existantes a fortement évoluée dans son envergure.
Ainsi, afin d'assurer le rayonnement de cette dernière et bien déployer toutes les activités prévues, plusieurs activités promotionnelles supplémentaires sont ajoutées au projet initial.

- La campagne aura plusieurs visuels pour mettre de l'avant plusieurs formes de violences, assurer une diversité de couples et de personnage pour représenter la diversité du quartier, et ainsi s'adresser aux différentes populations cibles : jeunes adultes, adultes, familles, couples avec enfant, personnes issues de l'immigration et de la diversité culturelle, personnes issues de la diversité de genre et sexuelle.
- Le travail concerté du comité a accordé plus d'heures de rencontre que prévu. De plus, des suivis individuels seront proposés à la fin du processus pour organiser la tournée du comité organisateur pour collecter de données qui serviront à évaluer le projet.
- Une activité de dévoilement sera ajoutée, ainsi qu'une tournée du comité organisateur, afin de donner l'occasion aux partenaires de s'approprier de la campagne et de solliciter la collaboration de leurs partenaires à la diffusion de celle-ci. Trois kiosques ou événements de sensibilisations supplémentaires seront organisés.
- Finalement le budget pour la diffusion est plus important que prévu, puisque le comité a décidé de promouvoir la campagne via les bus et les stations de métro du quartier.

Conscient que la capacité de joindre la population dans son ensemble est un défi important, miser sur une campagne de sensibilisation visible est un choix stratégique afin de ne pas manquer l'occasion de toucher un large public et ainsi donner de la visibilité aux enjeux de violences afin de créer une prise de conscience collective.

L'imputation comptable utilisée est la suivante:
2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052131.00000.00000
La demande d'achat 723775 a été effectuée pour réserver les crédits.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Luc LORTIE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
agente de développement

438-838-5256
Tél :
Télécop. : 000-0000



_Convention addenda_Femmes du monde CDN.docx.pdf

ADDENDA
CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Sommaire 1217397002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA04 17044);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **FEMMES DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 597, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représenté par Patrizia Vinci, coordonnatrice dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 6868 6767 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1146204533
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 868686767 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville (soutient financièrement le projet «Quartier allié contre les violences faites aux femmes»), laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 170279 en date du 16 août 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la bonification des sommes attribuées à même le présent addenda pour la réalisation du Projet se fait par le biais du Programme ACCSU-Tandem;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.1 par l'article suivant :

« **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quarante deux mille cent cinquante cinq dollars (142 155 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.».

2. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.2 par l'article suivant :

« 5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2021-2022 **:**
La somme sera remise à l'ORGANISME en un versement au montant de soixante et un mille soixante dix huit dollars (61 078 $) en un versement dans les trente jours (30) de la signature de la Convention;

5.2.2 Pour l'année 2022-2023 :
La somme sera remise à l'ORGANISME en trois versements :

5.2.3.1 un premier versement au montant de quarante huit mille huit cent soixante deux dollars (48 862 $) suivant la remise du rapport d'étape, ce versement étant effectué au plus tard le 30 avril 2022.

5.2.3.2 un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

5.2.3.3 un troisième versement au montant de douze mille deux cent quinze dollars (12 215 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final, ce versement étant effectué au plus tard le 30 avril 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'annexe 1 de la page 13 par l'annexe 1.1 qui présente le nouveau budget bonifié à la page 4 de la présente convention.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

5. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 20

FEMMES DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Patrizia Vinci

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 2 e jour de mai 2022 (Résolution CA22

ANNEXE 1.1: Budget modifié

O AL 2021-2023					
E E US DU PROJE			142,155.00 $		
	essources hum ines	Coût du projet	Montant dem ndé à l ville		utofin ncement
Responsable de projet	1x28$x21hxsemainex69 sem	49,903.56 $	49,903.56 $		
Responsable des communications	1x35$x 7h x 47 semaines	11,515.00 $	11,515.00 $		
Conférencières	75$x 6h x 6 conférencières x	2,700.00 $	1,800.00 $		900.00 $
Conférencières	75$ x 4h x 4 conférencière x	1,200.00 $			1,200.00 $
O AL essources humaines		65, 18.56 $	6 ,218.56 $		2,100.00 $
	Frais d'activités				
	Location de salle	- $	- $		
	Forniture de bureau, matéri	600.00 $	- $		600.00 $
Campagne promotionnelle	Photocopies, publicité	75,000.00 $	75,000.00 $		
Billets de bus pour la population	Déplacements	600.00 $	- $		600.00 $
Repas ateliers/panel/évenement public	Autres, précisez: buffet	3,900.00 $	1,457.97 $		2,442.03 $
O AL Fr is d'activités		80,100.00 $	76,457.97 $		,642.0 $
SOUS O AL		145,418.56 $	1 9,676.5 $		5,742.0 $
	Frais administratifs Max	11,965.46 $	2,478.47 $		9,486.99 $
	TOTAL	157, 84.02 $	142,155.00 $		15,229.02 $
DIFFÉ E CE			$		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217397002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet "Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes", pour un total de 142 155 $, pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et approuver l'addenda à la convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217397002 - addenda - ACCSU - CDN NDG.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS

Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-27

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion en ressources financières

Tél : 514 872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD : 1217397002 - ADDENDA

Augmenter la contribution financière de 20 000 $ à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, pour bonifier le projet "Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes", pour un total de 142 155 $, pour la période du 6 septembre 2021 au 31 mars 2023 et approuver l'addenda à la convention.

Imputation de la dépense

Clé comptable * Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	DA	Montant 2022
2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.052131.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal * Budget régulier * Sécurité urbaine - BF * Développement social * Contribution à d'autres organismes * Autres organismes * ¯ * ACCSU * Côte-des-Neiges¿Notre-Dame-de-Grâce	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Quartiers alliés contre les violences faites aux femmes	723775	20 000,00 $
Total					**20 000,00 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229501005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder une contribution financière de 7 500 $ (toutes taxes incluses si applicables), à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S) pour la tenu du l'événement «Pista Sa Nayon »le 24 juillet 2022, dans le cadre du « Programme - Animation du Voisinage »; et d'approuver le projet de convention à cette fin;

D'accorder une contribution financière de 7 500 $ (toutes taxes incluses si applicables), au Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec pour la tenu du l'événement «Journée de l'indépendance des Philippines» le 12 juin 2022, dans le cadre du « Programme - Animation du Voisinage » et d'approuver le projet de convention à cette fin;

D'accorder une contribution financière de 8 000 $ (toutes taxes incluses si applicables, à l'organisme Association St-Raymond NDG pour la tenue d'un événement, le 6 août 2022, dans le cadre des festivités de « La Semaine italienne », dans le cadre du programme « Animation de voisinage »et d'approuver le projet de convention à cette fin.

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:44

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229501005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En 2019, la DCSLDS a développé le programme « Animation du voisinage » qui a pour principe directeur de : contribuer à bâtir un milieu de vie fort ; faire la promotion des espaces publics comme un lieu favorable aux initiatives de bon voisinage; renforcer la cohésion sociale dans les milieux de vie; faire la promotion du vivre ensemble et de l'inclusion; inciter les citoyens à partager leurs expériences et à se connaître; contribuer à la vitalité locale; contribuer à des expériences de rapprochement dans les voisinages et contribuer à l'appropriation du voisinage auprès des citoyens et citoyennes.

Depuis plusieurs années, trois organismes ont déposé des projets qui visent organiser des événements publics qui favorisent le vivre ensemble entre citoyens et citoyennes et aident à développer un sentiment d'appartenance dans les différents quartiers où se déroulent les événements. Conformément à sa mission et aux objectifs du programme " Animation des quartiers ", la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soutien annuellement ces initiatives.

Dans le cadre de ces projets, plusieurs types de soutien sont offerts tels que : la délivrance de permis, le prêt de locaux, le prêt de matériel et le soutien financier. Ces initiatives sont aussi parfois soutenues par la présence d'une ressource professionnelle qui accompagne les promoteurs au besoin.

Le présent sommaire a pour objet d'accorder des contributions financières non récurrentes totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec, et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'un événement qui se dérouleront en août 2022 au parc Georges-Saint-Pierre dans le cadre du « Programme -

Animation du voisinage ». En plus du soutien financier, la DCSLDS offre l'accès à des espaces sur le domaine public ainsi qu'un soutien technique et logistique pour la réalisation des projets.

Les 3 organismes ont soumis des demandes de contributions financières totalisant 23 000 $ pour la réalisation de trois événements distincts. La DCSLDS recommande une contribution de 23 000 $ comme prévu dans son budget de fonctionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19170162 Accorder une contribution financière à trois OSBL, totalisant 13 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projets relatifs à « La Semaine italienne », « Ruche d'art Pop up » et « Activités de soccer » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2019, et approuver les projets de convention ou de protocole d'entente à cet effet.
CA19 170134 Accorder un soutien financier non récurrente totalisant 15 000 $, incluant toutes taxes si applicables, à deux organismes, soit l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) et au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la tenue d'événements qui se dérouleront en juin et juillet 2019 dans le cadre du programme « Animation de voisinage ». Approuver les projets d'entente à cet effet.

DESCRIPTION

Depuis plusieurs années, les trois organismes organisent des événements importants pour la communauté. L'offre de services permet de participer à la construction de ces liens d'appartenance entre les citoyens, notamment par l'organisation de fêtes de quartier. Elle est accessible à tous et favorise la socialisation et la participation d'un maximum de personnes. À la manière de bon voisinage, elle fera la promotion de la santé, sera récréative et incitera au plaisir et à la détente.
C'est dans cet esprit que les trois (3) organismes répondent aux besoins de voisinage dans leur milieu respectif :

Pista Sa Nayon - l'Association des Philippins de Montréal et banlieues- F.A.M.A.S. organise « Pista Sa Nayon », soit la Fête des villages des Philippines. Différentes activités culturelles et de loisir sont organisées afin de rejoindre plus de 1800 membres de la communauté ainsi que les citoyens intéressés à mieux connaître la culture Philippine. Cette année, l'événement aura lieu le 24 juillet dans le parc Mackenzie King.

Journée de l'indépendance des Philippines - Le Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec organise la « Journée de l'indépendance des Philippines » qui attire plus de 1500 citoyens de la communauté philippine résidant dans l'arrondissement et ailleurs dans l'agglomération. Cet organisme intervient auprès des clientèles plus isolées de la communauté, telles que les jeunes et les aînés, facilitant ainsi le développement de leur plein potentiel citoyen. Cette année, l'événement aura lieu le 12 juin dans le parc Mackenzie King.

Semaine Italienne - En collaboration avec le Congrès Italo-canadien, l'organisme Association Saint-Raymond NDG réalise annuellement un événement local dans le cadre de l'événement de la semaine italienne métropolitain. Cet événement thématique se déroule au parc Georges-Saint-Pierre dans le but de célébrer et promouvoir la culture italienne. Les activités consistent d'un spectacle musical sur scène, un repas typique, un tournoi de bocce, des compétitions de soccer et basketball, de l'animation dans le parc ainsi que des expositions gratuites ouvertes aux familles du quartier. Cette année, l'événement aura lieu le 6 août au parc George St Pierre.

En raison de la pandémie de Covid, la plupart des événements publics de 2021 ont été annulés ou présentés dans un format virtuel. Avec la levée des restrictions liées à la pandémie , le public a hâte de participer à des événements en présentiel. Ces trois événements donneront aux citoyens l'occasion de ressentir à nouveau un sentiment d'appartenance à leur quartier.

JUSTIFICATION

Le budget alloué par l'arrondissement à ces événements représente un levier considérable dans le maintien de la vitalité de ces voisinages. Lors des années antérieures, les sommes allouées ont été utilisées à bon escient et les modalités en matière de reddition de compte ont été respectées.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans sa *« Déclaration pour un arrondissement en santé»* et soutiennent le «vivre ensemble» par la participation et l'ouverture de ces organismes à faire vivre différentes expériences aux citoyens et citoyennes de l'arrondissement.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, chaque organisme a déposé une demande d'aide financière et fournis tous les documents et informations nécessaires pour être reconnu et admissible pour la réalisation des activités de voisinage.

- La réalisation de ce projet vient bonifier l'offre de service en loisir culturel amateur;
- La présence de ces trois événements dans les parcs animera davantage les divers espaces à travers l'arrondissement;
- Les objectifs sont en lien avec la vocation culturelle que l'arrondissement souhaite développer dans son offre de services aux citoyens et citoyennes;
- Ces projets soutiennent les actions de Montréal 2030.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre du présent sommaire, le montant total accordé pour la réalisation du Programme - Animation du Voisinage est de 23 000 $ (taxes incluses si applicables).
Cette dépense est entièrement financée par la DCSLDS.

OSBL-Convention de contribution	Nom du événement	Date de l'événement	Valeur totale	Numéro de demande d'achat
l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S)	Pista Sa Nayon	24 juillet 2022	**7 500 $**	722327
Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec	Journée de l'indépendance des Philippines	12 juin 2022	**7 500 $**	722331
Association Saint Raymond NDG	La semaine Italienne	6 août 2022	**8 000 $**	722335

Imputation budgétaire:

2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012135.00000.00000

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030,

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans une approche de vivre ensemble et compte tenu du caractère cosmopolite de l'arrondissement, ces événements favorisent à la fois le développement du sentiment d'appartenance à un quartier et les échanges interculturels nécessaires pour assurer un milieu de vie de qualité.

- Amélioration de l'offre en loisirs culturels amateur;
- Amélioration des services aux usagers des parcs;
- Favoriser la pratique libre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement souhaite maintenir événements offerts par les OBNL mentionnés dans ce sommaire.
La crise de la COVID-19 nécessite une participation accrue du réseau de loisir communautaire. Durant la crise, les organismes communautaires jouent un rôle important pour offrir un service de proximité adapté aux besoins d'une clientèle diversifiée souvent non rejointe par des activités plus traditionnelles ou structurées .

Dans un contexte pandémique, l'OBNL s'engage à appliquer toutes les règles énoncées dans les décrets ministériels pour le déroulement des activités. Également les mesures sanitaires seront mises en place selon les directives de la DRSP

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Mars 2022 : Transmission du programme « Programme Animation du voisinage » et des documents de projets à compléter et à transmettre par l'organisme à l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

mai 2022 : Adoption au Conseil d'arrondissement du 2 mai.
juin 2022 : Signature de la convention.
juin 2022 : Émission du versement.
2022 : Évaluation et suivi après l'événement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-217-5816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : 514-872-6365
Télécop. :



CONV_Anim_Voisinage_Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec.pdf



CONV_Anim_Voisinage_Association des Philippins de Montréal.pdf



CONV_Anim_Voisinage_Association Saint Raymond NDG.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boul. Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNES PHILIPPINES DU QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 692-3, Montréal, Québec, H3S 2T6, agissant et représentée par Dario L. Boco, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission qui s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme Animation du voisinage* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme Animation du voisinage**;***

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet; Non applicable.

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'été du 1er juin au 31 août 2022;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de sept-mille cinq-cent dollars (7 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un (1) versement comme suit:

Un versement d'un montant maximal de sept mille cinq-cent dollars (7500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par

des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a

pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement

ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis

par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention du président Dario L. Boco. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNES PHILIPPINES DU QUÉBEC

Par : _____
Dario L. Boco, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Voir documents joints

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS
En lien avec le **Programme d'animation du voisinage**

DIRECTIVES

ÉTAPE 1

Remplir le formulaire de demande de soutien financier et le retourner par courriel à l'adresse : **dcslds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca**.

Notez que les envois par télécopieur ne sont pas acceptés. Ils seront automatiquement rejetés. De même, les dossiers incomplets, non-signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilités seront automatiquement rejetés.

ÉTAPE 2

L'arrondissement analyse le dossier et effectue la recommandation appropriée au conseil d'arrondissement.

ÉTAPE 3

À la suite de l'approbation de la demande de soutien financier par du conseil d'arrondissement, la DCSLDS confirmera, par avis écrit, le montant du soutien accordé.

Notez qu'un organisme qui ne respecte pas la procédure et/ou qui ne répond pas aux exigences liées aux critères ne pourra être financé par l'arrondissement ni obtenir des services de lui.

ÉTAPE 4

Une fois le projet terminé, l'organisme devra remettre à l'arrondissement, dans les trente (30) jours suivant la fin du projet, une reddition de compte, un bilan ou encore un rapport final ainsi qu'un rapport financier incluant les dépenses réelles.

ÉTAPE 5

De plus, une évaluation conjointe avec l'arrondissement sera réalisée à la fin du projet.

DOCUMENTS À REMETTRE AVEC LE FORMULAIRE

Pour les projets en sports et loisirs saisonnier, les documents suivants devront être joints au formulaire de demande de soutien financier :

- L'engagement de l'organisme;
- La résolution des administrateurs;
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le projet saisonnier.

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

1. Identification :

Nom de l'organisme : COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC

Répondant de l'organisme :DARIO L. BOCO

Adresse : 6767 Ch. De la Cote-des-Neiges, Bur. 692-3, Montreal, Quebec, H3S 2T6

Téléphone :(514) 739-7612 Cellulaire : (514) 995-7612

Courriel : darioboco@hotmail.com

2. Projet :

Titre du projet : 124th PHILIPPINE INDEPENDENCE DAY

Date de début du projet	Date de fin du projet	# de semaines du projet
JUNE 12, 2022	JUNE 12, 2022	I DAY

Jours de semaine	Horaire de l'activité	Type/âge de clientèle	Nombre de participants ciblés
SUNDAY	10 :00 AM-8 :30 PM	Multi cultural Show	1,800 – 2,000

Installation(s) utilisée(s)	Type(s) de salle(s) utilisée(s)
MAKENZIE KING PARK	FIELD

Voisinage(s) ciblé(s) : ST. KEVIN, CDN—NDG, CITY OF MONTREAL

1) DESCRIPTION DU PROJET
Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

124TH PHILIPPINE INDEPENDENCE

PROGRAMME

1.Motorcade Parade around the Borough CDN—NDG, along St.Kevin Street, Victoria Street, Van Horne and Westbury Street.	11:30AM-12:50PM
2.Grand March around the Park's Quadrangle led by the parade participants	12:50PM-1:10PM
3.Flag Raising Ceremony with cannon shots by Military Officers.	1:10PM- 1:15PM
4.Invocation:	1:15PM-1:15:PM
5, Welcome Address: Sir Dario L. Boco- CCFAQ-President	1:15PM-1:20PM
6, Lunch Break	1:20PM-2:00PM
7.Speeches of invited guest and Multi cultural Talent Show, featuring	2:00PM-7:30PM
8.KARAOKE Singing Contest, while families, friends and visitors enjoying their get together.	7:30PM-8:30PM

2) OBJECTIFS DU PROJET
Décrivez brièvement les objectifs (le comment, le pourquoi).

To support activities to build, develop and strengthen communities such as increasing their capacity to identify and eliminate barriers to full participation in society, and promote positive relations among cultural communities and help minimize racial ignorance and discrimination.

The most significant activity of the Council is the management and operation of the Philippine Independence Day Celebrations. The Philippine Independence Day is June 12, so the Council Has to plan for weekend proximate to this date considering the weather forecast, cooperation of the associations and organization, to other cultural communities, involvement and support of businesses catering to the needs of constituents, security and insurance, availability of funding sources and liaison with the offices of the Borough, City, and Provincial and Federal governments.

During the showcase, the government officials who join the celebrations are introduced to the public as they greet the community and convey messages of unity, camaraderie and good citizenship. Of course, the guest and visitors are treated to free lunches and delicacies as well as discussions on civic participation.

3) RÉSULTATS ATTENDUS
Décrivez brièvement les résultats mesurables en lien avec les objectifs.

We are expecting 1,800 to 2,000 people attending the celebration of the 124th Philippine Independence day in Mackenzie King Park.

3. **Prévisions budgétaires :**

Remplir les cases seulement si applicables.

A) Revenus reliés au projet

Revenus	Description	Montant
Contribution de la Ville de Montréal reliée au projet	Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour projet	**$ 8, 000.00**
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions d'autres sources reliées au projet	Tent Rentals	**$ 3,000.00**
	Souvenir Prog. Advertisers	**$ 3,000.00**
	Cash Donations	**$ 1,000.00**
Revenus autonomes	Cotisation des membres	
	Frais d'activités	
	Frais d'inscriptions	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
Total des revenus reliés au projet		**$15,000.00**

B) Dépenses reliées au projet

Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			
	Animation			
	Intervention			
	Gestion admin			
	Soutien technique			
	Autres : Security			**$ 150.00**
Honoraires	Services professionnels : 3 Bam Cannon Black Watch, Folkloric Dance group in MTL.			**$2,350.00**
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements : Sound System, Office Supplies, certificates, t-Shirts ,First Aid Kit			**$1,500.00**
Frais de déplacement et transport and Stage Decorations				**$ 450.00**
Matériel et fournitures : Tent Rentals and Souvenir Program Printing, Lay-out, promotions and Media Coverage				**$6,125.00**
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées) Food, Drinks, Cuteries, Float Prizes and Reg. Des Entreprises du Québec				**$2,825.00**
Autres dépenses : Promutuel Insurance				**$1,600.00**
Total des dépenses reliées au projet				**$15,000.00**

4. Engagement de l'organisme

Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues dans le Programme d'animation du voisinage et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance du règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du projet, toute somme non-engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____ **Date** 06 APRIL 2022

Dario L. Boco - President

Nom et fonction du signataire

1- IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom : COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC

Adresse : 6767 Ch. De la Cote-des-Neiges, Bur. 692-3, Montreal, Quebec, H3S 2T6

Téléphone (514) 995-7612 **Courriel** : darioboco@hotmail.com

2- RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco - President**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco - President**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco-President and James de la Administrator**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation _____ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le 9th__e jour du mois de _January_____ 2022___.

SIGNÉE à Montréal, par :

Titre : **Dario L. Boco - President**	**Titre :**
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
06 APRIL 2022	
Date	Date

1- IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom : COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC

Adresse :6767 Ch. De la Cote-des-Neiges, Bur. 693-2, Montreal, Quebec, H3S 2T6

Telephone : (514) 995-7612 **Courriel :** darioboco@hotmail.com

2- RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco - President**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco - President**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU : **Dario L. Boco – President and James de la Paz - Administrator**
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation _____ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le 9th[e] jour du mois de _January 2022

SIGNÉE à Montréal, par :

Titre :	**Titre :**
Dario L. Boco – President	**James de la Paz - Administrator**
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
06 APRIL 2022	6 April 2022
Date	Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Les installation prêtées seront inscrites dans le permis de parc dans le cadre de la tenue d'un événement public						

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
N/A	N/A	N/A

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Un seul versement d'un montant maximal de sept mille cinq-cent dollars (7500 $).

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Programme Animation du voisinage

Transmettre annuellement lors du dépôt de la demande :

- ❑ Résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ Plan d'action annuel;
- ❑ Budget annuel prévisionnel de l'Organisme;
- ❑ Budget prévisionnel (Ventilation du budget dédié au programme).

En cours de réalisation :

- ❑ Résultats d'inscriptions;
- ❑ Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);
- ❑ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ❑ Rapport annuel d'activités complet;
- ❑ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ❑ Programmation détaillée et grilles horaire hebdomadaires;
- ❑ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ❑ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ❑ Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;
- ❑ Évaluation du plan de promotion;
- ❑ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Documents à transmettre sur demande :

- ❑ Fiches signalétiques des employés;
- ❑ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation, scolarité…);
- ❑ Listes d'inscriptions;
- ❑ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boul. Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION DES PHILIPPINS DE MONTRÉAL ET BANLIEUES INC.(F.A.M.A.S.)**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4708, avenue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1H7, agissant et représentée par Romeo Remegio président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission qui s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme Animation de voisinage* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme animation du voisinage*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet; Non applicable.

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'été du 1er juin au 31 août 2022;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de sept mille cinq-cent dollars (7 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un (1) versement comme suit:

Un versement d'un montant maximal de sept mille cinq-cent dollars (7500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les

comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4708, avenue Van Horne, Montréal, Québec,H3W 1H7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président Romeo Remegio. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ASSOCIATION DES PHILIPPINS DE MONTRÉAL ET BANLIEUES

Par : _____
Romeo Remegio, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

En lien avec le **Programme d'animation du voisinage**

DIRECTIVES

ÉTAPE 1

Remplir le formulaire de demande de soutien financier et le retourner par courriel à l'adresse : **dcslds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca**.

Notez que les envois par télécopieur ne sont pas acceptés. Ils seront automatiquement rejetés. De même, les dossiers incomplets, non-signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilités seront automatiquement rejetés.

ÉTAPE 2

L'arrondissement analyse le dossier et effectue la recommandation appropriée au conseil d'arrondissement.

ÉTAPE 3

À la suite de l'approbation de la demande de soutien financier par du conseil d'arrondissement, la DCSLDS confirmera, par avis écrit, le montant du soutien accordé.

Notez qu'un organisme qui ne respecte pas la procédure et/ou qui ne répond pas aux exigences liées aux critères ne pourra être financé par l'arrondissement ni obtenir des services de lui.

ÉTAPE 4

Une fois le projet terminé, l'organisme devra remettre à l'arrondissement, dans les trente (30) jours suivant la fin du projet, une reddition de compte, un bilan ou encore un rapport final ainsi qu'un rapport financier incluant les dépenses réelles.

ÉTAPE 5

De plus, une évaluation conjointe avec l'arrondissement sera réalisée à la fin du projet.

DOCUMENTS À REMETTRE AVEC LE FORMULAIRE

Pour les projets en sports et loisirs saisonnier, les documents suivants devront être joints au formulaire de demande de soutien financier :

- L'engagement de l'organisme;
- La résolution des administrateurs;
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le projet saisonnier.

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

1. Identification :

Nom de l'organisme : Filipino Association of Montreal and Suburbs, Inc.

Répondant de l'organisme : Dante Tabamo, Vice President External and Chairman, PISTA SA NAYON 2022

Adresse : 5200 Cavendish Boulevard, Montreal Qc. H4V2R5

Téléphone : Cellulaire : 514 892 8215

Courriel :
dantetabamo@gmail.com

2. Projet :

Titre du projet :
PISTA SA NAYON 2022 (Town Festival 2022)

Date de début du projet	Date de fin du projet	# de semaines du projet
8 :00 a.m. July 24, 2022	8 :00 p.m.	1 day

Jours de semaine	Horaire de l'activité	Type/âge de clientèle	Nombre de participants ciblés
Sunday, July 24, 2022	12 hours	Non-Profit Organization	1,000 +

Installation(s) utilisée(s)	Type(s) de salle(s) utilisée(s)
Toilets, Stageshow	Toilets

Voisinage(s) ciblé(s) :
CDN-NDG Filipino neighborhood and Guests

1) DESCRIPTION DU PROJET
Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

The évent is show casing the custom and tradition of the Filipino. The event will be a combination of Socio-Cultural practices of the Filipinos in the Philippines and Abroad. The event will show Choral Ensembles with Folksong singing, Folk Dancing, Culinary arts (Filipino Delicacies), Martials Arts, Display of the Filipino costume on parade, Filipino sports and games, etc.

2) OBJECTIFS DU PROJET
Décrivez brièvement les objectifs (le comment, le pourquoi).

1. **To give time in thanksgiving to God's grâces to the Filipinos,**
2. **To keep the Filipinos close in contact to each others.**
3. **To make the event a unification force.**
4. **To give time of merrymaking and fanfare.**
5. **To showcase the Filipino traditions and culture through cooking, singing and dancing, etc.**

3. Prévisions budgétaires :

Remplir les cases seulement si applicables.

A) Revenus reliés au projet

Revenus	Description	Montant
Contribution de la Ville de Montréal reliée au projet	Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour projet	**$ 7,500**
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions d'autres sources reliées au projet	Donations from private sectors	
	(To be solicited)	
Revenus autonomes	Cotisation des membres	**$ 0.0**
	Frais d'activités	**$ 0.0**
	Frais d'inscriptions	**$ 0.0**
	Activités d'autofinancement	**$ 0.0**
	Autres revenus	**$ 0.0**
Total des revenus reliés au projet		

B) Dépenses reliées au projet

Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			**N/A**
	Animation			**N/A**
	Intervention			**N/A**
	Gestion admin			**N/A**
	Soutien technique			**N/A**
	Autres			**N/A**
Honoraires	Services professionnels			**N/A**
Frais de location	Bâtiments			**N/A**
	Équipements			**N/A**
Frais de déplacement et transport				**N/A**
Matériel et fournitures				**N/A**
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				**N/A**
Autres dépenses				**$ 7,500**
Total des dépenses reliées au projet				**$ 7,500**

4. Engagement de l'organisme

Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues dans le Programme d'animation du voisinage et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance du règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du projet, toute somme non-engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____ **Date April 6, 2022**_____

DANTE TABAMO,
FAMAS Vice President External
and PISTA SA NAYON 2022 Chairman
Nom et fonction du signataire

Signature : **Date April 6, 2022**

ROMEO REMEGIO, FAMAS President
and PISTA SA NAYON 2022 Over-all Chairman
Nom et fonction du signataire

1- IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom : FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS. INC. (FAMAS)

Adresse : 4708 Van Horne Avenue, Montreal, Quebec, Canada H3W 1H7

Téléphone **514 341 7477** **Courriel** famas1963@yahoo.com

2- RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme DANTE TABAMO, Vice President & Chairman, PISTA SA NAYON 2022 Event_____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme ROMEO REMEGIO, President & Over-all Chairman of PISTA SA NAYON 2022 Event_____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation _____ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le ___6th__e jour du mois de April , 2022.

SIGNÉE à Montréal, par :

Titre :	**Titre :**
DANTE TABAMO, Vice President & Chairman, PISTA SA NAYON 2022 Nom en lettres moulées	ROMEO REMEGIO FAMAS President & Over-all Chairman, PISTA SA NAYON 2022 Nom en lettres moulées
_____ Signature	_____ Signature
APRIL 6, 2022 _____ Date	APRIL 6, 2022 _____ Date

FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS, INC. (FAMAS)
Association des Philippins de Montréal et Banlieues, Inc.
4708 Van Horne Ave., Montreal, Quebec, Canada, H3W 1H7
514-341-7477 famas1963@yahoo.com
www.facebook.com/famas1963/

FAMAS PISTA SA NAYON
PROJECTED INCOME STATEMENT
February 28, 2022

CDN and BOROUGH CONTRIBUTION	**$ 7,500.00**	
Tent Rental Income	**7,525.00**	
Roast Pork Donation	**1,000.00**	
Ads and Donations	1,600.00	
Mutya Candidates Donations	600.00	
Income from Raffle drawn	500.00	$ 18,725.00
EXPENSES:		
Food and Beverage	$ 2,114.00	
Utensils and Other related supplies	645.00	
Decoration Supply and Charges	275.00	
Printer Ink	150.00	
Printing and Frames of Certificates of Appreciation		
Of Volunteers, Securities , Performers and EB.	350.00	
Sashes, Trophies, Crowns, Bouquet and Leis	750.00	
Tent Rental	6,266.50	
Souvenir Programs (120 pieces)	1,200.00	
T- shirts plus printing	1,000.00	
Sound System	900.00	
Security	250.00	13,900.50
Net Income		$ 4,824.50

Dante Tabamo	Romeo Remigio	Lorenza Penullar
EVENT CHAIRMAN	FAMAS PRESIDENT	FAMAS TREASURER

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Les installations prêtées seront indiquées dans le permis de parc pour la tenue d'événement public.						

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
N/A	N/A	N/A

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Un seul versement d'un montant maximal de sept mille cinq-cent dollars (7500 $).

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Transmettre annuellement lors du dépôt de la demande :

- ❑ Résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ Plan d'action annuel;
- ❑ Budget annuel prévisionnel de l'Organisme;
- ❑ Budget prévisionnel (Ventilation du budget dédié au programme).

En cours de réalisation :

- ❑ Résultats d'inscriptions;
- ❑ Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);
- ❑ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ❑ Rapport annuel d'activités complet;
- ❑ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ❑ Programmation détaillée et grilles horaire hebdomadaires;
- ❑ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ❑ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ❑ Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;
- ❑ Évaluation du plan de promotion;
- ❑ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Documents à transmettre sur demande :

- ❑ Fiches signalétiques des employés;
- ❑ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation, scolarité…);
- ❑ Listes d'inscriptions;
- ❑ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boul. Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION BOCCE SAINT-RAYMOND NDG**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5600, chemin Upper Lachine, Montréal, Québec, H4A 2A7, agissant et représentée par Josie Mancini, vice-présidente, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission promouvoir le jeu de bocce à tous et réaliser des événements spéciaux pour la communauté;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme Animation de voisinage* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme Animation du voisinage;*

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'été du 1er au 31 août 2022;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de huit-mille dollars (8000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'organisme en un (1) versement comme suit:

Un versement d'un montant maximal de huit mille dollars (8000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les

comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par

l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant

également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5600, chemin Upper Lachine, Montréal, Québec, H4A 2A7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la vice présidente, Josie Mancini,. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ASSOCIATION SAINT-RAYMOND NDG

Par : _____
Josie Mancini, vice-présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Voir le document joint

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

En lien avec le **Programme d'animation du voisinage**

DIRECTIVES

ÉTAPE 1

Remplir le formulaire de demande de soutien financier et le retourner par courriel à l'adresse : **dcslds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca**.

Notez que les envois par télécopieur ne sont pas acceptés. Ils seront automatiquement rejetés. De même, les dossiers incomplets, non-signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilités seront automatiquement rejetés.

ÉTAPE 2

L'arrondissement analyse le dossier et effectue la recommandation appropriée au conseil d'arrondissement.

ÉTAPE 3

À la suite de l'approbation de la demande de soutien financier par du conseil d'arrondissement, la DCSLDS confirmera, par avis écrit, le montant du soutien accordé.

Notez qu'un organisme qui ne respecte pas la procédure et/ou qui ne répond pas aux exigences liées aux critères ne pourra être financé par l'arrondissement ni obtenir des services de lui.

ÉTAPE 4

Une fois le projet terminé, l'organisme devra remettre à l'arrondissement, dans les trente (30) jours suivant la fin du projet, une reddition de compte, un bilan ou encore un rapport final ainsi qu'un rapport financier incluant les dépenses réelles.

ÉTAPE 5

De plus, une évaluation conjointe avec l'arrondissement sera réalisée à la fin du projet.

DOCUMENTS À REMETTRE AVEC LE FORMULAIRE

Pour les projets en sports et loisirs saisonnier, les documents suivants devront être joints au formulaire de demande de soutien financier :

- L'engagement de l'organisme;
- La résolution des administrateurs;

- Une copie du certificat d'assurances requis pour le projet saisonnier.

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

1. **Identification :**

Nom de l'organisme : ASSOCIATION SAINT RAYMOND NDG

Répondant de l'organisme : Josie Mancini

Adresse : 5600 Upper Lachine Rd., Montreal, Quebec H4A 2A7

Téléphone : (514) 482-5870 Cellulaire :

Courriel : jmancini@bell.net

2. **Projet : Journé Italienne**

Titre du projet :
SEMAINNE ITALIENNE 2022

Date de début du projet	Date de fin du projet	# de semaines du projet
06-août-2022	06-août-2022	1 jour

Jours de semaine	Horaire de l'activité	Type/âge de clientèle	Nombre de participants ciblés
Samedi	8 :00-11 :00	Familial	500

Installation(s) utilisée(s)	Type(s) de salle(s) utilisée(s)
Parc	Culture, sports, loisirs

Voisinage(s) ciblé(s) :
familial

1) DESCRIPTION DU PROJET
Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

Nous demandons des fonds pour promouvoir l'unité et la participation communautaire dan NDG/CDN.

2) OBJECTIFS DU PROJET
Décrivez brièvement les objectifs (le comment, le pourquoi).

Notre mission est d'avoir toute la communauté à célébree cet événement merveillleux et passionant.

3) RÉSULTATS ATTENDUS
Décrivez brièvement les résultats mesurables en lien avec les objectifs.

J'aimerais que la communauté au moins une fois par année puisse profiter d'une journée merveilleuse et complète avec des sports, des jeux et de la nourriture avec la famille et les amis.

3. **Prévisions budgétaires :**

Remplir les cases seulement si applicables.

A) Revenus reliés au projet

Revenus	Description	Montant
Contribution de la Ville de Montréal reliée au projet	Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour projet	**8,000.00**
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions d'autres sources reliées au projet		
	Iconnu	
Revenus autonomes	Cotisation des membres	
	Frais d'activités	
	Frais d'inscriptions	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
Total des revenus reliés au projet		**8,000.00**

B) Dépenses reliées au projet

Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			
	Animation			$1 266.13
	Intervention			
	Gestion admin			
	Soutien technique			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				
Matériel et fournitures				
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				
Autres dépenses (Miscellaneous items,food,supper, dj etc.)				**$6,733.87**
Total des dépenses reliées au projet				**$8,000.00**

1- **IDENTIFICATION DE L'ORGANISME**
Nom : ASSOCIATION SAINT RAYMOND NDG
Adresse : 5600 Upper Lachine RD, Montreal, Quebec H4A 2A7
Téléphone (514) 482-5870 **Courriel** jmancini@bell.net

2- **RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
IL EST RÉSOLU : d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _Josie Mancini_____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.
IL EST RÉSOLU : d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _Josie Mancini_____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.
IL EST RÉSOLU : d'autoriser (nom et fonction) M./Mme ___Josie Mancini_____ à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.
COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation _____ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le _____e jour du mois de _____ 20___.
SIGNÉE à Montréal, par :

Titre :	**Titre :**
_____ Nom en lettres moulées	_____ Nom en lettres moulées
_____ Signature	_____ Signature
_____ Date	_____ Date

1- IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom : ASSOCIATION SAINT RAYMOND NDG

Adresse : 5600 Upper Lachine RD, Montreal, Quebec H4A 2A7

Téléphone **(514) 482-5870** **Courriel** jmancini@bell.net

2- RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _Josie Mancini_____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _Josie Mancini_____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme ___Josie Mancini_____ à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation _____ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le _____e jour du mois de _____ 20___.

SIGNÉE à Montréal, par :

Titre : Josie Mancini	**Titre :** Vice-présidente
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
J Mancini	J Mancini
Signature	Signature
07-APR-2022	07-APR-2022
Date	Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre communautaire Saint-Raymond	5600 ch. Upper Lachine	accès toilettes, cuisine, dépôt	6 août, 8h-20h			

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
N/A	N/A	N/A

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Un seul versement d'un montant maximal de huit mille dollars (8000 $).

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES
Programme Animation du voisinage

Transmettre annuellement lors du dépôt de la demande :

- ☐ Résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ☑ ~~Plan d'action annuel;~~
- ☑ ~~Budget annuel prévisionnel de l'Organisme;~~
- ☐ Budget prévisionnel (Ventilation du budget dédié au programme).

En cours de réalisation :

- ☑ ~~Résultats d'inscriptions;~~
- ☑ ~~Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);~~
- ☐ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ☑ ~~Rapport annuel d'activités complet;~~
- ☐ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ☐ Programmation détaillée et grilles horaire hebdomadaires;
- ☐ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ☐ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ☑ ~~Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;~~
- ☑ ~~Évaluation du plan de promotion;~~
- ☐ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Documents à transmettre sur demande :

- ☑ ~~Fiches signalétiques des employés;~~
- ☐ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation, scolarité…);
- ☑ ~~Listes d'inscriptions;~~
- ☐ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229501005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.



PRO_AnimationVoisinage_2019-2023.pdf



_ gdd_grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1229501005 - voisinages mai).docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-217-5816
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROGRAMME D'ANIMATION DU VOISINAGE

2019-2023

Ville de Montréal
Division des sports et des loisirs
Direction de la culture, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

TABLE DES MATIÈRES

Préambule		**3**
Définitions		**4**
Principes directeurs		**5**
1.	**Objectif général du programme**	**6**
2.	**Objectifs spécifiques du programme**	**6**
3.	**Conditions d'admissibilités**	**7**
4.	**Rôle de la DSCLDS**	**7**
5.	**Nature du soutien financier**	**7**
6.	**Modalité de l'obtention du soutien financier**	**8**
7.	**Modification du soutien financier et admissibilité**	**8**
8.	**Modalités de versement du soutien financier**	**9**
9.	**Processus d'analyse de la demande**	**9**
10.	**Reddition de comptes**	**9**
11.	**Évaluation**	**10**

PRÉAMBULE

L'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal définit la culture, les loisirs, les parcs et le développement communautaire et social comme étant des champs de compétence municipale délégués aux arrondissements. Afin de circonscrire son action dans ces domaines et d'assurer une offre de service correspondant aux besoins de sa population, la Ville ou l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce se sont dotés de différentes politiques structurantes comme la Politique familiale, la Politique culturelle, la Politique de sécurité urbaine, la Politique en faveur des saines habitudes de vie, la Déclaration pour un arrondissement en santé, la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif, le Cadre de référence de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour l'attribution d'un soutien financier et le Plan local de développement durable entre autres.

Les fondements de ces politiques s'inscrivent dans une volonté d'assurer aux citoyennes et citoyens de l'Arrondissement une offre de service accessible, diversifiée et de qualité. Un des moyens privilégiés est le soutien des projets inclusifs, notamment en encadrant les OSBL afin de permettre des projets accessibles, sécuritaires et de qualité par le biais de programmes de soutien financier.

Par son Programme d'animation du voisinage, l'Arrondissement souhaite appuyer les organismes sans but lucratif, dont le but est la promotion du vivre-ensemble et du soutien aux actions afin de créer des environnements favorables aux rapprochements entre voisins et la mobilisation citoyenne.

DÉFINITIONS

Événement public

Un événement public se définit comme une activité publique qui se tient sur le domaine public, qui possède un caractère festif, et offert à tous gratuitement. Un événement peut être à caractère social, sportif, culturel, corporatif, communautaire ou religieux.

Voisinage

La proximité ou le voisinage reçoit les services requis au quotidien (espaces verts, parcs de voisinage, camps de jour, sentiers de marche et de vélo, fêtes, centres polyvalents, pataugeoires). Le voisinage est le principal lieu de convergence et de réciprocité de développement des liens sociaux. Il est le premier lieu de socialisation des arrivants, souvent avec leur propre communauté culturelle.

Tiers-lieu

Le tiers lieu, ou la troisième place, est un terme faisant référence aux environnements sociaux qui viennent après la maison et le travail. Le tiers lieu est important pour la société civile, la démocratie, l'engagement civique et instaure un sentiment d'appartenance. Il s'entend comme un volet complémentaire, dédié à la vie sociale de la communauté, et se rapporte à des espaces ou les individus peuvent se rencontrer, se réunir et échanger de façon informelle. Il s'agit d'un endroit que les usagers utilisent quotidiennement, et dans lequel ils font partie de l'environnement, d'autant plus qu'ils le fréquentent. On parle d'ancrage physique ou de sentiment d'appartenance. Le tiers lieu est un espace physique répondant aux besoins d'une communauté présente en ce lieu. Chaque tiers lieu aura donc une personnalité qui lui sera propre et directement rattaché là où il est implanté. Cela fera en sorte que deux tiers lieu, même similaires, seront parfois totalement différents, puisque chacun sera basé sur une communauté d'appartenance incarnée dans un lieu physique donné.

Milieu de vie

Un milieu de vie est un lieu d'accueil, de regroupement, de solidarité, d'échange et d'implication créant un sentiment d'appartenance à la communauté et entre ses membres. Il permet aux membres de se rencontrer, de discuter, de s'entraider, de mettre en commun leur savoir-faire, de partager leurs expériences et d'acquérir ensemble de nouvelles compétences et de saines habitudes de vie, le tout dans un cadre non contraignant, convivial et sans discrimination.[1]

Mobilisation citoyenne

Action de rassembler des citoyens, avec leurs compétences, leurs intérêts et leurs valeurs, autour de projets ou de causes communes, qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie et au développement harmonieux de toute la communauté.

[1] Se référer à la Politique en faveur des saines habitudes de vie (volet 1 et 2) pour l'ensemble des concepts et définitions

PRINCIPES DIRECTEURS

Un OSBL adhère aux principes suivants :

- Promouvoir de saines habitudes de vie auprès de l'ensemble des citoyennes et citoyens;
- Déployer une offre de service diversifié, accessible et de qualité en adéquation avec les besoins des citoyennes et citoyens et plus spécifiquement du quartier et voisinage immédiat;
- Agir comme catalyseur auprès de la communauté et des intervenants dans le développement et le rayonnement de l'offre de services de son milieu.

L'animation du voisinage contribue à bâtir un milieu de vie fort :

- Il fait la promotion des espaces publics comme un lieu favorable aux initiatives de bon voisinage;
- Il renforce la cohésion sociale dans les milieux de vie;
- Il fait la promotion du vivre ensemble et de l'inclusion;
- Il incite les citoyens à partager leurs expériences et à se connaître;
- Il contribue à la vitalité locale;
- Il contribue à des expériences de rapprochement dans les voisinages;
- Il contribue à l'appropriation du voisinage auprès des citoyens.

1. Objectif général du programme

L'Arrondissement CDN-NDG a pour mission d'assurer une offre de services de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire en matière de loisirs, de sports et de vie communautaire, correspondant aux besoins de sa population. Il reconnaît la capacité de ces derniers à prendre en charge l'organisation de l'offre de services dans ces domaines et soutient les initiatives en ce sens.

L'Arrondissement reconnaît que l'animation du voisinage par des OSBL fait partie prenante de la communauté qu'ils desservent.

Le Programme d'animation du voisinage vise à appuyer la réalisation de projets rassembleurs tels que : des événements ponctuels, des activités de courtes durées ou des projets saisonniers réalisés par des OSBL reconnus par l'arrondissement.

2. Objectifs spécifiques du programme

En ce qui concerne l'offre de services à la population, le programme a pour objectifs :

- D'assurer une offre de services accessibles à tous, inclusive et diversifiée en matière de projets rassembleurs, sans discrimination correspondant aux besoins évolutifs de la population de l'Arrondissement;
- De soutenir la communauté en rendant accessible des équipements et des espaces disponibles répondant aux besoins du milieu, selon les disponibilités de l'arrondissement;
- D'informer et accompagner les OSBL des divers règlements et procédures à suivre ainsi que les attentes et obligations associées pour tenir un événement, un projet et/ou une activité;
- De permettre d'agir sur la qualité de vie de toute la population du voisinage;
- De favoriser la mobilisation citoyenne afin d'augmenter leur engagement dans leur communauté;
- De favoriser les interactions de proximité et les échanges entre citoyens.

3. Conditions d'admissibilités

Pour être admissible au Programme d'animation du voisinage, un OSBL doit répondre aux conditions suivantes :

- Être reconnu[2] par l'Arrondissement de Côte-des-neiges─Notre-Dame-de-Grâce et se conformer aux conditions de maintien de cette reconnaissance;
- Démontrer sa capacité à gérer la réalisation et la mise en œuvre du Programme d'animation du voisinage;
- Se conformer à l'ensemble des règlements et conditions municipales et provinciales concernant la tenu d'un événement et/ou activité sur le domaine public ou dans une installation;
- Mettre en place différentes mesures permettant d'assurer la qualité de l'offre de services et la sécurité de la clientèle;
- S'engager à respecter l'ensemble des normes et des obligations auxquelles tout organisme peut être assujetti pour la réalisation de son événement, de son projet et/ou d'une activité;

4. Rôle de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

La DCSLDS de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce est responsable de la coordination du programme de soutien financier. Elle a pour mandat de s'assurer que les balises du programme sont appliquées sur l'ensemble de son territoire. Elle est également responsable du programme et de son suivi budgétaire.

5. Nature du soutien financier

Le soutien financier prend la forme d'une contribution octroyée pour une durée déterminée afin de soutenir une partie des coûts liés à la réalisation du projet, de l'événement et/ou de l'activité qui s'inscrit dans le Programme d'animation du voisinage. Cette contribution est disponible, sous réserve de la disponibilité et de l'approbation des crédits par les autorités municipales et de la conformité des OSBL à l'ensemble des conditions d'admissibilités décrites au point 3.

[2] Se référer à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce

Les coûts admissibles seront évalués et déterminés par la DCSLDS selon les prévisions budgétaires incluses à la demande de soutien financier.

La contribution financière de l'Arrondissement constitue un levier financier qui est complémentaire à d'autres sources de financement.

6. Modalité de l'obtention du soutien

L'organisme doit:

- Présenter à l'Arrondissement le formulaire de demande dans les délais requis;
- S'assurer de répondre aux critères d'admissibilités et de reconnaissance;
- Produire les documents exigés en matière de reddition de comptes prévus par la convention de contribution ou protocole d'entente;
- Tenir compte des disponibilités financières du programme.

7. Modification du soutien financier et admissibilité

Toute modification ou annulation du projet doit être présenté et accepté par la DCSLDS. Elles peuvent entrainer un ajustement à la contribution accordée. Ceci devra se faire au moyen d'un avis écrit incluant une analyse de la situation et les raisons justifiant la demande de modification ou d'annulation à la DCSLDS par un représentant dûment autorisé par une résolution du conseil d'administration de l'organisme à l'adresse suivante : 5160, boulevard Décarie, bureau 400, Montréal, Québec, H3X 2H9 ou par courriel à l'adresse suivante : dclsds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca.

Sur réception de l'avis, la DCSLDS procédera à une analyse de la demande en fonction de :

- De la nature de l'avis et des justifications fournies;
- L'admissibilité au programme et du voisinage concerné;
- L'effort financier nécessaire dans le cadre du présent programme de la part du promoteur.

8. Modalités de versement du soutien financier

L'Arrondissement de CDN-NDG et les organismes concluront une convention de contribution ou un protocole d'entente selon le cas, qui sera entérinée par le Conseil d'arrondissement. Ces conventions/ententes seront d'une durée déterminée en lien avec les dates du projet, de l'événement et/ou de l'activité.

9. Processus d'analyse de la demande

Toutes les demandes déposées par les OSBL seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par la DCSLDS en fonction des paramètres du Programme d'animation du voisinage dont :

- L'accessibilité, la diversité, la sécurité et la qualité du projet, de l'événement et/ou de l'activité en fonction des besoins de la communauté;
- La complémentarité et la pertinence du projet, de l'événement et/ou de l'activité pour le voisinage ciblé;
- La saine gestion financière de l'organisme;
- Le rayonnement du projet, de l'événement et/ou de l'Activité et les retombées dans la communauté de l'arrondissement (le voisinage);
- La viabilité des prévisions budgétaires présentées;
- Les disponibilités financières du programme.

10. Reddition de comptes

Les OSBL admissibles au Programme d'animation du voisinage doivent maintenir leur statut de reconnaissance à jour.

Un rapport suite au projet, de l'événement et/ou de l'activité doit être soumis tel que convenu dans la convention de contribution ou le protocole d'entente, faisant état des résultats obtenus, du déroulement, des faits saillants, des indicateurs et d'un rapport financier qui inclut les dépenses réelles.

L'organisme doit conserver des pièces justificatives de toutes les dépenses effectuées dans le cadre du programme, lesquelles pourraient être demandées à des fins de vérification.

11. Évaluation

Une rencontre pourra être prévue afin d'évaluer la conformité de la mise en place du projet. Cette rencontre permettra d'évaluer les avancées et l'atteinte des objectifs du programme.

Les OSBL devront se conformer aux procédures qui seront établies et transmettre à l'Arrondissement, dans les délais prescrits, les informations pertinentes en lien avec les indicateurs identifiés dans le tableau de bord.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD 1229501005*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG*
Projet : Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec, et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Le mandat des organismes partenaires consiste à offrir des activités de loisirs et communautaires de proximité. Les attentes de l'arrondissement envers ces organismes est de développer une programmation qui répond aux besoins exprimés par les citoyens et faire en sorte que les activités soient adaptées en conséquence. Dans l'analyse des services proposés dans le cadre de l'animation du voisinage pour une clientèle diversifiée (enfants, adolescents, adultes et aînés), l'arrondissement veille à une répartition des contributions le plus équitablement possible sur le territoire. Le souci d'offrir des services de façon équitable est au cœur des préoccupations de l'arrondissement. Les événements proposés par les OSBL vont contribuer à bâtir un milieu de vie fort ; faire la promotion des espaces publics comme un lieu favorable aux initiatives de bon voisinage; renforcer la cohésion sociale dans les milieux de vie; faire la promotion du vivre ensemble et de l'inclusion; inciter les citoyens à partager leurs expériences et à se connaître; contribuer à la vitalité locale; contribuer à des expériences de rapprochement dans les voisinages et contribuer à l'appropriation du voisinage auprès des citoyens et citoyennes.*

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Pour faire en sorte que les activités et les événements publics soient attractives et riche pour la population, les organismes doivent faire en sorte que les citoyens.nes pratiquent les activités qui répondent à leur attentes et dans un milieu sécuritaire. Pour se faire, un responsable de l'arrondissement fait un suivi continu pendant la durée du mandat qui permet de confirmer l'atteinte de cette priorité.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229501005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1229501005 - Certification des fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1229501005**
Nature du dossier	**Contribution financière – Animations de voisinage**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :
Accorder des contributions financières totales de 23 000 $, toutes taxes incluses si applicables, à trois (3) organismes soit 7 500 $ à l'OBNL reconnu l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.), 7 500 $ à l'OBNL reconnu Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec, et 8 000 $ à l'OBNL reconnu Association Saint Raymond NDG, pour la tenue d'événements qui se dérouleront entre juin et août 2022 dans le cadre du « Programme - Animation du voisinage ». Approuver les projets de convention à cette fin.

OSBL	Nom de l'événement	Montant taxes incluses si applicables	Numéro de demande d'achat
L'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S)	Pista Sa Nayon	**7 500 $**	722327
Conseil des associations Canadiennes Philippines du Québec	Journée de l'indépendance des Philippines	**7 500 $**	722331
Association Bocce Saint Raymond NDG	La semaine Italienne	**8 000 $**	722335
TOTAL		**23 000 $**	

Cette dépense sera entièrement financée par le budget de fonctionnement 2022 de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social et sera imputée comme suit :

Imputation	2022
2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012135.00000.0000 CR: CDN - Conventions de contribution A: Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général Au: Animation de voisinage	23 000,00 $
Total*	**23 000,00 $**

*toutes les taxes incluses si applicables

Les sommes seront remises aux organismes en un versement.

Les demandes d'achat ont été préparées afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229501003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229501003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie a grandement affecté la situation financière des YMCA du Québec ce qui a notamment obligé à mettre fin à certaines activités offertes dans leurs centres communautaires. Cette diminution de services a occasionné une perte majeure des revenus autonomes de l'organisme.
De plus, en décembre 2020, la Ville ainsi que l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) ont fait l'acquisition aux YMCA du Québec du terrain adjacent au YMCA NDG. À la suite de cette acquisition, l'arrondissement s'est engagé à:

- travailler en partenariat avec les YMCA du Québec et les autres partenaires communautaires pour le maintien des activités au YMCA NDG pour un minimum de sept (7) ans
- à soutenir le YMCA NDG dans sa réflexion organisationnelle concernant l'offre de service à la population de Notre-Dame-de-Grâce.

En juin 2021, les YMCA du Québec ont déposé une demande de soutien financier à l'arrondissement pour la relance des activités, pour une période de trois ans. Cette demande visait à surmonter les effets de la pandémie, à optimiser l'impact et la pertinence de la présence du YMCA NDG sur le territoire ainsi que sa viabilité. Cette période de transition

permettrait, en partenariat, de concevoir un projet majeur de redéveloppement pour 2025.

Des discussions ont suivi entre la DCSLDS et les représentants des YMCA du Québec pour le YMCA à Notre-Dame-de-Grâce. Il a été convenu d'approfondir un scénario d'aide pour les clientèles jeunesses et aînés et de continuer les discussions quant aux autres propositions.

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) déploie sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce une offre de services en sports et loisirs dans près de 20 centres ou installations. En collaboration avec les OBNL reconnus par l'arrondissement, la Direction soutien les activités de loisirs par le biais de divers programmes dont, entres autre le « Programme - Animation de loisirs ». La DCSLDS et le « Programme - camp de jour ». Les principaux aspects qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie sont: la desserte des activités de loisirs et des camps municipaux sur son territoire pour mieux répondre aux besoins des clientèles jeunesse et ainés.ées.

Dans une optique de continuité de service et de présence sur l'ensemble du territoire et suite à une évaluation des programmations offertes, cette année, l'OBNL a, à nouveau, été invité à déposer des projets d'animation de loisirs et de camp de jour accompagnés d'un plan d'action afin d'avoir accès à une contribution financière de 2022 à 2024. Ces contributions financières sont un levier qui permet à l'organisme de déployer des services et des activités.

Ainsi, les YMCA du Québec ont déposé ses deux demandes de soutien financier au montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

Notons également que des travaux sont menés au plan montréalais entre les YMCA du Québec, la Ville et les arrondissements concernés afin d'élaborer des recommandations répondant aux attentes de l'ensemble des parties.

La DCSLDS a procédé au suivi et à l'évaluation de la convention en cours. La Direction est satisfaite des services rendus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 170249: Accorder une contribution financière ponctuelle aux YMCA du Québec, totalisant 40 000 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation d'une programmation en animation de loisirs - jeunesse et aîné.e.s au YMCA de Notre-Dame-de-Grâce, pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022 et approuver le projet de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

DESCRIPTION

De façon plus spécifique, la DCSLDS s'est servi des grandes balises du programme en animation de loisir et de camp de jour pour évaluer la demande et déterminer le soutien financier qui pourrait être recommandé. Cette recommandation permet de soutenir l'organisme dans un contexte d'urgence suite à la Pandémie et d'offrir des services en loisirs en se basant, de façon globale, sur les contributions versées aux OBNL dans le cadre des programmes en animation de loisirs et de camp de jour.
Les projets d'animation proposés amélioreront l'offre de services s'adressant aux jeunes et aux aînés.ées. Il est maintenant établi que ces deux clientèles ont été éprouvé.e.s significativement par les mesures sanitaires.

Les services offerts aux aînés dans les HLM des secteurs CDN-NDG contribuent à lutter contre la pauvreté et l'exclusion des résidents et résidentes pour que tous puissent atteindre leur plein potentiel. Des séances d'activités physiques pour les aînés vivant en HLM seront offertes tel que yoga sur chaises, danse, zumba etc.

En ce qui a trait à la gamme de programmes et services offerts à la clientèle jeunesse, ces derniers consistent à des activités sportives et physiques qui contribuent au développement des aptitudes nécessaires à la vie quotidienne, en passant aussi par les arts et la culture. Les activités sont animées par des animateurs et des travailleurs qualifiés et dynamiques dans un environnement sécuritaire, accueillant et solidaire.

Les clientèles rejointes dans les différents lieux d'activités sont recensées et décrites à travers les portraits de voisinages élaborés par la DCSLDS et transmis aux organismes pour leur permettre la réalisation d'une programmation de loisirs et de camp de jour adaptée. Les activités offertes visent une clientèle diversifiée soit entres autre, les jeunes et les aînés.

Le « Programme Camp de jour » permet de soutenir la réalisation d'une offre d'activités en saison estivale destinée principalement aux enfants résidents de l'arrondissement et âgés de 6 et 12 ans. Le programme est avant tout un programme de loisir régulier permettant aux jeunes de vivre des expériences riches par le biais d'activités collectives diversifiées et sociales durant la période estivale. Le jeu est au cœur des expériences vécues à travers les différentes activités programmées.

Le « Programme - Animation de loisirs » vise à établir une offre d'activités de loisir rencontrant les objectifs de qualité, de diversité et d'accessibilité.

Les YMCA du Québec ont déposé deux demandes de soutien financier auxquelles sont intégrés le plan d'action et la prévision budgétaire. La promotion de saines habitudes de vie et la réalisation de services de loisir est au centre de sa mission.

Les conventions permettent à l'arrondissement d'assurer une programmation d'activités sportives, physiques et de loisirs variées, accessibles, et de qualité pour les jeunes.

JUSTIFICATION

Pendant la pandémie de Covid 19, le groupe a pu proposer des activités virtuelles ou en présentiel lorsque cela était possible. Durant cette période, l'organisme a su adapter les services pour mieux répondre aux besoins exprimés par sa clientèle. De plus, tout au long de l'année, l'organisme a fait en sorte que les activités offertes soient sécuritaires et respectent les directives émises par la Direction régionale de santé publique. Cet organisme a contribué à créer et à solidifier un filet social fort durant cette période de crise.
Une analyse des demandes financières a, entres autres, été effectuée selon les critères suivants:

- État de la situation actuelle;
- Évaluation de la demande et du projet déposé pour la réalisation d'activités de loisirs;
- Évaluation du montage financier déposé dans le cadre Programme de soutien à l'animation de loisirs;
- Évaluation de la saine gestion financière de l'organisme;
- Bénéfice pour les clientèles;
- Complémentarité de l'offre avec les autres centres.

Les demandes et plans d'action des projets déposés par les YMCA du Québec répondent aux principales attentes de la DCSLDS. En réalisant les actions et activités proposées,

l'organisme devrait atteindre les objectifs qui consistent à maintenir son offre de services et déployer de nouvelles activités en animation de qualité et adaptée aux caractéristiques du voisinage, tout en tenant compte de leur mission.

Le résultat de l'analyse permet à la DCSLDS de recommander l'octroi de la contribution financière ponctuelle tel que décrit dans l'objet.

L'organisme qui fait l'objet de ce sommaire sera susceptible d'avoir accès aux installations d'un tiers pour offrir les activités de camp de jour pour l'ensemble des citoyens.nes de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre du présent sommaire, le montant accordé
Cette dépense sera financée à 100 % par le surplus libre de l'arrondissement.

OSBL-Convention de contribution	Durée du contrat	Valeur totale	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
YMCA - Camp de jour	3 ans	78 000 $	26 000 $	26 000 $	26 000 $
YMCA - animation loisirs (jeunesse et ainés)	2 ans 8 mois	160 000 $	40 000 $	60 000 $	60 000 $

Imputation budgétaire:
2406.0012000.300728.07123.61900.016490.0000.000000.012136.00000 (animation loisirs)
La demande d'achat no. 724407 pour YMCA - programme du camp d'été a été préparée pour réserver les crédits.

Imputation budgétaire:
2406.0012000.300728.07123.61900.016490.0000.000000.012143.00000 (Camp de jour)

La demande d'achat no. 724412 pour YMCA - programme - animation de loisirs a été préparée pour réserver les crédits pour réserver les crédits.

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre (4) piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans son Plan local de développement durable 2019-2022.

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030:

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

- Offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Compte tenu des impacts de la pandémie sur les activités de loisirs, cette recommandation démontre la volonté de l'arrondissement de soutenir les YMCA du Québec dans cette période de transition et permet d'offrir des services supplémentaires répondant à des besoins reconnus. Les aînés et les jeunes ont été grandement touchés par la pandémie et la relance des activités de loisirs prend alors toute son importance.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement souhaite maintenir les services de loisir offerts par l'OSBL mentionnés dans ce sommaire.
La crise de la COVID-19 nécessite une participation accrue du réseau de loisirs communautaires. Durant la crise, les organismes communautaires jouent un rôle important pour offrir un service de proximité adapté aux besoins d'une clientèle diversifiée et en situation difficile.

La mission de l'organisme nommé est au cœur de l'intervention de première ligne dans la mise en place de services pour la clientèle de l'arrondissement. En ce sens, l'organisme continuera de mettre en place de nouveaux outils et développer des approches adaptées qui s'adressent aux jeunes et aux aînés.

Advenant une continuité de la pandémie, l'OSBL s'engage à appliquer toutes les règles énoncées dans les décrets ministériels pour le déroulement des activités . Également les mesures sanitaires seront mises en place selon les directives de la DRSP.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Automne et août 2022 : Transmission des programmes: «Camp de jour et Animation de loisirs » et des documents de projets à compléter et à transmettre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022 : Adoption au Conseil d'arrondissement du 2 mai 2022.
Juin 2022 : Signature de la convention.
Juillet 2022 : Émission du premier versement.
Octobre 2024 : Évaluation et suivi

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-872-0322
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : 514 239-4917
Télécop. :





CONV_CdJ_YMCA_2022-2024.pdfCONV_A_Loisirs_YMCA_2022-2024.pdf.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boul. Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : Les YMCA du Québec, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Drummond, Montréal, Québec H3G 1W4, agissant et représentée par M. Andrew Borrelli, Chargé de projet,du redéveloppement du YMCA NDG dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission qui s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme Camp de jour* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Annexe 5** » :	modèle à utiliser pour la Reddition de compte;
2.6 « **Responsable** » :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.9 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.10 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;
2.11 « **Session** » :	la session estivale du 1er juin au 30 septembre;
2.12 « **Unité administrative** » :	l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de soixante dix huit mille dollars (78 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce

qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a

pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un

don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Andrew Borrelli, chargé de projet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Les YMCA du Québec

Par : _____
M. Andrew Borrelli, Chargé de projet

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

YMCA Notre-Dame-de-Grâce

Demande de soutien financier - Camp de jour

1 juin 2022 au 31 août 2024

Identification de l'organisme
Les YMCA du Québec
Numéro REQ : 1141011800
Numéro d'enregistrement ARC : 119307031RR0001
Date d'incorporation : 26 août 1994
1435 rue Drummond Montréal (Québec) H3G 1W4
www.ymcaquebec.org

Représentant désigné
Andrew Borrelli
Chargé de projet du redéveloppement du YMCA de Notre-Dame-de-Grâce
514 242-8040
andrew.borrelli@ymcaquebec.org

Table des matières

Formulaire de demande de soutien financier	p. 3
Résolution du conseil d'administration des YMCA du Québec	p. 10
Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019	p. 11
ANNEXE A – Guide du camp de jour pour les parents	p. 23
ANNEXE B – Cartographie des codes postaux	p. 42
Rapport à la communauté et rapport financier des YMCA du Québec – 2020	p. 44
Budget 2021 des YMCA du Québec	p. 53
Liste des administrateurs du conseil d'administration des YMCA du Québec	p. 54
Certificat d'assurances	p. 56

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour

Année : 2022-2024

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Les YMCA du Québec

No d'enregistrement REQ: 1141011800

Date d'incorporation: 1994-08-26

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
1435 rue Drummond, Montréal, Québec H3G 1W4

Représentant désigné: Andrew Borrelli

Titre: Chargé de projet du redéveloppement du YMCA NDG

Numéro de téléphone: 514 242-8040

Adresse courriel: andrew.borrelli@ymcaquebec.org

Site internet
www.ymcaquebec.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Le YMCA a la mission d'inspirer et d'engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité. Profondément enracinés au Québec depuis plus de 170 ans, le YMCA axe ses actions auprès des jeunes, des familles et des personnes les plus vulnérables, avec une offre de programmes et services leur permettant de développer des compétences, l'estime de soi, le sens critique et la participation de chacun.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Le camp de jour au YMCA est parfait pour les touche-à-tout avec ses semaines thématiques et un mélange d'activités sportives, ludiques et artistiques qui permettent à chaque jeune d'explorer ses centres d'intérêt et de découvrir de nouvelles passions. Cette demande nous permettra de soutenir notre offre actuelle de camps de jour au cours des trois prochaines années, de permettre aux citoyens de Notre-Dame-de-Grâce, et d'ailleurs dans l'arrondissement, l'accès à des services de qualité et consolider par la même occasion une collaboration plus étroite avec l'arrondissement afin de faire face aux enjeux prioritaires du quartier.

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début: 2022-06-01

Date de fin: 2024-08-31

2.1 Objectif général du Programme

1/

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Offrir un camp de jour d'été pour les enfants de 6 à 12 ans de l'arrondissement CDN-NDG.	Le camp de jour du YMCA NDG est offert sur une période de 8 à 9 semaines (selon l'année et le calendrier scolaire) de 9h à 16h du lundi au vendredi. Les activités du camp sont animées par des moniteurs qualifiés et se déroule dans l'environnement sécuritaire du YMCA NDG. Les campeurs ont accès aux installations du centre, dont la piscine, le gymnase et les espaces verts extérieurs.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations.	350 à 450 enfants de 6 à 12 ans, dont 85 % résident dans l'arrondissement CDN-NDG (veuillez consulter l'annexe B pour la cartographie des codes postaux des campeurs de l'été 2019), fréquentent le camp, un minimum de 1 semaine (par été), pour une moyenne de 120 campeurs par semaine (capacité de 135 campeurs par semaine). Environ 15% des campeurs bénéficient de l'aide financière offerte par le YMCA avec un rabais moyen de 45% sur le coût hebdomadaire du camp.

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour traditionnel	6 à 12 ans	120	8	35	231 $

2/

Service de garde (matin)	6 à 12 ans	45	8	7,5	27 $
Service de garde (après-midi)	6 à 12 ans	55	8	10	36 $
Veuillez consulter l'annexe A pour le guide du camp de jour pour les parents pour plus de détails.					

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	0	0

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions	Nbr de postes		Formation demandée et

3/

(coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Temps plein	Temps partiel	Tâches effectuées	expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
Coordonnateur	1		Supervision du personnel, assurer la sécurité et le bon fonctionnement du camp, la communication avec les parents, les tâches administratives.	1er soins, DEC
Coord. adjoint	1		Supervision du personnel, assurer la sécurité et le bon fonctionnement du camp, la communication avec les parents, les tâches administratives.	1er soins, DEC
Coord. programme compagnon	1		Supervision des compagnons, assurer la sécurité et le bon fonctionnement du programme, la communication avec les parents, les tâches administratives.	1er soins, DEC
Moniteurs	17		Supervision des campeurs, animation d'activités, la communication avec les parents, assurer la sécurité du site	50 heures de formation (DAFA + programme maison)
Compagnons	6		Encadrement et accompagnement d'un campeur ayant des besoins particuliers, la communication avec les parents, assurer la sécurité du site	50 heures de formation (DAFA + programme maison)

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s	Téléphone
N/A	N/A	N/A	N/A

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	426 438 $
Dépenses	426 438 $
Surplus/déficit	0 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	26 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	4 700 $
Contributions du gouvernement provincial (précisez)	Education, loisirs et sport	12 554 $

4/

Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Développement ressource humaines	72 000 $
	Patrimoine	2 700 $
Contributions d'autres sources (précisez)	La Fondation des YMCA du Québec	31 807 $
	Les YMCA du Québec	10 779 $
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	265 898 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	426 438 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	2024	19,88 $	40 241 $
	Animation	5969	17,91 $	106 890 $
	Intervention	2420	18,38 $	44 481 $
	Gestion et soutien administratif	186	27,47 $	5 097 $
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			275 $
Frais de location	Bâtiments			97 566 $
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				
Matériel et fournitures				7 996 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				11 161 $
Autres dépenses				112 731 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			426 438 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	N/A	N/A
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	N/A	N/A
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		N/A
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	N/A	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

5/

Ressources	Quantité
N/A	N/A

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
N/A	N/A

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

Compléter par :

Andrew Borrelli
Nom en lettres moulées

Signature

30-nov-21
Date

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet

Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

6/

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 710
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: dcslds-cdn-ndg@montreal.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/

Résolution approuvée par le conseil d'administration

Approbation électronique au 03 décembre 2021 Résolution : CE 20211203-002

AYANT TRAIT À L'AUTORISATION DE DÉPÔT DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER AUPRÈS DE L'ARRONDISSEMENT CDN-NDG POUR L'OFFRE EN CAMPS DE JOUR DU YMCA NDG POUR LES ANNÉES 2022, 2023 et 2024

IIL EST DÛMENT RÉSOLU d'approuver la demande de soutien financier adressée à l'arrondissement Cote-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce d'un montant de 26 000$ annuellement et de manière récurrente pour les années 2022, 2023 et 2024 et d'autoriser Andrew Borrelli, chargé de projet du redéveloppement du YMCA Notre-Dame-de-Grâce à représenter l'organisme et à signer tout document relatif à cette demande, ainsi que d'autoriser Michel Rheault, Vice-président finances et administration des YMCA du Québec à signer tous documents dans ce dossier relatifs aux informations financières.

Montréal, 03 décembre 2021

Stéphane Vaillancourt

Secrétaire

RE:CE 20211203-002

Plein de vies

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG

Informations générales

** Si un champ ne requiert pas de réponse, veuillez inscrire s/o*

Organisme à but non lucratif

Nom légal de l'organisme
Les YMCA du Québec

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
1435 rue Drummond, Montréal, Québec H3G 1W4

Numéro de téléphone	Numéro de télécopieur
514 849-5331	N/A

Adresse courriel	Site internet
andrew.borrelli@ymcaquec.org	www.ymcaquebec.org

Camp de jour

Nom du camp
Camp de jour - YMCA Notre-Dame-de-Grâce

Adresse si différente (lieux des activités)
4335 avenue Hampton, Montréal, Québec H4A 2L3

Numéro de téléphone	Numéro de télécopieur
514 486-7315	N/A

Adresse courriel (si différent)	Site internet (si différent)
N/A	N/A

Accessibilité mobilité réduite: non

Horaire du camp

Semaines régulières de la programmation (aaaa-mm-jj)

Date de début	Date de fin	Nbre de semaines
2019-07-08	2019-08-23	7

Semaines supplémentaires

Date de début	Date de fin	Nbre de semaines
2019-06-25	2019-07-05	2

Horaire d'opération du camp (sans le service de garde)

Âge de la clientèle	Lundi au jeudi (hh:mm à hh:mm)	Vendredi (hh:mm à hh:mm)
3 à 5 ans		
6 à 12 ans	9h00	16h00
13 ans et plus		

Inscriptions

Pré-inscriptions

Date	Jour	Horaire (hh:mm à hh:mm)	Endroit
N/A			
voir la section commentaires ci-dessous			

Inscriptions

Date	Jour	Horaire (hh:mm à hh:mm)	Endroit
N/A			
voir la section commentaires ci-dessous			

Nature du camp

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG

Informations générales

Forfaits disponibles

- ☐ Été - 7 semaines et +
- ☐ Bloc de 2 semaines
- ☑ 1 semaine

Type de camp : régulier

Langues parlées dans le camp : bilingue

Capacité

	3-5 ans	6-12 ans	13 et plus
Cible tel qu'entendu avec votre personne ressource à la Ville		155	

Capacité fonctionnelle par semaine	155

Tarifs

		Résidents de la Ville de Montréal (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et autres arrondissements)			Non-résidents (Villes liées et banlieues)		
Coûts du camp	Inclût	Été - 7 semaines et +	Bloc de 2 semaines	1 semaine	Été - 7 semaines et +	Bloc de 2 semaines	1 semaine
Frais d'inscription				222,00 $			222,00 $
Frais d'administration (Payable une seule fois dans l'été)	☐			0,00 $			0,00 $
Membership	☐			0,00 $			0,00 $
Transport	☐			0,00 $			0,00 $
Activités/sorties	☑			0,00 $			0,00 $
T-shirt	☑			0,00 $			0,00 $
Autres(spécifiez)	☐			0,00 $			0,00 $
Total				222,00 $			222,00 $
Escompte 2e enfant (%)				5%			5%
Escompte 3e enfant (%)				5%			5%
Escompte autre (%) (spécifiez)							
Aide financière (rabais moyen accordé)				47,50%			47,50%
Pré-inscription				5%			5%
Abonnement YMCA				10%			10%

Coûts du service de garde		Résidents de la Ville de Montréal (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et autres arrondissements)			Non-résidents (Villes liées et banlieues)		
	Horaire (hh:mm à hh:mm)	Été - 7 semaines et +	Bloc de 2 semaines	1 semaine	Été - 7 semaines et +	Bloc de 2 semaines	1 semaine
Matin	7h30 à 9h00			27,00 $			27,00 $
Après-midi	16h00 à 18h00			36,00 $			36,00 $
Matin après-midi							

Commentaires

Il n'y a pas de pré-inscription. L'inscription ne se fait pas à une heure ou à un endroit fixes. L'inscription peut être effectuée à tous les établissement du YMCA pendant les heures d'ouverture ou en ligne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Les inscriptions se terminent pour une semaine donnée de camp une fois la capacité atteinte. En 2019, il y avait un tarif réduit de 178$ pour les semaines du 24 juin et 1er juillet car le camp était fermé pour les deux jours fériés (St-Jean et Fête du Canada). Le programme compagnons est offert sans frais supplémentaires pour les enfants ayant des besoins particuliers - 13 campeurs ont bénéficié de ce programme pour un total de 56 semaines de camp; 48 familles et un total de 60 campeurs ont bénéficié d'une aide financière offerte par le YMCA, pour un rabais moyen de 47,5 % sur le coût hebdomadaire du camp. Chaque campeur reçoit un t-shirt de camp lors de sa première semaine au camp.

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Qualifications personnel

Les YMCA du Québec
Camp de jour - YMCA Notre-Dame-de-Grâce
4335 avenue Hampton, Montréal, Québec H4A 2L3

Emploi Été Canada	Nbre employés	Montant
Demandé	11	49 800,00 $
Reçu	8,5	38 300,00 $

Nbre d'employés dans chacun de ces postes	Coordonnateurs	Aides-moniteurs (CIT)
	3	0

Les informations de ce formulaires sont confidentielles

Seulement les informations concernant les moniteurs doivent se retrouver dans le tableau
Inscrire s/o lorsqu'aucune réponse ne s'applique - Ne rien inscrire dans les zones en gris

Début du camp: 2019-07-08

Prénom de l'employé	Nom	Date de naissance (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Formation premiers soins			Pré-requis		
				Société émettrice	Date d'émission (aaaa-mm-jj)	Formation en premiers soins à jour	Exigence de formation	L'employé a-t-il une scolarité minimum de sec IV?	Ensemble des exigences respectées?
Moniteur 1	Montiteur 1			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 2	Montiteur 2			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 3	Montiteur 3			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 4	Montiteur 4			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 5	Montiteur 5			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 6	Montiteur 6			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 7	Montiteur 7			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 8	Montiteur 8			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 9	Montiteur 9			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 10	Montiteur 10			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 11	Montiteur 11			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 12	Montiteur 12			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 13	Montiteur 13			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui
Moniteur 14	Montiteur 14			Autres	2019-06-17	oui	Critère A	oui	oui

Je certifie avoir procédé à la vérification et validation en bonne et dû forme des exigences de qualification tel qu'énoncé dans le programme Camp de Jour pour tous les moniteurs à l'emploi.

J'accepte de remettre les documents nécessaires pour fins de vérification à l'arrondissement sur demande.

Signature du responsable du camp de jour

2021-11-30
Date de signature

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1- La certification doit être de minimum 16 heures incluant premiers soins généraux RCR et DEA valide pour une période de deux ans.

2- La date de la formation complète est exigée.

Choisir un moins un de ces critères

Critère A : 30 heures de formation en animation - Formation reconnue DAFA,PAM ou programme maison

Critère B : 250 heures d'expérience dans un poste de responsabilité auprès d'un groupe de jeunes

Critère C : Une année de scolarité niveau collégial ou universitaire dans un domaine d'intervention auprès des jeunes (loisirs, animation, éducation, etc.)

Nombre de moniteurs respectant les exigences
14
Nombre total de moniteurs
14
Taux de qualification
100%

2021-12-03

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Les YMCA du Québec
Camp de jour - YMCA Notre-Dame-de-Grâce
4335 avenue Hampton, Montréal, Québec H4A 2L3

Début du camp: 2019-07-08

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	Indiquer par un "1" les semaines auquelles l'enfant était inscrit						
						2019-07-08	2019-07-15	2019-07-22	2019-07-29	2019-08-05	2019-08-12	2019-08-19
						1	2	3	4	5	6	7
				H1E 3E4	1 semaine							
				H1K 0J1	1 semaine							
				H2A 2L4	1 semaine							
				H2A 2Y2	1 semaine							
				H2L 3M8	1 semaine							
				H2L 3Y9	1 semaine							
				H2V 2P5	1 semaine							
				H2W 1S8	1 semaine							
				H2X 1N2	1 semaine							
				H3C 2G6	1 semaine							
				H3H 1V8	1 semaine							
				H3J 1G1	1 semaine							
				H3J 1V7	1 semaine							
				H3K 1P1	1 semaine							
				H3L 2S3	1 semaine							
				H3V 1C8	1 semaine							
				H3W 0A2	1 semaine							
				H3W 1V2	1 semaine							
				H3W 2H1	1 semaine							
				H3W 2M6	1 semaine							
				H3W 2M9	1 semaine							
				H3W 3B2	1 semaine							
				H3X 1R6	1 semaine							
				H3X 1Y4	1 semaine							
				H3X 2A4	1 semaine							
				H3X 2A9	1 semaine							

2021-12-03 1/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H3X 2B5	1 semaine							
				H3X 2C1	1 semaine							
				H3X 2C3	1 semaine							
				H3X 2C4	1 semaine							
				H3X 2E6	1 semaine							
				H3X 2E8	1 semaine							
				H3X 2G1	1 semaine							
				H3X 2G3	1 semaine							
				H3X 2H2	1 semaine							
				H3X 2L1	1 semaine							
				H3X 2L4	1 semaine							
				H3X 2P3	1 semaine							
				H3X 2P5	1 semaine							
				H3X 2P6	1 semaine							
				H3X 2P7	1 semaine							
				H3X 2S2	1 semaine							
				H3X 2S3	1 semaine							
				H3X 2T2	1 semaine							
				H3X 2V7	1 semaine							
				H3X 3A2	1 semaine							
				H3X 3P3	1 semaine							
				H3X 3P5	1 semaine							
				H3X 3P6	1 semaine							
				H3X 3P8	1 semaine							
				H3X 3R5	1 semaine							
				H3X 3R8	1 semaine							
				H3X 3R9	1 semaine							
				H3X 3S1	1 semaine							
				H3X 3S3	1 semaine							
				H3Y 1H9	1 semaine							
				H3Y 2V7	1 semaine							
				H3X 3P6	1 semaine							
				H3Z 2J6	1 semaine							

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H3Z 2N1	1 semaine							
				H4A 1A3	1 semaine							
				H4A 1A9	1 semaine							
				H4A 1B6	1 semaine							
				H4A 1B7	1 semaine							
				H4A 1B9	1 semaine							
				H4A 1G1	1 semaine							
				H4A 1G5	1 semaine							
				H4A 1H1	1 semaine							
				H4A 1H6	1 semaine							
				H4A 1L2	1 semaine							
				H4A 1L9	1 semaine							
				H4A 1M2	1 semaine							
				H4A 1M8	1 semaine							
				H4A 1S5	1 semaine							
				H4A 1V6	1 semaine							
				H4A 1Y1	1 semaine							
				H4A 2G9	1 semaine							
				H4A 2H3	1 semaine							
				H4A 2H6	1 semaine							
				H4A 2J2	1 semaine							
				H4A 2J3	1 semaine							
				H4A 2J6	1 semaine							
				H4A 2K1	1 semaine							
				H4A 2K5	1 semaine							
				H4A 2K6	1 semaine							
				H4A 2L5	1 semaine							
				H4A 2M7	1 semaine							
				H4A 2N8	1 semaine							
				H4A 2P2	1 semaine							
				H4A 2P4	1 semaine							
				H4A 2P5	1 semaine							
				H4A 2R2	1 semaine							

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H4A 2R4	1 semaine							
				H4A 2R7	1 semaine							
				H4A 2S4	1 semaine							
				H4A 2S6	1 semaine							
				H4A 2S7	1 semaine							
				H4A 2T2	1 semaine							
				H4A 2V1	1 semaine							
				H4A 2V2	1 semaine							
				H4A 2V3	1 semaine							
				H4A 2V4	1 semaine							
				H4A 2V5	1 semaine							
				H4A 2W1	1 semaine							
				H4A 2W2	1 semaine							
				H4A 2W5	1 semaine							
				H4A 2W8	1 semaine							
				H4A 2X1	1 semaine							
				H4A 2X7	1 semaine							
				H4A 2Y6	1 semaine							
				H4A 2Y9	1 semaine							
				H4A 2Z1	1 semaine							
				H4A 2Z2	1 semaine							
				H4A 2Z6	1 semaine							
				H4A 2Z8	1 semaine							
				H4A 2Z9	1 semaine							
				H4A 3A7	1 semaine							
				H4A 3B4	1 semaine							
				H4A 3B5	1 semaine							
				H4A 3B8	1 semaine							
				H4A 3C3	1 semaine							
				H4A 3C5	1 semaine							
				H4A 3C6	1 semaine							
				H4A 3E8	1 semaine							
				H4A 3H9	1 semaine							

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H4A 3J6	1 semaine							
				H4A 3K4	1 semaine							
				H4A 3K7	1 semaine							
				H4A 3M3	1 semaine							
				H4A 3N8	1 semaine							
				H4A 3P1	1 semaine							
				H4A 3R5	1 semaine							
				H4B 0A1	1 semaine							
				H4B 0A2	1 semaine							
				H4B 1B8	1 semaine							
				H4B 1E7	1 semaine							
				H4B 1G1	1 semaine							
				H4B 1H1	1 semaine							
				H4B 1J9	1 semaine							
				H4B 1K5	1 semaine							
				H4B 1L8	1 semaine							
				H4B 1N4	1 semaine							
				H4B 1N7	1 semaine							
				H4B 1P1	1 semaine							
				H4B 1P2	1 semaine							
				H4B 1R8	1 semaine							
				H4B 1X6	1 semaine							
				H4B 1Z6	1 semaine							
				H4B 2B6	1 semaine							
				H4B 2B8	1 semaine							
				H4B 2E4	1 semaine							
				H4B 2E6	1 semaine							
				H4B 2G7	1 semaine							
				H4B 2H7	1 semaine							
				H4B 2K1	1 semaine							
				H4B 2K2	1 semaine							
				H4B 2K6	1 semaine							
				H4B 2K8	1 semaine							

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H4B 2K9	1 semaine							
				H4B 2L2	1 semaine							
				H4B 2M7	1 semaine							
				H4B 2N4	1 semaine							
				H4B 2P1	1 semaine							
				H4B 2P2	1 semaine							
				H4B 2P4	1 semaine							
				H4B 2P8	1 semaine							
				H4B 2R1	1 semaine							
				H4B 2R3	1 semaine							
				H4B 2R6	1 semaine							
				H4B 2R8	1 semaine							
				H4B 2S3	1 semaine							
				H4B 2S4	1 semaine							
				H4B 2S7	1 semaine							
				H4B 2T5	1 semaine							
				H4B 2T6	1 semaine							
				H4B 2T8	1 semaine							
				H4B 2V2	1 semaine							
				H4B 2V5	1 semaine							
				H4B 2V6	1 semaine							
				H4B 2V9	1 semaine							
				H4B 2W1	1 semaine							
				H4B 2W4	1 semaine							
				H4B 2W5	1 semaine							
				H4B 2W6	1 semaine							
				H4B 2W8	1 semaine							
				H4B 2X9	1 semaine							
				H4B 3A3	1 semaine							
				H4B 3A4	1 semaine							
				H4C 2M4	1 semaine							
				H4C 2X8	1 semaine							
				H4E 3W3	1 semaine							

2021-12-03 6/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG
Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H4G 1K6	1 semaine							
				H4L 3P8	1 semaine							
				H4L 3Z4	1 semaine							
				H4L 5N4	1 semaine							
				H4R 0L5	1 semaine							
				H4R 3K3	1 semaine							
				H4V 1J7	1 semaine							
				H4V 1M1	1 semaine							
				H4V 1N2	1 semaine							
				H4V 1N6	1 semaine							
				H4V 1T7	1 semaine							
				H4V 1X3	1 semaine							
				H4V 1Z5	1 semaine							
				H4V 1Z9	1 semaine							
				H4V 2A2	1 semaine							
				H4V 2C2	1 semaine							
				H4V 2G2	1 semaine							
				H4V 2G3	1 semaine							
				H4V 2K6	1 semaine							
				H4V 2L1	1 semaine							
				H4V 2M7	1 semaine							
				H4V 2N5	1 semaine							
				H4V 2R6	1 semaine							
				H4V 2S2	1 semaine							
				H4V 2S3	1 semaine							
				H4V 2S8	1 semaine							
				H4V 2T2	1 semaine							
				H4V 3A4	1 semaine							
				H4W 1L1	1 semaine							
				H4W 1S4	1 semaine							
				H4W 1S8	1 semaine							
				H4W 1T2	1 semaine							
				H4W 2A8	1 semaine							

2021-12-03 7/8

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG

Liste d'inscriptions

Sexe (F/M)	Date d'anniversaire (aaaa-mm-jj)	Âge (ne rien inscrire)	Adresse (no civique, rue)	Code postal (A0A 0A0)	Type de forfait	1	2	3	4	5	6	7
				H4W 2G7	1 semaine							
				H4W 2M3	1 semaine							
				H4W 2M5	1 semaine							
				H4W 2T8	1 semaine							
				H4W 3G3	1 semaine							
				H4X 1V8	1 semaine							
				H4X 1X7	1 semaine							
				H8T 3L1	1 semaine							
				H7N 6B5	1 semaine							
				H7L 3J7	1 semaine							
				H8R 1J3	1 semaine							
				H8S 2W9	1 semaine							

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Formulaire_Indicateurs camp de jour 2019_YMCA NDG

Diversité

Les YMCA du Québec

Camp de jour - YMCA Notre-Dame-de-Grâce
4335 avenue Hampton, Montréal, Québec H4A 2L3

CONSIGNES Indiquer pour chaque champ d'activités et chaque catégorie d'âge: le nombre de semaine sur un maximum de 7 semaines, où vous avez réalisé une activité minimum par catégorie d'âge par semaine.

Note importante pour atteindre l'objectif, 75% des groupes d'une même catégorie d'âge doivent avoir participé à l'activité

Champ d'activités	Loisirs	Activités physiques et sportives	Art et culture	Activités scientifiques	Activités récréotouristique	***Taux de diversité*** par catégorie d'âge
Exemples d'activités	Ciné club, jeux libres, jeux coopératifs, jeux calmes, mini-golf, quilles, etc.	Basketball, soccer, natation, hockey, volleyball, etc.	Arts plastiques, bande dessinée, chant, cinéma, cirque, couture, danse, décoration, dessin, émission radiophonique, musique, photographie, sculpture, théatre, vidéo, etc.	Botanique/horticulture, astronomie, écologie, chimie, physique, biologie, archéologie, géographie, électronique, informatique, etc.	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium, Planétarium, sites patrimoniaux, historiques, touristiques, La Ronde, Zoo, etc	
Catégorie d'âge						
5-6	7	7	7	7	7	100%
7-8	7	7	7	7	7	100%
9-12	7	7	7	7	7	100%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

L'Organisme a-t-il remis l'horaire de la programmation pour chaque semaine pour chaque catégorie d'âge ? /7



Table des matières

LES YMCA DU QUÉBEC 3
L'EXPÉRIENCE DES CAMPS YMCA 3
QU'EST-CE QUE MON CAMPEUR/MA CAMPEUSE DOIT APPORTER AU CAMP? 4
PROCÉDURES D'ARRIVÉE ET DE DÉPART 6
PRISE DE PHOTOS ET UTILISATION DU MATÉRIEL PROMOTIONNEL 8
CODE DE CONDUITE DU CAMPEUR 9
FOIRE AUX QUESTIONS 11
Quelles sont les mesures de sécurité spécifiques à la COVID-19? 11
Quelle est la politique d'exclusion et de réintégration si un.e enfant développe des symptômes de la COVID-19 à la maison, ou s'il/elle a été en contact avec une personne présentant des symptômes? 12
Que se passe-t-il si un.e enfant développe des symptômes de la COVID-19 pendant sa journée de camp? 13
Que se passe-t-il si mon/ma campeur.euse présente d'autres symptômes de maladie? 14
Quelle est la procédure en cas d'incident ou accident? 14
Puis-je envoyer des médicaments au camp? 14
Quelle est la procédure du camp en ce qui concerne les poux et les vers intestinaux? 15
Que dois-je faire si mon/ma campeur.euse perd quelque chose au camp? 15
Puis-je rencontrer le personnel du camp avant le début du camp? 16
NOUS JOINDRE 17
PROGRAMME COMPAGNONS 18

LES YMCA DU QUÉBEC

On bâtit des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour toutes et tous. Notre mission est d'inspirer et d'engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Tous nos camps de jour sont certifiés par l'A.C.Q. En nous choisissant, vous confiez votre campeur.euse à un organisme qui adhère aux normes et standards de camps provinciaux les plus élevés, établis par l'Association des camps du Québec.

L'EXPÉRIENCE DES CAMPS YMCA

Bien que chaque camp YMCA soit unique, tous nos camps offrent aux campeurs et campeuses des occasions de s'épanouir et d'apprendre. Vos jeunes s'amuseront à chaque instant au camp, sans même se rendre compte que notre programmation les aide à développer leur autonomie, de saines habitudes de vie et un sentiment d'appartenance à une communauté qui les suivra partout! Chacun et chacune créera également des souvenirs pour toute la vie. Pour plus d'informations sur nos programmes et nos approches, on vous invite à visiter notre site Web.

Au camp de jour, les participants et participantes peuvent profiter d'un environnement sain, sécuritaire et bienveillant. Au YMCA, on sait que les enfants et les jeunes ont besoin de relations positives avec leurs pairs et les adultes dans leur vie, c'est pourquoi on instaure un environnement qui encourage les campeurs et les campeuses à bâtir des relations durables avec leurs pairs.

Parallèlement, notre souhait est de développer une relation avec les parents/tuteurs.trices des enfants. On vous invite à nous poser toutes vos questions et à nous faire part de vos commentaires nous permettant de toujours améliorer l'expérience vécue par nos participants et participantes.

L'une de nos valeurs fondamentales est l'inclusion. C'est pourquoi, chaque année, on accueille dans nos camps plusieurs enfants ayant des besoins particuliers et des capacités diversifiées. En leur fournissant le soutien dont ils/elles ont besoin, on s'assure que tous nos campeurs et campeuses sont des membres actifs et appréciés au sein de la communauté de leur camp. Pour en découvrir davantage sur notre Programme compagnons, on vous invite à vous rendre à la fin de ce document.

Bonne lecture et bonne préparation!

QU'EST-CE QUE MON CAMPEUR/MA CAMPEUSE DOIT APPORTER AU CAMP?

Votre campeur.euse devra porter :

- des chaussures de course, des chaussures à semelle antidérapante ou des sandales de sport à bout fermé;
- des vêtements appropriés à la météo et aux activités du camp;
- un chapeau puisque les journées entières seront passées à l'extérieur lorsque la météo le permet!

Cette année, on devra limiter au maximum l'entrée et la sortie de matériel sur le site du camp, c'est pourquoi on vous demande de mettre uniquement les articles suivants dans le sac à dos de votre campeur.euse :

- Deux couvre-visages, à porter à l'intérieur. Important : Porter un masque de procédure, fourni par le camp, pourrait être exigé au cours de l'été, dépendamment de l'évolution de la situation sanitaire.
- De la crème solaire résistante à l'eau ayant un FPS de 30 ou plus (la crème solaire devra être appliquée avant l'arrivée au camp et sera réappliquée tout au long de la journée);
- Un dîner et des collations santé... sans noix;
- Des sacs en plastique refermables (ex. : pour ramener à la maison les vêtements mouillés ou souillés);
- Une bouteille d'eau propre et réutilisable (les fontaines d'eau serviront uniquement à remplir les bouteilles d'eau, chaque enfant doit absolument avoir sa propre bouteille);
- Manteau et bottes selon la météo (en cas de pluie légère, on restera dehors, donc prévoir ces articles lorsque la météo l'exige);
- Une tenue de rechange complète;
- Une petite bouteille de désinfectant à mains à usage personnel;
- Un petit paquet de mouchoirs jetables;
- Une serviette de plage, qui aidera à la distanciation physique au camp;
- Un maillot de bain à mettre sous les vêtements les journées où une sortie aux jeux d'eau est prévue ou à mettre dans le sac les journées où une sortie à la piscine est prévue (ces sorties seront indiquées à l'horaire de la semaine). Surveillez vos courriels, car une communication de rappel vous sera envoyée la veille des journées pour lesquelles des activités aquatiques sont prévues.

Bien que la solidarité soit une valeur prônée par le YMCA, en temps de pandémie, on ne peut malheureusement pas permettre d'échange ni de partage d'objets personnels, et ce, même entre les membres d'une même famille.
Enfin, aucun autre objet (jouet, iPod, téléphone cellulaire, cartes à jouer, animal en peluche, appareil photo numérique, tablette, etc.) ne sera permis sur le site du camp. Des exceptions seront envisagées pour nos participants et participantes du Programme compagnons. Le responsable du site de votre camp dédié au Programme compagnons pourra en discuter avec vous avant le début du camp si vous le souhaitez.

Pour nous aider : VEUILLEZ ÉTIQUETER TOUS LES ARTICLES DE VOTRE CAMPEUR.EUSE EN INSCRIVANT SON PRÉNOM ET SON NOM DE FAMILLE. Merci!

QUEL TYPE D'ALIMENTS MON CAMPEUR.EUSE DEVRAIT-IL/ELLE APPORTER AU CAMP?

En raison de la quantité d'activités physiques auxquelles votre campeur.euse s'adonnera durant la journée, il est possible qu'il/elle mange davantage au camp qu'en temps normal à l'école. Il est donc important que vous lui fournissiez suffisamment de nourriture pour qu'il/elle mange bien et puisse profiter pleinement de sa journée.

Les campeurs et campeuses auront **deux pauses-collations et une pause-dîner par jour**. On recommande aux campeurs et campeuses d'**apporter leurs aliments dans un sac-repas isolé contenant un bloc réfrigérant** pour les garder au frais pendant la journée.

Afin de rester hydraté.e au camp, votre campeur.euse doit **apporter une bouteille d'eau réutilisable en plastique étiquetée à son nom**. En raison des normes sanitaires renforcées, les fontaines d'eau pourront uniquement servir à remplir les bouteilles d'eau.

DES DÎNERS SANTÉ SANS NOIX

On a besoin de votre aide pour enseigner aux campeurs et campeuses l'importance de la santé et de la responsabilité. **Assurez-vous que votre campeur.euse apporte au camp un dîner sain et sans noix,** qui comprend tous les nutriments dont il/elle a besoin pour participer à une journée de camp remplie d'activités!

Afin d'être écologiquement responsable, veillez à ce qu'il/elle apporte un **dîner exempt de déchets** et utilisez des contenants réutilisables en plastique, en tissu ou en métal pour emballer le dîner de votre campeur.euse.

Les campeurs et campeuses n'auront **pas accès à un four micro-ondes ni à un réfrigérateur** au camp, ils ne doivent donc **pas apporter d'aliments devant être réchauffés ou conservés au frais**. Pour des raisons de sécurité, **les bouteilles en verre et les thermos contenant du verre sont interdits** au camp.

Bon à savoir :

Les camps de jour YMCA participent au programme Tremplin Santé qui vise à fournir aux jeunes un environnement qui les aide à adopter un mode de vie sain en partageant des idées de recettes gratuites. Pour en savoir plus, consultez le site www.tremplinsante.ca.

PROCÉDURES D'ARRIVÉE ET DE DÉPART

Avant la première semaine de camp de votre campeur.euse, vous recevrez un courriel contenant un lien vers un questionnaire sur son état de santé et un formulaire d'acceptation des risques. Vous devez **obligatoirement les remplir** pour que votre campeur.euse soit accepté.e sur le site du camp.

À la maison, le matin, avant le camp
Voici les étapes à suivre à la maison avant l'arrivée au camp :

- Lavage rigoureux des mains;
- Rappel de l'étiquette respiratoire;
- Application de crème solaire et d'antimoustiques.

Horaire du camp

- Arrivée progressive de 8 h 45 à 9 h 15 (gratuit), selon l'horaire établi pour chaque groupe.
- Départ progressif de 15 h 45 à 16 h 15.

Arrivée au camp
L'arrivée progressive se fera par groupe. On vous informera du groupe de votre campeur.euse avant le début du camp, via l'infolettre envoyée par courriel.

- Groupe 5-6 ans : 8 h 45
- Groupe 7-8 ans : 8 h 55
- Groupe 9-12 ans : 9 h
- (si applicable) 13 ans + : 9 h 15
- Programme compagnons : consultez les modifications aux heures d'arrivée et de départ à la fin du document.

Pour les familles ayant des enfants dans plus d'un groupe, veuillez privilégier l'arrivée la plus tôt.

À votre arrivée, présentez-vous au parc situé derrière le centre (entrée par la rue Hampton). Veuillez respecter l'horaire établi et attendre votre tour en file, dans le respect des normes de distanciation en vigueur, à la porte d'entrée de la cour.

Quand vous serez en ligne, un.e membre de l'équipe passera vérifier l'état de santé de votre campeur.euse à l'aide d'un petit questionnaire, et ce, **chaque jour**.

Ensuite, un.e membre du personnel accueillera votre campeur.euse et lui permettra d'entrer sur le site camp. Votre campeur.euse devra d'abord se laver les mains, puis il/elle pourra aller rejoindre son groupe dans la zone préétablie.

Veuillez noter que pour des raisons de sécurité, **aucun parent/tuteur.trice ne sera admis sur le site du camp**, à aucun moment et pour aucune raison.

Après avoir déposé votre campeur.euse, vous pourrez, si nécessaire, discuter avec un.e membre de notre équipe de responsables du camp. Il ne sera pas possible de discuter avec les membres de l'équipe d'animation lors des arrivées et des départs. On vous invite à communiquer directement avec l'équipe de direction, elle s'assura de faire les suivis nécessaires.

Départ du camp

Les départs se feront progressivement entre 15 h 45 et 16 h 15 (jusqu'à 18 h pour les campeurs.euses bénéficiant du service de garde), selon l'horaire qui sera établi en fonction des besoins des parents/tuteurs.trices (section à remplir lors de l'envoi du formulaire de déclaration pré-camp). On fera de notre mieux pour satisfaire vos préférences.

Tout comme le matin, vous devrez faire la file sur le trottoir longeant la cour. Un.e membre de notre équipe passera vous demander qui vous venez chercher et communiquera avec une personne sur le terrain qui avertira le ou les campeur(s).euse(s).

Pendant que vous attendrez, vous pourrez vous identifier auprès d'un.e membre du personnel à la table d'accueil. Une fois les mains lavées, votre/vos jeune(s) vous rejoindra/ont à la porte du terrain, avec ses/leurs effets personnels.

Comme à l'habitude, **uniquement les personnes que vous avez autorisées lors de l'inscription pourront venir chercher votre campeur.euse.** Vous devrez **présenter une pièce d'identité avec photo** avant de quitter les lieux avec l'enfant afin de garantir la sécurité de toutes et tous. Pour faciliter ce processus, on vous recommande de prendre votre pièce d'identité en photo avec votre téléphone.

Procédure lorsqu'une autre personne vient chercher votre campeur.euse

Si un autre adulte doit venir chercher votre campeur.euse, vous devez absolument **nous en aviser par courriel.** La personne récupérant l'enfant devra présenter une pièce d'identité avec photo avant de quitter le camp avec l'enfant. Si une personne non autorisée se présente au camp, on contactera par téléphone le contact principal afin d'obtenir l'autorisation requise avant de la laisser quitter le camp avec l'enfant.

Arrivée et départ autonome de l'enfant

Si votre campeur.euse a l'habitude d'arriver seul.e, il/elle devra être accompagné.e d'un parent/tuteur.trice lors du premier matin de camp. Vous devez vous assurer d'avoir rempli la section appropriée dans le questionnaire de déclaration pré-camp obligatoire.

Si vous souhaitez que votre campeur.euse revienne du camp seul.e (uniquement pour les enfants de dix ans ou plus), vous devez le mentionner dans le formulaire de déclaration pré-camp obligatoire. Votre campeur.euse devra respecter la même procédure qu'à son arrivée et signer la feuille de présence le matin quand il/elle arrive au camp et en fin d'après-midi quand il/elle quitte le camp.

Retards et départs hâtifs

L'horaire du camp de jour doit être respecté. **Tout enfant qui arrive après 9 h 15 devra suivre la procédure d'arrivée tardive expliquée à l'entrée du site**.

Des frais de retard de 5 $ par tranche de 5 minutes seront portés à votre compte pour tout retard non causé par la procédure de départ (ex. : file d'attente).

Si votre campeur.euse doit quitter le camp plus tôt, vous devrez le mentionner à son arrivée, ou par courriel, directement à l'équipe du camp.

Pour les participants et participantes à notre Programme compagnons, **consultez la fin du document afin de connaître les** ajustements de fonctionnement propres au programme.

PRISE DE PHOTOS ET UTILISATION DU MATÉRIEL PROMOTIONNEL

Les YMCA du Québec désirent vous aviser que dans le cadre de leurs camps de jour, des photos et des vidéos dans lesquelles pourrait apparaître votre campeur ou campeuse seront prises afin de produire du matériel promotionnel, à moins que vous n'y ayez pas consenti dans le formulaire d'inscription.

CODE DE CONDUITE DU CAMPEUR

De manière générale, le YMCA adopte une approche positive visant à démontrer quels sont les comportements appropriés aux participants et participantes, et cherche à récompenser et à renforcer les comportements positifs.

Également, le YMCA accorde la plus grande importance à la sécurité de chacun et chacune. Les parents/tuteurs.trices et les campeurs et campeuses sont responsables d'apprendre et de suivre les règles de sécurité et les consignes du camp.

COMPORTEMENTS À ADOPTER EN GROUPE

Les nouvelles mesures décrites dans ce guide s'ajoutent à celles déjà présentes dans le cadre de nos activités. On vous les explique, de façon ludique et positive, afin que toutes et tous les comprennent et afin de veiller à ce que les campeurs et campeuses saisissent bien leur importance.

Au camp, votre campeur.euse devrait adopter trois comportements pour profiter pleinement de son expérience avec nous :

- avoir du plaisir, rire, s'épanouir;
- participer activement aux activités du camp;
- nous aider à maintenir un cadre de vie sécuritaire en respectant les mesures de façon rigoureuse et constante.

Tous les campeurs.euses :

- sont responsables de leurs actes;
- se respectent mutuellement et respectent leur environnement;
- font preuve d'honnêteté et tiennent leur parole;
- prennent soin d'eux-mêmes et de celles et ceux qui les entourent;
- font des choix sains et sûrs;
- valorisent la diversité et cherchent à inclure les autres campeurs et campeuses;
- respectent les règles et mesures de sécurité énoncées par le personnel du camp afin de garantir la sécurité de toutes et tous.

Il n'y aura **aucune tolérance pour les comportements suivants** :

- **Tousser sans utiliser l'étiquette respiratoire;**
- **Cracher sur autrui ou sur le matériel de manière intentionnelle;**
- **Toucher le matériel sans en avoir la permission;**
- **Avoir des contacts physiques avec les autres de façon volontaire**.

Des mesures disciplinaires progressives seront appliquées le cas échéant :

- Avertissement;
- Retrait de votre campeur.euse de l'activité;
- Communication avec le/la parent/tuteur.trice;
- Exclusion du camp, en cas de force majeure.

Des comportements irrespectueux envers d'autres campeurs.euses ou nos employé.e.s (violence verbale ou physique, harcèlement ou intimidation) pourraient entraîner un renvoi ou une suspension immédiate du programme.

On compte sur vous pour en discuter avec votre campeur.euse, avant le début du camp.

Pour les participants et participantes au Programme compagnons, ces règles s'appliquent aussi, mais avec une adaptation propre à chaque campeur.euse. Plus de détails sur les ajustements au Code de vie et aux mesures COVID-19 seront partagés lors de la rencontre Zoom qui se tiendra avant le début du camp. Les parents et familles dûment inscrits au Programme pour cet été recevront des informations détaillées par courriel sous peu.

Enfin, on vous invite fortement à faire part à l'équipe de gestion du camp de toute situation ou de tout évènement qui pourrait empêcher votre campeur.euse de profiter pleinement de son expérience de camp, qu'il s'agisse d'un évènement s'étant au camp ou d'une situation familiale exceptionnelle (décès d'un proche, séparation, naissance, etc.).

Notre équipe est là pour vous, n'hésitez donc pas communiquer avec nous.

Au plaisir de rencontrer (ou de revoir!) votre jeune prochainement!

L'équipe des camps de Jour
Les YMCA du Québec

FOIRE AUX QUESTIONS

Quelles sont les mesures de sécurité spécifiques à la COVID-19?

Les quatre directives présentées ci-dessous sont celles exigées par la direction de la santé publique en date du 14 mai 2021. Si ces directives venaient à changer, on vous ferait parvenir une mise à jour du présent document avec les nouvelles directives à respecter.

1. Distanciation physique : conserver une distance de :

- 1 mètre entre les participants et participantes et organiser l'environnement physique afin de favoriser le maintien de cette distance entre toutes les personnes. **À vos cerceaux!**
- 2 mètres entre chaque participant.e.s et employé.e.s.

Pour votre information, nos employé.e.s respecteront entre eux une distance de deux (2) mètres en tout temps.

**On respecte les normes les plus à jour exigées par la direction de la santé publique de l'île de Montréal. Ces règles et normes évolueront au cours de l'été et on adaptera notre fonctionnement en conséquence.*

Votre responsabilité : respecter les nouvelles procédures d'arrivée et de départ mises en place au camp.

Modification de la routine et campeur,euse seul.e : discutez des différentes mesures détaillées dans ce guide avec votre campeur.euse afin de mieux le/la préparer à son expérience avec nous cet été.

Mesures en place au camp de jour : faire des rappels quotidiens des mesures de sécurité et d'hygiène, aménager l'espace extérieur et intérieur de façon à respecter de façon ludique et sécuritaire la directive de distanciation, s'assurer que chaque activité planifiée respecte cette directive et offrir un milieu de vie chaleureux.

2. Activités extérieures : privilégier les sites extérieurs pour la programmation d'activités et limiter l'utilisation des locaux intérieurs aux journées de pluie ou de chaleur accablante seulement, en respectant le nombre maximum de participants et participantes par local afin de veiller à respecter la distanciation physique.

Votre responsabilité : vous assurer que votre campeur.euse amène les objets adéquats pour bien profiter de sa journée, et ce, de façon individuelle.

Mesures en place au camp de jour : programmer et animer des activités stimulantes et enrichissantes sur les différents plateaux extérieurs aménagés et lors des sorties au parc du quartier, tout en disposant d'un plan de secours pour jouer à l'intérieur si la météo l'exige.

3. Limitation des contacts physiques : réduire au maximum les contacts directs et indirects entre les personnes, notamment en programmant des activités et des jeux qui limitent le partage de matériel non désinfecté entre les participants et participantes (ballons, balles, crayons, etc.).

Votre responsabilité : apprendre et rappeler à votre campeur.euse qu'il faudra modifier nos manières de nous saluer, de nous féliciter, d'attirer l'attention de l'animateur.trice et des autres participants et participantes, et de jouer à certains de nos jeux préférés cet été! Le plaisir sera toujours au rendez-vous, il faut juste se préparer à essayer de nouvelles choses!

Mesures en place au camp de jour : mettre en place des repères visuels pour rendre concrète la distance à respecter aux yeux des petits et des grands, organiser des activités sans contact, mais tout aussi amusantes, s'assurer que l'esprit de camp qui nous unit sera toujours présent, même si c'est d'une manière différente cet été

4. Mesures d'hygiène :

- Appliquer et faire respecter rigoureusement les règles sanitaires, dont le nettoyage et la désinfection des locaux et du matériel, de l'ameublement et des installations sanitaires, et les routines d'hygiène individuelle, dont le lavage des mains des participants et participantes et du personnel.
- **Le port du couvre visage sera obligatoire pour les participants.e.s à l'intérieur. On conseille d'en apporter un de rechange pour les journées chaudes/de pluie où on devra rester dans les locaux.**

Votre responsabilité : enseigner les bons gestes pour le lavage des mains ET de l'étiquette respiratoire et s'entraîner à la maison, le faire tous les matins avant d'arriver au camp, et tous les soirs en revenant.

Mesures en place au camp de jour : organiser une activité spéciale en début de camp sur les façons d'appliquer les mesures d'hygiène au camp; devenir des pros du nettoyage des locaux et du matériel grâce à notre équipe supplémentaire consacrée à l'hygiène.

Quelle est la politique d'exclusion et de réintégration si un.e enfant développe des symptômes de la COVID-19 à la maison, ou s'il/elle a été en contact avec une personne présentant des symptômes?

Un.e campeur.peuse qui présente des symptômes de la COVID-19 ou qui a reçu un résultat positif doit respecter les consignes d'isolement et ne pourra pas participer au camp.

Un.e campeur.peuse ayant eu des contacts étroits avec une personne atteinte de la COVID-19 (cas probable ou confirmé) doit respecter les recommandations émises par la santé publique et ne pourra pas se présenter au camp.

Les jeunes qui n'ont pas voyagé, mais qui ont de la fièvre ou qui présentent des symptômes propres à la grippe (fièvre et toux, accompagnées de maux de tête, fatigue, courbatures, etc.) ne pourront pas fréquenter le camp jusqu'à 24 à 48 heures après la disparition des symptômes. Pour tout autre souci de santé, les mesures habituelles s'appliquent (par exemple, pas d'exclusion pour les allergies saisonnières).

Un.e campeur.peuse pourrait se voir refuser l'accès au camp s'il/elle présente des symptômes de la COVID-19 ou si un membre de sa famille immédiate en présente. Le but n'est en aucun cas d'exclure l'enfant, mais bien de s'assurer de la sécurité de toutes et tous!

En cas de doute, on vous recommande de contacter la direction de la santé publique au 1 877 644-4545.

Que se passe-t-il si un.e enfant développe des symptômes de la COVID-19 pendant sa journée de camp?

Si un campeur ou une campeuse développe des symptômes associés à la COVID-19 (fièvre, apparition ou aggravation d'une toux, difficultés respiratoires ou perte soudaine de l'odorat sans congestion nasale, avec ou sans perte de goût), il/elle sera isolé.e en attendant que son/sa parent/tuteur.trice vienne le/la chercher, et ce, le plus rapidement possible. Un local dédié uniquement à l'isolement est prévu à cet effet.

Le/la membre du personnel qui assurera sa surveillance portera des équipements de protection individuelle (masque, visière, gants), et l'amènera à la sortie du site à l'arrivée de la personne responsable. Le/la parent/tuteur.trice ne doit en aucun cas entrer sur le site du camp.

On contactera la direction de la santé publique régionale, qui nous donnera le protocole à suivre pour la suite des choses, incluant la réintégration potentielle du/de la campeur.euse. À son arrivée à la maison, le/la parent/tuteur.trice devra appeler au 1 877 644-4545 pour obtenir des recommandations.

Pour toute autre question en lien avec la COVID-19, composez le 1 877 644-4545.

Que se passe-t-il si mon/ma campeur.euse présente d'autres symptômes de maladie?

En plus des symptômes reliés à la COVID-19, si un.e enfant présente un ou plusieurs des symptômes suivants à son arrivée, il/elle se verra refuser l'accès au camp :

- Une fièvre de 39 °C ou plus;
- De la diarrhée ou des vomissements;
- Une peau pâle, des rougeurs, des éruptions cutanées ou des douleurs physiques.

Si votre campeur.euse nécessite des soins médicaux à la suite d'un accident, les YMCA du Québec peuvent exiger une note d'un médecin indiquant que l'enfant peut participer normalement aux activités du camp de jour sans danger (par exemple : si l'enfant se présente au camp avec un plâtre).

On vous informera de tout changement affectant la santé de votre campeur.euse pendant sa journée au camp. S'il/elle présente l'un des symptômes susmentionnés, vous devrez venir le/la chercher immédiatement.

Quelle est la procédure en cas d'incident ou accident?

Dans l'éventualité d'un incident ou d'un accident, la direction du camp communiquera avec vous le plus rapidement possible.

En cas d'évacuation entraînée par une panne d'électricité ou de l'annulation du camp pour la journée pour toute autre raison, notre équipe vous contactera et vous devrez venir chercher votre campeur.euse au camp dans le délai indiqué.

En cas de besoin, les premiers soins seront prodigués avec les équipements de protection appropriés selon les recommandations de la direction de la santé publique. En cas de blessure bénigne, des informations vous seront transmises en fin de journée. En cas de blessure grave, la personne listée en tant que contact d'urgence dans le dossier de l'enfant sera immédiatement contactée.

Puis-je envoyer des médicaments au camp?

Pour pouvoir administrer un médicament à un campeur ou une campeuse, on a besoin du consentement écrit du/de la parent/tuteur.trice et d'une copie d'une ordonnance valide. Un formulaire d'autorisation médicale doit être dûment rempli avant qu'un médicament ne puisse être administré à un.e enfant.

Les médicaments sur ordonnance doivent être fournis dans leur contenant d'origine et être accompagnés des informations suivantes :

- Le nom de l'enfant;
- La date de l'ordonnance;
- Le nom du médecin;
- La posologie;
- Le nom du médicament.

Chaque matin, ce médicament doit être remis directement au/à la membre du personnel concerné.e du camp. **Aucun médicament en vente libre (Tylenol, Advil, etc.) ne sera administré à un.e enfant sans une autorisation écrite**.

Selon son âge, **si votre campeur.euse a besoin d'un EpiPen ou d'un bronchodilatateur, il/elle doit l'avoir sur lui/elle en tout temps, dans un sac banane**. La coordination du camp et le moniteur ou la monitrice de l'enfant doivent en être informés.

Si un.e enfant a un bracelet MedicAlert, il est essentiel qu'il/elle le porte en tout temps.

Veuillez nous faire part de toute précaution devant être prise avec votre campeur.euse.

Quelle est la procédure du camp en ce qui concerne les poux et les vers intestinaux?

Si, durant la journée, on découvre qu'un.e enfant a des poux ou des vers intestinaux, on communiquera avec ses parents/tuteurs.trices afin qu'une personne autorisée vienne chercher l'enfant dès que possible.

Afin de prévenir une infestation à l'échelle du camp, les parents/tuteurs.trices devront suivre les directives recommandées pour le traitement avant que leur campeur.euse ne puisse revenir au camp. On se réserve le droit de lui refuser l'accès au camp s'il/elle présente des traces de poux ou de lentes, ou de vers, même après le traitement.

Que dois-je faire si mon/ma campeur.euse perd quelque chose au camp?

À des fins de santé et de sécurité et pour une raison de volume, les articles trouvés seront conservés sur le site du camp durant l'été où ils auront été perdus. S'ils ne sont pas réclamés, ils seront donnés à un organisme de bienfaisance local à la fin de l'été. Si les articles trouvés portent le nom complet de leur propriétaire, on essaiera de communiquer avec ses parents/tuteurs.trices pour qu'ils puissent être récupérés.

Quelles compétences vos employé.e.s détiennent-ils?

Les membres de notre équipe des camps de jour sont sélectionnés pour leur capacité à exemplifier les valeurs du YMCA auprès des campeurs et campeuses qui leur sont confiés. On choisit avec beaucoup de soin chaque employé.e, en fonction de son intérêt envers les enfants et de son expérience dans les camps et le monde du loisir.

Tous nos moniteurs et monitrices responsables ont plus de 18 ans. Notre personnel connaît l'importance d'un environnement sécuritaire pour assurer un mélange réussi de plaisir et de défis. Plusieurs de nos employé.e.s détiennent une certification en premiers soins et en RCR.

Notre équipe reçoit plus de 50 heures de formation, mettant l'accent sur les habiletés personnelles et les connaissances requises pour assurer que votre campeur.euse vivra une expérience positive, sécuritaire et amusante.
Tous les employé.e.s du YMCA ont fait l'objet d'une vérification de leurs antécédents judiciaires au moment de leur embauche et ont reçu une formation sur la *Politique régissant la protection des enfants du YMCA*. De plus, nos employé.e.s suivent le programme du développement d'enfants en santé du YMCA afin d'assurer que vos campeurs et campeuses reçoivent des services de la plus haute qualité.

Puis-je rencontrer le personnel du camp avant le début du camp?

On organisera une rencontre sur Zoom avant le début des camps de jour. Cette rencontre sera **annoncée sur la page Facebook des Camps de jour YMCA**. Au besoin, on organisera d'autres réunions au fil de l'été.

N'hésitez pas à rejoindre le groupe des parents/tuteurs.trices du camp NDG sur Facebook. On y transmettra des informations utiles au cours de l'été et ce sera un bon moyen d'échanger avec notre équipe.

De plus, vous recevrez un appel de l'animateur.trice du groupe de votre campeur.euse avant sa première semaine de camp. On présentera aussi nos équipes de direction sur notre page Facebook! (https://www.facebook.com/campsdejourymcaqc)

OBTENIR PLUS D'INFORMATIONS

Pour en savoir plus sur notre Programme compagnons, les remboursements et les annulations, les modifications et les ajouts, nos types de camps et notre programmation, visitez notre site Web.

NOUS JOINDRE

Au moment de déposer votre campeur.euse au camp, n'hésitez pas à poser vos questions aux membres de l'équipe des responsables de sites. Vous les reconnaîtrez grâce à leur chandail orange!

Dans la semaine précédant la première journée de votre campeur.euse au camp, vous recevrez une infolettre par courriel qui contiendra les coordonnées de l'équipe de gestion du camp NDG.

Si vous avez des questions ou des préoccupations quant à la participation de votre campeur.euse au camp, n'hésitez pas à communiquer avec l'équipe des responsables de site du camp.

De plus, si vous souhaitez nous faire part d'une situation particulière qui requiert notre attention immédiate en ce qui concerne l'expérience de votre campeur.euse au camp ou si avez des préoccupations, veuillez contacter l'équipe des responsables de site du camp pour qu'on puisse vous aider.

En cas de besoin, n'hésitez pas à communiquer avec la direction des camps de jour YMCA au 514 789-8001, poste 1524.

Coordonnées

Équipe des responsables de site du camp NDG :
camp.ndg@ymcaquebec.org

Équipe administrative et direction du camp :
campsdejour@ymcaquebec.org
514 789-8001, poste 1524

PROGRAMME COMPAGNONS

Cette partie du document vise à vous donner tous les détails pratiques sur notre Programme compagnons afin de clarifier son fonctionnement.

Comme mentionné au début de ce document : l'une de nos valeurs fondamentales est l'inclusion. C'est pourquoi, chaque année, on accueille dans nos camps plusieurs enfants ayant des besoins particuliers et des capacités diversifiées. En leur fournissant le soutien dont ils/elles ont besoin, on s'assure que tous nos campeurs et campeuses sont des membres actifs et appréciés au sein de la communauté de leur camp.

Le niveau de participation de chaque campeur.euse varie en fonction de ses besoins et de ses capacités, mais notre équipe met tout en œuvre pour offrir à chacun et chacune les mêmes possibilités ou des possibilités semblables. Pour y parvenir, on se concentre sur leurs besoins plutôt que sur leur diagnostic.

On croit que **la clé est une approche axée sur l'enfant afin de s'assurer que ses besoins et ses forces demeurent au centre de toutes les interventions**. Il s'agit de l'approche adoptée tous les jours par notre personnel afin de répondre le mieux possible aux besoins de nos campeurs et campeuses.

Heures d'arrivée et de départ

Les jeunes inscrits au Programme compagnons pourront :

- Se présenter à l'entrée à partir de 9 h;
- Quitter progressivement le camp entre 15 h 45 et 16 h.

Les mêmes procédures COVID-19 à l'entrée seront mises en œuvre.

Service de garde

Pour les participants et participantes au Programme compagnons, dûment inscrits au service de garde, ce service leur sera offert de 8 h à 9 h et de 16 h à 17 h, sauf indication contraire de la part des membres de l'équipe de direction du programme.

Rappel : l'inscription à ce service est obligatoire et n'est pas accessible selon la formule « à la journée ».

Les mêmes conditions que celles listées dans les sections précédentes de ce document s'appliquent également au Programme compagnons (procédure d'absence, de retard, de départ hâtif, procédures COVID-19, etc.).

Méthodes de communication à privilégier

Notre Programme compagnons est pris en charge sur le terrain par nos équipes de responsables de sites (coordonnateur.trice, adjoint.e, spécialiste à l'inclusion) et par notre équipe de compagnons.
Une rencontre Zoom se tiendra avant le début du camp (suivie d'un courriel), pendant laquelle les spécialistes et notre coordonnatrice administrative du Programme compagnons répondront à vos questions (application des protocoles COVID-19, programmation spécifique, etc.).

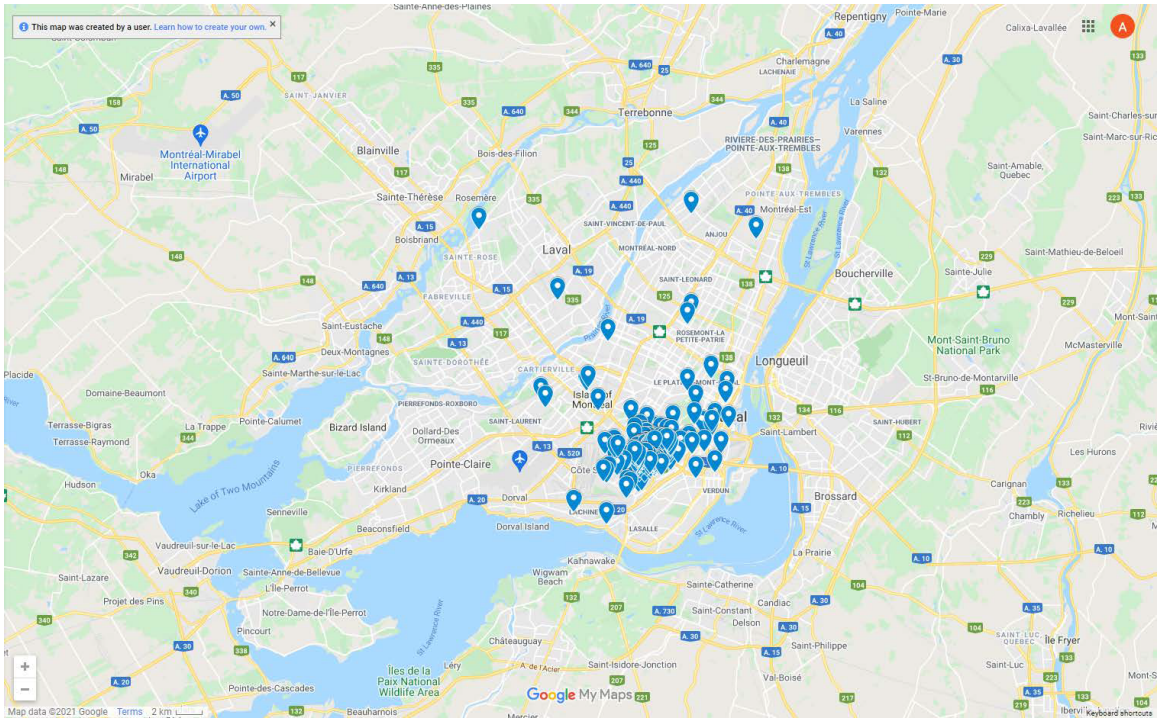
Un appel de la part du compagnon attribué à votre jeune vous sera passé avant le début de la session de camp afin de discuter plus en profondeur des besoins de votre jeune et de répondre à vos questions de dernière minute!

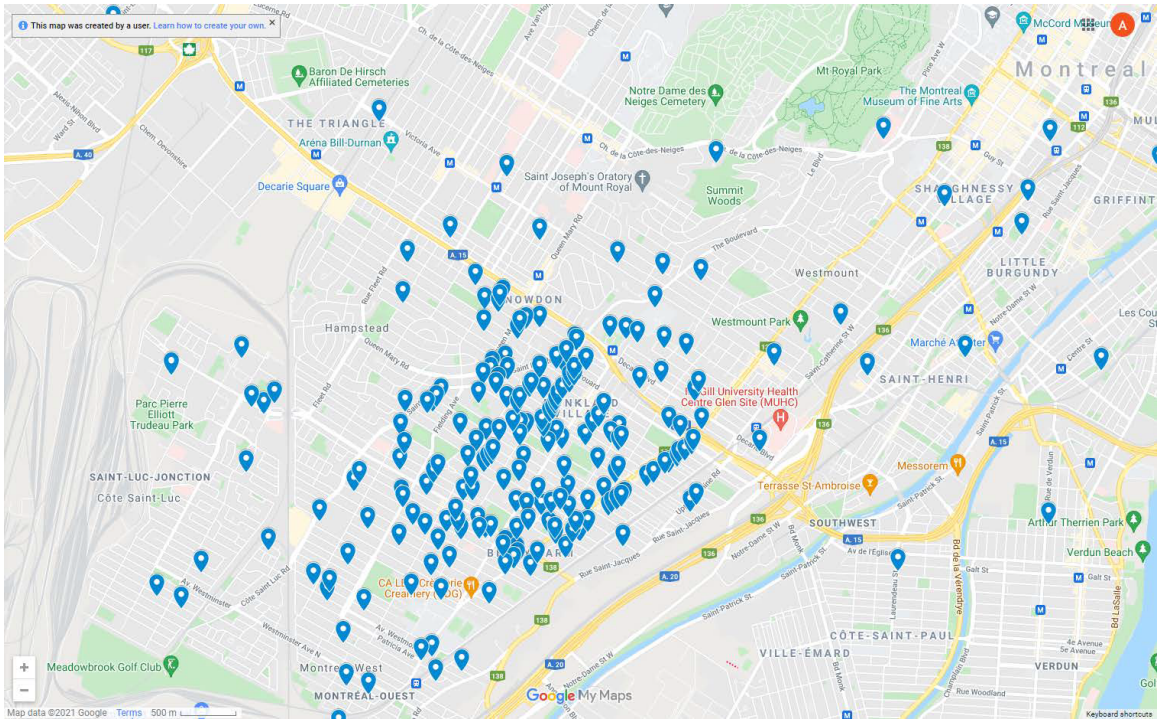
NOUS JOINDRE

Les coordonnées spécifiques à chaque camp et à chaque équipe de responsables de site seront indiquées dans l'infolettre envoyée le jeudi précédant le début de la semaine de camp!

N'hésitez pas à contacter les spécialistes à l'inclusion et/ou le/la responsable de site chargé.e du Programme compagnons. Toute notre équipe est là pour vous!

inclusioncamps@ymcaquebec.org
514 789-8001, poste 1517.


This map was created by a user. Learn how to create your own.
Montréal-Mirabel International Airport
Terrebonne
Blainville
Laval
Boucherville
Longueuil
Brossard
Pointe-Claire
Dorval
Dorval Island
Kahnawake
Île Fryer
Google My Maps
Map data ©2021 Google Terms 2 km


This map was created by a user. Learn how to create your own.
Montreal
Mt Royal Park
Baron De Hirsch Affiliated Cemeteries
Notre Dame des Neiges Cemetery
The Montreal Museum of Fine Arts
THE TRIANGLE
Arena Bill-Durnan
Decarie Square
Saint Joseph's Oratory of Mount Royal
Summit Woods
Westmount
Westmount Park
Hampstead
Parc Pierre Elliott Trudeau Park
SAINT-LUC-JONCTION
Côte Saint-Luc
McGill University Health Centre Glen Site (MUHC)
Terrasse St-Ambroise
SOUTHWEST
VILLE-ÉMARD
CÔTE-SAINT-PAUL
VERDUN
Verdun Beach
Meadowbrook Golf Club
MONTRÉAL-OUEST
Google My Maps
Map data ©2021 Google Terms 500 m


Les YMCA du Québec
Fondation des YMCA du Québec
Un univers en
TRANS
FOR
MA
TION
Rapport à la communauté 2020

Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

inclusion
respect
solidarité
audace
bienveillance
performance



Photo prise avant la COVID

Claudie Imbleau-Chagnon
Présidente
Fondation des YMCA du Québec

Stéphane Vaillancourt
Président-directeur général
Les YMCA du Québec

Waguih Rabbat
Président du conseil d'administration
Les YMCA du Québec

Parole à nos président.e.s

2020… Une année qui n'a pas manqué de défis, pas seulement pour nous, mais pour nos communautés tout entières! Confinement, fermetures des plateaux sportifs, pertes de revenus, virage virtuel, tout y est passé.

Mais plutôt que de nous attarder sur les embûches de ce contexte si particulier, nous aimerions mettre en lumière ici les choses extraordinaires que nous avons vues en 2020, au Y comme dans nos communautés.

La première qui nous vient à l'esprit, c'est l'élan de solidarité incroyable dont nous avons été des témoins privilégiés. Solidarité entre nos équipes, qui devaient du jour au lendemain trouver de nouvelles façons de travailler pour soutenir les jeunes, les familles, les personnes vulnérables. Mais aussi solidarité de notre communauté, qui a répondu à tous nos appels à l'aide pour poursuivre cet impact social, que ce soit avec des dons de denrées pour des familles vulnérables, de produits de première nécessité pour des personnes en situation d'itinérance, ou de dons financiers pour soutenir nos programmes. Jamais ces mots n'ont été aussi vrais: sans vous toutes et tous, il n'y aurait pas de YMCA.

Parce que le Y, c'est ça! Une communauté d'employé.e.s, de bénévoles, de donateurs et donatrices, de membres, de partenaires qui tous ensemble travaillent à ce que chaque personne, peu importe son âge ou ses origines, puisse grandir, s'épanouir et devenir la meilleure version d'elle-même. Plus qu'un lieu physique, comme l'a prouvé la dernière année, mais plutôt un impact qui nous touche tous.

2021 sera encore remplie de défis, mais nous avons l'absolue conviction qu'ensemble, nous pourrons les relever.

Nous serons présents pour soutenir notre communauté alors qu'elle rebâtit ses repères et redéfinit son quotidien, comme nous le sommes depuis bientôt 170 ans.

Merci de faire partie de notre grande famille!

Une année chamboulée; des besoins décuplés



L'équipe d'intervenant.e.s de la Cantine mobile distribue des boîtes à lunch dans différents quartiers de Montréal.

La pandémie historique qui nous frappe depuis mars 2020 a rapidement mis en évidence le caractère essentiel des organismes communautaires comme le Y. Des jeunes qui n'avaient plus d'école aux aîné.e.s qui, du jour au lendemain, perdaient à la fois autonomie et réseau social, personne n'a été épargné.

Dès les premiers jours, nous avons donc mis nos installations et notre expertise au service de la Ville, de la Santé publique et de nos communautés.

Spontanément, des collectes de denrées et de produits essentiels se sont organisées pour soutenir les personnes en situation d'itinérance; des chaînes téléphoniques se sont mises en place pour prendre des nouvelles de nos aîné.e.s vivant seuls; des équipes d'employé.e.s, de bénévoles et de partenaires se sont mobilisées pour distribuer du matériel informatique et imprimer des milliers de pages de travaux scolaires pour les jeunes qui devaient, tant bien que mal, poursuivre leur scolarité à la maison.

Et bien que la pandémie se poursuive, les derniers mois nous ont fait redécouvrir la force et la résilience de nos communautés, de notre réseau, et malgré les moments difficiles que nous devrons encore traverser, nous avons la certitude que tous ensemble, nous saurons nous en sortir.

Tout au long de l'année, les projets se sont multipliés:

- Avec la Ville de Montréal, aménagement d'un refuge pour femmes en situation d'itinérance au YMCA Centre-ville
- Distribution de repas et de paniers alimentaires dans différents quartiers grâce à Centraide et à une multitude de partenaires
- Entraînements virtuels quotidiens pour garder les communautés actives et en santé
- Soutien psychosocial accru pour les jeunes, les aîné.e.s vulnérables et les personnes en situation d'itinérance
- Tutorat et aide aux devoirs même pendant l'été afin de réduire les effets de la perte de scolarité

Se transformer pour un impact renouvelé

Depuis 170 ans, la mission du Y évolue tout en gardant un principe clair: aider chaque personne à se réaliser et à contribuer à sa collectivité. À travers les décennies, nous avons su nous adapter aux changements sociaux pour assurer la pertinence de notre action. Et encore maintenant, face à un contexte social toujours changeant, nous devons faire preuve de lucidité et d'agilité afin de livrer une mission tout aussi nécessaire aujourd'hui qu'en 1851.

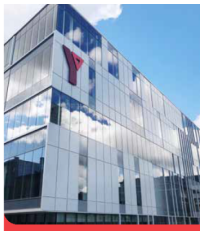
C'est ainsi qu'en 2020, avant même la pandémie, nous avons entrepris une grande transformation pour adapter notre action non seulement à ces enjeux sociaux en constante évolution, mais aussi à une réalité économique différente.

Pour assurer la pérennité de notre impact, nous devons aujourd'hui trouver un nouvel équilibre entre les coûts liés à des bâtiments vieillissants et les sources de financement, incluant les revenus autonomes et les subventions liées aux programmes. Cet équilibre fragile a été particulièrement éprouvé par la pandémie, qui nous a privés de plus de 86 % des revenus générés par l'activité physique, l'École internationale de langues et les camps.

Alors que la pandémie nous forçait à repenser nos façons de faire, nous avons accéléré cette transformation afin d'atteindre trois objectifs clés:

- Nous recentrer sur notre impact – cette mission d'aider chaque personne à se réaliser et à agir sur sa collectivité;
- Renouveler notre manière d'opérer afin de retrouver une santé financière essentielle à notre pérennité;
- Être une organisation performante et agile pour toujours mieux répondre aux besoins évolutifs de nos communautés.

En mettant l'impact social au cœur de nos actions et de nos décisions, nous nous assurons d'offrir à chaque personne un univers pour s'épanouir et devenir la meilleure version d'elle-même.



Une expansion à Québec

À travers tous les défis de 2020, nous avons eu l'immense joie d'ouvrir le YMCA Saint-Roch, en partenariat avec la Ville de Québec, pour élargir et renforcer notre impact dans la Capitale Nationale où nous œuvrons depuis plus de 165 ans.

Notre action communautaire, composée de soutien aux personnes vulnérables, de programmes jeunesse et d'initiatives de sécurité alimentaire, est ainsi renforcée et enrichie d'une offre complète en activités physiques et aquatiques pour petits et grands.

Plusieurs programmes pourront ainsi être bonifiés grâce à ce nouvel espace, qui comprend notamment une cuisine collective, une Zone jeunesse et plusieurs plateaux sportifs en plein cœur de Saint-Roch.

BIENVENUE dans votre Y!



IMPACT 2020

Initiatives créées en réponse à la pandémie

JEUNESSE
6 000 jeunes

- **25 000 h** de soutien scolaire
- **11 500** visites dans nos programmes
- **1 200** jeunes ont reçu un suivi psychosocial
- **815** trousses scolaires remises
- **900** jeunes ont fréquenté nos Zones jeunesse virtuelles
- **624** jeunes sont allés au camp

COURS DE LANGUES
1 371 cours offerts (présentiel et virtuel)

FAMILLE
1 500 familles

- **600** familles ont reçu de l'aide alimentaire
- **200** familles ont reçu du matériel informatique/ accès à Internet
- **365** familles ont profité d'un soutien psychosocial virtuel

SANTÉ, ACTIVITÉS PHYSIQUES ET AQUATIQUES
22 509 membres actifs au 10 mars 2020

- **63 063** participations aux cours en direct gratuits sur les médias sociaux
- **1800** cours extérieurs
- **144** cours virtuels

PERSONNES VULNÉRABLES
1800 personnes

- **+ de 10 000** interventions auprès de personnes en situation d'itinérance
- **294** femmes sans domicile fixe accueillies en refuge d'urgence
- **100 000** repas distribués avec nos partenaires
- **800** aîné.e.s vulnérables soutenu.e.s
- **300** interventions virtuelles auprès d'aîné.e.s vivant seul.e.s
- **220** participations à des activités virtuelles pour aîné.e.s



La confiance en soi : un effet d'entraînement

Lise est une jeune retraitée dynamique et amicale. À la recherche d'un meilleur équilibre dans sa vie, elle a profité de l'ouverture du YMCA Saint-Roch pour adopter un mode de vie plus actif, notamment en reprenant la natation.

Très sociable, Lise s'est rapidement trouvé une deuxième famille au Y, autant grâce à l'esprit de camaraderie qui règne dans les programmes, qu'à la gentillesse et à la bienveillance des employé.e.s. Motivée par l'équipe de sauveteurs et sauveteuses, elle a rapidement atteint son objectif de nager soixante longueurs et a découvert la fierté et le bien-être qui viennent avec le fait de se dépasser.

Lise est aujourd'hui heureuse de dire qu'avec l'équilibre et la santé retrouvés, elle vit les meilleures années de sa vie!

Voyez le témoignage vidéo sur communautes.ymcaquebec.org

« Je me suis sentie tellement **ENCOURAGÉE** »

—Lise



« Je me sens **APPRÉCIÉ** pour ce que je vaux »

—Daniel

Inverser les rôles

Daniel n'a pas eu une vie facile ; habitué de la rue, il peinait souvent à prendre soin de lui-même. Jusqu'au jour où une intervenante du programme La Cheminée s'est pointée sur le parvis de l'église où il passait une partie de ses journées, pour annoncer qu'elle avait besoin de bras pour du travail journalier.

La Cheminée est une halte-chaleur au YMCA Saint-Roch et sert principalement les personnes en situation d'itinérance du quartier. Daniel y a vite trouvé sa place en servant cafés et collations aux personnes qui la fréquentent, en échange d'une petite rémunération quotidienne.

Au fil des jours, il s'est découvert une grande capacité d'écoute et un profond désir d'aider, en plus de développer des compétences utiles au contact des intervenant.e.s.

Tellement utiles en fait que lorsque le besoin d'embaucher une personne supplémentaire s'est fait sentir, le choix fut évident. Aujourd'hui, Daniel est officiellement employé du Y et continue d'offrir une oreille bienveillante – et une bonne soupe chaude – aux personnes vulnérables qui visitent La Cheminée.

Comme il le dit lui-même, sa vie a peut-être mal commencé, mais grâce au Y, elle est en voie de très bien se terminer!

Voyez le témoignage vidéo sur communautes.ymcaquebec.org

La réponse de notre COMMUNAUTÉ face aux besoins accrus pendant la pandémie a été EXTRAORDINAIRE. Plus sensibilisés que jamais à la mission communautaire du Y, les membres de notre grande famille ont fait un nombre record de dons, particulièrement pour le Fonds d'action COVID-19, qui a été créé spécialement pour soutenir les besoins urgents dans les différents quartiers où nous sommes présents. MERCI!

Mardi je donne maintenant

En mai 2020, une édition spéciale de Mardi je donne a été organisée aux quatre coins du pays pour sensibiliser les gens à l'importance de soutenir les organismes communautaires pendant cette crise.



Sean Day, directeur régional des camps, nous fait vivre avec sa famille la magie de Kanawana pendant Mardi je donne

C'était une occasion à ne pas manquer pour faire connaître l'impact des programmes du Y, et nos équipes se sont mobilisées afin de créer un événement Facebook Live comme nous n'en avions jamais fait avant! Une dizaine d'ateliers en direct se sont succédés, incluant des conseils aux parents pour motiver leurs ados, une séance «histoire et brico» pour les tout-petits, un cours de kickboxing et même un *sing along* au bord du feu avec l'équipe du Camp YMCA Kanawana.

Évidemment, l'événement servait principalement à amasser des fonds pour soutenir tous ces programmes, et grâce à la générosité de notre communauté et de la Fondation Familiale Trottier qui jumelait tous les dons reçus, nous avons pu récolter 81 520$. Un immense merci à chacun et chacune d'entre vous qui avez contribué au succès de cette initiative!

MERCI SPÉCIAL

à nos donatrices et donateurs majeurs

Banque Nationale du Canada · Bell Cause pour la cause · Blake, Cassels & Graydon · BLG · BMO Groupe financier · Bombardier · CAE · Caisse de dépôt et placement du Québec · Caisse Desjardins de Québec · CN · Cogeco · Cogir Immobilier · Corus Entertainment Inc. · Davies Ward Phillips & Vineberg LLP · Desjardins Assurances · Destination centre-ville · Du coeur à l'achat, encouragé par Desjardins · Fasken · Fondation Air Canada · Fondation Bon départ de Canadian Tire du Québec · Fondation communautaire juive de Montréal · Fondation de la famille Birks · Fondation de la famille Brian Bronfman · Fondation de la famille Claudine et Stephan Bronfman · Fondation des Canadiens pour l'enfance · Fondation du Grand Montréal · Fondation Entreprise · Fondation Familiale Trottier · Fondation Lucie et André Chagnon · Fondation McConnell · Fondation Molson · Fondation Organix · Fondation pour les enfants le Choix du Président · Fondation RBC · GDI Service aux immeubles Inc. · Groupe Banque TD · Groupe Canam · Groupe Park Avenue · Industrielle Alliance · KPMG · La Capitale · La Feuille Verte · Louise Beauregard et Richard Payette · Louis-Marie Beaulieu, FCPA, FCA, C. Dir. · Lyne Demontigny · MACH · Manuvie · Metro · NATIONAL · Perer & Elizabeth Coughlin · Plan B Games Inc. · Port de Montréal · Power Corporation du Canada · Québecor · RBC Banque Royale · Robin C. Morton · Rogers Communications Inc. · Second Harvest · Services alimentaires Gordon · SSQ Assurance · Stikeman Elliott · Succession de Alfred Fred Muth · Succession de Thérèse Joli-Coeur Couture · Tangerine · Ubisoft Montréal · Ubisoft Québec · Stéphane Vaillancourt · Deux donateurs anonymes

Médailles de la paix YMCA

Nous avons tous un rôle à jouer pour bâtir des communautés justes et harmonieuses. C'est pour cette raison que chaque année nous honorons des personnes et des organisations qui contribuent de façon tangible à cet idéal.

Normalement un grand gala, la version 2020 des Médailles de la paix a plutôt été marquée par une vaste diffusion numérique et médiatique afin de mettre en lumière le travail incroyable de nos lauréats et lauréates.

Grâce au soutien de nombreux partenaires, incluant BMO Groupe Financier, BLG, Cogir Immobilier et Rogers Communications, à un encan en ligne rempli de lots fabuleux et au tout premier Grand tirage YMCA, les Médailles de la paix YMCA 2020 ont amassé 262 457 $ pour les jeunes et les familles.

MERCI!

LAURÉAT.E.S

Fabrice Vil
Individu pour la paix

Lian Boily
Jeune pacificatrice

Jean-François Archambault
Héros de la COVID-19

Kina8at
Organisme pour la paix

Opération *Bienvenue chez vous* de Cogeco
Initiative corporative pour la paix

Fady Dagher
Lauréat Coup de coeur

Découvrez leur histoire : paix.ymcaquebec.org

LAURÉAT HONORAIRE 2020

L. Jacques Ménard
C.C., G.O.Q., C.O.M., LL.D.

La Médaille de la paix honoraire 2020 a été remise à la famille de Jacques Ménard, un grand homme d'affaires qui toute sa vie a travaillé à redonner à la société. La persévérance scolaire était à ses yeux une priorité absolue pour le Québec, et grâce à son leadership, autant les instances publiques que les milieux des affaires et communautaire se sont mobilisés pour s'attaquer au défi du décrochage scolaire.





État des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
PRODUITS	**43 018 600**	62 393 782
CHARGES	**40 965 514**	58 734 217
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT, INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT	**2 053 086**	3 659 565
AMORTISSEMENT, INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT	**(2 113 322)**	(2 428 720)
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRAORDINAIRES	**(60 236)**	1 230 845
CESSION ET RADIATION D'IMMOBILISATIONS	**7 882 056**	
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**7 821 820**	1 230 845

État de la situation financière

Au 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
TOTAL DE L'ACTIF	**60 756 617**	53 652 201
TOTAL DU PASSIF	**31 736 985**	32 454 389
ACTIF NET	**29 019 632**	21 197 812
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	**60 756 617**	53 652 201

Les YMCA du Québec

Revenus 2020

Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sont disponibles sur ymcaquebec.org

État des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
PRODUITS	**3 187 847**	2 936 791
CHARGES	**539 574**	889 076
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LA CONTRIBUTION AUX YMCA DU QUÉBEC	**2 648 273**	2 047 715
CONTRIBUTION AUX YMCA DU QUÉBEC	**(2 642 554)**	(1 852 228)
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**5 719**	195 487

Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. seront disponibles dès juin 2021 sur ymcaquebec.org

Fondation des YMCA du Québec

Sources des dons 2020

14 | Un avenir en transformation

Leadership bénévole

Pour permettre à chaque personne de devenir la meilleure version d'elle-même et de participer activement au mieux-être de la communauté, nous travaillons chaque jour à créer une vie associative riche et dynamique.

Nos conseils d'administration et comités sont composés d'administrateurs et administratrices bénévoles chevronnés qui souhaitent eux-mêmes redonner à leur communauté, et les Conseils consultatifs locaux sont une occasion pour des membres et des organismes du milieu d'enrichir nos processus décisionnels de leurs précieux conseils.

Les YMCA du Québec

Conseil d'administration

Nancy Audette*
Première vice-présidente du conseil
(Rogers Communications)

Mélissa Azuelos
(Lightspeed HQ)

Dicki Chhoyang
(Université McGill)

Normand Chiasson
(Consultant)

Josée Dubuc
(Balcan Plastics Inc.)

Anne Duprat
(KDC/One)

Jean François Lacroix*
Trésorier
(Groupe Park Avenue)

Michelle Llambias-Meunier
(CYRUS Réputation Cabinet-conseil)

Andrée Mayer-Périard
(Réseau réussite Montréal)

Diane Nyisztor
(Cogeco)

Waguih Rahbat*
Président du conseil
(Retraité)

Luc Sirois
(Innovateur en chef du Québec, ministère de l'Économie et de l'Innovation)

François Tremblay*
Deuxième vice-président du conseil
(Office national du film du Canada)

MEMBRES HONORAIRES

Nicole Brennan (2009)
Feu. Marcel Côté (2010)
Michael Novak (2012)

Comités consultatifs locaux

Eleni Bakopanos
Anne Barrette
Sébastien Boulanger
Eric Boulay
Pierre-Olivier Brassard
Mario Côté
Lucie Daigneault Ferland
Nadine Ishak
Sheila Laursen
Dany Le Siège
Catherine Limperis
Youssef Mossoba
Nina Myers
Sophie Pelletier-Michaud
François Periard
Rick Steele
Patricia Tansey
Carole Trottier
Lynda Verret
Peter Warren

Fondation des YMCA du Québec

Conseil d'administration

PRÉSIDENCE DU CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF

Stéphan Drolet
Trésorier
(KPMG)

Anne Drost
Présidente du comité de gouvernance et de mise en candidature
(Blake, Cassels & Graydon SENCRL/srl)

Claudie Imbleau-Chagnon
Présidente
(Ivanhoé Cambridge)

Nathalie Mercier-Filteau
Vice-présidente
(WSP Canada Inc.)

François Morin
Vice-président
(BMO Groupe financier)

Stéphane Vaillancourt
Secrétaire
Président-directeur général des YMCA du Québec

ADMINISTRATEURS.TRICES

Mario Bédard
(Mallette)

Benoit Brillon
(Entrepreneur et chef des placements)

Sebastian Cardarelli
(Tonus Capital)

Patricia Dionne
(Productions Patricia Dionne)

Geneviève Duguay
(Centre Famille Haute-ville)

William Knowlton
(Enterprise Holdings)

Daniel Matte
(TACT Intelligence-conseil)

Waguih Rahbat
Président du conseil d'administration des YMCA du Québec
(Retraité)

Janie Thélémaque
(Sollio Groupe Coopératif)

Comités des Médailles de la Paix YMCA

ORGANISATION

Mario Bédard
(Mallette)

Brian Bronfman
(Réseau pour la paix et l'harmonie sociale)

Mathieu Duguay
(Cogir Immobilier)

Pierre-Philippe Lortie
(Conseil Canadien des Innovateurs)

Daniel Matte
(TACT Intelligence-conseil)

Nathalie Mercier-Filteau
(WSP Canada Inc.)

François Morin
(BMO Groupe financier)

Isabelle Trempe
(Paladin Labs)

SÉLECTION

Amal Elsana Alh'jooj
(ICAN-McGill)

Brian Bronfman
(Réseau pour la paix et l'harmonie sociale)

Rabbi Lisa Grushcow
(Temple Emanu-El-Beth Sholom)

Isabelle Lamarre
(ABB)

François L.Morin
(Borden Ladner Gervais)

Honorable Louise Otis
(Médiatrice et arbitre)

*Membre du comité exécutif



Budget 2021
Les YMCA du Quebec

PRODUITS	38 461 883
DEPENSES D'OPERATION	44 658 869
CONTRIBUTION BRUTE	**(6 196 986)**
AUTRE CHARGE	1 714 446
CONTRIBUTION NETTE	**(7 911 432)**

Coordonnées des administrateurs 2021 - 2022

EXÉCUTIF

- **Nancy AUDETTE** – Présidente
  Vice-présidente, Fido & Chatr sans-fil, Rogers Communications

- **Francois TREMBLAY** - 1e vice-président
  Directeur général, Ressources Humaines, Affaires Juridiques et Institutionnelles, ONF (Office National du Film du Canada)

- **Jean François LACROIX** – Trésorier
  Vice-président et Chef de la Direction Financière, Groupe Park

ADMINISTRATEURS

- **Cadleen DÉSIR**
  PDG et fondatrice - Déclic – Intervention Éducative

- **WAGUIH RABBAT**
  Retraité

- **Josée DUBUC**
  Directrice des ressources humaines, Balcan Plastics inc.

- **Anne DUPRAT, CPA, CFA, CIA**
  Responsable de l'Audit interne, KDC/ ONE 31 Stayner Street

- **Mélissa AZUELOS**
  Cheffe adjointe du contentieux et secrétaire générale, Lightspeed POS Inc

- **Diane NYISZTOR** – 2eme vice-présidente
  Première-vice-présidente et Directrice des ressources humaines, Cogeco

- **Harold FORTIN**
  Directeur principal, Communications Externes - SNC-Lavalin

- **Andrée MAYER-PÉRIARD**
  Directrice générale/Executive Director, Réseau réussite Montréal

- **Dicki CHHOYANG**
  Directrice relations avec les parties prenantes, Université McGill

- **Luc SIROIS**
  Innovateur en chef du Québec, Ministère de l'Économie et de l'Innovation

Coordonnées des administrateurs 2021 - 2022

YMCA DU QUÉBEC

Stéphane VAILLANCOURT - Président-directeur général et secrétaire du conseil
Les YMCA du Québec et secrétaire par intérim

RÉF. No 320008899417

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Aon Reed Stenhouse Inc.
20 Bay Street
Toronto ON M5J 2N9
tél.: 416-868-5500 *téléc.* 416-868-5580

Objet: Modifiant l'attestation no.: 320008812809

Accord contractuel

Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
5160, Boulevard Décarie, bureau 600
Montreal, QC H3X 2H9

L'assurance décrite a été placée au nom de l'assuré désigné en vertu du(des) contrat(s) ci-dessous et est assujettie aux dispositions, conditions, exclusions et provisions dudit(desdits) contrat(s) et de tout avenant qui y est annexé.

Assuré

Les YMCA du Québec/The YMCAS of Québec
1435 Drummond Street
4th Floor
Montreal, QC H3G 1W4

Garantie

Responsabilité civile des entreprises	**Assureur**	Certain Underwriters At Lloyd's	
	No du contrat	CAR637028-02	
	Entrée en vigueur	01-juin-2021	**Échéance** 01-juin-2022
	Montants de garantie	Dommages corporels et dommages matériels par événement 2 000 000 $ La police pourra être assujettie à un montant global annuel ou à d'autres montants de garantie globaux s'il y a lieu	

Assuré additionnel

Uniquement en ce qui concerne ce qui précède et découlant des activités de l'assuré désigné, le(s) nom(s) ci-dessous est(sont) ajouté(s) au contrat comme assuré(s) additionnel(s), sans pour autant augmenter les montants de garantie dudit contrat.

Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce selon l'entente contractuelle en ce qui concerne la(le) Responsabilité civile des entreprises

Résiliation / Cessation

L'assureur tentera de donner un préavis de 30 jours en cas de résiliation/cessation au destinataire sauf si des conditions légales ou contractuelles s'appliquent pour non-paiement de la prime.

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE DES CLAUSES POUVANT LIMITER LES INDEMNITÉS.
OU, DANS LE CAS D'UNE ASSURANCE AUTOMOBILE,
LE CONTRAT COMPORTE UNE CLAUSE D'INDEMNITÉ PARTIELLE DU SINISTRE
LE PRÉSENT CERTIFICAT N'A PAS POUR EFFET DE MODIFIER OU PROLONGER LA COUVERTURE PRÉVUE PAR LA POLICE D'ASSURANCE.

AON

RÉF. No 320008899417

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat est un énoncé des garanties en vigueur à la date de son émission. Il garantit uniquement Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Il ne confère aucun droit à toute autre personne.

Date: 06-août-2021

Aon Reed Stenhouse Inc

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE DES CLAUSES POUVANT LIMITER LES INDEMNITÉS.
OU, DANS LE CAS D'UNE ASSURANCE AUTOMOBILE,

LE CONTRAT COMPORTE UNE CLAUSE D'INDEMNITÉ PARTIELLE DU SINISTRE
LE PRÉSENT CERTIFICAT N'A PAS POUR EFFET DE MODIFIER OU PROLONGER LA COUVERTURE PRÉVUE PAR LA POLICE D'ASSURANCE.

AON

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École de la CSEM	À confirmer					

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
N/A	N/A	N/A

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME:		Les YMCA du Québec									
ADRESSE:		1435 rue Drummond Montréal (Québec) H3G 1W4									
NOM DE LA PERSONNE AUTOF		Andrew Borrelli									
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:		514 242-8040									
GDD#:		1229501003									
Chef de section	April Léger	Agent de développement : Stéphane Livernoche									
Volet	Nombre de mois	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.	Date du 3e versement	Montant du 3e vers.	Date du 4e versement	Montant du 4e vers.
Animation de loisirs											
année:											
2022	12	26 000,00 $	1	2022-06-01	26 000,00 $						
2023	12	26 000,00 $	1	2023-05-01	26 000,00 $						
2024	12	26 000,00 $	1	2024-05-01	26 000,00 $						
Sous total		78 000,00 $									
Total 2022		26 000,00 $									
Total 2023		26 000,00 $									
Total 2024		26 000,00 $									
Total Convention (tous les volets)		78 000,00 $									

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Programme Camp de jour

Transmettre annuellement lors du dépôt de la demande :

- ❑ Résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ Plan d'action annuel;
- ❑ Budget annuel prévisionnel de l'Organisme;
- ❑ Budget prévisionnel (Ventilation du budget dédié au programme).

En cours de réalisation :

- ❑ Résultats d'inscriptions;
- ❑ Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);
- ❑ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ❑ Rapport annuel d'activités complet;
- ❑ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ❑ Programmation détaillée et grilles horaire hebdomadaires;
- ❑ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ❑ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ❑ Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;
- ❑ Évaluation du plan de promotion;
- ❑ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Documents à transmettre sur demande :

- ❑ Fiches signalétiques des employés;
- ❑ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation, scolarité…);
- ❑ Listes d'inscriptions;
- ❑ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boul. Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : Les YMCA du Québec, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Drummond, Montréal, Québec H3G 1W4, agissant et représentée par M. Andrew Borrelli, Chargé de projet,du redéveloppement du YMCA NDG dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a la mission d'inspirer et d'engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité. Profondément enracinés au Québec depuis plus de 170 ans, les YMCA du Québec axent leurs actions auprès des jeunes, des familles et des personnes les plus vulnérables, avec une offre de programmes et services leur permettant de développer des compétences, l'estime de soi, le sens critique et favoriser la participation de chacun;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme animation de loisirs* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme animation de loisirs**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 « **Annexe 5** » :	modèle à utiliser pour la Reddition de compte;
2.6 « **Responsable** » :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.9 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.10 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;
2.11 « **Session** » :	Sessions Printemps, été, automne, hiver;
2.12 « **Unité administrative** » :	l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent soixante mille dollars (160 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Andrew Borrelli, chargé de projet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Les YMCA du Québec

Par : _____
M. Andrew Borrelli, Chargé de projet

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal, le 2e jour de mai 2022 (Résolution).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

YMCA Notre-Dame-de-Grâce

Demande de soutien financier - Animation de loisirs

1 avril 2022 au 31 décembre 2024

Identification de l'organisme
Les YMCA du Québec
Numéro REQ : 1141011800
Numéro d'enregistrement ARC : 119307031RR0001
Date d'incorporation : 26 août 1994
1435 rue Drummond Montréal (Québec) H3G 1W4
www.ymcaquebec.org

Représentant désigné
Andrew Borrelli
Chargé de projet du redéveloppement du YMCA de Notre-Dame-de-Grâce
514 242-8040
andrew.borrelli@ymcaquebec.org

Table des matières

Formulaire de demande de soutien financier	p. 3
Résolution du conseil d'administration des YMCA du Québec	p. 13
ANNEXE A – Description des programmes et services	p. 14
Rapport à la communauté et rapport financier des YMCA du Québec – 2020	p. 22
Budget 2021 des YMCA du Québec	p. 31
Liste des administrateurs du conseil d'administration des YMCA du Québec	p. 32
Certificat d'assurances	p. 34

Date de réception du formulaire

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Formulaire de demande de soutien financier

Programme Soutien à la réalisation d'activités de loisirs

Année 2022-2024

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Les YMCA du Québec

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
1435 rue Drummond, Montréal, Québec H3G 1W4

Représentant désigné
Andrew Borrelli

Titre
Chargé de projet du redéveloppement du YMCA NDG

Numéro de téléphone
514 242-8040

Adresse courriel
andrew.borrelli@ymcaquebec.org

Site Internet
www.ymcaquebec.org

2. Mise-à-jour du Plan d'action/Projet

Date de début
2022-04-01

Date de fin
2024-12-31

2.1 Objectif général du Programme

Offrir à la population une programmation diversifiée, accessible et adaptée à la clientèle visée dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Fournir aux participants la formation et l'encadrement leur permettant d'acquérir les connaissances et habiletés nécessaires à la pratique d'activités de loisirs.
Sensibiliser les citoyens aux nombreuses possibilités des pratiques qui s'offrent à eux; telles que la pratique libre, etc.
Répondre aux besoins des différents groupes d'âge (jeunes, adultes et aînés), en fonction des priorités et de la réalité socio-économique et culturelle du milieu afin de favoriser le rapprochement dans et entre les communautés, par la communauté.
Offrir une programmation de qualité, diversifiée et accessible d'activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, d'activités physiques ou de plein air.
Éveiller l'intérêt des participants pour les événements métropolitains reliés aux activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, physiques ou de plein air.
Promouvoir la pratique de tout type de loisir auprès des citoyens de l'arrondissement.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet

Objectifs opérationnels (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Offrir des cours d'activité physique aux personnes âgées, adapté à leurs capacité physique et dans un environnement accessible.	Le programme Aînés en action offrira 1 cours d'activité physique par semaine, sur 4 sessions par année (11 à 13 semaines par session) dans 9 points de services différents sur le territoire de l'arrondissement. Les points de service pourraient inclure les HLM, les résidences pour personnes âgées, les parcs locaux et chez les organismes partenaires.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations aux cours hebdomadaires.	150 citoyens différents parmi la clientèle cible assisteront à des cours d'activités physique. 8 à 12 citoyens par point de service suivront des cours hebdomadaires.
Offrir un environnement sécuritaire, accueillant et inclusif où les jeunes de l'arrondissement peuvent participer à des activités libres, recevoir le soutien d'intervenants qualifiés et socialiser avec leurs pairs.	La Zone jeunesse sera ouverte 30 heures par semaine (en semaine et les fins de semaine) sur une période de 50 semaines par annéeà. Lors des activités libres et de socialisation, des intervenants jeunesse seront présents en tout temps pour assurer l'encadrement, offrir le soutien aux jeunes et intervenir auprès des participants au besoin.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations.	250 à 300 citoyens différents de la clientèle cible fréquenteront régulièrement la Zone jeunesse pour participer à des activités libres et de socialisation. 20 % des participants recevront un soutien supplémentaire d'un intervenant du YMCA. 75 % des participants participeront aux activités structurées offertes par la Zone jeunesse.
Offrir une variété d'activités structurées aux jeunes qui fréquentent la Zone jeunesse.	La Zone jeunesse offrira 20 à 25 heures de programmation structurée par semaine, incluant des activités physiques et sportives, des arts, des ateliers de cusisine et de codage, et des clubs, sur une période de 50 semaines par année. Des ateliers de développement des compétences et des événements spéciaux seront organisés une fois par mois. Les activités seront animées par des animateurs et intervenants qualifiés (employés et bénévoles du YMCA) ayant une expérience dans le domaine en question.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations.	185 à 225 citoyens différents de la clientèle cible fréquenteront régulièrement les activités structurées de la Zone jeunesse.

Offrir une expérience de mentorat aux jeunes de l'arrondissement qui font face à des défis dans leur vie sociale.	Les participants seront référés au programme UnPlus mentorat par des partenaires, incluant des écoles, des travailleurs sociaux et d'autres organismes communautaires. Les jeunes seront jumelés à un mentor bénévole, qui aura reçu une formation spécialisée, et ensemble, ils participeront à des activités sportives et de loisirs au YMCA NDG pendant 1 à 3 heures par semaine sur une période de 50 semaines. Chaque duo de mentorat sera suivi par un intervenant jeunesse du YMCA, qui assure une saine relation de mentorat, soutient le jeune et le mentor et facilite l'accès aux activités.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations, ainsi que des outils pour suivre les progrès du jeune.	20 à 30 jeunes seront jumelés à un mentor bénévole et ils participeront à des activités pendant 1 à 3 heures chaque semaine au YMCA NDG. 90 % des participants fréquenteront la Zone jeunesse lors d'une activité de socialisation ou d'un événement spécial. 50 % des participants assisteront régulièrement aux activités structurées de la Zone jeunesse en dehors de leurs activités de mentorat. 30 % des participants seront référés à d'autres programmes et services dans la communauté selon leurs besoins et intérêts.
Offrir aux jeunes vulnérables de la communauté le soutien et l'accompagnement nécessaires pour les aider à accéder et à intégrer les programmes de sports et de loisirs offerts dans leur localité, et selon leurs besoins et intérêts.	Les participants seront référés au programme Pivot par des partenaires, notamment des écoles, des travailleurs sociaux et d'autres organismes communautaires. Les jeunes seront accompagnés par un intervenant jeunesse du YMCA dans le processus d'identification de leurs intérêts, ainsi que dans l'accès et l'intégration des programmes au YMCA et dans la communauté selon ces intérêts. Sur une période de 50 semaines, les participants rencontreront l'intervenant sur une base hebdomadaire ou bihebdomadaire pour recevoir du soutien et être accompagnés pour assister aux activités.	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations, ainsi que des outils d'intervention pour suivre les progrès du jeune.	20 à 30 jeunes seront référés au programme et accompagnés par l'intervenant jeunesse du YMCA. 90 % des participants fréquenteront la Zone jeunesse lors d'une activité de socialisation ou d'un événement spécial. 50 % des participants assisteront régulièrement aux activités structurées de la Zone jeunesse. 30 % des participants seront référés à d'autres programmes et services dans la communauté selon leurs besoins et intérêts.

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb prévu/ participants	Durée Nb sem.	Nb heure/sem.	Coût/ participant
DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR ACTIVITÉS POUR AÎNÉS = 10 000$					
Vie active des aînés (Aînés en action)	60 ans et +	100	50	9	0 $
DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR ACTIVITÉS JEUNESSE = 30 000$					
ZONE JEUNESSE	12 à 17 ans	275			0 $
Activités libres			50	30	
Sports et activités physiques			50	7	
Ateliers de cuisine			50	2	
Ateliers de codage			50	2	
Ateliers de dév. des compétences			12	3	
Arts (peinture, vidéo, musique, danse)			50	3	
Clubs (D&D, etc.)			50	2	
Événements (Soirees des filles/gars)			12	3	
Mentorat (UnPlus)			50	50	
Soutien et accompagnement (Pivot)			50	25	
N.B. Les activités sportives et de loisirs pour les jeunes sont animées pas des intervenant.e.s jeunesse qui sont également chargés d'intervenir auprès des participants au besoin.					

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Mise à jour annuelle - Demande de soutien financier

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles
***POINT 2.5 - À COMPLÉTER UNIQUEMENT SI LES INFORMATIONS ONT CHANGÉES DEPUIS LA DEMANDE INITIALE.**

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	3000	40

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nb de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée (Ex. : 1er soins, Bacc., DEC, etc.)
	Temps plein	Temps partiel		
Directeur	1		Encardrement, supervision et soutien du personnel, assurer le bon fonctionnement du secteur, développement et gestion de partenariats, tâches admintratives, etc.	1er soins/RCR, Bacc.,
Coodonnateur	2		Supervision, soutien, coordination de la programmation, gestion des partenariats, etc.	1er soins/RCR, Bacc.,
Intervenant	1	4	Intervention avec/soutien des jeunes, animation d'activités/ateliers, communication avec parents et partenaires	1er soins/RCR, DEC
Instructeur		9	Animation de cours d'activité physique, préparation de cours	RCR, certification en activités physiques
Animateur		1	Animation d'activités/ateliers, préparation des activités, interaction avec les participants	1er soins/RCR, expérience dans le domaine de l'activité

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet
Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme, table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	No de téléphone
SHDM	Référencement des participants, mise à disposition d'un espace pour les activités	Laetitia Angba	langba@shdm.org
OMHM	Référencement des participants, mise à disposition d'un espace pour les activités	Valéria Taranto	valeria.taranto@omhm.qc.ca
Conceil communautaire NDG - Table des directeurs, table jeunesse	Concertation, partage de ressources et de bonnes pratiques	Halah Al-Ubaidi et Marie-Chales Boivin	admin@ndg.ca et concertationjeunesse@ndg.ca
Batshaw + CLSC Benny Farm	Référencement des participants, accepte les références du YMCA	Ted Lariviere	ted_lariviere@ssss.gouv.qc.ca
Centres communautaires: Loyola, Westhaven, Walkley, Saint Raymond, CJE NDG	Partage de ressources et de bonnes pratiques	plusieurs	…
English Montreal School Board	Référencement des participants	Craig Olenik	colenik@emsb.qc.ca

3. Prévisions budgétaires

3.1 Pour le Plan d'action/Projet

Indiquez les prévisions budgétaires du Plan d'action/Projet pour la période du 2022-04-01 à 2023-03-31.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	80 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	15 000 $
Contributions du gouvernement provincial (précisez)	Programme de soutien aux organismes communautaires	37 500 $
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Développement ressource humaines	2 000 $
Contributions d'autres sources (précisez)	Fondation des YMCA du Québec et Les YMCA du Québec	65 230 $
	Centraide	115 000 $
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS =	314 730 $

B) Dépenses		Nb d'heures	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	1450	34 $	49 300 $
	Animation	500	16 $	8 000 $
	Intervention	3880	23 $	89 240 $
	Gestion et soutien administratif	1719	40 $	68 760 $
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres	560	41 $	22 960 $
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			9 240 $
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				2 150 $
Matériel et fournitures				13 200 $
Dépenses d'activités (Ex. : frais d'entrée)				2 000 $
Autres dépenses				49 880 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			314 730 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

*SECTION 4 - À COMPLÉTER UNIQUEMENT SI LES INFORMATIONS ONT CHANGÉES DEPUIS LA DEMANDE INITIALE.

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	N/A	N/A
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	N/A	N/A
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		N/A
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	N/A	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
N/A	N/A

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
N/A	N/A

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Mise à jour annuelle - Demande de soutien financier

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents déposés :

- ☐ Formulaire de mise à jour, incluant la partie relative au budget
- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Le formulaire de mise à jour annuelle de demande de soutien financier, ainsi que tous les documents joints à la demande doivent être envoyés par courriel à votre agent de développement.

Compléter par :

Andrew Borrelli	
Nom en lettres moulées	Signature

03-déc-21
Date

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Mise à jour annuelle - Demande de soutien financier

***SECTION À COMPLÉTER UNIQUEMENT SI LES INFORMATIONS ONT CHANGÉES DEPUIS LA DEMANDE INITIALE.**

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Les YMCA du Québec

Tenue le jour/date/mois/année | Lieu et heure

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire réaliser le Plan d'action/Projet de la convention en vigueur
du Programme: Soutien à la réalisation d'activités de loisirs
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
Date	Date

10/10

Résolution approuvée par le conseil d'administration

Approbation électronique au 03 décembre 2021 Résolution : CE 20211203-003

AYANT TRAIT À L'AUTORISATION DE DÉPÔT DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER AUPRÈS DE L'ARRONDISSEMENT CDN-NDG POUR L'OFFRE EN ACTIVITÉS DE LOISIRS POUR LES AÎNÉS ET LES JEUNES DU YMCA NDG POUR LES ANNÉES 2022, 2023 et 2024

IL EST DÛMENT RÉSOLU d'approuver la demande de soutien financier adressée à l'arrondissement Cote-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce d'un montant de 80 000$ annuellement et de manière récurrente pour les années 2022 et 2023 et de 60 000$ en 2024 et d'autoriser Andrew Borrelli, chargé de projet du redéveloppement du YMCA Notre-Dame-de-Grâce à représenter l'organisme et à signer tout document relatif à cette demande, ainsi que d'autoriser Michel Rheault, Vice-président finances et administration des YMCA du Québec à signer tous documents dans ce dossier relatifs aux informations financières.

Montréal, 03 décembre 2021

Stéphane Vaillancourt

Secrétaire

RE:CE 20211203-003

Plein de vies

ANNEXE A – DESCRIPTION DES PROGRAMMES ET SERVICES

Permettre à une clientèle diversifiée de bénéficier d'une offre de service communautaire optimisée

- **Programmes de sports et de loisirs pour les jeunes et les ainés**

AÎNÉS EN ACTION
Aînés en action favorise le maintien de contacts sociaux et un mode de vie actif chez les aînés au moyen de cours de conditionnement physique et de capsules santé offerts dans leur milieu de vie à des résidents d'HLM et des membres d'organismes communautaires de l'arrondissement.

PIVOT
Le programme *PIVOT* a pour objectif de bâtir une relation positive entre un jeune et sa communauté en favorisant une intégration sociale positive, en donnant accès à des programmes et services communautaires et en élargissant le réseau de soutien du jeune. Les participants sont recommandés par les partenaires communautaires, notamment les écoles, les foyers de groupe et les travailleurs sociaux. ***Pour plus de détails, veuillez consulter la page 2.***

ZONE JEUNESSE
La *Zone jeunesse* offre toute une gamme de programmes et services : des sports et des activités physiques au développement des aptitudes nécessaires à la vie quotidienne, en passant par les arts et la culture, et bien plus encore. Toutes les activités sont offertes gratuitement et animées par des animateurs et des travailleurs des services à la jeunesse qualifiés et dynamiques dans un environnement sûr, accueillant et solidaire. ***Pour plus de détails, veuillez consulter la page 5.***

UNPLUS MENTORAT
UnPlus est un modèle établi en intervention préventive qui aide à outiller les jeunes afin qu'ils soient en mesure de surmonter les défis auxquels ils font face. La relation d'un an, proposée avec un mentor bénévole donne aux participants des modèles positifs à suivre afin de réduire la fréquence et l'impact des comportements à risque et d'encourager leurs aspirations futures, le tout dans un cadre centré sur les jeunes pour favoriser le développement de leur plein potentiel. ***Pour plus de détails, veuillez consulter la page 7.***

PIVOT

Le programme Pivot du YMCA a pour objectif de bâtir une relation positive entre un jeune et sa communauté en favorisant une intégration sociale positive, en donnant accès à des programmes et services communautaires et en élargissant le réseau de soutien du jeune.

PIVOT travaille avec des jeunes de 12 à 19 ans et vient à leur rencontre directement au sein de leur environnement (école, espaces communautaires ou publics) afin de déterminer quels sont leurs besoins et centres d'intérêt et d'y répondre. PIVOT soutient les jeunes en les aidants à intégrer des programmes et services communautaires à leur propre rythme. En créant une passerelle entre les ambitions et besoins des jeunes et les ressources adéquates, PIVOT les aide à améliorer leur qualité de vie, tout en s'assurant qu'ils évoluent dans des environnements structurés qui encouragent leur développement continu.

RÉFÉRENCEMENTS

Les jeunes peuvent être référés au programme par des partenaires communautaires (écoles, travailleurs sociaux, organismes communautaires, etc.) à l'aide du formulaire de référencement au programme.

Référencement direct :

- ✓ L'intervenant jeunesse du programme PIVOT reçoit par courriel un formulaire de référencement de la part d'un partenaire communautaire.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT contacte le partenaire communautaire afin de valider le référencement et de convenir d'un moment pour rencontrer le jeune.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT rencontre le jeune, se présente et explique au jeune comment il peut bénéficier du programme.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT prévoit des rencontres de suivi avec le jeune, établissant ainsi une relation de confiance, et orientant le jeune vers les ressources adéquates.

Un partenaire communautaire peut préciser dans le formulaire de référencement quels sont les besoins spécifiques d'un jeune (par exemple, un accompagnement pour accéder à des services en santé mentale), ou il peut simplement énoncer les besoins et centres d'intérêt généraux du jeune.

Idéalement, la première rencontre entre le jeune et l'intervenant jeunesse du programme PIVOT se déroule dans les locaux du partenaire communautaire (ex. : école, CLSC). Cela aide à assurer que le jeune se trouve dans un environnement qui lui est familier et parmi des gens qu'il connaît lorsqu'il va rencontrer l'intervenant du programme PIVOT pour la première fois.

Référencement informel :

- ✓ Le partenaire communautaire invite l'intervenant du programme PIVOT à participer à sa programmation (au moment de l'arrivée des jeunes, lors d'un atelier de cuisine, d'une activité sportive, d'une discussion virtuelle de groupe, etc.) de temps à autre, ou de manière récurrente.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT développe une relation de confiance avec les jeunes participants.
- ✓ Le partenaire communautaire peut indiquer à l'intervenant du programme PIVOT qui sont les jeunes au sein du groupe de qui il aimerait qu'il se rapproche.

- ✓ Le partenaire communautaire remplit le formulaire de référencement une fois que les jeunes en question ont fait part de leur intérêt pour les services de PIVOT.

Encore une fois ici, nous comptons sur le fait que le jeune se sente à l'aise et dans un environnement qui lui est familier, au sein des locaux du partenaire communautaire, pour faciliter la connexion entre le jeune et l'intervenant du programme PIVOT.

Inviter l'intervenant du programme PIVOT à participer aux activités de manière récurrente permet également de donner des occasions à l'intervenant du programme PIVOT d'entrer plus souvent en contact avec les jeunes qui peuvent nécessiter un rythme plus lent pour manifester leur intérêt pour le programme.

Le fait qu'un intervenant jeunesse qualifié supplémentaire, qui est aussi un autre modèle d'adulte positif, soit présent lors des activités est avantageux pour le partenaire communautaire. Les détails relatifs aux moments et à la fréquence à laquelle l'intervenant du programme PIVOT sera présent au cours des activités pourront être discutés avec le coordonnateur du programme ou directement avec l'intervenant du programme PIVOT.

SENSIBILISATION

L'intervenant jeunesse et le coordonnateur du programme PIVOT utilisent également des stratégies de sensibilisation afin d'entrer en contact avec de potentiels jeunes participants.

Présentations du programme :

De la même manière que dans le cadre d'un *référencement informel*, un partenaire communautaire peut inviter un membre du personnel du programme PIVOT dans ses locaux (ou à une rencontre virtuelle) afin de présenter le programme à un groupe de jeunes ou aux membres du personnel d'un organisme.

La présentation donnera un aperçu des activités du programme et de ses avantages pour les jeunes participants. Il s'agit d'un moyen idéal pour un partenaire communautaire de déterminer qui sont les jeunes parmi les participants qui souhaitent accéder aux services proposés par le programme PIVOT.

Dans la communauté :

- ✓ L'intervenant jeunesse du programme PIVOT fréquente des lieux clés de la communauté (centres d'achats, parcs, espaces publics et communautaires) où les jeunes ont tendance à se rassembler.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT se présente auprès des jeunes, explique quels services sont offerts dans le cadre du programme, découvre quels sont les centres d'intérêt et besoins des jeunes et établit un lien.
- ✓ L'intervenant du programme PIVOT informe les jeunes et les aiguille vers des ressources adéquates, en fournissant un accompagnement pour accéder à ces ressources, si cela est nécessaire.

L'intervenant jeunesse du programme PIVOT dit clairement qu'il est un employé du YMCA. Il a également en sa possession des informations à propos des programmes et services destinés aux jeunes dans la région.

PIVOT

Les partenaires communautaires peuvent contribuer à ce processus en donnant des renseignements quant aux endroits clés au sein de la communauté où les jeunes ont tendance à se rassembler, et en rendant leurs programmes et services accessibles aux jeunes référés par l'intervenant du programme PIVOT.

Activités promotionnelles :

Les membres du personnel du programme PIVOT seront également responsables de promouvoir l'initiative et les autres programmes, services et activités au sein de la communauté dans le cadre des activités suivantes :

- ✓ Participation à des évènements communautaires.
- ✓ Promotion d'évènements et de partenaires communautaires sur les réseaux sociaux de PIVOT (Facebook, Instagram).
- ✓ Distribution de documentation à propos du programme du partenaire communautaire.
- ✓ Publication de matériels promotionnels du programme PIVOT dans les espaces publics et communautaires.

Zones jeunesse YMCA

YMCA Centre-ville
YMCA du Parc
YMCA Notre-Dame-de-Grâce
YMCA Ouest-de-l'Île
YMCA Pointe-Saint-Charles
YMCA Saint-Laurent
YMCA Saint-Roch
YMCA Westmount
Académie Beurling

Pour inspirer et engager chaque ado à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Les Zones jeunesse sont des milieux de vie où les ados de 12 à 17 ans peuvent aller et venir à leur guise après l'école. Espaces de prévention et de développement personnel, elles accueillent gratuitement tous les jeunes dans un environnement bienveillant.

Fréquenter une Zone jeunesse, c'est trouver une communauté à laquelle on se sent appartenir : les jeunes y trouveront une foule d'occasions de créer ou développer des relations avec leurs pairs et des adultes de confiance et de participer à des activités variées, structurées ou non.



Notre approche

- Milieu de vie, lieu de liberté et d'expérimentation supervisée
- Intervention par le sport et le loisir
- Importance de redonner à la communauté
- Relations interculturelles et vivre-ensemble
- Valeurs de respect et de responsabilité
- Approche holistique du développement personnel

Objectifs

Nous visons l'autonomisation des jeunes par quatre grands axes :

- Compétences
- Estime de soi
- Esprit critique
- Participation

Une porte ouverte sur la communauté

- En fréquentant la Zone jeunesse, les jeunes ont accès à des programmes de tutorat et de mentorat, à des projets d'engagement citoyen, et même à des occasions d'emploi.
- De plus, les Zones jeunesse jouent un important rôle d'aiguillage et d'accompagnement des jeunes vers les ressources locales en fonction de leurs besoins.

Pour plus d'infos :
chezvous.ymcaquebec.org/jeunesse/12-17-ans

Pour contacter la Direction des Zones jeunesse :
noemie.roche@ymcaquebec.org

Notre programme Unplus Mentorat pour les jeunes vulnérables est disponible aux YMCA Cartierville, du Parc, Notre-Dame-de-Grâce et Ouest-de-l'Île.

Pour en savoir plus :
ymcaquebec.org/fr/Jeunesse/Programmes-pour-les-ados-12-ans-et/Soutien-scolaire/YMCA-Unplus-Mentorat

YMCA TeenZones

Downtown YMCA
Du Parc YMCA
Notre-Dame-de-Grâce YMCA
Pointe-Saint-Charles YMCA
Saint-Laurent YMCA
Saint-Roch YMCA
West Island YMCA
Westmount YMCA
Beurling Academy

To inspire and encourage each teen to fulfill their potential, thrive, and contribute to their community.

TeenZones are an afterschool space for teens between 12 and 17 years of age where they can come and go as they please. Designed as a prevention and personal development program, TeenZones welcome youth in a safe environment free of charge.

Participating in TeenZone means being part of a community: here, teens have ample opportunities to create and build relationships with their peers and trusted adults. They can also participate in a wide range of structured and unstructured activities.



Our Approach

- Offer a place to hang out, to be yourself without judgment, and to try new things in a supervised environment;
- Intervene through sports and recreational activities;
- Teach the importance of giving back to your community;
- Build cross-cultural relationships and togetherness;
- Instill values of respect and a sense of responsibility;
- Adopt a holistic approach to personal development.

Objectives

We aim to empower youth through four axes:

- Skills
- Confidence
- Critical thinking
- Participation

A Gateway to the Community

- Youth who participate in our TeenZones also have access to tutoring and mentoring programs, citizen engagement projects, and even employment opportunities.
- In addition, TeenZones play an important role in guiding and referring teens to local resources according to their needs.

For more information:
athome.ymcaquebec.org/youth/ages-12-17

To contact the TeenZones Director:
noemie.roche@ymcaquebec.org

Our Plusone Mentoring program for at-risk youth is offered at the Cartierville, Du Parc, Notre-Dame-de-Grâce, and West Island YMCAs.

To learn more:
ymcaquebec.org/en/Children-Youth/Teen-Programs-ages-12/Academic-Supports/YMCA-Plusone-Mentoring

unplus MENTORAT

Le programme YMCA Unplus Mentorat s'adresse aux jeunes de 10 à 17 ans qui font face à des défis dans leur vie sociale et scolaire.

Référés par des partenaires communautaires tels que les écoles, les services sociaux ou les corps policiers, les participants sont jumelés pour une durée d'un an à un mentor bénévole spécialement formé pour les guider et les épauler dans leur cheminement.

Toutes les activités du programme sont gratuites et les activités ont lieu dans un centre YMCA local. Le mentor et le jeune décident ensemble des activités : sports, loisirs et développement des capacités.

IMPACTS POSITIFS DU MENTORAT

Jeune

- Un modèle d'adulte positif
- L'occasion de partager ses intérêts
- De l'aide pour surmonter ses défis et développer de nouvelles compétences
- La découverte de nouvelles passions et aspirations
- Le plaisir d'être soi-même dans un environnement sécuritaire, sans jugement

Mentor

- L'occasion d'apprendre et de grandir
- La chance de redonner à sa communauté
- Le développement d'aptitudes de coaching
- Une fenêtre sur la jeunesse

Communauté

- Le développement de jeunes leaders engagés
- La prévention de la criminalité chez les jeunes
- Une ressource complémentaire pour les services sociaux et communautaires

Jumelage

Besoins + Intérêts
Personnalité + Proximité

Jeune

- Volontaire
- 10 - 17 ans
- Référé par des partenaires identifiés
- Présente plusieurs facteurs de risque

Mentor

- Bénévole
- 18 ans et plus
- Intéressé à apprendre et à vivre des expériences avec un jeune

Conseils + Soutien

Accompagnement + Formation

Encadré par un intervenant

Le jeune et le mentor se rencontrent

1 an

2 - 3 h par semaine

Intéressé ?

Contactez-nous dès aujourd'hui !

514 271-3437, p. 4250
plusone@ymcaquebec.org
unplusmentorat.ca

Plusone Mentoring a été développé par YMCA Scotland, qui fut également central au déploiement canadien du programme YMCA Unplus Mentorat.

Nous remercions Sécurité publique Canada, qui offre un important soutien financier au programme et qui a contribué à son implantation au Canada.

plusone™ MENTORING

YMCA Plusone Mentoring is a program for youth ages 10 to 17 who are experiencing challenges in their social and academic lives.

Referred by community partners, such as schools, social services or police authorities, participants are matched for a one-year period with a volunteer adult mentor who is specially trained to guide and support them.

All program activities are free and take place at a local YMCA. The youth and mentor choose the sports, leisure, and capacity-building activities they will do together.

POSITIVE IMPACT OF MENTORING

Mentor

- An opportunity to learn and grow
- A chance to give back to the community
- Developing coaching skills
- A window into the lives of youth

Youth

- A positive adult role model
- A chance to share their interests
- Help with overcoming challenges and learning new skills
- Discovering new passions and aspirations
- Enjoying being themselves in a safe, non-judgemental space

Community

- Encouraging youth to become engaged leaders
- Preventing youth crime
- A complementary resource for social and community services

Matching

Needs + Interests
Personality + Proximity

Youth

- Voluntary
- 10-17 years old
- Referred by community partners
- Exhibits multiple risk factors

Mentor

- Volunteer
- 18 years old +
- Interested in learning and having positive experiences with youth

Advice + Support

Guidance + Training

Accompanied by a Support Worker

The youth and the mentor meet

1 year

2-3 hrs per week

Interested?
Contact us today!

514-271-3437, ext. 4250
plusone@ymcaquebec.org
plusonementoring.ca

Plusone Mentoring was developed by YMCA Scotland, which also played a central role in the deployment of the YMCA Plusone Mentoring program in Canada.

We would like to thank Public Safety Canada, which provided major funds for the program and helped to implement it in Canada.


Les YMCA du Québec
Fondation des YMCA du Québec
Un univers en
TRANS FOR MA TION
Rapport à la communauté 2020

Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

inclusion
respect
solidarité
audace
bienveillance
performance



*Photo prise avant la COVID

Claudie Imbleau-Chagnon
Présidente
Fondation des YMCA du Québec

Stéphane Vaillancourt
Président-directeur général
Les YMCA du Québec

Waguih Rabbat
Président du conseil d'administration
Les YMCA du Québec

Parole à nos président.e.s

2020… Une année qui n'a pas manqué de défis, pas seulement pour nous, mais pour nos communautés tout entières! Confinement, fermetures des plateaux sportifs, pertes de revenus, virage virtuel, tout y est passé.

Mais plutôt que de nous attarder sur les embûches de ce contexte si particulier, nous aimerions mettre en lumière ici les choses extraordinaires que nous avons vues en 2020, au Y comme dans nos communautés.

La première qui nous vient à l'esprit, c'est l'élan de solidarité incroyable dont nous avons été des témoins privilégiés. Solidarité entre nos équipes, qui devaient du jour au lendemain trouver de nouvelles façons de travailler pour soutenir les jeunes, les familles, les personnes vulnérables. Mais aussi solidarité de notre communauté, qui a répondu à tous nos appels à l'aide pour poursuivre cet impact social, que ce soit avec des dons de denrées pour des familles vulnérables, de produits de première nécessité pour des personnes en situation d'itinérance, ou de dons financiers pour soutenir nos programmes. Jamais ces mots n'ont été aussi vrais: sans vous toutes et tous, il n'y aurait pas de YMCA.

Parce que le Y, c'est ça! Une communauté d'employé.e.s, de bénévoles, de donateurs et donatrices, de membres, de partenaires qui tous ensemble travaillent à ce que chaque personne, peu importe son âge ou ses origines, puisse grandir, s'épanouir et devenir la meilleure version d'elle-même. Plus qu'un lieu physique, comme l'a prouvé la dernière année, mais plutôt un impact qui nous touche tous.

2021 sera encore remplie de défis, mais nous avons l'absolue conviction qu'ensemble, nous pourrons les relever.

Nous serons présents pour soutenir notre communauté alors qu'elle rebâtit ses repères et redéfinit son quotidien, comme nous le sommes depuis bientôt 170 ans.

Merci de faire partie de notre grande famille!

Une année chamboulée; des besoins décuplés



L'équipe d'intervenant.e.s de la Cantine mobile distribue des boîtes à lunch dans différents quartiers de Montréal.

La pandémie historique qui nous frappe depuis mars 2020 a rapidement mis en évidence le caractère essentiel des organismes communautaires comme le Y. Des jeunes qui n'avaient plus d'école aux aîné.e.s qui, du jour au lendemain, perdaient à la fois autonomie et réseau social, personne n'a été épargné.

Dès les premiers jours, nous avons donc mis nos installations et notre expertise au service de la Ville, de la Santé publique et de nos communautés.

Spontanément, des collectes de denrées et de produits essentiels se sont organisées pour soutenir les personnes en situation d'itinérance; des chaînes téléphoniques se sont mises en place pour prendre des nouvelles de nos aîné.e.s vivant seuls; des équipes d'employé.e.s, de bénévoles et de partenaires se sont mobilisées pour distribuer du matériel informatique et imprimer des milliers de pages de travaux scolaires pour les jeunes qui devaient, tant bien que mal, poursuivre leur scolarité à la maison.

Et bien que la pandémie se poursuive, les derniers mois nous ont fait redécouvrir la force et la résilience de nos communautés, de notre réseau, et malgré les moments difficiles que nous devrons encore traverser, nous avons la certitude que tous ensemble, nous saurons nous en sortir.

Tout au long de l'année, les projets se sont multipliés:

- Avec la Ville de Montréal, aménagement d'un refuge pour femmes en situation d'itinérance au YMCA Centre-ville
- Distribution de repas et de paniers alimentaires dans différents quartiers grâce à Centraide et à une multitude de partenaires
- Entraînements virtuels quotidiens pour garder les communautés actives et en santé
- Soutien psychosocial accru pour les jeunes, les aîné.e.s vulnérables et les personnes en situation d'itinérance
- Tutorat et aide aux devoirs même pendant l'été afin de réduire les effets de la perte de scolarité

Se transformer pour un impact renouvelé

Depuis 170 ans, la mission du Y évolue tout en gardant un principe clair: aider chaque personne à se réaliser et à contribuer à sa collectivité. À travers les décennies, nous avons su nous adapter aux changements sociaux pour assurer la pertinence de notre action. Et encore maintenant, face à un contexte social toujours changeant, nous devons faire preuve de lucidité et d'agilité afin de livrer une mission tout aussi nécessaire aujourd'hui qu'en 1851.

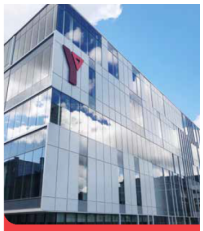
C'est ainsi qu'en 2020, avant même la pandémie, nous avons entrepris une grande transformation pour adapter notre action non seulement à ces enjeux sociaux en constante évolution, mais aussi à une réalité économique différente.

Pour assurer la pérennité de notre impact, nous devons aujourd'hui trouver un nouvel équilibre entre les coûts liés à des bâtiments vieillissants et les sources de financement, incluant les revenus autonomes et les subventions liées aux programmes. Cet équilibre fragile a été particulièrement éprouvé par la pandémie, qui nous a privés de plus de 86 % des revenus générés par l'activité physique, l'École internationale de langues et les camps.

Alors que la pandémie nous forçait à repenser nos façons de faire, nous avons accéléré cette transformation afin d'atteindre trois objectifs clés:

- Nous recentrer sur notre impact – cette mission d'aider chaque personne à se réaliser et à agir sur sa collectivité;
- Renouveler notre manière d'opérer afin de retrouver une santé financière essentielle à notre pérennité;
- Être une organisation performante et agile pour toujours mieux répondre aux besoins évolutifs de nos communautés.

En mettant l'impact social au cœur de nos actions et de nos décisions, nous nous assurons d'offrir à chaque personne un univers pour s'épanouir et devenir la meilleure version d'elle-même.



Une expansion à Québec

À travers tous les défis de 2020, nous avons eu l'immense joie d'ouvrir le YMCA Saint-Roch, en partenariat avec la Ville de Québec, pour élargir et renforcer notre impact dans la Capitale Nationale où nous œuvrons depuis plus de 165 ans.

Notre action communautaire, composée de soutien aux personnes vulnérables, de programmes jeunesse et d'initiatives de sécurité alimentaire, est ainsi renforcée et enrichie d'une offre complète en activités physiques et aquatiques pour petits et grands.

Plusieurs programmes pourront ainsi être bonifiés grâce à ce nouvel espace, qui comprend notamment une cuisine collective, une Zone jeunesse et plusieurs plateaux sportifs en plein cœur de Saint-Roch.

BIENVENUE dans votre Y!



IMPACT 2020

Initiatives créées en réponse à la pandémie

JEUNESSE
6 000 jeunes

- **25 000 h** de soutien scolaire
- **11 500** visites dans nos programmes
- **1 200** jeunes ont reçu un suivi psychosocial
- **815** trousses scolaires remises
- **900** jeunes ont fréquenté nos Zones jeunesse virtuelles
- **624** jeunes sont allés au camp

FAMILLE
1 500 familles

- **600** familles ont reçu de l'aide alimentaire
- **200** familles ont reçu du matériel informatique/ accès à Internet
- **365** familles ont profité d'un soutien psychosocial virtuel

PERSONNES VULNÉRABLES
1 800 personnes

- **+ de 10 000** interventions auprès de personnes en situation d'itinérance
- **294** femmes sans domicile fixe accueillies en refuge d'urgence
- **100 000** repas distribués avec nos partenaires
- **800** aîné.e.s vulnérables soutenu.e.s
- **300** interventions virtuelles auprès d'aîné.e.s vivant seul.e.s
- **220** participations à des activités virtuelles pour aîné.e.s

SANTÉ, ACTIVITÉS PHYSIQUES ET AQUATIQUES
22 509 membres actifs au 10 mars 2020

- **63 063** participations aux cours en direct gratuits sur les médias sociaux
- **1800** cours extérieurs
- **144** cours virtuels

COURS DE LANGUES
1 371 cours offerts (présentiel et virtuel)



La confiance en soi : un effet d'entraînement

Lise est une jeune retraitée dynamique et amicale. À la recherche d'un meilleur équilibre dans sa vie, elle a profité de l'ouverture du YMCA Saint-Roch pour adopter un mode de vie plus actif, notamment en reprenant la natation.

Très sociable, Lise s'est rapidement trouvé une deuxième famille au Y, autant grâce à l'esprit de camaraderie qui règne dans les programmes, qu'à la gentillesse et à la bienveillance des employé.e.s. Motivée par l'équipe de sauveteurs et sauveteuses, elle a rapidement atteint son objectif de nager soixante longueurs et a découvert la fierté et le bien-être qui viennent avec le fait de se dépasser.

Lise est aujourd'hui heureuse de dire qu'avec l'équilibre et la santé retrouvés, elle vit les meilleures années de sa vie!

Voyez le témoignage vidéo sur communautes.ymcaquebec.org

« Je me suis sentie tellement **ENCOURAGÉE** »

—Lise



« Je me sens **APPRÉCIÉ** pour ce que je vaux »

—Daniel

Inverser les rôles

Daniel n'a pas eu une vie facile ; habitué de la rue, il peinait souvent à prendre soin de lui-même. Jusqu'au jour où une intervenante du programme La Cheminée s'est pointée sur le parvis de l'église où il passait une partie de ses journées, pour annoncer qu'elle avait besoin de bras pour du travail journalier.

La Cheminée est une halte-chaleur au YMCA Saint-Roch et sert principalement les personnes en situation d'itinérance du quartier. Daniel y a vite trouvé sa place en servant cafés et collations aux personnes qui la fréquentent, en échange d'une petite rémunération quotidienne.

Au fil des jours, il s'est découvert une grande capacité d'écoute et un profond désir d'aider, en plus de développer des compétences utiles au contact des intervenant.e.s.

Tellement utiles en fait que lorsque le besoin d'embaucher une personne supplémentaire s'est fait sentir, le choix fut évident. Aujourd'hui, Daniel est officiellement employé du Y et continue d'offrir une oreille bienveillante – et une bonne soupe chaude – aux personnes vulnérables qui visitent La Cheminée.

Comme il le dit lui-même, sa vie a peut-être mal commencé, mais grâce au Y, elle est en voie de très bien se terminer!

Voyez le témoignage vidéo sur communautes.ymcaquebec.org

La réponse de notre COMMUNAUTÉ face aux besoins accrus pendant la pandémie a été EXTRAORDINAIRE. Plus sensibilisés que jamais à la mission communautaire du Y, les membres de notre grande famille ont fait un nombre record de dons, particulièrement pour le Fonds d'action COVID-19, qui a été créé spécialement pour soutenir les besoins urgents dans les différents quartiers où nous sommes présents. MERCI!

Mardi je donne maintenant

En mai 2020, une édition spéciale de Mardi je donne a été organisée aux quatre coins du pays pour sensibiliser les gens à l'importance de soutenir les organismes communautaires pendant cette crise.



Sean Day, directeur régional des camps, nous fait vivre avec sa famille la magie de Kanawana pendant Mardi je donne

C'était une occasion à ne pas manquer pour faire connaître l'impact des programmes du Y, et nos équipes se sont mobilisées afin de créer un événement Facebook Live comme nous n'en avions jamais fait avant! Une dizaine d'ateliers en direct se sont succédés, incluant des conseils aux parents pour motiver leurs ados, une séance « histoire et brico » pour les tout-petits, un cours de kickboxing et même un *sing along* au bord du feu avec l'équipe du Camp YMCA Kanawana.

Évidemment, l'événement servait principalement à amasser des fonds pour soutenir tous ces programmes, et grâce à la générosité de notre communauté et de la Fondation Familiale Trottier qui jumelait tous les dons reçus, nous avons pu récolter 81 520$. Un immense merci à chacun et chacune d'entre vous qui avez contribué au succès de cette initiative!

MERCI SPÉCIAL

à nos donatrices et donateurs majeurs

Banque Nationale du Canada · Bell Cause pour la cause · Blake, Cassels & Graydon · BLG · BMO Groupe financier · Bombardier · CAE · Caisse de dépôt et placement du Québec · Caisse Desjardins de Québec · CN · Cogeco · Cogir Immobilier · Corus Entertainment Inc. · Davies Ward Phillips & Vineberg LLP · Desjardins Assurances · Destination centre-ville · Du coeur à l'achat, encouragé par Desjardins · Fasken · Fondation Air Canada · Fondation Bon départ de Canadian Tire du Québec · Fondation communautaire juive de Montréal · Fondation de la famille Birks · Fondation de la famille Brian Bronfman · Fondation de la famille Claudine et Stephan Bronfman · Fondation des Canadiens pour l'enfance · Fondation du Grand Montréal · Fondation Entreprise · Fondation Familiale Trottier · Fondation Lucie et André Chagnon · Fondation McConnell · Fondation Molson · Fondation Organix · Fondation pour les enfants le Choix du Président · Fondation RBC · GDI Service aux immeubles Inc. · Groupe Banque TD · Groupe Canam · Groupe Park Avenue · Industrielle Alliance · KPMG · La Capitale · La Feuille Verte · Louise Beauregard et Richard Payette · Louis-Marie Beaulieu, FCPA, FCA, C. Dir. · Lyne Demontigny · MACH · Manuvie · Metro · NATIONAL · Perer & Elizabeth Coughlin · Plan B Games Inc. · Port de Montréal · Power Corporation du Canada · Québecor · RBC Banque Royale · Robin C. Morton · Rogers Communications Inc. · Second Harvest · Services alimentaires Gordon · SSQ Assurance · Stikeman Elliott · Succession de Alfred Fred Muth · Succession de Thérèse Joli-Coeur Couture · Tangerine · Ubisoft Montréal · Ubisoft Québec · Stéphane Vaillancourt · Deux donateurs anonymes

Médailles de la paix YMCA

Nous avons tous un rôle à jouer pour bâtir des communautés justes et harmonieuses. C'est pour cette raison que chaque année nous honorons des personnes et des organisations qui contribuent de façon tangible à cet idéal.

Normalement un grand gala, la version 2020 des Médailles de la paix a plutôt été marquée par une vaste diffusion numérique et médiatique afin de mettre en lumière le travail incroyable de nos lauréats et lauréates.

Grâce au soutien de nombreux partenaires, incluant BMO Groupe Financier, BLG, Cogir Immobilier et Rogers Communications, à un encan en ligne rempli de lots fabuleux et au tout premier Grand tirage YMCA, les Médailles de la paix YMCA 2020 ont amassé 262 457 $ pour les jeunes et les familles.

MERCI!

LAURÉAT.E.S

Fabrice Vil
Individu pour la paix

Lian Boily
Jeune pacificatrice

Jean-François Archambault
Héros de la COVID-19

Kina8at
Organisme pour la paix

Opération *Bienvenue chez vous* de Cogeco
Initiative corporative pour la paix

Fady Dagher
Lauréat Coup de coeur

Découvrez leur histoire : paix.ymcaquebec.org

LAURÉAT HONORAIRE 2020

L. Jacques Ménard
C.C., G.O.Q., C.O.M., LL.D.



La Médaille de la paix honoraire 2020 a été remise à la famille de Jacques Ménard, un grand homme d'affaires qui toute sa vie a travaillé à redonner à la société. La persévérance scolaire était à ses yeux une priorité absolue pour le Québec, et grâce à son leadership, autant les instances publiques que les milieux des affaires et communautaire se sont mobilisés pour s'attaquer au défi du décrochage scolaire.

État des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
PRODUITS	**43 018 600**	62 393 782
CHARGES	**40 965 514**	58 734 217
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT, INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT	**2 053 086**	3 659 565
AMORTISSEMENT, INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT	**(2 113 322)**	(2 428 720)
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRAORDINAIRES	**(60 236)**	1 230 845
CESSION ET RADIATION D'IMMOBILISATIONS	**7 882 056**	
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**7 821 820**	1 230 845

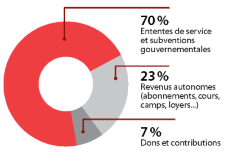
État de la situation financière

Au 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
TOTAL DE L'ACTIF	**60 756 617**	53 652 201
TOTAL DU PASSIF	**31 736 985**	32 454 389
ACTIF NET	**29 019 632**	21 197 812
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	**60 756 617**	53 652 201

Les YMCA du Québec

Revenus 2020



Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sont disponibles sur ymcaquebec.org

État des résultats

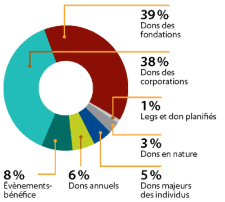
Exercice terminé le 31 décembre 2020

	2020	2019
	$	$
PRODUITS	**3 187 847**	2 936 791
CHARGES	**539 574**	889 076
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LA CONTRIBUTION AUX YMCA DU QUÉBEC	**2 648 273**	2 047 715
CONTRIBUTION AUX YMCA DU QUÉBEC	**(2 642 554)**	(1 852 228)
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**5 719**	195 487

Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. seront disponibles dès juin 2021 sur ymcaquebec.org

Fondation des YMCA du Québec

Sources des dons 2020



Leadership bénévole

Pour permettre à chaque personne de devenir la meilleure version d'elle-même et de participer activement au mieux-être de sa communauté, nous travaillons chaque jour à créer une vie associative riche et dynamique.

Nos conseils d'administration et comités sont composés d'administrateurs et administratrices bénévoles chevronnés qui souhaitent eux-mêmes redonner à leur communauté, et les Conseils consultatifs locaux sont une occasion pour des membres et des organismes du milieu d'enrichir nos processus décisionnels de leurs précieux conseils.

Les YMCA du Québec

Conseil d'administration

Nancy Audette*
Première vice-présidente du conseil
(Rogers Communications)

Mélissa Azuelos
(Lightspeed HQ)

Dicki Chhoyang
(Université McGill)

Normand Chiasson
(Consultant)

Josée Dubuc
(Balcan Plastics Inc.)

Anne Duprat
(KDC/One)

Jean François Lacroix*
Trésorier
(Groupe Park Avenue)

Michelle Llambias-Meunier
(SYRUS Réputation Cabinet-conseil)

Andrée Mayer-Périard
(Réseau réussite Montréal)

Diane Nyisztor
(Cogeco)

Waguih Rabbat*
Président du conseil
(Retraité)

Luc Sirois
(Innovateur en chef du Québec, ministère de l'Économie et de l'Innovation)

François Tremblay*
Deuxième vice-président du conseil
(Office national du film du Canada)

MEMBRES HONORAIRES

Nicole Brennan (2009)
Feu Marcel Côté (2010)
Michael Novak (2012)

Comités consultatifs locaux

Eleni Bakopanos
Anne Barrette
Sébastien Boulanger
Éric Boulay
Pierre-Olivier Brassard
Mario Côté
Lucie Daigneault Ferland
Nadine Ishak
Sheila Laursen
Dany Le Siège
Catherine Limperis
Youssef Mossoba
Nina Myers
Sophie Pelletier-Michaud
François Perland
Rick Steele
Patricia Tansey
Carole Trottier
Lynda Verret
Peter Warren

Fondation des YMCA du Québec

Conseil d'administration

PRÉSIDENCE DU CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF

Stéphan Drolet
Trésorier
(KPMG)

Anne Drost
Présidente du comité de gouvernance et de mise en candidature
(Blake, Cassels & Graydon SENCRL/srl)

Claudie Imbleau-Chagnon
Présidente
(Ivanhoé Cambridge)

Nathalie Mercier-Filteau
Vice-présidente
(WSP Canada Inc.)

François Morin
Vice-président
(BMO Groupe financier)

Stéphane Vaillancourt
Secrétaire
Président-directeur général des YMCA du Québec

ADMINISTRATEURS.TRICES

Mario Bédard
(Mallette)

Benoit Brillon
(Entrepreneur et chef des placements)

Sebastian Cardarelli
(Torus Capital)

Patricia Dionne
(Productions Patricia Dionne)

Geneviève Duguay
(Centre Famille Haute-ville)

William Knowlton
(Enterprise Holdings)

Daniel Matte
(TACT Intelligence-conseil)

Waguih Rabbat
Président du conseil d'administration des YMCA du Québec
(Retraité)

Janie Thélémaque
(Sollio Groupe Coopératif)

Comités des Médailles de la Paix YMCA

ORGANISATION

Mario Bédard
(Mallette)

Brian Bronfman
(Réseau pour la paix et l'harmonie sociale)

Mathieu Duguay
(Cogir Immobilier)

Pierre-Philippe Lortie
(Conseil Canadien des Innovateurs)

Daniel Matte
(TACT Intelligence-conseil)

Nathalie Mercier-Filteau
(WSP Canada Inc.)

François Morin
(BMO Groupe financier)

Isabelle Trempe
(Paladin Labs)

SÉLECTION

Amal Elsana Alh'jooj
(ICAN-McGill)

Brian Bronfman
(Réseau pour la paix et l'harmonie sociale)

Rabbi Lisa Grushcow
(Temple Emanu-El-Beth Sholom)

Isabelle Lamarre
(ABE)

François L.Morin
(Borden Ladner Gervais)

Honorable Louise Otis
(Médiatrice et arbitre)

**Membre du comité exécutif*



Budget 2021
Les YMCA du Quebec

PRODUITS	38 461 883
DEPENSES D'OPERATION	44 658 869
CONTRIBUTION BRUTE	**(6 196 986)**
AUTRE CHARGE	1 714 446
CONTRIBUTION NETTE	**(7 911 432)**

Coordonnées des administrateurs 2021 - 2022

EXÉCUTIF

- **Nancy AUDETTE** – Présidente
  Vice-présidente, Fido & Chatr sans-fil, Rogers Communications

- **Francois TREMBLAY** - 1e vice-président
  Directeur général, Ressources Humaines, Affaires Juridiques et Institutionnelles, ONF (Office National du Film du Canada)

- **Jean François LACROIX** – Trésorier
  Vice-président et Chef de la Direction Financière, Groupe Park

ADMINISTRATEURS

- **Cadleen DÉSIR**
  PDG et fondatrice - Déclic – Intervention Éducative

- **WAGUIH RABBAT**
  Retraité

- **Josée DUBUC**
  Directrice des ressources humaines, Balcan Plastics inc.

- **Anne DUPRAT, CPA, CFA, CIA**
  Responsable de l'Audit interne, KDC/ ONE 31 Stayner Street

- **Mélissa AZUELOS**
  Cheffe adjointe du contentieux et secrétaire générale, Lightspeed POS Inc

- **Diane NYISZTOR** – 2eme vice-présidente
  Première-vice-présidente et Directrice des ressources humaines, Cogeco

- **Harold FORTIN**
  Directeur principal, Communications Externes - SNC-Lavalin

- **Andrée MAYER-PÉRIARD**
  Directrice générale/Executive Director, Réseau réussite Montréal

- **Dicki CHHOYANG**
  Directrice relations avec les parties prenantes, Université McGill

- **Luc SIROIS**
  Innovateur en chef du Québec, Ministère de l'Économie et de l'Innovation

Coordonnées des administrateurs 2021 - 2022

YMCA DU QUÉBEC

Stéphane VAILLANCOURT - Président-directeur général et secrétaire du conseil
Les YMCA du Québec et secrétaire par intérim

RÉF. No 320008899417

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Aon Reed Stenhouse Inc.
20 Bay Street
Toronto ON M5J 2N9
tél.: 416-868-5500 *téléc.* 416-868-5580

Objet: Modifiant l'attestation no.: 320008812809

Accord contractuel

Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
5160, Boulevard Décarie, bureau 600
Montreal, QC H3X 2H9

L'assurance décrite a été placée au nom de l'assuré désigné en vertu du(des) contrat(s) ci-dessous et est assujettie aux dispositions, conditions, exclusions et provisions dudit(desdits) contrat(s) et de tout avenant qui y est annexé.

Assuré

Les YMCA du Québec/The YMCAS of Québec
1435 Drummond Street
4th Floor
Montreal, QC H3G 1W4

Garantie

Responsabilité civile des entreprises	**Assureur**	Certain Underwriters At Lloyd's	
	No du contrat	CAR637028-02	
	Entrée en vigueur	01-juin-2021	**Échéance** 01-juin-2022
	Montants de garantie	Dommages corporels et dommages matériels par événement 2 000 000 $ La police pourra être assujettie à un montant global annuel ou à d'autres montants de garantie globaux s'il y a lieu	

Assuré additionnel

Uniquement en ce qui concerne ce qui précède et découlant des activités de l'assuré désigné, le(s) nom(s) ci-dessous est(sont) ajouté(s) au contrat comme assuré(s) additionnel(s), sans pour autant augmenter les montants de garantie dudit contrat.

Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce selon l'entente contractuelle en ce qui concerne la(le) Responsabilité civile des entreprises

Résiliation / Cessation

L'assureur tentera de donner un préavis de 30 jours en cas de résiliation/cessation au destinataire sauf si des conditions légales ou contractuelles s'appliquent pour non-paiement de la prime.

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE DES CLAUSES POUVANT LIMITER LES INDEMNITÉS.
OU, DANS LE CAS D'UNE ASSURANCE AUTOMOBILE,
LE CONTRAT COMPORTE UNE CLAUSE D'INDEMNITÉ PARTIELLE DU SINISTRE
LE PRÉSENT CERTIFICAT N'A PAS POUR EFFET DE MODIFIER OU PROLONGER LA COUVERTURE PRÉVUE PAR LA POLICE D'ASSURANCE.

AON

RÉF. No 320008899417

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Le présent certificat est un énoncé des garanties en vigueur à la date de son émission. Il garantit uniquement Ville de Montreal - Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Il ne confère aucun droit à toute autre personne.

Date: 06-août-2021

Aon Reed Stenhouse Inc

LE PRÉSENT CONTRAT COMPORTE DES CLAUSES POUVANT LIMITER LES INDEMNITÉS.
OU, DANS LE CAS D'UNE ASSURANCE AUTOMOBILE,
LE CONTRAT COMPORTE UNE CLAUSE D'INDEMNITÉ PARTIELLE DU SINISTRE
LE PRÉSENT CERTIFICAT N'A PAS POUR EFFET DE MODIFIER OU PROLONGER LA COUVERTURE PRÉVUE PAR LA POLICE D'ASSURANCE.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

(Non applicable)

Les activités auront lieu dans les locaux de l'Organisme.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME:		Les YMCA du Québec									
ADRESSE:		1435 rue Drummond Montréal (Québec) H3G 1W4									
NOM DE LA PERSONNE AUTOR		Andrew Borrelli									
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:		514 242-8040									
GDD#:		1229501003									
Chef de section	April Léger	Agent de développement : Nadia Mohammed									
Volet	Nombre de mois	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.	Date du 3e versement	Montant du 3e vers.	Date du 4e versement	Montant du 4e vers.
Animation de loisirs											
année:											
2022	7	40 000,00 $	2	2022-06-01	20 000,00 $	2022-09-01	20 000,00 $				
2023	12	60 000,00 $	3	2023-03-01	20 000,00 $	2023-06-01	20 000,00 $	2023-09-01	20 000,00 $		
2024	12	60 000,00 $	3	2024-03-01	20 000,00 $	2024-06-01	20 000,00 $	2024-09-02	20 000,00 $		
Sous total		160 000,00 $									
Total 2022		40 000,00 $									
Total 2023		60 000,00 $									
Total 2024		60 000,00 $									
Total Convention (tous les volets)		**160 000,00 $**									

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Programme Camp de jour

Transmettre annuellement lors du dépôt de la demande :

- ❑ Résolution du conseil d'administration mandatant un signataire au nom de l'Organisme;
- ❑ Plan d'action annuel;
- ❑ Budget annuel prévisionnel de l'Organisme;
- ❑ Budget prévisionnel (Ventilation du budget dédié au programme).

En cours de réalisation :

- ❑ Résultats d'inscriptions;
- ❑ Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);
- ❑ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ❑ Rapport annuel d'activités complet;
- ❑ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ❑ Programmation détaillée et grilles horaire hebdomadaires;
- ❑ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ❑ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ❑ Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;
- ❑ Évaluation du plan de promotion;
- ❑ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Documents à transmettre sur demande :

- ❑ Fiches signalétiques des employés;
- ❑ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation, scolarité…);
- ❑ Listes d'inscriptions;
- ❑ Rapports d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes et dommages.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229501003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.



Grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1229501003).pdf
Programme Camps de jour



LE PROGRAMME CAMPS DE JOUR.PDF



Programme_Soutien à l'animation de loisirs.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-872-0322
Télécop. : 000-0000

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : GDD *1229501003*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG*
Projet : Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*** ***Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité***			

Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoir;

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision: *Le programme de soutien permettra la pérennité des espaces d'agriculture urbaine déjà existants ainsi que de nouveaux aménagements (jardins communautaires, jardins collectifs, aménagements comestibles) mettant au premier plan la biodiversité et les espaces naturels.*

Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité: *La réfection des aménagements déjà existants ainsi que l'ajouts de nouveaux espaces permettra le renforcement de projets de production alimentaire locaux ainsi que des projets d'économie circulaire et sociale.*

Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles: *Le programme permet des lieux favorables pour la sensibilisation et l'éducation citoyenne en ce qui concerne le développement durable et la responsabilisation des citoyens dans ce processus. Des ateliers pédagogiques sur la valorisation des matières résiduelles et la notion de zéro déchet et zéro gaspillage sont offerts dans ces lieux via plusieurs organismes partenaires. Des projets avec les écoles sont également possibles.*

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire: *Le soutien des espaces en agriculture urbaine permet aux jardiniers de produire localement et à faible coût des aliments*

nutritifs.

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Les espaces de jardinages sont des milieu de vie pour l'ensemble de la population, permettant des échanges intergénérationnel et interculturels. Le programme de soutien permet de maintenir des lieux favorisant la participation citoyenne dans la communauté et de vivre des expériences de démocratie.*

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision: *Les projets déposés dans le cadre de ce programme auront fait l'objet de consultation auprès des organismes partenaires et des divers comités de jardins. Ces derniers auront la possibilité de s'exprimer librement sur les types d'aménagements souhaités sur le territoire en fonction des besoins du citoyen par district électoral.*

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire: *La réfection ainsi que la mise en place de nouveaux espaces permettra la mise au norme de ces derniers en termes d'accessibilité universel et d'accès équitable aux services de la Ville de même qu'une répartition équitable sur le territoire.*

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Le projet favorise l'ancrage de l'agriculture urbaine sur le territoire et dans les services de proximité offerts aux citoyens. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LE PROGRAMME CAMPS DE JOUR

de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

5160, boul. Décarie
Montréal (Québec) H3X 2H9

bouger
s'épanouir
s'enrichir
en
santé

#vivacdndg

Document adopté au Conseil d'arrondissement du 6 juin 2016
Produit en 2016



UNE DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME

Le programme camps de jour est un programme de loisir régulier se déroulant durant la période des vacances estivales et permettant aux jeunes des différents voisinages de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) de vivre une expérience de vacances enrichissante ainsi que des situations d'apprentissage et de développement personnel par le jeu.

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) s'associe à des organismes sans but lucratif (OSBL) afin de soutenir cette offre de services destinée aux résidants de son territoire.

LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN-NDG pendant la saison estivale.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'Arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

LES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Proposer des services permettant d'atteindre les objectifs spécifiques décrits ci-dessus. La nature, la durée, la quantité et la qualité de ces services opérationnels doivent être mentionnées dans le plan d'action de l'OSBL.

PARTICULARITÉ DU PROGRAMME

L'OSBL s'assure de se conformer aux normes relatives à l'encadrement des activités du programme camps de jour. Les normes en vigueur dans l'arrondissement de CDN-NDG sont précisées dans le présent document. En plus de celles-ci, il est recommandé aux OSBL de se référer aux ouvrages de référence reconnus sur lesquels s'appuie l'Arrondissement pour administrer le programme (voir la section « Références »).

CLIENTÈLE

Le groupe d'âge visé par le programme camps de jour est celui des 6 à 12 ans. Un camp de jour pourra également offrir un programme d'activités complémentaire à des participants âgés de 3 à 5 ans ou de 13 à 15 ans. Ces programmes devront être établis en fonction des besoins du milieu, tenir compte de la capacité d'accueil de l'endroit où se déroulent les activités et des ressources disponibles.

HORAIRE ET DURÉE

L'horaire et la durée des activités du camp de jour sont fixés en fonction de la programmation ou du plan d'action, mais doivent de façon générale respecter les balises suivantes : le camp de jour doit se dérouler du lundi au vendredi, offrir entre 30 et 35 heures d'opération par semaine, être ouvert entre 7 et 8 semaines et se dérouler durant la période estivale.

INSCRIPTIONS

L'OSBL tient chaque année une période d'inscription publique. L'OSBL doit respecter les ententes conclues entre la Ville de Montréal et les différentes commissions scolaires concernant les quotas d'inscription réservés à la clientèle des services de garde des écoles utilisées. L'OSBL doit donner priorité à l'inscription des résidants de l'Arrondissement et au moins 75 % des places doivent être réservées à ces derniers.

RESSOURCES HUMAINES

L'OSBL s'assure d'encadrer adéquatement les activités qu'il dispense avec un personnel d'animation et d'encadrement qualifié.

QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le coordonnateur

Le coordonnateur possède un minimum de 500 heures d'expérience en animation ainsi qu'une formation appropriée ou une expérience équivalente (gestion, supervision, relations interpersonnelles, animation de réunion, etc.).

Le moniteur

Le moniteur doit, au moment de son entrée en fonction, avoir complété un secondaire IV et satisfaire à au moins une des exigences suivantes :

A. Avoir une formation reconnue de moniteur en loisir adaptée à la clientèle (minimum 30 heures).

B. Avoir une expérience de travail dans un poste de responsabilité auprès d'un groupe de jeunes (minimum 250 heures).

C. Avoir complété une année de scolarité au niveau collégial ou universitaire dans un domaine d'intervention auprès des jeunes (loisirs, animation, éducation, etc.).

Il est également recommandé d'exiger :

Moniteur 3 à 5 ans:

- une formation complémentaire adaptée aux 3 à 5 ans

Moniteur 6 à 12 ans:

- une formation reconnue (exigence A) et une expérience de travail pertinente (exigence B)
- une expérience de travail pertiente (exigence B) et une scolarité niveau CEGEP ou universitaire (exigence C) ou

Moniteur 13 à 15 ans:

- une scolarité niveau CEGEP ou universitaire (exigence C)

L'accompagnateur (aide-moniteur)

L'accompagnateur est idéalement âgé de 14 ans et plus. Il est un bénévole en formation accompagnant le moniteur dans toutes ses tâches et déplacements. Cette expérience lui permet d'acquérir un vécu en loisirs et de réaliser des apprentissages afin de développer ses compétences en animation. Il offre un soutien essentiel au moniteur contribuant ainsi au développement de la relève du personnel d'animation des camps de jour.

L'OSBL s'assure que cet accompagnateur a pris connaissance du « *Guide pratique de sécurité pour les sorties des camps* » publié par la Ville et surtout de l'aide-mémoire du bon accompagnateur (version synthèse du Guide).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Premiers soins

L'OSBL retient les services d'un personnel (coordination, animation et service d'accueil prolongé) possédant une certification en matière de premiers soins généraux d'une durée de 16 heures. Cette certification est valide au moment de l'entrée en fonction du personnel et pour la durée de son embauche. Elle inclut la réanimation cardio-respiratoire (RCR) niveau C et l'utilisation d'un défibrillateur externe automatisé (DEA). Le personnel connaît les notions de base en premiers soins et est en mesure de les dispenser ainsi que de pratiquer la réanimation cardiorespiratoire chez les bébés, les enfants et les adultes. Cette formation est suivie à nouveau et au complet chaque deux (2) ans et la certification est émise par l'un des fournisseurs reconnus par la Ville de Montréal.



Ratio d'encadrement

L'OSBL embauche un nombre suffisant de moniteurs pour respecter la norme du ratio d'encadrement de la Ville de Montréal que voici :

Groupes d'âge	Ratios au camp	Ratios en sorties	Ratios pataugeoires (moins de 9 ans)	Ratios piscines
3 à 5 ans	1/10	1/8	1/8	-
6 ans	1/20	1/15	1/15	1/3
7 ans	1/20	1/15	1/15	1/7
8 à 9 ans	1/20	1/15	1/15	1/15
10 ans et plus	1/20	1/15	-	1/15

Le moniteur est idéalement assisté d'un accompagnateur (jeune aide-moniteur bénévole ou adulte) lors de tout déplacement en dehors du site où se déroulent les activités régulières. **La présence de l'aide-moniteur ne peut servir à diminuer le ratio du groupe et, en aucun cas, l'aide-moniteur ne peut se substituer au moniteur en cas d'absence.**

Identification – chandail

L'OSBL s'assure que les enfants portent une identification visuelle (t-shirt du camp); celle-ci est obligatoire en sortie et est facultatif sur le site du camp. Les moniteurs du camp de jour portent en tout temps l'identification visuelle propre à son camp (t-shirt du camp).

RESSOURCES MATÉRIELLES

L'OSBL respecte les modalités des ententes conclues entre la Ville de Montréal et les différentes commissions scolaires, propriétaires d'immeubles ou autres entités concernant l'utilisation des installations récréatives. Il s'assure de mettre à la disposition de sa clientèle un téléphone et une trousse de premiers soins en cas d'urgence. L'OSBL s'assure également que les installations et les équipements mis à la disposition de sa clientèle soient utilisés de façon sécuritaire et s'engage à informer immédiatement la DCSLDS de toute dégradation et de toute déficience susceptible de compromettre la sécurité des participants. Les biens immobiliers mis à la disposition des OSBL le sont aux seules fins des activités et services inscrits au plan d'action approuvé par la DCSLDS.

RESSOURCES FINANCIÈRES

L'OSBL peut exiger des frais de participation, mais ceux-ci doivent être proportionnels à la capacité de payer des familles desservies par le programme. Les frais d'inscription demandés aux résidants provenant d'autres arrondissements de la Ville de Montréal doivent être identiques à ceux demandés aux résidants de l'Arrondissement.

L'OSBL peut obtenir un soutien financier de l'Arrondissement. Ce soutien est octroyé selon les fonds disponibles et uniquement si l'OSBL répond aux critères d'admissibilités. La contribution financière est accordée pour la réalisation des activités indiquées au plan d'action et destinées uniquement aux enfants âgés de 6 à 12 ans résidants dans l'Arrondissement. La contribution financière de l'Arrondissement vient compléter les autres sources de financement de l'OSBL. Ce dernier s'assure que les sommes accordées par l'Arrondissement sont utilisées uniquement aux fins desquelles elles lui ont été versées.

COMMUNICATIONS

L'OSBL et l'Arrondissement s'engagent mutuellement à souligner, dans leurs publications et lors d'événements, leurs contributions respectives au programme. De plus l'OSBL s'engage à intégrer sur toutes communications promotionnelles, le logo officiel de l'Arrondissement.

ANALYSE DES BESOINS

L'OSBL et l'Arrondissement examinent et analysent l'offre de services du programme camps de jour offerte par les autres OSBL dans le voisinage et le secteur dans le but d'améliorer l'offre globale des services, éviter les dédoublements et viser la complémentarité.

PLAN D'ACTION

L'OSBL et l'Arrondissement font une analyse conjointe du plan d'action avant le début de la saison. La nature et la fréquence des échanges requis entre l'OSBL et l'Arrondissement sont déterminées et révisées au besoin, en fonction de la nécessité d'harmoniser les stratégies, de faire le point, ou en fonction des difficultés rencontrées.

L'OSBL élabore son plan d'action sur le formulaire prévu à cette fin. Il y inscrit les objectifs opérationnels, les moyens utilisés pour les atteindre, les résultats attendus et les indicateurs de mesure.

Ce plan d'action doit être cohérent avec les objectifs poursuivis par le programme et refléter les observations effectuées au moment de l'analyse de besoins. Le plan d'action doit également tenir compte de :

- L'intégration des priorités et besoins spécifiques de l'Arrondissement.
- L'inclusion de services complémentaires à ceux offerts par les autres OSBL du milieu.
- L'utilisation optimale des installations et équipements mis à la disposition de l'OSBL.

PROGRAMMATION

L'OSBL intègre à son plan d'action une section portant sur la programmation détaillée des activités sur le formulaire prévu à cette fin.

CONCERTATION

L'OSBL participe aux mécanismes de concertation établis, dont la Table des camps de jour de l'Arrondissement.

ENQUÊTE DE SATISFACTION

L'OSBL invite les parents, à la fin du camp de jour, à remplir un formulaire d'enquête de satisfaction fourni par l'Arrondissement. L'OSBL analyse les résultats et les joint à son rapport annuel d'activités.

ÉVALUATION

L'OSBL et l'Arrondissement conviennent de mettre en place, dans le cadre du programme, un mécanisme permettant d'évaluer la qualité des services rendus aux citoyens en fonction du plan d'action approuvé. L'évaluation sera effectuée au moins une fois par année, à la fin de la prestation des services du programme camps de jour et au plus tard le 30 octobre.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

Les indicateurs de résultats permettent d'effectuer une évaluation de la prestation de services selon le plan d'action et basée sur des cibles à atteindre.



SUIVI DE GESTION OU REDDITION DE COMPTE ATTENDUE

Pour chaque volet du programme « camps de jour », l'OSBL s'engage à fournir les documents de suivi et de gestion suivants :

Documents à transmettre à la DCSLDS

Avant le début de la saison :

- Formulaire « plan d'action ».
- Formulaire « informations générales du camp de jour »
  (Nombre de semaines, nombre d'heures, horaire du camp de jour et du service de garde, dates de durée, dates des préinscriptions et inscriptions, tarifications, etc.).
- Formulaire « formations des employés »
  (Certificats, attestations, cartes de compétence : cours de premiers soins, stage d'animation, scolarité, etc.).

En cours de réalisation :

- Formulaire « liste d'inscriptions avec codes postaux ».
- Formulaire « rapport de fréquentations ».
- Grille horaire d'activités hebdomadaires.

À la fin du projet :

- Formulaire « diversité des activités ».
- Rapport annuel d'activités complet comprenant les éléments suivants :
  - Bilan du plan d'action (avec justification des écarts, s'il y a lieu).
  - Programmation détaillée des activités.
  - États financiers de l'OSBL ou bilan budgétaire (ventilation du budget dédié au programme, y compris les revenus provenant d'autres bailleurs de fonds).
  - Présentation des résultats de « l'enquête de satisfaction des parents ».

Documents à transmettre au besoin :

- Formulaire « rapport d'accident » (personnes).
- Formulaire « rapport d'incident » (vols, pertes, dommages).

CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT

Les critères d'attribution ont été définis afin d'assurer une équité dans l'octroi des contributions financières pour ce programme. Les critères sont les suivants :

- Avoir obtenu du soutien financier en 2015 pour le programme camps de jour.
- Offrir un camp de jour de loisir régulier se déroulant l'été.
- Offrir une programmation de 30 à 35 heures par semaine pour une durée de 7 à 8 semaines.
- Offrir des activités de camp de jour aux enfants de 6 à 12 ans.
- Accueillir au moins 75 % d'enfants résidant dans l'Arrondissement.

RÉFÉRENCES

- *Cadre de référence pour la sécurité dans les sorties des camps de jour*, Ville de Montréal, 2005, 132 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Cadre_de_reference_pour_la_securite_dans_les_sorties.pdf
- *Guide pratique pour les sorties des camps de jour*, Ville de Montréal, 2005, 42 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Guide_pratique_pour_la_securite_dans_les_sorties.pdf
- *Cadre de référence pour les camps de jour municipaux*, Association québécoise du loisir municipal, Association des camps certifiés du Québec, avril 2011, 52 p. (version synthèse du cadre). http://www.loisirmunicipal.qc.ca/userfiles/file/CampsJourMunicipaux_AQLM.pdf
- *Guide de référence destiné aux gestionnaires de camp de jour et de camp de vacances, pour des relations harmonieuses au camp, Prévention de l'intimidation, de la violence et des agressions sexuelles*, Loisir et Sport Montérégie, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Centre national pour la prévention du crime du gouvernement du Canada, 2006, 57 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Guide_de_reference_ethique.pdf
- *Guide encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique*, Association des camps du Québec, Croix Rouge canadienne division Québec, Société de sauvetage, ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport, 2006, 30 p. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/SLS/promotion_securite/encadrement_aquatique_fr.pdf



Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Direction culture, sports, loisirs et développement social
5160, boulevard Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'ANIMATION DE LOISIRS

DIVISION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Dernière mise à jour automne 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. Objectif général du programme **2**

2. Objectifs spécifiques du programme **3**

3. Exigences particulières **4**

3.1 Admissibilité 4

3.2 Paramètres d'encadrement 4

3.3 Activités du programme 4

4. Description du projet **5**

5. Principes directeurs **5**

6. Nature du soutien financier **6**

7. Critère d'évaluation de projets **6**

7.3 L'accessibilité: 7

7.4 La diversité: 7

7.5 La qualité: 7

7.6 La concertation 7

7.5 La complémentarité 8

8. Confection du projet **8**

9. Reddition de comptes **9**

PRÉAMBULE

L'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal définit la culture, les loisirs, les parcs et le développement communautaire et social comme étant des champs de compétence municipale délégués aux arrondissements. Afin de circonscrire son action dans ces domaines et d'assurer une offre de service correspondant aux besoins de sa population, la Ville ou l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce se sont dotés de différentes politiques structurantes comme la Politique familiale, la Politique culturelle, la Politique de sécurité urbaine, la Politique en faveur des saines habitudes de vie, la Déclaration pour un arrondissement en santé, la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif et le Cadre de référence de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour l'attribution d'un soutien financier entre autres.

Les fondements de ces politiques s'inscrivent dans une volonté d'assurer aux citoyennes et citoyens de l'Arrondissement une offre de service accessible, diversifiée et de qualité. Un des moyens privilégiés est le soutien aux organismes et à l'action bénévole, notamment en mettant à la disposition des groupes diverses installations de loisirs et par le biais de programmes de soutien financier.

Par son Programme d'animation de soutien à l'animation de loisirs, l'arrondissement souhaite offrir à tous les citoyens de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce des activités de loisirs contribuant à leur épanouissement individuel.

1. Objectif général du programme

L'Arrondissement CDN-NDG a pour mission d'assurer une offre de services de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire en matière de loisirs, de sports et de vie communautaire, correspondant aux besoins de sa population. Il reconnaît la capacité de ces derniers à prendre en charge l'organisation de l'offre de services dans ces domaines et soutient les initiatives en ce sens.

L'Arrondissement reconnaît que l'animation de loisirs par des OSBL fait partie prenante de la communauté qu'ils desservent.

Le programme de soutien à l'animation de loisirs vise à offrir à la population une programmation diversifiée, accessible et adaptée à la clientèle visée dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

2. Objectifs spécifiques du programme

En ce qui concerne l'offre de service à la population, le programme a pour objectifs :

- Fournir aux participants la formation et l'encadrement leur permettant d'acquérir les connaissances et habiletés nécessaires à la pratique d'activités de loisirs;
- Sensibiliser les citoyens aux nombreuses possibilités des pratiques qui s'offrent à eux; tel que la pratique libre, ateliers, cours, etc.;
- Répondre aux besoins des différents groupes d'âge (jeunes, adultes et aînés), en fonction des priorités et de la réalité socio-économique et culturelle du milieu afin de favoriser le rapprochement dans et entre les communautés, par la communauté;
- Offrir une programmation de qualité, diversifiée et accessible d'activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, d'activités physiques et de plein air;
- Éveiller l'intérêt des participants pour les événements métropolitains reliés aux activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, physiques et de plein air;
- Promouvoir la pratique de tout type de loisir auprès des citoyens de l'arrondissement.

3. Exigences particulières

Les organismes souhaitant déposer un Projet à l'arrondissement dans le cadre du Programme de soutien à l'animation de loisirs doivent :

3.1 Admissibilité

Pour être admissible, l'Organisme doit:

- Être un organisme sans but lucratif reconnu par la Politique de reconnaissance et de soutien de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et se conformer aux conditions de maintien de cette reconnaissance.
- Avoir dans sa mission tout objectif pertinent à la réalisation d'une offre de service en sports et loisirs.

3.2 Paramètres d'encadrement

- Le ratio d'encadrement, les groupes d'âge à qui s'adressent ses activités, la durée du programme ainsi que l'horaire devront figurer dans la proposition de projet;
- L'évaluation du projet est réalisée conjointement par les représentants des deux parties entre le 1er novembre et le 30 novembre de chaque année;
- Le suivi du projet lié à l'encadrement des activités de loisirs est effectué par les deux parties à chaque trimestre de l'année courante.

3.3 Activités du programme

L'Organisme doit:

- assurer la présence de personnel qualifié lors de la réalisation d'activités identifiées à son projet;
- engager et superviser, si requis, le personnel d'animation et de l'accueil nécessaire à l'ensemble des activités ayant lieu dans les lieux identifiés à cet effet, tenant compte des besoins et des ressources des deux parties;
- s'assurer que son personnel ait la formation pour administrer les premiers soins conformément aux normes identifiées par la Ville;

- assurer, si requis, l'accueil du public, fournir des renseignements, diffuser toute information provenant de l'Arrondissement ou de ses partenaires ou des intervenants identifiés par le Directeur;
- s'assurer si requis pour l'ensemble des activités de l'accès aux plateaux d'activités et veiller à ce que le matériel et l'équipement nécessaires soient accessibles pour la tenue des activités régulières et des événements spéciaux.

4. Description du projet

L'Arrondissement partage, avec des organismes sans but lucratif, la réalisation d'une partie de sa programmation de loisirs par le biais d'un ***PROJET*** [(1)]***.*** Dans ce contexte, le présent document s'inscrit dans la mission du loisir qui est dévolue à l'Arrondissement et intègre les préoccupations municipales en matière de développement social.

Note (1) PROJET : *Ensemble des activités, actions, interventions proposées par l'ORGANISME, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel l'Arrondissement pourra lui verser une contribution.*

La réalisation du projet touchant la réalisation d'activités de loisirs, doit constituer la pierre angulaire des discussions entretenues avec les organismes reconnus par l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ci-nommée la Direction.

Ce **PROJET** constitue la base de la convention liant l'Organisme et l'Arrondissement.

De façon à bien préciser les attentes municipales dans l'élaboration et l'évaluation du projet, le présent document énonce les principes directeurs, les règles du jeu, la confection d'un plan d'action, les besoins exprimés par l'Arrondissement, le budget des dépenses inhérentes à ce projet et la contribution de l'Arrondissement à ces activités.

5. Principes directeurs

- La planification du projet repose sur trois grands objectifs: l'accessibilité, la diversité et la qualité.

- L'organisation du projet repose sur trois principes: la prise en charge par le milieu, la concertation des intervenants et la complémentarité des activités.
- L'Arrondissement se réserve le droit d'exprimer des objectifs spécifiques pour la planification du projet.
- L'organisation du projet répond aux orientations et priorités tel que défini dans le *Cadre de référence de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour l'attribution de soutien locatif et de soutien financier* et adhère également à l'ensemble des politiques adoptés par la Ville et l'Arrondissement.

6. Nature du soutien financier

Le soutien financier prend la forme d'une contribution octroyée pour une durée déterminée afin de soutenir une partie des coûts liés à la réalisation du projet, de l'événement et/ou de l'activité qui s'inscrit dans le Programme de soutien à l'animation de loisirs. Cette contribution est disponible, sous réserve de la disponibilité et de l'approbation des crédits par les autorités municipales et de la conformité des OSBL à l'ensemble des conditions d'admissibilités décrites au point 3.

7. Critère d'évaluation de projets

7.1 Les normes et politiques municipales en vigueur au regard de la réalisation des activités de loisirs devront s'appliquer lors de la planification et de la réalisation du projet.

7.2 Les conditions d'utilisation des installations pour la réalisation du projet sont prévues à l'entente de prêt de local qui sera préparé en fonction du projet.

7.3 L'accessibilité:

- L’Organisme doit respecter la politique municipale d’accessibilité universelle en vigueur.
- Lorsque nécessaire, l'Organisme doit respecter les plages horaires minimales d'ouverture des installations de la Direction ainsi que les périodes et les horaires d'inscriptions identifiés préalablement avec la Direction. Cette dernière tient compte cependant des situations particulières qui lui sont soumises.

7.4 La diversité:

Le projet peut s'inscrire dans les cinq champs d'intervention de la Direction: activités récréatives (de loisirs), activités physiques et sportives, activités culturelles, activités scientifiques et environnementales et activités sociales.

7.5 La qualité:

- L'Organisme doit répondre aux exigences minimales reconnues par l’Arrondissement quant à la programmation et à la certification du personnel d'encadrement pour la réalisation de son projet. Ces exigences sont définies lors du processus de confection du projet. La définition des exigences comporte les normes de mise en place de l'activité (dimension des locaux, aération, équipements, nombre d'inscriptions et le contenu de la programmation ou plan d'action, etc.) de même que les normes qualitatives en regard du personnel d'animation et d'encadrement (certification, expérience, scolarité, qualifications, etc.).
- L'Organisme reconnaît à la Direction la compétence à évaluer la qualité du projet offert, cette évaluation devant s'exercer en concertation avec l'Organisme.

7.6 La concertation

- La Direction encourage les organismes du milieu à tenir des activités dans l’arrondissement. En ce sens, l'Organisme tient compte des organismes

présents dans le milieu de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et favorise la réalisation d'activités par ceux-ci.

- Dans la démarche de concertation du milieu pour une planification stratégique des loisirs dans l'arrondissement, l'Organisme s'engage à être un organisme actif.

7.5 La complémentarité

L'Organisme doit tenir compte dans son offre de service de l'existence d'organismes intervenants dans ses champs et activités spécifiques dans le voisinage, dans le quartier ou dans l'arrondissement et doit éviter le dédoublement des activités avec d'autres organismes.

Une rencontre pourra être prévue afin d'évaluer la conformité de la mise en place du projet. Cette rencontre permettra d'évaluer les avancées et l'atteinte des objectifs du programme.

Les OSBL devront se conformer aux procédures qui seront établies et transmettre à l'Arrondissement, dans les délais prescrits, les informations pertinentes en lien avec les indicateurs identifiés dans le tableau de bord.

8. Confection du projet

8.1 La préparation du projet doit tenir compte des objectifs poursuivis en regard des politiques de la Ville et de l'arrondissement et spécifiquement concernant l'ensemble des orientations et priorités du ***Cadre de référence*** *de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour l'attribution de soutien locatif et de soutien financier.*

8.2 Chaque année, la Direction fait connaître à l'Organisme:

- Ses objectifs;
- Les besoins spécifiques en regard du projet.

8.3 L'Organisme doit déposer son projet auprès de la Direction, qui fera l'objet d'une évaluation par les deux parties.

Cette proposition une fois approuvée fait partie intégrante d'une convention de contribution à être signée.

8.4 Dans sa proposition de projet, l'Organisme doit identifier clairement ses propres ressources qu'il entend investir dans la réalisation du projet en les décrivant et en les chiffrant, le cas échéant, sous les rubriques suivantes: *ressources humaines, ressources matérielles et autres ressources.*

8.5 Le suivi du projet est effectué par les deux parties. Lors de ces rencontres, sont évaluées la conformité de la mise en place du projet et l'adéquation des ressources prévues par la convention.

8.6 L'Organisme s'engage à participer aux activités municipales de loisir mises de l'avant par la Direction, compatibles avec sa mission.

8.7 La Direction confirme par écrit son acceptation du projet et le montant de la contribution financière municipale après son acceptation par le conseil d'arrondissement.

9. Reddition de comptes

Les OSBL admissibles au Programme d'animation de soutien à l'animation de loisirs doivent maintenir leur statut de reconnaissance à jour.

Un rapport suite au projet, de l'événement et/ou de l'activité doit être soumis tel que convenu dans la convention de contribution ou le protocole d'entente, faisant état des résultats obtenus, du déroulement, des faits saillants, des indicateurs et d'un rapport financier qui inclut les dépenses réelles.

L'organisme doit conserver des pièces justificatives de toutes les dépenses effectuées dans le cadre du programme, lesquelles pourraient être demandées à des fins de vérification.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229501003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229501003 - Certification de fonds.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 207-4328
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1229501003**
Nature du dossier	**Contribution financière ponctuelle**
Financement	**Surplus libre**

Ce dossier vise à :

Accorder les contributions financières ponctuelles aux YMCA du Québec d'un montant de 78 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - camp de jour » pour la période du 3 mai 2022 au 30 septembre 2024 et d'un montant de 160 000 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 3 mai 2022 au 31 décembre 2024 et approuver les projets de convention à cette fin. Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

OSBL-Convention de contribution	Durée du contrat	Valeur totale	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
YMCA - Camp de jour	3 ans	78 000 $	26 000 $	26 000 $	26 000 $
YMCA - animation loisirs (jeunesse et ainés)	2 ans 8 mois	160 000 $	40 000 $	60 000 $	60 000 $

Cette dépense sera entièrement financée par le surplus libre et sera transférée à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social annuellement comme suit :

Imputation	2022	2023	2024
2406.0012000.300728.07123.61900.016490.0000.000000.012136.00000.0 CR: Surplus - DCSLDS A: Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général Au: Animation loisirs	26 000$	26 000$	26 000$
2406.0012000.300728.07123.61900.016490.0000.000000.012143.00000.0 CR: Surplus - DCSLDS A: Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général Au: Camp de jour	40 000$	60 000$	60 000$
Total*	**66 000 $**	**86 000 $**	**86 000 $**

*toutes les taxes incluses si applicables

Les demandes d'achat #724407 et 724412 ont été préparées afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Les bons de commande pour l'année 2022 sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1225284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot, pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et autoriser la signature d'une convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 35 000 $, incluant les taxes si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225284006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le corridor écologique Darlington est un projet innovant s'étalant sur 2,5 km qui lie le mont Royal à la voie ferrée, corridor vert existant entre le site de l'Hippodrome de Montréal et l'ancienne gare de triage Outremont, emplacement du nouveau campus MIL de l'Université de Montréal.
Le projet initié par l'Unité du développement durable de l'Université de Montréal a pour ambition de relier les différents pôles importants de biodiversité à partir d'une promenade urbaine créée sur l'avenue Darlington (située sur l'ancien ruisseau Rimbault). Le corridor permettra ainsi le mouvement des espèces et la pérennité de la biodiversité du mont Royal. La création de ce corridor a la particularité de vouloir mobiliser en amont les résidents, associations locales, groupes communautaires, institutions et étudiants afin que chacun s'approprie le projet de manière à l'inscrire dans la durabilité.

Le projet est piloté dorénavant par Éco-Pivot, un OBNL créé en 2021 afin de gérer le projet et offrir des services écologiques

Profitant de l'engouement des Montréalais pour l'agriculture urbaine, le projet compte déjà plusieurs pots le long du corridor pour accueillir des mini potagers, ainsi qu'un potager à l'Institut Gingras, créant ainsi des poches d'agriculture et de biodiversité amenant les riverains à se familiariser avec ce concept, mais aussi l'ensemble du projet et facilitant d'autant l'implantation de phases subséquentes et la compréhension des enjeux.

Dans les objectifs cette année, l'UDD-UdeM, de concert avec l'Arrondissement, compte poursuivre la conservation et l'entretien des zones de plantations existantes, la sensibilisation et la vulgarisation des activités en cours, le développement de zones et programmes de plantation et de verdissement, et la mobilisation sur le projet de corridor écologique et des microprojets.

Notons que le corridor écologique Darlington s'est mérité un Gemme de l'environnement en 2020, prix décerné par le CRE-Montréal dans le cadre du Gala de l'environnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1215284006 - Accorder une contribution financière de 27 000 $, incluant les taxes si applicables, à la Société de verdissement du Montréal Métropolitain (SOVERDI) pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 15 mai au 1er décembre 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.
1204535001- Accorder une contribution financière de 27 000 $, incluant les taxes si applicables, à la Société de verdissement du Montréal Métropolitain(SOVERDI) pour la réalisation du Projet de corridor écologique et vivrier Darlington, pour la période du 4 février au 1er décembre 2020 et approuver le projet de convention à cette fin.

1195284004 Autoriser le versement, à même le surplus affecté, d'une contribution financière de 27 000 $ (taxes incluses), à la SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (SOVERDI) afin de contribuer au Projet de corridor écologique et vivrier Darlington et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

1185284001 : Autoriser le versement, à même les surplus, d'une contribution financière de 27 000 $ (taxes incluses), à l'unité de Développement durable de l'Université de Montréal afin de contribuer au Projet de corridor écologique et vivrier Darlington et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

DESCRIPTION

Éco-Pivot a déposé une demande de financement cette année afin de poursuivre les activités du Corridor écologique Darlington.
Objectifs généraux du projet

- Développer le sentiment d'appartenance de la communauté au projet du Corridor écologique Darlington;
- Encourager les propriétaires limitrophes à participer à l'effort de verdissement et de diversification écologique par l'entremise de leur cour;
- Poursuivre le verdissement de la Ville de Montréal, plus spécifiquement l'Arrondissement de CDN-NDG, pour un maintien de développement de la biodiversité sur le territoire ainsi que le respect des préoccupations de santé publique;
- Répondre aux objectifs de Montréal Durable. Permettre à la communauté de s'approprier davantage le projet. Faire connaître les engagements des partenaires pour le développement durable;
- Aider l'arrondissement, par l'entremise de projets concrets, à l'atteinte des objectifs du Plan local de DD;
- Agir en adéquation avec les grands objectifs du Plan Climat de Montréal.

Objectifs spécifiques

1. Conservation et entretien des zones de plantation existantes;
2. Communications, sensibilisation et vulgarisation des acquis et activités développés;
3. Création de nouveaux espaces de verdissement.

Les activités prévus pour 2022

Entretien et bonification des aménagements existants dans la communauté de CDN-NDG : • Forêt urbaine et nourricière; • Jardin des champignons comestibles; • Agrandissement du jardin des abeilles.
Communication et vulgarisation du projet :

- Sensibilisation aux micro-projets en adoptant un plan de communication;
- Vulgarisation et activités de compostage au parc de la Place Darlington (Composteurs fournis par la Ville en 2020);
- Mettre en valeur les compétences des citoyens en les amenant à présenter celles-ci aux autres citoyens lors d'activités.

Projets éducatifs :

- Développer un programme d'activités avec des écoles primaires de proximité (2022-2023);
- Offrir un calendrier culturel et éducatif à la population en général;
- Construction d'ateliers créatifs afin que les enfants puissent produire des œuvrent qui seront affichées dans le milieu et permettant d'instruire la communauté sur le projet.

- Installation d'un jardin mellifère et comestible au pourtour du centre de réadaptation physique Lindsay-Gingras à l'Hôpital;
- Agrandissement des emprises végétalisées autour des arbres fruitiers de la Place Darlington.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement accompagne et appuie le Projet de corridor écologique Darlington depuis 2014 en émettant des permis, facilitant les relations avec les services, en fournissant du mobilier urbain à des fins agricoles, en stimulant un projet de design avec les étudiants de l'Université de Montréal, et en aidant à promouvoir le projet.

Le projet s'accompagne d'une réflexion sur l'adaptation aux changements climatiques de la ville de Montréal en proposant une gestion alternative de l'eau via des aménagements de surface comme des jardins de pluie ou des bassins d'orage pour permettre la rétention d'eau (alternative aux canalisations enfouies), le développement d'un réseau cyclable, des plantations et autres aménagements propices à la biodiversité afin d'atténuer les îlots de chaleur tout en créant un espace naturel convivial. Tant les riverains, que les promeneurs, cyclistes, automobilistes et les usagers du transport en commun, que la faune et la flore sont pris en compte à chaque étape du projet.

Le projet est aussi une réponse aux changements climatiques qui sont à l'origine d'épisodes de chaleur, de froid et de pluies abondantes pour ne citer que les plus courants. Le projet propose des solutions simples, éprouvées et moins coûteuses que les mesures conventionnelles mises en place.

La poursuite du projet du Corridor écologique Darlington figure également dans les mesures de mise en oeuvre du Plan de développement durable 2019-2022 de l'arrondissement :

Priorité 2 : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

Action 4 : Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité

Mesure 4.9 : Aménager le corridor écolgoqique Darlington

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier sera financé à hauteur de 27 000$ par le surplus résiduel affecté au développement du corridor Darlington. Un montant de 8 000$ sera financé par le surplus libre

de l'arrondissement.
La contribution sera versée en un seul versement suite à l'approbation de ce dossier par le conseil d'arrondissement et à la signature de la convention par les parties.

ÉCO-PIVOT 633641
Université de Montréal,
2900 Boul. Édouard-Montpetit, pavillon Roger-Gaudry,
vice rectorat finances et infrastructure (bureau C-630),
Montréal, H3T 1J4
à l'attention d'Alexandre Beaudoin

Le détail des informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratif set du greffe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
Voir grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de corridor vert aura un impact positif sur le verdissement, l'écoulement des eaux de pluie et la cohésion sociale du secteur. À court terme, le projet offre une occasion de combler des besoins alimentaires locaux en permettant aux résidents de s'adonner à la culture de légumes.
À long terme, le projet permettra d'améliorer la santé et la qualité de vie des citoyens et aura des impacts positifs importants sur la diversité biologique et les îlots de chaleur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités de mobilisation et de verdissement avec les citoyens sont organisées de façon à respecter les consignes de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À déterminer

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À déterminer

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin



225284006 Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



Bilan financier arrondissement 2021.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*225284006*
Unité administrative responsable : *Développement durable*
Projet : *Corridor écologique Darlington*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2. Enraciner **la nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Priorité 6.Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'**accès à des aliments abordables et nutritifs** sur l'ensemble du territoire

Priorité 9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2. Consolidation des habitats des différents écosystèmes du territoire : Jardin des abeilles, jardin de champignons, forêt urbaine et nourricière; Sensibilisation de la communauté aux enjeux écologiques et valoriser des aménagements augmentant la viabilité des villes; Augmentation des surfaces végétalisés;

Priorité 6. Entretien et bonification des potagers pour les résidents de la communauté en assurant des aménagements éducatifs, écologiques, participatifs et sains.

Priorité 9. Participation des citoyens dans le développement du calendrier culturel en mettant de l'avant les forces locales (talents, compétences professionnelles, intérêts, etc.); Augmentation du sentiment d'appartenance au lieu; Favorisation d'une plus grande participation citoyenne à travers des activités de consultations publiques festives et ainsi encourager la prise d'initiatives citoyennes (empowerment) en co-développant des projets; Intégration d'une grande variété d'acteurs, qui d'ordinaire ne travaillent pas ensemble, autour d'un projet (institutions, écoles primaires, citoyens);

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

Poste budgétaire					Arr. CDN-NDG	Autres partennaires financier	Total
A-Personnel lié au projet					**Total**		
1-Titre:	Agente de mobilisation communautaire						
salaire horaire	Hrs/ sem	montant des avantages sociaux/semaine	nombre de semaines	nombre de postes			
$25.00	15		20	1	6,676 $		**6,676 $**
2-Titre:	Chargé de projet - aménagement urbain						
salaire horaire	Hrs/ sem	montant des avantages sociaux/semaine	nombre de semaines	nombre de postes			
$30.00	10		20	1	5,850 $		**5,850 $**
3-Titre:	Employé terrain						
salaire horaire	Hrs/ sem	montant des avantages sociaux/semaine	nombre de semaines	nombre de postes			
$17.00	15			1	1,904 $		**1,904 $**
4-Titre:	Coordonnatrice du projet						
salaire horaire	Hrs/ sem	montant des avantages sociaux/semaine	nombre de semaines	nombre de postes			
$30.00	10		45	1	9,098 $		**9,098 $**
5-Titre:	Animateur du milieu						
salaire horaire	Hrs/ sem	montant des avantages sociaux/semaine	nombre de semaines	nombre de postes			
0 $	0		0	0	0 $		**0 $**
B-Ressources matérielles (maximum 20%)							
Matériels, équipements et fournitures					913 $		**913 $**
Activités avec les participants					417 $		**417 $**
Activités de formation					436 $		**436 $**
Déplacements					78 $		**78 $**
Autres (spécifiez):	Communication + promotion				519 $		**519 $**
Autres (spécifiez):	Aménagement urbain				1,812 $		**1,812 $**
Autres (spécifiez):	Organisme expert en déminéralisation				0 $		**0 $**
Sous-total Section B					**4,176 $**		**4,176 $**
C-Frais d'administration (maximum 15%)							
Frais administratifs du projet ou volet					3,330 $		**3,330 $**
Sous-total Section C					**3,330 $**		**3,330 $**
Total des contributions *** ***restant de 2020***					**31,033 $**		**31,033 $**



1225284006 Convention Darlington.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6 e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5 ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCO-PIVOT**, personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 5333 Casgrain, bur. 701, Montréal (Québec), H2T 1X3, agissant et représentée par Alexandre Beaudoin dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s.o.
Numéro d'inscription T.V.Q. : s.o.
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après, appelé(e) l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme facilitateur de prise de décision relative à l'intégration des enjeux de biodiversité et la création de corridors écologiques utiles à la fois pour la biodiversité et pour les communautés locales (services écosystémiques, agriculture urbaine) et promoteur d''aménagement d'espace vert et bleu en ville qui soient adaptés pour la faune et permettent aux citoyens d'en bénéficier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Plan local de développement durable, dont il est directement question du projet à la sous-action 4.9 : Aménager le corridor écologique Darlington, de l'Action 4 : Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité, de la Priorité 2 : Verdir et augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : La direction d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme ;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en

français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un versement, soit dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **5333 Casgrain, bur. 701, Montréal (Québec), H2T 1X3,** et tout avis doit être adressé à l'attention du (**Éco-pivot (Alexandre Beaudoin)**). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boul. Décarie, bur. 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .14.....e jour d'avril 2022

ÉCO-PIVOT

Par : 
_____
Alexandre Beaudoin

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4 mai, 2022 (Résolution CA22 _____).

ANNEXE 1

PROJET

1. **IDENTIFICATION**

Nom de l'organisme (Nom du fiduciaire): Éco-Pivot (No fournisseur : « 633641 »)

Répondant de l'organisme : Alexandre Beaudoin

Adresse : Éco-pivot, 5333 Casgrain #701, Montréal, Qc, H2T 1X3

Téléphone : X **Cell. :** 514-651-7129

Courriel : alexandre.beaudoin.1@umontreal.ca

N° d'inscription T.P.S. : (*pas de numéro de taxes car petit fournisseur; moins de 50 000$)
N° d'inscription T.V.Q. : (idem)

Titre du projet ou du volet: Corridor écologique Darlington

Période visée pour le projet ou volet : 45 semaines

Date de début : Mai 2022

Date de fin : Décembre 2022

Date de la remise du rapport mi-étape : Septembre 2022

Date de la remise du rapport final : Décembre 2022

Information sur le promoteur (si différent du fiduciaire) :

Répondant de l'organisme : Daphnée Lecours Tessier

Adresse : 5333 Casgrain, #701, Montréal (Qc), H2T 1X3

Téléphone : 819-609-1652 **Cell. : 819-609-1652**

Courriel : d.lecourstessier@hotmail.com

Montant demandé : 35,000.00

Montant accordé :

2. **BRÈVE DESCRIPTION DE LA MISSION DU PROMOTEUR**

Une forêt urbaine riche en biodiversité. Notre vision est celle d'une métropole traversée d'espaces verts pour un environnement sain et une population en meilleure santé.

Le projet du Corridor mise sur le développement d'un réseau écologique intégré par le verdissement, l'agriculture urbaine, la gestion des eaux pluviales et toutes autres interventions écologiques afin d'améliorer le cadre de vie des résidents à leur image.

L'approche adoptée se veut collaborative, participative et partenariale. Elle propose des interventions pour et avec les acteurs concernés (résidents, citoyens, l'arrondissement, institution, commerce, organisme et expert) par l'insertion de microprojets écologiques interreliés et selon les opportunités de développement, la mobilisation citoyenne et les besoins des différentes parties prenantes.

Les activités prévues pour l'année 2022 vont continuer à contribuer au sentiment d'appartenance de la communauté au projet du Corridor écologique Darlington. La poursuite du verdissement et les activités participatives encouragent les résidents de la communauté de CDN-NDG à sortir, participer activement et avoir accès aux espaces verts dans leur communauté – un enjeu sensible durant la pandémie actuelle.

3. DESCRIPTION DU PROJET OU VOLET SOUTENU

Le projet comprend plusieurs aménagements et activités pour attirer une diversité de citoyens de la communauté. Cette année, nous prévoyons de continuer à bonifier les activités et les aménagements en place incluant : des aménagements d'agriculture urbaine, des plantations écologiques, des activités pédagogiques, des consultations citoyennes, et tout ça dans le but de créer un climat sain et sécuritaire. Nous continuerons de travailler en partenariat pour apporter des animations variées pour encourager la participation des citoyens ainsi que faciliter l'accès aux espaces verts aux résidents. Toutes les activités seraient adaptées aux mesures de la pandémie (distanciation, port du masque, etc.)

Ces espaces sont aménagés pour garder la distance de 2 mètres et sont essentiels pour soutenir la santé et bien-être des citoyens.

Les microprojets (activités) prévus pour cette année :

- Entretien et bonification des aménagements existants dans la communauté de CDN-NDG :
  - Forêt urbaine et nourricière dans le parc de la Place Darlington (autour des arbres fruitiers plantés en 2016)
  - Jardin de champignons comestibles dans le parc de la Place Darlington (près de la zone d'agriculture urbaine établie en 2015)
  - Vulgarisations et activités de compostage au parc de la Place Darlington (Composteurs fournis par la Ville en 2020).
  - Agrandissement du jardin des abeilles réalisés en 2017 à proximité des jardins communautaires Châteaufort en partenariat avec leur conseil d'administration et l'appui de l'arrondissement CDN-NDG
  - Entretien et bonification du jardin mellifère et comestible au pourtour du centre de réadaptation physique Lindsay-Gingras à l'Hôpital pour avoir une meilleure gestion des eaux pluviales afin d'intégrer les patients dans ce projet d'envergure et améliorer le paysage de proximité pour les gens

à mobilité réduite. L'aménagement serait effectué du côté de la rue Darlington afin que toute la communauté puisse en bénéficier.
- Planification d'un jardin mellifère à la Place Darlington
- Entretien du jardin mellifère sur l'avenue Louis Colin (aménagé en 2021)

Nouveaux aménagements et activités prévues pour l'année 2022 :
Création d'espaces verts :

- Déminéralisation de l'avenue Louis Colin (500m2) : L'objectif de cette année sera d'effectuer toutes études techniques préalables et d'ordre socio-écologique afin de préparer la déminéralisation au printemps 2022. Ce projet se fera en partenariat et avec l'approbation de l'Arrondissement, pour augmenter la connectivité écologique urbaine, réduire les îlots de chaleur, favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de bonifier les espaces publics pour les citoyens en misant sur les services écosystémiques, d'améliorer le cadre de vie des citoyens limitrophes (Cette demande n'inclut que l'étude de faisabilité, des travaux majeurs seront exécutés à partir des fonds publics). L'avenue Louis-Colin accueille des jardinières et des arbres en pot depuis 2017, ce sera une façon de passer à l'étape suivante (les autorisations à l'arrondissement seront demandées en bonne et due forme. Nous pouvons avancer que l'objectif de déminéralisation est conjoint et que les hauts fonctionnaires seront heureux si nous parvenons à réaliser cette partie de projet);

Projets éducatifs

- Développer un programme d'activités avec des écoles primaires de proximité (Félix-Leclerc, Bedford (école défavorisée), etc.).
- Offrir un calendrier culturel et éducatif à la population en général.
- Construction d'ateliers créatifs afin que les enfants puissent produire des œuvres qui seront affichées dans le milieu et permettant d'instruire la communauté sur le projet.

La mise en œuvre des activités prévues pour l'année 2022 contribuerait au sentiment d'appartenance de la communauté au projet du Corridor écologique Darlington. La poursuite du verdissement et les activités participatives encourageront les résidents de la communauté de CDN-NDG à sortir, participer activement et avoir accès aux espaces verts dans leurs communautés – un enjeu sensible durant la pandémie actuelle.

4. CLIENTÈLE(S) VISÉE(S)

L'Arrondissement de CDN-NDG est un des plus divers dans la Communauté métropolitaine de Montréal. Dans le district Darlington, la pauvreté est présente : 35 % de la population de Côte-des-Neiges vit avec un faible revenu (l'île de Montréal 25 %) et le taux de chômage est 19,8 %. Une situation très préoccupante surtout entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Darlington où nous retrouvons une forte population d'immigrants. Dans le quartier Darlington, la population immigrante est nombreuse: un résidant du quartier sur deux est un immigrant : 53 % d'immigrants, comparativement à 33 % pour l'île de Montréal. C'est une immigration diversifiée. On y aperçoit des communautés des Philippines, juives et d'Afrique, d'autres provenant d'Europe de l'Est, d'Afrique du Nord, d'Amérique latine

et de l'Asie du Sud-Est. En intégrant des citoyens dans la gestion des activités, nous assurons un engagement communautaire dans ce projet.

5. LISTE DES PARTENAIRES ET COLLABORATION PRÉVUE :

Pour assurer une bonne communication, planification et gestion des projets, nous travaillons avec l'Arrondissement et des organismes locaux incluant: SOVERDI, SOCENV, PAUSE (initiative agricole de l'UdeM), Miel Montréal et tous les autres membres de l'Alliance Forêt Urbaine de Montréal. Pour nous aider à atteindre nos objectifs de sensibilisation, nous sommes en collaboration avec un organisme local (Quintus marketing) pour réaliser notre plan de communication. Nous collaborons aussi avec l'Arrondissement pour mettre des affiches à travers des communautés pour engager les citoyens et augmenter la participation dans les projets. Il nous est également possible d'avoir un petit espace dans le journal local lorsque nécessaire.

6. OBJECTIFS, ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET OU VOLET

Objectif général :

- Développer le sentiment d'appartenance de la communauté au projet du Corridor écologique Darlington;
- Encourager les propriétaires limitrophes à participer à l'effort de verdissement et de diversification écologique par l'entremise de leur cour;
- Poursuivre le verdissement de la Ville de Montréal, plus spécifiquement l'Arrondissement de CDN-NDG, pour un maintien de développement de la biodiversité sur le territoire ainsi que le respect des préoccupations de santé publique;
- Répondre aux objectifs de Montréal Durable. Permettre à la communauté de s'approprier davantage le projet. Faire connaître les engagements des partenaires pour le développement durable;
- Aider l'arrondissement, par l'entremise de projets concrets, à l'atteinte des objectifs du Plan local de DD;
- Agir en adéquation avec les grands objectifs du Plan Climat de Montréal.

Objectifs spécifiques	Activités prévues	Résultats attendus (qualitatifs et quantitatifs)
1- Conservation et entretien des zones de plantations existantes	Entretien et bonification des aménagements existants dans la communauté de CDN-NDG: ● Forêt urbaine et nourricière; ● Jardin des champignons comestibles ; ● Agrandissement du jardin des abeilles.	● Consolider les habitats des différents écosystèmes du territoire; ● Réduire les surfaces minéralisées; ● Entretenir et bonifier des espaces publics pour les résidents de la communauté en faisant des aménagements éducatifs, écologiques, participatifs et sains.

2- Communication, sensibilisation et vulgarisation de l'existant et des activités développées	Communication et vulgarisation du projet : ● Sensibilisation aux micro-projets en adoptant un plan de communication; ● Vulgarisation et activités de compostage au parc de la Place Darlington (Composteurs fournis par la Ville en 2020); ● Mettre en valeur les compétences des citoyens en les amenant à présenter celles-ci aux autres citoyens lors d'activités. Projets éducatifs ● Développer un programme d'activités avec des écoles primaires de proximité (2022-2023); ● Offrir un calendrier culturel et éducatif à la population en général; ● Construction d'ateliers créatifs afin que les enfants puissent produire des œuvres qui seront affichées dans le milieu et permettant d'instruire la communauté sur le projet.	● Sensibiliser la communauté aux enjeux écologiques et valoriser des aménagements augmentant la viabilité des villes; ● Faire participer les citoyens dans le développement du calendrier culturel en mettant de l'avant les forces locales (talents, compétences professionnelles, intérêts, etc.); ● Favoriser une plus grande participation citoyenne à travers nos activités de consultations publiques festives et ainsi encourager la prise d'initiatives citoyennes (empowerment) en co-développant des projets ensemble; ● Intégrer une panoplie d'acteurs, qui d'ordinaire ne travaillent pas ensemble, autour d'un projet (institutions, écoles primaires, citoyens); ● Augmenter le sentiment d'appartenance au lieu.
3- Création des nouveaux espaces de verdissement	● Installation d'un jardin mellifère et comestible au pourtour du centre de réadaptation physique Lindsay-Gingras à l'Hôpital; ● Agrandissement des emprises végétalisées autour des arbres fruitiers de la Place Darlington.	● Augmenter les surfaces végétalisées du milieu; ● Soutenir la connectivité écologique du milieu; ● Augmenter l'accès à des espaces verts à la population.

7. **PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES :**

Poste budgétaire							Arrond.	Autres part. financiers		TOTAL
A-Personnel lié au projet ou volet										
1	titre :	**Coordination et planification du projet**					10,000.0	3,500.00		13,500.00
	$/h.	hrs./sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
	$30	10		45	1	13,500.00				
2	titre :	**Animation - promotion et mobilisation**					10,000.00	3,200.00		13,200.00
	$/h.	hrs./sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
	$20	15		22	2	13,200.00				
3	titre :	**Employé terrain - aménagement des jardins**					5,000.00	4,000.00		9,000.00
	$/h.	hrs./sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
	$30	15		22	1	9,000.00				
4	titre :	**Autres**					3,000.00	740.00		3,740.00
	$/h.	hrs./sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
	$17	10		22	1	3,740.00				
Sous-Total Section A							28,000.00	11,440.00		39,440.00
B-Ressources matérielles (maximum 20%)										
Matériel, équipement et fourniture							3000.00			3,000.00
Arrosage							1000.00	1000.00		2,000.00
Activités de formation							500.00	500.00		1,000.00
Déplacements								300.00		300.00
Autres (spécifiez) : Communication et promotion							2000.00	1,000.00		3000.00
Autres (spécifiez) : Aménagement urbaine (Service professionnelle)							500.00	1,000.00		1,500.00
Autres (spécifiez) : Organisme expert en déminéralisation								1,500.00		1,500.00
Sous-Total Section B							7,000.00	5,300.00		12,300.00
C-Frais d'administration (maximum 15%)										
Frais administratifs du projet ou volet										
Sous-Total Section C										
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**35,000.00**			**51,740.00**

MONTANT TOTAL ACCORDÉ PAR L'ARRONDISSEMENT :

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES :

Suite aux élections de l'automne 2021, nous apprécierons obtenir une rencontre avec les responsables du côté de la Ville afin de développer ensemble un plan d'intervention pour la déminéralisation de la Place Louis-Colin.

8. **SIGNATURE :**

Signature du fiduciaire :



Nom : Alexandre Beaudoin

Fonction : Principal répondant

Date : 13/04/2022

.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme s'engage à :

- Faire état de la contribution de l'Arrondissement dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'Arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1225284006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225284006 - Certification de fonds.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514-872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1225284006**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Surplus libre et affecté**

Ce dossier vise à :

Accorder une contribution financière de 35 000 $, incluant les taxes si applicables, à Éco-Pivot pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington, pour la période du 5 mai au 1er décembre 2022 et approuver le projet de convention à cette fin.

OSBL-Convention de contribution	Valeur totale	Exercice 2022
Éco-Pivot	35 000 $	35 000 $

Cette dépense sera financée à hauteur de 27 000$ par le surplus résiduel affecté au développement du corridor Darlington et à hauteur de 8 000$ par le surplus libre. La somme sera transférée à la Direction de l'arrondissement comme suit :

Imputation	2022
2406.0012000.300701.05803.61900.016490.0000.000000.000000.00000.0 CR: Surplus - DCSLDS A: Développement social O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général	35 000 $
Total*	**35 000 $**

*toutes les taxes incluses si applicables

La demande d'achat # 724445 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1228159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine. Approuver les deux (2) projets de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine.

D'accorder un soutien financier à l'organisme La Cafétéria communautaire MultiCaf pour un montant de 37 138 $.

D'accorder un soutien financier à l'organisme Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce pour un montant de 37 500 $.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 13:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228159005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine. Approuver les deux (2) projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'adoption en 2003 du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements, communément appelé TANDEM, la pertinence d'impliquer les forces vives des quartiers pour garantir des milieux de vie paisibles et sécuritaires ne sont plus à démontrer.

En 2022, le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine a été bonifié afin de permettre à l'ensemble des arrondissements de réaliser des stratégies de sécurité urbaine et de prévention structurantes sur leur territoire, et ce, en concertation avec leurs partenaires.

Conformément aux balises 2022, les actions retenues dans le cadre de ce programme doivent correspondre à une ou plusieurs des cibles prioritaires suivantes :

1. La mobilisation citoyenne et les actions réalisées avec la communauté
2. Le renforcement de la capacité des acteurs et la concertation locale
3. La sécurité dans les espaces publics et la cohabitation sociale
4. La sécurité des collectivités et des personnes vulnérables

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM03 0524 du 17 juin 2003
Approuver le document Orientations et grands paramètres du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements.

DESCRIPTION

La Direction culture, sports, loisirs et développement social (DCSLDS) a entamé des discussions le 30 mars dernier avec les membres de la Table de concertation en itinérance et instabilité résidentielle de Côte-des-Neiges afin d'élaborer un projet de documentation et de sensibilisation à la problématique de la cohabitation auprès de différents groupes de la population, soit les commerçants et les résidents autour des métros Snowdon, Plamondon et Côte Sainte-Catherine.
Ce projet se veut complémentaire des interventions qui sont déjà soutenues sur le terrain auprès des personnes en situation d'itinérance et d'instabilité résidentielle par la Cantine mobile ainsi que du travail des conseillers en sécurité urbaine dans le cadre du programme TANDEM auprès des résidents.

Dans le cadre de ce sommaire, deux projets sont recommandés pour un soutien financier en vertu d'une entente de gré à gré entre l'arrondissement et la Cafétéria communautaire MultiCaf et Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce pour répondre à cet enjeu de cohabitation harmonieuse entre les personnes en situation d'instabilité résidentielle et les résidents et commerçants dans un secteur précis et circonscris pour 2022. Au regard des résultats obtenus et du financement qui sera accordé à l'Arrondissement, le projet pourrait se pérenniser et couvrir des pans plus larges du territoire en fonction des besoins.

Nom de l'organisme: La Cafétéria communautaire MultiCaf
Nom du projet : Vivre Côte-des-Neiges
Durée : 3 mai au 31 décembre 2022
Brève description : Le projet est complémentaire aux services actuellement en force et aurait pour mission deux éléments : Agir rapidement dans l'espace public pour répondre aux situations de conflits, de détresse ou de cohabitation touchant les personnes vulnérables ou en difficulté et documenter l'impact du phénomène de l'itinérance dans les secteurs ciblés. MultiCaf porterait la partie du projet qui consiste à documenter l'impact du phénomène de l'itinérance au sein du quartier et agir à titre de premier répondant pour recueillir les observations et les situations problématiques.

Nom de l'organisme : Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce
Nom du projet : Intervenant de cohabitation sociale
Durée : 3 mai au 31 décembre 2022
Brève description : Ce projet s'inscrit en continuité de 2 projets déjà établis à Prévention CDN-NDG, étant le programme de sécurité urbain Tandem et le projet d'intervention sociale de travail de rue auprès des personnes en situation d'itinérance. En approchant les citoyens, les commerçants, les organismes communautaires, les institutions publiques, l'intervenant en cohabitation sociale aura pour mandat de les soutenir directement dans la gestion de situations indésirables nuisant au sentiment de sécurité ou au bon fonctionnement de leurs activités. L'intervenant pourra sensibiliser ce premier parti aux enjeux liés à l'itinérance, tout en partageant les informations pour être contacté facilement. Servant de pont entre les 2 partis, l'intervenant aura aussi pour mandat de sensibiliser et intervenir auprès des personnes en situation d'itinérance afin de réduire les incivilités et les comportements nuisibles, tout en partageant les ressources existantes dans le quartier ou à proximité. Le projet s'arrime aussi avec le projet mené par MultiCaf, servant à recueillir des données statistiques sur l'enjeu de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle dans l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Montréal est responsable d'offrir les conditions permettant d'offrir des environnements et des quartiers harmonieux et sécuritaires où chaque personne peut jouir pleinement du bien commun, d'un accès équitable aux espaces et services publics, ainsi qu'à la pleine jouissance des possibilités qu'offre la ville. À travers ce programme, la Ville encourage l'action concertée afin d'apporter des solutions et du soutien aux communautés et aux personnes les plus touchées par l'insécurité, la violence et la criminalité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre cet appel de projet deux ententes de gré à gré sont conclues avec les organismes communautaires qui travaillent déjà en lien avec les personnes en situation d'itinérance et qui ont une mission en lien avec la problématique de cohabitation sociale.
Le montant additionnel global de l'enveloppe budgétaire pour l'année 2022 dont dispose l'arrondissement est de 135 033 $, prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. La somme nécessaire à ce dossier et de 74 638 $, donc il reste 60 395 $ à octroyer d'ici à la fin d'année 2022.
Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement.

Organisme	Projet	Soutien recommandé en 2022	Soutien au projet global %	Numéro de demande d'achat
La Cafétéria communautaire MultiCaf	Vivre Côte-des-Neiges	37 138 $	43%	725416
Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce	Intervenant cohabitation sociale	37 500 $	100 %	725427

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité Montréal 2030 suivante :
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
Résultats attendus: favoriser le sentiment de sécurité, impliquer les résidents pour avoir une meilleure connaissance de leurs besoins en matière de sécurité.
10. Elle s'engage également à accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.
L'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine est une manière d'opérationnaliser ces ambitions.

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle
L'appel de projets a été élaboré en explicitant la nécessité de concevoir des propositions répondant aux besoins de l'ensemble de la population incluant les groupes sociaux vivant des

discriminations, en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection.
Des cartes présentant les caractéristiques de la population et permettant de cibler les secteurs les plus vulnérables ont été développées et ainsi rejoindre des zones à forte concentration de personnes vulnérables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par le biais de ce projet pilote, il s'agit de documenter la perception des résidents et des commerçants autour des enjeux de cohabitation et d'améliorer la sécurité vécue et perçue à l'égard des personnes en situation d'itinérance et d'instabilité résidentielles qui fréquentent les secteurs des métros Snowdon, Plamondon et Sainte-Catherine en portant une attention particulière aux personnes et aux milieux plus susceptibles de vivre le plus d'insécurité.
Il s'agit aussi de faire en sorte que les personnes en situation d'itinérance ne soient pas judiciarisées en mettant sur pied une brigade de médiateurs chargés de désamorcer avec les commerçants les irritants et d'avoir recours aux forces policières uniquement quand la situation le requiert.

Le projet pilote veut créer les conditions pour une mobilisation de soutien et des alliances autour des enjeux de cohabitation sociale. Pour ce faire il s'articule autour de deux axes:

- Campagne de sensibilisation auprès de la population des secteurs ciblés et documentation du sentiment de sécurité
- Campagne de sensibilisation auprès des commerçants des artères commerciales (essentiellement Queen Mary) et soutien pour des interventions dans les situations qui le nécessitent.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Bien que nous soyons encore à mesurer pleinement toute l'ampleur de son impact, il est indéniable que la pandémie de COVID- 19 eu des effets bien réels sur les facteurs qui influencent la sécurité et le sentiment de sécurité. Les activités prévues tiennent compte de cette réalité et visent également à apporter une contribution aux efforts de relance sociale qui sont présentement en marche à Montréal.
Dans la situation sanitaire venait à se dégrader des ajustements ou des adaptations à prévoir. La Ville et l'Organisme devront s'entendre à cet effet, mais la majorité des activités sont réalisables indépendamment des règles sanitaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément au calendrier de réalisation du projet.
Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement et du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Un rapport d'étape est requis ainsi qu'un rapport final au plus tard le mois suivant la date de fin de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Luc LORTIE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Pierre-Luc LORTIE, 28 avril 2022
Patricia ARCAND, 27 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LABADIE
charge d'expertise et de pratique_principal

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :




CONV_Prévention CDN-NDG PACCSU.docx (1) (2).pdfCONV_MultiCAF PACCSU.docx (1).pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Programme d'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine
Numéro de sommaire : 1228159005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci Après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,**
personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Camille Vaillancourt, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 137470019
N° d'inscription T.V.Q. : 1009346712 DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 1374 70019 RR0001

Ci Après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme soutien pour offrir aux citoyens son expertise et des outils afin d'améliorer leur qualité de vie concernant la sécurité urbaine, l'environnement et autres préoccupations sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements, pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier 2023 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2022.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente sept mille cinq cent dollars (37 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt cinq mille dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de douze mille cinq cent dollars (12 500 $), au plus tard le 31 janvier 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6

GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la

Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour d'avril 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour d'avril 2022

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Camille Vaillancourt, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 2e jour de mai 2022 (Résolution

ANNEXE 1

Projet

#7861 - Intervenant de cohabitation sociale - Demande de soutien financier (envoyée le 19 avril 2022 à 06:22)

Nom de l'organisme	Mission
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention CDN—NDG est un organisme sans but lucratif actif au sein de la communauté depuis 1989. Notre mission est d'offrir aux citoyen(e)s de l'arrondissement CDN—NDG, des ressources humaines et des outils pour augmenter leur qualité de vie dans leur milieu, dans leur communauté et dans l'arrondissement. Qu'il s'agisse de sécurité urbaine, de prévention de la criminalité ou de questions environnementales, notre but est d'offrir des services qui répondent aux préoccupations de tous : jeunes, adultes, femmes, aînés, nouveaux arrivants, familles et population à besoins spécifiques. Nous sommes partenaire et membre actif de la Démarche de Mobilisatiion et Revitalisation du secteur Fielding-Walkley.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel à solution sur invitation Cohabitation sociale 2022 (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Intervenant de cohabitation sociale
Numéro de projet GSS: 7861

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Camille
Nom: Vaillancourt
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)
Numéro de téléphone: (514) 736-2732
Numéro de télécopieur:
Courriel: camille.vaillancourt@preventioncdnndg.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Camille
Nom: Vaillancourt
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-05-03	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Le projet que nous proposons vise à embaucher un agent de médiation, qui facilitera la cohabitation entre les personnes hautement vulnérables, en situation d'itinérance ou d'instabilité résidentielle, et le reste de la communauté, agissant sur le renforcement du sentiment de sécurité et sur la sensibilisation. Ce projet s'inscrit en continuité de 2 projets déjà établis à Prévention CDN-NDG, étant le programme de sécurité urbain Tandem et le projet d'intervention sociale de travail de rue auprès des personnes en situation d'itinérance. En approchant les citoyens, les commerçants, les organismes communautaires, les institutions publiques, l'intervenant en cohabitation sociale aura pour mandat de les soutenir directement dans la gestion de situations indésirables nuisant au sentiment de sécurité ou au bon fonctionnement de leurs activités. L'intervenant pourra sensibiliser ce premier parti aux enjeux liés à l'itinérance, tout en partageant les informations pour être contacté facilement. Servant de pont entre les 2 partis, l'intervenant aura aussi pour mandat de sensibiliser et intervenir auprès des personnes en situation d'itinérance afin de réduire les incivilités et les comportements nuisibles, tout en partageant les ressources existantes dans le quartier ou à proximité. Le projet sera géré par Prévention CDN-NDG au quotidien, mais la Table de lutte à l'itinérance servira de comité aviseur au projet, afin que les divers membres se prononcent et déterminent les besoins prioritaires dans la communauté. L'intervenant en cohabitation sociale devra aller à la rencontre des divers groupes qui occupent les espaces publics durant la saison estivale, essentiellement les parcs, pour faire leur connaissance et pour leur partager l'existence de cette ressource, offrant du soutien aux organismes et au camp de jour sur les étapes à suivre en cas de comportement indésirable venant de personne vulnérable lors d'activités jeunesse ou familiale.

Prévention CDN-NDG, compte aussi appliquer dans l'appel de projet de Cohabitation sociale et sensibilisation à l'itinérance : appel de projets de la Ville centre, afin de bonifier le présent projet, permettant d'avoir 2 intervenants, mais aussi permettant de terminer le projet au 31 mars 2023.

Finalement le projet s'arrime aussi avec le projet mené par MultiCaf, servant à recueillir des données statistiques sur l'enjeu de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle dans le quartier de CDN.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser un meilleur sentiment de sécurité de la population et des commerçants.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Démontrer à la population et aux commerçants que des ressources sont mises en place pour réduire les incivilités et les méfaits.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontre de la population et des commerçants pour partager le contact de l'intervenant et prendre des plaintes, créant un contact direct via un contact direct (porte à porte ou visite de commerce)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	3	5	2

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Faire des suivis auprès de la population et des commerçants suite à une plainte officielle ou suite à un signalement

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	2	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Sensibiliser la population et les commerçants sur les enjeux liés à l'itinérance

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	1	10	2

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Sensibiliser la population en situation d'itinérance sur les incivilités et les irritants dans les espaces publics.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction des incivilités et des méfaits réalisés par les personnes en situation d'itinérance.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontre des personnes en situation d'itinérance afin de les inciter à la réduction de méfaits et des incivilités.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	3	10	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Signalement aux autorités nécessaires toutes situations dangereuses pour la vie de l'individu ou d'autrui .

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	2	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Sensibilisation des personnes en situation d'itinérance vis à vis des enjeux de la population, des commerçants, des institutions et des organismes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	1	10	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Suivis et référencements des personnes en situation d'itinérance vers des services adaptés pouvant les aider à sortir de l'itinérance.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	1	1	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutien aux institutions et aux organismes dans leur usage harmonieux des espaces publics, considérant la cohabitation sociale.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Faciliter l'utilisation harmonieuse des espaces publiques pour les institutions et les organismes.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Partager le contact de l'intervenant avec les institutions et les organismes pour faciliter la communication et l'intervention rapide.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Patrouiller les espaces publics lors des périodes achalandées, afin d'assurer une intervention rapide

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	34	5	1	10	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formation auprès des camps de jours et des organismes famille ou jeunesse sur les étapes à suivre en cas d'incidents d'incivilités ou de perception de situations problématiques.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	6	3	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Contribuer à la réalisation du portrait de quartier et à la recherche de solution pour favoriser la cohabitation sociale.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Participation à la Table de lutte à l'itinérance et au comité d'intervenants de cette table.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	1	3	1	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Espace publics divers (parcs, métro, trottoir) et commerces divers

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	200	150	0	350

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Ne concerne pas directement des ménages, mais bien des groupes sociaux plus large

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personne en situation d'itinérance
- Autres ou ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Concerne l'entièreté de la communauté

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Dans tous services à la population visant à réduire l'impact des enjeux sociaux, l'analyse différenciée selon le sexe est importante. Toutefois nous sommes d'avis que l'itinérance et la perte du sentiment de sécurité vécues par les hommes et les femmes ne sont pas les mêmes, rendant d'autant plus important d'avoir une approche inclusive qui s'adapte aux réalités spécifiques des genres et des non-genrés . À Prevention CDN-NDG, nos politiques d'intervention prennent en considération cette spécificité des genres, mais également les discriminations et exclusions qui peuvent se cumuler et être intersectionnelles . Nous faisons un effort assidu à ne pas promouvoir et reproduire des discriminations de type sexuel, racial, religieux, financier, social ou autre. Pour ces raisons nous comptons embaucher un intervenant sensible aux enjeux de genre afin de créer des liens mieux adaptés à la clientèle. Nous nous assurons aussi d'avoir des employés issus des minorités ethniques afin d'avoir une meilleure représentation de la population des services et de limiter les discriminations. discriminations. En somme, le projet permettra à toute personne de renforcer leur compréhension des dynamiques de cohabitation sociale, de soutenir un dialogue au tour de ces enjeux et de permettre un usage des lieux publics à toute personne indépendamment de son statut social ou de ses besoins.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de lutte à l'itinérance de CDN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: Pas d'adresse
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: PDQ 9 et 26

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405, Ave Moutain Sights
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4P 2B1

Nom du partenaire: Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) / Emploi et Développement social Canada
Précision: Vers-Un-Chez-Soi

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1560, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4M1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: MultiCaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recherche / Évaluation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3600 Barclay
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	20,00 $	35,00	129,00 $	34	1	28 186,00 $
Coordonnateur(trice)	25,00 $	3,00	18,00 $	34	1	3 162,00 $
Total						**31 348,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Programme d'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	0,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	28 186,00 $	0,00 $	0,00 $	**28 186,00 $**	28 186,00 $
Coordonnateur(trice)	3 162,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 162,00 $**	3 162,00 $
Total	**31 348,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**31 348,00 $**	**31 348,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	652,00 $	0,00 $	0,00 $	**652,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	400,00 $	0,00 $	0,00 $	**400,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	400,00 $	0,00 $	0,00 $	**400,00 $**
Total	**2 452,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 452,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**6,54 %**			
Frais administratifs	**3 700,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 700,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,87 %**			
Total	**37 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**37 500,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget cohabitation 2022.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Ville 2022 (TSM).pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220419-062105.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Camille Vaillancourt** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Intervenant de cohabitation sociale** pour Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Camille Vaillancourt — 19-04-2022

Camille Vaillancourt
Directeur(trice) exécutif(ve)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ
[Non applicable]

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Programme d'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine
Numéro de sommaire : 1228159005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci Après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3600, avenue Barclay, bureau°320, Montréal (Québec) H3S 1K5, agissant et représentée par Jean-Sébastien Patrice, directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 133112821RP0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1143699263
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 113112821RR0001

Ci Après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme soutien pour offrir aux personnes en situation d'itinérance ou en instabilité résidentielle citoyens son expertise et des outils afin d'améliorer leur qualité de vie concernant la sécurité urbaine, l'environnement et autres préoccupations sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements, pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier 2023 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2022.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville,

durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en

raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente sept mille cent trente huit dollars (37 138 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt cinq mille dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de douze mille cent trente huit dollars (12 138 $), au plus tard le 31 janvier 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le

Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour d'avril 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour d'avril 2022

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 2e jour de mai 2022 (Résolution

ANNEXE 1

Projet

#7822 - Vivre Côte-des-Neiges - Demande de soutien financier (envoyée le 14 avril 2022 à 11:06)

Nom de l'organisme	Mission
La cafétéria communautaire MultiCaf	MultiCaf est un organisme de lutte à la pauvreté qui inscrit son action dans l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire. Pour accomplir cette mission, de concert avec les organismes du quartier et de Montréal, MultiCaf s'engage à : Offrir divers services et activités répondant aux besoins alimentaires de sa région; - Offrir des services d'information et de référence aux usagers et membres de l'organisme; - Identifier les causes et les problèmes reliés à la pauvreté afin de développer des stratégies pour mieux intégrer les personnes à faible revenu dans leur milieu; - Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel à solution sur invitation Cohabitation sociale 2022 (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Vivre Côte-des-Neiges
Numéro de projet GSS: 7822

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 733-0554
Numéro de télécopieur: (514) 733-2760
Courriel: j-spatrice@multicaf.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-05-03	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2023-01-31

Résumé du projet

Depuis 2018, le phénomène de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle au sein de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce s'est complexifié et, au-delà des besoins et enjeux pour la personne en situation d'itinérance (PSI), **l'enjeu de développer une saine cohabitation sociale** entre les différents acteurs d'un secteur donné (citoyen(ne)s, commerçant(e)s, organisations, personnes en situation d'itinérance et autres) doit demeurer au coeur des préoccupations collectives. **Depuis le 4 mai 2021**, un projet ciblant la sécurité alimentaire, l'intervention en situation de crise, l'accompagnement et les références et la diminution des incivilités a vu le jour : **la Cantine mobile**. Projet porté par MultiCaf, la Cantine mobile a assuré son déploiement jusqu'au 31 mars 2023 grâce à un financement de l'arrondissement CDN-NDG. Combiné à un financement de la ville de Montréal et des mesures hivernales du CIUSSS Centre-Sud-de- l'île-de-Montréal, ce projet a permis la présence d'une équipe mobile 7 jours par semaine de 8 à 10 heures par jour. **À la fin de l'été 2021**, nous avions comptabilisé 68 différentes personnes soutenues d'une manière ou d'une autre par notre service de cantine mobile (une moyenne de 42 personnes par jour). Bien au-delà de ces données quantitatives, certains secteurs furent ciblés, car **un grand nombre de PSI s'y trouve dans le jour (entre 11h00 et 16h00).** Ces personnes ne sont pas recensées dans les organismes communautaires et certains nous ont mentionné se déplacer du Centre-Ville, car il est plus facile de demander de l'argent aux passants dans ces secteurs (moins de compétitions). **Plusieurs projets et collaborateurs viennent en aide aux personnes en situation d'itinérance actuellement. Le projet complémentaire traitant l'itinérance et la cohabitation sociale s'intégrerait à ces services actuellement en force et aurait pour mission deux éléments :** Agir rapidement dans l'espace public pour répondre aux situations de conflits, de détresse ou de cohabitation touchant les personnes vulnérables ou en difficulté et documenter l'impact du phénomène de l'itinérance dans les secteurs ciblés. **MultiCaf porterait la partie du projet qui consiste à documenter l'impact du phénomène de l'itinérance au sein du quartier et agir à titre de premier répondant pour recueillir les observations et les situations problématiques. La portion intervention et suivi des rapports d'observation serait gérée par un autre organisme.**

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Recueillir la parole des résident.es et commerçants sur les enjeux vécus en lien avec l'itinérance et l'instabilité résidentielle

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Sonder 10 000 résident.e.s et commerçants des secteurs ciblés par la table itinérance sur les enjeux vécus en lien avec l'itinérance et l'instabilité résidentielle

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
L'équipe d'intervention vivre Côte-des-Neiges procèdera à une cueillette d'informations et de perceptions des résident.e.s et commerçants de CDN avec l'aide de l'outil Kobo

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	20	8	10	1 000

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage (outil kobotoolbox)

IMPACT(S) VISÉ(S)

Mise en place d'une structure de premiers répondants pour les commerçants permettant de recueillir un rapport d'observation sur les situations problématiques vécues.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
100 rapports d'observation détaillés réalisés par l'équipe d'intervention vivre Côte-des-Neiges transférés à la brigade de Prévention CDN-NDG pour intervention et suivi

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
L'équipe d'intervention vivre Côte-des-Neiges entrera en contact avec la totalité des commerçants de CDN afin de partager coordonnées et structure d'intervention et assurera un suivi mensuel.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	10	4	10	30

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage (outil kobotoolbox)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Le nombre de plaintes exprimés aux PDQ et auprès de l'arrondissement en lien avec l'itinérance a diminué.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Planifier une rencontre de quartier mensuellement avec les résident.es et commerçants sur les enjeux vécus en lien avec l'itinérance et l'instabilité résidentielle.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	1	2	8	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Environnement immédiat de la station de métro Côte-des-Neiges

Nom du lieu: Environnement immédiat de la station de métro Plamondon

Nom du lieu: Les commerces de la rue Victoria

Nom du lieu: Environnement immédiat de la station Snowdon

Nom du lieu: Environnement immédiat de la station Villa-Maria et Vendôme

Nom du lieu: Autours des parcs de l'arrondissement (autre que le parc MLK)

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Diversité sociale

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	5000	5000	50	10050

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet envisagé favorise la pleine participation et l'égalité des femmes et des hommes et sa finalité souhaite être favorable autant sur la situation des femmes que des hommes. Les conclusions des rapports d'observation souhaitent permettre une lecture objective et non genrée de la réalité. Nous serons en mesure de fournir des données ventilées selon les sexes et les activités de groupes permettront aux femmes de pouvoir s'exprimer et parler librement et sans contraintes car adapté à leur réalité. En somme, le projet permettra à toute personne ou commerçant(e) de renforcer leur compréhension des dynamiques de cohabitation sociale, de soutenir un dialogue au tour de ces enjeux et de permettre un usage des lieux publics à toute personne indépendamment de son statut social ou de ses besoins.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5160 Decarie Blvd
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3X 2H9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Club Ami

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Ch. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Services Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	48 920,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Beauvais-Hogue, Ariel
Adresse courriel: eec-csj_qc@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (866) 233-3194
Adresse postale: 1575, boulevard Chomedey
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H7V 2B2

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: PDQ26 et PDQ09

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405 Ave. Mountain Sights,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4P 2B1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Prévention CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Ch. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Office municipal d'habitation de Mtl
Précision: Valeria Taranto

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recherche / Évaluation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 15 Rue Saint-Antoine O bureau 202
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1H8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Femmes du Monde

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: CDC de CDN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CIUSSS CSMTL - équipe Connexion

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 8000 Notre-Dame St W
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H8R 1H2

Nom du partenaire: Congrégation religieuse
Précision: Pastorale sociale de CDN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6570 Ch. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2A7

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	24,00 $	40,00	11,50 $	32	1	31 088,00 $
Agent(e) de terrain / de milieu	15,00 $	40,00	11,50 $	20	4	48 920,00 $
Total						**80 008,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Programme d'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	48 920,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet
Chargé(e) de projet	31 088,00 $	0,00 $	0,00 $	**31 088,00 $**	31 088,00 $
Agent(e) de terrain / de milieu	0,00 $	0,00 $	48 920,00 $	**48 920,00 $**	48 920,00 $
Total	**31 088,00 $**	**0,00 $**	**48 920,00 $**	**80 008,00 $**	**80 008,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Programme d'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	48 920,00 $	
Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	250,00 $	0,00 $	0,00 $	**250,00 $**
Photocopies, publicité	1 500,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 500,00 $**
Déplacements	800,00 $	0,00 $	0,00 $	**800,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**3 550,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 550,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**4,13 %**			
Frais administratifs	**2 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 500,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**2,91 %**			
Total	**37 138,00 $**	**0,00 $**	**48 920,00**	**86 058,00**
Montants non dépensés	—	**0,00**	**0,00**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Si le projet reçoit une réponse favorable, nous allons demander un financement additionnel de la ville centre pour doubler les effectifs (un second salaire soutenu à compter du 1er juillet 2022) et de maintenir en poste les deux effectifs jusqu'au 31 mars 2023. De cette manière, nous serons en mesure de scinder les axes d'interventions en deux : 1- Sondage-recherche participative et 2- Rapport d'observation et d'événement.

À noter le lien important qui doit être mis en oeuvre entre les rapports d'observation et d'événements et l'équipe terrain de Prévention CDN-NDG.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Extrait de résolution Vivre CDN.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220412-082337.pdf

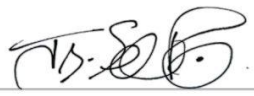
Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Jean-Sébastien Patrice** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Vivre Côte-des-Neiges** pour La cafétéria communautaire MultiCaf.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



12 avril 2022

Jean-Sébastien Patrice
Directeur(trice) général(e)

Date

L
1228159005

Initiale_____

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ
[Non applicable]

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228159005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine. Approuver les deux (2) projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228159005 - ACCSU CDN.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-28

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion en ressources financières
Tél : 514 872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD 1228159005

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 74 638 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du budget dédié à l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine. Approuver les deux (2) projets de convention à cet effet.

Imputation de la dépense

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	DA	Montant 2022
2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.05 2131.00000.00000	Af-Général-Ville de Montréal, Budget régulier, Sécurité urbaine-BF, Développement social, Contribution à d'autres organismes, Autres organismes, Général, ACCSU, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Général, Général	La Cafétéria communautaire MultiCaf	Vivre Côte-des-Neiges	725416	37,138.00 $
2101.0010000.101219.05803.61900.016491.0000.004408.05 2131.00000.00000	Af-Général-Ville de Montréal, Budget régulier, Sécurité urbaine-BF, Développement social, Contribution à d'autres organismes, Autres organismes, Général, ACCSU, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Général, Général	Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce	Intervenant cohabitation sociale	725427	37,500.00 $
Total					**74,638.00 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1221389002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ relatif à des frais de parc, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

D'accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 881,44 $ relatif à des frais, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté: 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:44

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1221389002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ relatif à des frais de parc, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire du terrain a soumis, en date du 19 mai 2021, un projet d'opération cadastrale (demande 3002893256) en vue d'identifier un emplacement avec bâtiment dessus érigé, sous deux (2) nouveaux numéros de lot en vue de dégager un terrain pour construction future.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Demande de permis de lotissement : 3002893256, déposée le 19 mai 2021;
Une demande de permis de transformation sera déposée afin de modifier le bâtiment existant;
Une demande de permis de construction sera déposée afin de construire un nouveau bâtiment sur l'assiette dégagée.

L'emplacement est situé sur le côté sud de la rue Mackenzie à l'ouest de la rue Légaré.
La superficie totale du terrain est de 785,9 mètres carrés. Le projet d'opération cadastrale consiste à remplacer le lot 2 648 823 par deux nouveaux lots. Le bâtiment portant les numéros civiques 3896 et 3896-A, rue Mackenzie, occupera le lot projeté 6 423 567. Le lot projeté 6 423 568 est l'assiette dégagée afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel futur.

Selon l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), le propriétaire doit, au choix de la Ville, s'engager à céder gratuitement une part du terrain faisant partie du site équivalente à 10 % de la superficie du site, ou verser à la Ville, une somme compensatoire équivalente à 10 % de la valeur du site.

Des frais de parcs sont imputables pour le lot projeté 6 423 568. Le lot projeté 6 423 567 est

exempté de frais de parcs par l'article 12 du Règlement 17-055, du fait que le bâtiment existant y est érigé.

La valeur du terrain a été établie à 412 000 $, par la firme Paris, Ladouceur et associés, dans son rapport d'évaluation portant le numéro 640000E-155, daté du 15 octobre 2021 et signé de monsieur Vincent Ladouceur, évaluateur agréé.

Le lot projeté 6 423 568, d'une superficie de 289,9 mètres carrés, représente 36.12 % du terrain qui fait 785,9 mètres carrés. La valeur du lot dégagé est de 36.12 % de 412 000 $, soit 148 814,40 $

Selon l'article 3 du Règlement 17-055, le propriétaire doit, au choix de la Ville, céder 10 % de la superficie du terrain visé par l'imputation des frais de parcs, soit 105,98 mètres carrés; ou verser une somme compensatoire équivalente à 10 % de la valeur du site, en proportion de la partie de terrain devant faire l'objet de frais de parcs, soit 14 881,44 $

JUSTIFICATION

Le versement d'une partie du terrain correspondant à 10 % de la superficie du lot constructible dégagé, représentant 28.3 mètres carrés, n'est pas justifié par sa localisation. Le propriétaire n'a fait aucune proposition de cession de terrain à des fins de parc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie du plan assujetti aux frais de parc: 283,9 mètres carrés;
Imputabilité 10 % : 28.3 mètres carrés;
Évaluation en proportion de la superficie du terrain dégagé en vue du développement futur : 148 814,40 $;
10 % de la valeur du site correspond à une somme de 14 881,44 $

Le propriétaire doit payer une somme de 14 881,44 $ comme paiement d'une somme compensatoire équivalent à 10 % de la valeur réelle du futur lo t: 6 423 568 du cadastre du Québec, préalablement à l'approbation du plan d'opération cadastrale.

Conditionnellement au paiement de cette somme par le propriétaire, l'arrondissement émettra le permis de lotissement. La somme reçue sera déposée telle qu'indiqué dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du conseil d'arrondissement acceptant la somme de 14 881,44 $

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable, l'endosseur ainsi que le signataire du présent projet de résolution attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit PELLETIER THIBAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Benoit PELLETIER THIBAULT, 24 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Steve DESJARDINS
Chef de division - permis et inspections

Tél : 514 872-6270
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-13

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1221389002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Objet :	Accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ relatif à des frais de parc, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

3896, rue Mackenzie 640000E-155.pdf

3002893256 plan parcellaire projet d'opération cadastrale.pdfVue du site.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

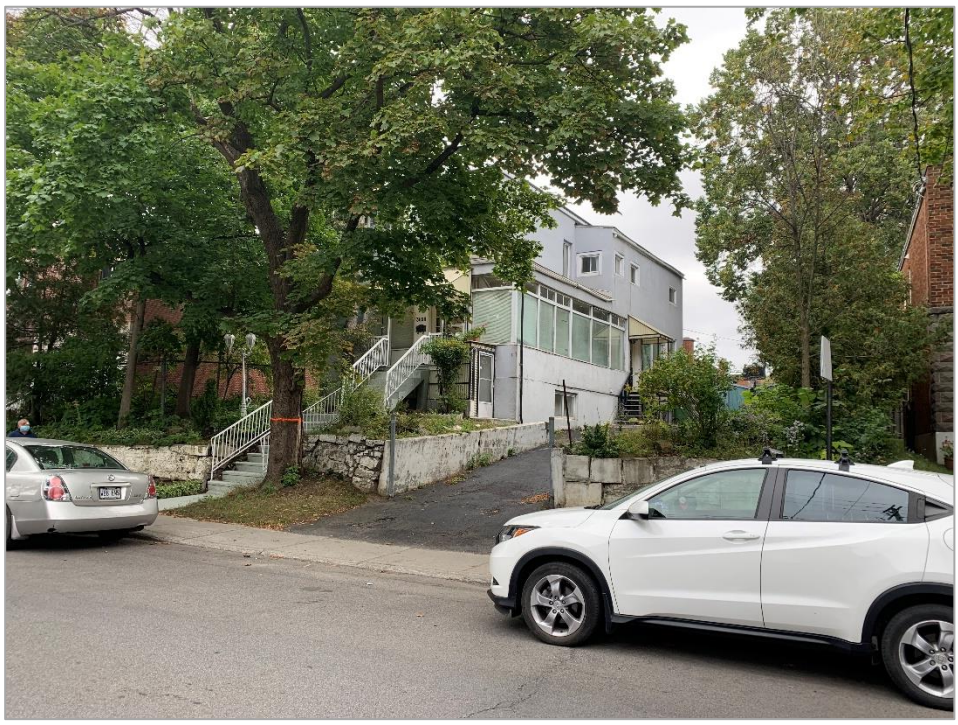
Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765

RAPPORT D'ÉVALUATION

Lot 2 648 823, du cadastre du Québec

3896, rue Mackenzie
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Montréal (Québec)

N/dossier 640000E-155



PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC.
ÉVALUATEURS IMMOBILIERS PROFESSIONNELS

Le 15 octobre 2021

Monsieur Steve Desjardins
Chef de division
Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie
Montréal (Québec) H3X 2H9

Objet	Rapport d'évaluation Estimation de la valeur marchande aux fins de contribution de frais de parc Lot 2 648 823 - Cadastre du Québec
Propriété sise au	3896, rue Mackenzie, arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec)
N/dossier	640000E-155

Monsieur,

Suite au mandat que vous nous avez confié, nous avons réalisé un rapport d'évaluation de la propriété citée en rubrique, dans le but d'estimer sa valeur marchande, aux fins de contribution de frais de parc, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les droits de propriété sont ceux de la pleine propriété.

Suite à l'analyse des faits mentionnés dans ce rapport, incluant les réserves et hypothèses de base et suivant l'application de la méthode de comparaison, nous sommes d'avis d'estimer la valeur marchande du terrain à l'étude, et ce, en date du 19 mai 2021, correspondant à la date de remise de l'ensemble des documents requis suite à une opération cadastrale visant la création des lots 6 423 567 et 6 423 568, dont seul le lot 6 423 568, fait l'objet de la présente demande de permis de lotissement # 3002893256, à :

QUATRE CENT DOUZE MILLE DOLLARS

412 000 $

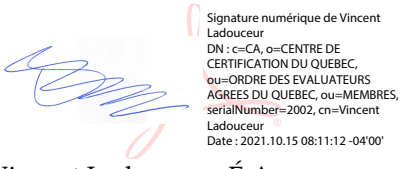
Finalement, la valeur, telle qu'estimée, prend pour hypothèse que le sol n'est pas contaminé. La présente analyse prend en considération que le terrain est vacant et ne tient pas compte de l'évaluation des bâtiments et/ou des améliorations au sol présents sur le lot, si applicable, ainsi que de leur coût de démolition si applicable.

Le présent rapport d'évaluation est conforme à la substance décrite à la *Règle 1.2 des Normes de pratique professionnelle* de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec ainsi que des normes de l'institut canadien des évaluateurs.

Nous espérons le tout conforme et à votre entière satisfaction, et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Jean-François Fredette
Technicien senior



Vincent Ladouceur, É.A.
Évaluateur agréé

JFF/VL/ac

p. j. Expertise

Table des matières

PAGE TITRE
LETTRE D'INTRODUCTION

TABLE DES MATIÈRES **4**
1 DONNÉES DESCRIPTIVES **6**
1.1 SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS 6
1.1.1 DESCRIPTION DU BIEN IMMOBILIER 6
1.2 DONNÉES GÉNÉRALES 7
1.2.1 BUT DU RAPPORT D'ÉVALUATION 7
1.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
1.2.3 DATE DE L'ÉVALUATION 7
1.2.4 DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS 7
1.2.5 HYPOTHÈSES GÉNÉRALES ET CONDITIONS LIMITATIVES 7
1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR 8
1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT 9
1.5 ZONAGE 12
1.6 INFRASTRUCTURES 14
1.7 PRINCIPE DE L'USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE 15
1.7.1 DÉFINITION ET CONCEPTS 15
1.8 DONNÉES MUNICIPALES 16
1.8.1 ANTÉCÉDENTS DE LA PROPRIÉTÉ (DERNIÈRE TRANSACTION) 16
2 ANALYSE **17**
2.1 MÉTHODE D'ÉVALUATION DE TERRAINS VAGUES 17
2.1.1 DÉFINITION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION 17
2.1.1.1 MÉTHODE DE COMPARAISON DIRECTE 17
2.1.1.2 MÉTHODE DE RÉPARTITION OU DE SOUSTRACTION 17
2.1.1.3 MÉTHODE DU REVENU RÉSIDUEL AU TERRAIN[1] 17
2.1.1.4 MÉTHODE DE LOTISSEMENT 18
2.1.2 MÉTHODE D'ÉVALUATION RETENUE 18
2.2 MÉTHODE DE COMPARAISON 19
2.2.1 INTRODUCTION 19
2.2.2 UNITÉ DE VOISINAGE 19
2.2.3 CRITÈRES DE RECHERCHE 19
2.2.4 TRANSACTIONS RELEVÉES 20
2.2.5 PLAN DES VENTES 21
2.2.6 AJUSTEMENTS 22
2.2.6.1 AJUSTEMENTS DE COÛT DE DÉMOLITION 22
2.2.6.2 AJUSTEMENT DE TEMPS 22
2.2.6.3 AJUSTEMENT DE SITUATION 23
2.2.6.4 AJUSTEMENT DE SUPERFICIE 23
2.2.6.5 AJUSTEMENT DE ZONAGE 23
2.2.6.6 AJUSTEMENT INFRASTRUCTURE 23
2.2.6.7 AJUSTEMENT FONDATION 23
2.2.6.8 SOMMAIRE DES AJUSTEMENTS 24
2.2.7 ANALYSE 25
3 CORRÉLATION ET CERTIFICATION **27**
3.1 CORRÉLATION 27
3.2 CERTIFICATION 28

Tableaux
Tableau 1 – Résumé des transactions retenues 20
Tableau 2 - Variation des prix moyens des propriétés dans les derniers trimestres 22
Tableau 3 - Résumé des ajustements apportés aux transactions retenues 24
Tableau 4 – Valeur de l'emplacement selon le paramètre du prix par mètre carré 26

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Figures

Figure 1 - Plan de localisation (source *Google maps*) 8
Figure 2- Plan du cadastre (source *registre foncier*) 10
Figure 3- Plan du cadastre (source *CPTAQ*) 10
Figure 4 – Extrait du plan d'implantation (source *François Houle, arpenteur*) 11
Figure 5 – Extrait du plan de zonage – Règlement d'urbanisme (source *Ville de Montréal*) 12
Figure 6 – Extrait du plan des usages prescrits – Règlement d'urbanisme (source *Ville de Montréal)* 13
Figure 7 – Plan des ventes et du sujet 21

Annexes

Annexe A – Réserves et hypothèses de base
Annexe B – Photographies du sujet
Annexe C – Tableau et fiches détaillées des ventes de terrains vacants
Annexe D – Qualifications professionnelles

1 Données descriptives

1.1 SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS

1.1.1 DESCRIPTION DU BIEN IMMOBILIER

MANDANT	Ville de Montréal Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
PROPRIÉTAIRE	Saddam Shahajahan et Parjana Jahan
BUT DU RAPPORT	Établissement de la valeur marchande aux fins de contribution de frais de parc, dans le cadre d'une opération cadastrale, applicable uniquement au lot projeté 6 423 568.
DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS	Pleine propriété
ADRESSE CIVIQUE	3896, rue Mackenzie Montréal (Québec)
TYPE DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉ	Terrain considéré comme vague
DÉSIGNATION CADASTRALE INITIALE ET SUPERFICIE	Lot 2 648 823, du cadastre du Québec Superficie de 792,8 mètres carrés (8 534 pieds carrés)
DÉSIGNATION CADASTRALE DES LOTS PROJETÉS ET SUPERFICIE	Lot 6 423 567 : Superficie de 502 mètres carrés (5 403 pieds carrés) Lot 6 423 568 : Superficie de 283,9 mètres carrés (3 056 pieds carrés)
ZONAGE	Zone 0135, autorisant un usage bifamilial
USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE	Résidentiel bifamilial
DATE DE L'ÉVALUATION	19 mai 2021 (correspondant à la date de remise des documents pour la demande de permis de lotissement)
DATE DE LA VISITE	29 septembre 2021
ESTIMATION DE LA VALEUR MARCHANDE	412 000 $

1.2 DONNÉES GÉNÉRALES

1.2.1 BUT DU RAPPORT D'ÉVALUATION

Le but du présent rapport d'évaluation est d'estimer la valeur marchande la plus probable de l'immeuble sujet, et ce, en relation avec l'utilisation optimale de l'emplacement.

L'Ordre des évaluateurs agréés du Québec définit la valeur marchande comme suit :

> *« C'est le prix sincère le plus probable, de la vente réelle ou présumée d'un immeuble, à une date donnée, sur un marché libre et ouvert à la concurrence et répondant aux conditions suivantes :*
>
> - *les parties sont bien informées ou bien avisées de l'état de l'immeuble, des conditions du marché et raisonnablement bien avisées de l'utilisation la plus probable de l'immeuble;*
> - *l'immeuble a été mis en vente pendant une période de temps suffisante, compte tenu de sa nature, de l'importance du prix et de la situation économique;*
> - *le paiement est exprimé en argent comptant (dollars canadiens) ou équivalent à de l'argent comptant;*
> - *le prix de vente doit faire abstraction de toute considération étrangère à l'immeuble lui-même et doit représenter la vraie considération épurée de l'impact des mesures incitatives, de conditions et de financement avantageux. »*

L'institut canadien des évaluateurs définit la valeur marchande comme suit :

> *« Le prix de vente le plus probable auquel un bien immobilier devrait être vendu, dans un marché concurrentiel et ouvert dans toutes les conditions requises pour une vente juste, l'acheteur et le vendeur agissant tous deux avec prudence et en connaissance de cause, et en présumant que le prix n'est pas modifié par une motivation indue. »*

1.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le présent rapport d'évaluation est préparé en considérant l'immeuble libre d'hypothèques. Ainsi, aucune incidence sur la valeur marchande (avantage ou désavantage financier) n'a été retenue en regard des hypothèques, soldes de prix de vente ou obligations affectant la propriété, si applicable.

1.2.3 DATE DE L'ÉVALUATION

Selon l'analyse complétée dans ce dossier, la date d'entrée en vigueur de notre évaluation est le 19 mai 2021, correspondant à la date de remise de l'ensemble des documents requis pour la demande de permis de lotissement, applicable au lot 6 423 568. Notez que la visite des lieux a été effectuée le 29 septembre 2021.

1.2.4 DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS

Les droits de propriété évalués sont les droits de pleine propriété normalement associés à la possession d'un immeuble, dans le contexte juridique de la province de Québec (l'usus, le fructus et l'abusus). Les droits évalués comprennent la propriété absolue, c'est-à-dire l'ensemble de tous les droits attribuables à un propriétaire foncier, sans restriction, sauf les servitudes réelles et les hypothèques, s'il y a lieu, mentionnées dans ce rapport. Les droits de propriété évalués dans ce rapport sont ceux de la pleine propriété.

1.2.5 HYPOTHÈSES GÉNÉRALES ET CONDITIONS LIMITATIVES

Cette évaluation est sujette aux réserves et hypothèses de base décrites à l'annexe A du présent rapport.

1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR

L'emplacement à l'étude est situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Il est localisé du côté est de l'autoroute Décarie (A15) et au sud de l'autoroute transcanadienne (A40). Précisément, le terrain sujet est situé en front à la rue Mackenzie entre les rues Lavoie et Légaré. Le quartier est connu sous le nom Glenmount, c'est un petit quartier résidentiel situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce à Montréal. Glenmount est bordé par la ville de Mont-Royal au nord, à l'est et à l'ouest, et par Côte-des-Neiges, marquée par le boulevard Jean-Talon et les voies ferrées du Canadien Pacifique au sud.

Nous notons que le site est situé sur un buton, mais que les propriétés limitrophes sont au niveau de la rue. D'ailleurs nous constatons l'existence d'un muret longeant la rue. Nous ne sommes toutefois pas en mesure d'émettre une opinion sur la présence de roc notamment à cet endroit, justifiant la topographie du site.

Le secteur, plutôt vieillissant, regroupe des propriétés résidentielles de type bifamilial. Nous retrouvons l'école Lucille-Teasdale, incluant un parc de soccer, pratiquement adossé à la propriété, et le centre commercial de quartier, Plaza Côte-des-Neiges. La station de métro la plus proche est à 10 minutes de marche.

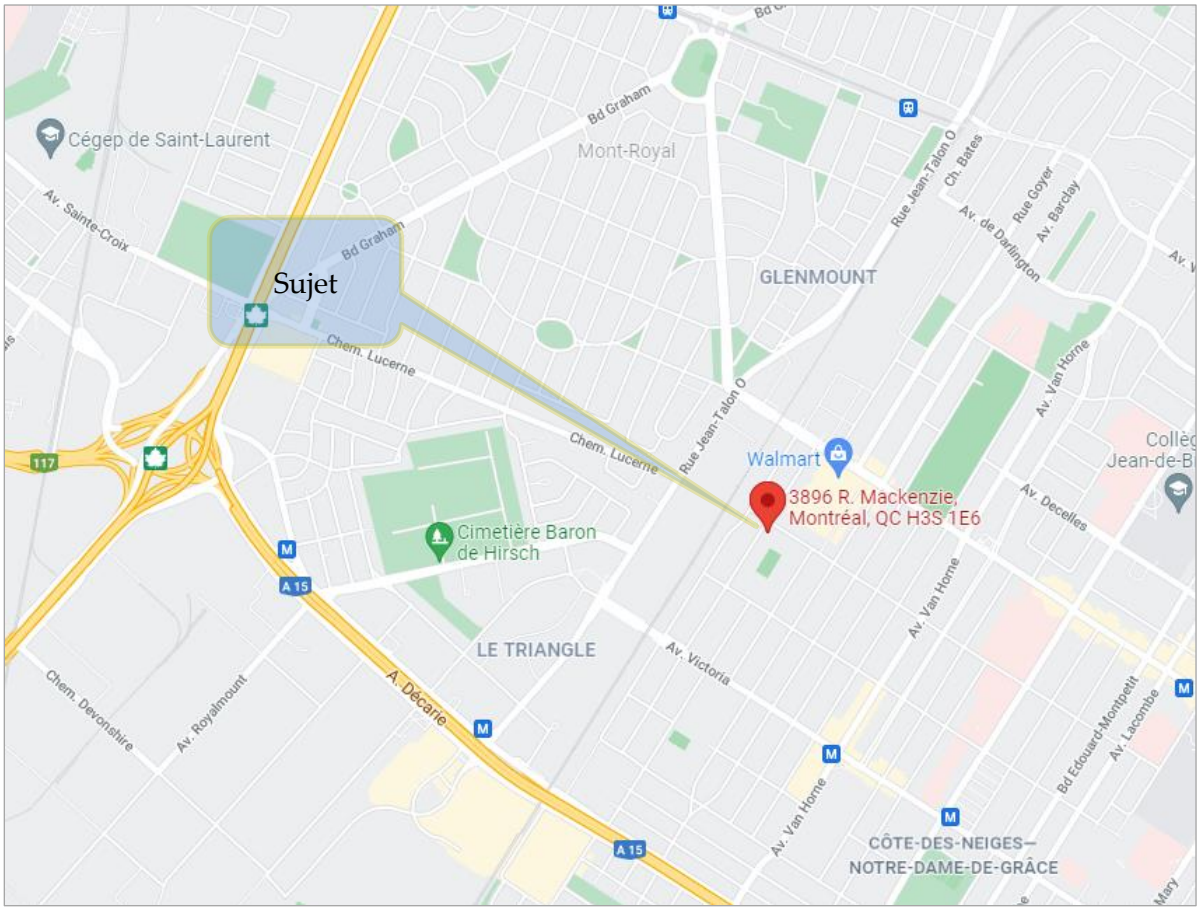


Figure 1 - Plan de localisation (source *Google maps*)

1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT

TYPE DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉ	Terrain considéré comme vague	
ADRESSE CIVIQUE	3896 rue Mackenzie, arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec)	
DÉSIGNATION CADASTRALE ET SUPERFICIE	Lot 2 648 823	792,8 mètres carrés (8 534 pieds carrés)
FAÇADE		22,86 mètres (75 pieds)
PROFONDEUR		34,74 mètres (114 pieds)
FORME DE L'EMPLACEMENT	Régulier	
TOPOGRAPHIE	Plane	
AMÉNAGEMENT AU SOL	Non considéré	
CONDITION DU SOL	Aucun rapport environnemental n'était disponible en date de la présente. Notre analyse prend pour hypothèse que l'emplacement n'est pas contaminé au-delà des critères permis selon l'usage le meilleur et le plus profitable retenu à l'intérieur de la présente expertise et que la condition du sol est conforme aux normes du MELCC. Tout élément contraire aurait une influence sur la valeur comme exprimée dans le présent document.	
SERVITUDES	Selon nos recherches, le terrain à l'étude n'est affecté d'aucune servitude. Toute présence de servitude pourrait affecter le potentiel de développement de l'emplacement et pourrait exercer une influence sur la valeur comme exprimée dans le présent document.	

1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT (suite)

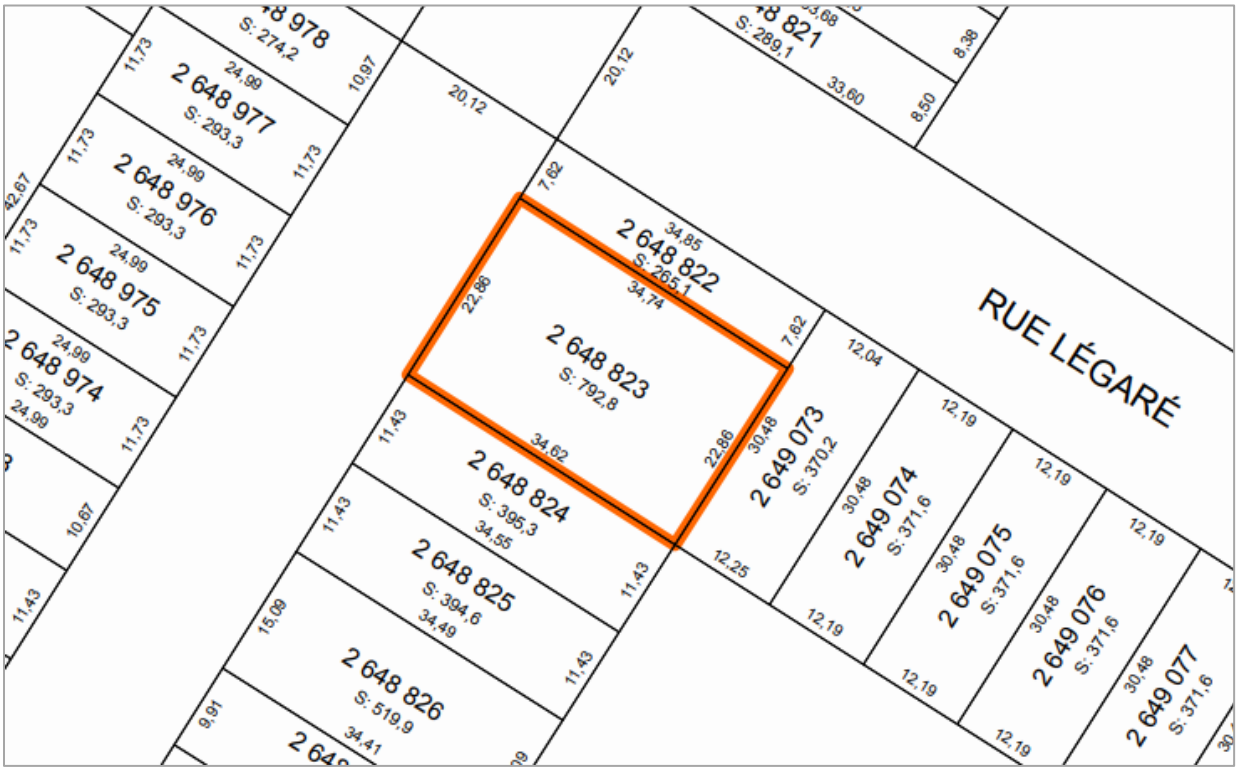


Figure 2- Plan du cadastre (source *registre foncier*)

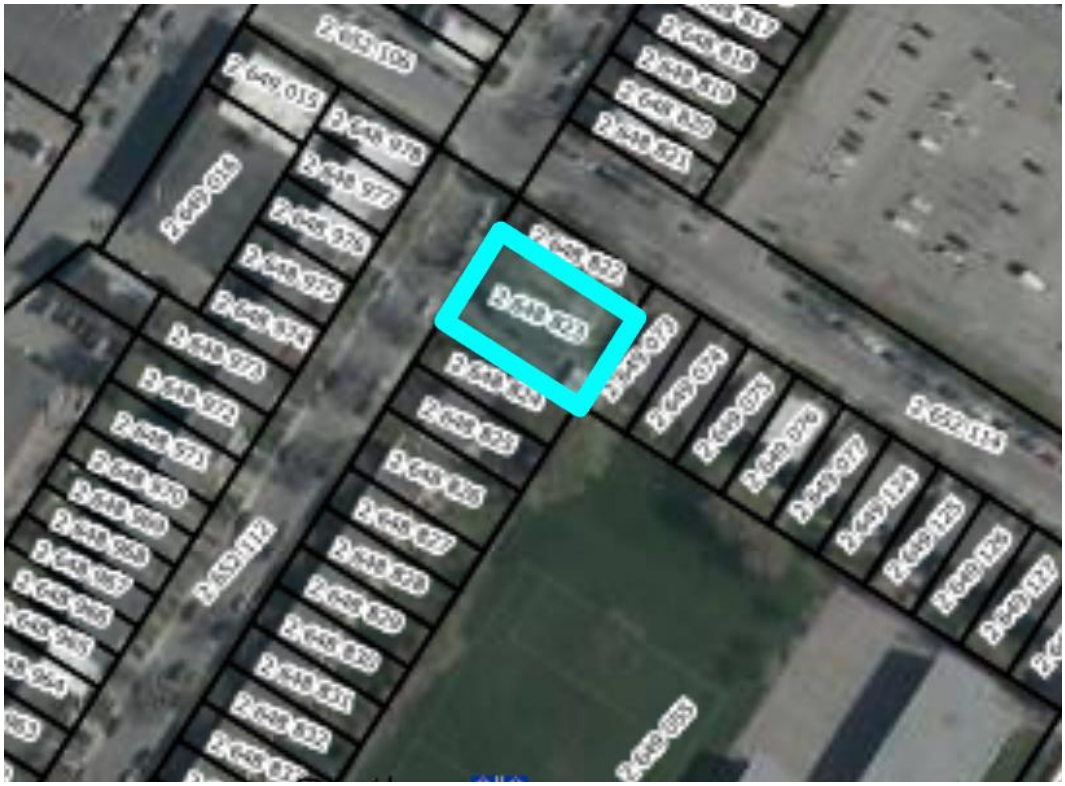


Figure 3- Plan du cadastre (source *CPTAQ*)

1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT (suite)

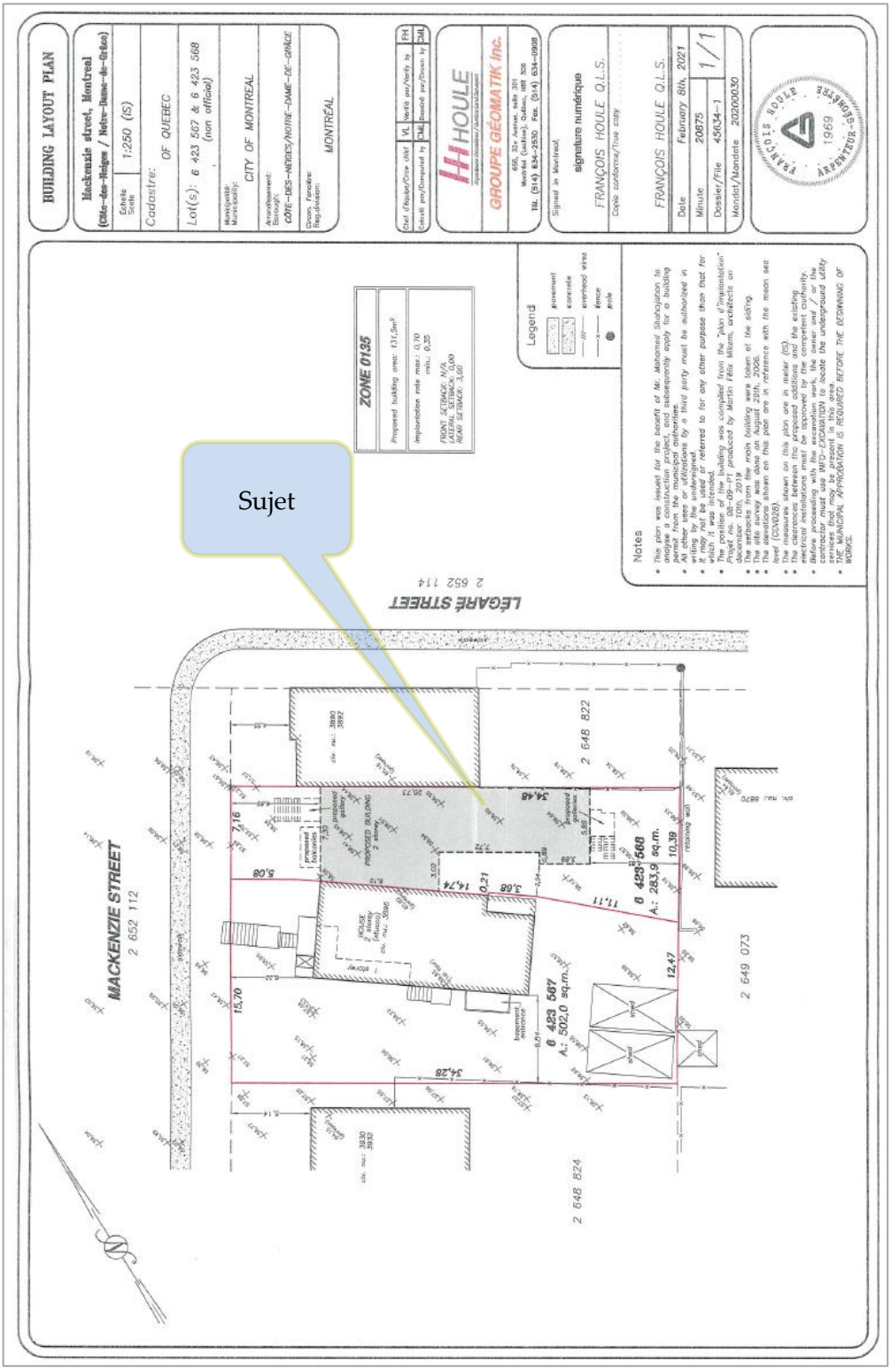


Figure 4 – Extrait du plan d'implantation (source *François Houle, arpenteur*)

**À noter que ce plan est à titre indicatif seulement et qu'il ne représente pas les dimensions exactes du terrain à l'étude.*

1.5 ZONAGE

Selon les informations tirées de la Codification administrative du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, le lot à l'étude est situé dans la zone 0135, permettant des usages de type bifamilial.

Résumé des usages autorisés

H.2 Habitation de 2 logements

HAUTEUR AUTORISÉE	Maximum 9 mètres Minimum 2 étages et maximum 2 étages
TAUX D'IMPLANTATION	Minimale 35 % Maximale 70 %
PROJET PROPOSÉ	Bâtiment contigu de 2 étages qui offrira 2 logements

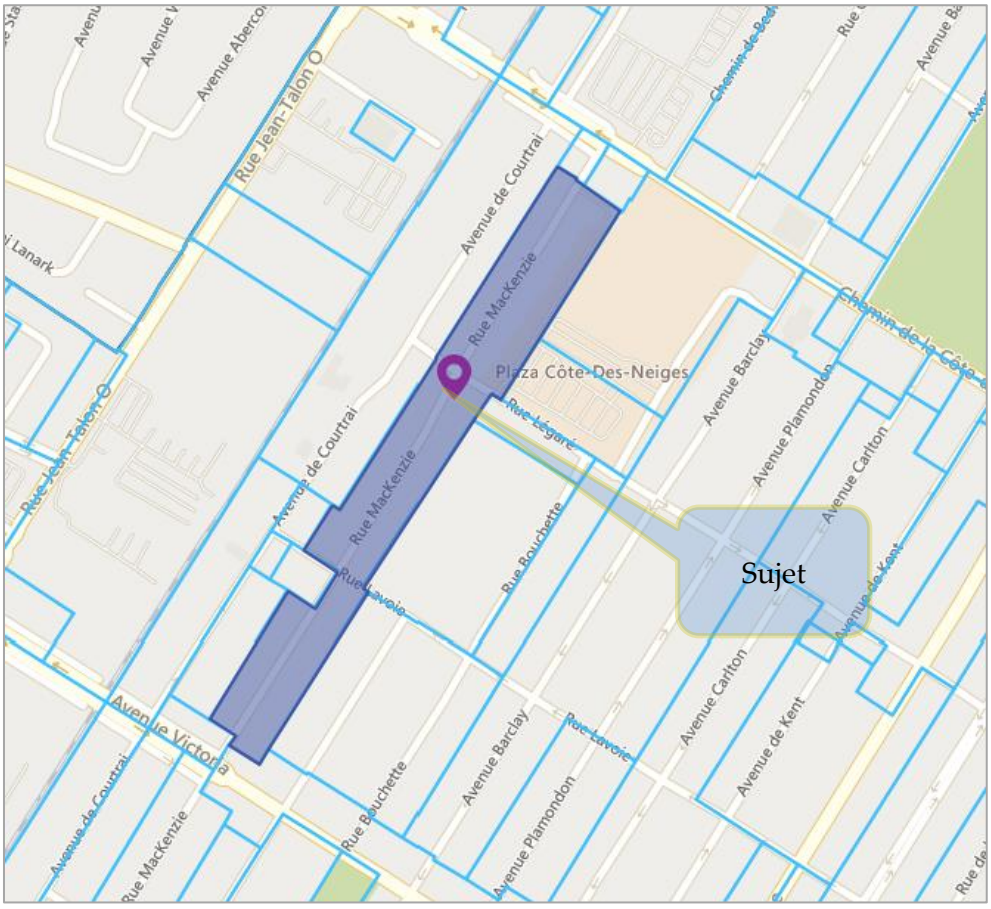


Figure 5 – Extrait du plan de zonage – Règlement d'urbanisme (source *Ville de Montréal*)

1.5 ZONAGE (suite)

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) Zone

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications **0135**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.
2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
5. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone éloignée d'un équipement de transport collectif structurant.

Modifications incluses dans la présente codification : RCA18 17297, a. 184, 06-07-2018; RCA20 17336, a. 78, 16-02-2021.

À jour au 2021-02-16 - MISE EN GARDE

Cette fiche a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude de l'information. Pour toutes fins légales, le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.

1/1

Figure 6 – Extrait du plan des usages prescrits – Règlement d'urbanisme (source *Ville de Montréal)*

1.6 INFRASTRUCTURES

Tous les services municipaux usuels sont disponibles à proximité du sujet. Ainsi, nous posons comme hypothèse qu'aucune contrainte particulière pour le branchement des services n'affecte le terrain à l'étude, advenant une problématique, les coûts qui en seraient reliés devront être déduits de notre valeur.

1.7 PRINCIPE DE L'USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE

1.7.1 DÉFINITION ET CONCEPTS

Le principe de l'usage le meilleur et le plus profitable est fondamental au concept de la valeur d'un bien immobilier. On le définit comme étant l'usage qui semble le plus apte à produire le meilleur rendement d'un immeuble pendant une période donnée. L'usage dit le meilleur et le plus profitable doit être celui qui est raisonnable, probable et réalisable à court ou moyen terme, sans être spéculatif ou de conjecture. Cet usage peut ou non correspondre à l'usage actuel de l'emplacement ou du bâtiment dessus érigé.

L'évaluateur doit évaluer le terrain comme s'il était vague et raisonnablement prêt à être aménagé à son usage le meilleur et le plus profitable. L'évaluateur doit démontrer que l'usage le meilleur répond aux conditions suivantes :

- Il s'agit d'un usage possible sur le plan physique
- Il doit être permis par les règlements et par la loi
- Il doit être financièrement possible
- Il doit pouvoir se concrétiser à court terme
- Il doit être relié aux probabilités de réalisation plutôt qu'aux simples possibilités
- Il doit exister une demande pour le bien évalué à son meilleur usage
- Enfin, l'usage le meilleur doit être le plus profitable

À la suite de l'opération cadastrale, visant le lot 2 648 823, **l'objet de l'évaluation fait référence au lot 6 423 568, du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce de la ville de Montréal**. La nouvelle subdivision possède une superficie de 283,9 mètres carrés (3 056 pieds carrés). Le terrain est situé dans la zone 0135 permettant un usage bifamilial.

Considérant le zonage en vigueur, la nature de la demande et l'environnement du terrain à l'étude, nous sommes d'avis que l'usage le meilleur et le plus profitable est à des fins résidentielles bifamiliales.

USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE

RÉSIDENTIEL BIFAMILIAL

1.8 DONNÉES MUNICIPALES

MATRICULE	9340-81-1032-3-000-0000
LOT	2 648 823, cadastre du Québec
PROPRIÉTAIRE FONCIER	Saddam Shahajahan et Parjana Jahan
RÔLE TRIENNAL	2020-2021-2022
PROPORTION MÉDIANE	100 %

ÉVALUATION MUNICIPALE (2021)

Terrain	484 500 $	(611,13 $/m²)
Bâtisse	232 700 $	
Total	717 200 $	

TAXES FONCIÈRES

Taxes municipales (2021)	5 373,70 $
Taxe scolaire (2021-2022)	691,14 $
Total - Taxes foncières	6 064,84 $

1.8.1 ANTÉCÉDENTS DE LA PROPRIÉTÉ (DERNIÈRE TRANSACTION)

VENDEUR	Mohamed Shahajahan et Jahanna Begum
ACHETEUR	Saddam Shahajahan et Parjana Jahan
DATE DE VENTE	9 octobre 2014
PRIX DE VENTE	590 000 $
LOT	2 648 823, cadastre du Québec
NUMÉRO D'ENREGISTREMENT	21 105 787
REMARQUES	Vente construite entre parties liées.

2 Analyse

2.1 MÉTHODE D'ÉVALUATION DE TERRAINS VAGUES

2.1.1 DÉFINITION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.1.1.1 MÉTHODE DE COMPARAISON DIRECTE

La méthode de comparaison vise essentiellement à estimer le prix de vente le plus probable d'un immeuble, par la comparaison et l'analyse de transactions immobilières impliquant des propriétés semblables à l'immeuble à évaluer. Cette méthode repose sur le principe de substitution, qui veut qu'un acheteur avisé ne paie pas plus pour un immeuble, qu'il ne paierait pour un autre immeuble offrant les mêmes caractéristiques. Cette méthode repose également sur le principe fondamental en évaluation immobilière, soit celui de l'offre et de la demande.

La méthode de comparaison directe repose sur l'analyse du comportement du marché de terrains vagues. Cette méthode, bien que d'application généralement assez simple, doit toutefois faire l'objet de discernement à l'égard de la localisation, la superficie, la forme, la topographie, la date de la transaction, le zonage, en fonction de son utilisation potentielle, ainsi que les services disponibles des terrains vagues retenus aux fins de comparaison, face à l'emplacement à évaluer.

2.1.1.2 MÉTHODE DE RÉPARTITION OU DE SOUSTRACTION[1]

À l'aide de l'analyse des ventes de terrains bâtis, on répartit le prix de vente entre terrains et constructions.

La méthode de répartition étudie la valeur du terrain et la valeur totale de l'immeuble afin de dégager, le cas échéant, un rapport caractéristique découlant de cette répartition et on appliquera cette relation type, exprimée en pourcentage, au bien immobilier faisant l'objet de l'expertise. Cette méthode repose sur le principe de l'équilibre et sur le principe de contribution.

La méthode de soustraction consiste à distraire du prix de vente récent d'un immeuble la valeur des bâtiments et des améliorations et à affecter le reste du prix de vente au terrain.

2.1.1.3 MÉTHODE DU REVENU RÉSIDUEL AU TERRAIN[1]

La méthode d'évaluation par le revenu résiduel a pour fondement la notion de potentiel de constructibilité de sol en relation avec ce qui est, ou peut être autorisée en vertu de la réglementation d'urbanisme en vigueur. Elle consiste à rechercher la part représentée par le prix de revient du terrain dans le prix de vente de l'immeuble, plus précisément la dépense qui peut être supportée à ce titre, pour que l'opération de construction puisse être commercialisée dans de bonnes conditions.

Ceci implique une propriété à revenus. Du revenu net total généré, on déduit la part attribuable au bâtiment et aux améliorations au sol, le reste étant attribué au terrain. La portion attribuable au terrain est ensuite actualisée selon un taux de rendement exigé par les investisseurs.

[1] DESJARDINS Jean-Guy, *Traité de l'évaluation foncière*, Wilson & Lafleur ltée, Montréal, 1992.

2.1.1.4 MÉTHODE DE LOTISSEMENT

La méthode de lotissement consiste à prévoir un lotissement hypothétique d'un terrain non subdivisé, dans la mesure où un tel lotissement correspond à son usage le meilleur et le plus profitable. La valeur du terrain correspond à la sommation des prix de vente potentiels des terrains lotis, moins les coûts nécessaires au lotissement, à savoir : le coût des rues et des services publics, les frais d'ingénieur et d'arpenteur, la publicité (commission sur la vente des lots), et les honoraires et débours du notaire et autres professionnels. Il faut également déduire les frais suivants : taxes foncières, impôts, frais d'expertise, intérêts des capitaux investis, frais d'administration et bénéfice du promoteur. Tout dépendants de la durée de mise en marché d'un tel lotissement, les flux monétaires devront être actualisés afin de prendre en considération le facteur temps.

2.1.2 MÉTHODE D'ÉVALUATION RETENUE

Vous trouverez dans le contenu du présent rapport l'application de la méthode suivante :

- Méthode de comparaison

Considérant que des ventes de terrains vacants ont pu être répertoriées, seule la méthode de comparaison a été élaborée dans le présent rapport. Celle-ci représente la méthode par excellence pour déterminer la valeur d'un terrain, lorsque les données disponibles sont en quantité suffisante, tout en offrant un bon degré de comparabilité.

Ainsi, aux fins de ce rapport, nous jugeons que les méthodes de répartition (soustraction), du revenu résiduel et de lotissement ne sont pas pertinentes.

2.2 MÉTHODE DE COMPARAISON

2.2.1 INTRODUCTION

La méthode de comparaison vise essentiellement à estimer le prix de vente le plus probable d'un immeuble, par la comparaison et l'analyse de transactions immobilières, impliquant des propriétés semblables à l'immeuble à évaluer. Cette méthode repose sur le principe de substitution qui veut qu'un acheteur avisé ne paie pas plus pour un immeuble, qu'il ne paierait pour un autre immeuble offrant les mêmes caractéristiques. La méthode de comparaison repose également sur le principe fondamental en évaluation immobilière, soit celui de l'offre et de la demande.

2.2.2 UNITÉ DE VOISINAGE

Aux fins de la présente évaluation et afin de bien cerner la valeur de l'emplacement à l'étude, nous avons concentré nos recherches dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

2.2.3 CRITÈRES DE RECHERCHE

Pour l'élaboration de la méthode de comparaison, nous avons consulté trois bases de données, soit *JLR*, *CollPlan* et *Matrix* (supportée par la *Chambre immobilière du Grand Montréal*). Une première sélection a été effectuée, afin de retenir les cinq ventes les plus représentatives, basée sur les critères suivants :

- Terrain vacant localisé à l'intérieur de l'unité de voisinage précédemment définie
- Terrain vacant desservi par les infrastructures municipales
- Terrain voué à un usage résidentiel
- Transaction excluant les corps publics
- Transaction n'impliquant pas de liens entre les parties
- Vente transigée au prix supérieur à 1,00 $
- Terrain offrant les caractéristiques (localisation, dimension et zonage) les plus similaires au sujet
- Date de marché entre septembre 2016 et la date d'évaluation, soit le 19 mai 2021.

Les terrains comparables retenus ont été visités, afin d'apprécier leurs caractéristiques physiques et leur environnement. Nous avons également vérifié leur zonage en date de la vente. Les actes de vente des transactions comparables ont fait l'objet d'un examen minutieux.

2.2.4 TRANSACTIONS RELEVÉES

Les cinq ventes retenues impliquent des superficies de terrains variant entre 282,7 et 896,4 mètres carrés. Les taux unitaires observés oscillent entre 848,96 $ et 2 342,70 $ le mètre carré. Vous trouverez, ci-dessous, un tableau résumant les principales caractéristiques des transactions retenues, ainsi qu'un plan des ventes les localisant. Nous joignons, à l'annexe C, un tableau plus détaillé ainsi qu'une fiche descriptive pour chacune des ventes comparables retenues.

Tableau 1 – Résumé des transactions retenues

No	No de publication	Date de vente	Vendeur	Acheteur	No de lot(s)	Rue	Prix de vente	Superficie (m^2)	Taux ($/$m^2$)
1	22 624 483	2016-09-21	Victor Edward Erb	Boris Daych et David Daych	3 322 833	Walkley, Avenue	600 000 $	442,5	1 355,93 $
2	23 050 438	2017-05-04	L'Église Évangeliste Coréenne de Montréal (Seung Hoon Lee et Kun Soon Chang)	Condos Knightsbridge inc (Charles-Antoine Gosselin)	4 139 504	Prud'homme, Avenue	660 000 $	447,8	1 473,87 $
3	23 573 690	2017-12-19	Maureen Skopczynski	Samuel Brand, Sacha Brand et Sharon Brand	2 087 933	Clanranald, Avenue	500 000 $	445,9	1 121,33 $
4	24 398 180	2019-02-01	9078-3119 Québec inc. (Richard Dufour)	Amalia Dana Dinut et Razvan Victor Tonea	4 682 120	Isabella, Avenue	240 000 $	282,7	848,96 $
5	25 792 896	2020-10-26	Le Jockey S.E.C. (Simon Gervais-Boyer)	A7 Immobilier S.E.C. (Guy Gionet)	6 254 588 ; 6 254 589 ; 6 254 590	Mountain Sights, Avenue	2 100 000 $	896,4	2 342,70 $

2.2.5 PLAN DES VENTES

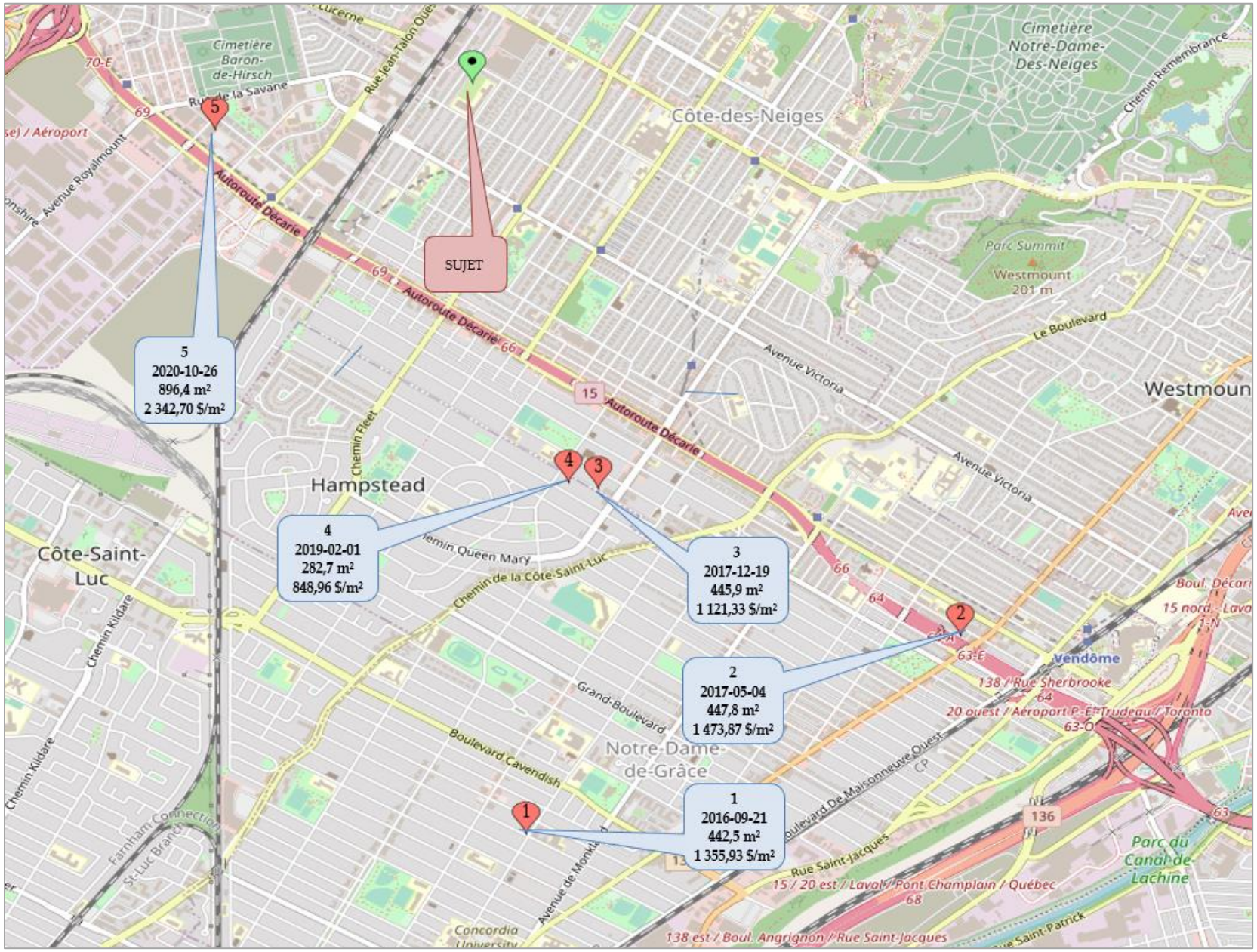


Figure 7 – Plan des ventes et du sujet

2.2.6 AJUSTEMENTS

2.2.6.1 AJUSTEMENTS DE COÛT DE DÉMOLITION

Certaines des transactions retenues aux fins de la présente analyse feront l'objet d'un premier ajustement, afin de tenir compte des coûts relatifs à la démolition des constructions présentes sur le terrain, lors de l'acquisition. Ainsi, un ou des bâtiments présents sur les terrains des ventes 1 et 3 ont ou devront être démolis aux fins de redéveloppement. Pour l'estimation des coûts de démolition, nous avons estimé la superficie du ou des bâtiments, en place lors de l'acquisition, et nous sommes référés au répertoire de coût *Marshall & Swift Valuation Service*, publié par *CoreLogic*, pour l'estimation du coût de démolition.

2.2.6.2 AJUSTEMENT DE TEMPS

Afin d'ajuster les ventes comparables relevées en fonction du temps écoulé entre leur date de transaction et la date d'évaluation retenue de la propriété à l'étude, nous nous sommes référés, dans un premier temps, à l'indice des prix à la consommation (IPC) disponible via la *Banque du Canada*. Le taux annuel moyen d'inflation entre septembre 2016 et mai 2021 est de 2,24 %. Nous sommes d'avis que le taux d'inflation représente un indice minimum de l'augmentation de la valeur des terrains à Montréal, compte tenu de l'offre réduite et de la forte demande.

Considérant l'absence de données de marché qui nous auraient permis de dégager des indices d'augmentation de valeur dans le temps, dans un deuxième temps, nous nous sommes référés à l'analyse du marché résidentiel de la *Chambre immobilière du Grand Montréal*, pour tenter de dégager des indices d'augmentation de valeur. Voici un tableau résumant les variations des prix de vente moyens sur le marché unifamilial, multifamilial et des copropriétés entre 2016 et 2021.

Tableau 2 - Variation des prix moyens des propriétés dans les derniers trimestres

Année	Secteur 7: Notre-Dame-de Grâce / Montréal Ouest					
	Unifamiliale		Multifamiliale		Copropriété	
	Variation		Variation		Variation	
	12 mois	5 ans	12 mois	5 ans	12 mois	5 ans
2e trimestre 2016	-2%	73%	8%	36%	5%	43%
2e trimestre 2018	15%		4%		0%	
2e trimestre 2019	10%		2%		13%	
2e trimestre 2020	8%		11%		12%	
2e trimestre 2021	14%		15%		8%	

En fonction des différents indices d'augmentation obtenus, nous retenons un taux d'augmentation annuel composé de 9 %, afin d'ajuster les ventes comparables retenues dans le temps.

2.2.6.3 AJUSTEMENT DE SITUATION

La situation est le facteur qui influe le plus sur la valeur des emplacements offrant un potentiel de développement équivalent. Ainsi, des terrains offrant des perspectives de développement équivalentes dans un même quartier peuvent avoir des valeurs bien différentes, en fonction de leur localisation respective.

Les ventes comparables retenues ont été sélectionnées en fonction de leur degré de comparabilité et représentent donc les ventes qui offrent les emplacements offrant les localisations les plus similaires.

Rappelons que l'emplacement à l'étude est situé en front sur la rue Mackenzie, sur une artère résidentielle achalandée, d'ailleurs, nous y retrouvons plusieurs dos d'âne, afin de ralentir la circulation, et pratiquement adossé à un parc de soccer.

Conséquemment, nous effectuons un ajustement négatif de 10 % attribuable aux transactions 1 à 3, et un ajustement de 15 % pour la transaction 5, située dans le secteur le Triangle. Finalement, puisque la vente 4 se situe aussi sur une artère achalandée menant à l'autoroute Décarie, nous effectuons uniquement un ajustement négatif de seulement 5 % pour tenir compte de la présence du parc à proximité du sujet.

2.2.6.4 AJUSTEMENT DE SUPERFICIE

On observe généralement des variations dans les taux unitaires de vente, lorsque les superficies de terrains varient significativement. Un ajustement de 5 % par tranche de 200 mètres carrés de différence avec le sujet a été appliqué à l'ensemble des ventes retenues.

2.2.6.5 AJUSTEMENT DE ZONAGE

Rappelons que le zonage sur le terrain à l'étude offre la possibilité d'y construire un immeuble de deux étages occupant maximum 70 % de la superficie de l'emplacement. Reconnaissant que l'implantation, la densité et les utilisations permises par le zonage affectant un terrain sont des facteurs pouvant influencer significativement la valeur d'un emplacement, nous effectuons un ajustement aux transactions 1, 2 et 5 à concurrence de 15 % par étage d'écart. Nous additionnons un ajustement de 5 % affectant la vente 5, puisque l'implantation autorise un bâtiment occupant 85 % de la superficie de l'emplacement, tandis que notre sujet est limité à 70 %.

2.2.6.6 AJUSTEMENT INFRASTRUCTURE

Nous remarquons que les services sont disponibles à proximité du site faisant l'objet de la vente 4, mais ceux-ci devront parcourir une distance d'environ 33 mètres à partir du coin de l'avenue Clanranald, nous estimons le coût linéaire à 800 $ le mètre, donc pour un total de 26 400 $, à ajouter au prix de vente, étant donné que l'emplacement à l'étude est totalement desservi.

2.2.6.7 AJUSTEMENT FONDATION

Nous constatons que le site de la vente 5 profite d'une fondation respectant l'éventuelle construction d'un immeuble similaire sur chacun des trois lots qui composent cette transaction, conséquemment, nous sommes d'avis de considérer une somme de 100 000 $ à soustraire du prix de la transaction, représentant ainsi 5 % du prix de vente.

2.2.6.8 SOMMAIRE DES AJUSTEMENTS

Vous trouverez ci-dessous un tableau résumant les ventes retenues avec les ajustements apportés.

Tableau 3 - Résumé des ajustements apportés aux transactions retenues

No	No de publication	Date de vente	No de lot(s)	Rue	Prix de vente	Superficie (m^2)	Taux ($/$m^2$)	Prix de vente après démolition	Ajust. temps (%)	Prix de vente après démolition et temps	Taux ajusté démolition / temps ($/$m^2$)	Ajustements				Taux ajusté ($/$m^2$)
												Situation (%)	Superficie (%)	Zonage (%)	*infrastructure / fondation* (%)	
1	22 624 483	2016-09-21	3 322 833	Walkley, Avenue	600 000 $	442,5	1 355,93 $	615 000 $	49,4%	918 952 $	2 077 $	0,90	1,06	0,70	1,00	1 388,15 $
2	23 050 438	2017-05-04	4 139 504	Prud'homme, Avenue	660 000 $	447,8	1 473,87 $	660 000 $	41,7%	935 170 $	2 088 $	0,90	1,06	0,70	1,00	1 397,67 $
3	23 573 690	2017-12-19	2 087 933	Clanranald, Avenue	500 000 $	445,9	1 121,33 $	515 000 $	34,2%	691 310 $	1 550 $	0,90	1,06	1,00	1,00	1 481,63 $
4	24 398 180	2019-02-01	4 682 120	Isabella, Avenue	240 000 $	282,7	848,96 $	240 000 $	21,9%	292 508 $	1 035 $	0,95	1,02	1,00	*1,10*	1 104,02 $
5	25 792 896	2020-10-26	6 254 588 ; 6 254 589 ; 6 254 590	Mountain Sights, Avenue	2 100 000 $	896,4	2 342,70 $	2 100 000 $	5,0%	2 204 142 $	2 459 $	0,85	1,17	0,65	0,95	1 515,78 $

2.2.7 ANALYSE

À la suite des ajustements apportés aux ventes comparables retenues, nous obtenons des taux variants entre 1 104,02 $ et 1 515,78 $ le mètre carré (pour un taux moyen de 1 377,45 $ le mètre carré et un taux médian de 1 397,67 $ le mètre carré).

La **transaction 1** nous indique un taux ajusté de **1 388,15 $ le mètre carré.** Ce lot se situe dans un secteur légèrement plus paisible, et offre de meilleures opportunités d'affaires, justifiant les ajustements. Cette vente est **retenue** aux fins de notre conclusion de valeur puisqu'elle est jugée représentative à la suite de nos ajustements.

La **transaction 2** nous indique un taux ajusté de **1 397,67 $ le mètre carré.** Ce lot se situe dans un secteur légèrement plus paisible, et offre de meilleures opportunités d'affaires, justifiant les ajustements. Cette vente est **retenue** aux fins de notre conclusion de valeur puisqu'elle est jugée représentative à la suite de nos ajustements.

La **transaction 3** nous indique un taux ajusté de **1 481,63 $ le mètre carré.** Ce lot se situe dans un secteur légèrement plus paisible, et offre les mêmes opportunités d'affaires, nécessitant peu d'ajustements. Cette vente est **retenue** aux fins de notre conclusion de valeur puisqu'elle est jugée représentative à la suite de nos ajustements.

La **transaction 4** nous indique un taux ajusté de **1 104,02 $ le mètre carré**. Ce lot se situe dans un secteur et zonage suffisamment similaires, mais en raison de l'ajustement causé par l'absence des infrastructures desservant l'emplacement, nous sommes d'avis de ne pas retenir cette transaction. Cette vente est **rejetée** aux fins de notre conclusion de valeur puisqu'elle est jugée représentative à la suite de nos ajustements.

La **transaction 5** nous indique un taux ajusté de **1 515,78 $ le mètre carré.** Rappelons que cette transaction est composée de trois lots distincts d'une superficie équivalente à celle du sujet, de plus, il s'agit de notre vente la plus récente de notre échantillonnage. Toutefois, le zonage est davantage permissif, puisqu'il autorise la construction sur quatre étages et une implantation au sol de 85 %, opportunités bien supérieures aux possibilités de notre site à l'étude. Cette vente est **retenue** aux fins de notre conclusion de valeur puisqu'elle est jugée représentative à la suite de nos ajustements, mais représente sans aucun doute l'échelle supérieure.

2.2.7 ANALYSE (suite)

Basés sur l'ensemble de nos ventes, à l'exception de la vente 4, nous obtenons un taux moyen de 1 445,81 $ le mètre carré et un taux médian de 1 439,65 $ le mètre carré, conséquemment, nous sommes d'avis de retenir un taux de **1 450 $ le mètre carré (135 $ le pied carré),** et ce, pour un emplacement concernant la nouvelle subdivision 6 423 568, voué à la construction d'un immeuble comportant deux logements et desservi par les services municipaux, sur la rue Mackenzie, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce de la ville de Montréal, en date du 19 mai 2021 **.**

Tableau 4 – Valeur de l'emplacement selon le paramètre du prix par mètre carré.

Valeur de l'emplacement à l'étude selon l'indice du prix de vente par mètre carré		
	m^2	**pi^2**
Superficie du terrain à l'étude	283,9	3 055,9
Taux unitaire retenu	1 450,00 $	134,71 $
Valeur de l'emplacement à l'étude	411 655 $	
Valeur de l'emplacement à l'étude (arrondie)	**412 000 $**	

.

3 Corrélation et certification

3.1 CORRÉLATION

Suite au mandat que vous nous avez confié, nous avons réalisé un rapport d'évaluation de la propriété citée en rubrique, dans le but d'estimer la valeur marchande, aux fins de contribution de frais de parc, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les droits de propriété sont ceux de la pleine propriété.

Aux fins du présent rapport, seule la méthode de comparaison a été élaborée. De ce fait, nous retenons la valeur obtenue par cette approche comme étant représentative de la valeur marchande du terrain à l'étude.

VALEUR SELON LA MÉTHODE DE COMPARAISON

QUATRE CENT DOUZE MILLE DOLLARS

412 000 $

3.2 CERTIFICATION

Nous certifions :

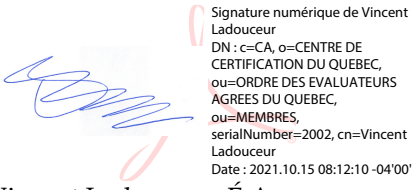
- Que la visite de la propriété à l'étude et l'analyse des conditions du marché dans le voisinage du sujet ont été effectuées par Jean-François Fredette, technicien.
- Avoir recherché, au meilleur de nos capacités, les informations contenues dans ce rapport;
- N'avoir aucun intérêt, présent ou futur, dans cette propriété;
- N'avoir omis ou négligé volontairement aucun fait important en relation avec cette évaluation;
- Avoir effectué cette évaluation suivant les règles du code d'éthique professionnel de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec.

Nous, soussignés, Jean-François Fredette, technicien senior, et Vincent Ladouceur, É.A., certifions qu'au meilleur de notre connaissance, les informations contenues dans le présent rapport et les opinions qui en découlent sont exactes, compte tenu des réserves qui y sont énoncées.

PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC.



Jean-François Fredette,
Technicien senior



Vincent Ladouceur, É.A.,
Évaluateur agréé réviseur

Réserves et hypothèses de base

Il est tenu pour acquis que l'évaluateur n'a fait aucun arpentage et ne prend aucune responsabilité en ce qui concerne les mesures, dimensions, analyses de sol et autres renseignements de même nature qui pourraient avoir une influence sur la valeur de la propriété. Les mesures, dimensions et autres renseignements de même nature ont été obtenus de différentes sources que nous considérons comme fiables et valables aux fins de notre étude.

Nous considérons les informations obtenues auprès de la Ville comme exactes. Nous croyons comme fiables tous les renseignements identifiés dans ce rapport provenant auprès des différents intervenants au dossier, mais n'en assumons aucune responsabilité professionnelle.

Aucune responsabilité n'est assumée pour les questions à caractère légal (exemple : servitude, droit de passage) ou toute autre question qui pourrait avoir une influence sur les droits de propriété. La description légale fournie est assumée comme exacte.

Tous les liens hypothécaires ou autres encombrements ont été ignorés et la propriété est évaluée comme étant claire et nette et sous possession responsable.

Nous présumons qu'il n'y a aucun vice caché ou invisible dans la propriété, à moins que nous en exprimions le fait dans cette expertise.

Les croquis et plans de ce rapport sont inclus pour aider le lecteur à mieux visualiser la propriété.

Cette évaluation est établie selon les devises canadiennes en cours.

Les soussignés s'engagent à défendre ou témoigner, s'il y a lieu, devant toute autorité compétente, incluant toute cour de justice, les données inscrites au rapport, suivant la tarification horaire convenue lors de l'attribution du contrat.

Considérant le but de notre dossier, les valeurs inscrites dans ce rapport ne peuvent être utilisées en dehors du contexte d'une valeur globale de l'immeuble. La possession de ce rapport ne confère pas le droit de publication et ce rapport ne peut être employé à d'autres fins que celle mentionnée dans le présent rapport sans autorisation du signataire.

D'aucune façon, l'évaluateur ne procède à une étude sur les caractéristiques de la composition du sol en ce qui a trait à sa capacité portante et son risque de contamination.

Nous tenons pour acquis pour l'établissement de notre valeur qu'aucune faille n'entrave ladite propriété au niveau de la composition du sol, son risque environnemental, son risque de pollution engendré par l'utilisation actuelle et antérieure de la propriété à l'étude.

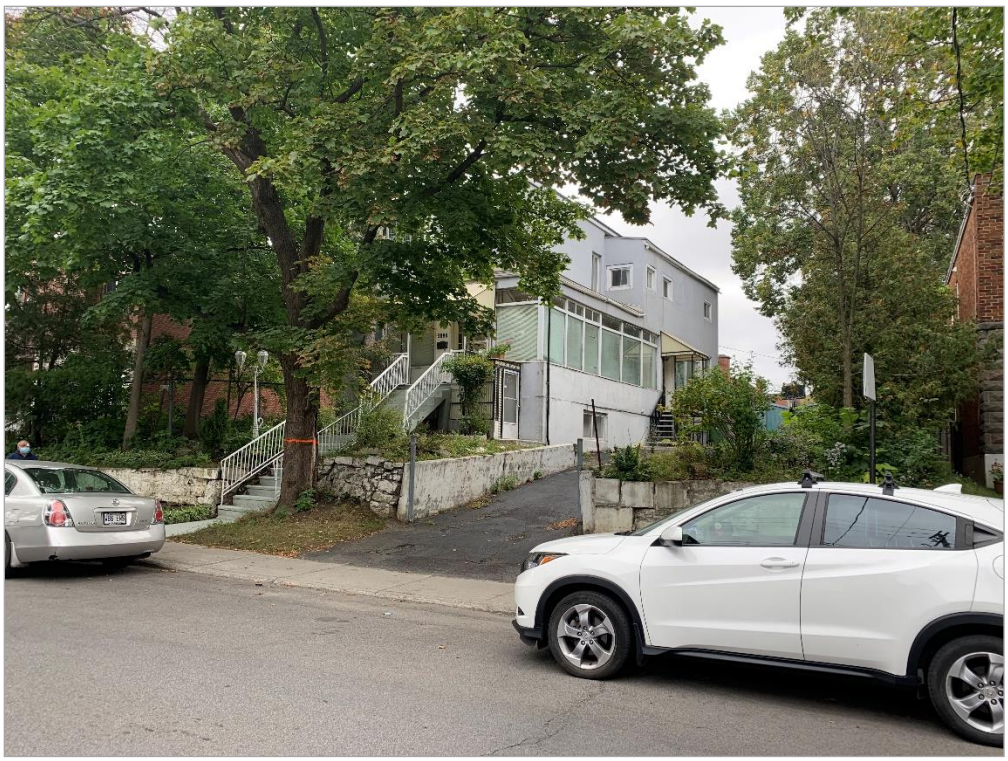
RÉSERVES ET HYPOTHÈSES DE BASE (suite)

Sauf avis contraire dans le présent rapport, aucune matière dangereuse y compris (sans s'y limiter) l'amiante, les biphényles polychlorés, les fuites de pétrole et les engrais chimiques qui pourraient se trouver sur le bien immobilier, ni aucune autre condition environnementale anormale n'a été signalée à l'attention de l'évaluateur ni détectée par lui au cours de son mandat. Sauf avis contraire, l'évaluateur n'a pas eu connaissance de l'existence, sur le bien immobilier ou dans le sol, de matières semblables. L'évaluateur n'est pas qualifié pour détecter l'existence de matières dangereuses ni analyser les conditions environnementales.

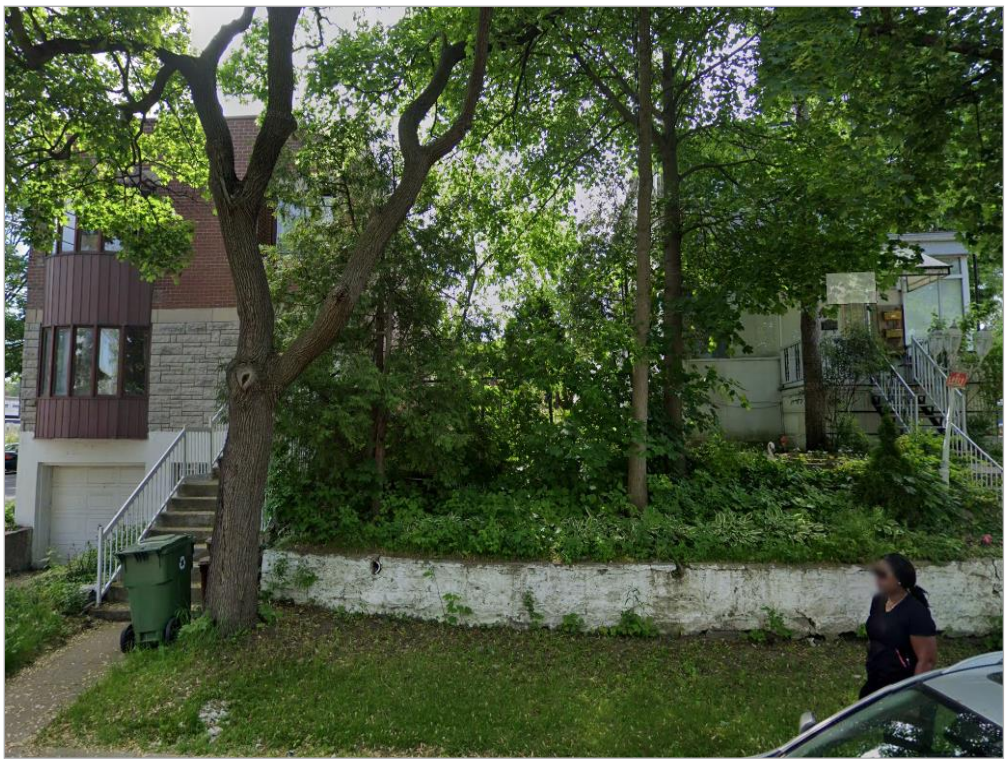
Bien que la présence de matières toxiques telles que l'amiante, la mousse isolante à base d'urée formaldéhyde ou toutes autres matières dangereuses ou l'existence de conditions environnementales anormales, aurait pu influer sur la valeur du bien immobilier, la valeur estimée au terme de la présente évaluation repose sur l'hypothèse qu'il n'existe aucune condition semblable sur le bien, ni dans le sous-sol ni à proximité suffisante pour avoir une incidence sur la valeur. L'évaluateur se décharge de toutes responsabilités en ce qui concerne l'existence de telles conditions ou la mise en œuvre de services techniques ou spécialisés qui permettraient d'en détecter la présence.

Les données contenues dans ce rapport ne peuvent être utilisées que par les représentants de la Ville de Montréal qui est le mandant. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies.

Photographies du sujet



Lot à l'étude



Lot à l'étude

Photographies prises le 29 septembre 2021, par Jean-François Frdette

PHOTOGRAPHIES DU SUJET (suite)



Secteur (rue Mackenzie)



Secteur (rue Mackenzie)

Photographies prises le 29 septembre 2021, par Jean-François Fredette

Tableau d'analyse et fiches détaillées des ventes de terrains vacants

PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

Tableau d'analyse

N°	N° Publication Date de vente Type de fiche	Adresse Ville	Vendeur Acheteur	N° de lots Superficie : m² Superficie : pi²	Prix de vente Taux : $/m² Taux : $/pi²	Commentaires	Zonage Usage
1	22 624 483 2016-09-21 Terrain	4524, Walkley, Avenue Montréal	Victor Edward Erb Boris Daych et David Daych	3 322 833 442,50 m² 4 763,03 pi²	600 000,00 $ 1 355,93 $/m² 125,97 $/pi²	Terrain avec résidence qui sera démolie pour permettre la construction d'un immeuble résidentiel de 16 logements répartis sur 4 étages, avec stationnement souterrain. Vente sans garantie légale. Coût démolition estimé à 15 000 $	Zone 0200 H.6-7
2	23 050 438 2017-05-04 Terrain	3481-3485, Prud'homme, Avenue Montréal	L'Église Évangeliste Coréenne de Montréal (Seung Hoon Lee et Kun Soon Chang) Condos Knightsbridge inc (Charles-Antoine Gosselin)	4 139 504 447,80 m² 4 820,08 pi²	660 000,00 $ 1 473,87 $/m² 136,93 $/pi²	Aucune garantie aux limitations et/ou exclusions. Immeuble classé secteur significatif B soumis aux normes par la Municipalité. À la suite de la transaction, immeuble en copropriétés formant les lots 6 222 860 à 6 222 870.	Zone 0736 H.2-6
3	23 573 690 2017-12-19 Terrain	5176-5178, Clanranald, Avenue Montréal	Maureen Skopczynski Samuel Brand, Sacha Brand et Sharon Brand	2 087 933 445,90 m² 4 799,63 pi²	500 000,00 $ 1 121,33 $/m² 104,17 $/pi²	Avec bâtiment à démolir estimé à 15 000 $. Vente sans garantie légale quant aux vices cachés.	0305 H.1-2
4	24 398 180 2019-02-01 Terrain	Isabella, Avenue Montréal	9078-3119 Québec inc. (Richard Dufour) Amalia Dana Dinut et Razvan Victor Tonea	4 682 120 282,70 m² 3 042,96 pi²	240 000,00 $ 848,96 $/m² 78,87 $/pi²	Vente sans garantie légale. Terrain vacant non desservi par le réseau d'égout. Estimation des couts pour desservir le terrain est 2 000 $ / mètre sur une distance de 33 mètres, donc 66 0000 $ à ajouter au prix de vente Voisin du 5542, avenue Isabella	Zones 0278 / 0225 H.1-2
5	25 792 896 2020-10-26 Terrain	7940-7950, Mountain Sights, Avenue Montréal	Le Jockey S.E.C. (Simon Gervais-Boyer) A7 Immobilier S.E.C. (Guy Gionet)	6 254 588 ; 6 254 589 ; 6 254 590 896,40 m² 9 648,77 pi²	2 100 000,00 $ 2 342,70 $/m² 217,64 $/pi²	Zonage de 2 à 8 logements. Le site inclus des fondations neuves, que nous estimons à 100 000 $	0014 (h.4) Multirésidentiel

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 1]

4524, Walkley, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

[Description]

No de publication : 22 624 483
Date de vente : 2016-09-21 Date d'avant-contrat : 2016-07-08

Vendeur(s) : Victor Edward Erb
Acheteur(s) : Boris Daych et David Daych

Prix de vente: 600 000 $
Taux: : 1 355,93 $/m² - 125,97 $/pi²
N° de lot(s): 3 322 833
Entre et
Au coin de :
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 442,50 m² / 4 763,03 pi²
Frontage : 12,40 m / 40,60 pi
Profondeur : 35,70 m / 117,00 pi
Zonage : Zone 0200
Usage : H.6-7

Topographie : Plat
Configuration : Rectangulaire

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
Services :
☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
Solde d'infrastructure :

☐ zone humide
☐ bord de l'eau
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

[Caractéristiques]

►Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m	14,00 m
	0,00 pi	45,93 pi
Nombre d'étage(s) :	3	4
Densité :		3,0
Taux d'implantation au sol :	35,0	70,0

Projet :
Surhauteur :
ISP : 451,98
nbre d'unités construites potentielles :

►Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Servitudes]

Servitude de passage publiée sous le numéro 1 009 073 division de Montréal.

[Commentaires]

Terrain avec résidence qui sera démolie pour permettre la construction d'un immeuble résidentiel de 16 logements répartis sur 4 étages, avec stationnement souterrain. Vente sans garantie légale. Coût démolition estimé à 15 000 $







PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 2]

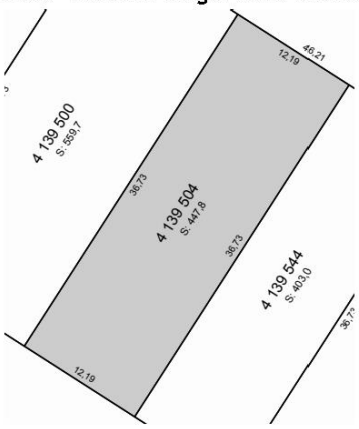
3481-3485, Prud'homme, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

[Description]

No de publication : 23 050 438
Date de vente : 2017-05-04 Date d'avant-contrat : 2017-04-03

Vendeur(s) : L'Église Évangeliste Coréenne de Montréal (Seung Hoon Lee et Kun Soon Chang)
Acheteur(s) : Condos Knightsbridge inc (Charles-Antoine Gosselin)

Prix de vente: 660 000 $
Taux: : 1 473,87 $/m² - 136,93 $/pi²
N° de lot(s): 4 139 504
Entre et
Au coin de :
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 447,80 m² / 4 820,08 pi²
Frontage : 12,10 m / 39,80 pi
Profondeur : 36,70 m / 120,50 pi
Zonage : Zone 0736,2 à 36 logements
Usage : H.2-6, Multirésidentiel

Topographie :
Configuration : Rectangulaire

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
Solde d'infrastructure :

☐ zone humide
☐ bord de l'eau
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

[Caractéristiques]

►Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m	14,00 m
	0,00 pi	45,93 pi
Nombre d'étage(s) :	2	4
Densité :		2,8
Taux d'implantation au sol :	35,0	70,0

Projet : Inverness
Surhauteur :
ISP : 526,38
n^bre d'unités construites potentielles : 10

►Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Servitudes]

Servitude mur sud-est mitoyen, puisards situé au centre et près de la limite nord-est de l'immeuble. Servitude sous # 26 425.

[Commentaires]

Aucune garantie aux limitations et/ou exclusions. Immeuble classé secteur significatif B soumis aux normes par la Municipalité. À la suite de la transaction, immeuble en copropriétés formant les lots 6 222 860 à 6 222 870.





PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 3]

5176-5178, Clanranald, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce



[Description]

No de publication : 23 573 690
Date de vente : 2017-12-19 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : Maureen Skopczynski
Acheteur(s) : Samuel Brand, Sacha Brand et Sharon Brand

Prix de vente: 500 000 $
Taux: : 1 121,33 $/m² - 104,17 $/pi²
N° de lot(s): 2 087 933
Entre Queen-Mary, Chemin et Isabella, Avenue
Au coin de :
Visible de l'autoroute :

[Terrain]

Superficie : 445,90 m² / 4 799.63 pi²
Frontage : 12,20 m / 40.00 pi
Profondeur : 36,60 m / 120.00 pi
Zonage : 0305
Usage : H.1-2, unifamiliale / Bifamiliale, +1 logement en sous-sol

Topographie : Plane
Configuration : Régulière
☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
Solde d'infrastructure :

☐ zone humide
☐ bord de l'eau
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

[Servitudes]

Servitude de vue sous 370 013.

[Caractéristiques]

➤Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m	m
	pi	pi
Nombre d'étage(s) :		2
Densité :		1,5
Taux d'implantation au sol :		

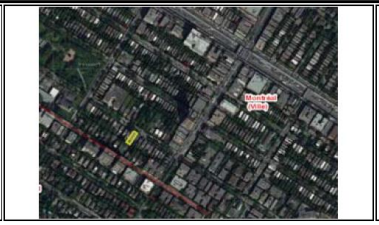
Projet : Construction d'un duplex avec logement en sous-sol.
Surhauteur :
ISP : 747,55
n^bre d'unités construites potentielles :

➤Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Commentaires]

Avec bâtiment à démolir estimé à 15 000 $. Vente sans garantie légale quant aux vices cachés.


PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 4]

Isabella, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce



[Description]

No de publication : 24 398 180
Date de vente : 2019-02-01 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : 9078-3119 Québec inc. (Richard Dufour)
Acheteur(s) : Amalia Dana Dinut et Razvan Victor Tonea

Prix de vente: 240 000 $
Taux: : 848,96 $/m² - 78,87 $/pi²
N° de lot(s): 4 682 120
Entre Clanranald, Avenue et Macdonald, Avenue
Au coin de :
Visible de l'autoroute :

[Terrain]

Superficie : 282,70 m² / 3 042,96 pi²
Frontage : 11,20 m / 36,60 pi
Profondeur : 24,40 m / 80,00 pi
Zonage : Zones 0278 / 0225
Usage : H.1-2, unifamiliale / Bifamiliale

Topographie : Plane
Configuration : Irrégulière

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
Services : ☐ aqueduc ☐ puits ☐ égout sanitaire
Solde d'infrastructure :

☐ zone humide
☐ bord de l'eau
☐ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

[Servitudes]

Servitude de passage sous 18 080 975, servitude de vue sous 4 543 475, servitude de vue et de passage sous 637 421 et servitude pour tuyaux sous 633 560.

[Caractéristiques]

►Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m	9,00 m
	0,00 pi	29,53 pi
Nombre d'étage(s) :	2	2
Densité :		
Taux d'implantation au sol :	35,0	50,0

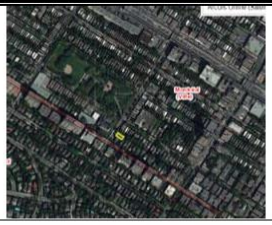
Projet :
Surhauteur :
ISP :
n^bre d'unités construites potentielles :

►Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Commentaires]

Vente sans garantie légale. Terrain vacant non desservi par le réseau d'égout. Estimation des couts pour desservir le terrain est 2 000 $ / mètre sur une distance de 33 mètres, donc 66 0000 $ à ajouter au prix de vente Voisin du 5542, avenue Isabella


PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 5]

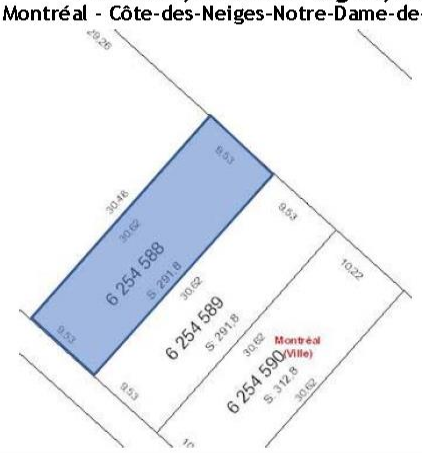
7940-7950, Mountain Sights, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

[Description]

No de publication : 25 792 896
Date de vente : 2020-10-26 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : Le Jockey S.E.C. (Simon Gervais-Boyer)
Acheteur(s) : A7 Immobilier S.E.C. (Guy Gionet)

Prix de vente: 2 100 000 $
Taux: : 2 342,70 $/m^2 - 217,64 $/pi^2
N° de lot(s): 6 254 588 ; 6 254 589 ; 6 254 590
Entre et
Au coin de : Ferrier, Rue
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 896,40 m^2
9 648.77 pi^2
Frontage : 29,30 m
96.10 pi
Profondeur : 30,60 m
100.40 pi
Zonage : 0014 (h.4)
Usage : Multirésidentiel

Topographie : Plane
Configuration : Rectangulaire

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
Solde d'infrastructure :

☐ zone humide
☐ bord de l'eau
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

[Servitudes]

[Caractéristiques]

▸Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m	12,50 m
	0,00 pi	41,01 pi
Nombre d'étage(s) :	3	4
Densité :		3,0
Taux d'implantation au sol :		85,0

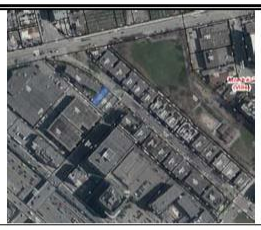
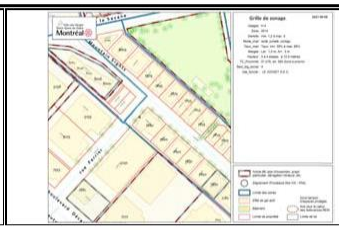
Projet :
Surhauteur :
ISP : 780,90
n^{bre} d'unités construites potentielles :

▸Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Commentaires]

Zonage de 2 à 8 logements. Le site inclus des fondations neuves, que nous estimons à 100 000 $


PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

Qualifications professionnelles

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES DE VINCENT LADOUCEUR

Études académiques

ÉTUDES UNIVERSITAIRES	Université du Québec à Montréal (UQAM) Baccalauréat en administration des affaires obtenu en 1995
ÉTUDES COLLÉGIALES	Collège Montmorency à Laval Diplôme d'études collégiales en architecture obtenu en 1981
ÉTUDES SECONDAIRES	École Polyvalente Deux-Montagnes Diplôme d'études secondaires obtenu en 1977

Cours de perfectionnement et séminaire

- Calcul/volume Boeckh, Marshall & Swift et M.A.M.
- Fiscalité immobilière
- Expropriation
- Finance immobilière
- Gestion hypothécaire
- Gestion immobilière
- Réforme du Code civil
- Médiation civile et commerciale

Expérience professionnelle

JANVIER 2019 À CE JOUR	Évaluateur agréé (président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc., (expertise, expropriation, hypothèque)
2016 À DÉCEMBRE 2018	Évaluateur immobilier professionnel (président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
2003 À 2015	Évaluateur agréé (président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc., (expertise, expropriation, hypothèque).
1996 À 2002	Évaluateur agréé associé (vice-président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1990 À 1995	Évaluateur associé (vice-président) à la firme Les évaluations Réjean Paris inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1985 À 1989	Évaluateur à la firme Les évaluations Réjean Paris inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1982 À 1984	Technicien en évaluation aux fins d'assurance, équipement et hypothécaire pour les firmes Gaétan Paquin & Associés et Paris Gagnon & Associés.
1980 À 1982	Inspecteur en évaluation municipale pour les firmes Gaétan Paquin & Associés, Leroux, Beaudry, Picard & Associés, Yvon Dagenais et Associés.

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES DE VINCENT LADOUCEUR (suite)

Expérience spécifique

- Évaluations et négociations aux fins d'acquisition, de disposition, de gré à gré et d'expropriation
- Évaluations et négociations aux fins de consultation municipale
- Évaluations aux fins de financement hypothécaire
- Évaluations aux fins d'assurance
- Évaluations pour gains en capital
- Évaluations pour des litiges (divorce, loi des faillites, etc.)
- Témoin expert dans des causes à la Cour supérieure, à la Cour du Québec, de même que devant la Division de la Chambre de l'expropriation du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Consultant pour différents projets de construction de développement (lotissement)

Association professionnelle

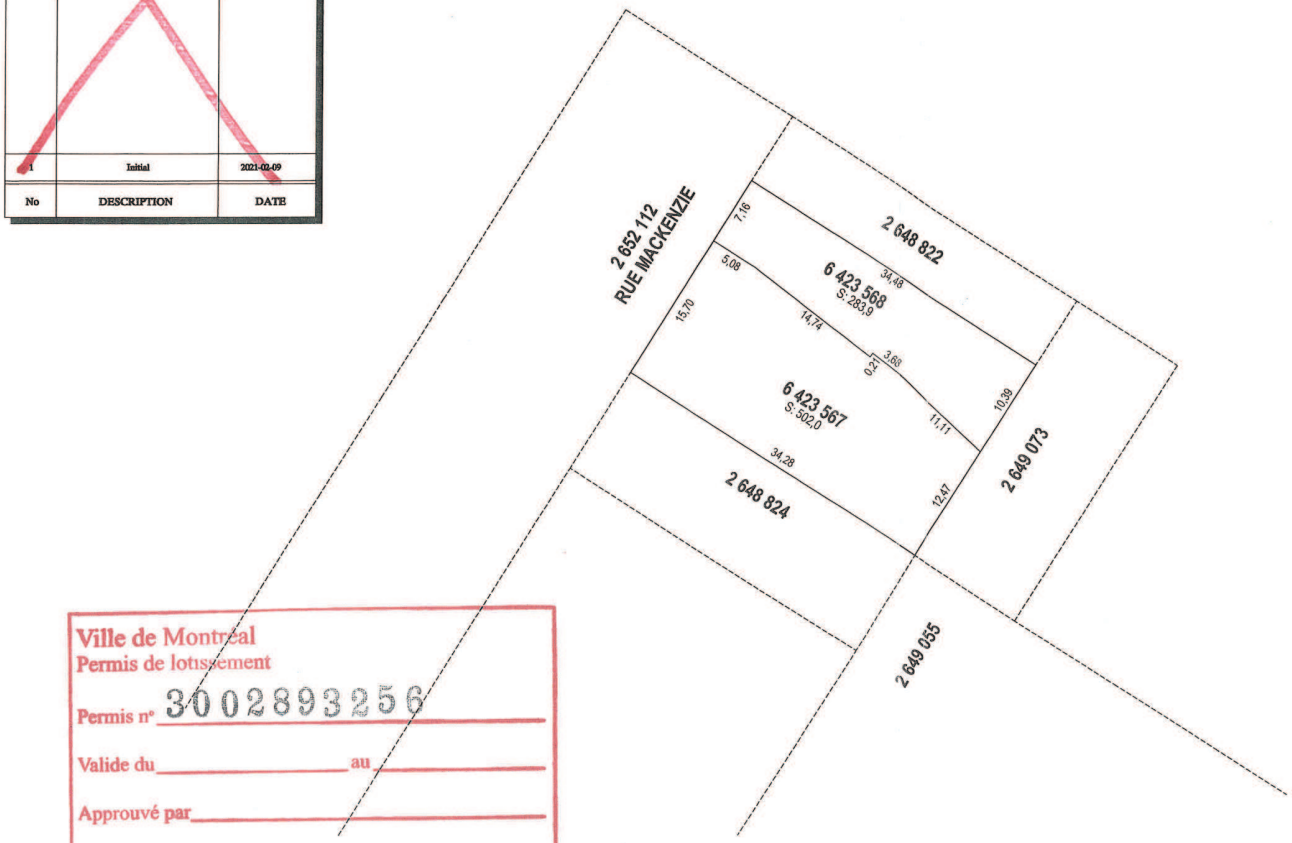
- Membre de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec

PLAN CADASTRAL

PLAN PROJET DE LOTISSEMENT
(produit pour l'obtention d'un permis de lotissement)

DOCUMENT ÉVOLUTIF

No	DESCRIPTION	DATE
1	Initial	2021-02-09



Ville de Montréal
Permis de lotissement
Permis n° 3002893256
Valide du _____ au _____
Approuvé par _____
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Un document joint complète ce plan cadastral.
Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1294577

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H12-010-0129

Projection : MTM
Fuseau : (8)

Échelle : 500

ACTIONS DEMANDÉES:
REMPLACER: LE LOT 2 648 823
CRÉER: LES LOTS 6 423 567 ET 6 423 568

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC
Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (ville)

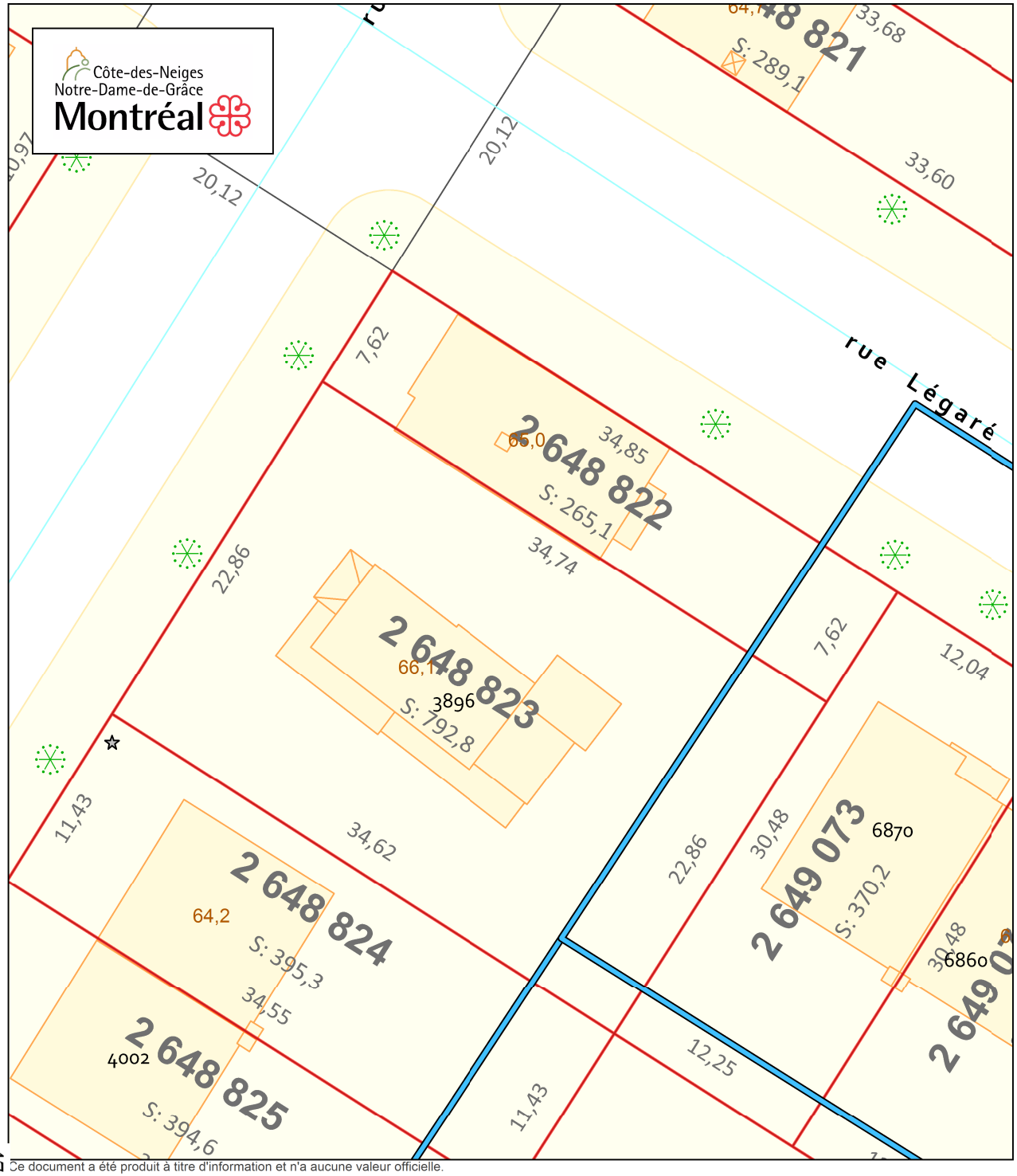
3002893256
Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.
Préparé à Montréal

Signé par:
signature numérique
François Houle
a.-g. (matricule 1969)

Copie conforme: 01 MARS 2021
François Houle
a.-g. (matricule 1969)

Minute: 20879 datée du 9 février 2021
Dossier ag: 45634-1



Grille de zonage

2022-03-23

Adresses	3896
Cadastre_renove_no_lot	2 648 823
Usages	H.2
Zone	0135
Densite	min: à max :
Mode_impl	Règles d'insertion
Taux_impl	Taux, min: 35% à max :70%
Marges	Lat : 1,5 m; Arr : 3 m
Hauteur	2 à 2 etages, à 9 métres
TC_eloigne	01-276, art. 560 Zone éloignée
Sect_log_social	4
role_foncier	SADDAM SHAHAJAHAN

- Article 89, plan d'ensemble, projet particulier, dérogation mineure, etc.
- Alignement (Procédure titre VIII - PIIA)
- Limite des zones
- Effet de gel actif
- Bâtiment
- Limite de propriété
- Zone tampon d'espaces protégés
- Aire pour le calcul des redevances REM
- Limite de lot

Ce document a été produit à titre d'information et n'a aucune valeur officielle.
Pour toutes fins légales, veuillez consulter la version officielle du règlement 01-276 et ses annexes.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1221389002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Objet :	Accepter le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ relatif à des frais de parc, pour une partie du lot 2 648 823 (lot projeté 6 423 568), situé sur le côté sud de la rue Mackenzie, à l'ouest de la rue Légaré, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1221389002 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent en gestion des ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Guylaine GAUDREAULT
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1221389002

Ce dossier vise le versement d'une somme compensatoire de 14 814,40 $ représentant 10 % de la valeur du site, dans le cadre d'une opération cadastrale de morcellement pour un projet de construction d'un bâtiment résidentiel sur la rue Mackenzie. Le permis pourra être émis conditionnellement au paiement de la somme par le propriétaire.

Lorsque reçue, cette somme sera imputée dans la clé suivante :

Imputation	**2022**
Revenus reportés – parcs et terrains de jeux: 2406.0000000.000000.00000.25507.000000.0000.000000. 000000.00000.0000 Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Général Centre de responsabilité : Général Activité : Général Objet : Revenus reportés – parcs et terrains de jeux Sous-objet : Général Autre : Général	14 814,40 $
TOTAL	**14 814,40 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1221389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement pour le bâtiment situé au 5170, 5172, rue Sherbrooke Ouest - dossier relatif à la demande de permis 3001718315.

De rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de transformation impliquant un projet de redéveloppement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:43

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1221389001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement pour le bâtiment situé au 5170, 5172, rue Sherbrooke Ouest - dossier relatif à la demande de permis 3001718315.

CONTENU

CONTEXTE

Une somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel de 105 313,44 $ a été versée à l'arrondissement, dans le cadre de l'étude de la demande de permis 3001718315, déposée le 9 décembre 2019. La somme compensatoire a été calculée conformément à l'article 5 du règlement 17-055, suite au dépôt du rapport d'évaluation préparé par la firme Caprea portant le numéro 20-00293, daté du 4 mars 2020, conformément à l'exigence de l'article 6 du règlement 17-055. Ce rapport établit la valeur du site à 1 696 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Émission d'un permis de construction portant le numéro 3001473254-21 en date du 20 décembre 2021, suite au paiement d'une somme compensatoire au montant de 105 313,44 $ en date du 27 août 2021, conformément à l'article 4 du règlement 17-055.

DESCRIPTION

La demande de permis de construction 3001718315, déposée le 9 décembre 2019 a pour libellé de travaux :
"Bâtiment de quatre étages avec construction hors toit, jumelé. 5 locaux commerces au rez-de-chaussée, étages: 21 logements dont 5 de 3 chambres. 14 unités de stationnement auto au sous-sol et 35 stationnements vélos dont 4 extérieurs. Réunir comptes fonciers 45367100 et 45367000 ."

L'emplacement est situé sur le côté Sud -Est de l'intersection de la rue Sherbrooke ouest et de l'avenue Marlowe. La superficie des terrains lots 4 140 242 et 4 140 243 est de 436,8 + 411,1 mètres carrés, pour un total de 847,9 mètres carrés.

Un projet de redéveloppement est défini au 5e paragraphe de l'article 1 du règlement 17-055 :

tout projet assujetti à un permis de construction pour la construction d'un bâtiment principal comprenant plus de 2 logements ou tout projet nécessitant un permis de construction pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet la création ou l'ajout de plus de 2 logements, et ce, à l'intérieur d'une période de 5 ans. Cette période est établie à partir de la date de délivrance du ou des permis précédents, le cas échéant, et le dépôt de la demande de permis.

Cependant, il existe une exception au 6e paragraphe :
Le remplacement d'un bâtiment principal existant comprenant plus de 2 logements par un autre bâtiment principal comprenant plus de 2 logements sans accroissement du nombre de logements ne constitue pas un projet de redéveloppement si la demande de permis de construction est déposée dans les 5 ans de la date la plus tardive entre la délivrance du permis de démolition ou la démolition en raison d'un sinistre.

La demande de permis 3001718315, vise la création de 21 logements dans la nouvelle construction.

Antérieurement, une demande de permis de démolition pour le bâtiment portant le numéro civique 5166, rue Sherbrooke Ouest (demande 3001565875), déposée le 10 mai 2019, a résulté en un permis de démolition portant le numéro 3000873773-19 émis le 19 septembre 2019.

JUSTIFICATION

Lors de l'étude de la demande de permis démolition, il y avait 2 comptes fonciers dont la limite ne correspond pas a un repère physique sur le bâtiment :
Le compte foncier 45367000, pour le 5166 rue Sherbrooke Ouest - 2147 avenue Marlowe, bâtiment construit en 1923 comptant 4 étages et 18 logements;
Le compte foncier 45367100, pour un bâtiment sans adresse (99999, rue Sherbrooke Ouest), construit en 1922 comptant 4 étages et 10 logements.

Il s'agit d'une situation inhabituelle, puisqu'un bâtiment, sauf exception des copropriétés, ne devrait pas être sur plus d'un compte foncier et surtout, un compte foncier portant 99999, signifie habituellement qu'il n'y a pas de bâtiment.
De plus, le support informatique de gestion des demandes de permis, Oracle gestion du territoire, rattache les comptes fonciers aux immeubles, mais ici, le 2e compte foncier n'était pas rattaché à la même adresse, bien qu'énumérant les bons numéros de lotissement.

Il a donc été assumé que le bâtiment démoli, portant le numéro 5166, rue Sherbrooke Ouest comptait 18 logements.
Dans cette situation, puisque la demande de permis de construction (3001718315) vise la construction d'un immeuble de 21 logements, l'article 5 du Règlement 17-055 exige que préalablement à la délivrance d'un permis de construction visant un projet de redeveloppement, le propriétaire doit verser la somme compensatoire calculée tel qu'a l'article 6 du Règlement.

Le propriétaire a payé les frais de parcs et le permis 3001473254-21 a été émis le 20 décembre 2021.

Toutefois, le propriétaire nous a signalé, après émission du permis, que le bâtiment démoli ne comptait pas seulement 18 logements, mais plutôt 25 logements.
Étant donné que le remplacement d'un bâtiment d'habitation de plus de 2 logements, sans accroissement au nombre de logements, n'est pas un projet de redéveloppement, les frais de parcs n'étaient pas imputables.

Suite a vérification avec le service de l'urbanisme qui a traité la demande de démolition, les

plans de relevé de l'immeuble montraient 25 logements, répartis comme suit: 1 au sous-sol avec deux locaux commerciaux, 6 au rez-de-chaussée et 6 par étages sur les 3 étages supérieurs pour un total de 25 logements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une somme de 105 313,44 $ $ a été encaissée à titre de revenus le 27 août 2021 sur la transaction 11360000010989.
Cette somme fait partie des surplus de gestion de l'année 2021 de l'arrondissement.

Les retours aux arrondissements des surplus de gestion de l'année 2021 seront présentés au conseil municipal du 16 mai prochain.

Donc, afin de ne pas retarder le remboursement au propriétaire, cette somme sera remboursée à partir du surplus libre de l'arrondissement.

Le détail des informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sans objet

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Steve DESJARDINS
Chef de division - permis et inspections

Tél : 514 872-6270
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1221389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement pour le bâtiment situé au 5170, 5172, rue Sherbrooke Ouest - dossier relatif à la demande de permis 3001718315.

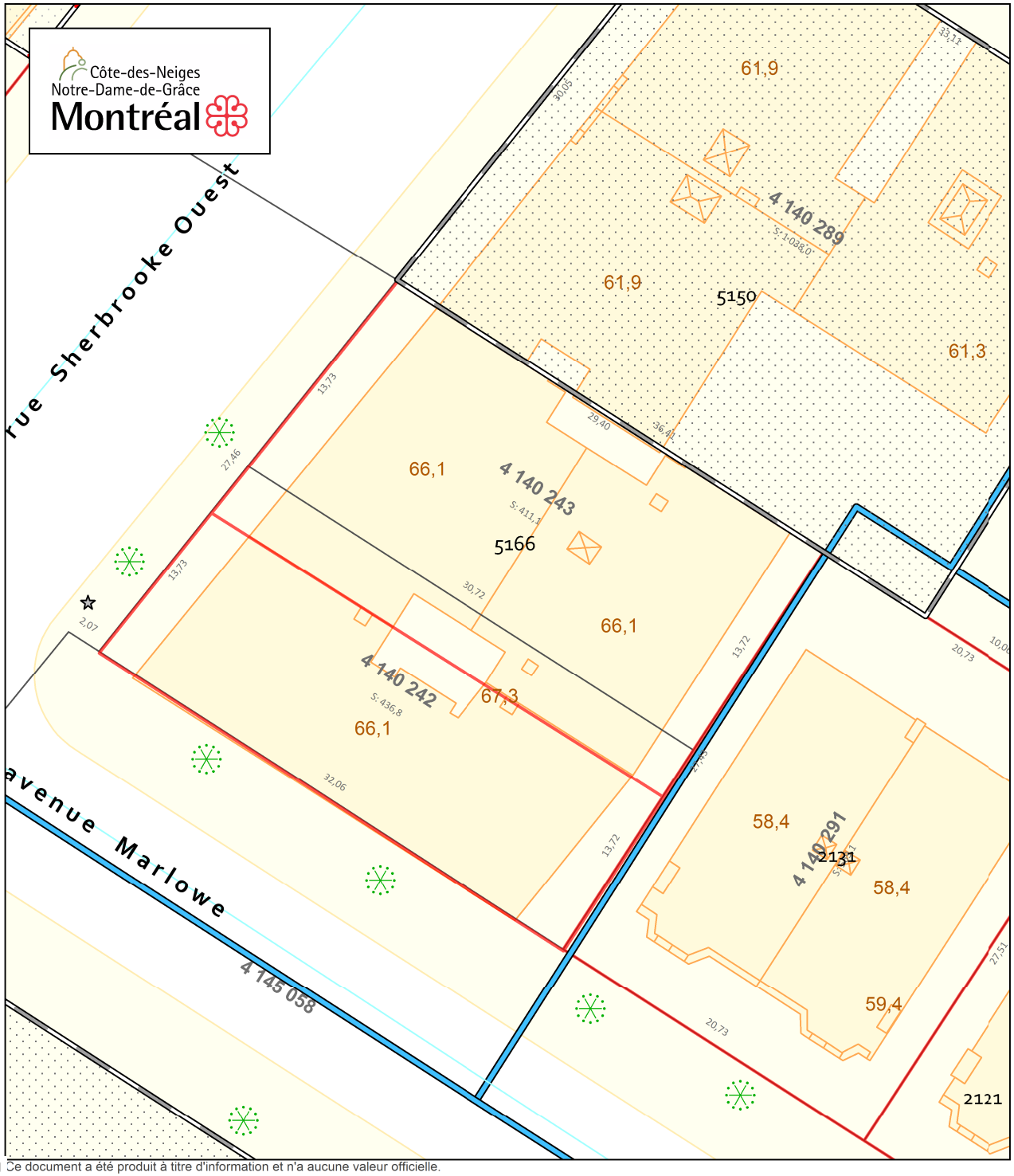
5166 Sherbrooke ouest Map-Info.pdf5166 Sherbrooke Ouest vue aérienne.pdf

5166 Sherbrooke Ouest plans des étages avant démolition.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765



Grille de zonage

2022-03-23

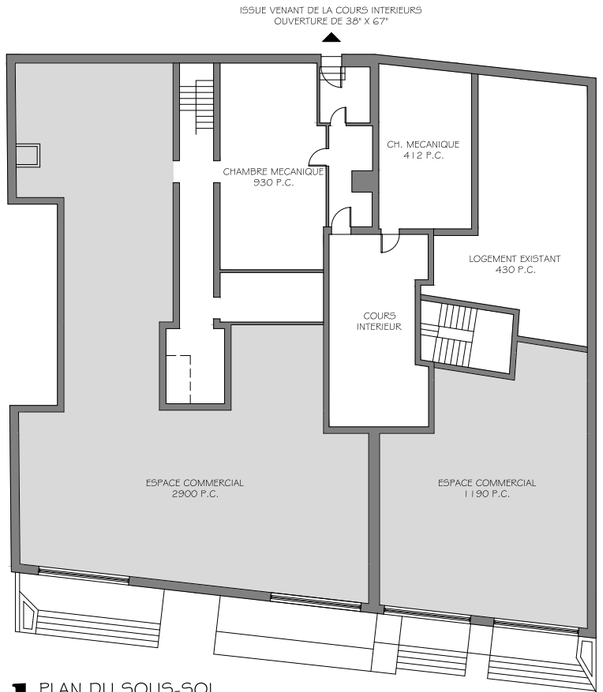
Adresses :	5166
Usages :	C.4A H
Zone :	0758
Densite :	min: à max :4.5
Mode_impl :	Règles d'insertion
Taux_impl :	Taux, min: 35% à max :100%
Marges :	Lat : 2,5 m; Arr : 3 m
Hauteur :	3 à 4 etages, à 14 métres
TC_Proximite :	01-276, art. 560 Zone à proximi
Sect_log_social :	3
Sect_sign_criteres :	BB
thmReseaux_VDI :	Adjacent à VDI
Autres_notes :	Démolition (Refus - appel)
role_foncier :	2964 0968 QUEBEC INC

- Article 89, plan d'ensemble, projet particulier, dérogation mineure, etc.
- Alignement (Procédure titre VIII - PIIA)
- Limite des zones
- Effet de gel actif
- Bâtiment
- Limite de propriété
- Zone tampon d'espaces protégés
- Aire pour le calcul des redevances REM
- Limite de lot

Ce document a été produit à titre d'information et n'a aucune valeur officielle.
Pour toutes fins légales, veuillez consulter la version officielle du règlement 01-276 et ses annexes.


5152
5154
5156
5169
138
Av. de Marlowe
2147
Maison Elizabeth

LES SUITES MARLOWE
2147 AVENUE MARLOWE
C.D.N. / N.D.G. QUEBEC
POX

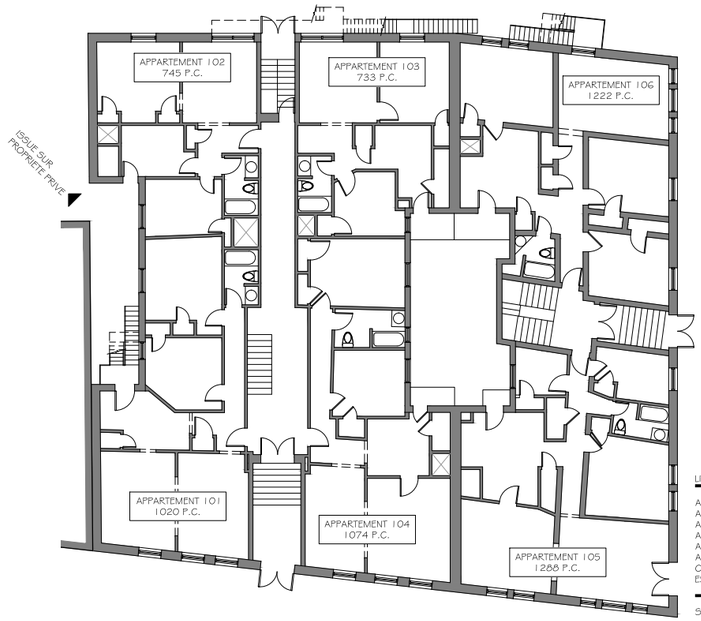


LISTE DES SUPPERFICIES EXISTANTES

ESPACES COMMERCIALS	4090 P.C.
LOGEMENT EXISTANT	430 P.C.
CHAMBRES MECANIQUES	1 342 P.C.
ESPACES COMMUNS	1 252 P.C.
COURS INTERIEURE	424 P.C.
SUPERFICIE TOTAL :	7538 P.C.

1 PLAN DU SOUS-SOL

ECHELLE: 3/32" = 1'-0"

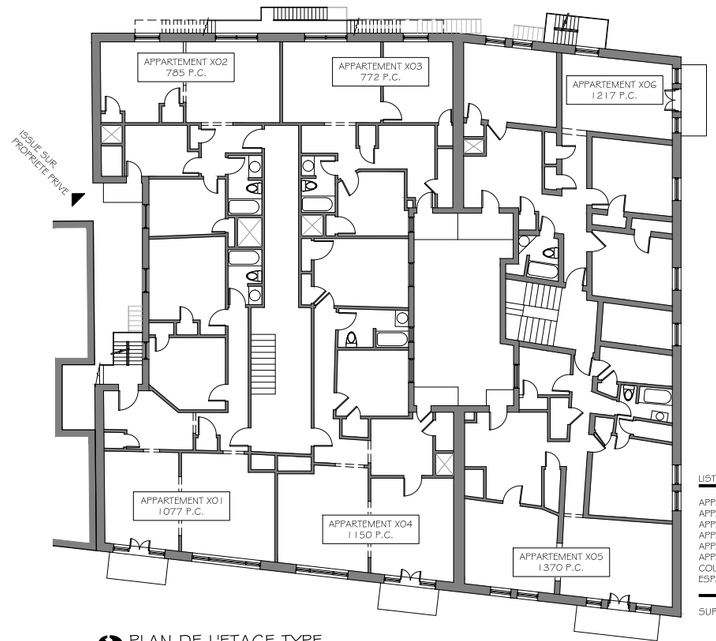


LISTE DES SUPPERFICIES EXISTANTES

APPARTEMENT 101	1 020 P.C.
APPARTEMENT 102	745 P.C.
APPARTEMENT 103	733 P.C.
APPARTEMENT 104	1 074 P.C.
APPARTEMENT 105	1 288 P.C.
APPARTEMENT 106	1 222 P.C.
COURS INTERIEURE	424 P.C.
ESPACES COMMUNS	1 032 P.C.
SUPERFICIE TOTAL :	7538 P.C.

2 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

ECHELLE: 3/32" = 1'-0"



LISTE DES SUPPERFICIES EXISTANTES

APPARTEMENT X01	1 077 P.C.
APPARTEMENT X02	785 P.C.
APPARTEMENT X03	772 P.C.
APPARTEMENT X04	1150 P.C.
APPARTEMENT X05	1 370 P.C.
APPARTEMENT X06	1 217 P.C.
COURS INTERIEURE	424 P.C.
ESPACES COMMUNS	743 P.C.
SUPERFICIE TOTAL :	7538 P.C.

3 PLAN DE L'ETAGE TYPE

ECHELLE: 3/32" = 1'-0"

EMIS POUR PERMIS DE DEMOLITION 09-08-2018
EMIS POUR REVUE ET COMMENTAIRE 02-12-2016

ARMAND DADOUN ARCHITECTE
MONTREAL - QC - CANADA

LES SUITES MARLOWE
2147 AVENUE MARLOWE
C.D.N. / N.D.G. QUEBEC

PLANS DES CONDITIONS EXISTANTES

dessiné: Y.B.	dossier: -	dessin no: POX
échelle: 3/32"=1'0"	date: NOV. 2016	

2019-04-15 4:28:53 PM

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1221389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Rembourser la somme de 105 313,44 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement pour le bâtiment situé au 5170, 5172, rue Sherbrooke Ouest - dossier relatif à la demande de permis 3001718315.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1221389001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent en gestion des ressources financières et matérielles
Tél : (514) 868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs et greffe

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1221389001

Ce dossier vise un remboursement d'une somme compensatoire de 105 313,44$ relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel suite à un nombre révisé à la baisse de logements de l'ancien bâtiment démoli.

Puisque cette somme a été versée dans les surplus de gestion, le montant à rembourser sera puisé à même cette source.

Suite à la résolution, l'écriture de journal, d'un montant de 105 313,44$, sera effectuée :

PROVENANCE	**2022 Montant**
2406.000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	105 313,44 $
IMPUTATION	**2022 Montant**
2406.012000.300751.41000.71110.000000.0000.000000.000000.00000.00000	105 313,44 $

Par la suite, le virement budgétaire, d'un montant de 105 313,44 $ sera effectué :,

PROVENANCE	**2022 Montant**
2406.0012000.300751.41000.71110.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre – Aménagements urbains Activité : Affectations Objet : Affectations - Surplus non affecté	105 313,44 $
IMPUTATION	**2022 Montant**
2406.0012000.300751.06101.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre – Aménagements urbains Activité : Aménagement du territoire, réglementation et zonage Objet : Autres – Autres objets	105 313,44 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229501004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:41

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229501004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation)

Les ordonnances n'ont pas pour effet d'autoriser la tenue de l'événement, elles n'ont que pour objet d'accorder une autorisation dans la mesure où l'événement ou l'activité peut par ailleurs avoir lieu en considération des règles sanitaires.

Les promoteurs comptent proposer une programmation adaptée aux exigences sanitaires, au contexte sanitaire et aux règles émises par la Direction régionale de la santé publique, en cours. Si la tenue dans les parcs n'est pas possible, en raison des conditions sanitaires actuelles, les permis pour les événements en présentiel seront annulés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

A VENIR

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus et obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030,

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens
- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et

de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Afin de favoriser une relance efficace, un comité de coordination impliquant les 19 arrondissements et la Ville centre suit le déploiement du plan (partage de bonnes pratiques, échange sur les enjeux et stratégies).
En plus des exigences usuelles en lien avec son événement, en « présentiel », le promoteur devra produire un plan de réalisation (protocole) qui comporte, entre autres, les conditions suivantes :

- Les entrées et sorties devront être contrôlées de façon à respecter, en tout temps, un maximum de personnes sur le site extérieur selon les directives en vigueur;
- Des mesures doivent être mises en place pour maintenir une distance de 2 mètres entre les participants qui ne résident pas à une même adresse;
- S'il y a plus d'un site extérieur pour un même festival, ces sites devront être distincts et non contigus, avec des zones d'accès et d'attente différentes;
- Le promoteur devra afficher sur son site la signalétique nécessaire au rappel des consignes sanitaires applicables;
- Le promoteur s'engage à respecter toutes les directives des mesures sanitaires en vigueur.

Le promoteur et/ou le représentant de l'arrondissement devra (ont) mettre fin à l'activité lorsque le respect des règles devient impossible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion et la diffusion des événements extérieurs doivent se conformer aux exigences émises par la Direction Régionale de la santé publique et de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe 1 seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbations des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale, et gouvernementale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : 514-872-6365
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229501004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.



Liste finale des événements publics au CA du 2 mai 2022.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-872-0322
Télécop. :

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022

Événement	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	Consommation d'alcool	Bruit	Marquage sur la chaussée	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue	Statut
Levée de fonds au bénéfice de Montreal Community Cares (Walk-a-thon)	Comité Jeunesse NDG	Départ parc Georges-Saint-Pierre, est sur Upper Lachine, nord sur Girouard, ouest sur Côte-saint-Antoine, ouest sur Sherbrooke O., sud sur Cavendish, est sur Saint-Jacques jusqu'au parc GSP	7 mai 2022	8h-17h	Non	Non	Non	Non	9h-16h	Non	500	Marche sur trottoir	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Journée commémorative Tamoul	Alliance Canadienne de développement social et économique-CASED	Parc Van Horne	18 mai 2022	15 h à 21 h	Non	Non	Non	Non	15 h à 20 h	Non	100	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Parade Lag B'Omer	Chabad Lubavitch Youth Organization	Parc Van-Horne, parc Mackenzie-King et Parade : Départ parc Van Horne, marche sud sur Westbury, est sur St-Kevin jusqu'au parc Mackenzie-King	19 mai 2022	17 h (18 mai) à 19 h (19 mai)	Non	Non	Non	Non	9 h à 14 h	Non	750	Westbury de 9 h à 11 h (entre de la Peltrie et Van Horne)	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Hockey de rue	YM-YWHA	Westbury (entre les rues St-Kevin et Côte-Sainte-Catherine)	29 mai 2022	7 h (28 mai) à 22 h (29 mai)	Non	Non	Non	Non	9 h à 18 h (29 mai)	Non	200	Fermeture complète de la rue	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Contes interactives chaises berçantes	Festilou	Parc NDG	28,29 mai 2022	11h-19h	Non	Non	Non	Non	12h-18h	Non	300	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Tour de l'île	Go Vélo Montréal	Parc Macdonald	4 et 5 juin 2022	7h-24h	Non	Non	Non	Non	7h-23h	Non	1000	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 mai 2022

Événement	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	Consommation d'alcool	Bruit	Marquage sur la chaussée	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue	Statut
Tour de l'île	Go Vélo Québec	Rues (voir trajet)	5 juin 2022	7h-24h	Non	Non	Non	Non	7h-23h	Non	1000	Oui. Bates(Thérèse-Lavoie à Darlington); Darlington(de Bates à Barclay);Barclay (Darlington à Plamondon); Plamondon (Barclay à McLynn); Dupuis (McLynn à Earnscliffe); Earnscliffe (Dupuis à ch CSL); Terrebonne (ch. CSL à Girouard); Girouard (Terrebonne à NDG); NDG (Girouard à Northcliffe); Northcliffe (NDG à Sherbrooke); Sherbrooke (Northcliffe à Claremont); Isabella (Clanranald à Earnscliffe)	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Journée tennis	Tennis Montréal	Parc Martin Luther King et Parc Somerled	11 et 12 juin	8h-18h	9h-17h	Non	Non	Non	10h-17h	Non	500	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Fête pour souligner le124e anniversaire de l'indépendance Philippine	CCFAQ	Parc Mackenzie-King	12 juin 2022	9h-20h	9 h à 20 h	Non	Non	Non	9h-20h	Non	1000	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Défi YMCA	Fondation du YMCA	Parc derrière leur bâtiment	18 juin 2022	9h-15h30	9h-15h30	Non	Non	Non	9h-16h	Non	1000	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Fête de voisinage	Danny Zangwill	rue Westmore (entre Fielding et Chester)	18 juin 2022	17h-22h	Non	Non	Non	Non	17h-22h	Non	50	oui	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur
Fête pour souligner le 161e anniversaire de Jose P. Rizal	Knights of Rizal	Parc Mackenzie-King	19 juin 2022	9h-18h	9 h à 18 h	Non	Non	Non	9h-18h	Non	500	Non	Accepté sous condition selon les directives de la Santé Publique en vigueur

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **2 mai 2022**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022**, (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Les articles 1, 2 et 3 prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenu des événements identifiées au tableau en pièce jointe.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **2 mai 2022**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022** (voir en pièce jointe).

Les articles 1, 2 et 3 prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenu des événements identifiées au tableau en pièce jointe.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **2 mai 2022** le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **2 mai 2022** (voir en pièce jointe).

Les articles 1 et 2 prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S2.2) permettront la tenu des événements identifiées au tableau en pièce jointe.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie aux bouts des ailes S.T.U.V. du Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003115538.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, le 18 août 2021 dans le cadre de la demande 3002715974, d'approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (01-276).
ATTENDU que la Direction de l'urbanisme a délivré, le 10 mars 2022, l'autorisation requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002).

IL EST DÉCIDÉ :

D'approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie aux bouts des ailes S.T.U.V. du Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, tel que présenté sur les plans d'architecture approuvés ci-joints et estampillés par la Division de l'urbanisme, en date du 20 janvier 2022 - dossier relatif à la demande de permis 3003115538.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 08:04

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie aux bouts des ailes S.T.U.V. du Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003115538.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de transformation pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'Université de Montréal a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 20 janvier 2022.
Le conseil d'arrondissement doit statuer sur cette demande en vertu du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Les travaux visent le remplacement des fenêtres aux bouts des ailes S.T.U.V. du pavillon Roger-Gaudry et la réfection partielle de la maçonnerie sur les façades où les fenêtres seront remplacées.
L'approbation des plans est assujettie au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) en vertu de l'article 55 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052).

Le pavillon Roger-Gaudry s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'une grande propriété à caractère institutionnel située dans le secteur du Mont-Royal, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux doivent être autorisés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Direction - voir en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Division de l'urbanisme conclut que le projet est conforme à l'article 59 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052) et formule un avis favorable pour les raisons suivantes:
- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence et la forme d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution.

Le 18 août 2021, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) s'est prononcé en accord avec l'analyse du projet et a recommandé d'approuver les plans - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

Le 10 mars 2022, la Direction de l'urbanisme a délivré l'autorisation 20216614 requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002) - voir autorisation en pièce jointe.

La Division de l'urbanisme recommande que les plans soient approuvés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suivant l'approbation de la demande par le conseil d'arrondissement, le permis de construire pourra être délivré.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie aux bouts des ailes S.T.U.V. du Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003115538.

Plans approuvés:

2022-01-19_Émis pour permis (1).pdf

Document d'analyse:

3.11_Édouard-Montpetit_2450_présentation (1).pdf

Extrait du CCU du 18 août 2021:

2021-08-18_Extrait_PV_3.11_2450, boul. Édouard-Montpetit (UdM pavillon Roger-Gaudry).pdf

Autorisation en vertu de la LPC:

autorisation-des-travaux-20225261.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

CD NDG

attachant



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PAVILLON ROGER-GAUDRY - UdeM

PIIA - 2450, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

18 août 2021

300271597

01 CONTEXTE

PAVILLON ROGER-GAUDRY - UdeM / 2450, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

1. **REMPLACEMENT DES FENÊTRES;**
2. **RÉFECTIONS DE LA MAÇONNERIE;**

02 ANALYSE

SECTEUR ET SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL

GRANDE PROPRIÉTÉ À CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

- TRANSFORMATION ASSUJETTIE AU PIIA (TITRE VIII) EN VERTU DE L'ART. 118.1;
- AUTORISATION PRÉLIMINAIRE DES TRAVAUX EN VERTU DE LA LPC;

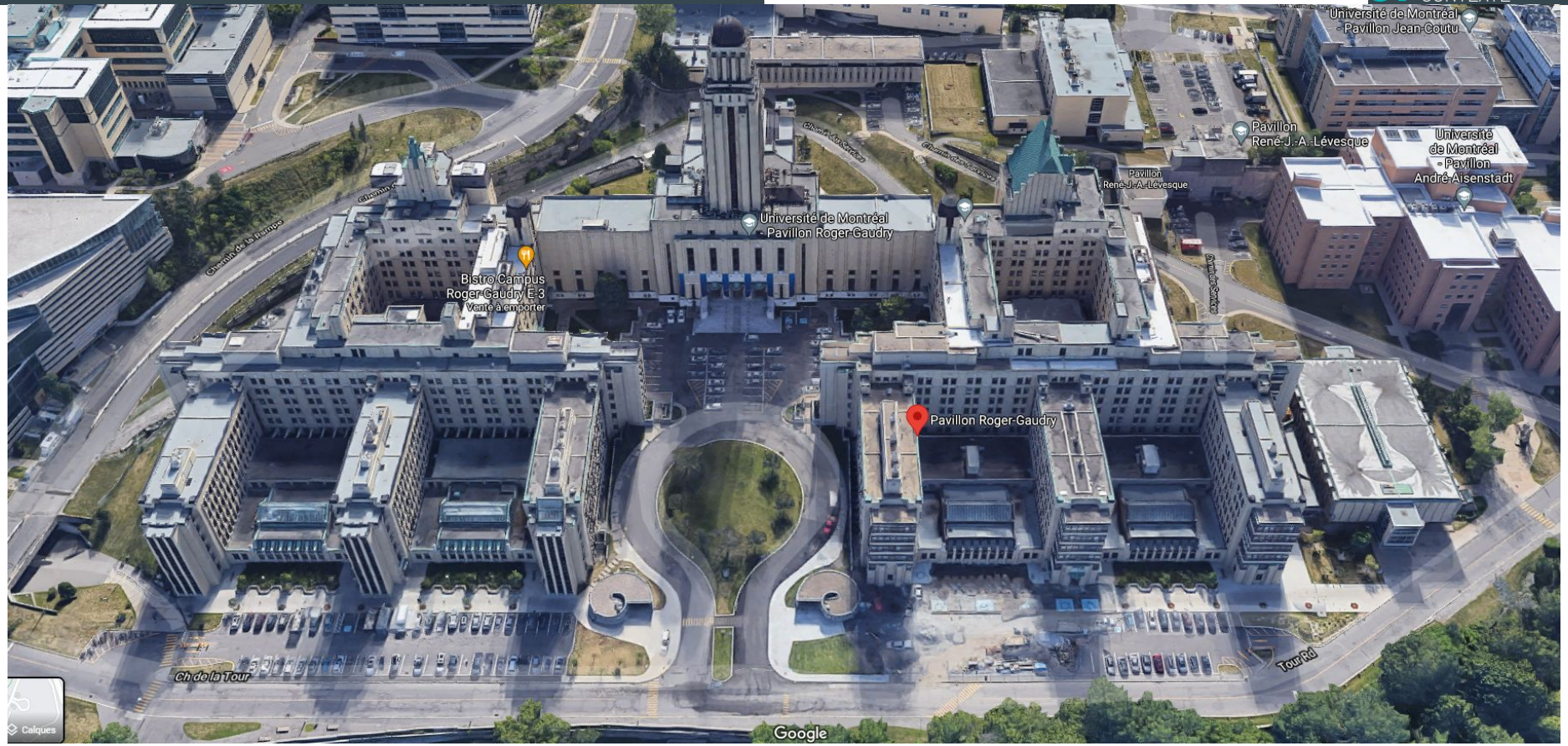
03 RECOMMANDATION

LA DAUSE EST FAVORABLE À LA DEMANDE.

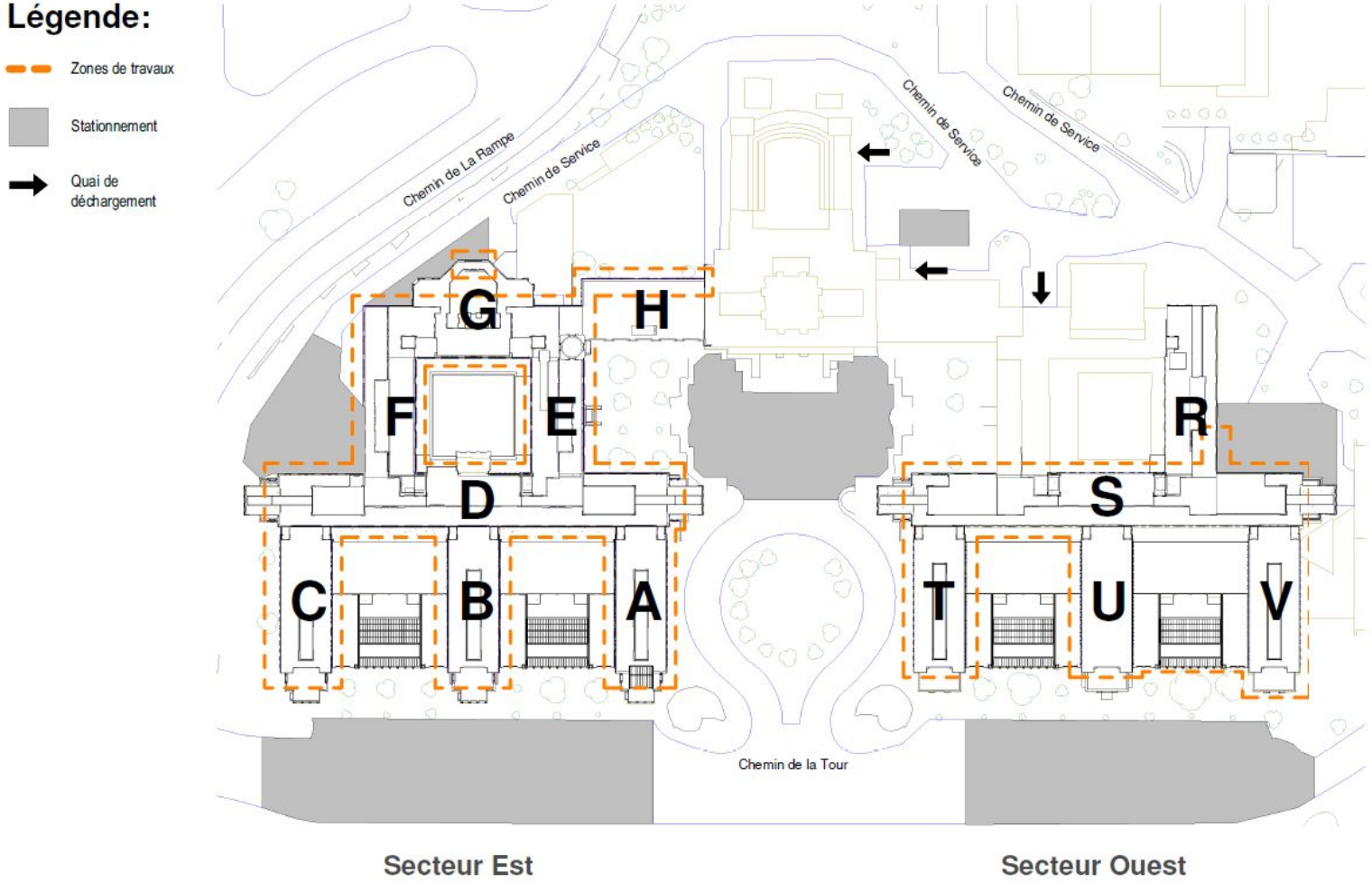
LOCALISATION



ZONE D'INTERVENTION



- **Construction:** entre 1928 et 1943
- **Architecte:** Ernest Cormier architecte-ingénieur
- **Premier bâtiment de l'UdeM après séparation de UL**
- **Plan compact:** disposition symétrique et hiérarchique
- **Style:** tradition française des Beaux-arts
- **Matériaux:** Béton et maçonnerie


Légende:
Zones de travaux
Stationnement
Quai de déchargement
Chemin de La Rampe
Chemin de Service
Chemin de Service
Chemin de Service
G
H
F
E
D
R
S
C
B
A
T
U
V
Chemin de la Tour
Secteur Est
Secteur Ouest

0 - RELEVÉS ET TRAVAUX EXPLORATOIRES

LES ÉTUDES PRÉALABLES

Étude # 1 - Relevé et analyse

- *Pavillon Roger-Gaudry - Relevé et analyse de la fenestration existante du pavillon Roger-Gaudry*
  Mars 2010, par Leclerc Architectes.

L'objectif de ce rapport a été d'établir un constat des conditions générales de vétusté de la fenestration du Pavillon Roger-Gaudry et de définir les principales problématiques s'y rattachant. Une classification pour les différents types de fenêtres a été déterminée suivant leurs matériaux, leur assemblage et leurs principes de fonctionnement spécifique. La conclusion de cette étude constitue une évaluation des différents degrés de priorités de remplacement suivant chacun des types de fenêtres.

Étude # 2 - Rapport d'expertise de la fenestration actuelle

DMA architectes sencrl

- Remplacement des fenêtres du Pavillon Roger-Gaudry
  Janvier 2011

L'objectif de ce mandat était l'obtention d'une entente cadre avec les instances patrimoniales concernées en vue de la réfection et/ou du remplacement des fenêtres identifiées dans le rapport précédant de la firme Leclerc architectes comme modèle A,B,B',C et D du pavillon Roger-Gaudry.

Dans le cadre de cette expertise, il fut démontré que les deux interventions possibles, c'est-à-dire la restauration et le remplacement des fenêtres, étaient réalisables tant au niveau technique qu'au niveau du respect des valeurs patrimoniales du pavillon Roger-Gaudry.

D'une part, afin d'évaluer la faisabilité d'une option de remplacement, la restauration sur place d'une fenêtre échantillon de type A fut effectuée. D'autre part, des relevés d'une fenêtre de type A, B, B', C et D, furent réalisés afin de permettre une analyse détaillée de chaque composante qui mènerait à l'élaboration d'un modèle de remplacement identique aux modèles originaux. Ces modèles de fenêtres de remplacement furent ainsi présentés dans ce rapport d'expertise.

Ainsi, par l'entremise de rencontres mensuelles avec un comité patrimonial formé par la Direction des Immeubles de l'Université de Montréal et de représentants du CCU, du CPM et du MCCCF, l'option de remplacement des fenêtres fut privilégiée comparativement à une restauration qui comporterait trop de risques et d'imprévus et nuirait quant à la préservation à long terme de l'enveloppe du pavillon. Le tout ayant été évalué suivant des critères de valeurs patrimoniales, de performance énergétique, de mise en œuvre, d'entretien et de coût global des travaux. Un avis préliminaire favorable quant aux propositions de nouvelles fenêtres conçues par DMA Architectes fut donc obtenu des instances. Ces dessins constituent l'entente visant à encadrer les futurs travaux prévus aux fenêtres du pavillon Roger-Gaudry pour les années à venir dans la mesure où ils devront également être respectés lors de l'élaboration des plans et devis des différentes phases de construction à venir.

La présente étude

En vue de pouvoir élaborer des propositions de fenêtres en accord avec la conception d'origine, il s'agit d'abord d'établir un portrait global du bâtiment suivant les diverses études réalisées à ce propos, impliquant aussi l'élaboration d'une analyse tant historique, qu'une compréhension du contexte dans lequel cette œuvre s'inscrit afin de déceler les caractéristiques générales de l'œuvre de Cormier.

Le mandat vise à fournir à l'Université la documentation technique nécessaire à la convention d'un accord d'approvisionnement et comprend les livrables et les activités tels :

- des études techniques nécessaires en vue de l'établissement des valeurs de référence définitives pour les critères de performance requis;

- l'élaboration d'un devis technique décrivant les critères de conception et fabrication à mettre en oeuvre;

- l'élaboration de la nomenclature des divers types et dimensions de fenêtres requise aux fins du projet de remplacement basée sur les différentes études antérieures.

- l'analyse des propositions technique et produits soumis avec la proposition financière aux fins de vérifier la conformité de ces dernières aux exigences techniques de documents des soumissions.

- le développement de propositions pour solutionner des cas particuliers reliés aux transformations du bâtiment.

Aucun détail d'insertion ou d'exécution ne sera inclus à l'appel d'offres pour la fourniture des fenêtres. Les détails seront plutôt développés lors de chaque projet spécifique de remplacement, par façade ou par secteur. Dans tous les cas, les manufacturiers devront ainsi respecter les principes dictés par la conception entérinée par les instances concernées tout en démontrant que les produits satisfont aux exigences techniques énoncées dans l'appel d'offres.

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - LE PAVILLON PRINCIPAL

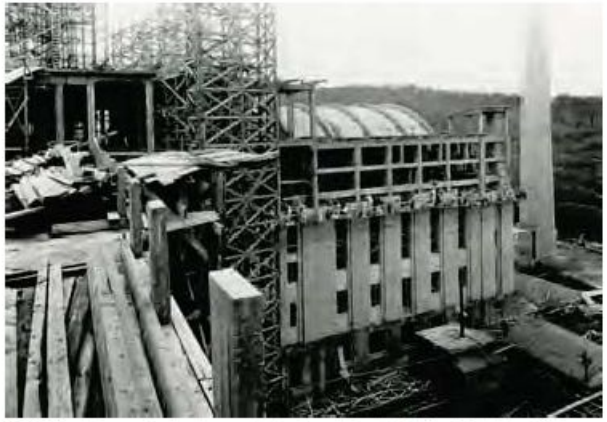
Historique de construction

La construction du Pavillon principal se déploie en deux grandes parties, soit la première, entre les années 1928 et 1934 et la seconde, entre les années 1939 et 1943.

C'est au début de sa carrière qu'Ernest Cormier fut mandaté pour l'édification d'un nouveau campus dédié à la toute première université francophone montréalaise, l'Université de Montréal. Après l'incendie de ses locaux rue st-Denis, l'institution délaisse son affiliation avec l'Université Laval afin d'acquérir son indépendance et son nouveau statut. Alors en quête d'une image de marque à offrir, l'université est prête à s'installer sur la montagne. Plusieurs sites furent étudiés, mais c'est l'ancienne carrière de calcaire abandonnée par la ville depuis 1920 et située sur le flanc nord-ouest du Mont-Royal qui fut gracieusement offerte par la ville.

Cormier est désigné par le deuxième recteur de l'Université, Mgr Vincent Piette, pour établir les plans du nouveau campus à son emplacement actuel. Inspiré du modèle de campus américain, le campus se veut isolé, trônant symboliquement sur la montagne, dans un environnement bucolique, à l'écart des bruits de la ville.

Ce n'est qu'en 1939, une fois la crise économique terminée, que les travaux reprennent sous la nouvelle direction de Henri S.Labelle, architecte. En 1942, l'Université commence à déménager ses locaux puis le 3 juin 1943, une grande cérémonie marque l'inauguration officielle du Pavillon Principal et, par le fait même, la fin des travaux.



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal

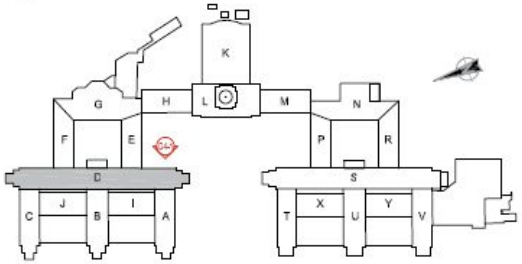
HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION

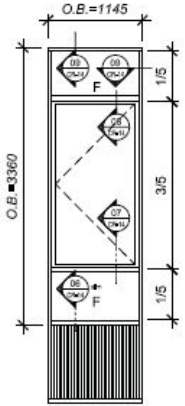


© Fonds Ernest Cormier

1889 à 1920	Succursale montréalaise de l'Université Laval située sur la rue St-Denis, dans le quartier Latin.
22 novembre 1919	Premier incendie majeur dans les locaux de la rue St-Denis.
14 novembre 1923	Deuxième incendie, également majeur, des locaux du quartier latin.
22 mai 1922	La ville de Montréal fait don de deux terrains situés sur le flanc du Mont-Royal à l'université (ancienne carrière de calcaire désaffectée).
1924	L'architecte/ingénieur Ernest Cormier est mandaté pour concevoir le pavillon principal de l'Université de Mon tréal.
30 mai 1928	Début des travaux sous la direction de Cormier.
21 mars 1930	Contrat de construction avec l'entrepreneur Damien et Ulric Boileau pour 30 mois.
23 septembre 1931	Interruption des travaux
1931-1934	Réparations
1934	Étant donné la crise économique qui sévit, les travaux sont suspendus en raison d'impératifs financiers par l'Université de Montréal.
1939	Poursuite des travaux sous la direction de l'architecte Henri S.Labelle, la Société d'administration de l'Université de Montréal et la nouvelle société de l'entrepreneur Damien Boileau (sans son frère Ulric).
Août 1942	L'Université située sur la rue St-Denis déménage sur le Mont-Royal.
1943	Fin des travaux

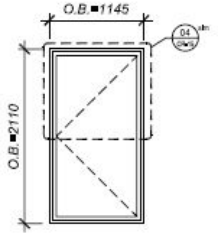
FAÇADE D4-1





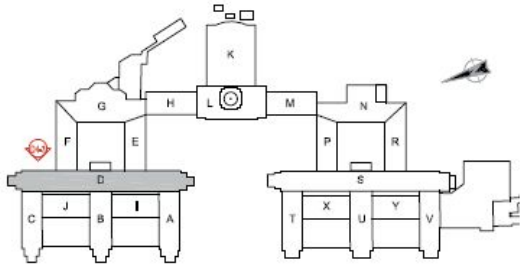


03 Élévation / Elevation - Type KK
1:50 (Façades D4-1 et S4-3)

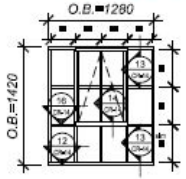


02 Élévation / Elevation - Type JJ
1:50 (Façades D4-1 et S4-3)

FAÇADE D4-3



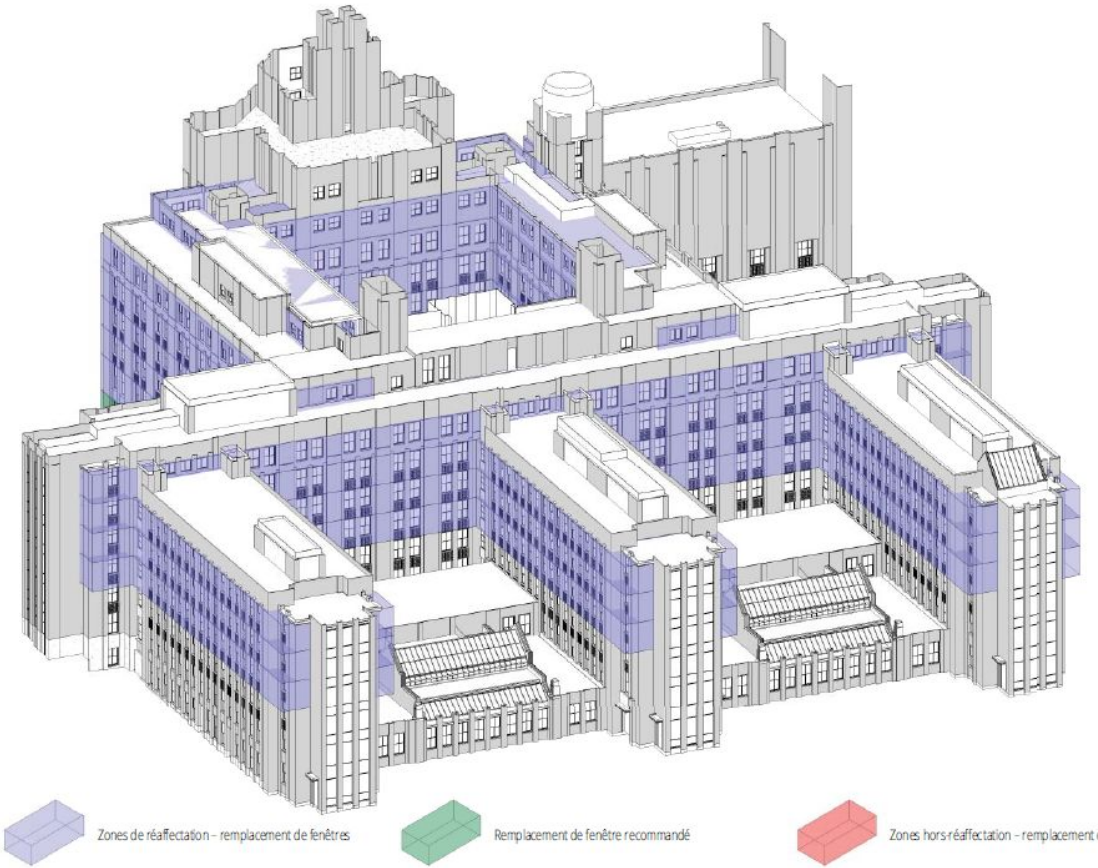




01 Élévation / Elevation - Type LLLL
1:50 (Façade D4-3)

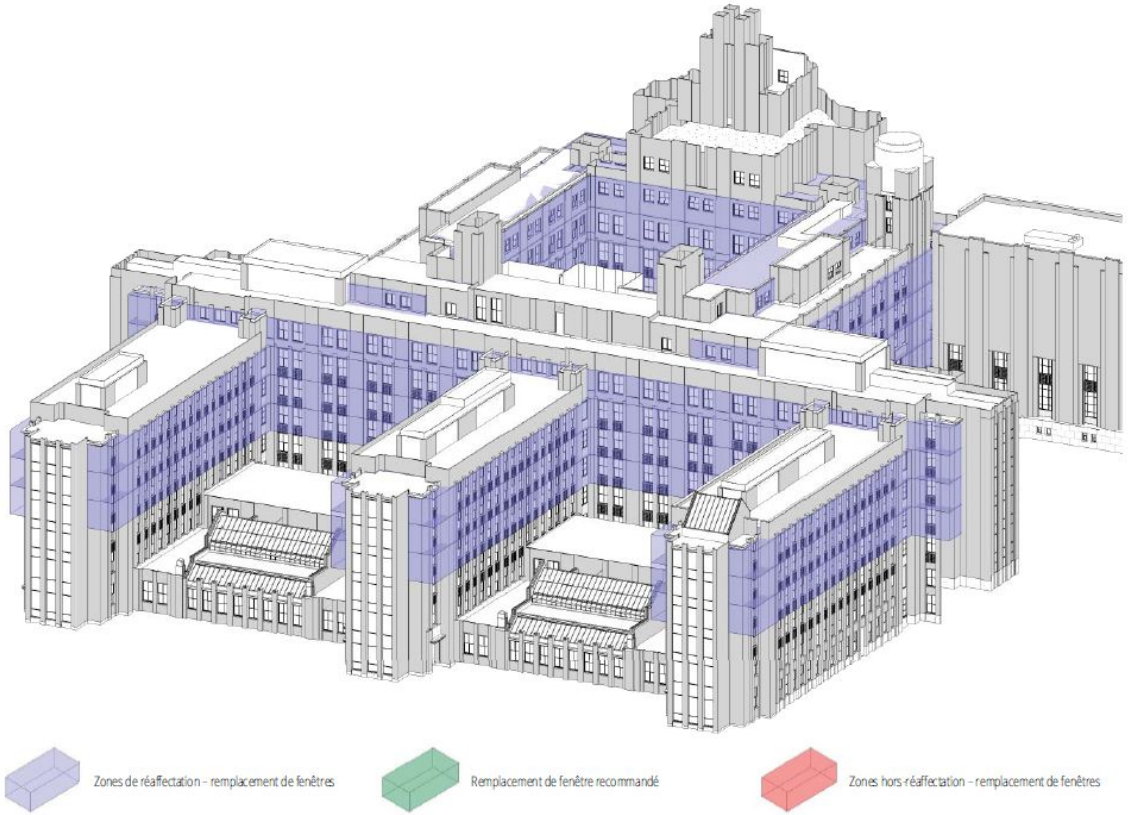
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE A



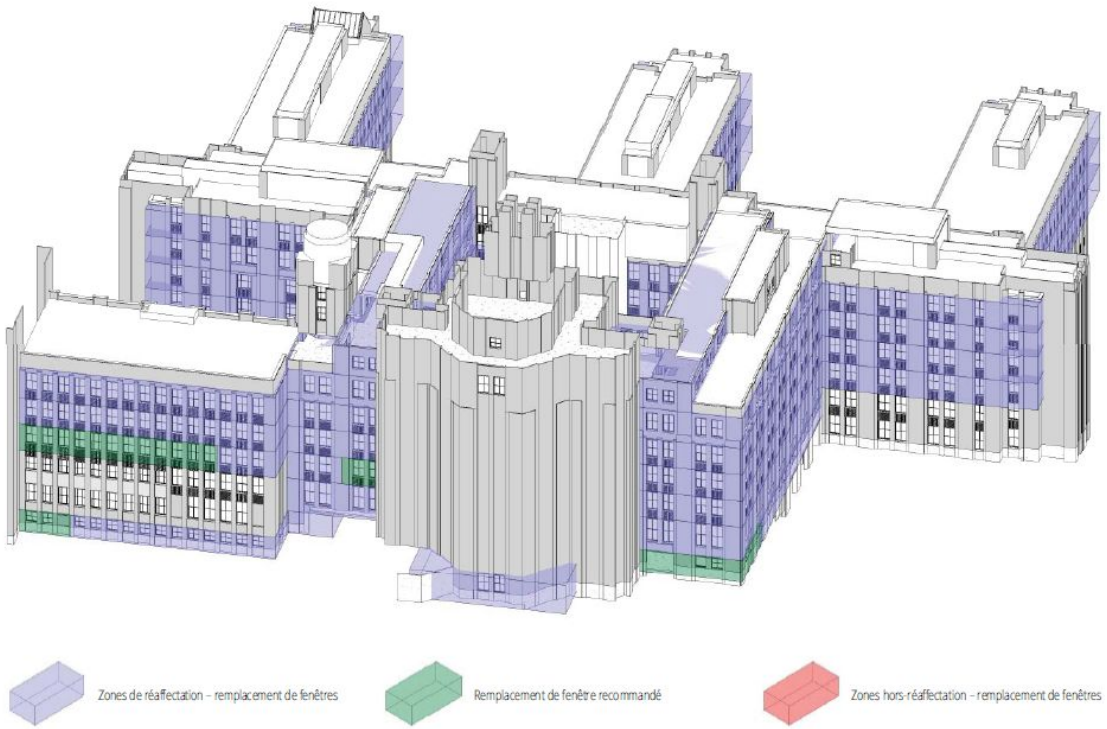
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE B



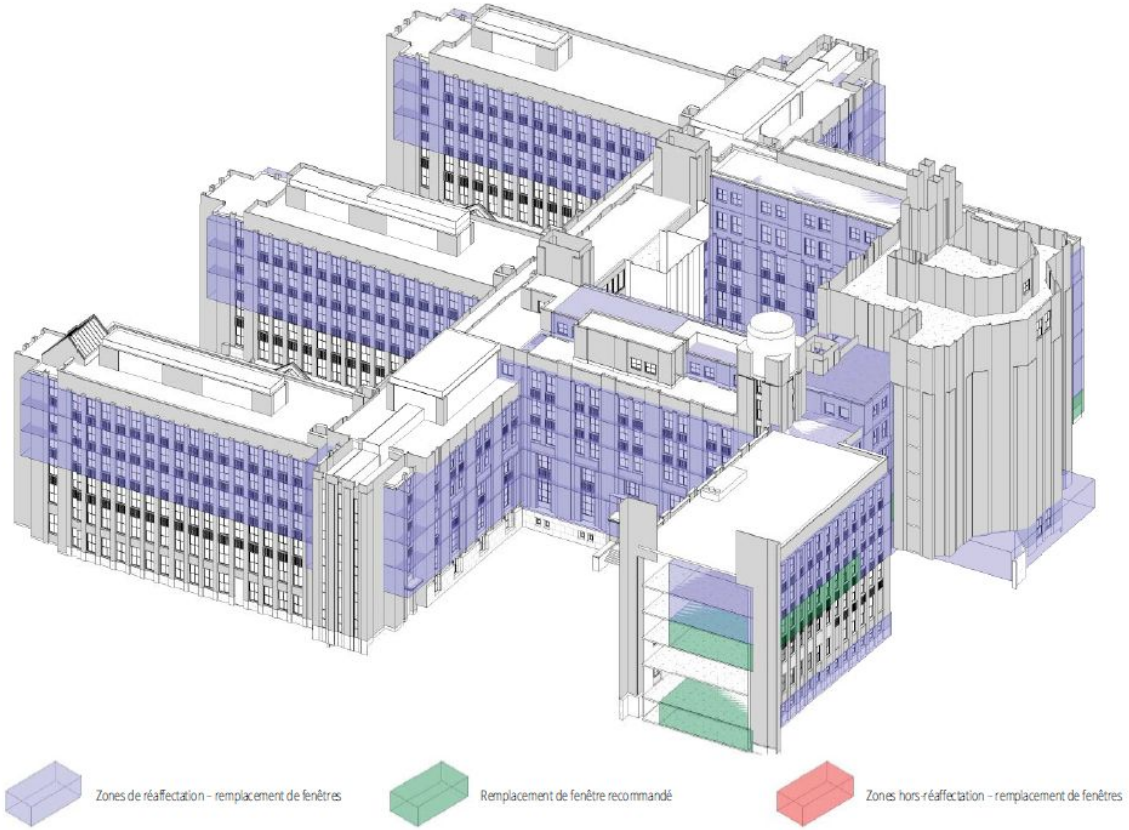
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE C



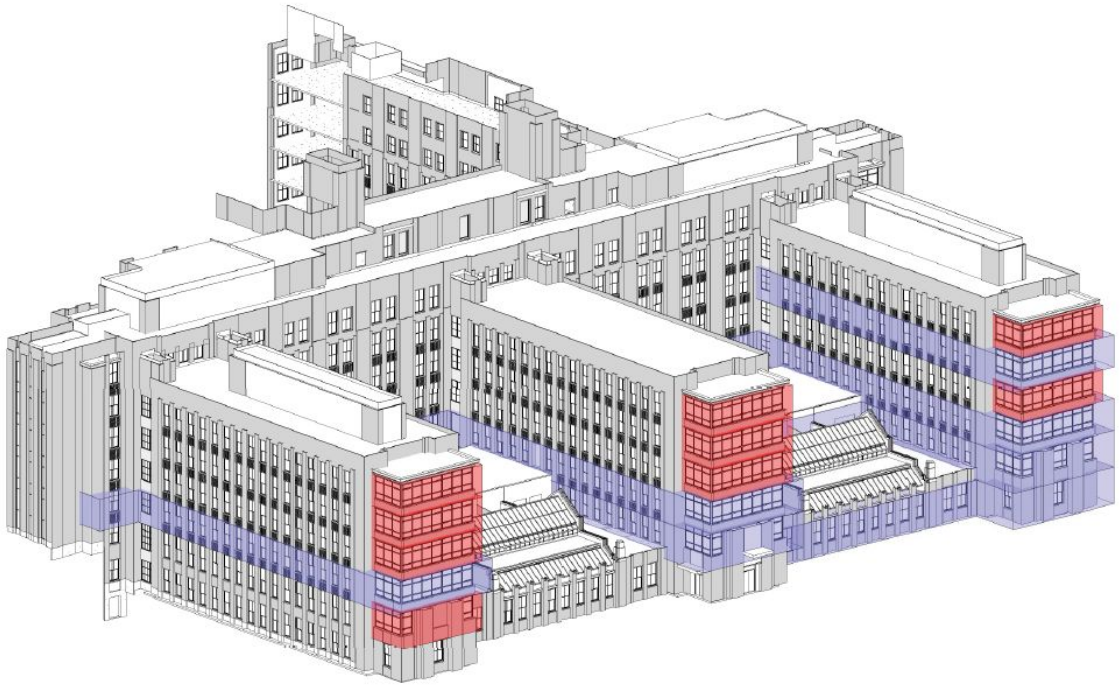
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE D



La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUE A



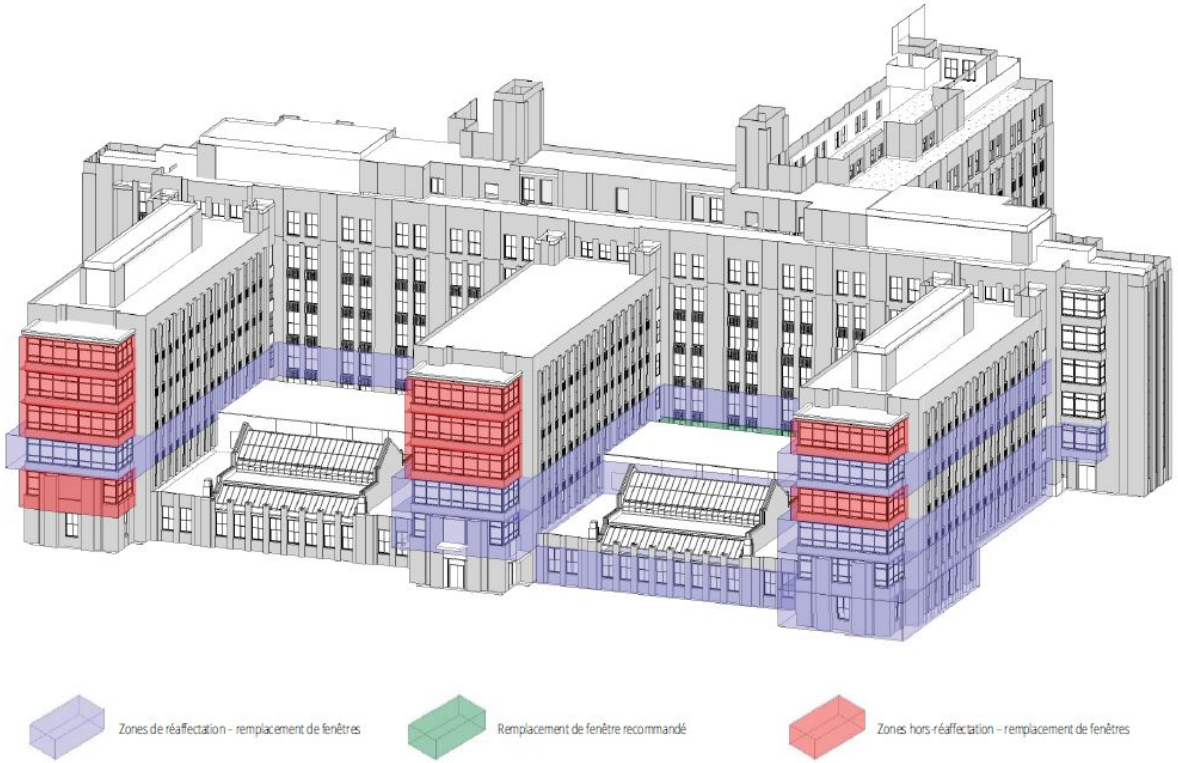
Zones de réaffectation - remplacement de fenêtres

Remplacement de fenêtre recommandé

Zones hors-réaffectation - remplacement de fenêtres

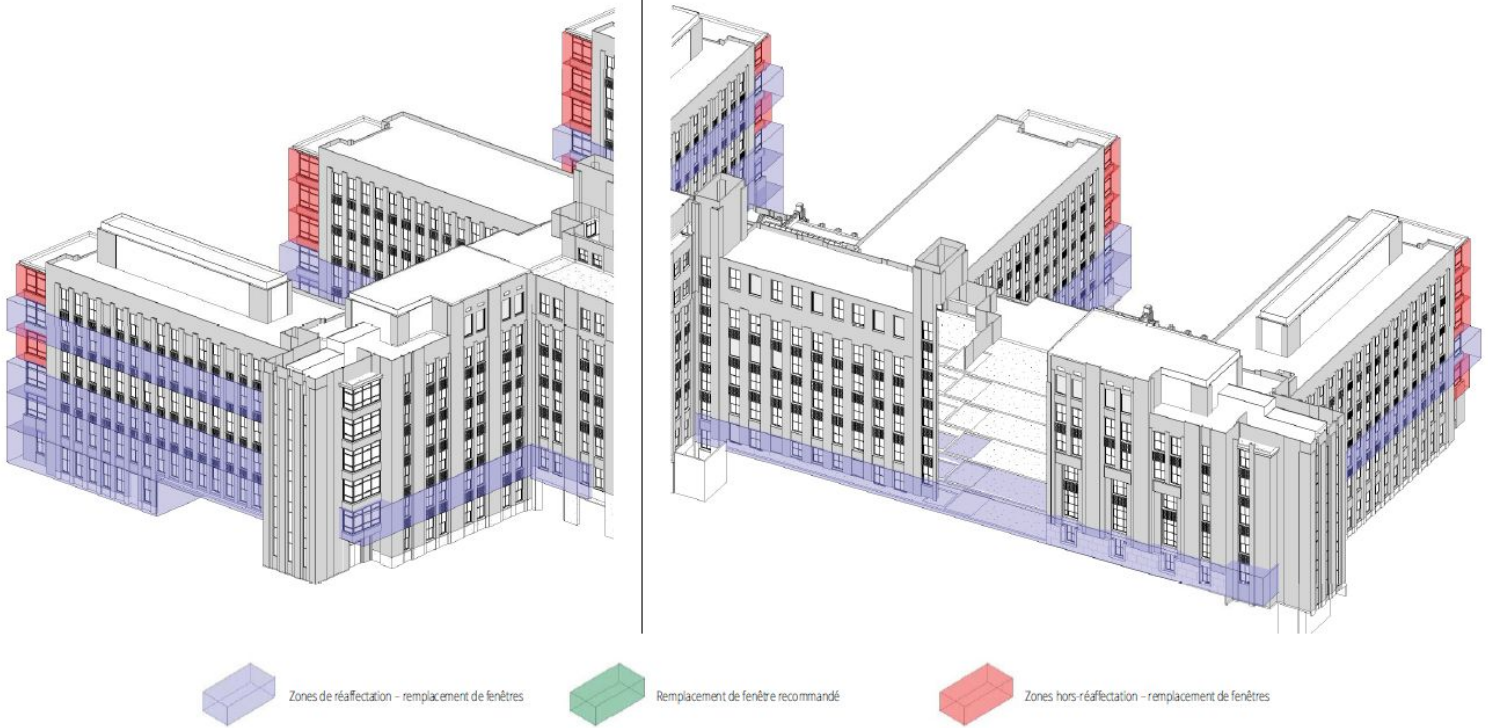
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUE B

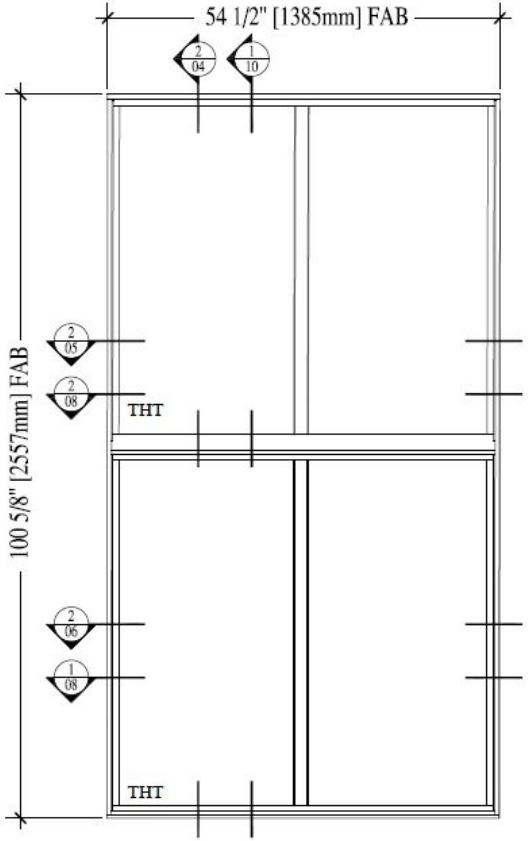


La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUES C ET D



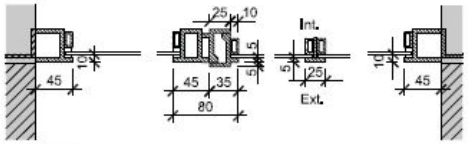
1 - REMPLACEMENT DES FENÊTRES



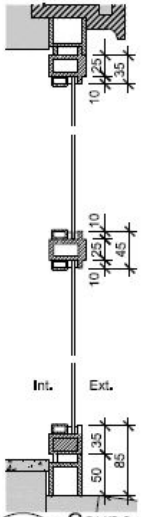
FENÊTRE FIXE IMITATION GUILLOTINE
TYPE 41FG
REQUIS = 1x
SÉRIE 2040S (PROF. 5 1/4"134mm)



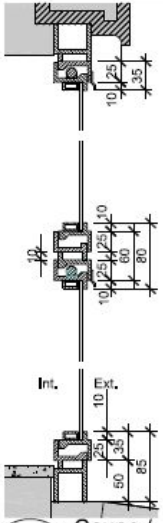
FENÊTRE EXISTANTE TYPE 41



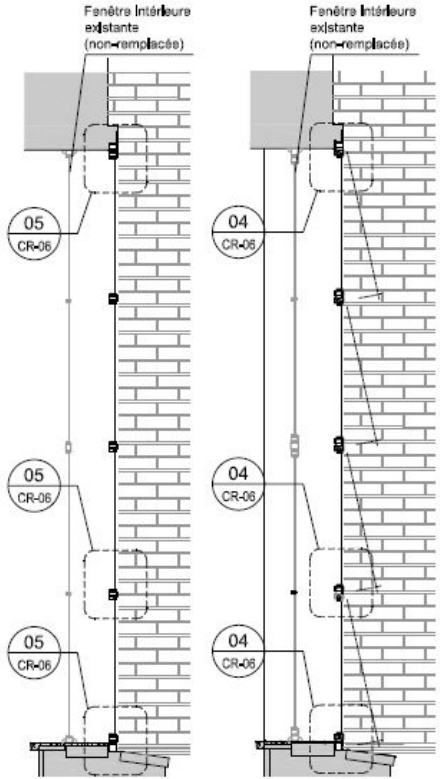
06 CR-06 Plan bas / Bottom 1:5



05 Coupe / Section 1:5

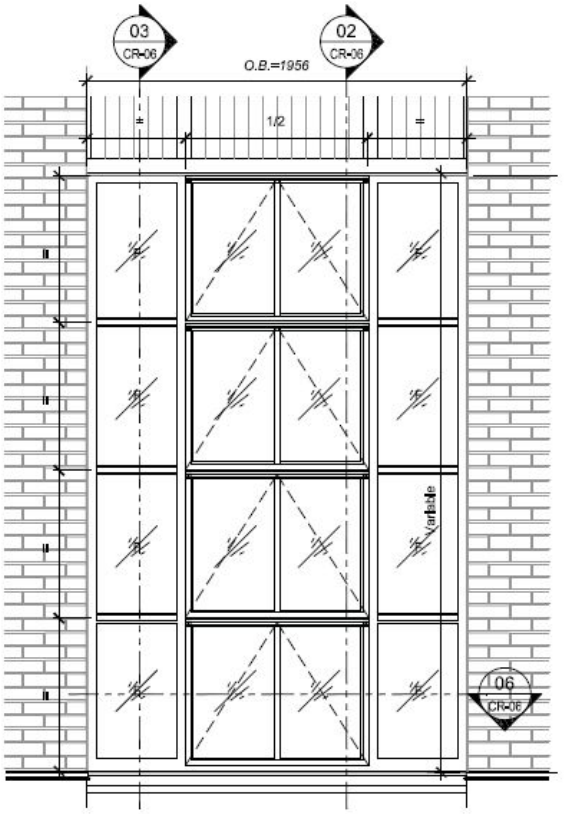


04 Coupe / Section 1:5



03 Coupe fixe / Section 1:20

02 Coupe ouvrant / Section 1:20



01 Élévation / Elevation 1:20

Type UU

(Correspondant à 2% des fenêtres à changer)

**Ces types ont préalablement fait l'objet d'un avis préliminaire favorable par les instances concernées suivant l'étude de DMA en 2011*

Options de remplacement des fenêtres

DESCRIPTION DES FENÊTRES EXISTANTES À GUILLOTINE

Les fenêtres existantes à guillotines ont été installées lors de la construction d'origine, dans les années 1930. Le cadre de fenêtre existant sert de support (linteau) à la maçonnerie au-dessus. Il est composé de deux cadres en acier reliés entre eux avec une plaque de recouvrement. Les cadres sont possiblement maintenus en place dans le mur de maçonnerie au moyen d'ailettes soudées au cadre et de mortier sur tout le périmètre. Lors des travaux des échantillons, les cadres enlevés n'avaient pas d'ailettes soudées, ce qui soulève un doute sur leur méthode de fixation.

La peinture des fenêtres existantes contient du plomb. De l'amiante est présente dans le mastic qui retient les vitrages ainsi qu'au périmètre intérieur. La démolition des fenêtres doit se faire dans un environnement contrôlé à l'aide d'enceintes intérieures et d'extraction de l'air contaminé. Les travaux de démolition devront se faire par un spécialiste en décontamination en condition de risque modéré pour chaque fenêtre.

DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 1

L'option 1 consiste à conserver le cadre intérieur et le cadre extérieur en place pour minimiser les travaux et les risques. La nouvelle fenêtre est donc installée à l'intérieur du cadre extérieur existant.

DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 2

L'option 2 consistait initialement à conserver le cadre intérieur et modifier le cadre extérieur pour retirer le profilé visible de l'extérieur, afin que le remplacement des fenêtres n'ait pas d'impact visuel de l'extérieur. Lors de la réalisation au chantier, les travaux de modification du cadre extérieur ont provoqué des étincelles qui risquaient de mettre le feu au mur extérieur. Les travaux ont été arrêtés et puisque le cadre extérieur était endommagé, il a été retiré. Il a donc été conclu que l'option 2 telle que planifiée n'était pas réalisable dans le cadre du projet.

L'option 2 a donc été modifiée pendant le chantier. Le cadre intérieur est conservé et le cadre extérieur est retiré. De cette façon, il n'y aura pas d'impact visuel de l'extérieur.

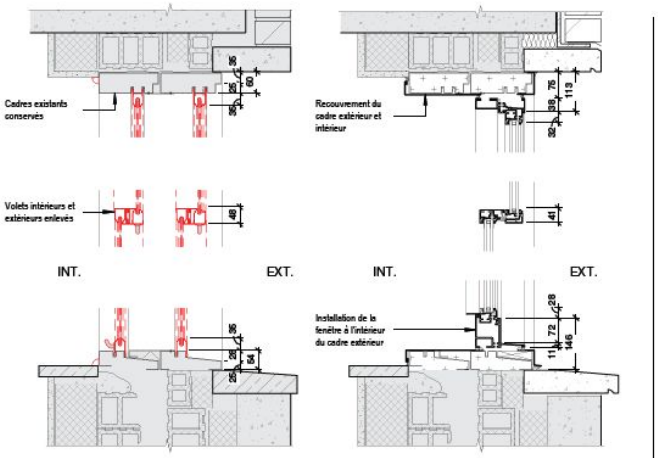
DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 3

L'option 3 consiste à enlever complètement les deux cadres de fenêtres. Ceci permet d'installer une nouvelle fenêtre de dimensions similaires à l'existant. Suite au chantier des 3 échantillons, cette option a été écartée puisque plus complexe à réaliser, impliquant des interventions intérieures majeures dont le support de la maçonnerie au-dessus de la fenêtre, sans présenter d'avantages notoires par rapport aux options 1 et 2, où certaines portions des cadres sont conservés. Cette option est aussi plus coûteuse que les options 1 et 2.

CHANTIER POUR ÉCHANTILLONS

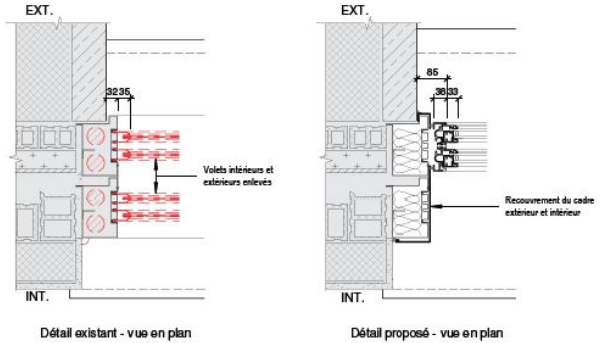


Option 1 - Fenêtre installée dans les cadres existants conser



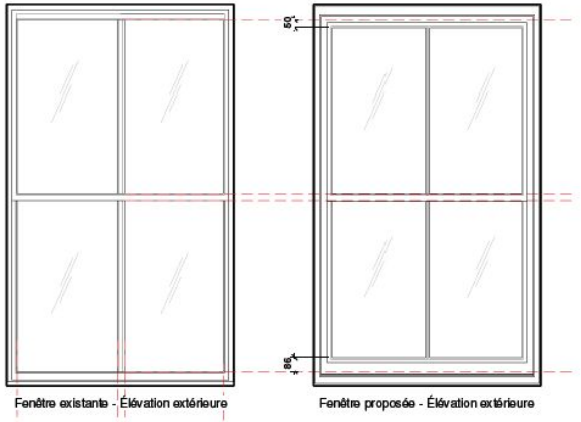
Détail existant - vue en coupe

Détail proposé - vue en coupe



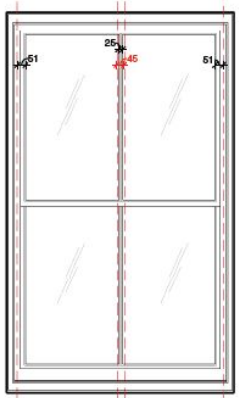
Détail existant - vue en plan

Détail proposé - vue en plan



Fenêtre existante - Élévation extérieure

Fenêtre proposée - Élévation extérieure

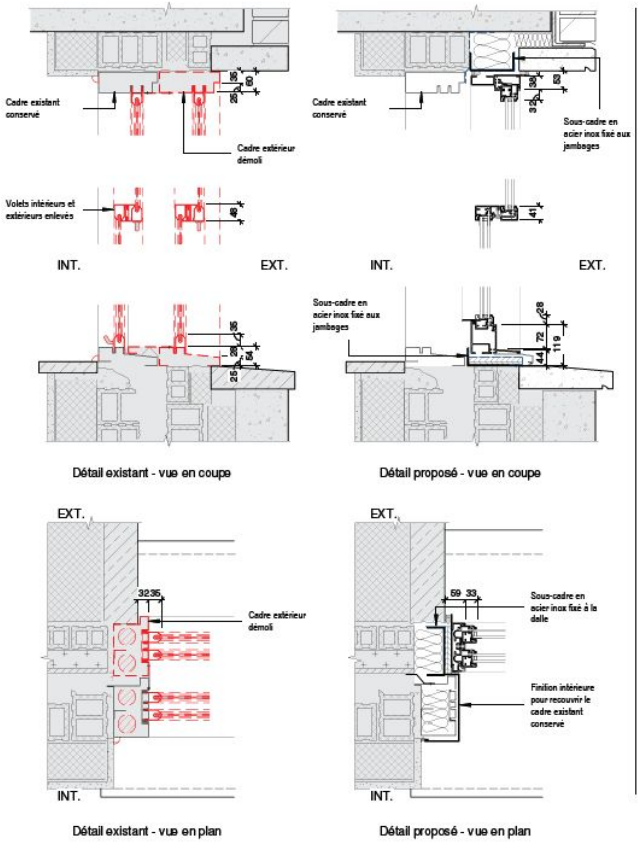


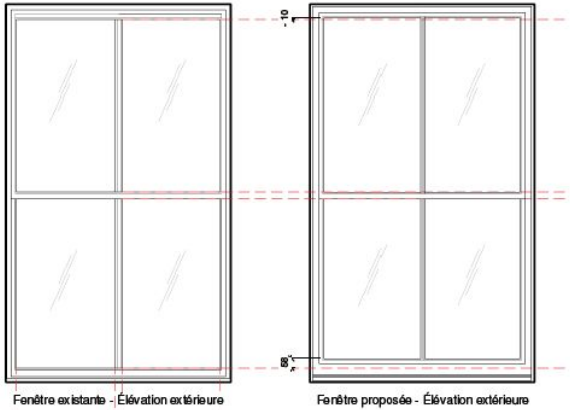
Fenêtre proposée - Élévation extérieure

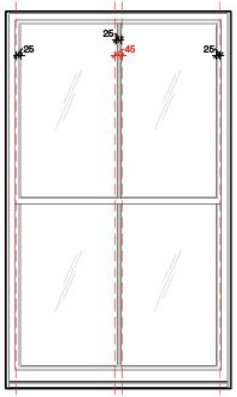
Option 1:

- Cadre existant conservé
- Volets et mécanismes d'ouverture enlevés

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enle



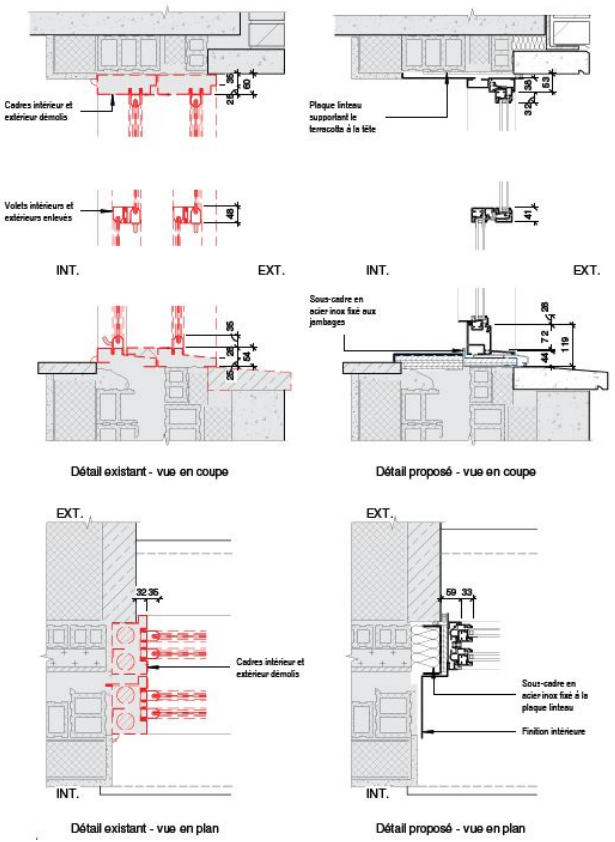


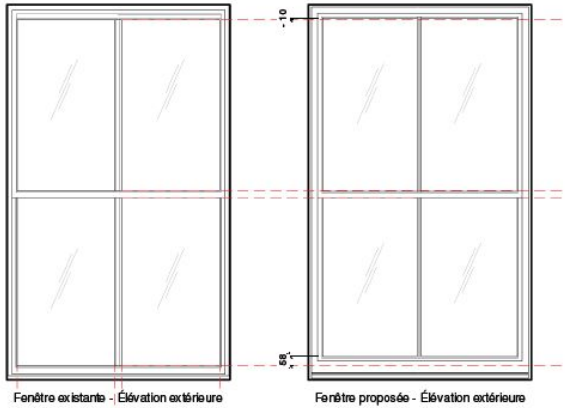


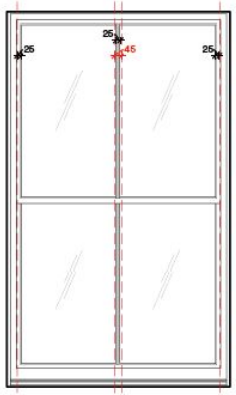
Option 2:

- Cadre extérieur enlevé et cadre intérieur conservé
- Volets et mécanismes d'ouverture enlevés

Option 3 - Cadres (intérieur et extérieur) enlevés







Option 3:

- Cadre existant enlevé complètement

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

PRINCIPAUX AVANTAGES

- Secteurs occupés: dimensions de l'enceinte intérieure plus restreinte parce que la majorité du travail peut se faire de l'extérieur, moins de dérangement pour les usagers;
- Portée des travaux de finition à l'intérieur réduite. Les travaux requis sont le recouvrement du cadre existant.

PRINCIPAUX RISQUES ET CONTRAINTES

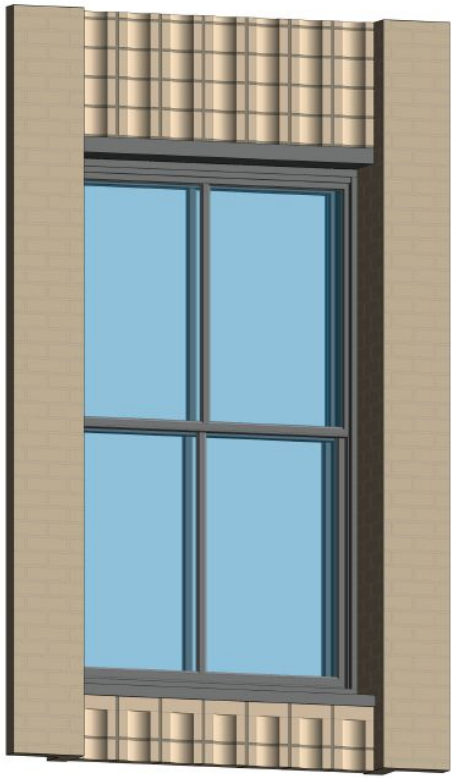
- Selon nos constatations en chantier, le cadre de fenêtre n'est pas retenu par des ailettes ou autres fixations. Par contre, il est possible que la méthode découverte ne soit pas typique. En conséquence, si le cadre extérieur est maintenu dans la maçonnerie et le mortier par des ailettes, l'enlèvement du cadre extérieur causera des dommages au mur extérieur;
- Cette option requiert des travaux importants car les murs sont composés de terracotta très friable et qui ne permet pas la fixation des nouvelles fenêtres;
- Un sous-cadre en acier inoxydable doit être installé pour permettre la fixation des nouvelles fenêtres, ce qui implique des coûts importants (environ 2 500$ par fenêtre) et des délais (production de dessins d'atelier et production des sous-cadres). Dans le cadre du chantier, l'entrepreneur a eu de la difficulté à comprendre les détails. Les dessins d'atelier ont été resoumis à 3 reprises avant d'être conformes aux exigences;
- Cette option est donc plus complexe et plus risquée que l'option 1.

ÉTAPES DE RÉALISATION DES TRAVAUX

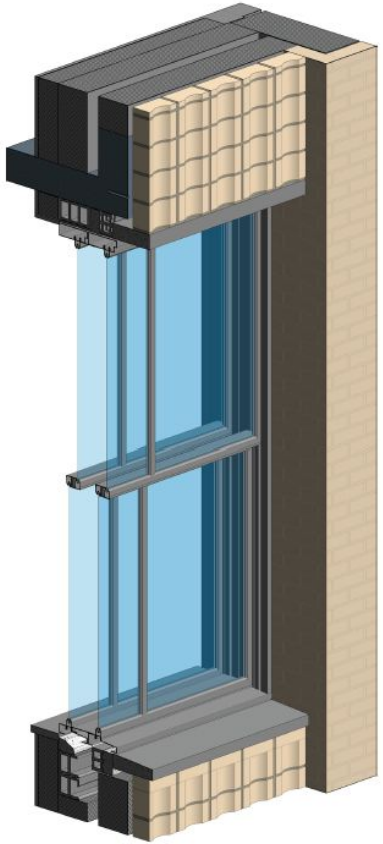
1. Sur le cadre conservé, grattage de la peinture lâche, sablage des surfaces rouillées;
2. Enlèvement des volets (haut et bas) intérieurs et extérieurs et disposition selon la réglementation en vigueur;
3. Enlèvement des plaques de recouvrement, des rails et contre-poids, incluant tout le mécanisme des fenêtres;
4. Enlèvement du cadre extérieur en supportant temporairement la maçonnerie à la tête;
5. Dans la chambre des contre-poids du cadre intérieur, vérification de l'état de l'acier. Obturation de toutes les perforations avec un scellant de type silicone;
6. Enlèvement des blocs de terracotta à la tête du cadre extérieur;
7. Coupe des extrémités des briques des pilastres sur la pleine hauteur de la fenêtre pour permettre l'installation des sous-cadres;
8. Scan de la dalle pour identifier la position de l'armature;
9. Installation d'isolant minéral derrière le sous-cadre;
10. Installation des jambages du sous-cadre en acier recouverts de la membrane d'étanchéité et fixation à la dalle;
11. Installation de l'élément de tête et seuil du sous-cadre, ajustement sur place et scellement;
12. Installation de la nouvelle fenêtre sur des cales appropriées et des extensions ou tôles d'aluminium de finition;
13. Sur tout le périmètre de l'ouverture (intérieur et extérieur), installation d'un fond de joint et scellant au silicone;
14. Finition intérieure à compléter.



Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

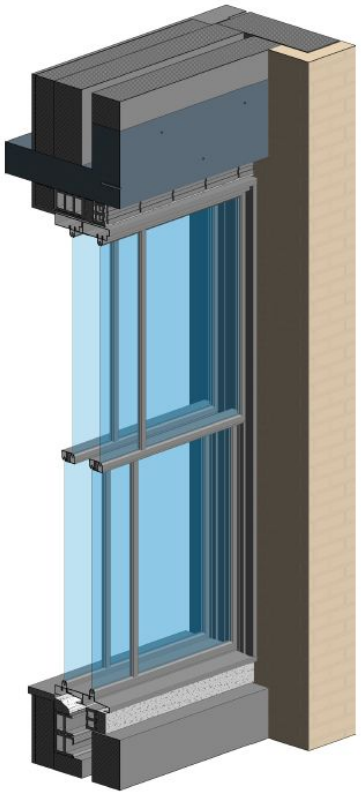


Modélisation 3D - Fenêtre existante à guillotine



Fenêtre existante

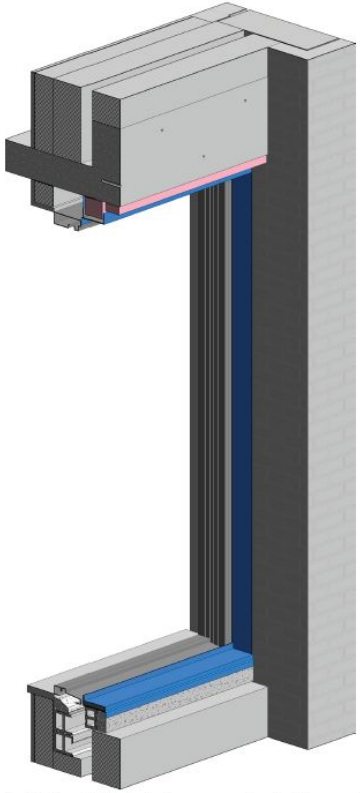
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Démolition de la maçonnerie extérieure

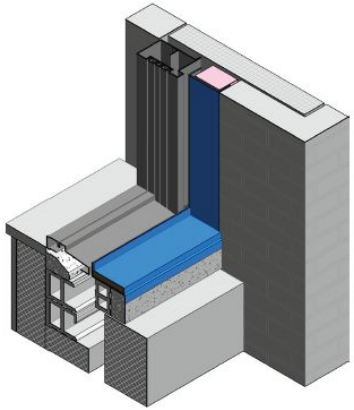


Enlèvement des volets et mécanismes des fenêtres, du cadre de fenêtre extérieur et du terracotta à la tête du côté intérieur

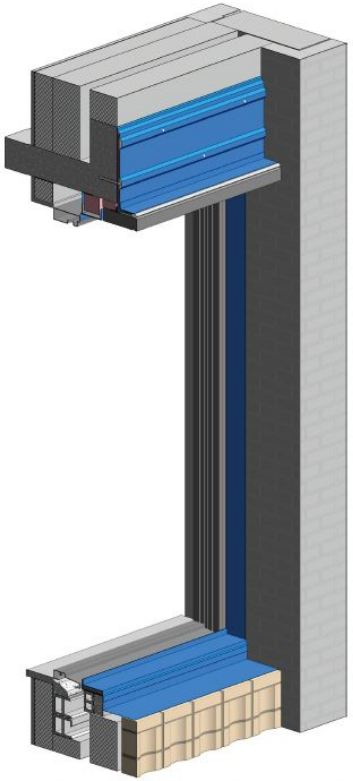


Installation de l'isolant, du sous-cadre et de la membrane d'étanchéité. Le sous-cadre est fixé à la dalle à la tête.

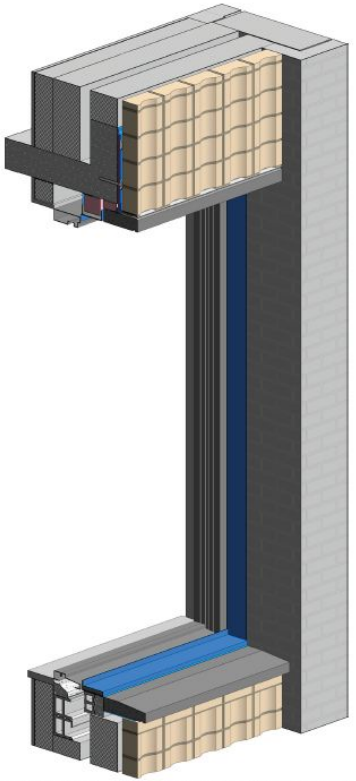
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Vue 3D agrandie du sous-cadre au jambage et au seuil. La brique doit être coupée aux jambages pour pouvoir inésrer le sous-cadre verticalement.

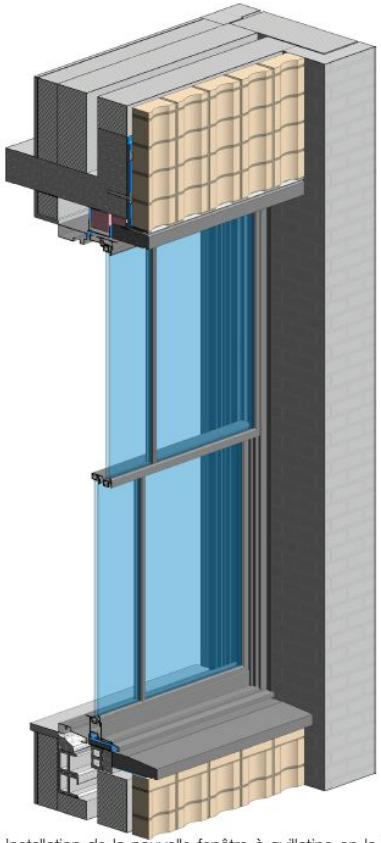


Installation de la maçonnerie extérieure sous la fenêtre et des membranes à la tête et au seuil

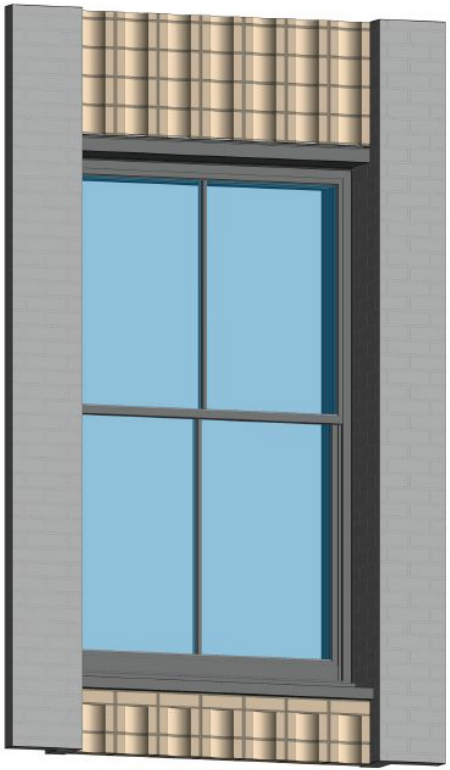


Installation de la maçonnerie à la tête de fenêtre et installation de l'allège

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Installation de la nouvelle fenêtre à guillotine en la fixant dans le sous-cadre et scellement



Vue 3D de la nouvelle fenêtre à guillotine

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

PHOTOS DU CHANTIER DES 3 ÉCHANTILLONS - OPTION 2



Lors de la modification du cadre de l'option 2, de la fumée a été observée. Les travaux ont été arrêtés. Une laine combustible ancienne se trouve dans les murs. Puisque le cadre extérieur a été endommagé, il a été décidé de le retirer. La modification du cadre tel que souhaité est exclus des options de remplacement car il a été démontré que c'est impossible.

L'option 2 testée et envisagée dans le projet est donc: conservation du cadre intérieur et enlèvement complet du cadre extérieur.



Enlèvement du cadre extérieur. Le cadre n'est pas fixé à l'aide d'ailettes dans la maçonnerie. Toute la démolition doit se faire en condition d'amiante à risque modéré avec captation à la source.



Enl'èvement du cadre extérieur. Une fois coupé, le reste du cadre s'enlève assez bien.



Condition au jambage et seuil à la suite de l'enlèvemen du cadre extérieur. Le cadre intérieur est conservé.

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Soutennement temporaire requis du terracotta à la tête en attendant l'installation du sous-cadre.



Vue générale de la fenêtre après l'enlèvement du cadre extérieur.



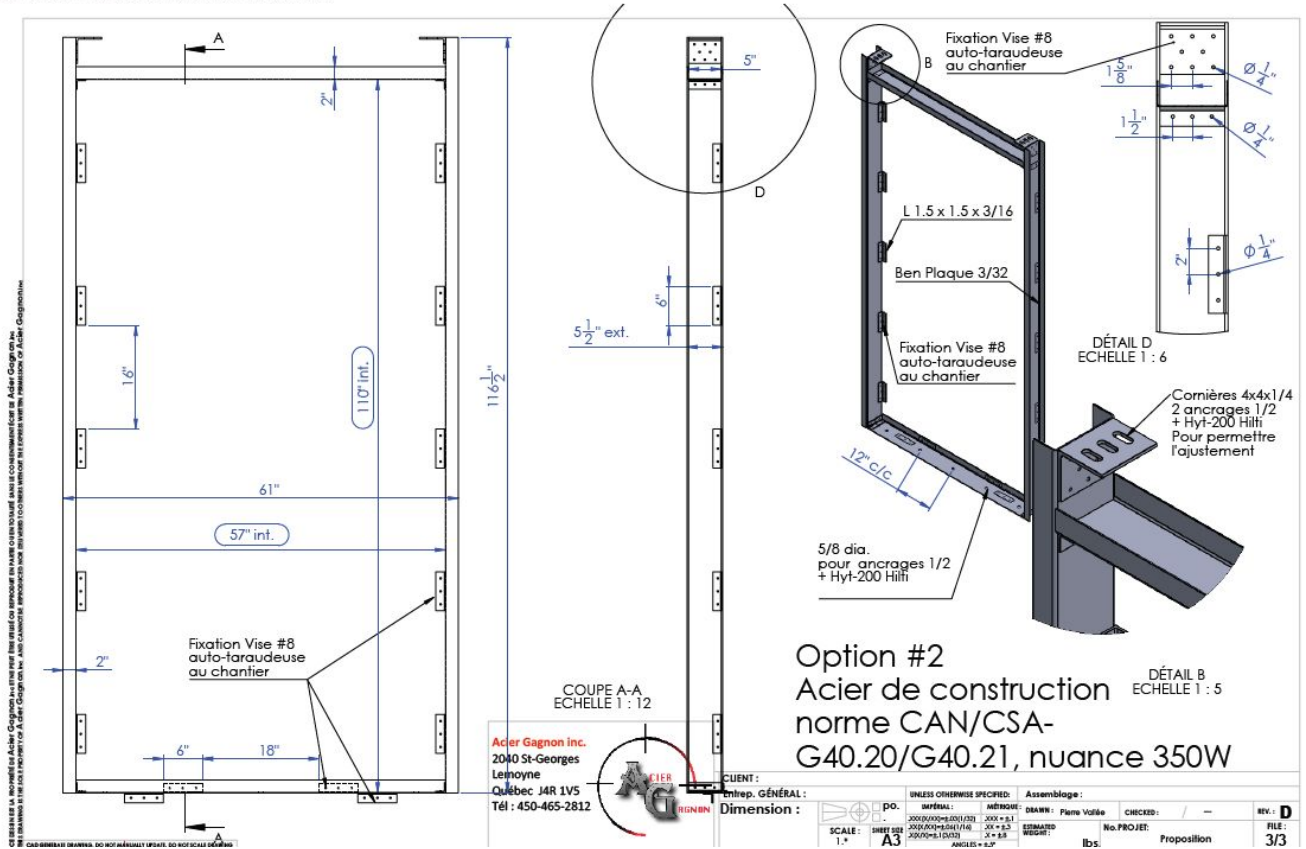
Condition au jambage et au seuil suite à l'enlèvement du cadre. Le cadre était pris dans du mortier à la base.



Lors de la démolition des blocs de terracotta à la tête de la fenêtre, le terracotta au-dessu du cadre intérieur conservé est aussi tombé. Ceci démontre à quel point ce type de matériau est friable.

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

DESSINS D'ATELIER DES SOUS-CADRES



Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Le scan de dalle n'a pas pu être effectué car la machine utilisée ne rentrait pas dans l'espace. Le sous-cadre a dû être posé sans vérifier la position des barres d'armature



Installation du jambage du sous-cadre en acier, qui doit être fixé à la dalle



Installation du jambage du sous-cadre, qui doit être fixé à la dalle.



Installation du sous-cadre au seuil, fixé dans le terracotta par 5 ancrages. Certains éléments du sous-cadre sont coupés sur place pour ajustement

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Installation des jambages des sous-cadres. Des cornières sont ajoutées pour fixer le sous-cadre au cadre existant. L'entrepreneur a dû les enlever et réinstallater car les vis n'étaient pas les bonnes.



Photo agrandie de la jonction entre le seuil et le jambage.



L'élément de la tête du sous-cadre est fixé aux éléments du jambage par 8 vis auto-taraudeuses de chaque côté. Les contreplaqués sont coupés sur place et recouverts de la membrane d'étanchéitié. Ils sont par la suite fixés sur le sous-cadre. Ce contreplaqué au périmètre ne sera pas requis dans le grand projet.



Fixation des contreplaqués au sous-cadre et installation de scellant au périmètre. Ce scellant ne sera pas visible car il sera recouvert d'une tôle de finition.

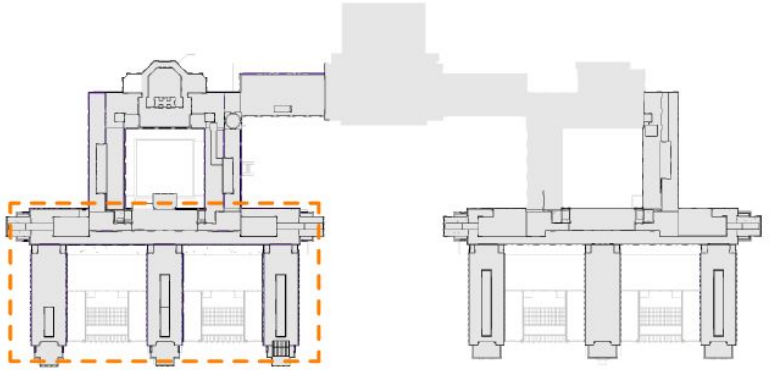
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlev



Installation de la fenêtre temporaire de type murrideau, qui est fixée à la tête et au seuil. Des capuchons de couleur bronze seront ajoutés du côté extérieur ainsi que des tôles de finition en aluminium de même couleur.

PLAN DE PHASAGE DES TRAVAUX

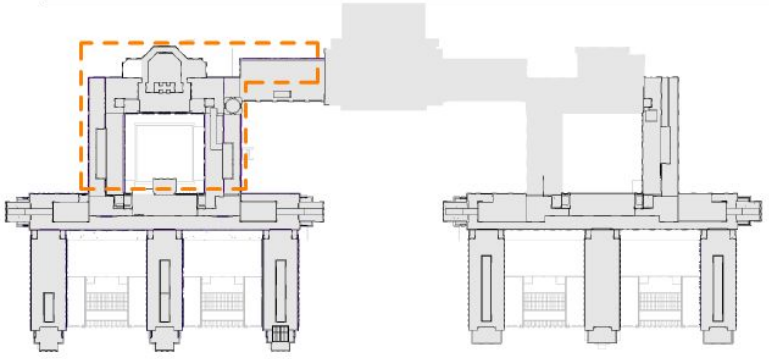
	Type de fenêtres	Dimensions approximative Largeur (mm)	Hauteur (mm)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total Quantité requise	Commentaire
Guillotine/à trémie	AA	1416	2390	15	459	281	755	
	AA*	1416	2390	0	12	0	12	
	BB	1416	2890	32	0	0	32	
	CC	1416	2600	176	0	0	176	
	FF	1416	1900	3	0	0	3	
	GG	1416	3080	0	0	52	52	tous les volets de ces fenêtres sont fixes
	HH	1416	1420	0	0	25	25	
	HH*	1416	1420	0	0	14	14	
	MM	1416	1685	0	0	24	24	
	WW	1145	2390	1	6	0	7	
	5	1145	2150	3	0	0	3	
	5a	1145	2200	1	0	0	1	
	9	1416	2400	0	0	2	2	
	10	1416	1420	0	0	6	6	
	30	1416	1465	0	13	1	14	
	101	1350	2265	0	1	0	1	
	Total			231	491	405	1127	



Secteur Est

Secteur Ouest

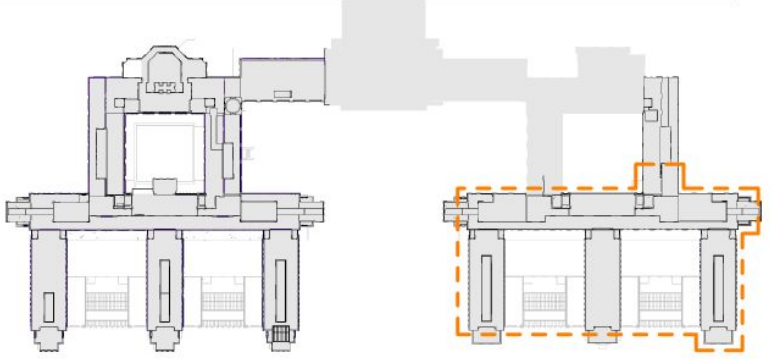
Plan du site - Phase 2 — 2 FPa.04



Secteur Est

Secteur Ouest

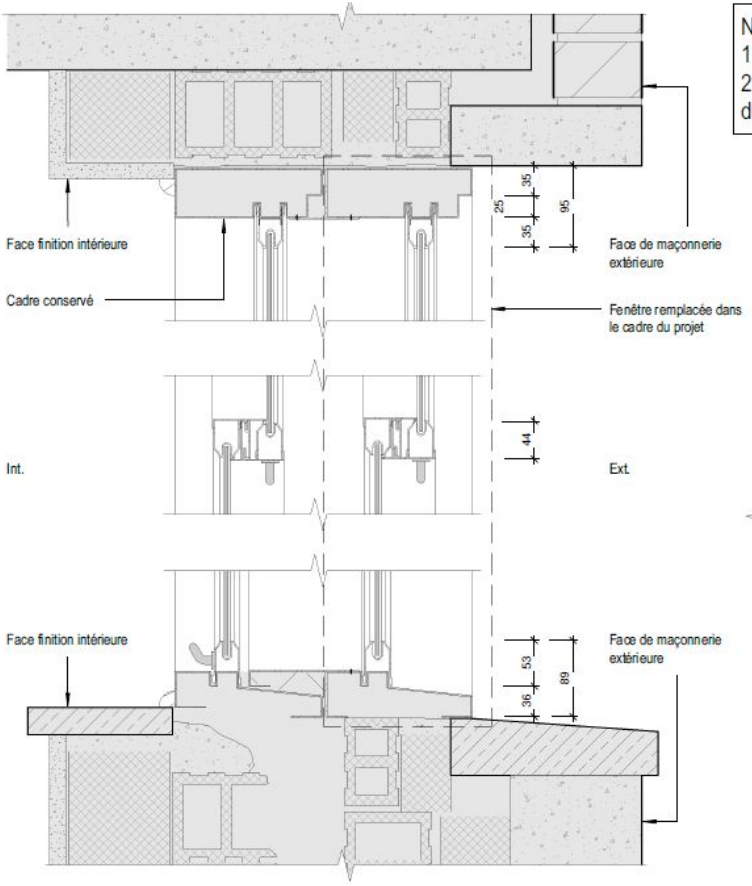
Plan du site - Phase 3 — 3 FPa.04



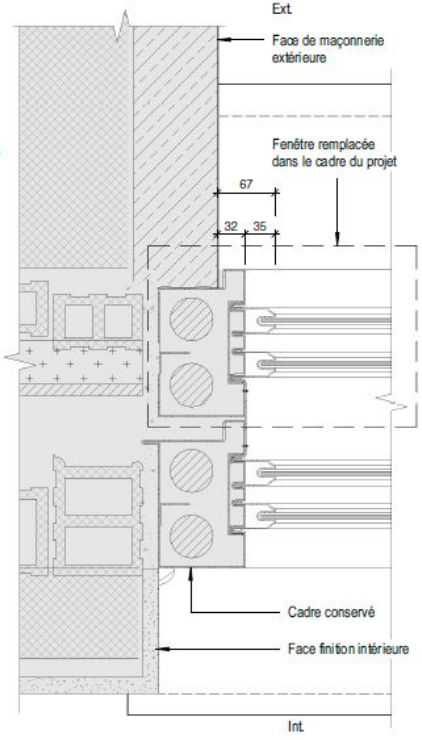
Secteur Est

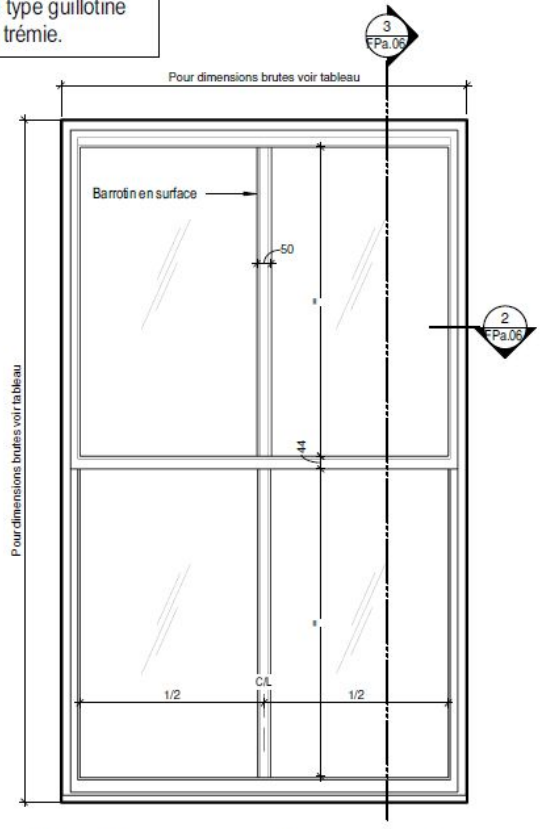
Secteur Ouest

Plan du site - Phase 1 — 1 FPa.04



Notes:
1. Ces dessins sont fournis pour informations.
2. Les dessins représentent les fenêtres d'origine de type guillotine double. Les nouvelles fenêtres sont à guillotine ou à trémie.

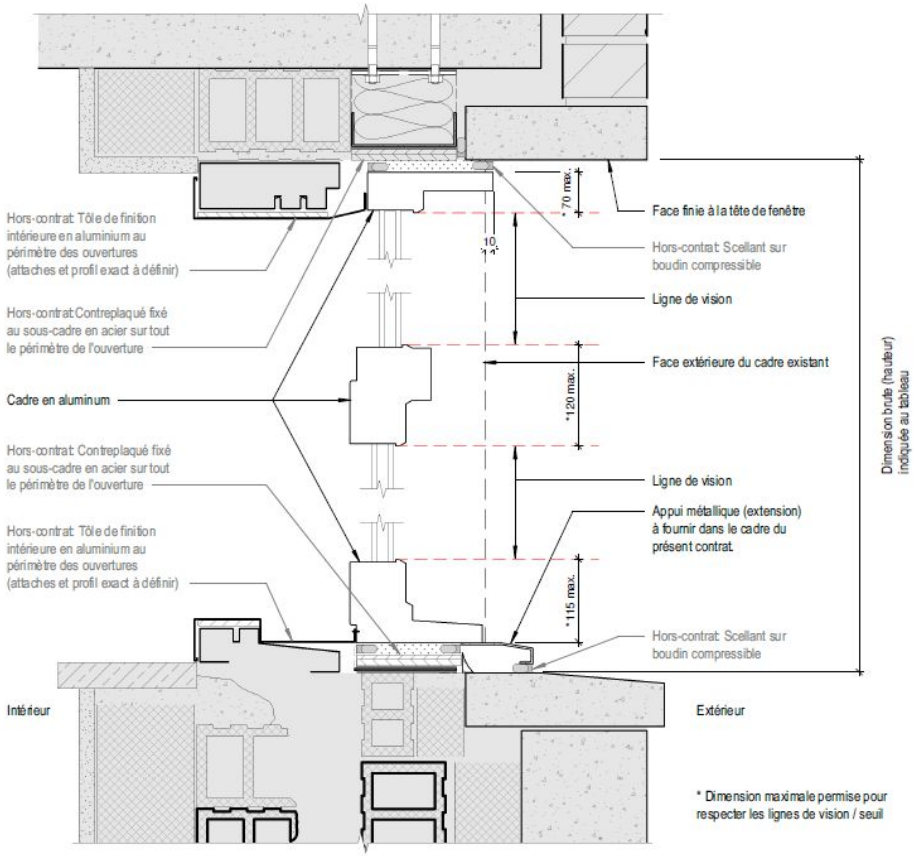




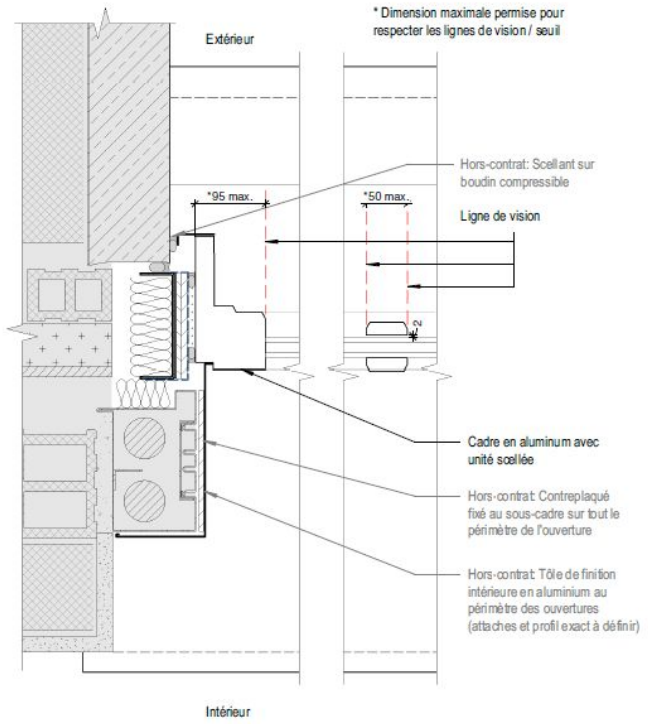
Profilés d'origine - Coupe 3 FPa.06
1 : 5

Profilés d'origine - Jambage 2 FPa.06
1 : 5

Élévation extérieure d'origine 1 FPa.06
1 : 15



Coupe - Fenêtre à guillotine / trémie 2
1 : 5 FPa.07



Jambage - Fenêtre à guillotine / trémie 1
1 : 5 FPa.07

Montréal

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20216614

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :
Madame Sylvie Gélinas
Université de Montréal
2787, chemin de la Direction des
immeubles
Montréal (Québec) H3T 1J4

À réaliser les actes ou travaux suivants :
- Remplacer dans les ouvertures existantes 1127 fenêtres;
- Travaux de réfection partielle de la maçonnerie du bâtiment sur les façades où les fenêtres seront remplacées;
- Remplacer l'allège des fenêtres par une pierre grise.

Selon les plans préliminaires d'architecture préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021, les plans émis pour soumission préparés par James Bridger et François Lemoine, architectes, datés du 12 février 2021, les plans préliminaires de structure préparé par préparés par Pierre Malenfant, ingénieur, datés du 17 décembre 2020 et les plans préliminaires du remplacement de fenêtres et réfection de la maçonnerie préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021.

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Université de Montréal - Pavillon Roger Gaudry
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2900, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 177 249

Selon les conditions et exigences suivantes :
Fournir avant le début des travaux les dessins d'ateliers des différents modèles de fenêtres.

Le bâtiment et les interventions

LE SECTEUR OUEST - LES BOUTS D'AILES

LES TRAVAUX DE MAÇONNERIE AUX BOUTS D'AILES

- Le retour à la conception originale de la fenestration au bout des ailes T, U et V est permise par les nouvelles méthodes de construction, en béton et acier structural.
- Le remplacement de ces fenêtres doit commencer par la conception d'un détail de support de la maçonnerie au-dessus des fenêtres, qui ensuite supporte les fenêtres de l'étage supérieur.
- Le parement entre fenêtres d'étages superposés devra être reconstruit au complet, dû à son niveau de dégradation avancée.
- Selon des idées conceptuelles des détails des bouts d'ailes, un linteau d'acier structural supportera la brique, et un élément de béton préfabriqué sera inséré à la tête des fenêtres pour appareiller avec les détails de fenêtres typiques du pavillon Roger-Gaudry.
- Les linteaux structuraux en béton originaux sont de éléments monolithiques intégrés à la coulée de la dalle. Ils seront remplacés par les nouveaux linteaux en acier.
- Les nouveaux éléments décoratifs de béton seront des éléments préfabriqués en modules.
- De façon générale, les détails de maçonnerie proposés pour les fenêtres typiques seront reconduits à ces endroits :
  - → Chantepleures au-dessus de l'élément de béton préfabriqué;
  - → Allège en pierre calcaire à la base des fenêtres;
  - → Connecteurs en acier inoxydable entre la brique et le substrat (béton et terracotta), permettant la dilatation en deux axes;
  - → L'ajout de joints de contrôles verticaux dans la brique;
  - → Un mortier de jointoiement perméable à l'eau;
  - → Un solin souple intra mural pour évacuer l'humidité dans la cavité, sur le linteau d'acier structural;
  - → Une tôle en acier inoxydable placée sous la membrane avec un rejet d'eau.
- Les solins bruns qui recouvrent présentement les linteaux en béton à tous les étages, seront enlevés pour laisser visibles, les nouveaux éléments décoratifs de béton préfabriqués, tel qu'à l'origine.

Secteur Ouest - Bout d'ailes - EXISTANT



Secteur Ouest - Bout d'ailes - PROPOSÉ



Secteur Ouest - Bout d'ailes - PHOTO RÉCENTE

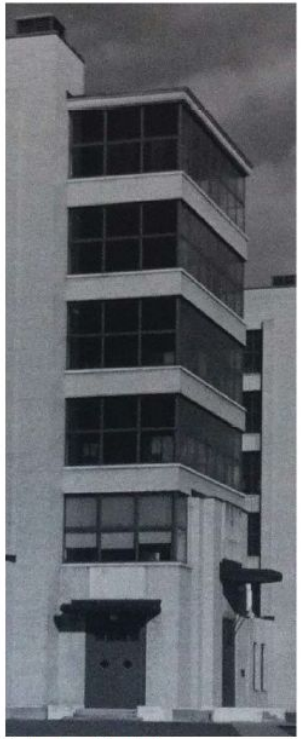


Secteur Ouest - Bout d'ailes - PHOTO D'ORIGINE



Le bâtiment et les interventions

LE SECTEUR OUEST - LES BOUTS D'AILES



Secteur Ouest - Bout d'ailles
FENESTRATION D'ORIGINE



Secteur Ouest - Bout d'ailles
FENESTRATION ACTUELLE

solin brun recouvrant corniche de béton



Secteur Ouest - Bout d'ailles - 6e étage
FENESTRATION ACTUELLE

solin brun recouvrant linteau en béton



Secteur Ouest - Bout d'ailles - 2e au 5e étages
FENESTRATION ACTUELLE

2 - RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE

LE CONTEXTE EN MOTS

LA MAÇONNERIE EXISTANTE :

L'assemblage des murs extérieurs est caractérisé par l'innovation de l'époque de la construction du batiment, sans le raffinement qui a suivi pour améliorer la performance de ce type d'assemblage. La brique extérieure utilisée en parement n'est pas juxtaposée à une cavité ventilée permettant de bien évacuer les eaux de pluies. Ce type de construction a donc mené aux problèmes de parement qui sont évidents au pavillon Roger-Gaudry.

Les détériorations de l'enveloppe ont été observées par notre équipe sur les briques, chapiteaux, allèges, têtes de fenêtres, solins, dont la fonction principale est de protéger les espaces intérieurs des conditions climatiques extérieures. Nous avons constaté que ces pathologies sont de nature chronique et généralisées sur toutes les façades. Le cycle de dégradation s'accélère et les détériorations s'accentueront au fil des années.

LE MANDAT :

Le présent mandat comprend l'étude et la planification de deux volets principaux soit :

- Le remplacement des fenêtres en tandem avec le projet de « Réaffectation des espaces libérés sur le site de la montagne », suite au déménagement des départements de sciences vers le Campus MIL à Outremont, qui se sera réalisé par d'autres équipes de consultants afin de limiter l'impact des travaux sur les usagers.
- La réfection de la maçonnerie en tandem avec le remplacement des fenêtres afin d'assurer une réalisation efficace des travaux.

LA ZONE DES TRAVAUX :

L'étendue des travaux de maçonnerie a été réduite de façon importante pour des raisons budgétaires. Une décision a été prise pour phaser les travaux de réfection des briques et s'agencer au financement disponible par l'université pour ces travaux. Les travaux à définir en maçonnerie se limitent à la balance du budget disponible à la suite du remplacement des fenêtres des locaux réaffectés et des bouts d'ailes.

LA STRATÉGIE DES CHOIX DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT :

Les matériaux de remplacement dans le parement ont été évalués en fonction de :

- Son apparence;
- L'appareillage avec les matériaux existants;
- La durabilité;
- Les coûts;
- L'approvisionnement.

Les matériaux principaux de remplacement sont la brique, la pierre naturelle et le béton. Des lignes directrices ont été établies et des propositions ont été faites. Cependant, les recherches sont encore ouvertes et en évolution afin de trouver des couleurs et textures de finis encore plus proches des existantes, tout en respectant la stratégie ci-dessus mentionnée.

LA DÉCISION DE FAIRE CONSTRUIRE UN ÉCHANTILLON-TÉMOIN :

La construction d'un échantillon de maçonnerie a permis à l'équipe et au propriétaire de comprendre les enjeux associés à la réalisation des zones de maçonnerie immédiatement adjacentes aux fenêtres à remplacer. Cette condition est celle qui se répète pour chaque fenêtre, donc plus de 1000 conditions similaires sont incluses au projet. Le coût et l'effort se justifie par la répétition et les risques de coûts et de délais sont mitigés par la réalisation de l'échantillon. La conclusion de cette étape nous a permis d'apprécier l'impact des interventions sur ce bâtiment emblématique du Mont-Royal.

Le bâtiment et les interventions

LÉGENDE DES INTERVENTIONS PROPOSÉES (se référer aux élévations) :

1. Linteaux structuraux en tête des fenêtres :
   Remplacement des linteaux libres en acier existants par des nouveaux linteaux structuraux d'acier à la tête des fenêtres.
2. Élément décoratif de béton en tête des fenêtres :
   Remplacement des linteaux libres en béton existants par des nouveaux éléments de béton décoratifs préfabriqués en atelier, avec renforts en fibre de verre pour éviter des coulis de rouille à moyen et long terme.
3. Briques :
   3.1 Remplacement des briques aux panneaux tympans.
   3.2 Remplacement des briques dans la partie courante du mur.
   3.3 Remplacement des briques aux pilastres - jambage.
   3.4 Remplacement des briques aux pilastres - chapiteau.
   3.5 Géneral:
   - Remplacement de mortier par des joints de scellant pour améliorer le rendement de ces joints situés à des endroits plus délicats.
   - Installation de connecteurs de maçonnerie permettant la dilatation dans les axes horizontaux et verticaux.
   - Ajout de solins à la tête des fenêtres sur les linteaux derrière la brique.
   - Conception de chantepleures à la tête des fenêtres pour permettre à l'eau d'être évacuée des murs.
   - Ajout de produits dans les chantepleures pour contrôler les insectes, et rendre plus discrets les joints évidés.
4. Blocs ondulés :
   4.1 Remplacement des blocs ondulés aux panneaux tympans.
   4.2 Idem à 3.5
5. Allèges :
   Remplacement des allèges de marbre par des allèges de pierre calcaire, avec un profil légèrement plus allongé et l'insertion d'un trait de scie sur la surface inférieure, pour permettre à l'eau de ruissellement de tomber avant de se rendre au mur de brique.
6. Joints de désolidarisation :
   - Entre les tympans et la brique des pilastres, pour créer un joint de dilatation entre ces éléments et permettre la dilatation naturelle des matériaux du parement.
   - Au perimètre de la zone des briques à remplacer dans la partie courante du mur, pour créer un joint de dilatation entre les nouveaux éléments et les éléments à conserver, et permettre la dilatation naturelle des matériaux du parement.
7. Joints de contrôle :
   Dans le parement de maçonnerie reconstruit au-dessus des pilastres sur la longueur des ailes.
8. Linteaux structuraux :
   Sur la longueur des ailes au-dessus de pilastres.
9. Chapiteaux :
   Ajout de membranes d'étanchéité sous les chapiteaux des pilastres et l'introduction d'un joint souple à la rencontre avec la brique du pilastre.
10. Solin de couronnement :
    Remplacement des solins de couronnement pour meilleure évacuation des eaux.
11. Corniches :
    Réparations des corniches de béton avec l'utilisation de pigment colorant pour correspondre à la couleur existante.

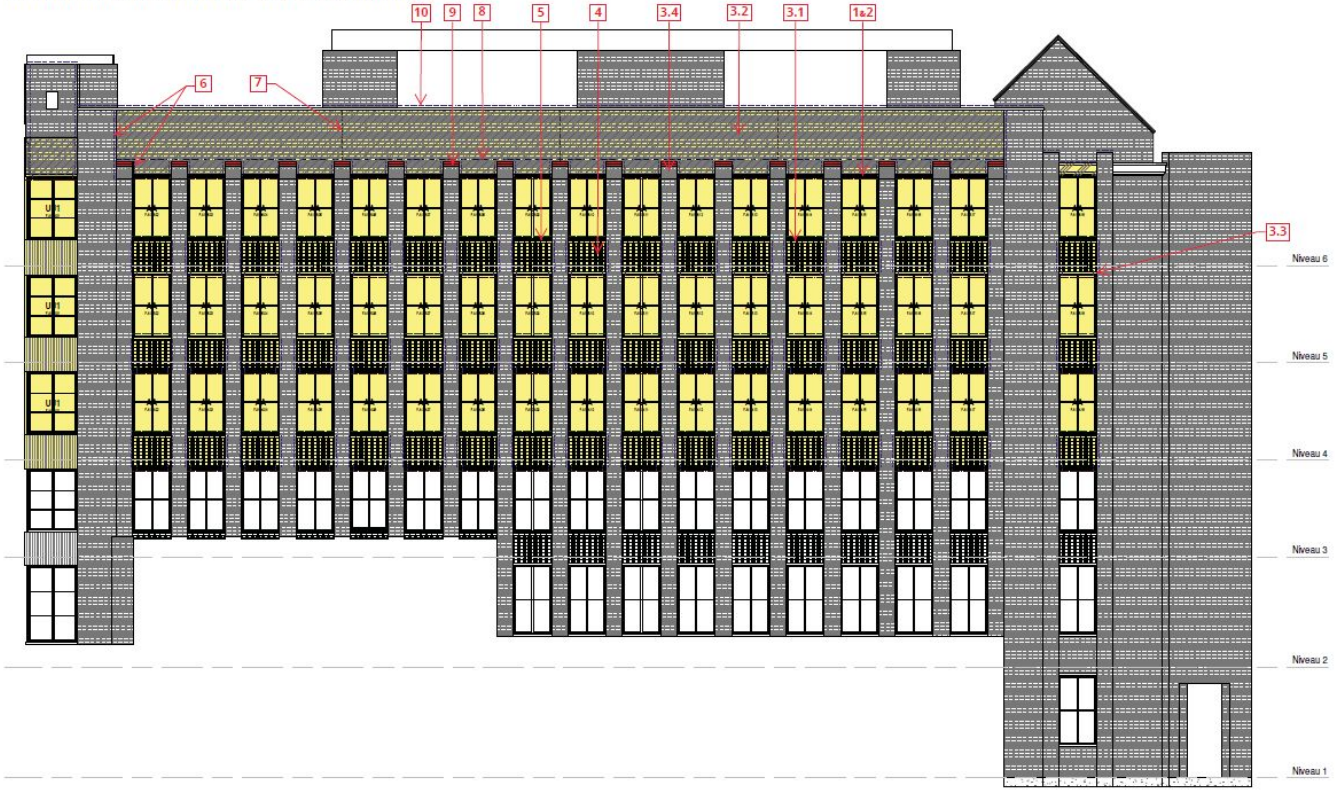
Le bâtiment et les interventions

ORTHOPHOTO - FAÇADE A1



Le bâtiment et les interventions

IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS - ÉLÉVATION A1



LÉGENDE :

1. Linteaux structuraux
2. Élément décoratif de béton
3. Briques :
   - 3.1 Briques - panneaux tympans
   - 3.2 Briques - partie courante du mur
   - 3.3 Briques - pilastres - jambage
   - 3.4 Briques - pilastres - chapiteau
4. Blocs ondulés
5. Allèges
6. Joints de désolidarisation
7. Joints de contrôle
8. Linteaux structuraux - parapet
9. Chapiteaux
10. Solin de couronnement
11. Corniches

Zone des travaux

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



LES OBJECTIFS DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN :

- Identifier et évaluer les enjeux reliés à la mise en œuvre de divers éléments;
- Démontrer aux autorité patrimoniales les résultats des interventions proposées sur le patrimoine;
- Confirmer des stratégies et des méthodologies de travail en fonction de la conception de divers détails;
- Établir une liste exhaustive d'étapes de réalisation, et faire ressortir les enjeux qui y sont reliés;
- Créer une liste de leçons suite à la réalisation qui permettront de parfaire la conception des divers détails qui seront appliqués sur le projet en cours;
- Travailler de concert avec l'entrepreneur maçon afin de comprendre leurs enjeux dans la réalisation des travaux de maçonnerie.

LE PANNEAU CIBLÉ COMME TÉMOIN :

- Les travaux (démolition et reconstruction) ont été exécutés au niveau du panneau-tympan de blocs ondulés à partir du dessus de l'allège de la fenêtre jusqu'au dessous de l'élément de béton préfabriqué;
- Superficie approximative: 1,40m2;
- Largeur : Sept (7) blocs de ±200mm et huit (8) joints de ±10mm;
- Hauteur : Six (6) blocs de haut et une (1) rangée de briques;
- Cette condition est représentative d'une surface importante du pavillon Roger-Gaudry;

LES ÉTAPES DE RÉALISATION DES TRAVAUX :

- Enlèvement des blocs ondulés et rangée de briques au-dessus;
- Enlèvement de quelques briques des pilastres pour libèrer les linteaux libres;
- Enlèvement du linteau libre d'acier et du linteau libre de béton;
- Enlèvement de l'allège en marbre;
- Nettoyage de l'arrière-mur et préparation de l'espace pour réconstruction;
- Mise en place du nouvel élément décoratif de béton préfabriqué;
- Mise en place de la membrane de séparation directement sur la poutre de béton et l'élément décoratif de béton (séparation entre le béton et le nouveau linteau structural);
- Percement (3 ouvertures) du linteau en acier inoxydable pour permettre son ancrage à la poutre de béton;
- Mise en place du nouveau linteau structural d'acier;
- Mise en place des connecteurs de brique;
- Mise en place de nouvelles briques de remplacement des pilastres;
- Pose de la nouvelle tôle en acier inoxydable avec rejet d'eau et installation du solin intra-mural;
- Coupe des blocs ondulés pour permettre le passage des boulons;
- Pose des blocs ondulés (nouveaux et récupérés) ;
- Pose du rang de briques directement sous l'allège;
- Pose de la membrane sous l'allège;
- Mise en place de l'allège en granite;
- Application des boudins et scellants.

Les interventions en pratique

PANNEAU TYMPAN EN BLOCS ONDULÉS - ORIGINAL



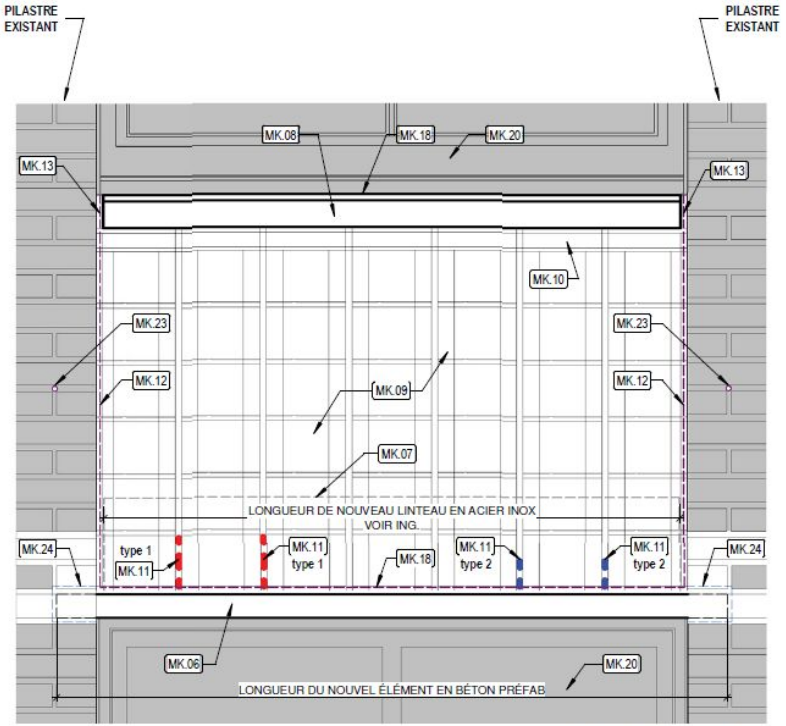
PANNEAU TYMPAN EN BLOCS ONDULÉS - ÉCHANTILLON-TÉMOIN



* Photo prise à la fin des travaux de réconstruction du panneau tympan. Le mortier, en étant encore humide, sa couleur ne représente pas le résultat final .

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

DESSINS DE CONSTRUCTION - ÉCHANTILLON-TÉMOIN



ÉLÉVATION _ 02/MK.02

1:10

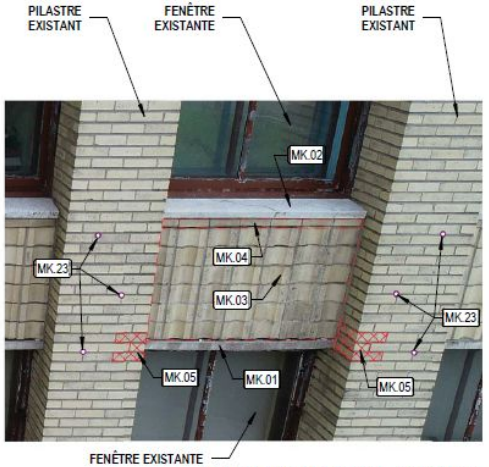
Les interventions en pratique



Chantepleure - Type 1

Chantepleure - Type 2

ÉVENTS À BRIQUE - TYPE _ 03/MK.02

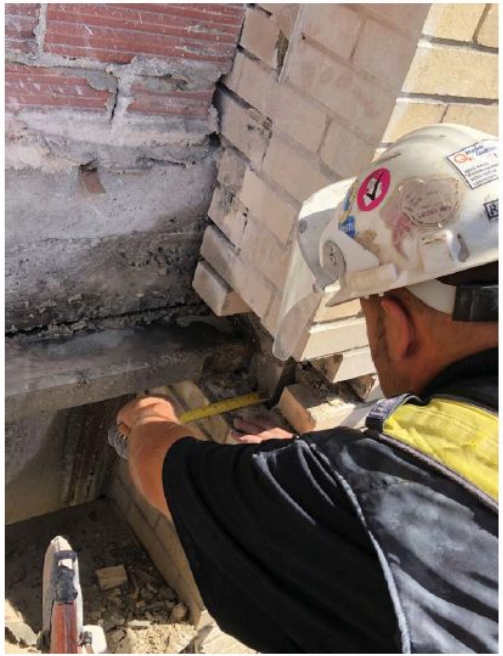


VUE DE L'EXTÉRIEUR _ 04/MK.02

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA DÉMOLITION POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Linteau libre d'acier enlevé. Un peu de corrosion a été détecté dans le linteau d'acier. Linteau libre de béton était déposé directement sur la brique des pilastres.



Enlèvement du linteau libre de béton. Poutre et arrière -mur de terra-cotta en bonne condition.

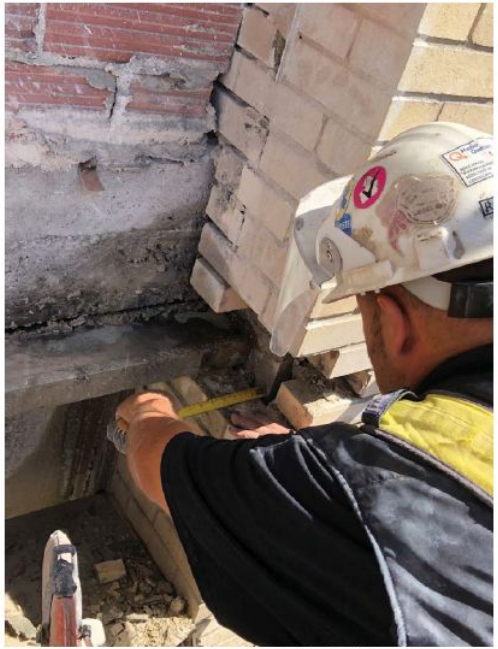


Enlèvement de l'allège en marbre. Allège de profil droit, installation en pente, sans ancrage. Allège brisé en morceaux pour permettre de le retirer.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA DÉMOLITION POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Linteau libre d'acier enlevé. Un peu de corrosion a été détecté dans le linteau d'acier. Linteau libre de béton était déposé directement sur la brique des pilastres.



Enlèvement du linteau libre de béton. Poutre et arrière -mur de terra-cotta en bonne condition.



Enlèvement de l'allège en marbre. Allège de profil droit, installation en pente, sans ancrage. Allège brisé en morceaux pour permettre de le retirer.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Mise en place du nouveau linteau structural d'acier. Percement (3 ouvertures) sur place du linteau en acier inoxydable pour permettre son ancrage à la poutre de béton. Percement du béton aux alignements déjà marqués. Mise en place du linteau et des ancrages chimiques.



Mise en place de nouvelles briques des pilastres.

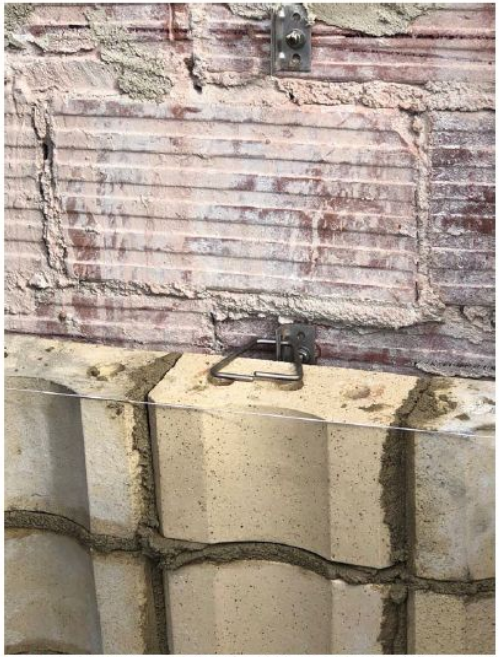
Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Pose de la nouvelle tôle en acier inoxydable avec rejet d'eau et installation du solin intra-mural.



Pose des blocs ondulés (nouveaux et récupérés). Les connecteurs à brique ont été installés et ancrés chimiquement au mur-arrière selon résultats des essais au test d'arrachement faits antérieurement sur place.



Installation des évents à brique. Deux types d'évent à brique avaient été retenus pour l'échantillon-témoin. Un d'eux a été écarté pour le projet car il exigéait un joint de maçonnerie de 10mm d'épaisseur et les joints verticaux de l'échantillon-témoin sont plus minces.



Pose du rang de briques directement sous l'allège.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS
LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Pose de la membrane sous l'allège. Remontée verticale de la membrane sur le terra-cotta. Allège de granite et brique ont été percées pour permettre la mise en place de la tige avec le composé chimique.



Mise en place de l'allège en granite.



Application des boudins et scellants. Le nouveau joint vertical à la jonction de chaque pilastre a 10mm de large pour permettre la désolidarisation avec les pilastres et la mise en place du scellant. Les blocs de bouts ont été coupés. L'alignement vertical a été conservé. Échantillon finalisé.

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **AVIS FAVORABLE** pour les raisons suivantes:

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence, la forme, et la matérialité d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution;
- Les travaux ont reçu une autorisation en vertu de la LPC;

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 18 août 2021 à 18 h 30

Exceptionnellement, la séance CCU est tenue en vidéoconférence

---

Extrait du procès-verbal

3.11 2450, boulevard Édouard-Montpetit (UdM pavillon Roger-Gaudry) - PIIA transformation
Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie du Pavillon Roger-Gaudry à l'UdeM, situé au 2450, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

Présentation : M. Frédérick Alex Garcia, architecte

Description du projet

Une demande de permis de transformation pour le Pavillon Roger Gaudry (UdeM) a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 mars 2020.

Le pavillon s'inscrit dans le contexte de la grande propriété à caractère institutionnel de l'UdeM, situé dans le secteur du Mont-Royal, et sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux visent le remplacement des fenêtres et la réfection de la maçonnerie sur l'ensemble du bâtiment.

L'approbation des plans est assujettie au titre VIII (PIIA) en vertu des articles 118.1 par.1 et 2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), et les travaux doivent par ailleurs être approuvés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Direction.

Analyse de la Direction

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un AVIS FAVORABLE pour les raisons suivantes:

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence, la forme, et la matérialité d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution;
- Les travaux ont reçu une autorisation en vertu de la LPC.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l'analyse de la DAUSE.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20225261

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :
Madame Sylvie Gélinas
Université de Montréal
CP 6128 Succ Centre- Ville, CP
6128 Succ Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

À réaliser les actes ou travaux suivants :
- Remplacer dans les ouvertures existantes 47 fenêtres;
- Travaux de réfection partielle de la maçonnerie au pourtour des fenêtres qui seront remplacées;
- Remplacer les allèges de fenêtres en marbre par une pierre grise.

Selon les plans de la réfection de la maçonnerie préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021, les plans de remplacement de fenêtres et réfection maçonnerie préparés par James Bridger et François Lemoine, architectes, datés du 25 février 2022 et les plans de réfections des fenêtres et maçonnerie par les firmes d'architecture DMA+ A49,datés du 25 février 2022.

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Université de Montréal - Pavillon Roger Gaudry
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2900, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 177 249

Important

Par le seul effet de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »), la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an (articles 51 et 67 de la LPC).

Toutes modifications aux actes ou travaux autorisés par la présente, incluant les imprévus en cours de chantier, doivent faire l'objet d'une demande de modification et être autorisées par le ministre de la Culture et des Communications ou la Ville de Montréal préalablement à leur réalisation.

La présente autorisation peut aussi être révoquée ou modifiée par la Ville de Montréal si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes (article 197 de la LPC).

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autres permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la LPC ou toute autre loi ou règlement applicable, notamment un permis de travaux émis par l'arrondissement concerné de la Ville de Montréal.

La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser sans délai le ministre responsable de la Culture et des Communications du Québec de toute découverte de bien ou de site archéologique, conformément à l'article 74 de la LPC.

Signée en vertu du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et de l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008) de la Ville de Montréal.

Délivrée le 2022-03-10

Lucie Careau, directrice de direction
Direction de l'urbanisme
Service de l'urbanisme et de la mobilité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur les murs Sud et Est du Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM), situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, le 16 mars 2022, d'approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (01-276).
ATTENDU que la Direction de l'urbanisme a délivré, le 22 avril 2022, l'autorisation requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002).

IL EST DÉCIDÉ :

D'approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur les murs Sud et Est du Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM), situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit, tel que présenté sur les plans d'architecture approuvés ci-joints et estampillés par la Division de l'urbanisme, en date du 16 mars 2022 - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-26 13:10

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226290026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur les murs Sud et Est du Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM), situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de transformation pour le Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 7 février 2022.
Le conseil d'arrondissement doit statuer sur cette demande en vertu du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Le projet vise la réfection complète du parement de brique qui recouvre la façade Sud du Pavillon Lassonde, suivant le constat d'un phénomène de délaminage de la brique existante et les rapports des études exploratoires effectués afin d'en déterminer les causes, ces dernières autorisées préalablement en vertu de Loi sur le patrimoine culturel (LPC). Les travaux comprennent également de nouvelles percées exploratoires et l'installation de filets protection sur une partie de l'enveloppe du bâtiment de la façade Est.
L'approbation des plans est assujettie au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) en vertu de l'article 55 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052).

Le Pavillon Lassonde s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'une grande propriété à caractère institutionnel située dans le secteur du Mont-Royal, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux doivent être autorisés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Direction - voir en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Division conclut que le projet est conforme à l'article 59 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), et formule un avis favorable pour les raisons suivantes :
- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- L'intervention donne suite à des travaux exploratoires autorisés afin de déterminer la nature de la dégradation prématurée du parement de brique;
- L'apparence d'origine est préservée et la qualité de conception et d'exécution des détails est améliorée afin de régulariser les désordres relevés;
- Les travaux assurent le maintien, la sécurité, et la pérennité du patrimoine architectural et de l'institution.

Le 16 mars 2022, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) s'est prononcé en accord avec l'analyse du projet et a recommandé d'approuver les plans - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

Le 22 avril 2022, la Direction de l'urbanisme a délivré l'autorisation 20216614 requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002) - voir autorisation en pièce jointe.

La Division de l'urbanisme recommande que les plans soient approuvés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suivant l'approbation de la demande par le conseil d'arrondissement, le permis de construire pourra être délivré.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur les murs Sud et Est du Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM), situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

Plans approuvés:

19016 ARCH Dessins permis revise.pdf

Document d'analyse:

3.5_Édouard-Montpetit_2700_présentation.pdf

Extrait du CCU du 16 mars 2022:

2022-03-16_3.5_Extrait PV_2700, boulevard Édouard-Montpetit.pdf

Autorisation en vertu de la LPC:

autorisation-des-travaux-20227146.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :



CLIENT

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ D'INGÉNIERIE

LISTE DES DESSINS

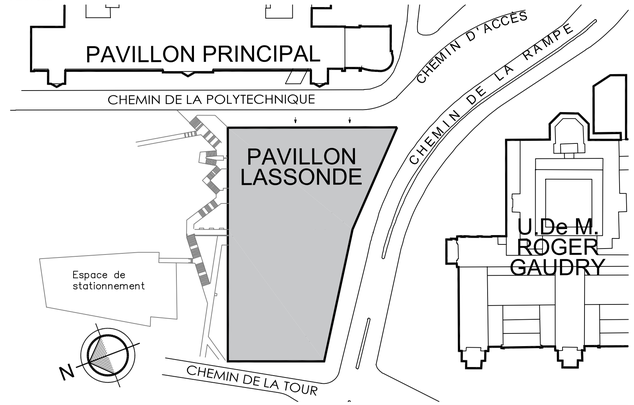
A- 000	Page titre
A- 010	Légende des symboles, compositions, tableau et notes générales
A- 100	Plan du site
A- 400	Élévation Sud et coupes de mur - Démolition / Construction
A- 401	Élévation Est
A- 450	Coupe de mur - Agrandis - Construction
A- 500	Détails en coupe - Démolition / Construction
A- 501	Détails en coupe - Démolition / Construction
A- 502	Détails en plan - Démolition / Construction

SCEAU

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CONFORME

PLAN CLÉ



ÉMISSION POUR PERMIS RÉVISÉE

2022-03-15

SPÉCIALITÉ

ARCHITECTURE

DOSSIER CLIENT

53-0403

DOSSIER DMA

2019-016

ARCHITECTES

DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514.288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

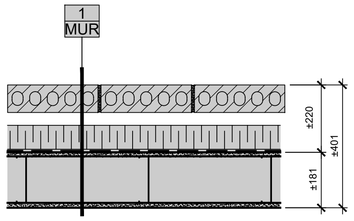
TITRE DU PROJET:

Polytechnique Montréal
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud 2022

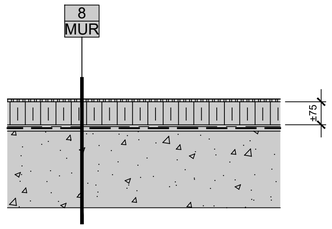
[redacted]

15/03/2022 14:00:34

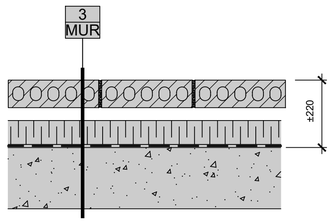
MURS - CONDITIONS EXISTANTES PRÉSUMÉES



MUR 1	Épaisseur
PAREMENT DE BRIQUE	90
ESPACE D'AIR	±38
ISOLANT SEMI-RIGIDE	88
MEMBRANE PARE-AIR / PARE-VAPEUR	-
PANNEAU DE BÉTON LÉGER	9,5
MONTANTS MÉTALLIQUES	152
PANNEAU DE GYPSE INTÉRIEUR	16

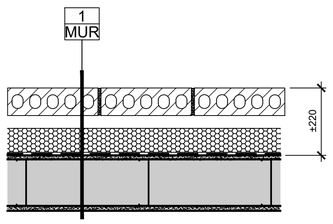


MUR 8	Épaisseur
PANNEAU DRAINANT À ÉCOULEMENT STANDARD	9
ISOLANT RIGIDE EXTRUDÉ	75
FEUILLE DE SÉPARATION	-
MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ	±5
MUR DE BÉTON	VAR

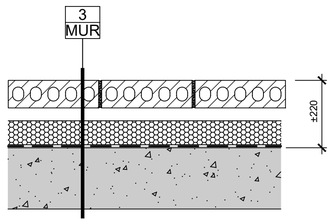


MUR 3	Épaisseur
PAREMENT DE BRIQUE	90
ESPACE D'AIR	±38
ISOLANT SEMI-RIGIDE	88
MEMBRANE PARE-AIR / PARE-VAPEUR	-
MUR DE BÉTON	VAR

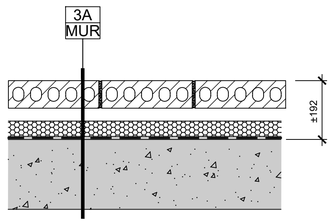
MURS - CONSTRUCTION



MUR 1	Épaisseur
PAREMENT DE BRIQUE	90
ESPACE D'AIR	25-50
ISOLANT DE POLYURÉTHANE PROJETÉ	75
MEMBRANE PA/PV, EXISTANTE À CONSERVER	-
PANNEAU DE BÉTON LÉGER, EXISTANT À CONSERVER	9,5
MONTANTS MÉTALLIQUES, EXISTANT À CONSERVER	152
PANNEAU DE GYPSE, EXISTANT À CONSERVER	16



MUR 3 ET COLONNES	Épaisseur
PAREMENT DE BRIQUE	90
ESPACE D'AIR	25-50
ISOLANT DE POLYURÉTHANE PROJETÉ	75
MEMBRANE PA/PV, EXISTANTE À CONSERVER	-
MUR DE BÉTON, EXISTANT À CONSERVER	VAR



MUR 3 A	Épaisseur
PAREMENT DE BRIQUE	90
ESPACE D'AIR	25
ISOLANT DE POLYURÉTHANE PROJETÉ	35-65
MEMBRANE PA/PV, EXISTANTE À CONSERVER	-
MUR DE BÉTON, EXISTANT À CONSERVER	VAR

LÉGENDE DES SYMBOLES

XX / XXXX	Référence de coupe
XX / XXXX	Référence d'élévation
XXXXX	Référence de niveaux
XX	Référence d'axes
XX / XXXX	Identification de composition de mur Contruction
XX / XXXX	Identification de composition de mur Existant
XXX	Identification de parement en élévation
XX	Note sur plan

NOTES GÉNÉRALES

Sommaire des travaux

Les travaux de réfection du mur sud et de sécurisation du mur est comprennent :

1. Le remplacement de la maçonnerie et de l'isolant sur l'élévation Sud, et les travaux d'étanchéité connexes.
2. Le remplacement des joints de calfeutrages identifiés au "Tableau des joints de calfeutrage".
3. L'accompagnement des Profesionnels pour la réalisation d'inspections et des ouvertures exploratoires sur un secteur de l'élévation Est, y compris les moyens d'accès.
4. L'installation de filets pour maçonnerie sur une partie de l'élévation Est
5. Se référer aux légendes des élévations pour une description complémentaire.

Séquence des travaux

6. Des essais en laboratoire pour la résistance de l'adhérence en flexion du mortier doivent être réalisés avant le début des travaux. Ces essais exigent 28 jours de mûrissement et doivent être réalisés avec la couleur finale du mortier, qui doit préalablement être confirmée par un panneau-échantillon de l'ouvrage. Se référer à la PARTIE 1 de la section 04 05 00 - Maçonnerie - Exigences générales pour la description complète.
7. Sur l'élévation Est, réaliser les inspections avec les Professionnels et installer les filets pour maçonnerie au commencement du calendrier de travaux pour permettre au Propriétaire de retirer les passages couverts de protections des piétons aux issues.

Éléments existants à réinstaller

8. Entreposer les articles à réinstaller et les manipuler de façon à les protéger contre les dommages et à permettre de les réutiliser.

Installations de chantier et protections temporaires

9. Protection des surfaces finies et fermetures aux intempéries
   - 9.1. Protéger l'ouvrage contre tout dommage dû aux intempéries ou aux travaux de construction, conformément à la norme CSA S304.1.
   - 9.2. Fournir des dispositifs de fermeture étanches
   - 9.3. Les enceintes et les protections doivent pouvoir supporter les pressions dues au vent et les surcharges dues à la neige, qui ont été calculées.
   - 9.4. Pendant toute la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
   - 9.5. Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.
   - 9.6. Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection inappropriée.
10. Délimitation de la zone de chantier
    - 10.1. Séparer la zone de chantier des zones de circulation véhiculaire avec des glissières de béton surmontées d'une clôture grillagée de 2440 mm de hauteur, recouverte de filets pour clôture.
    - 10.2. Partout ailleurs, délimiter la zone de chantier avec une clôture de chantier grillagée, en panneaux préfabriqués de 2400 mm de longueur x 1800 mm de hauteur, recouverte de filets pour clotûre.
    - 10.3. Enlever la clôture de chantier dès qu'elle n'est plus requise dans la zone des travaux.
    - 10.4. Les extrémités Est et Ouest des glissières en béton peuvent être remplacées par des clôtures de chantier refermables pour servir d'accès à la zone de chantier.
20. Les emplacements des installations de chantier (enclos pour entreposage, conteneur, bureau de chantier, toilette, etc.) ne sont pas représentés et devront être coordonnés avec le Propriétaire avant les travaux.
15. L'entrepreneur devra prendre connaissance des conditions existantes avant de déposer une soumission.
16. Tous les arbres, le couvert végétal, les aménagements paysager et la pelouse sont à conserver. Leur représentation sur A-100 est à titre indicatif. Remettre en état les surfaces endommagées et assurer leur entretien sur jusqu'à leur plein enracinement.
17. Sur tout le périmètre du bâtiment, des arbres sont situés à proximité des murs extérieurs.
18. Protéger le public voyageur contre les dommages aux personnes et aux biens.
19. Prévoir des mesures pour la protection et la déviation de la circulation, y compris les services de surveillants et de signaleurs, l'installation de barricades, l'installation de dispositifs d'éclairage autour et devant l'équipement et la zone des travaux, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger et de panneaux de direction appropriés.
20. Le matériel roulant de l'Entrepreneur servant au transport des matériaux/matériels qui entrent sur le chantier ou en sortent ne doit pas nuire à la circulation routière.
22. S'assurer que les voies existantes et les limites de charge autorisées sur ces dernières sont adéquates. L'Entrepreneur est tenu de réparer les voies endommagées à la suite des travaux de construction.
23. Prévoir l'enlèvement de la neige pendant la période des travaux.
24. Documents à soumettre
    - 24.1. Soumettre un plan de mobilisation pour approbation par le Propriétaire.
    - 24.2. Soumettre des dessins d'atelier pour les passages couverts (type tunnel) pour la protection des piétons. Les passages couverts doivent résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis et doivent protéger les personnes des risques relatifs au chantier. Les dessins d'atelier soumis doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou habilité à exercer dans la province de Québec, Canada.
    - 24.3. Soumettre les fiches techniques de la machinerie et des équipements qui seront utilisés et un document signé et scellé par un ingénieur habileté autorisé à pratiquer dans le province de Québec certifiant que les charges sont admissibles par rapport à la capacité portante au-dessus des constructions en tréfonds, dont le tunnel qui relie le pavillon Lassonde au pavillon principal.

TABLEAU DES JOINTS DE CALFEUTRAGE

Notes générales

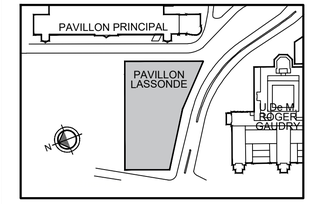
1. Le tableau des joints de calfeutrage doit être lu conjointement avec tous les détails.
2. Les joints de référence #1 et #2 existants sur l'élévation Sud sont en silicone et ont été installés en 2019.
3. Les joints de référence #4, #5 et #6 existants sur l'élévation Sud sont en polyuréthane et ont été installés vers 2004.
4. Sauf pour certains calfeutrages des tôles de compartimentation, et à moins d'indication contraire sur les dessins, tous les joints de de calfeutrage doivent être mis en place après l'installation de la maçonnerie, selon les instructions écrites du fabricant de calfeutrage concernant la cure du mortier.
5. À moins d'indication contraire, tous les nouveaux joints de calfeutrage sont en silicone.
6. Les cadres et les solins d'allège des murs rideaux sont en aluminium anodisé clair.

No réf.	Emplacement	Substrats	Dimensions	Couleur	Échantillon d'ouvrage	Notes
1	Joint de contrôle verticaux	brique / brique	15-20 mm	Couleur 1 : agencée au mortier	X	
2	Joint de contrôle sous linteaux structuraux	brique / acier galvanisé	10 mm	Couleur 1 : agencée au mortier	X	
3	Joint d'étanchéité aux tôles de compartimentation	brique / acier galvanisé acier galvanisé / acier galvanisé	10-20 mm	Couleur 1 : agencée au mortier		
4	Joint au périmètre des murs rideaux et du revêtement en aluminium	aluminium / acier galvanisé aluminium / brique	20-30 mm	Couleur 2 : aluminium anodisé		
5	Joint au périmètre des accessoires	brique / métal	5-10 mm	Couleur 1 : agencée au mortier		
6	Joint entre les blocs de béton préfabriqué	béton / béton	5-10 mm	Couleur 1 : agencée au mortier		Remplacer le calfeutrage des joints entre les éléments en béton préfabriqué qui forment l'assise de la maçonnerie. Aucune intervention sur les éléments en béton préfabriqué qui sont à la base du mur-rideau de l'entrée principale.
7	Joint au périmètre des protections temporaires	brique / contreplaqué	10-20 mm	Couleur 1 : agencée au mortier		

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CCN-NCC

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture
DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure
Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

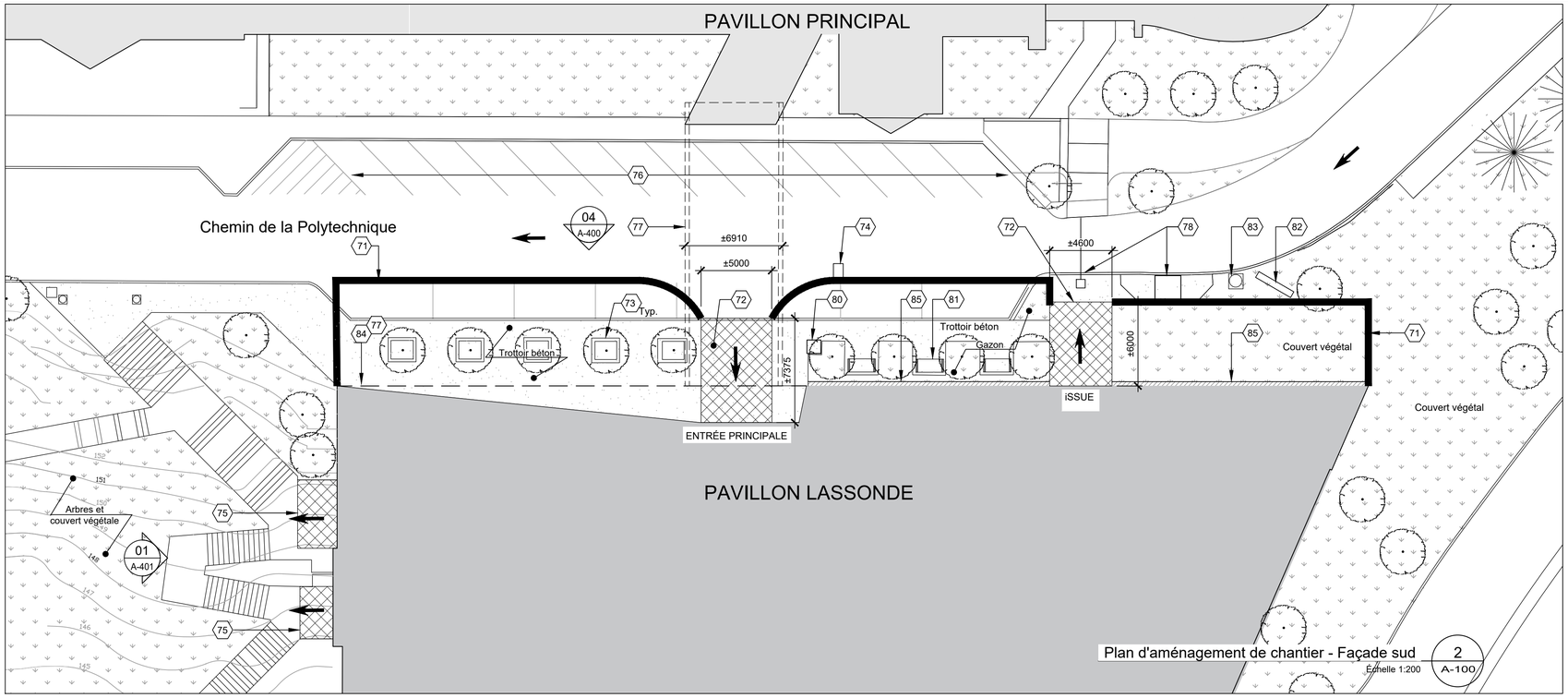
Titre du dessin:
Légende des symboles, compositions, tableau et notes générales

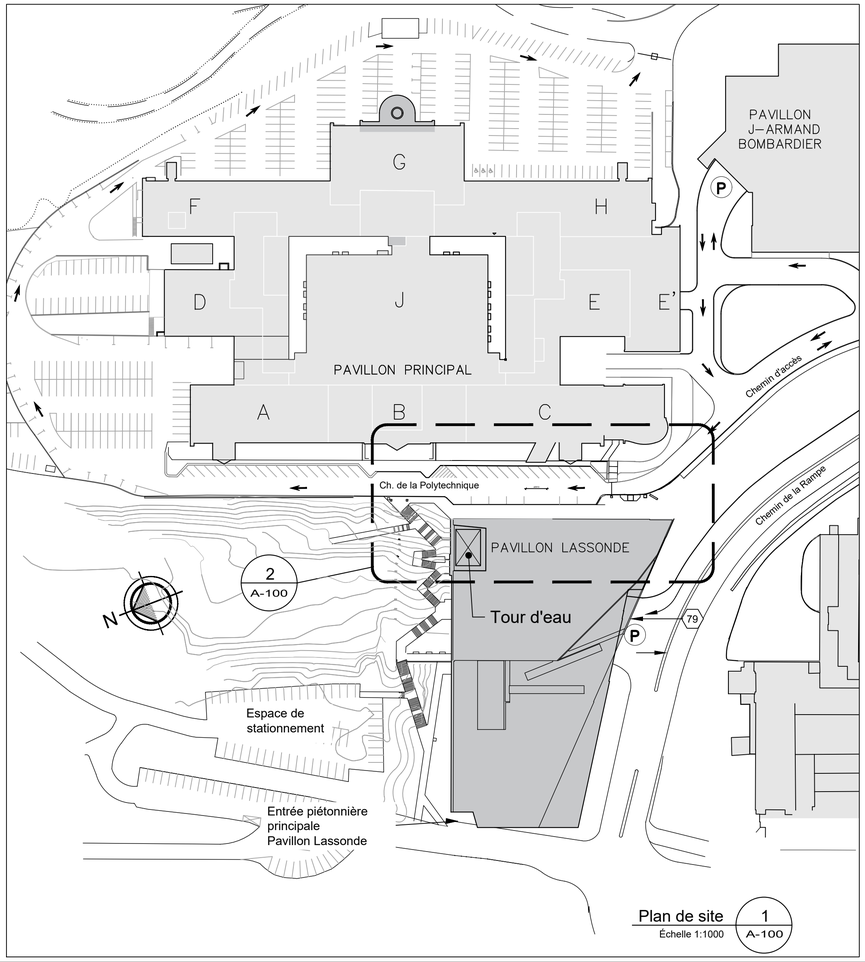
Dessiné par:	Vérifié par:
I.A.	P.A.

Echelle:	Feuille no:
N/A	2 / 9
Date: 2021-12-15	

Projet No. 53–0403 | Fichier: A–010

I:\19\2019–016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X – Dessins\19016_A–010_Légende–Notes générales.dwg





NOTES :

71 Délimitation schématique de la zone de chantier.

72 Passage couvert (type tunnel) pour protection des piétons, avec côtés fermés. Partie basse des côtés à protéger avec un contreplaqué continu à installer du sol jusqu'à 1220 mm. Partie supérieure à protéger avec un filet antidébris pour échafaudage jusqu'au toit de la protection. Aménager la structure de manière à permettre les travaux tout en conservant la protection en place. Ajouter des appareils d'éclairage pour assurer une visibilité complète de nuit sur toute la longueur du passage. Hauteur libre du passage au moins égale à la hauteur libre des portes.

73 Fausse d'arbre avec bordure au béton.

74 Panneau de signalisation d'arrêt.

75 Passage couvert existant.

76 Stationnement à l'usage exclusif du client et qui demeurera en utilisation pendant les travaux.

77 Profil des constructions souterraines.

78 Cabine et guérite d'accès.

79 Accès au stationnement souterrain.

80 Poubelle ancrée au trottoir existante à enlever et à réinstaller.

81 Bancs existants à enlever et à réinstaller.

82 Panneau signalétique existant à conserver.

83 Lampadaire existant à conserver.

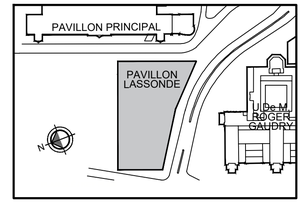
84 Profil du mur de maçonnerie au-dessus de l'entrée principale.

85 Bande paysagère en pierre de rivière. Voir A-500.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD-MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CONFORME

Rev.	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture

DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

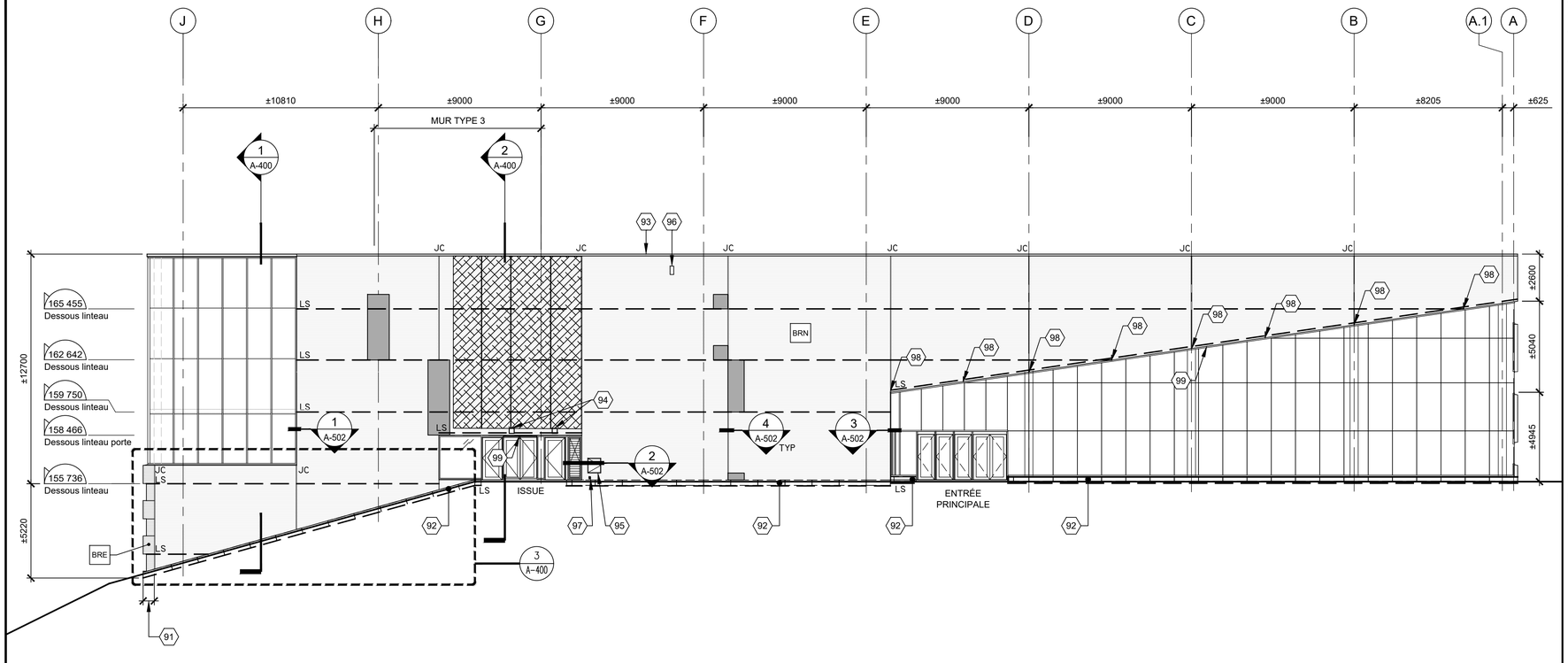
Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019-016

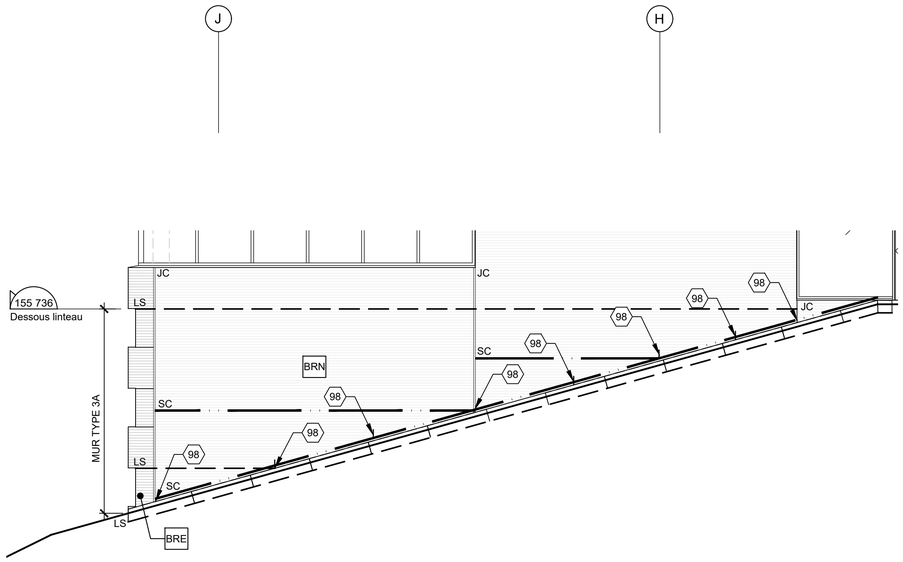
Titre du dessin:
Plan de site

Dessiné par: I.A.
Vérifié par: P.A.
Echelle: Tel qu'indiquée
Date: 2021-12-15
Feuille no: 3 / 9
Projet No. 53-0403
Fichier: A-100

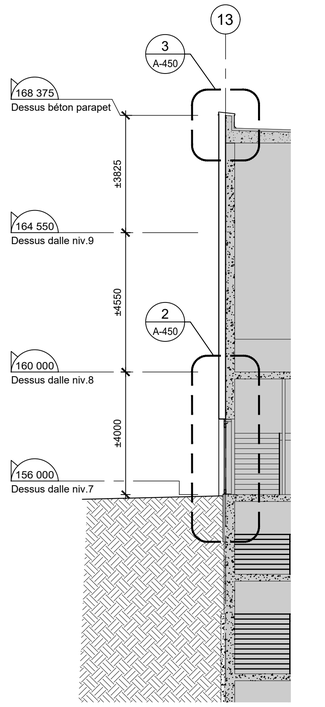
I:\19\2019-016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X - Dessins\19016_A-100_Plan du site.dwg



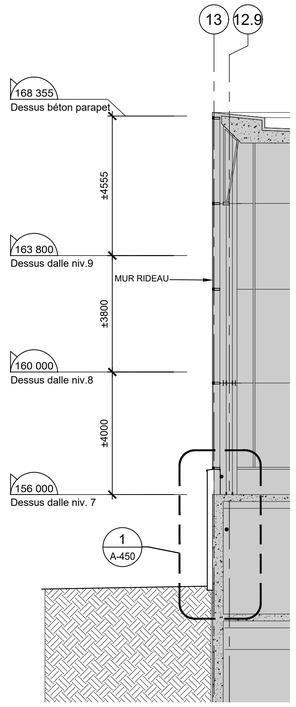
Élévation - Mur Sud
1:150
4 A-400



Élévation sud - Agrandis emplacement des solins intramuraux en gradins
1:75
3 A-400



Coupe de mur - Issue
1:100
2 A-400



Coupe de mur
-Mur-rideau Sud-Ouest
1:100
1 A-400

NOTES :

91 Section de parement de briques au coin du bâtiment avec éléments sur-mesure à conserver, hors-travaux.

92 Panneaux de béton préfabriqué existant, à conserver en place.

93 Solin de couronnement, à joints agrafés et scellés, à enlever par sections complètes ±3000 mm typ.dans le secteur de remplacement de la maçonnerie, et à réinstaller.

94 Appareils d'éclairage en surface, existant à conserver.

95 Cabinet métallique, existant à conserver.

96 Boîte de jonction en surface du parement de brique, existant à conserver.

97 Prise d'eau existante, à conserver , avec plaque d'identification vissée dans la brique, à enlever et à réinstaller.

98 Chantepleure avec digue pour retenir l'écoulement de l'eau sur le solin incliné : adosser une tôle de support à la brique en contrebas et former gousset étanche avec la membrane d'étanchéité sur la hauteur d'une brique.

99 Rejet d'eau en acier inoxydable à installer sur les linteaux au-dessus des ouvertures, de dimension suffisante pour cacher les alvéoles exposées, mise en oeuvre similaire à 2/A-501.

LÉGENDE :

Élévation Sud

Description des travaux

JC - Joint de contrôle
Calfeutrage à remplacer

LS - Linteaux structuraux
Calfeutrage à remplacer

SC - Nouveaux solins intramuraux
Voir 3/A-400 et 2/A-500

BRE — Brique existante
Glen-Gery, Tawny Beige S32
format norman métrique
Parement existant à conserver, aucune intervention.

BRN — Brique à remplacer
Belden, 481-483 Smooth
format norman métrique
Superficie : ± 615 m2

1. Démolition

1.1. Brique existante à démolir et attaches réglables bipartites à enlever. Marquer la position des colombages et des supports.

1.2. Isolant semi-rigide et attaches à rondelles à clous ou à vis à enlever.

1.3. Tôles de compartimentation et vis à enlever à tous les joints de contrôle.

1.4. À la jonction avec le parement existant à conserver, si les attaches des tôles de compartimentation ne sont pas accessibles, découper la tôle de compartimentation pour l'enlever.

2. Construction

2.1. Percements de la membrane d'étanchéité pare-air et pare-vapeur, laissés par le retrait des attaches de l'isolant et de la maçonnerie, à obturer avec un calfeutrage compatible avec la membrane.

2.2. Hauteur des joints : Sous linteau structural du niveau 165 455 (niveau 9), recalibrer la hauteur des joints horizontaux pour obtenir les tolérances requises sous les linteaux structuraux, tout en conservant des briques de pleine hauteur. Compensation totale jusqu'à 10 mm par section de 2,9 à 4m.

Filet pour maçonnerie existant

3. Filet de protection monté sur cadres en bois et ancrages, existant à enlever.

Protections temporaires existantes

4. Protection en contreplaqué avec joint de calfeutrage au périmètre et ancrages existants à enlever.

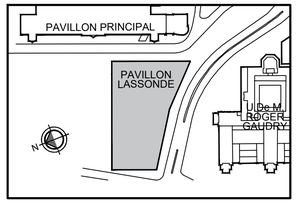
5. Conserver une section de protection existante pour faire l'échantillonnage de la couleur des nouvelles protections.

6. À l'arrière de ces protections, la brique existante a déjà été enlevée.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture
DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure
Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

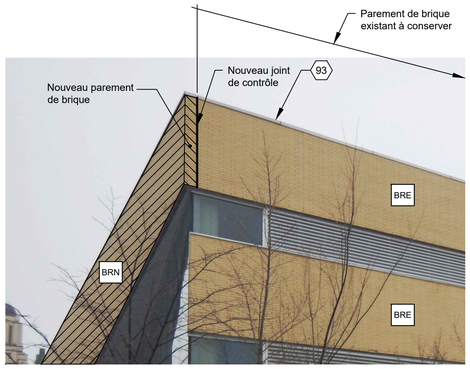
Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

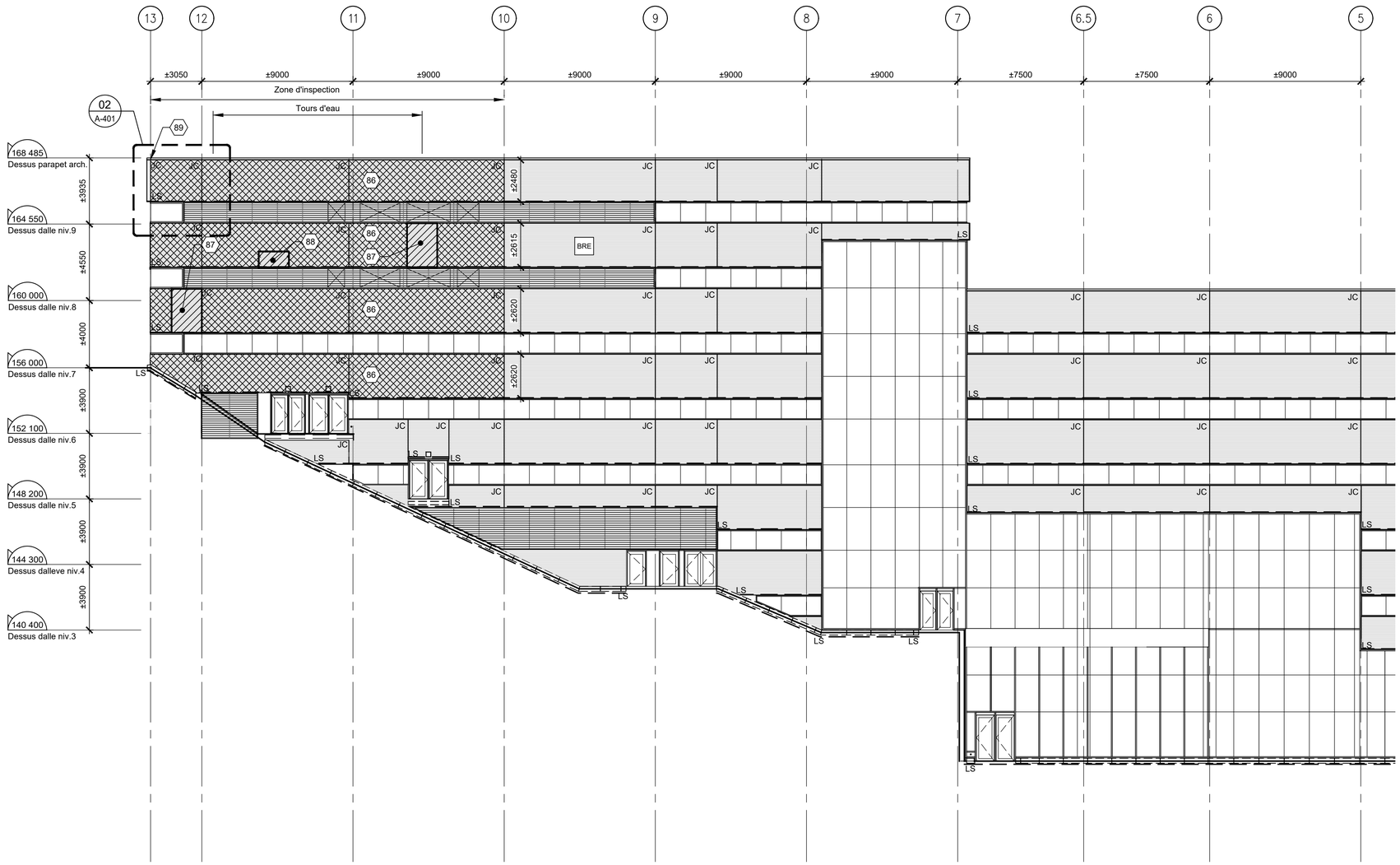
Titre du dessin:
Élévation sud
et coupes de mur
Démolition/Construction

Dessiné par: I.A.
Vérifié par: P.A.
Echelle: Tel qu'indiquée
Date: 2021-12-16
Feuille no: 4 / 9
Projet No. 53–0403
Fichier: A–400

I:\19\2019-016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X - Dessins\19016_A-400_Élévation Sud.dwg



Jonction des ouvrages au coin Sud-Est — 2 / A-401



Élévation Est — 1 / A-401
1:150

NOTES :

86 Filet de protection à installer, voir légende.

87 Ouverture exploratoire dans le parement de brique d'une largeur de 6 briques pleines (± 1830 mm de largeur) à partir du linteau structural jusque sous l'allège (± 2660 de hauteur). Ouverture exploratoire, 1800 mm de largeur x 400 mm de hauteur, voir légende.

88 Ouverture exploratoire dans le parement de brique d'une largeur de 6 briques pleines (± 1830 mm de largeur) à partir du linteau structural sur une hauteur de 8 briques.

89 Nouveau joint de contrôle, voir photo pour l'emplacement. Sur toute la hauteur du joint, dans la partie existante à conserver : enlever, nettoyer et réinstaller la brique sur ± 400 mm de largeur à la droite du nouveau joint pour l'ajout d'attaches à maçonnerie.

93 Solin de couronnement, à joints agrafés et scellés, à enlever par sections complètes ±3000 mm typ.dans le secteur de remplacement de la maçonnerie, et à réinstaller.

LÉGENDE :

Élévation Est

Description des travaux

JC - Joint de contrôle existant
Pour information

LS - Linteaux structuraux
Pour information

BRE — Brique existante
Glen-Gery, Tawny Beige S32
format norman métrique
Parement existant à conserver.

BRN — Brique à remplacer
Belden, 481-483 Smooth
format norman métrique
Brique à remplacer à la jonction avec l'élévation Sud. Voir A-400 pour interventions typiques.

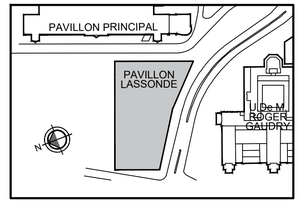
Filet pour maçonnerie
1. Filet de protection à monter sur cadres en bois à fixer avec des attaches mécaniques, selon les indications au devis.

Ouvertures exploratoires
1. L'emplacement exact et l'alignement par rapport aux composantes de l'enveloppe seront fournis avant les travaux.
2. Ouvertures à réaliser en présence de Professionnels. Fournir les moyens d'accès et l'accompagnement par un maçon qualifié en expertise.
3. Lors de la découpe de la brique, prendre les précautions nécessaires pour minimiser les dommages aux composantes internes du mur; solin, isolant, etc. Se référer aux détails des conditions présumées existantes.
4. Conserver les briques retirées pour chacune des ouvertures (piles séparées) pour permettre à l'architecte d'analyser le tout. Par la suite, disposer hors du site.
5. Une fois les ouvertures complétées, suivre les instructions de l'architecte en ce qui concerne le retrait de l'isolant, de sections de membrane d'étanchéité, de tôles de support, de la membrane pare-air / pare-vapeur. Les ouvertures qui se prolongent jusqu'aux persiennes / section vitrées comprennent le démontage partiel des allèges, à enlever en sections complètes et à réinstaller.
6. Suivant les inspections, l'isolant du mur qui a été retiré doit être réinstallé ou remplacé par de nouveaux panneaux.
7. Suivant les inspections, installer de l'isolant semi-rigide sain et installer une protection temporaire en contreplaqué selon les indications au devis.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CON-NOS

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture
DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

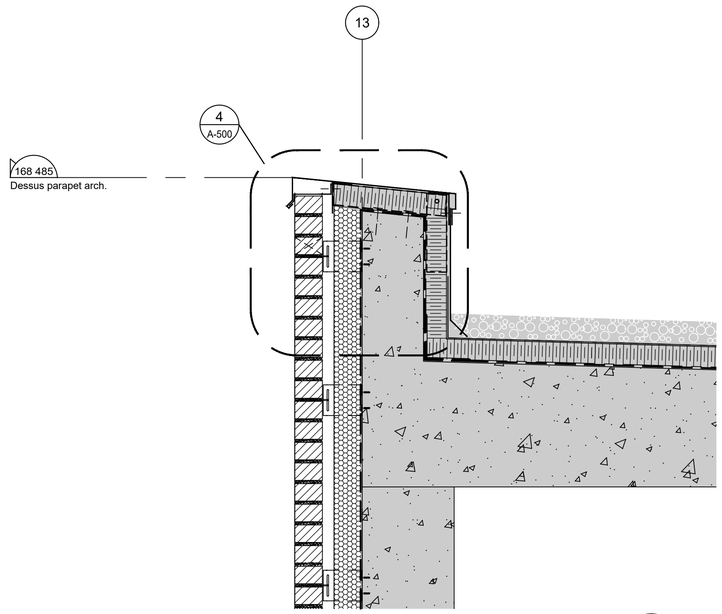
Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

Titre du dessin:
Élévation est

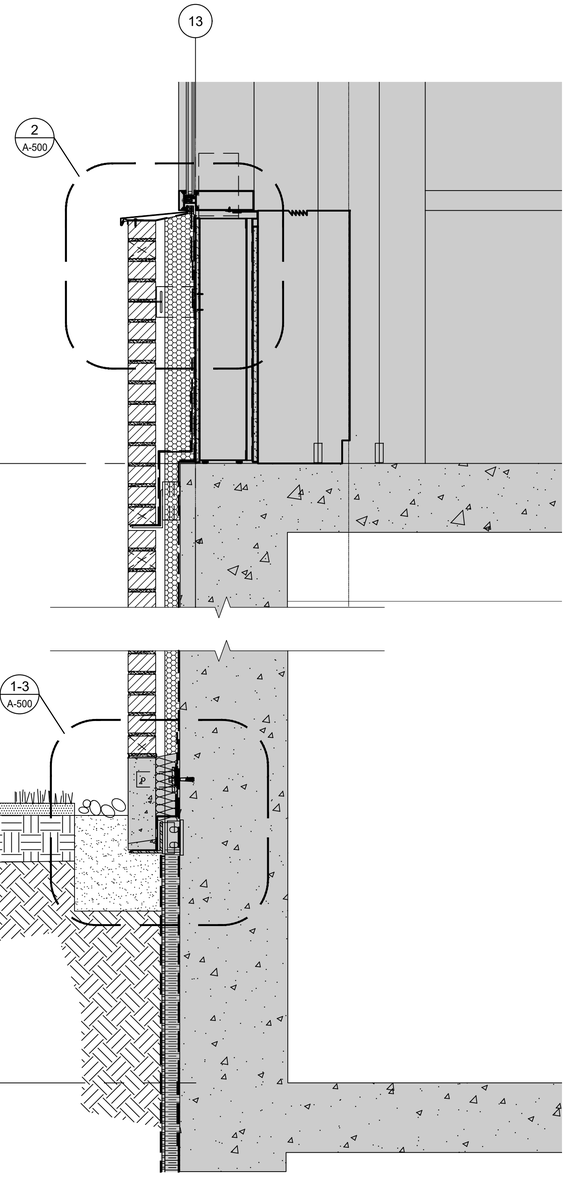
Dessiné par: I.A.	Vérifié par: P.A.
Échelle: 1:150	Feuille no: 5 / 9
Date: 2021-12-16	
Projet No. 53–0403	Fichier: A–401

I:\19\2019-016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X - Dessins\19016_A-401_Élévation Est.dwg



Parapet typique — 1:10 — 3 / A-450

Coupe de mur agrandi - Issue — 1:10 — 2 / A-450



Coupe de mur agrandi - Mur-rideau sud-ouest — 1:10 — 1 / A-450

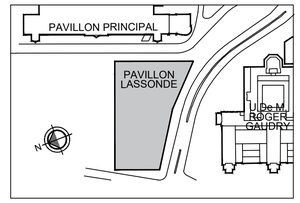
NOTES :

Dessin pour reférence.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CONFORME

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture

DMArchitectes
455, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

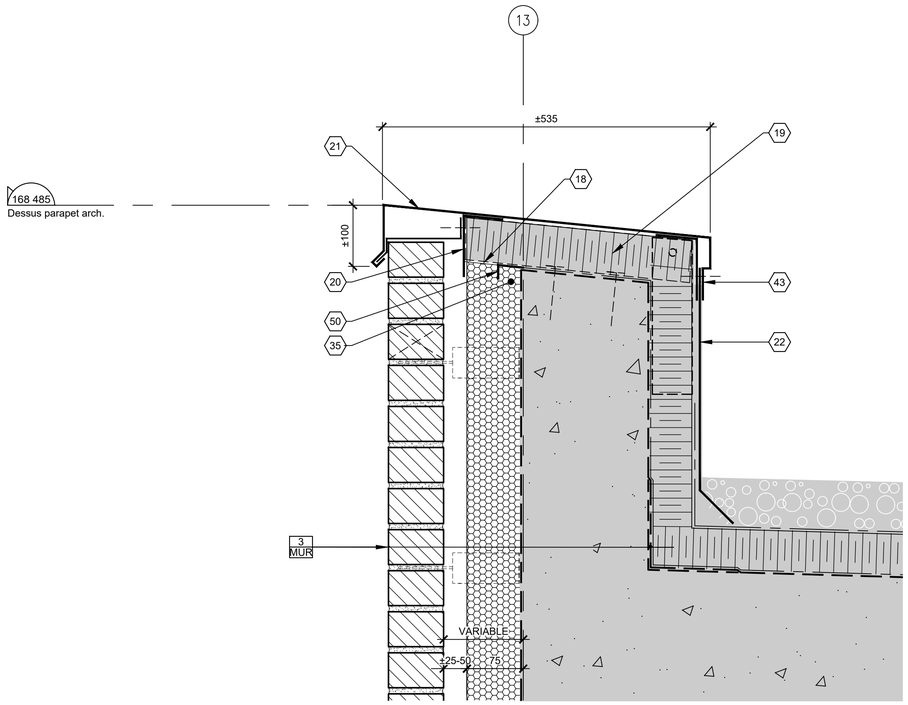
Titre du dessin:
Coupes de mur
Agrandis
Construction

Dessiné par:	Vérifié par:
I.A.	P.A.

Echelle:	Feuille no:
1:10	6 / 9
Date: 2021-12-16	

Projet No.	Fichier:
53-0403	A-450

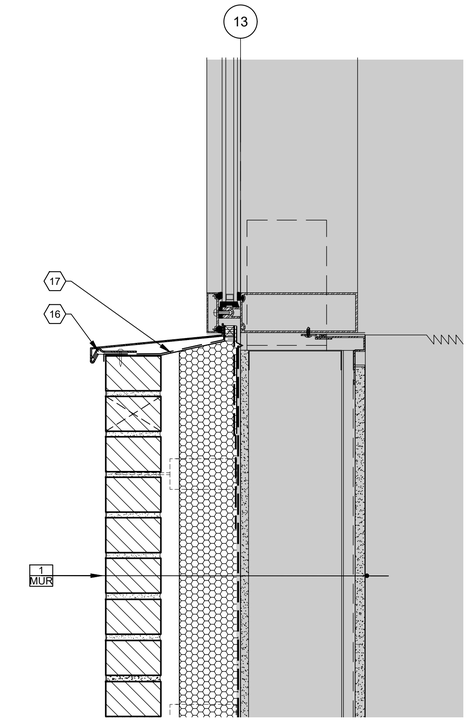
I:\19\2019-016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X - Dessins\19016_A-450_Coupes de mur.dwg



Détail typique parapet -
Démolition et Construction

4
A-500

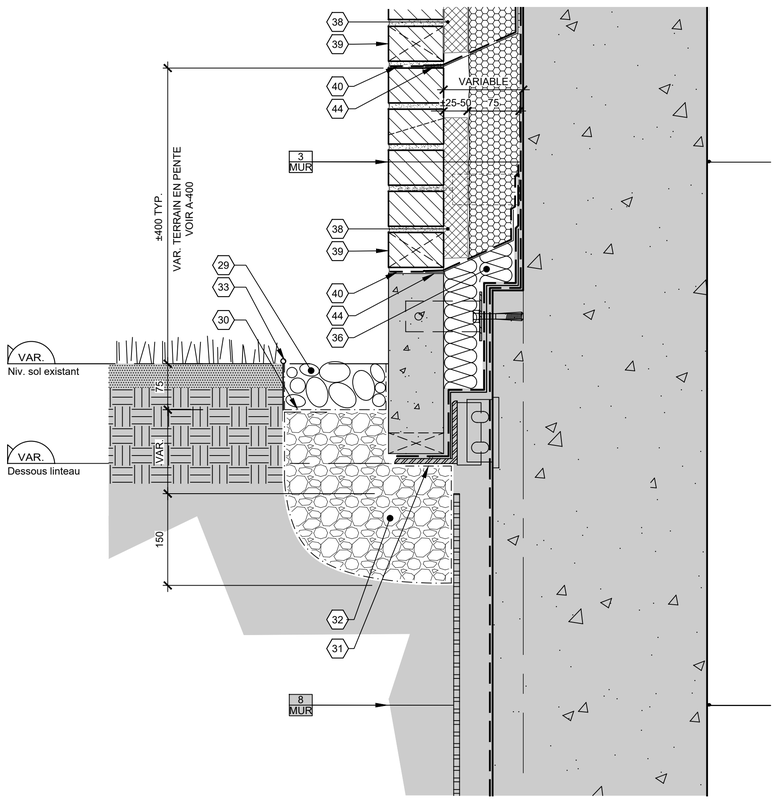
1:5



Détail seuil du mur-rideau Ouest
Démolition et Construction

2
A-500

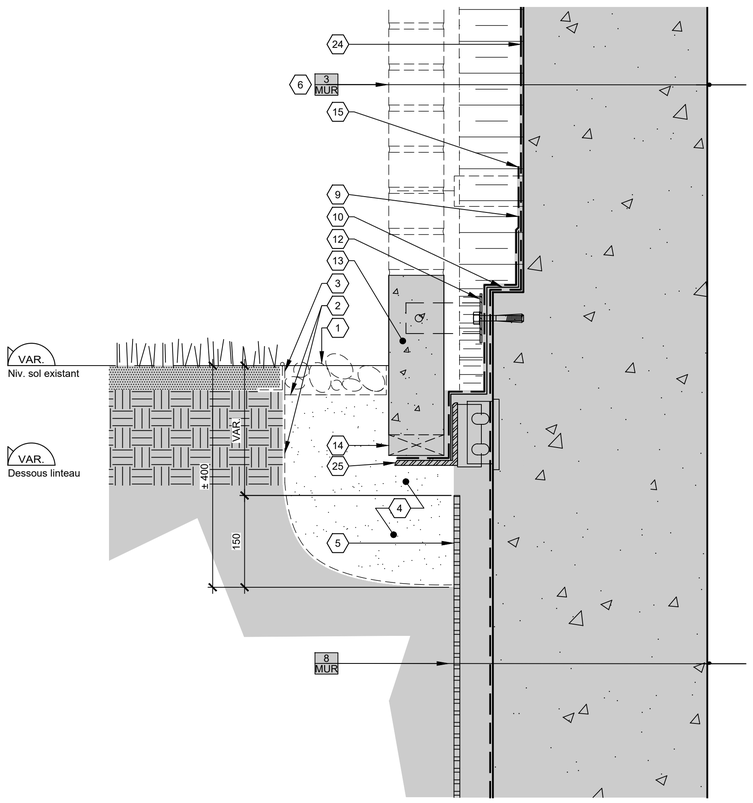
1:5



Détail typique à la base du mur - Construction

3
A-500

1:5



Détail typique à la base du mur - Démolition

1
A-500

1:5

NOTES :

Démolition / conditions existantes présumées

1. Pierre de rivière à enlever.
2. Géotextile à enlever, emplacement présumé.
3. Bordure en plastique en "L", insérée sous la tourbe, à enlever.
4. Remblai de sable à enlever pour dégager les premiers 150 mm du panneau drainant.
5. Panneau drainant à conserver.
6. Dans la zone des travaux de remplacement de la brique :
   - Brique à enlever;
   - Espace d'air;
   - Isolant semi-rigide en laine de roche à enlever;
   - Membrane d'étanchéité pare-air / pare-vapeur en bitume SBS revêtu d'un film plastique thermofusible soudable au chalumeau (type SOPRALENE FLAM 180 de SOPREMA) à conserver; obturer les percements laissés par le retrait des attaches.
   - Substrat de béton coulé ou de gypse extérieur sur ossature métallique à conserver.
9. Solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à conserver
10. Tôle de support à conserver.
12. Ancrage latéral des blocs de béton à conserver.
13. Élément de béton préfabriqué à conserver en place.
14. Calfeutrage et joint de mortier, largeur de 5-15 mm, à évider sur une hauteur de 40 mm à partir du linteau structural et sur toute la profondeur du bloc, à tous les joints entre les blocs de béton préfabriqués. Dimensions des blocs de béton ± 300 H x 1350 L x 90 P.
15. Point haut du solin membrané existant à conserver.
16. Allège en aluminimum retenue par la plaque à pression et ses supports vissés dans la brique, à enlever et à réinstaller.
17. Tôle de support et membrane d'étanchéité continue à remplacer, rive supérieure sous la plaque à pression.
18. Ossature métallique du parapet en barre "Z" @ 600 c/c à conserver.
19. Isolant rigide existant à conserver.
20. Tôle de fermeture existant à conserver.
21. Solin de couronnement existant en aluminium à enlever et à réinstaller, avec bandes d'attaches continues et vis à enlever et à remplacer.
22. Revêtement existant en aluminium à conserver en place
23. Tôle existante à conserver.
24. Membrane pare-air/pare-vapeur existante à conserver, obturer les percements laissés par le retrait des attaches.
25. Linteau structural existant à conserver.
26. Section de solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à conserver sur la tôle, le pare-air/pare-vapeur et l'aile verticale du linteau.
27. Section de solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à couper et retirer la portion adhérée sur l'aile horizontale du linteau.
28. Isolant semi-rigide existant à couper en ligne avec le dessous du linteau structural pour conserver la section sous le solin intramural.

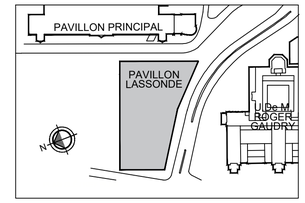
Construction

29. Pierre de rivière.
30. Géotextile à remonter de chaque côté de la pierre de rivière.
31. Géotextile à remonter sous le linteau structural et en assurer la position pendant la mise en place du remblai.
32. Remblai drainant en gravier.
33. Bordure droite en plastique.
35. Isolant de polyuréthane à prolonger jusque sous l'ossature isolée du couronnement.
36. Isolant en laine de roche, remplir la cavité.
38. Capteur de bavures de mortier continu sur la pleine longueur du mur, largeur adaptée à la cavité.
39. Chantepleure à toutes les 2 briques dans le premier rang au-dessus du solin intramural, à décaler des évents.
40. Solin membrané, rive supérieure à sceller.
41. Membrane ou enduit de séparation.
43. Vis taraudeuses et rondelles de néoprène apparentes, à noyer dans le calfeutrage.
44. Tôle de support continue.
45. Tôle de compartimentation continue et à sceller.
46. Tôle de rejet d'eau en acier inoxydable, extrémité du brise-goutte affleurante à la face de la brique.
47. Espace de tolérance sous le linteau structural à obtenir par le recalibrage des hauteurs de joint de mortier.
48. Calfeutrage continu sur fond de joint pour compartimentation.
49. Solin membrané : rive inférieure à terminer juste avant le pli du rejet d'eau et rive supérieure avec chevauchement sur la partie horizontale du solin intramural existant, à sceller avec un cordon de mastic continu.
50. Tôle continue pour accrochage mécanique de l'isolant, à visser à l'ossature métallique du parapet.
59. Calfeutrage continu sur fond de joint.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CON-NOA

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture

DMArchitectes

455, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

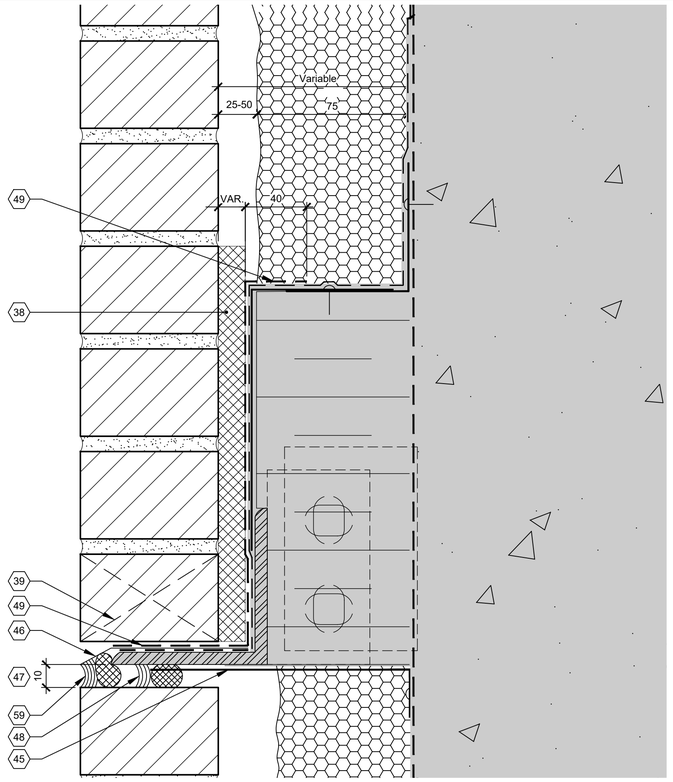
Titre du dessin:
Détails en coupe
Démolition/Construction

Dessiné par: I.A.
Vérifié par: P.A.

Echelle: 1:5
Date: 2021-12-15
Feuille no: 7 / 9

Projet No. 53–0403
Fichier: A–500

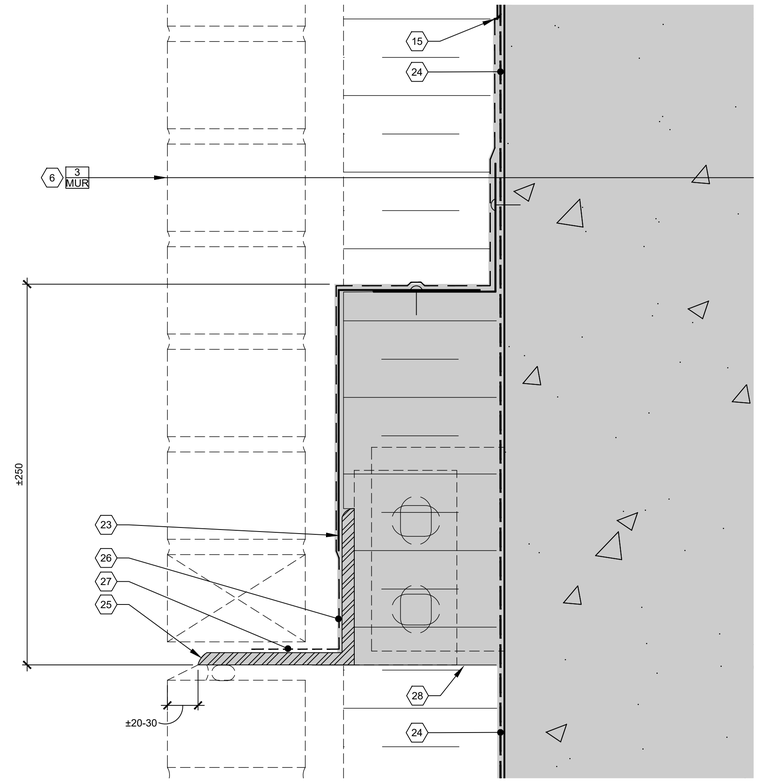
I:\19\2019–016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X – Dessins\19016_A–500_Détails en coupe.dwg



Détail linteau structural, typique - Construction

1:2

2
A-501



Détail linteau structural, typique - Démolition

1:2

1
A-501

NOTES :

Démolition / conditions existantes présumées

1. Pierre de rivière à enlever.
2. Géotextile à enlever, emplacement présumé.
3. Bordure en plastique en "L", insérée sous la tourbe, à enlever.
4. Remblai de sable à enlever pour dégager les premiers 150 mm du panneau drainant.
5. Panneau drainant à conserver.
6. Dans la zone des travaux de remplacement de la brique :
   - Brique à enlever;
   - Espace d'air;
   - Isolant semi-rigide en laine de roche à enlever;
   - Membrane d'étanchéité pare-air / pare-vapeur en bitume SBS revêtu d'un film plastique thermofusible soudable au chalumeau (type SOPRALENE FLAM 180 de SOPREMA) à conserver; obturer les percements laissés par le retrait des attaches.
   - Substrat de béton coulé ou de gypse extérieur sur ossature métallique à conserver.
9. Solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à conserver
10. Tôle de support à conserver.
12. Ancrage latéral des blocs de béton à conserver.
13. Élément de béton préfabriqué à conserver en place.
14. Calfeutrage et joint de mortier, largeur de 5-15 mm, à évider sur une hauteur de 40 mm à partir du linteau structural et sur toute la profondeur du bloc, à tous les joints entre les blocs de béton préfabriqués. Dimensions des blocs de béton ± 300 H x 1350 L x 90 P.
15. Point haut du solin membrané existant à conserver.
16. Allège en aluminimum retenue par la plaque à pression et ses supports vissés dans la brique, à enlever et à réinstaller.
17. Tôle de support et membrane d'étanchéité continue à remplacer, rive supérieure sous la plaque à pression.
18. Ossature métallique du parapet en barre "Z" @ 600 c/c à conserver.
19. Isolant rigide existant à conserver.
20. Tôle de fermeture existant à conserver.
21. Solin de couronnement existant en aluminium à enlever et à réinstaller, avec bandes d'attaches continues et vis à enlever et à remplacer.
22. Revêtement existant en aluminium à conserver en place
23. Tôle existante à conserver.
24. Membrane pare-air/pare-vapeur existante à conserver, obturer les percements laissés par le retrait des attaches.
25. Linteau structural existant à conserver.
26. Section de solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à conserver sur la tôle, le pare-air/pare-vapeur et l'aile verticale du linteau.
27. Section de solin membrané (type SOPRASEAL 1100T) à couper et retirer la portion adhérée sur l'aile horizontale du linteau.
28. Isolant semi-rigide existant à couper en ligne avec le dessous du linteau structural pour conserver la section sous le solin intramural.

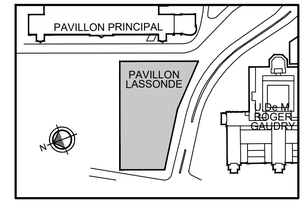
Construction

29. Pierre de rivière.
30. Géotextile à remonter de chaque côté de la pierre de rivière.
31. Géotextile à remonter sous le linteau structural et en assurer la position pendant la mise en place du remblai.
32. Remblai drainant en gravier.
33. Bordure droite en plastique.
35. Isolant de polyuréthane à prolonger jusque sous l'ossature isolée du couronnement.
36. Isolant en laine de roche, remplir la cavité.
38. Capteur de bavures de mortier continu sur la pleine longueur du mur, largeur adaptée à la cavité.
39. Chantepleure à toutes les 2 briques dans le premier rang au-dessus du solin intramural, à décaler des évents.
40. Solin membrané, rive supérieure à sceller.
41. Membrane ou enduit de séparation.
43. Vis taraudeuses et rondelles de néoprène apparentes, à noyer dans le calfeutrage.
44. Tôle de support continue.
45. Tôle de compartimentation continue et à sceller.
46. Tôle de rejet d'eau en acier inoxydable, extrémité du brise-goutte affleurante à la face de la brique.
47. Espace de tolérance sous le linteau structural à obtenir par le recalibrage des hauteurs de joint de mortier.
48. Calfeutrage continu sur fond de joint pour compartimentation.
49. Solin membrané : rive inférieure à terminer juste avant le pli du rejet d'eau et rive supérieure avec chevauchement sur la partie horizontale du solin intramural existant, à sceller avec un cordon de mastic continu.
50. Tôle continue pour accrochage mécanique de l'isolant, à visser à l'ossature métallique du parapet.
59. Calfeutrage continu sur fond de joint.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CONFORME

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture

DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019–016

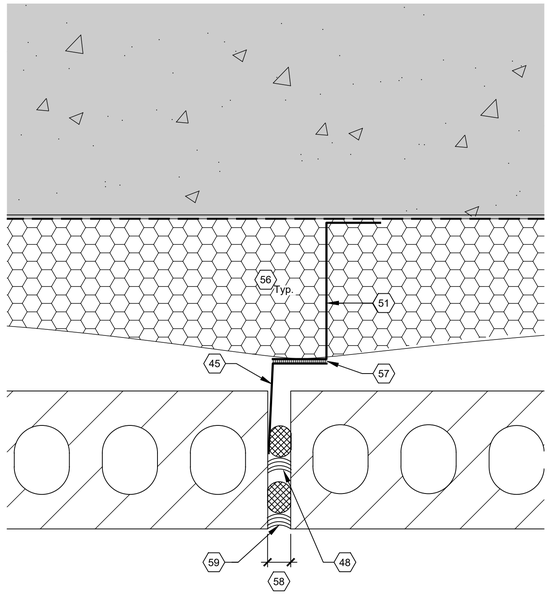
Titre du dessin:
Détails en coupe
Démolition/Construction

Dessiné par:	Vérifié par:
I.A.	P.A.

Échelle:	Feuille no:
1:2	8 / 9
Date: 2021-12-15	

Projet No.	Fichier:
53–0403	A–501

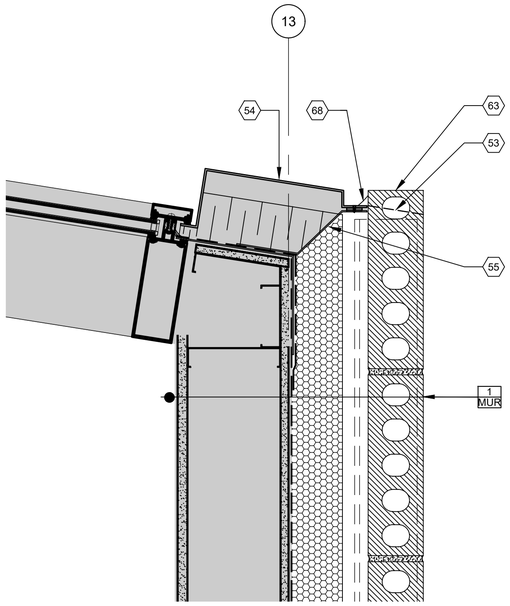
I:\19\2019–016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X – Dessins\19016_A–501_Détails en coupe.dwg



Détail tôle de compartimentation aux joints de contrôle

1:2

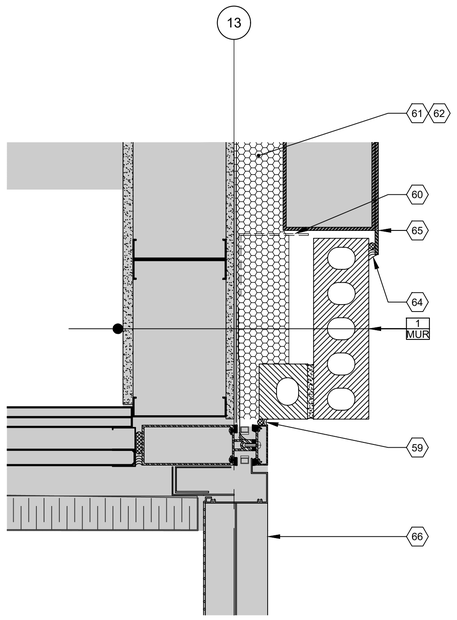
4
A-502



Détail l'entrée principale

1:5

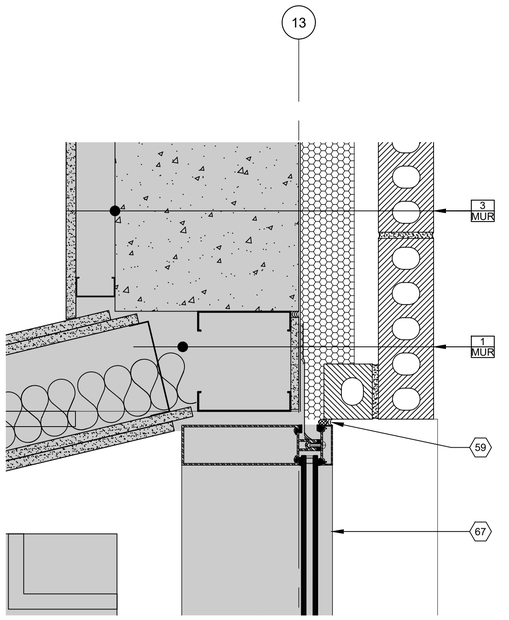
3
A-502



Détail jambage à l'issue et au cabinet

1:5

2
A-502



Détail jambage au mur-rideau sud-ouest

1:5

1
A-502

NOTES :

Démolition / conditions existantes présumées

51 Profilé de compartimentation en "Z" continu existant à conserver, dimensions typiques ±38 L x 89 P.

52 Mur-rideau, existant à conserver.

53 Profil de la brique à angle, existante à enlever.

54 Revêtement en aluminium, existant à conserver.

55 Plaque de support en acier présumée continue, existante à conserver.

60 Supports d'ancrage ponctuels du cabinet existant à conserver.

61 Espace à l'arrière du cabinet rempli d'isolant semi-rigide existant à enlever.

65 Cabinet métallique installé en surface de la brique, existant à conserver.

66 Persiennes dans cadre en aluminium anodisé, existant à conserver.

67 Mur-rideau en aluminium anodisé, existant à conserver.

Construction

45 Tôle de compartimentation continue.

48 Calfeutrage continu sur fond de joint pour compartimentation.

56 Isolant de polyuréthane à appliquer sur toute la profondeur du profilé de compartimentation en "Z".

57 Cordon de calfeutrage continu.

58 Largeur des joints de contrôle à appareiller aux conditions existantes, ± 15-20 mm.

59 Calfeutrage continu sur fond de joint.

62 Espace à l'arrière du cabinet à combler avec de l'isolant de polyuréthane.

63 Extrémité du parement avec élément de brique de forme standard, à aligner avec le revêtement métallique adjacent.

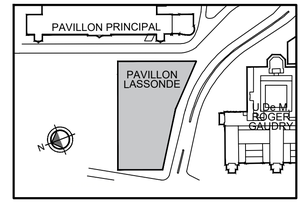
64 Calfeutrage continu sur fond de joint au périmètre du cabinet, configuration à angle.

68 Calfeutrage continu sur ruban de désolidarisation.

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2900, BOUL. ÉDOUARD–MONTPETIT
ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAVILLON LASSONDE
2700, CHEMIN DE LA TOUR

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU CAMPUS



NOTES GENERALES:

1. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES QUANTITES ET DIMENSIONS AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

2. TOUTES LES DIMENSIONS DE L'EXISTANT SONT APPROXIMATIVES ET DEVRONT ETRE VERIFIEES SUR PLACE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.

Division de l'urbanisme
16 mars 2022
1226290026
CON-NOV

Rev	Description	Date	Par
00	Émission pour permis révisée	22-03-15	MM
00	Émission pour soumissions	22-03-04	MM

Sceau:

Ne pas utiliser pour construction

Architecture

DMArchitectes
655, rue Desnoyers - bureau 204, Montréal, Qc H4C 3E1
T 514 288-4251 | F 514 849-7230 | W dma-arch.com

Structure

Ordre des architectes du Québec
A 5276
PHILIPPE ASHBY
ARCHITECTE

Titre du projet:
Pavillon Lassonde
Réfection façade mur sud
2022

No. Projet DMA : 2019-016

Titre du dessin:
Détails en plan
Démolition/Construction

Dessiné par:	Vérifié par:
I.A.	P.A.

Echelle:	Feuille no:
Tel qu'indiquée	9 / 9
Date: 2021-12-16	

Projet No.	Fichier:
53-0403	A-502

I:\19\2019-016 Polytechnique Lassonde mur Sud\X - Dessins\19016_A-502_Détails en plan.dwg

CD NDG
attachant



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PAVILLON LASSONDE - POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
PIIA - 2700, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

16 MARS 2022

3003126995

01 CONTEXTE

PAVILLON LASSONDE - POLYTECHNIQUE MONTRÉAL / 2700, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

- RÉFECTION DU PAREMENT DE BRIQUE SUR L'ENSEMBLE DU MUR DE LA FAÇADE SUD;

02 ANALYSE

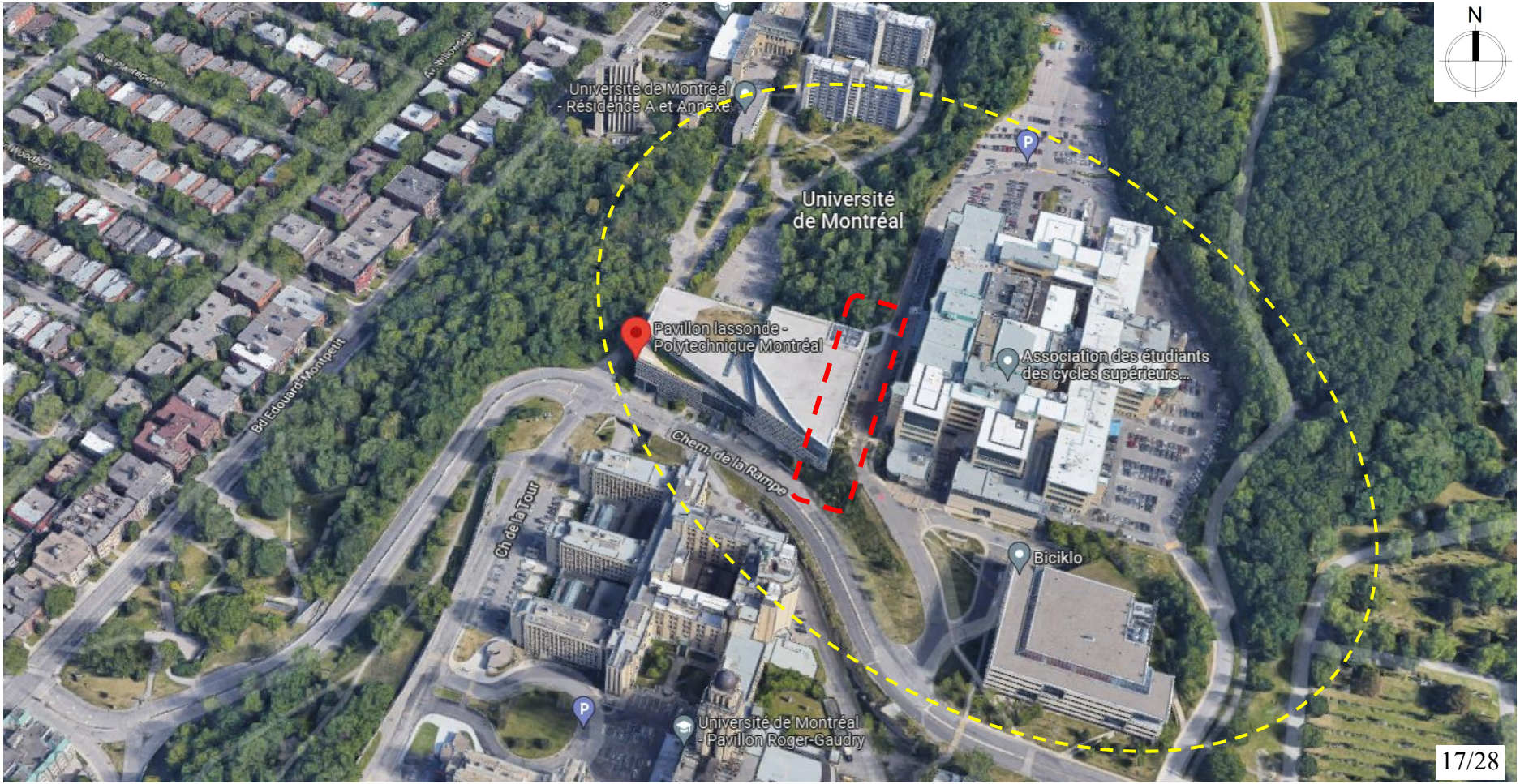
SECTEUR ET SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL
GRANDE PROPRIÉTÉ À CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

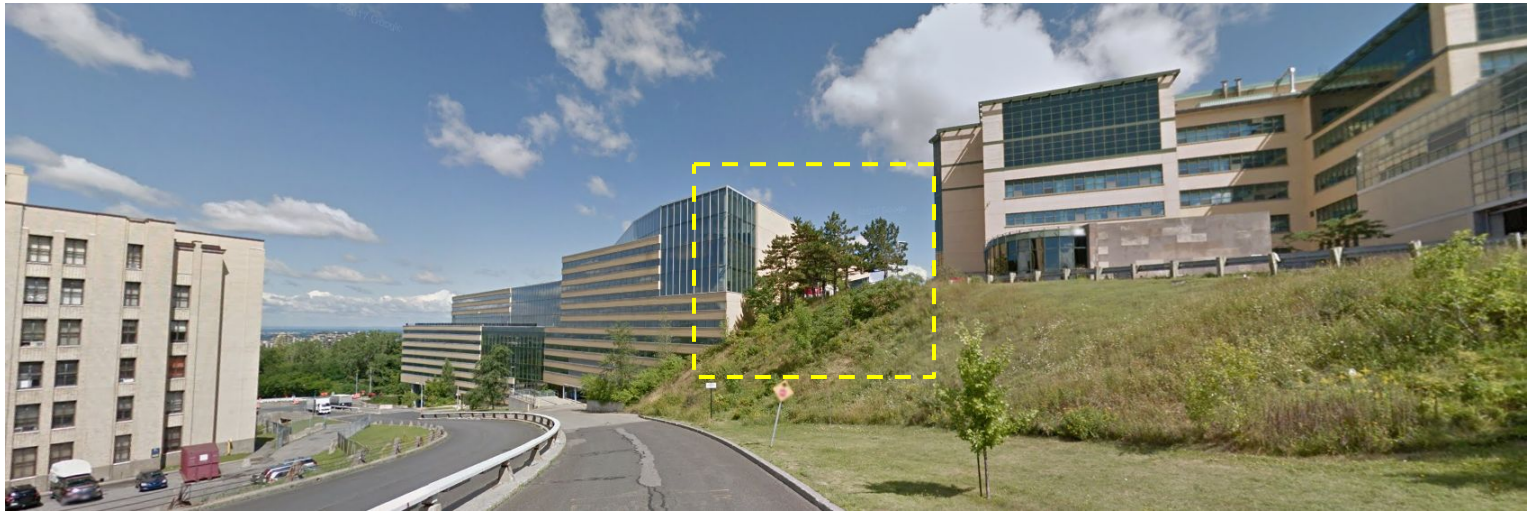
- TRANSFORMATION ASSUJETTIE AU PIIA EN VERTU DE L'ART. 55 DU RÈGLEMENT P20-052 ;
- AUTORISATION REQUISE EN VERTU DE LA LPC;

03 RECOMMANDATION

LA DAUSE EST FAVORABLE À LA DEMANDE.

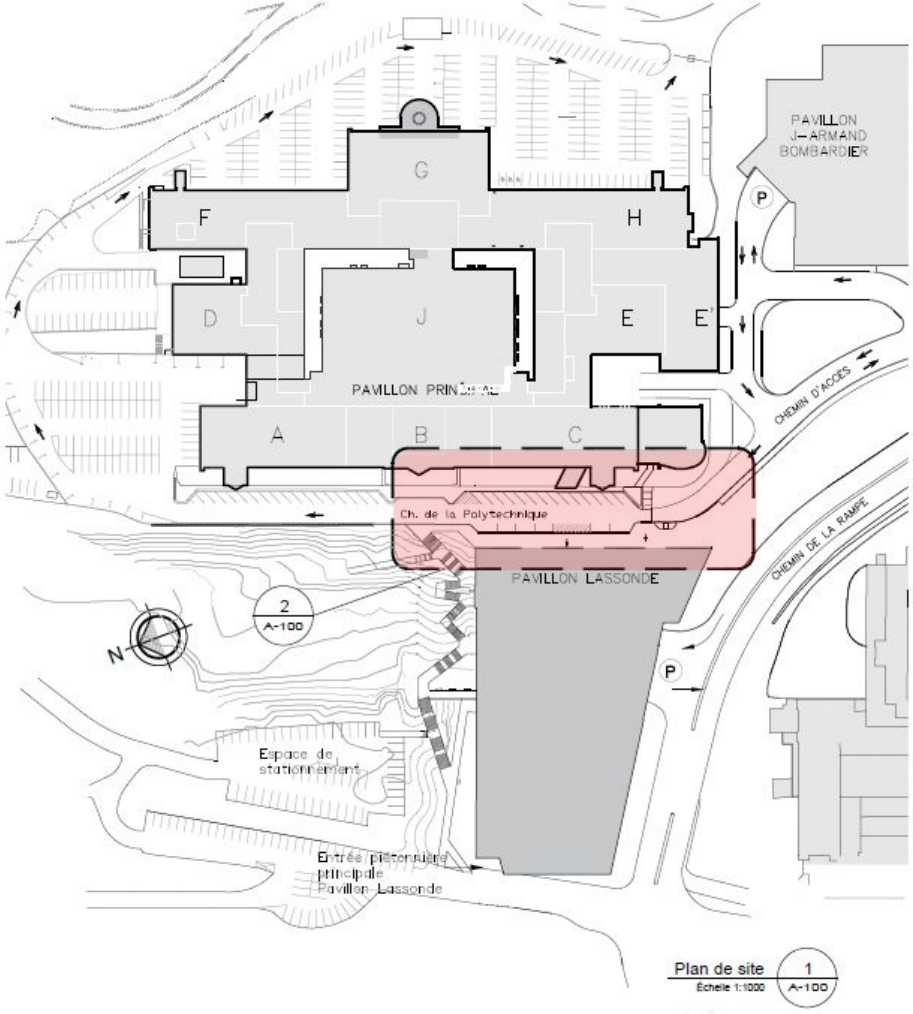
LOCALISATION

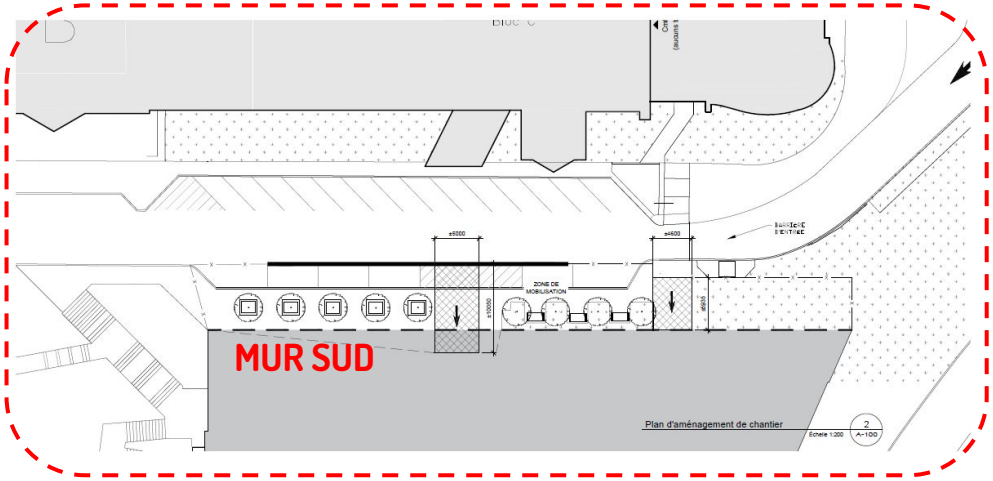





30
École Polytechnique
Pavillon principal

ZONE D'INTERVENTION









ÉTUDES EXPLORATOIRES AUTORISÉS EN VERTU DE LA LPC


Université
de Montréal
Pavillon Jassonde -
Polytechnique Montréal
Département de
Biochimie et de...
Chem. de la Rampe
Google



LÉGENDE DES ÉLÉVATIONS

JD - Joint de contrôle
Calfeutrage à remplacer

LS - Linteaux structuraux
Calfeutrage à remplacer

SC - Nouveaux solins intramuraux
Voir 1/A-401 et 2/A-500

Face BR1

Brique existante
Glen-Gery, Tawny Beige S32,
format norman métrique

- Enlever le premier rang de brique sous les linteaux structuraux.
- Récupérer, identifier et entreposer les briques saines.
- Nettoyer et redimensionner les briques à réinstaller, voir 3/A-501.
- Réinstaller la brique. Au besoin, remplacer les briques endommagées ou qui montrent des traces d'efflorescence par des briques entreposées provenant du lot d'origine.
- Couleur et configuration des joints de mortier à agencer aux joints du parement à conserver.

Face BR2

Brique à remplacer par brique équivalente
Belden, 481-483 Smooth OU
Glen-Gery, Tawny Beige S32,
format norman métrique
Démolition

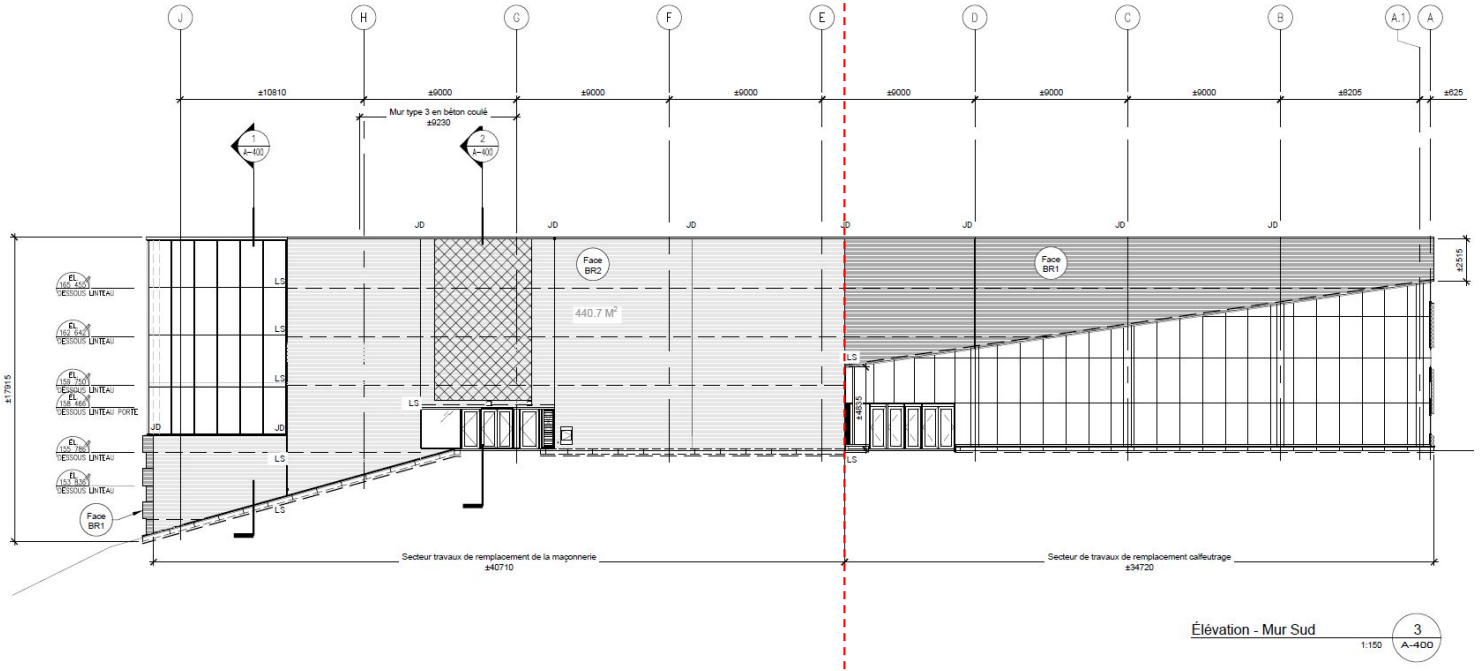
- Brique existante à démolir.
- Isolant semi-rigide et attaches à rondelles à clous ou à vis à enlever.
- Tôles, profilés de compartimentation et vis à enlever à tous les joints de dilatations, sauf à la jonction avec le parement à conserver.
- Les attaches à brique qui sont bien positionnées pourront être réutilisées. Enlever les attaches désuettes.
- Appareils d'éclairage à maintenir en place durant les travaux.

Construction

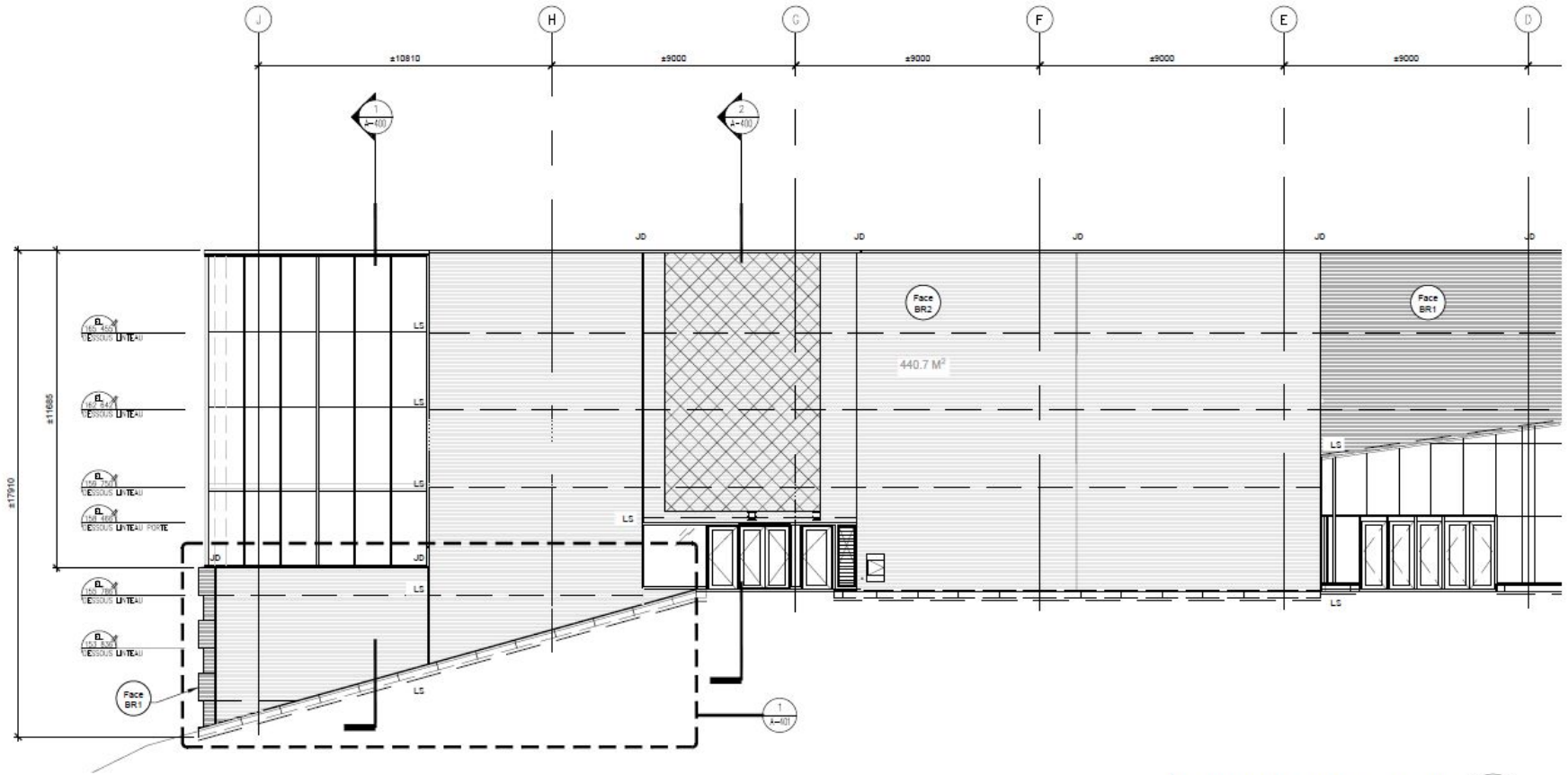
- Recalibrer la hauteur des joints horizontaux pour obtenir atteindre les tolérances requises sous les linteaux structuraux. Compensation totale jusqu'à 10 mm par section de 2,9 à 4 m.
- Couleur et configuration des joints de
- mortier à agencer aux joints du parement à conserver.

Filet de protection
Filet de protection en toile monté sur cadres en bois et ancrages à enlever.

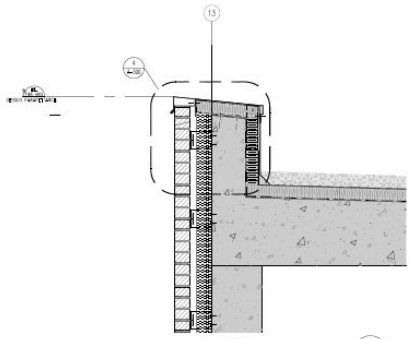
REMPLACER RÉPARER



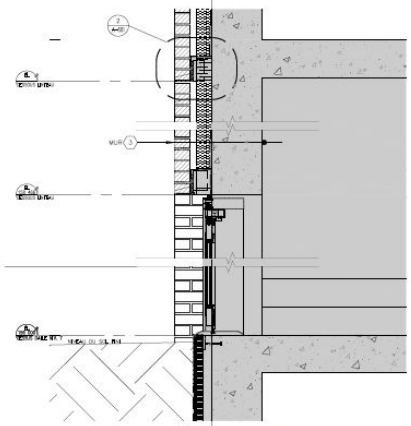
Élévation - Mur Sud 3 A-400
1:150



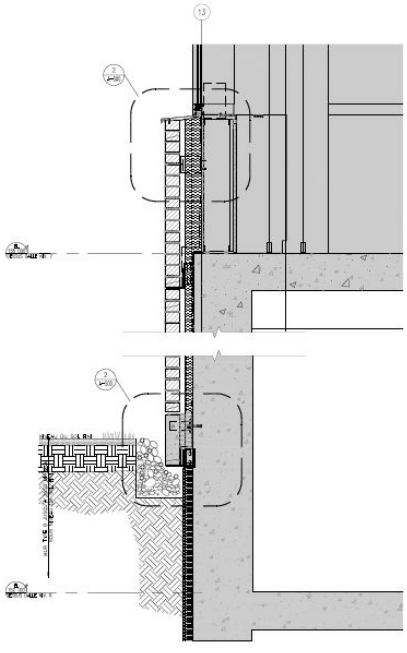
Élévation sud - Secteur travaux maçonnerie
1:100
2
A-401



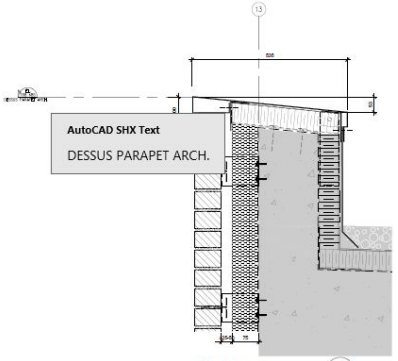
Parapet typique 3



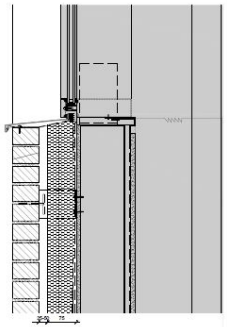
Coupe de mur agrandi - Issue 2



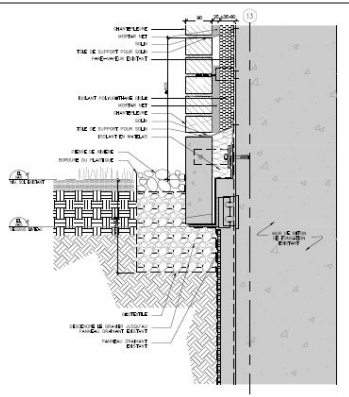
Coupe de mur agrandi - Mur-rideau sud-ouest 1



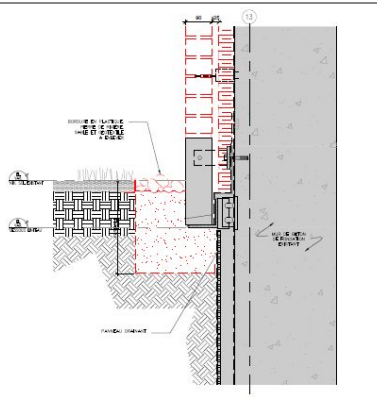
Détail typique parapet 4



Détail seuil du mur-rideau Ouest 2



Détail typique à la base du mur - Construction 2



Détail typique à la base du mur - Démolition 1

3003126995	2700 boulevard EDOUARD-MONTPETIT PAVILLON LASSONDE: MAÇONNERIE MUR SUD	SM / LPC UDEM	TRANSFORMATION - SECTEUR MONT ROYAL: TITRE VIII EN VERTU DE L'ART. 118.1 RÈGLEMENT P20-052: ART.55

référence critères	#	Critère	Évaluation	Remarques
59 al.2°	a)	la préservation ou la restauration d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment ou d'un espace extérieur incluant une caractéristique d'aménagement paysager doit être privilégiée et sa réhabilitation ne doit être envisagée qu'en dernier recours, sauf dans le cas visé au sous-paragraphe c;	☑	Les taravaux visent la réfection du parement de brique sur l'ensemble du mur sud; Le brique sera partiellement réparer sur une moitié du mur et entièrement remplacer sur l'autre moitié de la façade par un brique identique à l'existante; L'intervention donne suite à des travaux exploratoires autorisés afin de déterminer la nature de la dégradation prématurée du parement;
59 al.2°	b)	la réhabilitation d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment ou d'un espace extérieur incluant une caractéristique d'aménagement paysager doit se faire en respect de sa forme et de son apparence d'origine, en tenant compte notamment des éléments suivants : les matériaux, la forme, les dimensions, les divisions, la disposition, le format, les détails, l'appareillage, le fini et la texture;	N/A	
59 al.2°	c)	la réhabilitation d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment ou d'un espace extérieur incluant une caractéristique d'aménagement paysager doit être privilégiée lorsqu'elle a pour but de ne pas remplacer à l'identique un matériau de mauvaise qualité ou incompatible avec le caractère d'un bâtiment ou d'un espace extérieur.	N/A	
668	1°	conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	☑	Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales; L'autorisation des travaux est requise en vertu de la LPC;
668	2°	qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	☑	L'apparence d'origine est préservée et la qualité de conception et d'exécution des détails sera améliorée afin de régulariser les désordres relevés;
668	3°	efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent;	N/A	
668	4°	efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons;	N/A	
668	5°	capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire;	☑	Les travaux visent à réparer des désordres causant le délaminage de la maçonnerie de brique qui représente un danger pour les passants;
668	6°	capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager;	☑	Les travaux assurent le maintien, la sécurité, et la pérennité du patrimoine architectural et de l'institution;

Après étude des documents présentés, la Division conclut que le projet est conforme aux articles 59 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, et formule un avis favorable au projet.

☑ ☑ ☒ N/A

Après étude des documents présentés, la Division conclut que le projet est conforme aux articles 59 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **AVIS FAVORABLE** pour les raisons suivantes:

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- L'autorisation des travaux est requise en vertu de la LPC;
- L'intervention donne suite à des travaux exploratoires autorisés afin de déterminer la nature de la dégradation prématurée du parement de brique;
- L'apparence d'origine sera préservée et la qualité de conception et d'exécution des détails sera améliorée afin de régulariser les désordres relevés;
- Les travaux assurent le maintien, la sécurité, et la pérennité du patrimoine architectural et de l'institution;

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 16 mars 2022 à 18 h

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

3.5 2700, boulevard Édouard-Montpetit - PIIA transformation

Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant la réfection de la maçonnerie, sur le mur Sud de Pavillon Lassonde, situé au 2700, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3003126995.

Présentation : M. Frédérick Alex Garcia, architecte

Description du projet

Une demande de permis de transformation a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 7 février 2022 pour le Pavillon Lassonde de Polytechnique Montréal (UdeM).

Suite au constat d'un phénomène de délaminage du parement de brique recouvrant les murs du Pavillon Lassonde, et de travaux exploratoires autorisés en vertu de Loi sur le patrimoine culturel (LPC) afin d'en déterminer les causes, le projet vise la réfection de la maçonnerie sur l'ensemble du mur Sud.

Le Pavillon Lassonde s'inscrit dans le contexte d'une grande propriété à caractère institutionnel située dans le secteur du Mont-Royal, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.

L'approbation des plans est assujettie au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) en vertu de l'article 55 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), et les travaux doivent être autorisés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

Après étude des documents présentés, la Division conclut que le projet est conforme à l'article 59 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), et formule un avis favorable pour les raisons suivantes :

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- L'autorisation des travaux est requise en vertu de la LPC (P-9.002);
- L'intervention donne suite à des travaux exploratoires autorisés afin de déterminer la nature de la dégradation prématurée du parement de brique;
- L'apparence d'origine sera préservée et la qualité de conception et d'exécution des détails sera améliorée afin de régulariser les désordres relevés;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- Les travaux assurent le maintien, la sécurité, et la pérennité du patrimoine architectural et de l'institution.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l'analyse de la Division.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20227146

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :
Monsieur Frédérick Boily
Polytechnique Montréal
2900, boulevard Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

À réaliser les actes ou travaux suivants :
Au mur sud du pavillon Lassonde, remplacer la brique agencée à la brique existante et réaliser les interventions exploratoires prévues sur le mur est selon documents préparés par DMArchitectes signés par Philippe Ashby architecte datés du 4 mars 2022 et révisés en date du 3 mars 2022.

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2700, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 515 712

Selon les conditions et exigences suivantes :
Présenter à la Division du Patrimoine pour approbation un échantillon de la brique existante et proposée avant de procéder à l'exécution des travaux.

Important

Par le seul effet de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »), la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an (articles 51 et 67 de la LPC).

Toutes modifications aux actes ou travaux autorisés par la présente, incluant les imprévus en cours de chantier, doivent faire l'objet d'une demande de modification et être autorisées par le ministre de la Culture et des Communications ou la Ville de Montréal préalablement à leur réalisation.

La présente autorisation peut aussi être révoquée ou modifiée par la Ville de Montréal si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes (article 197 de la LPC).

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autres permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la LPC ou toute autre loi ou règlement applicable, notamment un permis de travaux émis par l'arrondissement concerné de la Ville de Montréal.

La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser sans délai le ministre responsable de la Culture et des Communications du Québec de toute découverte de bien ou de site archéologique, conformément à l'article 74 de la LPC.

Signée en vertu du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et de l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008) de la Ville de Montréal.

Délivrée le 2022-04-22

Sonia Vibert, Chef de Division
Direction de l'urbanisme
Service de l'urbanisme et de la mobilité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

ATTENDU que la Direction de l'urbanisme a délivré, le 23 juin 2021, l'autorisation requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002).
ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, le 18 août 2021, d'approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

IL EST DÉCIDÉ :

D'approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres et la réfection de la maçonnerie pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, tel que présenté sur les plans d'architecture approuvés ci-joints et estampillés par la Division de l'urbanisme, en date du 20 avril 2022 - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 08:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226290024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de transformation pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'Université de Montréal a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 mars 2021.
Le conseil d'arrondissement doit statuer sur cette demande en vertu du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), entrée en vigueur le 5 mars 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Les travaux visent d'une part le remplacement de 1127 fenêtres dans les ouvertures existantes, et d'autre part, la réfection partielle de la maçonnerie sur les façades où les fenêtres seront remplacées, et le remplacement de l'allège des fenêtres par une pierre grise. L'approbation des plans est assujettie au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) en vertu de l'article 55 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052).

Le pavillon Roger-Gaudry s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'une grande propriété à caractère institutionnel située dans le secteur du Mont-Royal, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux doivent être autorisés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Direction - voir en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Division de l'urbanisme conclut que le projet est conforme à l'article 59 du Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052) et formule un avis favorable pour les raisons suivantes:
- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence et la forme d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution.

Le 23 juin 2021, la Direction de l'urbanisme a délivré l'autorisation 20216614 requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002) - voir autorisation en pièce jointe.

Le 18 août 2021, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) s'est prononcé en accord avec l'analyse du projet et a recommandé d'approuver les plans - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

La Division de l'urbanisme recommande que les plans soient approuvés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suivant l'approbation de la demande par le conseil d'arrondissement, le permis de construire pourra être délivré.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées (20-052), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie pour le Pavillon Roger-Gaudry de l'UdeM, situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

Plans approuvés:

78-190 - Plans - Émis pour construction-JB_FL.pdf

Document d'analyse:

3.11_Édouard-Montpetit_2450_présentation (1).pdf

Extrait du CCU du 18 août 2021:

2021-08-18_Extrait_PV_3.11_2450, boul. Édouard-Montpetit (UdM pavillon Roger-Gaudry).pdf

Autorisation en vertu de la LPC:

autorisation-des-travaux-20216614.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

CD NDG

attachant



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PAVILLON ROGER-GAUDRY - UdeM

PIIA - 2450, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

18 août 2021

300271597

01 CONTEXTE

PAVILLON ROGER-GAUDRY - UdeM / 2450, boul. ÉDOUARD-MONTPETIT

1. **REMPLACEMENT DES FENÊTRES;**
2. **RÉFECTIONS DE LA MAÇONNERIE;**

02 ANALYSE

SECTEUR ET SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL

GRANDE PROPRIÉTÉ À CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

- TRANSFORMATION ASSUJETTIE AU PIIA (TITRE VIII) EN VERTU DE L'ART. 118.1;
- AUTORISATION PRÉLIMINAIRE DES TRAVAUX EN VERTU DE LA LPC;

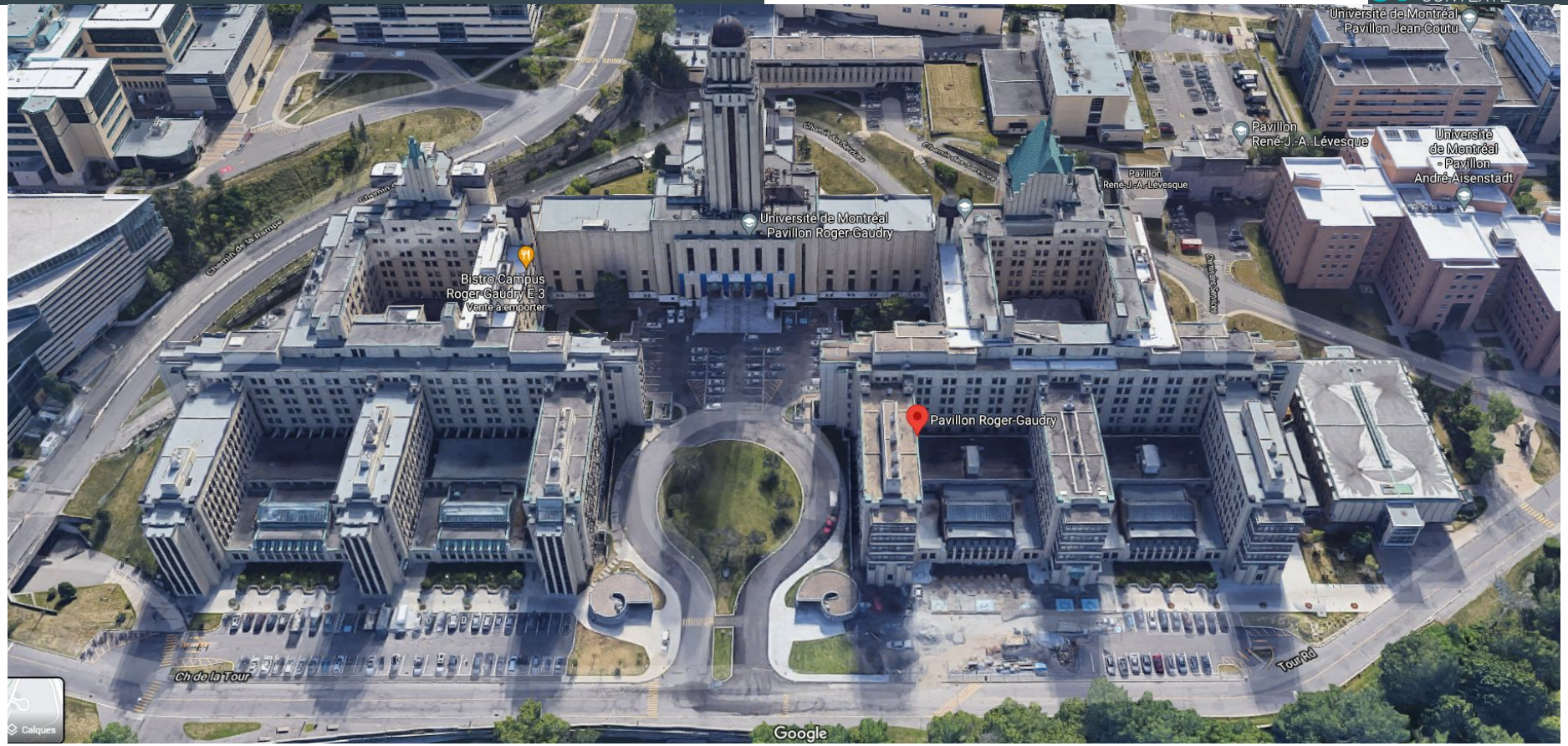
03 RECOMMANDATION

LA DAUSE EST FAVORABLE À LA DEMANDE.

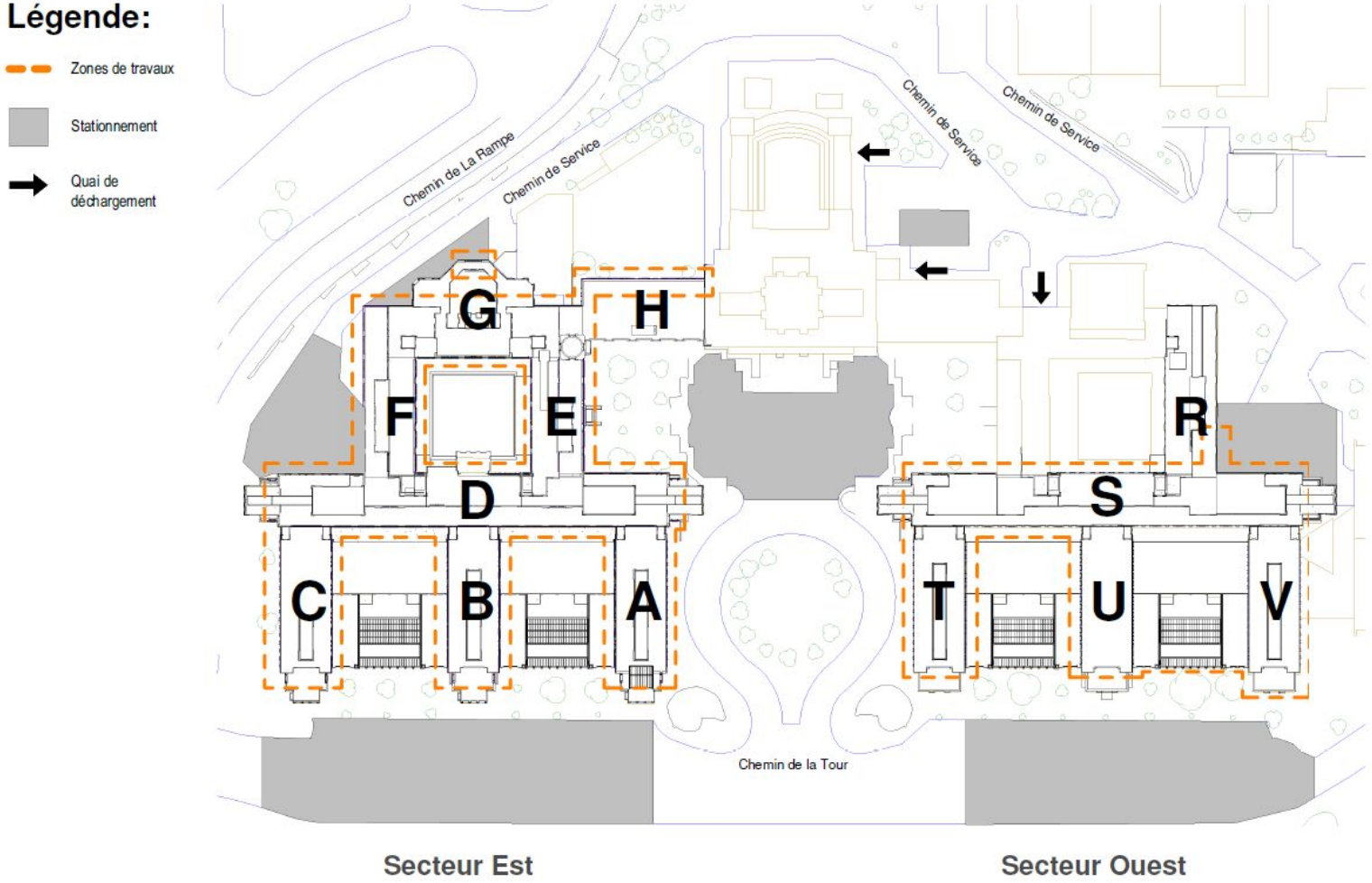
LOCALISATION



ZONE D'INTERVENTION



- **Construction:** entre 1928 et 1943
- **Architecte:** Ernest Cormier architecte-ingénieur
- **Premier bâtiment de l'UdeM après séparation de UL**
- **Plan compact:** disposition symétrique et hiérarchique
- **Style:** tradition française des Beaux-arts
- **Matériaux:** Béton et maçonnerie


Légende:
Zones de travaux
Stationnement
Quai de déchargement
Chemin de La Rampe
Chemin de Service
Chemin de Service
Chemin de Service
G
H
F
E
D
R
S
C
B
A
T
U
V
Chemin de la Tour
Secteur Est
Secteur Ouest

0 - RELEVÉS ET TRAVAUX EXPLORATOIRES

LES ÉTUDES PRÉALABLES

Étude # 1 - Relevé et analyse

- *Pavillon Roger-Gaudry - Relevé et analyse de la fenestration existante du pavillon Roger-Gaudry*
  Mars 2010, par Leclerc Architectes.

L'objectif de ce rapport a été d'établir un constat des conditions générales de vétusté de la fenestration du Pavillon Roger-Gaudry et de définir les principales problématiques s'y rattachant. Une classification pour les différents types de fenêtres a été déterminée suivant leurs matériaux, leur assemblage et leurs principes de fonctionnement spécifique. La conclusion de cette étude constitue une évaluation des différents degrés de priorités de remplacement suivant chacun des types de fenêtres.

Étude # 2 - Rapport d'expertise de la fenestration actuelle

DMA architectes sencrl

- Remplacement des fenêtres du Pavillon Roger-Gaudry
  Janvier 2011

L'objectif de ce mandat était l'obtention d'une entente cadre avec les instances patrimoniales concernées en vue de la réfection et/ou du remplacement des fenêtres identifiées dans le rapport précédant de la firme Leclerc architectes comme modèle A,B,B',C et D du pavillon Roger-Gaudry.

Dans le cadre de cette expertise, il fut démontré que les deux interventions possibles, c'est-à-dire la restauration et le remplacement des fenêtres, étaient réalisables tant au niveau technique qu'au niveau du respect des valeurs patrimoniales du pavillon Roger-Gaudry.

D'une part, afin d'évaluer la faisabilité d'une option de remplacement, la restauration sur place d'une fenêtre échantillon de type A fut effectuée. D'autre part, des relevés d'une fenêtre de type A, B, B', C et D, furent réalisés afin de permettre une analyse détaillée de chaque composante qui mènerait à l'élaboration d'un modèle de remplacement identique aux modèles originaux. Ces modèles de fenêtres de remplacement furent ainsi présentés dans ce rapport d'expertise.

Ainsi, par l'entremise de rencontres mensuelles avec un comité patrimonial formé par la Direction des Immeubles de l'Université de Montréal et de représentants du CCU, du CPM et du MCCCF, l'option de remplacement des fenêtres fut privilégiée comparativement à une restauration qui comporterait trop de risques et d'imprévus et nuirait quant à la préservation à long terme de l'enveloppe du pavillon. Le tout ayant été évalué suivant des critères de valeurs patrimoniales, de performance énergétique, de mise en œuvre, d'entretien et de coût global des travaux. Un avis préliminaire favorable quant aux propositions de nouvelles fenêtres conçues par DMA Architectes fut donc obtenu des instances. Ces dessins constituent l'entente visant à encadrer les futurs travaux prévus aux fenêtres du pavillon Roger-Gaudry pour les années à venir dans la mesure où ils devront également être respectés lors de l'élaboration des plans et devis des différentes phases de construction à venir.

La présente étude

En vue de pouvoir élaborer des propositions de fenêtres en accord avec la conception d'origine, il s'agit d'abord d'établir un portrait global du bâtiment suivant les diverses études réalisées à ce propos, impliquant aussi l'élaboration d'une analyse tant historique, qu'une compréhension du contexte dans lequel cette œuvre s'inscrit afin de déceler les caractéristiques générales de l'œuvre de Cormier.

Le mandat vise à fournir à l'Université la documentation technique nécessaire à la convention d'un accord d'approvisionnement et comprend les livrables et les activités tels :

- des études techniques nécessaires en vue de l'établissement des valeurs de référence définitives pour les critères de performance requis;

- l'élaboration d'un devis technique décrivant les critères de conception et fabrication à mettre en oeuvre;

- l'élaboration de la nomenclature des divers types et dimensions de fenêtres requise aux fins du projet de remplacement basée sur les différentes études antérieures.

- l'analyse des propositions technique et produits soumis avec la proposition financière aux fins de vérifier la conformité de ces dernières aux exigences techniques de documents des soumissions.

- le développement de propositions pour solutionner des cas particuliers reliés aux transformations du bâtiment.

Aucun détail d'insertion ou d'exécution ne sera inclus à l'appel d'offres pour la fourniture des fenêtres. Les détails seront plutôt développés lors de chaque projet spécifique de remplacement, par façade ou par secteur. Dans tous les cas, les manufacturiers devront ainsi respecter les principes dictés par la conception entérinée par les instances concernées tout en démontrant que les produits satisfont aux exigences techniques énoncées dans l'appel d'offres.

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - LE PAVILLON PRINCIPAL

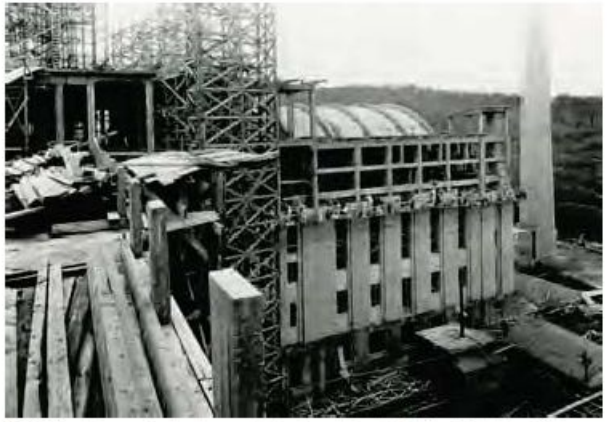
Historique de construction

La construction du Pavillon principal se déploie en deux grandes parties, soit la première, entre les années 1928 et 1934 et la seconde, entre les années 1939 et 1943.

C'est au début de sa carrière qu'Ernest Cormier fut mandaté pour l'édification d'un nouveau campus dédié à la toute première université francophone montréalaise, l'Université de Montréal. Après l'incendie de ses locaux rue st-Denis, l'institution délaisse son affiliation avec l'Université Laval afin d'acquérir son indépendance et son nouveau statut. Alors en quête d'une image de marque à offrir, l'université est prête à s'installer sur la montagne. Plusieurs sites furent étudiés, mais c'est l'ancienne carrière de calcaire abandonnée par la ville depuis 1920 et située sur le flanc nord-ouest du Mont-Royal qui fut gracieusement offerte par la ville.

Cormier est désigné par le deuxième recteur de l'Université, Mgr Vincent Piette, pour établir les plans du nouveau campus à son emplacement actuel. Inspiré du modèle de campus américain, le campus se veut isolé, trônant symboliquement sur la montagne, dans un environnement bucolique, à l'écart des bruits de la ville.

Ce n'est qu'en 1939, une fois la crise économique terminée, que les travaux reprennent sous la nouvelle direction de Henri S.Labelle, architecte. En 1942, l'Université commence à déménager ses locaux puis le 3 juin 1943, une grande cérémonie marque l'inauguration officielle du Pavillon Principal et, par le fait même, la fin des travaux.



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal



© Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal

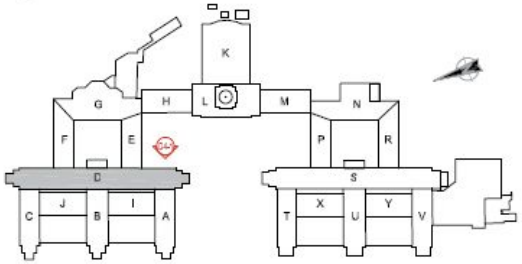
HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION

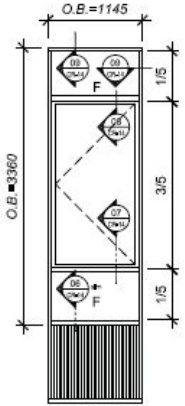


© Fonds Ernest Cormier

1889 à 1920	Succursale montréalaise de l'Université Laval située sur la rue St-Denis, dans le quartier Latin.
22 novembre 1919	Premier incendie majeur dans les locaux de la rue St-Denis.
14 novembre 1923	Deuxième incendie, également majeur, des locaux du quartier latin.
22 mai 1922	La ville de Montréal fait don de deux terrains situés sur le flanc du Mont-Royal à l'université (ancienne carrière de calcaire désaffectée).
1924	L'architecte/ingénieur Ernest Cormier est mandaté pour concevoir le pavillon principal de l'Université de Mon tréal.
30 mai 1928	Début des travaux sous la direction de Cormier.
21 mars 1930	Contrat de construction avec l'entrepreneur Damien et Ulric Boileau pour 30 mois.
23 septembre 1931	Interruption des travaux
1931-1934	Réparations
1934	Étant donné la crise économique qui sévit, les travaux sont suspendus en raison d'impératifs financiers par l'Université de Montréal.
1939	Poursuite des travaux sous la direction de l'architecte Henri S.Labelle, la Société d'administration de l'Université de Montréal et la nouvelle société de l'entrepreneur Damien Boileau (sans son frère Ulric).
Août 1942	L'Université située sur la rue St-Denis déménage sur le Mont-Royal.
1943	Fin des travaux

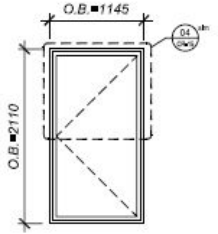
FAÇADE D4-1





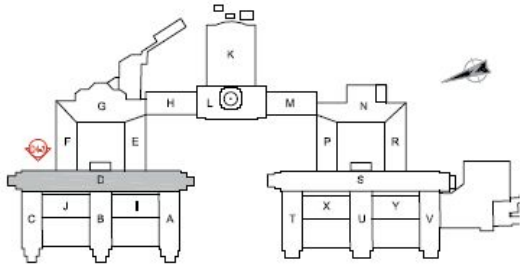


03 Élévation / Elevation - Type KK
1:50 (Façades D4-1 et S4-3)

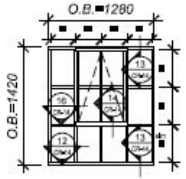


02 Élévation / Elevation - Type JJ
1:50 (Façades D4-1 et S4-3)

FAÇADE D4-3



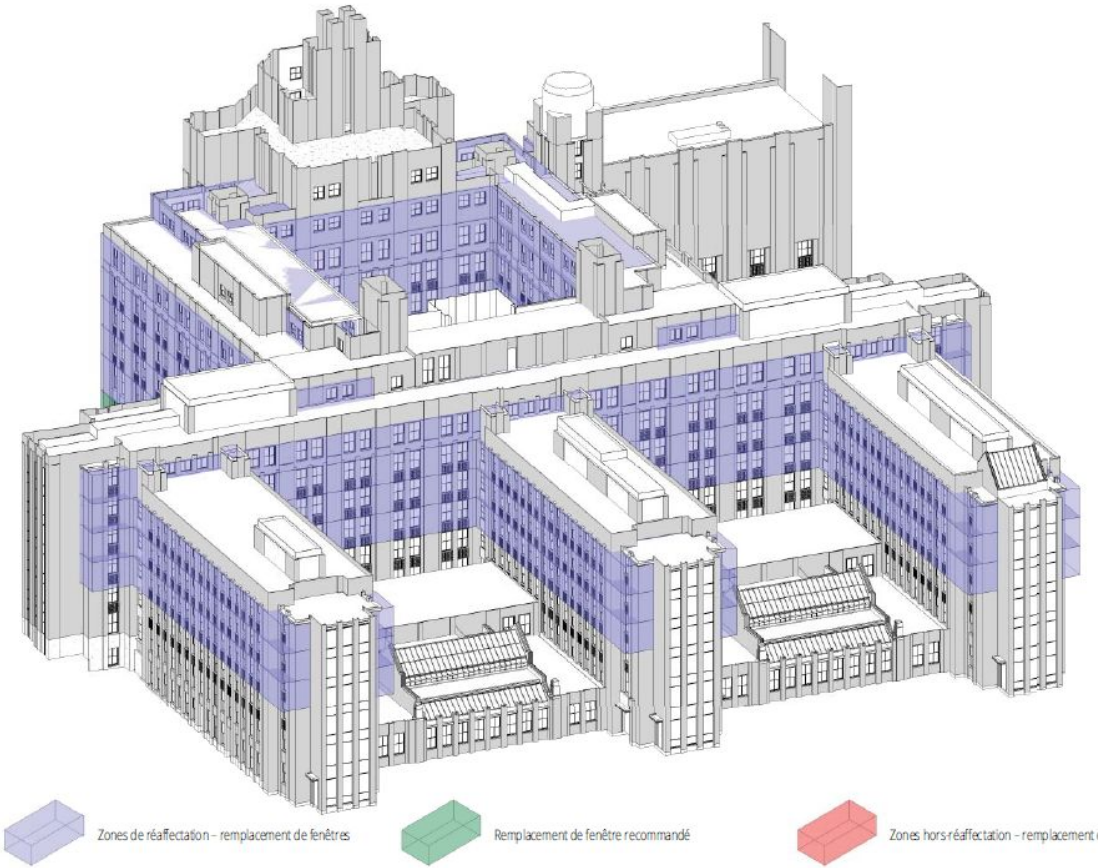




01 Élévation / Elevation - Type LLLL
1:50 (Façade D4-3)

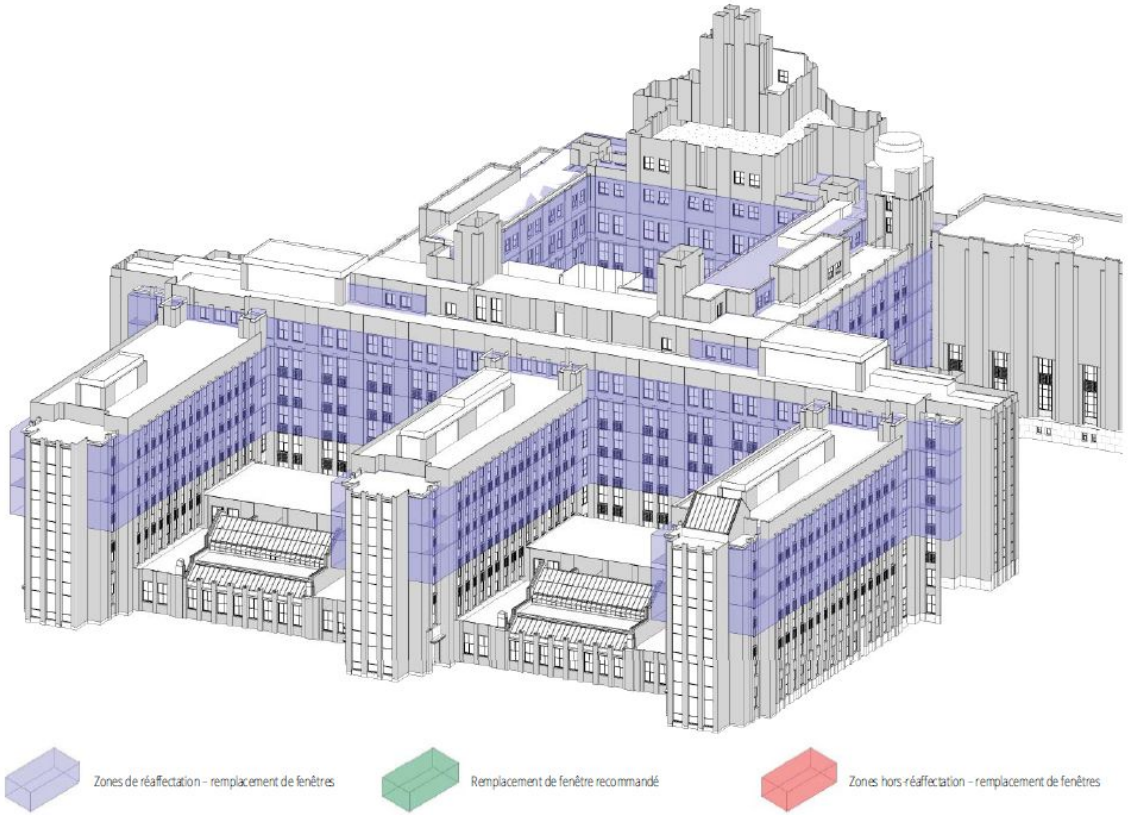
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE A



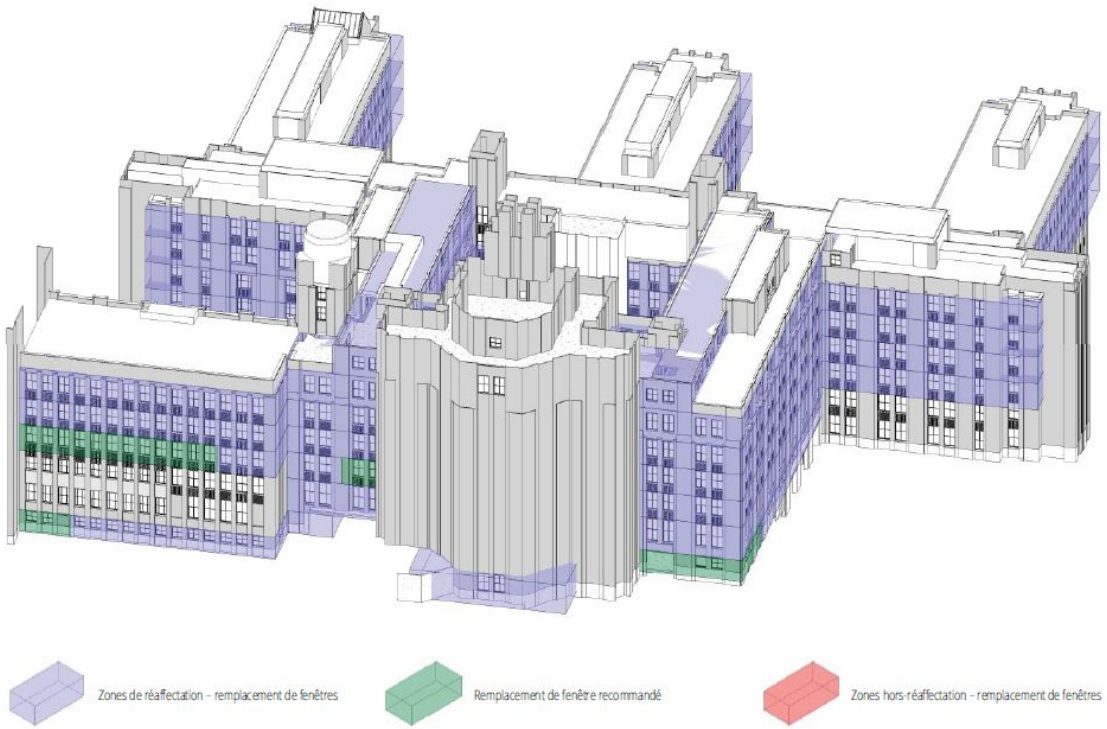
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE B



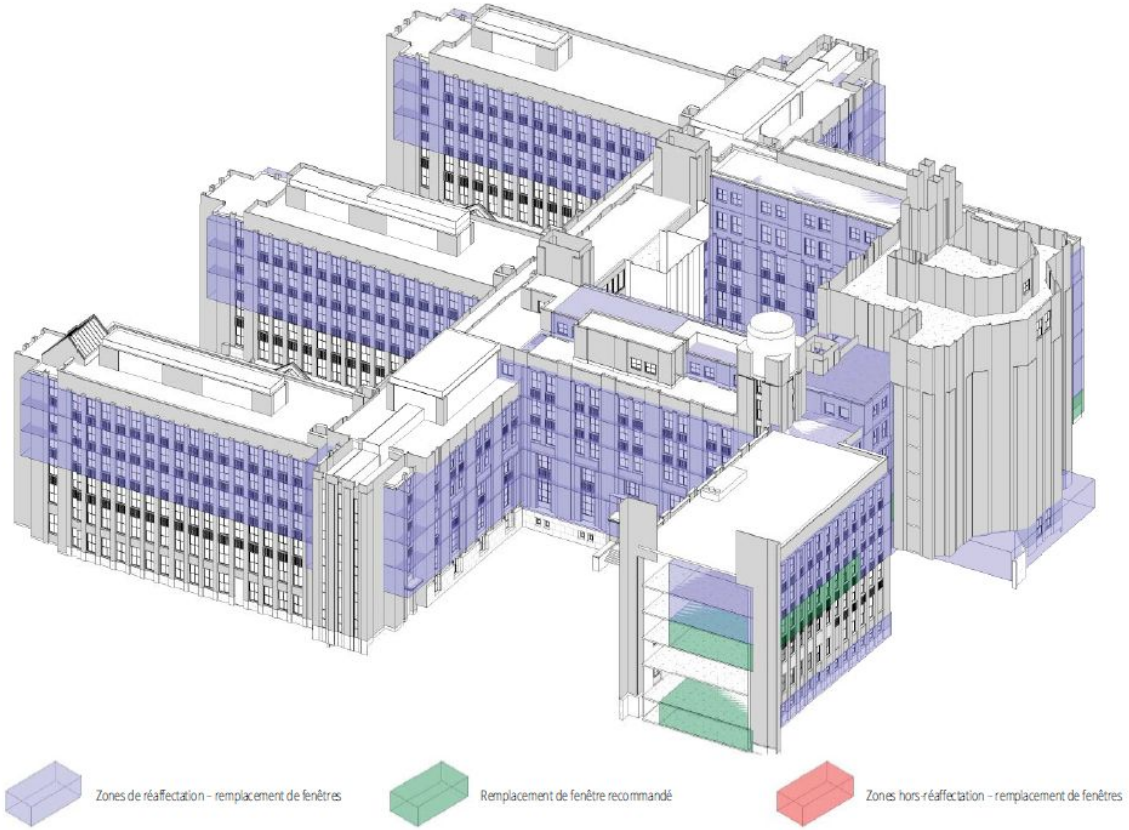
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE C



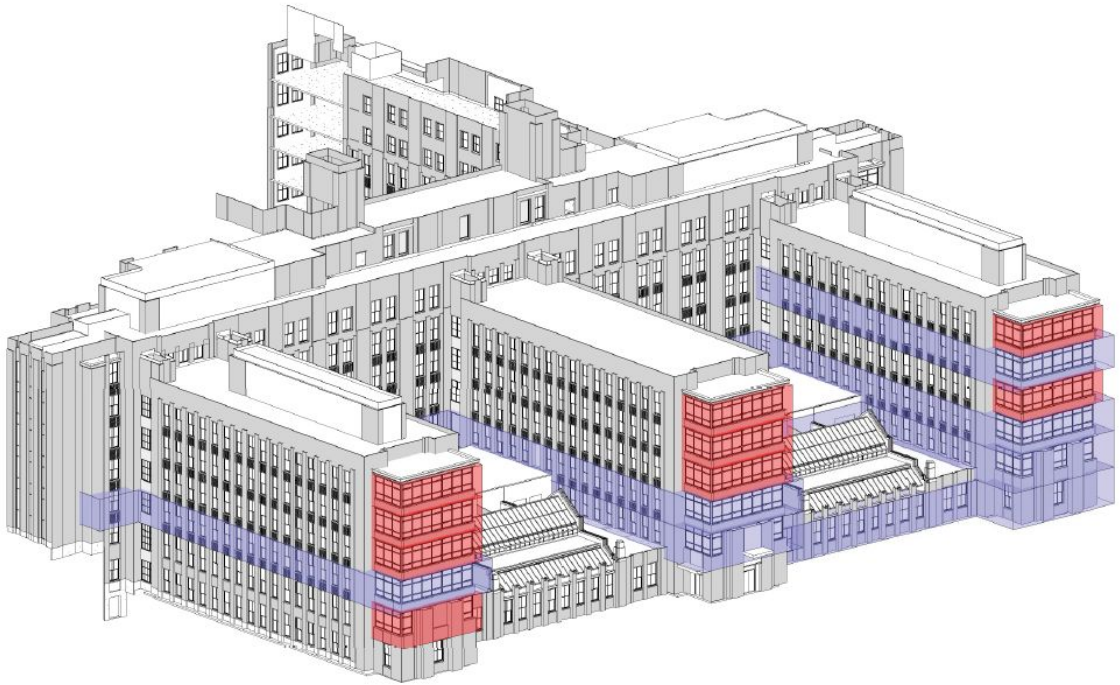
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR EST - VUE D



La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUE A



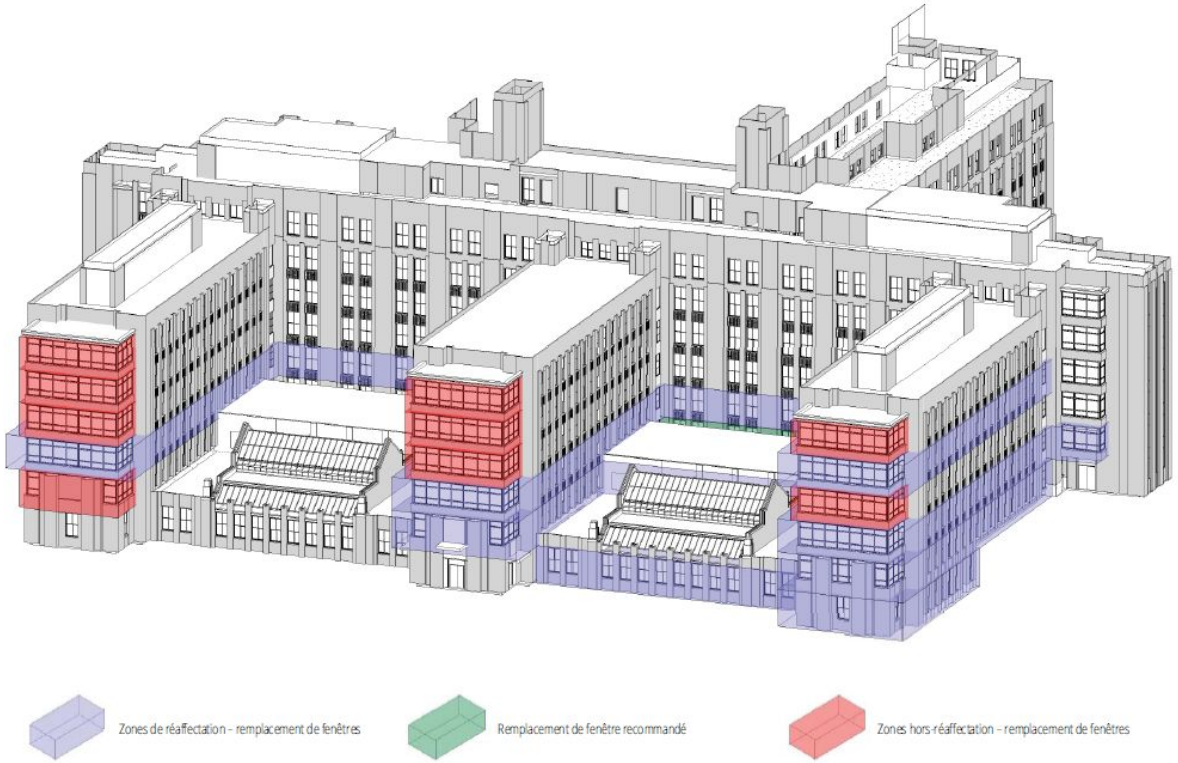
Zones de réaffectation - remplacement de fenêtres

Remplacement de fenêtre recommandé

Zones hors-réaffectation - remplacement de fenêtres

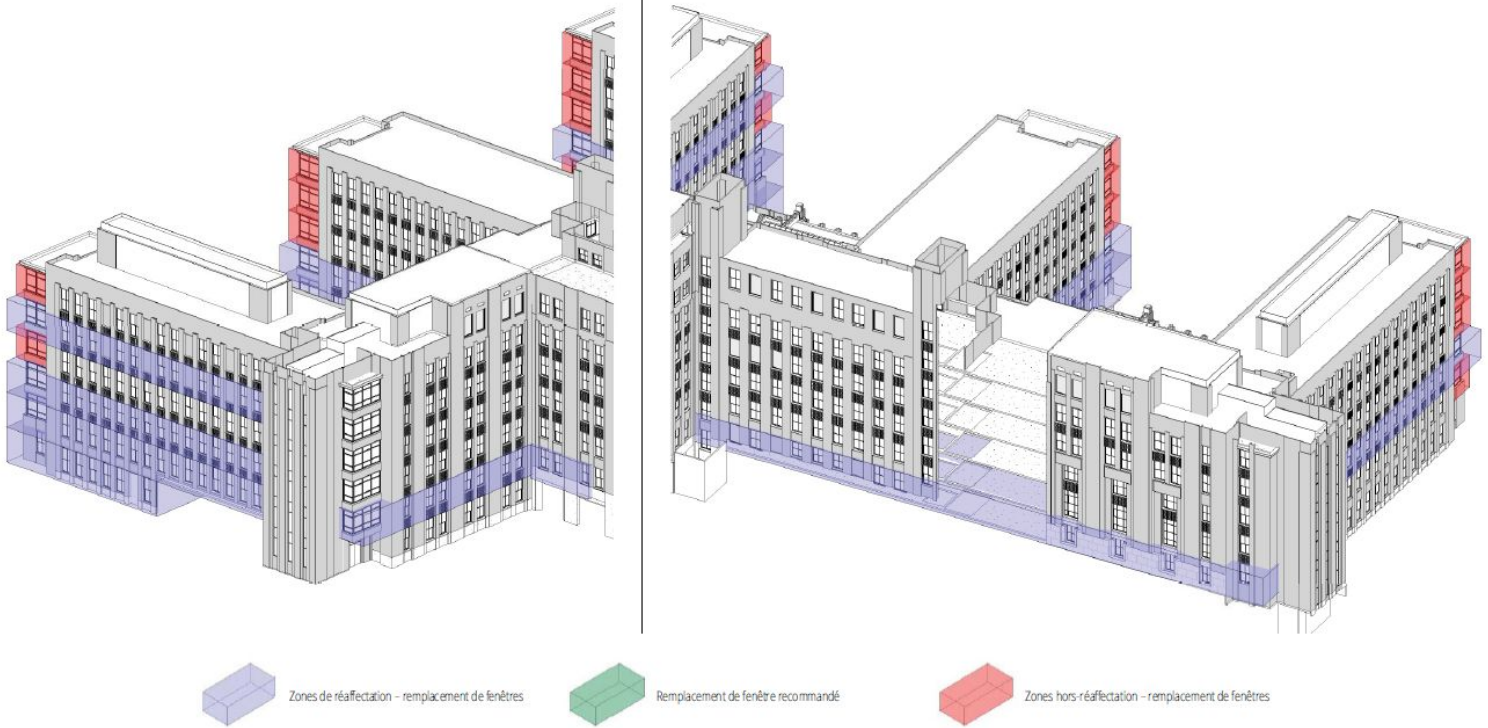
La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUE B

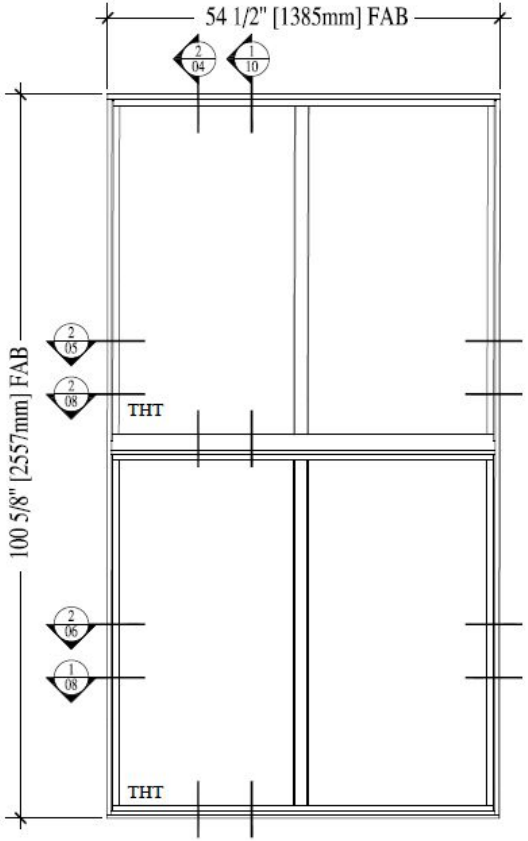


La zone des travaux en vue 3D

SECTEUR OUEST - VUES C ET D



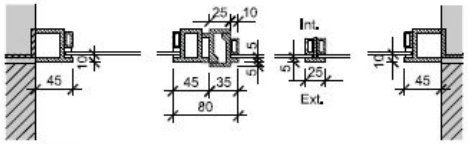
1 - REMPLACEMENT DES FENÊTRES



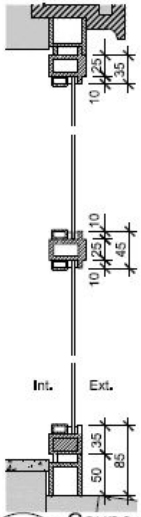
FENÊTRE FIXE IMITATION GUILLOTINE
TYPE 41FG
REQUIS = 1x
SÉRIE 2040S (PROF. 5 1/4"134mm)



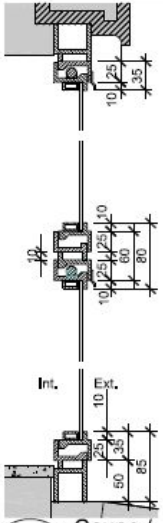
FENÊTRE EXISTANTE TYPE 41



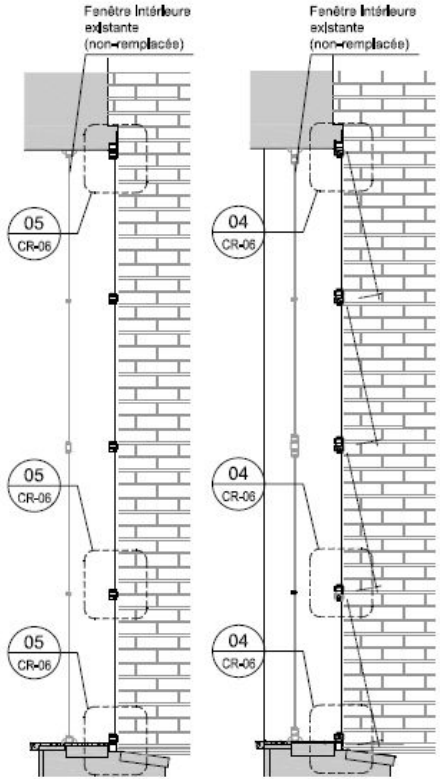
06 CR-06 Plan bas / Bottom 1:5



05 Coupe / Section 1:5

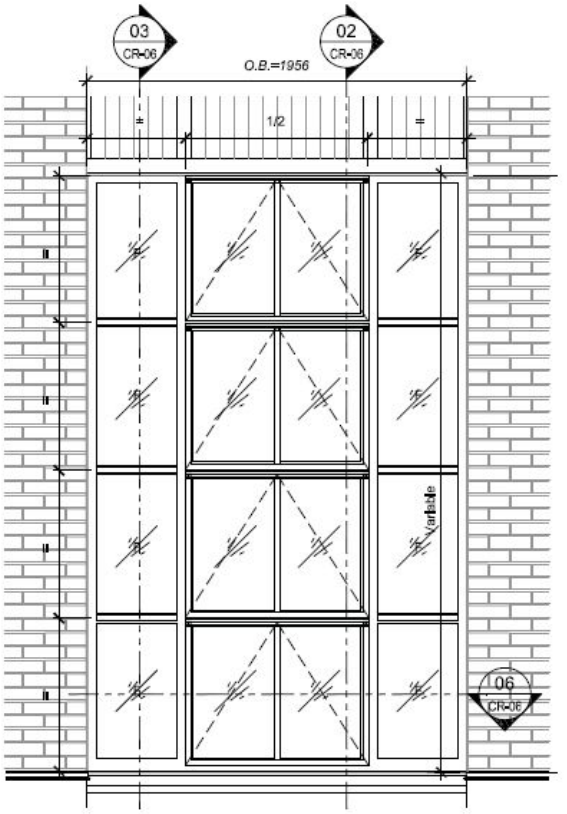


04 Coupe / Section 1:5



03 Coupe fixe / Section 1:20

02 Coupe ouvrant / Section 1:20



01 Élévation / Elevation 1:20

Type UU

(Correspondant à 2% des fenêtres à changer)

**Ces types ont préalablement fait l'objet d'un avis préliminaire favorable par les instances concernées suivant l'étude de DMA en 2011*

Options de remplacement des fenêtres

DESCRIPTION DES FENÊTRES EXISTANTES À GUILLOTINE

Les fenêtres existantes à guillotines ont été installées lors de la construction d'origine, dans les années 1930. Le cadre de fenêtre existant sert de support (linteau) à la maçonnerie au-dessus. Il est composé de deux cadres en acier reliés entre eux avec une plaque de recouvrement. Les cadres sont possiblement maintenus en place dans le mur de maçonnerie au moyen d'ailettes soudées au cadre et de mortier sur tout le périmètre. Lors des travaux des échantillons, les cadres enlevés n'avaient pas d'ailettes soudées, ce qui soulève un doute sur leur méthode de fixation.

La peinture des fenêtres existantes contient du plomb. De l'amiante est présente dans le mastic qui retient les vitrages ainsi qu'au périmètre intérieur. La démolition des fenêtres doit se faire dans un environnement contrôlé à l'aide d'enceintes intérieures et d'extraction de l'air contaminé. Les travaux de démolition devront se faire par un spécialiste en décontamination en condition de risque modéré pour chaque fenêtre.

DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 1

L'option 1 consiste à conserver le cadre intérieur et le cadre extérieur en place pour minimiser les travaux et les risques. La nouvelle fenêtre est donc installée à l'intérieur du cadre extérieur existant.

DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 2

L'option 2 consistait initialement à conserver le cadre intérieur et modifier le cadre extérieur pour retirer le profilé visible de l'extérieur, afin que le remplacement des fenêtres n'ait pas d'impact visuel de l'extérieur. Lors de la réalisation au chantier, les travaux de modification du cadre extérieur ont provoqué des étincelles qui risquaient de mettre le feu au mur extérieur. Les travaux ont été arrêtés et puisque le cadre extérieur était endommagé, il a été retiré. Il a donc été conclu que l'option 2 telle que planifiée n'était pas réalisable dans le cadre du projet.

L'option 2 a donc été modifiée pendant le chantier. Le cadre intérieur est conservé et le cadre extérieur est retiré. De cette façon, il n'y aura pas d'impact visuel de l'extérieur.

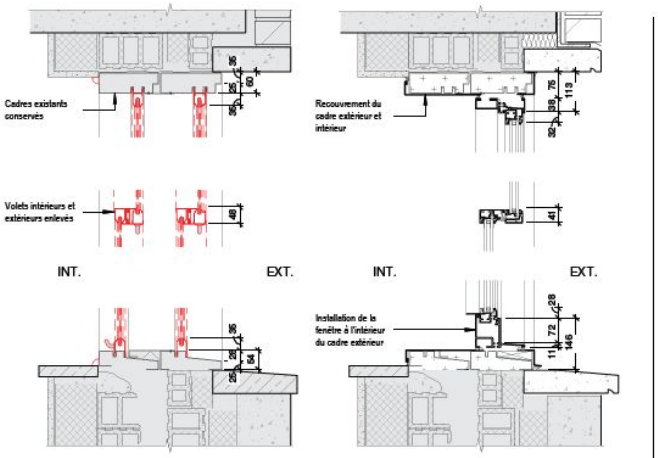
DESCRIPTION DES OPTIONS DE REMPLACEMENT - OPTION 3

L'option 3 consiste à enlever complètement les deux cadres de fenêtres. Ceci permet d'installer une nouvelle fenêtre de dimensions similaires à l'existant. Suite au chantier des 3 échantillons, cette option a été écartée puisque plus complexe à réaliser, impliquant des interventions intérieures majeures dont le support de la maçonnerie au-dessus de la fenêtre, sans présenter d'avantages notoires par rapport aux options 1 et 2, où certaines portions des cadres sont conservés. Cette option est aussi plus coûteuse que les options 1 et 2.

CHANTIER POUR ÉCHANTILLONS

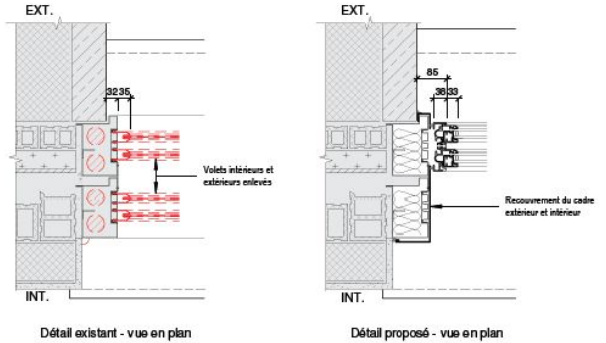


Option 1 - Fenêtre installée dans les cadres existants conser



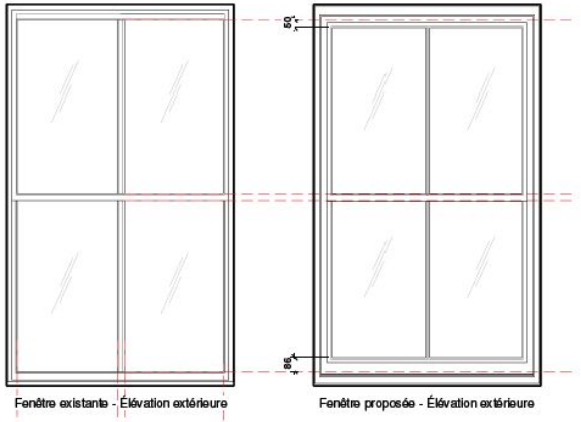
Détail existant - vue en coupe

Détail proposé - vue en coupe



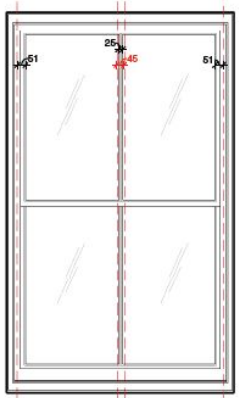
Détail existant - vue en plan

Détail proposé - vue en plan



Fenêtre existante - Élévation extérieure

Fenêtre proposée - Élévation extérieure

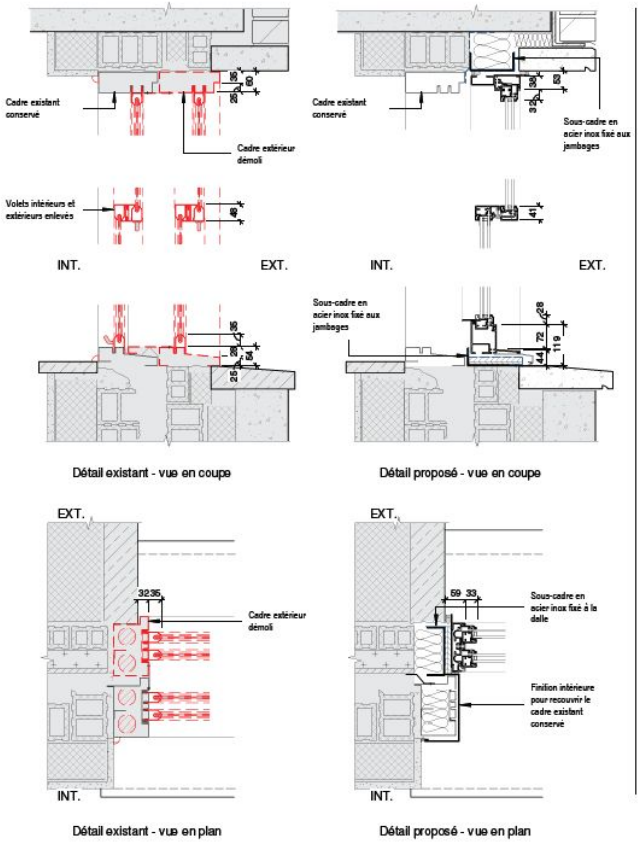


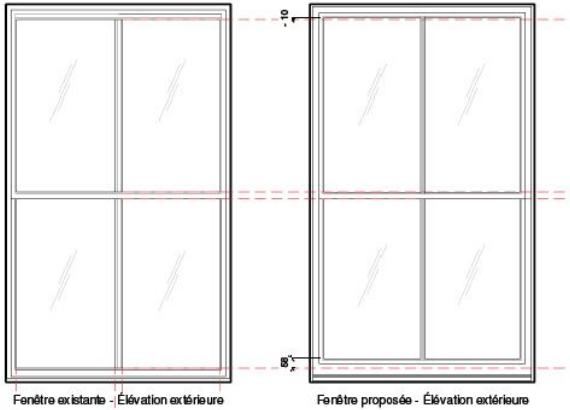
Fenêtre proposée - Élévation extérieure

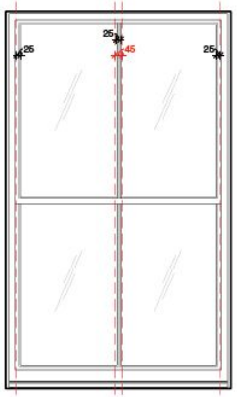
Option 1:

- Cadre existant conservé
- Volets et mécanismes d'ouverture enlevés

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enle



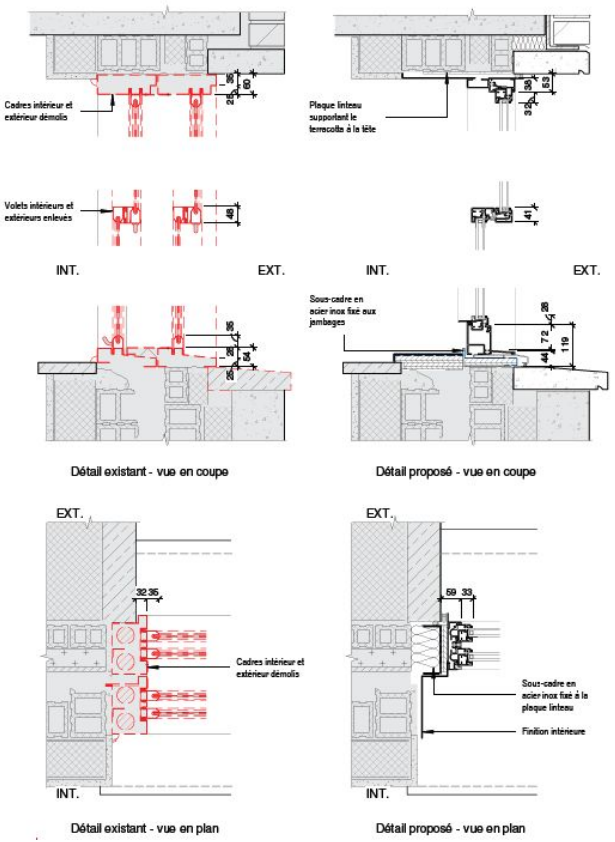


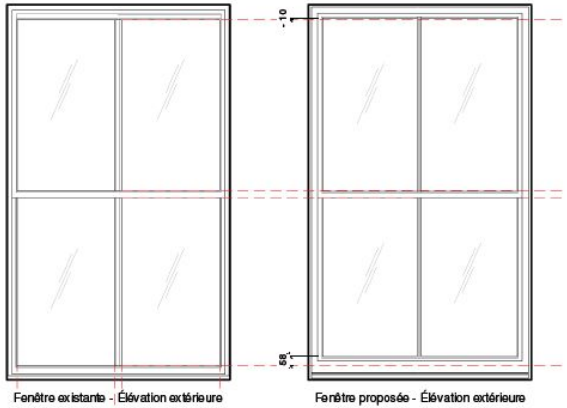


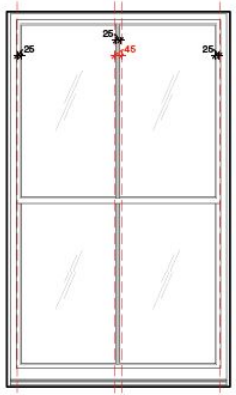
Option 2:

- Cadre extérieur enlevé et cadre intérieur conservé
- Volets et mécanismes d'ouverture enlevés

Option 3 - Cadres (intérieur et extérieur) enlevés







Option 3:

- Cadre existant enlevé complètement

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

PRINCIPAUX AVANTAGES

- Secteurs occupés: dimensions de l'enceinte intérieure plus restreinte parce que la majorité du travail peut se faire de l'extérieur, moins de dérangement pour les usagers;
- Portée des travaux de finition à l'intérieur réduite. Les travaux requis sont le recouvrement du cadre existant.

PRINCIPAUX RISQUES ET CONTRAINTES

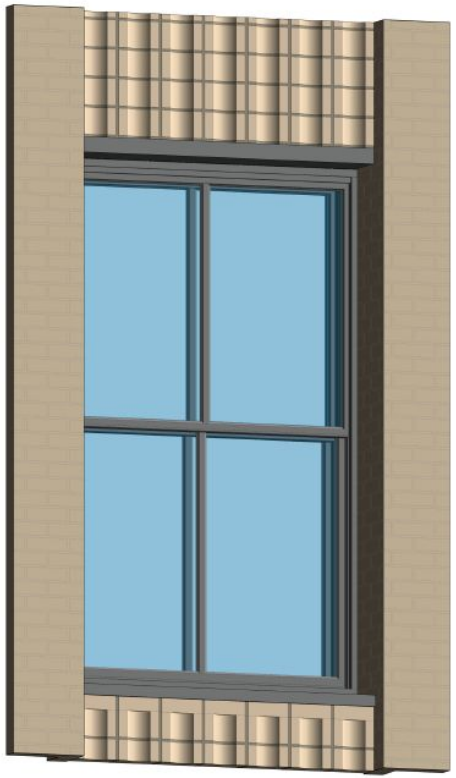
- Selon nos constatations en chantier, le cadre de fenêtre n'est pas retenu par des ailettes ou autres fixations. Par contre, il est possible que la méthode découverte ne soit pas typique. En conséquence, si le cadre extérieur est maintenu dans la maçonnerie et le mortier par des ailettes, l'enlèvement du cadre extérieur causera des dommages au mur extérieur;
- Cette option requiert des travaux importants car les murs sont composés de terracotta très friable et qui ne permet pas la fixation des nouvelles fenêtres;
- Un sous-cadre en acier inoxydable doit être installé pour permettre la fixation des nouvelles fenêtres, ce qui implique des coûts importants (environ 2 500$ par fenêtre) et des délais (production de dessins d'atelier et production des sous-cadres). Dans le cadre du chantier, l'entrepreneur a eu de la difficulté à comprendre les détails. Les dessins d'atelier ont été resoumis à 3 reprises avant d'être conformes aux exigences;
- Cette option est donc plus complexe et plus risquée que l'option 1.

ÉTAPES DE RÉALISATION DES TRAVAUX

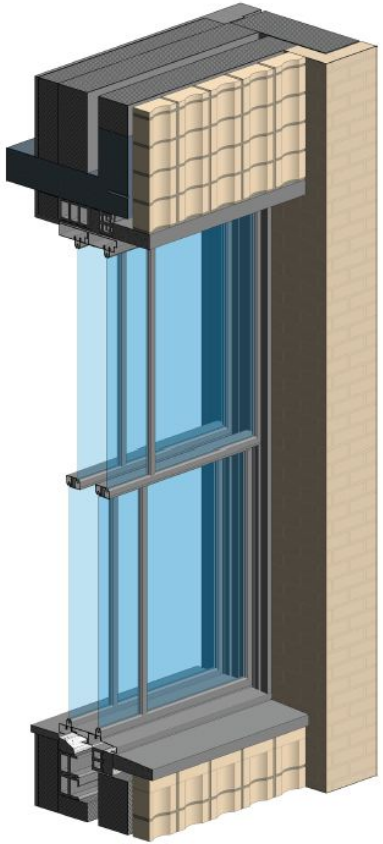
1. Sur le cadre conservé, grattage de la peinture lâche, sablage des surfaces rouillées;
2. Enlèvement des volets (haut et bas) intérieurs et extérieurs et disposition selon la réglementation en vigueur;
3. Enlèvement des plaques de recouvrement, des rails et contre-poids, incluant tout le mécanisme des fenêtres;
4. Enlèvement du cadre extérieur en supportant temporairement la maçonnerie à la tête;
5. Dans la chambre des contre-poids du cadre intérieur, vérification de l'état de l'acier. Obturation de toutes les perforations avec un scellant de type silicone;
6. Enlèvement des blocs de terracotta à la tête du cadre extérieur;
7. Coupe des extrémités des briques des pilastres sur la pleine hauteur de la fenêtre pour permettre l'installation des sous-cadres;
8. Scan de la dalle pour identifier la position de l'armature;
9. Installation d'isolant minéral derrière le sous-cadre;
10. Installation des jambages du sous-cadre en acier recouverts de la membrane d'étanchéité et fixation à la dalle;
11. Installation de l'élément de tête et seuil du sous-cadre, ajustement sur place et scellement;
12. Installation de la nouvelle fenêtre sur des cales appropriées et des extensions ou tôles d'aluminium de finition;
13. Sur tout le périmètre de l'ouverture (intérieur et extérieur), installation d'un fond de joint et scellant au silicone;
14. Finition intérieure à compléter.



Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

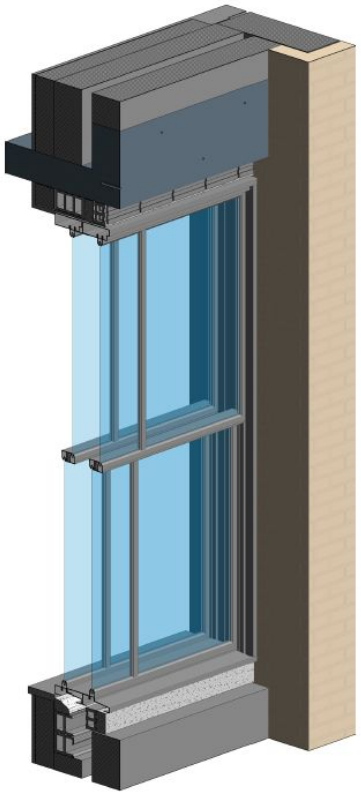


Modélisation 3D - Fenêtre existante à guillotine



Fenêtre existante

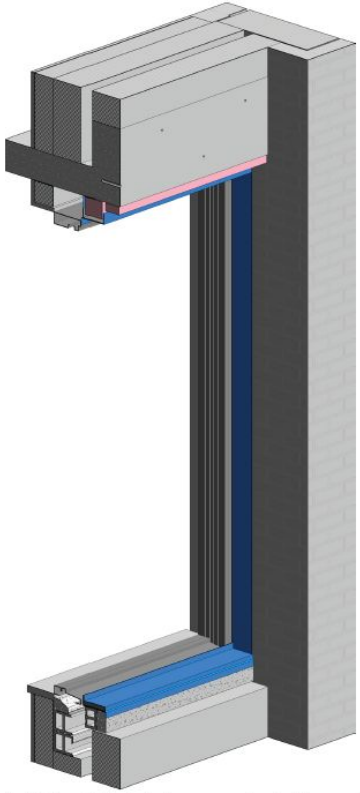
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Démolition de la maçonnerie extérieure

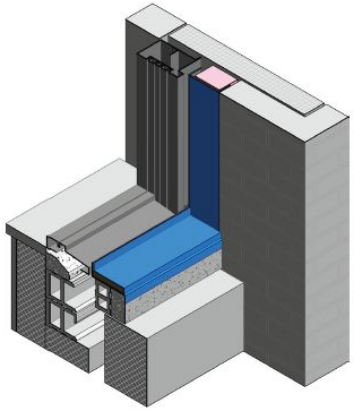


Enlèvement des volets et mécanismes des fenêtres, du cadre de fenêtre extérieur et du terracotta à la tête du côté intérieur

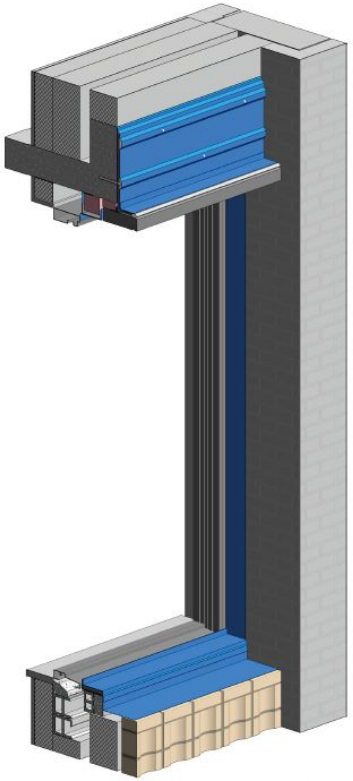


Installation de l'isolant, du sous-cadre et de la membrane d'étanchéité. Le sous-cadre est fixé à la dalle à la tête.

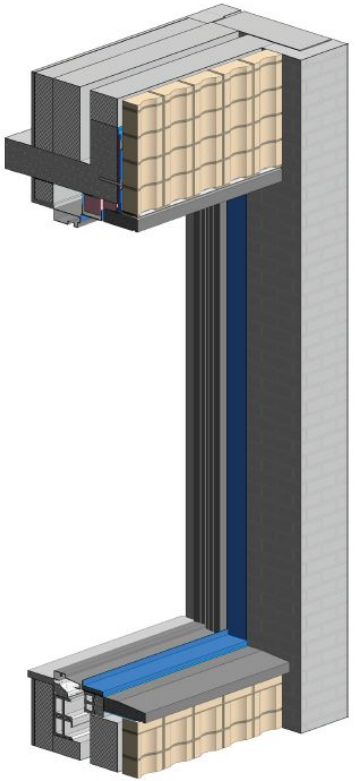
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Vue 3D agrandie du sous-cadre au jambage et au seuil. La brique doit être coupée aux jambages pour pouvoir inésrer le sous-cadre verticalement.

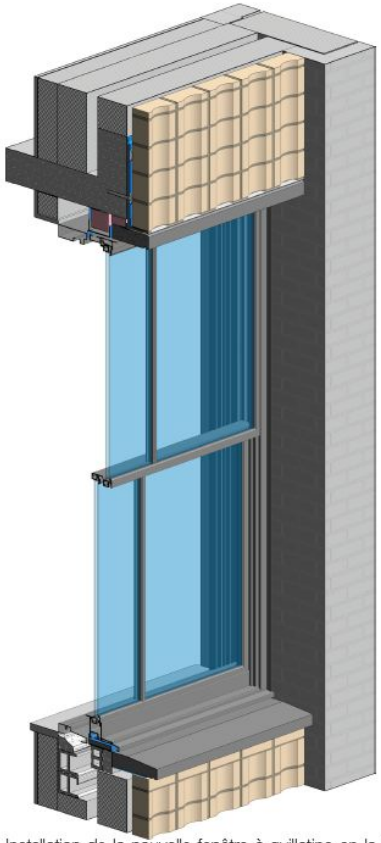


Installation de la maçonnerie extérieure sous la fenêtre et des membranes à la tête et au seuil

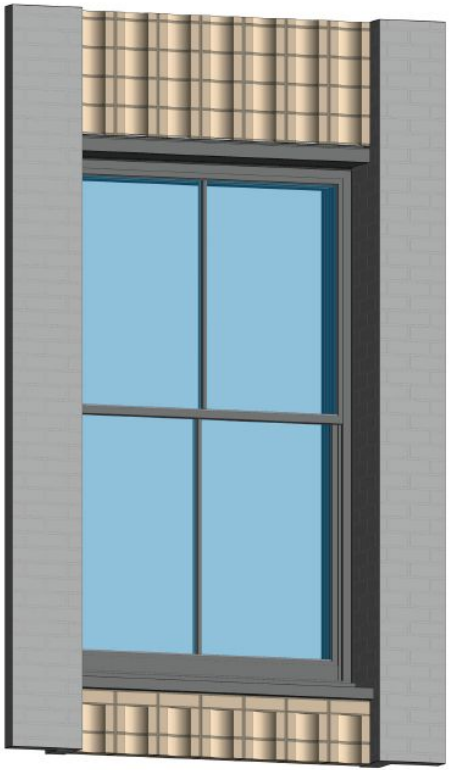


Installation de la maçonnerie à la tête de fenêtre et installation de l'allège

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Installation de la nouvelle fenêtre à guillotine en la fixant dans le sous-cadre et scellement



Vue 3D de la nouvelle fenêtre à guillotine

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

PHOTOS DU CHANTIER DES 3 ÉCHANTILLONS - OPTION 2



Lors de la modification du cadre de l'option 2, de la fumée a été observée. Les travaux ont été arrêtés. Une laine combustible ancienne se trouve dans les murs. Puisque le cadre extérieur a été endommagé, il a été décidé de le retirer. La modification du cadre tel que souhaité est exclus des options de remplacement car il a été démontré que c'est impossible.

L'option 2 testée et envisagée dans le projet est donc: conservation du cadre intérieur et enlèvement complet du cadre extérieur.



Enlèvement du cadre extérieur. Le cadre n'est pas fixé à l'aide d'ailettes dans la maçonnerie. Toute la démolition doit se faire en condition d'amiante à risque modéré avec captation à la source.



Enl'èvement du cadre extérieur. Une fois coupé, le reste du cadre s'enlève assez bien.



Condition au jambage et seuil à la suite de l'enlèvemen du cadre extérieur. Le cadre intérieur est conservé.

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Soutennement temporaire requis du terracotta à la tête en attendant l'installation du sous-cadre.



Vue générale de la fenêtre après l'enlèvement du cadre extérieur.



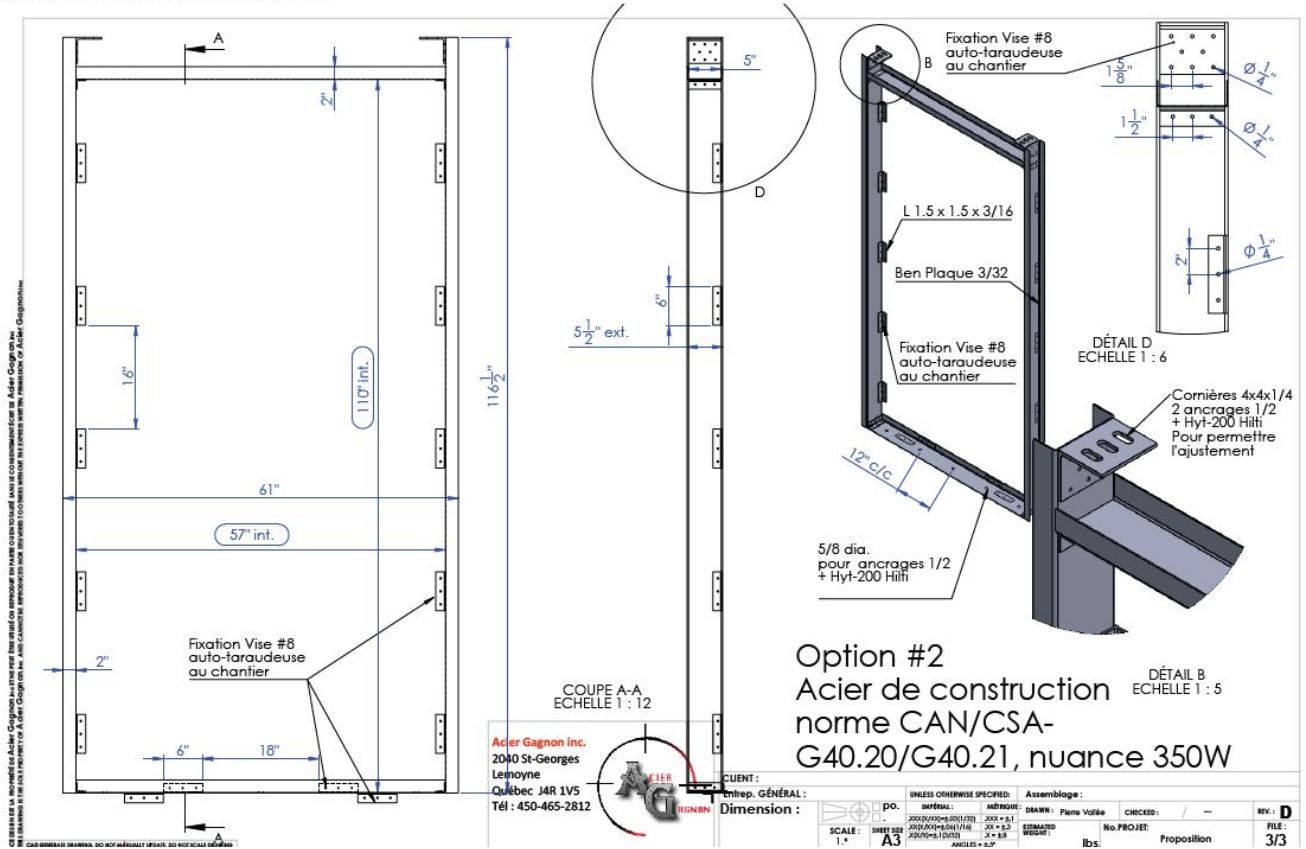
Condition au jambage et au seuil suite à l'enlèvement du cadre. Le cadre était pris dans du mortier à la base.



Lors de la démolition des blocs de terracotta à la tête de la fenêtre, le terracotta au-dessu du cadre intérieur conservé est aussi tombé. Ceci démontre à quel point ce type de matériau est friable.

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé

DESSINS D'ATELIER DES SOUS-CADRES



Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Le scan de dalle n'a pas pu être effectué car la machine utilisée ne rentrait pas dans l'espace. Le sous-cadre a dû être posé sans vérifier la position des barres d'armature



Installation du jambage du sous-cadre en acier, qui doit être fixé à la dalle



Installation du jambage du sous-cadre, qui doit être fixé à la dalle.



Installation du sous-cadre au seuil, fixé dans le terracotta par 5 ancrages. Certains éléments du sous-cadre sont coupés sur place pour ajustement

Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlevé



Installation des jambages des sous-cadres. Des cornières sont ajoutées pour fixer le sous-cadre au cadre existant. L'entrepreneur a dû les enlever et réinstallater car les vis n'étaient pas les bonnes.



Photo agrandie de la jonction entre le seuil et le jambage.



L'élément de la tête du sous-cadre est fixé aux éléments du jambage par 8 vis auto-taraudeuses de chaque côté. Les contreplaqués sont coupés sur place et recouverts de la membrane d'étanchéitié. Ils sont par la suite fixés sur le sous-cadre. Ce contreplaqué au périmètre ne sera pas requis dans le grand projet.



Fixation des contreplaqués au sous-cadre et installation de scellant au périmètre. Ce scellant ne sera pas visible car il sera recouvert d'une tôle de finition.

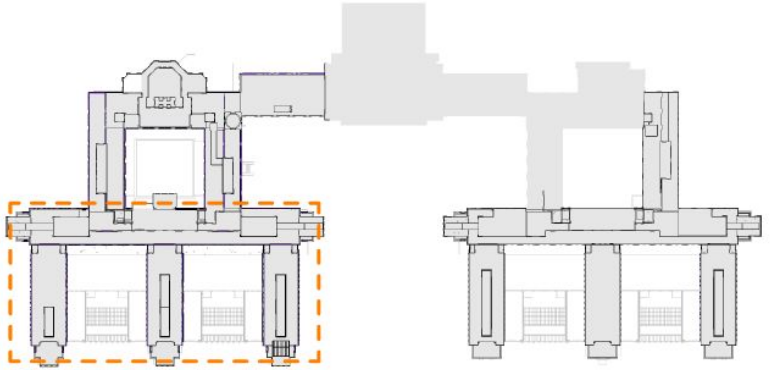
Option 2 - Cadre intérieur conservé et cadre extérieur enlev



Installation de la fenêtre temporaire de type murrideau, qui est fixée à la tête et au seuil. Des capuchons de couleur bronze seront ajoutés du côté extérieur ainsi que des tôles de finition en aluminium de même couleur.

PLAN DE PHASAGE DES TRAVAUX

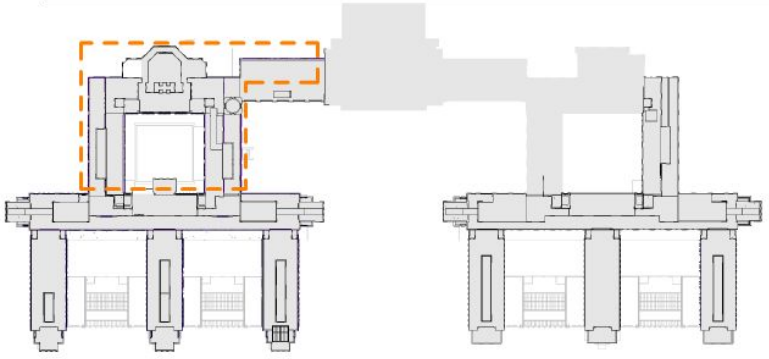
	Type de fenêtres	Dimensions approximative Largeur (mm)	Hauteur (mm)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total Quantité requise	Commentaire
Guillotine/à trémie	AA	1416	2390	15	459	281	755	
	AA*	1416	2390	0	12	0	12	
	BB	1416	2890	32	0	0	32	
	CC	1416	2600	176	0	0	176	
	FF	1416	1900	3	0	0	3	
	GG	1416	3080	0	0	52	52	tous les volets de ces fenêtres sont fixes
	HH	1416	1420	0	0	25	25	
	HH*	1416	1420	0	0	14	14	
	MM	1416	1685	0	0	24	24	
	WW	1145	2390	1	6	0	7	
	5	1145	2150	3	0	0	3	
	5a	1145	2200	1	0	0	1	
	9	1416	2400	0	0	2	2	
	10	1416	1420	0	0	6	6	
	30	1416	1465	0	13	1	14	
	101	1350	2265	0	1	0	1	
	Total			231	491	405	1127	



Secteur Est

Secteur Ouest

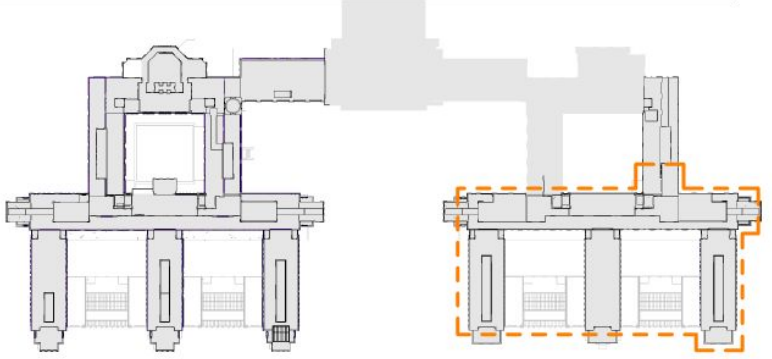
Plan du site - Phase 2 — 2 FPa.04



Secteur Est

Secteur Ouest

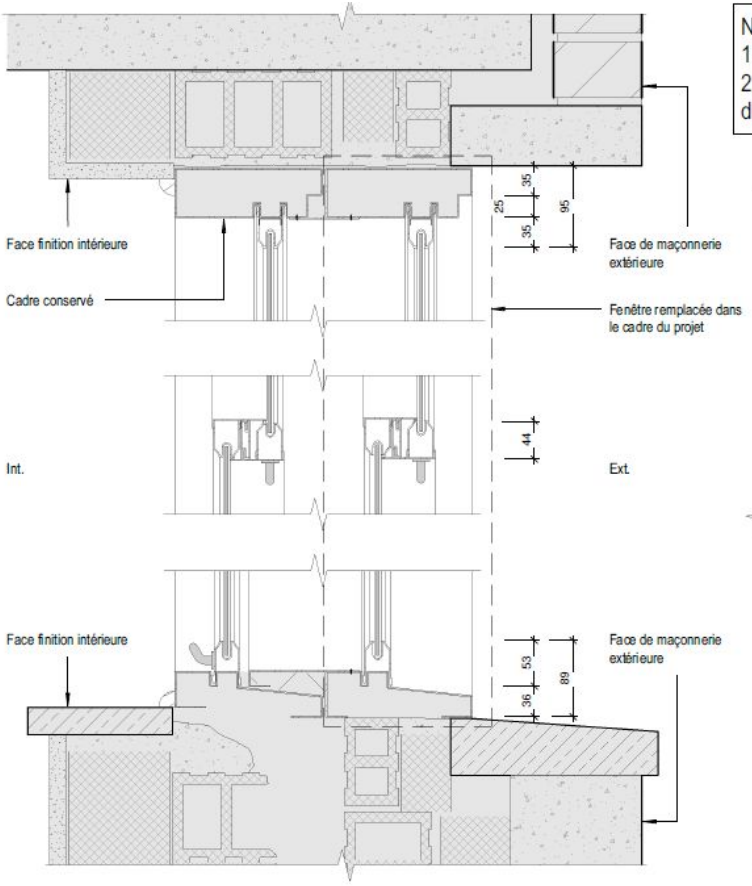
Plan du site - Phase 3 — 3 FPa.04



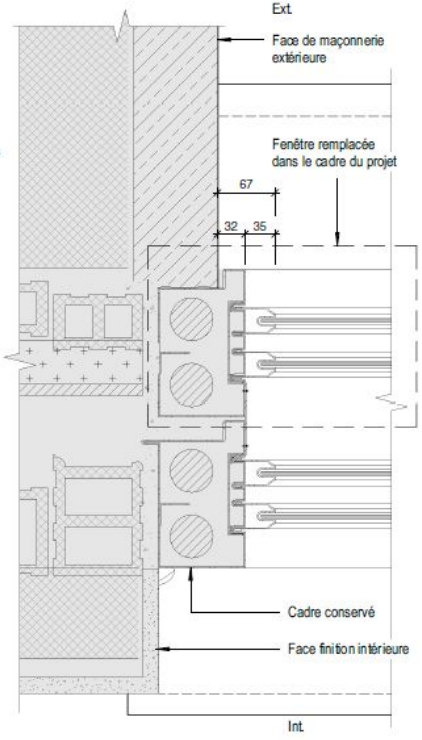
Secteur Est

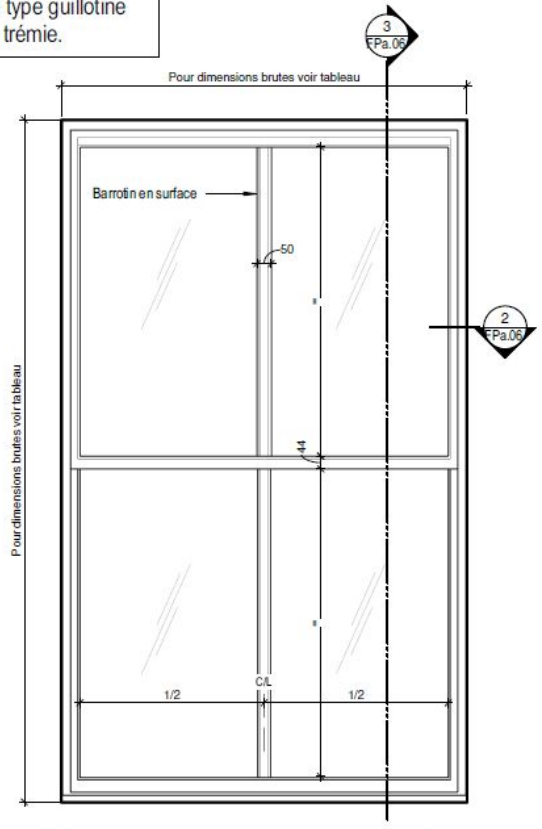
Secteur Ouest

Plan du site - Phase 1 — 1 FPa.04



Notes:
1. Ces dessins sont fournis pour informations.
2. Les dessins représentent les fenêtres d'origine de type guillotine double. Les nouvelles fenêtres sont à guillotine ou à trémie.

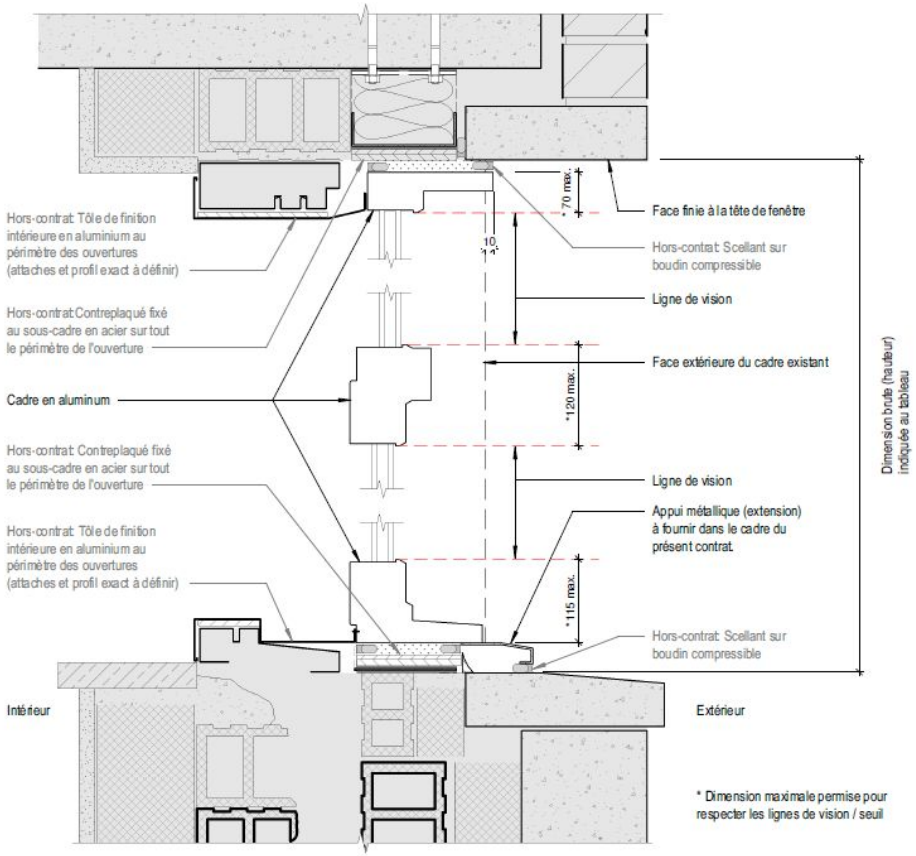




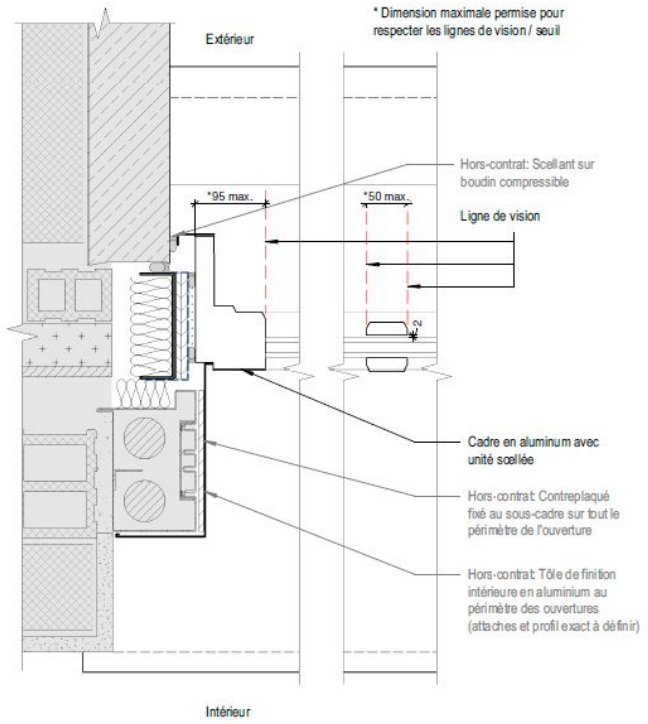
Profilés d'origine - Coupe 3 FPa.06
1 : 5

Profilés d'origine - Jambage 2 FPa.06
1 : 5

Élévation extérieure d'origine 1 FPa.06
1 : 15



Coupe - Fenêtre à guillotine / trémie 2
1 : 5 FPa.07



Jambage - Fenêtre à guillotine / trémie 1
1 : 5 FPa.07

Montréal

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20216614

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :
Madame Sylvie Gélinas
Université de Montréal
2787, chemin de la Direction des
immeubles
Montréal (Québec) H3T 1J4

À réaliser les actes ou travaux suivants :
- Remplacer dans les ouvertures existantes 1127 fenêtres;
- Travaux de réfection partielle de la maçonnerie du bâtiment sur les façades où les fenêtres seront remplacées;
- Remplacer l'allège des fenêtres par une pierre grise.

Selon les plans préliminaires d'architecture préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021, les plans émis pour soumission préparés par James Bridger et François Lemoine, architectes, datés du 12 février 2021, les plans préliminaires de structure préparé par préparés par Pierre Malenfant, ingénieur, datés du 17 décembre 2020 et les plans préliminaires du remplacement de fenêtres et réfection de la maçonnerie préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021.

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Université de Montréal - Pavillon Roger Gaudry
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2900, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 177 249

Selon les conditions et exigences suivantes :
Fournir avant le début des travaux les dessins d'ateliers des différents modèles de fenêtres.

Le bâtiment et les interventions

LE SECTEUR OUEST - LES BOUTS D'AILES

LES TRAVAUX DE MAÇONNERIE AUX BOUTS D'AILES

- Le retour à la conception originale de la fenestration au bout des ailes T, U et V est permise par les nouvelles méthodes de construction, en béton et acier structural.
- Le remplacement de ces fenêtres doit commencer par la conception d'un détail de support de la maçonnerie au-dessus des fenêtres, qui ensuite supporte les fenêtres de l'étage supérieur.
- Le parement entre fenêtres d'étages superposés devra être reconstruit au complet, dû à son niveau de dégradation avancée.
- Selon des idées conceptuelles des détails des bouts d'ailes, un linteau d'acier structural supportera la brique, et un élément de béton préfabriqué sera inséré à la tête des fenêtres pour appareiller avec les détails de fenêtres typiques du pavillon Roger-Gaudry.
- Les linteaux structuraux en béton originaux sont de éléments monolithiques intégrés à la coulée de la dalle. Ils seront remplacés par les nouveaux linteaux en acier.
- Les nouveaux éléments décoratifs de béton seront des éléments préfabriqués en modules.
- De façon générale, les détails de maçonnerie proposés pour les fenêtres typiques seront reconduits à ces endroits :
  - → Chantepleures au-dessus de l'élément de béton préfabriqué;
  - → Allège en pierre calcaire à la base des fenêtres;
  - → Connecteurs en acier inoxydable entre la brique et le substrat (béton et terracotta), permettant la dilatation en deux axes;
  - → L'ajout de joints de contrôles verticaux dans la brique;
  - → Un mortier de jointoiement perméable à l'eau;
  - → Un solin souple intra mural pour évacuer l'humidité dans la cavité, sur le linteau d'acier structural;
  - → Une tôle en acier inoxydable placée sous la membrane avec un rejet d'eau.
- Les solins bruns qui recouvrent présentement les linteaux en béton à tous les étages, seront enlevés pour laisser visibles, les nouveaux éléments décoratifs de béton préfabriqués, tel qu'à l'origine.

Secteur Ouest - Bout d'ailes - EXISTANT



Secteur Ouest - Bout d'ailes - PROPOSÉ



Secteur Ouest - Bout d'ailes - PHOTO RÉCENTE

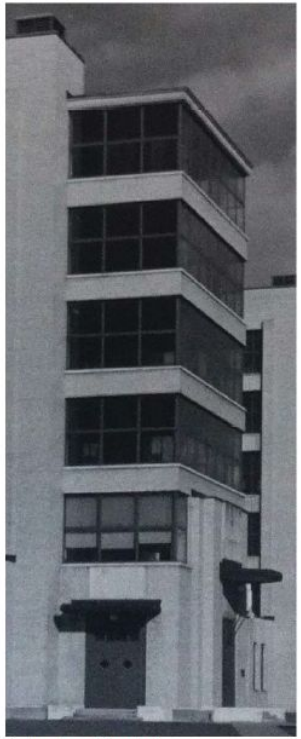


Secteur Ouest - Bout d'ailes - PHOTO D'ORIGINE



Le bâtiment et les interventions

LE SECTEUR OUEST - LES BOUTS D'AILES



Secteur Ouest - Bout d'ailles
FENESTRATION D'ORIGINE



Secteur Ouest - Bout d'ailles
FENESTRATION ACTUELLE

solin brun recouvrant corniche de béton



Secteur Ouest - Bout d'ailles - 6e étage
FENESTRATION ACTUELLE

solin brun recouvrant linteau en béton



Secteur Ouest - Bout d'ailles - 2e au 5e étages
FENESTRATION ACTUELLE

2 - RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE

LE CONTEXTE EN MOTS

LA MAÇONNERIE EXISTANTE :

L'assemblage des murs extérieurs est caractérisé par l'innovation de l'époque de la construction du batiment, sans le raffinement qui a suivi pour améliorer la performance de ce type d'assemblage. La brique extérieure utilisée en parement n'est pas juxtaposée à une cavité ventilée permettant de bien évacuer les eaux de pluies. Ce type de construction a donc mené aux problèmes de parement qui sont évidents au pavillon Roger-Gaudry.

Les détériorations de l'enveloppe ont été observées par notre équipe sur les briques, chapiteaux, allèges, têtes de fenêtres, solins, dont la fonction principale est de protéger les espaces intérieurs des conditions climatiques extérieures. Nous avons constaté que ces pathologies sont de nature chronique et généralisées sur toutes les façades. Le cycle de dégradation s'accélère et les détériorations s'accentueront au fil des années.

LE MANDAT :

Le présent mandat comprend l'étude et la planification de deux volets principaux soit :

- Le remplacement des fenêtres en tandem avec le projet de « Réaffectation des espaces libérés sur le site de la montagne », suite au déménagement des départements de sciences vers le Campus MIL à Outremont, qui se sera réalisé par d'autres équipes de consultants afin de limiter l'impact des travaux sur les usagers.
- La réfection de la maçonnerie en tandem avec le remplacement des fenêtres afin d'assurer une réalisation efficace des travaux.

LA ZONE DES TRAVAUX :

L'étendue des travaux de maçonnerie a été réduite de façon importante pour des raisons budgétaires. Une décision a été prise pour phaser les travaux de réfection des briques et s'agencer au financement disponible par l'université pour ces travaux. Les travaux à définir en maçonnerie se limitent à la balance du budget disponible à la suite du remplacement des fenêtres des locaux réaffectés et des bouts d'ailes.

LA STRATÉGIE DES CHOIX DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT :

Les matériaux de remplacement dans le parement ont été évalués en fonction de :

- Son apparence;
- L'appareillage avec les matériaux existants;
- La durabilité;
- Les coûts;
- L'approvisionnement.

Les matériaux principaux de remplacement sont la brique, la pierre naturelle et le béton. Des lignes directrices ont été établies et des propositions ont été faites. Cependant, les recherches sont encore ouvertes et en évolution afin de trouver des couleurs et textures de finis encore plus proches des existantes, tout en respectant la stratégie ci-dessus mentionnée.

LA DÉCISION DE FAIRE CONSTRUIRE UN ÉCHANTILLON-TÉMOIN :

La construction d'un échantillon de maçonnerie a permis à l'équipe et au propriétaire de comprendre les enjeux associés à la réalisation des zones de maçonnerie immédiatement adjacentes aux fenêtres à remplacer. Cette condition est celle qui se répète pour chaque fenêtre, donc plus de 1000 conditions similaires sont incluses au projet. Le coût et l'effort se justifie par la répétition et les risques de coûts et de délais sont mitigés par la réalisation de l'échantillon. La conclusion de cette étape nous a permis d'apprécier l'impact des interventions sur ce bâtiment emblématique du Mont-Royal.

Le bâtiment et les interventions

LÉGENDE DES INTERVENTIONS PROPOSÉES (se référer aux élévations) :

1. Linteaux structuraux en tête des fenêtres :
   Remplacement des linteaux libres en acier existants par des nouveaux linteaux structuraux d'acier à la tête des fenêtres.
2. Élément décoratif de béton en tête des fenêtres :
   Remplacement des linteaux libres en béton existants par des nouveaux éléments de béton décoratifs préfabriqués en atelier, avec renforts en fibre de verre pour éviter des coulis de rouille à moyen et long terme.
3. Briques :
   3.1 Remplacement des briques aux panneaux tympans.
   3.2 Remplacement des briques dans la partie courante du mur.
   3.3 Remplacement des briques aux pilastres - jambage.
   3.4 Remplacement des briques aux pilastres - chapiteau.
   3.5 Géneral:
   - Remplacement de mortier par des joints de scellant pour améliorer le rendement de ces joints situés à des endroits plus délicats.
   - Installation de connecteurs de maçonnerie permettant la dilatation dans les axes horizontaux et verticaux.
   - Ajout de solins à la tête des fenêtres sur les linteaux derrière la brique.
   - Conception de chantepleures à la tête des fenêtres pour permettre à l'eau d'être évacuée des murs.
   - Ajout de produits dans les chantepleures pour contrôler les insectes, et rendre plus discrets les joints évidés.
4. Blocs ondulés :
   4.1 Remplacement des blocs ondulés aux panneaux tympans.
   4.2 Idem à 3.5
5. Allèges :
   Remplacement des allèges de marbre par des allèges de pierre calcaire, avec un profil légèrement plus allongé et l'insertion d'un trait de scie sur la surface inférieure, pour permettre à l'eau de ruissellement de tomber avant de se rendre au mur de brique.
6. Joints de désolidarisation :
   - Entre les tympans et la brique des pilastres, pour créer un joint de dilatation entre ces éléments et permettre la dilatation naturelle des matériaux du parement.
   - Au perimètre de la zone des briques à remplacer dans la partie courante du mur, pour créer un joint de dilatation entre les nouveaux éléments et les éléments à conserver, et permettre la dilatation naturelle des matériaux du parement.
7. Joints de contrôle :
   Dans le parement de maçonnerie reconstruit au-dessus des pilastres sur la longueur des ailes.
8. Linteaux structuraux :
   Sur la longueur des ailes au-dessus de pilastres.
9. Chapiteaux :
   Ajout de membranes d'étanchéité sous les chapiteaux des pilastres et l'introduction d'un joint souple à la rencontre avec la brique du pilastre.
10. Solin de couronnement :
    Remplacement des solins de couronnement pour meilleure évacuation des eaux.
11. Corniches :
    Réparations des corniches de béton avec l'utilisation de pigment colorant pour correspondre à la couleur existante.

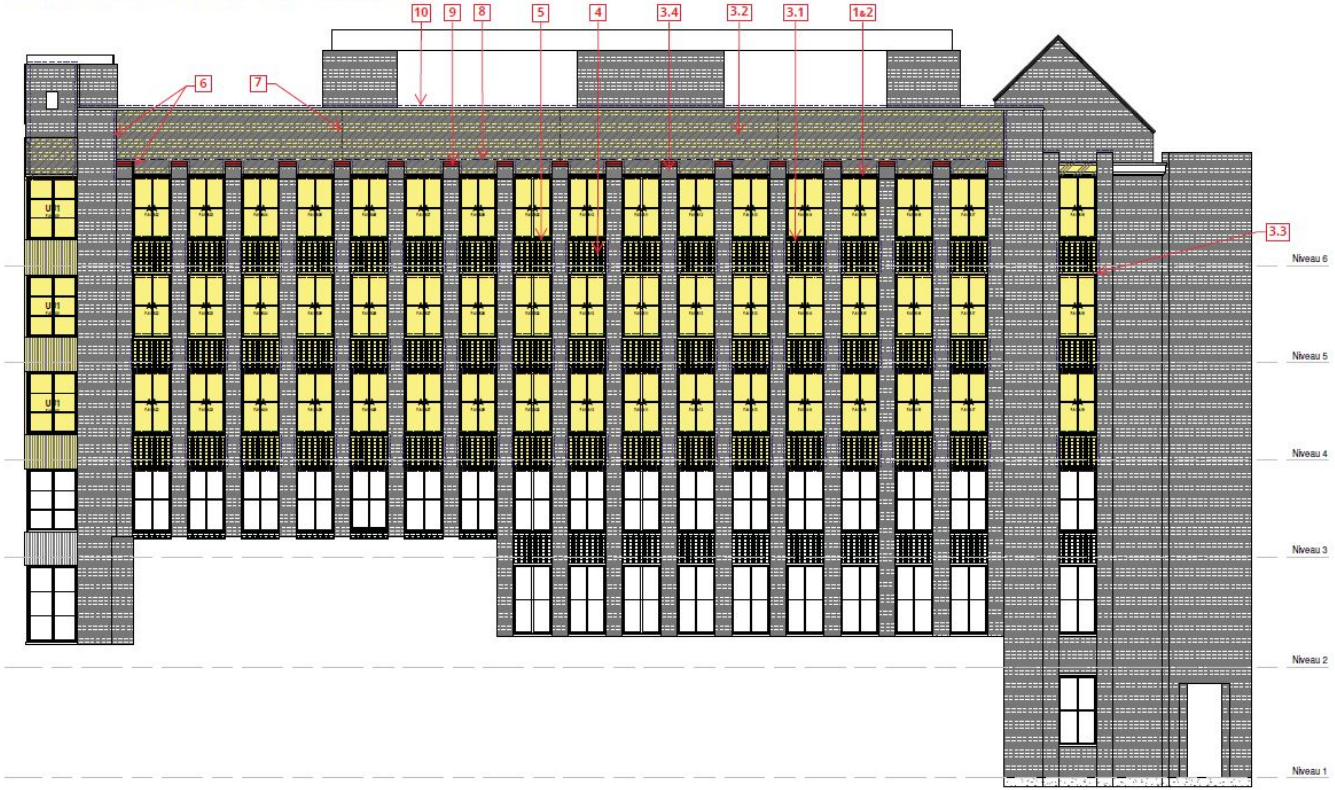
Le bâtiment et les interventions

ORTHOPHOTO - FAÇADE A1



Le bâtiment et les interventions

IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS - ÉLÉVATION A1



LÉGENDE :

1. Linteaux structuraux
2. Élément décoratif de béton
3. Briques :
   - 3.1 Briques - panneaux tympans
   - 3.2 Briques - partie courante du mur
   - 3.3 Briques - pilastres - jambage
   - 3.4 Briques - pilastres - chapiteau
4. Blocs ondulés
5. Allèges
6. Joints de désolidarisation
7. Joints de contrôle
8. Linteaux structuraux - parapet
9. Chapiteaux
10. Solin de couronnement
11. Corniches

Zone des travaux

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



LES OBJECTIFS DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN :

- Identifier et évaluer les enjeux reliés à la mise en œuvre de divers éléments;
- Démontrer aux autorité patrimoniales les résultats des interventions proposées sur le patrimoine;
- Confirmer des stratégies et des méthodologies de travail en fonction de la conception de divers détails;
- Établir une liste exhaustive d'étapes de réalisation, et faire ressortir les enjeux qui y sont reliés;
- Créer une liste de leçons suite à la réalisation qui permettront de parfaire la conception des divers détails qui seront appliqués sur le projet en cours;
- Travailler de concert avec l'entrepreneur maçon afin de comprendre leurs enjeux dans la réalisation des travaux de maçonnerie.

LE PANNEAU CIBLÉ COMME TÉMOIN :

- Les travaux (démolition et reconstruction) ont été exécutés au niveau du panneau-tympan de blocs ondulés à partir du dessus de l'allège de la fenêtre jusqu'au dessous de l'élément de béton préfabriqué;
- Superficie approximative: 1,40m2;
- Largeur : Sept (7) blocs de ±200mm et huit (8) joints de ±10mm;
- Hauteur : Six (6) blocs de haut et une (1) rangée de briques;
- Cette condition est représentative d'une surface importante du pavillon Roger-Gaudry;

LES ÉTAPES DE RÉALISATION DES TRAVAUX :

- Enlèvement des blocs ondulés et rangée de briques au-dessus;
- Enlèvement de quelques briques des pilastres pour libèrer les linteaux libres;
- Enlèvement du linteau libre d'acier et du linteau libre de béton;
- Enlèvement de l'allège en marbre;
- Nettoyage de l'arrière-mur et préparation de l'espace pour réconstruction;
- Mise en place du nouvel élément décoratif de béton préfabriqué;
- Mise en place de la membrane de séparation directement sur la poutre de béton et l'élément décoratif de béton (séparation entre le béton et le nouveau linteau structural);
- Percement (3 ouvertures) du linteau en acier inoxydable pour permettre son ancrage à la poutre de béton;
- Mise en place du nouveau linteau structural d'acier;
- Mise en place des connecteurs de brique;
- Mise en place de nouvelles briques de remplacement des pilastres;
- Pose de la nouvelle tôle en acier inoxydable avec rejet d'eau et installation du solin intra-mural;
- Coupe des blocs ondulés pour permettre le passage des boulons;
- Pose des blocs ondulés (nouveaux et récupérés) ;
- Pose du rang de briques directement sous l'allège;
- Pose de la membrane sous l'allège;
- Mise en place de l'allège en granite;
- Application des boudins et scellants.

Les interventions en pratique

PANNEAU TYMPAN EN BLOCS ONDULÉS - ORIGINAL



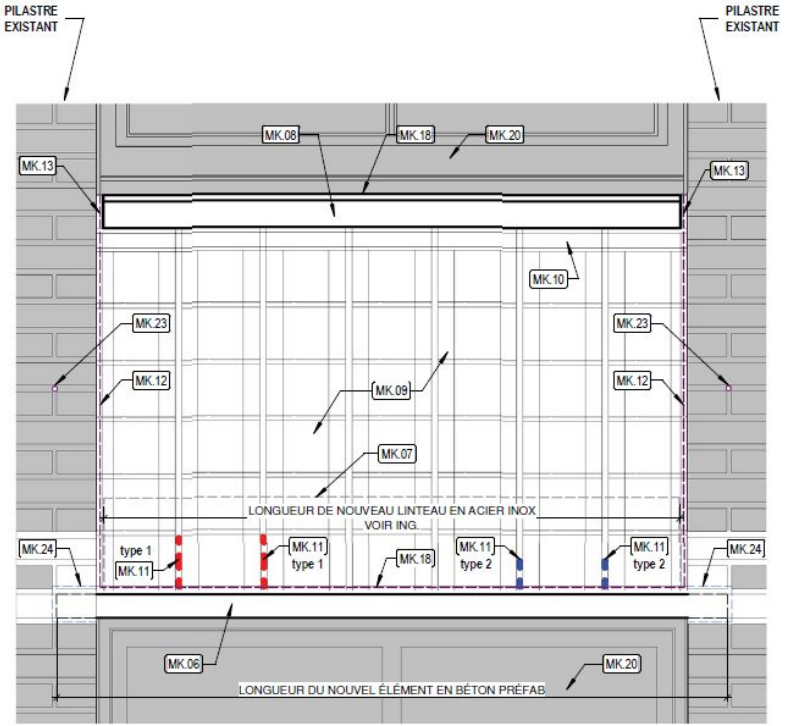
PANNEAU TYMPAN EN BLOCS ONDULÉS - ÉCHANTILLON-TÉMOIN



* Photo prise à la fin des travaux de réconstruction du panneau tympan. Le mortier, en étant encore humide, sa couleur ne représente pas le résultat final .

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

DESSINS DE CONSTRUCTION - ÉCHANTILLON-TÉMOIN



ÉLÉVATION _ 02/MK.02

1:10

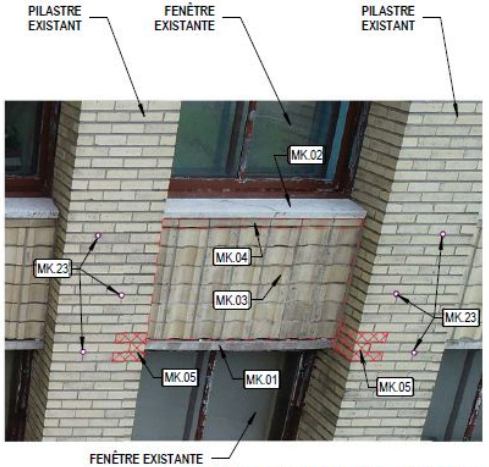
Les interventions en pratique



Chantepleure - Type 1

Chantepleure - Type 2

ÉVENTS À BRIQUE - TYPE _ 03/MK.02

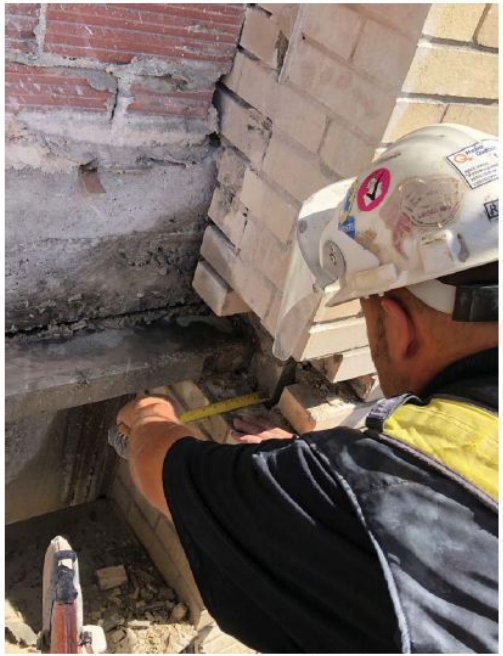


VUE DE L'EXTÉRIEUR _ 04/MK.02

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA DÉMOLITION POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Linteau libre d'acier enlevé. Un peu de corrosion a été détecté dans le linteau d'acier. Linteau libre de béton était déposé directement sur la brique des pilastres.



Enlèvement du linteau libre de béton. Poutre et arrière -mur de terra-cotta en bonne condition.

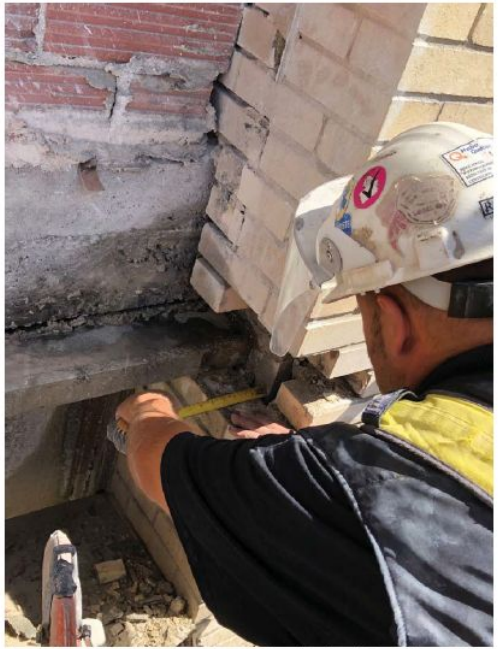


Enlèvement de l'allège en marbre. Allège de profil droit, installation en pente, sans ancrage. Allège brisé en morceaux pour permettre de le retirer.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA DÉMOLITION POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Linteau libre d'acier enlevé. Un peu de corrosion a été détecté dans le linteau d'acier. Linteau libre de béton était déposé directement sur la brique des pilastres.



Enlèvement du linteau libre de béton. Poutre et arrière -mur de terra-cotta en bonne condition.



Enlèvement de l'allège en marbre. Allège de profil droit, installation en pente, sans ancrage. Allège brisé en morceaux pour permettre de le retirer.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Mise en place du nouveau linteau structural d'acier. Percement (3 ouvertures) sur place du linteau en acier inoxydable pour permettre son ancrage à la poutre de béton. Percement du béton aux alignements déjà marqués. Mise en place du linteau et des ancrages chimiques.



Mise en place de nouvelles briques des pilastres.

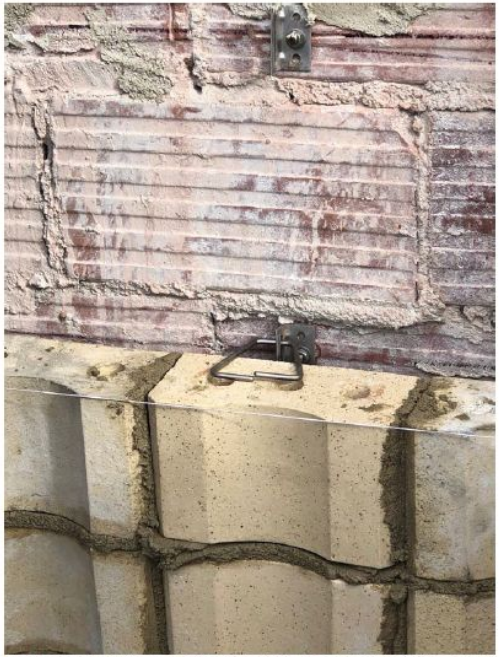
Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS

LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Pose de la nouvelle tôle en acier inoxydable avec rejet d'eau et installation du solin intra-mural.



Pose des blocs ondulés (nouveaux et récupérés). Les connecteurs à brique ont été installés et ancrés chimiquement au mur-arrière selon résultats des essais au test d'arrachement faits antérieurement sur place.



Installation des évents à brique. Deux types d'évent à brique avaient été retenus pour l'échantillon-témoin. Un d'eux a été écarté pour le projet car il exigéait un joint de maçonnerie de 10mm d'épaisseur et les joints verticaux de l'échantillon-témoin sont plus minces.



Pose du rang de briques directement sous l'allège.

Les interventions en pratique

LES PANNEAUX TYMPANS EN BLOCS ONDULÉS
LA CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON-TÉMOIN



Pose de la membrane sous l'allège. Remontée verticale de la membrane sur le terra-cotta. Allège de granite et brique ont été percées pour permettre la mise en place de la tige avec le composé chimique.



Mise en place de l'allège en granite.



Application des boudins et scellants. Le nouveau joint vertical à la jonction de chaque pilastre a 10mm de large pour permettre la désolidarisation avec les pilastres et la mise en place du scellant. Les blocs de bouts ont été coupés. L'alignement vertical a été conservé. Échantillon finalisé.

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **AVIS FAVORABLE** pour les raisons suivantes:

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence, la forme, et la matérialité d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution;
- Les travaux ont reçu une autorisation en vertu de la LPC;

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 18 août 2021 à 18 h 30

Exceptionnellement, la séance CCU est tenue en vidéoconférence

---

Extrait du procès-verbal

3.11 2450, boulevard Édouard-Montpetit (UdM pavillon Roger-Gaudry) - PIIA transformation
Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant le remplacement des fenêtres, et la réfection de la maçonnerie du Pavillon Roger-Gaudry à l'UdeM, situé au 2450, boulevard Édouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3002715974.

Présentation : M. Frédérick Alex Garcia, architecte

Description du projet

Une demande de permis de transformation pour le Pavillon Roger Gaudry (UdeM) a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 mars 2020.

Le pavillon s'inscrit dans le contexte de la grande propriété à caractère institutionnel de l'UdeM, situé dans le secteur du Mont-Royal, et sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux visent le remplacement des fenêtres et la réfection de la maçonnerie sur l'ensemble du bâtiment.

L'approbation des plans est assujettie au titre VIII (PIIA) en vertu des articles 118.1 par.1 et 2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), et les travaux doivent par ailleurs être approuvés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (P-9.002).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Direction.

Analyse de la Direction

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un AVIS FAVORABLE pour les raisons suivantes:

- Les travaux sont conformes aux orientations, aux objectifs, et aux politiques municipales;
- Les travaux préservent l'apparence, la forme, et la matérialité d'origine des composantes architecturales;
- Les travaux assurent le maintien et la pérennité du site patrimonial et de l'institution;
- Les travaux ont reçu une autorisation en vertu de la LPC.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l'analyse de la DAUSE.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20216614

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :
Madame Sylvie Gélinas
Université de Montréal
2787, chemin de la Direction des
immeubles
Montréal (Québec) H3T 1J4

À réaliser les actes ou travaux suivants :
- Remplacer dans les ouvertures existantes 1127 fenêtres;
- Travaux de réfection partielle de la maçonnerie du bâtiment sur les façades où les fenêtres seront remplacées;
- Remplacer l'allège des fenêtres par une pierre grise.

Selon les plans préliminaires d'architecture préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021, les plans émis pour soumission préparés par James Bridger et François Lemoine, architectes, datés du 12 février 2021, les plans préliminaires de structure préparé par préparés par Pierre Malenfant, ingénieur, datés du 17 décembre 2020 et les plans préliminaires du remplacement de fenêtres et réfection de la maçonnerie préparés par les firmes d'architecture DMA+ A49, datés du 25 février 2021.

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Université de Montréal - Pavillon Roger Gaudry
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2900, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 177 249

Selon les conditions et exigences suivantes :
Fournir avant le début des travaux les dessins d'ateliers des différents modèles de fenêtres.

Important

Par le seul effet de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »), la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an (articles 51 et 67 de la LPC).

Toutes modifications aux actes ou travaux autorisés par la présente, incluant les imprévus en cours de chantier, doivent faire l'objet d'une demande de modification et être autorisées par le ministre de la Culture et des Communications ou la Ville de Montréal préalablement à leur réalisation.

La présente autorisation peut aussi être révoquée ou modifiée par la Ville de Montréal si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes (article 197 de la LPC).

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autres permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la LPC ou toute autre loi ou règlement applicable, notamment un permis de travaux émis par l'arrondissement concerné de la Ville de Montréal.

La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser sans délai le ministre responsable de la Culture et des Communications du Québec de toute découverte de bien ou de site archéologique, conformément à l'article 74 de la LPC.

Signée en vertu du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et de l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008) de la Ville de Montréal.

Délivrée le 2021-06-23

Lucie Careau, directrice de direction
Direction de l'urbanisme
Service de l'urbanisme et de la mobilité

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720 a été adopté à la séance ordinaire tenue le 13 décembre 2021, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 22 décembre 2021 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 12 au 26 janvier 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021 et à la résolution CA21 170144 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 26 janvier 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 février 2022 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de résolution ont été mises à la disposition du public.

ATTENDU qu'il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir

l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055 rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis la résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 648 720 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment commercial existant situé au 5055 rue Buchan, la construction et l'occupation du bâtiment aux fins de l'usage de la catégorie H.7 (36 logements et plus) de la famille Habitation sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a. articles 10 afin d'autoriser une hauteur maximale de 32 mètres et de 7 à 10 étages;
b. article 34 afin d'autoriser une densité approximative de 4,8;
c. articles 52 à 65 afin d'autoriser des marges avant minimale de 4,2 mètres sur la rue Paré et de 5,2 mètres sur la rue Buchan;
d. article 123 afin d'autoriser l'usage de la catégorie H.7;
e. article 328 afin d'autoriser un volume en saillie dans une marge à 1,7 mètre de la limite avant donnant sur la rue Buchan;
f. article 573.4 afin d'autoriser une distance entre deux voies d'accès de moins de 7,5 mètres.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 5055 RUE BUCHAN

4. En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, la demande de démolition doit être accompagnée des documents supplémentaires suivants :

a) un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
b) un plan de gestion des matières résiduelles des futures occupations;
c) un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

5. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, le requérant doit produire :

a) une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution, et ce, dans les 12 mois suivants la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;
b) une lettre de garantie bancaire correspondant à 20% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du projet de construction et d'aménagement paysager, incluant la conservation et la protection des arbres identifiés;
c) l'accord des propriétaires adjacents autorisant l'abattage des arbres mitoyens;
e) un document montrant les mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) et l'arbre public sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B.

La lettre de garantie bancaire que doit fournir le requérant préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation doit :

a) garantir le respect des conditions imposées par la présente résolution et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé;
b) être délivrée par une institution financière canadienne;
c) être irrévocable et inconditionnelle;
d) demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de démolition, le programme de réutilisation du sol dégagé et les conditions imposées par la présente résolution soient réalisés, ou qu'une nouvelle garantie équivalente soit déposée dans le cadre de la demande de construire.

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'OCCUPATION DU BÂTIMENT SITUÉ À L'ADRESSE PROJETÉE 5070 RUE PARÉ

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect des conditions suivantes :
a) le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %;
b) le COS maximal du bâtiment est de 4,8;
c) la hauteur du bâtiment ne doit pas dépasser 10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré;
f) aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée;

g) un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural;
h) un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment;
i) le toit de la portion du bâtiment de 7 étages doit être aménagé avec une terrasse commune et être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2;
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site;
k) le pourcentage de verdissement en pleine terre doit être de 8% au minimum;
l) aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) 16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96m^2 doivent être prévus.

SECTION III
DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :
a) d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant les arbres, les variétés, les dimensions des arbres qui seront plantés sur le site en cohérence avec les arbres publics plantés sur le domaine public;
b) d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
1° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
2° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
3° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
4° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
5° la méthode de collecte privée ou publique;
6° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

SECTION IV
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA DÉLIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

8. La conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

SECTION V
DÉLAIS DE RÉALISATION

9. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de construction.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

10. La délivrance d'un permis de construire ou de transformation impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

11. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du

Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :
Favoriser la construction d'un bâtiment de facture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° l'expression architecturale retenue doit être adaptée à la transversalité du lot et à la trame urbaine;
2° l'ensemble des façades doivent être traitées de manière cohérente;
3° l'effet de masse créé par les volumes des bâtiments doit être atténué par le jeu de différents volumes et des textures;
4° les appareillages de briques sur les murs de maçonnerie doivent être privilégiés et l'utilisation de panneaux tympans métalliques doit être limitée à des interventions ponctuelles dans la composition des façades;
5° l'entrée secondaire sur la rue Buchan doit être mise en valeur par le recul des colonnes sous le volume en saillie et par une bonification du verdissement et des aménagements au sol;
6°Le traitement architectural du volume en saillie doit apporter une certaine légèreté au bâtiment.
7° les aménagements extérieurs proposés dans les deux cours avant doivent être aménagés en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;
8° l'impact sonore et visuel des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit doit être minimisé;
9° le projet doit tendre à respecter l'implantation, le concept architectural et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe C.

Objectif 2 :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorise et multiplie les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° la plantation d'arbres à moyen ou grand déploiement est favorisée;
2° la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux est favorisée;
3° les équipements mécaniques sont positionnés de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;
4° une portion significative de l'aménagement paysager est composée de matériaux perméables qui contribue à la gestion écologique des eaux sur le site;
5° un aménagement paysager dense permet de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS);
6° la gestion des matières résiduelles proposée a un impact mineur sur les circulations piétonnes, cyclables et véhiculaires;
7°un espace dédié à l'entreposage temporaire des matières résiduelles doit être pourvu, sur au plus 3 côtés, d'un écran paysager à feuillages persistants ou d'une clôture opaque ou d'un élément architectural qui s'harmonisent avec le bâtiment. Cet écran doit avoir comme fonction de protéger et de dissimuler cet espace.
8° le projet d'aménagement paysager doit tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé en annexe D.

_____

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
«Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres»

ANNEXE C
Implantation, élévations et perspectives projetées.

ANNEXE D
Plan d'aménagement paysager
Plan de plantation projeté
Lettres des 2 propriétaires voisins autorisant l'abattage des arbres mitoyens

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-27 08:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de résolution adopté le 13 décembre 2021 en première lecture est modifié par l'ajout des mots « au minimum » à l'alinéa j) du paragraphe 6, de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY

Secretaire d'unite administrative

514 868-4561
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant la démolition d'un bâtiment commercial existant de 2 étages sis au 5055, rue Buchan, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages comportant 153 logements a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) le 22 avril 2021.

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur de la construction, à la densité, aux marges avant, aux saillies dans une marge et à la distance entre deux voies d'accès.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser ce projet et prévoir toute condition, eu égard à ses compétences, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet, si celui-ci respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Occupation du site

Le lot 2 648 729 visé par le redéveloppement est un lot transversal donnant à la fois sur la rue Buchan et la rue Paré, situé au coeur du secteur en transformation du Triangle.

Ce lot, d'une superficie de 2 720 m^2 est occupé par un commerce de vente d'automobiles neuves et usagées. Ce bâtiment construit en 1962 est recouvert de tôle et ne présente pas de valeur patrimoniale recensée.
Le terrain est actuellement accessible par deux entrées véhiculaires donnant sur les rues Buchan et Paré, mais l'entrée principale se trouve sur la façade donnant sur la rue Buchan.

Caractéristiques du milieu

Ce secteur est en transformation avec des bâtiments multifamiliaux de gabarit similaire en face sur la rue Paré et la rue Buchan, bâtiments autorisés en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017). Le bâtiment voisin situé à l'ouest au 5050 rue Paré est un immeuble à bureaux de 4 étages tandis que le bâtiment à l'est situé au 5025 rue Buchan est un bâtiment à vocation de centre culturel de 2 étages.

Plusieurs espaces verts sont situés à proximité : le parc de la Savane, le passage Yolène-Jumelle et le parc Saidye-Bronfman. De plus, les rues Buchan et Paré ont été aménagées avec un système de drainage par noues avec plantation et un matériau de revêtement non asphalté. La rue Buchan est une rue de type partagé qui finit en impasse sur le parc Saidye-Bronfman.

Desserte en transport collectif et actif

Le site est à environ 400 mètres du métro Namur.
Une piste cyclable nord-sud longe la rue de la Savane, à proximité du terrain.

Le projet

Le projet consiste à démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis au 5055 rue Buchan, et construire un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages comportant 153 logements dont 16 logements seront des logements familiaux de grande superficie (environ 105 m^2). La superficie d'aire de plancher brute serait d'environ 13 615 m^2 (COS de 4,76).

Implantation
Le bâtiment aura une implantation au sol d'environ 1 580 m^2 (taux d'implantation représente 58%) et sera implanté à une distance de la limite avant de 5,2 à 8,6 mètres sur la rue Buchan et de 2,4 à 4,2 mètres sur la rue Paré. Une saillie du bâtiment sur la façade donnant sur la rue Buchan sera située à environ 1,7 mètre de la ligne avant. L'accès véhiculaire sera situé sur la façade donnant sur la rue Paré et cet aménagement nécessitera la signature d'une entente de développement avec le promoteur et d'une entente d'infrastructures sur les travaux municipaux afin qu'il prenne à ses frais les travaux sur le domaine public de la rue Paré et Buchan (sommaire décisionnel 1216290033).

Architecture
Le concept architectural est une superposition de 2 volumes : le premier plus proche des lignes avant est un volume de 7 étages dans l'axe nord-sud. Le deuxième volume apposé perpendiculairement représente 10 étages et est orienté est-ouest.
L'entrée principale du bâtiment et la voie d'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré avec un nouveau numéro civique sur la rue Paré, 5070 rue Paré, tandis que la façade sur la rue Buchan comprend deux entrées secondaires, l'une en façade et la seconde sur le mur latéral.
Cette orientation des deux volumes permet la création de deux cours extérieures et une toiture ensoleillée, une cour orientée sud-est et une cour orientée sud-ouest.
Le contraste dans le choix des matériaux retenus permet la modulation des volumes : le volume de 7 étages couleur plus foncée va unifier la volumétrie entre les rues Buchan et Paré, tandis que le volume de 10 étages sera de couleur plus pâle. Les garde-corps seront en verre.

Aménagement extérieur
L'aménagement paysager proposé présente 15 arbres sur le terrain privé, majoritairement à moyen et grand développement, alors que le règlement d'urbanisme 01-276 en exige 13.
Le verdissement en pleine terre sera de 8% et un toit vert représentera une superficie de 250 m^2.
Des cours privatives pour les logements au rez-de-chaussée seront aménagées dans les cours latérales.

Impact sur la circulation et le stationnement dans le secteur
Le requérant propose 88 unités de stationnement pour véhicules routiers dans le stationnement dans deux niveaux de sous-sol et respecte donc le maximum autorisé de 90 unités de stationnement. De plus, le règlement d'urbanisme 01-276 exige un minimum de 195 unités de vélos (147 à l'intérieur et 48 à l'extérieur) qui sont montrées au plan.
Un avis technique de circulation a été produit par la firme CIMA+ en date du 10 septembre 2021. Le Bureau des études techniques de l'arrondissement a été consulté relativement à cette étude et est favorable à l'avis formulé soit que le projet aura :
- un débit faible et insuffisant pour influencer la qualité de l'écoulement de la circulation dans le secteur;
- la configuration de l'accès véhiculaire, la visibilité au niveau de l'accès au stationnement et l'accès au stationnement sont sécuritaires.
- 3 endroits sont identifiés sur le plan du stationnement souterrain où la visibilité n'est pas optimale pour les manœuvres véhiculaires. Outre les miroirs, une signalisation indiquant le danger pourrait aussi être ajoutée à ces 3 endroits précis.

Impact sur l'ensoleillement
Une étude d'impact sur l'ensoleillement a été réalisée afin d'évaluer l'impact de la nouvelle construction sur l'ensoleillement des édifices voisins. Il s'avère que l'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

Impact éolien
La conclusion de l'étude sur les impacts éoliens réalisée par Lasalle nhc (en page 72 du document de présentation) démontre que :
- Les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées en fonction des conditions actuelles.
- Les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.
- Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.

Planification prévue au plan d'urbanisme

Affectation du sol : Secteur mixte

Secteur 04-T5 (secteur à transformer ou à construire)
Bâti 2 à 12 étages hors sol
Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
COS 1 min- 6 max

Règlement d'urbanisme (01-276)

Zone:	0034
Usages	catégorie d'usages principales : C.6 (commerces lourds) autres catégories d'usages : C.7 Commerces de gros et entreposage, I.2 (Industrie légère), C.1 (2) Commerces et services d'appoint
Hauteur :	7 m minimum - 16 m maximum
Marges minimales:	2.5 m (latérale), 3 m (arrière)
Taux d'implantation	35 % min - 85 % max.
Densité :	1 min - 3 max

Dérogations au Règlement d'urbanisme (01-276)
Les principales dérogations demandées sont présentées dans le tableau suivant.

	Paramètres du Plan d'urbanisme	**Normes du règlement d'urbanisme 01-276**	**Paramètres proposés du projet**
Usage (art 123)	usage résidentiel autorisé	C.6,,C.7, I.2, C.1 (2)	H7 - 36 logements et plus
Hauteur (art 10)	2 à 12 étages	7 m minimum - 16 m maximum	7 à 10 étages
Densité (art 34)	1 min- 6 max	1 min- 3 max	4,8
Alignement de construction et règles d'insertion (art 52 à 65)		Au moins 60 % de la superficie d'une façade doit être construit à l'alignement de construction Règles d'alignement	4,2 mètres sur la rue Paré et 5,2 mètres sur la rue Buchan
Saillie dans une marge (art 328)		maximum de 1,5 m dans la marge.	Le volume en saillie sur la rue Buchan a une profondeur de 3,5

			à 7 mètres.
Distance entre deux voies d'accès (573.2)		art 573.4 afin d'autoriser une distance entre deux voies d'accès de 7,5 mètres minimum	±7 mètres

Conditions exigées

Conditions relatives à la démolition du bâtiment commercial existant situé au 5055, rue Buchan :

En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, la demande de démolition doit être accompagnée des documents supplémentaires suivants :

a) un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
b) un plan de gestion des matières résiduelles des futures occupations;
c) un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

Conditions au projet de construction et d'occupation du nouveau bâtiment situé au 5070 rue Paré :

a) le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %;
b) le COS maximal est de 4,8;
c) la hauteur du bâtiment ne doit pas dépasser 10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré;
f) aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée;
g) un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural;
h) un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment;
i) le toit de la portion du bâtiment de 7 étages doit être aménagé avec une terrasse commune et être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2;
j) 13 arbres doivent être plantés sur le site;
k) le pourcentage de verdissement hors terre doit être de 8% au minimum;
l) aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) 16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96 m^2 doivent être prévus.

Conditions supplémentaires à la délivrance du permis de construire :
La conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 13 octobre 2021, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions suivantes :

- qu'un plan d'aménagement paysager détaillé comprenant des arbres à moyen et grand déploiement en cohérence avec les arbres publics soit déposé.
- que l'autorisation des deux voisins autorisant l'abattage des arbres mitoyens soit transmise;
- qu'un document montrant les mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) et l'arbre public sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document «Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres» jointe en annexe B soit transmis.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction reconnaît l'intérêt et l'opportunité du projet proposé visant la démolition du bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment résidentiel multifamilial au 5055, rue Buchan et émet un avis favorable pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme aux dispositions du plan d'urbanisme;
- il favorise l'implantation de nouveaux logements dans un secteur TOD à densifier;
- il s'insère dans un secteur en transformation déjà identifié au plan d'urbanisme;
- il occasionne la démolition d'un bâtiment ne présentant pas de valeur patrimoniale ou architecturale;
- il permet de développer un terrain sous-utilisé;
- les plans révisés suite au CCU répondent aux conditions de celui-ci;
- il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur (sommaire décisionnel 1216290033).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Contribution pour logements sociaux, abordables et familiaux
La demande de permis de construire sera assujettie au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041). Selon les informations préliminaires disponibles, les contributions approximatives suivantes seront exigibles :

- Contribution aux logements sociaux : environ 535 000 $
- Contribution aux logements abordables : environ 191 000 $
- Contribution aux logements familiaux : environ 15 logements à inclure au projet

De plus, la conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. 3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** - Plantation de 13 arbres sur le terrain - Aménagement de 195 unités de stationnement de vélos dans le projet résidentiels de 153 logements.			

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette résolution doit faire l'objet d'une consultation publique, comme prescrit par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LRQ, c. A-19.1).
Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 16 juillet 2021 l'arrêté ministériel 2021-054 qui prévoit que :

« toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit accompagnée d'une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, qui prend fin au même moment que la procédure qu'elle accompagne; cette consultation écrite peut également remplacer la procédure en question, auquel cas elle est d'une durée de 15 jours; »

Ainsi, la tenue d'une consultation écrite peut remplacer la procédure normale. Dans un tel cas, la durée de la consultation écrite doit être de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La tenue de cette consultation écrite sera annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse Web à laquelle l'information est diffusée concernant le projet et la séance d'information en

visioconférence;
- les adresses où les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement;

- Publication de l'avis relatif à la consultation écrite et mise en ligne de la page Web dédiée;
- Consultation écrite;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, le cas échéant, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement;
- Processus d'approbation référendaire;
- Adoption, le cas échéant, de la résolution par le conseil d'arrondissement et de la résolution approuvant l'entente de développement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur de la résolution, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-11-01

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2021-12-09

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Annexe A - Localisation

Annexe A_Localisation.pdf

Annexe B - Normes et devis protection des arbres

Annexe B_Protection_Arbres_Normes et devis.pdf

Annexe C- Plan d'implantation, étages, élévations et perspectives

Annexe C_Plan implantation elevations etages perspectives.pdf

Annexe D - Plan d'aménagement paysager
Plan de plantation
Lettres des voisins autorisant l'abattage d'arbres mitoyens

Annexe D_ Plan aménagement paysager.pdf

Annexe D_Plan de plantation.pdf

Annexe D_Autorisation abattage arbres mitoyens_5101 Buchan.pdf

Annexe D_Autorisation abattage arbres mitoyens_5025 Buchan.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

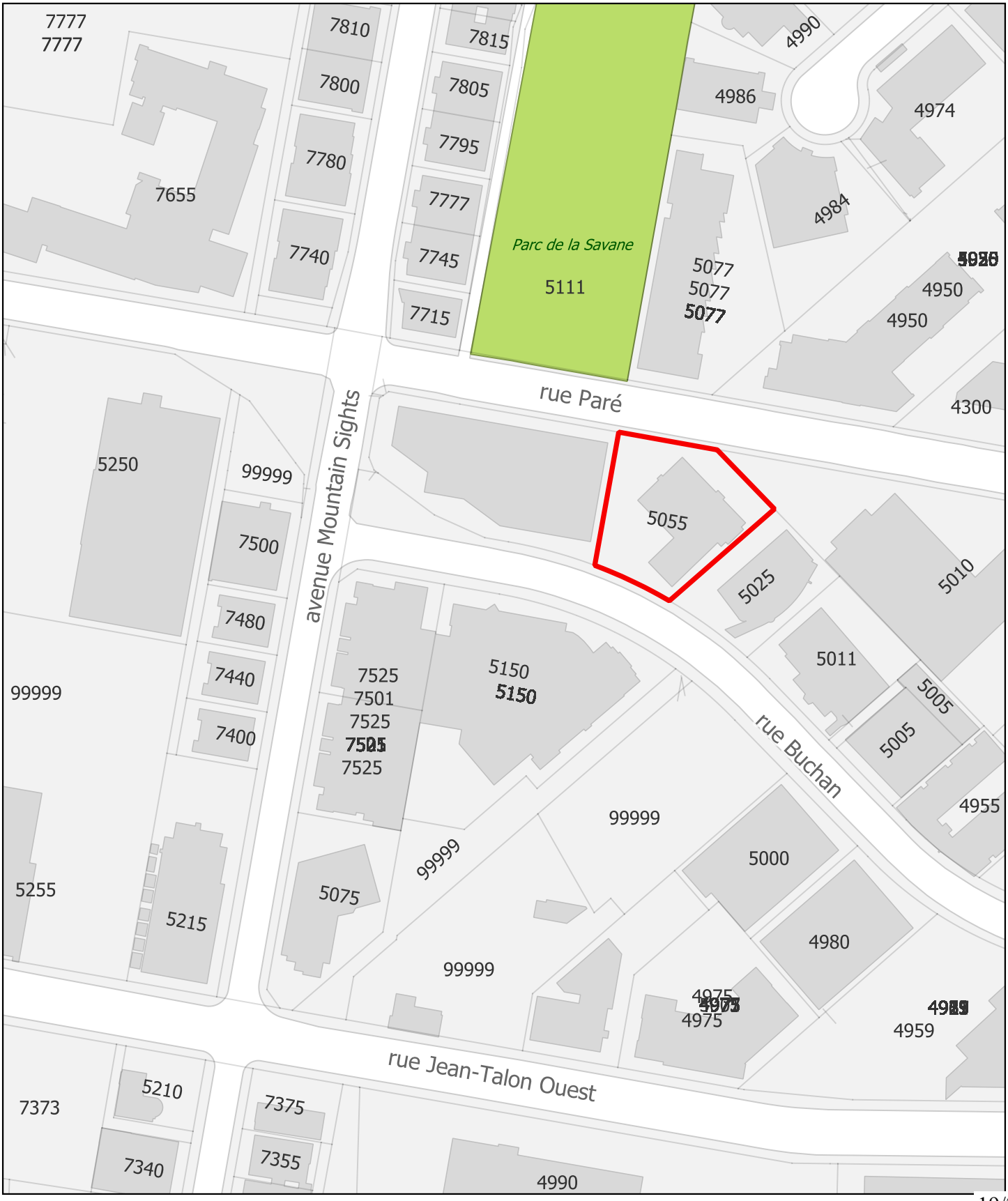
Fabienne CAHOUR

Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1216290025



Montréal

NORMES ET DEVIS POUR LA CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES

Pour tous travaux exigeant un permis ou effectués sur le domaine public, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ont l'obligation de protéger et de supporter solidement tout arbre présent dans la zone du chantier et ce, avant même le début de ces travaux. Les mesures de protection et de support doivent être maintenues adéquatement en place durant toute la durée des travaux.

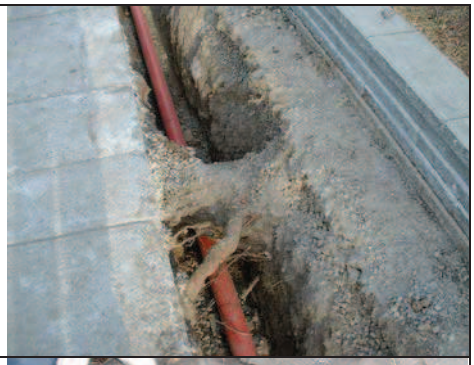
	1.	Dès que la date projetée des travaux sera connue, ou au plus tard 48 heures ouvrables avant le début de ceux-ci, veuillez en aviser l'une des personnes suivantes : Nom: Véronique Gauthier Téléphone: 514 893-0495 Courriel: veronique.gauthier@montreal.ca	Arrondissement: Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce
	2.	Aucun matériau ni équipement ne doivent être appuyés sur les arbres, déposés à leur pied ou dans la zone de protection du sol.	

	3.	À moins qu'ils ne soient isolés par une clôture telle que mentionnée au point 5, les troncs des arbres situés dans la zone de chantier doivent être recouverts, sur toute leur circonférence, par des pièces de bois (madriers 2'' x 4'') sur une hauteur de 1.8 depuis le sol. L**e demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent disposer, entre les pièces de bois et le tronc, des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassée** Les pièces de bois doivent être fixées solidement à au moins deux endroits au moyen de ceintures métalliques, de broches ou d'attaches autobloquantes.	 
	4.	Hormis la protection demandée, il est interdit d'installer quoi que ce soit dans ou sur les arbres.	

	5.	Des clôtures temporaires de protection, d'une hauteur minimale de 1.2 mètres doivent être installées autour de la zone de protection des arbres désignés (Voir note ci-contre). À l'intérieur de cette zone, aucune circulation de machinerie et d'ouvriers ni aucun entreposage de matériaux ne sont tolérés, même temporairement; des affiches doivent être installées sur les clôtures afin d'en aviser les travailleurs. Lors de l'installation des clôtures, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ne doivent pas blesser les arbres. Note :_____	 
	6.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide de panneaux de contreplaqués posés directement sur le sol, dans un rayon de 4 m à mesuré partir de leur tronc.	

	7.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide d'une membrane géotextile de type Texel Géo-9 (ou équivalent à faire approuver) posée directement sur le sol et recouverte d'une couche minimale de 300 mm de pierre nette ou de copeaux de bois	 
	8.	Pour tout arbre localisé en bordure de rue, mesurant plus de 30 cm de diamètre à 1.4 m du sol, la bordure de rue doit être conservée sur une longueur minimale de 2 m, répartie également de part et d'autre de l'arbre.	

	9.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent procéder à une précoupe des racines à la limite de toute excavation localisée sous la projection de la ramure des arbres. Cette opération est nécessaire afin d'éviter de déchirer les racines d'une part et afin d'éviter de mettre à nu, par le soulèvement du sol, des racines situées en dehors de la zone à excaver, d'autre part. L'appareil utilisé (scie à béton avec lame diamantée ou essoucheuse) doit permettre de couper proprement les racines à une profondeur minimale de 500 mm sous la surface.	 
	10.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent excaver à l'aide d'une lance à air pulsée ou de façon hydraulique lorsque la zone à creuser est à moins de 2 m du tronc d'un arbre.	

	11.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent conserver toutes les racines de plus de 50mm de diamètre qui croisent une tranchée ou la zone à excaver.	
	12.	Si malgré toutes les précautions prises, des racines de plus de 50 mm de diamètre sont cassées ou déchirées, elles doivent être sectionnées à l'aide d'un outil tranchant. L'Agent technique de arboriculture doit être informé et il doit autoriser la coupe.	
	13.	Les racines exposées suite aux travaux, doivent être maintenues humides afin d'en éviter la dessiccation.	

	14.	Lorsqu'une tranchée est prévue à moins de 2.5 mètres de la base d'un arbre, l'excavation se fait en tunnel. La longueur totale du tunnel, qui est répartie également de part et d'autre de l'arbre, doit respecter les spécifications suivantes, selon le diamètre des arbres, mesuré à 1.4 m du sol: Diamètre de l'arbre — Longueur du tunnel ▪ 0 à 10 cm — 1.5 m de long, ▪ 10 à 30 cm — 2.0 m de long, ▪ 30 à 50 cm — 2.5 m de long, ▪ 50 cm et plus — 3.0 m de long. L'excavation en tunnel doit être faite de manière à conserver en tout temps une épaisseur minimale de sol non remanié de 750 mm sous la surface.	
	15.	Une conduite poussée ou une conduite insérée en forage directionnel doit être installée afin de préserver le système racinaire du ou des arbres.	

	16.	Lors du remblaiement d'une excavation effectuée en parterre, terre-plein ou banquette, la terre de culture mélange #1 Ville de Montréal doit être utilisée. En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.	
	17.	Lors du remblaiement d'excavation sous le trottoir, dans une zone s'étendant à 2.5 m de part et d'autre du tronc des arbres ou des carrés de trottoirs inoccupés, la finition consistera à remblayer avec du mélange terre-pierre (CU-Sol Structural$^{MD)}$. Par ailleurs, dans le cas d'une fosse agrandie * on doit remettre de la terre mélange no.1 Ville de Montréal. **En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.** La fosse de plantation doit être reconstruite comme originalement.	

	18.	Une ou des transplantations sont nécessaires. Ces travaux doivent être effectués par la Ville et feront l'objet d'une facturation. Les périodes possibles de transplantation sont le printemps jusqu'au 31 mai et l'automne à compter du 1er octobre. Les transplantations peuvent être effectuées bien avant le début de vos travaux. Afin de coordonner les transplantations avec vos travaux, veuillez nous aviser d'avance de la date projetée du début de ceux-ci. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter). Voir plan : _____ Note : _____	
	19.	Si des travaux d'élagage sont nécessaires pour permettre l'installation de câbles, ces travaux doivent être réaliser pour un entrepreneur autorisé, dans le cas contraire, l'élagage sera effectué par l'arrondissement et feront l'objet d'une facturation. Afin de coordonner les travaux, veuillez contacter les responsables de la ville (voir le point 1)	
	20.	Vous devez prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'arrosage de tous les arbres qui sont affectés par les travaux. Ces arbres doivent être arrosés aux 7 à 10 jours durant la période comprise entre le 1er mai et le 30 octobre. L'arrosage ne doit pas provoquer d'érosion du sol naturel près de l'arbre et doit être effectué de façon à humidifier le sol jusqu'à une profondeur minimale de 300 mm.	Pas de photo disponible

	21.	Vous devez aviser immédiatement le responsable de la Ville des dommages causés à un arbre et du danger qui a été occasionné par les travaux. Si un ou des arbres sont abîmés, le coût des dommages sera calculé selon la méthode de la Société Internationale d'Arboriculture du Québec (SIAQ). Les travaux correctifs requis seront effectués par la Ville aux frais du demandeur du permis et de l'entrepreneur responsable des travaux. Une facturation sera émise. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter).	

Le demandeur du permis a attentivement pris connaissance de chacune des clauses des normes et devis pour la conservation et la protection des arbres et s'engage à les respecter ainsi que l'entrepreneur responsable des travaux à qui il communiquera l'ensemble de ces informations.

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

5.3
PLAN D'IMPLANTATION



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

5.4
PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE



DÉVELOPPEMENT DU PROJET

6

6.1
PLANS

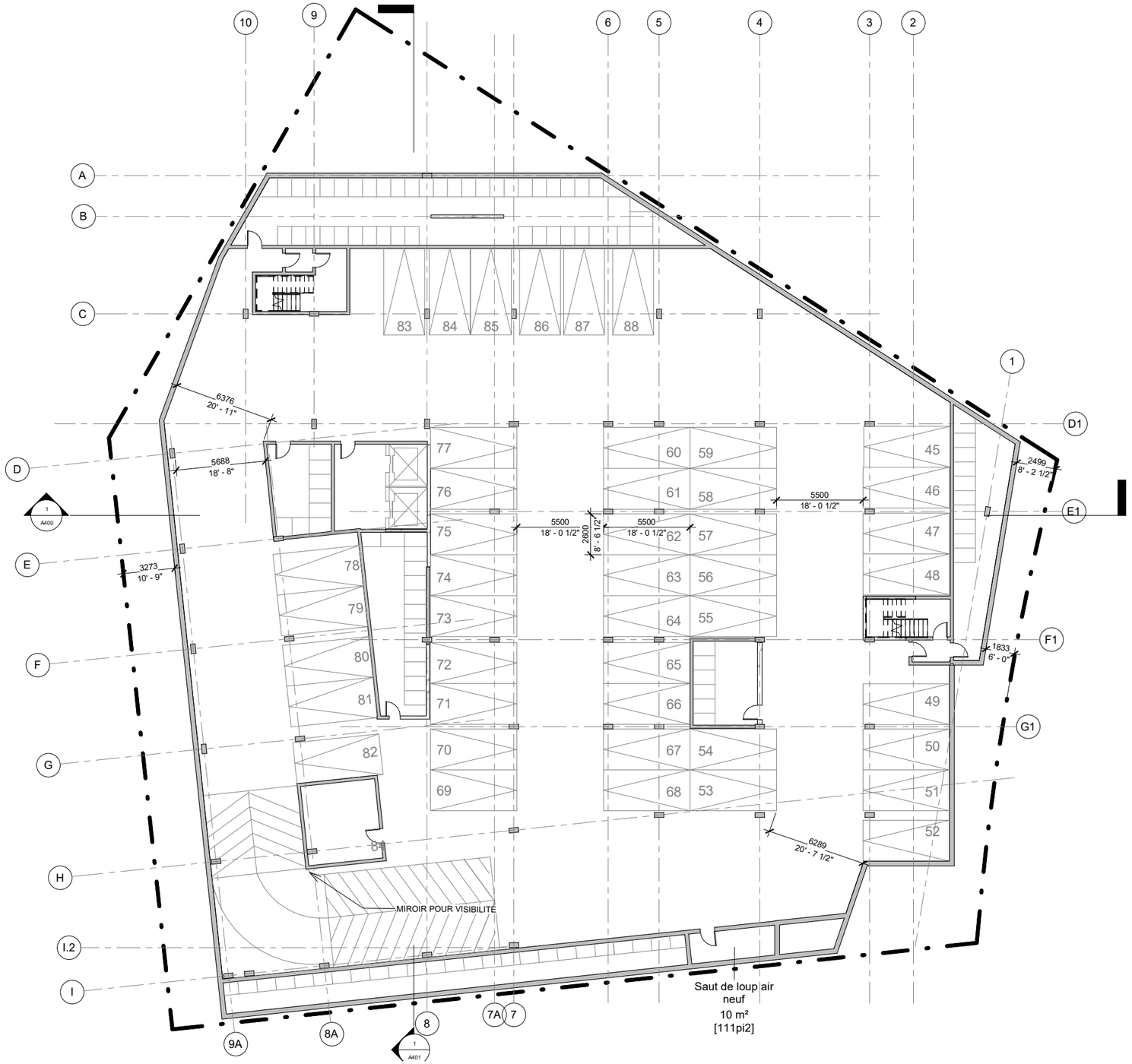
PLAN DU SOUS-SOL 2

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



44 cases/étage

+/- 0.6 cases/logement

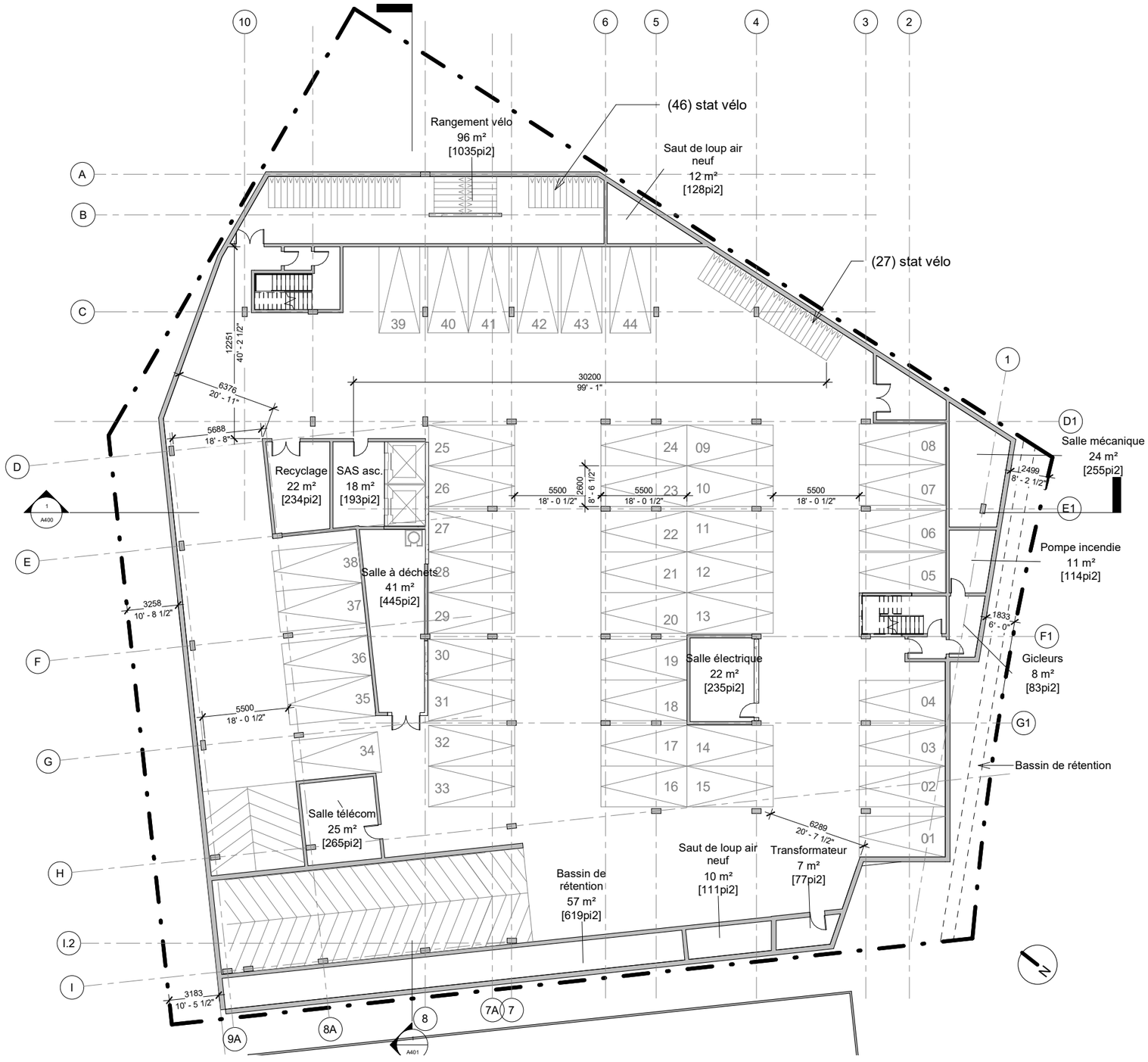
PLAN DU SOUS-SOL 1

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



44 cases/étage

+/- 0.6 cases/logement

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

12 logements

- 1 chambre - 9 logements
- 2 chambres - 1 logement
- 3 chambres - 2 logements



PLAN DE L'ÉTAGE 2

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

16 logements

- 1 chambre - 10 logements
- 2 chambres - 3 logements
- 3 chambres - 3 logements



PLAN D'ÉTAGE TYPIQUE (3 À 7)

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

18 logements / étage

- 1 chambre - 8 logements
- 2 chambres - 8 logements
- 3 chambres - 2 logements



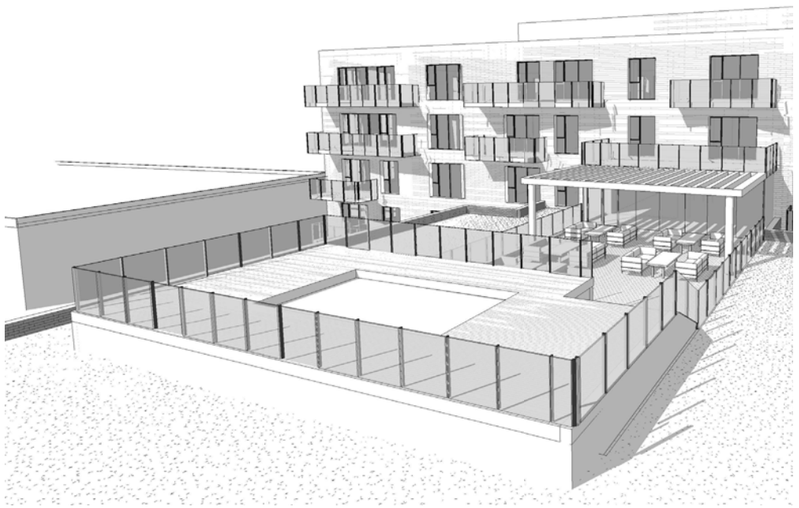
PLAN DE L'ÉTAGE 8

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



Terrasse commune niveau 8

11 logements

1 chambre -6 logements

2 chambres - 4 logements

3 chambres - 1 logement



PLAN DES ÉTAGES 9-10

Division de l'urbanisme

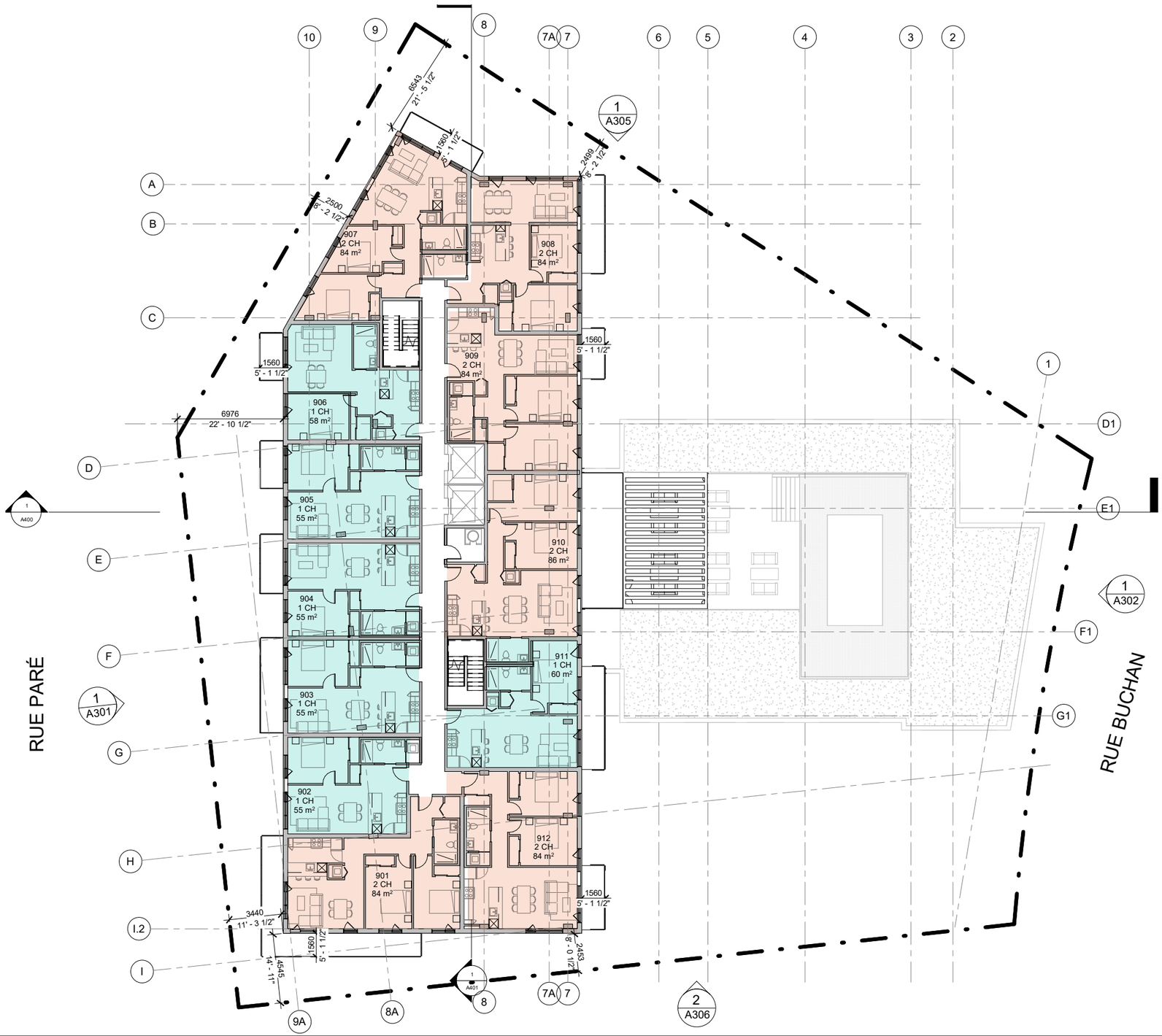
2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

12 logements / étage

- 1 chambre -6 logements
- 2 chambres - 6 logements
- 3 chambres - 0 logements



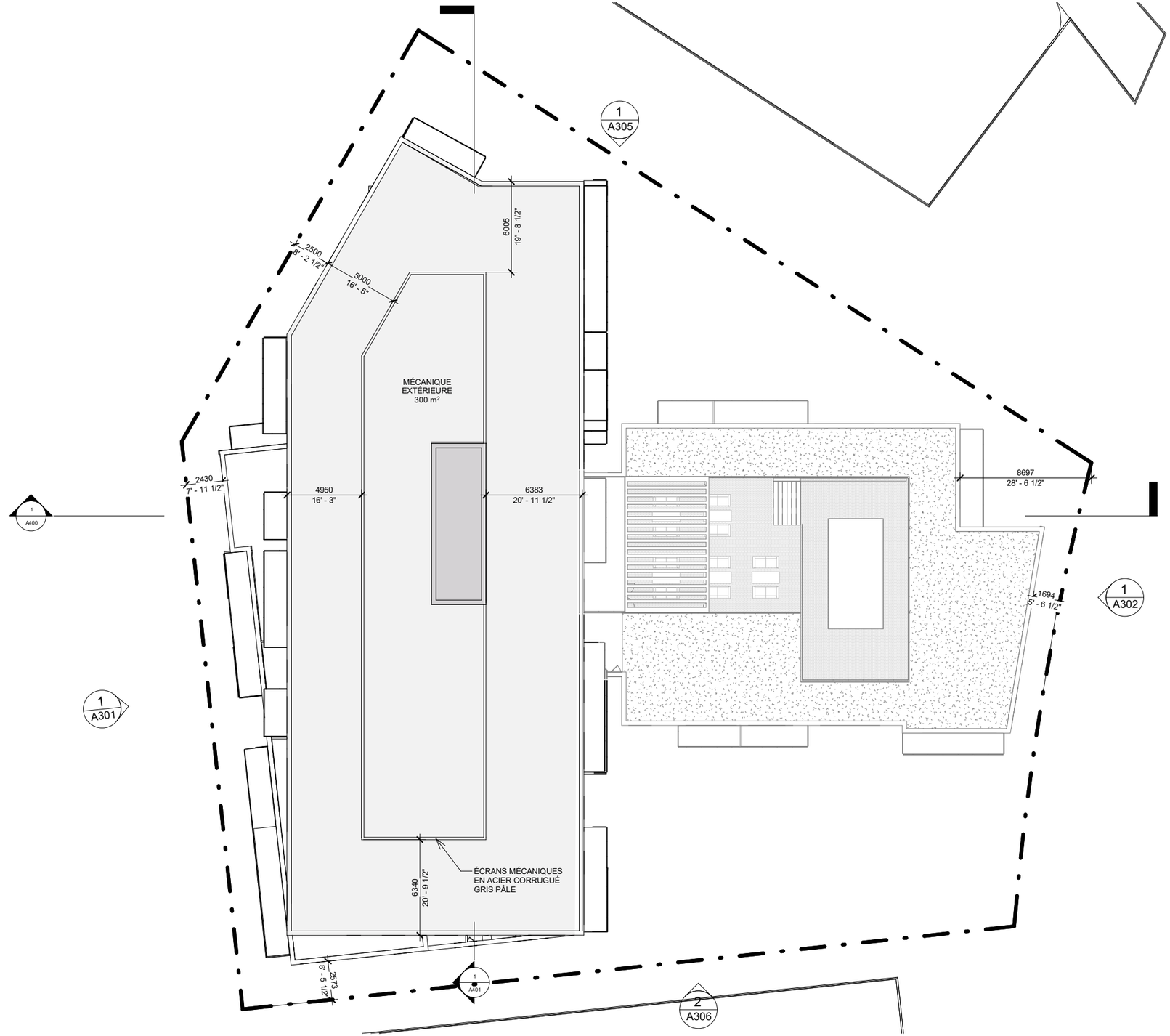
PLAN DE TOITURE

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



6.2
STATISTIQUES ET LOGEMENTS TYPES

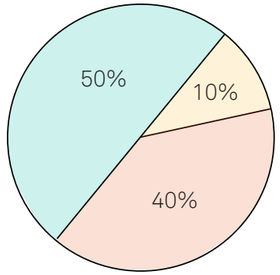
Projet				
Identification	Projet			
Superficie du site	2 720 m^2		29 278 pi^2	
Implantation au sol	1 580 m^2		17 007 pi^2	
Taux d'implantation	58%			
Densité (approximative)	4,76			
Surface totale brute hors sol	**13 615 m^2**		**146 551 pi^2**	
Surface totale brute pour stationnements (auto+vélo)	**13 502 m^2**		**145 334 pi^2**	
Surface totale brute pour métropole mixte	**13 429 m^2**		**144 549 pi^2**	
Surface totale brute pour COS	**12 955 m^2**		**139 451 pi^2**	
Surface totale nette hors sol (-15%)	**11 573 m^2**		**124 568 pi^2**	
Sup. brute RDC niveau 1	**1 400 m2**		**15 069 pi2**	
Superficie residentielle	832 m^2		8 956 pi^2	
Superficie tech et corridor (Inclut rampe)	343 m^2		3 692 pi^2	
Superficie parties communes (hall, gym et rang. vélo)	225 m2		2 422 pi^2	
% espaces techniques	25%			
% espaces techniques et parties communes	41%			
Sup. brute niveau 2	**1 400 m2**		**15 069 pi2**	
Sup. brute niveau 3 à 7 (5 étages)	**1 580 m2**		**17 007 pi2**	
Superficie étage type rés. (5x)	1 363 m^2		14 671 pi^2	
Superficie tech et corridor	217 m^2		2 336 pi^2	
% espaces techniques	14%			
Sup. brute niveau 8	**985 m2**		**10 602 pi2**	
Superficie étage type rés.	807 m^2		8 686 pi^2	
Superficie tech et corridor + partie communes	178 m^2		1 916 pi^2	
% espaces techniques (et parties communes)	18%			
Sup. brute niveau 9-10 (2 étages)	**965 m2**		**10 387 pi2**	
Superficie étage type rés. (2x)	863 m^2		9 289 pi^2	
Superficie tech et corridor	102 m^2		1 098 pi^2	
% espaces techniques	11%			
Nbr d'étages	7 étages 10 étages			
Sup. brute stationnement	**2 488 m2**		**26 781 pi2**	
nombre d'étages	2			
nombre de cases	90			
Nombre total de stationnement vélo	**195**			
nombre de cases extérieures	48			
nombre de cases intérieures (RDC)	74			
nombre de cases intérieures (SS1)	73			

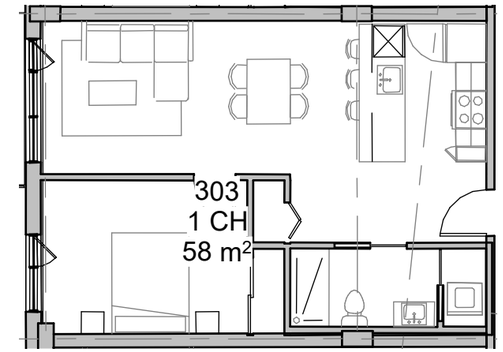
total: 153 logements
incluant
10% de logement familial

1 chambre 77 log.

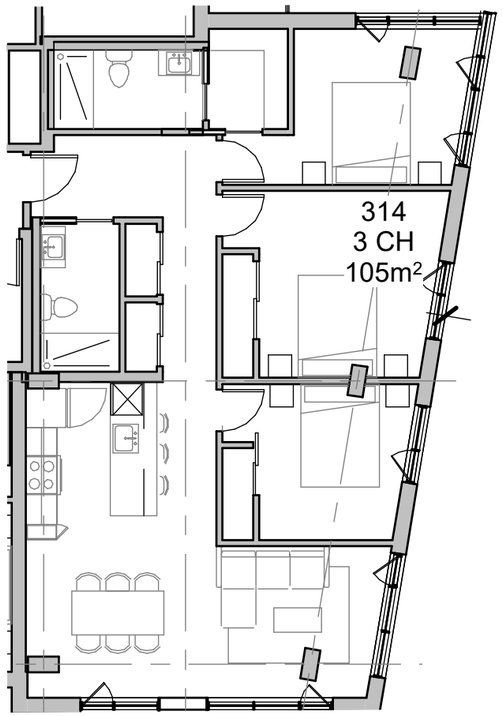
2 chambres 60 log.

3 chambres 16 log.



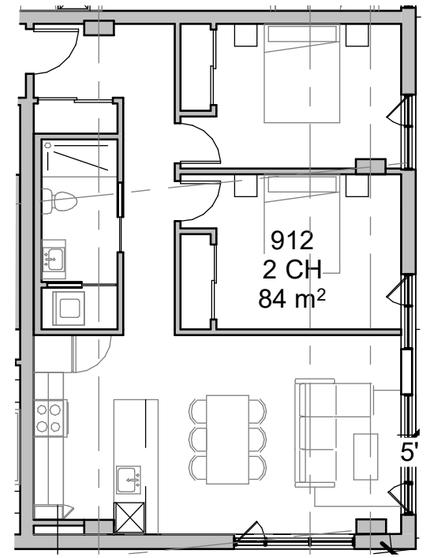


1 cc. (55 à 58m² - 590 à 625pi²)



3 cc. (105m² - 1130 pi²)

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

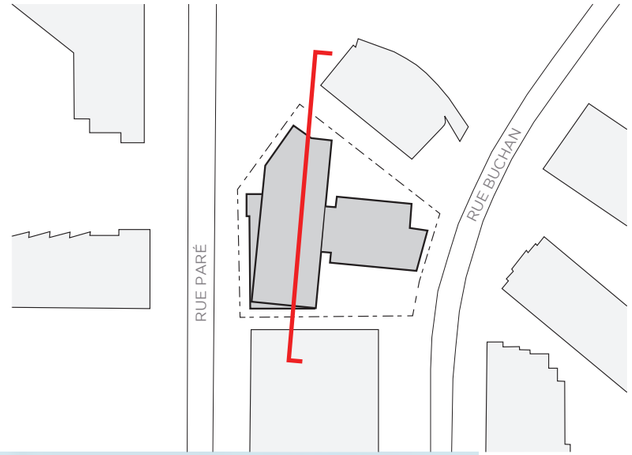


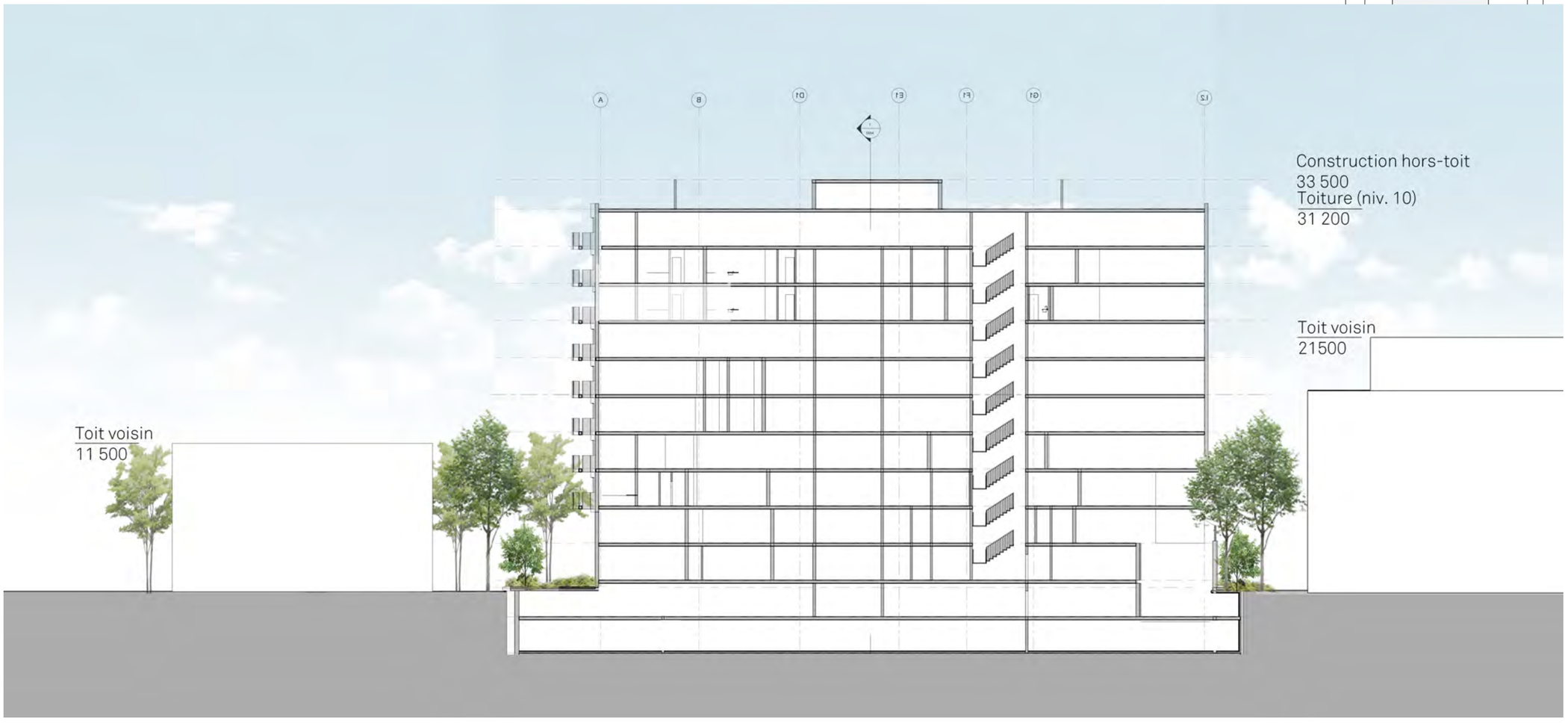
2 cc. (80 à 84m² - 860 à 900 pi²)

6.3
COUPES

COUPE TRANSVERSALE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG





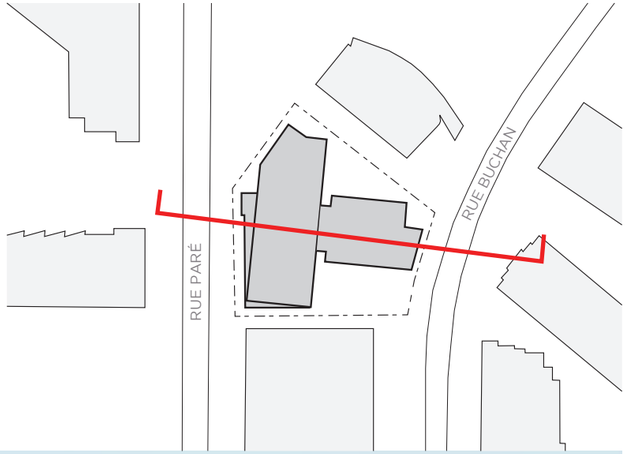
COUPE LONGITUDINALE

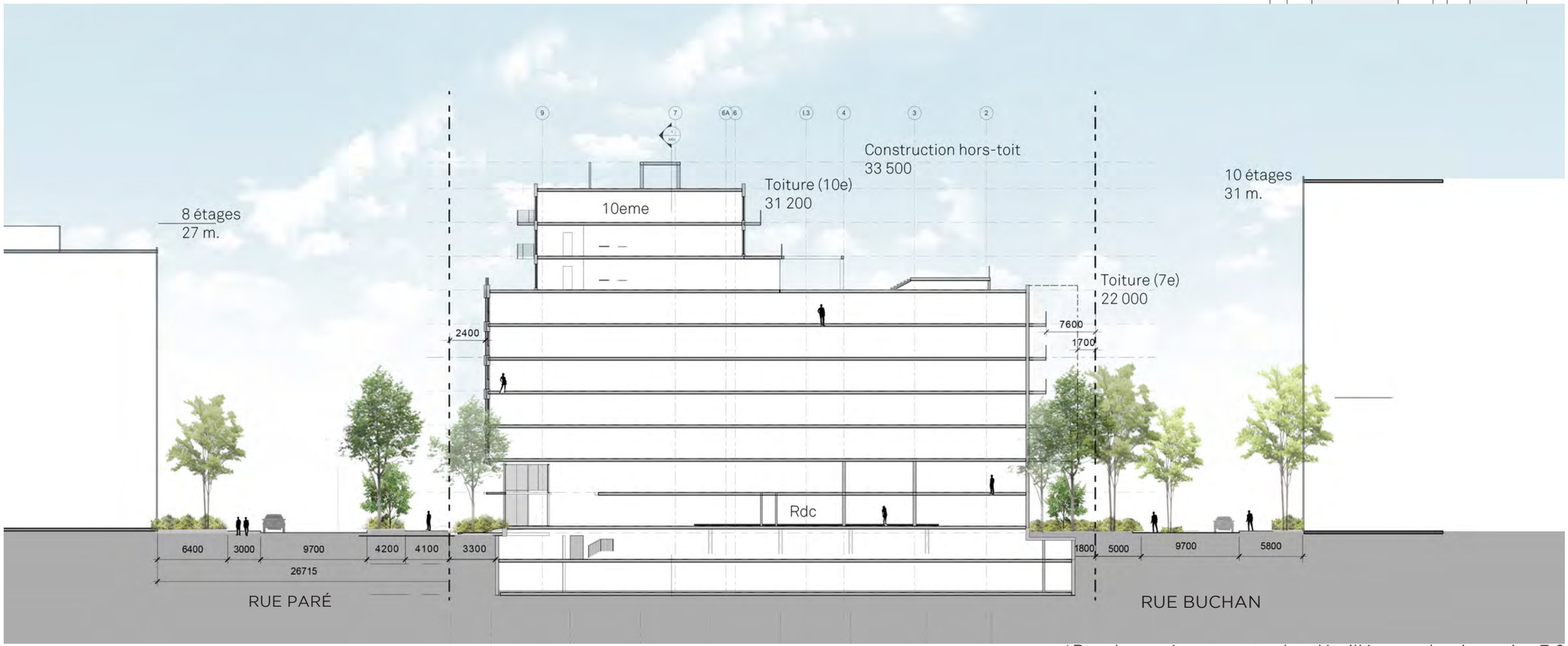
Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG





*Pour les aménagements plus détaillés au sol, voir section 7.2

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

6.4
VUE AÉRIENNE VERS LE SUD



*L'aménagement paysagé est illustré à titre indicatif uniquement. Voir document d'architecture de paysage pour plus de précision.

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

VUE AÉRIENNE VERS LE NORD/OUEST



*L'aménagement paysagé est illustré à titre indicatif uniquement. Voir document d'architecture de paysage pour plus de précision.

6.5
REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS - CONCEPT

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

La stratégie générale du projet consiste à travailler par contraste la modulation des volumes.

- Le volume à 7 étages est de couleur foncée et unifie la volumétrie entre les rues Buchan et Paré. Plus près du sol, il propose des balcons coursives plus généreux munis de garde-corps en verre.
- Le volume à 10 étages est de couleur pâle telle une toile de fond, et propose des balcons plus ponctuels à la modulation dynamique. Les garde-corps sont également en verre.

Les fenêtres sont de couleur anodisée sur le volume pâle et anthracite sur le volume foncé.



REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS - MATÉRIAUX

BRIQUE GRISE IRONSPOT

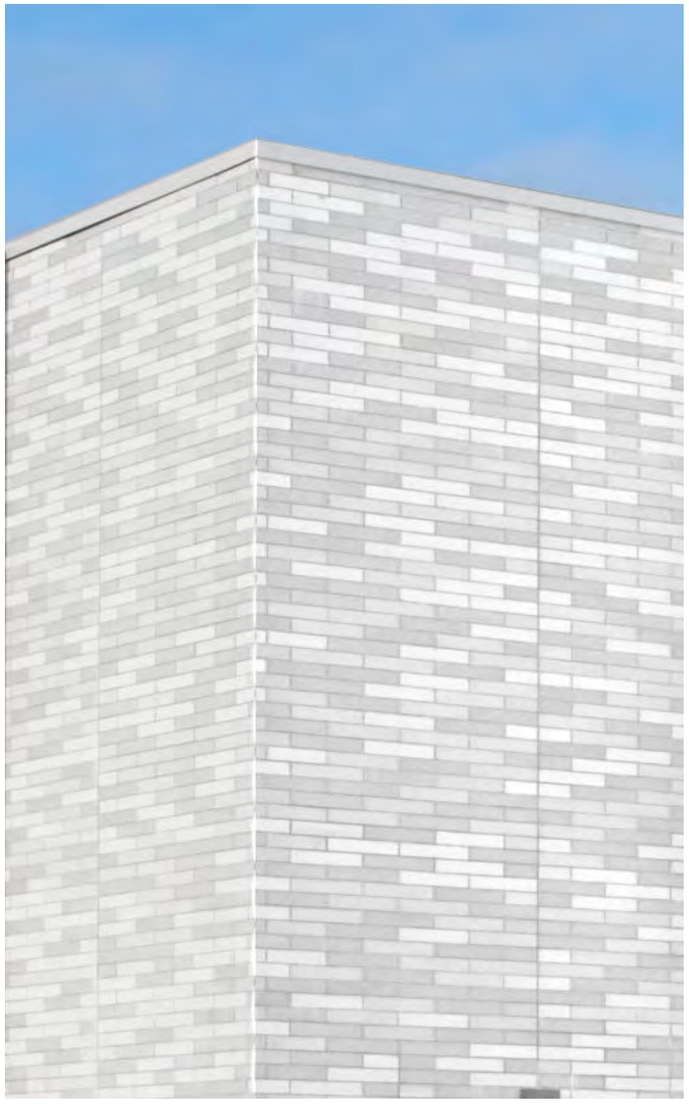
MODULE KING SIZE
FINI SMOOTH
FINI ARTISAN (2 PREMIERS ÉTAGES ET VOLUMES EN AVANCÉE)





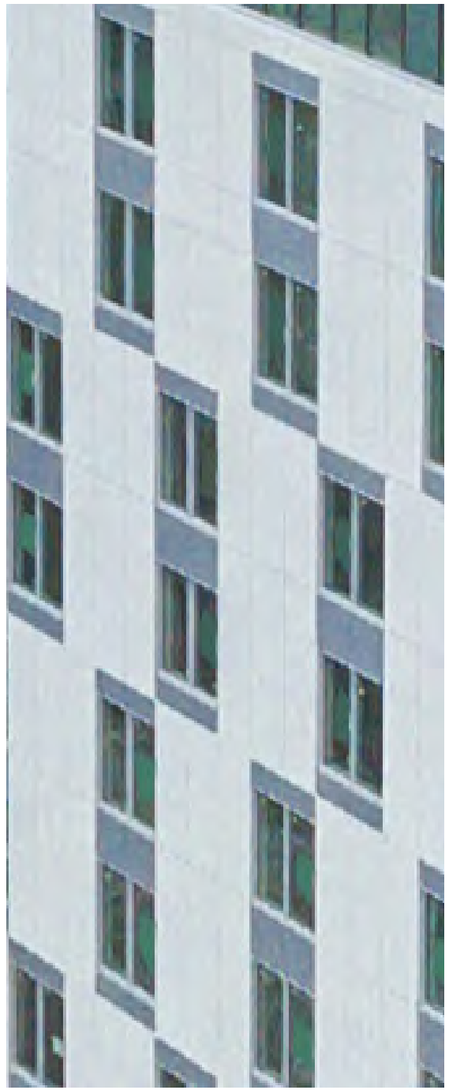
BLOC DE BÉTON 2 TONS BLANC/GRIS

MODULE 4' X 16'
FINI MEULÉ



PANNEAUX TYMPANS

ENTRE LES FENÊTRES
GRIS ANODISÉ VOLUME PÂLE
ANTHRACITE VOLUME FONCÉ



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

Division de l'urbanisme

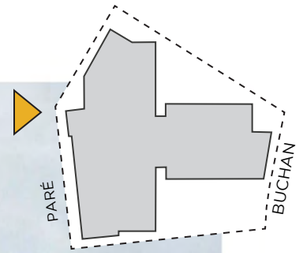
2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

6.6
ÉLÉVATIONS
ÉLÉVATION RUE PARÉ

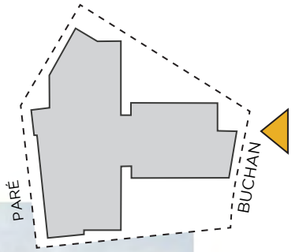
- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair



ÉLÉVATION RUE BUCHAN

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair





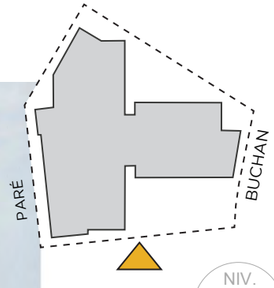
ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT + ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE

ÉLÉVATION OUEST - COUR D'ACCÈS

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair



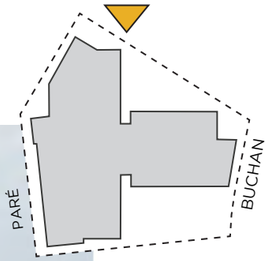


NIV. 33500 Mécanique
NIV. 31100 Toit
NIV. 28050 Niveau 10
NIV. 25000 Niveau 9
NIV. 21950 Niveau 8
NIV. 18900 Niveau 7
NIV. 15850 Niveau 6
NIV. 12800 Niveau 5
NIV. 9750 Niveau 4
NIV. 6700 Niveau 3
NIV. 3650 Niveau 2
NIV. 600 RDC
NIV. 0 Niveau du sol rue Paré

ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair





NIV. 33500 Mécanique
NIV. 31100 Toit
NIV. 28050 Niveau 10
NIV. 25000 Niveau 9
NIV. 21950 Niveau 8
NIV. 18900 Niveau 7
NIV. 15850 Niveau 6
NIV. 12800 Niveau 5
NIV. 9750 Niveau 4
NIV. 6700 Niveau 3
NIV. 3650 Niveau 2
NIV. 600 RDC
NIV. 0 Niveau du sol rue Paré

6.7
INSERTION URBAINE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG





6.8
PERSPECTIVES
RUE PARÉ

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



PRÉSENTATION DU CONCEPT EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE DU 5055 BUCHAN
Document pour CCU

VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 Sainte-Catherine O. suite 218,
Montréal, QC H3B 1A2
(514) 499-7083
info@versiopaysage.ca
www.versionpaysage.ca

ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT + ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641 Saint-Laurent Blvd 3e étage,
Montréal, Québec H2X 2V5
(514) 678-3952

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2

ANALYSE CONTEXTUELLE 3

RÉGLEMENTATION 4

RÉFÉRENTS ET INSPIRATION 5

PLAN D'ENSEMBLE R-D-C 6

PLAN D'ENSEMBLE R-D-C ANNOTÉ 7

PLAN AGRANDI R-D-C- ZONE 1 ANNOTÉ 8

PLAN AGRANDI R-D-C- ZONE 2 ANNOTÉ 9

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE.....10

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE ANNOTÉ.....11

MATÉRIAUX.....12

MOBILIER 13

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS.....14

PROTECTION DES ARBRES EXISTANTS.....15

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS À PROTÉGER.....16

LISTE DE VÉGÉTAUX PROPOSÉS 17

INTERACTION ENTRE LES SAILLIES ET LES ARBRES..18

DESSINS TECHNIQUES 19

PLAN D'ÉCLAIRAGE 20

ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

Division de l'urbanisme

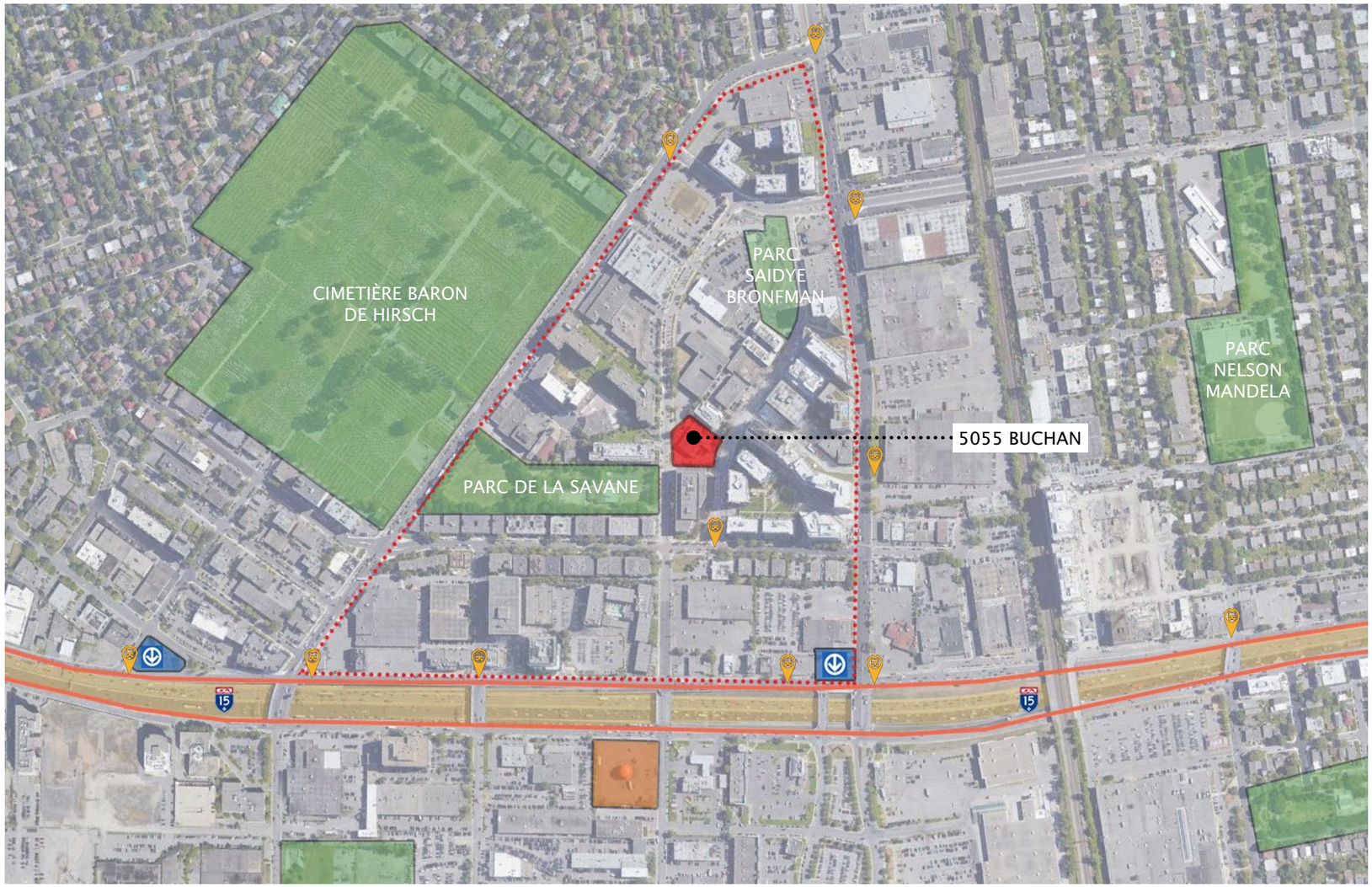
2021 11 02

1216290025

CDN-NDG

Le site se trouve dans le secteur *Le Triangle*, lui-même dans l'arrondissement Côte-des-Neiges. Au sud, on retrouve l'autoroute Décarie et le boulevard Décarie. Les principales stations de métro aux alentours sont Namur et De la Savane et le parc Saidye-Bronfman sont situés aux abords, ainsi que le cimetière Baron de Hirsh . Le restaurant Orange Julep, à quelques coins de rue, est un bon marqueur paysagé.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE PRÈS DU SITE D'INTERVENTION

LÉGENDE

- SITE D'INTERVENTION DU PROJET
- ESPACES VERTS
- STATION DE MÉTRO
- AUTOROUTE DÉCARIE
- BOULEVARD DÉCARIE
- SECTEUR LE TRIANGLE
- ORANGE JULEP/ POINT DE REPÈRE

RÈGLEMENT D'URBANISME CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

	Un espace de stationnement hors rue doit communiquer avec une allée d'accès ou une rue.	✓
	Un minimum de 2 cases de stationnement pour vélos	✓
	L'espace extérieur pour le stationnement a vélo doit être recouvert d'un toit ou d'une saillie d'un bâtiment, être éclairé et situé à une distance de moins de 30 m d'un bâtiment.	✓
	Un espace de stationnement pour vélos doit être identifié par une signalisation sur les lieux.	✓
	Un bâtiment pour lequel 20 unités de stationnement pour vélos et plus sont exigées doit comprendre au moins 20% de ceux-ci à l'extérieur.	✓
	Un espace de stationnement pour vélos doit comprendre une voie de circulation d'une largeur minimale de 2m	✓
	Le nombre d'unités de stationnement est déterminé selon la formule 1unité/70m^2	✓
	Un arbre doit avoir un tronc d'un DHP égal ou supérieur à 5cm, une hauteur minimale de 2m et être distancé d'un autre d'au moins 5m	✓
	Exigeance relative au nombre d'arbres pour tous les usages de famille d'habitation = 1 arbre / 100m2 non construit, incluant les aires de stationnement pour un total de 13 arbres.	✓
	Toute la superficie de la cour avant d'un terrain situé dans une zone où est autorisée, un usage de la famille habitation, doit être plantée d'éléments végétaux.	✓
	Lors de la construction d'un bâtiment, au moins 15% de la superficie du terrain doit être plantée d'éléments végétaux.	✓

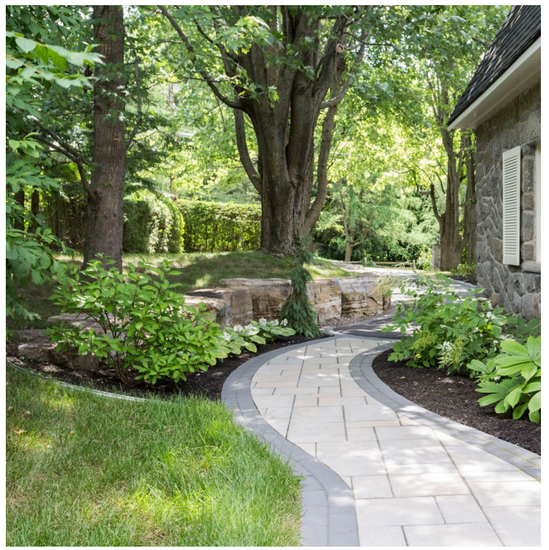
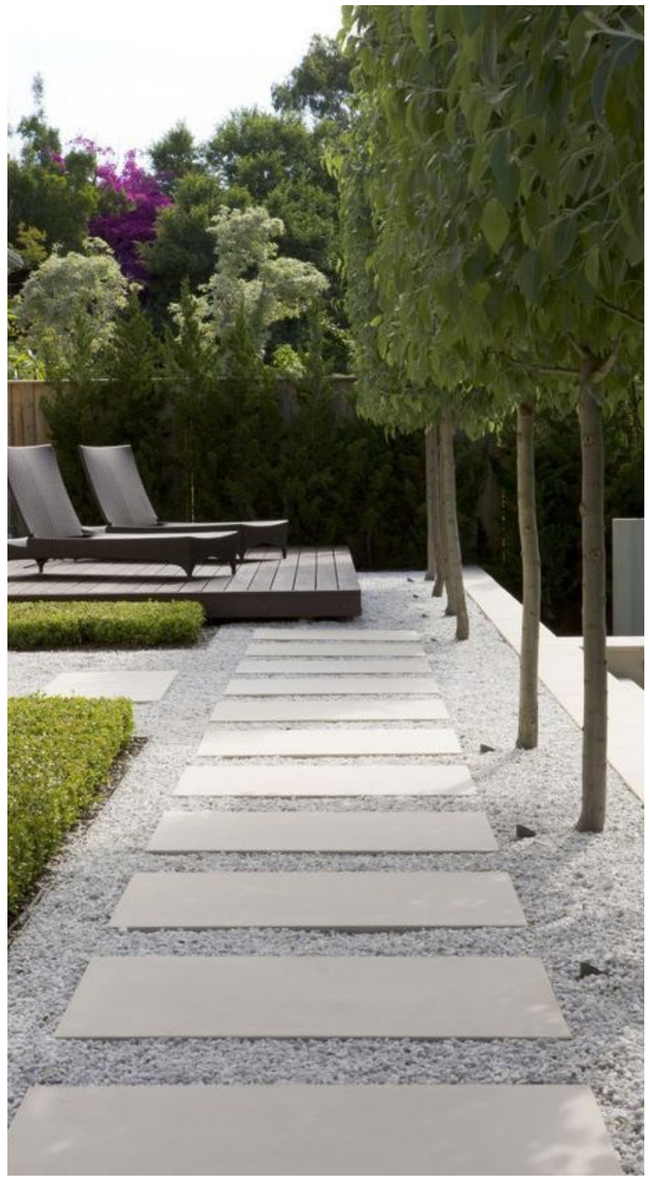
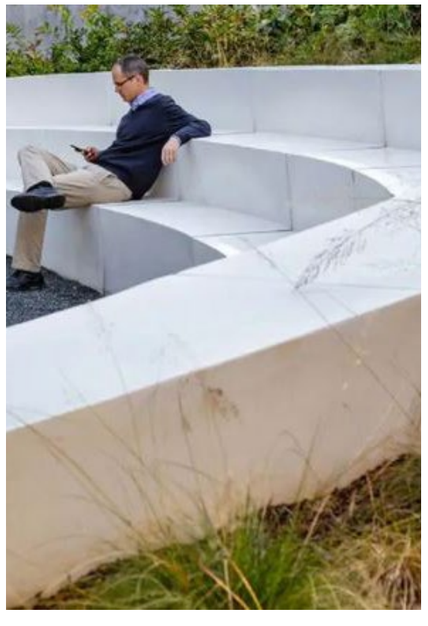
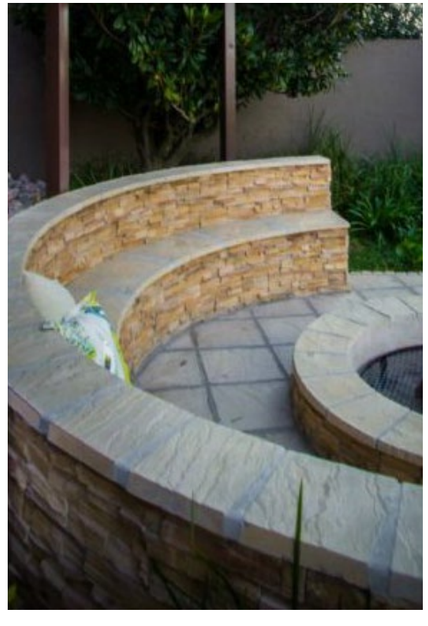
SUPERFICIE TOTALE LOT : 2724 M^2
SUPERFICIE DE VERDISSEMENT PRÉVUE AU CONCEPT: 907M^2 (33% DU LOT; 15% REQUIS)
SUPERFICIE DE VERDISSEMENT PRÉVU AU REZ-DE-CHAUSSÉE (HORS TRÉFOND): 208M^2
SUPERFICIES DE VERDISSEMENT PRÉVU AU REZ-DE-CHAUSSÉE (SUR TRÉFOND): 445M^2
SUPERFICIES DE VERDISSEMENT PRÉVU À LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE: 254M^2

NOUS PRÉVOYONS PLANTER **14 ARBRES** À MOYEN-GRAND DÉPLOIMENT SUR LE SITE ET GARDER CEUX EXISTANTS AYANT UNE BONNE VALEUR HORTICOLE.

RÉFÉRENTS ET INSPIRATION

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG




PLAN D'ENSEMBLE DU REZ-DE-CHAUSSÉE

Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG



1:125

PLAN D'ENSEMBLE DU REZ-DE-CHAUSSÉE ANNOTÉ

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PLAN AGRANDI - ZONE 1

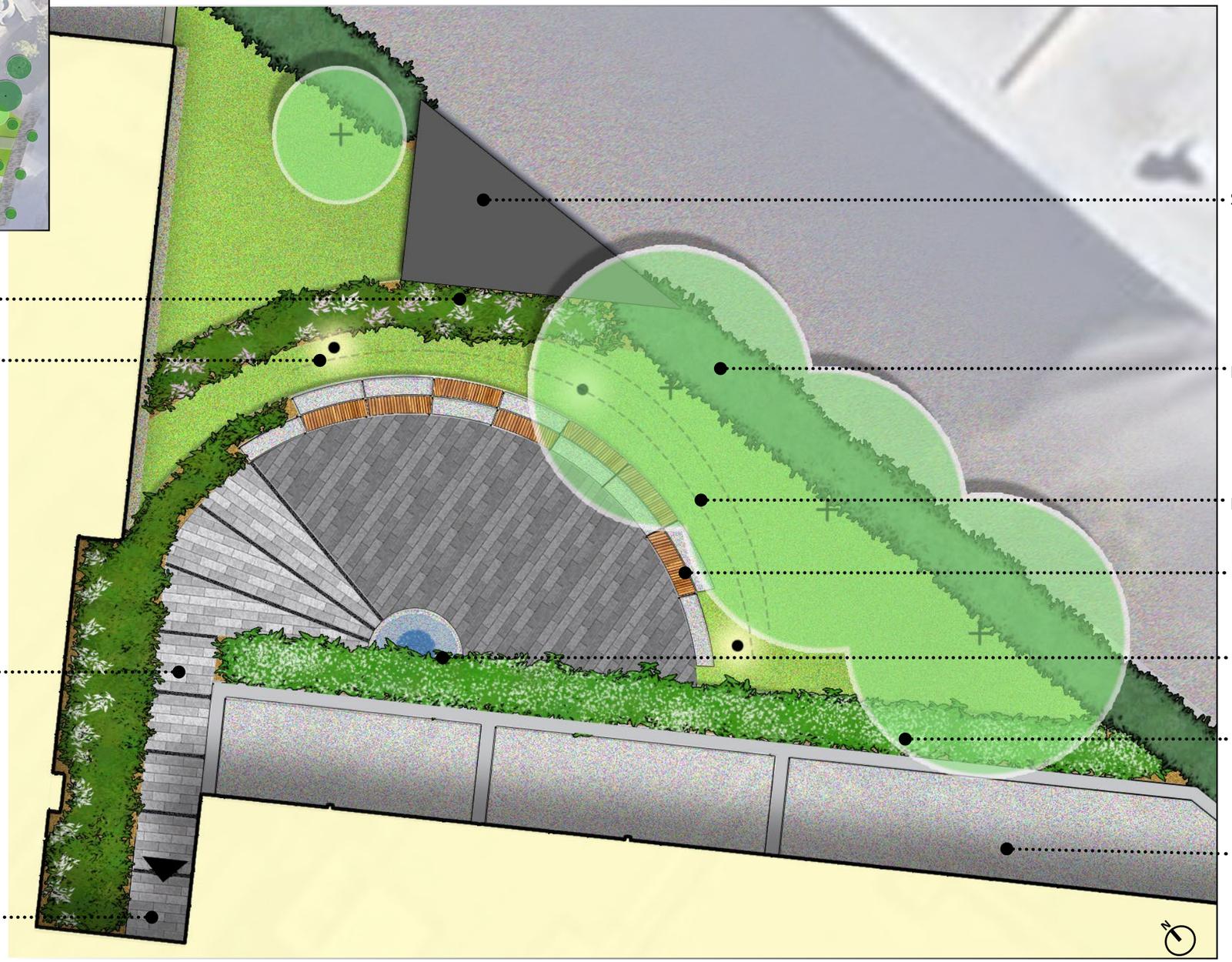




Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

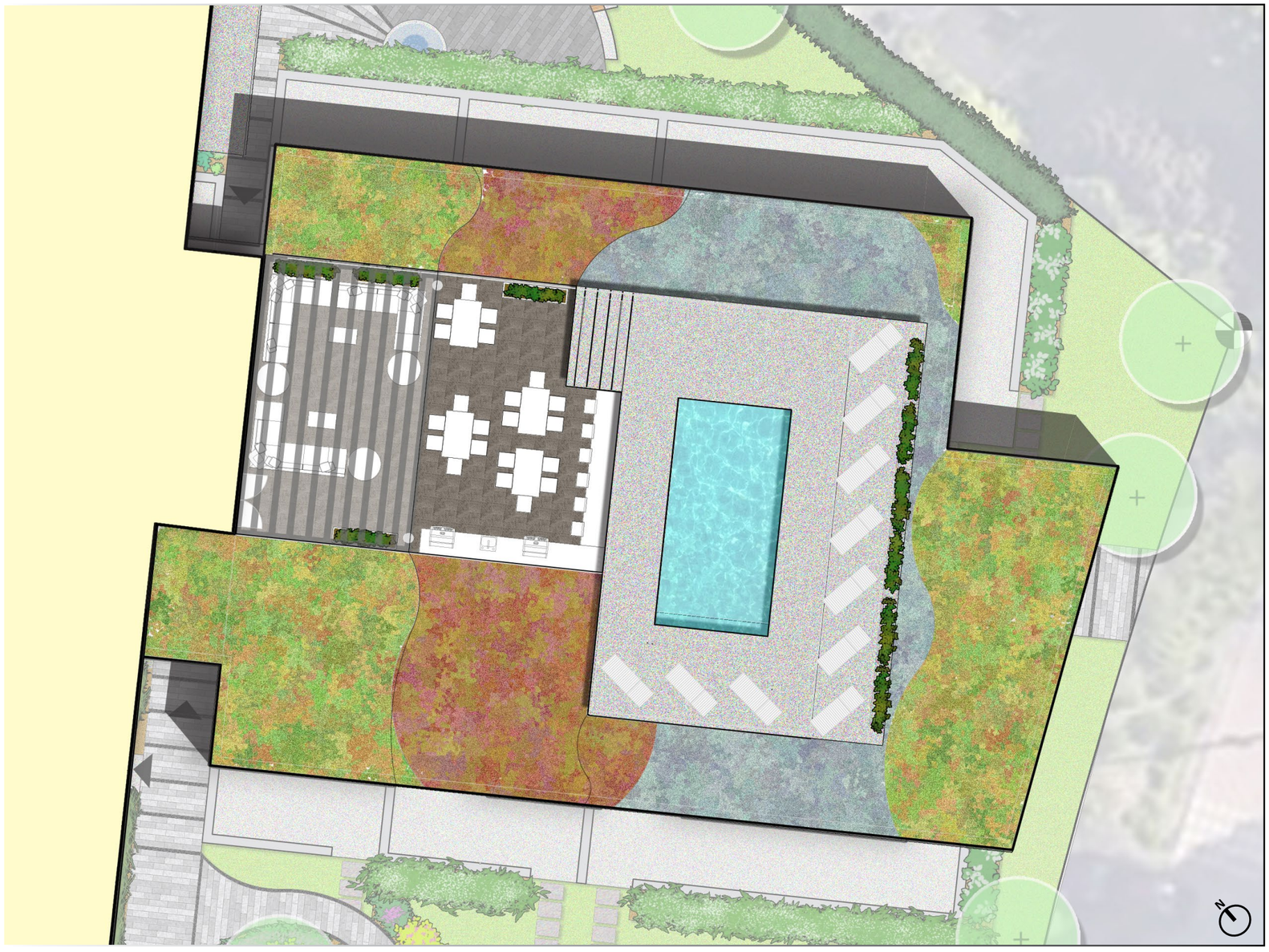
PLAN AGRANDI - ZONE 2





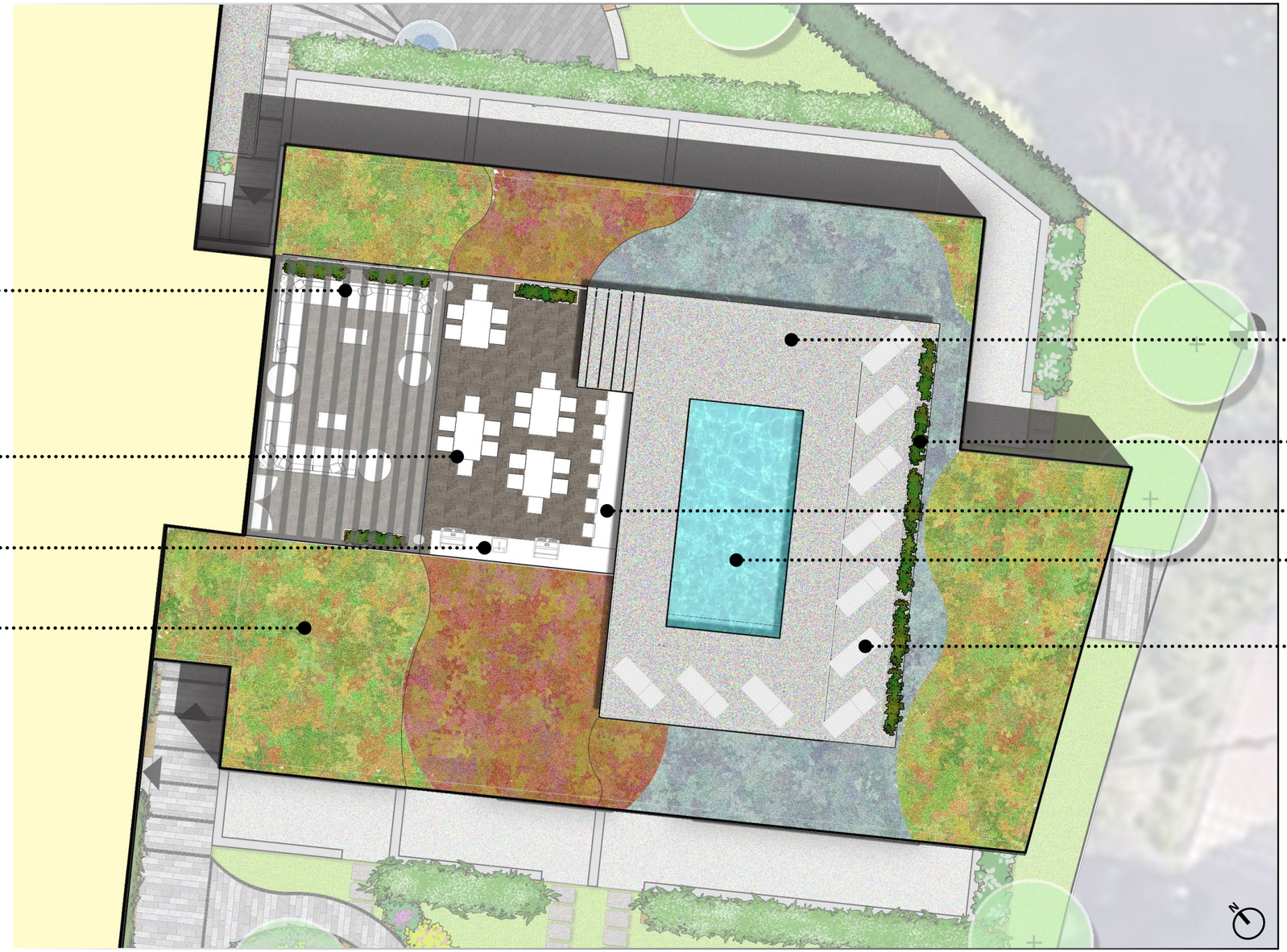
Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE



PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE ANNOTÉ

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



PAVÉE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ DE DIFFÉRENTES COULEURS



BÉTON



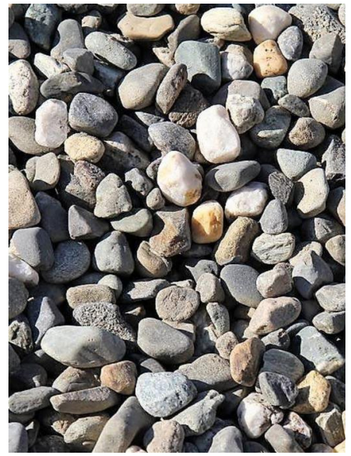
GAZON



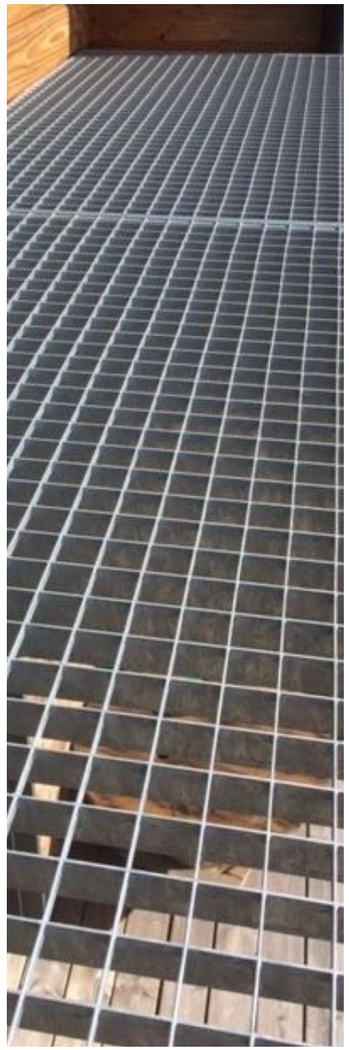
PAILLIS DE BRF



DALLES SUR PLOTS



GALET DE RIVIÈRE

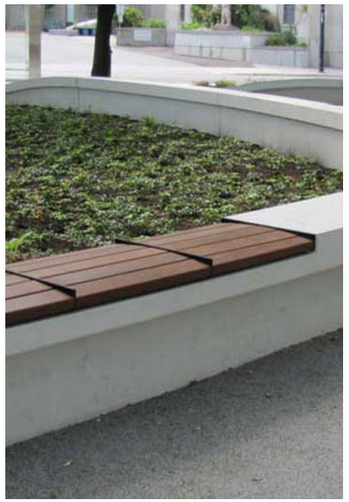


PASSERELLE EN CAILLEBOTIS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

MOBILIER

REZ-DE-CHAUSSÉE



MURET-BANC EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ AVEC ASSISE EN BOIS



FONTAINE EN BÉTON



SUPPORT À VÉLO EP 5903 NOIR

TOIT



CUISINE EXTÉRIEURE



TABLE BASSE ‘OVER THE TOP’ BLANCHES DE JARDIN DE VILLE



CANAPÉ MODULAIRE ‘OSLO’ PAR MUST JARDIN



JARDINIÈRE AUGE BLANCHE PAR URBAN BONFIRE



TABOURET ‘FOREST’ BLANC DE FAST



FOYER DEKKO ‘AVARA’ CENDRÉ AU PROPANE

TABLE ‘OFF THE HOOK’ BLANCHE DE JARDIN DE VILLE

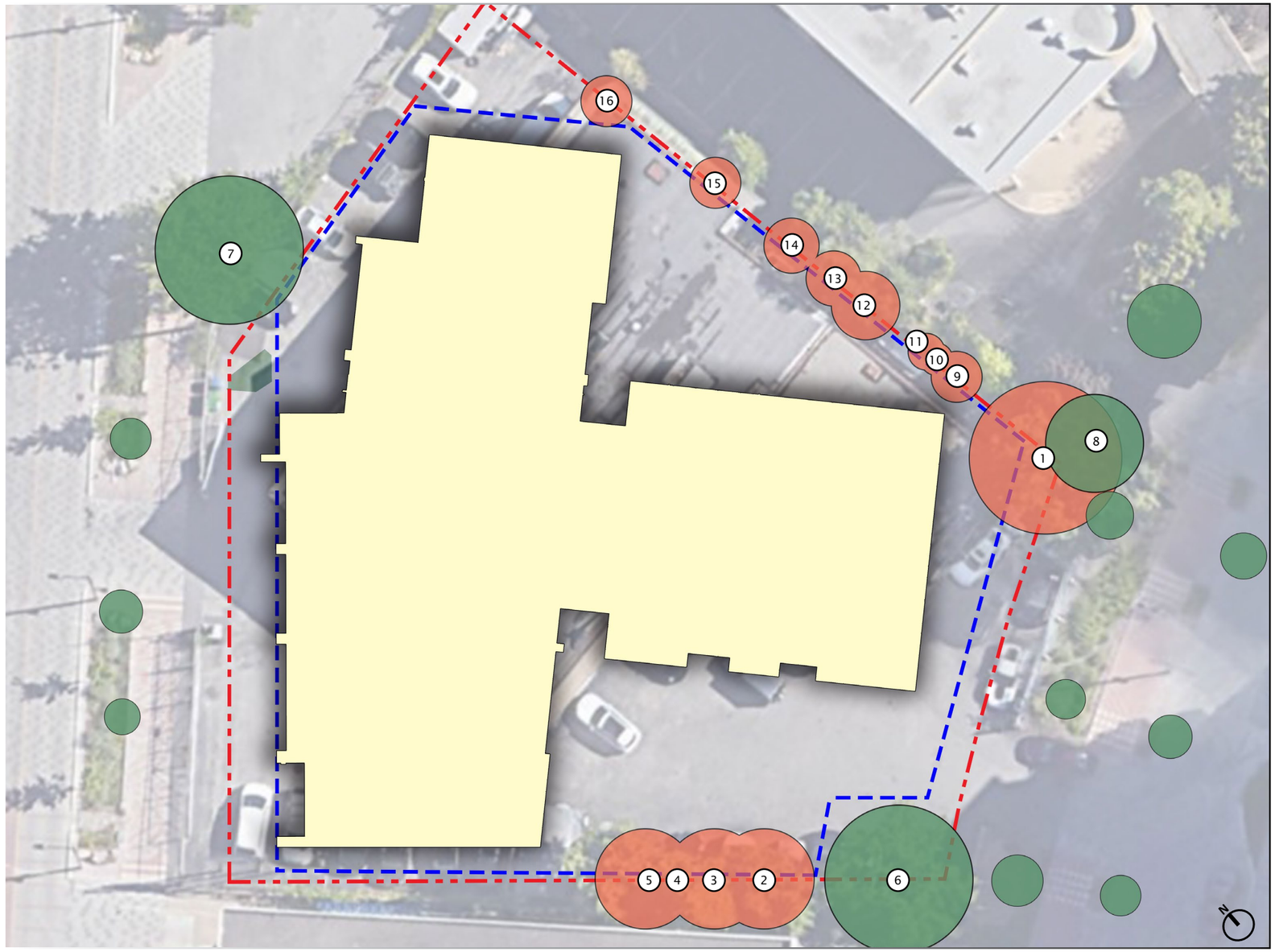
CHAISE ‘RION’ BLANCHE DE FAST



CHAISE LONGUE ‘CADZAND’ BLANCHE DE JARDIN DE VILLE

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

- ARBRES À CONSERVER
- ARBRES À ABATTRE
- LIMITE DE LOT
- TRÉFOND

L'ARBRE #**8** ÉTANT EN BONNE SANTÉ ET MATURE, NOUS TROUVIONS QU'IL ÉTAIT DOMMAGE DE L'ABATTRE.

L'ARBRE #**6** EST AUSSI DE VALEUR ORNEMENTALE ET NOUS JUGEONS INTÉRESSANT DE LE GARDER.

L'ARBRE #**7**, BIEN QUE LES RACINES SOIENT CARIÉES, EST MATURE ET NOUS NE CROYONS PAS NÉCESSAIRE DE L'ABATTRE.

POUR LES AUTRES ARBRES, NOUS RECOMMANDONS DE LES ABATTRE PUISQU'ILS SONT EN MAJEUR PARTIS TRÈS PETITS ET AYANT PEU DE VALEUR HORTICOLE (ESPÈCES SPONTANÉES). ILS SONT POUR LA PLUPART EN CONFLIT AVEC LES MAILLES DE LA CLÔTURE, CE QUI REND LEUR DÉVELOPPEMENT INCERTAIN.

TOUS SES ARBRES SONT SUR LA LIMITE DE LOT OU APPARTIENNENT AU VOISIN, IL SERA DONC NÉCESSAIRE D'OBTENIR L'ACCORD DE CEUX-CI AVANT DE LES ABATTRE.

LES ARBRES QUI SE TROUVENT DANS L'ESPACE PUBLIC SERONT TOUS CONSERVÉS.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PROTECTION DES ARBRES EXISTANTS

LES ARBRES SUR LE SITE SERONT PROTÉGÉS EN SUIVANT LES NORMES DU DOCUMENT FOURNI PAR LA VILLE DE MONTRÉAL “NORME ET DEVIS POUR CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES”

NOUS CROYONS QU’IL EST IMPORTANT DE GARDER DES ARBRES MATURES SUR LE SITE. L’EFFET DES ARBRES MATURES EST HAUTEMENT A CONSIDÉRÉ SUR LE BIENÊTRE DES HABITANTS DU QUARTIER EN PLUS D’APPORTE UN PLUVALUE IMPORTANT AU PROJET. UN TRAVAIL MÉTICULEUX A ÉTÉ EFFECTUÉ AFIN DE SÉLECTIONNER LES ARBRES QUI SERONT LE PLUS ENCLINS À APPORTER DE L’OMBRE SUR LES ESPACES ET LE BÂTIMENT.

POUR ÊTRE CERTAINS DE POUVOIR LES PROTÉGER, LES ARBRES ADJACENTS À LA LIMITE DES TRAVAUX SERONT PROTÉGÉS AVEC DES PLANCHES DE BOIS ET UN REVÊTEMENT MATELASÉ EN PLUS D’UNE CLÔTURE À LEUR POURTOUR. UNE ATTENTION PARTICULIÈRE SERA EFFECTUÉE LORS DE L’ESCAVATION AFIN DE MINIMISER LES EFFETS SUR LES RACINES DE SES DITS ARBRES.





PLANCHE DE BOIS ET REVÊTEMENT MATELASSÉ SUR LE TRONC

PHOTOS DES ARBRES 6,7,8 QUI SERONT CONSERVÉS







CLÔTURE INSTALLÉE À 1.2. M AUTOUR DE L’ARBRE



SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS À PROTÉGER

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

LIMITE DE LOT

CLÔTURE DE PROTECTION

LES CLÔTURES DE PROTECTIONS SERONT INSTALLÉES EN RESPECTANT LA ZONE DE PROTECTION DES ARBRES.

LES NOUES CONSERVÉES SERONT AUSSI CLÔTURÉES À L'EXCEPTION DE CELLE SUR BUCHAN PUISQUE DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT Y SONT PRÉVUS AFIN D'Y IMPLANTÉ UN PASSAGE EN CAILLEBOTIS AFIN DE MINIMISER L'IMPACT SUR CETTE NOUE TOUT EN OFFRANT UN PASSAGE DIRECT ET SÉCURITAIRE VERS LE BÂTIMENT.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

LISTE DE VÉGÉTAUX PROPOSÉS

* VOUS TROUVEREZ, EN ANNEXE AP-01, LE PLAN DE PLANTATION COMPLET

ARBRES FEUILLUS



AG - *Acer ginnala 'Flame'*
Érable de l'amur



CA - *Carpinus caroliniana*
Charme de Caroline



CS - *Catalpa speciosa*
Catalpa remarquable



GBA - *Gingko biloba 'Autumn Gold'*
Arbre aux quarante écus



QRF - *Quercus robur 'Fastigiata'*
Chêne pédonculé fastigié

ARBUSTES



Vs - *Viburnum sargentii 'Onondaga'*
Virorne de Sargent Onondaga



Ca - *Cornus alba 'Ivory Halo'*
Cornouiller panaché 'Ivory Halo'



Hya - *Hydrangea arborescens 'Annabelle'*
Hydrangée de Virginie



Rc - *Rhododendron catawbiense 'Album'*
Rhododendron Album

ARBRE CONIFÈRE



Tb - *Taxus baccata*
If commun

VIVACES



bm - *Brunnera macrophylla 'Jack Frost'*
Myosotis du Caucase



hob - *Hosta 'Big Daddy'*



ds - *Dicentra spectabilis 'Gold Heart'*
Coeur saignant 'Gold Heart'



aj - *Astilbe japonica 'Peach Blossom'*
Astilbe 'Peach Blossom'



hl - *Heuchera 'Lime marmalade'*
Heuchère Lime marmalade

GRAMINÉE



cak - *Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'*
Calamagrostide 'Karl Foerster'

INTERACTION ENTRE LES SAILLIES ET LES ARBRES PROJETÉS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

- ARBRES EXISTANTS
- ARBRES PROJETÉS
- BALCONS

NOUS NOUS SOMMES PENCHÉS SUR LE LIEN ENTRE LES SAILLIES DU BÂTIMENT, COMME LES BALCONS ET LES PRÉAUX, ET LA CANOPÉE DES ARBRES À MATURITÉS. IL EST IMPORTANT QU'AUCUN DES DEUX N'ENTRE EN CONFLIT POUR ASSURER LEUR BON DÉVELOPPEMENT.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



1:125

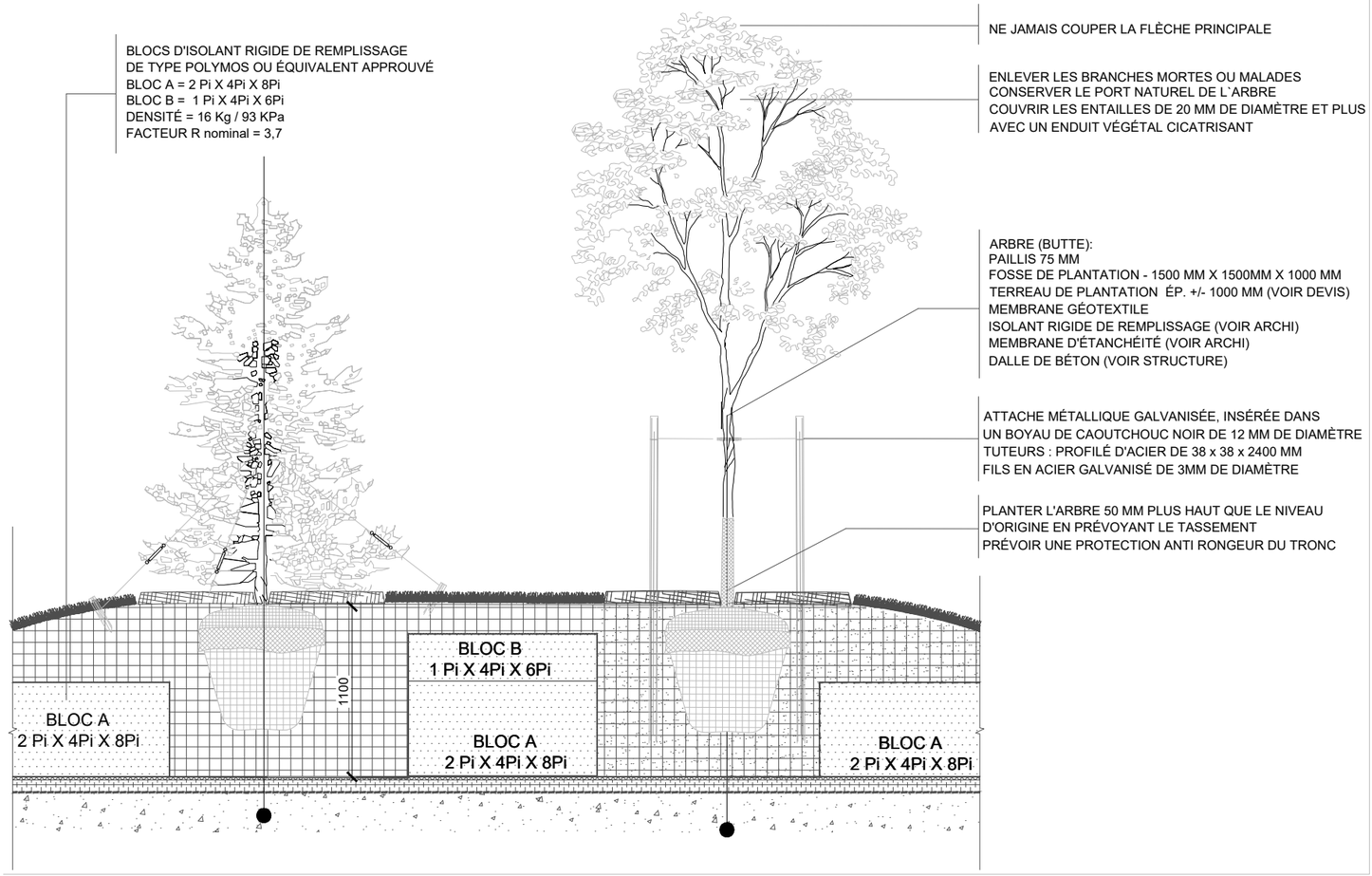
LÉGENDE

- LIMITE DE LOT
- PENTE PROJETÉE
- ACCÈS UNIVERSEL

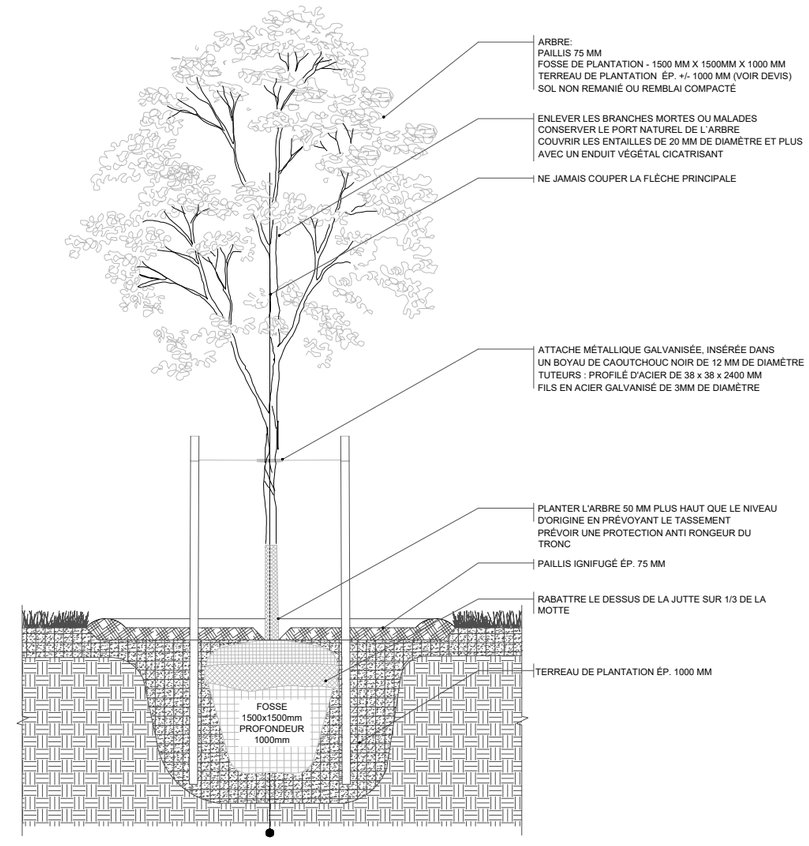
L'ENTRÉE PRINCIPALE SUR PARÉ DEVRA ÊTRE NIVELLÉE AVEC DEUX MARCHES À LA DIFFÉRENCE DE NIVEAU AVEC LE REZ DE CHAUSSÉE, MAIS OFFRIRA UNE RAMPE D'ACCESIBILITÉ UNIVERSELLE QUI RELIRA AUSSI LA RUE A L'UNE DES SORTIES DE SECOURS.

TOUTES LES AUTRES SORTIES SERONT ACCESSIBLES UNIVERSELLEMENT AVEC UNE PENTE DE 2%.

LES ARBRES SURS TRÉFOND AURONT SUFFISAMENT DE TERREAU POUR LEUR BON DÉPLOIMENT, SOIT MINIMALEMENT 1100MM DE PROFONDEUR DE TERRE.



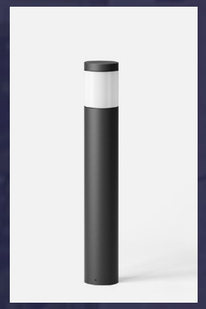
COUPE TYPE D’UNE PLANTATION SUR TRÉFONDS / BUTTE ENGAZONNÉE ET PLANTÉE D’ARBRES



COUPE TYPE D’UNE PLANTATION D’ARBRE FEUILLU

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



BOLLARD D'ÉCLAIRAGE DE LA COMPAGNIE BEGA, 11 APPAREILS PROPOSÉS SUR LE PLAN CI-JOINT

1:125

TABLEAU DE PLANTATIONS

CLEF	QUANTITÉ	*NOM BOTANIQUE*	NOM COMMUN	DIMENSIONS À PLANTATION (AJUSTER SELON LES PROJET ET LES REG.)	DISTANCE C/C	MÉTHODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS				Diam. Tronc VARIABLE		
AG	1	*Acer ginnala* 'Flame'	Érable de l'Amur "Flame'	50mm	variable	motte
CA	4	*Carpinus caroliniana*	Charme de Caroline	50mm	variable	motte
CS	1	*Catalpa speciosa*	Catalpa remarquable	50mm	variable	motte
GBA	4	*Ginkgo biloba* 'Automn Gold'	Arbre aux milles écus 'Automn gold'	50mm	variable	motte
QRF	5	*Quercus robur 'Fastigiata'*	Chêne pédonculé fastigié	50mm	variable	motte
ARBUSTES CONIFÈRES				Hauteur	c/c	
Tb	38	*Taxus x media 'Hillii'*	If commun *'Hillii'*	50mm	variable	motte
ARBUSTES FEUILLUS				Hauteur	C/C	
Ca	21	*Cornus alba 'Ivory Halo'*	Cornouillier panaché 'Ivory Halo'	800mm	800mm	pot
Hya	83	*Hydrangea arborescens* 'Annabelle'	Hydrangée 'Annabelle'	800mm	800mm	pot
Rc	9	*Rhododendron catawbiense* 'Album'	Rhododendron 'Album'	800mm	800mm	pot
Vs	5	*Viburnum sargentii* 'Onondaga'	Viorne de Sargent 'Onondaga'	800mm	800mm	pot
GRAMINÉES				Dim.pot	C/C	
cak	29	*Calamagrostis acutiflora* 'Karl Foerster'	Agrostide a Karl Foerster	3l	450mm	pot
VIVACES				Dim.pot	C/C	
bm	49	*Brunnera macrophylla* 'Jack Frost'	Myosotis du Caucase	3l	200mm	pot
aj	56	*Astilbe japonica* 'Peach Blossom'	Astilbe du Japon 'Peach blossom'	3l	200mm	pot
ds	6	*Dicentra spectabilis* 'Gold Heart'	Cœur saignant 'Gold Heart'	3l	200mm	pot
hob	26	*Hosta* 'Big daddy'	Hosta 'Big daddy'	3l	500mm	pot
hl	47	*Heuchera* 'Lime Marmalade'	Heuchere 'Lime Marmalade'	3l	variable	pot



Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG

VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 rue Ste-Catherine O. Suite 218, Montreal, Qc, H3B 1A2
T 514 499 7083 info@versionpaysage.ca
www.versionpaysage.ca

PROJET: 5055 BUCHAN ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

DATE: 2021-11-2

ÉCHELLE: 1:400

TABLEAU DE PLANTATIONS

CLEF	QUANTITÉ	*NOM BOTANIQUE*	NOM COMMUN	DIMENSIONS À PLANTATION (AJUSTER SELON LES PROJET ET LES REG.)	DISTANCE C/C	MÉTHODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS				Diam. Tronc VARIABLE		
AG	1	*Acer ginnala* 'Flame'	Érable de l'Amur "Flame'	50mm	variable	motte
CA	4	*Carpinus caroliniana*	Charme de Caroline	50mm	variable	motte
CS	1	*Catalpa speciosa*	Catalpa remarquable	50mm	variable	motte
GBA	4	*Ginkgo biloba* 'Automn Gold'	Arbre aux milles écus 'Automn gold'	50mm	variable	motte
QRF	5	*Quercus robur 'Fastigiata'*	Chêne pédonculé fastigié	50mm	variable	motte
ARBUSTES CONIFÈRES				Hauteur	c/c	
Tb	38	*Taxus x media 'Hillii'*	If commun *'Hillii'*	50mm	variable	motte
ARBUSTES FEUILLUS				Hauteur	C/C	
Ca	21	*Cornus alba 'Ivory Halo'*	Cornouillier panaché 'Ivory Halo'	800mm	800mm	pot
Hya	83	*Hydrangea arborescens* 'Annabelle'	Hydrangée 'Annabelle'	800mm	800mm	pot
Rc	9	*Rhododendron catawbiense* 'Album'	Rhododendron 'Album'	800mm	800mm	pot
Vs	5	*Viburnum sargentii* 'Onondaga'	Viorne de Sargent 'Onondaga'	800mm	800mm	pot
GRAMINÉES				Dim.pot	C/C	
cak	29	*Calamagrostis acutiflora* 'Karl Foerster'	Agrostide a Karl Foerster	3l	450mm	pot
VIVACES				Dim.pot	C/C	
bm	49	*Brunnera macrophylla* 'Jack Frost'	Myosotis du Caucase	3l	200mm	pot
aj	56	*Astilbe japonica* 'Peach Blossom'	Astilbe du Japon 'Peach blossom'	3l	200mm	pot
ds	6	*Dicentra spectabilis* 'Gold Heart'	Cœur saignant 'Gold Heart'	3l	200mm	pot
hob	26	*Hosta* 'Big daddy'	Hosta 'Big daddy'	3l	500mm	pot
hl	47	*Heuchera* 'Lime Marmalade'	Heuchere 'Lime Marmalade'	3l	variable	pot

Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG



VP VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 rue Ste-Catherine O. Suite 218, Montreal, Qc, H3B 1A2
T 514 499 7083 info@versionpaysage.ca
www.versionpaysage.ca

PROJET: 5055 BUCHAN ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

DATE: 2021-11-2

ÉCHELLE: 1:400

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290062
CDN-NDG

October 19, 2021

To whom it may concern,

Edifice 5101 Buchan Inc, the owner of 5101 Buchan, hereby authorizes that the 4 trees in proximity to or on the property line between our land and 5055 Buchan to be cut down.

As per the plan in section 7.1 of the presentation from Atelier Thiffault dated October 12, 2021, the trees in question are indicated as numbers 2, 3, 4 and 5.

Representing Edifice 5101 Buchan Inc

Name: Gerlando Chiora

7.1
AMÉNAGEMENT PAYSAGER - PLAN D'ABATTAGE DES ARBRES



Division de l'urbanisme

2021 11 05

1216290025

CDN-NDG

October 21, 2021

To whom it may concern,

Association De La Soka Gakkai Internationale Du Canada, the owner of 5025 Buchan, hereby authorizes that the trees in proximity to or on the property line between our land and 5055 Buchan to be cut down.

As per the plan in section 7.1 of the presentation from Atelier Thiffault dated October 12, 2021, the trees in question are indicated as numbers 1, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 and 16.

Raso

Representing Association De La Soka Gakkai Internationale Du Canada

Name: JOHN RASO

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Final PV Compte-rendu 26 janvier 2022 - PP-131.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

MISE EN GARDE : Le compte rendu ci-dessous se veut un simple résumé des questions et échanges entre le président de l'assemblée, les fonctionnaires et les citoyens présents. Pour plus de précisions, le lecteur devra consulter l'enregistrement de la séance de consultation.

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1216290025

Compte rendu de la séance de consultation par visioconférence tenue le mercredi 26 janvier 2022, à 18 heures 30, à laquelle étaient présents :

- Mme Magda Popeanu, conseillère municipale – district de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Sébastien Manseau, chef de division - urbanisme
- Mme Fabienne Cahour, conseillère en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste

Assistance : 7 personnes

Madame Magda Popeanu déclare l'assemblée ouverte à 18 heures 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Popeanu souhaite la bienvenue aux personnes participant par visioconférence à la séance de consultation, présente les membres de l'administration, détaille l'ordre du jour et explique le déroulement de la période de questions et commentaires.

2. Présentation par Madame Fabienne Cahour, conseillère en aménagement, du projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Mme Cahour présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 1.

Mme Cahour présente notamment le processus d'adoption d'un projet particulier, le secteur et le lot visé, le contexte réglementaire, les perspectives du bâtiment proposé et ses caractéristiques, son implantation, le plan des étages, le plan d'aménagement paysager et l'aménagement des entrées, la relation avec le domaine public, l'étude d'ensoleillement et l'étude d'impact éolien, le plan préliminaire de gestion des matières résiduelles.

Mme Cahour présente la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et donne des explications sur la résolution. Elle mentionne également que l'alinéa j) du paragraphe 6 est modifié par l'ajout des mots «au minimum» de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire applicable

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet particulier PP-131, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

4. Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

Aucune question ou commentaire.

5. Période de questions et commentaires écrits

Mme Cahour indique que 3 interventions ont été transmises pendant la période de consultation écrite et qu'une réponse a été fournie par courriel à chacun des citoyens. Le rapport de consultation écrite comportant les interventions citoyennes reçues entre le 12 et le 26 janvier 2022, ainsi que les réponses fournies, est joint à l'annexe 2.

6. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19h18.

Julie Faraldo-Boulet

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire-recherchiste

ANNEXE 1 - Présentation

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) # 1216290025

26 janvier à 18 h 30
En vidéoconférence

DERNIÈRE MISE À JOUR : 26 janvier 2022

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

2. PRÉSENTATION DU PP-131

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

2.1 \ PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

- **PPCMOI** pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble
- C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

- **Permet d'exiger toute condition**, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet
- **Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme** qui ne sont pas autrement imposés par des mesures règlementaires
- **Permet** de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI) *ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS*

- Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

- Le Conseil d'arrondissement évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI et au règlement d'urbanisme

3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

- Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis

PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	13 octobre 2021
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	13 décembre 2021
Consultation écrite	**12 au 26 janvier 2022**
Consultation en visioconférence	**26 janvier 2022**
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	CA à venir
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours après publication avis public
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	CA à venir
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

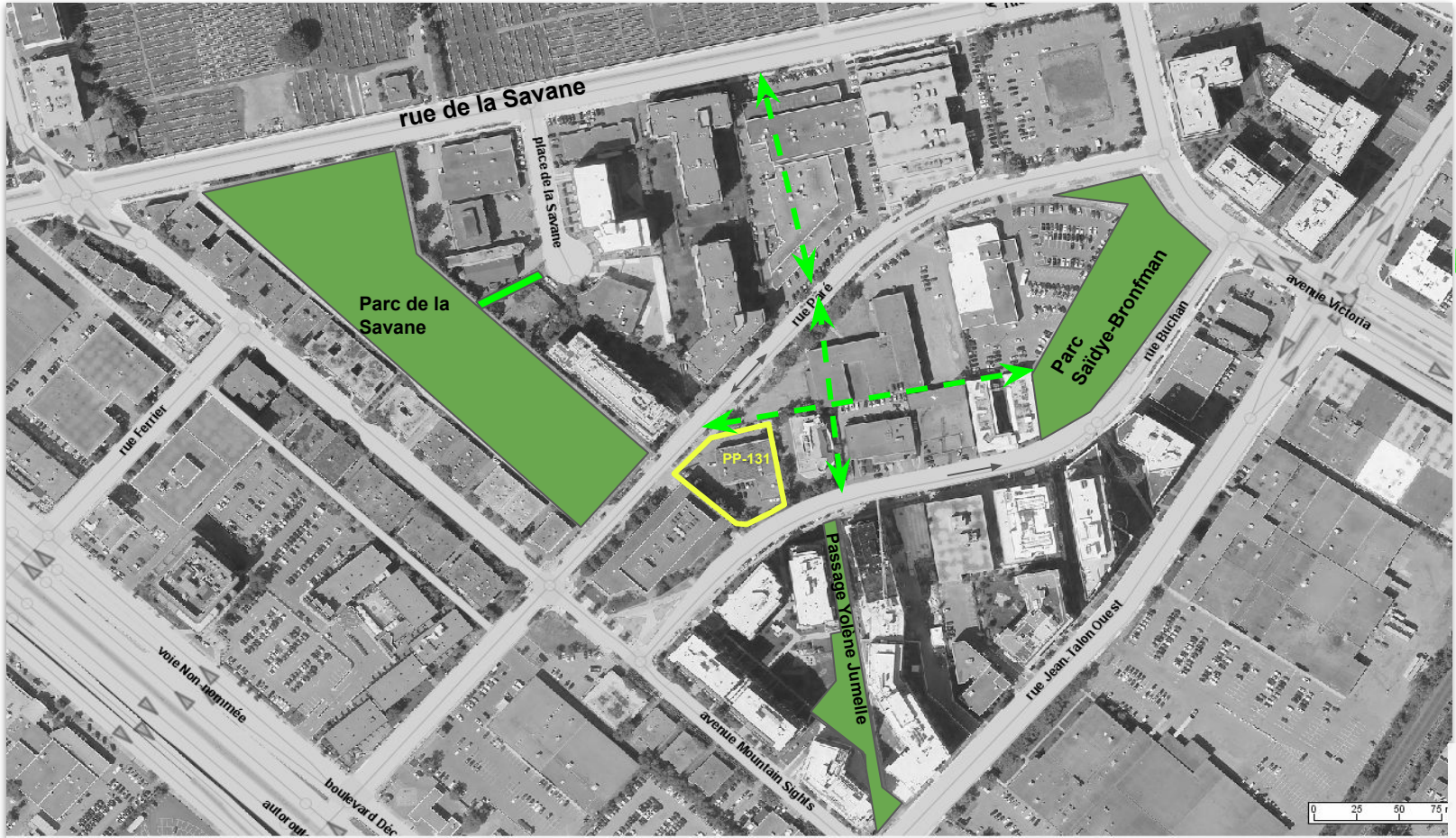
2.2. PRÉSENTATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

Site visé : 5055, rue Buchan sur le lot 2 648 720

CONTEXTE URBAIN



lot 2 648 720

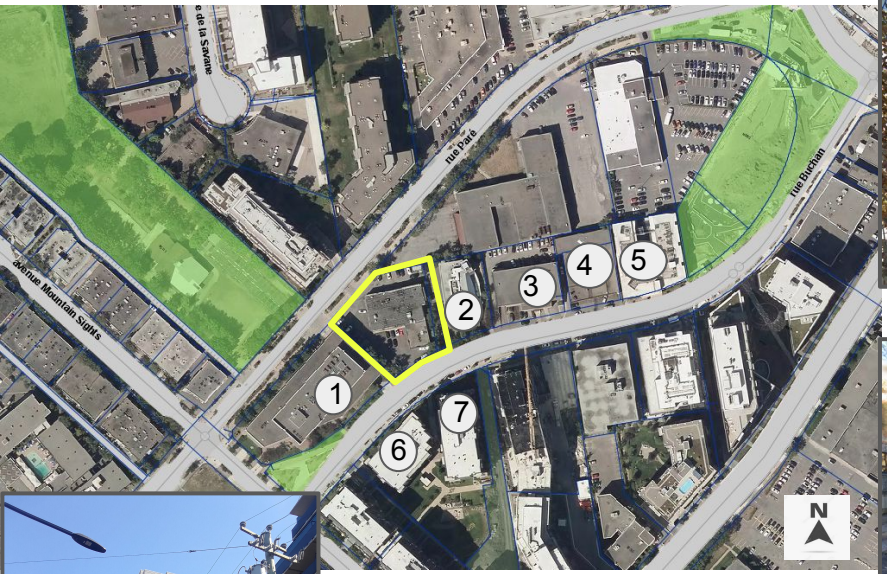
Espaces verts et liens piétons existants

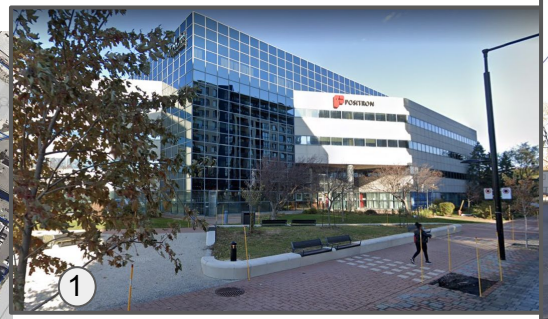
liens piéton à créer (tracé à définir)

N

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

VOISINAGE IMMÉDIAT (RUE BUCHAN)













LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

VOISINAGE IMMÉDIAT (RUE PARÉ)









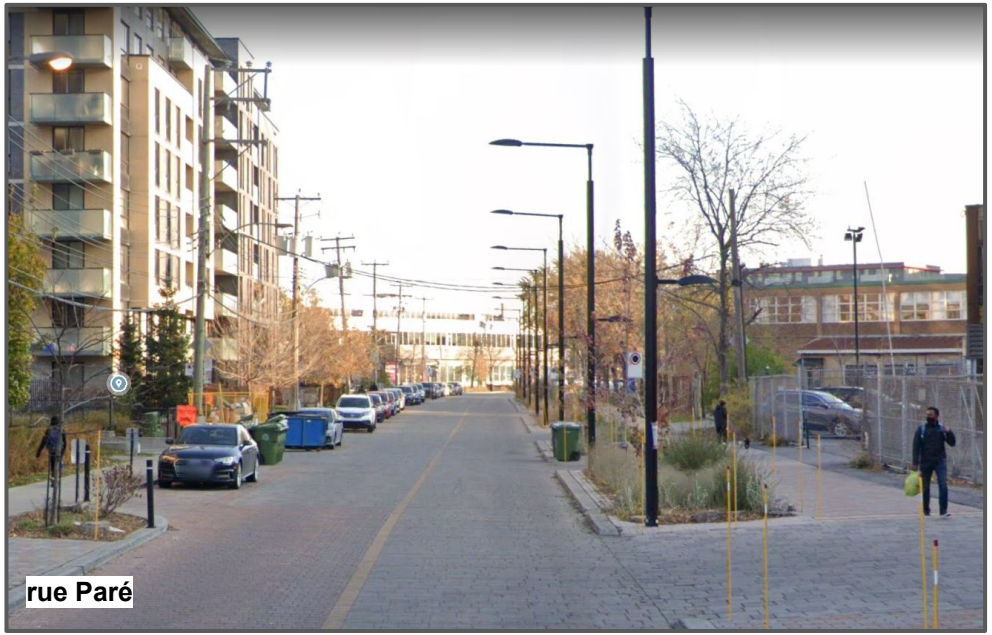


LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

AMÉNAGEMENT DOMAINE PUBLIC (RUE BUCHAN ET PARÉ)



rue Buchan

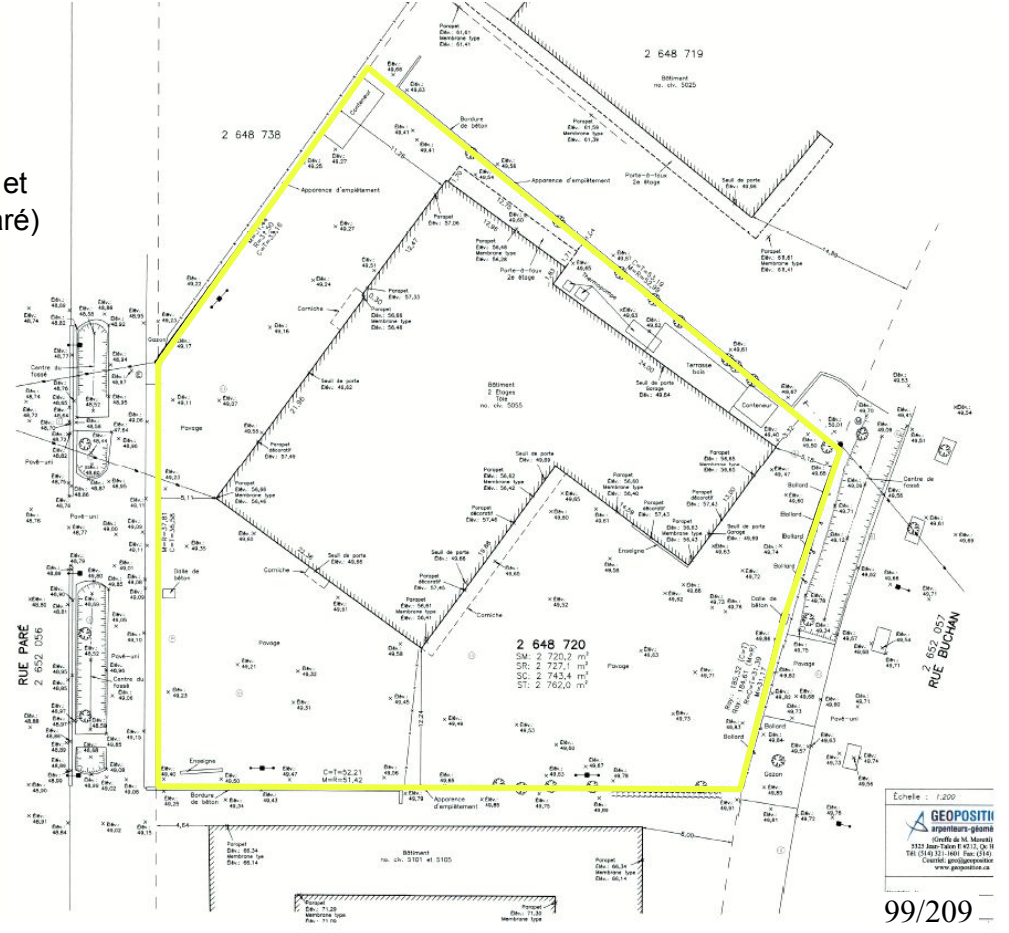

rue Paré

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

Lot 2 648 720 - Lot transversal (2 720 m²)

- Forme irrégulière
- 2 voies d'accès (adresse sur la rue Buchan)
- Buchan (31,4 mètres linéaire) et Paré (37,8 mètres)
- Est partiellement adjacent au terrain appartenant à la Ville et devant accueillir une école et des habitations (5010 rue Paré)
- Aménagement du domaine public de qualité





ÉTAT DE L'IMMEUBLE





Année de construction : **1962**

Nombre d'étages : **2**

Aire de bâtiment : **945 m^2**

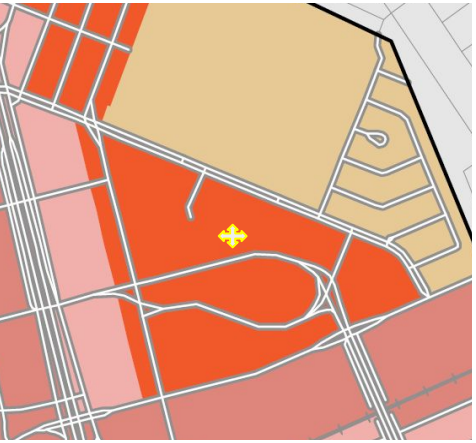
Usages :

- Vente et location automobile

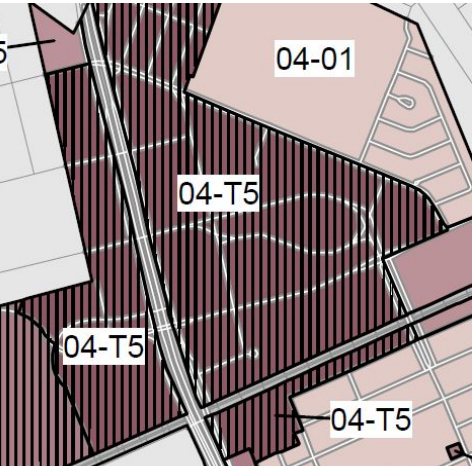
Aucune valeur architecturale ou historique notée.

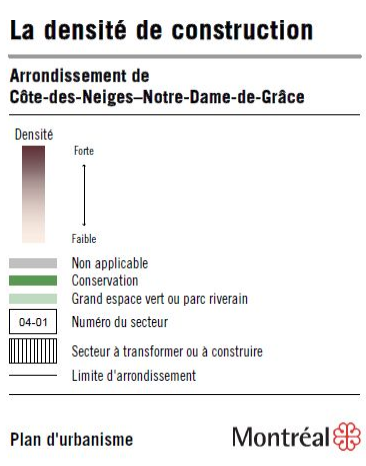
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

PLAN D'URBANISME









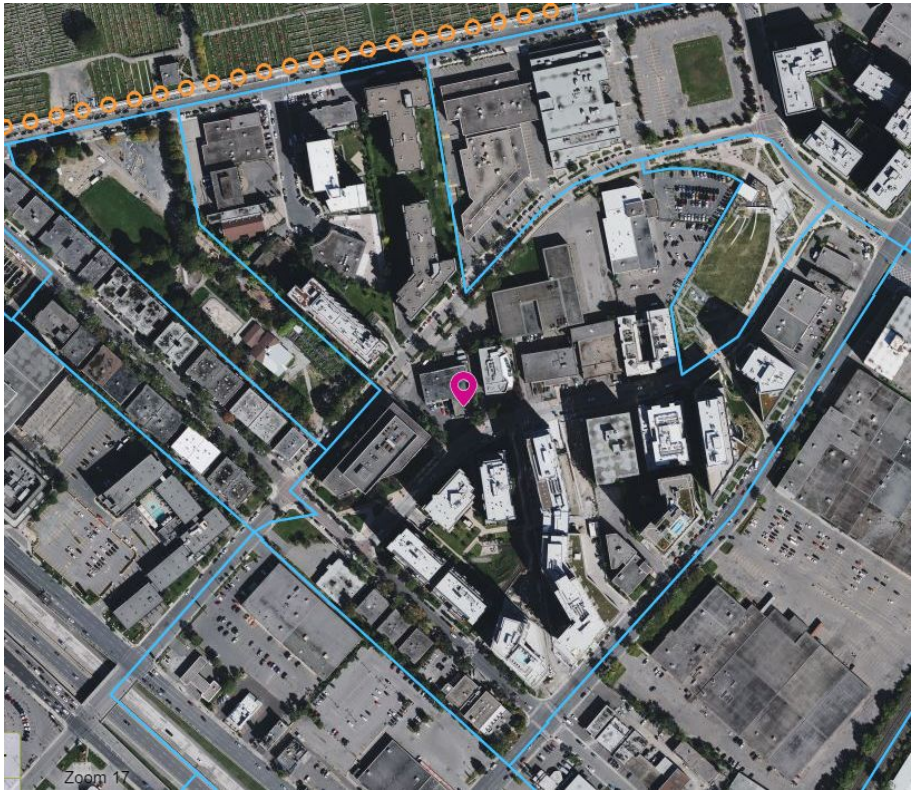
Secteur 04-T5 :

- bâti de deux à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 1,0;
- C.O.S. maximal : 6,0.

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0334
Usage :	Usage principal : C.6 (commerces lourds) Autres catégories d'usages : C.7(commerces de gros et d'entreposage), I.2 (industrie légère), C.1 (2) (commerces et services d'appoint)
Hauteur :	7 mètres minimum - 16 mètres max
Mode d'implantation :	isolé, jumelé, contigu
Taux d'implantation :	min : 35% / max : 85%
Densité	min : 1 / max : 3
Marges requises	-marge avant : règle d'insertion -marge latérale : 2,5 m -marge arrière : 3 m
Secteur significatif :	Non



PROJET

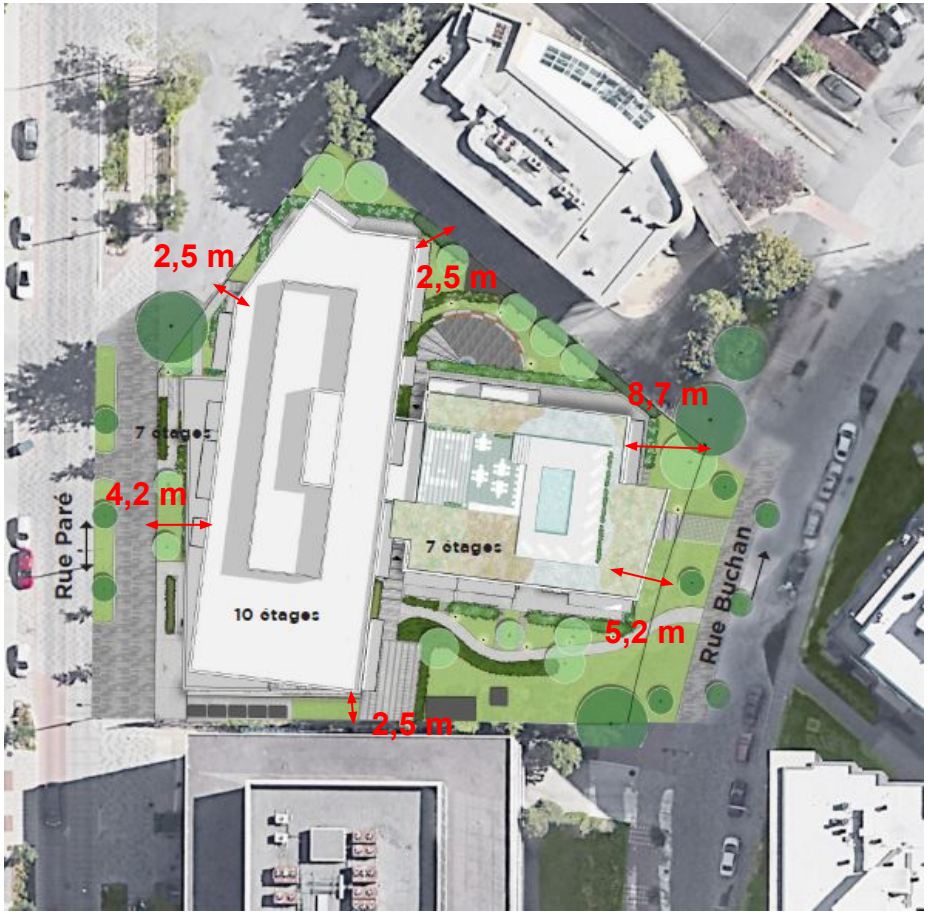
GÉNÉRALITÉS



Perspective depuis la rue Paré

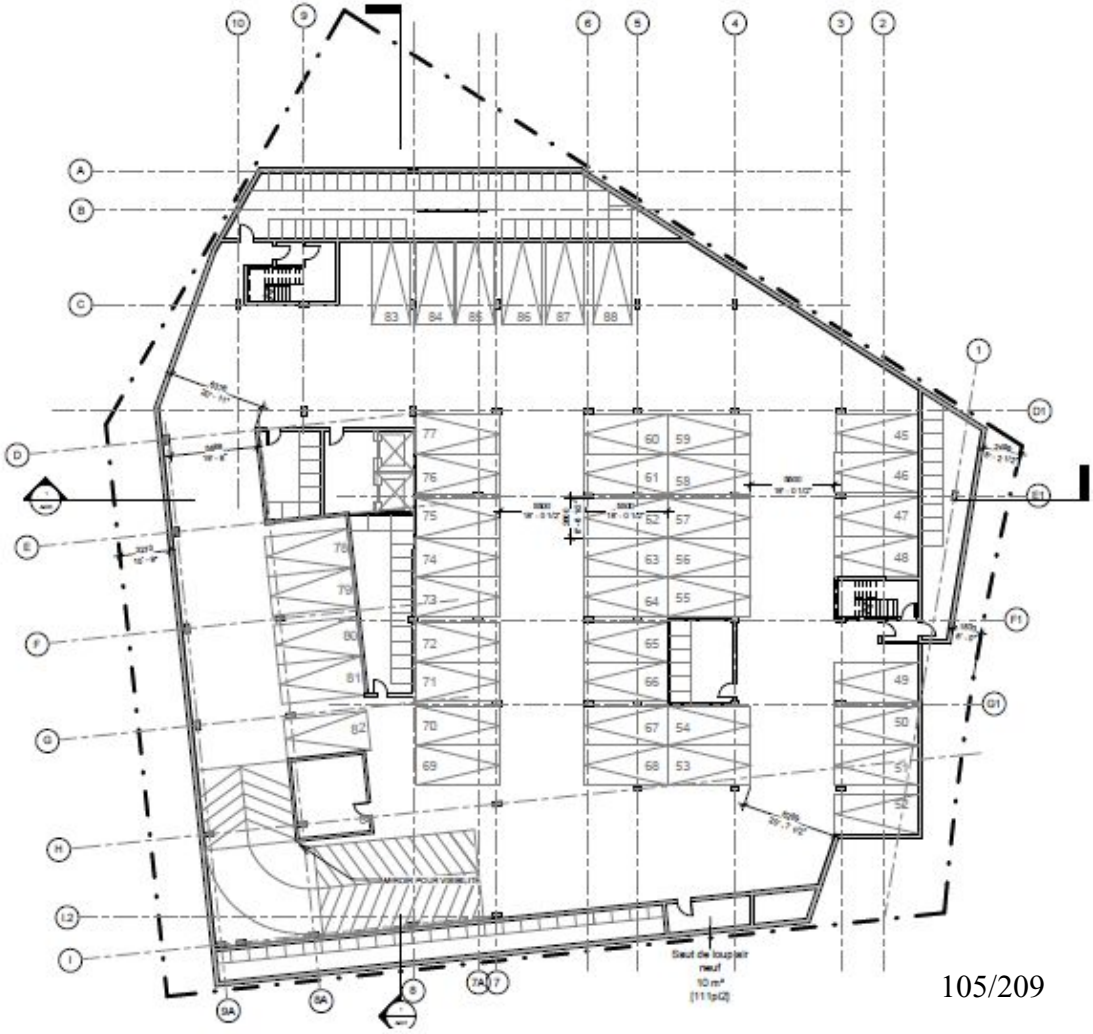
- bâtiment de 7 à 10 étages
- hauteur : 31,25 mètres maximum
- 153 logements locatifs dont 16 logements familiaux de type $5^{1/2}$ requis par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social et abordable (20-041) et compensation financière pour les logements sociaux et abordables
- coefficient occupation sol (C.O.S) : 4,76
- 88 unités de stationnement véhicules routier au sous-sol (2 étages)
- 195 unités de stationnement vélos (73 au sous-sol, 74 au rdc et 48 extérieures)

IMPLANTATION



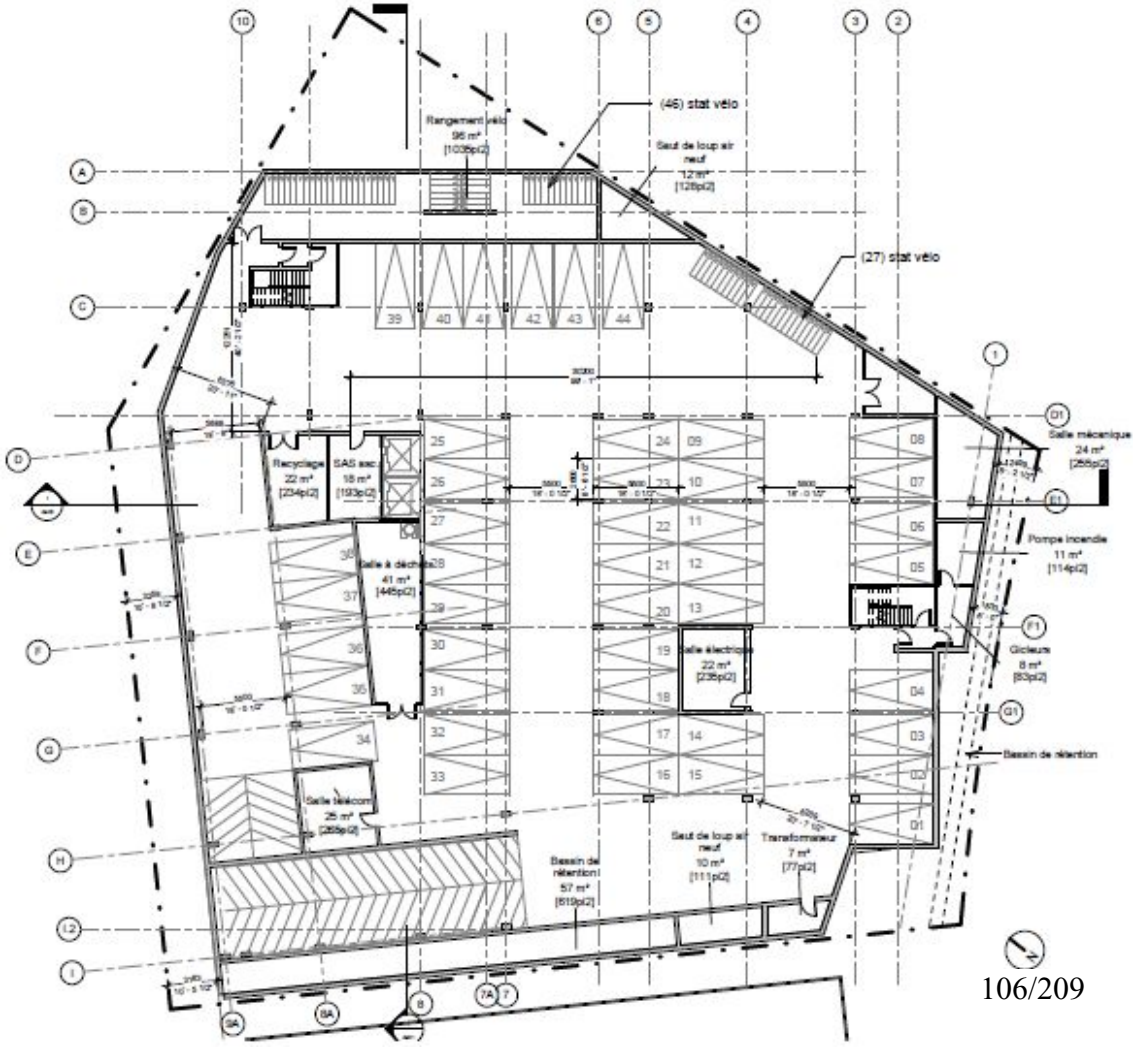
- superficie terrain : 2720 m^2
- aire de bâtiment : 1580m^2
- taux d'implantation : 58%
- marge avant rue Paré : 4,2 mètres
  marge avant sur Buchan : 5,2 mètres
  marge latérales : 2,5 m
- 2 cours ensoleillées orientées sud-est et sud-ouest

PLAN DU SOUS-SOL 2



PROJET

PLAN DU SOUS-SOL 1



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE



PROJET

PLAN DU 2e ÉTAGE



16 logements

1 chambre - 10 logements

2 chambres - 3 logements

3 chambres - 3 logements

PROJET

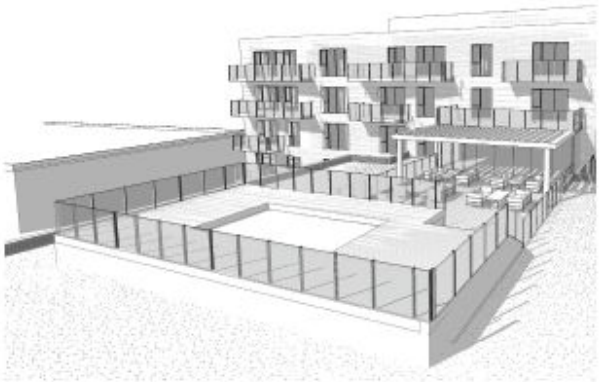
PLAN D'ÉTAGES 3 à 7



18 logements / étage

- 1 chambre - 8 logements
- 2 chambres - 8 logements
- 3 chambres - 2 logements

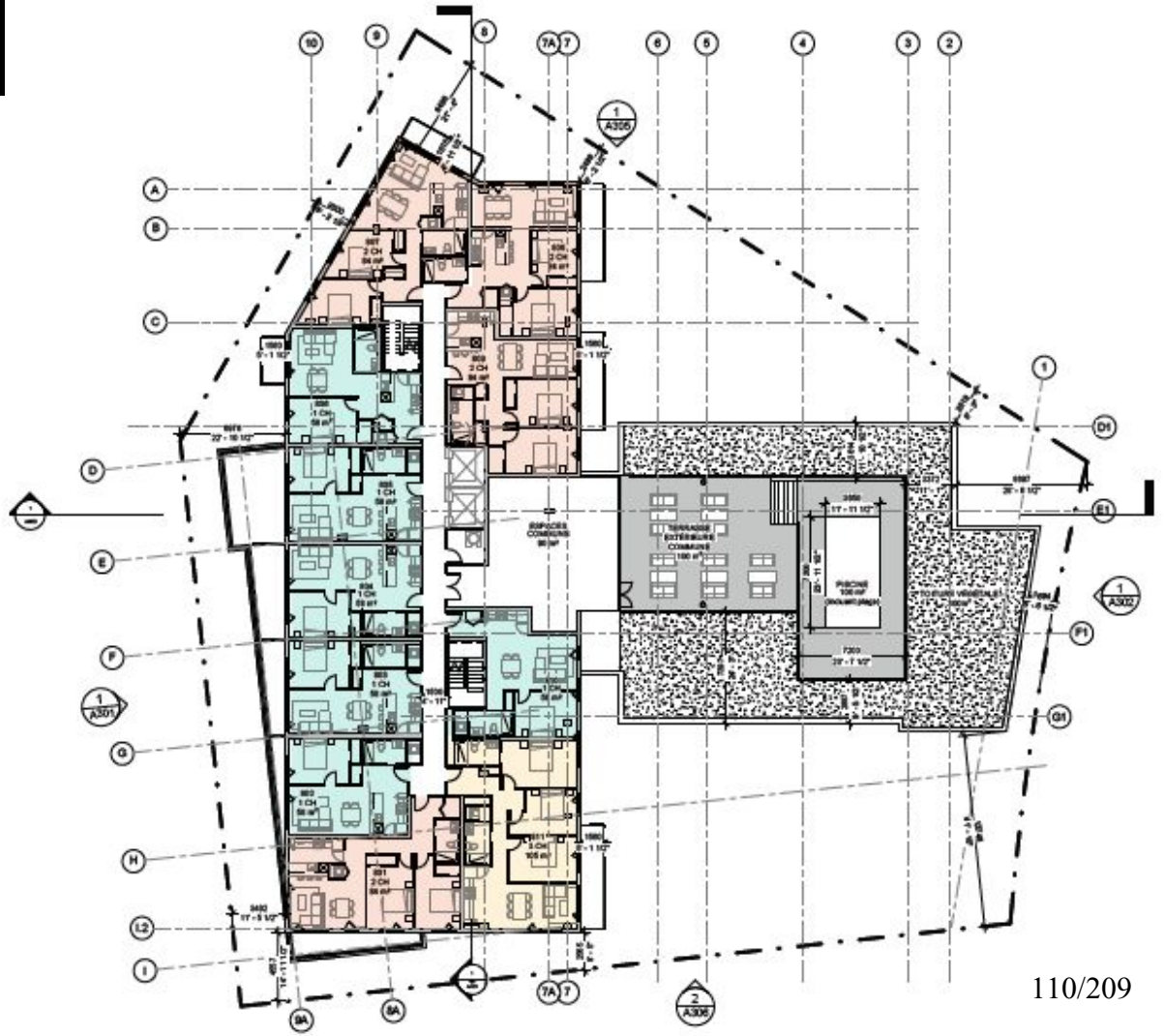
PLAN DU 8e ÉTAGE



Terrasse commune niveau 8

11 logements

- 1 chambre - 6 logements
- 2 chambres - 4 logements
- 3 chambres - 1 logement

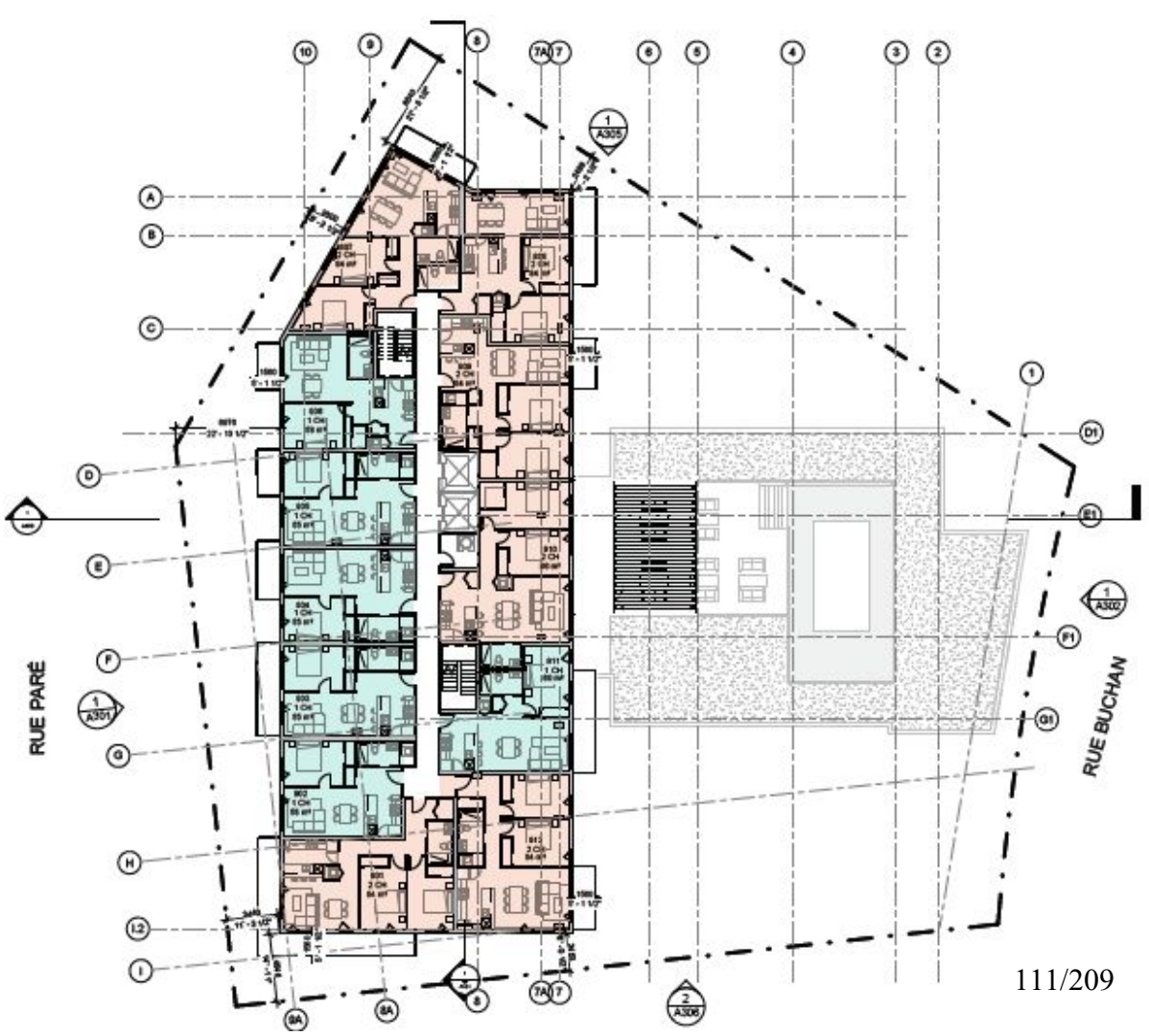


PROJET

PLAN DES ÉTAGES 9-10

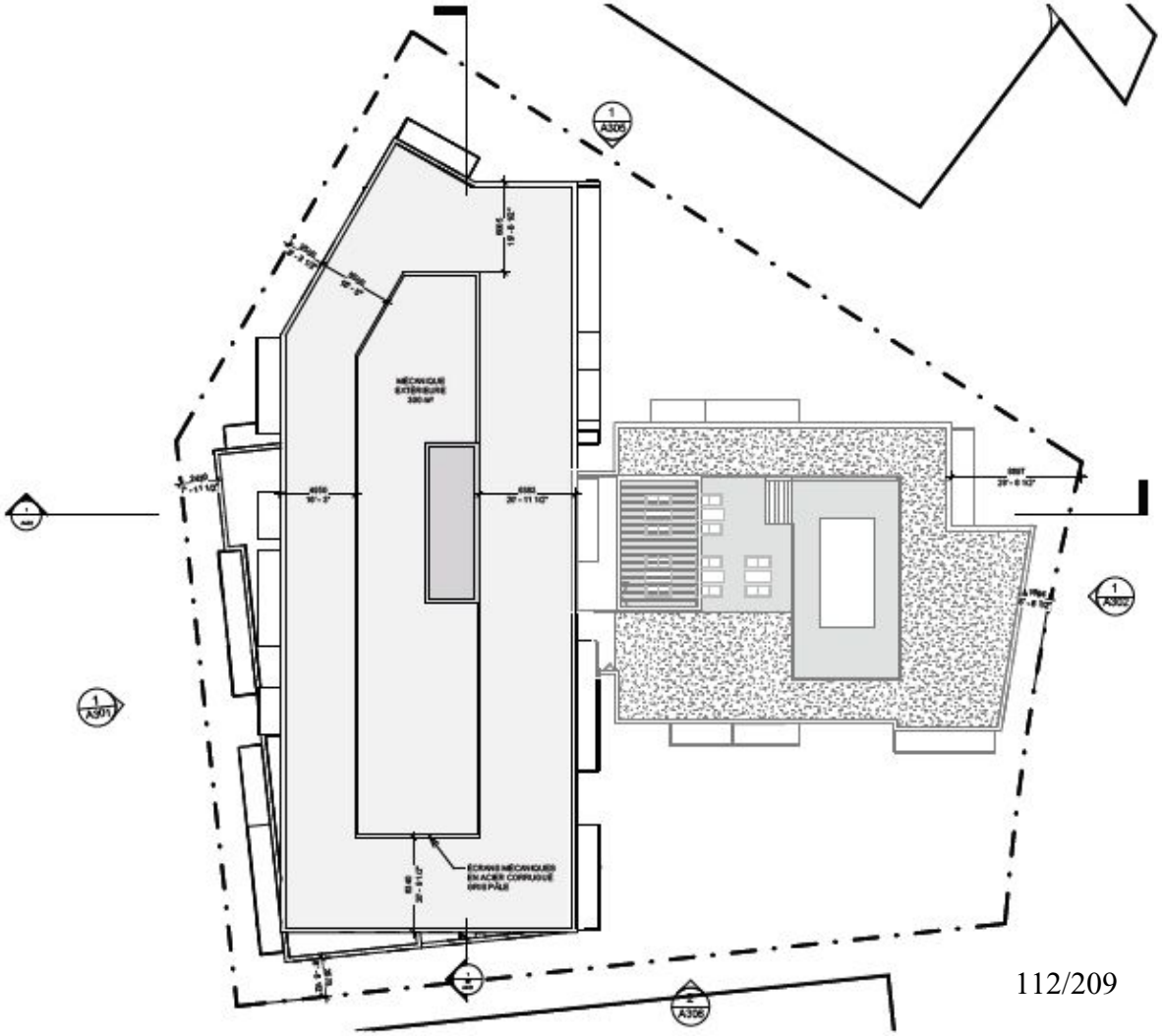
12 logements / étage

- 1 chambre -6 logements
- 2 chambres - 6 logements
- 3 chambres - 0 logements

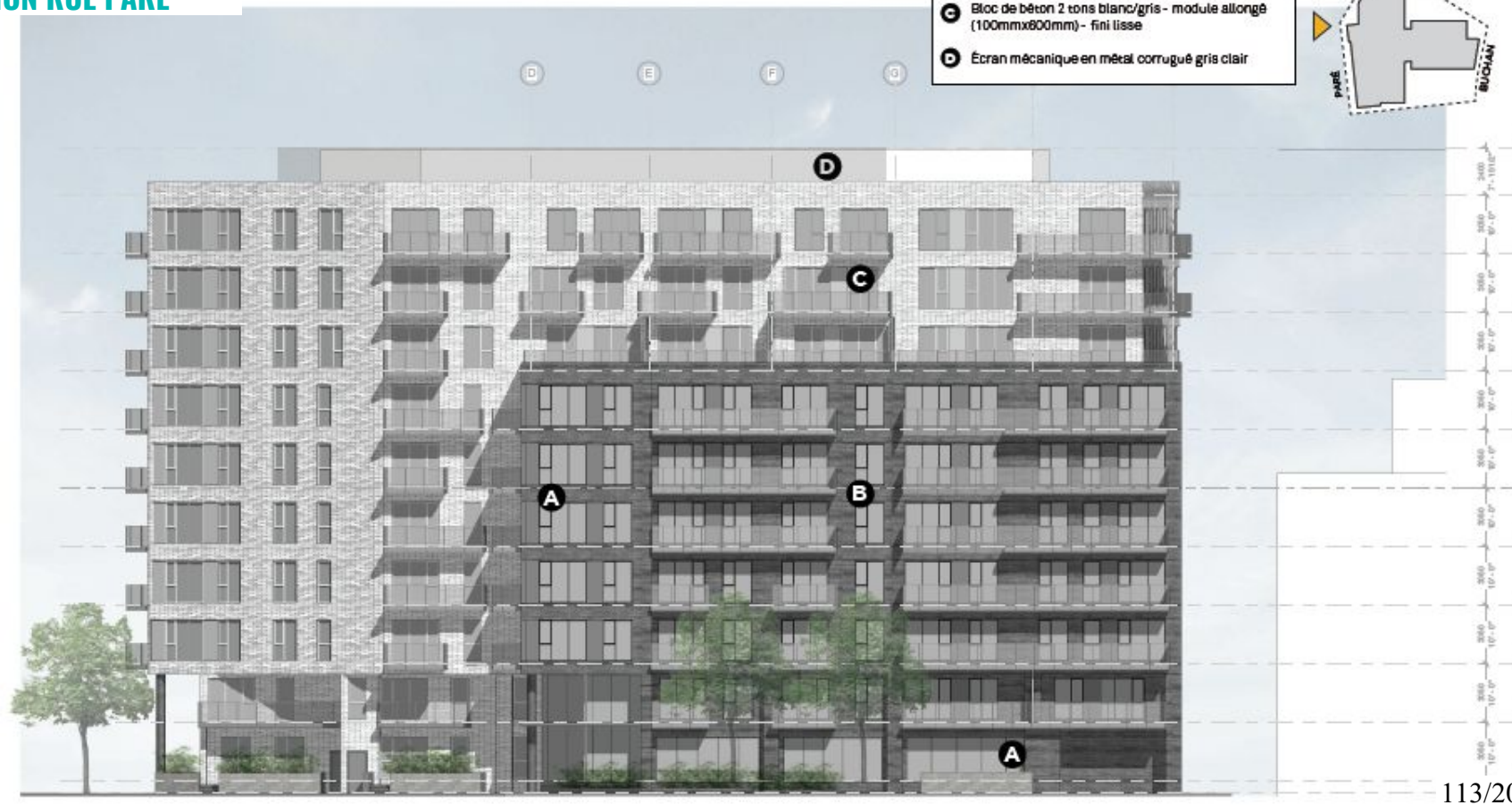


PROJET

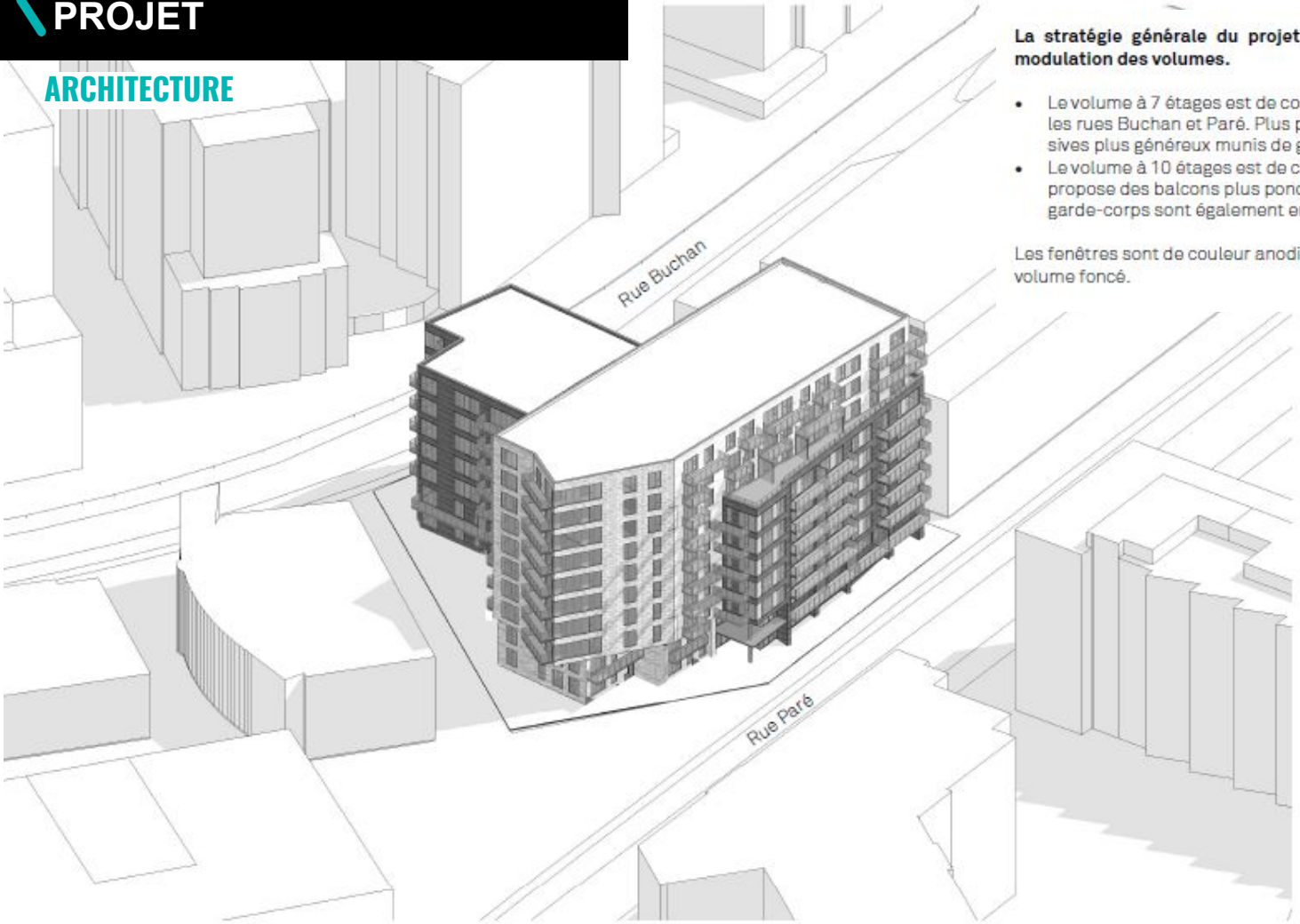
PLAN DE TOITURE



ÉLÉVATION RUE PARÉ



ARCHITECTURE



La stratégie générale du projet consiste à travailler par contraste la modulation des volumes.

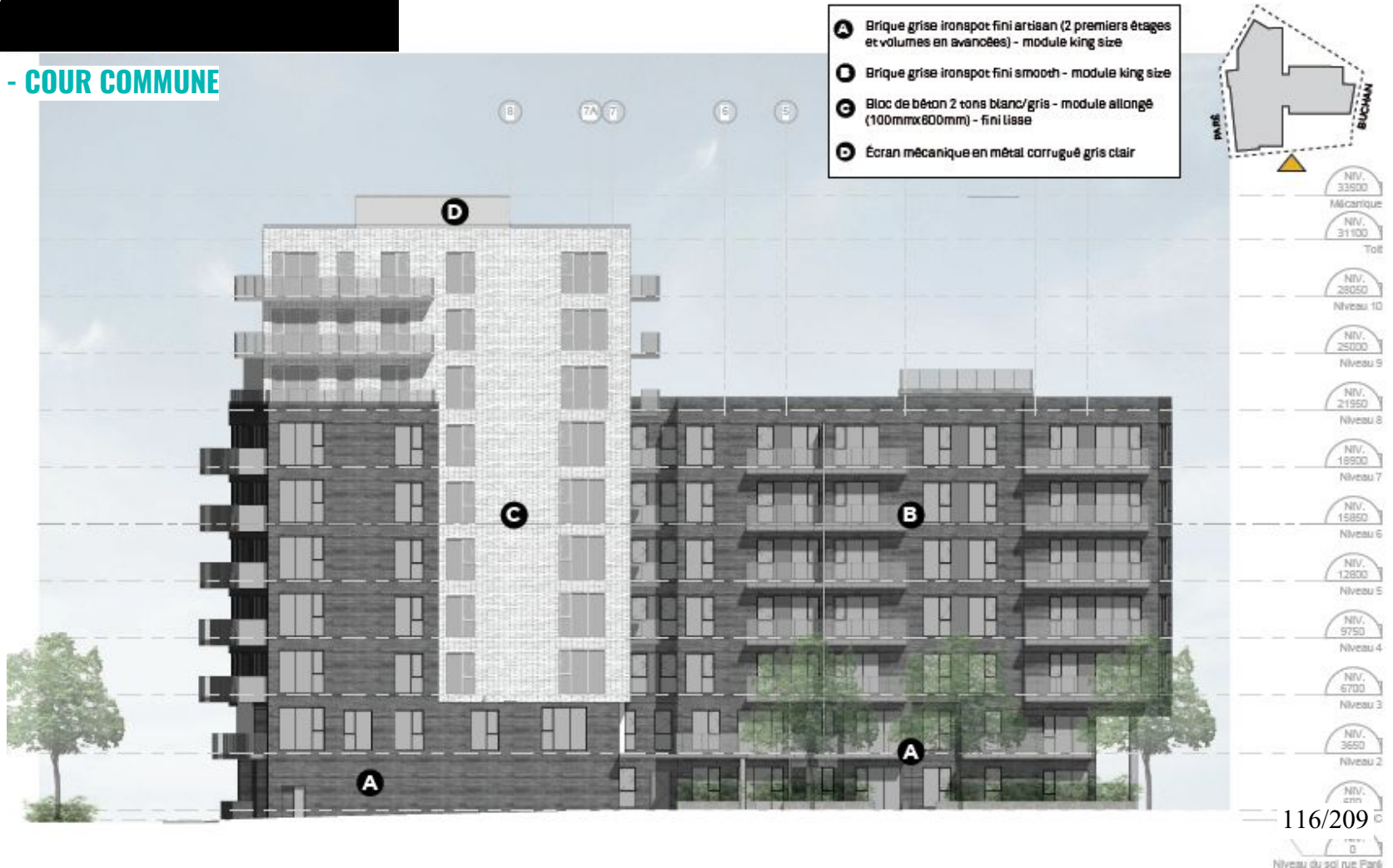
- Le volume à 7 étages est de couleur foncée et unifie la volumétrie entre les rues Buchan et Paré. Plus près du sol, il propose des balcons coursives plus généreux munis de garde-corps en verre.
- Le volume à 10 étages est de couleur pâle tel une toile de fond, et propose des balcons plus ponctuels à la modulation dynamique. Les garde-corps sont également en verre.

Les fenêtres sont de couleur anodisée sur le volume pâle et anthracite sur le volume foncé.

ÉLÉVATION RUE BUCHAN

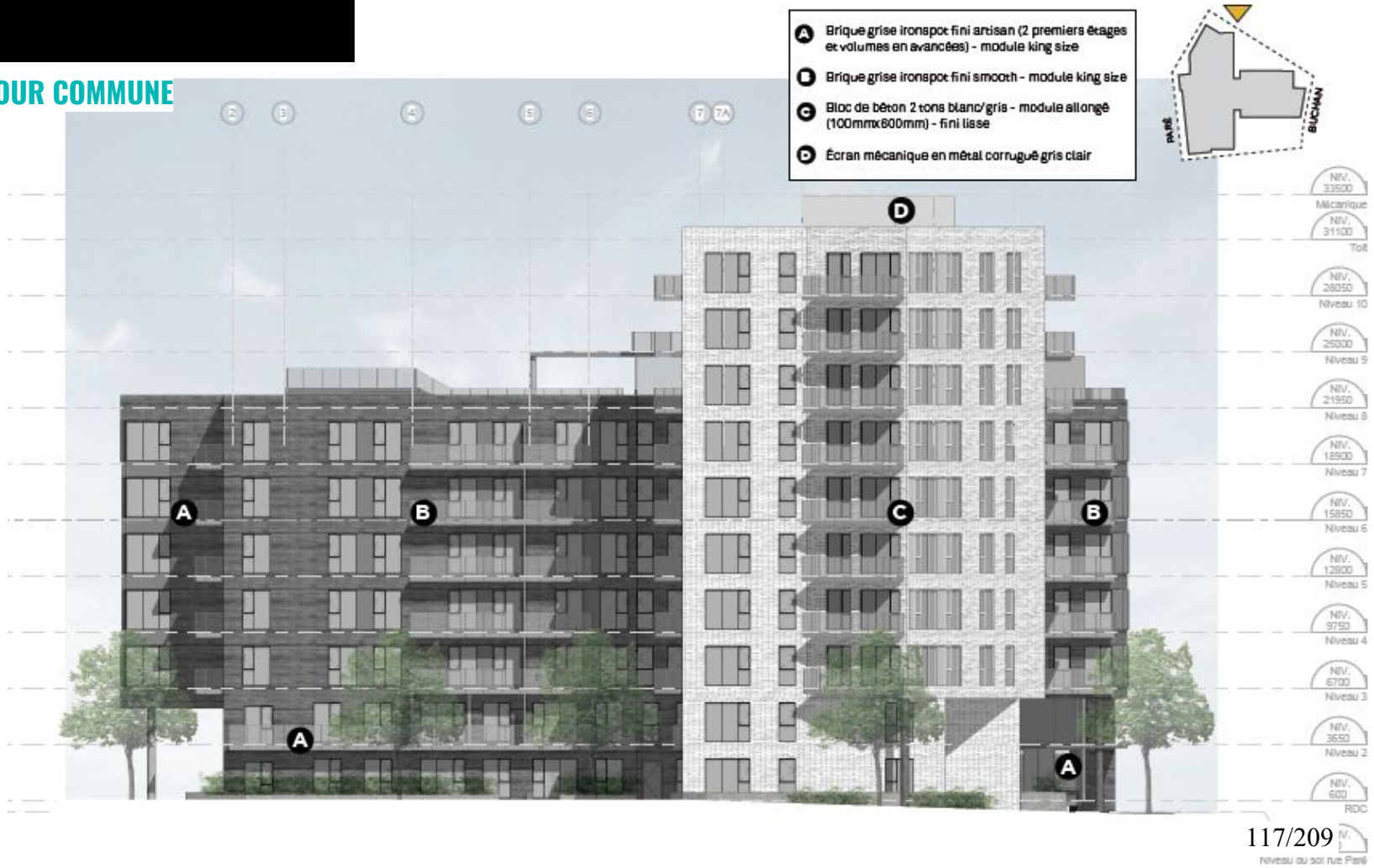


ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE



PROJET

ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE



REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

BRIQUE GRISE IRONSPOT

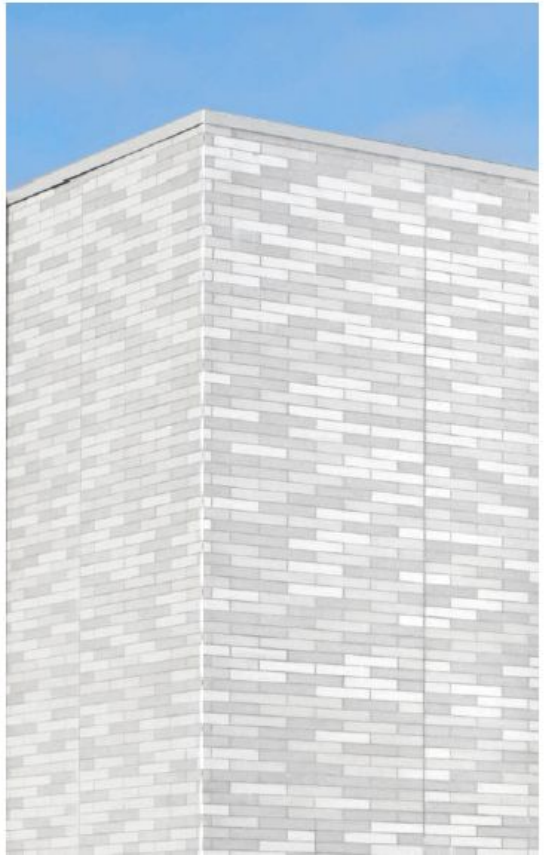
MODULE KING SIZE
FINI SMOOTH
FINI ARTISAN (2 PREMIERS ÉTAGES ET VOLUMES EN AVANCÉE)





BLOC DE BÉTON 2 TONS BLANC/GRIS

MODULE 4' X 16'
FINI MEULÉ



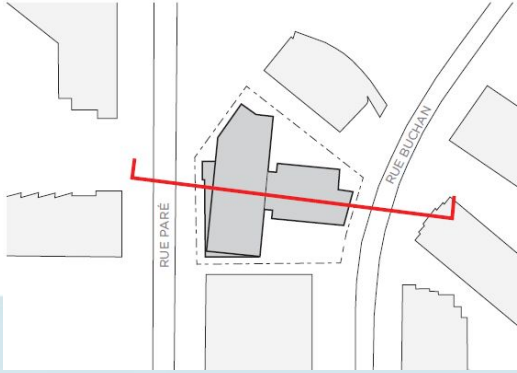
PANNEAUX TYMPANS

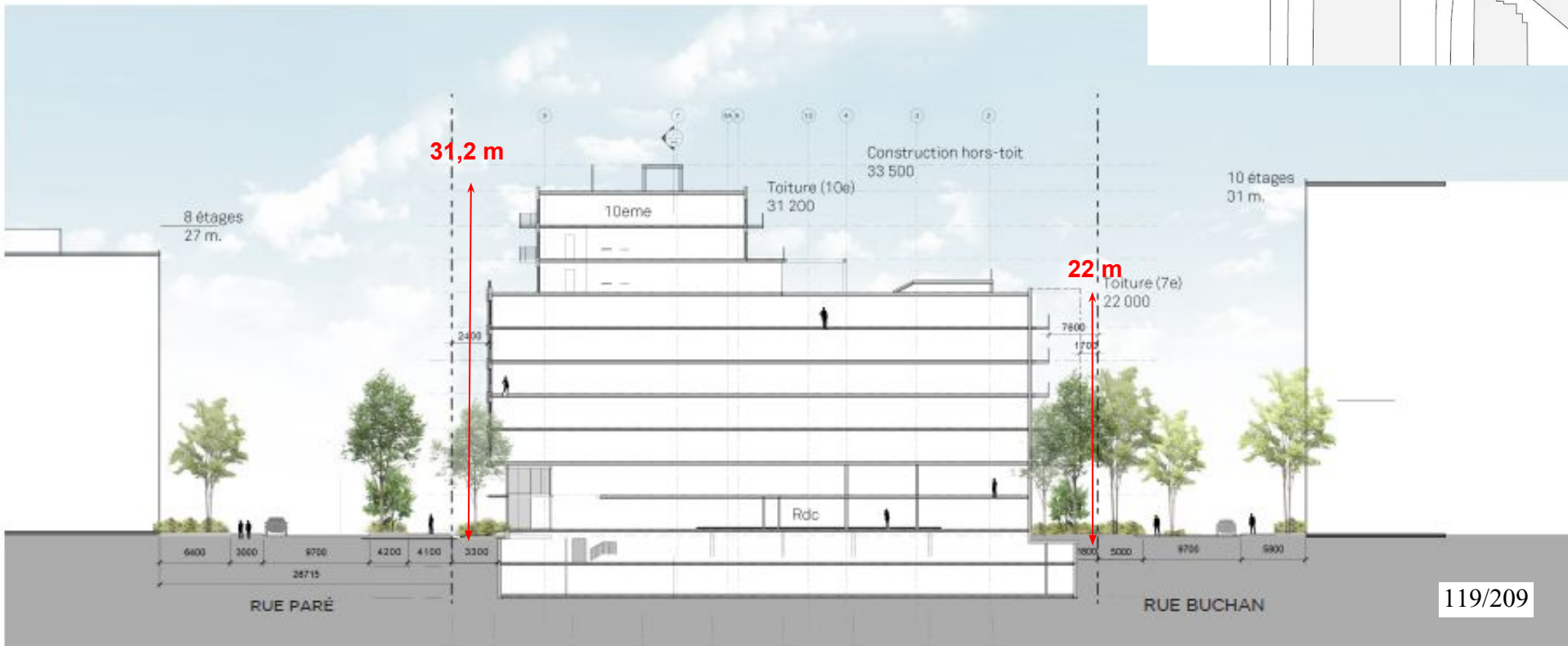
ENTRE LES FENÊTRES
GRIS ANODISÉ VOLUME PÂLE
ANTHRACITE VOLUME FONCÉ



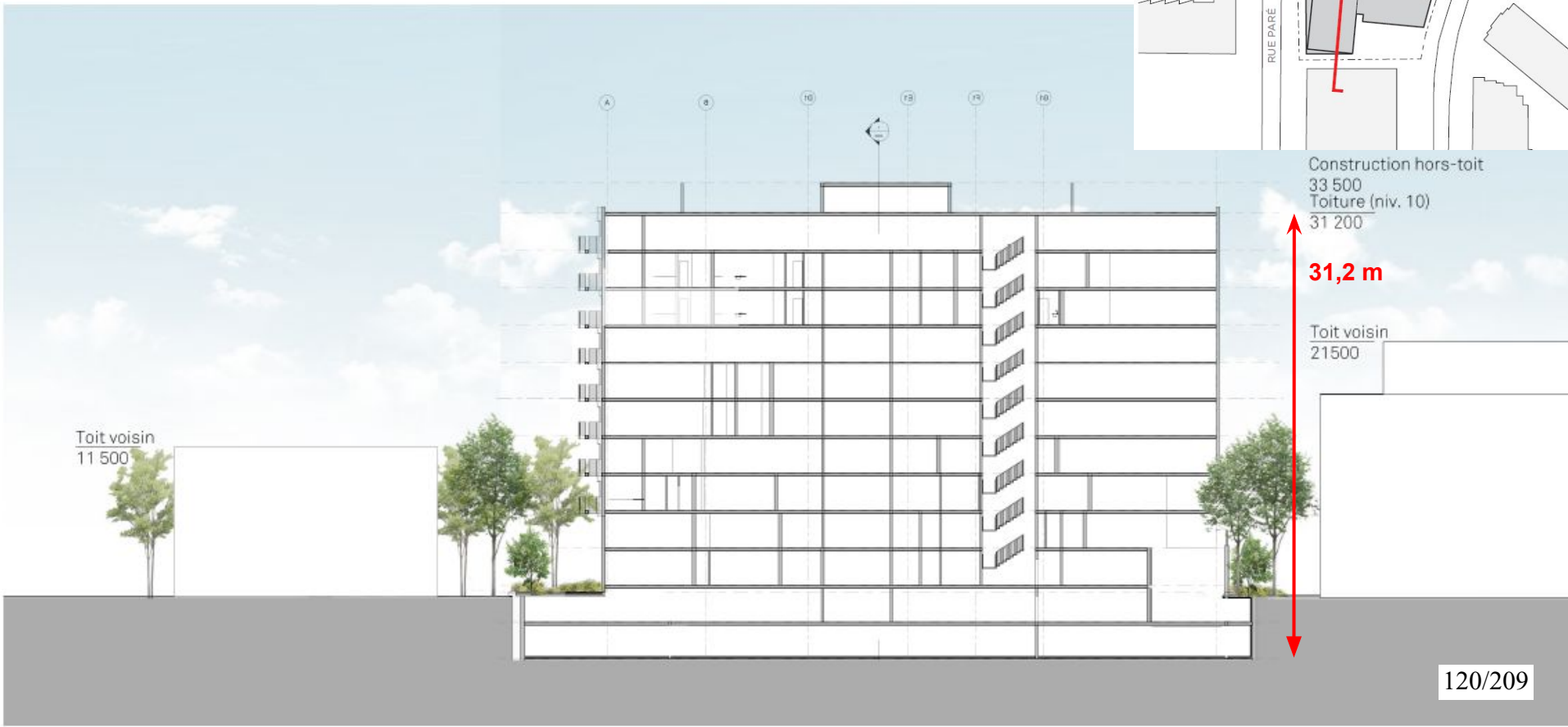
PROJET

COUPE LONGITUDINALE





COUPE TRANSVERSALE



PERSPECTIVE RUE BUCHAN



PROJET

PERSPECTIVE RUE PARÉ



INSERTION URBAINE



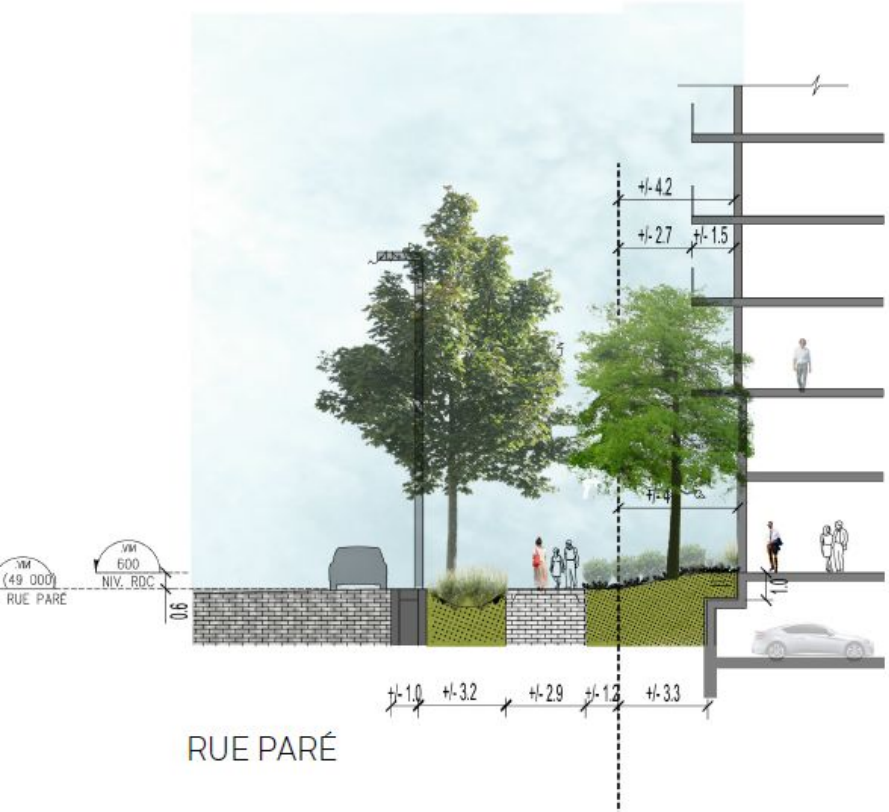
PROJET

AMÉNAGEMENT PAYSAGER

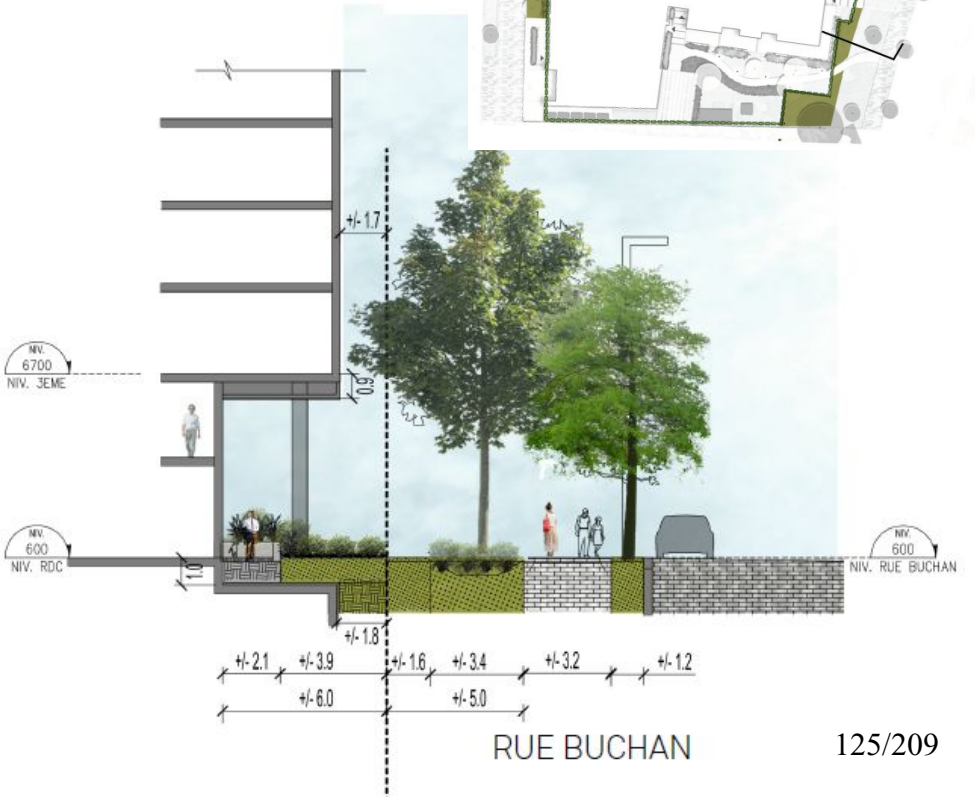
- 8 % verdissement (pleine terre)
- 9% verdissement sur le toit vert au 8e étage
- 14 arbres



RELATION AVEC LE DOMAINE PUBLIC

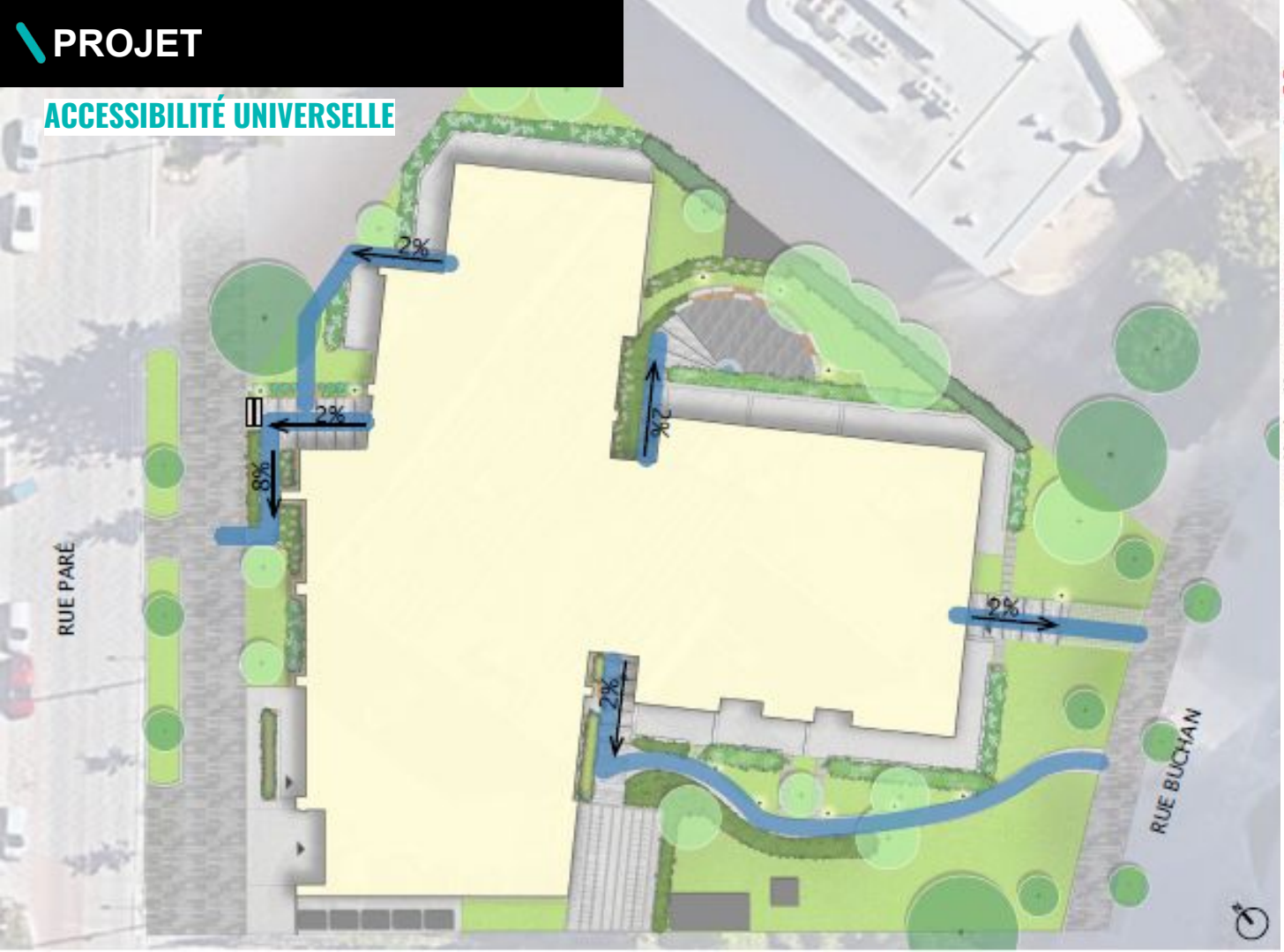






PROJET

ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE



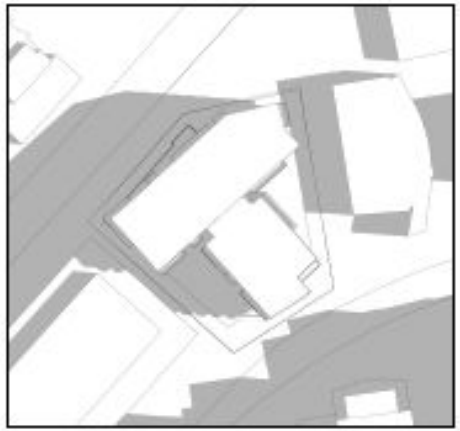
LÉGENDE

- LIMITE DE LOT
- PENTE PROJETÉE
- ACCÈS UNIVERSEL

L'ENTRÉE PRINCIPALE SUR PARÉ DEVRA ÊTRE NIVELLÉE AVEC DEUX MARCHES À LA DIFFÉRENCE DE NIVEAU AVEC LE REZ DE CHAUSSÉE, MAIS OFFRIRA UNE RAMPE D'ACCESIBILITÉ UNIVERSELLE QUI RELIRA AUSSI LA RUE A L'UNE DES SORTIES DE SECOURS.

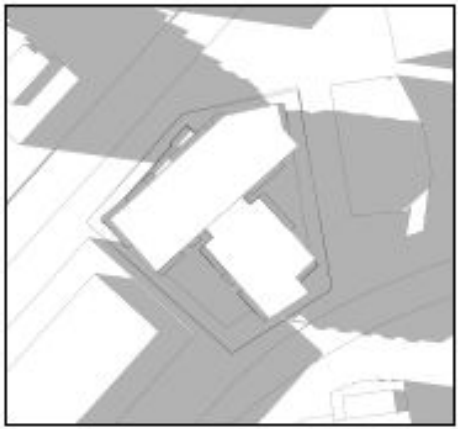
TOUTES LES AUTRES SORTIES SERONT ACCESSIBLES UNIVERSELLEMENT AVEC UNE PENTE DE 2%.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / SOLSTICE D'ÉTÉ (21 JUIN)


9.00


12.00


15.00

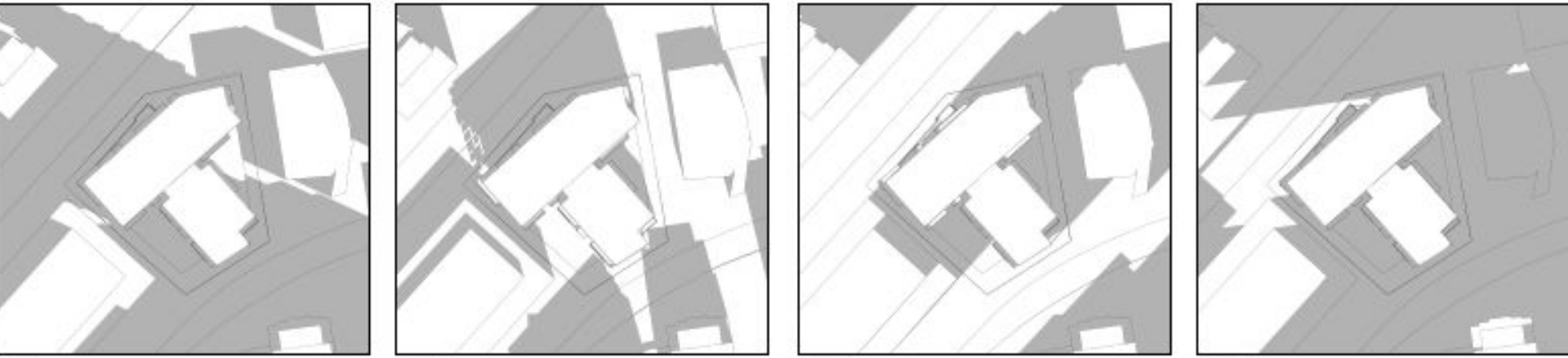

18.00

Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / ÉQUINOXES (21 SEPTEMBRE ET 21 MARS)

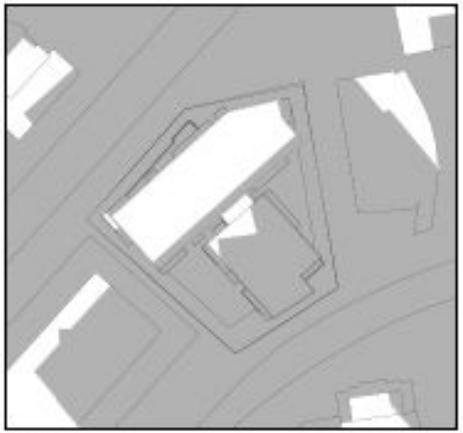


Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

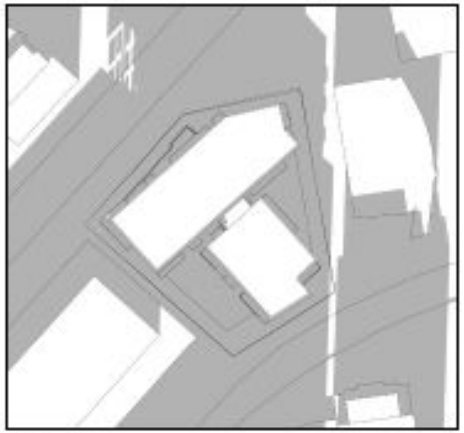
À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / SOLSTICE D'HIVER (21 DÉCEMBRE)



9.00



12.00



15.00



18.00

Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

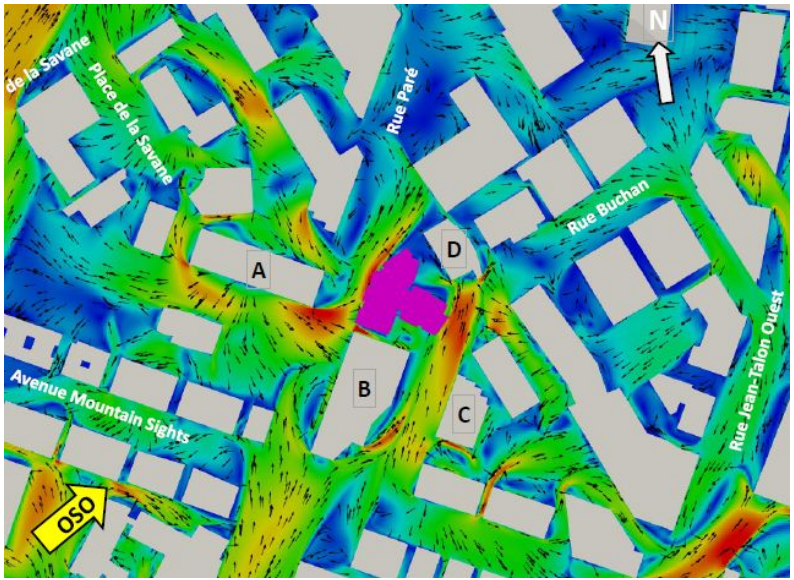
L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE DES IMPACTS ÉOLIENS 17 juin 2022 par Lasalle nhc)

- les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées de conditions actuelles en présence du projet à l'étude.

- Les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.

- Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan **n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.**



ÉTUDE DE CIRCULATION

- Débit faible et insuffisant pour influencer la qualité de l'écoulement de la circulation dans le secteur **d'étude.**

Tableau 2 : Génération des déplacements nette (véhiculaire)

Heure de pointe	Dépl. véhiculaires Entrants	Dépl. véhiculaires Sortants	Total
AM	6	20	26
PM	17	11	28

- La configuration de l'accès véhiculaire, la visibilité au niveau de l'accès au stationnement et l'accès au stationnement sont sécuritaires.

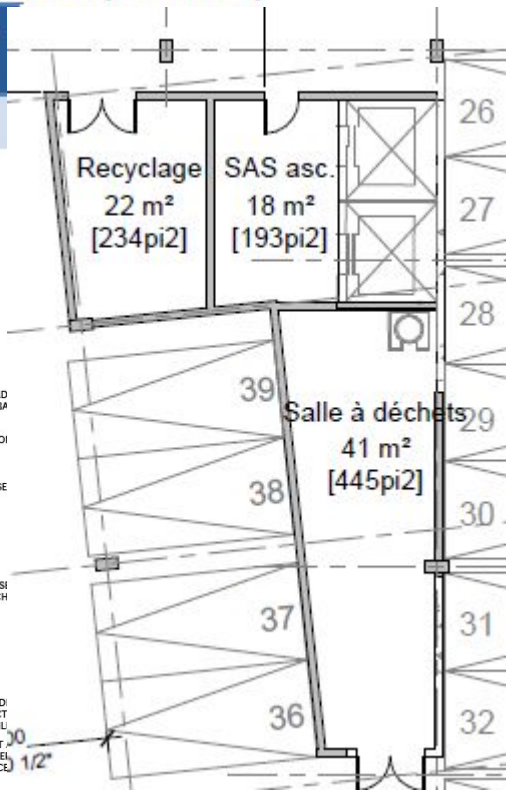
- 3 endroits sont identifiés sur le plan du stationnement souterrain où la visibilité n'est pas optimale pour les manœuvres véhiculaires. Outre les miroirs, une signalisation indiquant le danger pourrait aussi être ajoutée à ces 3 endroits précis.

ÉTUDE PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Tableau 2. Génération hebdomadaire des différentes voies de collecte en volume (estimations)

Volume d'ordures	Volume de matières recyclables	Volume de matières organiques
15,86 v³	7,23 v³	0,79 v³





RECOMMANDATION

LA DIRECTION EST FAVORABLE POUR LES RAISONS SUIVANTES :

- **Considérant que** le projet est conforme aux dispositions du plan d'urbanisme;
- **Considérant que** le projet favorise l'implantation de nouveaux logements dans un secteur TOD à densifier;
- **Considérant que** le projet s'insère dans un secteur en transformation déjà identifié au plan d'urbanisme;
- **Considérant que** le projet occasionne la démolition d'un bâtiment ne présentant pas de valeur patrimoniale ou architecturale;
- **Considérant que** le projet permet de développer un terrain sous-utilisé;
- **Considérant que** les plans révisés suite au CCU répondent aux conditions de celui-ci;
- **Considérant qu'**il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur (sommaire décisionnel 1216290033).

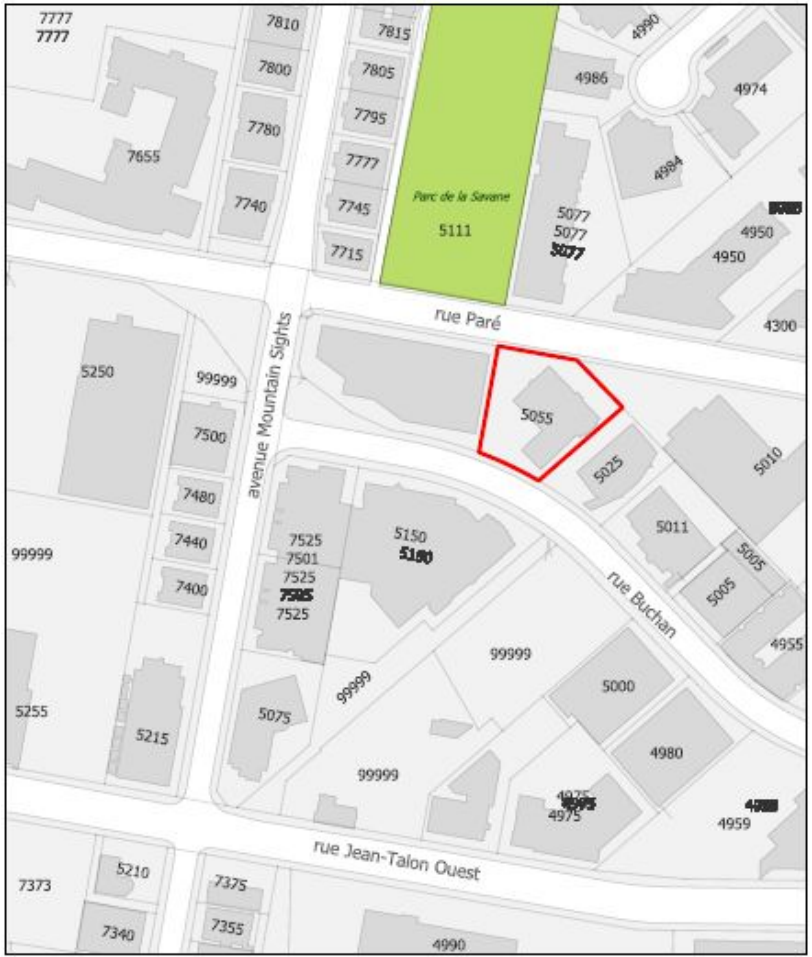
RÉSOLUTION PPCMOI

TERRITOIRE D’APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 648 720 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d’application » joint à son annexe A.

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1216290025



RÉSOLUTION PPCMOI

AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, **la démolition** du bâtiment commercial existant situé au 5055 rue Buchan, **la construction et l'occupation** du bâtiment aux fins de l'usage de la catégorie H.7 (36 logements et plus) de la famille Habitation **sont autorisées** conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a. articles 10 afin d'**autoriser une hauteur maximale de 32 mètres et de 7 à 10 étages**;
b. article 34 afin d'**autoriser une densité approximative de 4,8**;
c. articles 52 à 65 afin d'**autoriser des marges avant minimale de 4,2 mètres sur la rue Paré et de 5,2 mètres sur la rue Buchan**;
d. article 123 afin d'**autoriser l'usage de la catégorie H.7**;
e. article 328 afin d'**autoriser un volume en saillie dans une marge** à 1,7 mètre de la limite avant donnant sur la rue Buchan;
f. article 573.4 afin d'**autoriser une distance entre deux voies d'accès de moins de 7,5 mètres**.

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION

4. En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, **la demande de démolition doit être accompagnée** des documents supplémentaires suivants :

a) un **plan de gestion des matériaux issus de la démolition**;

b) un **plan de gestion des matières résiduelles** des futures occupations;

c) un **plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.**

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION

5. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, le requérant doit produire:

a) **une demande de permis complète pour la construction** d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution, et ce, dans les 12 mois suivants la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;

b) **une lettre de garantie bancaire** correspondant à 20% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du projet de construction et d'aménagement paysager, incluant la conservation et la protection des arbres identifiés;

c) **l'accord des propriétaires adjacents autorisant l'abattage des arbres mitoyens**;

e) un document montrant les **mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés** sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) **et l'arbre public** sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B.

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'OCCUPATION DU BÂTIMENT

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au **respect des conditions suivantes** :

a) le **taux d'implantation maximal** du bâtiment est de **60 %**;
b) le **COS maximal** du bâtiment est de **4,8**;
c) la **hauteur** du bâtiment ne doit pas dépasser **10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres**;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un **maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement**;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'**accès véhiculaire se situent sur la rue Paré**;
f) **aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée**;
g) un **équipement mécanique** installé sur le toit doit être **dissimulé par un écran architectural**;
h) un **espace d'entreposage de déchets** et de matières recyclables et compostables **doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment**;
i) **le toit de la portion du bâtiment de 7 étages** doit être aménagé avec une **terrasse commune** et être recouvert d'un substrat de croissance **et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2**.
j) **13 arbres doivent être plantés** sur le site.
k) le pourcentage de **verdissement en pleine terre doit être de 8%** au minimum.
l) **aucun climatiseur apparent** ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) **16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96m^2** doivent être prévus.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA DÉLIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

8. La conclusion d'une **entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public** dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

OBJECTIFS ET CRITÈRES DE PIIA

10. La délivrance d'un permis de construire ou de transformation impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

11. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :
Favoriser la construction d'un bâtiment de facture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer.

Objectif 2 :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorise et multiplie les interactions entre résidents.

MODIFICATION ENTRE PREMIER ET SECOND PROJET DE LA RÉSOLUTION

L’alinéa j) du paragraphe 6 est modifié par l’ajout des mots «au minimum» de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

3. PRÉSENTATION PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis de motion et adoption du premier projet de résolution par le CA	**13 décembre 2021**
Consultation écrite	**12 au 26 janvier 2022**
Consultation publique en visioconférence	**26 janvier 2022**
Adoption du second projet de résolution par le CA	**7 février 2022 (date projetée)**
Avis annonçant la possibilité de demander la tenue d'un registre	**février 2022 (date projetée)** **Pétitions reçues jusqu'au 8e jours après la publication de l'avis**
Adoption de la résolution finale par le CA	**7 mars 2022 (date projetée)**
Processus référendaire (s'il y a lieu)	**Dans les 45 jours suivant l'adoption, tenue de registre demandant la tenue d'un référendum**

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

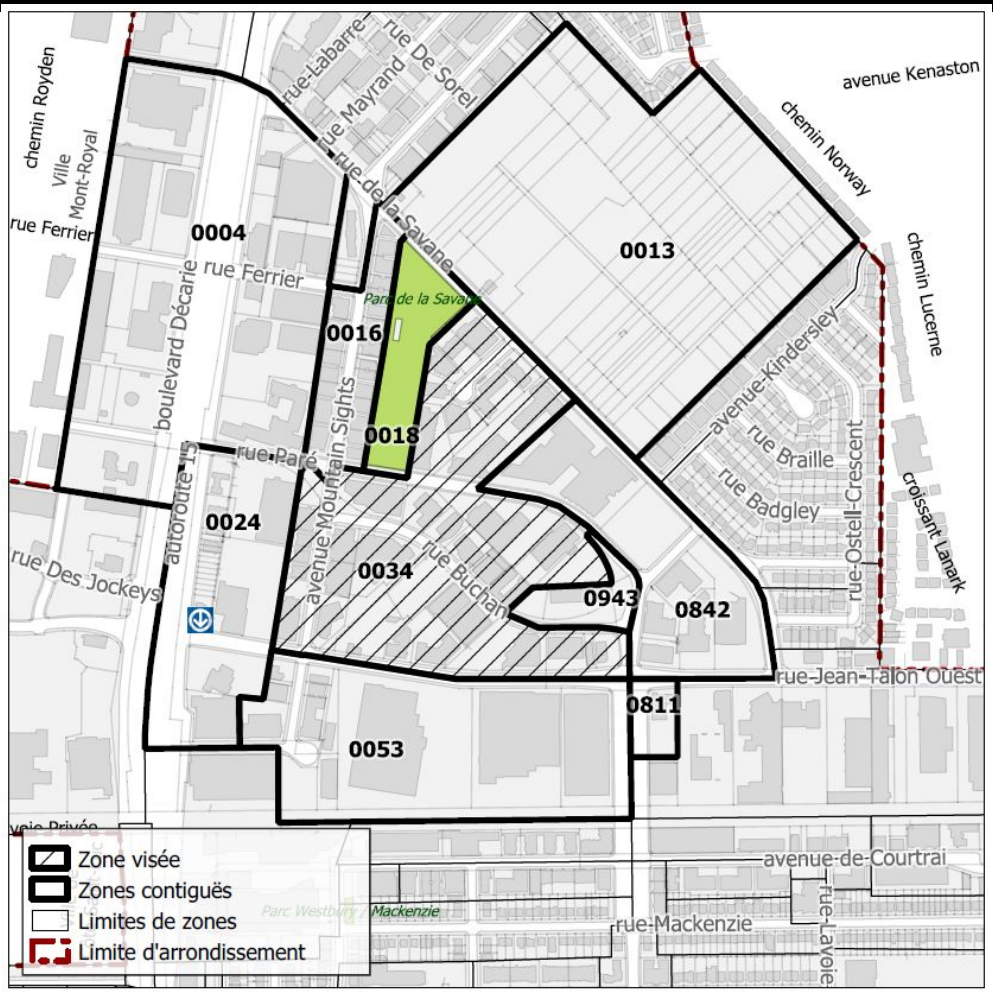
3. Tenue d’un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l’arrondissement annonçant la date de la tenue d’un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2
- Article 3 paragraphe 1° alinéas a) b) c) d) e)
- Article 6 paragraphes a) b) c) d) f) h)

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



4. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC PAR VISIOCONFÉRENCE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

5. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC ÉCRITS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION ÉCRITE

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 12 janvier 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet particulier PP-131, entre le 12 et 26 janvier 2022.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	*2*	*s/o*
Par la poste (courriel)	*1*	*s/o*

1. Question du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

Nous apprécions la disposition volumétrique du projet, les dégagements qu'il offre sur ses abords vis-à-vis les bâtisses avoisinantes, ainsi que le langage architectural sobre est simple.
Nous avons hâte d'accueillir notre nouveau voisin

Questions relatives au murs de fondation et niveaux souterrains
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vu la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?

Réponse requérant :
• Une clôture sera érigée autour du périmètre de la propriété, sur notre terrain.
• L'excavation se fera sans explosifs, puisque le sous-sol du projet ne sera pas au niveau du substratum rocheux.
• L'étayage du périmètre du site se fera avec un mur berlinois et ne causera qu'une légère perturbation aux voisins et à la ville.
• Des sismographes seront installés dans les propriétés avoisinantes et des tests seront faits par une compagnie indépendante avant l'excavation, pour s'assurer qu'il n'y a pas de dommages potentiels.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives à l'aménagement paysager

1) Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?

Réponse requérant :

• Un ingénieur civil a été engagé afin de répondre à toutes les exigences de la ville et de la province quant à la gestion et la rétention des eaux pluviales.

• Un bassin de rétention a été prévu dans le projet, au niveau du premier sous-sol.

2) Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :

- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?

Réponse requérant :

The parking slab is typically between 600 and 450 mm from the existing soil levels. La dalle de soutènement du stationnement souterrain se situe généralement à 450 mm-600 mm du niveau du sol existant.

- Les détails disponibles semblent indiquer des buttes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?

Réponse requérant :

• Les arbres plantés au-dessus de la dalle, seront fournis de terre de 30 pouces en fournissant des buttes là où requis. À cette fin, les buttes seront environ 18 pouces plus hauts que la plantation environnante.

• Toutes les pentes sont vers l'intérieur du site. Si requis localement, un mur de soutènement sera construit le long de la façade est afin d'assurer que les pentes soient respectées

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives à l'aménagement paysager (suite)
- Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?

Réponse requérant :
• Il y aura des arbres dans la mesure du possible, sur la limite est du terrain.
• Les arbres sur dalle seront à moyen déploiement.

Réponse Division urbanisme :
La résolution du PP-131 (article 6) prévoit comme condition la plantation de 13 arbres au minimum sur le site. Par ailleurs, la demande de permis sera assujettie à l'approbation d'un PIIA (plan d'implantation et d'intégration architecturale) et un plan d'aménagement paysager sera requis (art 7). Celui-ci devra tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé dans l'annexe D de la résolution du PP-131.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives aux étages hors sols

- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?

Réponse Division urbanisme :

Ci-joint l'étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire). Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?

Réponse requérant :

Nous prévoyons la création d'un écran paysager d'arbustes afin de masquer les vues entre les deux propriétés au niveau du rez-de-chaussée.

- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)

Réponse requérant :

Ci-joint l'étude d'ensoleillement heure par heure.

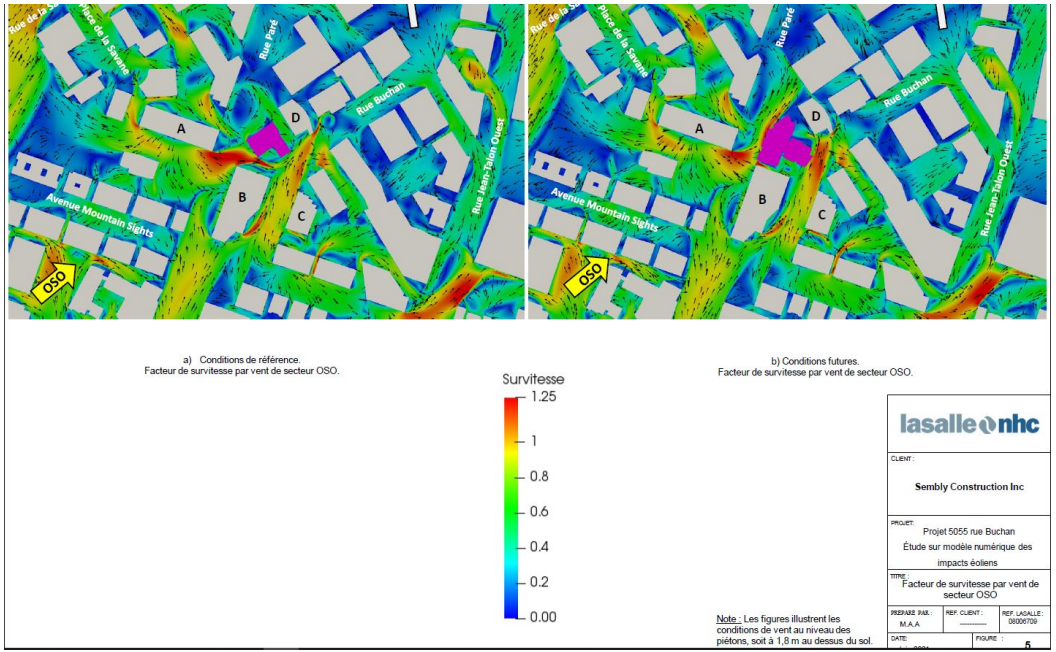
- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?

Réponse requérant :

Le bâtiment respectera toutes les exigences du code national du bâtiment concernant les façades de rayonnement. Puisque le bâtiment est en grande partie en maçonnerie, avec des fenêtres poinçonnées, nous n'aurons pas de problème à respecter cette exigence du code.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Pièce jointe : Étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire). Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

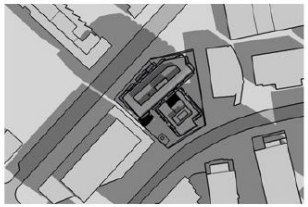


1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

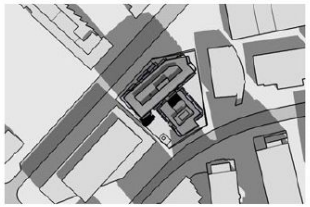
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (21 mars equinoxe).



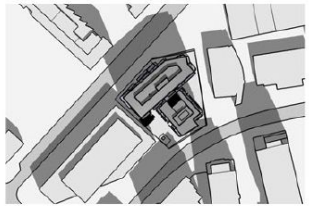
21 MARS - 08:00H



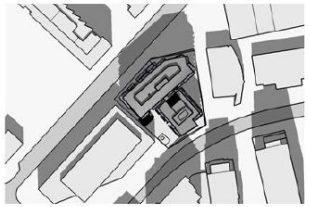
21 MARS - 09:00H



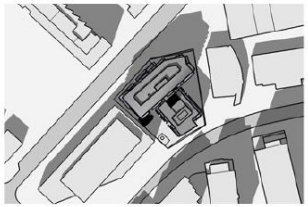
21 MARS - 10:00H



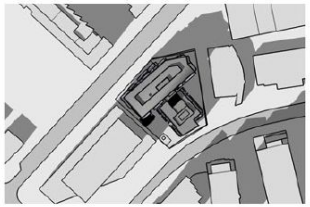
21 MARS - 11:00H



21 MARS - 12:00H



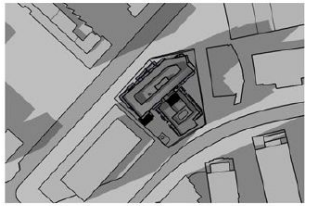
21 MARS - 13:00H



21 MARS - 14:00H



21 MARS - 15:00H



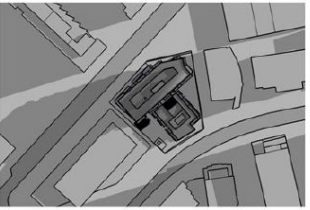
21 MARS - 16:00H

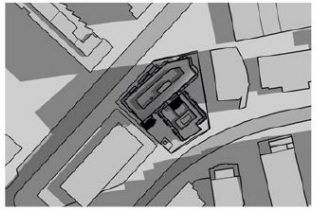


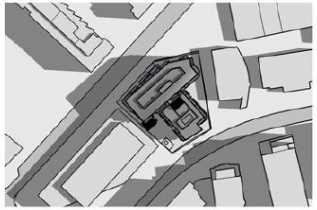
21 MARS - 17:00H

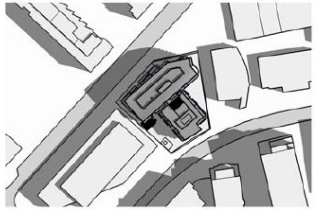
1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

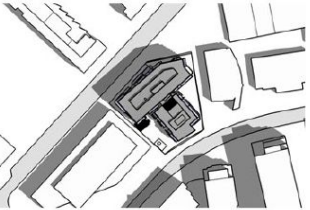
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (solstice d'été 21 juin)

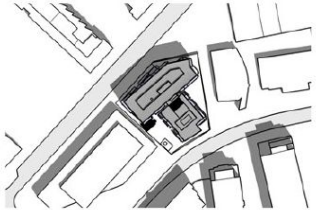

21 JUIN - 07:00H

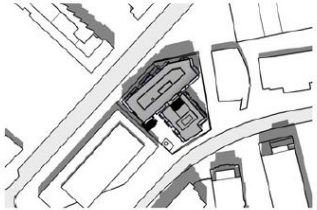

21 JUIN - 08:00H

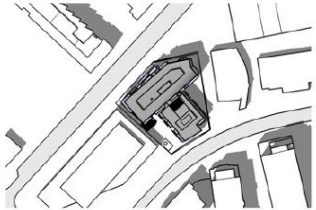

21 JUIN - 09:00H

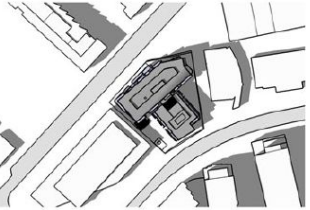

21 JUIN - 10:00H

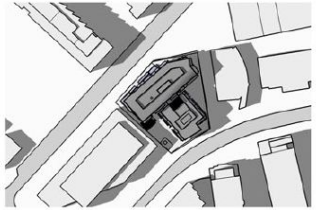

21 JUIN - 11:00H

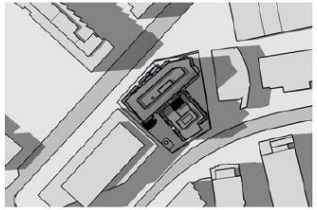

21 JUIN - 12:00H

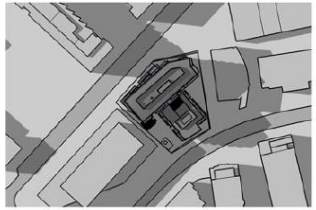

21 JUIN - 13:00H


21 JUIN - 14:00H


21 JUIN - 15:00H


21 JUIN - 16:00H


21 JUIN - 17:00H


21 JUIN - 18:00H


21 JUIN - 19:00H


21 JUIN - 20:00H

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

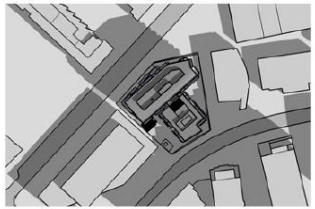
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (21 septembre Equinoxe)



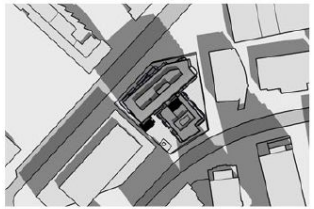
21 SEPTEMBRE - 08:00H



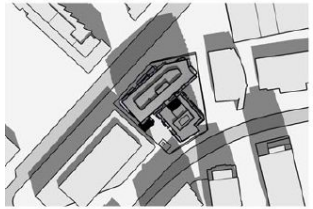
21 SEPTEMBRE - 09:00H



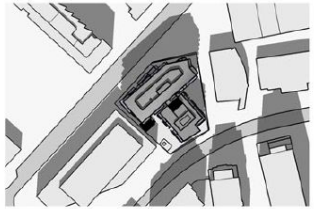
21 SEPTEMBRE - 10:00H



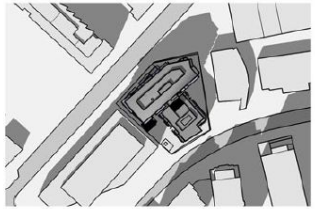
21 SEPTEMBRE - 11:00H



21 SEPTEMBRE - 12:00H



21 SEPTEMBRE - 13:00H



21 SEPTEMBRE - 14:00H



21 SEPTEMBRE - 15:00H



21 SEPTEMBRE - 16:00H



21 SEPTEMBRE - 17:00H



21 SEPTEMBRE - 18:00H

2. Questions de M.Koffi Doumon et réponse de la Division Urbanisme

Question citoyen :
Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle

Réponse Division Urbanisme
• Le nombre maximal d'unités de stationnement de véhicules routiers autorisé pour ce projet de 153 logements est de 90 véhicules (art 6), ce qui représente un ratio d'environ 0,6 véhicule par ménage, alors que le maximum autorisé pour ce projet par le Règlement d'urbanisme est de 91 unités de stationnement.
En effet, dans l'optique de transition écologique, l'arrondissement a modifié en février 2021 le Règlement d'urbanisme 01-276 afin, entre autres, d'établir des maximums d'unités de stationnement de véhicules routiers sur l'ensemble du territoire en fixant des maximums plus bas dans les secteurs à proximité des transports collectifs. En contrepartie, les exigences d'unités de stationnement pour vélos ont augmenté. L'objectif est d'opérer à moyen et long terme un transfert modal dans les modes de déplacements, c'est-à-dire un transfert du déplacement en auto-solo vers les déplacements en transport collectif et actif (vélo et marche).
Une étude réalisée il y a quelques années dans le Triangle a montré que le ratio de possession de véhicules par ménage est de 0,76, bien que ce secteur soit très bien desservi par le transport collectif. Nous visons désormais dans les nouveaux projets dans le Triangle un ratio de possession de véhicules/ménage autour de 0,6 afin de pouvoir opérer la transition écologique.
• L'arrondissement planifie un passage piéton nord-sud reliant la rue Buchan à la rue Paré dans la continuité du passage Yolène Jumelle. Le tracé n'est pas encore défini précisément mais nous prévoyons l'intégrer lors du développement d'un des terrains voisins, tel que montré à la page 8 de la présentation au lien suivant :
https://montreal.ca/evenements/consultation-publique-5055-rue-buchan-et-5070-rue-pare-ppcmoi-25153.

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme

Question 1 citoyen :

Housing, housing and more housing. At least that's the way it seems. It's rare that I hear of a hotel or an office building being planned for our borough, let alone any factories. I would be surprised if any factories have been built here over the last 20 years. Job producing entities are dwindling in CDN-NDG. With each new housing development, our borough becomes more and more simply a bedroom community, with all the lack of diversity and vibrancy that that entails.

This evening a 7-10 storey residential building is proposed for 5055 Buchan/5070 Pare. In the documents provided, it states that there will be 153 logements locatifs. Can it be confirmed that this will be an apartment building and not a condo building?

Réponse Division Urbanisme :

Le promoteur nous a transmis l'information que le projet comprendra des logements locatifs. Cependant, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne donne pas la compétence aux municipalités de régir la tenure des logements (locatifs ou privés).

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme (suite)

Question 2 citoyen :

In my opinion, the borough council should pass a bylaw that will make known, in a clear and easily accessible manner, the names of the individual (s) and/or company/ companies, who are constructing each housing development. This bylaw should be applied retroactively to the past 10-20 years and obviously going forward. These housing additions may be positive or negative, but openness and transparency requires that we know who is changing our borough. It is also important to have a greater understanding of the dynamics of the housing industry, especially given that Montreal and Canada are experiencing a significant housing bubble. This housing bubble will inevitably burst, and will have devastating consequences for our budget, employment and our standard of living. All that said, who is the developer of this project?

Réponse Division Urbanisme :

Le propriétaire de l'immeuble est la compagnie 9086-6807 Qc inc.

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme (suite)

Question 3 citoyen :

This 7-10 storey residential building will bring more cars, traffic, noise and pollution to the Triangle district and CDN-NDG. It should be noted that from June 2020 to June 2021, the city of Montreal saw a decline in its population of about 46,000. My guess is that people are exiting our city because there's too much traffic and too much densification and not enough open spaces, parks and playing fields. A stated objective of our elected representatives is to attract more families to our territory. More tall buildings crowded together, with more SUVs and large vehicles on the surrounding streets, doesn't seem very hospitable to small children or their parents. Given these facts and observations, how will this project benefit the existing residents of our borough and how will it attract more families?

Réponse Division Urbanisme :

Le projet résidentiel devra comprendre 10% de logements familiaux exigé par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logements social et abordable (20-041). De plus, la ville a acquis le terrain à l'ouest du projet sur la rue Paré à des fins d'école et des logements sociaux. Des liens piétons sont prévus pour permettre aux piétons d'accéder au coeur de l'îlot tel que prévu dans la présentation (diapo contexte urbain)

ANNEXE 2

Rapport de consultation écrite – 12 au 26 janvier 2022

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 12 janvier 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	2	Commentaires et questions
Par la poste (courriel)	1	Commentaires et questions

1. **Questions et commentaires transmis par M. Philippe Mizutani**

Commentaires et questions de la SGI du Canada (5025 rue Buchan)
- Nous apprécions la disposition volumétrique du projet, les dégagements qu'il offre sur ses abords vis-à-vis les bâtisses avoisinantes, ainsi que le langage architectural sobre est simple.
- Nous avons hâte d'accueillir notre nouveau voisin

Murs de fondation et niveaux souterrains
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vue la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?

Aménagements paysagers
- Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de

l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?
- Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :
- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?
o Les détails disponibles semblent indiquer des butes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?
o Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?

Étages hors sols
- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?
- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?
- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)
- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?

Réponse de l'arrondissement transmise par courriel

Voici les réponses à vos questions soumises à travers le formulaire de consultation écrite et reçues par la Division de l'urbanisme le 21 janvier 2022 :
- en bleu, les réponses apportées par le représentant du propriétaire de l'immeuble sis au 5055 rue Buchan;
- en rouge, les compléments de réponse apportées par la Division de l'urbanisme.

<u>Murs de fondation et niveaux souterrains</u>
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vu la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?
• Une clôture sera érigée autour du périmètre de la propriété, sur notre terrain.
• L'excavation se fera sans explosifs, puisque le sous-sol du projet ne sera pas au niveau du substratum rocheux.
• L'étayage du périmètre du site se fera avec un mur berlinois et ne causera qu'une légère perturbation aux voisins et à la ville.
• Des sismographes seront installés dans les propriétés avoisinantes et des tests seront faits par une compagnie indépendante avant l'excavation, pour s'assurer qu'il n'y a pas de dommages potentiels.

<u>Aménagements paysagers</u>
- Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une

proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?
• Un ingénieur civil a été engagé afin de répondre à toutes les exigences de la ville et de la province quant à la gestion et la rétention des eaux pluviales.
• Un bassin de rétention a été prévu dans le projet, au niveau du premier sous-sol.

- Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :
- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?
The parking slab is typically between 600 and 450 mm from the existing soil levels. La dalle de soutènement du stationnement souterrain se situe généralement à 450 mm-600 mm du niveau du sol existant.

- Les détails disponibles semblent indiquer des buttes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?
• Les arbres plantés au-dessus de la dalle, seront fournis de terre de 30 pouces en fournissant des buttes là où requis. À cette fin, les buttes seront environ 18 pouces plus hauts que la plantation environnante.
• Toutes les pentes sont vers l'intérieur du site. Si requis localement, un mur de soutènement sera construit le long de la façade est afin d'assurer que les pentes soient respectées

- Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?
• Il y aura des arbres dans la mesure du possible, sur la limite est du terrain.
• Les arbres sur dalle seront à moyen déploiement.
La résolution du PP-131 (article 6) prévoit comme condition la plantation de 13 arbres au minimum sur le site. Par ailleurs, la demande de permis sera assujettie à l'approbation d'un PIIA (plan d'implantation et d'intégration architecturale) et un plan d'aménagement paysager sera requis (art 7). Celui-ci devra tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé dans l'annexe D de la résolution du PP-131.

<u>Étages hors sols</u>
- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?
Ci-joint l'étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire) *(voir annexe 3)*. Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?
Nous prévoyons la création d'un écran paysager d'arbustes afin de masquer les vues entre les deux propriétés au niveau du rez-de-chaussée.

- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)
Ci-joint l'étude d'ensoleillement heure par heure. *(voir annexe 3)*

- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?
Le bâtiment respectera toutes les exigences du code national du bâtiment concernant les façades de rayonnement. Puisque le bâtiment est en grande partie en maçonnerie, avec des fenêtres poinçonnées, nous n'aurons pas de problème à respecter cette exigence du code.

2. Questions et commentaires transmis par M. Koffi Doumon

Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle

Réponse de l'arrondissement transmise par courriel

Bonjour M.Doumon,

Je vous remercie de nous avoir transmis les commentaires suivants reçus par la Division de l'urbanisme le 24 janvier 2022 à travers le formulaire de consultation écrite en ligne :
«Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle».

Voici la réponse de la Division de l'urbanisme :
• Le nombre maximal d'unités de stationnement de véhicules routiers autorisé pour ce projet de 153 logements est de 90 véhicules (art 6), ce qui représente un ratio d'environ 0,6 véhicule par ménage, alors que le maximum autorisé pour ce projet par le Règlement d'urbanisme est de 91 unités de stationnement.
En effet, dans l'optique de transition écologique, l'arrondissement a modifié en février 2021 le Règlement d'urbanisme 01-276 afin, entre autres, d'établir des maximums d'unités de stationnement de véhicules routiers sur l'ensemble du territoire en fixant des maximums plus bas dans les secteurs à proximité des transports collectifs. En contrepartie, les exigences d'unités de stationnement pour vélos ont augmenté. L'objectif est d'opérer à moyen et long terme un transfert modal dans les modes de déplacements, c'est-à-dire un déplacement du déplacement en auto-solo vers les déplacements en transport collectif et actif (vélo et marche).
Une étude réalisée il y a quelques années dans le Triangle a montré que le ratio de possession de véhicules par ménage est de 0,76, bien que ce secteur soit très bien desservi par le transport collectif. Nous visons désormais dans les nouveaux projets dans le Triangle un ratio de

possession de véhicules/ménage autour de 0,6 afin de pouvoir opérer la transition écologique.
• L'arrondissement planifie un passage piéton nord-sud reliant la rue Buchan à la rue Paré dans la continuité du passage Yolène Jumelle. Le tracé n'est pas encore défini précisément mais nous prévoyons l'intégrer lors du développement d'un des terrains voisins, tel que montré à la page 8 de la présentation au lien suivant : https://montreal.ca/evenements/consultation-publique-5055-rue-buchan-et-5070-rue-pare-ppcmoi-25153.

3. Questions et commentaires transmis par M. Carl Hamilton

Housing, housing and more housing. At least that's the way it seems. It's rare that I hear of a hotel or an office building being planned for our borough, let alone any factories. I would be surprised if any factories have been built here over the last 20 years. Job producing entities are dwindling in CDN-NDG. With each new housing development, our borough becomes more and more simply a bedroom community, with all the lack of diversity and vibrancy that that entails.

1. This evening a 7-10 storey residential building is proposed for 5055 Buchan/5070 Pare. In the documents provided, it states that there will be 153 logements locatifs. Can it be confirmed that this will be an apartment building and not a condo building?

2. In my opinion, the borough council should pass a bylaw that will make known, in a clear and easily accessible manner, the names of the individual (s) and/or company/ companies, who are constructing each housing development. This bylaw should be applied retroactively to the past 10-20 years and obviously going forward. These housing additions may be positive or negative, but openness and transparency requires that we know who is changing our borough. It is also important to have a greater understanding of the dynamics of the housing industry, especially given that Montreal and Canada are experiencing a significant housing bubble. This housing bubble will inevitably burst, and will have devastating consequences for our budget, employment and our standard of living. All that said, who is the developer of this project?

3. This 7-10 storey residential building will bring more cars, traffic, noise and pollution to the Triangle district and CDN-NDG. It should be noted that from June 2020 to June 2021, the city of Montreal saw a decline in its population of about 46,000. My guess is that people are exiting our city because there's too much traffic and too much densification and not enough open spaces, parks and playing fields. A stated objective of our elected representatives is to attract more families to our territory. More tall buildings crowded together, with more SUVs and large vehicles on the surrounding streets, doesn't seem very hospitable to small children or their parents. Given these facts and observations, how will this project benefit the existing residents of our borough and how will it attract more families?

Réponse de l’arrondissement transmise par courriel

Je vous remercie pour vos commentaires et questions.
Voici les réponses :

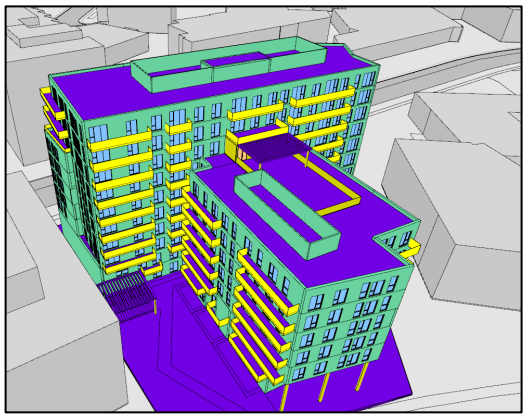
1. Le promoteur nous a transmis l’information que le projet comprendra des logements locatifs. Cependant, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme de nous donne pas la compétence aux municipalités de régir la tenure des logements (locatifs ou privés).

2. Le propriétaire de l'immeuble est la compagnie 9086-6807 Qc inc.

3. Le projet résidentiel devra comprendre 10% de logements familiaux exigé par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logements social et abordable (20-041). De plus, la ville a acquis le terrain à l'ouest du projet sur la rue Paré à des fins d'école et des logements sociaux. Des liens piétons sont prévus pour permettre aux piétons d'accéder au cœur de l'îlot tel que prévu dans la présentation (diapo contexte urbain).

ANNEXE 3

Étude d'impact éolien et étude d'ensoleillement
Complément de réponse aux questions et commentaires de M. Mizutani

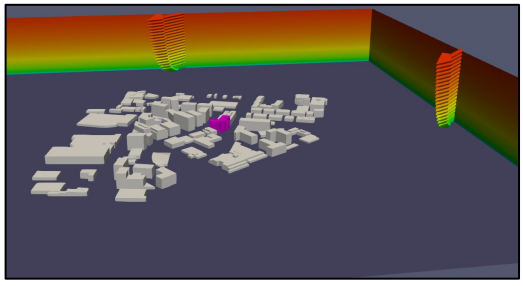


PROJET 5055 RUE BUCHAN

ÉTUDE DE MODÉLISATION NUMÉRIQUE DES IMPACTS ÉOLIENS

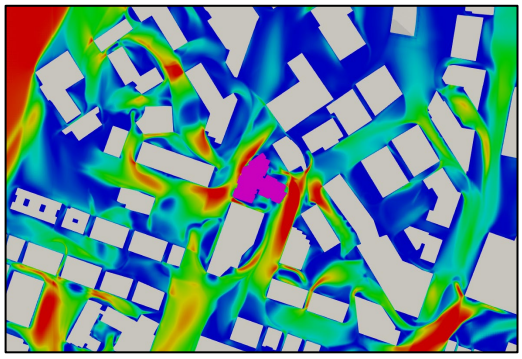
R.0366

PRÉLIMINAIRE



Préparé pour:

Sembly Construction Inc



17 Juin 2021

No référence lasalle|NHC 08006709

lasalle nhc

PROJET 5055 RUE BUCHAN
ÉTUDE SUR MODÈLE NUMÉRIQUE DES IMPACTS ÉOLIENS

RAPPORT R.0366

VERSION PRÉLIMINAIRE

Préparé pour:

Sembly Construction Inc
Montréal, Québec

Préparé par:

Lasalle|NHC
Montréal, Québec

17 Juin 2021

No de référence Lasalle|NHC 08006709

Préparé par:



Marc Alexandre Allard, CPI, M. Sc. A.
Ingénieur junior de projet
No OIQ : 6022431

Vérifié par:



Wael Taha, ing., M.Ing.
Chargé de projet, Associé
No OIQ : 133365

CLAUSE DE LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Ce document a été préparé par Lasalle|NHC de façon conforme aux bonnes pratiques d'ingénierie et est destiné à l'usage exclusif de **Sembly Construction Inc** et de leurs représentants autorisés dans le cadre spécifique du projet **5055 rue Buchan – Étude sur modèle numérique des impacts éoliens**. Le contenu de ce document ne peut être appliqué ou utilisé, en tout ou en partie, par ou à l'avantage d'autres parties sans l'autorisation écrite de Lasalle|NHC. Aucune autre garantie, expresse ou tacite, n'est accordée**.**

Lasalle|NHC et ses directeurs, associés, employés et mandataires n'assument aucune responsabilité à l'utilisation ou au recours du présent document ou de son contenu par des parties autres que **Sembly Construction Inc**.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES 1
1. INTRODUCTION 1
2. DESCRIPTION DU PROJET 2
3. RÉSUMÉ DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE 3
4. IMPACTS ÉOLIENS DU PROJET 5
4.1 Impacts sur les vitesses par vent de secteur OSO 5
4.2 Impacts sur les vitesses par vent de secteur NNE 6
4.3 Fréquences annuelles d'inconfort 6
4.3.1 Critère général – 25% 7
4.3.2 Critère de rue commerçante – 15% (à titre indicatif) 7
4.3.3 Critère de parcs – 10% 7
4.3.4 Dépassement de la vitesse de (75 km/h) 8
5. CONCLUSION 9
6. RÉFÉRENCES 10

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan de localisation du projet

Figure 2 : Rose des vents annuelle – Aéroport P.-E.-Trudeau et Saint-Hubert

Figure 3 : Statistique des vents à l'aéroport international P.-E. Trudeau de Montréal

Figure 4 : Domaine de calcul

Figure 5 : Facteur de survitesse par vent de secteur OSO

Figure 6 : Facteur de survitesse par vent de secteur NNE

Figure 7 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 25%

Figure 8 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 15%

Figure 9 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 10%

1. INTRODUCTION

L'entreprise Sembly Construction Inc développe actuellement un bâtiment principal de 10 étages avec une aile de 7 étages localisé au 5055 rue Buchan dans l'arrondissement Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

LaSalle|NHC a été mandatée par Sembly Construction Inc pour effectuer une étude sur modèle numérique afin d'évaluer l'impact de ce projet sur le régime des vents sur l'espace public adjacent, et plus particulièrement, sur le confort des piétons circulant à proximité.

Les interactions du vent dans les différentes configurations (état de référence et état futur) ont été simulées à l'aide d'un modèle numérique tridimensionnel permettant de calculer les vitesses de l'air en mouvement en tout point du domaine d'intérêt.

Le présent rapport est divisé en 5 sections. Le projet est d'abord décrit à la section 2. La section 3 enchaîne ensuite avec un résumé de l'approche méthodologique guidant l'évaluation des impacts éoliens. La section 4 présente les résultats et la conclusion est exposée au chapitre 5.

2. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet 5055 rue Buchan consiste en la construction d'un bâtiment principal de 10 étages avec une aile de 7 étages tel qu'illustré sur la figure 1. La base du bâtiment occupera une superficie d'environ 2800 m².

Le projet se situe dans le quartier Le Triangle qui est en pleine transformation avec la construction de nombreux projets résidentiels. Le projet 5055 rue Buchan est localisé dans un quartier hétérogène combinant de grands bâtiments résidentiels avec des édifices commerciaux de 1-3 étages.

3. RÉSUMÉ DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Les détails techniques concernant l'approche méthodologique de même que la littérature scientifique pertinente sont présentés à l'annexe de ce rapport. Une compréhension approfondie de la méthodologie par le lecteur n'est pas strictement nécessaire pour comprendre les principales conclusions émises dans cette étude. En effet, le présent chapitre a plutôt pour but d'offrir un bref résumé vulgarisé de l'approche méthodologique afin d'aider le lecteur dans l'interprétation des résultats présentés au chapitre suivant. Le schéma 1 synthétise la méthodologie alors que le tableau 1 résume les paramètres de calculs.

Les vitesses de l'air en mouvement sont calculées à l'aide du modèle numérique 3D OpenFoam. Dans les études d'impacts éoliens, le domaine modélisé s'étend généralement sur une superficie de plus ou moins 1 km². Tel qu'illustré sur la figure 4, le modèle est alimenté, aux extrémités du domaine, par des vents dont la vitesse augmente avec l'élévation. La distribution verticale (ou profil) de la vitesse de ces vents varie selon le milieu ambiant de la zone d'étude. La forme que prendra cette distribution verticale est d'ailleurs contrôlée par une constante nommée paramètre de rugosité α.

Le modèle numérique est mis à profit pour simuler les directions dominantes de vent dans le secteur à l'étude. Dans les cas de Montréal et Laval, deux directions dominantes sont observées à la station météorologique de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, soit l'OSO et le NNE (voir figure 2 et 3).

À proximité du projet à l'étude, les vents au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, sont analysés. Les résultats sont présentés sous forme de survitesse. De manière schématique, ce paramètre représente un ratio adimensionnel entre la vitesse du vent à l'entrée du modèle et celle au point d'intérêt. Par exemple, si la survitesse en un point donné est de 1,5 et que la vitesse du vent à l'entrée du modèle est de 10 km/h, la vitesse du vent en ce même point donné sera de 15 km/h (1,5x10 km/h). De même, si la survitesse en un point donné est de 0,5 et que la vitesse du vent à l'entrée du modèle est de 10 km/h, la vitesse du vent en ce même point donné sera de 5 km/h (0,5x10 km/h). L'exemple demeure simplifié pour des fins d'illustration, toutefois il faut noter que le paramètre de survitesse inclut également un terme de turbulence permettant de mieux caractériser le point d'intérêt. L'utilisation du concept de survitesse permet ainsi de déduire la vitesse du vent qui sera ressentie par le piéton en fonction de la vitesse du vent à l'entrée du modèle. Les survitesses calculées par le modèle sont affichées sous forme de carte de couleur en conditions de références ainsi qu'en conditions futures (en présence du nouveau projet) et ce, pour chaque direction dominante de vents (voir figures 5 et 6). Pour une direction donnée de vents, une diminution de la survitesse (de l'état de référence vers l'état futur) révèle une bonification du confort éolien. À l'opposé, une augmentation de la survitesse implique une dégradation du confort éolien.

Afin d'intégrer l'ensemble des directions dominantes de vent, le concept d'inconfort éolien est adopté. Ce concept consiste à utiliser les survitesses calculées par le modèle ainsi que les données horaires de vent à l'entrée du modèle afin de calculer le nombre de fois où la vitesse du vent ressentie par le piéton dépasse un certain seuil d'inconfort (22 km/h en été et 15 km/h en hiver). À cet effet, les données horaires de vent à l'entrée du modèle découlent des données mesurées à la station météorologique la plus proche, soit à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau dans les cas de Montréal et Laval. Dans certaines situations, ces données mesurées peuvent être transposées directement à l'entrée du modèle alors que dans d'autres situations, ces données mesurées doivent être recalées par un facteur de recalage k.

L'inconfort éolien calculé par le modèle est affiché sous forme de carte de couleur en conditions de références ainsi qu'en conditions futures (en présence du nouveau projet). En guise d'exemple, une fréquence d'inconfort de 0,20 signifie que le seuil d'inconfort est excédé 20% du temps. À cet effet, les fréquences maximales d'inconfort éoliens étant admises ou tout simplement recommandées dépendent essentiellement de l'activité prévue sur la voie publique. En effet, un critère de 10% est généralement visé dans les parcs et les lieux de détente, 15% dans certaines rues commerçantes à Montréal et 25% dans le reste des cas (voir figures 7, 8 et 9).

Finalement, un dernier concept est adopté afin de tenir compte de la sécurité des piétons durant les événements de vents violents, soit le seuil de sécurité. Ce dernier consiste à calculer le nombre de fois où la vitesse du vent ressentie par le piéton dépasse le seuil de sécurité (75 km/h). La fréquence maximale de dépassement de ce seuil est généralement admise à 1%.

Tableau 1 : Synthèse des paramètres de calcul

Paramètres du vent	
Station météorologique de référence	Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau
Directions dominantes	OSO et NNE
Rugosité α	0,26 (Banlieue)
Recalage k	0,85 ($Vent_{Entrée\ modèle} = 0,85\ Vent_{Mesuré\ à\ la\ station}$)
Seuil de confort éolien	6,11 m/s (22 km/h) en été 4,17 m/s (15 km/h) en hiver
Seuil de sécurité	20,83 m/s (75 km/h)
Caractéristiques du modèle	
Dimension du domaine	0,8 km x 0,8 km
Nombre de mailles	9 800 000
Résolution du maillage	10 m à 0,30 m

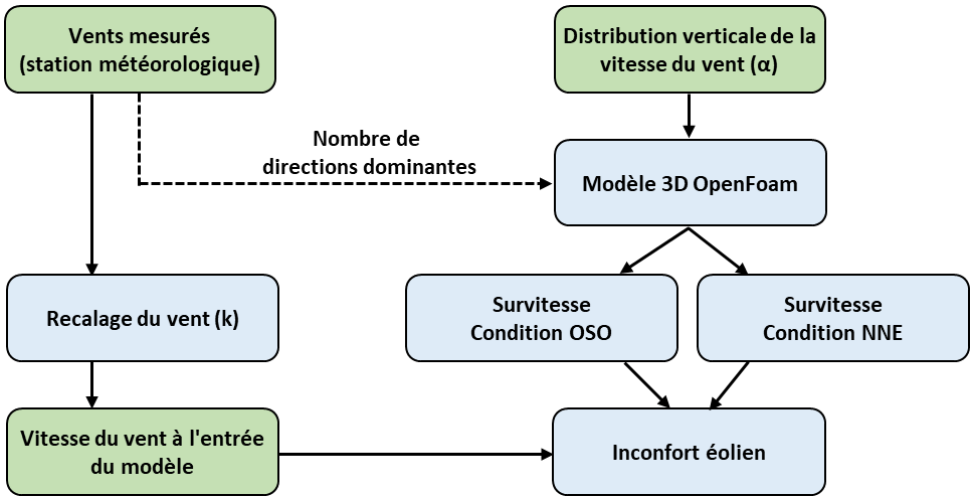


Schéma 1 : Résumé de l'approche méthodologique

4. IMPACTS ÉOLIENS DU PROJET

Les simulations aérodynamiques ont été réalisées pour les deux directions de vents dominants en conditions de référence et en conditions futures (en présence du nouveau projet). Les champs de facteurs de survitesse ont été extraits des simulations à hauteur de piéton, soit 1,8 m au-dessus du niveau de la rue. Les champs de fréquences totales de dépassement de la vitesse limite d'inconfort, toutes directions confondues, également désignées par le terme fréquences annuelles d'inconfort, ont ensuite été calculés pour toutes les configurations.

Le règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-des-Graces présente les critères suivants à respecter :

- en bordure d'une voie publique, une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps;
- dans un parc, un lieu public et une aire de détente, une vitesse moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 10 % du temps.
- Les rafales au sol générées par un projet de construction ne doivent pas dépasser une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

Les figures 5 et 6 illustrent les résultats obtenus pour les vents de secteur OSO et NNE respectivement. Les figures 7 à 9, quant à elles, présentent les fréquences annuelles d'inconfort, toutes directions confondues, pour chacune des configurations (conditions de références et futures).

4.1 Impacts sur les vitesses par vent de secteur OSO

La figure 5 affiche la survitesse au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, en condition de vents en provenance de l'OSO.

De manière générale, le nouveau bâtiment de 10 étages bloque les vents d'OSO alors qu'en condition de références, les vents ont plutôt tendance à s'écouler au-dessus du bâtiment existant.

En conditions actuelles et futures, les vents interceptés par le bâtiment A sont rabattus en partie vers le site à l'étude et sur la rue Paré. Ces courants sont canalisés le long de la façade nord-ouest du bâtiment futur puis dans l'axe de la rue Paré, ce qui augmente les survitesses à cet endroit de 0,8 en conditions actuelles à 1,3 en conditions futures.

De plus, une partie des courants circulant sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C se concentre vis-à-vis de la façade sud-est du projet, ce qui a pour effet d'augmenter les survitesses locales de 1,05 en conditions actuelles à 1,2 en conditions futures. Par la suite, les vents canalisés le long de la rue Buchan se dispersent de part et d'autre du bâtiment D.

En somme, la hauteur modérée du bâtiment du projet comparé aux nouveaux bâtiments du quartier permet de limiter l'intensité des effets aérodynamiques en périphérie. Les impacts sur les survitesses causés par les effets aérodynamiques observés sont donc localisés principalement autour du bâtiment futur.

4.2 Impacts sur les vitesses par vent de secteur NNE

La figure 6 affiche la survitesse au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, en condition de vents en provenance du NNE.

Similairement aux vents d'OSO, le nouveau bâtiment de 10 étages agit en tant qu'obstacle important envers les vents du NNE. Le bâtiment futur contribue à la réduction des survitesses sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C car celui-ci coupe le courant en hauteur qui passe entre les bâtiments B et D avant de s'introduire dans la rue Buchan. Le bâtiment B se retrouve donc dans le sillage du projet à l'étude et l'effet de coin présent au passage de l'arête est du bâtiment B en conditions actuelles est éliminé en conditions futures.

Toutefois, l'effet de coin est repris par l'arête est du projet donnant sur la rue Buchan mais beaucoup moins intense que celui du bâtiment B en conditions de référence. Cela cause une concentration locale des courants de vents et une augmentation des survitesses à cet endroit de 0,85 en conditions actuelles à 1,25 en conditions futures. Par la suite, les survitesses diminuent légèrement suite à l'épanouissement des vents soufflant sur la rue Buchan.

Pour ce qui est de la rue Paré, aucune différence notable n'est constatée entre les survitesses en conditions de références et celles en conditions futures.

En somme, lorsque des vents de secteur NNE sont considérés, les impacts sur les survitesses causés par les effets aérodynamiques observés sont localisés principalement autour du bâtiment futur du côté de la rue Buchan.

4.3 Fréquences annuelles d'inconfort

Les fréquences d'inconfort sont calculées sur une base annuelle en prenant en compte l'ensemble des directions de vent considérées, les critères de vitesse limite en été (22 km/h) et en hiver (15 km/h) ainsi que les heures de circulation des piétons en fonction des saisons. Ces fréquences annuelles d'inconfort reflètent alors un cycle météorologique complet au cours d'une année.

La figure 7, illustrant le champ des fréquences annuelles d'inconfort au niveau des piétons, permet d'identifier les zones répondant au critère général habituellement établi:

- 25 % : critère général établi pour la voie publique ;

Les figures 8 et 9, présentent la comparaison avec des critères spécifiques :

- 15 % : critère adopté pour des rues commerçantes dans certaines villes;
- 10 % : appliqué aux parcs ou lieux de détente;

Une telle comparaison des fréquences d'inconfort permet également d'avoir un portrait global du quartier et servir d'outil au développement d'aménagements d'espaces urbains.

4.3.1 Critère général – 25%

La figure 7 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère général de 25%. Ce critère est généralement utilisé dans les lieux où la fonction principale est destinée au déplacement (rues, trottoirs, pistes cyclables, etc.). La figure 7 montre que le critère général de 25% est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude et ce, autant en conditions de référence qu'en conditions futures.

Ainsi, l'ajout du projet 5055 rue Buchan ne conduit à aucun impact au niveau du confort éolien sur les voies publiques à proximité du projet en question.

4.3.2 Critère de rue commerçante – 15% (à titre indicatif)

La figure 8 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère adopté pour des rues commerçantes dans certaines villes (15%). Ce critère est présenté à titre indicatif uniquement puisque le secteur à l'étude ne contient pas de rues pouvant se caractériser comme étant commerçantes. Toutefois, la figure 8 permet de faire ressortir les secteurs avec amélioration ou détérioration.

Sur la rue Buchan devant la façade sud-est du projet, les fréquences annuelles d'inconfort sont augmentées de 15% en conditions actuelles à 19% en conditions futures. De plus, les fréquences annuelles d'inconfort sont augmentées de 11% en conditions actuelles à 16% en conditions futures sur la rue Paré, vis-à-vis de la façade ouest du futur bâtiment. Toutefois, sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C, les fréquences annuelles d'inconfort sont atténuées de 17% en conditions actuelles à 13% en conditions futures grâce à la présence du projet. Cette dernière observation peut s'expliquer par la réduction des survitesses dans ce secteur tel que décrit dans la section 4.2.

Il est intéressant de mentionner que le critère d'inconfort de 15% est respecté en majeure partie dans la zone de stationnement de vélo située entre le bâtiment B et le projet. Il est aussi à noter que les arbres localisés à proximité du site étudié en conditions actuelles et futures ainsi qu'au-devant de la façade sud-ouest du bâtiment A ne sont pas inclus dans le modèle numérique et contribueraient à réduire l'inconfort localement.

4.3.3 Critère de parcs – 10%

La figure 9 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère adopté pour les parcs ou lieux de détente dans certaines villes (10%).

Un parc aménagé est présent à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria, au nord-est du projet. Les fréquences annuelles d'inconfort à proximité de ce parc ne sont pas affectées par le projet et demeurent inchangées en présence du projet à l'étude. Il est intéressant de constater que si l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D devait être aménagé pour inclure un lieu de détente, le critère de 10% serait respecté à travers la zone considérée. Cet espace offrirait donc un niveau confort acceptable pour les usagers.

4.3.4 Dépassement de la vitesse de (75 km/h)

La vitesse limite étant jugée comme sécuritaire pour les piétons est une vitesse de 75 km/h. À cet effet, la fréquence limite de dépassement de cette vitesse est admise à 1%. Ce critère est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude et ce, autant en conditions de référence qu'en conditions futures.

5. CONCLUSION

L'étude par modélisation numérique tridimensionnelle des vents à Montréal a permis d'évaluer les impacts du projet 5055 rue Buchan sur le confort des piétons circulant sur les rues adjacentes en fonction des critères habituellement utilisés par la Ville de Montréal.

Les résultats de modélisation montrent que l'ajout du projet 5055 rue Buchan engendre une réorganisation relativement localisée des patrons de courants des vents autour du bâtiment du projet. Bien que des augmentations locales des fréquences d'inconfort annuelles au sud-est du projet sur la rue Buchan ainsi qu'au nord-ouest du bâtiment futur sur la rue Paré soient observées, elles demeurent relativement locales et ne conduisent pas à excéder le critère général communément admis en bordure de voie publique et dans les lieux où la fonction principale est destinée au déplacement (25%). Soulignons que ce critère utilisé par la Ville de Montréal demeure respecté dans l'ensemble de la zone d'étude. De plus, la présence du bâtiment futur améliore les fréquences annuelles d'inconfort entre les bâtiments B et C.

Il est à noter que les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées de conditions actuelles en présence du projet à l'étude. Il est aussi intéressant de mentionner que les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.

Les résultats de modélisation montrent aussi que le critère de sécurité de 1% demeure respecté dans l'ensemble de la zone d'étude.

Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.

6. RÉFÉRENCES

[1] Intégration du phénomène vent dans la conception du milieu bâti - J. Gandemer et A. Guyot – Ministère de la Qualité de la vie - France 1976.

[2] Architectural Aerodynamics by R.M. Aynsley, W. Melbourne and B.J. ¬Vickery - Applied Science Publishers Ltd. London.

[3] Élaboration d'outils méthodologiques et techniques d'aide à la conception d'ambiances urbaines de qualité pour favoriser le développement durable des villes - S. Reiter – Thèse de doctorat de l'Université Catholique de Louvain, Belgique.

[4] Règlement d'urbanisme (01-276) de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Codification administrative, 22 mai 2019.

ANNEXE A
DÉTAILS TECHNIQUES EN LIEN AVEC L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE A2
1.1 Représentation de l'air en mouvement A2
1.2 Critères d'évaluation du confort éolien A2
1.3 Données de référenceA5 ..... A5
1.4 Transposition au site à l'étude A6
1.5 Vitesses locales et fréquences d'inconfort A7

2. ANALYSE DU RÉGIME DES VENTS A8
2.1 Station météorologique de référence A8
2.2 Analyse statistique de la direction et de la vitesse des vents A8
2.2.1 Direction A8
2.2.2 Vitesse A9

3. MODÈLE NUMÉRIQUE A11
3.1 Le modèle numérique A11
3.2 Domaine de calcul A11
3.3 Conditions aux limites A12

1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Représentation de l'air en mouvement

L'écoulement simulé doit avoir les mêmes caractéristiques que l'air arrivant sur le site étudié. En négligeant les phénomènes thermiques pouvant affecter la stabilité de l'atmosphère, la distribution verticale de la vitesse du vent peut s'exprimer comme suit :

$$\frac{U}{U_g} = \left(\frac{z}{z_g}\right)^{\alpha} \tag{3.1}$$

où U : vitesse moyenne du vent à l'altitude z;

z : altitude au-dessus du sol;

z_g : épaisseur de la couche limite atmosphérique;

U_g : vitesse moyenne du vent à l'altitude z_g, au-delà de laquelle la vitesse n'est plus influencée par la nature du site rencontré par le vent.

Les paramètres α et z_g dépendent essentiellement du type de rugosité du sol, c'est-à-dire de la hauteur et de la densité des bâtiments du secteur élargi d'étude. La valeur de α varie typiquement entre 0,14, pour un environnement de lac ou de plaine qui apparaît comme une surface relativement "lisse", et 0,36 au-dessus d'un centre-ville de grande hauteur et dense, considéré comme étant fortement "rugueux" [1].

Afin que le profil de vent se développe selon les spécificités du tissu urbain existant, l'ensemble du quartier englobant la zone d'étude est généralement inclus dans le modèle numérique. Cela permet ainsi d'établir correctement le patron d'écoulement du vent incident.

1.2 Critères d'évaluation du confort éolien

Tous les auteurs ayant entrepris de caractériser le confort ou l'inconfort des piétons soumis aux vents définissent, tout d'abord, un seuil, autrement dit, une vitesse limite à partir de laquelle le vent est incommodant et considèrent ensuite la fréquence avec laquelle ce seuil est dépassé en un site donné. Le régime des vents est alors jugé acceptable si cette fréquence est inférieure à une limite qui dépend de la vocation du site. Cette fréquence peut s'exprimer en nombre d'heures par an, sur la base de 8 760 heures par année.

Le seuil (la vitesse limite) est défini en considérant les effets physiques du vent sur un individu et on constate que les valeurs adoptées par divers auteurs diffèrent grandement en fonction des objectifs recherchés : certains auteurs s'intéressent surtout à la sécurité des piétons et adoptent alors un seuil élevé, de l'ordre de 20 m/s (72 km/h). Cette vitesse correspond sensiblement à celle de vents susceptibles d'empêcher la marche ou de provoquer la chute des piétons.

D'autres études abordent plus spécifiquement la question du confort et établissent le seuil à une valeur susceptible de provoquer des effets incommodants sans être dangereux : vents capables de soulever la poussière, de décoiffer, de rendre impossible la lecture d'un journal, etc. Les vitesses limites retenues selon cette perspective, que nous adopterons, sont alors plus faibles, de l'ordre de 5 m/s (18 km/h).

Il s'agit là d'ordres de grandeur et il faut, pour aller plus loin, préciser ce qu'on entend par « vitesse du vent ». Le vent est en effet, par nature, fortement variable d'un instant à l'autre et l'enregistrement des vitesses, en un point donné, révèle des fluctuations aléatoires liées à la nature turbulente de l'écoulement de l'air dans la couche limite terrestre. On doit ainsi distinguer la vitesse moyenne du vent et les vitesses extrêmes observées pendant les rafales. Plus précisément, la valeur instantanée de la vitesse du vent u(t) est rapportée à sa valeur moyenne U et les fluctuations autour de cette moyenne sont en général bien représentées par une loi normale, caractérisée par son écart-type σ.

Divers auteurs ont ainsi retenu des combinaisons variées de U et σ pour définir la vitesse limite requise pour caractériser le seuil d'inconfort. On trouve ainsi, aux deux extrêmes, les critères proposés respectivement par Gandemer [1] et Melbourne [2] :

$$U + \sigma \leq 6 \text{ m/s} \tag{3.2}$$

$$U + 3{,}5\,\sigma \leq 9 \text{ m/s} \tag{3.3}$$

Cette disparité n'est toutefois qu'apparente, et les deux critères ci-dessus correspondent pratiquement à la même situation; on constate en effet que l'écart-type σ n'est pas indépendant de la vitesse moyenne et croît avec elle. L'intensité de la turbulence :

$$i = \frac{\sigma}{U} \tag{3.4}$$

est en effet comprise entre 0,15 et 0,30 pour la majorité des cas pratiques et l'écart-type σ est donc de l'ordre de 0,25U. Un vent correspondant à la limite d'inconfort selon Grandemer [1] est donc un vent dont la vitesse moyenne est donnée par :

$$U + 0{,}25U = 6 \text{ m/s} \tag{3.5}$$

$$U = 6/1{,}25 = 4{,}8 \text{ m/s} \tag{3.6}$$

alors que la vitesse moyenne limite selon Melbourne [2] correspond à :

$$U + 0{,}875\ U = 9\ \text{m/s} \tag{3.7}$$

$$U = 9/1{,}875 = 4{,}8\ \text{m/s} \tag{3.8}$$

soit une valeur identique à la précédente.

Les deux critères ne s'écartent l'un de l'autre que dans des situations extrêmes où la turbulence du vent s'éloigne des valeurs typiques citées précédemment : turbulence dans le sillage immédiat d'un bâtiment aux arêtes vives, par exemple, et la définition de Gandemer nous semble alors préférable. Cette dernière privilégie des vitesses instantanées ne s'écartant que peu de la valeur moyenne, qu'on observe donc fréquemment, alors que Melbourne s'intéresse aux pics violents et rares, dans une optique qui s'apparente, ici encore, à l'analyse de la sécurité des piétons plus qu'à leur confort.

Le critère adopté :

$$U + \sigma \leq 6{,}11\ \text{m/s} \tag{3.9}$$

doit maintenant être corrigé pour tenir compte des effets thermiques. Nous avons retenu ce critère sans le modifier pour les mois relativement chauds, avril à septembre inclus, alors que l'on adopte plutôt :

$$U + \sigma \leq 4{,}17\ \text{m/s} \tag{3.10}$$

pour les mois plus froids d'octobre à mars. Ceci correspond sensiblement à la règle communément admise, citée par Melbourne [2], selon laquelle il faut augmenter les vitesses d'un degré Beaufort pour tenir compte d'un refroidissement de 20°F.

L'analyse du confort éolien est limitée aux heures pendant lesquelles les piétons sont les plus nombreux, soit :

- de 6 h 00 à 22 h 00 d'avril à septembre inclus;
- de 8 h 00 à 18 h 00 d'octobre à mars inclus.

Ces périodes correspondent à 4 750 heures dans l'année (54 % de la durée totale), et les vents observés en dehors de ces périodes (en particulier pendant la nuit) ne sont pas comptés comme incommodants.

La fréquence avec laquelle les vents inconfortables peuvent être tolérés dépend de la vocation du site ou de l'artère. Le tableau 1 résume les valeurs généralement admises [1] pour les fréquences d'inconfort, lesquelles sont exprimées en heures par année.

Il est à souligner que la Ville de Laval ne dispose pas de critère numérique pour définir l'inconfort éolien. Toutefois, les règlements de la Ville de Montréal et de ses arrondissements touchant les impacts éoliens définissent les fréquences maximales d'inconfort admissibles pour les divers secteurs de la ville. Par exemple dans le cas de l'arrondissement du Sud-Ouest, l'extrait du règlement stipule qu'en bordure d'une voie publique, une fréquence limite de dépassement de 25 % est généralement admise. Les parcs et lieux de détentes sont soumis à une limite de 10 %. Les vitesses seuil sont de 6,11 m/s en été et de 4,17 m/s en hiver.

Tableau 2 Fréquence d'inconfort communément admise selon l'activité

Activité	Nombre maximum d'heures pendant lesquelles le seuil d'inconfort est atteint ou dépassé(1)
Station immobile prolongée terrasse de café, théâtre en plein air, piscine…	438 h/an (ou 5 %)
Station immobile courte jardin public, aire de jeux, rue commerçante, galerie…	876 h/an (ou 10 %)
Marche normale promenade pédestre, passage piétonnier, entrée d'immeuble…	1 314 h/an (ou 15 %)
Marche rapide parc auto, trottoir des avenues, belvédère…	2 190 h/an (ou 25 %)

1.3 Données de référence

L'analyse des impacts éoliens d'un projet immobilier repose sur des données statistiques du régime des vents (vitesse et direction) applicable au site à l'étude. En règle générale, ces informations proviennent de stations météorologiques permanentes situées à proximité du site, et disposent de données horaires sur des périodes suffisamment longues. On doit également s'assurer que la station choisie permette une mesure du vent exempte des effets locaux du relief et du bâti avoisinant. Pour les projets situés sur l'île de Montréal ainsi qu'à Laval, on utilise généralement les statistiques de vent compilées à la station météo d'Environnement Canada de l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau (Dorval). À la section 2.1 de l'annexe A, on discute du choix de cette station.

(1) Il est à noter que chaque arrondissement établit son règlement et que les valeurs admissibles peuvent ainsi varier d'un arrondissement à l'autre.

1.4 Transposition au site à l'étude

Des données de vent fiables et détaillées ne sont que très rarement disponibles au site immédiat des projets à l'étude et, comme on vient de le mentionner, on doit généralement faire appel aux données de stations météorologiques situées à proximité. En vue de calculer l'impact des aménagements projetés sur les fréquences d'inconfort éolien, il importe au préalable de transposer ou de «recaler» la vitesse moyenne du vent $U_{météo}$ obtenue à la station météo à une valeur correspondante U_{site} aux abords du site à l'étude :

$$U_{site} = k\, U_{météo} \tag{3.11}$$

où k est le coefficient de recalage. Les vitesses $U_{météo}$ et U_{site} sont évaluées à une hauteur z = 10 m par rapport au sol, une valeur standard pour les relevés de vents dans les stations météo. À Laval ainsi qu'à Montréal, le coefficient de recalage k varie essentiellement entre 0.65 et 1.0 dépendamment de la densité urbaine du secteur à l'étude. À cet effet, une valeur de 1.0 signifie que les conditions éoliennes sur le site du projet sont pratiquement identiques aux conditions à l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau.

En l'absence de données mesurées directement sur le site, on peut faire appel à la théorie pour l'évaluation de k. En effet, en appliquant l'équation (3.1) à l'emplacement de la station, puis au site à l'étude, on obtient :

$$k = \left(\frac{Z_{g\,météo}}{10}\right)^{\alpha_{météo}} \left(\frac{10}{Z_{g\,site}}\right)^{\alpha_{site}} \tag{3.12}$$

1.5 Vitesses locales et fréquences d'inconfort

L'influence d'un nouveau bâtiment sur les conditions éoliennes locales est exprimée à l'aide d'un paramètre de confort, aussi appelé facteur de survitesse :

$$\psi = \frac{U+\sigma}{(U+\sigma)_{site}} = \frac{U+\sigma}{k U_{météo}(1+i_{site})} \tag{3.13}$$

où U+σ correspond à la valeur maximale du vent à hauteur de piéton en un point donné du site à l'étude. La valeur de ψ est obtenue sur modèle réduit (soufflerie ou hydraulique) ou modèle numérique, en

comparant les vitesses locales U+σ liées à la présence des bâtiments avec la vitesse nominale $(U+\sigma)_{site}$ établie sur le site sans l'influence des aménagements projetés.

En introduisant l'intensité de la turbulence i_{site} caractéristique du vent incident soufflant sur le site, l'équation (3.13) peut s'écrire comme suit :

$$U_{météo} = \frac{U+\sigma}{k\psi(1+i_{site})} \tag{3.14}$$

En substituant, pour chacun des points considérés pour l'analyse du confort éolien, les limites de U+σ correspondant aux seuils de confort estival et hivernal, soit les valeurs de 6,11 et 4,17 m/s des équations (3.9) et (3.10), on peut obtenir le vent moyen correspondant $U_{météo}$ à la station météo de référence et en déduire les probabilités ou fréquences d'inconfort en chaque point.

2. ANALYSE DU RÉGIME DES VENTS

2.1 Station météorologique de référence

Deux stations météorologiques principales sont situées à proximité du site : celle de l'aéroport P.-E.-Trudeau à Montréal et celle de l'aéroport de Saint-Hubert sur la rive sud. La figure 2 donne, pour ces deux sites, la rose des vents obtenue sur une base annuelle. À la station de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, deux secteurs sont prédominants : le premier, centré sur l'ouest-sud-ouest (OSO) prévaut 37 % du temps alors que le deuxième, le secteur nord-nord-est (NNE), compte pour 20 % des observations. Les secteurs dominants de l'OSO et du NNE, qui représentent ainsi près de 60 % des épisodes de vent, correspondent à l'orientation de la vallée du Saint-Laurent encaissée entre les Laurentides et les Appalaches.

Le régime des vents à Saint-Hubert est semblable, mais la fréquence des vents des secteurs OSO et du NNE est diminuée au profit des vents du Nord et du Sud (figure 2). Ces derniers sont favorisés par l'orientation Nord-Sud de la vallée du Richelieu.

Pour les études d'impacts éoliens touchant l'île de Montréal ainsi que Laval, on doit privilégier les données de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau puisque la tendance nord-sud des vents observés à Saint-Hubert est avant tout applicable à la rive Sud de Montréal.

2.2 Analyse statistique de la direction et de la vitesse des vents

2.2.1 Direction

La figure 3a illustre les roses des vents obtenues d'après les données recueillies à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau (1980 - 2013) sur une base annuelle ainsi que pour les périodes printemps-été et automne-hiver [3]. Tel que mentionné précédemment, la prédominance des directions de vent centrées sur les secteurs OSO et NNE est manifeste tout au long de l'année. Par rapport à la moyenne annuelle, les mois les plus chauds (avril à septembre) indiquent une certaine diminution des vents du secteur NNE au profit de ceux de l'OSO, et particulièrement du SO. Par contre, les mois d'automne et d'hiver (octobre à mars) s'accompagnent d'une augmentation marquée de la fréquence des vents du NNE. Pour les vents dominants du secteur OSO, on observe alors que les composantes O et OSO deviennent plus importantes que celles du SO.

L'ensemble de ces résultats confirme donc que, pour des immeubles situés à Laval et sur l'île de Montréal, l'étude des impacts éoliens peut être concentrée sur les vents dominants des secteurs OSO et NNE. Les autres directions, beaucoup moins fréquentes, ne font l'objet d'examen que dans des cas d'intérêt particulier.

2.2.2 Vitesse

La figure 3b donne la fréquence des vitesses moyennes du vent obtenue sur une base annuelle pour les secteurs de l'OSO et du NNE. On observe essentiellement que les vents de l'OSO sont, en moyenne, plus forts que ceux du NNE. Ainsi, les vents de l'OSO excèdent 15 km/h près de 55 % du temps alors que seulement 45% des vents du NNE dépassent cette valeur.

Comme on l'a déjà souligné, l'analyse du confort des piétons tient uniquement compte des statistiques de vitesses de vent correspondant aux heures normales de circulation des piétons :

- 6 h 00 à 22 h 00 pour les mois d'avril à septembre inclusivement;
- 8 h 00 à 18 h 00 d'octobre à mars inclusivement.

À partir des données de vent historiques recueillies à la station météo de l'aéroport P.-E.-Trudeau, on peut établir la fréquence annuelle des vents de l'OSO et du NNE en fonction de la vitesse observée aux heures de circulation des piétons.

Le tableau 2 exprime ces résultats en donnant la fréquence annuelle correspondant à douze (12) classes distinctes de vitesses du vent. D'avril à septembre, par exemple, entre 6 h 00 et 22 h 00, des vents de l'OSO de 21 à 25 km/h sont observés pendant 4567 heures ce qui correspond, sur 34 ans de données (298 228 heures), à une fréquence de 1,5%.

Tableau 3 Fréquence des vents dominants en fonction de leur vitesse et des heures considérées pour l'étude du confort des piétons

(Station météo de l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau (Dorval))

	SECTEUR OSO				SECTEUR NNE			
	ÉTÉ avril à septembre 06:00 à 22:00		HIVER octobre à mars 08:00 à 18:00		ÉTÉ avril à septembre 06:00 à 22:00		HIVER octobre à mars 08:00 à 18:00	
Vitesse (km/h)	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**
1 à 5	0,5 %	1627	0,30 %	900	0,37 %	1094	0,25 %	754
6 à 10	2,3 %	6801	1,03 %	3079	1,27 %	3792	0,92 %	2751
11 à 15	3,1 %	9248	1,57 %	4694	1,60 %	4761	1,32 %	3944
16 à 20	3,0 %	8827	1,89 %	5624	1,14 %	3401	1,06 %	3171
21 à 25	1,5 %	4567	1,21 %	3600	0,48 %	1436	0,47 %	1392
26 à 30	1,4 %	4034	1,36 %	4049	0,33 %	997	0,39 %	1162
31 à 35	0,5 %	1629	0,74 %	2202	0,13 %	385	0,15 %	457
36 à 40	0,1 %	427	0,27 %	816	0,03 %	97	0,06 %	182
41 à 45	0,1 %	310	0,19 %	560	0,02 %	54	0,04 %	113
46 à 50	0,0 %	103	0,08 %	248	0,01 %	28	0,01 %	42
51 à 55	0,0 %	26	0,02 %	68	0,00 %	8	0,00 %	8
Plus de 55	0,0 %	21	0,02 %	61	0,00 %	14	0,00 %	4
TOTAL	**12,6 %**	**37620**	**8,7 %**	**25901**	**5,4 %**	**16067**	**4,7 %**	**13980**

En additionnant les probabilités du tableau 2, on obtient, pour les secteurs OSO et NNE et les heures considérées pour l'étude du confort des piétons, la fréquence annuelle avec laquelle une vitesse du vent est atteinte ou dépassée à la station météo de P.-E.-Trudeau. Ces fréquences cumulatives, illustrées graphiquement à la figure 3c, servent de base à l'analyse des conditions de confort des piétons.

3. MODÈLE NUMÉRIQUE

3.1 Le modèle numérique

La modélisation des écoulements de vent dans Laval a été effectuée à l'aide d'un modèle numérique tridimensionnel de la suite OpenFoam, qui résout par la méthode des volumes finis les équations de base de la dynamique des fluides (équations de Navier-Stokes).

La turbulence de l'écoulement est modélisée à l'aide de la formulation Spalart-Almaras (SA), en régime stationnaire. Ce modèle est largement utilisé en aérodynamique et dans les cas de figure faisant intervenir un écoulement non confiné. La prise en compte de la turbulence permet non seulement d'aboutir à une solution réaliste du champ moyen d'un écoulement turbulent, mais aussi d'évaluer l'intensité turbulente en chacun des points du domaine de calcul. Comme on l'a déjà mentionné à la section 1 de l'annexe A, la turbulence, jouant un rôle important dans l'évaluation des impacts éoliens, doit être évaluée.

Bien qu'intrinsèquement non stationnaire, la turbulence peut être modélisée avec une approche stationnaire en utilisant un paramètre de viscosité turbulente permettant de caractériser l'intensité turbulente, qui est normalement donnée par le rapport entre l'écart type et la vitesse moyenne. En effet, les travaux sur banc d'essais numérique menés par notre entreprise ont permis de mettre en évidence une relation explicite entre l'intensité turbulente en régime non stationnaire et la viscosité turbulente du modèle SA en régime stationnaire. Ainsi, les simulations effectuées en régime stationnaire dans un domaine complexe permettent d'obtenir la vitesse moyenne de l'écoulement et l'intensité turbulente qui sont les intrants du calcul des fréquences d'inconfort des piétons (voir section 1 de l'annexe A). L'intérêt de cette méthodologie est d'éviter un maillage démesurément fin et des temps de calcul extrêmement longs.

3.2 Domaine de calcul

Le domaine modélisé s'étend généralement sur une superficie de plus ou moins 1 km² et le projet en question est positionné relativement au centre de la maquette virtuelle. Le domaine de calcul s'étend verticalement sur 200 m, ce qui place la frontière du modèle à une altitude suffisante pour ne pas être affectée par les bâtiments du secteur. La figure 4 illustre le domaine de calcul.

Le volume défini par le domaine de calcul a été discrétisé à l'aide d'un maillage hexaédrique permettant de prendre en compte la géométrie des bâtiments. La taille des mailles est variable selon l'importance des détails de l'écoulement que l'on recherche. Au voisinage du sol, par exemple, ainsi que près de la surface des nouveaux bâtiments, les mailles ont une taille caractéristique de 0,60 m. À l'inverse, au voisinage de la frontière supérieure du domaine de calcul, les mailles ont une taille caractéristique de 10 m.

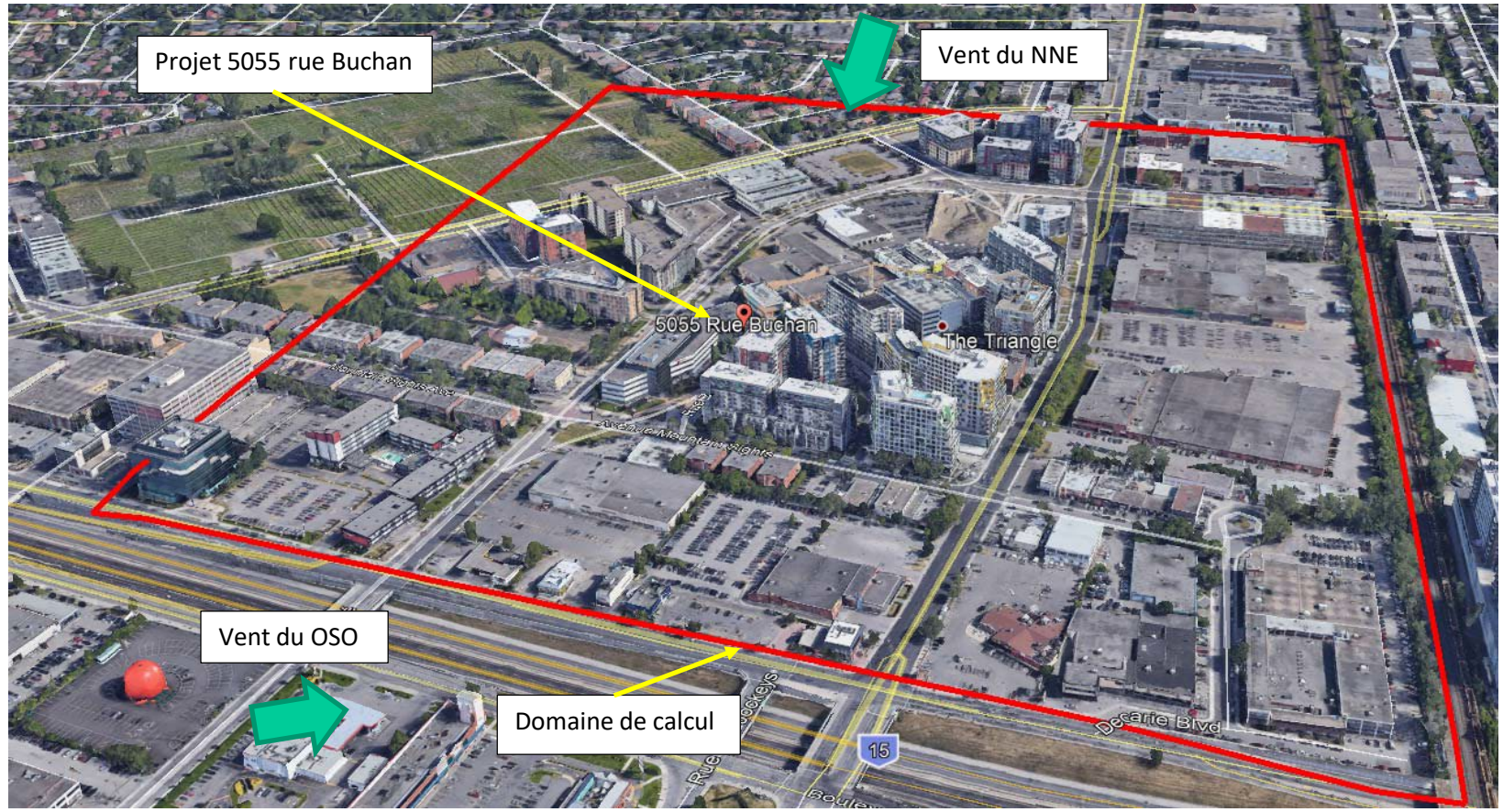
3.3 Conditions aux limites

Les directions du vent modélisées correspondent aux vents dominants prévalant sur l'île de Montréal, soit les directions OSO et NNE (voir section 2 de l'annexe A). Compte tenu de l'orientation du domaine de calcul, une condition de vitesse a été imposée aux frontières nord-nord-ouest et sud-sud-ouest, pour les vents de secteur OSO et à la frontière nord-nord-est pour les vents de secteur NNE (voir figure 2 de l'annexe A). La condition de vitesse se traduit par un profil de vitesses logarithmique caractéristique de la couche limite atmosphérique développée au-dessus du secteur d'étude. Les résultats étant essentiellement présentés en termes de facteurs de survitesse (défini par le symbole Ψ dans la section 1 de l'annexe A), la vitesse absolue imposée au modèle est arbitraire. À titre indicatif, mentionnons que la vitesse d'entrée du site à 10 m du sol a été fixée à 10 m/s.

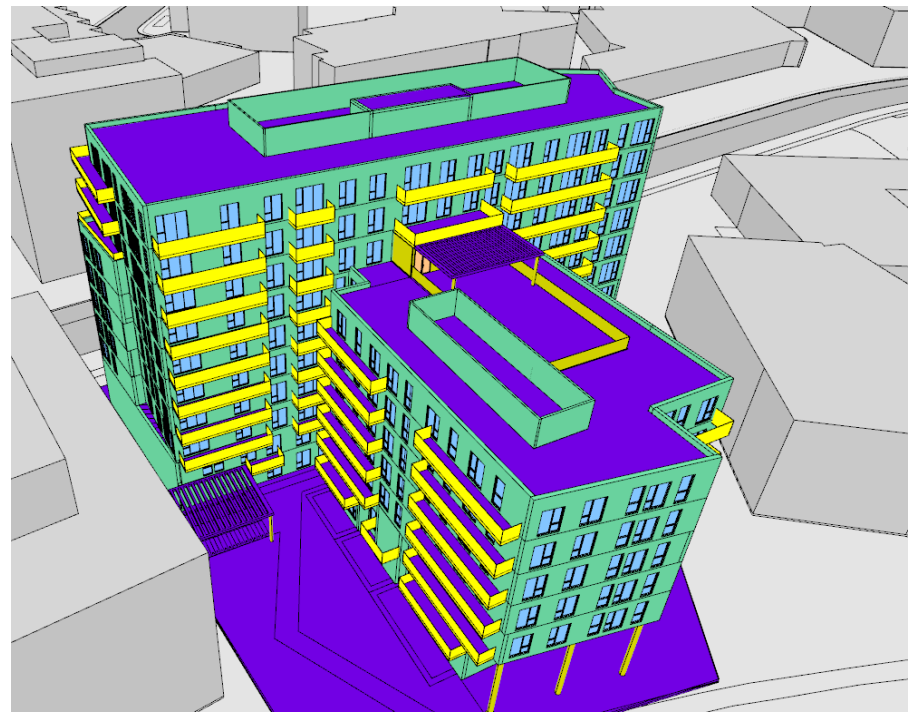
Les paramètres caractérisant la turbulence ont été réglés de manière à ce que l'intensité turbulente de l'écoulement incident imposé aux frontières du modèle soit représentative de celle d'un vent non perturbé soufflant au-dessus d'un tissu urbain, soit une valeur typique de i=0,25. Il est à noter qu'à l'intérieur du domaine de calcul, c'est essentiellement l'interaction avec les bâtiments qui conditionne l'intensité turbulente, des valeurs variables seront alors calculées par le modèle.

L'écoulement aux parois (sol et murs des bâtiments) a été traité par des fonctions de paroi qui permettent de s'affranchir de résoudre les couches limites et donc de réduire la taille du maillage et les temps de calculs.

Les autres frontières du modèle correspondent à des sorties libres où la pression atmosphérique a été imposée, cette dernière étant définie comme pression de référence dans tout le domaine de calcul.



a) Localisation du projet 5055 rue Buchan



b) Rendue 3D du projet 5055 rue Buchan

lasalle nhc

CLIENT :

Sembly Construction Inc

PROJET:

Projet 5055 rue Buchan

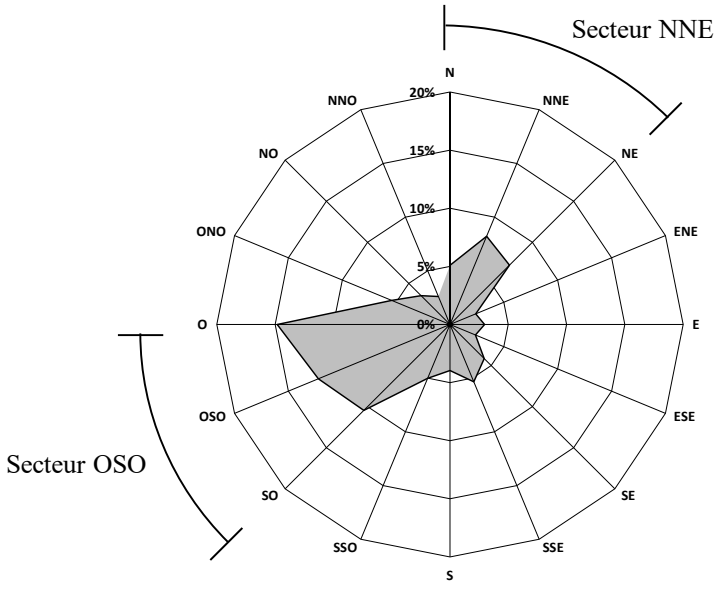
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

TITRE :

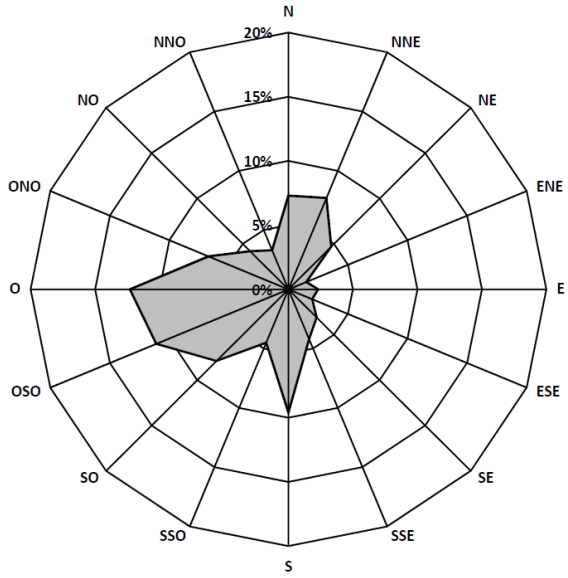
Plan de localisation du projet

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

DATE:	FIGURE :
Juin 2021	1

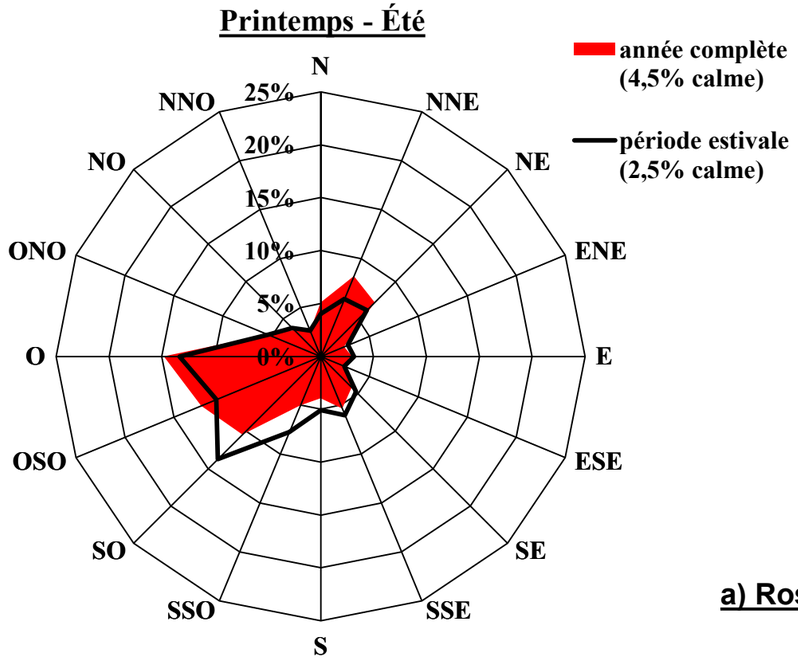


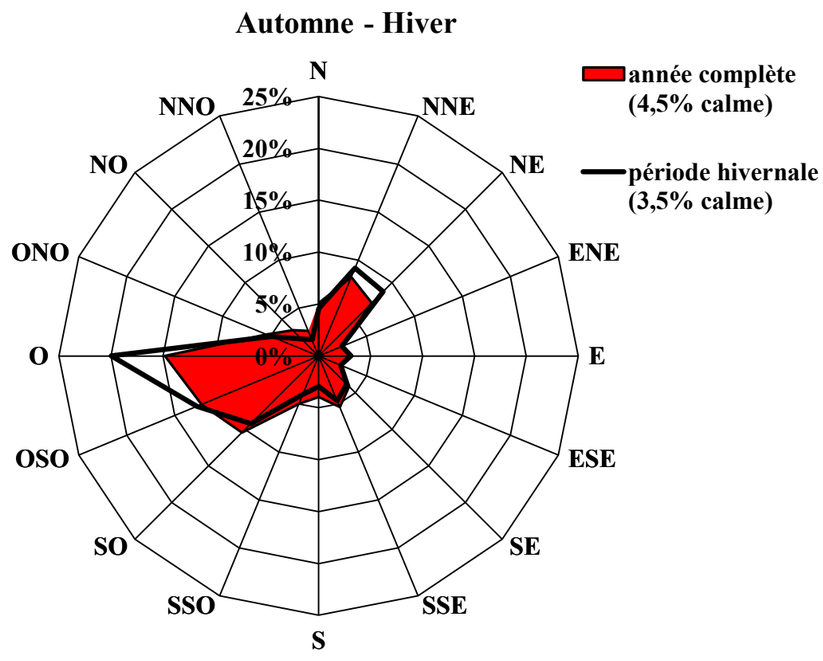
a) Aéroport international P.-E.-Trudeau de Montréal



b) Aéroport de Saint-Hubert

lasalle nhc	PROJET : Projet 5055 rue Buchan Étude sur modèle numérique des impacts éoliens				
CLIENT : **Sembly Construction Inc**	TITRE : **Rose des vents annuelle – Aéroport P.-E.-Trudeau et Saint-Hubert**				
	DATE : Juin 2021	PRÉPARÉ PAR : M.A.A	REF. CLIENT : ----------	REF. LASALLE : 08006709	FIGURE : 197/209

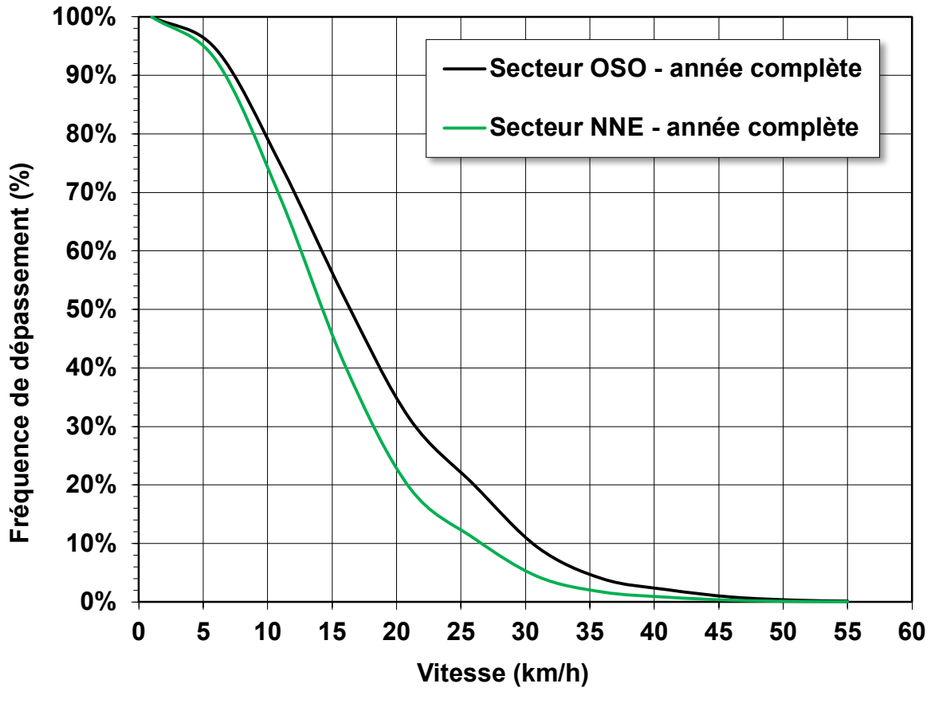




a) Rose des vents

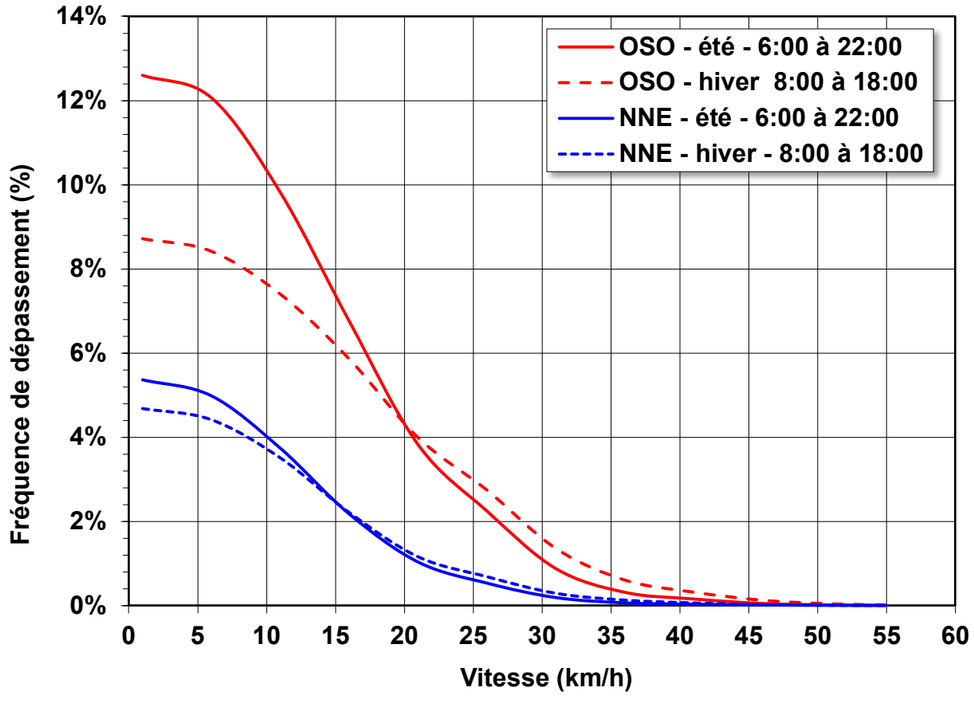
b) Fréquence de dépassement des vitesses des vents OSO et NNE sur l'année

Source: Station météorologique Montréal/Pierre-Elliott-Trudeau INTL A, 1980-2015



c) Fréquence de dépassement des vents des secteurs OSO et NNE observés pendant les heures de circulation des piétons

Source: Station météorologique Montréal/Pierre-Elliott-Trudeau INTL A, 1980-2015



lasalle nhc

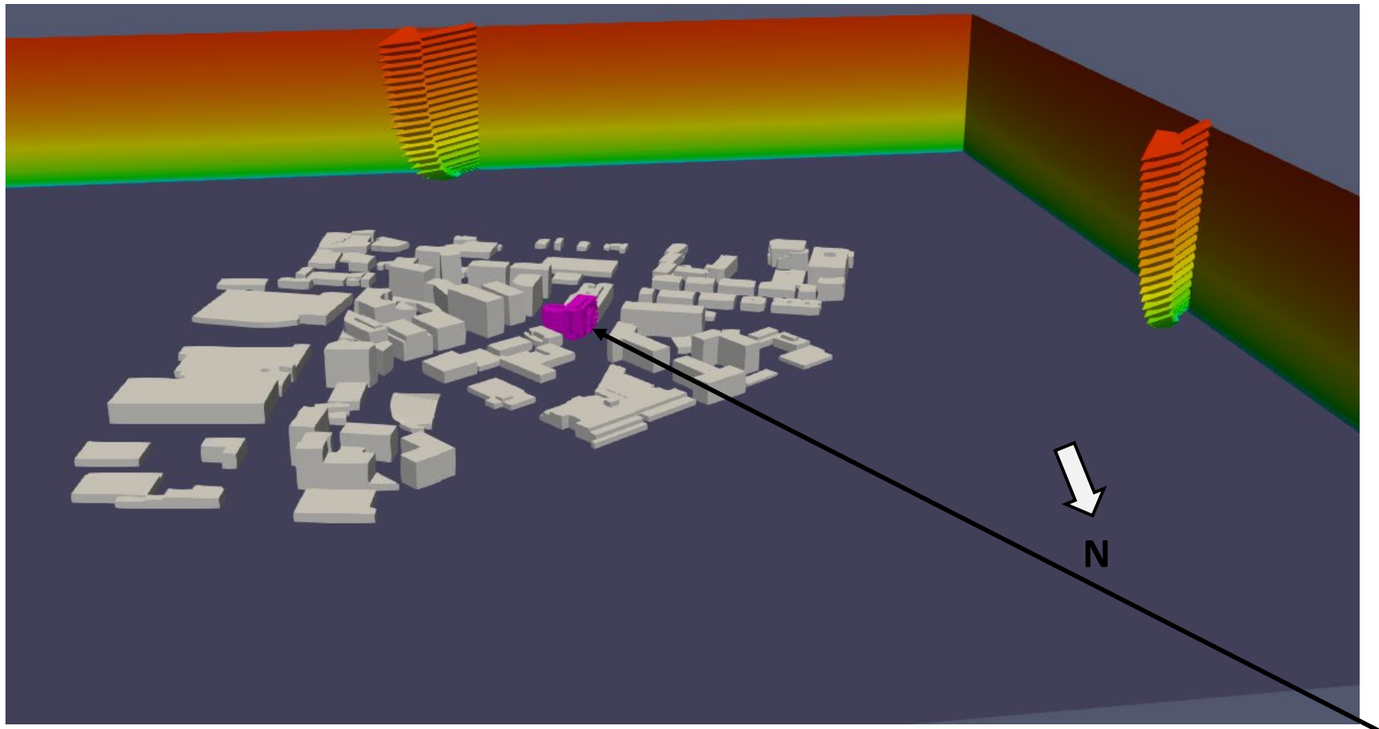
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

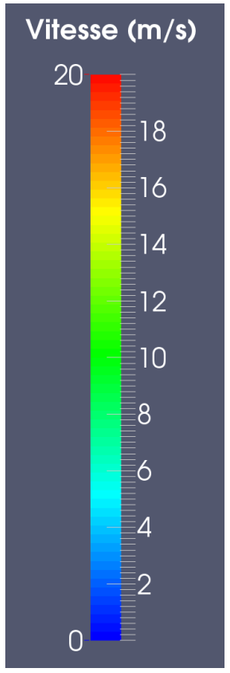
TITRE :
Statistique des vents à l'aéroport international P.-E. Trudeau de Montréal

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

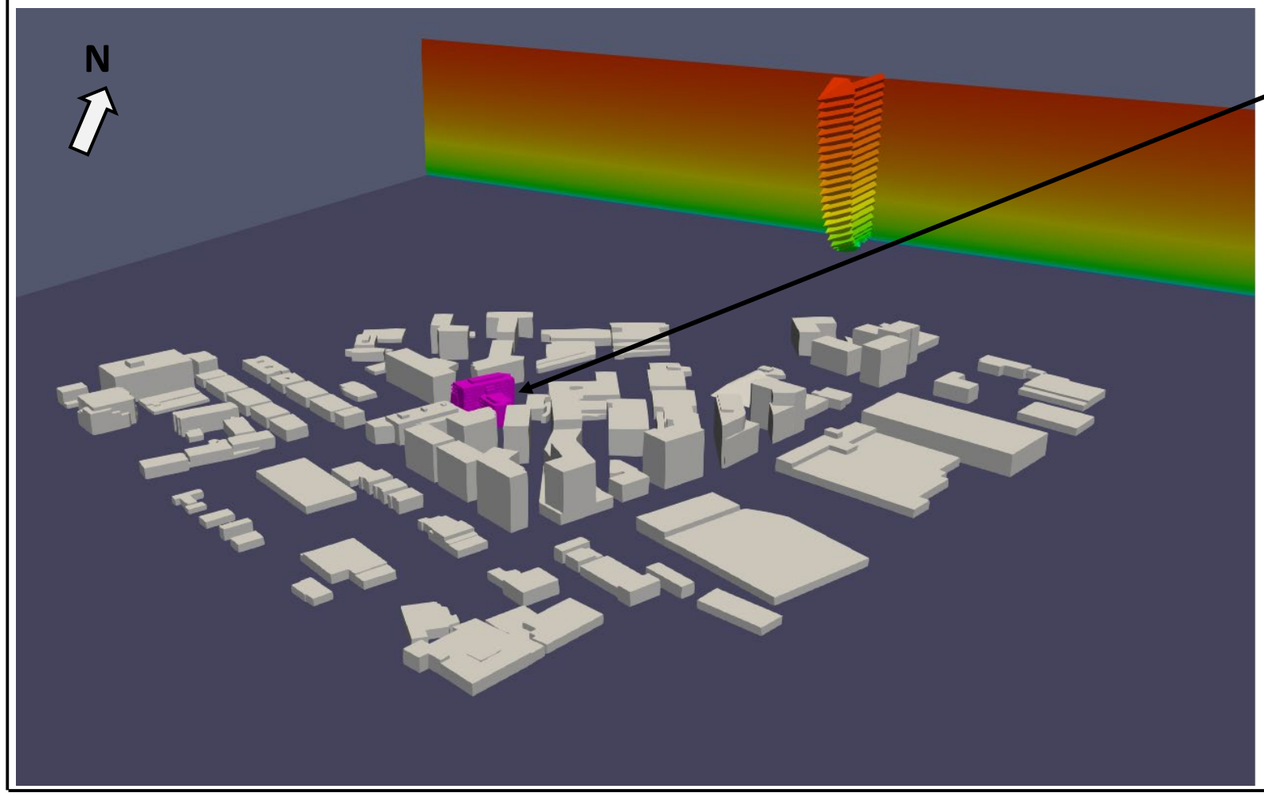
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	3



a) Domaine de calcul et profil de vitesses à l'entrée du modèle par vent de secteur OSO.



Projet 5055 rue Buchan



b) Domaine de calcul et profil de vitesses à l'entrée du modèle par vent de secteur NNE.

lasalle nhc

CLIENT :

Sembly Construction Inc

PROJET:

Projet 5055 rue Buchan

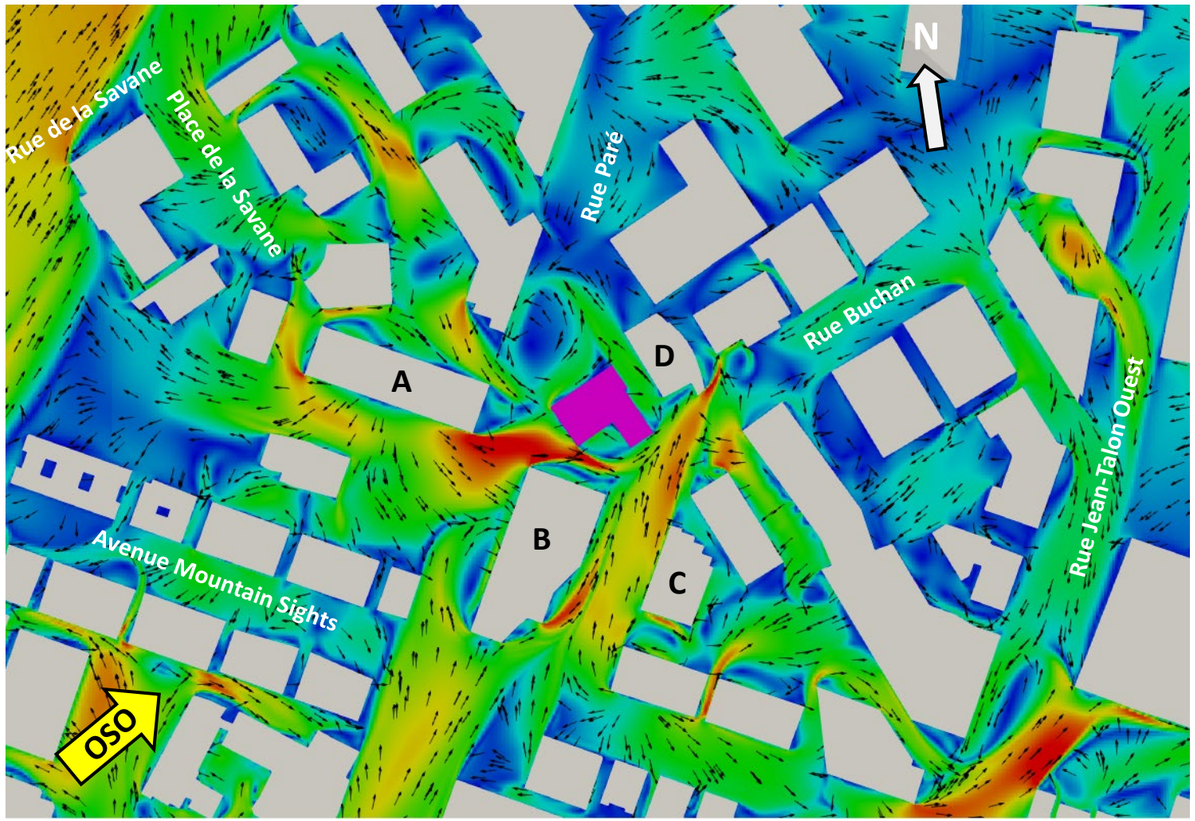
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

TITRE :

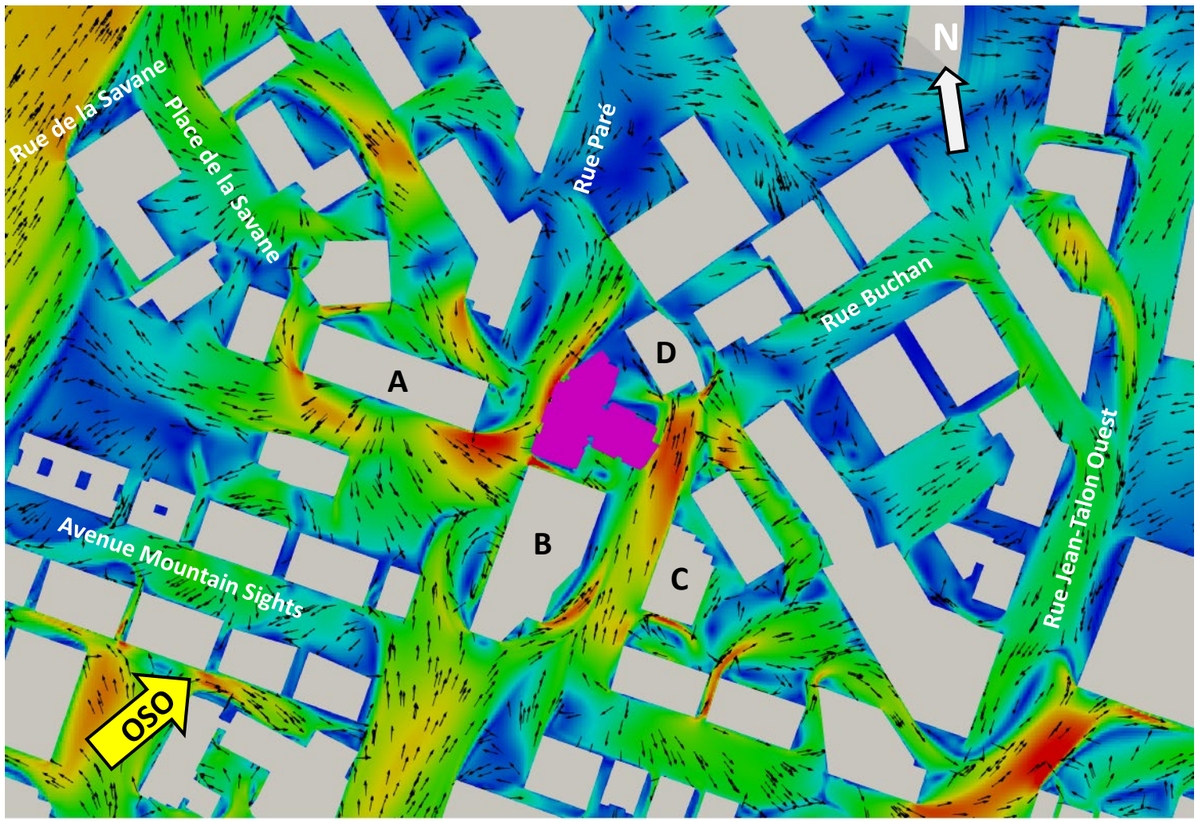
Domaine de calcul

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

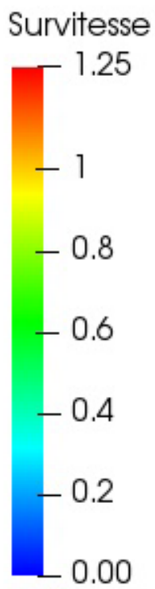
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	4



a) Conditions de référence.
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO.



b) Conditions futures.
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO.



Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

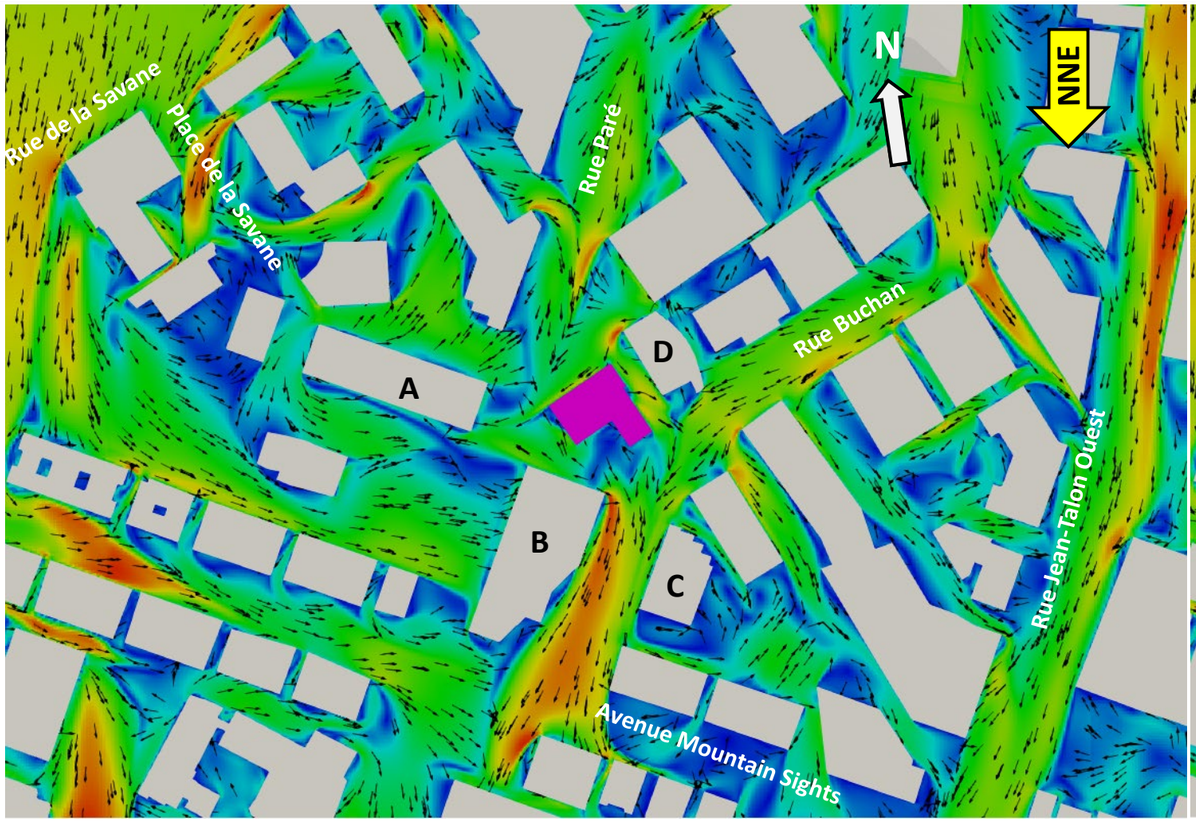
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

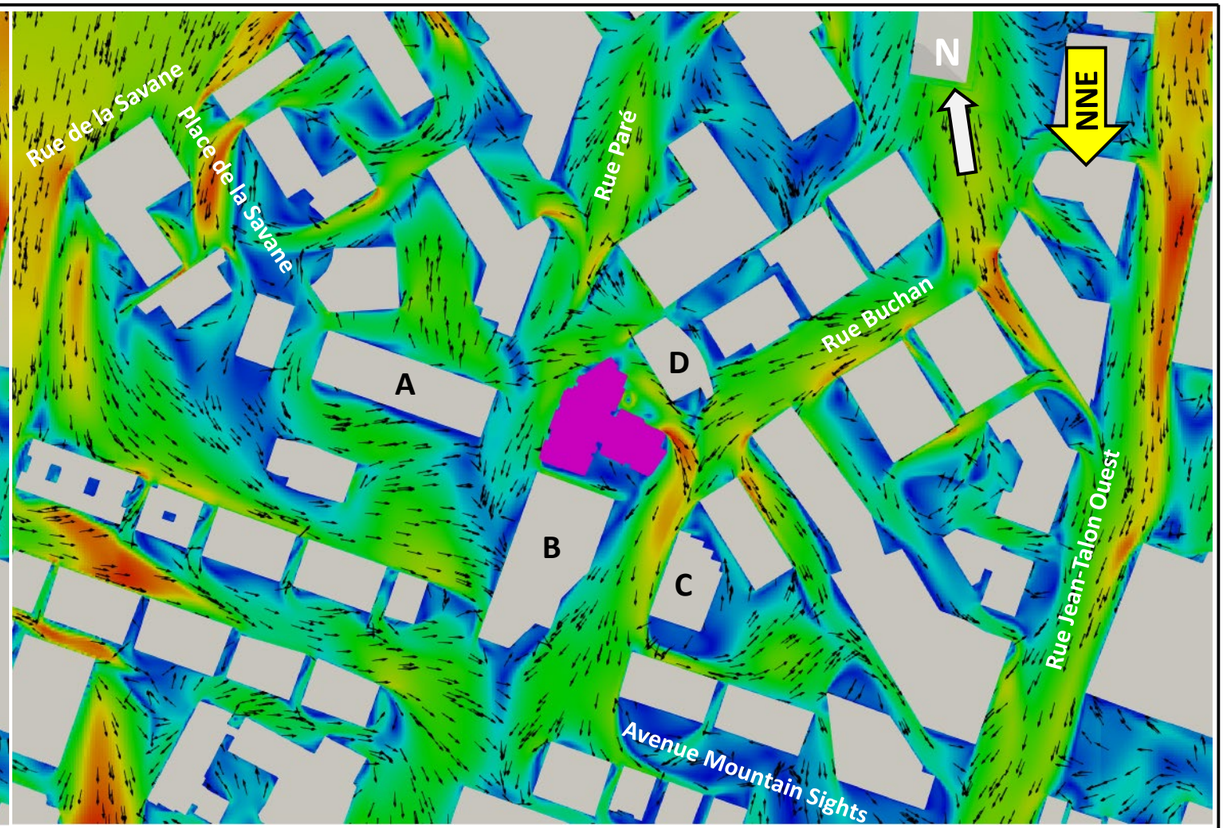
TITRE :
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

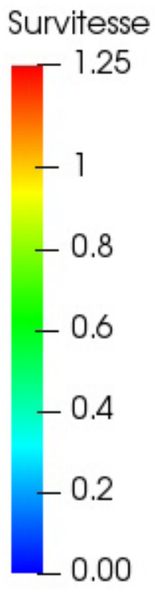
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	5



a) Conditions de référence.
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE.



b) Conditions futures.
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE.



Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

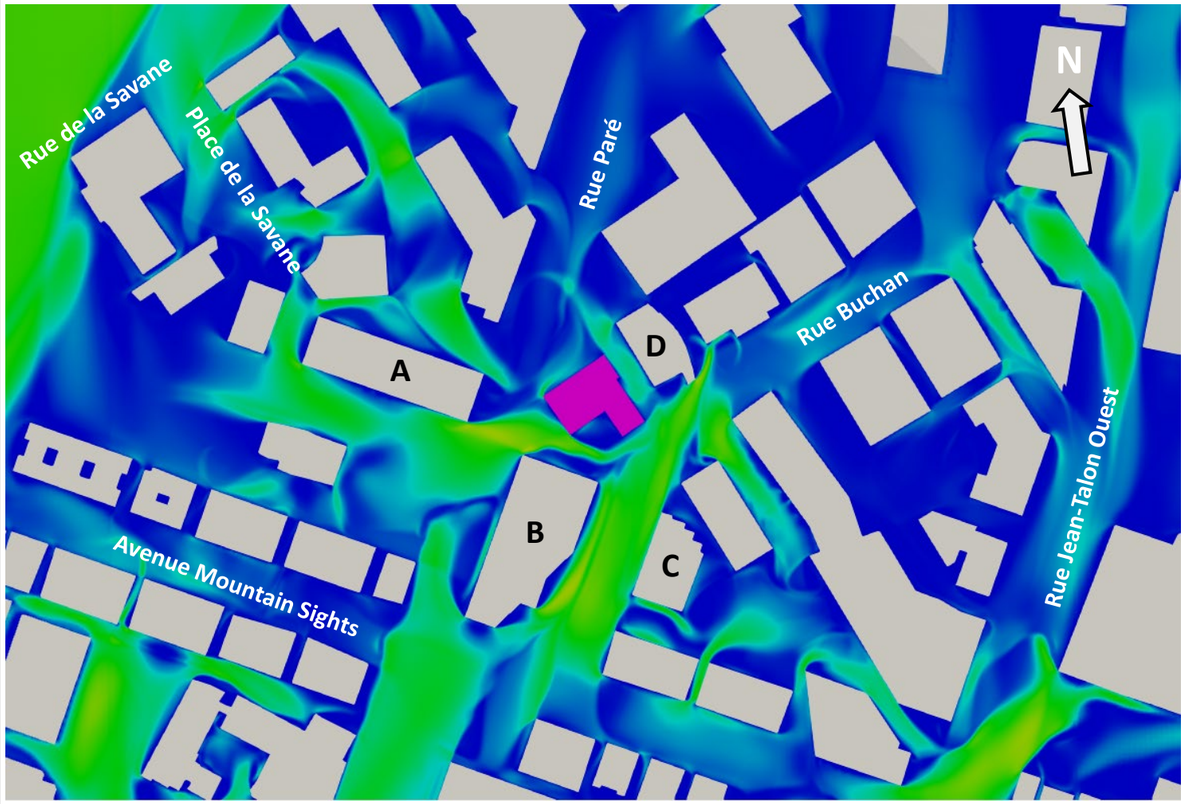
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

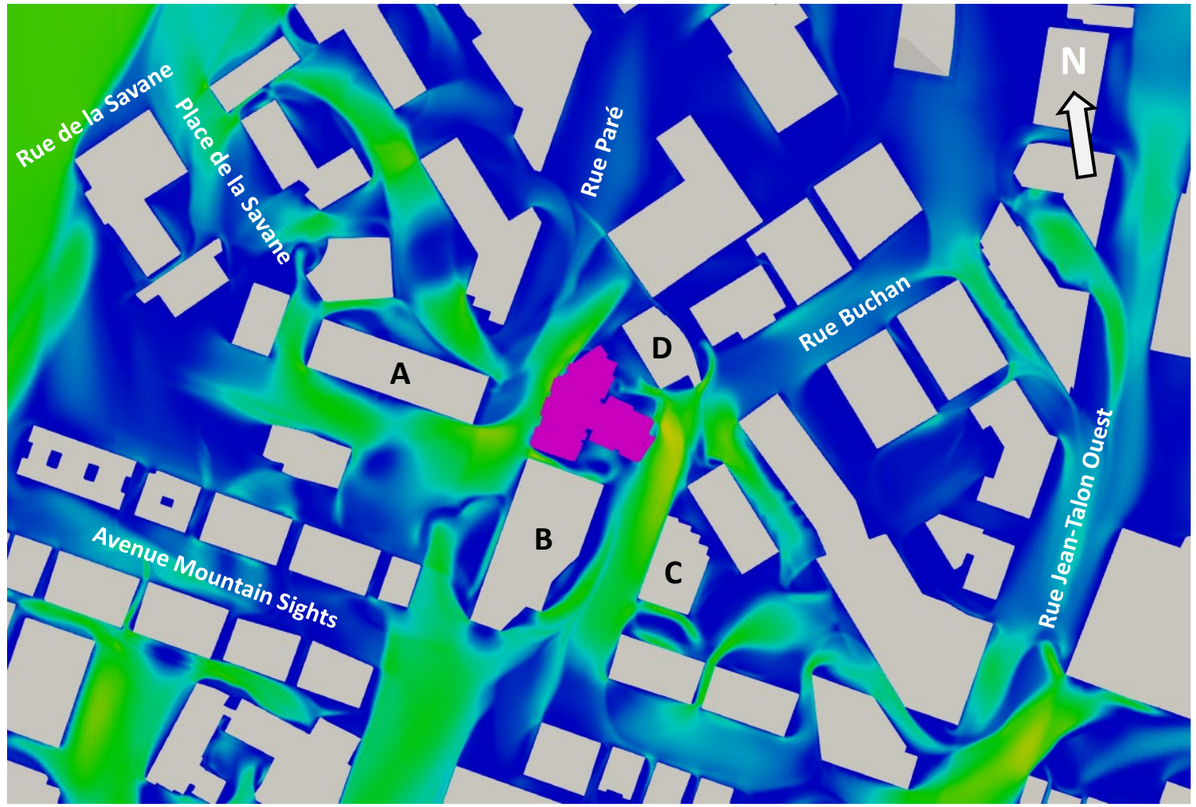
TITRE :
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

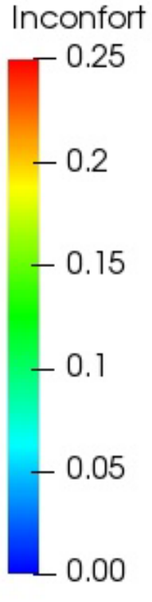
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	6



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 25%.**
Critère général pour toutes les rues du secteur.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 25%.**
Critère général pour toutes les rues du secteur.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

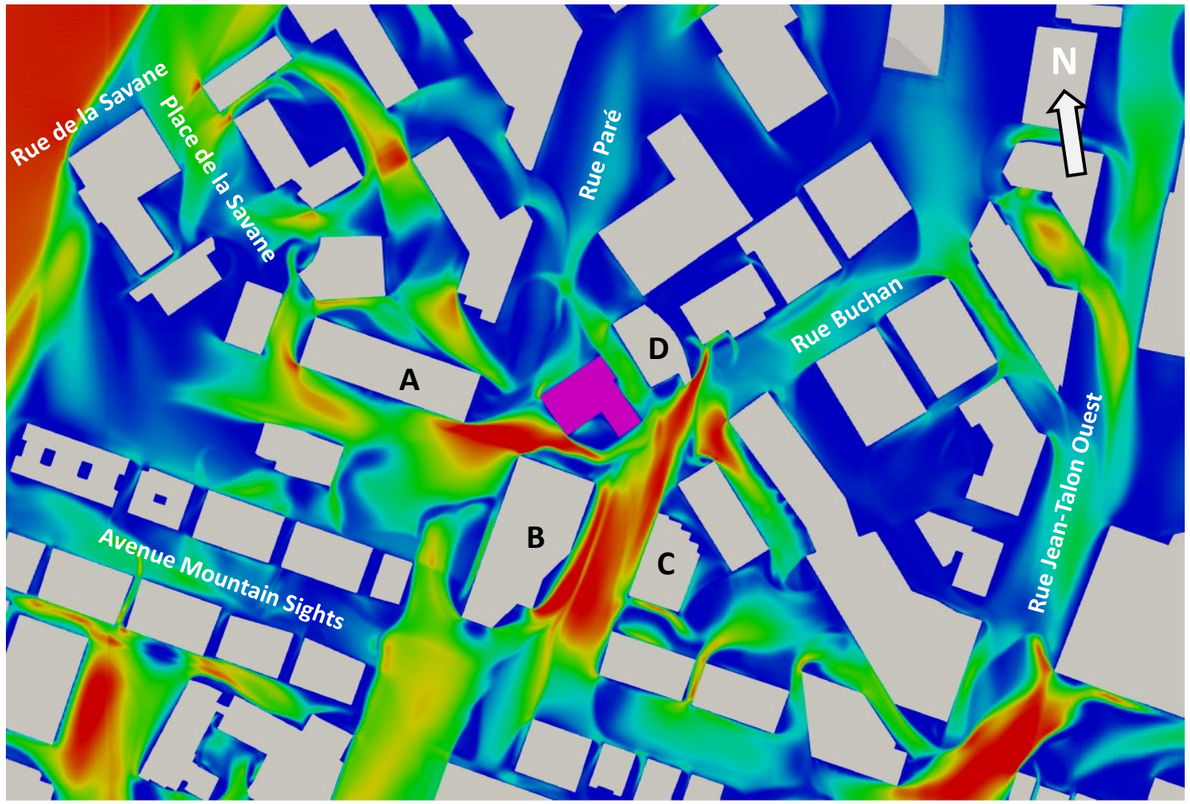
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

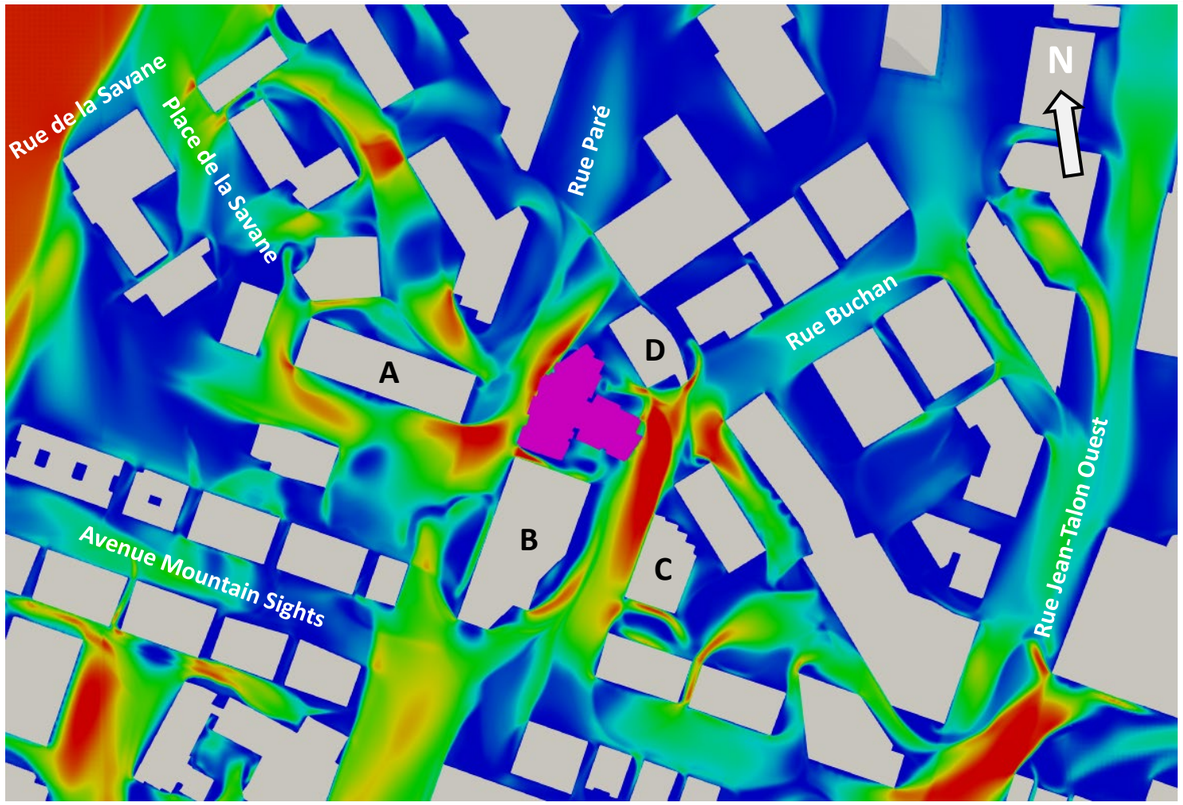
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 25%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

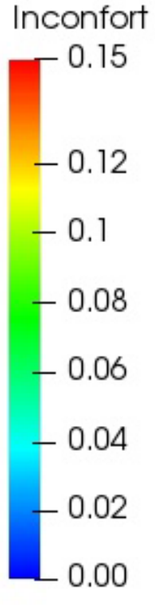
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	7



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 15%.**
Critère pour les rues commerçantes.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 15%.**
Critère pour les rues commerçantes.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

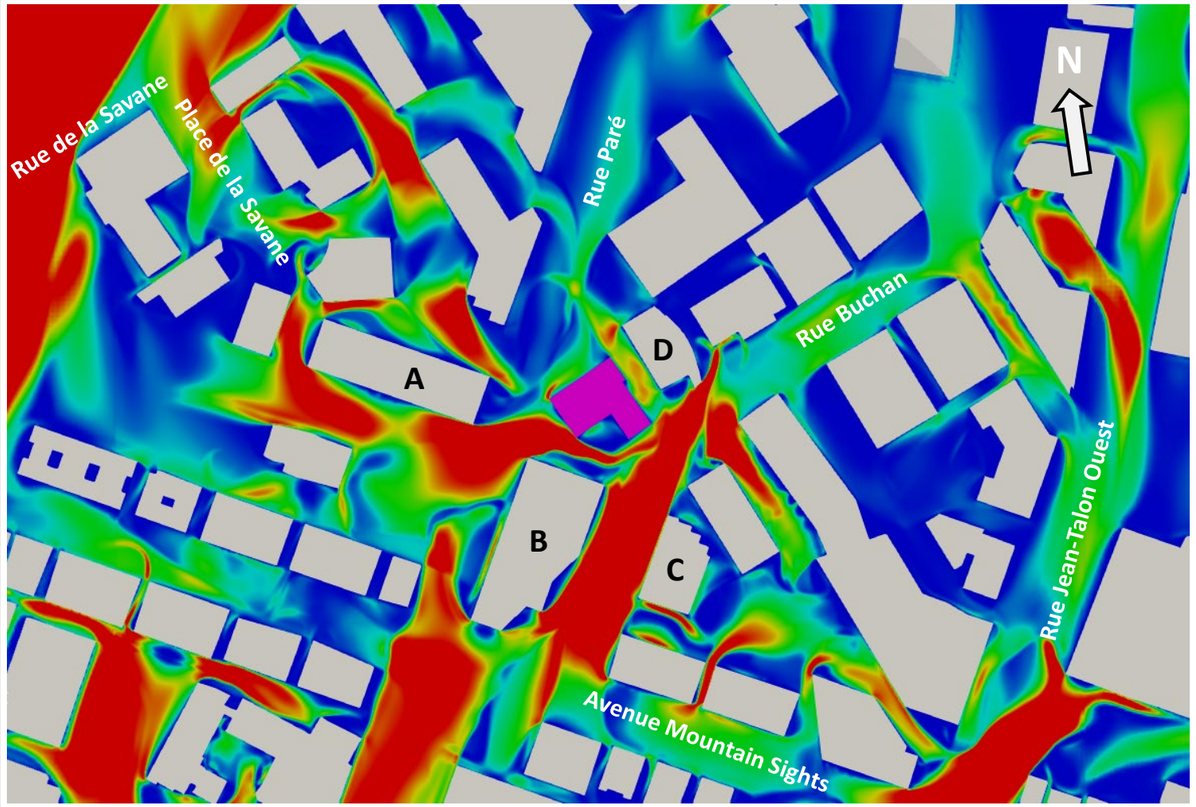
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

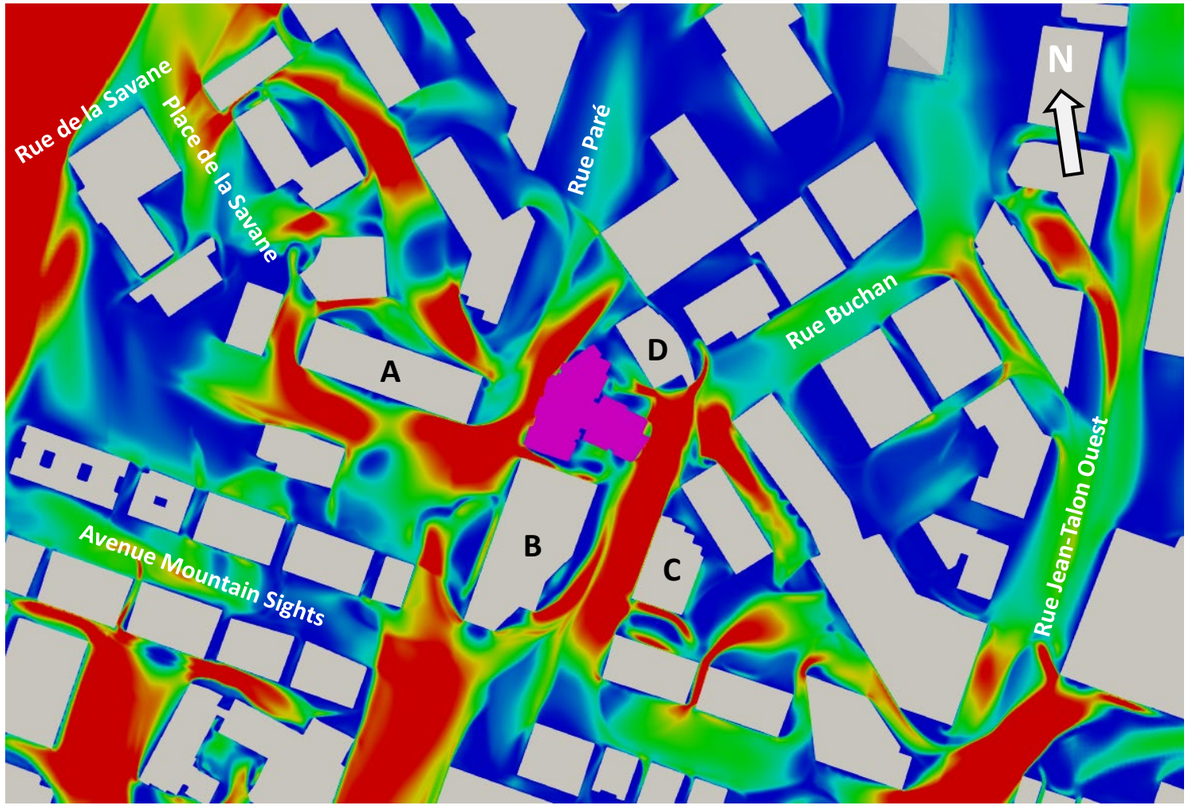
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 15%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

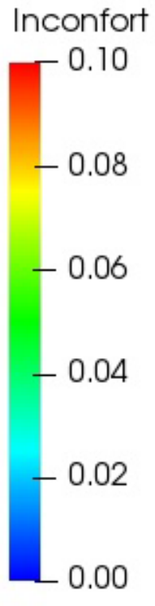
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	8



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 10%.**
Critère pour les parcs et les lieux de détente.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 10%.**
Critère pour les parcs et les lieux de détente.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

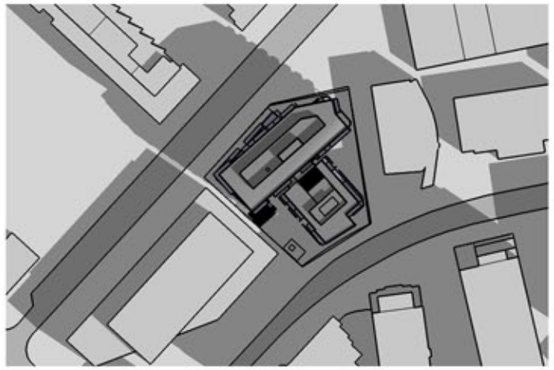
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 10%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

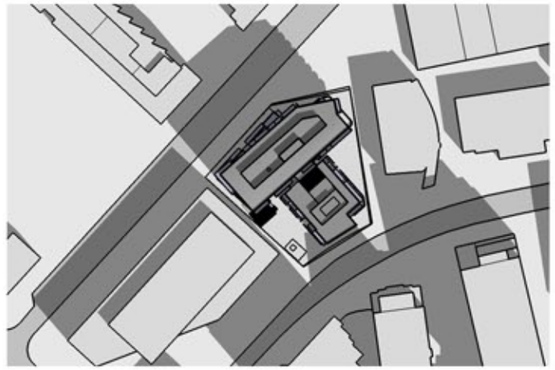
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	9



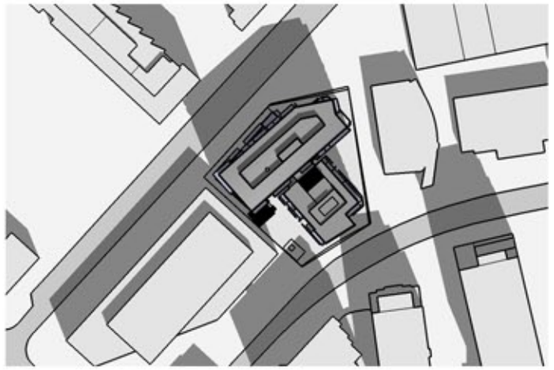
21 MARS - 08:00H



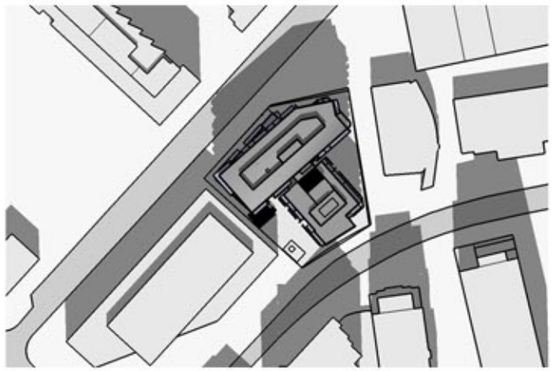
21 MARS - 09:00H



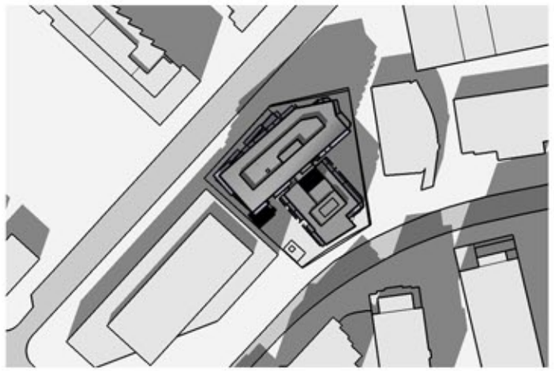
21 MARS - 10:00H



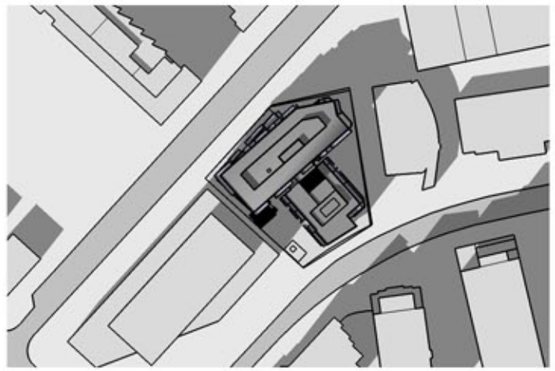
21 MARS - 11:00H



21 MARS - 12:00H



21 MARS - 13:00H



21 MARS - 14:00H



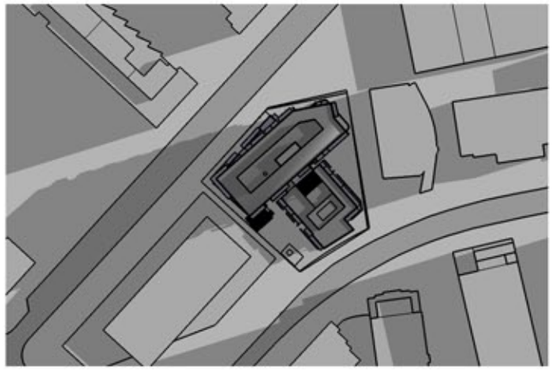
21 MARS - 15:00H



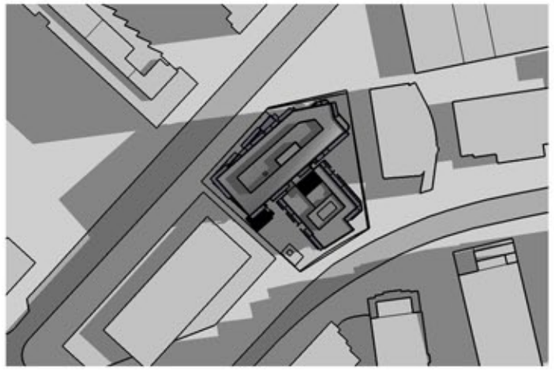
21 MARS - 16:00H



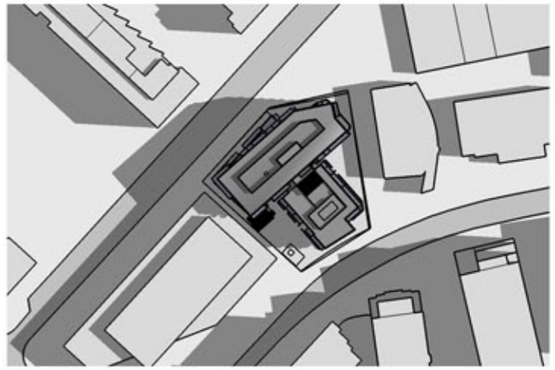
21 MARS - 17:00H



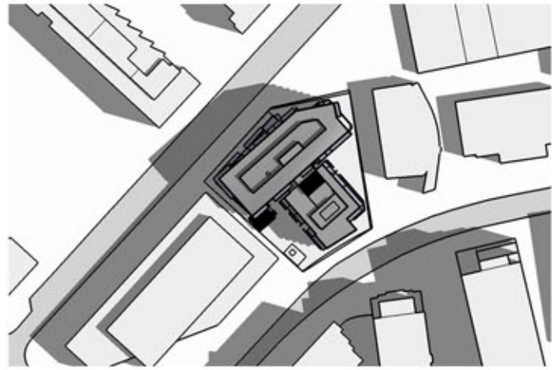
21 JUIN - 07:00H



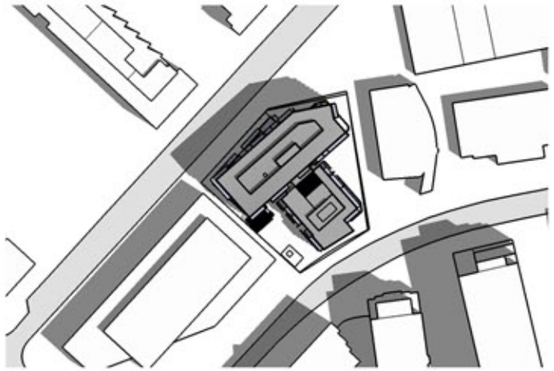
21 JUIN - 08:00H



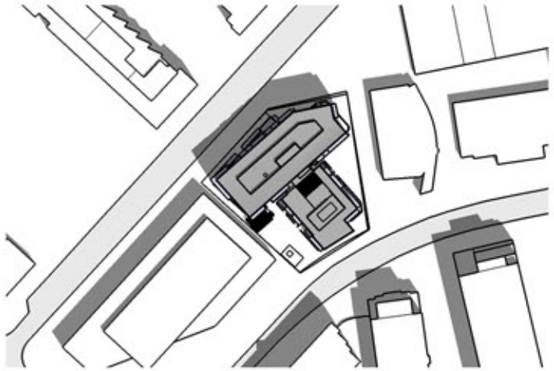
21 JUIN - 09:00H



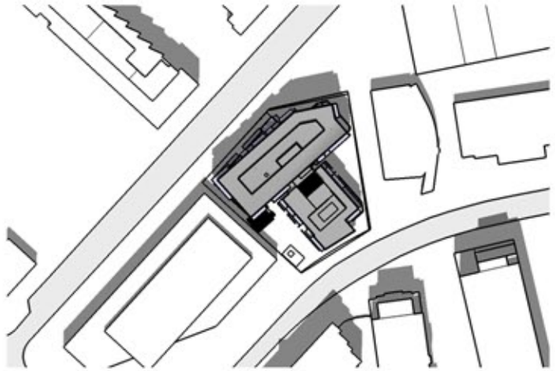
21 JUIN - 10:00H



21 JUIN - 11:00H



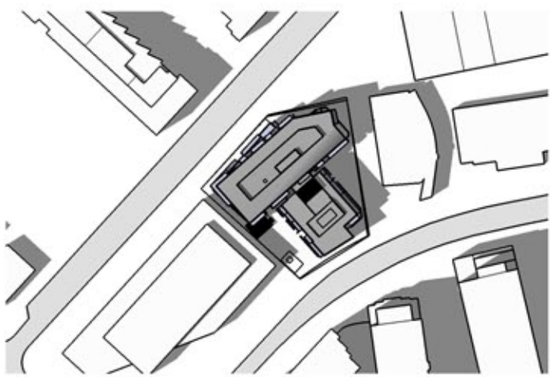
21 JUIN - 12:00H



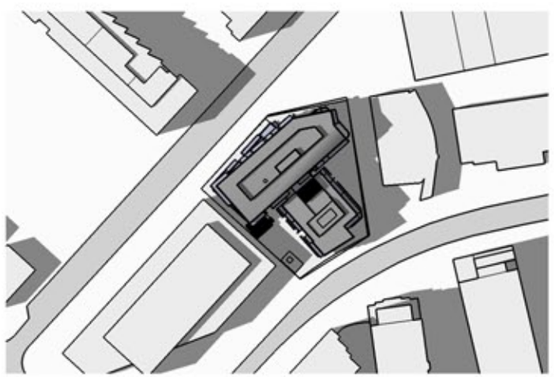
21 JUIN - 13:00H



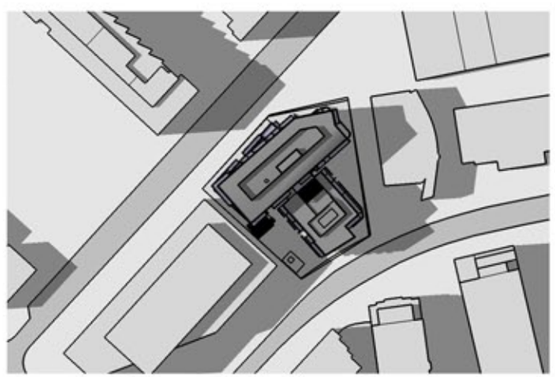
21 JUIN - 14:00H



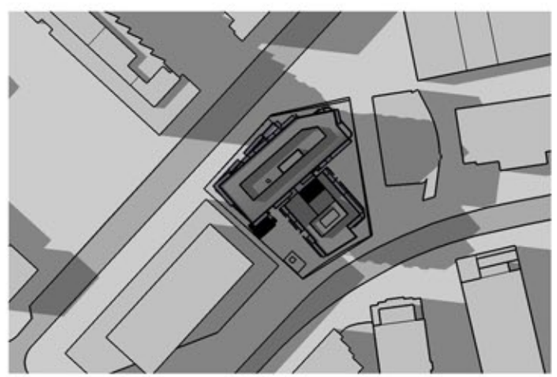
21 JUIN - 15:00H



21 JUIN - 16:00H



21 JUIN - 17:00H



21 JUIN - 18:00H



21 JUIN - 19:00H



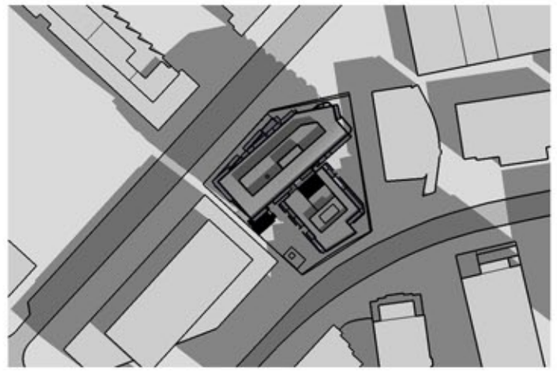
21 JUIN - 20:00H



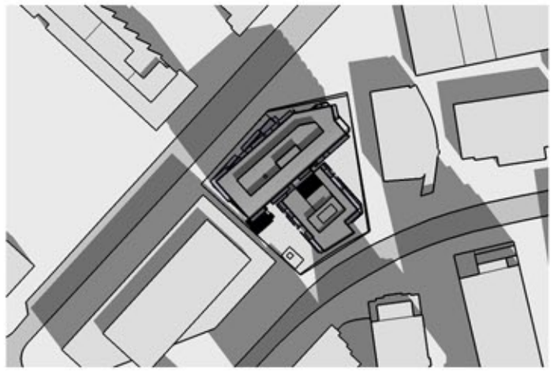
21 SEPTEMBRE - 08:00H



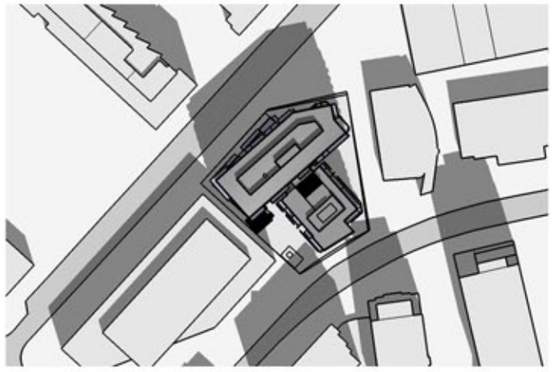
21 SEPTEMBRE - 09:00H



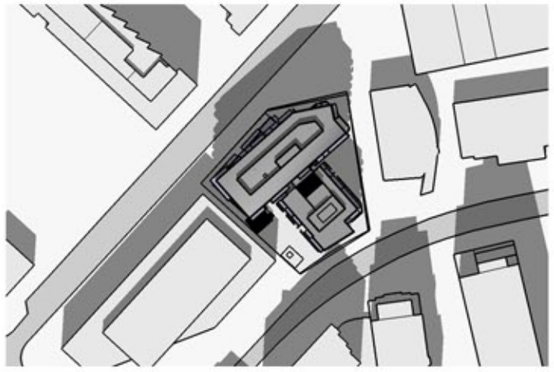
21 SEPTEMBRE - 10:00H



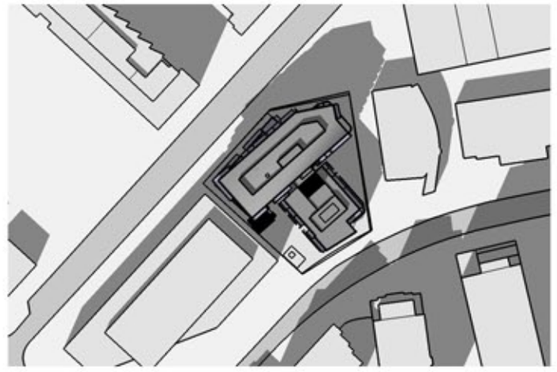
21 SEPTEMBRE - 11:00H



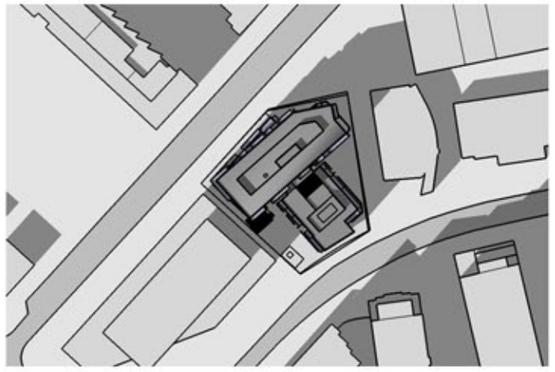
21 SEPTEMBRE - 12:00H



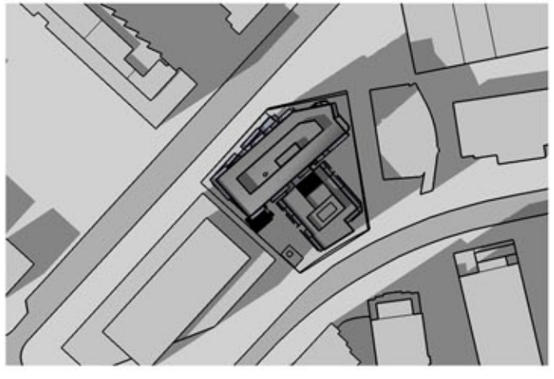
21 SEPTEMBRE - 13:00H



21 SEPTEMBRE - 14:00H



21 SEPTEMBRE - 15:00H



21 SEPTEMBRE - 16:00H



21 SEPTEMBRE - 17:00H



21 SEPTEMBRE - 18:00H



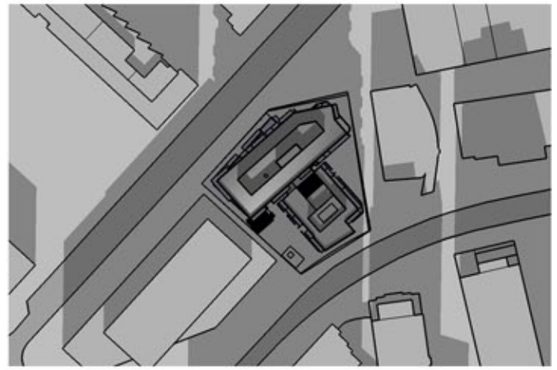
21 DECEMBRE - 09:00H



21 DECEMBRE - 10:00H



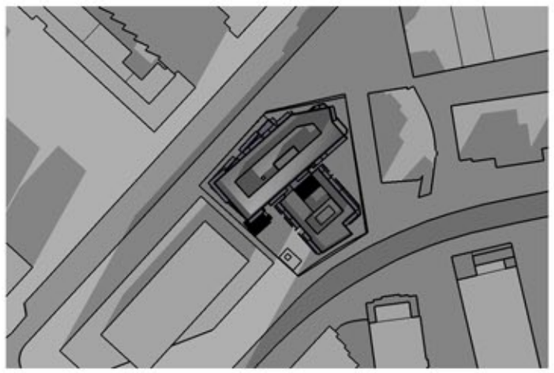
21 DECEMBRE - 11:00H



21 DECEMBRE - 12:00H



21 DECEMBRE - 13:00H



21 DECEMBRE - 14:00H



21 DECEMBRE - 15:00H



21 DECEMBRE - 16:00H



21 DECEMBRE - 17:00H

Dossier # : 1226290009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)* a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 mars 2022, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 14 mars 2022 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 14 mars au 28 mars 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021 et à la résolution CA22 170054 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 28 mars 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 4 avril 2022 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de résolution ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter la résolution approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du

Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4775, avenue Roslyn et correspondant au lot 2 651 529 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'implantation d'un bâtiment unifamilial de 2 étages est autorisée conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 45.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

4. Les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de localisation » joint en annexe B à la présente résolution.

Malgré l'alinéa précédent, l'implantation d'un mur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 15 cm.

_____

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
Intitulée "Plan de localisation"

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 16:48

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1226290009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 14 mars au 28 mars 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021.
Lors de cette consultation écrite, un commentaire, ainsi qu'une question ont été reçues via le formulaire électronique. La question a été répondu par courriel.

Une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 28 mars 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes le désirant ont pu s’exprimer.

Le rapport de consultation publique est joint au présent addenda et le second projet de résolution est soumis sans modification.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

514 868-4561
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226290009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE).
L'arrondissement a constaté une implantation supérieure à celle autorisée dans le projet de remplacement compris dans la décision de la démolition CA18 170301, ainsi que dans les plans soumis au permis 3000748974-18 visant la construction du bâtiment. La demande vise à régulariser la situation puisque l'agrandissement additionnel engendre un dépassement du taux d'implantation maximal permis.

L'autorisation demandée permettra également de conclure le recours actuellement en cours pour avoir démoli ou fait démolir un bâtiment sans l'autorisation du comité requise ou à l'encontre des conditions de cette autorisation.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser ce projet et prévoir toute condition, eu égard à ses compétences, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet, si celui-ci respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2018-11-05 / CA18 170301 : Résolution autorisant la démolition de l'immeuble et son projet de remplacement (1183558039).
2018-06-26 / CA18 170192 : Accorder une dérogation mineure au bâtiment situé au 4775, avenue Roslyn, afin de permettre à ce que la dépendance que représente le garage, soit attachée au mur du bâtiment principal.

2018-02-28 / DA183558008 : D'approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), en tenant compte des critères proposés aux articles 28.2, 45.2, 110 et 668, pour la délivrance du permis visant l'agrandissement de la résidence, le rehaussement du toit et le remplacement des revêtements à l'immeuble situé au 4775, avenue Roslyn, tel que présenté

sur les plans de l'architecte Stéphane Hazan, numérotés A100, A103 et A104 et estampillés le 21 février 2018 à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dossier relatif à la demande de permis 3001357287 (2183558008).

DESCRIPTION

Le projet a d'abord fait l'objet d'une demande de permis pour une transformation visant l'agrandissement du bâtiment, laquelle a été approuvée par le CCU le 31 janvier 2018. En cours de travaux, une inspection a révélé que l'entrepreneur avait procédé à la démolition de plus de 50 % du volume du bâtiment et que le projet aurait donc dû faire l'objet d'une demande d'autorisation de démolition. L'arrondissement a révoqué le permis de transformation et ordonné un arrêt du chantier.
Suivant le constat de la contravention au règlement municipal, le requérant devait obtenir une dérogation mineure pour maintenir un garage attaché, déposer une demande d'autorisation de démolition et déposer une demande de permis de construction.

Demande d'autorisation et démolition (2018-05-14) et demande de permis de construction (2018-11-09)
Le 6 juin 2018, le comité de démolition rend une décision favorable à la démolition du bâtiment et au projet de remplacement en précisant toutefois que les proportions du projet doivent être fidèles au premier projet présenté. La décision du comité est portée en appel et l'analyse plus approfondie de la proposition a permis de constater la présence d'un agrandissement additionnel sur deux niveaux dans la portion arrière du bâtiment. Lors de l'appel de la décision, le conseil d'arrondissement rend une décision favorable à la démolition et au projet de remplacement sous certaines conditions, dont une qui exige le retrait de l'agrandissement additionnel dans les 60 jours suivants la délivrance du permis de construction.

Après avoir constaté que les délais d'exécution de la condition ont été dépassés, et après avoir accordé, des délais additionnels au propriétaire afin d'apporter les travaux correctifs demandés, l'arrondissement a dû entreprendre des procédures judiciaires.

À la suite de négociations tenues hors cour entre les parties, il a été entendu que l'agrandissement additionnel pourrait être maintenu, mais que l'implantation actuelle devrait être régularisée par le biais d'une autorisation réglementaire.

Cette demande vise à autoriser l'implantation telle qu'illustrée sur le plan de localisation préparé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, en date du 14 septembre 2018 et portant le numéro de minutes 10 405 et ainsi permettre le respect de l'entente entre les parties.

JUSTIFICATION

La demande satisfait aux critères d'évaluation de l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).
Considérant qu'une entente entre les parties est intervenue concernant le non-respect des conditions liées à l'autorisation de démolition;
Considérant que l'agrandissement additionnel représente une très faible proportion du bâtiment;
Considérant que l'agrandissement n'a pas pour objet d'ajouter de fenêtre, ni même de déplacer celle existante;
Considérant que l'agrandissement permet de soustraire un espace de terrain résiduel dont l'entretien risque d'être incertain et n'ajoute en rien à la qualité du lieu;
Considérant que l'agrandissement est peu visible de la rue.

Après l'étude et l'analyse du projet, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande

avec la condition suivante :

- Que les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de Localisation » joint réalisé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, sous sa minute 10405, daté du 14 septembre 2018.

Cette condition a pour but de régulariser l'implantation réalisée tout en rendant impossible un agrandissement supplémentaire ou subséquent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet de résolution doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation, comme prescrit par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).
Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 22 mars 2020 l'arrêté ministériel 2020-008 qui a ensuite été modifié par l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, par l'arrêté ministériel 2020-049 du 4 juillet 2020, par l'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020.

La mesure prévue par l'arrêté 2020-074 a été abrogée, mais cette même mesure a été reprise, avec les adaptations nécessaires, par le décret 102-2021 du 5 février 2021 qui a pris effet le 8 février 2021 et qui prévoit que :

« toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours; » Par conséquent, jusqu'à l'adoption de nouvelles mesures gouvernementales, les assemblées publiques de consultation doivent être remplacées par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours. Enfin, il importe de noter qu'en vertu de l'arrêté ministériel 2020-049 du 4 juillet 2020, lorsque la loi prévoit qu'une assemblée publique doit comprendre une période de questions, le public doit pouvoir transmettre par écrit des questions à tout moment avant la tenue de cette assemblée.
.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La tenue de cette consultation écrite sera annoncée par un avis public qui comprendra :
la description du projet de résolution;
l'adresse Web à laquelle l'information est diffusée concernant le projet et la séance

d’information en visioconférence;
les adresses où les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 mars 2022 : Avis de motion et adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement;
14 mars 2022 : Publication de l'avis relatif à la consultation écrite et mise en ligne de la page Web dédiée;
14 mars 2022 au 28 mars 2022 : Consultation écrite (15 jours);
28 mars 2022 : Assemblée publique de consultation en visioconférence
4 avril 2022 : Dépôt du rapport de consultation et adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement;
2 mai 2022 : Adoption de la résolution par le conseil d’arrondissement
Mai-Juin 2022 : Certificat de conformité et entrée en vigueur de la résolution, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-5935
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-23

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-02-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Annexe A - Territoire d'application

Annexe A - Territoire d'application (1226290009).pdf

Annexe B – Plan de localisation

Annexe B - Plan de localisation (1226290009).pdf

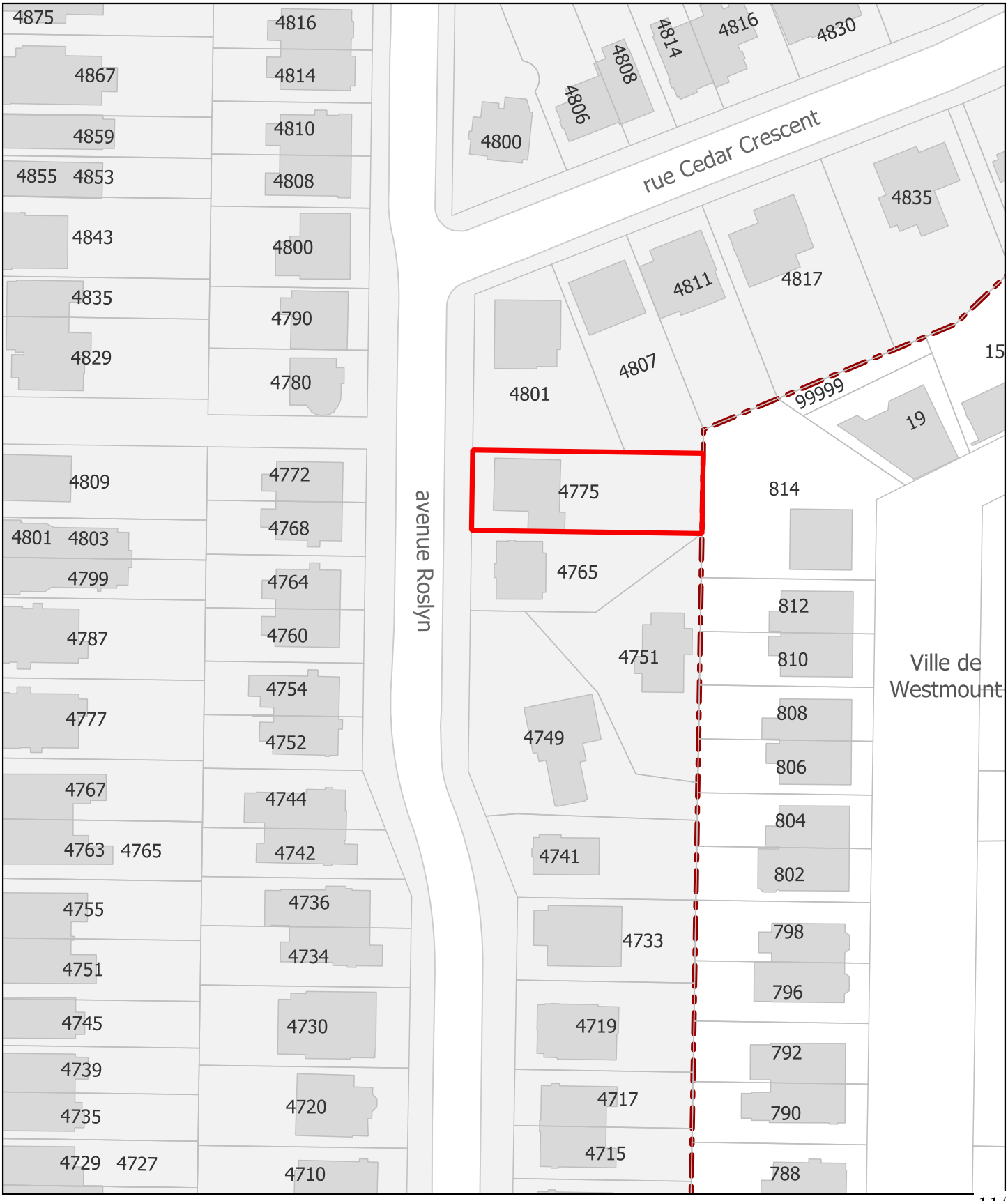
RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
conseiller(-ere) en amenagement

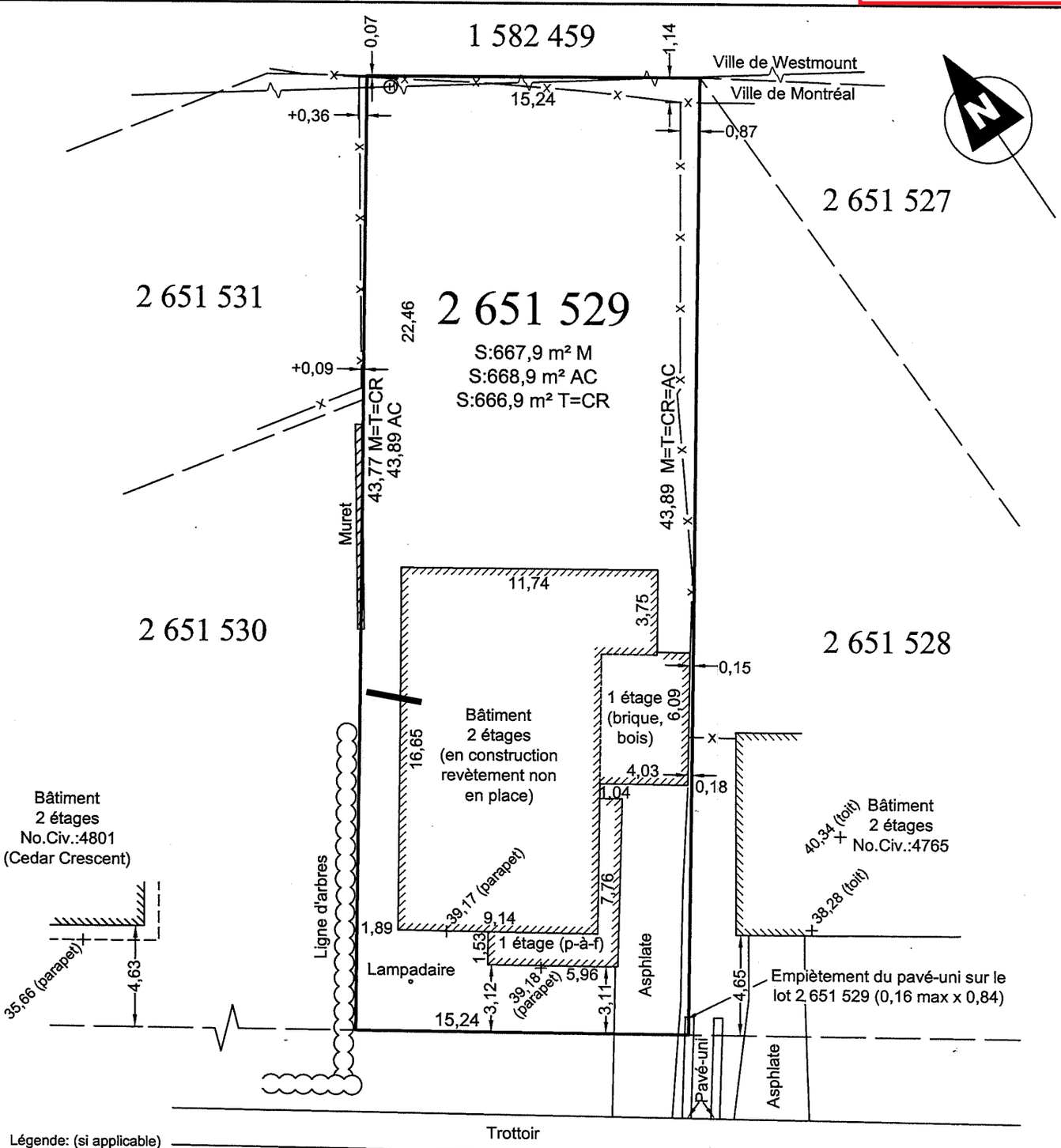
Tél : 514-868-5935
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1226290009



Division de l'urbanisme
2021-05-31
1226290009
CDN-NDG



Légende: (si applicable)

M	Mesure selon arpentage sur les lieux
T	Mesure selon titre consulté
CR	Mesure cadastrale après rénovation
AC	Mesure cadastrale avant rénovation
—x—	Clôture
—v—	Fils aériens électriques
Ⓗ	Poteau

Date(s) du relevé: 7 Septembre 2018

Toutes les mesures concernant le(s) bâtiment(s) à l'étude ont été prises par rapport aux fondations.

Toutes les dimensions de lot(s) montrées concordent avec celles inscrites au Titre et Cadastre (si applicable), sauf indication contraire.

Plan de Localisation

Date	14 Septembre 2018

Dossier File	Projet Project	Plan Drawing
46143	37230	2

Échelle Scale	1:250 Mesure Métrique	Chef d'équipe Crew chief	M.S.	Calcul par Computed by	S-P F
Lot(s) no.	2 651529	Dessiné par Drawn by	S-P F	Vérifié par Verified by	RK
Cadastre	Québec	Signé à Montréal			
Circonscription foncière Registration division	Montréal				
Municipalité Municipality	Ville de Montréal				

Robert Katz
No. Minute: 10405 A.G. Ing. Q.L.S. Eng.

Le Groupe Conseil
T.T. Katz
Blain+Paquin
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEILS
LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS
3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4
Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@katz.qc.ca

Notes
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Toutes les élévations indiquées sur ce plan sont en référence à un système arbitraire.

Ce plan ne peut être utilisé ou invoqué que dans le but d'obtenir un prêt hypothécaire et/ou d'une vente et forme avec le rapport qui l'accompagne, partie intégrante de ce certificat de localisation.

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1226290009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait PV Séance publique du CCU - 2022-02-16

2022-02-16_3.3_Extrait PV_4775, avenue Roslyn.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-5935
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 16 février 2022 à 17 h 30

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

3.3 4775, avenue Roslyn - PPCMOI

Étudier une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, Avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement

Description du projet

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE).

L'arrondissement a constaté une implantation supérieure à celle autorisée dans le projet de remplacement compris dans la décision de la démolition CA18 170301, ainsi que dans les plans soumis au permis 3000748974-18 visant la construction du bâtiment. La demande vise à régulariser la situation puisque l'agrandissement additionnel engendre un dépassement du taux d'implantation maximal permis.

L'autorisation demandée permettra également de conclure le recours actuel pour avoir démoli ou fait démolir un bâtiment sans l'autorisation du comité requise ou à l'encontre des conditions de cette autorisation.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

Considérant qu'une entente entre les parties est intervenue concernant le non-respect des conditions liées à l'autorisation de démolition;

Considérant que la DAUSE n'a pas obtenu l'autorisation d'entreprendre les travaux de démolition de l'addition effectuée sans permis;

Considérant que l'agrandissement additionnel représente une très faible proportion du bâtiment;

Considérant que l'agrandissement n'a pas pour objet d'ajouter de fenêtre, ni même de déplacer celle existante;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Considérant que l’agrandissement permet de soustraire un espace de terrain résiduel dont l’entretien risque d’être incertain et n’ajoute en rien à la qualité du lieu;

Considérant que l’agrandissement est peu visible de la rue.

Après l'étude et l'analyse du projet, la DAUSE émet un avis FAVORABLE et propose de déposer le projet de résolution au Conseil d’arrondissement avec la condition suivante :

- Que les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de Localisation » joint réalisé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, sous sa minute 10405, daté du 14 septembre 2018.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l’analyse de la Division.

Recommandation du comité

Le comité recommande d’approuver la demande.

ADOPTÉ À L’UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1226290009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Rapport de consultation publique



F - PV Compte-rendu 28 mars 2022 - PP-132 et PP-133.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

MISE EN GARDE : Le compte rendu ci-dessous se veut un simple résumé des questions et échanges entre le président de l'assemblée, les fonctionnaires et les citoyens présents. Pour plus de précisions, le lecteur devra consulter l'enregistrement de la séance de consultation.

Projet de résolution CA22 170054 approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) - dossier 1226290009

Projet de résolution CA22 170055 approuvant le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) - dossier 1216290040

Compte rendu de la séance de consultation par visioconférence tenue le mercredi 28 mars 2022, à 18 heures 30, à laquelle étaient présents :

- Mme Magda Popeanu, conseillère municipale – district de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Sébastien Manseau, chef de division - urbanisme
- Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste

Assistance : 43 personnes

Madame Magda Popeanu déclare l'assemblée ouverte à 18 heures 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Popeanu souhaite la bienvenue aux personnes participant par visioconférence à la séance de

consultation, présente les membres de l'administration, détaille l'ordre du jour et explique le déroulement de la période de questions et commentaires.

2. Présentation par Madame Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement, du projet de résolution CA22 170054 approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Mme Cournoyer présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 1.

Elle présente notamment le secteur, la facture architecturale déjà approuvée lors de la demande de permis de transformation. Mme Cournoyer fait l'historique du dossier (demande de démolition, appel au conseil d'arrondissement, processus judiciaire et négociation hors Cour).

Elle présente la situation réglementaire, la recommandation de la Direction et sa justification. Elle mentionne par ailleurs que l'article 3 du second projet de résolution sera susceptible d'approbation référendaire.

2.1 Présentation du processus d'approbation référendaire applicable

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet particulier PP-132, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

2.2 Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

M. Dumont demande de quelle façon est déterminé le nombre de personnes habiles à voter et la délimitation des zones.

Mme Faraldo-Boulet indique que la Ville a des listes de personnes habiles à voter par zone et que celles-ci peuvent également être demandées au Directeur général des élections lors de la phase du registre.

M. Manseau explique que les zones sont celles établies au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement et que la zone visée est celle où se trouve le projet et les zones contiguës, celles adjacentes à la zone visée.

2.3 Période de questions et commentaires écrits

Mme Cournoyer indique que deux interventions ont été transmises pendant la période de consultation écrite et qu'une réponse a été fournie par courriel à chacun des citoyens. Le rapport de consultation écrite comportant les interventions citoyennes reçues entre le 14 et le 28 mars 2022, ainsi que les réponses fournies, est joint à l'annexe 2.

3. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA22 170055 approuvant le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)

M. Credico présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 3.

Il présente notamment la situation actuelle du bâtiment à démolir ainsi que les éléments qui justifient sa démolition, l'avis de la Division du patrimoine et le bilan de l'état général du bâtiment.

M. Credico présente le contexte réglementaire et le projet de construction, la recommandation de la Direction et les dérogations réglementaires demandées.

M. Credico présente également les modifications qui seront apportées au projet particulier PP-133 en vue de la deuxième lecture. Les modifications sont les suivantes :

- Article 8

  Cet article vise à faire respecter le niveau du sol naturel. Puisque cette norme est difficilement applicable, l'article a été retiré. Il s'ensuit que la numérotation des articles suivants a également été modifiée.

- Article 9
  Cet article, qui devient l'article 8, vise à établir une superficie de verdissement de 50 % du site. Après révision de la proposition, cette norme vise à établir la superficie de verdissement de la superficie non construite de la propriété pour permettre l'aménagement de l'aire de stationnement, des aires de jeux et des aires de circulation piétonne. Le nouvel article 8 se lit comme suit :

  « Au moins 50 % de la superficie du terrain non construit doit être plantée d'éléments végétaux en pleine terre tels que plantes couvre-sol, arbustes ou arbres avant la fin de la période de validité du permis de construction. »

- Article 10
  Cet article, qui devient l'article 9, vise à établir une superficie de verdissement de 210 m^2 au toit. Après révision de la proposition, cette superficie a été réduite à 150 m^2 pour tenir compte des bandes de propreté au périmètre des pierres et de l'aménagement des dalles de circulation. Le nouvel article 9 se lit comme suit :

  « Une portion du toit du nouveau pavillon doit être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 150 m^2. »

3.1 Processus d'approbation référendaire non applicable

M. Credico précise qu'en vertu de l'article 123.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le projet n'est pas assujetti au processus d'approbation référendaire puisqu'il s'agit d'un équipement collectif de propriété publique relatif au secteur de l'éducation.

3.2 Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

- Mme Annie Lavoie, parent d'un enfant fréquentant l'école Félix-Leclerc, rappelle les délais de construction de l'agrandissement inauguré en 2018 et indique que dès 2015, le gymnase montrait des signes de vétusté ayant mené à sa fermeture. En 2017, les élèves du bâtiment de l'école visé par le présent projet ont été délocalisés dans une école de Rosemont. Un retour dans le quartier permettra d'éliminer le long trajet d'autobus lié à la délocalisation et, aux élèves, de développer un sentiment d'appartenance. Cela permettra également aux résidents d'avoir accès à la cour d'école en dehors des heures d'école. Elle souhaite que le projet aille de l'avant dès que possible.

  Mme Popeanu comprend les enjeux et partage le souhait que les enfants retrouvent leur école de quartier.

- Mme Josée Cordeau, voisine de la partie de l'école qui sera démolie, s'enquiert des mesures qui seront prises par l'entrepreneur pour assurer le contrôle des poussières de silice, notamment de la possibilité d'utiliser la méthode d'arrosage. Elle souhaite également connaître les mesures qui seront prises pour s'assurer que les rues ne seront pas sales.

  M. Credico précise que les mesures seront mises en place par le CSSDM et que des inspecteurs de l'arrondissement feront des visites.

  Mme Émilie Breault, chargée de projet, indique que le CSSDM met en place des mesures de protection. Des experts seront sur place pour s'assurer que toutes les mesures sont mises en oeuvre par l'entrepreneur pour limiter la poussière. Pour ce qui est des méthodes utilisées, celles-ci demeurent à valider.

  En réponse à une question de Mme Popeanu, Mme Breault indique que des experts sont déjà mandatés pour l'amiante et suivront toutes les étapes du chantier. En ce qui a trait à la propreté de la rue, des balais mécaniques pourront être utilisés pour la nettoyer.

  Mme Cordeau explique que lors de la construction du Centre commercial Wilderton, des secousses ont été ressenties. Elle demande si des sismographes seront utilisés.

  Mme Breault ne peut s'avancer sur les techniques d'excavation, mais indique qu'il n'y aura pas de travaux en sous-sol, contrairement à ce qui a dû être fait au Centre commercial Wilderton. Si c'était le cas, des appareils mesurant les vibrations seraient utilisés.

  M. Marc Héneault, ingénieur au projet, précise que pour l'instant, aucun dynamitage n'est prévu. Leurs documents prévoient d'ailleurs une clause de suivi des vibrations. Il n'y aura pas d'excavation en profondeur, mais si c'était le cas, il y aurait une inspection des bâtiments autour avant les travaux.

  En réponse à une question de Mme Cordeau, Mme Breault indique que le dénivelé restera tel quel : l'arrondissement souhaitait une conservation du niveau naturel du terrain.

  Mme Cordeau demande si le gymnase sera accessible aux résidents.

  Mme Popeanu indique qu'il existe une entente entre l'arrondissement et le CSSDM. Elle invite la citoyenne à poser de nouveau cette question lorsque le projet sera plus avancé.

  Mme Breault rappelle que le gymnase dans le nouveau bâtiment sera un gymnase simple. Le gymnase dans l'agrandissement de 2018 est un gymnase double.

En réponse à une question de Mme Cordeau, Mme Breault confirme que le préau pourra être utilisé lors des récréations, pour des classes extérieures, etc.

- Mme Sandrine Chaignon Le Du s'enquiert de la route utilisée par les camions pour les travaux ainsi que de l'échéancier pour la démolition et la construction.

  M. Guillaume Geoffroy, représentant du CSSDM, indique que la démolition débuterait dès la fin des classes, pour la période estivale et déborderait un peu en septembre. La première phase est donc la démolition et, en parallèle, la confection des plans et devis. La deuxième phase comprendra le lancement de l'appel d'offres et la construction. Mme Breault précise que cette dernière phase devrait se tenir à la fin de l'automne 2022 ou en début d'année 2023. Une clôture de chantier sera installée pour limiter la poussière et assurer la sécurité du chantier. M. Geoffroy indique que les élèves dans l'agrandissement de 2018 resteront sur place pendant les travaux. : une proposition afin qu'ils soient délocalisés à Rosemont a été faite, mais l'option de maintenir les classes sur place a été privilégiée.

- M. Louis Patsalaridis s'enquiert des horaires de travaux.

  Mme Breault indique que la réglementation de l'arrondissement permet d'effectuer des travaux du lundi au vendredi, entre 7h et 19h, ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés, de 10h à 18h. Elle indique également que l'accès devrait se faire par l'avenue de Soissons, mais qu'une étude de circulation est actuellement en cours. Les plans de mobilisation sont également à l'étude. Il ne devrait pas y avoir de fermeture de l'avenue de Soissons.

- Mme Isabelle Michon-Dupuis demande quel processus consultatif serait mis en place dans l'éventualité où le CSSDM souhaitait ajouter un 3e étage.

  Mme Breault indique qu'il n'y aura pas de 3e étage : le projet présenté est celui approuvé par le ministère de l'Éducation. De plus, les études démontrent qu'un étage supplémentaire n'est pas requis pour les besoins du secteur.

  Mme Popeanu et M. Credico confirment que selon toute vraisemblance, un projet de 3e étage devrait faire l'objet d'une consultation publique, à moins que celui-ci soit réalisé de plein droit.

  En réponse à une demande de Mme Michon-Dupuis, Mme Breault explique que le stationnement sera dédié au personnel de l'établissement. En ce qui a trait aux autobus, la majorité des élèves sont à une distance de moins de 1 km de marche donc il devrait y avoir au plus 1 autobus. L'endroit du dépôt sera étudié. Actuellement, le dépôt se fait sur l'avenue Darlington en raison de la localisation du service de garde.

  En réponse à une question de Mme Michon-Dupuis, M. Credico indique qu'étant donné les contraintes liées au *Règlement sur les clôtures*, pour un projet de cette envergure, il a été convenu de donner la possibilité d'y déroger afin notamment d'avoir une clôture de qualité.
  Mme Breault précise où sera installée la clôture, laquelle vise la sécurité des élèves, et Mme Popeanu rappelle l'une des raisons pour lesquelles la clôture sur l'avenue de Soissons a été installée.

  Mme Michon-Dupuis souhaite, puisqu'il y aura un stationnement pour les vélos, que soit ajoutée une voie cyclable sur l'avenue de Soissons. Elle mentionne par ailleurs qu'il y a beaucoup plus de chiens dans la cour depuis l'installation de la clôture et que plusieurs clôtures semblent être temporaires ou dangereuses.

  M. Manseau indique que l'arrondissement fera la vérification en ce qui a trait à la possibilité d'implanter une voie cyclable sur l'avenue de Soissons et rappelle qu'une étude de circulation est actuellement en cours.

En réponse à une question de Mme Michon-Dupuis concernant l'éclairage de nuit, Mme Breault explique que l'éclairage minimal est prévu pour la sécurité du site en dehors des heures d'utilisation régulière. En ce qui a trait à la circulation, celle-ci devrait être limitée puisque le stationnement est prévu pour les enseignants donc, il y aura des déplacements en début et en fin de journée seulement.

Mme Michon-Dupuis demande s'il y aura un système de communication mis en place lors des travaux.

Mme Popeanu conseille de communiquer avec le 311 et de prendre en note le numéro de requête. Dans l'éventualité où aucune réponse n'était fournie dans un délai acceptable, elle l'invite à lui transmettre un courriel avec sa requête.

Mme Breault indique également que les résidents pourront communiquer avec le CSSDM au 514 596-6000 poste 6010 pour toute question relative au chantier.

- M. Michel Dumont indique que le tracé de la clôture est présent au plan d'implantation et questionne la possibilité de faire de la glissade sur le talus abrupt avec l'emplacement du mur. Il rappelle qu'avant l'agrandissement de 2018, l'école avait une capacité d'accueil de 400 élèves. L'agrandissement a augmenté cette capacité à 792 élèves. Il souhaite savoir si le contexte de la rue de Soissons, dont les bâtiments sont coincés entre deux écoles, a été pris en compte. Il mentionne que l'arrondissement connaissait la situation lors de l'agrandissement de 2018 puisque l'école Mont-Jésus-Marie a été construite en 2005.

  Mme Breault indique que même s'il y a une clôture pour la sécurité des élèves, le CSSDM laisse toujours un accès pour les résidents. Elle mentionne que le talus est plus haut sur l'avenue de Soissons et qu'en ce sens, il permettrait la glissade en saison hivernale. Elle rappelle que l'agrandissement a été autorisé en 2011 par le ministère de l'Éducation, faisant passer l'école Félix-Leclerc de 360 élèves à 792 élèves. Le projet à l'étude est un projet de remplacement qui ne change pas la capacité actuelle de l'école. Mme Breault indique que l'autre école est privée et n'est pas complémentaire à l'offre de l'école Félix-Leclerc.

  M. Maxime Gagnon, représentant du CSSDM, indique que la clientèle des deux écoles est très différente. Si l'ajout d'espace a été consenti en 2011, c'est que les données démographiques démontraient le besoin dans le secteur. Il fait état des difficultés d'accès à un terrain pour la construction de nouvelles écoles. L'agrandissement sur des terrains appartenant déjà au CSSDM est donc privilégié.

  M. Dumont mentionne qu'il manque d'espace vert dans le quartier. Il croit qu'un espace vert entre le bâtiment et la rue aurait pu créer une zone tampon entre les résidences et l'école.

  Mme Breault indique que la superficie d'espace vert sera bonifiée puisque la construction est sur 2 étages plutôt que sur un seul étage. Elle rappelle que les cours d'école seront disponibles aux citoyens et à la communauté.

  En réponse à une question de M. Dumont, Mme Breault confirme qu'une étude de circulation est en cours, laquelle devrait être disponible au début du mois de mai 2022.

- Mme Anne-Marie Mainville, enseignante de 1ère année depuis 22 ans, sympathise avec les résidents, mais rappelle que le projet est essentiel. Elle exprime le droit d'avoir une école de quartier afin que les élèves puissent développer un sentiment d'appartenance. Elle mentionne également le stress et la fatigue vécus par les petits devant prendre l'autobus et faire un long trajet matin et soir. De plus, certaines activités, tel le tutorat des élèves de 3e cycle, n'est plus possible étant donné la délocalisation.

- Sandrine Chaignon Le Du s'enquiert de la possibilité que l'entrepreneur fasse des travaux la fin de semaine puisque le règlement sur le bruit l'autorise.

  Mme Breault indique qu'il n'y a habituellement pas de travaux les fins de semaines. Toutefois, l'entrepreneur pourrait y avoir recours s'il y avait des retards dans l'échéancier de construction.

- Mme Pascale-Lise Collin, architecte au projet, indique que le paysagement est un élément essentiel de ce projet avec l'ajout de bassins d'infiltration et une quantité de verdure accrue. Elle rappelle que le nombre d'arbres sera augmenté à 136.

  M. Credico précise que ce nombre comprend les arbres appartenant à la Ville puisque situés sur le domaine public.

  Mme Collin donne le détail de la clôture qui sera installée et précise que la cour près de l'agrandissement de 2018 sera également réaménagée. Elle précise que le préau sera un espace à l'abri et le présente sur la perspective incluse à la présentation.

- Mme Josée Cordeau s'enquiert de la possibilité d'ouvrir l'espace entre la clôture et le trottoir à l'intersection des avenues Darlington et de Soissons.

  Mme Breault prend en note l'idée, mais rappelle qu'il s'agit d'un terrain privé qui devra être entretenu par le CCSDM.

- Mme Annie Lavoie, parent d'un enfant fréquentant l'école Félix-Leclerc, indique qu'on ne peut comparer l'accès à l'école Félix-Leclerc à celui de l'école Mont-Jésus-Marie. Elle rappelle que le projet prévoit une cour beaucoup plus grande et que la situation quant au nombre d'élèves sera celle qui prévalait avant la délocalisation.

- Mme Isabelle Michon-Dupuis indique qu'elle a hâte d'entendre les rires d'enfants émanant de l'école.

- Mme Marie-France Brodeur, enseignante en éducation physique à l'école Félix Leclerc depuis 2015, souligne qu'élèves et enseignants ont hâte de revenir dans le quartier. Elle confirme que la butte est utilisée lors des cours d'éducation physique.

3.3 Période de questions et commentaires écrits

M. Credico présente le nombre de questions soumises par écrit. Comme les questions et commentaires ont déjà été abordés lors de la période de questions en direct, celles-ci ne sont pas détaillées, mais sont colligées à l'annexe 4.

4. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 21h10.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire-recherchiste

ANNEXE 1 - Présentation

Projet de résolution CA22 170054 approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

28 mars à 18h30

En vidéoconférence

Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DERNIÈRE MISE À JOUR : 28 mars 2022

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE

1. **Ouverture de l'assemblée**

2. **Présentation du projet de résolution**

3. **Période de questions et commentaires**

4. **Fin de l'assemblée**

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCESSUS D'AUTORISATION

16 février 2022

CCU

Présentation et avis du Comité consultatif d'urbanisme



7 mars 2022

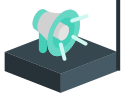
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 1er projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et affichage sur l'immeuble



CONSULTATION PUBLIQUE

Présentation du projet aux citoyens et période de questions



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 2e projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et procédure d'approbation référendaire (si nécessaire)



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption finale du projet de résolution



PRÉSENTATION DU PROJET DE RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

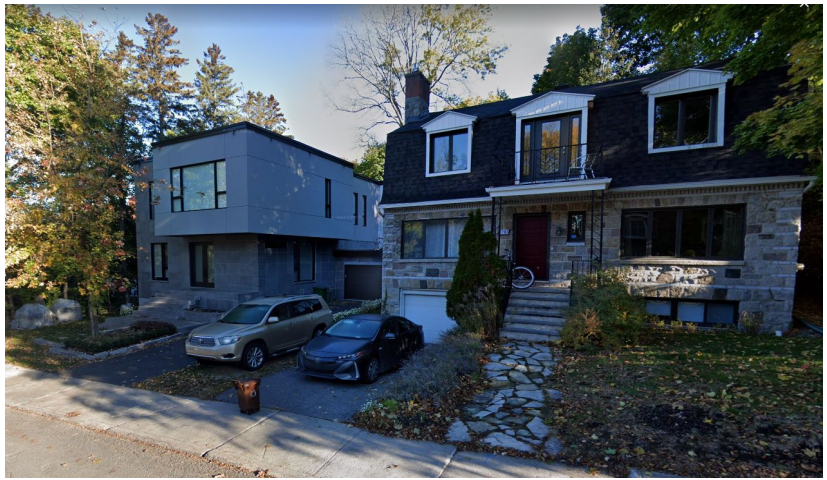


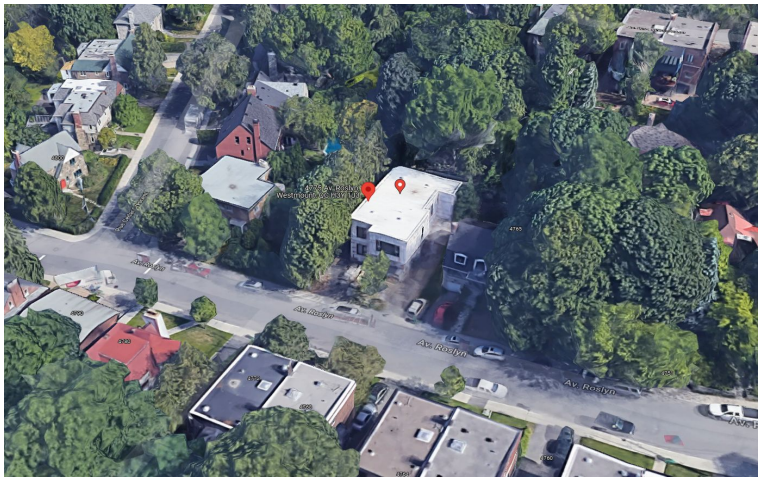




PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE









PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement CDN-NDG



Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0580**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

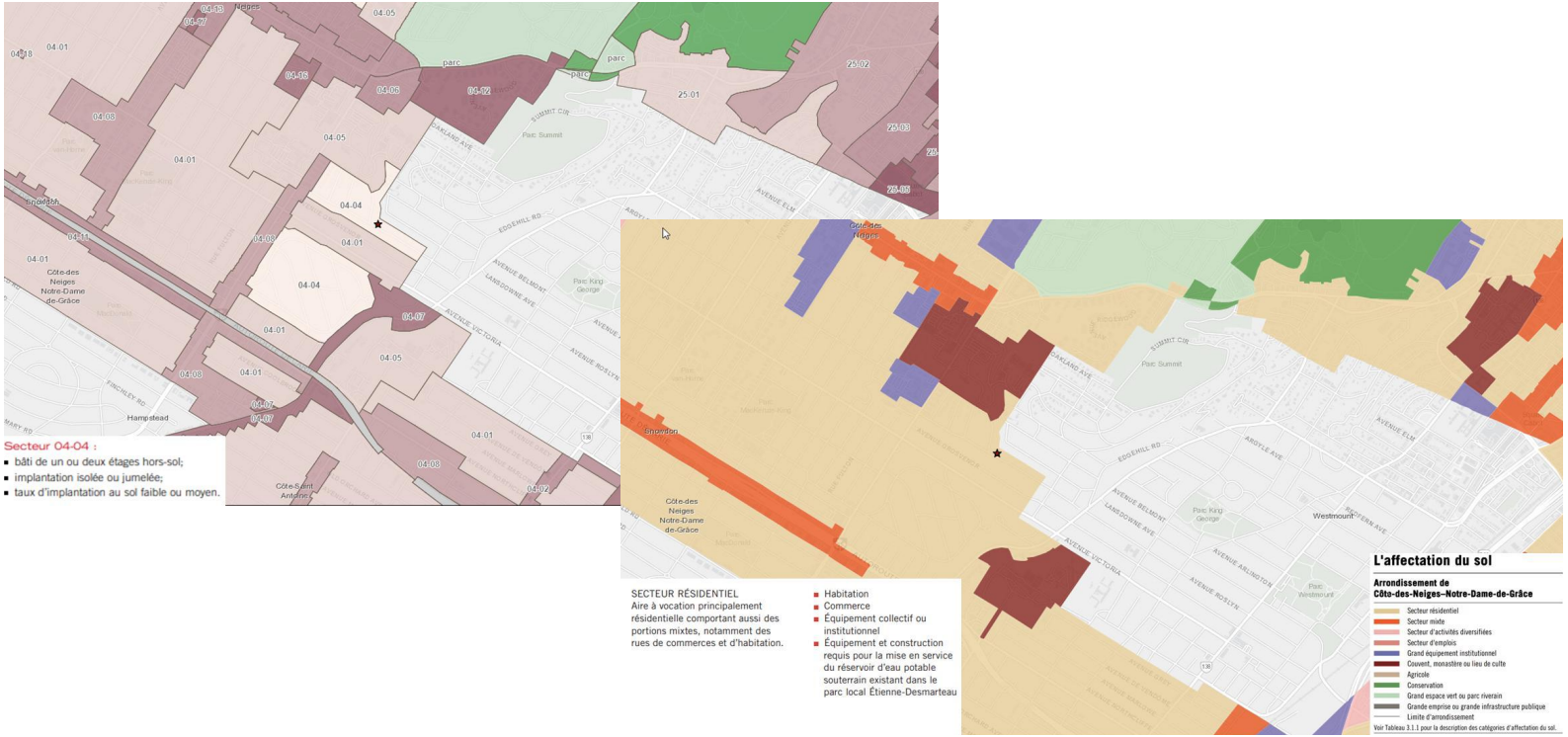
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.
2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
5. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Plan d'urbanisme

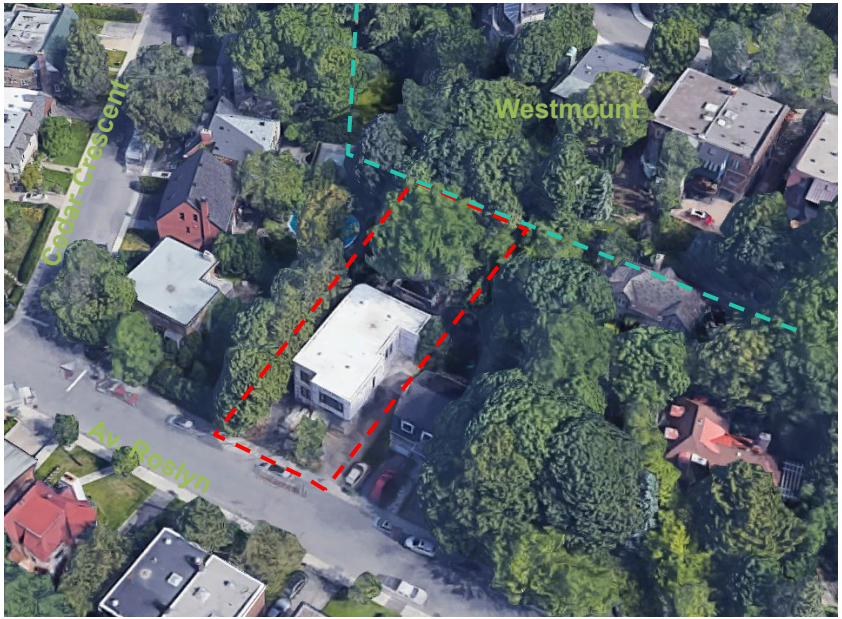


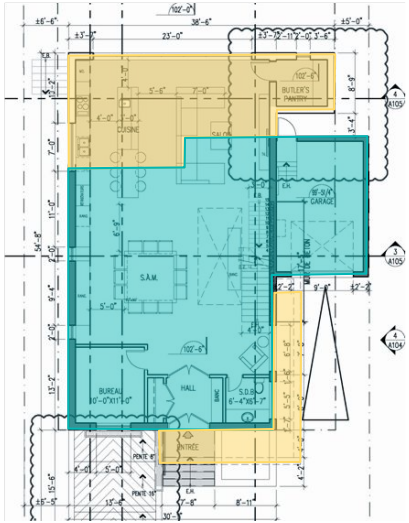
PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Demande de permis de transformation

En novembre 2017, le propriétaire dépose une demande de permis de transformation visant à agrandir le bâtiment.









PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Révocation du permis de transformation

En avril 2018, un inspecteur du cadre bâti a inspecté les travaux en cours. Il a été constaté que les travaux de transformation étaient plus importants que ceux autorisés par le permis de transformation puisque 50% de la superficie cumulée des murs extérieurs et du toit étant démolie.

L'arrondissement révoque le permis de transformation et ordonne l'arrêt du chantier.

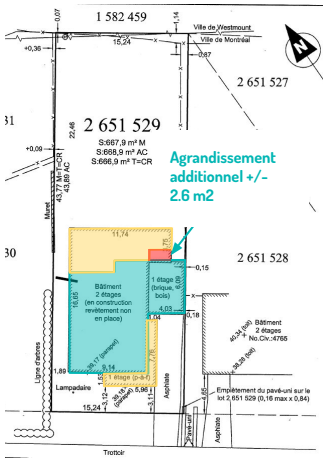
Autorisation de démolition

En juin 2018, le Comité de démolition a rendu une décision favorable à la démolition et au projet de remplacement.

Or, l'arrondissement a constaté qu'un ajout additionnel fut réalisé en cours de construction. (2,6 m²)

Le 5 novembre 2019, le conseil d'arrondissement a rendu une décision favorable à la démolition et au projet de remplacement **à condition de respecter plusieurs conditions, dont une qui exige le retrait de l'agrandissement additionnel ne faisant pas partie de la proposition initiale dans les 60 jours. (CA18 170301)**









PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Après avoir constaté que les délais d'exécution de la condition ont été dépassés et après avoir accordé des délais additionnels au propriétaire afin d'apporter les travaux correctifs demandés, l'arrondissement a dû entreprendre des procédures judiciaires.

À la suite de négociations tenues hors cour entre les parties, il a été entendu que l'agrandissement additionnel pourrait être maintenu, mais que l'implantation actuelle devrait être régularisée par le biais d'une autorisation réglementaire.

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
USAGE	Résidentiel	H.1	H.1
HAUTEUR	S/O	9 Max	S/O
ÉTAGES	1-2	2	2
DENSITÉ	Faible ou Moyen	50 % Max et inférieur à 27,33%	30.3%





PRÉSENTATION DU PROJET

SITUATION RÉGLEMENTAIRE

Cette proposition est en partie non conforme puisqu'elle déroge à l'article 45.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) visant le taux d'implantation maximal

45.1. En plus de respecter les taux d'implantation prescrits à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, dans une zone où la seule catégorie d'usages autorisée est soit H.1, H.2 ou H.3 et dans une zone où deux ou plusieurs de ces catégories d'usages sont les seules autorisées, **l'agrandissement d'un bâtiment principal ou la construction d'un nouveau bâtiment principal** doit respecter l'une des exigences suivantes :

1° Le taux d'implantation du bâtiment principal ne doit pas excéder de plus du tiers le taux d'implantation du bâtiment principal existant sur ce terrain le 26 juin 2008 sans toutefois être inférieur au taux d'implantation minimal prescrit par la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ;

2° Le taux d'implantation du bâtiment principal ne doit pas excéder de plus du tiers le plus faible taux d'implantation des bâtiments adjacents situés dans la même zone, sans toutefois être inférieur au taux d'implantation minimal prescrit par la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ;

3° Lorsqu'un lot est nouvellement créé, le taux d'implantation du bâtiment principal ne doit pas dépasser de plus du tiers la moyenne du taux d'implantation des bâtiments adjacents situés dans la même zone. Lorsque l'un de ces lots est vacant, le taux d'implantation est établi selon le calcul prévu à l'alinéa suivant;

Malgré les paragraphes 1°, 2° et 3°, mais toujours sous réserve des taux d'implantation prescrits aux plans de l'annexe A intitulée « Taux d'implantation minimaux et maximaux – Densités minimales et maximales », le taux d'implantation maximal d'un nouveau bâtiment principal ou d'un bâtiment principal faisant l'objet d'un agrandissement peut être déterminé par la moyenne des taux d'implantation des bâtiments principaux situés dans la même zone, situés sur le même côté d'îlot et multiplié par 1,2. Pour se prévaloir de cette disposition, le requérant devra déposer un plan signé par un arpenteur-géomètre comportant le taux d'implantation de tous les bâtiments visés.

PRÉSENTATION DU PROJET

JUSTIFICATION

La demande satisfait aux critères d'évaluation de l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

- Considérant qu'une entente entre les parties est intervenue concernant le non-respect des conditions liées à l'autorisation de démolition;
- Considérant que l'agrandissement additionnel représente une très faible proportion du bâtiment;
- Considérant que l'agrandissement n'a pas pour objet d'ajouter de fenêtre, ni même de déplacer celle existante;
- Considérant que l'agrandissement permet de soustraire un espace de terrain résiduel dont l'entretien risque d'être incertain et n'ajoute en rien à la qualité du lieu;
- Considérant que l'agrandissement est peu visible de la rue.

Après l'étude et l'analyse du projet, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande avec la condition suivante :

- Que les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de Localisation » joint réalisé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, sous sa minute 10405, daté du 14 septembre 2018.

Cette condition a pour but de régulariser l'implantation réalisée tout en rendant impossible un agrandissement supplémentaire ou subséquent.

PRÉSENTATION DU PROJET

AUTORISATION

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'implantation d'un bâtiment unifamilial de 2 étages est autorisée conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

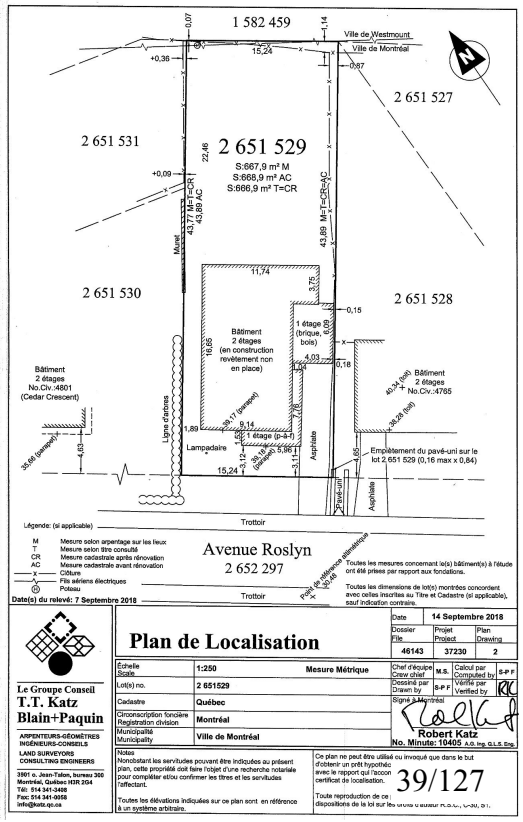
3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 45.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

4. Les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan de localisation » joint en annexe B à la présente résolution.

Malgré l'alinéa précédent l'implantation d'un mur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 15 cm.



CALENDRIER D'APPROBATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CALENDRIER D'APPROBATION

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis de motion et adoption du premier projet de résolution	**7 mars 2022**
Consultation écrite	**14 mars 2022 ou 28 mars 2022**
Consultation publique en visioconférence	**28 mars 2022**
Adoption de la résolution	**À déterminer**
Adoption du 2e projet de résolution par le Conseil d'arrondissement	**À déterminer**
Procédure d'approbation référendaire	**À déterminer**
Adoption finale de la résolution par le Conseil d'arrondissement	**À déterminer**

L'article 3 du projet de résolution est susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PRÉSENTATION DU PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE RÉFÉRENDAIRE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

PRÉSENTATION DU PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE RÉFÉRENDAIRE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

PRÉSENTATION DU PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE RÉFÉRENDAIRE

3. Tenue d'un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue d'un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- questions/commentaires en direct
- questions/commentaires déjà transmis par écrit

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 14 mars 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet particulier PP-132.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	2	1 question 1 commentaire
Par la poste (courriel)	-	-

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Commentaire 1 - 21 mars 2022 :

- La faible qualité architecturale de la proposition;
- Style architectural de la proposition qui ne s'intègre pas dans le contexte bâti.

« Ce que je trouve incroyable c'est que l'arrondissement Côte-des-Neiges-NDG permette la construction de tels projets hideux et moches comme cette maison, sans âme, qui premièrement n'a aucun lien architectural avec les bâtiments voisins et de deux, ne respecte même pas le règlement quant à la taille du bâtiment! Il n'y aucune harmonie dans cette maison, qui tient plus du blockhaus militaire ou encore du funérarium que d'une maison unifamiliale! Je suis outrée de constater que mon arrondissement ne porte aucune attention, ni soin à son architecture et fait preuve d'un grand laisser-aller quant aux projets "personnels" de tout un chacun. L'argent l'emporte sur la recherche architecturale et le respect et l'harmonie d'une avenue dans ses bâtiments. Triste.»

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Question 1 - 24 mars 2022 :

- Demande un retour à l'implantation d'origine.
- Souligne l'impact visuel et d'ensoleillement de la proposition sur sa propriété
- Questionne les normes encadrant les agrandissements dans le secteur.

We first bought the house because of its large backyard and the nice view and sunlight. However, 4775 was enlarged too much and blocked the view and sunlight. We request the house to be reverted back to the original size. If 4775 is permitted to destroy and enlarge their house, are their neighbors also allowed to do the same? We do not think it is fair to the neighbors as we also have enough space to do so.

Réponse requérant :

Hi,

Properties in the same sector are allowed to build an extension based on the actual parameters found in the Règlement d'urbanisme. For example, one of these parameters is the building to land's original ratio and the average average building to land ratio of the adjacent buildings. For an extension, in the case where the applying parameters are not respected, the project could be submitted to the Comité consultatif d'urbanisme (CCU) for a discretionary analysis based on the evaluation criterias of our Règlement d'urbanisme. You will find attached an excerpt of our rules and regulations for the extensions of residential buildings. I remain available if you have any further questions on the regulations affecting your sector.

Regards

RAPPORT DE CONSULTATION ÉCRITE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MERCI

ANNEXE 2 - Compte-rendu de la consultation écrite du 14 au 28 mars 2022

Projet de résolution CA22 170054 approuvant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) - dossier 1226290009

Annexe 2

Rapport de consultation écrite
Projet particulier 132 - 4775, avenue Roslyn

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 14 mars 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet particulier PP-132 visant à régulariser l'implantation d'un bâtiment résidentiel unifamilial situé au 4775, avenue Roslyn, entre le 14 mars et le 28 mars 2022

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	**Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire**	**Détails**
Formulaire WEB	2	1 question 1 commentaire
Par la poste	0	0 question 0 commentaire

Commentaire 1 - 21 mars 2022 :
FORMULAIRE
Mme Catherine Toupin

« Ce que je trouve incroyable c'est que l'arrondissement Côte-des-Neiges-NDG permette la construction de tels projets hideux et moches comme cette maison, sans âme, qui premièrement n'a aucun lien architectural avec les bâtiments voisins et de deux, ne respecte même pas le règlement quant à la taille du bâtiment! Il n'y aucune harmonie dans cette maison, qui tient plus du blockhaus militaire ou encore du funérarium que d'une maison unifamiliale! Je suis outrée de constater que mon arrondissement ne porte aucune attention, ni soin à son architecture et fait preuve d'un grand laisser-aller quant aux projets "personnels" de tout un chacun. L'argent l'emporte sur la recherche architecturale et le respect et l'harmonie d'une avenue dans ses bâtiments. Triste.»

À la suite du commentaire du 21 mars 2022, aucune réponse ne sera transmise à Mme Toupin

Question 1 - 24 mars 2022 :
FORMULAIRE
M. Fuhu Du

We first bought the house because of its large backyard and the nice view and sunlight. However, 4775 was enlarged too much and blocked the view and sunlight. We request the house to be reverted back to the original size. If 4775 is permitted to destroy and enlarge their house, are their neighbors also allowed to do the same? We do not think it is fair to the neighbors as we also have enough space to do so.

Réponse au requérant par courriel le 28 mars 2022 :
Hi,

Properties in the same sector are allowed to build an extension based on the actual parameters found in the Règlement d'urbanisme. For example, one of these parameters is the building to land's original ratio and the average average building to land ratio of the adjacent buildings. For an extension, in the case where the applying parameters are not respected, the project could be submitted to the Comité consultatif d'urbanisme (CCU) for a discretionary analysis based on the evaluation criterias of our Règlement d'urbanisme. You will find attached an excerpt of our rules and regulations for the extensions of residential buildings. I remain available if you have any further questions on the regulations affecting your sector.

Regards

Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement

ANNEXE 3 - Présentation

Projet de résolution CA22 170055 approuvant le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

Projet de résolution CA22 170055 approuvant le projet particulier PP-133 visant à permettre la démolition du bâtiment de 1 étage de l'école Félix-Leclerc situé au 6055, avenue de Darlington et la construction d'un nouveau pavillon de 2 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) # 3003105757

28 mars 2022 à 18 h 30
En vidéoconférence

DERNIÈRE MISE À JOUR : 6 janvier 2022

2. \ PRÉSENTATION DU PP-133

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

2.1 \ PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

- **PPCMOI** pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble
- C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

- **Permet d'exiger toute condition**, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet
- **Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme** qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires
- **Permet** de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne (sauf pour le écoles- article 1231. de la LAU)**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI) *ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS*

- Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

- Le Conseil d'arrondissement évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI et au règlement d'urbanisme

3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

- Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis

PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI

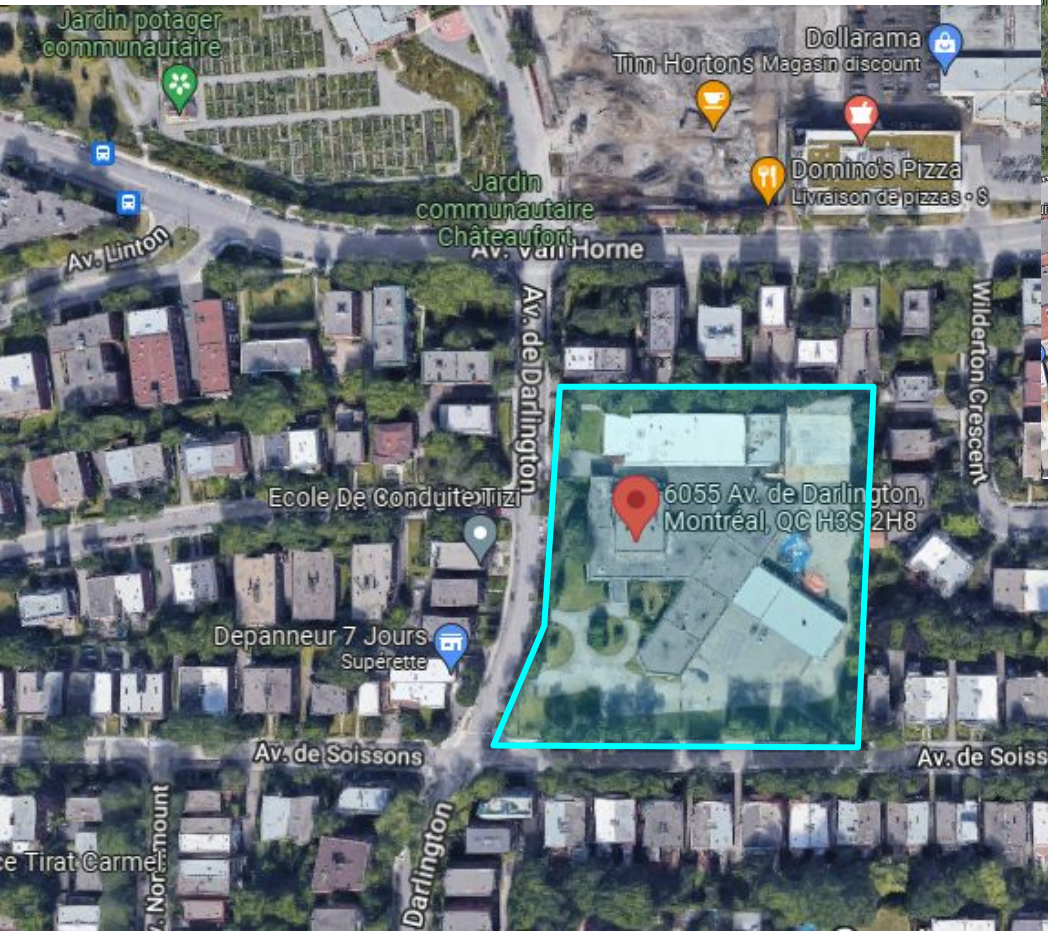
Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	16 février 2022
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	7 mars 2022
Consultation écrite	**14 au 28 mars 2022**
Consultation en visioconférence	**28 mars 2022**
Adoption, finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	4 avril 2022
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	**S.O. (Article 123.1 - LAU)**

2.2 \ ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

CONTEXTE URBAIN

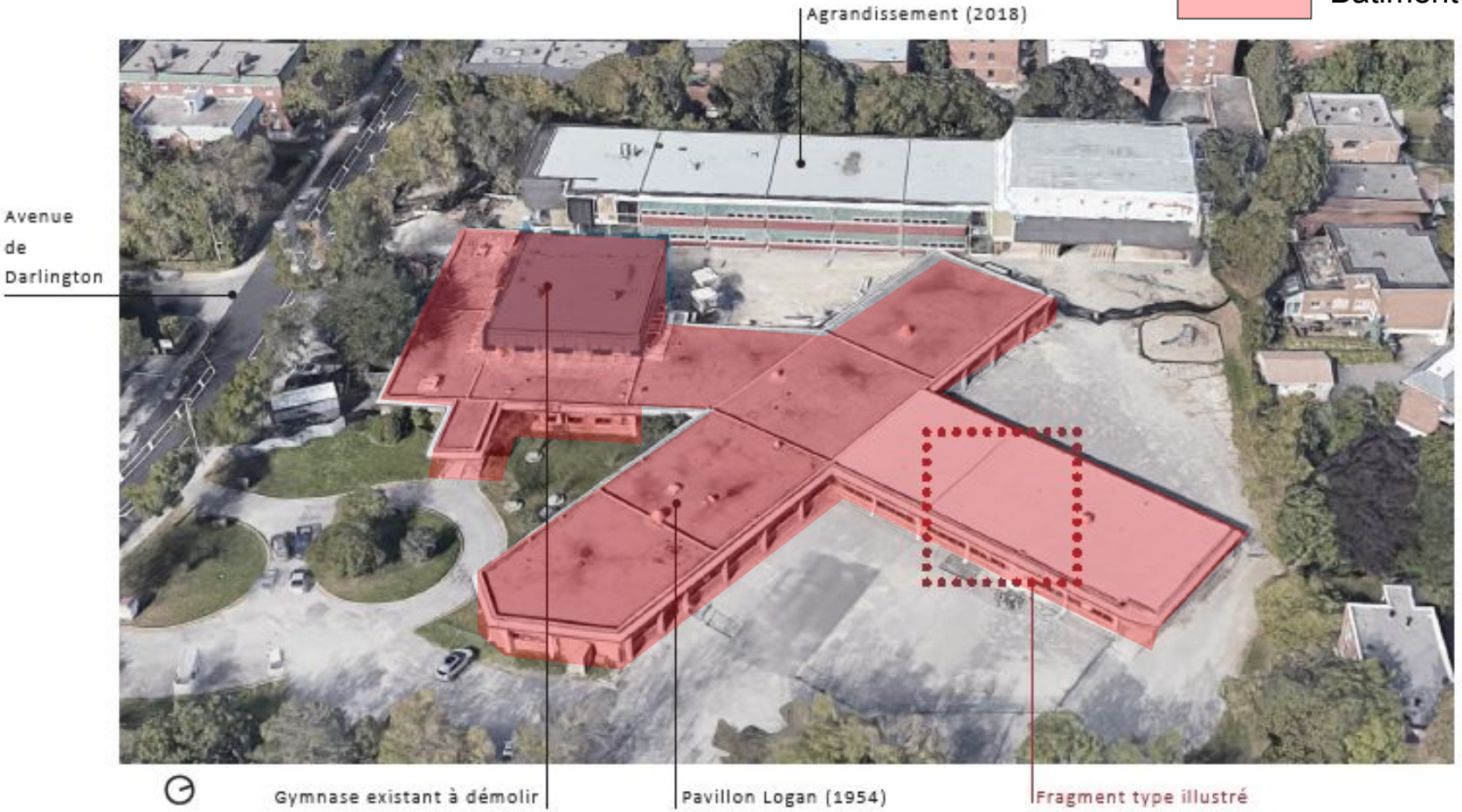




LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

CONTEXTE URBAIN

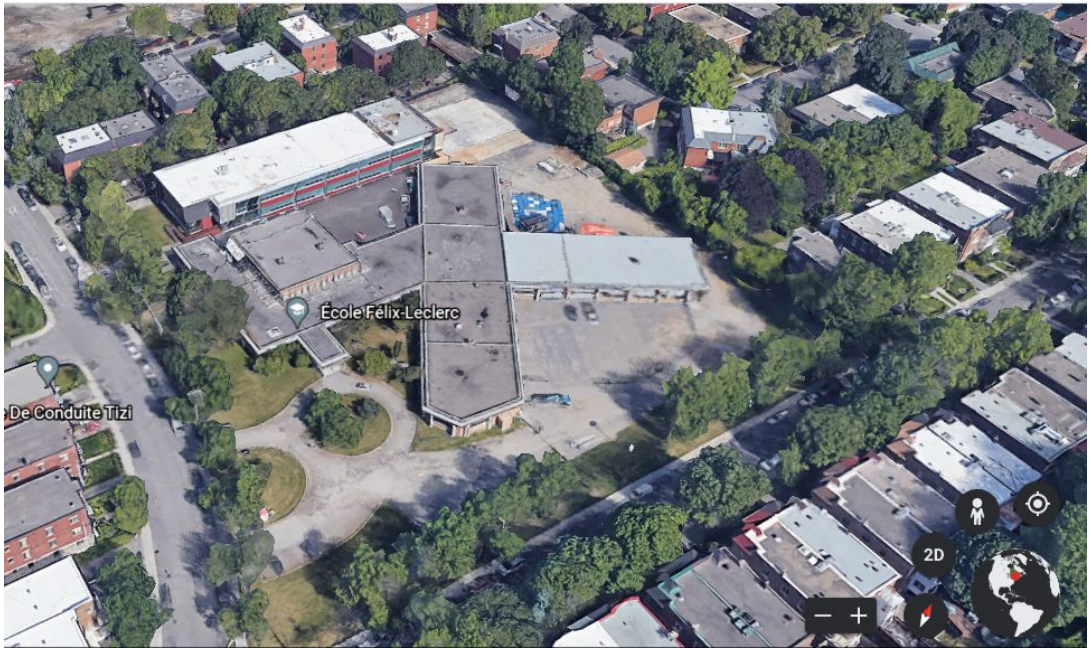
Bâtiment à démolir



ÉTUDE PATRIMONIALE

HISTORIQUE D'OCCUPATION

- L'École Félix-Leclerc, autrefois connue sous le nom de Logan School, a été construite entre 1952 et 1953
- Architectes Morley Corbus Luke et Harold Butler Little.
- L'école était une commande de la Protestant School Board of Greater Montreal (PSBGM)
- Devient une propriété de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) à la fin du XXe siècle, pour ouvrir sous le nom de École Félix-Leclerc en 1990.



ÉTUDE PATRIMONIALE

Valeurs	Degré	Commentaires
Historique	Intéressante à importante	• Elle symbolise les préoccupations nouvelles qui ont lieu au Québec en matière d'éducation (1950-1960) • Elle matérialise un désir d'améliorer les conditions de vie des élèves • Sa construction est liée au développement urbain du quartier et au boom démographique d'après-guerre
Artistique - Esthétique	Exceptionnelle	• Elle possède une valeur architecturale exceptionnelle grâce à son unicité dans le corpus de la CSSDM • Son plan étoilé atypique et en rez-de-chaussée fait de l'école un exemple remarquable du style pavillonnaire • Elle possède un degré d'authenticité élevé malgré le fait que certains volumes aient disparu. Les matériaux sont presque tous encore d'origine.
Contextuelle, urbaine et paysagère	Intéressante	• Elle s'inscrit en rupture avec son contexte urbain. • Elle présente certains facteurs d'intégration dans le paysage.
Sociale et symbolique	Importante	• Elle joue un rôle important dans la vie de ses usagers, qui lui attribuent beaucoup de valeur, notamment pour sa fonction sociale. • les usagers nomment des éléments physiques qui composent le bâtiment lui conférant un «esprit du lieu», un caract particulier auxquels ils sont attachés.

Quelques éléments caractéristiques de l'école

- le plan asymétrique à cinq branches, orienté par rapport aux points cardinaux
- l***e gymnase (à démolir car risque d'effondrement - voir bilan sur l'état du bâtiment)***
- la place centrale
- l'organisation progressive des classes selon le niveau d'enseignement et la séparation des fonctions du bâtiment
- le plan en «rez-de-chaussée»
- l'usage d'un système de contrôle de la lumière par l'utilisation de blocs de verre directionnel surmontant une partie vouée à la vue sur l'extérieur et à la ventilation, à hauteur de vue de l'élève
- la dimension des locaux reflétée par la trame constructive et structurale apparente, rythmant les murs extérieurs
- les dimensions du terrain de l'école et son aménagement paysager



Hélène Santoni, Les mosaïques de l'école Félix-Leclerc. 2017.



Hélène Santoni, Les mosaïques de l'école Félix-Leclerc. 2017.

Les 2 mosaïques, exemples exceptionnels d'art intégré à l'architecture

CONCLUSION

À la lumière des résultats issus de la présente étude, ***l'école Félix-Leclerc possède un intérêt patrimonial important, notamment au regard de son architecture*** (valeur artistique et esthétique). Unique à l'échelle des bâtiments scolaires du parc immobilier de la CSDM, l'école Félix-Leclerc est un témoin précoce des nouvelles réflexions en matière d'architecture scolaire, dans un contexte d'après-guerre ponctué d'une croissance démographique et d'une immigration importante.
(...)

L'École comprend des aménagements paysagers qui favorise son intégration dans une trame urbaine, avec laquelle elle fait rupture. Toutefois, comme son secteur d'implantation exprime plusieurs époques de construction, l'école Félix-Leclerc est un bon témoin de son époque de développement grâce à son architecture et ses matériaux, son implantation particulière et en retrait et son volume pavillonnaire discret. Elle sait toutefois bien annoncer sa fonction dans l'espace et fait office de point de repère pour la collectivité, étant un espace réceptacle d'une activité humaine très riche socialement.
(...)

EXTRAIT DE L'AVIS DE LA DIVISION DU PATRIMOINE

"Compte tenu de l'intérêt patrimonial de ce bâtiment et son site et de ses qualités spatiales offrant de toute évidence un environnement toujours propice à l'épanouissement des enfants, la Division du patrimoine est d'avis que l'école Logan (Félix-Leclerc) doit être conservée en effectuant les travaux nécessaires pour assurer sa pérennité et la sécurité des usagers dans le respect de ses caractéristiques d'origine (implantation, volumétrie, matériaux, ouverture, aménagement intérieur, etc.)

La conservation et la mise en valeur de ce site constitueraient un geste fort de la CSDM qui affirmerait ainsi son souci de mettre en valeur le patrimoine architectural sous sa responsabilité et d'agir en propriétaire exemplaire."

DAUSE

La conception et la construction de l'école visaient à explorer de nouvelles méthodes de construction. Les vices de construction démontrés et les méthodes non éprouvées n'ont pas traversé le test du temps. Il semble peu réaliste de réhabiliter le bâtiment selon les normes de construction contemporaine tout en préservant les caractéristiques innovatrice de cette école qui visait, principalement, à améliorer la qualité de vie des usagers.

Le projet de remplacement vise à réinterpréter les concepts de l'école d'origine avec les adaptations nécessaires pour répondre aux besoins des élèves d'aujourd'hui.

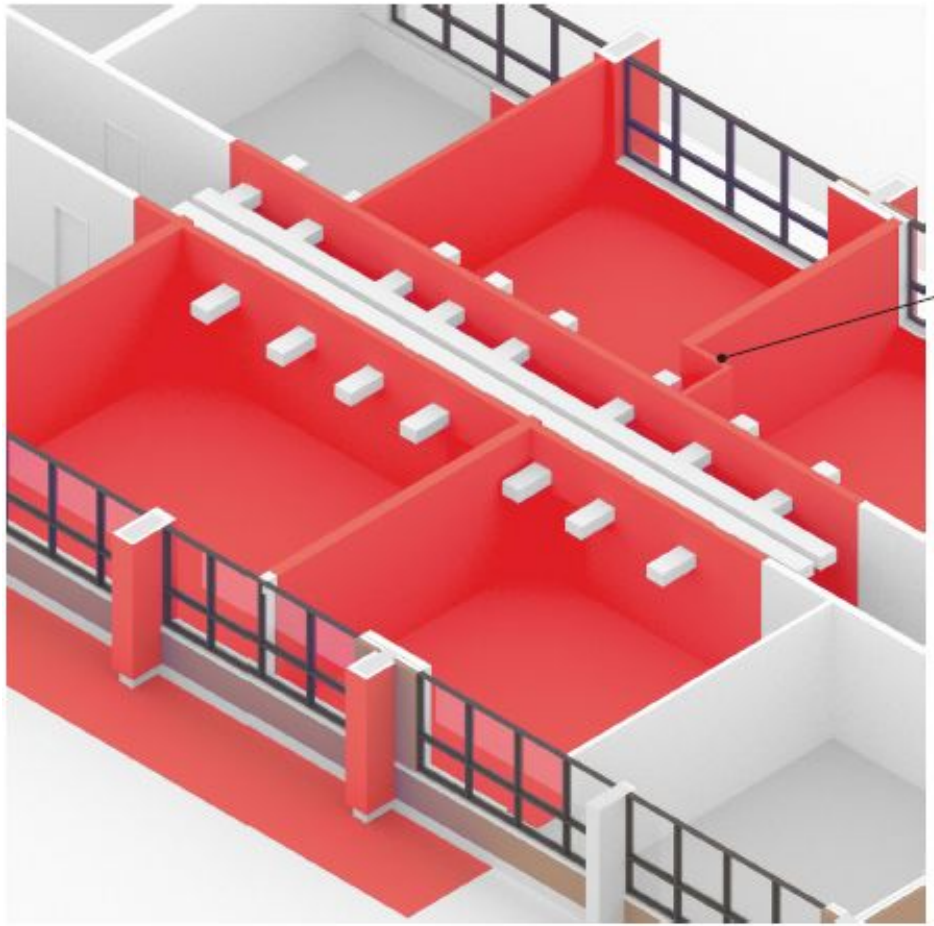
BILAN SUR L'ÉTAT GÉNÉRAL DU BÂTIMENT

ÉTAT DE L'IMMEUBLE

Tableau sommaire des constats de l'évaluation globale du bâtiment et des interventions requises pour réhabiliter le bâtiment existant			
	Composantes à démolir et reconstruire	**Composantes à conserver et réparer/modifier**	**Composantes à ajouter**
Aménagements extérieurs / civil	- Espaces extérieurs incluant drainage du terrain - Réseau d'eau domestique et de drainage unitaire	- Portion de sol à décontaminer - Réseau de drainage sanitaire et pluvial à séparer	- Système de drainage pluvial et de rétention des eaux du site - Drain français
Structure	- Fondations des murs porteurs intérieurs - Dalle sur sol et planchers (sulfatation du remblai)	- Fondations extérieures - Crépi cimentaire	- **Murs de renfort et de contreventement structuraux**
Enveloppe extérieure	- Portes et fenêtres - La majorité des murs extérieurs, car une mauvaise conception de l'enveloppe rend impossible le remplacement de ses composantes sans compromettre la stabilité de l'ensemble	- Colonnes extérieures	- Étanchéité des fondations
Toiture	- Couverture en asphalte et gravier pour les ailes A,B et le gymnase (voir plan clé en annexe)	- **Dalles de toit dont la capacité portante doit être augmentée (capacité portante à la limite acceptable)** - Réparations dans le secteur de l'ancien lanterneau	- Isolant de pente à certains endroits en raison de déflexion par fluage
Aménagements intérieurs	- Toutes les cloisons intérieures (en raison de la démolition de la dalle sur sol et vice de construction des murs porteurs) - Portes et cadres intérieurs		

Tableau sommaire des constats de l'évaluation globale du bâtiment et des interventions requises pour réhabiliter le bâtiment existant (suite)			
	Composantes à démolir et reconstruire	**Composantes à conserver et réparer/modifier**	**Composantes à ajouter**
Finis intérieurs	- Finis de plancher : terrazzo et tuiles de vinyle - Finis de plafond : retombées de gypse, tuiles en fibres de bois perforées et plafonds suspendus en tuiles acoustiques.		
Mécanique	- Appareils et réseau de plomberie - Appareils de chauffage et réseau de chauffage - Réseau de gicleurs (partiel) - Unité de ventilation du gymnase - Système de régulation automatique		- Système de gicleurs complet - Système de régulation centralisée - Système de ventilation complet
Électricité	- Éclairage - Éclairage d'urgence - Entrée électrique principale - Entrée souterraine pour télécommunication - Réseau de télécommunication - Distribution électrique principale et secondaire	- Système d'alarme intrusion - Travaux à compléter sur le système d'intercommunication	
Gestion des contaminants	Le bâtiment contient les contaminants suivants : - Amiante dans les calorifuges du vide technique - Amiante dans le crépi cimentaire de certaines sections de la chaufferie - Amiante dans le crépi cimentaire des colonnes et poutres au rez-de-chaussée - Plomb dans la peinture de la majorité des murs - Présence de contamination fongique à certains endroits de l'enveloppe ex du vide technique		

Note : les éléments en gras ont un impact majeur sur la faisabilité d'une réhabilitation du



2/ BILAN DE SANTÉ DU PAVILLON LOGAN ET ILLUSTRATION DES DÉSORDRES

EN RÉSUMÉ

En rouge, toutes les surfaces d'un secteur typique de l'école qui au final auront été touchées ou carrément reconstruites.

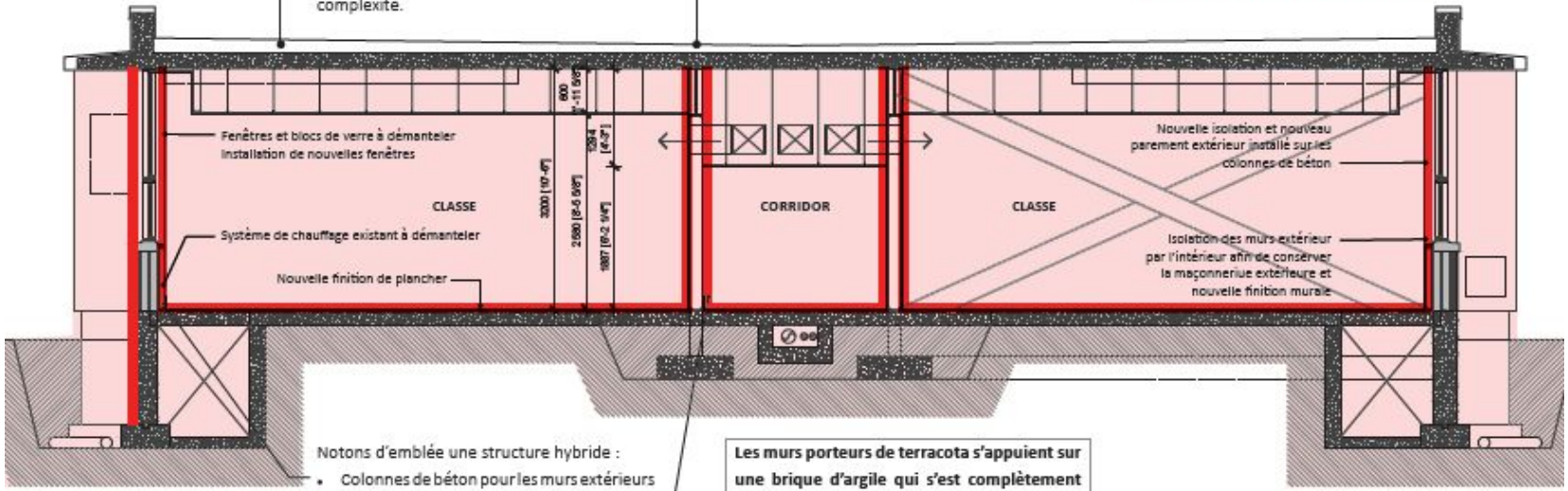
2/ BILAN DE SANTÉ DU PAVILLON LOGAN ET ILLUSTRATION DES DÉSORDRES

La surface la moins problématique de l'école est la dalle de la toiture - quoique bien sûr l'étanchéité de la couverture devrait être refaite. Par contre maintenir en place cette dalle de toiture pendant la consolidation des structures porteuses sera d'une très grande complexité.

Étant tributaire de la faible hauteur de la dalle de toiture conservée, la mise au norme de la charpente et de la ventilation (poutres d'acier et gaines mécaniques) auront pour conséquence de rendre la hauteur libre dans les corridors très limitée **voire insuffante**.

EN RÉSUMÉ

En rouge, toutes les surfaces d'un secteur typique de l'école qui au final auront été touchées ou carrément reconstruites.



Notons d'emblée une structure hybride :

- Colonnes de béton pour les murs extérieurs
- Murs porteurs de terracotta pour les cloisons du corridor central

Les murs porteurs de terracota s'appuient sur une brique d'argile qui s'est complètement désagrégée au fil des ans, obligeant le remplacement complet de ce système structural.

Recommandations - Gymnase

A) Murs

Les murs hauts du gymnase devraient être démolis et reconstruits en continuité avec les murs bas conservés. Étant donné la disparité des matériaux sur les murs du gymnase, nous recommandons de les recouvrir avec une nouvelle finition robuste et acoustique. Les murs du côté scène pourraient demeurer apparents.

B) Planchers

Dans le gymnase, nous recommandons de remplacer la dalle sur sol de façon à permettre d'enrayer le problème de sulfatation. Un nouveau revêtement de sol souple serait installé par la suite. Du côté scène, nous recommandons d'installer un nouveau revêtement de plancher.

C) Plafonds

La structure du plafond du gymnase avec poutrelles et platelage d'acier pourrait demeurer apparente. Les dalles de béton léger devraient être remplacées par un nouveau platelage d'acier pour des raisons structurales.



Photo 47 – Revêtement de plancher du gymnase Enlevé pour permettre pose des colonnes et contreventements



Photo 46 – Vue du gymnase

CONCLUSION

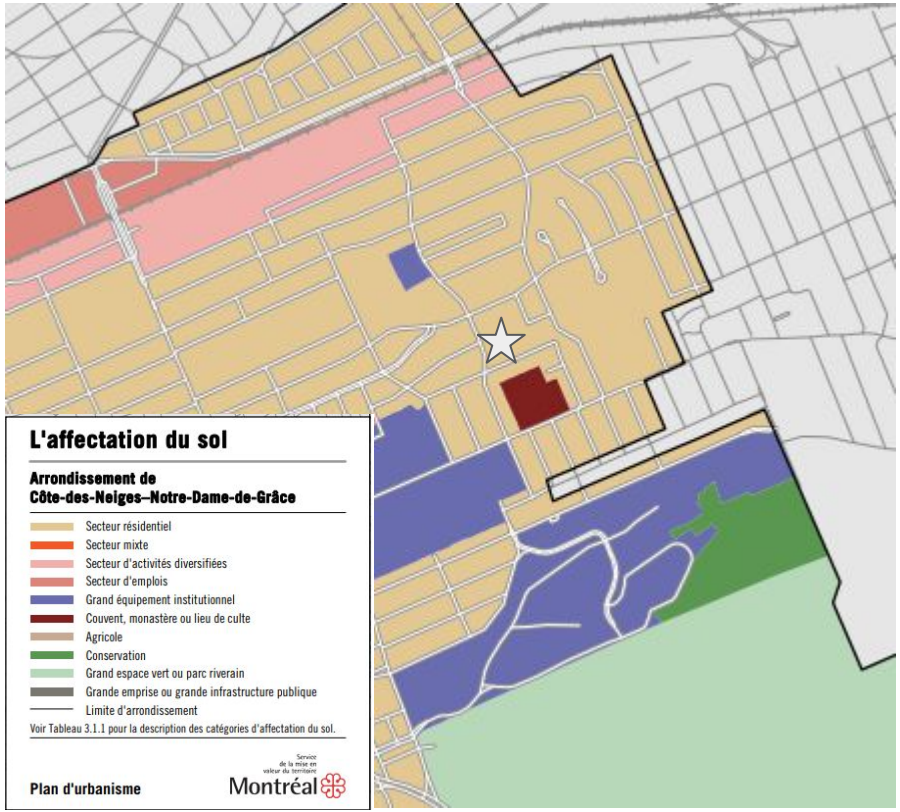
Les études et expertises réalisées démontrent qu'afin de pouvoir réhabiliter adéquatement le bâtiment existant, la majorité des principales composantes doivent être démolies et reconstruites et qu'aucune composante architecturale ne peut être conservée.

De plus, les éléments structuraux pouvant encore être conservés nécessitent des réparations et interventions importantes de renfort et de mise aux normes sismique. Dans une optique de mise aux normes, d'augmentation de la pérennité et de la performance du bâtiment, ainsi que d'amélioration de l'implantation et de l'intégration avec l'agrandissement, un projet de reconstruction apparaît donc comme la meilleure solution à mettre en oeuvre.

Par contre, en considérant la valeur patrimoniale actuelle de l'ensemble bâti, des éléments de la conception d'origine pourraient être intégrés à la nouvelle construction afin de préserver la mémoire du lieu et mettre en valeur certaines qualités spatiales et architecturales originales.

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

PLAN D'URBANISME



AFFECTATION

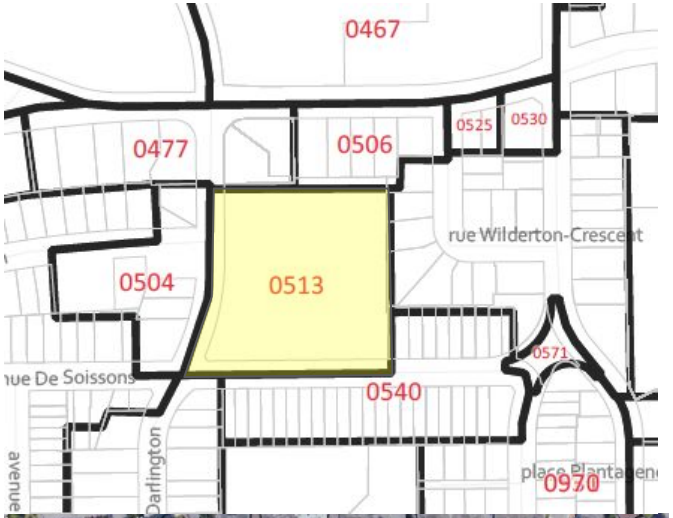


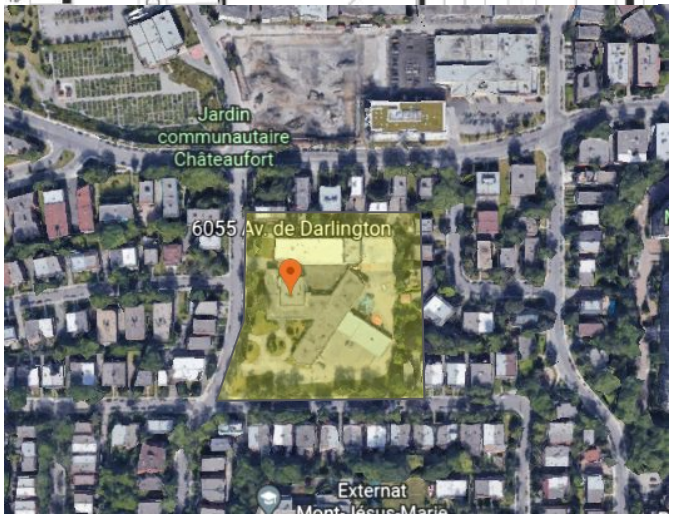
DENSITÉ

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT 01-276

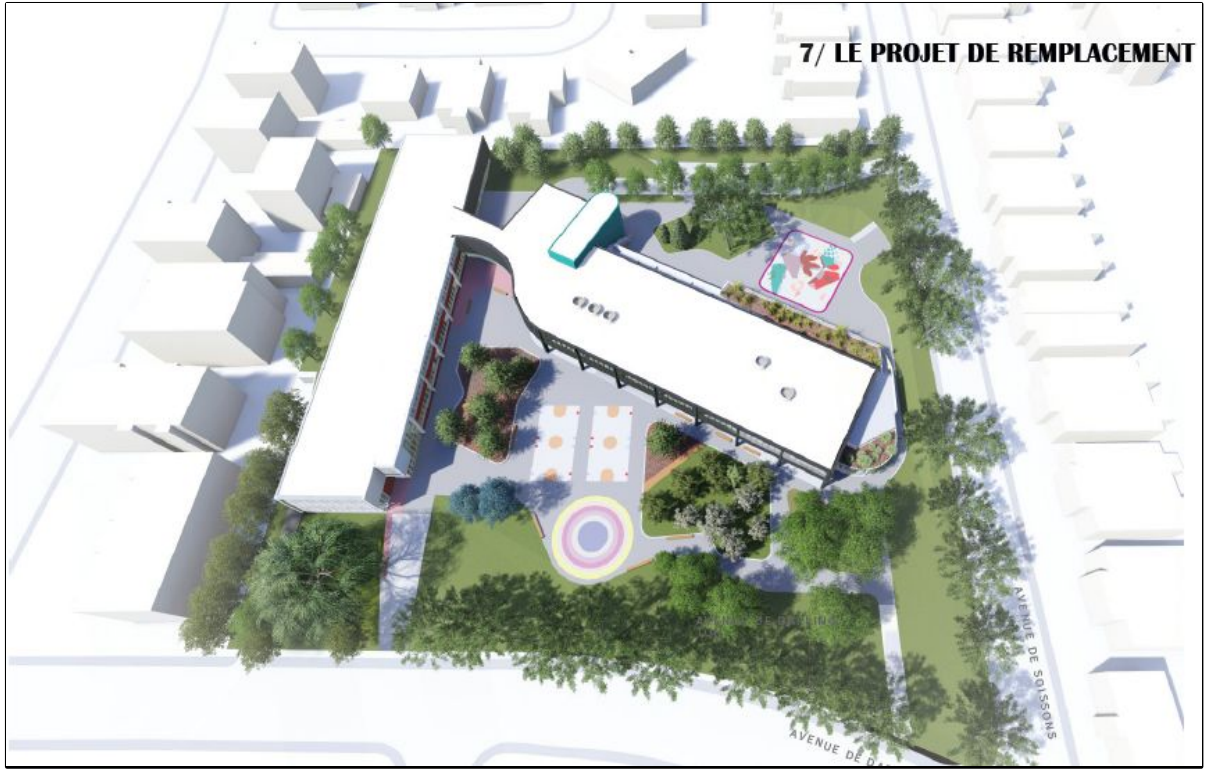
Zone :	0513
Usage :	Usage principal : E.4(1) Équipements éducatifs et culturels
Hauteur :	2 à 3 étages - 9 mètres max
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : 35% / max :50%
Densité	S.O.
Marges requises	-marge avant : règle d'insertion -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Secteur significatif :	Immeuble significatif à normes B





PROJET

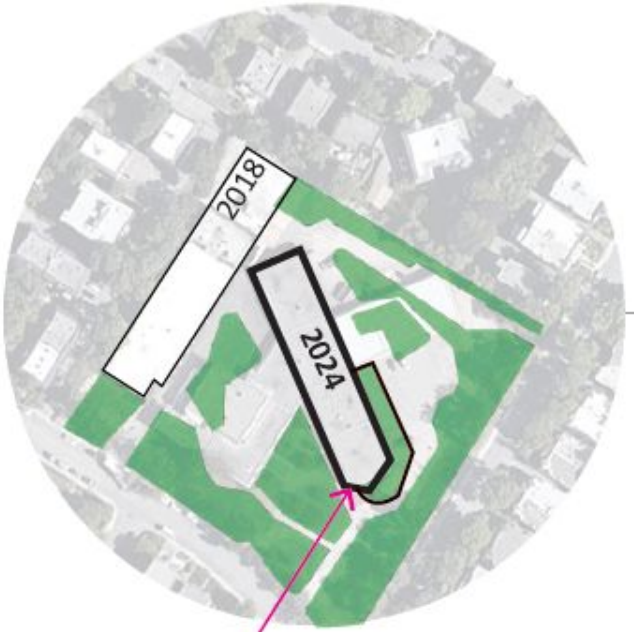
GÉNÉRALITÉS



- superficie terrain : 15 551 m.c.
- bâtiment de 2 étages
- hauteur : 9 mètres
- Taux d'implantation (C.O.S) :± 29.75%
- 10 unités de stationnement véhicules routier extérieur
- 44 unités de stationnement vélos (22 extérieures et 22 intérieures).

PROJET

IMPLANTATION



IMPLANTATION	
*Pavillon 2018	1 756 m²
Projet de remplacement	2 870 m²
	4 626m²

PROJET DE REMPLACEMENT - 6055 Darlington - Zone 0513

- marge avant :
- taux d'implantation : 29.75%

ÉLÉVATIONS

1



ÉLÉVATION OUEST

2

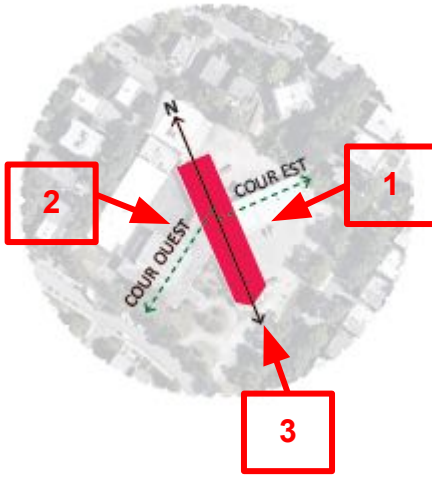


ÉLÉVATION EST

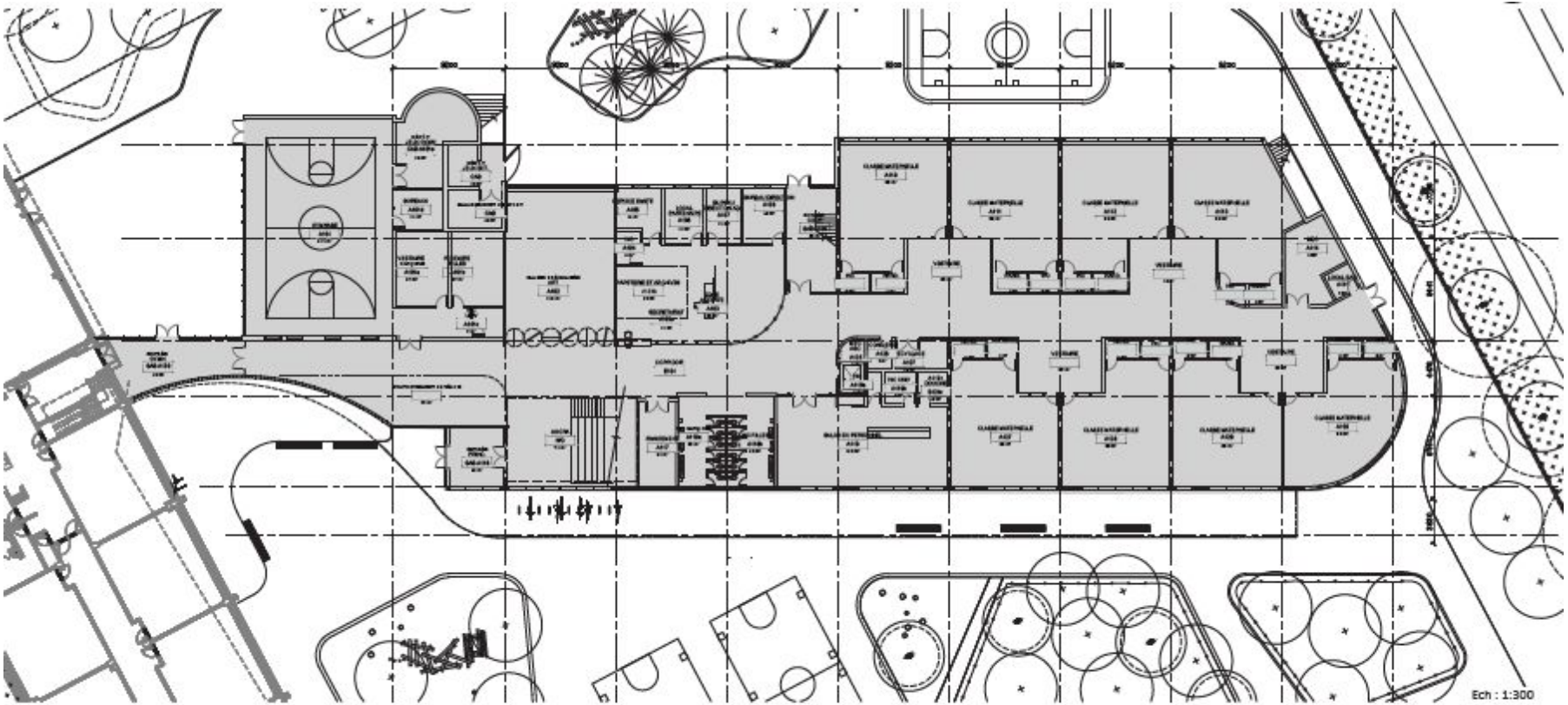
3



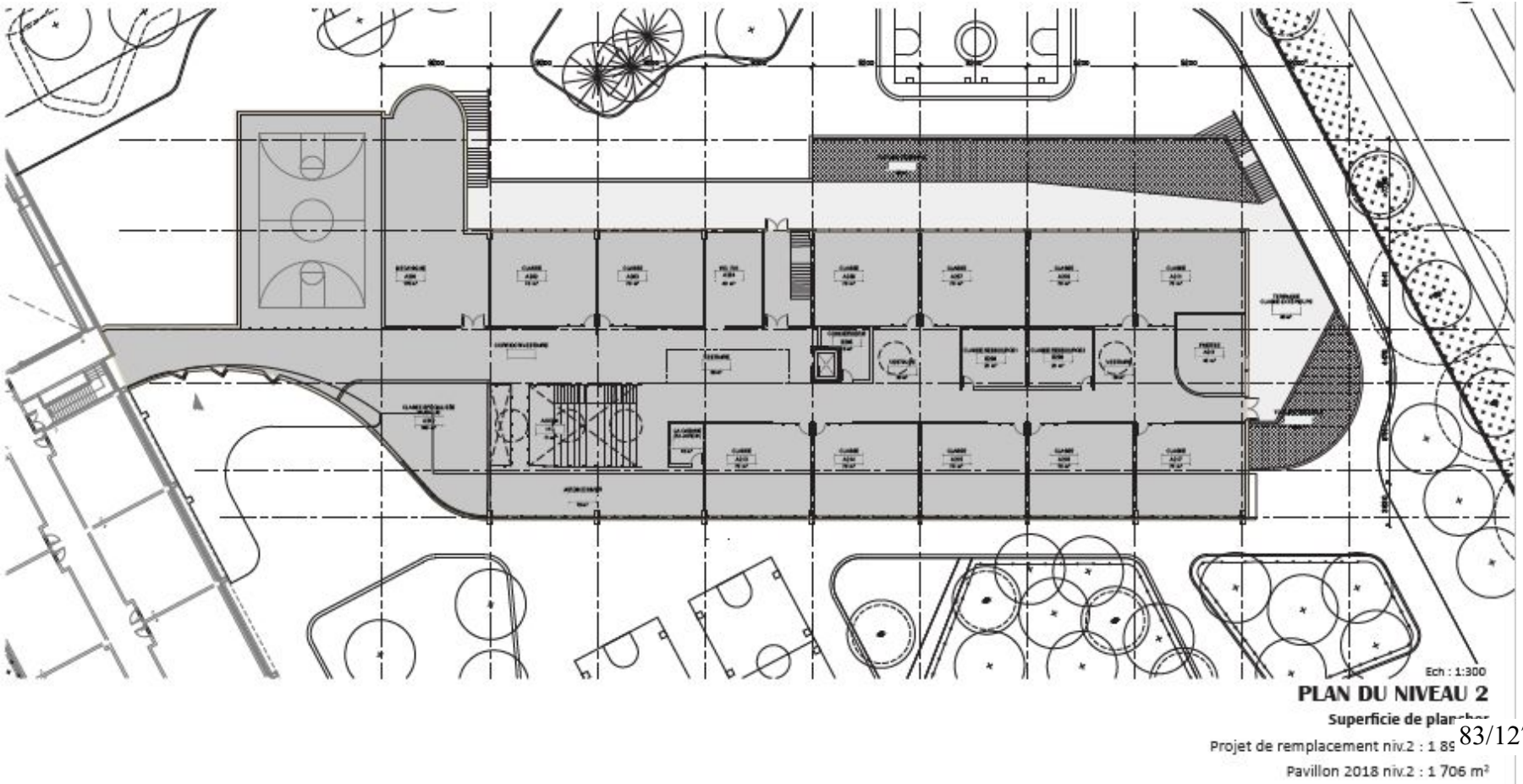
ÉLÉVATION SUD



PLAN DES ÉTAGES - REZ-DE-CHAUSSÉE



PLAN DES ÉTAGES - ÉTAGE



PERSPECTIVES - COINS DARLINGTON / DE SOISSONS



PERSPECTIVE COIN DARLINGTON / DE SOISSONS

PERSPECTIVES - LE LONG DU TALUS DE SOISSONS



PERSPECTIVE LE LONG DU TALUS DE SOISSONS

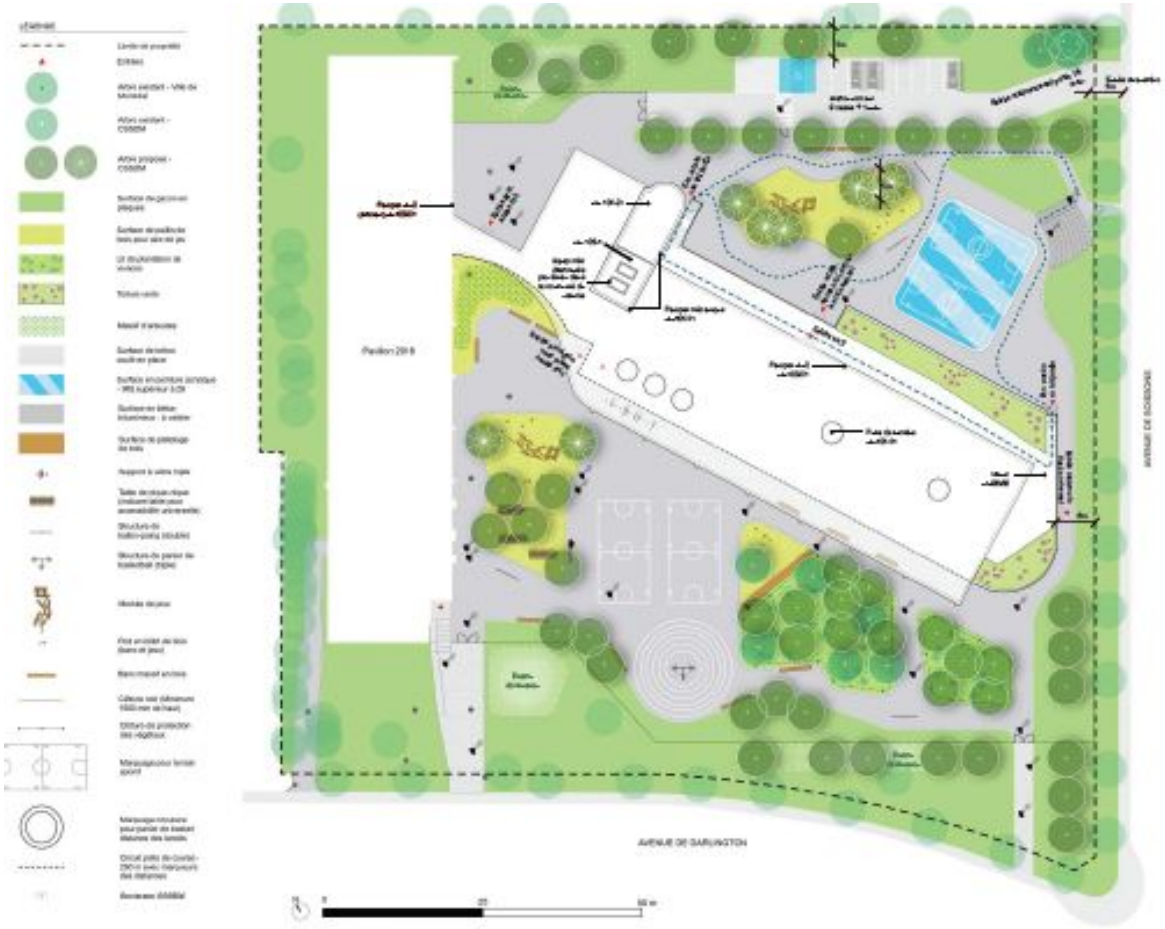
PERSPECTIVES - DEPUIS L'AVENUE DE SOISSONS



Projet sur deux niveaux offrant une meilleure présence sur rue; ainsi depuis la surhauteur de l'avenue de Soissons, **à l'horizon ce ne sont plus des toitures que l'on aperçoit mais bien une édification et les toitures végétalisées**

PERSPECTIVE DEPUIS L'AVENUE DE SOISSONS

AMÉNAGEMENT PAYSAGER

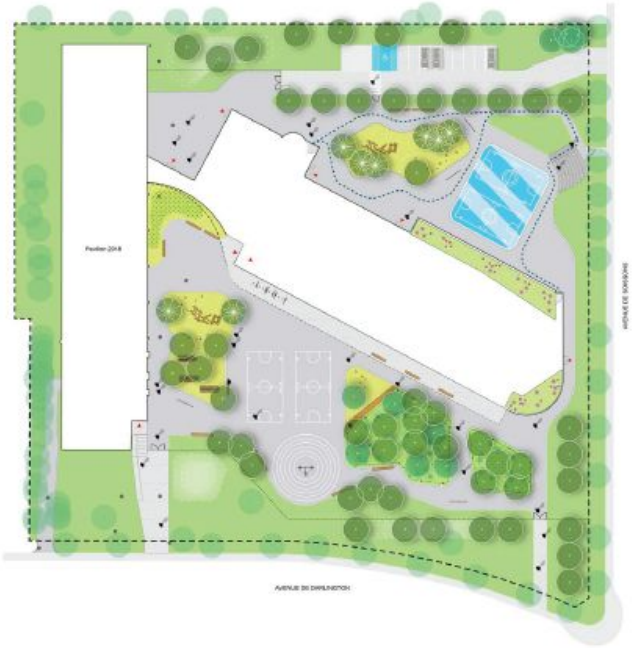


- Verdissement éxistant : 40% environ
- Verdissement proposé: 50% environ

AMÉNAGEMENT PAYSAGER - ARBRES



ARBRES EXISTANTS
Voir précisions en P.27



ARBRES CONSERVÉS ET NOUVEAUX
Voir aussi P.14

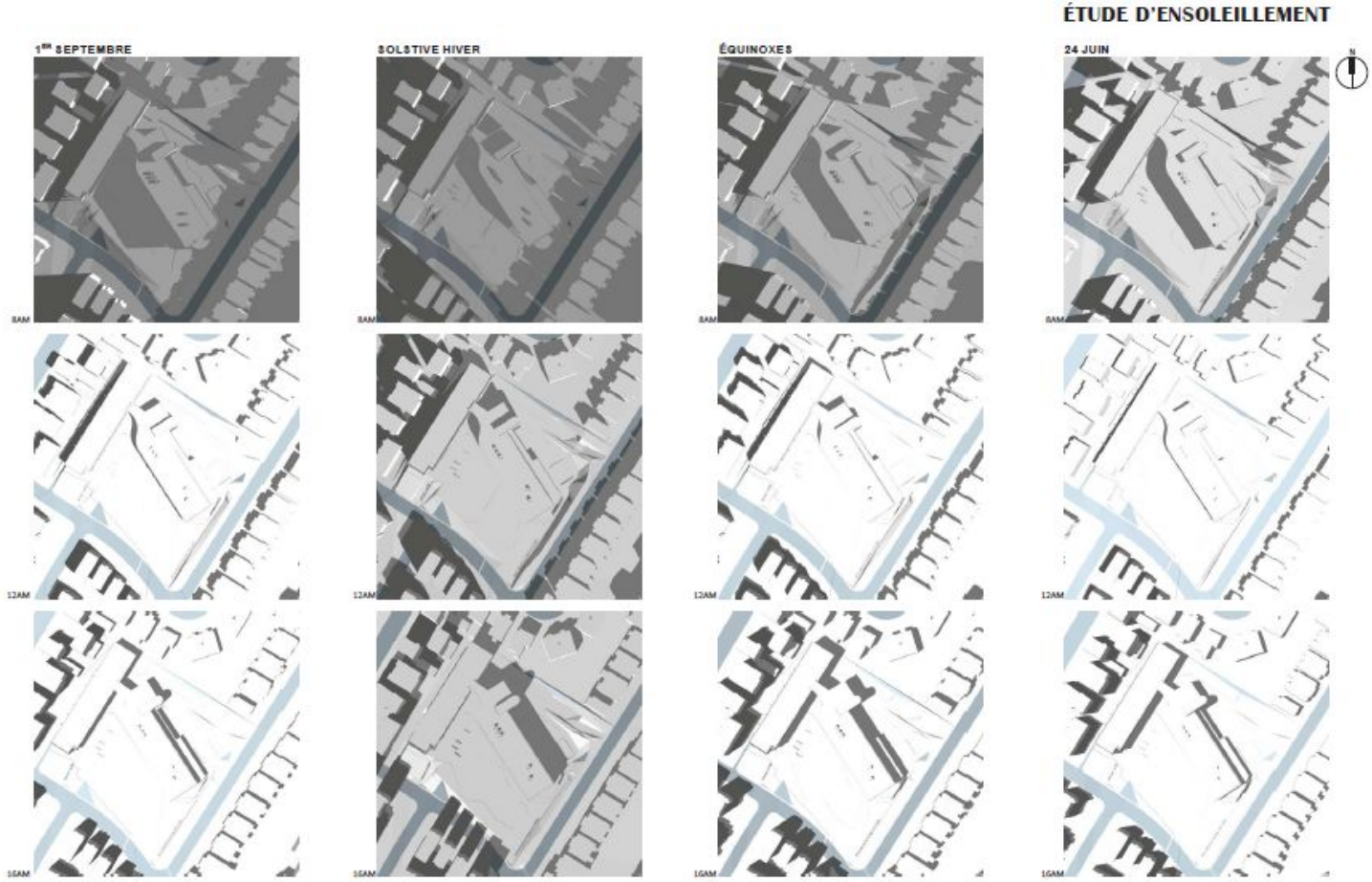
QUELQUES ESPÈCES PROPOSÉES



Arbres existants = 24
Abattage = 7 (peut-être 8)
Plantation = 60

TOTAL = 77 ARBRES

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT



RECOMMANDATION

LA DIRECTION EST FAVORABLE POUR LES RAISONS SUIVANTES :

- **Considérant que les études sur le bilan de santé du bâtiment, fourni par la CSSDM, ont démontré que le bâtiment est difficilement récupérable;**
- **Considérant que les travaux nécessaires pour réhabiliter et mettre le bâtiment aux normes compromettent l'esprit même du concept d'école idéale;**
- **Considérant que le projet de remplacement reprend les concepts de l'école d'origine avec les adaptations nécessaires pour répondre aux besoins des élèves d'aujourd'hui;**
- **Considérant que l'implantation en diagonale fait écho au corps central de l'école d'origine (orientation nord-sud). Cette implantation permet aux usagers de profiter d'une lumière naturelle et abondante;**
- **Considérant qu'une augmentation d'environ 10% du verdissement des espaces non construit (présentement: ±40% / proposé: 50% terrain non construit);**
- **Considérant que la plantation de 60 nouveaux arbres pour un total de 71 arbres sur le site;**

TERRITOIRE D'APPLICATION



RÉSOLUTION PPCMOI

AUTORISATION

- Autoriser la démolition du pavillon de 1 étage construit en 1952-53

RÉSOLUTION PPCMOI

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
HAUTEUR		2 à 3 étages / 12.5 m	S.O
STATUT PATRIMONIAL		Secteur à normes B	S.O
TAUX D'IMPLANTATION		35% - 50% (X 1.2 = 60%)	Min. 28%
ALIGNEMENT		SECTION I ET II - RÈG. 01-276 ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION	DÉROGATION
USAGES ET CONSTRUCTION DANS LES COURS		ARTICLE 340 AIRE ET MODULE DE JEUX NON AUTORISÉS	DÉROGATION
VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT		ARTICLE 573.5 - RÈG. 01-276 VOIE D'ACCÈS DOIT ÊTRE PERPENDICULAIRE À LA LIMITE AVANT	DÉROGATION

MODIFICATIONS APPORTÉES AU PP-133

Article 8
Cet article vise à faire respecter le niveau du sol naturel. Puisque cette norme est difficilement applicable, ***l'article a été retiré.*** Il s'en suit que la numérotation des articles suivants a également été modifiée.

Article 9
Cet article, qui devient l'article 8, vise à établir une superficie de verdissement de 50 % du site. Après révision de la proposition, cette norme vise à établir la superficie de verdissement de la superficie non construite de la propriété pour permettre l'aménagement de l'aire de stationnement, des aires de jeux et des aires de circulation piétonne. Le nouvel article 8 se lit comme suit :

Au moins 50 % de la superficie du terrain ***non construit*** *doit être plantée d'éléments végétaux en pleine terre tels que plantes couvre-sol, arbustes ou arbres avant la fin de la période de validité du permis de construction.*

Article 10
Cet article, qui devient l'article 9, vise à établir une superficie de verdissement de 210 m^2 au toit. Après révision de la proposition, cette superficie a été réduite à 150 m^2 pour tenir compte des bandes de propreté au périmètre des pierres et de l'aménagement des dalles de circulation. Le nouvel article 9 se lit comme suit :

Une portion du toit du nouveau pavillon doit être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de ***150 m^2***

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS

- Un plan sur la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage et compostage) doit accompagner la demande de permis de transformation (agrandissement) visant la construction du nouveau pavillon.

- L'aménagement paysager du site doit être réalisé et complété au plus tard dans les 36 mois suivant la délivrance d'un permis de transformation (agrandissement) visant la construction du nouveau pavillon.

- L'aménagement paysager doit respecter les niveaux naturels du sol

- Au moins 50 % de la superficie du terrain non construit doit être plantée d'éléments végétaux en pleine terre tels que plantes couvre-sol, arbustes ou arbres avant la fin de la période de validité du permis de construction.

- Une portion du toit du nouveau pavillon doit être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 150 m^2;

- Un minimum de 60 nouveaux arbres doit être planté sur le site. La plantation d'arbres doit être effectuée dans les 48 mois suivant l'abattage d'un arbre. Au total un minimum de 77 arbres doit être maintenu en bon état en tout temps sur le site.

OBJECTIFS ET CRITÈRES DE PIIA

L’objectif est de favoriser une construction d’architecture contemporaine qui réinterprète les concepts d'origine et qui tient compte des caractéristiques particulières du terrain, de son milieu d’insertion et de sa situation dans un secteur à valeur intéressante et doit respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans, élévations et perspectives», joints en annexe B à la présente résolution.

PRINCIPAUX CRITÈRES

- L'implantation du bâtiment et l'alignement de construction doivent reprendre le caractère général de l'implantation et de l'alignement de construction proposé au plan intitulé "Plan, élévations et perspectives" de l'annexe B en pièce jointe de la présente résolution;

- les reculs de la construction doivent permettre d'assurer la réalisation d'un aménagement paysager de qualité sur le site, notamment des aires et des modules de jeux ainsi que la plantation d'arbres à grand déploiement tel que proposé au plan intitulé "Plans, élévations et perspectives";

- le concept et l'apparence architecturale de la construction doivent reprendre le caractère général et l'expression architecturale des élévations et perspectives proposées aux plans intitulés "Plans, élévations et perspectives" de l'annexe B en pièce jointe de la présente résolution;

- la conception du projet doit prévoir des espaces fonctionnels, lumineux, adaptés à l'enfant et perméables avec les aménagements extérieurs.

PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	16 février 2022
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	7 mars 2022
Consultation écrite	**14 au 28 mars 2022**
Consultation en visioconférence	**28 mars 2022**
Adoption, finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	4 avril 2022
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	**S.O. (Article 123.1 - LAU)**

LAU - ARTICLE 123.1



123.1. Malgré les troisième et quatrième alinéas de l'article 123, n'est pas propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire une disposition qui vise à permettre la réalisation d'un projet qui est relatif:

1° à un équipement collectif au sens du deuxième alinéa;

2° à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en oeuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8);

3° à un cimetière.

Un équipement collectif est composé de bâtiments et d'installations à usage collectif. Il est de propriété publique et est relatif aux secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture ou des sports et des loisirs.

2017, c. 13, a. 12; 2018, c. 8, a. 1.

4. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC PAR VISIOCONFÉRENCE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

5. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC ÉCRITS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION ÉCRITE

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le **14 mars 2022** invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet particulier **PP-133**, entre le **14 et 28 mars 2022**.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	3	8 questions 1 commentaire
Par la poste (courriel)	0	0 commentaire

1. Question citoyen Monsieur Dumont

Préambule:
La CSSDM compte démolir le bâtiment existant de l'école Félix-Leclerc, situé au 6055 avenue Darlington à Montréal (arrondissement CDN-NDG), et construire un 2e pavillon (le premier, nommé « Pavillon 2018 », étant déjà construit et opérationnel) sur le même site que le bâtiment existant. Ainsi, le nombre d'élève dans cette école passera de 400 à 792 lorsque le 2e pavillon sera ouvert (septembre 2025).

Or, en face de cette école (coté sud), sur l'avenue de Soissons, se trouve une rangée de maisons jumelées de 2 étages construites dans les «années 30». Les résidents sont particulièrement préoccupés par l'agrandissement projeté, tant au niveau des impacts durant le chantier que durant l'occupation suite à son ouverture.

Il est à noter qu'une autre école primaire (Mont Jésus-Marie) de 400 élèves a été construite en 2005-2006 à quelques mètres derrière la rangée de maison jumelées (donnant donc sur leur cour), sur un terrain concédé par le monastère des Dominicains. Il va sans dire que l'ajout de cette école, qui a également fait l'objet d'un Projet particulier que la Ville s'est empressé d'adopter 8 jours avant l'échéance de l'application de la Charte de la Ville en octobre 2004, exerce une très forte pression sur le voisinage immédiat, comme nous l'avions d'ailleurs anticipé et fait remarquer lors des consultations publiques d'alors.

CONSULTATION ÉCRITE

1. Question citoyen Monsieur Dumont



1. Question citoyen Monsieur Dumont - 20 mars 2022

Dans ce contexte, nous souhaitons connaître les éléments pris en considération pour permettre de doubler la capacité de l'école Félix-Leclerc portant ainsi à 1200 le nombre d'élèves dans deux écoles situées l'une à l'arrière et l'autre à l'avant de la rangée de résidences de l'avenue de Soissons.

Plus spécifiquement, nous souhaitons également obtenir les informations détaillées relatives aux points suivants:
1. La méthodologie, les paramètres, normes et critères de calcul permettant d'établir la capacité maximale d'une école sur un même site en considérant les impacts sur le voisinage; les comparatifs d'écoles primaires comptant autant d'élèves;

Lorsque le CSSDM veut augmenter le nombre d'élèves, ou plutôt le nombre de classes que peut accueillir un établissement, il doit compléter un formulaire qui se base sur des données statistiques et des études socio-économiques et qui visent à établir un ratio d' élèves par secteur ou par établissement.

Dans le cas de l'école Félix-Leclerc la capacité de l'école s'établit comme suit:

2017= 19 classes soit environ 400 élèves (avant agrandissement de 2018)
2018= 33 classes soit une capacité d'accueil maximale de 792 élèves (environ 702 élèves pouvaient fréquentés l'école)
2025 = 33 classes soit une capacité d'accueil maximale de 792 élèves (environ 702 élèves vont fréquentés l'école)

Donc, en conclusion, de 2018 à 2025 la capacité d'accueil de l'école est demeuré stable. Si vous désirez avoir plus d'information concernant le processus d'approbation, nous vous invitons à faire une demande au MEQ via une demande d'accès à l'inform

CONSULTATION ÉCRITE

1. Question citoyen Monsieur Dumont

La Capacité d'accueil des secteurs est établie par le MEQ.

Pour le « Secteur 21 - Côte-des-Neiges Est » le MEQ établit pour l'année 2021-2022 un déficit de 8 locaux sur le territoire ce qui comprend l'ensemble des locaux de l'École Félix-Leclerc.

4.1.1- Option 1 – Réhabilitation



Superficie du terrain: 15 554 m²

Superficie totale de bâtiment:
Pavillon 2017: 3436 m²
École existante réhabilitée: 3940 m²
Superficie totale: 7376 m²

Nombre d'étages:
Pavillon 2017: 2 étages
École existante réhabilitée: 1 étage
Implantation totale au sol: 5212 m²

Population totale scolaire: 702 élèves
Superficie de la cour: 4430 m²
Ratio : 6,3 m²/ élève

1. **Question citoyen Monsieur Dumont**

2. Le bassin de la clientèle desservie par cette école et le recours à l'utilisation des autobus scolaires (quantité, fréquence);

Actuellement matins et soirs, les autobus transportent des élèves du quartier vers l'école transitoire (35, rue Saint-Zotique). La quasi-totalité des élèves de l'école Félix-Leclerc habite à moins d'un kilomètre de marche de l'école (voir la carte). Très peu, voire aucun élève régulier ne sera transporté par autobus scolaire lorsque les travaux seront complétés.

Voici la situation concernant le transport des élèves:

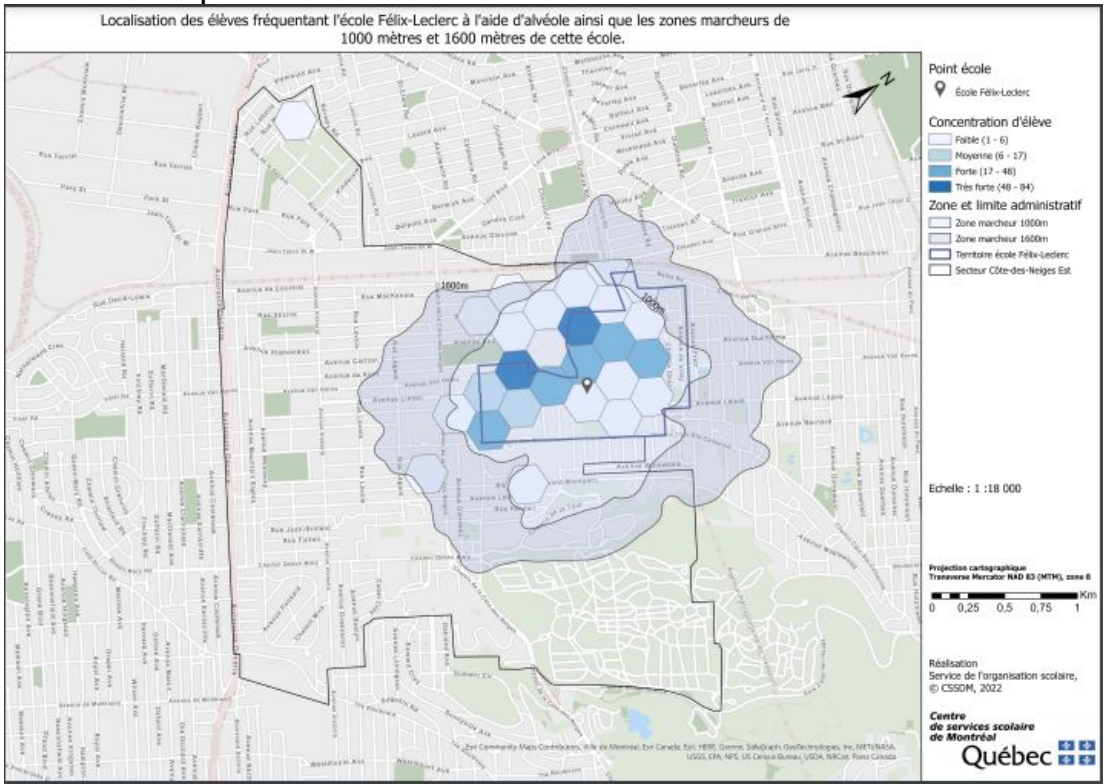
2017 = 1 autobus scolaire

Actuellement = - 1 autobus élèves de l'accueil (matin/ soir +-8h00/16h45)
- 1 autobus pour le préscolaire (matin/ soir +-8h15/15h50) (Pour école transitoire)
- 2 autobus primaires (matin/ soir +-8h00/16h30 17h00) (Pour école transitoire)
- 3 berlines pour les élèves du quartier qui sont ramenés des écoles spécialisées vers le service de garde en PM(soir 15h30 - 16h00)

Situation projetée = 1 autobus scolaire

1. Question citoyen Monsieur Dumont

2. Le bassin de la clientèle desservie par cette école et le recours à l'utilisation des autobus scolaires (quantité, fréquence);



1. Question citoyen Monsieur Dumont

3. Les études d'impact sur la circulation actuelle (autos et autobus scolaires) par un expert, notamment sur les avenues de Soissons et Darlington; le plan du corridor scolaire, la trajectoire, les aires et temps d'attente des autobus scolaires;

Une étude d'impact sur la circulation est présentement en cours. Les résultats sont attendus vers le début du mois de mai.

Les questions relatives aux corridors scolaires, trajectoires et aires d'attentes des autobus scolaires seront analysées avec l'arrondissement au cours des prochaines étapes du projet.

1. Question citoyen Monsieur Dumont

4. Les études d'impacts de bruit par un expert en lien avec les activités récréatives extérieures (selon les plages avant-durant-après les heures de cours) des DEUX écoles (Mont Jésus-Marie et Félix-Leclerc) et en lien avec les équipements mécaniques de bâtiment;

Une fois les travaux complétés, la vocation du site de l'école Félix-Leclerc demeurera la même.

Les activités récréatives extérieures demeureront les mêmes.

Les équipements mécaniques seront installés à l'intérieur du bâtiment et le niveau sonore extérieur se conformera à la réglementation sur le bruit de l'arrondissement.

5. Le processus de validation et d'approbation par le Ministère;

Comme mentionné à la question numéro 1, le CSSDM doit compléter un formulaire avant d'entreprendre des travaux. Pour plus d'information concernant la décision du MEQ vous pouvez faire une demande d'accès à l'information auprès du MEQ.

De plus, le MEQ finance tous les projets et a mis en place des processus de validation et d'approbation pour chaque étape.

1. Question citoyen Monsieur Dumont

6. Les mesures attendues de la CSSDM et de son entrepreneur en lien avec les activités du chantier, telles que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes (bruit, pollution, obstruction, etc.), d'un plan de gestion de la circulation des camions (fréquence, accès, aires d'attente et des livraisons, etc.), du stationnement des travailleurs, des horaires et jours de travail, du bruit, des déchets et contrôle de la poussière, de l'utilisation et empiétement de l'espace public (trottoirs, rue), et la mise en place d'un Comité de suivi des impacts causés par les travaux sur le voisinage avec le représentant des résidents.

Horaire du chantier

Le chantier sera en activité selon l'horaire autorisé par l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
Règlement sur le bruit (R.RV.M. - B-3) article 9 - paragraphe 5

- Lundi au vendredi de 7h00 à 19h00
- Samedi et dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.

Un avis est également remis au requérant lors de la délivrance du permis pour l'informer des normes à respecter concernant le bruit.

Mesures de sécurité

Des experts ont été mandatés pour réaliser des études sur la circulation et la gestion des déchets. Pour la durée du chantier, l'entrepreneur gérera l'utilisation du site pour la machinerie, l'entreposage et le stationnement des employés. Il limitera ses déplacements aux zones désignées pour ses opérations. Le périmètre de la zone réservée à l'entrepreneur aura une surveillance accrue par un spécialiste en hygiène pour le contrôle des poussières durant les opérations de démolition.

Le CSSDM et le contracteur, en collaboration avec l'arrondissement, mettront en place un plan de communication visant à répondre rapidement aux plaintes formulées par les citoyens.

De plus, l'arrondissement répondra aux plaintes formulées par les canaux de communications usuels.

1. Question citoyen Monsieur Dumont

7. Les mesures attendues de le CSSDM et de la direction de l'école en lien avec les activités de l'école, telle que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes relatives au bruit excessif, à la pollution lumineuse soir et fin de semaine, au passage d'autobus scolaire, à la circulation accrue, etc. qui proviendront des résidents de l'avenue de Soissons.

Les résidents pourront déposer des plaintes à la direction d'établissement qui les fera suivre selon les canaux de communication établis.

Les résidents peuvent également formuler des plaintes auprès de l'arrondissement

2. Question citoyen - Madame Sayegh - 25 mars 2022

J'aimerais savoir quels sont les impacts envisagés des travaux sur la quietude et la circulation sur Plantagenêt et sur Soissons. Est ce que des camions passeront sur ces rues ou emprunteront Darlington pour se rendre au chantier?

Horaire du chantier

Le chantier sera en activité selon l'horaire autorisé par l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
Règlement sur le bruit (R.RV.M. - B-3) article 9 - paragraphe 5

- Lundi au vendredi de 7h00 à 19h00
- Samedi et dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.

Un avis est également remis au requérant lors de la délivrance du permis pour l'informer des normes à respecter concernant le bruit.

Mesures de sécurité

Des experts ont été mandatés pour réaliser des études sur la circulation et la gestion des déchets. Pour la durée du chantier, l'entrepreneur gérera l'utilisation du site pour la machinerie, l'entreposage et le stationnement des employés. Il limitera ses déplacements aux zones désignées pour ses opérations. Le périmètre de la zone réservée à l'entrepreneur aura une surveillance accrue par un spécialiste en hygiène pour le contrôle des poussières durant les opérations de démolition.

La circulation envisagée durant les travaux devrait se faire majoritairement sur Darlington (la zone d'accès principale pour le chantier est prévue via Darlington). Une étude sur la circulation est actuellement en cours. Les résultats sont attendus vers le début du mois de mai.

Le CSSDM et le contracteur, en collaboration avec l'arrondissement, mettront en place un plan de communication visant à répondre rapidement aux plaintes formulées par les citoyens.

De plus, l'arrondissement répondra aux plaintes formulées par les canaux de communications usuels.

3. Question citoyen - Madame Chaignon - 27 mars 2022

Le document présenté dans la page (presentation et autres documents) ne correspond pas au projet.

Un courriel avec le bon lien a été transmis à Madame Chaignon

ANNEXE 4 - Rapport de consultation écrite du 14 au 28 mars 2022

Projet de résolution CA22 170055 approuvant le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) - dossier 1216290040

Annexe 4

Rapport de consultation écrite

Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - Dossier relatif à la demande 3003105757.

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 14 mars 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution pour adopter le projet particulier PP-133 visant à autoriser la démolition de l'école Félix-Leclerc et la construction d'un nouveau pavillon intégré au pavillon de 2018 (agrandissement) sur la propriété située au 6055, avenue de Darlington.

La période consultation a eu lieu du 14 mars au 28 mars 2022

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	**Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire**	**Détails**
Formulaire WEB	3	8 questions 1 commentaire
Par la poste (courriel)	0	0 question 0 commentaire

Questions 1 à 7 - 20 mars 2022 :
PAR FORMULAIRE WEB
Michel Dumont - Préoccupations principales: Nuisances pendant les travaux,méthodologie et paramètres pour établir la capacité d'accueil de l'école, nuisances concernant le bruit

Préambule:
Le CSSDM compte démolir le bâtiment existant de l'école Félix-Leclerc, situé au 6055 avenue Darlington à Montréal (arrondissement CDN-NDG), et construire un 2e pavillon (le premier, nommé « Pavillon 2018 », étant déjà construit et opérationnel) sur le même site que le bâtiment existant. Ainsi, le nombre d'élèves dans cette école passera de 400 à 792 lorsque le 2e pavillon sera ouvert (septembre 2025).

Or, en face de cette école (côté sud), sur l'avenue de Soissons, se trouve une rangée de maisons jumelées de 2 étages construites dans les années 30». Les résidents sont particulièrement préoccupés par l'agrandissement projeté, tant au niveau des impacts durant le chantier que durant l'occupation suite à son ouverture.

Il est à noter qu'une autre école primaire (Mont Jésus-Marie) de 400 élèves a été construite en 2005-2006 à quelques mètres derrière la rangée de maisons jumelées (donnant donc sur leur cour), sur un terrain concédé par le monastère des Dominicains. Il va sans dire que l'ajout de cette école, qui a également fait l'objet d'un Projet particulier que la Ville s'est empressé d'adopter 8 jours avant l'échéance de l'application de la Charte de la Ville en octobre 2004, exerce une très forte pression sur le voisinage immédiat, comme nous l'avions d'ailleurs anticipé et fait remarquer lors des consultations publiques d'alors.

Questions et demandes d'informations:
Dans ce contexte, nous souhaitons connaître les éléments pris en considération pour permettre de doubler la capacité de l'école Félix-Leclerc portant ainsi à 1200 le nombre d'élèves dans deux écoles situées l'une à l'arrière et l'autre à l'avant de la rangée de résidences de l'avenue de Soissons.

Plus spécifiquement, nous souhaitons également obtenir les informations détaillées relatives aux points suivants: :
1. La méthodologie, les paramètres, normes et critères de calcul permettant d'établir la capacité maximale d'une école sur un même site en considérant les impacts sur le voisinage; les comparatifs d'écoles primaires comptant autant d'élèves;
2. Le bassin de la clientèle desservie par cette école et le recours à l'utilisation des autobus scolaires (quantité, fréquence);
3. Les études d'impact sur la circulation actuelle (autos et autobus scolaires) par un expert, notamment sur les avenues de Soissons et Darlington; le plan du corridor scolaire, la trajectoire, les aires et temps d'attente des autobus scolaires;

4. Les études d'impacts de bruit par un expert en lien avec les activités récréatives extérieures (selon les plages avant-durant-après les heures de cours) des DEUX écoles (Mont Jésus-Marie et Félix-Leclerc) et en lien avec les équipements mécaniques de bâtiment;
5. Le processus de validation et d'approbation par le Ministère;
6. Les mesures attendues de le CSSDM et de son entrepreneur en lien avec les activités du chantier, telles que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes (bruit, pollution, obstruction, etc.), d'un plan de gestion de la circulation des camions (fréquence, accès, aires d'attente et des livraisons, etc.), du stationnement des travailleurs, des horaires et jours de travail, du bruit, des déchets et contrôle de la poussière, de l'utilisation et empiétement de l'espace public (trottoirs, rue), et la mise en place d'un Comité de suivi des impacts causés par les travaux sur le voisinage avec le représentant des résidents.
7. Les mesures attendues de le CSSDM et de la direction de l'école en lien avec les activités de l'école, telle que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes relatives au bruit excessif, à la pollution lumineuse soir et fin de semaine, au passage d'autobus scolaire, à la circulation accrue, etc. qui proviendront des résidents de l'avenue de Soissons.

Conclusion:
Nous reconnaissons tous l'importance de construire de nouvelles écoles primaires à Montréal, mais cela doit se faire en cohérence avec le milieu et en tenant compte des impacts sur le voisinage immédiat. En doublant la capacité de l'école Félix-Leclerc, nous sommes d'avis que les activités générées par les deux écoles auront un impact combiné dévastateur sur les résidents de l'avenue de Soissons, particulièrement ceux qui leur font face, au point de forcer certains d'entre eux à quitter.

Pour votre information, le CSSDM se donne un délai de 20 jours, soit jusqu'au 5 avril 2022, pour répondre à ma demande d'information, alors que la consultation écrite d'une durée de 15 jours de l'arrondissement se terminera le 28 mars! Je vous laisse le soin de juger de cette incohérence.

Merci de votre attention.

Michel Dumont

Réponse 1 à 7 - 28 mars 2022

Par courriel

Bonjour Monsieur Dumont,

À la suite de votre demande d'informations déposé le 20 mars 2022 concernant le projet particulier PP-133 pour le projet de l'école Félix-Leclerc, je vous transmet les informations (en bleue) suivantes:

1. La méthodologie, les paramètres, normes et critères de calcul permettant d'établir la capacité maximale d'une école sur un même site en considérant les impacts sur le voisinage; les comparatifs d'écoles primaires comptant autant d'élèves;

Lorsque le CSSDM veut augmenter le nombre d'élèves, ou plutôt le nombre de classes que peut accueillir un établissement, il doit déposer une demande au Ministère De l'Éducation du Québec (MEQ) et compléter un formulaire qui se base sur des données statistiques et des études socio-économiques et qui visent à établir un ratio d'élèves par secteur ou par établissement.

Si vous désirez avoir plus d'informations concernant le processus d'approbation et la méthodologie, nous vous invitons à faire une demande au MEQ via une demande d'accès à l'information.

Le CSSDM est également disponible pour répondre à certaines de vos questions.

Dans le cas de l'école Félix-Leclerc la capacité de l'école s'établit comme suit:

- 2017= 19 classes soit environ 400 élèves (avant agrandissement de 2018)
- 2018= 33 classes soit une capacité d'accueil maximale de 792 élèves (environ 702 élèves pouvaient fréquentés l'école)
- 2025 = 33 classes soit une capacité d'accueil maximale de 792 élèves (environ 702 élèves vont fréquentés l'école)

Donc, en conclusion, de 2018 à 2025 la capacité d'accueil de l'école est demeurée stable.

Pour connaître la capacité d'accueil de l'école Félix-Leclerc en fonction des bâtiments existants, je vous invite à consulter le document intitulé Plan questions PP-133 en pièces jointes.

2. Le bassin de la clientèle desservie par cette école et le recours à l'utilisation des autobus scolaires (quantité, fréquence);

Actuellement, matin et soir, les autobus transportent des élèves du quartier vers l'école transitoire (35, rue Saint-Zotique). La quasi-totalité des élèves de l'école Félix-Leclerc habite à moins d'un kilomètre de marche de l'école (voir la carte). Très peu, voire aucun élève régulier ne sera transporté par autobus scolaire lorsque les travaux seront complétés.

Voici la situation concernant le transport des élèves:

2017 = - 1 autobus scolaire

Actuellement = - 1 autobus élèves de l'accueil (matin/ soir +-8h00/16h45)
- 1 autobus pour le préscolaire (matin/ soir +-8h15/15h50) (Pour école transitoire)
- 2 autobus primaires (matin/ soir +-8h00/16h30 17h00) (Pour école transitoire)
- 3 berlines pour les élèves du quartier qui sont ramenés des écoles spécialisées vers le service de garde en PM(soir 15h30 16h00)

Situation projetée = - 1 autobus scolaire

Pour connaître le bassin de la clientèle desservie par l'école Félix-Leclerc je vous invite à consulter le document intitulé Plan questions PP-133 en pièces jointes.

3. Les études d'impact sur la circulation actuelle (autos et autobus scolaires) par un expert, notamment sur les avenues de Soissons et Darlington; le plan du corridor scolaire, la trajectoire, les aires et temps d'attente des autobus scolaires;

Une étude d'impact sur la circulation est actuellement en cours. Les résultats sont attendus vers le début du mois de mai.

Les questions relatives aux corridors scolaires, trajectoires et aires d'attentes des autobus scolaires seront analysées avec l'arrondissement au cours des prochaines étapes du projet.

4. Les études d'impacts de bruit par un expert en lien avec les activités récréatives extérieures (selon les plages avant-durant-après les heures de cours) des DEUX écoles (Mont Jésus-Marie et Félix-Leclerc) et en lien avec les équipements mécaniques de bâtiment;

Une fois les travaux complétés, la vocation du site de l'école Félix-Leclerc demeurera la même.

Les activités récréatives extérieures demeureront les mêmes.

Les équipements mécaniques seront installés à l'intérieur du bâtiment et le niveau sonore extérieur se conformera à la réglementation sur le bruit de l'arrondissement.

5. Le processus de validation et d'approbation par le Ministère;

Comme mentionné à la question numéro 1, le CSSDM doit compléter un formulaire avant d'entreprendre des travaux. De plus, le MEQ finance tous les projets et a mis en place des processus de validation et d'approbation pour chaque étape.

Pour plus d'informations concernant la décision du MEQ nous vous invitons à faire une demande d'accès à l'information auprès du MEQ.

6. Les mesures attendues de le CSSDM et de son entrepreneur en lien avec les activités du chantier, telles que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes (bruit, pollution, obstruction, etc.), d'un plan de gestion de la circulation des camions (fréquence, accès, aires d'attente et des livraisons, etc.), du stationnement des travailleurs, des horaires et jours de travail, du bruit, des déchets et contrôle de la poussière, de l'utilisation et empiétement de l'espace public (trottoirs, rue), et la mise en place d'un Comité de suivi des impacts causés par les travaux sur le voisinage avec le représentant des résidents.

Horaire du chantier

Le chantier sera en activité selon l'horaire autorisé par l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Règlement sur le bruit (R.RV.M. - B-3) article 9 - paragraphe 5

- Lundi au vendredi de 7h00 à 19h00
- Samedi et dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.

Un avis est également remis au requérant lors de la délivrance du permis pour l'informer des normes à respecter concernant le bruit.

Pour consulter le niveau de décibels autorisés pour une période de la journée nous vous invitons à consulter le tableau des limites de bruit ordonnance no. 2 du Règlement sur le bruit - RRVM B-3 (voir pièces jointes)

Mesures de sécurité

Des experts ont été mandatés pour réaliser des études sur la circulation et la gestion des déchets. Pour la durée du chantier, l'entrepreneur gérera l'utilisation du site pour la machinerie, l'entreposage et le stationnement des employés. Il limitera ses déplacements aux zones désignées pour ses opérations. Le périmètre de la zone réservée à l'entrepreneur aura une

surveillance accrue par un spécialiste en hygiène pour le contrôle des poussières durant les opérations de démolition.

Le CSSDM et le contracteur, en collaboration avec l'arrondissement, mettront en place un plan de communication visant à répondre rapidement aux plaintes formulées par les citoyens.

De plus, l'arrondissement répondra aux plaintes formulées par les canaux de communications usuels.

7. Les mesures attendues de le CSSDM et de la direction de l'école en lien avec les activités de l'école, telle que la mise en œuvre d'un plan de communication et de gestion des plaintes relatives au bruit excessif, à la pollution lumineuse soir et fin de semaine, au passage d'autobus scolaire, à la circulation accrue, etc. qui proviendront des résidents de l'avenue de Soissons.

Les résidents pourront déposer des plaintes à la direction d'établissement qui les fera suivre selon les canaux de communication établis.

Les résidents peuvent également formuler des plaintes auprès de l'arrondissement

Pour consulter le niveau de décibels autorisés pour une période de la journée nous vous invitons à consulter le tableau des limites de bruit ordonnance no. 2 du Règlement sur le bruit - RRVM B-3 (voir pièces jointes)

Nous vous invitons à assister à l'assemblée publique de consultation avec le lien suivant:

6055 Darlington - École Félix-Leclerc -PP-133

L'assemblée débute à 18h30. Le lien sera disponible environ 1 heure avant le début de l'assemblée.

En espérant que ce courriel réponde à vos préoccupations si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

COMPLÉMENT D'INFORMATION

PAR COURRIEL

Bonjour M. Dumont,

Le CSSDM vient tout juste de me transmettre un lien pour accéder aux documents de référence du MEQ : CAPACITÉ D'ACCUEIL D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE-SECONDAIRE
http://www3.education.gouv.qc.ca/dgfe/Parametre_asp/Application/Formulaires/AjE/Doc/Capacite_accueil_primaire-secondaire_reference.pdf

De plus, pour le « Secteur 21 - Côte-des-Neiges Est » le MEQ établie pour l'année 2021-2022 un déficit de 8 locaux sur le territoire ce qui comprend l'ensemble des locaux de l'École Felix-Leclerc.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

Question 8 - 25 mars 2022
Corinne Sayeh - Préoccupation principale :Nuisances engendré par le chantier (démolition et construction

J'aimerais savoir quels sont les impacts envisagés des travaux sur la quiétude et la circulation sur Plantagenêt et sur Soissons. Est ce que des camions passeront sur ces rues ou emprunteront Darlington pour se rendre au chantier?

Réponse

Par courriel

Bonjour Madame Sayegh,

Le 25 mars 2022 vous nous avez transmis une demande d'information concernant le projet particulier PP-133 pour le projet de l'école Félix-Leclerc.

Vos préoccupations concernent principalement les inconvénients et impacts engendrés par les travaux sur la quiétude et la circulation dans le secteur. Voici les réponses à vos questions.

Horaire du chantier

Le chantier sera en activité selon l'horaire autorisé par l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Règlement sur le bruit (R.RV.M. - B-3) article 9 - paragraphe 5

- **Lundi au vendredi de 7h00 à 19h00**
- **Samedi et dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.**

Un avis est également remis au requérant lors de la délivrance du permis pour l'informer des normes à respecter concernant le bruit.

Mesures de sécurité

Des experts ont été mandatés pour réaliser des études sur la circulation et la gestion des déchets. Pour la durée du chantier, l'entrepreneur gérera l'utilisation du site pour la machinerie, l'entreposage et le stationnement des employés. Il limitera ses déplacements aux zones désignées pour ses opérations. Le périmètre de la zone réservée à l'entrepreneur aura une surveillance accrue par un spécialiste en hygiène pour le contrôle des poussières durant les opérations de démolition.

Circulation

La circulation envisagée durant les travaux devrait se faire majoritairement sur Darlington (la zone d'accès principale pour le chantier est prévue via Darlington). Une étude sur la circulation est actuellement en cours. Les résultats sont attendus vers le début du mois de mai.

Plan de communication

Le CSSDM et le contracteur, en collaboration avec l'arrondissement, mettront en place un plan de communication visant à répondre rapidement aux plaintes formulées par les citoyens.

De plus, l'arrondissement répondra aux plaintes formulées par les canaux de communications usuels.

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à assister à l'assemblée publique de consultation avec le lien suivant:

6055 Darlington - École Félix-Leclerc -PP-133

L'assemblée débute à 18h30. Le lien sera disponible environ 1 heure avant le début de l'assemblée.

En espérant que ce courriel réponde à vos préoccupations si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

Commentaire 1 - 27 mars 2022
Sandrine Chaignon - Préoccupation principale: Pas le bon lien pour consulter la présentation électronique du dossier

Le document présenté dans la page (présentation et autres documents) ne correspond pas au projet

Réponse

Par courriel

Bonjour Madame Chaignon,

Vous pouvez consulter le projet avec le lien suivant:

PP-133 - 6055 Darlington

Si des informations supplémentaires sont nécessaires n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,
Dino Credico

ANNEXE A - PIÈCES JOINTES

Tableau des limites de bruit

Ordonnance no. 2
Règlement RRVM B-3

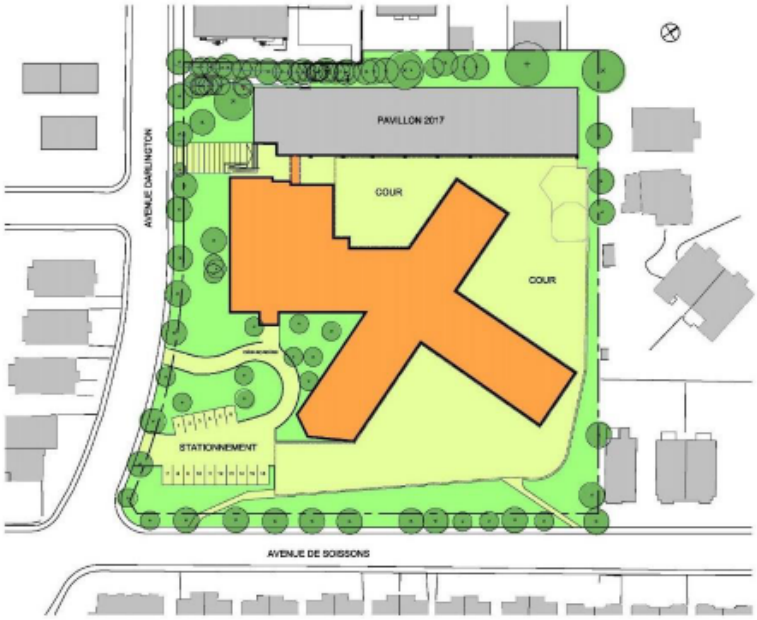
Niveaux maximum de bruit normalisé permis (Leq dBA Fast)		
Lieu	**Heure**	**Niveau**
Chambre à coucher	23h - 7h	38
Chambre à coucher, Salle de séjour	19h - 23h	40
Salle de séjour	23h - 7h	40
Chambre à coucher, Salle de séjour	7h - 19h	45
Autres pièces - intérieur	En tout temps	45
Extérieur	23h - 7h	50
Extérieur	7h - 23h	60
Bureau dans lequel le public n'est ordinairement pas reçu	En tout temps	45
Bureau dans lequel le public est ordinairement reçu	En tout temps	50
Atelier ou local utilisé à des fins de fabrication, de réparation ou d'entretien	En tout temps	55
Chambre à coucher d'un hôpital ou établissement analogue dans lequel les patients séjournent	19h - 7h	38
Chambre à coucher d'un hôpital ou établissement analogue dans lequel les patients séjournent	7h - 19h	45
Autres parties d'un hôpital ou établissement analogue dans lequel des patients séjournent	En tout temps	45
Parc, cour ou terrain servant à des fins de recréation, sport ou campement	23h - 7h	50
Parc, cour ou terrain servant à des fins de recréation, sport ou campement	7h - 23h	60
Bureaux ou locaux commerciaux sonorisés	En tout temps	70
Locaux ordinairement utilisés pour la danse et musique (mesuré à 3m ou plus des hauts-parleurs ou des instruments de musique)	En tout temps	98

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Mise à jour : Décembre 2015

Plan question 1

4.1.1- Option 1 – Réhabilitation



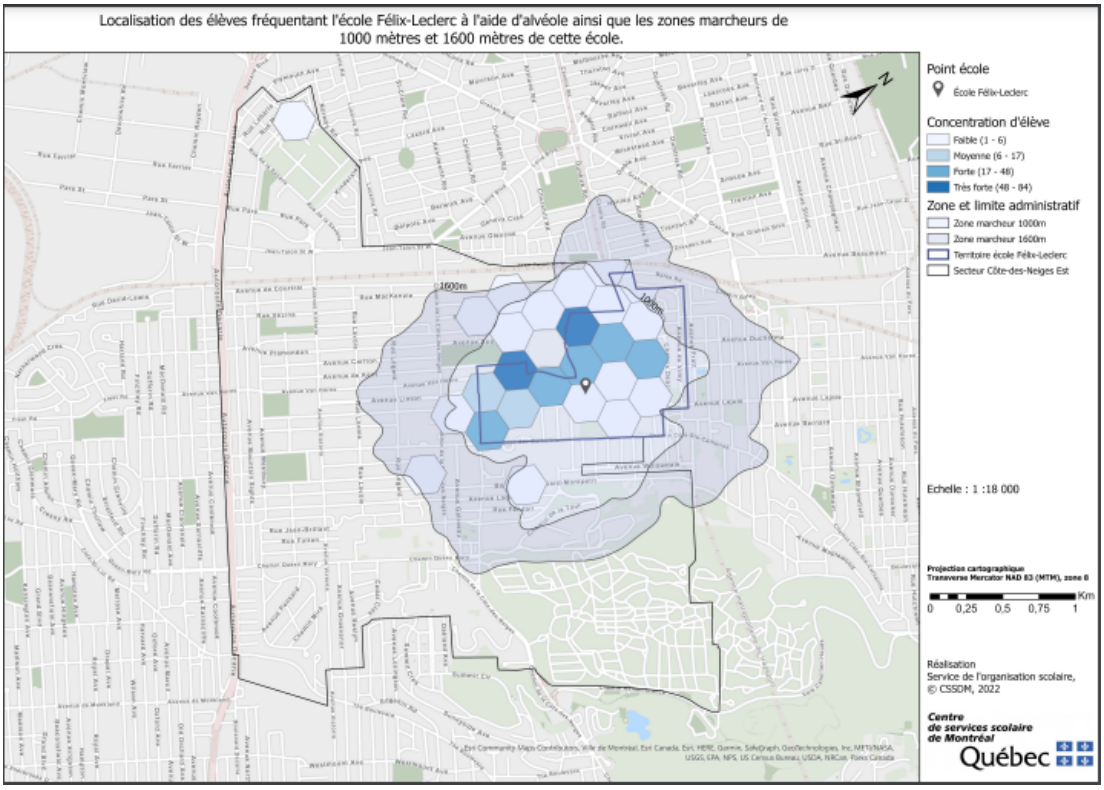
Superficie du terrain: 15 554 m²

Superficie totale de bâtiment:
Pavillon 2017: 3436 m²
École existante réhabilitée: 3940 m²
Superficie totale: 7376 m²

Nombre d'étages:
Pavillon 2017: 2 étages
École existante réhabilitée: 1 étage
Implantation totale au sol: 5212 m²

Population totale scolaire: 702 élèves
Superficie de la cour: 4430 m²
Ratio : 6,3 m²/ élève

Plan question 2



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.07

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1229223002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

ATTENDU QUE le règlement intitulé « Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial » a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 4 avril 2022;
ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis le Règlement intitulé « Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial »

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:38

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229223002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

CONTENU

CONTEXTE

Seule association de marchands non-SDC de notre arrondissement, l'association Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce - Biz NDG joue un rôle d'acteur économique mobilisateur pour les artères commerciales principales de son territoire de Notre-Dame-de-Grâce, soit sommairement les avenues Monkland, la rue Sherbrooke ouest et la rue Somerled.
Avec le soutien du commissaire au développement économique de l'Arrondissement et l'implication des membres bénévoles de son conseil d'administration, Biz NDG a pu, depuis la relance de ses activités en 2019, mener diverses actions ponctuelles de mobilisation, de soutien à ses membres marchands et de promotion de son secteur commercial. Biz NDG a notamment réalisé deux campagnes de sociofinancement (septembre 2020 et avril 2021) générant des revenus directs de 150 000$ pour commerces participants. Biz NDG regroupe maintenant plus de 160 membres.

Les initiatives de Biz NDG démontrent que la communauté d'affaires du secteur reconnaît l'importance de se démarquer dans un environnement commercial de plus en plus concurrentiel et compétitif. Un des moyens envisagé pour positionner avantageusement cette concentration d'entreprises (plus de 500) et prospérer dans l'arrondissement est de former un regroupement d'affaires plus structuré, représentatif des intérêts des entreprises du secteur et ayant des moyens financiers plus importants et récurrents. Ceci permettrait, entre autres, aux commerces du secteur de poursuivre un dialogue constructif avec les décideurs publics et de défendre les intérêts des entreprises, notamment quant aux questions visant la mobilité, la mixité sociale et l'aménagement urbain.

Biz NDG envisage depuis 2021 de créer une société de développement commercial (SDC) qui permettrait, par la mise en commun des cotisations annuelles de l'ensemble des établissements d'entreprises, la mise en œuvre d'un plan d'action correspondant à ses principaux besoins, incluant la promotion du quartier, de ses commerçants, ainsi que du territoire. Biz NDG croit que son projet de création d'une SDC constitue le prochain jalon qui lui permettra de poursuivre ses initiatives tout en développant de nouvelles stratégies afin d'améliorer l'attractivité commerciale de son territoire et des entreprises qui s'y retrouvent.

Suite à la rencontre d'information des membres du 16 février 2022 à propos du projet de SDC, aux échanges lors du conseil d'administration de Biz NDG de février 2022 et aux démarches effectuées par Biz NDG en porte-à-porte dans le secteur commercial de la rue Somerled, de la rue Sherbrooke et l'avenue Monkland, il a été décidé que le territoire

envisagé pour une éventuelle SDC s'en tiendrait à la rue Sherbrooke et à l'avenue Monkland.

À cet effet, afin de créer une SDC, un dépôt de requête conforme doit être déposé à la secrétaire d'arrondissement et préalablement à son dépôt au conseil d'arrondissement, ce dernier doit, adopter un règlement définissant les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins 50 établissements, et plus de 50 % des établissements de la zone commerciale.

Le règlement intérieur du conseil de ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial a été modifié pour tenir compte des nouveaux pouvoirs accordés à la Ville suite à l'adoption, en 2017, de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Cela permet maintenant aux arrondissements d'adopter des règlements sur les sociétés de développement commercial conformément aux nouveaux pouvoirs qui leur ont été délégués.

Enfin, dans le contexte de ce projet de création de SDC, le Service des finances de la Ville de Montréal a été mis à contribution et a réalisé un recensement complet des établissements d'affaires situés dans le territoire visé. Ce recensement s'avérait nécessaire afin de pouvoir passer aux étapes éventuelles ultérieures de création d'une SDC qui incluront, entre autres, l'élaboration de scénarios de cotisations des membres et l'envoi d'avis aux entreprises concernées par le projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 170019 : AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT intitulé « Règlement sur les sociétés de développement commercial à l'égard du territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce» (1229223001)
CA22 170052 : ADOPTION - Règlement RCA22 17360 intitulé « Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » (1229223001)

DESCRIPTION

La zone commerciale proposée portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce» regroupe les établissements d'entreprises situés dans le périmètre montré au plan de l'annexe A (Plan du district de la société de développement commercial «Notre-Dame-de-Grâce») joint au règlement. Cette zone commerciale est principalement délimitée au nord par l'avenue Monkland entre Grand Boulevard et l'avenue Girouard (et qui inclut le lot situé au coin nord-est de l'intersection Girouard et Monkland), au sud par la rue Sherbrooke Ouest entre le boulevard Cavendish et l'avenue Claremont (limite de la Ville de Westmount), à l'est par la rue Girouard, et à l'ouest par Grand Boulevard.
À l'intérieur de cette zone commerciale pourra être formé un district commercial, dont les délimitations doivent être présentées lors du dépôt de la demande pour la formation d'une SDC par l'Association des gens d'affaires de NDG (Biz NDG). La délimitation du district commercial de la SDC pourra différer de la délimitation de la zone commerciale, mais devra se situer à l'intérieur de celle-ci.

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur de ce règlement permettra, par la suite, le dépôt d'une demande de formation d'une SDC par requête, en vertu de l'article l'article 79.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4)..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption de ce règlement constitue la première étape en vue de la formation d'une SDC. Advenant sa création, la Ville pourra percevoir une cotisation auprès des établissements d'entreprises situés dans le district proposé, dès réception d'un premier budget voté en assemblée générale par les membres de la société.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En tant que destination, une artère commerciale peut devenir plus attractive et compétitive dans la mesure où elle est suffisamment structurée pour lui permettre de faire sa promotion, de contribuer à améliorer l'expérience de vie urbaine et de mettre en valeur son caractère distinctif. Dans ce contexte, une SDC est un outil de premier ordre pour la prise en charge de ce développement par le milieu. Créée à l'initiative de ses membres marchands et professionnels, la mission de la SDC est de promouvoir le développement des affaires et de contribuer au rayonnement commercial d'un secteur donné. La création d'une société de développement commercial «Notre-Dame-de-Grâce» permettrait d'établir une permanence qui travaillera exclusivement à la promotion et au développement du secteur et procurer de meilleures ressources financières et humaines qui permettent ainsi la mise en œuvre d'une vision de développement à long terme. Cette permanence deviendra, avec les moyens mis à sa disposition par les cotisations des membres, un interlocuteur privilégié pour les membres et l'arrondissement, pour réaliser les objectifs en développement économique de la SDC par différentes actions telles : l'adoption d'un plan d'action stratégique, une campagne de promotion de l'achat local et de publicité continue pour le secteur, l'organisation d'événements en toutes saisons, l'offre de services divers à ses membres, des actions d'embellissement extérieures, la présence continue sur Internet et dans les médias sociaux, etc.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Février 2022 : Avis de motion du règlement sur les sociétés de développement commercial
- Mars 2022 : Adoption du règlement sur les sociétés de développement commercial
- Avril 2022 : Avis de motion du règlement définissant une zone commerciale pour le projet Notre-Dame-de-Grâce
-Mai 2022 : Adoption d'un règlement définissant une zone commerciale pour le projet Notre-Dame-de-Grâce
- Mai 2022 : Dépôt d'une requête de création de SDC au Conseil d'arrondissement
- Juin 2022 : Tenue d'un registre d'opposition par le greffe
- Juillet 2022 : Tenue du scrutin référendaire le cas échéant
- Août-septembre 2022 : Autorisation par le conseil d'arrondissement de la Constitution de la SDC le cas échéant
- Automne 2022 : Approbation du budget par le conseil d'arrondissement
- Janvier 2023 : Cotisation des établissements d'entreprises sur le territoire de la SDC

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlement et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire adjoint(e) - developpement economique

Tél : 438-824-7877
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-22

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229223002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Notre-Dame-de-Grâce», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1229223002 - Zone NDG.docAnnexe A Zone NDG 30mars2022.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT
RCA22-XXXXX

RÈGLEMENT DÉLIMITANT UNE ZONE PORTANT LA DÉSIGNATION DE « NOTRE-DÂME-DE-GRÂCE » DANS L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Vu l'article 1.1 du Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

Vu l'article 79.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce décrète :

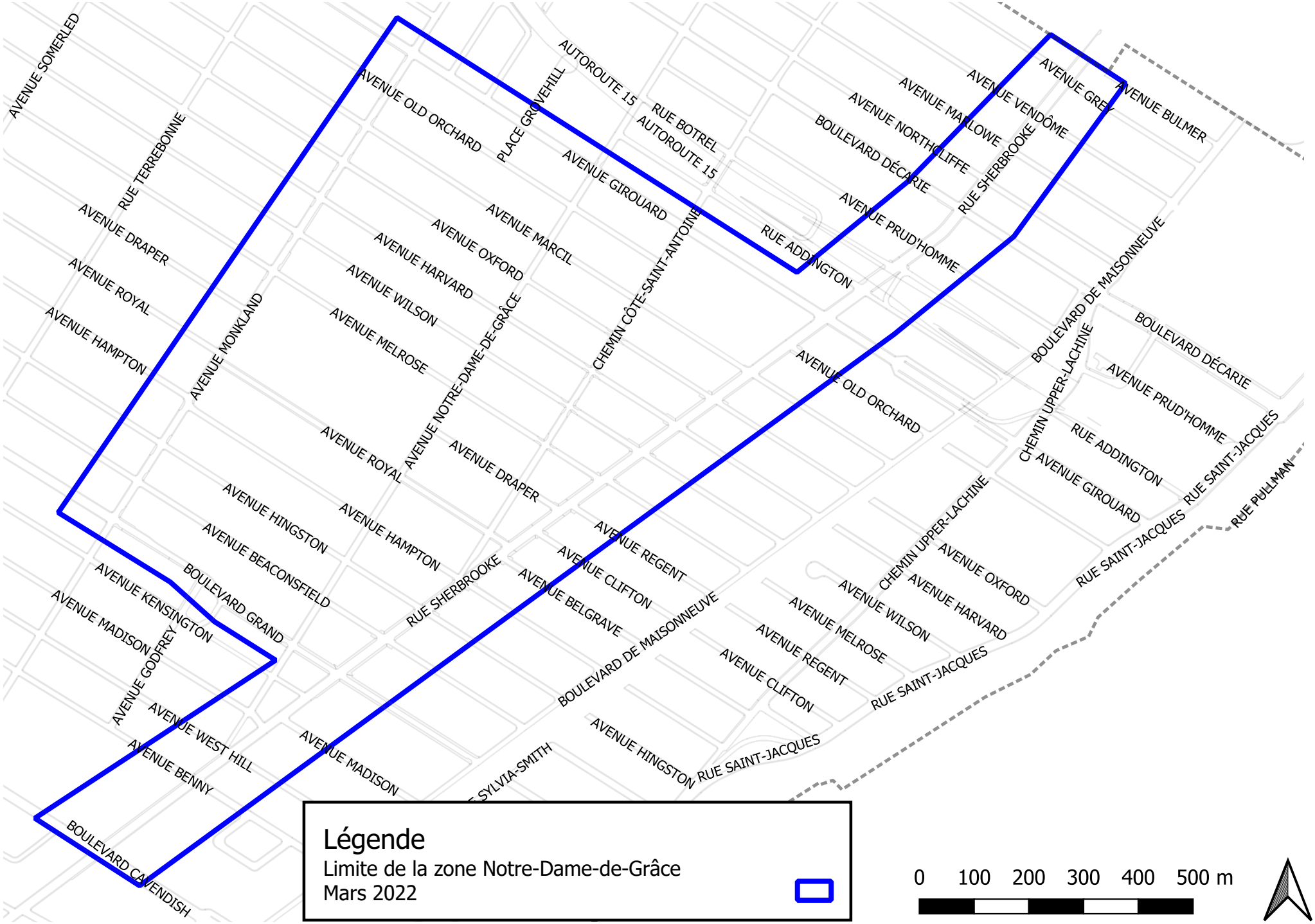
1. Il est établi, en vue de la constitution d'une société de développement commercial, une zone portant la désignation de « Notre-Dame-de-Grâce » dont les limites sont définies au plan de l'annexe A.

ANNEXE A
PLAN DE LA ZONE « NOTRE-DAME-DE-GRÂCE »

_____

GDD 1229223002

Annexe A - Zone Notre-Dame-de-Grâce



Légende

Limite de la zone Notre-Dame-de-Grâce
Mars 2022

0 100 200 300 400 500 m

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1226290006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage " équipements éducatifs et culturels - E.4(3) " aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage "équipements éducatifs et culturels - E.4(3)" aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie).

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage "équipements éducatifs et culturels - E.4(3)" aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-26 13:09

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226290006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage " équipements éducatifs et culturels - E.4(3) " aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie).

CONTENU

CONTEXTE

Deux demandes de modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'ajout de l'usage « équipements éducatifs et culturels - E.4(3)", à deux zones ont été déposées à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) par l'école supérieure internationale de Montréal (ESIDEM), un établissement privé d'enseignement professionnel établi au 6555, chemin de la Côte-des-Neiges, depuis 2016.
ESIDEM se situe dans la zone 0810 du règlement d'urbanisme 01-276 qui autorise comme usage principal la catégorie «Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale - C.5» incluant l'usage écoles secondaires pour des programmes d'études professionnelles.

L'école souhaite offrir à court terme des programmes d'étude supplémentaires de niveau collégial et qui requièrent l'autorisation de l'usage « équipements éducatifs et culturels - E.4(3)» et qui comprend l'usage spécifique « collège d'enseignement général et professionnel».
De plus, l'école souhaite ajouter une annexe au 8250, boulevard Décarie, situé dans la zone 0812 et dont l'usage principal est « Pôles de bureaux Décarie et Vandôme » en vue d'y enseigner des programmes d'études professionnelles et collégiales.

Le conseil d'arrondissement peut procéder à de telles modifications selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier le règlement d'urbanisme 01-276 afin d'ajouter l'usage « équipements éducatifs et culturels - E.4(3) » aux zones 0810 et 0812.
Cette modification aura pour effet d'autoriser les usages spécifiques la catégorie E.4(3) et

comprend :

- les usages spécifiques de la catégorie E.4(1) :
    - école primaire et préscolaire
    - école secondaire
    - garderie.
- les usages spécifiques de la catégorie E.4(2):
    - bibliothèque
    - maison de la culture.
- les usages spécifiques suivants :
    - collège d'enseignement général et professionnel
    - école d'enseignement spécialisé
    - université.

Ce règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes:

- Cette modification est conforme au Plan d'urbanisme et aux orientations de la Ville;
- Le commissaire au développement économique s'est montré favorable à la demande;
- L'usage permet de répondre aux besoins immédiats et futurs de l'école;
- L'usage est compatible avec son milieu d'insertion et contribue à la vitalité de l'artère commerciale dans la zone 0810 et à l'amélioration de la qualité du milieu de vie ;
- L'usage contribue à diversifier l'occupation des espaces à bureau dans la zone 0812 ;
- L'ajout d'un usage pour l'occupation de bâtiments existants n'aurait pas d'impact sur le cadre bâti;
- La proximité d'une station de métro dans les deux zones est favorable à des mouvements d'étudiants dans les deux secteurs.

Le 13 avril 2022, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé l'adoption du projet de règlement - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La tenue d'une consultation sera annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de règlement;
- l'adresse Web à laquelle l'information est diffusée;
- les adresses où les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier;
- le lieu et le moment de la séance de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
- Consultation publique sur le projet de règlement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, le cas échéant, du second projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
- Adoption, le cas échéant, du règlement par le conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur du règlement, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Themila BOUSSOUALEM
Conseillère en Aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514 868-3440
Télécop. :

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-04-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'ajouter la catégorie d'usage " équipements éducatifs et culturels - E.4(3) " aux zones 0810 et 0812 (6555, chemin de la Côte-des-Neiges et 8250, boulevard Décarie).

Extrait de PV - CCU 2022-04-13 :

2022-04-13_3.1_Extrait PV_HC_6555, chemin de la Côte-des-Neiges.pdf

2022-04-13_3.2_Extrait PV_HC_8250, boulevard Décarie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Themila BOUSSOUALEM
Conseillère en Aménagement

Tél : 514 868-3440
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 13 avril 2022 à 17 h

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

3.1 6555, chemin de la Côte-des-Neiges - Modification réglementaire

Étude d'une demande de modification de zonage afin d'ajouter la catégorie d'usage Équipements Éducatifs et Culturels E.4(3) dans la zone 0810 et autoriser une occupation par une école d'enseignement collégial général et professionnel.

Présentation : Mme Themila Boussoualem, conseillère en aménagement

Description du projet

Une demande de modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) a été déposée, le 7 octobre 2021 à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) par l'école supérieure internationale de Montréal (ESIDEM), un établissement privé d'enseignement professionnel.

L'ESIDEM est établi au 6555 chemin de la Côte-des-Neiges depuis 2016 et y enseigne des programmes d'études professionnelles, tel qu'autorisés par l'usage principal de la zone qui est la catégorie «Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale - C.5» et qui inclut l'usage école secondaire.

L'école souhaite offrir à court terme des programmes d'étude supplémentaires de niveau collégial et qui requièrent l'autorisation de la catégorie d'usage « équipements éducatifs et culturels - E.4(3)» et qui comprend l'usage spécifique « collège d'enseignement général et professionnel».

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- Cette modification est conforme au Plan d'urbanisme et aux orientation de la Ville;
- Le commissaire au développement économique est favorable à la demande;
- L'usage permet de répondre aux besoins immédiat et futurs de l'école;
- L'usage est compatible avec son milieu d'insertion et contribue à la vitalité de l'artère commerciale et à l'amélioration de la qualité du milieu de vie;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- L’usage contribue à diversifier l’occupation des espaces à bureau dans la zone visée et n’aurait pas d’impact sur le cadre bâti.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l’analyse de la Division.

Recommandation du comité

Le comité est favorable à la demande et recommande l’adoption du projet de règlement.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 13 avril 2022 à 17 h

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

3.2 8250, boulevard Décarie - Modification réglementaire

Étude d'une demande de modification de zonage afin d'ajouter la catégorie d'usage Équipements Éducatifs et Culturels E.4(3) dans la zone 0812 et autoriser une occupation par une école d'enseignement collégial général et professionnel.

Présentation : Mme Themila Boussoualem, conseillère en aménagement

Description du projet

Une demande de modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) a été déposée, le 1er novembre 2021 à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) par l'école supérieure internationale de Montréal (ESIDEM), un établissement privé d'enseignement professionnel.

L'ESIDEM enseigne depuis 2016 des programmes d'études professionnelles au 6555 chemin de la Côte-des-Neiges et souhaite ajouter des programmes et accueillir un total d'environ 500 étudiants.

À cette fin, l'école projette à court terme de localiser une annexe au 4ème étage de l'édifice à bureaux situé au 8250 pour y enseigner des programmes d'études supplémentaires de niveaux secondaire et collégial.

En vue d'autoriser ces programmes d'étude, la catégorie d'usage « équipements éducatifs et culturels - E.4(3)», et qui comprend les usages spécifiques école secondaire et collège d'enseignement général et professionnel, doit être ajoutée à la zone 0812 dont l'usage principal est «Pôles de bureaux Décarie et Vendôme - C.3(9)»

L'édifice à bureaux se situe partiellement hors de la zone 0812 sur le territoire de la ville de Mont-Royal et l'usage a autoriser par la modification réglementaire s'applique seulement aux locaux entièrement situés à l'intérieur des limites de la zone visée par la demande.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- L’occupation d’un bâtiment commercial existant permet de répondre aux besoins immédiats et futures de l’école ESIDEM;
- L’usage permet d’occuper des bureaux vacants et n’aurait pas d’impact sur le cadre bâti et son environnement;
- Le commissaire au développement économique est favorable à la demande;
- La proximité d’une station de métro est favorable à des mouvements d’étudiants dans le secteur;
- La modification est conforme au Plan d’urbanisme et aux orientations de la Ville.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l’analyse de la Division. Ils se questionnent néanmoins sur la possibilité d'exiger davantage de verdissement dans le secteur, mais la division rappelle aux membres que ce dossier est une demande de modification au zonage et qu’il n’est pas possible d’ajouter des exigences à un projet dans ce type de demande.

Les membres estiment que le secteur devrait faire l’objet d’une planification détaillée afin de réviser les usages autorisés.

Recommandation du comité

Le comité est favorable à la demande et recommande l’adoption du projet de règlement.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Projet de règlement:

1226290006_PR-RCAXX-XXXXX.docx

Annexes:

1216290006_Annexe 1_ Zone 810 modifiée (6555 Côte-des-Neiges) (1).pdf

1216290006_Annexe 2_ Zone 812 modifiée (8250 Décarie).pdf

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT **DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**
RCAXX-XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) AFIN D'AJOUTER LA CATÉGORIE D'USAGE "ÉQUIPEMENTS ÉDUCATIFS ET CULTURELS - E.4(3)" AUX ZONES 0810 ET 0812 (6555, CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES ET 8250, BOULEVARD DÉCARIE).

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____2022, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » de ce règlement est modifiée tel qu'il est illustré sur les deux extraits joints en annexe 1 et 2 au présent règlement.

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (Zone 0810)

ANNEXE 2
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (Zone 0812)

_____

GDD : 1226290006

ANNEXE 1

EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE «GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONE 0810)

GDD : 1226290006

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0810

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
E.4(3)	Équipement Éducatifs et Culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Les usages additionnels «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), résidence de tourisme, salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production», de la catégorie C.2C, sont spécifiquement autorisés à tous les niveaux d'un bâtiment, sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants, dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m2 par établissement lorsque situé à un niveau supérieur de celui immédiatement supérieur au rez-de-chaussée: atelier d'artiste et d'artisan; laboratoire; salle de billard; services personnels et domestiques.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Malgré l'article 166, un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

9. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone éloignée d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE 2

EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE «GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONE 0812)

GDD : 1226290006

Zone **0812**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
E.4(3)	Équipement Éducatifs et Culturels	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain;
- toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

7. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1223408001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.VM., c. B-3) afin d'encadrer l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles.

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) afin d'encadrer l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-28 11:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1223408001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.VM., c. B-3) afin d'encadrer l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles.

CONTENU

CONTEXTE

De façon à répondre aux nombreuses plaintes de citoyens à l'égard du bruit excessif provoqué par l'utilisation de souffleurs ou aspirateurs à feuilles sur son territoire, l'arrondissement souhaite limiter leur usage à des plages horaires plus restreintes et interdire l'utilisation des modèles les plus bruyants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RCA08 17140 Règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) afin de permettre aux agents de la paix de sévir à l'égard de tout bruit excessif qui s'entend à l'intérieur d'une unité d'habitation, adopté le 4 février 2008;

- OCA10 17010 (B-3) Ordonnance No OCA10 17010 (B-3) relative au bruit provenant des chantiers de construction, adoptée le 7 septembre 2010;
- RCA10 17185 Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), concernant le montant des amendes, adopté le 4 octobre 2010.
- RCA18 17295 Règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), afin de modifier certaines dispositions portant sur les bruits spécifiquement prohibés et d'abroger l'ordonnance OCA10 17010 (B-3), adoptée le 12 mars 2018.

DESCRIPTION

Insertion, à l'article 1 du *Règlement sur le bruit* , après la définition d'« occupant », de la définition suivante:

> « souffleur ou aspirateur à feuilles » : un appareil, fonctionnant au moyen d'un moteur à essence ou électrique, dont l'une des fonctions est de souffler ou d'aspirer des feuilles mortes, des déchets de jardinage ou toutes autres matières;»

- Insertion, après l'article 19 du règlement précité, de la SECTION III.1 suivante :

SECTION III.1
UTILISATION DE SOUFFLEURS OU ASPIRATEURS À FEUILLES

19.1. Il est interdit d'utiliser un souffleur ou aspirateur à feuilles :

1° du lundi au vendredi, de 19h à 7h le lendemain;

2° le samedi avant 10h et après 19h;

3° en tout temps le dimanche et les jours fériés.

Aux fins du paragraphe 3, sont fériées les journées suivantes : le 1er janvier; le Vendredi saint; le lundi de Pâques; le 24 juin; le 1er juillet (ou le 2 juillet si le 1er tombe un dimanche); le premier lundi de septembre (fête du Travail); le deuxième lundi d'octobre; le 25 décembre; le lundi précédant le 25 mai et tout autre jour fixé par proclamation ou décret du gouvernement comme jour de fête publique.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées permettront de limiter les nuisances générées par l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 21 du *Règlement sur le bruit* , quiconque contrevient au dispositions proposée portant sur l'utilisation d'un souffleur ou aspirateur à feuilles, commet une infraction et est passible :

a) S'il s'agit d'une personne physique :
   1º pour une première infraction, d'une amende de 300 $ à 1 000 $;
   2º pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 2 000 $;
   3º pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $.
b) S'il s'agit d'une personne morale :
   1º pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $;
   2º pour une première récidive, d'une amende de 3 000 $ à 6 000 $;
   3º pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 4 000 $ à 12 000 $.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Après l'entrée en vigueur du règlement :

- ajustement des informations sur le site web et 311;
- publication d'un avis dans La Citoyenne et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation du projet de règlement;

- Adoption du règlement;
- Diffusion de l'avis d'entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondisement
Division du greffe

Tél : 514 770-8766
Télécop. : 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 438 920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1223408001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le bruit (R.R.VM., c. B-3) afin d'encadrer l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles.



Règl. RCA22 17xxx.docx



31. Règlement sur le bruit 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 770-8766
Télécop. : 868-3538

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA22 17XXX RÈGLEMENT MODIFIANT LE *RÈGLEMENT SUR LE BRUIT* (R.R.V.M., C. B-3) AFIN D'ENCADRER L'UTILISATION DES SOUFFLEURS OU ASPIRATEURS À FEUILLES

VU l'article 136.1 de la la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 185.1 de son annexe C);

VU les articles 4, 6 et 59 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À la séance ordinaire du xx xxxx 2022, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 1 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) est modifié par l'insertion, après la définition d'« occupant », de la définition suivante :

« souffleur ou aspirateur à feuilles » : un appareil, fonctionnant au moyen d'un moteur à essence ou électrique, dont l'une des fonctions est de souffler ou d'aspirer des feuilles mortes, des déchets de jardinage ou toutes autres matières; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 19 de ce règlement, de la SECTION III.1 et des articles 19.1 et 19.2 décrits ci-dessous :

« **SECTION III.1**
UTILISATION DE SOUFFLEURS OU ASPIRATEURS À FEUILLES

19.1. Il est interdit d'utiliser un souffleur ou aspirateur à feuilles équipé d'un moteur à deux temps à essence.

19.2. Il est interdit d'utiliser un souffleur ou aspirateur à feuilles :

1° en tout temps du 1er juin au 30 septembre;

2° entre le 1er octobre et le 31 mai :

a) du lundi au vendredi, de 19h à 7h le lendemain;

b) le samedi avant 10h et après 19h;

c) en tout temps le dimanche et les jours fériés.

Aux fins du sous-paragraphe c), sont fériées les journées suivantes : le 1er janvier; le Vendredi saint; le lundi de Pâques; le 24 juin; le 1er juillet (ou le 2 juillet si le 1er tombe un dimanche); le premier lundi de septembre (fête du Travail); le deuxième lundi d'octobre; le 25 décembre; le lundi précédant le 25 mai et tout autre jour fixé par proclamation ou décret du gouvernement comme jour de fête publique. »

GDD 1223408001

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXX 2022.

La mairesse d’arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

La secrétaire d’arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

R.R.V.M., c. B-3 **RÈGLEMENT SUR LE BRUIT (CODIFICATION ADMINISTRATIVE)**

MISE EN GARDE : *Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Aux fins du présent règlement, les mots suivants signifient :
« bruit à caractère impulsif » : un bruit perturbateur comportant des impulsions discrètes de bruit, tel le martelage ou le rivetage;
« bruit comportant des sons purs audibles » : un bruit perturbateur dont l'énergie acoustique est concentrée autour de certaines fréquences;
« bruit d'ambiance » : un ensemble de bruits habituels de diverses provenances, y compris des bruits d'origine extérieure, à caractère plus ou moins régulier et repérables dans un temps déterminé en dehors de tout bruit perturbateur;
« bruit de fond » : un bruit d'un niveau équivalent à la valeur atteinte ou dépassée par le bruit d'ambiance durant 95 % du temps d'observation;
« bruit fluctuant » : un bruit perturbateur dont le niveau subit des variations supérieures à celles qui sont retenues pour l'évaluation du bruit stable;
« bruit intermittent » : un bruit perturbateur entrecoupé de pauses;
« bruit normalisé » : un bruit perturbateur auquel a été appliqué, lors d'une mesure effectuée en conformité d'une ordonnance, l'indice de correction prescrit eu égard aux caractéristiques de ce bruit, à la durée d'émission et au bruit de fond; le nombre de décibels ainsi obtenu étant le niveau de l'intensité de bruit à retenir aux fins de comparaison avec les échelles maximales de tolérance établies dans cette ordonnance;
« bruit perturbateur » : un bruit repérable distinctement du bruit d'ambiance et considéré comme source aux fins d'analyse, et comprend un bruit défini comme tel au présent article;
« bruit porteur d'information » : un bruit perturbateur comportant des éléments verbaux ou musicaux distincts des autres éléments sonores qui le composent;
« bruit stable » : un bruit perturbateur dont le niveau ne subit pas de variations importantes entre certaines valeurs limites qui sont fonction du lieu et de la période de la journée, telles qu'établies par ordonnance;
« détenteur » : notamment le conducteur, le locataire, le possesseur et le dernier propriétaire d'un véhicule automobile immatriculé;

« lieu habité » : un bâtiment ou un espace non bâti dans lequel ou sur lequel des personnes résident, travaillent ou séjournent, et comprend une habitation, un édifice à bureaux, un hôpital, un campement ou tout autre lieu analogue ou partie d'un tel lieu qui constitue un local distinct aux termes d'une ordonnance;
« lieu perturbé » : un lieu habité dont l'ambiance subit l'influence d'un bruit perturbateur;
« occupant » : une personne qui séjourne, travaille ou réside dans un lieu perturbé;
« usager » : une personne qui utilise un objet, un appareil ou un instrument au moyen duquel est émis un bruit perturbateur, et comprend le propriétaire, le locataire ou le possesseur d'un tel objet, appareil ou instrument, ou quiconque en a la garde;
« véhicule automobile » ou « véhicule » : un véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur des rails.

2. Le bruit dont le niveau de pression acoustique est supérieur au maximum fixé par ordonnance ou celui qui est spécifiquement prohibé par le présent règlement constitue une nuisance et est interdit comme étant contraire à la paix et à l'ordre publics.

SECTION II
BRUIT ÉMIS PAR UN VÉHICULE AUTOMOBILE

3. Les dispositions de la présente section sont applicables en tout temps, sans égard à l'état et aux conditions de la circulation, à tout véhicule automobile qui se trouve dans la ville.

4. Le détenteur d'un véhicule automobile qui émet un bruit d'un niveau de pression acoustique supérieur au maximum fixé par ordonnance contrevient au présent règlement.

5. Malgré l'article 4, si le bruit émis par le véhicule automobile est dû à une manoeuvre brutale destinée à éviter un accident alors que le véhicule roule d'une manière conforme aux règlements de la circulation, aucune infraction n'est censée avoir été commise.

6. Outre le bruit mentionné à l'article 4, est spécifiquement prohibé :
1º le bruit provenant du claquement d'un objet transporté sur le véhicule ou du claquement d'une partie du véhicule;
2º le bruit provenant de l'utilisation du moteur d'un véhicule à des régimes excessifs, notamment lors du démarrage ou de l'arrêt, ou produit par des accélérations répétées;
3º le bruit provenant de l'utilisation inutile ou abusive d'un sifflet, d'une sirène ou d'un appareil analogue dans un véhicule automobile;
4º le bruit excessif ou insolite provenant de la radio ou d'un appareil propre à reproduire des sons dans un véhicule automobile.

7. Le détenteur d'un véhicule automobile dans lequel ou à l'usage duquel est produit un bruit spécifiquement prohibé à l'article 6 contrevient au présent règlement.

SECTION III
BRUIT DANS LES LIEUX HABITÉS

8. L'émission d'un bruit perturbateur d'un niveau de pression acoustique supérieur au niveau maximal de bruit normalisé fixé par ordonnance à l'égard du lieu habité touché par cette émission est interdite.

9. Outre le bruit mentionné à l'article 8, est spécifiquement prohibé lorsqu'il s'entend à l'extérieur ou dans un autre local, quelle que soit sa destination, que celui d'où il provient :

1º le bruit produit au moyen d'appareils sonores, qu'ils soient situés à l'intérieur d'un bâtiment ou qu'ils soient installés ou utilisés à l'extérieur;

2º le bruit d'une sirène ou d'un autre dispositif d'alerte, sauf en conformité d'un permis délivré à cet effet ou sauf en cas de nécessité;

3º le bruit produit au moyen d'instruments de musique ou d'objets utilisés comme tels, en tout temps s'il est fait usage d'instruments à percussion ou d'instruments fonctionnant à l'électricité, et de 23 h à 9 h dans les autres cas;

4º le bruit de cris, de clameurs, de chants, d'altercations ou d'imprécations et toute autre forme de tapage;

5° le bruit provenant de l'exécution de travaux de construction, de transformation, de démolition, de réfection, d'excavation, de compactage, et autres travaux de même nature ou provenant de la livraison de matériaux, en dehors des plages horaires suivantes :

a) du lundi au vendredi de 7h à 19h;

b) le samedi, le dimanche et les jours fériés de 10h à 18h.

Le premier alinéa ne s'applique pas au bruit produit :

1° dans le cadre de travaux devant être exécutés d'urgence;

2° lors des opérations de déneigement.

RCA08 17140, a. 1; RCA18 17295, a. 1 et 2.

10. Le bruit d'un niveau de pression acoustique supérieur au niveau fixé par ordonnance est spécifiquement prohibé dans un bureau ou un local commercial sonorisés et dans un local ordinairement utilisé pour la danse et la musique.

11. L'émission, touchant ou non un lieu habité, d'un bruit spécifiquement prohibé aux articles 9 ou 10, est interdite.

12. Le directeur du service chargé d'appliquer la présente section peut, à la demande de l'occupant d'un lieu habité, effectuer une analyse visant à déterminer le type, le niveau et la provenance d'un bruit qui perturbe l'ambiance d'un tel lieu.

13. L'analyse prévue à l'article 12 doit se faire à l'aide des appareils et suivant les méthodes de mesure prescrits par ordonnance et le procès-verbal d'analyse doit faire état de ces procédés.

Sous réserve du premier alinéa, l'analyse peut, dans les cas prévus par ordonnance, consister en une simple identification par la personne chargée d'effectuer l'analyse du type,

de la provenance et du niveau du bruit, sans l'usage des appareils et méthodes mentionnés au premier alinéa et, dans ce cas, le procès-verbal d'analyse doit en faire mention.

Malgré le premier alinéa, l'analyse par simple identification suffit dans le cas des bruits spécifiquement prohibés à l'article 9.

14. Lorsque le procès-verbal de l'analyse effectuée conformément à l'article 13 établit que le bruit perturbateur dépasse le niveau maximal fixé par ordonnance ou est un bruit spécifiquement prohibé par le présent règlement, une plainte peut être déposée contre l'usager de l'objet, de l'appareil ou de l'instrument au moyen duquel ce bruit est émis, de même que contre la personne qui peut être responsable d'une telle émission.

15. L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que la tranquillité d'une personne se trouvant dans un bâtiment d'habitation est troublée par un bruit qu'il estime excessif compte tenu de l'heure, du lieu et de toutes autres circonstances et qui n'est pas un bruit spécifiquement prohibé en vertu de l'article 9 du présent règlement, peut ordonner à quiconque cause cette nuisance de la faire cesser immédiatement.

Quiconque n'obtempère pas sur-le-champ à l'ordre de l'agent de la paix donné conformément au premier alinéa contrevient au présent règlement.

RCA08 17140, a. 2.

16. Aucun permis ne peut être délivré pour un établissement ou une occupation lorsque les activités exercées dans cet établissement ou aux fins de cette occupation sont incompatibles avec les exigences du présent règlement.

Sont incompatibles au sens du premier alinéa les activités produisant dans le local qui fait l'objet de la demande de permis un bruit qui dépasse, dans un local voisin, le niveau de pression acoustique réglementaire.

Aux fins du premier alinéa, le directeur du service chargé de l'application du présent règlement peut faire procéder à une évaluation technique du bruit produit par de semblables activités.

17. Un permis délivré après les vérifications prévues à l'article 16 n'a pas pour effet d'exempter quiconque de l'application du présent règlement.

18. Aucun permis ne peut être délivré pour un établissement ou une occupation ci-après mentionné, dont le local est adjacent à un bâtiment ou à une partie d'un bâtiment occupé à des fins d'habitation et qui se trouve dans une zone où l'habitation est autorisée :

1º dépôt d'articles de bric-à-brac ou d'effets d'occasion exploité en plein air;
2º dépôt de ferraille;
3º dépôt de matériaux provenant de démolition;
4º dépotoir;

5º discothèque;
6º établissement comportant un local commercial sonorisé;
7º salle de danse, parquet de danse;
8º salle de réception;
9º salle de spectacle;
10º studio de musique, studio de répétition de musique.

Aux fins de l'application du premier alinéa, le mot « local » comprend le site d'opérations en plein air d'un dépôt ou d'un dépotoir mentionné aux paragraphes 1, 2, 3 et 4.

19. Les articles 16 à 18 prévalent sur toute disposition d'un autre règlement.

SECTION IV
ORDONNANCES

20. Aux fins de l'application du présent règlement, le comité exécutif peut, par ordonnance:
1º désigner le directeur du service chargé de l'application du présent règlement ou d'une de ses sections;
2º fixer le niveau de pression acoustique du bruit qui, dans les circonstances décrites et les cas mentionnés au présent règlement, ne peut être dépassé;
3º déterminer toute méthode appropriée de mesure de l'intensité d'un bruit;
4º désigner ou décrire tout appareil ou instrument à utiliser lors des mesures, analyses ou autres opérations;
5º déterminer certaines aires à l'égard desquelles il estime nécessaire de particulariser les normes de bruit;
6º distinguer certaines périodes de la journée;
7º établir les modalités et la forme de tout avis.

Aux fins de l'application de la section II, le comité exécutif peut, par ordonnance, établir différentes catégories de véhicule.

Aux fins de l'application de la section III, le comité exécutif peut, par ordonnance :
1º prescrire les méthodes de normalisation des bruits mesurés;
2º classifier les lieux habités en locaux distincts suivant leur mode d'utilisation;
3º déterminer, dans les circonstances ou à l'occasion d'événements, de fêtes ou de manifestations qu'il précise ou autorise, les modalités d'exception aux articles 9, 10 et 11.

SECTION V
DISPOSITIONS PÉNALES

21. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :
a) S'il s'agit d'une personne physique :
1º pour une première infraction, d'une amende de 300 $ à 1 000 $;
2º pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 2 000 $;

3º pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $.

b) S'il s'agit d'une personne morale :
   1º pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 3 000 $;
   2º pour une première récidive, d'une amende de 3 000 $ à 6 000 $;
   3º pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 4 000 $ à 12 000 $.

RCA10 17185, a. 1; RCA18 17295, a. 3.

Cette codification du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- RCA08 17140 Règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3) afin de permettre aux agents de la paix de sévir à l'égard de tout bruit excessif qui s'entend à l'intérieur d'une unité d'habitation, adopté le 4 février 2008;

- RCA10 17185 Règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3), adopté le 4 octobre 2010;

- RCA18 17295 Règlement modifiant le *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3), afin de modifier certaines dispositions portant sur les bruits spécifiquement prohibés et d'abroger l'ordonnance OCA10 17010 (B-3), adopté le 12 mars 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1224385001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour un montant de 100 000 $ pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:43

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224385001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour un montant de 100 000 $ pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).

CONTENU

CONTEXTE

En septembre 2021, la Ville de Montréal lançait sa " Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026 " dans le but de répondre au besoin criant de la population pour une agriculture de proximité qui se déploie notamment sous forme de jardins communautaires, collectifs et pédagogiques, de toits verts et de ruelles comestibles.
Constatant la désuétude des installations et la rareté des espaces qui affectent la qualité du service aux citoyens ainsi que le temps d'attente pour obtenir une parcelle de jardinage, la Ville de Montréal a intégré dans sa stratégie d'agriculture urbaine une action (1.2) visant l'aménagement de nouveaux espaces de jardinage et consolider ceux déjà existants. Afin de mettre en œuvre cette action, le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) déploie un programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs municipaux.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce est l'un des arrondissements les plus populeux de la Ville de Montréal. Malgré ce fait, il ne compte qu'environ 300 jardinets répartis sur cinq (5) jardins communautaires à travers son territoire. Plus de 400 personnes attendent la possibilité d'accéder à un espace de jardinage et le temps d'attente pour obtenir ces espaces est estimé entre 5 et 10 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et développement social (DCSLDS), en collaboration avec les directions de l'arrondissement, désire saisir l'opportunité pour déposer un des projets en agriculture urbaine misant sur la consolidation et de nouveaux espaces de jardinage d'un de ses jardins communautaires déjà existants. Au jardin Notre-Dame-de-Grâce, l'installation d'une entrée d'eau indépendante, d'une clôture au jardin communautaire et l'ajout de bacs de culture surélevés rendra permanent le jardin installé l'année dernière à côté du YMCA NDG.
La participation à ce programme permettra un appui supplémentaire aux orientations de l'arrondissement en ce qui a trait à l'agriculture urbaine sur son territoire, et ce, pour une période de 10 ans.

JUSTIFICATION

Considéré comme un service essentiel à la population depuis la pandémie mondiale en 2020, l'agriculture urbaine demeure une activité ayant un impact majeur sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables à Montréal.
Dans les dernières années, des travaux majeurs ont été réalisés dans les deux jardins communautaires de CDN: Réfection du jardin communautaire Châteaufort et remise à neuf du jardin communautaire De la Savane. Le projet déposé pour 2022 est donc orienté vers le secteur NDG.

Anciennement situé dans le parc Gilbert-Layton, le jardin communautaire NDG fut déménagé d'urgence sur un nouveau site, un terrain récemment acquis par la Ville de Montréal adjacent au YMCA Notre-Dame-de-Grâce, situé entre les avenues Royal, Monkland, Hampton et la rue de Terrebonne. Par conséquent, les aménagements sont très temporaires et nécessitent plusieurs investissements majeurs.

D'abord, les clôtures de chantier sont un enjeu de sécurité important puisque les enfants passent sous les clôtures pour jouer dans le jardin sans surveillance et celles-ci tombent régulièrement.

De plus, l'arrondissement n'a pas de sortie d'eau à proximité permettant au jardin d'être autonome. L'accès à l'eau ne peut se faire qu'avec l'accord et la participation YMCA. Aucune entente écrite n'a été établie à cet effet et l'arrondissement est donc annuellement à la merci de la bonne volonté du gestionnaire de cet établissement. L'eau provenant du YMCA dessert à la fois le jardin communautaire et le jardin collectif qui était déjà présent sur les lieux lors du déménagement. Soulignons également que le débit est insuffisant lorsque les trois installations utilisent l'eau en même temps. Un investissement en ce sens permettrait une autonomie à l'arrondissement non seulement pour le jardin, mais également pour tout autre projet requérant de l'eau sur ce site.

L'ajout des bacs de culture surélevés facilite le jardinage chez les usagers vieillissants qui ont du mal à se pencher pour travailler dans des jardinets au sol. Considérant que plus de la moitié des jardiniers des jardins communautaires ont plus de 55 ans, ces installations permettent à certains d'entre eux de poursuivre leurs loisirs et leur donnent la possibilité de rester actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget sommaire :

Installation d'une entrée d'eau - 25 000 $
Installation d'une clôture permanente autour du jardin - 45 000 $
Achat groupé de 17 bacs de culture surélevé - 30 000 $

Total net de taxes (planification, services professionnels et travaux): 100 000 $

Contribution BTER : 100 000 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit:

- Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;
- Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles;
- Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision;
- Priorité 18: Assurer la protection et le respect des droits de la personne ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien des actifs et amélioration de l'offre de services.
Amélioration de la sécurité des actifs

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans un contexte pandémique, l'arrondissement s'engage à appliquer toutes les règles énoncées dans les décrets ministériels concernant les aménagements et activités de jardinage.

Également les mesures sanitaires seront mises en place selon les directives de la DRSP.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

30 mai 2022: Confirmation par courriel de l'attribution du financement pour les projets sélectionnés

- 15 juin 2022: Planification, conception et réalisation des travaux
- 15 décembre 2022: Fin des travaux et redditions de compte
- 1er janvier 2023: Préparation de la demande de financement pour l'année 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amar BENSACI, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve TREMBLAY
agent(e) de developpement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-10

Sonia ST-LAURENT
Chef de division, culture

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224385001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour un montant de 100 000 $ pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).



Programme_PDI-JCCM_VF (1).pdf



gdd_grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1224385001).docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve TREMBLAY
agent(e) de developpement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Montréal

BUREAU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA RÉSILIENCE

Direction générale

Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics

(PDI-JCCM)



Structure et modalités administratives

Février 2022

Mise en contexte

Description et objectif du programme

1. Description du programme
2. Objectif du programme

Conditions d'admissibilité

1- Typologies de projets admissibles
2- Critères d'admissibilité du projet

Modalités financières

1- Montant du financement
2- Versement du financement
3- Dépenses admissibles
4- Dépenses non admissibles

Principales étapes du projet

Administration du programme

1- Réception de la demande de financement
2- Évaluation et acceptation des demandes

Responsabilités et obligations

1- Responsabilités
2- Obligations

Annexes

Mise en contexte

En septembre 2021, la Ville de Montréal lançait sa Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026. Cette stratégie permettra de répondre à l'engouement citoyen pour une agriculture de proximité, qui se déploie notamment sous forme de jardins communautaires, collectifs et pédagogiques, de toits verts et de ruelles comestibles. La stratégie vise à consolider et renforcer les pratiques déjà existantes, à faciliter la mise en place de nouveaux projets et d'initiatives citoyennes et entrepreneuriales.

La Ville de Montréal compte 8 500 jardinets répartis sur 96 jardins communautaires. Ces derniers couvrent près de 30 hectares de superficie cultivée. La désuétude des installations et la rareté des espaces affectent la qualité du service aux citoyens et le temps d'attente pour obtenir une parcelle de jardinage.

Pour répondre aux besoins de la population, la Ville de Montréal a intégré dans sa stratégie d'agriculture urbaine une action (1.2) qui vise à mettre à disposition des citoyens et groupes communautaires de nouveaux espaces de jardinage, et de consolider ceux, déjà existants.

Afin de mettre en œuvre cette action, le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) déploie un programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs municipaux.

Description et objectif du programme

1. Description du programme

Le programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics consiste à mettre à disposition des citoyens et groupes communautaires, de nouveaux espaces de jardinage et consolider ceux déjà existants. Le projet se déploie en deux volets:

- **Volet 1**: Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants par la mise aux normes et la rénovation des installations désuètes, l'amélioration des aménagements favorisant l'accessibilité universelle et l'optimisation des espaces.
- **Volet 2**: Aménagement de nouveaux espaces de jardinage (jardin communautaire ou collectif en plein sol ou en bac lorsque les espaces sont réduits, contaminés ou que cela facilite l'usage pour des personnes âgées ou à mobilité réduite).

Ces améliorations dans les infrastructures existantes ou créations de nouveaux espaces cultivables pourraient se faire :

- Au sein des jardins existants;
- en pourtour des jardins existants;
- dans de nouveaux lieux tels : sections de terrains sous-utilisés, toits, stationnements, espaces transitoires, espaces loués aux tiers, parc et près des installations municipales.

2. Objectif du programme

Le programme de financement a pour objectif de:

- Mettre aux normes les installations désuètes dans les jardins communautaires et collectifs publics, optimiser l'espace et améliorer l'expérience de jardinage des utilisatrices et utilisateurs;
- Augmenter les superficies cultivées, favoriser la production locale de fruits et de légumes et contribuer à l'autonomie alimentaire en ville;
- Verdir la ville, lutter contre les îlots de chaleur, favoriser la biodiversité et promouvoir les pratiques écoresponsables;
- Briser l'isolement et renforcer le tissu social par la création de lieux d'échange et socialisation.

Conditions d'admissibilité

1- Typologies de projets admissibles

Les thématiques recevables dans le cadre de ce programme sont:

- Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants.
    - Mettre aux normes et rénovation des installations désuètes dans le réseau des jardins communautaires et collectifs de Montréal;
    - Optimiser les espaces par l'ajout de nouveaux espaces de jardinage dans les jardins déjà existants;
    - Amélioration des aménagements pour favoriser l'accessibilité universelle.
- Aménagement de nouveaux espaces de jardinage (jardin communautaire ou collectif en plein sol ou en bac lorsque les espaces sont réduits, contaminés ou que cela facilite l'usage pour des personnes âgées ou à mobilité réduite).

2- Critères d'admissibilité du projet

Pour être admissible au programme, le projet doit répondre aux critères suivants:

- S'inscrire dans les thématiques visées par le programme;
- Être complet (tous les documents exigés sont déposés);
- Être réalisé sur le territoire de la Ville de Montréal;
- Être réalisé sur les terrains appartenant à la Ville ou loués à des tiers[1];
- Être réalisé et complété, au plus tard, le 15 décembre de chaque année;
- Cibler de manière prioritaire les territoires jugés vulnérables (carte de vulnérabilité) lors de la création de nouveaux jardins.

[1] Les projets à réaliser sur des terrains loués à des tiers doivent respecter la politique de capitalisation qui stipule qu'en vertu des conditions du contrat de location, la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des terrains concernés sont, en substance, transférés à la Ville.

Modalités financières

Le programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics sera déployé sur une période de 10 ans (2022-2031) à raison de 1 M$ par année pour un montant total de 10 M$. Annuellement, les arrondissements seront invités à soumettre une demande de financement afin de réaliser leurs projets. Pour l'année 2022, un appel à projets sera lancé dans la semaine du 24 février. Les projets doivent se réaliser et être finalisés, au plus tard, le 15 décembre de la même année. Pour les années subséquentes, la date du lancement de l'appel à projets sera ajustée afin de permettre aux arrondissements de mieux se préparer.

Notons que pour 2022 l'appel à projets sera lancé avant que le processus d'approbation soit finalisé. À cet effet, aucune dépense ne peut se faire avant que le processus administratif soit terminé. Une fois ce dernier complété, les arrondissements concernés recevront un courriel les informant de la date à laquelle ils pourront débuter les travaux.

1- Montant du financement

Les arrondissements peuvent bénéficier d'un montant de financement maximal de 100 000$ pour le volet 1 et de 200 000$ pour le volet 2 dans le cas où leurs projets seraient acceptés. Dans le cas du volet 1, les arrondissements peuvent regrouper les travaux à faire dans plusieurs jardins dans un seul projet. Les sommes versées aux arrondissements devront être utilisées pour réaliser les projets selon les termes définis dans la demande de financement déposée.

La priorité sera accordée en fonction de la force du projet et de l'urgence du besoin. Pour les appels à projets des années ultérieures, les arrondissements devront envoyer la reddition de compte au BTER pour les projets réalisés pour pouvoir bénéficier du financement pour de nouveaux projets.

En cas de dépassement des montants du financement provenant du programme, les montants excédant pour la réalisation du projet devront être assumés par l'arrondissement.

2- Versement du financement

Les montants du financement seront versés sur présentation du bon de commande (BC) si le projet est réalisé par un entrepreneur externe ou, au début des travaux si le projet est réalisé par l'arrondissement.

3- Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles[2] doivent répondre aux objectifs suivants:

- Prolonger la durée de vie utile des jardins actuels, accroître leur capacité de service, réduire leurs frais d'exploitation ou améliorer la qualité de leurs extrants et l'accessibilité universelle.
- Aménager de nouveaux espaces de production en respectant les critères de la politique de capitalisation tels que:
    - Respect de la définition d'immobilisations corporelles;

[2] Pour plus de détails sur les dépenses admissibles, consulter la **politique de capitalisation** de la Ville de montréal

- Respecter les seuils de capitalisation (10 000$ ou 1000$ pour les items qui peuvent être regroupés).

4- Dépenses non admissibles

Ne sont pas admissibles au programme :

- Les dépenses liées au fonctionnement des jardins;
- Les dépenses non capitalisables;
- Achat de terrain.

Principales étapes du projet

Les principales étapes du projet sont les suivantes :

Étapes du projet	Dates
Lancement de l'appel à projets.	24 février 2022.
Date limite pour le dépôt par l'arrondissement de la demande complète de financement (par courriel: agriculture.urbaine @montreal.ca).	30 avril 2022.
Envoi d'un accusé de réception de la demande complète d'aide financière par le BTER.	10 mai 2022.
Analyse du dossier par le comité d'évaluation et confirmation de l'aide financière.	30 mai 2022.
Confirmation par courriel de l'attribution du financement pour les projets sélectionnés.	15 juin 2022.
Planification, conception et réalisation des travaux.	15 juin au 30 novembre 2022.
Fin des travaux et redditions de compte.	15 décembre 2022.

Administration du programme

1- Réception de la demande de financement

Les demandes de financement dans le cadre de ce programme devront être envoyées au bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER), au plus tard, **60 jours** après le lancement de l'appel à projets**.**
L'arrondissement peut déposer plus d'une demande de financement par année. Cependant l'octroi du financement dépend du nombre total des demandes déposées et de la disponibilité des fonds.
Chaque arrondissement doit s'assurer que les délais de traitement des demandes sont compatibles avec son calendrier de planification et de réalisation des travaux.

L'arrondissement doit soumettre les documents suivants :

- Le formulaire de demande de financement;
- Le budget prévisionnel en format Excel;
- Une résolution du conseil d'arrondissement autorisant la participation au programme;
- Entente ou bail de location des terrains loués à un tiers;
- Un plan de communication, si applicable;
- Toute autre information jugée pertinente.

2- Évaluation et acceptation des demandes

Un comité d'évaluation sera mis sur pied pour évaluer les demandes reçues. Les projets seront analysés selon les critères suivants:

- Présentation générale du projet, étape de réalisation et échéancier;
- Solidité du budget, pertinence du montant demandé et contribution financière de l'arrondissement;
- L'urgence et la priorité des travaux;
- Retombées du projet et son ancrage dans les besoins des utilisateurs et utilisatrices;
- La demande des résidents pour avoir un jardinet (listes d'attentes);
- Vulnérabilité socioéconomique et environnementale du territoire visé par le projet.

Des modifications pourraient être demandées dans le cadre de cette analyse. L'attribution des fonds aux projets respectant les objectifs et critères énoncés sera confirmée, par courriel, dans les 45 jours suivant la fin de l'appel à projet.

Responsabilités et obligations

1- Responsabilités

Le bureau de la transition écologique et de la résilience en collaboration avec le service de la concertation aux arrondissements:

- Coordonner la gestion du financement des arrondissements pour la mise en œuvre des projets d'aménagements et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics;
- Assurer le respect des objectifs et de la répartition équitable des sommes disponibles;
- Sélectionner les projets qui recevront du financement.

Les arrondissements:

- Planifier les projets respectant les critères du programme;
- Réaliser les travaux selon le financement octroyé;
- Réaliser l'entretien des espaces d'agriculture urbaine pour en assurer la pérennité;
- Effectuer la reddition de compte exigée.

2- Obligations

Une fois le financement octroyé, l'arrondissement devra :

- Dépenser les sommes allouées selon les détails décrits dans la demande de financement;

- Informer le représentant du BTER de toute modification importante apportée au projet tout au long des diverses étapes de son développement, et ce, pour quelque motif que ce soit, et fournir les documents complémentaires relatifs aux modifications en question;
- Obtenir les autorisations, permis et certificats requis pour réaliser le projet selon les lois, décrets, arrêtés ministériels, règlements applicables ou autres actes de même nature;
- Remettre une copie des procès-verbaux ou de tout autre document lié au projet (documents pour soumissions, contrats, factures d'honoraires professionnels, etc.), sur demande des représentants du BTER, et ce, dans les meilleurs délais;
- Remettre au BTER les factures des déboursés une fois par mois;
- Remettre au BTER, à la fin de la réalisation du projet:
    - Un rapport signé des travaux effectivement réalisés selon le gabarit fourni;
    - Des photos prises avant le début et une fois les travaux complétés;
    - Les coûts réels engendrés;
    - Toute suggestion à considérer pour les années à venir.

Le non-respect d'une des obligations peut entraîner le retrait du soutien financier accordé par la Ville.

Annexes

ANNEXE 1 - Quelques définitions

Immobilisation corporelle: Selon **la politique de capitalisation**, une **immobilisation** est définie comme étant un actif non financier ayant une existence matérielle et destinée à :

- à être utilisé pour la production et la fourniture de biens, pour la prestation de services ou pour l'administration, à être donnés en location à des tiers, ou bien à servir au développement ou à la mise en valeur, à la construction, à l'entretien ou à la réparation d'autres immobilisations corporelles;
- à être utilisé de façon durable;
- dont la durée économique s'étend au-delà d'un exercice;
- qui n'est pas destiné à être vendu dans le cours normal des activités.

Amélioration: Coûts engagés en vue de prolonger la durée de vie utile d'une immobilisation, d'en accroître sa capacité de production, de réduire les frais d'exploitation ou d'améliorer la qualité des extrants. Ces dépenses sont ajoutées au coût des immobilisations corporelles.

Entretien et réparations: Coûts engagés en vue de maintenir le potentiel de service prédéterminé d'une immobilisation corporelle pendant une durée de vie utile donnée. Ces dépenses sont passées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont faites.

Investissements: Dépenses effectuées en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation procurant des avantages au cours d'un certain nombre d'années.

Agriculture urbaine: Selon le MAPAQ, l'agriculture urbaine est l'ensemble des activités de production d'aliments souvent, mais pas exclusivement, réalisées à petite échelle dans la ville et qui utilisent des ressources, des produits et des services qui s'y trouvent. Fournissant des produits agricoles et des services pour une consommation locale, l'agriculture urbaine peut prendre différentes formes: communautaire, commerciale ou privative, etc. Elle présente ainsi des spécificités qui la différencient grandement de l'agriculture rurale et même de l'agriculture périurbaine.

Jardin collectif: parcelle de terrain cultivée par un groupe de personnes dans l'objectif de se partager la récolte et/ou la distribuer à des personnes dans le besoin.

Jardin communautaire: parcelle de terrain subdivisée en plusieurs emplacements de jardinage (jardinets) attribués à une personne pour une production personnelle ou parfois à un OBNL.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : GDD *1224385001*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG*
Projet : Autoriser le dépôt d'un projet de réfection et bonification pour un montant de 100 000$ pour le jardin communautaire Notre-Dame-de-Grâce au « Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics » déployé par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*** ***Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité*** ***Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la***			

réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoir;

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision: *Le programme de soutien permettra la pérennité des espaces d'agriculture urbaine déjà existants ainsi que de nouveaux aménagements (jardins communautaires, jardins collectifs, aménagements comestibles) mettant au premier plan la biodiversité et les espaces naturels.*

Priorité 4: Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité: *La réfection des aménagements déjà existants ainsi que l'ajouts de nouveaux espaces permettra le renforcement de projets de production alimentaire locaux ainsi que des projets d'économie circulaire et sociale.*

Priorité 5: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles: *Le programme permet des lieux favorables pour la sensibilisation et l'éducation citoyenne en ce qui concerne le développement durable et la responsabilisation des citoyens dans ce processus. Des ateliers pédagogiques sur la valorisation des matières résiduelles et la notion de zéro déchet et zéro gaspillage sont offerts dans ces lieux via plusieurs organismes partenaires. Des projets avec les écoles sont également possibles.*

Priorité 6: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire: *Le soutien des espaces en agriculture urbaine permet aux jardiniers de produire localement et à faible coût des aliments nutritifs.*

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Les espaces de jardinages sont des milieu de vie pour l'ensemble de la population, permettant des échanges intergénérationnel et interculturels. Le programme de soutien permet de maintenir des lieux favorisant la participation citoyenne dans la communauté et de vivre des expériences de démocratie.*

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux au cœur des processus de décision: *Les projets déposés dans le cadre de ce programme auront fait l'objet de consultation auprès des organismes partenaires et des divers comités de jardins. Ces derniers auront la possibilité de s'exprimer librement sur les types d'aménagements souhaités sur le territoire en fonction des besoins du citoyen par district électoral.*

Priorité 18:Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire: *La réfection ainsi que la mise en place de nouveaux espaces permettra la mise au norme de ces derniers en termes d'accessibilité universel et d'accès équitable aux services de la Ville de même qu'une répartition équitable sur le territoire.*

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Le projet favorise l'ancrage de l'agriculture urbaine sur le territoire et dans les services de proximité offerts aux citoyens. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2022/05/02
19:00

Dossier # : 1227479004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-04-25 08:41

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227479004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227479004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de mars 2022 ainsi que toutes les dépenses du mois de mars 2022.



Décisions déléguées Ress hum Mars 2022- CA Mai.pdf



Rapport pour CA - Achats par carte Visa 2022 Mars.pdf



Factures non associées à un bon de commande-mars 2022_hb.pdf



Liste des bons de commande approuvés-mars 2022HB.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Ressources humaines Récapitulatif - **DÉCISIONS MARS 2022**
Conseil Arrondissement MAI 2022

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
06,0	Déplacement d'un fonctionnaire	1	DSAG	Contremaître	12 mars 2022	Embauche
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	15	DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	12 mars 2022	Titularisation
			DSAG	Secrétaire d'unité administrative	5 mars 2022	Promotion
			DSAG	Bibliothécaire	25 décembre 2021	Promotion
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	26 février 2022	Titularisation
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	26 février 2022	Titularisation
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	26 février 2022	Titularisation
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	5 mars 2022	Titularisation
			DSAG	Agent principal communications sociales	26 mars 2022	Titularisation
			DSAG	Agent technique circulation et stationnements	12 mars 2022	Promotion
			DSAG	Surveillant d'installations	5 mars 2022	Embauche
			DSAG	Préposé à l'accueil, aux droits d'entrée & aux boutiques	26 février 2022	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	26 février 2022	Reembauche
			DSAG	Agent de communications sociales	19 mars 2022	Déplacement
			DSAG	Conseiller en développement communautaire	5 mars 2022	Déplacement
			DSAG	Surveillant d'installations	26 février 2022	Embauche
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travil d'un fonctionnaire en regard des dispositions de conventions collectives	5	DSAG	Chauffeur opérateur d'appareils motorisés	21 janvier 2022	Déposer un avis disciplinaire au dossier pour l'infraction du 21 janvier
			DSAG	Chauffeur opérateur d'appareils motorisés	13 septembre 2021	Déposer un avis disciplinaire au dossier pour l'infraction du 13 septembre 2021
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	16 décembre 2021	Déposer un avis disciplinaire au dossier pour l'infraction du 16 décembre 2021
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	3 novembre 2021	Déposer un avis disciplinaire au dossier pour l'infraction du 3 novembre 2021
			DSAG	Chauffeur opérateur d'appareils motorisés	16 novembre 2021	Déposer un avis disciplinaire au dossier pour l'infraction du 16 novembre 2021

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Ressources humaines Récapitulatif - **DÉCISIONS MARS 2022**
Conseil Arrondissement MAI 2022

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
12.0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	5	DSAG	Assistant intervention loisirs	1er janvier au 31 décembre 2022	Autoriser la reconduction de l'allocation automobile
			DSAG	Assistant intervention loisirs	1er janvier au 31 décembre 2022	Autoriser la reconduction de l'allocation automobile
			DSAG	Assistant intervention loisirs	1er janvier au 31 décembre 2022	Autoriser la reconduction de l'allocation automobile
			DSAG	Bibliothécaire	27 mars 2022	Interruption d'affectation
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	24 janvier 2022	Interruption d'affectation
13.0	Abolition, transfert ou la modification d'un poste est délégué au fonctionnaire de niveau B Concerné	2	DSAG	Conseiller en aménagement Agent de recherche	–	Autoriser la modification de la structure division urbanisme en créant 2 postes temporaires pour une période de 36 mois, dès la signature de ce dossier décisionnel.
			DSAG	Contremaître aqueduc et égout	–	Autoriser création poste permanent à la direction des travaux publics à la signature du présent dossier décisionnel.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de mars 2022)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2022-03-08	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	Formation ASP Construction gestionnaire immobilier		296,77 $
					296,77 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2022-03-14	La Cantine Punjab	Repas avec le Conseil Jeunesse		44,64 $
2	2022-03-15	Fusium Solutions - Opus	Carte Opus		68,40 $
3	2022-03-15	Fusium Solutions - Opus	Carte Opus		68,40 $
4	2022-03-15	Fusium Solutions - Opus	Carte Opus		68,40 $
					249,84 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense en mars			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	03-2022	Registre Foncier du Québec	Consultations		18,00 $
					18,00 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 1 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2022-03-04	Canadian Tire	Sel de déglaçage pour la brigade Neige		67,16 $
2	2022-03-24	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription dossier au concours Plumes d'excellence 2022		78,74 $
3	2022-03-28	La Source	Appareil photo Instax Mini		187,35 $
4	2022-03-31	Facebook	Diverses publicités facebook		47,24 $
					380,50 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense en mars			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense en mars			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Sonia Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense en mars			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Lucie Bédard Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2022-03-15	Premiers soins+	Matériel pour trousse de 1er soins		14,43 $
2	2022-03-15	Santinel	Matériel pour trousse de 1er soins		49,86 $
3	2022-03-16	Tenaquip	Matériel pour trousse de 1er soins		36,81 $
					101,10 $

1 046,20 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de mars 2022
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Bédard, Lucie	02-04-22	Cahour Fabienne	Formation : Techniques de participation publique	236,25 $
				236,25 $
Chamberot, Robert	03-25-22	Asselin Lebreux William	Matériel premirers soins	59,80 $
	03-04-22	Les Neurones Atomiques Inc.	Atelier unique de robotique Bibliothèque CDN	288,72 $
				348,52 $
Desjardins, Steve	02-21-22	Cournoyer Sophie	Formation sur les études typomorphologiques	37,03 $
				37,03 $
Gaudreault, Guylaine	03-21-22	Bédard Lucie	Frais de stationnement	60,00 $
	03-23-22	Pigeon Martin	Achat tissu et service d'une couturière pour les nappes de tables qui seront utilisés lors des conseils d'arrondissement	196,17 $
	03-18-22	Borges Ligia	Transport de participants et achat de jus (activité de médiation, Maison de la culture CDN)	28,75 $
				284,92 $
Gaudreault, Sonia	03-21-22	Café 92 Degrés Inc.	Achat de café et de viennoiseries pour le lac à l'épaule	275,70 $
				275,70 $
Gauthier, Stéphane	03-17-22	Pageau, Lucie	Achats divers pour couture Fablab BIC	38,08 $
	03-25-22	Lis Avec Moi	Atelier SLAM à la Bibliothèque Interculturelle	275,00 $
	02-28-22	Marie Celie Agnant	Séance de conte avec les 2-5 ans	350,00 $
	03-10-22	Lemaire, Marc	Divers Trousses Fablab BIC	319,18 $
	03-17-22	Librairie Renaud-Bray Inc.	Livres cadeaux pour le concours : Mois de l'histoire des noirs	157,70 $
	03-25-22	Verville, Johanne	Frais de taxi	15,10 $
	03-10-22	Librairie O-Taku Inc.	Activité POKE terrarium	346,46 $
	03-07-22	Chastel, Émilie	Matériel d'animation	169,58 $
				1 671,10 $
Hardy, Danielle	03-23-22	Blanchette, Mélanie	Frais de déplacemnent	169,73 $
				169,73 $
Limperis, Apostolos Mario	03-23-22	Supérieur Propane	Paiement de facture	675,71 $
	02-28-22	Supérieur Propane	Remboursement facture	156,00 $
				831,71 $
Plante, Stéphane	03-16-22	Ismahane Dahmane	Service traiteur pour la cloture de l'exposition « À travers nos yeux »	226,77 $
	03-16-22	Sfeir, Lelia	Tirage : activité de médiation, Maison de la culture NDG	51,86 $
	03-14-22	Major, Danielle	Achat cartouche d'encre	105,80 $
				384,43 $
Rico, Roseline	03-24-22	Belinda Belice	Événement : Spectacle	1 250,00 $
	03-24-22	Paule Tremblay	Événement : Spectacle	1 300,00 $
	03-25-22	Danse K Par K	Événement : Spectacle	2 204,74 $
	03-24-22	Sergio A. Barrenechea G.	Événement : Spectacle	1 200,00 $
	03-01-22	La Fille Du Laitier	Événement : Spectacle	1 259,85 $
	03-16-22	Ministre Des Finances	Paiement des droits et renouvellement des permis	198,75 $
	03-01-22	Les Soeurs Kif-Kif	Événement : Spectacle	1 837,28 $
	03-16-22	Daniel Racine	Coordination, présentation des films et discussion avec les réalisateurs	250,00 $
	03-24-22	Théâtre Globe Bulle Rouge	Événement : Spectacle	1 990,00 $
	03-24-22	Monsieur Joe	Événement : Spectacle	1 261,95 $
	03-24-22	Ecoumene	Événement : Spectacle	2 624,69 $
	03-16-22	Toshiba Solutions D'Affaires	Frais de base du contrat, mars 2022	84,68 $
	03-16-22	L'Oeil Vif	Projection du film « Ensemble » et discussion avec le cinéaste	524,94 $
	03-24-22	Sébastien Côté	Événement : Spectacle	2 500,00 $
				18 486,88 $
TOTAL				**22 726,27 $**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Liste des bons de commandes approuvés pour le mois de mars 2022

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation		Numéro de l'entente	Description	Montant de l'engagement
Baudin, Cyril	1524394	03-21-22	Association sectorielle - Fabrication d'équipement de transport et machines		Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès	251,97 $
	1524259	03-21-22	Construction DJL Inc.	1338038	Asphalte, bitume	6 299,25 $
	1499211	03-29-22	Tech-Mix	1380942	Asphalte, bitume	3 149,62 $
	1525225	03-25-22	Trauma-Secours Inc.		Service - Formation en santé et sécurité	1 760,64 $
						11 461,48 $
Bédard, Lucie	1525474	03-28-22	Hainault, Gravel Huissiers de justice Inc.		Huissier de justice	7 349,12 $
	1525472	03-28-22	Société canadienne des postes		Fournitures d'expédition et étiquette	10 498,75 $
						17 847,87 $
Boutin, Pierre	1523286	03-15-22	Bureau en Gros		Appareil de communication	36,74 $
	1524412	03-21-22	Tessier Récréo-Parc Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	9 503,47 $
	1521702	03-04-22	Transport Mottillo et fils Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	21 522,44 $
						31 062,65 $
Brousseau, Hélène	1524798	03-23-22	Compugen Inc.		Ordinateur et accessoire	1 021,53 $
	1525222	03-25-22	Compugen Inc.		Ordinateur et accessoire	1 448,32 $
						2 469,85 $
Chamberot, Robert	1523690	03-16-22	Lucie Bernier		Logiciel et progiciel	1 000,00 $
	1525997	03-30-22	Uline Canada Corp.		Articles de papeterie	364,81 $
						1 364,81 $
Cousineau, Simon	1524416	03-21-22	Produits Sany	1048199	Équipement d'entretien manuel	30,55 $
	1516801	03-18-22	Ricci, Teasdale huissiers de justice Inc.		Huissier de justice	1 259,85 $
						1 290,40 $
Desjardins, Steve	1524423	03-21-22	Compugen Inc.		Logiciel et progiciel	5 006,59 $
	1524424	03-21-22	Compugen Inc.		Appareil électronique	1 967,26 $
	1523940	03-17-22	L'Empreinte imprimerie Inc.		Articles promotionnels	519,69 $
	1522674	03-10-22	Les Consultants Verret Inc.		Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel	1 853,03 $
	1522678	03-10-22	Prisme Technologies Inc.		Fournitures d'expédition et étiquette	362,25 $
	1522681	03-10-22	Santinel Inc.		Fournitures et matériel médical	1 419,98 $
	1524417	03-21-22	Trauma-Secours Inc.		Service - Formation en santé et sécurité	270,87 $
						11 399,67 $
Gaudreault, Guylaine	1525257	03-25-22	Multirecycle		Service - Traitement/valorisation de déchets	1 217,85 $
	1515362	03-18-22	Paris, Ladouceur & Associés Inc.	1438947	Évaluateur agréé	20 997,50 $
						22 215,35 $
Gaudreault, Sonia	1507411	03-24-22	Conceptions Snotech Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	1 826,78 $
	1521804	03-04-22	Frisette Comptoir à Salade Inc.		Breuvage et nourriture	579,54 $
	1481578	03-15-22	Lavo		Traitement de l'eau	7 462,52 $
						9 868,84 $
Hardy, Danielle	1525264	03-25-22	Les Industries Poly Inc.	1322302	Service - Numérisation de documents	3 569,57 $
	1524804	03-23-22	Vincent Ergonomie Inc.		Service - Ergothérapeute	1 259,85 $
						4 829,42 $

Hooper, Chantal	1522511	03-09-22	Addison Électronique Montréal		Composante électronique	31,48 $
	1524418	03-21-22	Atelier D'usinage Innova Précision 2014		Service - Inspection de véhicules	755,91 $
	1522255	03-09-22	Boo! Design Inc.		Service - Impression	1 579,01 $
	1522494	03-09-22	Compugen Inc.		Appareil électronique	408,40 $
	1524356	03-21-22	Esri Canada Limited		Logiciel et progiciel	1 627,57 $
	1522548	03-09-22	Ferronnerie Bronx		Matériel de finition	6 087,17 $
	1512855	03-02-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 630,97 $
	1521485	03-02-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1521486	03-02-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1521488	03-02-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1521489	03-02-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522404	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522444	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522556	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522563	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522565	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522567	03-09-22	Groupe SDM Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1522140	03-08-22	Inolec		Réparation - Machine et équipement pour traitement de l'eau	1 548,57 $
	1524405	03-21-22	La Compagnie De Location D'Autos Enterprise Canada.	1506805	Location - Automobile, camionnette et fourgonnette	5 249,37 $
	1522677	03-10-22	Les Jardins Michel Corbeil Inc.		Produits horticoles	6 514,48 $
	1521816	03-07-22	Novafor Équipement Inc.		Équipement de protection	630,95 $
	1522729	03-10-22	Pépinière Abbotsford Inc.		Produits horticoles	3 524,96 $
	1523291	03-15-22	Société Internationale D'Arboriculture Qéebec Inc. (S.I.A.Q.)		Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès	949,09 $
	1525201	03-25-22	Uline Canada Corp		Fournitures d'expédition et étiquette	190,22 $
	1521174	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 412,31 $
	1521176	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 320,06 $
	1521180	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	3 280,95 $
	1521186	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 855,49 $
	1521203	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
	1521207	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 322,84 $
	1524127	03-18-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	637,36 $
	1524138	03-18-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
	1524150	03-18-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	690,10 $
	1524159	03-18-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 263,42 $
	1524184	03-18-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	680,25 $
	1525070	03-24-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
	1525072	03-24-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	524,94 $
						114 070,60 $

Limperis, Apostolos Mario	1522752	03-10-22	Aquam Specialiste Aquatique Inc.		Équipement de sport	2 532,96 $
	1523686	03-16-22	Batteries Natech Inc.		Produits électroniques	1 454,08 $
	1523264	03-15-22	Dépôt Alimentaire Ndg		Service - Installation, gestion, entretien	5 000,00 $
	1511999	03-30-22	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyant	315,59 $
	1523268	03-15-22	Socété Environnementale Côte-Des-Neiges		Service - Installation, gestion, entretien	5 249,37 $
	1523774	03-17-22	Tenaquip Limited		Distributeur de produit nettoyant	228,19 $
						14 780,19 $
Plante, Stéphane	1491421	03-30-22	Energenia Inc.		Entrepreneur en structures de béton	15 191,69 $
	1524773	03-23-22	Gbi Experts-Conseils Inc.		Ingénieur environnement	21 774,40 $
	1522064	03-08-22	Groupe De Sécurité Garda Senc	1268954	Service - Agence de sécurité	34 293,53 $
	1525064	03-24-22	Jardins Zeillinger		Produits horticoles	1 886,99 $
	1525083	03-24-22	Les Baristocrates		Breuvage et nourriture	1 102,37 $
	1525944	03-30-22	Ni Produits Inc.		Poubelle et conteneur	29 508,99 $
	1471692	03-30-22	Sylvaine Chassay		Service - Organisation de festivals et spectacles	6 000,00 $
	1489113	03-30-22	Zarate + Lavigne Architectes Inc.		Entrepreneur en électricité	6 431,80 $
						116 189,77 $
Poliseno, Martin	1521760	03-04-22	Atelier D'Usinage Innova Precision 2014		Service - Inspection de véhicules	377,95 $
	1525190	03-25-22	Atelier D'Usinage Innova Precision 2014		Équipement de protection	460,59 $
	1525181	03-25-22	Ferronnerie Bronx		Matériel de fixation	1 844,00 $
	1525196	03-25-22	Outillages Express		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	1 147,30 $
	1521766	03-04-22	Produits Sany	1048199	Équipement d'entretien manuel	287,56 $
	1521759	03-04-22	Tenaquip Limited		Outils manuels	240,53 $
	1522528	03-09-22	Tenaquip Limited		Produits d'entretien ménager	238,11 $
						4 596,04 $
Reeves, Geneviève	1523618	03-16-22	Compugen Inc.		Logiciel et progiciel	244,47 $
						244,47 $
Rico, Roseline	1526006	03-30-22	Les Couvre-Planchers Solathèque Inc.		Entrepreneur en bâtiments de tout genre	4 887,17 $
	1526008	03-30-22	Proscène Dauphinais Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de scène	94,49 $
	1526000	03-30-22	Sécurite Landry Inc		Équipement de scène	2 070,86 $
	1521228	03-01-22	Sylvie Gosselin		Service - Artiste de la scène	5 039,40 $
	1515177	03-10-22	Vidéotron Ltée .		Service - Accès internet, ligne téléinformatique	10,50 $
						12 102,42 $
Stingaciu, Irinel-Maria	1524544	03-22-22	De Grace Technologie		Entrepreneur en intercommunication, téléphonie et surveillance	750,66 $
	1524546	03-22-22	Les Impressions Plastimax		Service - Infographie, graphisme	2 301,07 $
	1522764	03-10-22	Les Solutions De Rangement Prisma Inc.		Réparation/Entretien - Accessoire et fourniture de mobilier de bureau	1 091,87 $
	1526009	03-30-22	Long & Mcquade Limited		Matériel artistique	107,09 $
	1522762	03-10-22	Magasins Best Buy Ltée		Appareil électronique	583,72 $
	1521242	03-01-22	Service Gagnon Électrique Inc.		Produits de branchement	524,94 $
	1526005	03-30-22	Technologies Stay Connected Inc.		Réparation/Entretien - Appareil électronique	215,22 $
						5 574,57 $
St-Laurent, Sonia	1525933	03-30-22	Compugen Inc.	1469292	Ordinateur et accessoire	1 029,86 $
	1523695	03-16-22	Créations Jean-Claude Tremblay Inc.		Matériel pour loisir, jeu	2 955,40 $
	1526011	03-30-22	Les Installations Sportives Agora Inc.		Entrepreneur en bâtiments de tout genre	1 028,88 $
	1526004	03-30-22	Systèmes Canadien Kronos Inc		Service - Formation en informatique	1 160,99 $
						6 175,13 $

Turnblom, Sylvain	1508505	03-14-22	Inolec		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	110,00 $
	1521200	03-03-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	2 081,76 $
	1521204	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 357,99 $
	1521206	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 837,28 $
	1521261	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	532,19 $
	1521263	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
	1521264	03-01-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
	1521296	03-02-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 320,06 $
	1521297	03-02-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	262,47 $
	1521633	03-03-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 385,69 $
	1521653	03-03-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 322,84 $
	1523072	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	524,94 $
	1523076	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	2 108,36 $
	1523088	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	2 162,74 $
	1523097	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	612,70 $
	1523100	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	209,97 $
	1523104	03-14-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	262,47 $
	1523109	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 744,87 $
	1525355	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	572,01 $
	1525357	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	552,13 $
	1525358	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	529,96 $
	1525386	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	1 322,84 $
	1525433	03-28-22	Vapro Commercial Inc.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	787,41 $
						23 175,50 $
TOTAL						**410 719,03 $**